This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

B 4 502 132

Digitized by Google

LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF CALIFORNIA.

Class

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Questions Monétaires Contemporaines

Digitized by Google

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE
BAR-LE-DUC

Digitized by Google

Questions Monétaires Contemporaines

PAR MM.

PAUL ALGLAVE, LUCIEN BROCARD, PAUL CAHEN
ÉDOUARD DOLLÉANS, EMMANUEL FOCHIER
RENÉ LAFARGE
JACQUES LYON, CHRISTIAN PAULTRE, LÉON POLIER
BARTHÉLEMY RAYNAUD

DOCTEURS EN DROIT

PRÉFACE

PAR MM.

P. CAUWÈS, A. SOUCHON, M. BOURGUIN

PROFESSEURS A LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF

LIBRAIRIE
DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL J.-B. SIREY & DU JOURNAL DU PALAIS
Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL
22, rue Soufflot, PARIS, 5e Arrond.
L. LAROSE et L. TENIN, Directeurs

1905

Digitized by Google

HF 253
.R5

Digitized by Google

PRÉFACE

L'ouvrage que nous présentons aujourd'hui au public émane d'une direction d'études que nous avons créée à la Faculté de droit de l'Université de Paris. Elle a réuni de jeunes docteurs, candidats à notre agrégation de sciences économiques. Tous s'étaient déjà distingués par des thèses et des travaux divers dont nous donnons l'énumération à la suite de cette préface. En les groupant autour de nous, notre but a été de les pousser vers la production scientifique à un moment de leur carrière où trop souvent nos futurs agrégés se laissent absorber par des soucis de concours.

Mais comment procéder? Fallait-il, suivant la méthode des séminaires allemands, entreprendre des travaux individuels et sans lien de sujet les uns aux autres? Nous ne l'avons pas cru. Au risque de difficultés plus grandes, il nous a paru à tous qu'une œuvre d'ensemble était désirable. C'était d'abord le gage d'une solidarité faite pour obliger à l'effort. C'était ensuite l'espoir d'un résultat beaucoup plus important par le fait même de son unité. C'était enfin la chance de plus d'autorité dans notre rôle de direction ainsi limité. Il nous faut du reste déclarer que ce rôle a été très restreint. Nous ne sommes pas les collaborateurs de ce livre : nous n'en sommes que les inspirateurs. Après avoir fixé le sujet, réparti les tâches, examiné les plans qui nous étaient soumis, c'est en toute liberté quant à la méthode et aux doctrines que les mémoires ont été composés.

Tous ne nous ont pas donné une égale satisfaction ; pour cer-

Digitized by Google

tains dont nous avons quelque fierté, nous n'avons eu que de légères retouches à conseiller; d'autres ont dû être remis sur le chantier, réclamant une documentation plus forte, et une construction plus solide. De là, des retards inévitables que nous n'aurions pas voulu prolonger encore en poursuivant, — par une série de remaniements successifs, — le but chimérique de relever les moins bons au niveau des meilleurs. Nous savons, d'ailleurs, par l'expérience journalière de nos thèses qu'il est un degré d'amélioration difficile à dépasser.

Nous n'avons pas voulu non plus ne publier que les meilleures parties d'une œuvre, qui devait garder de la pensée même qui l'avait inspirée, le caractère d'une œuvre d'ensemble.

Personne ne s'étonnera si, à la suite de ces réserves impersonnelles, nous nous refusons au rôle de critiques; un simple devoir de bienveillant patronage nous interdit de le prendre. Le lecteur rendra au travail de chacun ce qu'il mérite d'estime.

Nous éprouvons cependant le vif regret de ne pas présenter au public, sur les questions monétaires contemporaines, l'œuvre intégrale que nous avions espérée. Des collaborations attendues nous ont fait défaut; nous avons dû renoncer à un chapitre consacré à la monnaie dans les vieilles colonies françaises, et un autre, beaucoup plus important sur l'Union latine, nous a manqué trop tard pour le confier à un nouveau collaborateur.

Nous faisons appel à la bienveillance du public savant pour une tentative dont il est aisé de comprendre en même temps la difficulté et l'intérêt. Cet appel nous est facile puisqu'il ne s'agit pas de nous; aussi pouvons-nous insister quelque peu. C'est l'un des sujets les plus ardus de l'économie politique qu'ont abordé nos jeunes docteurs. Aucun ne s'était signalé jusqu'ici par des travaux sur les questions monétaires. Nous estimons cependant que leur œuvre collective est une œuvre suffisante pour se jus-

Digitized by Google

tifier par elle-même. Elle vaut aussi comme une preuve nouvelle de l'intensité de la vie universitaire dans nos Facultés de droit. Nous y tendons à resserrer les rapports entre maîtres et étudiants, à exercer une action plus suivie et plus directe sur la formation scientifique de l'élite de la jeunesse studieuse. Les manifestations en ce sens sont multiples, mais aucune, du moins dans l'ordre des sciences économiques, n'avait encore abouti à une publication d'essais dans le genre de ceux-ci. Puissent-ils obtenir un accueil propre à encourager d'autres initiatives qui bénéficieraient de l'expérience acquise.

P. CAUWÈS, A. SOUCHON, M. BOURGUIN.

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE

DE

CHACUN DES AUTEURS DE CET OUVRAGE

ALGLAVE (Paul).

Les assurances contre l'incendie par l'État, les provinces ou les villes en Allemagne. Paris, 1901, 1 vol. in-8° raisin.

Les assurances contre l'incendie par l'État ou les cantons en Suisse et dans les pays scandinaves. Paris, 1 vol. in-8° raisin.

Les assurances contre l'incendie par la province ou la ville en Autriche-Hongrie et Russie. Paris, 1904, 1 vol. in-8° raisin.

BROCARD (Lucien).

De l'émission du billet de banque et du privilège de la Banque de France. Dijon, 1896.

Les doctrines économiques et sociales du marquis de Mirabeau dans « l'Ami des hommes ». Paris, 1902.

CAHEN (Paul).

De l'influence de la baisse du taux de l'intérêt sur la hausse des salaires. 1 vol., Paris, 1899.

Digitized by Google

DOLLÉANS (Édouard).

De l'accaparement, in-8°, 428 p., Paris, 1902.

La police des mœurs, in-8°, 262 p., Paris, 1903.

Robert Owen, in-16°, 228 p., Paris, 1905.

La loi d'intégration du travail. Revue d'Économie politique année 1902.

FOCHIER (Emmanuel).

L'alcoolisme devant la loi pénale. 1 vol. Paris, 1900.

L'exploitation des chemins de fer par l'État en Allemagne. 1 vol. Paris, 1901.

Les municipalités allemandes et la question de l'habitation (Hambourg et Strasbourg). Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale. Juillet 1903.

La municipalisation du sol en Allemagne (Revue d'économie politique, juin 1904).

LAFARGE (René).

L'agriculture en Limousin au XVIIIe siècle et l'intendance de Turgot. Paris, 1902.

De la donation cumulative des biens présents et à venir. Paris, 1904.

LYON (Jacques).

La politique douanière agricole de l'Empire allemand. Paris, 1902.

PAULTRE (Christian).

La taille tarifée de l'abbé de Saint-Pierre et l'administration de la taille, in-8°, Paris, 1903.

Digitized by Google

POLIER (Léon).

Esquisse d'une théorie des États composés (Contribution à la théorie générale de l'État) en collaboration avec M. R. de Marano. Toulouse, 1902.

L'idée du juste salaire. Paris, Giard et Brière, 1903.

De l'expropriation pour cause d'utilité sociale au bénéfice d'entreprises privées. Toulouse, 1905.

RAYNAUD (Barthélemy).

Le contrat collectif du travail, 1901. Paris, Rousseau.

Les accidents du travail des ouvriers étrangers, 1902. Paris, Rousseau.

Les discussions sur l'ordre naturel au XVIIIe siècle, Revue d'Économie politique, 1905.

L'idée de concurrence en Économie politique, Revue d'Économie politique, 1903.

Une industrie sans grèves, 1905.

Digitized by Google

LA
MONNAIE ET LES PRIX

Par **Édouard DOLLÉANS**

Le mouvement des prix, pendant la seconde moitié du XIXe siècle, a été marqué par une période de hausse suivie d'une période de baisse. Cette double variation en sens contraire accompagnait deux événements monétaires : l'accroissement de la production de l'or, la démonétisation de l'argent par de nombreux États. Elle touchait à tant d'intérêts d'ordre pratique et d'ordre scientifique qu'elle a fait naître de nombreuses dicussions et donné lieu à une abondante littérature économique. Comment pouvait-on expliquer la hausse et la baisse générale des prix qui s'étaient produites? Quelle influence le facteur monétaire avait-il eue sur les prix? quelles étaient enfin les causes des variations de la valeur d'échange de la monnaie? Autant de questions que soulevait le problème, posé par les faits, des relations de la monnaie et des prix.

Ce problème, dont nous avons ici à nous préoccuper, se décompose en deux parties qui formeront la division générale de cette étude :

Peut-on, par les variations de certains prix, mesurer les variations de la valeur générale d'échange de la monnaie?

Peut-on, dans les données expérimentales, découvrir la cause de ces variations?

La première partie de ce travail sera consacrée à la mesure des variations du pouvoir d'achat de la monnaie; la seconde à la recherche des causes et à un essai de vérification expérimentale de la théorie quantitative des prix.

Digitized by Google

PREMIÈRE PARTIE

LA MESURE DES VARIATIONS DU POUVOIR D'ACHAT DE LA MONNAIE.

Le prix est l'expression du taux d'échange des marchandises : il exprime le rapport d'échange qui existe entre les marchandises et la marchandise choisie comme étalon, la monnaie; il exprime par suite aussi le rapport d'échange des marchandises entre elles.

Les variations particulières du prix d'une marchandise donnée expriment les variations inverses de la valeur d'échange ou pouvoir d'achat de la marchandise-étalon vis-à-vis de cette marchandise. Les variations générales des prix expriment les variations inverses de la valeur générale d'échange de la monnaie-étalon.

Mais peut-on mesurer les variations générales des prix? Peut-on même parler de variations générales des prix et de valeur générale d'échange de la monnaie? La courbe des prix n'est-elle pas « un mythe » ? N'existe-t-il point en effet « des milliers de prix dont les fluctuations sont indépendantes et exigeraient pour se traduire sur le papier des milliers de courbes [1]...? » Toute tentative pour établir les moyennes de prix paraît inutile à certains esprits : la moyenne obtenue n'est pour eux qu'une pure fiction donnant une expression concrète à une chose qui n'existe pas. M. Pierson va même jusqu'à déclarer dans un article de l'*Économic Journal :* « Je suis arrivé à cette conclusion que le sys-

[1] De Foville : *Économiste français,* 13-20 juin 1903 :

« Loin de voir les prix marcher ensemble au même pas comme des soldats qui font l'exercice, nous les voyons évoluer presque aussi confusément parfois que la foule dans la rue; les uns montent, les autres descendent et ceux-ci se mettent à courir pendant que ceux-là s'arrêtent et se reposent ».

Digitized by Google

tème des index numbers ne doit pas être soumis à une reconstruction, mais abandonné entièrement parce qu'il est vicieux dans son principe même[1] ».

Pour répondre aux économistes qui, en posant ainsi la question préalable, nient la possibilité de mesurer les variations générales des prix, il suffit de déterminer exactement l'objet qu'on se propose et de définir le moyen qu'on emploie pour y parvenir.

L'objet qu'on se propose est d'obtenir une expression quantitative des variations de la valeur générale de la monnaie-étalon. La somme de tous les prix de certaines unités de produits à un moment donné représente la valeur générale d'échange de la marchandise-monnaie vis-à-vis des autres marchandises, c'est-à-dire la quantité de biens échangeable à ce moment contre une certaine quantité de monnaie métallique. La comparaison de ces sommes à des époques différentes montre les variations des relations d'échange entre la monnaie et les marchandises.

On appelle « index numbers » les chiffres indicateurs des variations de prix d'un certain nombre de marchandises, pendant une époque considérée et par rapport à une année prise comme base ou terme de comparaison. Pour établir ces index on relève dans les mercuriales les prix d'un certain nombre d'articles de large consommation et on calcule le pourcentage de leurs variations annuelles. Le prix moyen de chaque marchandise durant l'année de base est représenté par 100. Les variations de prix de chacune des marchandises qui composent l'index sont exprimées par un tant pour cent d'augmentation ou de diminution par rapport à l'année de base et la somme des index particuliers, divisée par le nombre des marchandises, forme l'index total pour l'année. Le chiffre obtenu ainsi n'est pas une pure fiction : la moyenne est une réalité parce que les éléments avec lesquels elle a été construite sont empruntés à la réalité; elle n'est que le résultat d'opérations portant sur les prix courants des produits cotés sur le marché. Les index numbers n'ont pas la prétention de découvrir la cause des variations qui

[1] Pierson, *Further Considerations on Index Numbers* (*Economic J.*, March, 1896, p. 127).

Digitized by Google

se sont produites dans les rapports de la monnaie et des prix, mais seulement de représenter le sens du mouvement général des prix et les variations des relations qui existent entre la marchandise-monnaie et les autres marchandises : ils expriment simplement, sans les expliquer, les variations du pouvoir d'achat ou valeur générale d'échange de la monnaie-étalon.

Vous parlez, dira-t-on, de valeur d'échange. Mais qu'entendez-vous par là? Une qualité intrinsèque des objets ou un simple rapport? Vous parlez de valeur générale d'échange de la monnaie, mais dans quel sens prenez-vous ce terme? La monnaie a-t-elle une valeur générale d'échange ou seulement des valeurs particulières, des rapports particuliers avec telle ou telle autre marchandise?

Le problème, que soulèvent la nature de la valeur d'échange et la mesure de cette valeur par les variations de prix, a fait naître deux thèses opposées, fortement défendues l'une par M. Walsh, l'autre par M. Bourguin. M. Walsh[1] a consacré toute la rigueur scientifique de son esprit à démontrer que la valeur d'échange était une qualité des objets, qualité semblable à la longueur et au poids. « La valeur d'échange d'un objet avec un autre, dit-il, n'est pas simplement le rapport d'échange entre elles ». Il la définit « le pouvoir d'achat d'un objet vis-à-vis d'un autre, la puissance qu'il possède de procurer à son propriétaire d'autres objets ». L'ensemble des valeurs d'échange particulières d'un objet forme la valeur générale d'échange de cet objet, valeur susceptible d'une mesure qui ne diffère pas essentiellement de la mesure des qualités physiques, la longueur et le poids.

M. Bourguin au contraire pense qu'un objet n'a pas de valeur en général, mais seulement des valeurs particulières et qu'il n'existe pas d'étalon idéal de la valeur, mais seulement des mesures particulières. La notion d'une valeur en soi, simple et unitaire, échappe à l'entendement et la mesure de la valeur diffère essentiellement de celle de la longueur et du poids : « Le pouvoir de la monnaie n'est qu'un mot, il ne désigne pas une qualité, une valeur intrinsèque, mais un ensemble de rapports qui

[1] *The measurement of general Exchange-Value.* New-York, 1901 (p. 7 à 13, 56, 59, 65, 70, 73, etc.).

Digitized by Google

n'ont rien de commun entre eux, n'étant pas des équations entre grandeurs de même espèce [1] ».

Nous pensons, comme M. Bourguin, qu'il faut entendre par valeur générale d'échange de la monnaie l'ensemble de ses valeurs d'échange particulières et qu'il n'existe pas, comme le croit M. Walsh, d'étalon général ou idéal de la valeur. L'expression « valeur générale d'échange » peut être conservée, si on a soin d'en préciser le sens et de dire qu'on entend par là non une qualité intrinsèque, une puissance mystérieuse des objets, mais l'ensemble des rapports d'échange particuliers d'une marchandise vis-à-vis des autres marchandises. Nous appellerons donc valeur générale d'échange de la monnaie le rapport entre une certaine quantité de biens et une certaine somme de monnaie. Les moyennes de prix mesurent les variations de cette valeur générale d'échange sans prétendre indiquer les causes qui déterminent ces variations. De ces causes il en est qui viennent des marchandises, les unes particulières à telle marchandise, les autres communes à toutes, et il en est qui viennent de la monnaie. Ce sont celles-ci qui nous intéressent d'abord puisque le problème que nous étudions est celui de l'influence de la monnaie sur les prix. Parmi les procédés d'établissement des moyennes, il nous faut rechercher et choisir ceux qui répondent plus spécialement à la fin que nous poursuivons. Nous examinerons donc les différentes catégories d'index numbers, avec la préoccupation de discerner les procédés les mieux adaptés à la mesure des variations de la valeur d'échange de la monnaie. A cette fin il conviendra d'écarter tout procédé qui accordera à une ou à certaines marchandises une influence prépondérante dans le calcul de l'index et la formation de la moyenne générale, c'est-à-dire qui permettra aux causes parti-

[1] Bourguin, *La mesure de la valeur et la monnaie*, Larose, 1898, p. 135 et p. 38, 41. En réalité la différence profonde qui sépare M. Bourguin et M. Walsh n'est pas dans leur conception de la valeur intrinsèque ou extrinsèque, mais toujours relative; elle est dans la conception de la mesure, de l'étalon : tandis que M. Walsh croit à un étalon général ou idéal, l'étalon ne peut, selon M. Bourguin, être que particulier : «... pour chaque marchandise l'étalon monétaire ne permet de mesurer, parmi les innombrables valeurs de cette marchandise relativement à toutes les autres, que sa valeur particulière à l'égard de la monnaie. En ce sens cette mesure n'est et ne peut être qu'une mesure particulière parce qu'il n'y a que des valeurs particulières ».

Digitized by Google

culières à certains produits de fausser le résultat en masquant l'action des causes générales. Il conviendra au contraire d'adopter les procédés qui pourront mettre en relief l'action de ces causes générales de variation, sans se laisser impressionner par ailleurs et en neutralisant en quelque sorte l'action des causes particulières.

Or les différents procédés de moyennes de prix peuvent se classer en deux grandes catégories : les index qui ont pour objet de mesurer les variations du coût de la vie et les index destinés à mesurer les variations de la valeur générale d'échange de la monnaie. Ceux-ci permettent d'étudier les relations d'échange entre les choses, ceux-là permettent d'étudier l'influence que ces relations ont sur la condition des personnes. Les uns, les index « à fin sociale » comme on peut les appeler, répondent à une préoccupation de bonheur humain ; les autres, les index « à fin objective », à une préoccupation d'ordre exclusivement scientifique. Les uns, pourrait-on dire, appartiennent à l'économie sociale, les autres à l'économie politique pure. Selon que l'on désire savoir quelles sont les variations de la valeur d'échange de la monnaie ou quelles sont les conséquences sociales de ces variations, on s'adressera à une catégorie différente : « autre chose est en effet de rechercher quel est le sens du mouvement général des prix sur le marché, autre chose est de rechercher quel est le degré de bien-être dont jouit une population ou une classe de la société[1] ». Le même procédé ne peut servir à mesurer les variations de la valeur d'échange de la monnaie (point de vue objectif) et à mesurer les variations du coût de la vie (point de vue social). Si l'on se place au point de vue objectif, le niveau général des prix peut avoir baissé, tandis qu'au point de vue social, les mêmes chiffres peuvent amener à conclure que le coût de la vie d'une classe de la société s'est élevé.

La distinction entre les index destinés à mesurer les variations de la valeur d'échange de la monnaie et ceux destinés à mesurer les variations du coût de la vie nous donne la division toute naturelle de cette première partie en deux chapitres.

[1] Pareto, *Cours d'économie politique*, t. I, p. 265. « Les mêmes prix peuvent coexister avec des consommations diverses et des sacrifices inégaux, et ce ne sont que ces consommations et ces sacrifices qui comptent pour le bien-être ».

Digitized by Google

Au point de vue social répondent les moyennes budgétaires et le système des coefficients ou moyennes graduées; au point de vue objectif, les moyennes générales. Dans le système des moyennes générales, toutes les marchandises entrent dans le calcul sur le pied d'égalité : l'index total résulte d'une simple addition de tous les index particuliers à chaque marchandise sans qu'aucun de ces index particuliers soit multiplié par un coefficient. Véritables systèmes de représentation proportionnelle, les autres procédés, moyennes budgétaires et moyennes graduées, attribuent aux différentes marchandises un coefficient correspondant à leur importance dans le budget ou dans la consommation générale : dans le calcul de l'index total, les index particuliers entrent avec un certain coefficient qui accroît ou diminue l'influence de chaque marchandise sur le taux de variation du pourcentage total.

Digitized by Google

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

CHAPITRE PREMIER

Les index ayant pour objet de mesurer les variations du coût de la vie et le principe de la représentation proportionnelle.

Les systèmes de représentation proportionnelle attribuent aux différentes marchandises un coefficient correspondant à leur importance dans le budget ou dans la consommation générale : moyennes budgétaires et moyennes graduées reposent sur un même principe et s'opposent par là aux moyennes générales; seulement ce principe a une portée plus restreinte dans les systèmes des moyennes budgétaires, puisque celles-ci sont limitées aux différents articles du budget d'une classe sociale et sont en réalité un système de coefficients de classe.

A. — Moyennes budgétaires ou système de représentation proportionnelle limitée.

Le système de l'indice unique précède logiquement le système des moyennes budgétaires dont on peut dire qu'il contient le germe. Le produit qui a été pendant longtemps l'élément essentiel de la nourriture et du budget de la plus grande partie de la population, le blé, a servi d'indice des variations du coût de la vie; sa consommation et son prix de revient paraissaient présenter une assez grande stabilité. Mais ce système d'indice unique a été abandonné parce qu'on a reconnu que le prix du blé n'offre pas le caractère de stabilité désiré : autrefois, local, il variait beaucoup dans l'espace; aujourd'hui, mondial, il varie très sensiblement dans le temps. Le blé n'occupe plus dans l'alimentation une place aussi importante que jadis : la mesure des

Digitized by Google

variations du coût de la vie a été demandée, non plus aux variations d'un seul article du budget, mais à celles des différents articles qui forment la dépense habituelle des familles d'une certaine classe.

Obéissant à la logique de l'idée qui avait fait choisir le blé comme indice unique, on s'est servi des monographies de familles pour établir des moyennes où les différents articles entrent avec un coefficient proportionnel à leur importance dans le budget d'une certaine classe de la société. Préconisé en France par M. de Foville[1] et mis en application en Amérique par le professeur Falkner, le système des moyennes budgétaires doit être examiné dans son principe, dans sa mise en pratique et dans ses résultats.

Au point de vue théorique, le système soulève une objection de principe. Il suppose fixes des consommations qui varient justement sous l'influence des variations de prix[2]. Les conclusions qu'on peut tirer des moyennes budgétaires n'ont qu'une portée restreinte qui ne s'étend pas au delà de la classe d'individus et de familles dont les budgets ont servi de base aux calculs. Ces moyennes sont limitées à un nombre trop restreint de marchandises et donnent une trop grande importance aux objets d'alimentation pour avoir une signification générale au point de vue du mouvement des prix et des variations de la valeur d'échange de la monnaie.

Au point de vue pratique, la méthode budgétaire a démontré les difficultés d'application du principe de la représentation proportionnelle. Elle a été l'objet d'une expérience de large envergure en Amérique : ce sont les index numbers contenus dans le rapport du sénateur Aldrich et dressés par les soins du professeur Falkner, index indiquant de 1860 à 1891 les variations générales des prix de 223 articles par rapport à l'année 1860[3].

[1] De Foville, *Article Prix dans le N. Dict. d'économie politique.*

[2] Aupetit, *Essai sur la théorie générale de la monnaie.* Guillaumin, 1901, p. 244.

[3] Report by M. Aldrich from the committee on finance March. 3, 1893 et *Bulletin of Department of Labor*, n° 17, March. Washington, 1900. Ces index ont été continués jusqu'à 1899 par le professeur Falkner et publiés dans le Bulletin précité (la période de base est la moyenne des prix trimestriels de janvier 1890 à janvier 1892).

Digitized by Google

Ces index donnent deux moyennes, une moyenne arithmétique simple et une moyenne graduée et permettent de comparer les deux méthodes. De cette expérience, qui avait porté sur 2.561 budgets de famille établis par le commissaire du travail américain, on peut tirer un triple enseignement : les difficultés que rencontre la mise en pratique du principe de représentation proportionnelle, la prépondérance accordée aux objets d'alimentation dans les moyennes budgétaires, enfin la similitude de résultats que présentent les moyennes arithmétiques simples et les moyennes budgétaires.

1) La méthode budgétaire est d'une pratique difficile. Dans l'expérience instituée par le professeur Falkner, le prix de chaque article devait recevoir un coefficient proportionnel à son importance dans les budgets de famille. Ce principe put être appliqué pour la nourriture; mais, pour les autres chiffres de dépense, il fut nécessaire d'assigner à certains prix des coefficients arbitraires. On était obligé de combiner et de grouper les cotes de prix pour les ajuster aux chiffres de dépenses. Pour adapter aux prix les articles de dépenses, on était obligé de recourir à des hypothèses purement gratuites. Le loyer par exemple occupe une large place dans le budget; mais, dans le chiffre de cette dépense, quelle part assigner aux briques, au bois, au verre[1]? A quels produits attribuer les dépenses non individualisées et inscrites sous le titre de : divers? On fit une double supposition : on présuma que la moitié de ces dépenses diverses avaient été affectées à l'achat de marchandises; on imagina que ces marchandises qui avaient fait l'objet d'un achat direct se trouvaient justement être les produits qui n'avaient pas déjà trouvé place dans les articles de dépenses budgétaires. On donnait ainsi au prix de ces produits, dont on ne pouvait suivre la trace, une importance égale à la moitié de celle que les dépenses diverses avaient dans le budget de la famille. Cette catégorie de marchandises comprenait les métaux, instruments et outils, les médicaments et produits pharmaceutiques, les meubles et les matériaux de construction. On voit combien d'hypothèses et de conjectures arbitraires présuppose la mise en application de la mé-

[1] Taussig, *Results of Recent investigations on prices in United States* (*Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. VIII, p. 22, 1895).

Digitized by Google

thode budgétaire. En l'espèce, on ne put faire entrer en ligne de compte que 68,6 0/0 des dépenses budgétaires.

2) L'importance exagérée que prennent dans les moyennes budgétaires les articles d'alimentation mérite aussi d'attirer l'attention, parce qu'elle donne à l'index une signification particulière et limitée. Dans les budgets dont s'est servi le professeur Falkner pour établir les moyennes graduées, la nourriture forme 40 0/0 de la dépense totale : le coefficient d'importance des objets d'alimentation s'élève donc à près de la moitié, et c'est par l'importance du facteur alimentaire que le professeur Taussig explique la différence existant entre la moyenne simplé et la moyenne budgétaire avant 1860[1]. Ces budgets étaient ceux de familles ouvrières. Dans les autres classes de la société, la hausse du prix des aliments aurait une moindre importance et pourrait être contrebalancée par la baisse du prix d'autres articles. Les moyennes budgétaires pourront par suite indiquer une hausse du coût de la vie, tandis que les moyennes arithmétiques simples ou même les moyennes graduées, dont les coefficients seront empruntés non aux budgets de famille, mais à une appréciation de l'importance de chaque article dans la consommation générale de la communauté, indiqueront une baisse. Les résultats de la moyenne budgétaire ne sont exacts que pour la classe de la société envisagée et sont erronés si l'on considère la collectivité : même en se plaçant au point de vue social des variations du coût de la vie, cette méthode n'a qu'une portée restreinte.

3) L'expérience américaine permet de comparer les résultats des moyennes simples et ceux des moyennes budgétaires dont voici le tableau :

Années.	Moyenne arith. Simple.	Moyenne budgétaire.
1840	116,8	97,7
1841	115,8	98,1
1842	107,8	90,1

[1] Taussig, *op. cit.*, p. 27. La moyenne budgétaire était alors plus basse que l'autre ; mais après cette époque elle s'est relevée par suite de la hausse des articles d'alimentation qui se produisit aussi bien en Europe qu'en Amérique comme le montre M. Bienaymé : *Le coût de la vie à Paris à différentes époques* (*Journal de la soc. de Statistique*, 1895).

Digitized by Google

Années.	Moyenne arith. Simple.	Moyenne budgétaire.
—	—	—
1843	101,5	83,4
1844	101,9	85,0
1845	102,8	88,2
1846	106,4	95,2
1847	106,5	95,2
1848	101,4	88,3
1849	98,7	83,5
1850	102,3	89,2
1851	105,9	98,6
1852	102,7	97,9
1853	109,1	106,0
1854	112,9	105,0
1855	113,1	109,2
1856	113,2	112,3
1857	112,5	114,0
1858	101,8	113,2
1859	100,2	102,9
1860	100,0	100
1861	100,6	94,1
1862	117,8	104,1
1863	148,6	132,2
1864	190,5	172,1
1865	216,8	232,2
1866	191,0	187,7
1867	172,2	165,8
1868	160,5	173,9
1869	153,5	152,3
1870	142,3	144,4
1871	136,0	136,1
1872	138,8	132,4
1873	137,5	129,0
1874	133,0	129,9
1875	127,6	128,9
1876	118,2	122,6
1877	110,9	113,6
1878	101,3	104,6
1879	96,6	95,0

Digitized by Google

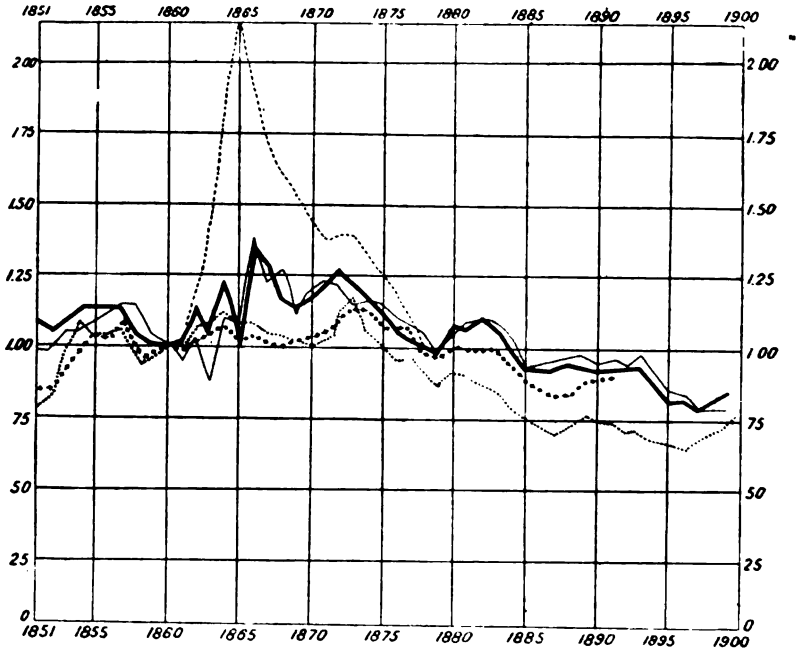
Années.	Moyenne arith. Simple.			Moyenne budgétaire.
1880	106,9			104,9
1881	105,7			108,4
1882	108,5			109,1
1883	106,0			106,6
1884	99,4			102,6
1885	93,0			93,3
1886	91,9			93,4
1887	92,6			94,5
1888	94,2			96,2
1889	94,2			98,5
1890	92,3	102,0	[1]100.2	93,7
1891	92,2	100,6	103,2	94,4
1892		96,5	100.1	
1893		97,2	105,0	
1894		89,6	96,4	
1895		84,7	90,5	
1896		85,2	89.5	
1897		82,0	85,9	
1898		83,3	86,8	
1899		86,5	86,8	

Le professeur Falkner apprécie ainsi la comparaison des deux genres de moyenne : « Là où le mouvement des prix est en baisse, la moyenne graduée est sujette à énoncer un plus haut prix que la moyenne arithmétique simple, et, lorsque le mouvement des prix est en hausse, la moyenne graduée énonce des prix plus bas que la moyenne simple. Cela est dû au fait que, dans toutes les moyennes graduées, les produits d'alimentation ont une plus grande influence que dans les moyennes simples et que les produits d'alimentation, pris en masse, varient de prix, d'année en année, d'une façon moins notable que toutes les autres marchandises[1] ». Le diagramme que nous donnons

[1] Pf. Falkner, *Bulletin of Labor Department March.*, 1900, p. 268. Dans le rapport Aldrich (prix de 1840-1891), l'année de base était 1860; dans les index du prof. F. publiés en 1900 dans le *Bulletin du Dép. du Tr*, la moyenne des prix trimestriels, de janvier 1890 à janvier 1892, a servi de terme de comparaison.

Digitized by Google

ici permet de se rendre compte des différences qui existent entre la courbe des moyennes budgétaires et celle des moyennes simples : il permet aussi de comparer la courbe des prix américains dressée par Falkner (double courbe, l'une indiquant les prix en or, l'autre les prix en papier-monnaie) avec celle des prix anglais de Sauerbeck et des prix de Hambourg de Sœtbeer.



Courbes des Prix, de 1850 à 1900.

États-Unis (index Falkner). { ——— = prix en or / ---------- = papier-monnaie } moyenne simple.
——— = moyenne budgétaire.
Angleterre (index Sauerbeck) = ... — Allemagne (index Sœtbeer) = -+-+-+-+-

B. — Le système des coefficients et de la représentation proportionnelle intégrale.

Le système des coefficients proportionnels à l'importance des différentes classes de produits paraît remédier à ce qu'a d'exclusif ou de fragmentaire la méthode des moyennes budgétaires. Il semble même différer essentiellement de ce dernier système,

[1] Ce diagramme est emprunté au livre de M. Laughlin, *Principles of Money*, New-York, 1903, p. 220.

Digitized by Google

au premier abord[1]. Au lieu de mettre en relief les variations du coût de la vie, il semble destiné à dégager les variations de la valeur d'échange de la monnaie en les différentes marchandises, variations proportionnelles à l'importance des différentes classes de produits dans le mouvement général des échanges. Il semble même mieux approprié à cette fin que les moyennes arithmétiques simples auxquelles on peut reprocher de faire entrer dans le calcul de l'index tous les articles sur le pied d'égalité[2]. Grâce aux coefficients le vote multiple de la représentation proportionnelle se substitue au suffrage universel dans l'établissement des moyennes[3]; une mesure plus exacte des variations de la valeur d'échange de la monnaie est obtenue : si en effet la valeur générale d'échange de la monnaie n'est que la somme de ses valeurs particulières d'échange, sa valeur particulière d'échange en une classe de marchandises plus importante, c'est-à-dire qui comprend un plus grand nombre d'utilités ou d'unités économiques, a pour ainsi dire plus d'amplitude et doit entrer, avec un chiffre plus considérable, dans le calcul de la moyenne générale qui indiquera la valeur générale d'échange.

On a même été plus loin et on a dit que le système des moyennes simples était aussi un système de coefficients, mais de coefficients arbitraires. M. Walsh remarque que sous apparence de ne pas donner de coefficients, les moyennes arithmétiques simples attribuent aux marchandises des « coefficients de hasard » puisqu'elles prennent les unités de produits telles qu'elles sont

[1] Certains économistes estiment que le système des coefficients ne doit pas figurer parmi les procédés destinés à mesurer le coût de la vie : tandis que les moyennes budgétaires envisagent une classe sociale et des individus concrets, le système des coefficients considère un être abstrait, le consommateur en général; on peut mesurer, disent-ils, le coût particulier de la vie d'une classe d'individus déterminée et celui des différentes classes, mais non le coût général de la vie dans un pays. Le système des moyennes budgétaires serait donc le seul procédé de mesure des variations du coût de la vie.

[2] Ainsi le blé, l'indigo, le bois de campêche et le poivre noir de Malabar. — De Foville, E. F. 1903, *op. cit.*

[3] Nitti, *Science des finances*, p. 103, trad. fr. Giard et Brière, 1904 : « Donner la même importance au blé, à la viande, au beurre, au riz, au thé, au café, à l'alcool est ridicule. C'est une espèce d'union forcée, de suffrage universel appliqué aux marchandises. Aussi a-t-on corrigé ce procédé en donnant à chaque marchandise son importance relative. »

Digitized by Google

données par la cote, le fer par exemple coté par tonne et le cuivre par livre : « Si l'on prend les prix simplement tels qu'ils se présentent sur les cotes, l'opération se réduit virtuellement à donner un coefficient aux différentes classes de marchandises eu égard à la hauteur accidentelle de leurs prix cotés; les prix cotés de certains produits sont beaucoup plus élevés que ceux d'autres produits sans qu'on ait égard à l'importance ou à la valeur des classes auxquelles ils appartiennent. Cette façon de donner des coefficients sans le vouloir est purement accidentelle et abandonnée au hasard sans principe et sans raison[1] ». Cette observation ne paraît pas exacte. M. Walsh oublie que l'index total ne résulte pas d'une addition de prix, mais d'une addition de pourcentages : l'on ne prend de chaque marchandise, pour le faire entrer dans la moyenne générale, que le pourcentage de variation qui est le même pour 1 ou pour 1.000 kil. Les moyennes simples ne sont pas un système de coefficients de hasard, mais un système d'égale représentation. Le système des coefficients leur est-il, comme on l'affirme, théoriquement supérieur? C'est ce dont on ne peut se rendre compte qu'en examinant la mise en application des moyennes graduées, les résultats comparés des deux méthodes et enfin les principes mêmes sur lesquels se fondent l'un et l'autre système.

Tout d'abord, il n'y a plus entente entre les économistes partisans des coefficients, lorsqu'il s'agit de choisir le critérium de l'importance des différentes classes de marchandises : comment appréciera-t-on l'importance de chaque classe, d'après les valeurs ou d'après les quantités? Les coefficients seront-ils proportionnels aux valeurs monétaires totales ou aux quantités consommées? Et, dans ce dernier cas, considérera-t-on les quantités de la première période ou celles de la seconde ou bien la moyenne entre ces deux sommes? Adoptera-t-on la méthode du coefficient unique ou du coefficient double? Certains économistes vont même jusqu'à déclarer que l'importance des articles étant différente selon les différentes personnes, il y aurait lieu de donner des coefficients différents suivant les différentes classes de la société : par là on reviendrait au système des moyennes budgétaires.

[1] Walsh, *op. cit.*, p. 81.

Digitized by Google

Les systèmes de coefficients peuvent se ramener à deux groupes dont l'un prend en considération les valeurs relatives monétaires totales des différentes classes considérées et l'autre la consommation proportionnelle de chaque article, c'est-à-dire les quantités.

Le premier système consiste à donner à chaque article un coefficient conforme à la dépense faite par la communauté pour chaque catégorie d'articles. Giffen est d'avis de donner aux marchandises un coefficient proportionnel à la valeur des quantités consommées pendant l'année ou la période de base et Palgrave, un coefficient proportionnel à la valeur des quantités consommées à l'époque considérée, chaque année successive étant ainsi comparée par lui à l'année de base. D'autres enfin proposent de donner aux marchandises un coefficient proportionnel aux valeurs des différentes classes, multipliées par le nombre de fois que les articles sont vendus avant d'être consommés (Foxwell)[1].

Le deuxième système estime la grandeur des classes d'après les quantités consommées. Le principe sur lequel il repose est qu'une plus grande importance doit être accordée aux marchandises qui, étant mises en circulation en plus grandes quantités, nécessitent une plus grande demande de monnaie. Mais ici encore doit-on considérer les quantités des deux périodes ou celles d'une seule, celles de la première ou celles de la seconde période, ou encore la moyenne entre les deux? Les uns pensent qu'on ne doit se servir que des quantités d'une seule période afin d'obtenir les variations de la somme de monnaie nécessaire pour se procurer la même quantité aux deux époques. Laspeyres préfère considérer les quantités de la première période et Paasche celles de la seconde[2]. On peut aussi se servir séparément des deux procédés et prendre la moyenne de leurs résultats; ou bien encore prendre la moyenne des quantités de toute la période considérée. On peut enfin, comme le recommandent Edgeworth et le comité de la British Association, évaluer la dépense moyenne faite par

[1] Walsh, p. 85. Pour toute la discussion des différents systèmes de coefficients, voir Walsh, p. 80 à 121 et appendice C, p. 533 et suiv.

[2] Il prend les quantités de la seconde période considérée, les multiplie par le prix de la première période ou année de base, puis compare le résultat obtenu avec la même quantité multipliée par le prix de la deuxième période $\frac{q'}{q} \times \frac{p}{p'}$,

Digitized by Google

la collectivité pour chaque classe de marchandises pendant les dernières années et donner à chaque marchandise un coefficient correspondant à cette évaluation. Ainsi, par exemple, la dépense annuelle du blé est estimée par le Comité à 60.000.000 £ et celle de la viande à 100.000.000 £, soit respectivement 6,5 et 11 p. 0/0 du total de toutes les estimations correspondantes pour toutes les marchandises envisagées[1].

Enfin, à la méthode de coefficient unique, Drobish[2] oppose celle du double coefficient. Il compare les quantités consommées dans la première période, multipliées par les prix de la première période, avec les quantités consommées dans la deuxième période, multipliées par les prix de la deuxième période. Il emploie les quantités de chaque période séparément; il établit une moyenne de prix pour chaque période séparée d'après les quantités de cette période et compare les moyennes.

Il est difficile de choisir entre les différents systèmes de coefficients proposés par les partisans de cette méthode; il l'est plus encore, lorsqu'on en a choisi un, de le mettre en pratique. La méthode des coefficients apparaît comme impraticable, sauf sous la forme du pourcentage douanier. On a vu déjà quelles difficultés rencontrait l'application de la méthode budgétaire qui n'envisageait qu'un nombre restreint d'articles et une classe d'individus. Il devient impossible de constater la dépense totale faite par la communauté sur chaque article sauf pour quelques produits bruts; il n'existe pas de données statistiques satisfaisantes permettant de connaître avec une précision suffisante la consommation totale d'un pays pour chaque article séparé; il est impossible de connaître exactement les quantités relatives consommées parce que ces quantités sont continuellement variables. Aussi, lorsqu'ils veulent appliquer le système des coefficients, les économistes qui en sont partisans sont obligés de sacrifier à leur méthode un certain nombre de produits[3] ou de

H. Paasche, *Uber die Preisentwickelung der letzten Jahre nach den Hamburger Boersennotirungen* (*Jahrbücher fur Nat. Œk.-und Stat.*, 1874).

[1] Art. Index Numbers, *Dictionnaire de Palgrave*, t. II, p. 386.

[2] Walsh, *op. cit.*, p. 544.

[3] Lorsque Paasche voulut appliquer son système de coefficients, au lieu de 47 articles qui entraient dans la composition de ses moyennes simples, il n'en put faire entrer dans les moyennes graduées que vingt-deux.

Digitized by Google

restreindre leurs calculs aux articles d'exportation et d'importation, c'est-à-dire au commerce extérieur. Le système du pourcentage douanier se trouve être la seule application un peu importante de la méthode de représentation proportionnelle (en dehors des moyennes budgétaires). Le système du pourcentage douanier, appliqué par M. Levasseur dès 1858[1], repose sur la comparaison de deux évaluations, l'une provisoire et l'autre définitive. Au début de l'année nouvelle, on estime provisoirement la valeur des quantités exportées et importées pendant l'année qui vient de finir d'après les prix de l'année précédente; à cette évaluation provisoire la commission permanente des valeurs substitue une évaluation définitive.

Les variations proportionnelles entre ces deux évaluations permettent de connaître les variations dans le niveau des prix[2]. C'est ainsi que M. de Foville, pour la France, a dressé l'index des variations de prix des produits d'importation et d'exportation depuis 1847[3]; qu'en Angleterre Palgrave a réorganisé les tables de l'Économist en y introduisant un système de coefficients, chaque article ayant un coefficient conforme à sa part proportionnelle dans le commerce total des 22 articles considérés : par exemple, en 1873, le commerce pour le coton brut était de 48.000.000 £ et pour l'indigo de 800.000 £ et le commerce total de 306.450.000 £ : le coton reçut un coefficient de 146 et l'indigo de 6 sur 2.200. Le même économiste a appliqué le système du pourcentage douanier à vingt-deux articles d'après les chiffres de la douane française et pour la période de 1865 à 1886[4]; le coefficient donné est proportionnel à l'importance rela-

[1] Levasseur, *La Question de l'or*, 1858. Déjà Henry James (1835) avait comparé les valeurs officielles (official values) aux valeurs déclarées (declared values) pour mesurer les variations de prix des produits anglais.

[2]

Pour l'exercice 1901 par exemple prix de 1900 :	4.715 et 4.166	millions.
— — — — 1901 :	4.369 et 4.013	—
soit baisse de	7.32 3.68	millions.

[3] De Foville, *Le mouvement des prix dans le commerce extérieur de la France* (*Économiste français*, 5 juillet 1879, p. 35; 19 juillet 1879, p. 64-65; 1er novembre 1879, p. 533-534; 29 avril 1882, p. 503-505; 17 juin 1882, p. 504).

[4] Palgrave, *Currency and Standard of Value in England, France, and India*

Digitized by Google

tive des articles d'après l'importation actuelle en France de chaque article comparée à l'importation totale des vingt-deux articles : en 1871, le blé avait pour coefficient 330 et le beurre 6; en 1877, le coefficient du blé n'est plus que 166 et celui du beurre 17.

Le système du pourcentage douanier ne tient compte que du commerce international et fait abstraction du commerce intérieur : il n'est donc qu'une application limitée du principe de la représentation proportionnelle. Les index, obtenus grâce à ce procédé, ne reflètent que le mouvement des prix du commerce extérieur d'un pays; ce n'est là qu'une mise en pratique fragmentaire du système des coefficients. Malgré la quasi-impossibilité de mise en pratique intégrale de ce système, il nous faut en envisager les résultats et le principe.

Certains économistes pensent que les moyennes simples et les moyennes graduées donnent des résultats très voisins. Dans ses travaux sur les *Index Numbers*, Edgeworth déclare que « la différence entre les résultats des deux méthodes est moindre qu'elle ne semble devoir apparaître à première vue; par exemple la différence entre l'index construit par le Comité de la British Association et six autres index ne s'étend pas à plus de 2 à 2 1/2. En fait, pour 1885, avec sept méthodes différentes, on a : 70; 70,6; 63; 69; 72; 72; 69,5[1] ». De même Sauerbeck ne constate pas une grande différence entre les résultats des moyennes arithmétiques simples et ceux des moyennes graduées[2]; on n'en relève point non plus de très considérables, sauf pour l'année 1868, dans la comparaison faite par Paasche et que nous donnons ci-contre ainsi que celle de Palgrave et celle de Sauerbeck. Par contre, Walsh estime ces différences assez importantes pour attirer l'attention et il relève dans l'index de Palgrave un écart de 12 0/0 entre la moyenne simple et la moyenne graduée : entre 1880 et 1881, par exemple, la moyenne simple indique une

and the rates of exchange between these Countries (*Memorandum laid before the Royal Commission on Depression of Trade and Industry*, 1886. Third Report Appendix B, p. 312-390).

[1] *Memorandum on the accuracy of the proposed calculations of Index N. attached to the Report of the British Association for* 1888, p. 211.

[2] *Index Numbers of prices. Economic Journal*, juin 1895.

Digitized by Google

baisse de 6 0/0 et la moyenne graduée une hausse de 4 0/0, soit un écart de 12 0/0[1].

ANNÉES.	INDEX de l'Economist — Base 1845-1850.	PALGRAVE Base : 1865-1869			INDEX de l'Economist		PALGRAVE Base : 1865-1869.	
		Moyenne simple.	Moyenne graduée		Base 1845-1850.	Corrigé par Bourne. 20 articles au lieu de 22. 1 article pour le coton au lieu de 4. Adjonction du charbon.	Moyenne simple.	Moyenne graduée.
1880.	115	87	89	1865...	162	138		108
1881.	108	81	93	1866...	162	141		111
1882.	111	83	87	1867...	137	128	100	99
1er janv. 1883.	106	80	88	1868...	122	122		93
1er juill. 1883.	101			1869...	121	118		89
1er janv. 1884.	101	75	80	1870...	122	119	91	90
1er juill. 1884.	98			1871...	118	118	90	93
1er janv. 1885.	95	70	76	1872...	129	133	97	100
				1873...	134	142	102	104
				1874...	131	136	100	108
				1875...	126	130	95	97
				1876...	123	123	93	99
				1877...	123	126	94	100
				1878...	116	118	87	95
				1879...	100	106	76	82

ANNÉES.	PAASCHE Base : 1847-1867		Économic journal juin 1895. SAUERBECK Comparaison des moyennes simples et graduées		
	Moyenne simple.	Moyenne graduée.	ANNÉES.	Moyenne arith. s.	Eu égard aux quantités.
1847-1867.....	100	100	1887.....	68	66,7
1868.....	104	94,5	1888.....	70	68,8
1869.....	106	102,2	1889.....	72	71,8
1870.....	103	104,0	1890.....	72	72,1
1871.....	109	110,30	1891.....	72	72,0
1872.....	121	125,6	1892.....	68	67,7
1868-1872.....	108,1	106,77	1893.....	68	67,1
			1894.....	63	62,0

Sauerbeck	1880	1894
Moyenne arit. simple	87,82	62,93
— grad.	87,3	62,0
— géom.	86,97	60,90

[1] Walsh, *op. cit.*, p. 83.

Digitized by Google

Le système des coefficients est d'une mise en pratique difficile ; il n'a été appliqué que sous une forme très limitée — celle du pourcentage douanier. On n'est pas d'accord sur la question de savoir si ce système donne ou non des résultats sensiblement différents de ceux des moyennes simples. Mais ce ne serait pas là des raisons suffisantes pour écarter théoriquement les moyennes graduées si cette méthode était logiquement la plus conforme, la seule conforme, à la constatation objective des variations de la valeur d'échange de la monnaie, comme la méthode budgétaire est la mieux adaptée à la découverte des variations du coût de la vie. Certains économistes le pensent; M. Walsh croit même qu'il est impossible de ne pas attribuer sans le vouloir un coefficient aux marchandises introduites dans le calcul de l'index et que par conséquent il est préférable d'en donner un choisi d'une façon consciente et avec soin. D'après cet économiste, le système des moyennes arithmétiques simples serait toujours un système de coefficients de hasard, tandis que le système des moyennes graduées serait un système de coefficients rationnels. Les raisons que M. Walsh fait valoir en faveur du système des coefficients sont destinées à montrer que ce système peut seul donner quelque exactitude à la mesure des variations de la valeur d'échange de la monnaie. « Quand une classe d'articles varie de prix, dit-il, tous les individus de cette classe varient aussi. Si cette classe est plus importante qu'une autre, lorsque leurs prix varient, la plus importante représente une variation de plus d'unités économiques : la variation de la valeur d'échange de la monnaie dans cette classe est une variation en plus d'unités que dans l'autre classe. La valeur particulière d'échange de la monnaie dans une classe plus considérable n'est pas nécessairement une plus haute ou une plus grande valeur d'échange, mais c'est pour ainsi dire une plus vaste ou plus considérable valeur d'échange que la valeur d'échange particulière dans une classe plus petite. C'est pourquoi la variation de la monnaie dans une classe plus importante doit compter davantage ou, ce qui est la même chose, la variation dans le prix de la classe la plus importante doit compter davantage[1] ». Autrement dit, lorsqu'une classe de marchandises subit une variation de prix, cette varia-

[1] Walsh, *op. cit.*, p. 80.

Digitized by Google

tion se répercute sur tous les articles ou unités économiques de cette classe; par conséquent lorsqu'une classe est plus importante, comme elle comprend un plus grand nombre d'unités économiques, la monnaie voit varier sa valeur d'échange en un plus grand nombre d'unités; si la valeur générale d'échange de la monnaie est la somme de ses valeurs particulières d'échange en les différentes marchandises, ses valeurs particulières d'échange en les différentes classes de marchandises doivent entrer dans le total de cette somme pour des quotes-parts proportionnelles à leur importance. M. Walsh en un mot pense que : Une classe plus importante présente aux variations de la valeur d'échange de la monnaie une surface plus large qu'une classe moins importante.

C'est au point de vue objectif des variations de la valeur d'échange de la monnaie que M. Walsh se place pour démontrer la nécessité du système des coefficients et il semble que nous aurions dû réserver l'étude de ce système pour notre chapitre II. Nous ne le pensons pas et ceci pour deux raisons.

On peut tout d'abord objecter au système des coefficients que les moyennes simples tiennent compte des écarts existants entre les quantités consommées des différentes marchandises : les prix expriment les rapports entre les intensités finales des besoins et ces besoins sont précisément fonctions des quantités respectivement consommées des différentes marchandises : « Ces quantités jouent un rôle indirect, mais certain, dans l'établissement de toute moyenne de prix [1] ».

Il n'est pas besoin d'avoir recours à la théorie de l'utilité finale pour écarter le système des coefficients. Les moyennes simples n'attribuent pas, comme le pense M. Walsh, des coefficients de hasard aux différentes marchandises : au lieu de créer entre celles-ci une inégalité artificielle, elles établissent une rigoureuse égalité. Entre ce principe d'égalité et celui de la représentation proportionnelle, il est nécessaire de choisir. Or la fin que nous poursuivons doit nous faire désirer d'établir entre les marchandises, non une inégalité originaire, mais au contraire une égalité initiale absolue : au point de départ et de comparaison, dans la formation du pourcentage total de l'année de

[1] Aupetit, *op. cit.*, p. 101.

Digitized by Google

base, tous les index particuliers doivent avoir une égale influence et voici pourquoi. Si nous ne procédons pas ainsi, nous avons chance d'être trompés sur l'influence des causes générales de variation par l'influence accordée aux causes particulières à certaines marchandises. Donner un coefficient à certains produits n'est-ce pas justement renforcer et exagérer l'action des causes qui leur sont spéciales et, par suite, masquer et amoindrir l'influence des causes générales comme celles qui viennent du facteur monétaire? Adopter le système des coefficients, c'est accorder aux variations de prix de certaines marchandises une influence prédominante sur le taux de variation du pourcentage total. Au contraire, grâce au principe d'égalité, on donne dans le calcul du pourcentage total un droit d'influence égal à toutes les marchandises, on élimine ainsi ou on neutralise l'action des causes particulières de variation et on rend prédominante celle des causes générales. Le système des coefficients doit donc être écarté de la mesure des variations de la valeur d'échange de la monnaie : il reste la formule intégrale de la mesure des variations du coût de la vie.

Digitized by Google

CHAPITRE II

Les index destinés à mesurer les variations de la valeur générale d'échange de la monnaie et le principe de l'égalité initiale absolue entre les marchandises.

L'étude critique des index, qui ont pour objet de mesurer les variations du coût de la vie, a permis de mettre en relief l'opposition qui existe entre cette première catégorie d'index « à fin sociale » et les index « à fin objective ». Les index, destinés à dégager l'influence d'un facteur général de haussé ou de baisse et à mesurer les variations de la valeur générale d'échange de la monnaie, ne doivent pas être établis d'après les mêmes procédés que les index à fin sociale : la représentation proportionnelle, principe fondamental de ces derniers, n'est pas conforme à la fin objective des autres index et doit être remplacée par une égalité initiale absolue.

Mais il ne suffit pas de dire que les index, destinés à mesurer les variations du mouvement général des prix, doivent être construits à l'aide de moyennes simples, et non de moyennes graduées reposant sur le système des coefficients ou la méthode budgétaire ; il faut encore examiner les différentes critiques qui ont été faites aux procédés d'établissement de ces moyennes simples et qui peuvent se grouper sous ces cinq chefs :

1° Choix de l'année de base ; 2° choix et nombre des produits ; 3° choix des prix ; 4° omission d'un certain nombre de prix et de catégories de produits importants ; 5° enfin inégalité initiale des différents prix et répercussion de cette inégalité sur le taux de variation du pourcentage total.

Digitized by Google

A. — Choix de l'année de base.

Le choix de l'année de base a une grande importance : selon qu'elle est une année de hauts ou de bas prix, l'année de base, servant de point de comparaison, fait paraître plus forte la hausse ou la baisse qui suit. Aussi est-ce l'une des critiques qui ont été adressées aux index numbers que le choix, comme terme de comparaison, d'une année ou d'une période anormale. M. de Foville[1], par exemple, reproche à Sauerbeck d'avoir adopté comme terme de comparaison la période de 1867-1877 qui est une période de hauts prix : la période choisie comme année de base fait ressortir, parce que période de hausse, une baisse subséquente plus considérable. M. Bourguin d'autre part reproche à Sœtbeer d'avoir pris comme base de pourcentage une période de baisse : « Sœtbeer, dans ses *Matériaux*, relève les prix de 100 articles à Hambourg et de 14 articles anglais d'exportation ; mais, pour établir ses index numbers, il prend comme base la moyenne des prix dans la période 1847-1850 qui est justement celle de la plus grande dépression du siècle avant la période qui commence en 1873[2] ». Le choix de l'année de base explique en partie les divergences considérables que présentent les index de Sœtbeer et de Sauerbeck : en 1867, l'index Sauerbeck marque 100 tandis que l'index Sœtbeer marque 124,44 ; en 1873, Index Sauerbeck 111 ; Index Sœtbeer, 138,28 ; en 1879, Index Sauerbeck, 83 et Sœtbeer, 117,10.

L'année de base doit être une année normale afin de ne pas fausser le résultat de la comparaison, en accentuant la variation et en faisant apparaître soit une hausse soit une baisse plus considérables.

B. — Choix des produits.

Théoriquement pour obtenir avec une complète exactitude le mouvement général des prix et l'expression des variations de la valeur générale d'échange de la monnaie, à une certaine place

[1] De Foville, « Une période normale constitue un meilleur point de repère qu'une période de cherté... Or, avant et surtout après la guerre franco-allemande, la hausse régnait sur tous les marchés et M. Sauerbeck ayant mis là son 100, la baisse qui a suivi paraît plus forte qu'elle ne fut réellement ». E. F. juin 1903.

[2] Bourguin, *op. cit.*, p. 144.

Digitized by Google

et à un certain moment, il faudrait tenir compte de tous les produits qui s'échangent, à la même place et au même moment, sur le marché considéré. Mais, pratiquement, cette exigence d'une rigoureuse exactitude rencontre des difficultés insurmontables, non seulement parce que, pour beaucoup de produits, les données statistiques manquent, mais parce que, suivant le caprice de la mode ou le progrès des inventions techniques, certains articles changent, non seulement de nom et de qualité, mais de matière et de forme et sont remplacés par des articles tout nouveaux. Aussi s'est-on toujours borné à choisir un certain nombre de marchandises dont la moyenne des prix est supposée représenter l'ensemble des prix. Le choix de ces marchandises « représentatives » a donné lieu aux critiques suivantes :

1° On a critiqué la réapparition des mêmes produits sous diverses dénominations ou différents états : par exemple, l'index de l'Economist, dans une liste de 22 prix, comprend quatre fois le coton : coton de Surate, coton de Pernambuco, fil et toile de coton. C'est afin de remédier à ce vice qu'en corrigeant l'index de l'Economist Bourne a donné pour le coton un seul prix, la moyenne entre les quatre cotes[1].

2° L'introduction de produits, dont les prix sont sujets à des causes spéciales ou exceptionnelles de variation, peut fausser la moyenne : ainsi, pendant la guerre de sécession, la hausse du coton, compté quatre fois dans l'index de l'Economist, exagéra le mouvement ascensionnel général des prix.

3° L'exactitude de l'index peut être aussi viciée par l'introduction de produits peu importants et l'oubli de produits de grande importance. Jevons, par exemple, oublie la houille, le café et les pommes de terre tandis qu'il fait figurer dans l'index l'indigo, le bois de campêche et le poivre noir de Malabar.

On doit tenir compte de toutes ces critiques; le choix des articles devrait se faire, dans la mesure du possible, d'après les règles suivantes :

1° Les articles choisis doivent appartenir à des groupes et catégories différents de produits afin que les forces qui affectent certains groupes ne soient pas seules représentées, prépondérantes ou exclues.

[1] Jevons compte aussi trois fois le coton et deux espèces d'huiles.

Digitized by Google

2° Ces produits doivent être non seulement des produits représentatifs, mais des produits simples et fongibles, afin que leurs prix ne reflètent pas une influence limitée à une qualité ou à un étroit marché, une influence exclusivement spécifique ou locale[1].

3° Ces produits doivent être des produits dont les prix soient indépendants les uns des autres et ne soient pas soumis à des causes exceptionnelles de variation.

Enfin, il est nécessaire d'exclure de l'index les produits complexes, les classes de produits trop différents les uns des autres de qualité ou de volume. Il convient de ne pas introduire plusieurs fois les mêmes articles, à l'état de produit brut d'abord, puis à celui de produit manufacturé et même aussi à celui de produit semi-ouvré, tandis que d'autres articles n'apparaissent qu'une seule fois.

Le choix des produits n'a pas une moins grande influence sur le pourcentage total d'accroissement ou de diminution que celui de l'année de base. M. de Foville remarque par exemple que l'index dressé par M. Bourguin marque entre 1869 et 1893 17 0/0 de baisse : « Il suffit, dit-il, d'ajouter à la liste de M. Bourguin le cacao et le café pour réduire le taux de la baisse de 1869-1893 à 11,6 0/0. Voilà le côté faible des index numbers ». Il nous semble qu'il est surtout nécessaire que le nombre des articles qui entrent dans le calcul de l'index soit assez considérable pour donner à la moyenne obtenue un caractère représentatif et général. Avec 144 et 90 articles, les index Sœtbeer et Falkner sont ceux qui paraissent, à ce point de vue, les plus satisfaisants.

C. — Choix des cotes devant former la moyenne.

On reproche à certains index de n'introduire dans le calcul qu'une seule cote de prix, par exemple l'Economist et Falkner n'emploient que la cote d'un seul jour de l'année[2]; de même

[1] Par exemple on doit laisser de côté les objets qui n'apparaissent que sous la forme d'individualités : tableaux, chevaux de race, antiquités; ils ne s'échangent qu'occasionnellement et les ventes qu'ils occasionnent ne forment qu'une part infime du total des échanges (Walsh).

[2] L'Economist : le 1er janvier ou le 1er juillet. Falkner : le 1er janvier (sauf pour les articles dont les prix d'hiver sont anormaux).

Digitized by Google

tous les prix de Sauerbeck ne sont pas des moyennes, quelques-uns ne correspondent qu'à une seule cote. Au contraire l'index de Sœtbeer repose sur les données du bureau de la statistique du commerce à Hambourg qui enregistrait : le poids, la qualité de chaque article importé à Hambourg, son prix sur le marché, le jour de l'importation ; le chiffre de l'index résultait d'une moyenne de toutes les cotes.

Il est désirable que le prix de chaque article entrant dans le calcul de l'index représente une moyenne du plus grand nombre de cotes possible et non pas seulement le prix d'un jour, d'un mois ou d'une saison, prix que des causes temporaires ou accidentelles peuvent affecter : on sait que, pour le blé par exemple, les prix s'élèvent à mesure qu'on s'éloigne des mois de moisson.

D. — Omission de catégories de prix importantes.

On a reproché aux index numbers de ne pas comprendre le prix du travail, les loyers, les prix de détail. « La plus importante de toutes les marchandises, le travail, dit M. Pareto, n'est pas considérée par les index numbers. Son intervention changerait tous les résultats ». M. Pareto montre que, si le salaire moyen a doublé, on constaterait plutôt une augmentation qu'une diminution générale des prix[1].

De son côté, M. de Foville reproche aux index numbers de ne pas introduire dans leurs calculs les loyers, cette consommation importante, et il se demande si la hausse des immeubles n'est pas, comme la hausse des salaires, un élément compensateur à considérer. Il fait observer que la hausse des salaires et la hausse des loyers compenseraient dans l'index la baisse des pro-

[1] Pareto, *Cours d'économie politique*, t. I, p. 282 : « M. Giffen estime que le salaire moyen des ouvriers a doublé en Angleterre de 1835 à 1888. En admettant, ce qui est au-dessous de la vérité, que le travail ne représente qu'un tiers de la richesse sociale, il faudrait pour ce tiers prendre l'index 200 en 1888, celui de 1835 étant égal à 100. Prenons maintenant pour les deux autres tiers l'index le plus bas enregistré par M. Sauerbeck : c'est celui de 68 pour 1893. Celui pour 1835 est 92. Si on le suppose égal à 100, pour rapporter tous les chiffres à cette époque, on trouve 74 pour l'index 1893. Maintenant si 2/3 des marchandises ont cet index, et 1/3 (le travail) a l'index 200, le total aura l'index 119. Il y aurait donc une augmentation plutôt qu'une diminution générale des prix. »

Digitized by Google

duits : « Si l'on écarte *a priori* ces éléments, on s'expose à faire fausse route ».

Enfin, habituellement, les index ne comprennent que des prix du gros : n'y aurait-il pas lieu de tenir compte aussi des prix du détail? « Ils sont, c'est toujours M. de Foville qui parle, bien moins sensibles que les prix du gros aux pressions extérieures; ils sont surtout moins sensibles quand c'est la baisse qui est à l'ordre du jour. A ne voir que les prix du gros, on risque d'exagérer sensiblement l'intensité du phénomène ».

Ainsi, en omettant les prix du détail, on exagère l'intensité du phénomène ; en omettant les salaires et les loyers, on vicie complètement le résultat puisqu'on transforme une hausse probable en baisse. Reprenons, l'une après l'autre, ces critiques afin d'y répondre.

I. — LES SALAIRES.

Les salaires doivent être écartés des index, qu'on se place au point de vue social des variations du coût de la vie ou au point de vue objectif du mouvement des prix.

Tout d'abord, au point de vue des variations du coût de la vie, il est bien certain qu'on ne peut pas mêler dans les mêmes index salaires et marchandises ; en effet, si les salaires ont haussé et qu'on les compte dans l'index, l'index pourra bien indiquer que la vie de l'ouvrier est devenue plus difficile alors que la cherté apparente, manifestée par l'index, viendra non des marchandises, qui pourront avoir baissé, mais des salaires : la hausse de ceux-ci, masquant la baisse des marchandises, aura en réalité amélioré la vie de l'ouvrier qui paraîtra empirée.

En se plaçant au point de vue objectif, il y a lieu aussi d'écarter les salaires. Les introduire dans les index ne serait-ce pas y introduire deux fois les mêmes articles, soit qu'on considère le prix des produits comme ayant une influence sur les salaires et en commandant le taux, soit qu'on envisage les salaires comme éléments du prix de revient et déjà comptés par conséquent dans le prix des marchandises : les salaires des travailleurs, payés pour produire des marchandises, sont déjà compris dans le prix des produits.

Mais il y a une raison plus décisive encore pour écarter les

Digitized by Google

salaires : c'est que salaires et prix expriment deux choses différentes et doivent par suite faire l'objet de deux catégories d'index. Les salaires, auxquels on doit joindre les gains et profits en général, formeront une liste de prix distincte de celle des prix des marchandises : cet index des salaires et profits permettra de compléter les indications de l'index dressé à l'aide de la méthode budgétaire et de mesurer les variations du coût de la vie, tandis que l'index des marchandises mesurera les variations de la valeur d'échange de la monnaie.

On a dit qu'il existait une compensation entre la hausse des salaires et la baisse des marchandises, mais cette compensation n'existe que pour quelques individus seulement, consommateurs à la fois de produits et de services. La grande majorité des travailleurs et producteurs ne consomment que des produits; pour ceux-ci, au lieu de compensation, il y a accumulation : par suite de la hausse des salaires ils ont plus de monnaie, et avec cette monnaie, par suite de la baisse des marchandises, ils peuvent se procurer plus de produits[1]. Loin que les effets de la hausse des salaires et de la baisse des marchandises se contrebalancent, ils accentuent le phénomène de l'amélioration des conditions d'existence : si les salaires en argent ont haussé et que néanmoins les marchandises aient baissé, le salaire réel s'est élevé doublement.

Ainsi c'est une erreur que de dire : « Les prix en or des marchandises sont tombés seulement de 19 0/0 de 1873 à 1891; les salaires en or se sont élevés de plus de 19 0/0 entre 1873 et 1891; la hausse des salaires compense la baisse des prix... Mettre salaires et prix des marchandises sur la même liste, c'est essayer de mélanger de l'eau et de l'huile[2] ».

[1] Walsh, p. 131 : « Pour les producteurs de marchandises ou de services, au lieu de compensation, il y a accumulation, puisqu'ils gagnent plus d'argent et que leur argent leur procure plus de produits... ».

Pour la catégorie des consommateurs de produits et de services (les rentiers par ex. qui emploient des domestiques), on pourra tenir compte des gages, mais alors les prix des produits devront être les prix du détail.

[2] Walsh, p. 129.

Digitized by Google

II. — LES LOYERS.

En ce qui concerne la hausse des loyers il y a lieu de faire une remarque préliminaire, une réserve quant à l'influence de cette hausse sur le coût de la vie. Sans doute l'ouvrier affecte aujourd'hui à son logement une somme plus grande, mais il a un logement meilleur. Il faut tenir compte de cette différence de bien-être, qui ne permet pas de dire que le coût de la vie a haussé parce que le loyer a haussé : pour qu'il y ait hausse réelle du coût de la vie, il faut qu'aux deux époques considérées il y ait égalité dans les conditions dans lesquelles on vit.

De plus pour que la hausse des loyers contrebalançât la baisse de prix des marchandises, il faudrait qu'elle fût générale. Or les moins-values rurales sont un phénomène aussi manifeste que les plus-values urbaines. Celles-ci sont surtout sensibles dans les grandes villes et, à Paris même, le phénomène de plus-value n'est pas une règle sans exception : certains quartiers présentent le fait de moins-values importantes; il doit en être de même dans beaucoup d'autres villes[1].

Enfin on peut dire que le loyer est une marchandise de détail dont le marché est très local : les loyers sont donc compris dans les critiques adressées aux index numbers du chef de l'omission des prix du détail.

III. — LES PRIX DU DÉTAIL.

Comprendre les prix du détail dans les index à côté des prix du gros ce serait, semble-t-il, un double emploi. Entre les prix du gros et ceux du détail il faut choisir, ils ne peuvent faire partie que d'index différents. Or, les prix du détail sont surtout intéressants au point de vue des variations du coût de la vie et les prix

[1] *Le Livre foncier à Paris.* Valeur locative des propriétés bâties en 1900. Graphique 9 : Valeur locative réelle des locaux d'habitation dans les quatre-vingts quartiers de Paris en 1878-89-1900. Diminution en 1900 comparativement à 89 : Saint-Germain l'Auxerrois, Palais-Royal, Place Vendôme, Gaillon, Vivienne, Mail, Bonne-Nouvelle, Arts et Métiers, Archives, Sainte-Avoie, Saint-Thomas-d'Aquin, Madeleine, Saint-Georges, Chaussée d'Antin, Faubourg Montmartre, Saint-Vincent de Paul, Porte Saint-Denis, Porte Saint-Martin, soit dix-huit quartiers sur quatre-vingts.

Digitized by Google

du gros au point de vue des variations de la valeur d'échange de la monnaie. Tout d'abord le consommateur « économique » est le plus souvent un acheteur en gros comme le manufacturier qui consomme des produits bruts; les grands établissements (hôtels, gouvernements, etc...) la plupart du temps achètent leurs fournitures aux prix du gros [2].

L'influence des facteurs généraux, comme le facteur monétaire, sur le mouvement des prix est rendue sensible surtout par le mouvement des prix du gros des articles de large consommation, des prix qui sont le plus facilement impressionnables. Au contraire, les prix du détail sont soumis à des influences locales, traditionnelles ou psychologiques, qui leur assurent une stabilité relative ou leur communiquent une variabilité anarchique : ce sont tout à la fois des prix de coutume et des prix de caprice individuel

Les variations des prix du détail ne peuvent pas dégager, aussi nettement que celles du gros, l'action des facteurs généraux de hausse et de baisse parce que dans leur formation d'autres influences, toutes locales, contrebalancent cette action et lui opposent une résistance plus forte. Les prix du détail sont intéressants au point de vue des variations de coût de la vie, mais ils doivent alors former des index spéciaux dont seront exclus les prix du gros.

E. — Inégalité originaire des différents prix : y a-t-il répercussion de cette inégalité sur le taux de variation du pourcentage total?

On reproche aux moyennes simples l'inégalité originaire des différents prix, inégalité qui se répercute, dit-on, sur le taux de variation du pourcentage total : si l'on prend, par exemple, pour le blé le prix du quintal de 20 francs et pour le charbon le prix de la tonne de 50 francs, l'augmentation ou la diminution du prix le plus élevé à l'origine, le prix du charbon, aurait une influence prépondérante sur le résultat. C'est sous une autre forme l'objection que M. Walsh faisait aux moyennes simples en leur reprochant d'être un système de coefficients de hasard.

Walsh, p. 80.

Digitized by Google

Pour remédier à ce vice d'inégalité on a proposé[1], non de rétablir l'*égalité entre les classes de marchandises* en accordant à chacune d'elles un coefficient d'importance ou de consommation, mais d'établir dès le début l'*égalité entre les prix* en faisant choix d'unités de marchandises qui aient la même valeur. On a suggéré le moyen d'établir cette égalité : au lieu de prendre pour chaque article le prix de l'unité cotée, l'hectolitre de 25 francs pour le blé, la tonne de 50 francs pour la houille, le prix de 100 kilos pour les métaux, etc..., on choisirait des unités ayant toutes exactement le même prix : 1/2 tonne de houille de 25 francs, 1 hectolitre de blé de 25 francs, 17 kil. 66 de cuivre de 25 francs, 7 kil. 69 d'étain-détroits de 25 francs, etc. Ainsi, à l'origine, toutes les marchandises offriraient la même surface à l'influence du facteur monétaire.

En faisant cette critique aux moyennes simples, on oublie que l'index total ne résulte pas d'une addition des prix des différentes marchandises, mais d'une addition de pourcentages : l'index total de l'année de base, index qui est égal à 100, représente une moyenne d'index particuliers tous égaux à 100. Quels que soient le poids ou le volume, quels que soient les prix des différentes marchandises lors de l'année de base, leurs variations proportionnelles ne seront pas différentes : l'inégalité originaire des prix n'a pas d'influence sur le pourcentage de leurs variations particulières; chaque marchandise en effet n'a d'influence sur le taux de variation du pourcentage total que par son pourcentage particulier qui est le même quels que soient les prix originaires des différentes marchandises, qu'ils soient tous égaux entre eux ou inégaux[2]. Ce qui importe, ce n'est pas l'égalité ini-

[1] Aupetit, *op. cit.*, p. 249.

[2] Exemple : 2 produits, blé, café.

I. — *Prix inégaux à l'origine.*

Blé... 25 fr. Café... 50 fr. Le blé double de prix, le café ne hausse que de 50 0/0 — 50 — 75 fr.

Année de base. $\frac{200}{2} = 100$ Variation : $\frac{350}{2} = 175$

II. — *Prix égaux à l'origine.*

Blé... 25 fr. Café... 25 fr. Variation : *id.* — 50 — 37 fr. 50.

Année de base. $\frac{2}{200} = 100$ — $\frac{350}{2} = 175$

Digitized by Google

tiale des prix, mais l'absence de coefficients, c'est-à-dire l'égalité des différents index particuliers qui doivent tous avoir la même influence dans le calcul de l'index total.

°°°

Les moyennes simples, fondées sur le principe de l'Égalité, permettent de mesurer les variations de la valeur d'échange de la monnaie. Avant de rechercher les causes de ces variations, il est nécessaire de nous demander quelles sont en fait les fluctuations qui se sont produites pendant les vingt-cinq dernières années; il est nécessaire de rechercher s'il se dégage de ces variations de prix un mouvement caractérisé de hausse ou de baisse. A cette fin nous interrogerons d'abord les index dressés pour l'Angleterre et les États-Unis et, ensuite, les prix arbitrés par la Commission française des valeurs de douane.

Pour l'Angleterre et pour les États-Unis, il existe des index généraux et des index par grandes catégories de produits. Si l'on prend pour base l'année 1881[1], on constate dans les deux pays

[1] M. de Foville, *Éc. fr.*, 1903 cit., a dans ce tableau comparatif ramené à 100 la cote de 1881.

ANNÉES.	ANGLETERRE Index Sauerbeck 45 marchandises.	ÉTATS-UNIS Index Aldrich et Falkner 90 marchandises.
	—	—
1881	100	100
1882	99	100-5
1883	96-5	99
1884	89-5	96
1885	85	90 (min)
1886	81	90-5
1887	80 (min)	91
1888	82	92
1889	85	93-5 (max)
1890	85 (max)	90-5
1891	85	91
1892	80	87
1893	80	88
1894	74	81-5
1895	73	77
1896	72 (min)	77
1897	73	74 (min)
1898	75	76
1899	80	79
1900	88 (max)	—
1901	82	—
1902	81	—
1903	81	—

Digitized by Google

un mouvement de baisse entre 1881 et 1899. Pour la période de 1881 à 1890, l'année minimum est 1887 en Angleterre (index 80) et 1885 aux États-Unis (index 90). Pour la période de 1890 à 1899 l'année minimum est pour l'Angleterre 1896 (index 72), tandis que, pour les États-Unis (index 74), c'est l'année 1897. A partir de 1897 les prix se relèvent jusqu'en 1900 : en Angleterre l'index marque 88 en 1900, puis s'abaisse à 82 en 1901 et à 81 en 1902-1903.

Ces résultats globaux se précisent si l'on considère les grandes catégories de produits.

Les index de Sauerbeck, qui prennent pour période de base la moyenne des prix de 1867-1877, distinguent six catégories différentes :

1) Alimentation végétale (blé, etc...).
2) Alimentation animale (viande, etc...).
3) Sucre, thé, café.
4) Métaux.
5) Textiles.
6) Divers.

Dans le premier groupe qui comprend le blé, la farine, l'orge, l'avoine, le maïs, les pommes de terre et le riz, l'index, qui marque 89 en 1880, s'abaisse à 64 en 1887 et à 53 en 1896; puis remonte à 62 en 1900.

Dans le second groupe (bœuf, mouton, porc, lard, beurre) l'index, qui marque 101 en 1880, s'abaisse à 79 en 1887 et à 73 en 1896 pour remonter à 85 en 1900.

Dans le troisième groupe (sucre, thé, café) l'index qui marque 88 en 1880 s'abaisse à 60 en 1886 et à 51 en 1898 pour remonter à 54 en 1900.

Dans le quatrième groupe (fonte, fer, cuivre, étain, plomb, houille), l'index, qui marque 79 en 1880, s'abaisse à 66 en 1885 et à 62 en 1895 pour se relever à 108 en 1900.

Dans le cinquième groupe (textiles) l'index qui marque 81 en 1880 s'abaisse à 63 en 1886 et à 51 en 1897 pour se relever à 66 en 1900.

Dans le sixième groupe (produits divers comme huile de palme, huile d'olive, pétrole, indigo...), l'index qui marque 89

Digitized by Google

en 1880 s'abaisse à 67 en 1887 et à 62 en 1897 pour s'élever à 71 en 1900.

On voit que les années 1885-1886-1887, puis 1895-1896-1897-1898 marquent les deux points culminants de la baisse qui s'atténue en se rapprochant de 1900.

Des constatations analogues ressortent de l'examen des index Aldrich-Falkner[1] pour les États-Unis. Ces index distinguent huit grandes catégories : 1° alimentation; 2° vêtement; 3° chauffage et éclairage; 4° métaux et instruments-machines; 5° matériaux de construction; 6° produits pharmaceutiques et chimiques; 7° ameublement; 8° divers.

Dans la première catégorie (alimentation), l'index Aldrich qui marque 107,6 en 1880 s'abaisse à 98,7 en 1885; l'index Falkner qui marque 99,6 en juillet 1891 s'abaisse à 76 en juillet 1897 pour se relever à 85,9 en juillet 1899.

Dans la deuxième catégorie (vêtement), l'index Aldrich qui marque 104,5 en 1880 s'abaisse à 81,1 en 1891; l'index Falkner, qui marque 97,9 en juillet 1891, s'abaisse à 83,6 en juillet 1895 pour se relever à 84,5 en juillet 1899.

Dans la troisième catégorie (chauffage et éclairage), l'index Aldrich qui marque 100,2 en 1880 s'abaisse à 86,2 en 1886. L'index Falkner qui marque 100,7 en juillet 1891 s'abaisse à 96,4 en juillet 1895 et à 89,8 en juillet 1889.

Dans la quatrième catégorie (métaux et machines), l'index Aldrich qui marque 96,3 en 1880 s'abaisse à 72,9 en 1889; l'index Falkner, qui marque 95,1 en juillet 1891, s'abaisse à 77,4 en juillet 1897 pour se relever à 107,9 en juillet 1899.

Dans la cinquième catégorie (matériaux de construction), l'index Aldrich qui marque 130,9 en 1880 s'abaisse à 123,7 en 1890; l'index Falkner qui marque 97,1 en juillet 1891 s'abaisse à 81,8 en juillet 1896 pour se relever à 99,9 en juillet 1899.

Dans la sixième catégorie (produits pharmaceutiques et chimiques), l'index Aldrich qui marque 113,1 en 1880 s'abaisse à 83,6 en 1887; l'index Falkner qui marque 92,0 en juillet 1891 s'abaisse à 77 en juillet 1897 pour se relever à 95,9 en juillet 1899.

[1] Pour les index Aldrich, l'année de base est 1860; pour les index Falkner, la période de base est la moyenne des prix trimestriels de janvier 1890 à janvier 1892.

Digitized by Google

Dans la septième catégorie (ameublement), l'index Aldrich qui marque 85,2 en 1880 s'abaisse à 66,4 en 1887 ; l'index Falkner qui marque 100 en juillet 1891 s'abaisse à 73,8 en juillet 1898 pour se relever à 92,1 en juillet 1899.

Dans la huitième catégorie (divers), l'index Aldrich qui marque 109,8 en 1880 s'abaisse à 88,6 en 1887; l'index Falkner qui marque 101,5 en juillet 1891 s'abaisse à 83,1 en juillet 1895, pour se relever à 95,7 en juillet 1899.

En France les prix arbitrés par la commission des valeurs de douane ont servi à M. de Foville pour dresser deux catégories d'index généraux pour les importations et les exportations. Les indications qui en résultent ne contredisent pas celles qui viennent de nous être données pour l'Angleterre et les États-Unis : en France aussi on peut constater un mouvement général de baisse entre 1881 et 1899. En prenant 1881 comme année de base, entre 1881 et 1890, l'année minimum est 1887 en France (index 81 et 88) comme en Angleterre; entre 1890 et 1899, l'année minimum est 1897 en France (index 66 et 81) comme aux États-Unis. Les prix se relèvent en 1899 (index 86 maximum pour les exportations) et en 1900 (index 77 maximum pour les importations) pour fléchir encore en 1901 comme en Angleterre.

	FRANCE Index de Foville	
	Import.	Export.
1881	100	100
1882	96	99
1883	93	97
1884	89	94
1885	86,5	91
1886	86	90
1887	81 (min.)	88 (min.)
1888	82	89
1889	85	91
1890	85 (max.)	92 (max.)
1891	83	90
1892	78,5	88
1893	77	88
1894	72	83
1895	67,5	83
1896	67	83

Digitized by Google

	FRANCE Index de Foville	
	Import.	Export.
1897	66 (min.)	81 (min.)
1898	68	81
1899	72,5	86 (max.)
1900	77 (max.)	85,5
1901	71,5	82

Si l'on veut pour la France préciser ces résultats globaux, on peut consulter le tableau décennal publié par la direction générale des douanes[1]. Depuis 1864 le système des valeurs actuelles est resté la base unique de l'évaluation du commerce extérieur. Les valeurs officielles, fixes et permanentes, servaient de commune mesure. Le système des valeurs actuelles ne permet pas de comparer les fluctuations de mouvement commercial et de tenir compte des variations survenues dans les taux moyens appliqués à chacun des produits. C'est pourquoi l'administration des douanes a appliqué aux marchandises importées et exportées pendant les années de 1887 à 1896 le taux fixe de 1896. Elle a pu ainsi calculer qu'il y avait eu, pendant cette période décennale, une baisse de 9 0/0 à l'importation et de 6 0/0 à l'exportation. Cette baisse se répartit ainsi par grandes catégories de marchandises :

	Importation.	Exportation.
Objets d'alimentation	11 0/0	5 0/0
Matières premières à l'industrie	10 0/0	8 0/0
Objets fabriqués	1 0/0	6 0/0

L'administration a dressé aussi, par classe et par espèces de marchandises, des tableaux qui permettent de comparer l'influence du mouvement de baisse sur les différentes marchandises. Mais ces tableaux distinguent soixante-cinq espèces de produits : on peut leur reprocher de trop pousser dans le détail l'analyse du mouvement de baisse comme on peut reprocher aux tableaux par grandes catégories d'être trop synthétiques. Enfin la période considérée dans ces tableaux ne va que de 1887 à 1896 ; elle est trop limitée dans le temps et n'envisage qu'une fraction de la période de baisse.

[1] *Tableau décennal du commerce de la France*, 1887-1896. vol. I, p. XLII et suiv. Imp. N^le (mars 1899).

Digitized by Google

Nous avons cherché à satisfaire à ces desiderata en groupant les principaux produits en six grandes catégories et en étendant la comparaison à la période de 1880 à 1900; sauf pour l'année 1900 considérée isolément, nous avons dressé des index quinquennaux[1] afin d'éliminer les causes de variation exceptionnelles à une année.

Les six catégories de produits que nous avons envisagées comprennent :

1) *Alimentation végétale.* — Froment, seigle, maïs, orge, avoine, pommes de terre, légumes secs et olives fraîches.

2) *Sucre-café.* — Sucre, cacao, café et thé.

3) *Textiles.* — Laine, soie, jute, chanvre, lin, coton.

4) *Alimentation animale.* — Porc, viande de boucherie, œufs, lait, fromage, beurre.

5) *Métaux.* — Houille, fonte, acier, fer, cuivre, plomb, étain et zinc.

6) *Divers.* — Plumes, peaux, bois de construction, borax, teinture, savon, bougie, alcool.

Nous avons pris pour base la période quinquennale 1880-1884 et nous l'avons comparée aux périodes quinquennales suivantes et à l'année 1900.

Pour le premier groupe (alimentation végétale) l'index marque 82,33 dans la période 1885-1889, puis se relève à 86,59 en 1890-1894 pour s'abaisser à 75,35 en 1895-1899 et remonter à 76,84 en 1900.

Dans le second groupe (sucre, cacao, café et thé), l'index marque 88,91 en 1885-1889, s'élève à 95,14 en 1890-1894, pour s'abaisser à 83,51 en 1895-1899 et à 73,27 en 1900.

Dans le groupe des textiles, l'index marque 88,69 en 1885-1889, s'abaisse à 83,47 en 1890-1894, et à 67,07 en 1895-1899 pour se relever à 83,14 en 1900.

Dans le groupe de l'alimentation animale l'index marque 92,34 en 1885-1889, s'élève à 97,37 en 1890-1894, pour s'abaisser à 89,14 en 1895-1899 et remonter à 96,80 en 1900.

Dans le groupe des métaux, l'index marque 99,20 en 1885-1889, s'élève à 106,97 en 1890-1894, à 109,54 en 1895-1899 et à 162,73 en 1900.

[1] Les chiffres qui servent de base à ces index sont empruntés aux *Annales du commerce extérieur*

Digitized by Google

Dans le sixième groupe (divers), l'index marque 81,41 en 1885-1889 et s'abaisse encore à 78,52 en 1890-1894, à 77,51 en 1894-1899 et à 69, 98 en 1900.

Ainsi, si l'on prend la période 1880-1890, elle se caractérise par une baisse générale dans toutes les catégories de produits, même dans celle des métaux où sans doute la baisse est très légère puisqu'elle n'est que de 0,80 0/0

Entre 1890-1894 il y a tendance à un léger relèvement des prix sur la période précédente (1885-1889) dans les cinq premières catégories; au contraire dans la sixième la baisse se continue.

Entre 1895-1899, il y a nouvelle baisse sauf pour les métaux qui sont en hausse constante. En 1900 enfin, tandis qu'un léger relèvement se produit dans les prix de l'alimentation végétale, des textiles, de l'alimentation animale, la baisse se prolonge pour la seconde catégorie (sucre-café) et la sixième (divers). Quant aux métaux, la hausse s'accentue plus que jamais puisque l'index, qui marquait 106,97 en 1890-1894 et 109,54 en 1895-1899, s'élève à 162,73. Cette hausse, qui est en contradiction avec le mouvement général des prix, s'explique par la hausse du cuivre à partir de 1890 et par les événements qui ont marqué la fin du XIXe siècle : guerre du Transvaal, exposition universelle de 1900, etc.

Sauf pour les métaux dont la hausse a pour cause un accroissement de la consommation, l'examen du mouvement des prix par catégories de produits et par périodes quinquennales semble bien confirmer, dans ses grandes lignes, le mouvement global et annuel des prix. On constate en France, entre 1880 et 1900, un double mouvement de baisse, l'un entre 1885-89, l'autre entre 1895-99 avec un arrêt de la baisse et même un léger relèvement des prix vers 1890. Il y a lieu de remarquer aussi que la baisse de 1895-1899 est plus accentuée que celle de 1885-1889.

Ces constatations ne diffèrent pas sensiblement de celles qui ont été faites pour l'Angleterre et les États-Unis avec la double méthode des index globaux et des index par catégories : pour les trois pays même mouvement de baisse entre 1885 et 1889 — même arrêt de la baisse vers 1890 — même baisse plus accentuée à partir de 1893-1895 avec un nouvel arrêt ou même un relèvement de prix vers 1899-1900 et une nouvelle tendance à la baisse en 1901, 1902-1903.

Digitized by Google

DEUXIÈME PARTIE

LA RECHERCHE DES CAUSES. — ESSAI DE VÉRIFICATION EXPÉRIMENTALE DE LA THÉORIE QUANTITATIVE

Nous avons cherché, dans une première partie, à déterminer quels étaient les index les mieux adaptés à la mesure des variations de la valeur d'échange de la monnaie. Mais les index les plus indifférents à l'action des causes particulières de variation et les plus sensibles à l'action des causes générales n'en sont pas moins de simples enregistreurs qui constatent le fait de hausse ou de baisse sans qu'on puisse en induire la nature des causes qui ont agi : on peut aussi bien dire que les causes générales qui ont déterminé la variation viennent des marchandises que de la monnaie. Et, en effet, ces deux hypothèses exclusives ont leurs partisans. Parmi les économistes, les uns expliquent la baisse des prix qui s'est produite dans le dernier quart du XIXe siècle par les inventions, les perfectionnements techniques et économiques qui ont permis de réduire considérablement le prix de revient des marchandises et leur coût de transport. Les autres, au contraire, pensent que la baisse s'explique par une pénurie de monnaie métallique, par une contraction monétaire : cette contraction serait survenue à la suite de la démonétisation de l'argent par de nombreux états et du développement de l'activité économique des grandes nations de l'Europe et de l'Amérique, développement qui a multiplié les échanges et le « travail de la monnaie[1] », comme disent les Américains. Les adeptes de l'explication métalliste se rallient le plus souvent à la théorie quantitative qui prétend établir un rapport entre la quantité de monnaie et les prix. Cette théorie est née au XVIe siècle du spectacle de la

[1] Money work.

Digitized by Google

hausse des prix qui a suivi la découverte de l'Amérique et l'afflux des métaux précieux en Europe[1]. Depuis cette époque, la théorie quantitative a été défendue par de nombreux économistes. Mais il en est de cette théorie comme de beaucoup d'autres : elle a été présentée par ses partisans sous les formes les plus diverses et exprimée en des formules très précises et en des formules très vagues. Les aspects variès qu'elle revêt peuvent se ramener à six qui se font opposition deux par deux. La théorie quantitative a une forme simpliste et une forme complexe; elle peut être présentée sous forme de truisme ou sous forme de relation mathématique; enfin, tandis qu'elle est universalisée par les uns, elle a pour les autres une portée toute locale.

La théorie quantitative peut être présentée sous une forme simpliste et sous une forme complexe : sous une forme simpliste lorsqu'elle ne considère que la quantité de monnaie en circulation ou en stock et qu'elle fait abstraction des autres éléments du problème; — sous une forme complexe lorsqu'elle tient compte de ces autres éléments : vitesse de circulation de la monnaie, volume des transactions, crédit...

La théorie quantitative peut être présentée sous forme de truisme ou sous forme de relation mathématique : sous forme de truisme lorsqu'on se contente de dire « la quantité de la monnaie a une influence sur les prix » ou sous forme de relation mathématique lorsqu'on entend parler de variations proportionnelles existant entre la quantité de monnaie et les prix. M. Limousin n'a-t-il pas dit? « La loi économique peut se formuler ainsi : la marchandise existant dans un pays équivaut toujours à la monnaie existant dans le même pays, totalité contre totalité, fraction contre fraction, nonobstant les variations de quantité de la marchandise ou de la monnaie. Un millionième de la monnaie vaut toujours autant qu'un millionième de la marchandise, quels que soient le nombre de francs d'un côté et celui des kilogrammes, des litres ou des mètres de l'autre[2] ».

Enfin, il existe de la théorie quantitative une formule mondiale et une formule nationale. Les uns comparent aux variations de

[1] Levasseur, *Révolution monétaire au* XVIe siècle, *Revue d'économie politique*, janvier 1901.

[2] *Société d'économie politique de Paris*, août 1895.

Digitized by Google

prix les variations du stock mondial; les autres au contraire, plus conscients de l'existence des nationalités économiques, réduisent l'application de la théorie quantitative aux limites d'une nation : ils comparent par exemple les variations du stock monétaire français, anglais ou américain aux variations de prix constatées par les index de Foville, Sauerbeck et Falkner.

Nous ne nous préoccuperons pour le moment que de l'explication métalliste et nous tenterons, dans cette seconde partie, de préciser l'influence de la monnaie sur les prix en cherchant dans les données expérimentales une vérification de la théorie quantitative. L'influence de la monnaie sur les prix semble difficilement contestable, mais cette influence est-elle mesurable? Les faits peuvent-ils apporter quelque précision à cette notion vague d'un rapport existant entre la quantité de monnaie et les prix et transformer le truisme en une relation mathématique?

A cette étude réaliste de l'influence de la monnaie sur les prix que nous voudrions entreprendre, à cette vérification d'une théorie par les faits, nous ne nous dissimulons pas qu'il existe en l'espèce des obstacles qui viennent de la complexité du problème et de l'insuffisance des données statistiques :

1° Complexité du problème et, en effet, la théorie quantitative en sa forme complexe va nous amener à faire intervenir et à chercher à mesurer : d'un côté, les stocks monétaires et la vitesse de circulation de la monnaie; de l'autre, le besoin de numéraire, le volume des transactions et les succédanés de la monnaie. Il sera nécessaire de prendre un à un tous ces éléments du problème pour les comparer ensuite.

2° Insuffisance des données statistiques : sera-t-il possible d'évaluer d'une façon même approximative la grandeur de tous les éléments dont il faudra tenir compte? N'est-il pas à craindre qu'en l'état actuel des statistiques nous ne soyons conduit à des résultats fragmentaires entre lesquels ne pourra être établi aucun lien, à une juxtaposition des chiffres et d'évaluations sans commune mesure entre elles?

Un premier chapitre sera consacré aux évaluations des stocks monétaires; un second à la mesure du volume des transactions et du besoin de numéraire; un troisième à la comparaison des deux termes du problème et aux conclusions qui peuvent être tirées de cette étude.

Digitized by Google

CHAPITRE PREMIER

Les stocks monétaires.

Il existe des stocks monétaires deux sortes de procédés d'évaluation : les uns, procédés d'évaluation directe, essaient de déterminer le stock monétaire du monde ou d'une nation à un moment donné. Les autres, procédés d'évaluation indirecte, essaient de déterminer les variations annuelles que subit le stock d'un pays ou le stock mondial. Les uns, peut-on dire, se placent à un point de vue statique, les autres à un point de vue dynamique.

A. — Évaluations directes.

Parmi les évaluations directes qui ont été faites des stocks monétaires, les unes sont générales et les autres particulières à un pays. Les tentatives d'évaluation du stock mondial et celles de stocks nationaux se complètent et se contrôlent : elles se complètent puisqu'elles répondent à la double forme sous laquelle se présente la théorie quantitative, selon qu'on en cherche une vérification mondiale ou nationale ; elles se contrôlent : les évaluations particulières permettent de vérifier l'exactitude des évaluations générales ou tout au moins d'apprécier la confiance qui peut être accordée à celles-ci.

Examinons successivement les évaluations générales, les évaluations particulières ; comparons-les ensuite entre elles afin de nous rendre compte de leur valeur et de leurs causes d'inexactitude.

I. — ÉVALUATIONS DU STOCK MONÉTAIRE MONDIAL.

M. Levasseur a évalué le stock monétaire du monde occidental en 1848 à 31.500 millions : 22 milliards pour l'argent et

Digitized by Google

9.500 millions pour l'or; en 1857, selon le même économiste, le stock s'était élevé à 38.073.587.000 francs (24 milliards d'argent et 15.500 millions d'or [1]). Mais, avec une grande probité scientifique, M. Levasseur déclarait, en même temps, que « ces calculs reposent sur des hypothèses. Ils ne donnent pas la vérité mathématique, mais les approximations les plus vraisemblables [2] ».

En 1885, nous avons deux évaluations, celle de M. Ottomar Haupt [3] et celle de Sœtbeer [4].

M. Ottomar Haupt évalue le stock monétaire mondial à 48 milliards de francs, soit :

19.150	millions de francs	monnaie	or;
16.140	—	—	argent étalon;
2.980	—	—	argent divisionnaire;
470	—	—	de billon;
9.160	—	—	papier-monnaie à découvert.

Soit pour l'or et l'argent seuls : 38 milliards 1/4.

La même année Sœtbeer donnait l'évaluation suivante :

16.504.540.000	francs. —	13.364	millions de marcs	pour l'or.
9.686.105.000	— —	7.843	— —	l'argent.
26.190.645.000	francs. —	21.207	millions de marcs.	

En 1895, M. Lesley C. Probyn [5] de la Société de Statistique de Londres arrivait pour l'or à un total de : 21 milliards de francs (821 millions £).

17,7 argent et billon (708 millions £).

Papier en circulation [6] 2 milliards 3 (930,9 millions £).

Enfin les évaluations annuelles de la direction des monnaies des États-Unis étaient [7] :

[1] *La question de l'or*, Guillaumin, p. 120.
[2] id. p. 29.
[3] *Arbitrages et parités*, 1894.
[4] *Matériaux :* traduction française, 2e éd. 1889, p. 67.
[5] *Gold and Silver and The money of the world* (journal of the royal Statistical Society Dec. 1895).
[6] Papier représentatif du métal comme papier à découvert.
[7] Reports of the Director of the Mint.

Digitized by Google

Pour 1894 :

Or	4.087	millions de doll.	21,2	milliards de fr.
Argent.	4.070	—	21,1	—
Au pair.	8.157	—	42,3	—
Papier à découvert.	2.470	—	12,8	—
			55,1	—

Et pour 1902 :

Or	5.383	millions de doll.	26,9	milliards de fr.
Argent.	3.664	—	18,3	—
	8.747		45,2	
Papier à découvert.	2.938	—	14,7 [1]	—

Le stock monétaire mondial, étant d'après M. Haupt de 38 milliards 2 en 1885, se serait élevé de 4 milliards en neuf ans et de 3 milliards dans les huit années suivantes (1894-1902) ou de 7 milliards en 17 ans.

En moins de 10 ans, d'après les évaluations américaines, le stock mondial aurait augmenté de près de 3 milliards, le stock d'or s'élevant de 21,2 à 26,9 (près de 6 milliards) et le stock d'argent tombant de 21,1 à 18,3 ou de près de 3 milliards.

Nous donnons la comparaison des quantités de monnaie par tête d'habitant en 1894 et en 1902.

[1] Administration des monnaies et médailles. Rapport au ministre des Finances, 1896 et 1904, p. XXIV et XXIX.

Digitized by Google

Comparaison des quantités de monnaie, par tête d'habitant, en 1894-1902, d'après les évaluations de la direction des monnaies des États-Unis.

PAYS.	OR		ARGENT		PAPIER		TOTAL	
	1894	1902	1894	1902	1894	1902	1894	1902
	Doll.	Doll.	Doll.	Doll.	Doll.	Doll.	Doll.	Doll.
Etats-Unis	8 78	15 64	8 89	8 44	5 92	5 71	25 59	29 79
Angleterre	14 91	13 18	2 96	2 80	2 91	2 83	20 78	18 81
France	22 19	24 36	12 94	10 79	0 84	4 07	35 97	39 22
Allemagne	12 21	13 54	4 20	3 68	1 18	3 26	17 59	20 48
Belgique	6 73	2 39	8 71	3 82	10 38	16 16	27 82	22 37
Italie	3 20	3 31	1 35	1 16	6 24	5 27	10 79	9 74
Suisse	4 97	9 06	5 00	3 24	»	6 27	9 97	18 57
Grèce	0 23	0 08	0 68	63	10 18	20 29	11 09	21 00
Espagne	2 28	4 08	9 49	9 34	4 78	7 68	16 55	21 10
Portugal	7 45	98	4 86	1 20	10 80	11 67	23 11	13 85
Roumanie	6 65	2 38	1 83	13	2 02	1 35	10 50	3 86
Serbie	1 30	76	0 83	68	1 05	1 72	3 78	3 16
Bulgarie	0 18	27	1 58	78	»	27	1 76	1 32
Autriche-Hongrie	3 22	6 01	2 76	1 72	4 69	99	10 67	8 72
Pays-Bas	6 21	4 02	11 96	10 68	6 08	3 92	24 25	18 62
Norwège	3 75	3 73	1 00	1 59	1 90	3 59	6 65	8 91
Suède	1 66	3 42	1 00	1 35	0 43	5 58	3 10	10 35
Danemark	6 30	5 96	2 35	2 27	2 35	3 00	11 00	11 23
Russie	3 80	5 70	0 38	80	4 28	»	8 46	6 50
Turquie	2 27	2 08	1 82	1 67	»	»	4 09	3 75
Australie	24 47	23 38	1 49	1 11	»	»	25 96	24 49
Égypte	17 65	3 06	2 20	65	»	»	19 85	3 71
Mexique	0 41	63	4 54	7 79	»	3 97	4 95	12 39
Amérique centrale	0 09	48	2 14	1 66	1 43	7 19	3 66	9 33
Amérique du Sud	1 11	2 00	0 83	53	15 28	27 90	17 22	30 43
Japon	1 95	1 31	2 05	64	»	1 29	4 00	3 24
Inde	»	21	3 21	1 75	0 12	11	3 33	2 07
Chine	»	»	2 08	2 27	»	»	2 08	2 27
Établissements des Détroits	»	»	3 26	7 23	»	80	3 26	8 03
Canada	2 92	6 26	1 04	1 24	6 04	10 54	10 00	18 04
Cuba	10 00	1 25	0 83	94	»	»	10 83	2 19
Haïti	3 00	1 00	2 90	2 20	4 20	3 50	10 10	6 70
Colonies du Cap	»	15 62	»	42	»	»	»	16 04
République Sud-Africaine	»	24 33	»	1 00	»	»	»	25 33
Finlande	»	1 52	»	22	»	3 37	»	5 11
Siam	»	16	»	30 63	»	41	»	31 20

Digitized by Google

II. — ÉVALUATIONS PARTICULIÈRES.

En France et en Angleterre le stock monétaire national a été l'objet de procédés intéressants d'évaluation.

a) *France.*

En France l'Administration des finances procède à des intervalles de temps assez rapprochés (1868-1878-1885-1891-1897-1903) au recensement du numéraire qui se trouve dans les caisses publiques et dans celles des grands établissements de crédit (Banque de France, Banque d'Algérie, Crédit foncier, Crédit lyonnais, Crédit industriel et commercial, Comptoir d'escompte, Société générale). A date fixe, tous les comptables de ces différents établissements publics et privés comptent et classent les billets de banque, les pièces d'or, les écus de 5 francs et les monnaies divisionnaires d'argent qui se trouvent dans leurs caisses. Ils classent les pièces d'or et d'argent par quotités, par nationalités ou pays d'origine et par millésimes ou dates d'émission. Chaque nouvelle enquête a eu une plus large envergure : tandis que l'enquête ne portait que sur 30 millions de francs en 1868, sur 23 millions en 1878, sur 53 millions en 85, sur 120 en 1891 et 209 en 1897, les sommes recensées le 16 octobre 1903 se sont élevées à 276 millions[1].

C'est de ces recensements que M. de Foville s'est servi pour évaluer le stock monétaire de la France[2] :

Voici les différentes évaluations du stock monétaire en France faites par M. de Foville :

En 1878, or, 5 milliards; arg., 3 milliards, soit 8 milliards.
En 1885, or, 4 milliards 600; argent (écus), 2 milliards 800.
Soit, avec les monnaies divisionnaires d'argent, 8 milliards sur

[1] Les deux premières enquêtes ne comprenaient pas les billets de banque, *Bulletin de statistique du ministère des Finances*, octobre 1878, août 1885, août 1891, décembre 1897, mars 1904.

[2] *Économiste français*, 2 novembre 1878, *Journal de la Société de statistique*, janvier 1886 (Rapport du 21 octobre 1885 à la Société de statistique de Paris). *Association française pour l'avancement des sciences. Congrès de Besançon :* évaluation du stock d'écus de 5 francs de la France en 1893. *Économiste français*, 5-19 septembre 1891, 2 février 1898, 16-23 avril 1904.

Digitized by Google

14 milliards de monnaies d'or et d'argent frappées en France depuis la Révolution.

En 1891, Or, 4 milliards :

Argent, valeur nominale, 2 milliards 1/2.

— — intrinsèque, 2 milliards.

Soit 6 milliards.

En 1897,	Or	4.200	millions.
	Argent, écus	1.935	—
	Mon. div.	240	—
		6.375	—
En 1903,	Or	4.800	millions.
	Argent	2.130	—
	Billon	60	—
		6.990	—

Soit 7 milliards ou 600 millions de plus qu'en 1897.

Le stock monétaire français, évalué par M. de Foville en 1878 et en 1885 à 8 milliards de francs, serait tombé en 1891 et en 1897 à 6 milliards pour se relever en 1903 à 7 milliards[1].

Comment M. de Foville est-il parvenu à ces résultats? Quel procédé d'évaluation a-t-il employé?

Les évaluations du stock monétaire français faites par M. de Foville reposent sur une double hypothèse : 1° homogénéité du stock monétaire national; 2° survivance de toutes les pièces frappées lors des dernières émissions.

« Quand, dit M. de Foville, un chimiste veut déterminer la composition d'une eau minérale, ne pouvant analyser la source tout entière, il prend des échantillons. De même ici, ne pouvant aller explorer tous les coffres-forts et toutes les bourses qui se partagent la richesse monétaire du pays, nous nous contentons d'examiner les portions de cette richesse, qui à un moment donné se trouvaient emmagasinées dans les caisses publiques ». Le recensement auquel procède l'Administration des finances donne la composition d'un échantillon monétaire prélevé sur la circulation puisque les pièces sont classées par quotités, nationalités et millésimes. M. de Foville suppose à la masse monétaire du pays une assez grande homogénéité pour que chacune de ses parties

[1] *Société statistique*, cit. janvier 1896, et *Congrès de Besançon*, p. 4.

Digitized by Google

présente une équivalente composition. Mais toutes les pièces frappées ne demeurent pas dans la circulation ; pour des causes multiples, pertes, refontes ou exportations, il en est un certain nombre qui disparaissent : de cette mortalité monétaire, il convient de tenir compte. Le rapport entre les pièces recensées et les pièces frappées donne pour chaque millésime le taux de survie, soit $\frac{R}{F}$ (F le nombre des pièces frappées et R le nombre des pièces recensées). Ce taux de survie varie avec l'âge des différentes pièces : très faible pour les plus anciennes, il s'élève en se rapprochant de nous. Si l'on traduit par un graphique la succession de ces rapports annuels ou taux de survie de chaque millésime, on aura la courbe des survies comparatives. Pour chacune des catégories des pièces de monnaie françaises (pièces d'or de 20 francs, écus de 5 francs, etc...) on trouve dans le rapport de l'Administration des monnaies et médailles cette traduction graphique de la proportion 0/00 par millésime qui existe entre le nombre des pièces recensées et le nombre des pièces frappées[1]. Le rapport entre toutes les pièces frappées et toutes les pièces recensées donne, pour chaque catégorie, un taux de survie moyen qui permet de connaître le nombre de pièces qui se trouvent en circulation. Il suffit, en effet, de multiplier le nombre de pièces recensées par le chiffre qui représente le taux de survie moyen pour obtenir le nombre de pièces d'une certaine catégorie que contient le stock monétaire total[2].

[1] Rapport de 1904, p. 174 et suivantes.

[2] De Foville, *Journal de la Société de statistique*, 1886. « Parmi les frappes récentes, il peut y en avoir dont l'effectif n'a été que faiblement diminué. Supposons-en une complète, absolument complète. Si pour ce millésime privilégié la fraction $\frac{R}{F}$ atteint $\frac{5}{1.000}$ par exemple, cela revient à dire que le recensement a porté sur la deux-centième partie des pièces de cet âge existant dans la circulation française puisque le nombre de ces pièces en circulation E est supposé égal au nombre de pièces frappées. Nous avons donc $\frac{R}{E} = \frac{5}{1.000}$ ou $E = 200 \times R$. Mais si tel est pour un millésime particulier le rapport entre le nombre des pièces existantes et le nombre des pièces recensées, la même proportion est applicable à tout autre millésime puisque c'est dans un mélange parfaitement homogène que l'échantillon soumis à l'analyse a été puisé. Il suffit donc de multiplier par 200 le nombre des pièces françaises trouvées dans les caisses publiques pour avoir le nombre total des pièces françaises en circulation sur le territoire français » — et dans la brochure du *Congrès de Besançon*, p. 10 : « Ces taux de survie comparatifs s'échelonnent d'ailleurs d'une manière presque identique dans les trois colonnes de chiffres fournies

Digitized by Google

Ce procédé d'évaluation du stock monétaire appelle des observations et des réserves, les unes relatives aux recensements sur lesquels il repose, les autres relatives aux hypothèses et suppositions qu'il implique.

Les recensements sur lesquels s'appuient ces évaluations sont sujets à certaines causes d'erreurs qu'on ne peut passer sous silence et qui en diminuent l'exactitude. Prenons, par exemple, le dernier recensement du 15 octobre 1903. Il contient certaines inexactitudes venant des indications fournies par des agents subalternes assez négligents pour inscrire des pièces de 20 francs de 1872 et des pièces de 10 francs de 1853, alors qu'il n'en existe point de ces millésimes. En 1903, on a déclaré pour le Pas-de-Calais 113 pièces suisses de 10 francs, pièces qui n'ont jamais existé[1]. Une autre source d'inexactitude se trouve dans la simplification probable de l'encaisse la veille du recensement : les comptables remplacent des monnaies d'or et d'argent par des billets de banque; cette simplification exagère encore la prépondérance des billets dans les grosses encaisses et altère la proportion naturelle du papier et du métal. De plus, le recensement fait par la Banque de France et les autres établissements de crédit ne porte que sur leurs recettes de la journée et non point sur leurs réserves : or la composition de celles-ci peut différer de celle de la circulation courante. Enfin, l'enquête ne comprend pas les lingots et monnaies d'or étrangères n'ayant pas cours en France[2], mais qui, étant compris dans l'encaisse de la Banque, sont également représentés dans la circulation en billets.

Considérée en elle-même et abstraction faite des inexactitudes de recensement, la méthode employée par M. de Foville pour évaluer le stock monétaire est de toutes celles qui ont été imaginées la seule qui soit scientifique, celle qui permet de s'ap-

par les trois grandes opérations de 1891, 1885, 1878. Cette parfaite harmonie des séries de nombres dont chacune résume 20.000 dépouillements distincts prouve bien que nous sommes là en présence de résultats positifs ». Les enquêtes postérieures ont confirmé l'exactitude des courbes de survies.

[1] De Foville, *Économiste français*, 1904 : « Et malheureusement, la direction compétente, au lieu d'éliminer comme il convenait ces témoignages, les a dûment contresignés au risque d'égayer à ses dépens les spécialistes. L'enquête de 1903 n'a donc pas la valeur des précédentes ».

[2] Aupetit, *Revue écon. intern.*, mai 1904. « La Banque de France ne publie pas la décomposition de son encaisse or en ses différents éléments ».

Digitized by Google

procher le plus près de la vérité. Cependant on ne peut oublier que cette méthode repose sur des hypothèses fondamentales et des suppositions secondaires qui font que ses résultats n'ont qu'une valeur approximative : ceux-ci ne sont exacts que dans une certaine mesure, dans la mesure où ces hypothèses et suppositions coïncident avec la réalité.

Il est un point sur lequel la critique ne peut porter : c'est l'établissement des taux de survie et de la courbe des survies comparatives, courbe dont l'exactitude a été confirmée par les enquêtes successives; il existe une harmonie parfaite entre les différents recensements et entre les graphiques qui représentent pour chacun d'eux les courbes de survies. Le taux de survie moyen, pour chaque catégorie de pièces, résulte d'une opération dans laquelle chaque millésime a une influence proportionnelle à l'importance de sa frappe.

L'hypothèse de l'homogénéité du stock monétaire n'introduit-elle pas dans l'évaluation un élément d'arbitraire? L'échantillon recensé est supposé avoir la même composition que la masse monétaire. Or, pour un des éléments de la circulation, les billets de banque, il est certain que les caisses recensées accusent une proportion exagérée :

	1885.	1891.	1897.	1903.
Billets de banque	67,63	80,51	84,21	87,02
Monnaie or.	22,44	13,57	11,27	9,32
Écus	9,93	5,92	4,52	3,66

La proportion des billets dans les caisses des administrations publiques et des grands établissements de crédit ne coïncide pas avec la proportion des billets existant dans la circulation générale : « Si, en 1903, les billets de banque avaient formé 87 0/0 de la circulation générale, sachant qu'il y avait alors pour moins de quatre milliards 1/2 de billets en circulation, nous serions conduits à évaluer le stock d'or et d'écus qui se trouvait alors entre les mains du public à 700 millions, chiffre insuffisant[1] ». Mais si, pour cet élément, il n'y a pas coïncidence entre la proportion révélée par l'enquête et la proportion réelle, on peut se demander s'il n'en est pas de même dans une certaine mesure pour les autres éléments de la circulation monétaire? Le

[1] Aupetit, R.E.I. *Vie financière*, mai 1904.

Digitized by Google

stock et l'échantillon ont-ils une composition identique? La nature spéciale des grands établissements publics et privés et de leurs opérations n'a-t-elle pas une influence sur la composition de l'échantillon recensé, influence suffisante pour enlever à celui-ci son caractère représentatif d'échantillon-type? Nous ne le pensons pas, car l'homogénéité que réclame la méthode d'évaluation n'est pas cette homogénéité « *intermétallique* », c'est-à-dire une identique proposition entre les différents éléments de la circulation monétaire. Pour que l'évaluation du stock ne soit pas inexacte, il suffit que, pour chaque catégorie de pièces, on puisse induire des pièces recensées aux pièces en circulation : c'est là une homogénéité toute différente, une homogénéité « *intramétallique* », qui ne semble pas, comme l'homogénéité *intermétallique,* prêter à la critique.

L'hypothèse de la survivance totale des dernières frappes n'est pas absolument exacte : M. de Foville reconnaît lui-même que par suite de cette hypothèse le chiffre obtenu est *un maximum.*

A côté de ces hypothèses fondamentales, M. de Foville est obligé de recourir à des hypothèses accessoires qui montrent l'obligation où sont les esprits les plus scientifiques de faire appel à des suppositions arbitraires pour arriver à une évaluation de stocks monétaires. M. de Foville, par exemple, se demande quelle défalcation il convient de faire, sur les 1.350 millions d'écus de l'Union latine, du chef des écus détenus par nos alliés monétaires et il fixe ce chiffre à 100 millions : « si, malgré la poussée continue des changes, nos alliés monétaires retiennent là-dessus une centaine de millions *ainsi que l'admettent des hommes bien informés,* nous pouvons dire que le stock d'écus de la France s'élève à 1.250 millions ». Le recensement fixant à 14,6 0/0 la proportion des pièces de 20 francs étrangères dans la circulation française, M. de Foville, « A DÉFAUT D'INDICATIONS POSITIVES SUR CE POINT », généralise la proportion découverte par l'enquête et l'applique au stock d'or monnayé de la Banque de France[1].

M. de Foville se garde bien de « garantir l'exactitude » de ses évaluations et il reconnaît la nécessité de recourir à des confirmations indirectes demandées à la Douane, à la Monnaie et à la

[1] M. de Foville, *Économiste français,* 23 avril 1904.

Digitized by Google

Banque. Nous ne voudrions pas que les observations et les réserves, que nous avons faites, amoindrissent la très haute valeur des évalutions de M. de Foville pour la France : il serait désirable de posséder pour les autres pays des évaluations semblables.

Par les obstacles que rencontrent des évaluations reposant sur de larges enquêtes officielles et sur une méthode scientifique, nous avons seulement voulu montrer le peu de confiance qui peut être accordée aux autres évaluations plus hasardeuses, puisqu'elles embrassent l'univers, et plus incertaines puisqu'elles ne révèlent ni les procédés ni les éléments qui ont servi à les établir.

b) *Angleterre.*

Pour l'Angleterre on possède une série d'évaluations successives du stock d'or :

			Francs.
1844. .	Newmarch	£ 46 millions.	1.150 millions.
1856. .	*Id.*	£ 75 —	1.900 —
1868. .	Jevons [1]	£ 80 —	2 milliards.
1883. .	Inglis Palgrave.	£ 110 —	2.774 millions.
1888. .	Monnaie anglaise.	£ 102,5 —	
1889. .	Martin et Palgrave [2] . . .	£ 69 à 75	
1892. .	Chancelier de l'Echiquier.	£ 90	2.269 —
1895. .	Monnaie anglaise.	92,5	
	(circulation [3].	62,5)	
	(encaisses de banques.	30)	
1903. .	*Id*	£ 109	2.748 —

Pour 1903, l'évaluation de la monnaie anglaise porte le stock de monnaies d'or anglaises à 109 £, celui des monnaies anglaises d'argent à 23,8 £ : le stock d'or et d'argent en lingots est inconnu.

[1] Jevons, *Investigations on Currency and Finance*, 1868.

[2] *Bulletin de statistique du ministère des Finances*, novembre 1889, p. 487. MM. John B. Martin et Inglis Palgrave ont déduit la valeur du stock d'or en circulation des données fournies par le retrait des pièces d'or prévictoriennes en 1889.

[3] *Thirty fourth Annual Report of the Deputy Master and Comptroller of the Mint* (1903), London, Stationery Office, 1904, p. 21, et de Foville, *Économiste Français*, 6 août 1904 : La monnaie de Londres et le stock d'or du Royaume-Uni.

Digitized by Google

Comment a été obtenue cette évaluation du stock d'or anglais?

L'évaluation de la monnaie anglaise a pour point de départ les travaux de M. Rose chimiste et essayeur de la monnaie anglaise[1] sur la vie et le taux d'usure des monnaies d'or, travaux dont nous parlerons tout à l'heure à propos du frai. Depuis les lois du 30 août 1889 et du 5 août 1891, la Monnaie refond les pièces d'or légères que le frai a fait tomber au-dessous du poids courant légal. La proportion de pièces légères était, en 1892, de 29 à 30 0/0 pour les souverains et de 69 à 70 0/0 pour les demi-souverains. Ce taux de mortalité a été réduit depuis à 5 0/0 pour les souverains et à 10 0/0 pour les demi-souverains. M. Rose a cru trouver dans le taux d'usure des monnaies d'or et dans les dépenses afférentes au retrait des pièces légères une base pour une nouvelle estimation de la quantité totale d'or en circulation. D'après les renseignements de la banque d'Angleterre, la circulation des souverains n'a été ni améliorée ni détériorée notablement pendant les cinq dernières années. M. Rose suppose que ce résultat est dû au Coinage Act de 1891 : le coût moyen annuel de l'opération a été, pour les cinq dernières années, de 9.420 £. Comme la perte moyenne annuelle sur un souverain est de 0,05 d., M. Rose en induit que le nombre des souverains en circulation doit être de 45.216.000 £[2] (chiffre concordant avec l'évaluation de 45 millions faite en 1895). Pour les demi-souverains, la dépense annuelle moyenne de retrait pendant les cinq dernières années a été de 10.815 £; mais il aurait fallu une somme additionnelle de 1.200 £ pour maintenir l'état de la circulation : la valeur des demi-souverains en circulation serait donc de 18.500 £; soit au total 63.500.000 £ contre 62.500.000 £ en 1895.

De son côté le directeur de la monnaie anglaise[3] procède à l'évaluation suivante.

Il part de l'évaluation de la monnaie en 1895 :

[1] *Thirty fourth annual report*, p. 58. Memorandum by M. Rose, Chemist and Assayer of the Mint.

[2] *Thirty f. R.*, p. 65. Rose : Les pièces neuves n'ayant jamais circulé et celles qui, pendant les cinq dernières années, n'ont jamais été en circulation ne sont pas comprises dans les estimations données ci-dessus. Il n'existe pas de données pour baser une estimation du montant de ces accumulations.

[3] *Id.*, p. 21-22.

Digitized by Google

soit	£ 62.500.000
Emissions d'or faites à Londres (1895-1903).	£ 57.680.000
Monnaies d'or venues d'Australie	£ 15.414.000
Total en chiffres ronds.	£ 135.600.000
dont il faut déduire retraits d'or léger . . .	19.100.000
	£ 116.500.000

En comparant ce chiffre avec celui de M. Rose 63,5 £ il reste une somme de 53 millions £ qui a disparu de la circulation : Qu'est-elle devenue?

Cette fuite annuelle de £ 6 à 7 millions est attribuée par le directeur de la Monnaie anglaise, pour 4 à 5 millions, aux Monnaies étrangères qui refondent des souverains pour en faire des monnaies nationales, pour 1/2 million à la bijouterie, pour le surplus aux refontes des bullion leaders et à la thésaurisation des particuliers, des banques et des Gouvernements étrangers.

A l'heure actuelle, le stock or du Royaume-Uni ne dépasse pas 100 millions £ (deux milliards 1/2) et son stock argent 24 millions £ (600 millions) tandis que le stock français, d'après la plus récente évaluation de M. de Foville, s'élève à près de 7 milliards, et celui des États-Unis à près de 10 milliards.

c) *États-Unis.*

Pour les États-Unis nous nous contentons de donner la décomposition suivante de l'évaluation annuelle du Report of the Director of the Mint au commencement de juillet 1903 :

	AU TRÉSOR.	DANS les banques nationales au 9 juin 1903.	DANS les autres banques et dans la circulation.	TOTAL.
Lingots or.....	157.511.571			157.511.571
Lingots argent.....	17.603.602		4.395	
Monnaies or.....	474.780.446	172.523.938	444.736.801	1.092.041.185
Dollars argent.....	485.415.429	10.560.122	61.830.818	557.806.669
Monnaies divisionnaires argent.....	9.307.873	9.114.765	83.611.929	102.034.567
	1 444.618.621	192.199.125	590.183.943	1.909.393.392

Digitized by Google

III. — COMPARAISON DES ÉVALUATIONS ET CAUSES DES INEXACTITUDES DE LA STATISTIQUE DES STOCKS.

Quelle est la valeur de ces évaluations? Quelle confiance peut-on leur accorder?

Ces évaluations n'ont qu'une exactitude relative : elles présentent entre elles, surtout pour l'argent, certaines contradictions. Il y a contradiction entre les évaluations générales et contradiction entre les évaluations générales et les évaluations particulières.

Il y a contradiction entre les évalutions générales : en 1885, par exemple, entre celle de M. Ottomar Haupt et celle de Sætbeer.

	Sœtbeer	Haupt
	Fr.	Fr.
Or.	16.504 millions	19.150 millions.
Argent.	9.686 —	16.140 —

soit une différence de près de 3 milliards pour l'or et 7 milliards pour l'argent[1].

En 1895 il y a contradiction entre l'évaluation de la Monnaie des États-Unis et celle de M. Lesley Probyn; ces évaluations, qui coïncident pour l'or, diffèrent de près de 4 milliards pour l'argent : mais cette différence s'explique par ce fait que, tandis que la Monnaie des États-Unis évalue d'une façon générale l'argent au pair, M. L. Probyn en réduit proportionnellement la valeur[2].

Ce ne sont pas seulement les évaluations générales qui se contredisent entre elles; les évaluations particulières qui semblent devoir présenter plus de sécurité viennent contredire les chiffres sur lesquels reposent les évaluations générales. M. Ottomar Haupt par exemple attribue à la France un stock

[1] Il est vrai que l'évaluation de Sœtbeer ne comprend que les pays d'Europe et d'Amérique.

[2] M. Lesley Probyn évalue l'argent au pair dans les pays à étalon d'argent proprement dit; mais il en réduit proportionnellement la valeur, soit dans les pays à papier-monnaie ayant cours forcé, soit dans l'Inde anglaise.

Digitized by Google

d'écus de 3 milliards 1/2. « Trompé, dit M. de Foville[1], par des statistiques illusoires (celles des importations et exportations d'argent et celles de la consommation industrielle des métaux précieux), M. Ottomar Haupt commettait une erreur de plus de 100 0/0. Il oubliait et il ne faut pas oublier que les écus français, outre les causes ordinaires de déperdition auxquelles toute monnaie est sujette, ont eu plus d'une fois à subir de véritables hécatombes... »

Pour le Danemark, la Suède et la Norwège, les évaluations de M. Haupt diffèrent de celles de Sœtbeer[2]. Pour l'Angleterre les renseignements donnés par le directeur de la Monnaie de Londres le 17 mars 1885 diffèrent de l'évaluation que M. Haupt fait de la circulation monétaire anglaise la même année :

Or.	£ 123.309.000	contre	£ 111.000.000
Argent.	£ 19.877.000	—	£ 21.600.000

Pour la France en 1885, les évaluations de M. de Foville sont en contradiction avec celles de M. Ottomar Haupt; Sœtbeer ne les admet ni les unes, ni les autres, trouvant celles de M. Haupt trop élevées en ce qui concerne les monnaies d'or et les pièces de 5 francs et celles de M. de Foville aussi trop élevées relativement aux monnaies d'or autres que la pièce de 20 francs et aux monnaies divisionnaires d'argent[3].

	De Foville	Ott. Haupt	Sœtbeer
	—	—	—
	Fr.	Fr.	Fr.
Or. . .	4.600 millions.	4.457 millions.	4.200 millions.
Argent.	2.800 —	3.486 —	3.000 —

Aucune de ces trois évaluations ne coïncide ni pour l'or ni pour l'argent.

Les évaluations de la Monnaie des États-Unis sont les plus intéressantes parce qu'elles sont annuelles et permettraient de suivre, année par année et nation par nation, les mouvements et fluctuations du stock monétaire. Malheureusement ces évalua-

[1] De Foville, *Économiste français*, 1904, p. 575. En 1885 M. de Foville évalue ce stock à 2.800 millions et en 1903 à 1.800 millions.

[2] Matériaux, p. 66.

[3] Matériaux, p. 65.

Digitized by Google

tions sont contredites par les évaluations particulières; elles présentent des discordances avec les chiffres directement fournis à la Monnaie française par certains États. En 1894 la statistique américaine laisse apparaître pour l'Angleterre une majoration qui n'est pas négligeable puisqu'elle s'élève à 1 milliard de francs : elle attribue à l'Angleterre un stock d'or de 3 milliards de francs et un stock d'argent de 600 millions, tandis que la Monnaie de Londres n'évalue ces stocks respectifs qu'à 2.250 millions et à 525 millions soit pour l'or une erreur de 750 millions ou exactement d'un 1/4[1]. Si l'on compare cette évaluation de 90 millions £ avec le maximum de 75 millions £ indiqué pour l'or par MM. Martin et Palgrave, on trouve qu'elle serait encore exagérée de 400 millions de francs.

La direction des États-Unis attribue, en 1894, à l'Égypte un stock d'or de 600 millions de francs alors que les informations reçues directement par la Monnaie française donnent comme maximum 125 millions, soit un écart de 475 millions et une exagération de près de 400 0/0[2].

Pour la France, en 1902, la direction des États-Unis donne les chiffres de :

Or. . .	903.3 millions de dollars	Argent. . .	419.8
ou de	4.680 millions de francs.	—	2.175

contre l'évaluation de M. de Foville

Or. . .	4.800 —	Argent. . .	2.130

soit pour l'or et l'argent 120 millions de différence entre les deux évaluations.

On peut se demander comment ont été établis les chiffres qui servent de base à l'évaluation américaine du stock mondial, quand on examine les renseignements qu'on peut se procurer sur le stock de chaque pays en particulier. Il est pour certains pays difficile, presque impossible, d'obtenir autre chose que des données incomplètes. Le rapport de l'Administration des monnaies et médailles de 1903 déclare qu'au 31 décembre 1902 la banque nationale de Belgique possédait en espèces (or et argent)

[1-2] Rapport de l'Administration des monnaies et médailles, 1896, p. 230.

Digitized by Google

103.775.680 francs et ajoute : « *Quant à ce qui existe dans le pays, on ne peut se livrer qu'à des conjectures.* La Banque consultée à ce sujet émet l'avis que la circulation d'or est très réduite en Belgique[1] ». Or la direction de la Monnaie des États-Unis donne néanmoins pour l'or et l'argent le chiffre de 39,7 millions de dollars ou 205.765.100 francs. La différence avec le chiffre de l'encaisse de la banque nationale doit représenter le stock monétaire en circulation, soit plus de 101.989.420 francs : comment a été établi ce chiffre?

De même, pour l'Italie[2], au 31 décembre 1902 :

Le Trésor italien.	107.648.069 lires
Banque d'Émission.	450.200.000 —
Environ or.	558 millions de lires.
Argent.	112.482.573 —

« Quant au stock d'or et d'argent, monnayé ou non, qui se trouve en circulation dans le pays, on n'a pas de données suffisantes pour le déterminer ». Néanmoins la Monnaie des États-Unis donne le chiffre de 558 millions de lires comme représentant tout le stock d'or et celui de 195 millions pour le stock d'argent.

Pour la Suisse l'encaisse des banques d'émission s'élevait, le 31 décembre 1902, à 104.912.000 francs or et 9.479.000 argent : « Il n'est pas possible de fournir des données *même approximatives* sur la totalité d'or et d'argent monnayé ou non qui se trouve actuellement dans le pays..... » Cependant la statistique américaine ne craint pas d'évaluer le stock suisse à :

Or : 142.532.500. — Argent : 55.458.100 francs.

Où a-t-elle trouvé des données lui permettant d'établir cette évaluation de 27,5 (or) et 10,7 (argent) millions de dollars?

Difficile déjà pour les grands pays, comme la France et l'Angleterre, où il existe une organisation développée et concentrée du crédit qui permet d'avoir une source d'information assez sûre, l'évaluation des stocks monétaires devient plus hasardeuse encore pour les petits pays. On comprend que Sœtbeer se refuse

[1-2] Rapport, p. 155, p. 177.

Digitized by Google

à donner pour ceux-ci des évaluations particulières qu'il remplace par une évaluation collective : « en donnant, dit-il, une estimation collective pour les pays au sujet desquels nous manquons de renseignements ou de contrôle, nous arrivons à une certaine compensation dans les données qui, pour les pays pris isolément, auraient été ou trop faibles ou trop fortes et nous évitons ainsi des discussions vagues ».

Cet aveu d'impuissance de la part d'un spécialiste aussi éminent que Sœtbeer montre combien fragile est la base sur laquelle reposent les évaluations générales du stock mondial.

Les contradictions des statistiques s'expliquent, et par la nature même du phénomène dont on cherche à obtenir une évaluation, et par les différences que les économistes apportent dans la façon dont ils procèdent à leurs évaluations.

Ces contradictions s'expliquent tout d'abord par le manque d'uniformité qui existe dans les procédés d'évaluation. On considère, par exemple, les lingots d'or tantôt comme monnaie, tantôt comme marchandise[1]; ou bien, tantôt on évalue l'argent au pair, tantôt on en réduit proportionnellement la valeur.

D'autre part, même si les économistes s'entendaient pour donner à leurs enquêtes et investigations statistiques des bases uniformes, leurs efforts se heurteraient à un obstacle dirimant, la nature même des phénomènes étudiés : leur diffusion dans le temps et dans l'espace. Les stocks monétaires nationaux ne sont pas concentrés en quelques mains, en quelques caisses, mais répandus à travers tout le territoire et éparpillés en des milliers de mains. Sans doute les encaisses des banques forment une partie notable du stock monétaire d'un pays, mais l'exceptionnelle encaisse de la Banque de France elle-même ne comprenait le jour de la dernière enquête de 1903 que 3.542 millions d'or et d'argent sur un stock évalué à 6.900 millions, c'est-à-dire seulement un peu plus de la moitié. Nous avons vu tout à l'heure que, pour l'Italie, la Suisse, la Belgique, il était impossible, en

[1] *Rapport de l'Administration des monnaies et médailles 1904*, p. 366 : « La meilleure solution consisterait, ce nous semble, à incorporer dans les stocks monétaires d'un pays les lingots immobilisés dans les encaisses des banques et ceux-là seulement; mais, alors même qu'on se mettrait d'accord sur une formule de ce genre, la règle serait toujours d'une application difficile ».

Digitized by Google

dehors des encaisses, d'évaluer les quantités d'or et d'argent en circulation dans le pays.

Ce n'est pas seulement à cause de leur diffusion, mais de leur infinie variabilité que les stocks monétaires sont difficiles à mesurer. Les contradictions que présentent ces évaluations montrent assez qu'en pratique les économistes ne sont pas jusqu'à présent parvenus à vaincre ces difficultés théoriques. Pour la même époque, en France et en Angleterre, nous avons vu trois évaluations se contredire. En face de ces différences qui s'élèvent, pour un seul métal, jusqu'à 750 millions (or Angleterre), et vont même jusqu'à 1 milliard (écus argent France), on ne peut attacher aux évaluations générales et même aux évaluations particulières qu'une valeur relative. Les procédés d'évaluation indirecte sont-ils mieux capables que les procédés d'évaluation directe de dégager les variations des stocks monétaires dans le monde ou dans un pays déterminé?

B. — Évaluations indirectes.

Les évaluations indirectes ont moins pour objet de déterminer l'état des stocks monétaires que de mesurer leurs fluctuations. On a pensé que la combinaison des statistiques de la douane et du monnayage permettrait de mesurer les variations du stock national d'un pays; on a cru que la combinaison des statistiques de la production des métaux précieux et de leur consommation industrielle permettrait de mesurer les variations du stock mondial. Et, en effet, ces deux procédés d'évaluation indirecte offriraient un moyen de comparer aux variations de prix les variations des stocks; mais ils reposent tous deux sur deux éléments indissolublement liés, et, si l'un de ces éléments est certain, l'autre échappe à toute précision.

I. — STATISTIQUES COMBINÉES DE LA MONNAIE ET DE LA DOUANE.

Les statistiques combinées de la Douane et de la Monnaie semblent permettre de mesurer les variations du stock métallique : « elles font voir quelles sont les époques où notre approvisionnement d'or et d'argent a fait le plus de progrès[1] ». C'est sur

[1] De Foville, *Économiste français*, 2 mai 1896, p. 561.

Digitized by Google

ces statistiques que M. Ottomar Haupt appuie ses évaluations et M. de Foville, bien que n'ayant pas grande confiance en les statistiques douanières, se sert des indications données par la Douane, la Monnaie et la Banque pour confirmer son évaluation de la variation du stock d'or en France entre 1897 et 1903[1].

Les frappes et les importations semblent donner l'indication des accroissements du stock monétaire, les exportations celle des pertes qu'il subit : la combinaison des deux sources d'information permettrait de se faire une idée des mouvements d'inflation et de contraction du stock, mouvements qu'on pourrait comparer ensuite aux variations de prix. Mais, pour que cette comparaison puisse avoir lieu, il faut que les fondements sur lesquels elle reposera soient solides : examinons donc successivement la valeur des informations que nous donnent les statistiques douanières et les statistiques du monnayage.

a) *Statistiques douanières.*

Les statistiques douanières apparaissent comme des indicateurs très imparfaits du mouvement des métaux précieux, elles présentent des erreurs considérables qui s'expliquent par des causes multiples :

1° Négligence des offices douaniers qui n'ont aucune raison pour faire des constatations exactes puisqu'il s'agit de marchandises qui ne paient pas en douane; 2° mouvements de numéraire échappant à cette administration, par exemple, les matières monétaires expédiées par exprès d'une banque intérieure à ses

[1] *Économiste français*, 23 avril 1904. « Au lendemain du recensement monétaire de septembre 1897, nous n'osions pas attribuer à la France plus de 3.1 milliards de pièces de 20 francs françaises ou étrangères. Mais cette appréciation ne contredit pas celle que nous venons de formuler, car tout concourt à nous convaincre que notre pays s'est considérablement redoré dans ces dernières années. La banque, la monnaie et la douane en font foi : l'encaisse de la banque s'est élevée de 2 milliards à peine en septembre 1897 à près de 2 milliards 1/2 en octobre 1903. La Monnaie a frappé pour 221 millions d'or en 1897, pour 177 millions en 1898, pour 54 millions en 1899, pour 30 millions en 1900, pour 75 millions en 1901, pour 49 millions en 1902 et pour 89 millions en 1903; en tout près de 700 millions dont 628 en pièces de 20 francs. Enfin la douane qui sait mal ce qu'il passe d'or et d'argent sur nos frontières, mais qui pèche plutôt par omission que par exagération, ne chiffre pas à moins de 1.134 millions l'excédent des importations d'or sur les exportations depuis le 1er janvier 1897 jusqu'au 31 décembre 1902. Ce sont là des témoignages dont la concordance parait significative ».

Digitized by Google

succursales à l'étranger ; 3° afflux et écoulement de métaux précieux ayant pour origine les espèces monnayées qu'emportent ou apportent les voyageurs et les émigrants ; 4° absence de déclaration[1] ou encore fausse déclaration : l'or déclaré argent là où les tarifs des Compagnies de navigation sont proportionnels à la valeur.

Des erreurs des statistiques douanières on doit rappeler ces exemples typiques :

John Biddulph Martin déclare à l'Institute of Bankers de Londres qu'au courant de l'année 1885 sa banque avait reçu dans le délai de six semaines de la part de correspondants étrangers la somme de 3.300.000 francs en pièces françaises de 20 francs, tandis que la Statistique officielle anglaise n'avait noté que 600.000 francs.

Dans une circulaire de la maison anglaise Pixley and Abell qui s'occupe du commerce des métaux précieux, on trouve indiquée une somme de 27.000 £, exportée en 1884 de l'Autriche pour l'Asie en passant par Venise. Or, il résulte de la déclaration de la Peninsular and Oriental Steam C° que ladite somme s'éleva en réalité à 140.000 £.

En 1881 et dans les premiers mois de 1882, le Trésor italien reçut de l'étranger 253,4 millions de francs devant servir à l'abolition du cours forcé : la statistique douanière pour la même époque n'enregistrera que 120,5 millions faisant une erreur au moins de 132,9 millions[2].

A côté de ces exemples un peu anciens, on en peut citer de plus récents, plus curieux encore :

Au moment de la crise Bahring à Londres, la France envoya à la Banque d'Angleterre 75 millions d'or ; cet or passa le détroit et revint en France sans que la douane s'en fût aperçue. En 1897-1898, la Monnaie française procura à la Russie 500.000 k. d'argent, la totalité venait de Londres. La douane cependant constata à la sortie une quantité beaucoup plus considérable qu'à l'entrée. Les vaisseaux qui transportaient ces 500.000 k. en Russie ne

[1] Ce n'est que depuis 1891 qu'en Suisse toutes les déclarations d'envois doivent être adressées à l'office central de la statistique du Commerce pour y être examinées : *tout envoi au-dessus de 10 francs* doit être accompagné d'une déclaration.

[2] Carlo Ferraris : Rapport. Examen des difficultés particulières que rencontre la statistique des métaux précieux dans le commerce international, *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. II, 87, p. 235.

Digitized by Google

firent que toucher l'Angleterre; néanmoins la statistique douanière les inscrivit dans la consommation anglaise sans qu'à la sortie aucun indice permît de supposer qu'ils avaient quitté ce pays.

L'incertitude des statistiques douanières est encore plus fortement mise en relief par la comparaison qu'a faite Sœtbeer des statistiques de deux pays dans leurs exportations et importations réciproques de métaux précieux[1]. Si l'on prend par exemple l'Angleterre et la France, la statistique anglaise des importations devrait coïncider avec la statistique française des exportations et la statistique française des importations avec la statistique anglaise des exportations. Or il est loin d'en être ainsi et la comparaison des deux statistiques révèle des différences qui s'élèvent pour une période de 14 ans (1871-1884) à une moyenne annuelle de plus de 13 millions de francs pour l'exportation de métaux précieux d'Angleterre en France et à une moyenne annuelle de 43 millions de francs pour l'importation des métaux précieux de France en Angleterre.

1871-1884

Exportation de la France et importation correspondante en Grande-Bretagne.

(*Valeur en marks allemands*)

Statistique anglaise.	Statistique française.	Différence en plus selon la statistique anglaise.
1.067.504.000	581.084.000	486.420.000

Exportation de la Grande-Bretagne et importation correspondante en France.

Statistique française.	Statistique anglaise.	Différence en plus selon la statistique anglaise.
1.195.059.000	1.038.288.000	156.771.000

En 1878 l'importation en Angleterre d'or provenant de la France était évaluée par la statistique anglaise, à 145.977.000 francs. L'exportation correspondante de la France pour l'Angle-

[1] Sœtbeer, *Matériaux*, p. 44, 45, 46, 47.

Digitized by Google

terre était évaluée par la statistique française à 61.302.688, ou une différence de plus du simple au double.

En 1873 l'importation en France d'argent provenant d'Angleterre était évaluée par statistique française 120.098.500 et par statistique anglaise 88.055.500.

Ces comparaisons montrent le peu de confiance qu'on doit avoir en des statistiques qui, pour une même année et pour un même métal, diffèrent du simple au double. Ces comparaisons ne sont même pas possibles pour tous les pays : la statistique américaine, par exemple, est faite pour l'année financière commençant au 1er juillet et finissant au 30 juin.

La démonstration peut-être la plus frappante de l'inexactitude des statistiques douanières résulte de la contre-statistique commerciale qui, à partir de 1885, a été dressée en Italie par le ministère de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie. Les éléments de cette contre-statistique sont fournis par les grandes institutions de crédit et les grandes entreprises de transport du royaume : cette statistique commerciale repose sur l'idée de « prendre pour ainsi dire le mouvement des métaux précieux à son point de départ, de l'accompagner pendant qu'il s'accomplit et de le rejoindre à son point d'arrivée[1] ».

On a réalisé cette idée en s'adressant aux établissements qui sont les points de départ et d'arrivée des métaux précieux, c'est-à-dire le Trésor, l'État, les grandes banques d'émission et les établissements qui effectuent le déplacement des métaux comme les postes, les chemins de fer et sociétés de navigation.

Les chiffres recueillis par cette contre-enquête ne peuvent, semble-t-il, donner qu'un minimun[2]. Néanmoins, dans bien des cas ils surpassent les chiffres de la douane. Par exemple en 1901, pour l'importation de l'or, le chiffre du ministère du Commerce allait jusqu'au triple du chiffre de la statistique douanière. La comparaison des deux statistiques, pour la période qui s'étend de 1888 à 1902[3], permet de relever, entre les deux

[1] Carlo Ferraris, p. 238

[2] « Quoique les déclarations des expéditeurs indiquent ordinairement des sommes moindres que celles qui ont été réellement envoyées, on a pourtant pu constater qu'elles sont toujours plus élevées que celles fournies par les bureaux de douane et par conséquent on peut les considérer comme plus proches de la vérité ».

[3] Rapport de l'administration des monnaies et médailles, 1903-1904, p. 213. Pour

Digitized by Google

statistiques, les différences annuelles moyennes suivantes; la statistique commerciale était en moyenne supérieure annuellement à la statistique douanière de :

Or. . .	Importation	7.420.000 lires.	Exportation	8.529.000 lires.
Argent.	—	5.225.000 —	—	7.623.000 —

b) *Statistique du monnayage.*

La statistique du monnayage présente plus de certitude que la statistique douanière. Mais elle ne donne que des indications incomplètes sur les mouvements du stock monétaire d'un pays :

1° Tout d'abord, si la statistique du monnayage indique les accroissements les plus importants que subit le stock, elle ne les révèle pas tous; elle ne tient pas compte des monnaies étrangères et des lingots et, à ce point de vue, elle doit être complétée par d'autres sources.

2° De plus, si elle révèle partiellement les accroissements du stock monétaire, elle ne dit rien des pertes qu'il subit. Sans doute la statistique indique pour l'Allemagne le chiffre des démonétisations et déduit du chiffre global de la frappe la somme afférente à cette démonétisation[1]; pour la France, l'Angleterre, elle fournit l'indication de pièces démonétisées en bloc et des pièces refondues. Mais la statistique du monnayage ne renseigne ni sur les refontes pour l'usage industriel ni sur les exportations et cette double lacune en amoindrit singulièrement la portée.

Les refontes de monnaie pour l'usage industriel ont, à certains moments, une grande importance. C'est ainsi que les écus antérieurs à 1830 ont été refondus en masse par l'industrie privée quand le procédé du titrage perfectionné dû à Gay-Lussac eut prouvé qu'ils contenaient un excédent d'argent fin et un peu d'or. Lorsque l'argent faisait prime sous Napoléon, après la découverte des placers calédoniens et australiens, on

1903 la différence est encore plus considérable. Or, importation : 140.706.000 contre 97.642.000. Exportation : 5.893.000 contre 10.070.000. Argent, importation : 17.278.000 contre 23.267.000 ; exportation : 1.729.000 contre 4.440.000.

[1] Rapport de l'administration des monnaies et médailles, 1904, p. 227-228.

Digitized by Google

pouvait trouver profit à refondre ou à exporter les monnaies d'argent. La statistique de la consommation industrielle est trop imparfaite pour nous renseigner sur les refontes de monnaies destinées à l'usage industriel. Seule la statistique des États-Unis donne une évaluation de la refonte des monnaies; mais il se trouve justement que la contre-enquête de la direction de la Monnaie américaine vient d'infirmer cette évaluation, les chiffres pour l'or étant trop faibles de moitié[1].

La statistique du monnayage ne nous renseigne point du tout non plus sur les diminutions du stock, sur les exportations pour lesquelles on est obligé d'en revenir aux fallacieuses statistiques douanières. Si l'on prend par exemple l'Angleterre et qu'on veuille se faire une idée de son stock monétaire, on doit bien se garder de considérer la statistique du monnayage. De 1816 à 1903 les frappes anglaises se sont élevées à :

Or.	Argent.
£ 682	52 millions.
Soit 15 milliards de francs.	1.300 millions francs.

Contre, en France, 1795-1903,

9,8 milliards.	5,6 milliards.

Si, des frappes anglaises, on défalque les démonétisations on doit retrancher 69 millions £ : il reste 513 millions £ ou 13 milliards de francs. Mais nous savons que le stock monétaire anglais est loin de s'élever à ce chiffre. La différence entre le stock actuel et les frappes a été l'objet de refontes de la part soit des courtiers en métaux ou bullion dealers, soit des bijoutiers ou doreurs « qui prennent volontiers comme matière première le numéraire nouvellement émis parce qu'ils évitent ainsi les frais d'essais et qu'ils sont sûrs du titre[2] », soit surtout des Gouvernements étrangers qui transforment les souverains en pièces françaises, allemandes, russes, américaines[3]... On voit qu'on ne peut demander aux frappes de donner sur le stock anglais un renseignement même approximatif.

[1] Voir plus bas, p. 80 et suiv.

[2] De Foville, *Ec. Fr.*, 6 août 1904.

[3] Aux États-Unis tout l'or étranger qui a pu entrer dans les caisses publiques doit être immédiatement refondu : 1898-1900, refontes pour 700 millions de francs.

Digitized by Google

Présentant en elles-mêmes une grande exactitude, les statistiques du monnayage[1] ne sont au point de vue du stock et de ses variations qu'une indication insuffisante et fragmentaire qui ne pourrait être complétée que par ces procédés d'informations imparfaites que sont les statistiques douanières.

II. — STATISTIQUES COMBINÉES DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION INDUSTRIELLE DES MÉTAUX PRÉCIEUX.

Il est un autre procédé d'évaluation indirecte destiné à faire apparaître les variations du stock. Ce procédé consiste à faire abstraction du stock existant à un moment donné et à n'envisager que les accroissements que celui-ci subit chaque année du fait de la production réduite à son affectation exclusivement monétaire. La production, déduction faite de la perte par le frai et de la consommation industrielle, est considérée comme représentant l'accroissement annuel du stock et les variations de la production, représentatives des fluctuations du stock, sont comparées aux variations des prix.

On peut adresser à ce procédé une objection préalable résultant de ce fait que les statistiques du monnayage découvrent un chiffre supérieur aux statistiques de production[2]. La frappe de l'or dépasse généralement la production des mines : en outre du métal neuf mis en œuvre dans les ateliers monétaires, certains États refondent eux-mêmes leurs anciennes monnaies d'or soit parce qu'elles sont usées, comme la France, l'Angleterre, soit parce que le type en a été changé (par exemple : l'Autriche-Hongrie, le Chili). Dans bien des cas aussi les lingots apportés aux hôtels des monnaies proviennent de pièces étrangères ou d'ouvrages d'orfèvrerie qui ont été refondus. Si l'on tient compte de la consommation industrielle pour la défalquer de la production, il faudrait tenir compte aussi des ouvrages d'or et d'argent refondus sous forme de monnaie : si l'on déduit ce que la

[1] Statistique générale du monnayage d'après le rapport de la Monnaie américaine, 1880-1902 : Or, 4.659.900.000 dollars. Argent, 3.173.600.000 dollars; soit en vingt-trois ans plus de 23 milliards pour l'or et près de 16 milliards de francs (valeur au pair) pour l'argent. Rapport français, 1904, p. 359.

[2] Par exemple : 1880-1902. Or. Monnayage, 23 *milliards* de francs et production, 20 *milliards* de francs.

Digitized by Google

consommation industrielle prend à la production, il faudrait ajouter ce que la consommation industrielle rend à l'usage monétaire. Mais négligeons cette objection et considérons le double élément sur lequel repose ce procédé : les statistiques de production et l'évaluation du frai et de la consommation industrielle.

a) *Statistiques de production.*

Nous renvoyons ici aux études de MM. Brocard et Polier qui, pour l'or et pour l'argent, feront des statistiques de production un examen critique. Sans entrer sur ce point dans le détail, nous devons constater qu'il existe, pour les statistiques de production comme pour les autres statistiques monétaires, des contradictions et des causes d'inexactitude : les chiffres donnés par la direction de la Monnaie américaine ne sont pas tous conformes aux évaluations directes des différents États. La statistique chiffre dans certains pays, non pas le poids net du métal fin, mais le poids brut des lingots inégalement affinés avec ou sans indication de leur richesse moyenne. De plus, souvent, les statistiques n'ont pas toutes de la production locale la même conception et ne distinguent pas les minerais indigènes traités dans le pays même des minerais indigènes exportés à l'état de minerais et traités dans un autre pays ni des minerais importés dans le pays considéré : d'où risque, pour la statistique, d'une omission ou d'un double emploi [1]. L'Allemagne, par exemple, jusqu'en 1896 était considérée comme productrice de plusieurs milliers de kilogrammes d'or alors que les mines allemandes n'en fournissent qu'une quantité infime : la statistique officielle comprenait dans la production indigène l'or extrait par les usines du pays de minerais et lingots d'argent aurifère importés sous la rubrique « argent » [2]. Le rapport de la commission améri-

[1] Omission, si l'on n'enregistre que l'or et l'argent extraits sur place des minerais indigènes ; double emploi si l'on tient compte à la fois du métal contenu dans les minerais indigènes exportés et du métal contenu dans les minerais étrangers importés.

[2] Rapport de l'Administration des monnaies et médailles, 1904, p. 230. Sur 2.572 kilogrammes d'or pur indiqués comme production de l'Allemagne en 1903, il ne reste pas 100 kilogrammes, si l'on retranche le métal précieux tiré de minerais étrangers. Le même fait s'est produit en Autriche-Hongrie où la statistique officielle accusa longtemps une production d'or de plusieurs milliers de kilogrammes et d'une valeur de près de 11 millions alors que les seules mines existant sur le ter-

Digitized by Google

caine[1] relève, pour l'argent, une erreur non moins singulière : la production de la Bolivie, qui se chiffre à 4 millions d'onces et qui traverse le Chili pour atteindre la mer, a été comptée deux fois, une fois en Bolivie et une fois en Chili.

Sous ces réserves, les statistiques de production n'en présentent pas moins une exactitude suffisante comme le montre ce tableau permettant de comparer trois statistiques de la production de l'or entre 1892-1901.

OR.	UN. ST.	STATISTICAL REGISTER.	FINANCIAL CHRONICLE.
	O. F.		
1892	7.094.266	6.862.784	7.041.822
1893	7.618.811	7.363.884	7.675.236
1894	8.764.362	8.903.820	8.655.222
1895	9.615.190	9.451.361	9.652.008
1896	9.783.914	9.779.189	9.820.075
1897	11.420.068	11.455.390	11.483.712
1898	13.877.806	13.813.642	14.016.374
1899	14.837.775	15.020.437	15.220.363
1900	12.315.135	12.525.378	12.684.958
1901	12.740.746	12.948.243	12.894.856
Onces	108.068.073	108.124.128	109.144.521
Kgs	3.361.200	3.363.000	3.394.700

Malheureusement, ici comme tout à l'heure, pour atteindre la fin qu'on se propose, on se trouve en présence de deux éléments indissolublement liés : si l'un de ces éléments, la statistique de la production comme celle du monnayage, présente une certitude suffisante, l'autre, ici l'évaluation de la perte par le frai et de la consommation industrielle, comme tout à l'heure les statistiques douanières, introduit dans les données du problème une part considérable d'incertitude.

ritoire de l'empire donnent annuellement une quantité d'or bien inférieure à 100 kilogrammes.

[1] *Report on the introduction of the gold-exchange Standard Into China and other silver-using countries*, submitted to the secretary of state october 1. 1903 by the commission on international Exchange. Washington Government Printing office, 1903, Hanna-Conant-Jenks Commissioners.

Digitized by Google

b) *Perte par le frai et consommation industrielle.*

Le frai.

Les renseignements qu'on possède sur le frai sont précis, mais ils ne sont pas généralisables. La vie et le taux d'usure d'une pièce de monnaie diffèrent selon les pays, le moment et la nature des pièces [1]. C'est ainsi que la pièce d'or de 10 francs, qui circule plus et a une surface proportionnellement beaucoup plus étendue que la pièce de 20 francs, s'use plus au frai. Le taux de déperdition annuelle tend à s'abaisser pour les pièces de 20 francs : « celles-ci perdent annuellement la dix-millième partie de leur poids et ne doivent être mises à la retraite qu'au bout de 70 ans [2] ». Les monnaies anglaises au contraire se détériorent beaucoup plus vite. M. Rose [3] nous apprend que la carrière normale d'un souverain est de 27 ans et celle d'un demi-souverain de 16, tandis que Jevons [4] fixait à 18 ans la vie légale d'un souverain.

Antérieurement aux travaux de M. Rose (1903), on avait évalué la perte moyenne annuelle des souverains et demi-souverains comme il suit :

Enquêtes.	Souverains.			Demi-souverains.		
	grain.		d.	grain.		d.
Jevons, 1868.....	0,043	ou	0,0837	0,051	ou	0,0993
Martin, 1882.....	0,04325	ou	0,0842	0,04379	ou	0,0853
Monnaie Royale, 1888.	0,03956	ou	0,0770	0,05511	ou	0,1073
Monnaie R., 1895...	0,02918	ou	0,0560	0,04208	ou	0,0819

[1] Les éléments qui influent sur le frai des monnaies sont : 1° la dureté de l'alliage dont elles sont formées ; 2° la rapidité de leur circulation ; 3° leur poids absolu. Si les pièces d'or anglaises perdent plus au frai que les pièces françaises, c'est qu'elles circulent davantage et que leur alliage est moins dur.

[2] H. Gournay, *Économiste français*, 9 mars 1895, p. 292.

Pièces d'or.	Perte proport. par an en dix millièmes.	Perte absolue par an sur 1 million de francs.
100 francs	1/4	25 francs
50 —	2/5	40 —
40 —	2/3	67 —
20 —	1	100 —
10 —	3	300 —
5 —	5	500 —

Le taux de déperdition de la pièce de 20 francs était antérieurement de 2/00.

[3] *Thirty fourth. report. cit.* Memorandum by M. Rose, p. 58-65.

[4] Jevons (*Journal of Statistical Society*, 1868), estime la perte moyenne annuelle par le frai à 0 grain 0.43 et dit qu'il en résulte qu'en général un souverain ne peut circuler plus de *18 ans* sans tomber au-dessous du poids accordé par la loi.

Digitized by Google

Nous avons déjà dit que les lois de 1889 et de 1891 avaient ordonné la refonte des monnaies d'or anglaises que le frai fait tomber au-dessous du poids courant légal. Les apports de l'or léger à la Monnaie ont fourni à l'évaluation de la perte par le frai des données supplémentaires; de 1899 à 1903, on a choisi des échantillons pour les examiner et on a obtenu les résultats suivants :

ANNÉES de retrait.	SOUVERAINS		PERTE — Moyenne annuelle.
	NOMBRE des pièces examinées.	Âge moyen des pièces.	
1899	1.000	27 35	0 0819
1900	2.000	27 84	0 0777
1901	1.000	27 75	0 0768
1902	1.000	26 43	0 0820
1903	1.000	27 01	0 0821
1899-1903	6.000	27 27	0 0801

En 1895 on avait examiné 2.784 souverains légers dont l'âge moyen était 27,71 et la perte annuelle de 0,0802 d. On voit que l'âge moyen des pièces légères ne s'est pas sensiblement modifié. Mais l'usure moyenne annuelle des pièces légères retirées de la circulation ne peut être généralisée et le taux d'usure des souverains en circulation doit être fixé à 0,0481. Quelle est la proportion actuelle des pièces légères? On suppose que 5 0/0 des souverains en circulation sont au-dessous du minimum de poids courant légal : en évaluant la perte des pièces légères à 0,08 d. et celle du reste des souverains à 0,0481 d., on peut fixer à 0,05 la perte moyenne annuelle. Pour les demi-souverains[1],

1

ANNÉES de retraits.	NOMBRE de pièces examinées.	AGE MOYEN des pièces.	PERTE — Moyenne annuelle.
1899	2.000	18 14	0 0930
1900	4.000	16 35	0 0944
1901	2 000	17 32	0 0913
1902	2.000	14 26	0 1090
1903	2.000	15 13	0 1030
1899 1903	12.000	16 24	0 0981

Digitized by Google

on suppose qu'il existe 15 0/0 pièces légères; la perte moyenne annuelle est de 0,0778 d. C'est sur ces données et sur la dépense afférente au retrait des pièces légères que M. Rose s'est appuyé pour en déduire le nombre des souverains et des demi-souverains en circulation.

La consommation industrielle des métaux précieux.

Avec ce nouvel élément du problème, nous retrouvons les mêmes incertitudes, les mêmes contradictions que pour les statistiques douanières. Avant toute recherche, on se rend compte des difficultés que doit présenter une évaluation précise et exacte de la consommation industrielle des métaux précieux, étant données la multiplicité des emplois industriels de ces métaux et la diversité des titres ou degrés de fin des ouvrages d'or et d'argent. L'or et l'argent sont employés dans la fabrication des médailles, l'orfèvrerie, la bijouterie, la pharmacie, la thérapeutique, l'odontologie, etc... : les formes variées de la consommation industrielle rendent le phénomène plus difficilement saisissable et mesurable à cause de sa dispersion et du manque de concentration des renseignements; la diversité des titres complique encore l'évaluation des quantités d'or et d'argent consommées annuellement par l'industrie du monde ou même d'un pays.

Si l'on en vient aux procédés d'évaluation de la consommation industrielle des métaux précieux, on se trouve en face de deux procédés, tous deux imparfaits : l'un qui est un procédé d'évaluation précise et certaine, mais incomplète, l'autre un procédé d'évaluation générale, mais incertaine. Le premier de ces procédés consiste à s'en rapporter aux chiffres officiels des bureaux de garantie qui, dans différents États, sont préposés à la marque ou à la vérification des ouvrages d'or et d'argent. Le second consiste à procéder à des enquêtes directes auprès des commerçants et industriels, enquêtes qui peuvent être faites soit par des particuliers, soit par de grandes administrations comme les Monnaies des États-Unis et de la France.

Examinons, l'une après l'autre, chacune de ces deux méthodes d'évaluation.

Digitized by Google

a) *Bureaux de garantie et de contrôle.*

Les statistiques des bureaux de garantie ne donnent que des renseignements incomplets et présentent certaines causes d'inexactitude.

Ces statistiques ne donnent que des renseignements incomplets.

Tout d'abord, le contrôle n'existe pas dans un certain nombre de pays, comme par exemple l'Allemagne où règne le principe de la liberté de fabrication, l'Allemagne où sans doute les industriels ne peuvent poinçonner que les objets ayant un certain titre, mais où le poinçon est imposé par le fabricant. En Allemagne, la loi du 16 juillet 1884 autorise la fabrication d'objets d'or et d'argent à tous titres et cette liberté du titre a été mise en application par la loi du 1er janvier 1888. En Angleterre, il n'y a pas de contrôle direct de l'État : les droits perçus au profit de l'État ont été supprimés et le contrôle est assuré par les communautés d'orfèvres. Dans ces pays, il ne peut exister aucune statistique officielle reposant sur le contrôle puisque le contrôle n'existe pas ou est abandonné à des corporations privées. A côté de ces pays, il en est d'autres où le contrôle est facultatif et là encore aucune évaluation officielle n'est possible : c'est le cas de l'Italie où la loi du 2 mai 1872 a substitué au contrôle obligatoire le contrôle facultatif. En Belgique, depuis que la loi du 5 juin 1868 a rendu libre le travail de l'or et de l'argent, il est impossible de connaître le chiffre des matières d'or et d'argent employées dans l'industrie.

Même dans les pays où le contrôle est obligatoire, comme la Russie, le Portugal, la Suède, la Norwège, la Suisse, la France, l'Autriche-Hongrie, les statistiques des bureaux de garantie ne peuvent donner que des renseignements incomplets, parce que le contrôle ne porte que sur certains objets ou parce que certains objets, à raison de leur nature, échappent au contrôle. Le contrôle ne porte que sur certains objets en Suisse, par exemple, où la loi fédérale du 23 décembre 1880 a rendu le contrôle obligatoire pour les boîtes de montres, mais où le contrôle est facultatif pour les autres objets d'or et d'argent (orfèvrerie, bijouterie, horlogerie). Certains objets échappent au contrôle : en Suède, les menus objets dont le poids ne dépasse pas 1 gr. 75; en Norwège, les ouvrages trop légers pour recevoir l'empreinte du

Digitized by Google

poinçon sont dispensés du contrôle obligatoire. L'Autriche-Hongrie est l'un des pays où le contrôle est le plus rigoureux : les ouvrages d'or et d'argent sont soumis à la garantie officielle; ils ne peuvent être fabriqués à tous titres.

En France, c'est la loi du 19 brumaire an VI qui règle encore aujourd'hui la surveillance du titre et la perception des droits de garantie des matières et ouvrages d'or et d'argent. L'article 1er s'exprime en ces termes : « tous les ouvrages d'orfèvrerie et d'argenterie fabriqués en France doivent être conformes aux titres prescrits par la loi respectivement suivant leur nature ». Au tableau des opérations du bureau de garantie les différents ouvrages soumis au contrôle et à la surveillance des bureaux de garantie sont rangés sous les dénominations suivantes : orfèvrerie, joaillerie, chaînes, bracelets, menue bijouterie, montres ou horlogerie. En dehors de ces emplois essentiels, que d'emplois secondaires encore très importants de l'or et de l'argent échappent au contrôle et par conséquent à la statistique de la garantie : c'est, pour n'en citer que deux, les quantités d'argent qui entrent dans le ruolz et le plaqué (lanternes, carrosseries, galons en faux, argenture des glaces, etc...) et qui ne sont pas contrôlés; ce sont ensuite tous les produits chimiques, les sels, les nitrates d'argent qui ne vont pas au contrôle et qui, dans la vente du Comptoir-Lyon Allemand, s'élèvent au chiffre de 29.000 k. sur une vente totale de 217.000 soit près de 1/8e.

Mais les chiffres des statistiques officielles de la garantie ne sont pas seulement incomplets; ils contiennent certaines causes d'inexactitudes qui viennent de la fraude, des titres divers, de la tolérance et de la refonte des vieilles matières ou monnaies.

Les statistiques officielles sont faussées par la fraude. Théoriquement, il ne devrait échapper au contrôle aucun ouvrage d'or ou d'argent : les fabricants et marchands d'or et d'argent sont soumis à l'exercice; ils sont tenus de présenter leurs registres à toute réquisition de l'autorité publique; ils peuvent voir confisquer tout ouvrage d'or et d'argent achevé et non marqué, et sont susceptibles d'encourir des amendes et poursuites correctionnelles. On ne cherche pas à vendre en dehors du contrôle, nous a-t-on répété pendant l'enquête que nous avons faite, on n'y a pas intérêt; on préfère vendre plus cher au titre que vendre clandestinement sans le prestige qu'a aux yeux du public

Digitized by Google

la garantie officielle. Cependant la fraude reste pratiquement possible : car, si le commerce d'affinage est très concentré, l'industrie de la bijouterie et de l'orfèvrerie est éparpillée sur tout le territoire, ce qui facilite singulièrement la fraude. Nous pensons, avec M. de Foville, que de tout petits bijoutiers peuvent avoir intérêt à employer de l'or emprunté à des monnaies, parce qu'ainsi ils sont sûrs du titre et s'épargnent la peine d'un petit achat pour une dorure ou un montage. Mais ce ne sont là que des fuites insignifiantes, et la refonte en fraude de monnaies ou de vieux bijoux ne se fait certainement pas en grand, parce que cette refonte ne donne que de l'or cassant et impropre à travailler. Sauf le cas cité plus haut d'une pièce de 20 francs utilisée par un tout petit bijoutier, les monnaies sont protégées par le frai et les frais de fabrication. L'élément d'inexactitude qu'introduit la fraude dans les statistiques de la garantie est donc négligeable.

Beaucoup plus importantes sont les inexactitudes qui viennent des divers titres et de la tolérance. En France il y a trois titres légaux pour les ouvrages d'or (920^{m}, 840, 750, plus les montres d'or au 4e titre) et, à l'étranger, les titres varient de pays à pays. La tolérance, d'autre part, varie suivant les objets et suivant qu'ils sont creux ou pleins. Diversité des titres et tolérance compliquent le calcul des quantités d'or et d'argent employées.

Mais les statistiques de la garantie sont faussées surtout par le fait qu'elles ne tiennent pas et ne peuvent pas tenir compte de la refonte des vieilles matières d'or et d'argent : les chiffres des bureaux de garantie ne donnent que les quantités d'or et d'argent des ouvrages contrôlés sans indiquer leur composition, ni la proportion dans laquelle le métal neuf et les vieilles matières entrent dans leur fabrication. Pour pouvoir rapprocher des statistiques de production les statistiques de la consommation industrielle, il est nécessaire de connaître, non la consommation industrielle brute, mais la consommation nette, c'est-à-dire défalcation faite de la part non empruntée à la production.

b) *Enquêtes auprès du commerce.*

Les statistiques de la garantie ne renseignant que d'une façon partielle, on a imaginé de s'adresser aux industriels et commerçants en or et en argent, afin d'avoir des informations plus

Digitized by Google

complètes : c'est ce qu'ont fait des particuliers, comme Sœtbeer, des administrations publiques, comme la direction des monnaies aux États-Unis et en France.

1° Les recherches, faites par Sœtbeer pour évaluer la consommation industrielle des métaux précieux dans les différents pays, montrent les difficultés insurmontables auxquelles se heurtent des enquêtes de ce genre, tant à cause de la dispersion des phénomènes qu'on étudie qu'à cause de leur variabilité incessante dans ce domaine où, plus que partout ailleurs, règne le caprice de la mode. Sans reprendre un à un les différents pays et les considérations sur lesquelles pour chacun d'eux Sœtbeer s'appuie pour déterminer le chiffre de la consommation industrielle, nous ne citerons ici, à titre d'exemple, que quelques faits relatifs à l'Allemagne, le propre pays de l'enquêteur, faits qui nous paraissent singulièrement instructifs. En 1881 Sœtbeer croyait posséder des renseignements exacts sur l'emploi des métaux précieux dans la circonscriptton de Pforzheim ; il n'en est plus ainsi en 1885[1] : « Autrefois on aurait pu déduire avec une certaine exactitude du nombre des ouvriers employés la quantité de métaux précieux travaillée, mais on ne le peut plus aujourd'hui depuis qu'on fabrique dans cette région de la bijouterie et des objets d'orfèvrerie à un titre très bas ainsi que du doublé » et Soetbeer est obligé de s'en rapporter à l'évaluation « de personnes compétentes » et à des renseignements « approximatifs ». De même, en 1881, le même économiste avait estimé les métaux précieux employés annuellement à Hanau et dans les environs, mais une communication plus récente vient lui apprendre que « depuis que l'or employé dans la bijouterie provient exclusivement de la fonte des monnaies, il est devenu à peu près impossible d'évaluer d'une manière approximative cette quantité pour une année quelconque..... ». A Berlin, en 1885, il s'est produit une diminution dans l'industrie de la bijouterie : « la fabrication des bijoux d'or a diminué beaucoup durant les six dernières années. On n'achète plus de bijoux massifs, mais des parures de diamants, de perles, principalement de rubis et de saphirs, très légèrement montées : *le changement de mode* a amené une dimi-

[1] Les études de Sœtbeer, parues d'abord dans les *Jahrbücher für National Œkonomie*, ont été reprises par lui dans les *Matériaux*, *op. cit.*, p. 33 à 37.

Digitized by Google

nution dans l'emploi de l'or.....; la vente de la joaillerie a considérablement augmenté, mais, par contre, celle des articles d'argent plus riches a diminué dans les mêmes proportions..... l'emploi de l'argent a également diminué à la suite de perfectionnements apportés dans la fabrication des services de table en argent, principalement des couverts, etc..... ».

Mais la versatilité de la mode n'est pas la seule cause d'arbitraire et d'incertitude qui fausse l'exactitude des évaluations de la consommation industrielle des métaux précieux. Sœtbeer reconnaît que l'évaluation des quantités de métaux précieux employés qui proviennent de la refonte d'anciens objets ne peut se faire que « *sous toutes réserves et à l'aide de conjectures* ». Cet auteur ne donne pas les raisons pour lesquelles il évalue ces quantités à 10 0/0 pour les États-Unis, 15 0/0 pour l'Angleterre, 20 0/0 pour la France et pour l'Allemagne, 30 0/0 pour la Suisse, 20 0/0 pour les Pays-Bas et la Belgique, 15 0/0 pour l'Autriche-Hongrie, 25 0/0 pour l'Italie et 20 0/0 pour la Russie. Or ce chiffre a une importance de premier ordre, puisque ce qui est intéressant à connaître c'est la consommation nette, déduction faite de la refonte des vieilles matières, c'est-à-dire les quantités prélevées par l'industrie sur la production annuelle et détournées de l'affectation monétaire.

2° Enquêtes d'administrations publiques. Les grandes administrations paraissent mieux à même que les particuliers d'obtenir des renseignements exacts sur la consommation industrielle des métaux précieux. La direction de la Monnaie des États-Unis et la direction de la Monnaie, en France, procèdent à ces enquêtes pour établir l'évaluation de la consommation industrielle qu'elles donnent dans leurs rapports.

Chaque année, la direction des États-Unis procède à une enquête auprès des industriels. En 1878-1879 on envoya des circulaires à tous les fabricants qui étaient supposés travailler l'or et l'argent; on obtint 1.401 réponses aux 3.506 circulaires envoyées : sur ces réponses 448 seulement donnaient des renseignements circonstanciés. En 1883-1884 nouvelle enquête et envoi de 7.969 circulaires : il y eut 5.418 réponses, 2.551 personnes ou maisons de commerce n'avaient pas répondu. En 1901 on a procédé à une contre-enquête qui a infirmé certaines des évaluations; mais le rapport de 1903 n'a pas tenu compte des

Digitized by Google

corrections à introduire et a reproduit, pour les fontes annuelles de 1902, le chiffre de l'année précédente qui avait été considéré comme inexact[1].

En France aussi, à côté des chiffres de la garantie, il existe dans le rapport de l'Administration des Monnaies[2] une évaluation des quantités d'or et d'argent employées par l'industrie. Cette évaluation repose, comme aux États-Unis, sur une enquête, mais limitée à quelques grosses maisons qui, par leur importance et le chiffre de leurs affaires, paraissent en état de connaître avec une certaine exactitude la consommation industrielle. Le chiffre total de la consommation se décompose en cinq rubriques dont une seule donne une évaluation certaine : celle de l'or employé par la Monnaie pour la fabrication de médailles; ce chiffre est officiel, il est fourni par la Monnaie elle-même. Les autres paraissent tout à fait incertains. De plus, dans la statistique de la Monnaie, on ne distingue pas les nouvelles matières et les refontes pour lesquelles nous avons déjà dit qu'il était impossible de fixer un chiffre exact.

Nous avons voulu contrôler l'évaluation de la Monnaie afin de serrer de plus près cette insaisissable réalité qu'est la consommation industrielle des métaux précieux. Sachant que cette évaluation reposait sur des renseignements fournis par quelques grosses maisons, nous nous sommes adressés à celles-ci directement.

Le Comptoir Lyon-Allemand (qui a absorbé la maison Rothschild frères), les maisons Caplin, Hesse et fils, Duplessy et Hinque, affineurs, fondeurs et apprêteurs d'or et d'argent, ont, selon l'expression américaine, le contrôle de la consommation industrielle des métaux précieux en France.

A la maison Caplin nous nous sommes heurtés à la discrétion la plus absolue. Plus libéralement le Comptoir Lyon-Allemand, et la maison Hesse et fils nous ont accueilli et ont répondu à nos questions.

Malgré son silence, nous sommes parvenus à évaluer la vente mensuelle de la maison Caplin à 10.000 kil. pour l'argent et à 100 kil. pour l'or, soit par an :

[1] Rapport de l'Administration des monnaies, 1903 et 1904, p. 316.
[2] *Id.*, 1904, p. 128-129.

Digitized by Google

120.000 kil. argent.
1.200 kil. or.

La maison Hesse et fils vend 75 kil. d'or fin par mois (dont 35 kil. provenant de vieux métaux) et 5.000 kil. argent (pour l'argent le chiffre des vieilles matières est insignifiant), soit par an :

Or, 900 kil.; Argent 60.000 kil.

Ces maisons achètent l'argent aux affineurs anglais.
Enfin la maison Hinque et Duplessy :

Or, 3.900 kil.
Argent, 40.000 kil.
Les trois maisons ensemble : or, 6.000 kil.; argent, 240.000 kil.

Le Comptoir Lyon-Allemand à lui seul a une importance beaucoup plus considérable que les trois précédentes maisons : il s'approvisionne d'argent en Espagne et auprès des sociétés françaises telles que Pongibaud; il possède rue de Charenton à Paris la plus importante, la seule importante usine d'affinage. L'énumération de ses opérations[1] montre qu'il est en rapport avec toutes les branches de la consommation industrielle des métaux précieux.

Ses ventes, dont voici le détail, se sont élevées pour 1903 à 217.000 kilogrammes pour l'argent et 18.000 kilogrammes pour l'or.

Argent.		Kilos.
1er titre.....	948.....	65.000
2e titre.....	800.....	34.000
Argent vierge...	1.000.....	43.000
Argent fin.....	990.....	23.000
Argent composé.	900.....	23.000
Nitrate.....	635.....	29.000
		217.000

[1] Voici le détail des opérations commerciales du Comptoir Lyon-Allemand :

Or et argent. — Achat, traitement, fonte et affinage de lingots, rognures, limailles, vieux bijoux, argenterie, galons, chlorures, sulfures, résidus d'ateliers de bijoutiers, joailliers, orfèvres, doreurs, argenteurs de glaces, photographes, décorateurs sur porcelaine et généralement de toute matière contenant or ou argent.

Vente, laminage, tréfilage d'or, d'argent fins ou alliés pour bijoutiers, joailliers, orfèvres, doreurs, argenteurs, batteurs d'or, fournisseurs pour dentistes, etc...; soudures à tous titres; flancs découpés pour monteurs de boîtes. Apprêts pour les bijoutiers, joailliers, etc...; doublé...; sels (nitrate d'argent, chlorure d'or...).

Digitized by Google

Sur ce chiffre, il y aurait lieu de défalquer 100.000 kilogrammes du chef des vieilles matières refondues :

Consommation nette : 117.000 k. — Le Comptoir Lyon-Allemand estime qu'il faut multiplier ce chiffre par 2 pour avoir la vente totale au commerce, y compris celle des autres maisons :

234.000 kilogrammes pour la consommation industrielle de l'argent en France.

Or.

Or fin	15.000 kilos.
1.000 (dorure)	500 —
Allié 785	25 —
Apprêté 750	2.700 —
Chlorure 480	75 —
	18.300 kilos.

dont il convient de défalquer 1/3 du chef des rognures et des lingots rendus, soit 12.000 kilogrammes; mais, d'autre part, le chiffre de vente des autres maisons s'élèverait à 6.000 kilogrammes pour l'or, ce qui fixerait toujours, pour 1903, la consommation industrielle de l'or en France à 18.000 kilogrammes.

Si l'on compare ces chiffres avec ceux de la Monnaie, on a en 1903 :

Pour l'or. — Monnaie	25.819 kilos.
— — Lyon-Allemand	18.000 —

(mais il convient de rappeler que le chiffre indiqué par la Monnaie est le chiffre de la consommation *brute* et le chiffre de Lyon-Allemand de la consommation *nette*).

Pour l'argent. — Monnaie	327.231 kilos.
— — Lyon-Allemand	234.000 —
— — et en totalisant les chiffres des différentes maisons	457.000 —

(Le 1er et le 3e chiffre, évaluations de la consommation brute; le 2e, évaluation de la consommation nette).

On voit quelle incertitude et quelle marge laissée à l'arbitraire!

La statistique des États-Unis présente-t-elle une plus grande certitude que celle de la Monnaie de Paris? il ne le semble pas : l'évaluation que donne la Monnaie des États-Unis est contre-

Digitized by Google

dite, pour certains pays, par les renseignements directement fournis à la Monnaie de Paris par ces pays eux-mêmes; elle est contredite, pour les États-Unis, par la contre-enquête faite en 1901.

Les chiffres d'évaluation de la statistique américaine sont contredits par les renseignements directement fournis par les États intéressés : ces différences sont surtout notables pour l'Autriche-Hongrie, la Russie, le Portugal et la Suisse[1]; pour l'Autriche-Hongrie par exemple la comparaison des deux évaluations donne des différences qui s'élèvent à 15 et à 20.000 kilogs pour l'argent en une seule année et à plusieurs centaines de kilogrammes pour l'or. Cette différence, pour la Suisse en 1902, atteint plus de 3.000 kilogs pour l'or et 15.000 pour l'argent. Il n'est pas jusqu'à la France qui ne présente un exemple de contradiction d'autant plus étonnant que les États-Unis enregistrent, pour ce pays, le chiffre

[1] Voici quelques-uns de ces chiffres comparatifs.

Comparaison entre les évaluations de la Monnaie des États-Unis et les renseignements fournis à la Monnaie de Paris.

	OR		ARGENT	
	Dir. de M. E.-U.	Renseignements directs.	E.-U.	R. D.
Autriche-Hongrie.				
1894	4.845 k.	3.023 k.	58.147	56.308
1896	3.569 »	3.534 »	43.206	64.841
1901	3.553 »	4.176 »	45.431	61.721
1902	4.200 »	4.298 »	58.800	66.980
Russie.				
1894	8.029 »	8.027 »	141.728	137.338
1896	4.087 »	4.941 »	94.852	145.823
1901	4.259 »	»	114.733	»
1902	»	»	»	»
Portugal.				
1894	2.752 »	2.100 »	4.469	6.300
1901	2.000 »	»	9.500	»
1902	2.000 »	2.755 »	11.700	14.626
1903	»	3.076 »	»	12.529
Suisse.				
1896	8.596 »	»	28.500	»
	Valeur 29.6 mill. fr.	37 millions	6.3	3 millions
1901	6.300 k.	»	70.000	»
1902	5.220 »	8.700 k.	53.200	68.200

Digitized by Google

que leur donne la Monnaie de Paris : en 1902, le chiffre de la statistique américaine n'est que de 24.600 kilogs pour l'or, tandis que le chiffre de la statistique française est de 25.600, et de 257.000 kilogs pour l'argent contre 312.216, chiffre de la statistique française.

L'évaluation de la statistique américaine a été contredite aussi par la contre-enquête à laquelle la Monnaie des États-Unis a procédé en 1901. Cette contre-enquête a montré que le chiffre indiqué pour les fontes annuelles de monnaies d'or était trop faible de moitié. Ce chiffre était de 1.500.000 dollars; l'évaluation de la statistique américaine recèle donc une erreur qui s'élève à 7.773.000 francs. Si des erreurs semblables sont possibles dans le pays même, quelle confiance peut-on accorder aux évaluations faites pour l'étranger?

Les chiffres de la consommation industrielle mondiale de l'or et de l'argent pour 1902, tels qu'ils résultent de la statistique américaine, représentent un peu moins du tiers de la production de 1901[1] :

Or. — Production, 1901.....	394.962 kilos.
— — Consommation industrielle, 1902.....	121.610 —
Argent. — Production, 1901.....	5.382.369 —
— — Consommation industrielle, 1902...	1.547.655 —

Mais ce ne sont là que des chiffres très approximatifs, tout au moins ceux qui ont trait à la consommation industrielle[2].

C. — Vitesse de circulation et monnaie éventuelle[3].

Sur ces deux nouveaux éléments du problème, nous ne possédons aucune indication. Ce sont là des facteurs qui ont leur influence, mais une influence qu'il est impossible de mesurer. On ne peut savoir, même approximativement, le nombre de paiements effectués dans un temps donné par une pièce de monnaie.

[1] Rapport de 1904, p. 367.

[2] Il conviendrait de tenir compte aussi de la consommation de l'Extrême-Orient, de ce que Sœtbeer appelle l'écoulement des métaux précieux hors les pays civilisés. A ce sujet, nous renvoyons aux études de MM. Alglave et Paultre.

[3] M. de Foville : « L'orfèvrerie, l'argenterie, les bijoux constituent, comme les lingots, une sorte de monnaie éventuelle prête à venir jouer son rôle aux heures de crise ». *Ec. fr.*, 1896, *op. cit.*

Digitized by Google

La vitesse de circulation diffère selon les pays et selon les époques. D'après l'âge normal des souverains anglais et des pièces de 20 francs françaises, il est très probable que la monnaie métallique circule plus en Angleterre qu'en France et qu'elle est plus « *surmenée* ». Cependant on fait moins usage de la monnaie métallique en Angleterre qu'en France puisque le carnet de chèques intervient même pour les paiements au détail ; mais le stock monétaire anglais, nous l'avons vu, est bien inférieur au stock français, et ceci explique cette vieillesse prématurée des souverains. De cette considération générale à la mesure de la différence qui existe entre la vitesse de circulation des pièces d'or anglaises et celle des monnaies françaises et surtout à l'obtention du taux moyen de vitesse à un moment donné, il y a un abîme qu'aucun procédé d'évaluation statistique n'est jusqu'à présent parvenu à franchir : on n'a pu étudier que la vitesse de circulation des comptes courants des grandes banques (M. des Essarts 1895), ce qui est une question toute différente. Enfin il n'est pas plus possible de déterminer la vitesse de circulation à deux époques différentes que dans deux pays : cette vitesse s'accélère ou se ralentit sans cesse et aucune présomption ne peut être faite sur ces degrés comparatifs de rapidité.

Digitized by Google

CHAPITRE II

Le besoin de numéraire
et la mesure du volume des transactions.

Sous sa forme simpliste, la théorie quantitative fait abstraction de la masse des marchandises et des échanges pour n'envisager que la masse monétaire : sous sa forme complexe au contraire, elle considère, à côté de l'élément monnaie, l'élément marchandises, à côté des stocks monétaires, le volume des transactions ; elle fait intervenir aussi le facteur crédit par lequel un certain nombre de transactions sont dispensées d'un règlement métallique.

Déjà au XVIIIe siècle Montesquieu disait dans l'*Esprit des lois :* « Si, depuis la découverte des Indes, l'or et l'argent ont augmenté en Europe à raison d'un à vingt, le prix des denrées et marchandises aurait dû monter en raison d'un à vingt; mais, *si, d'un autre côté, le nombre des marchandises a augmenté comme un à deux*, il faudra que le prix de ces marchandises et denrées ait haussé d'un côté en raison d'un à vingt et qu'il ait baissé en raison d'un à deux et qu'il ne soit par conséquent qu'en raison d'un à dix[1] ». Aujourd'hui, après avoir pendant longtemps négligé d'envisager ce terme du problème, les adeptes de la théorie quantitative font appel au développement des transactions et au crédit pour expliquer les contradictions qui apparaissent entre les prix et le mouvement des stocks monétaires.

Dans le chapitre précédent, nous nous sommes demandé comment on pouvait évaluer les stocks monétaires et leurs variations; dans le présent chapitre nous avons à nous demander s'il est possible de mesurer le volume des transactions et ses variations.

[1] Montesquieu, *Esprit des Lois*, livre 22, chapitre 9, p. 357, édition Garnier.

Digitized by Google

Mais il convient auparavant d'établir une distinction entre le volume des transactions et le besoin de numéraire; ces deux grandeurs ne coïncident pas : le développement des compensations aux clearing houses, par exemple, est un signe du développement des transactions, mais non point de l'accroissement du besoin de numéraire. Ce qui nous intéresse, ce n'est pas la masse brute des transactions, mais la masse nette et c'est celle-ci qu'il convient de déterminer. Il est un grand nombre de transactions qui s'accomplissent sans intervention de monnaie métallique et se règlent par ce système perfectionné de troc qu'est le crédit. On ne peut comparer au stock monétaire et à ses variations que la masse nette des transactions. Pour obtenir cette masse nette il faut défalquer de la masse brute des transactions celles qui se règlent sans intervention de monnaie métallique.

Nous avons donc à envisager successivement :

1° La masse brute des transactions en cherchant à en mesurer le volume;

2° La part qui, dans le règlement des échanges, revient aux succédanés de la monnaie afin d'essayer de déterminer la masse nette.

A. — Le volume des transactions.

Pour les stocks monétaires nous avons vu qu'il existait des évaluations générales et des évaluations particulières, des procédés d'évaluation directe et des procédés d'évaluation indirecte : en est-il de même pour le volume des transactions?

En ce qui concerne les transactions, nous allons être obligé d'abandonner les évaluations générales et les procédés d'évaluation directe.

Tout d'abord, il est chimérique de vouloir mesurer le développement mondial des transactions : si l'on tentait cette entreprise, on ne pourrait aboutir qu'à des évaluations fantaisistes et à des moyennes illusoires, reposant sur la généralisation de données fragmentaires et sans lien entre elles. On pourrait par exemple prendre pour indice du développement de l'activité économique dans l'univers : soit le développement du commerce extérieur des grandes nations pendant la seconde moitié du XIXe siècle, soit l'accroissement de la population mondiale, soit encore celui de la production de certaines marchandises comme

Digitized by Google

les métaux ou les textiles; mais serait-il permis de généraliser les inductions qu'on pourrait en tirer?

Le commerce extérieur des grandes nations s'est développé dans des proportions considérables pendant les cinquante dernières années du précédent siècle : de 30 milliards en 1855, il passait à 55 milliards en 1867, à 70 en 1879 et à 90 en 1889[1]; les exportations commerciales, de 15 milliards en 1855 et de 38 en 1890, s'élevaient à 48 milliards en 1900, faisant plus que tripler en 50 ans; mais de ce fait doit-on induire que l'activité économique de l'univers et le développement mondial des transactions se sont élevées en cinquante ans de 200 0/0? Le développement du commerce extérieur est un indice inexact, parce que exagéré, du développement des transactions et de l'accroissement du besoin de numéraire. C'est un signe trop indicatif : et parce que le développement du commerce intérieur a été pendant la même période beaucoup moins considérable, et parce que le commerce extérieur est celui où l'intervention de la monnaie métallique est la moins fréquente.

De même on pourrait faire appel aux statistiques de production de certains articles de large consommation ou d'articles particulièrement importants pour l'économie des peuples comme les métaux : les statistiques de la Metallgesellschaft[2] nous révèlent qu'entre 1883 en 1903, en 20 ans, la production du cuivre s'est élevée de 185,7 0/0, celle du plomb de 87,9 0/0, celle du zinc de 100, 3 0/0, celle de l'étain de 102,2 0/0 et celle du nickel de 438 0/0 (depuis 1889 seulement). La production des 4 métaux (cuivre, plomb zinc et étain) a plus que doublé en 20 ans et la consommation a suivi la même marche ascensionnelle. Pour

[1] Cauwès, *C. d'Économie politique*, t. II, p. 658.

[2] *Statistische Zuzammenstellungen über Blei, Kupper*, etc., *von der Metallgesellschaft und der Metallurgischen Gesellschaft a. g.* Francfurt am-Mein, août 1904.

Cuivre.	— Production...	1883..	203.000 tonnes.	1903...	580.000	tonnes.
—	— Consommation	— ..	s'élève en	— ...	572.000	—
Plomb.	— Production...	— .	468.300 tonnes.	— ...	880.000	—
—	— Consommation	— ..	s'élève en	— ..	879.000	—
Zinc...	— Production...	— ..	285.000 tonnes.	— ...	571.000	—
—	— Consommation	— ..	s'élève en	— ...	578.000	—
Etain..	— Production ...	— ..	45.000	— ...	91.000	—
—	— Consommation	— ..	s'élève en	— ...	86.200	—
Pour les 4 productions...		— ..	1.001 300 tonnes.	— ...	2.122.000	—

Digitized by Google

le charbon, la fonte, l'acier l'augmentation de la production n'est pas moins notable :

Charbon.	1890.	491.101.000 tonnes.	1900.	767.636.000 tonnes.
Fonte...	—	27.777.000 —	—	40.970.000 —
Acier ...	—	12.453.000 —	—	27.520.000 —

En 10 ans la production de ces trois articles avait augmenté de plus de 50 0/0. Mais on ne peut pas plus se fonder sur le taux d'accroissement de la production des métaux, pas plus que sur celui du commerce extérieur, pour en induire celui des transactions mondiales. On risquerait d'exagérer singulièrement : la production des métaux est, comme le commerce extérieur, une des branches de l'activité économique qui ont subi le développement le plus considérable. Si nous ne voulons pas nous laisser aller à des évaluations arbitraires et fantaisistes, il nous faut abandonner la formule mondiale de la théorie quantitative et nous résigner à chercher une vérification expérimentale de sa formule nationale.

Mais, même pour un pays déterminé, il n'est pas possible d'évaluer directement le volume des transactions à différents moments; on doit se contenter de recourir à des indices très indirects qui nous donnent une mesure approximative des variations de ce volume considéré à l'état dynamique. Pour apprécier le taux de ces variations doit-on se contenter d'un indice unique ou faire appel à des indices multiples? M. Aupetit a[1] pris comme indication du développement de la population et du développement industriel les revenus soumis à l'income-tax en Angleterre (accroissement de 1/3 entre 1880 et 1900) et l'impôt des patentes en France (accroissement de 1/5 entre 1875 et 1900) et il en a conclu que, dans les deux pays considérés, le développement de la richesse et des besoins circulatoires avait été de 12/30 ; puis, pour tenir compte du développement économique plus rapide des pays neufs, il a fixé comme taux général d'accroissement 15/30. L'auteur reconnaît lui-même avec beaucoup de bonne foi que c'est là procéder d'une façon trop simpliste. Ce n'est pas d'un seul élément, mais de plusieurs dont il convient

[1] Aupetit, *op. cit.*, p. 277.

Digitized by Google

de tenir compte : accroissement de la population, développement du commerce extérieur et indices indirects multiples qui permettent de mesurer le développement du commerce intérieur.

Comme il est impossible de procéder à cette évaluation pour tous les pays et que cette recherche serait sans intérêt puisque nous avons abandonné la formule mondiale de la théorie quantitative, nous limiterons notre étude à quatre pays, les États-Unis, l'Allemagne, l'Angleterre et la France, dont nous considérerons la population, le commerce extérieur et le commerce intérieur. Ce sont là trois éléments pouvant servir d'indices du développement des transactions. Il semble qu'à mesure que la population s'accroît il y ait besoin, tout au moins pour les paiements de la vie journalière, d'une plus grande quantité d'espèces métalliques. Le commerce extérieur est un indice moins exact, nous avons déjà dit pourquoi. Le commerce intérieur est certainement l'élément le plus intéressant, mais c'est justement celui dont le développement est le plus difficilement évaluable; car, tandis que l'accroissement de la population et celui du commerce extérieur peuvent être déterminés directement, on ne possède, en ce qui concerne le commerce intérieur, que des indices très indirects.

Le développement du commerce intérieur ne peut être évalué directement; il faudrait en effet pour cela : 1° posséder des statistiques complètes de la production nationale, c'est-à-dire savoir de tout article produit combien d'unités sont introduites dans l'échange; en défalquer les exportations et y ajouter les articles importés; 2° posséder des statistiques indiquant le nombre de fois que le même objet change de mains annuellement. Or, ici sur quatre éléments, deux sont inconnus : la production totale et la rapidité de circulation. Force est donc, en l'abscence de toute évaluation directe, de recourir à des indices indirects, mais lesquels?

1° *L'accroissement de la production* est un indice du développement des transactions : un plus grand nombre d'articles, une plus grande somme de valeurs mises en circulation donnent lieu à un plus grand nombre d'échanges, à la mise en mouvement de moyens d'échange et de règlement plus nombreux [1].

[1] Nous disons ici de moyens d'échange et non d'espèces métalliques puisque, pour le moment, nous n'avons à nous occuper que de la masse brute des transactions.

Digitized by Google

2° *L'accroissement de la consommation* est un indice de même ordre : dans un monde économique où règne la division du travail, la plupart des consommations présupposent un achat-vente.

3° *Le développement des moyens de transport* implique un plus grand trafic de marchandises et de voyageurs et, par conséquent, un plus grand nombre de transactions.

4° *Le développement des opérations de bourse et des opérations financières* suppose aussi un accroissement de transactions, de transactions réglées il est vrai surtout par compensation; mais le mode de règlement nous importe peu pour le moment puisqu'il ne s'agit encore que de mesurer la masse brute des échanges.

5° La richesse mobilière et immobilière doit elle aussi, en se développant, engendrer un plus grand mouvement d'échanges, puisque la richesse est faite pour circuler, et nécessiter un accroissement des moyens d'échanges qui la représentent. *La progression de certains impôts,* annuités successorales, impôts sur les mutations, révèle ce développement de la richesse dans un pays. A côté des quatre catégories d'indices précédemment énumérées, il conviendra donc de faire appel à ces indices fiscaux : pour chacun des pays considérés, il ne sera pas possible de les réunir tous et il faudra choisir certains d'entre eux, ceux pour lesquels les statistiques présenteront le plus d'exactitude.

I. — ÉTATS-UNIS.

a) *Commerce extérieur.*

En 1851 le commerce extérieur des États-Unis (importations et exportations) s'élevait à 2 milliards; en 1874 à 5 milliards 900 millions et, en 1904, à plus de 12 milliards 200 millions de francs[1]. Entre 1851 et 1904, le commerce extérieur des États-Unis s'est accru de 600 0/0; dans les trente dernières années il a plus que doublé, et, dans les 14 dernières années (1890-1904), les exportations se sont accrues de 73 0/0, passant de 4.130 mil-

[1] *Moniteur officiel du commerce*, 25 février 1905, p. 166.

Importation	1.035.907.370 dollars.
Exportation	1.360.685.933 —

Digitized by Google

lions de francs en 1890 à 7.128,6 en 1904, et les importations de 25 0/0 passant de 4.116,5, en 1890, à 5.179,5 en 1904[1].

b) *Population.*

En 1850 la population des États-Unis était de 23.191.876 habitants; en 1870, de 38.558.371 et, en 1903, de 80.372.000; c'est-à-dire qu'entre 1850 et 1900, en cinquante ans, la population américaine faisait plus que tripler et elle doublait entre 1870 et 1903.

c) *Commerce intérieur.*

D'après M. E. Théry[2] les Américains estimeraient la valeur de la masse des échanges intérieurs à vingt fois celle du commerce extérieur, soit 230 milliards de francs pour 1900; mais ce n'est là qu'un chiffre curieux qui ne peut nous servir ici parce qu'il ne donne pas une idée du développement des transactions : nous devons recourir à des indices indirects.

1° Un premier indice indirect du développement des transactions peut être cherché dans l'accroissement de la production américaine dans le dernier quart du XIXe siècle.

Entre 1890 et 1900, la production des trois céréales, blé, maïs, avoine, s'élevait de 877.070.000 hectolitres à 1.249.165.000 hectolitres c'est-à-dire de 42,4 0/0[3].

États-Unis.

Commerce extérieur.

1851	Importation	210.771.429	dollars.
—	Exportation	188.915.259	—
1874	Importation	567.406.842	—
—	Exportation	586.283.040	—
	(*Bulletin*, 1902, p. 638).		
1886-1887	Importation	692,3	millions de dollars.
—	Exportation	716,2	—
1903-1904	Importation	991,1	—
—	Exportation	1.460,8	—
1902-1903	Importation	1.025,7	—
—	Exportation	1.420,1	—

(*Bulletin de statistique et de législation du ministère des Finances*, 1904, p. 281 et 1905, p. 120).

[2] E. Théry, *Histoire économique de l'Angleterre, de l'Allemagne*, etc., p. 249, *Économiste européen*, 1902.

[3] La surface totale des exploitations agricoles de 117,4 millions d'hectares en 1850 était de 214,4 en 1880 et 336,5 en 1900 (accroissement de plus de 50 0/0 de 1880-

Digitized by Google

Entre 1893 et 1903, la production du coton[1] s'élevait de 6.664.000 à 10.674.000 balles, s'accroissant de 65 0/0. La consommation, qui de son côté passait de 538 millions de kilogrammes en 1890 à 914 en 1901, avait presque doublé.

Entre 1890 et 1902, la production houillère s'élevait de 140.883.000 tonnes à 271.998.000, s'accroissant elle aussi de plus de 50 0/0[2].

La production de la fonte, de 9 millions de tonnes en 1890, s'élève en 1903 à 18 millions; celle de l'acier, de 4.346.000 en 1890, s'élève en 1903 à 13 millions 1/2, soit en 13 ans pour la fonte et l'acier un accroissement de plus du double.

La production des textiles se développait plus encore : entre 1890 et 1900, les broches pour le coton subissaient une augmentation de 84 0/0, les métiers à tisser pour le coton de 50,9 et pour la laine de 19 0/0, les métiers de bonneterie de 107,6, les broches à filer et à retordre la soie de 98,5 0/0 et les métiers à tisser la soie de 131,7 soit une augmentation moyenne de 59,9 0/0 pour l'ensemble de l'outillage mécanique de l'industrie textile[3].

On peut se faire une idée d'ensemble du développement général de l'industrie américaine entre 1860-1900, en consultant le tableau suivant[4] :

Statistique de l'Industrie américaine.

	Valeurs en millions de dollars :			
	1860	1880	1890	1900
Nombre des établissements....	140.433	253.852	355.415	512.339
Capital.....	1.010	2.790	6.525	9.835
Valeur des matériaux employés.	1.032	3.397	5.162	7.348
Valeur des produits (y compris les réparations et travaux à façon).....	1.886	5.370	9.372	13 014

1900); augmentation de 56 0/0 des hectares ensemencés en céréales. Pierre Leroy-Beaulieu, *Les États-Unis au xxe siècle*, Colin 1904, p. 72-117.

[1] *Statistical abstract of United States*, 1903; *Washington*, 1904.

[2] *Statistique de l'Industrie minérale* pour 1903. Paris, 1904.

[3] Statistique publiée par un journal américain le *Textile World* et reproduite par M. Edmond Théry dans son *Histoire économique*, p. 290.

[4] P. Leroy-Beaulieu, *Les États-Unis au xxe siècle*, p. 189.

Digitized by Google

2° Un second indice indirect du développement de l'activité économique est le développement des moyens de transport. De 16.000 kil. en 1850, la longueur du réseau des chemins de fer américains s'élevait en 1870 à 85.000 kil., à 150.000 en 1880, à 268.000 en 1890, à 311.000 en 1900 et à 325.777 en 1902[1], soit pour les vingt dernières années un accroissement de plus du double. En 1892-1893, le trafic des chemins de fer américains était de 149 milliards de tonnes kilométriques et de 22 milliards 600 millions de voyageurs-kilomètres. En 1901-1902, il s'est élevé à 253 milliards de tonnes kilométriques et 31 milliards 700 de voyageurs-kilomètres[2], c'est-à-dire en dix ans un accroissement de 75 0/0 pour les marchandises et de 35 0/0 pour les personnes.

3° Un troisième indice indirect du développement de la richesse et de l'activité économique aux États-Unis est l'accroissement énorme des dépôts dans les banques et dans les caisses d'épargne. En dix ans, les dépôts ont doublé dans les banques nationales des États-Unis (7.417 millions en 1891 contre 14.822 en 1902) et, dans les caisses d'épargne, les dépôts de 2.749 millions de francs en 1880 se sont élevés à 4 milliards en 1890, à 7 milliards 6 en 1890 et à 13 milliards en 1901 : soit une augmentation de 400 0/0 en vingt ans[3] et de plus de 50 0/0 dans les dix dernières années.

Ces indices indirects n'autorisent qu'une évaluation arbitraire du développement des transactions : c'est sous toutes réserves

[1] P. Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 393-400. « Le nombre des tonnes expédiées par chemins de fer est près de cinq fois plus grand aux États-Unis qu'en France, ce qui revient à dire qu'un Américain expédie en moyenne deux fois et demie plus de marchandises par chemin de fer qu'un Français. » Le *Statistical abstract* cité plus haut et publié en 1904 ne donne les chiffres des transports que jusqu'en 1902 (p. 404-405).

[2] Pierre Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 393-400.

[3] *Statistical abstract*, 1904, p. 59 et 71.

National Banks.	Millions de dollars.	
	30 sept. 1892	9 sept. 1903
Due to Depositors	1.779,3	3.305,9
Due to Banks	530,7	1.226,5

Saving Banks.	Dollars.	
	1891-1892	1902-1903
Deposits	1.758.329.618	2.815.483.106

Digitized by Google

qu'on peut dire qu'aux États-Unis pendant les vingt-cinq dernières années, le volume des transactions doit avoir plus que doublé.

II. — ALLEMAGNE.

a) *Commerce extérieur.*

En 1853 le commerce extérieur de l'Allemagne était de 3.300 millions de francs; en 1890, de 9.340; en 1900 de 12.900, et de 12 milliards en 1904, augmentant de 300 0/0 en 50 ans. En 1890 et 1904 les importations s'accroissaient de 31 0/0, passant de 5.182 millions à 6.789, et les exportations de 26 0/0 passant de 4.158 à 5.259.

b) *Population.*

Entre 1876 et 1904 la population de l'Empire allemand est passée de 42.727.000 habitants à 59.495.000 : de 51.287.000 habitants en 1893-1894, la population allemande s'élevait à 55.835.000 en 1899-1900 et à 59.432.000 en 1903-1904, soit en 10 ans de 15 0/0.

c) *Commerce intérieur.*

1er Indice. Développement de la production. Entre 1890 et 1903 la production du charbon et de lignite passait de 89.200.000 tonnes à 162.312.000, s'élevant de plus de 60 0/0; la production de fonte passant de 4.650.000 tonnes à 9.926.000 doublait; celle de l'acier triplait, passant de 2.228.000 tonnes à 7.780.000 tonnes. La production des pommes de terre s'élevait en 10 ans (1894-1904) de 33.608.894 tonnes à 42.901.530. Entre 1893-1904 la production du sucre brut passait de 13.660.013 à 19.211.365 quintaux métriques[1]

2e Indice indirect. Développement des moyens de transport. Entre 1892-1902 les recettes du trafic des voyageurs sont passées de 366.46 millions de marcs à 577.34 (accroissant de 57,6 0/0) et les recettes kilométriques de 8.699 à 11.392 ou accroissement de 31 0/0. Les recettes du trafic des marchandises sont passées de 913,41 millions de marcs à 1.298,34 millions de

[1] *Bulletin de statistique*, mars 1905, p. 309 et *Statistique de l'Industrie minérale*, 1903. Paris, 1904. Pour la fonte, en 1903, il y a contradiction entre la Statistique française de l'industrie minérale (8.800.000 tonnes) et la Statistique américaine de l'*Iron Age* (9.926.000).

Digitized by Google

marcs (accroissant de 42,1) et les recettes par kil. de 21.369 à 25.173 (augmentation de 17,8). Le tonnage utile transporté est passé de 24 à 38 milliards de tonnes kilométriques, c'est-à-dire s'est accru de 57,5 0/0[1].

En vingt ans (1875-95), de son côté la navigation fluviale passait de 2.900 tonnes kilométriques à 7.500 soit augmentation de plus de 150 0/0.

Entre 1880 et 1903, le mouvement maritime du port de Hambourg faisait plus que tripler : les entrées, de 2.206.254 tonnes entre 1871-1880, s'élevaient en 1903 à 9.155.926 tonnes, et le mouvement général pour l'Empire allemand, de 16.484.043 tonnes (entrées — en charge) en 1898, passait en 1902 à 18.414.221 tonnes[2].

3° Il faut tenir compte ainsi pour l'Allemagne du mouvement des transactions financières. Le tableau suivant de l'accroissement du capital des banques allemandes montre le développement financier de ce pays :

Deutsche Bank.	— 1870	15 millions de marcs.
—	— 1881	60 —
—	— 1895	100 —
—	— 1904	180 —
Dresdner Bank.	— 1872	22 millions.
—	— 1903	130 —
Schafhausenscher B.	— 1848	15 —
—	— 1891	48 —
—	— 1903	100 —
Handelsbank.	— 1853	25 millions florins.
—	— 1872	60 millions marcs.
—	— 1890	80 —
—	— 1898	105 —
—	— 1903	132 —

[1] Chemins de fer allemands, *Économiste français*, 21 mai 1904, p. 741.

[2] *Hamburgs Handel und Schiffahrt*, 1903.

Entrées.	Navires.	Tonnage.
1851-1860	4.649	756.099
1861-1870	5.092	1.260.675
1871-1880	5.502	2.206.254
1881-1890	7.015	3.870.047
1891-1900	10.523	6.608.189
1901	12.847	8.383.365
1902	13.297	8.727.294
1903	14.028	9.155.926
6 premiers mois 1904	7.167	4.794.734

Digitized by Google

Discontogesellschaft. — 1851.....	30	millions de marcs.
— . — 1903.....	150	—
Berliner Bank. — 1889.....	5	—
— . — 1903..... ...	42	—
National B. für Deutschland. — 1881...	40	—
— . — 1903...	60	—
Hamburg Commerz und Disconto B. — 1870...	30	—
— . — 1903...	50	— [1]

De 1896 à 1902, 10 grandes banques de Berlin augmentent leur capital de 340 millions (56 0/0), leurs réserves de 81 millions (54 0/0). — 30 banques de province, leur capital de 212 millions (43 0/0), leurs réserves de 37 millions (76 0/0).

Sans chercher à dégager une décevante moyenne de ces différents pourcentages d'accroissement, supposons provisoirement que le volume des transactions en Allemagne s'est accru de 75 0/0 pendant les vingt-cinq dernières années.

III. — ANGLETERRE.

a) *Commerce extérieur.*

En 1853, le commerce extérieur de l'Angleterre était de 8 milliards; en 1890, de 17 milliards 105 millions, c'est-à-dire avait plus que doublé en quarante ans; et en 1904, il était de 21.474 millions.

Entre 1890 et 1904, les exportations s'étaient accrues de 15 0/0 et les importations de 32 0/0.

b) *Population.*

En 1871, la population du Royaume-Uni s'élevait à 31.629.299 habitants et en 1902-1903 à 42.372.556, progressant de 1/3 en trente ans[2].

c) *Commerce intérieur.*

Au lieu de reprendre, comme tout à l'heure pour les États-Unis et l'Allemagne, ces indices indirects du développement du commerce intérieur que sont l'accroissement de la production, le développement des transports, le développement des opéra-

[1] *Handbuch der Deutschen Actiengesellschaften*, Leipzig, 1904.
[2] *Statesmans Year Book*, 1904, et *Bulletin de Statistique*, juillet 1904, p. 87.

Digitized by Google

tions financières — nous donnerons le tableau par lequel M. Mulhall a cherché à résumer le développement économique de l'Angleterre aux trois dates de 1840, 1871, 1897, l'année 1840 étant considérée comme année de base et égale à 100[1].

Ce tableau donne à la quincaillerie la même importance qu'au commerce, à la navigation ou à l'industrie minière; entre 1840 et 1870, le développement économique de l'Angleterre s'est élevé de 150 0/0 et, entre 1870 et 1897, de 70 0/0.

On voit combien arbitraire est cette évaluation qui fixe l'accroissement des transactions en Angleterre pendant les vingt-cinq dernières années à 65 0/0.

	1840	1870	1897
Population	100	121	150
Commerce	100	480	623
Navigation	100	322	957
Industrie minière	100	310	602
Manufactures textiles	100	252	360
Quincaillerie	100	430	590
Instruction publique	100	162	251
Agriculture	100	120	105
Recettes budgétaires	100	140	185
Richesse publique	100	203	287
	1.000	2.540	4.120

IV. — FRANCE.

Pour la France, laissant de côté le commerce extérieur et la population, nous bornerons notre étude au commerce intérieur.

On a cherché à évaluer le chiffre des transactions d'après le revenu des Français : M. Paul Leroy-Beaulieu, en se fondant sur le revenu évalué à 25 milliards, prétend que le chiffre des transactions serait triple ou quadruple. La masse des transactions serait donc égale à 100 milliards, tandis qu'aux États-Unis on a vu qu'on l'évaluait à 230 milliards[2]. Ces évaluations n'ont qu'un intérêt de curiosité.

[1] Théry, *op. cit.*, p. 53.

[2] M. Théry a cherché à établir, pour la France, un tableau de l'activité économique comme M. Mulhall l'avait fait pour l'Angleterre ; le voici :

Si l'on en croyait ce tableau, que M. Théry du reste ne donne que sous toutes

Digitized by Google

Les indices indirects auxquels nous ferons appel ici sont les suivants :

1° Indices fiscaux du développement de la richesse et de l'accroissement des transactions.

2° Accroissement des consommations.

3° Développement des moyens de transport.

4° Développement des opérations de Banque et de Bourse.

1° Indices fiscaux du développement de la richesse et des affaires : la progression de certains impôts qui sont des signes indicatifs assez sûrs.

L'accroissement de l'annuité successorale indique un accroissement de la richesse privée, accroissement qui a pour corollaire un développement des transactions et des échanges. De 5 milliards 406 en 1885, l'annuité successorale (valeurs mobilières, meubles et immeubles) s'élevait en 1899 à 6.766, progressant en quinze ans d'un milliard, soit de 1/5.

En se fondant sur le produit de l'impôt du timbre, on peut évaluer les effets de commerce en capitaux et, par là, on a un indice indirect du développement des affaires. En France, le timbre proportionnel est de 0 fr. 05 par 100 francs; mais un effet de 101 francs et un effet de 199 francs supportent le même timbre de 0 fr. 10. Aussi lorsque la recette de l'impôt est de 17 millions, il n'en faut pas conclure qu'on a pu créer 34 milliards d'effets :

réserves, l'activité économique de la France aurait plus que triplé entre 1840 et 1869 et plus que doublé entre 1869 et 1897.

Principaux éléments de l'activité et des ressources de la France.

	1840	1869	1897	1840	1869	1897
	—	—	—	—	—	—
Population	34.174	38.330	38.580	100	112	113
Commerce extérieur	1.442	6.228	7.554	100	432	524
Navigation maritime (millions de tonnes)	3.027	10.954	27.276	100	361	835
Production nationale (millions de tonnes). Houille	3.003	13.509	30.337	100	449	1.010
Fonte, fers, aciers	475	2.393	4.263	100	504	897
Agriculture (valeur approximative en millions de francs)	7.000	11.000	16.000	100	157	228
Recettes budgétaires totales	1.264	2.267	3.484	100	184	282
Encaisse de la Banque de France	1.233	1.263	3.176	100	542	1.363
Richesse publique d'après la valeur successorale	51.488	119.403	196.235	100	231	381
Caisses d'épargne	192	714	4.271	100	372	2.224
				100	334,4	785,7

Digitized by Google

ce chiffre est exagéré et doit subir une défalcation que M. des Essars fixait à 10 0/0 en 1892 et M. Gaudin[1] en 1902 à 17 0/0. M. Gaudin a relevé dans des bordereaux de papier tout venant 2.500 effets de commerce formant ensemble une somme de 600.000 francs; puis il a calculé quel timbre chacun des effets devait payer en appliquant successivement le tarif français, le tarif anglais, etc... Sachant que 600.000 francs d'effets devaient payer un droit de timbre 358,05 en France, il lui a été facile de connaître, par le produit de l'impôt, le chiffre annuel en capital des effets de commerce créés en France et la progression du chiffre des effets de commerce français qui, de 24.972 millions de francs en 1891, s'élevaient en 1900 à 28.826, soit un accroissement de 16,6 0/0.

2° Un accroissement des consommations implique un accroissement des ventes et des achats. Nous donnons ci-contre le tableau des quantités consommées en France en 1850, 1875, 1900 et 1902 pour neuf articles[2] (froment, pommes de terre, sucre brut, vin, alcool, thé, café, cacao et coton).

Consommation.		1850	1875	1900	1902
Froment.....	hect.	83.641.741	98.791.752	116.452.825	119.215.000
Pommes de terre.	quint.	56.282.341	92.030.130	121.098.820	110.225.902
Sucre brut.....	quint.	1.142.256	2.642.480	4.757.980	4.978.312
Vins.....	hect.	43.358.541	74.763.045	70.665.000	42.281.000
Alcool.....	hect.	638.000	1.065.000	1.783.000	1.259.000
Thé.....	kilos.	91.610	336.433	1.079.389	936.310
Café.....	kilos.	15.345.440	47.994.893	81.988.186	85.818.920
Cacao..... ...	kilos.	1.982.213	8.723.349	17.450.901	19.248.810
Coton.....	kilos.	59.272.880	101.339.160	158.882.442	188.052.000

Si l'on examine ce tableau on reconnaît qu'entre 1850 et 1875, comme entre 1875 et 1900, la consommation de ces différents articles s'accroît dans des proportions importantes : de 2 k. 35 par habitant en 1870, la consommation du froment passe en 1875 à 2,69 et en 1900 à 2,99. Celle des pommes de terre de 1 q. 58 (1850) s'élève à 2,50 en 1875 et à 3,13 en 1900.

[1] *Journal de la Société de statistique*, février 1903. Ce chiffre de 17 0/0 ne vaut que pour la France : c'est une erreur que de l'étendre aux pays étrangers, puisque ce chiffre de 17 0/0 a été obtenu en calculant le droit de timbre sur des effets français.

[2] *Annuaire statistique de la France*, 1902 et 1903.

Digitized by Google

Celle du sucre brut de 3 k. 2, en 1850, passe à 7 k. 2 en 1875 et à 12,5 en 1900.

Celle du vin, de 1 h. 21 en 1850, était en 1875 de 2,04 et de 1,70 en 1900 (chiffre inférieur à celui de 1875, mais supérieur à celui de 1850). Par contre celle de l'alcool triplait presque, passant de 1 l. 46 en 1850 (quantité imposée), à 2,71 en 1875 et à 4,66 en 1900.

La consommation du thé s'élevait de 0 k. 5, en 1850, à 0,9 en 1875 et à 2,8 en 1900. De même :

par 100 habitants.	—	Cacao	1850..	5,6	1875..	2,38	1900..	45,1
—		Café	— ..	43,1	— ..	130,7	— ..	221,9
—		Coton	— ..	1,7 par hab.	— ..	2,7	— ..	3,3

3° Développement des moyens de transport. — De 1878 à 1900, en vingt-deux ans, le tonnage en marchandises a exactement doublé et le nombre des voyageurs triplé comme le montre le tableau suivant[1] :

	1878	1900	1903
Nombre de Voyageurs..	152.806.132	453.192.822	426.437.000
Nombre ramené au parcours de 1 kilomètre.	5.779.387.262	14.063.018.584	13.334.778.000
Nombre de tonnes....	63.087.498	126.829.723	129.305.000
Nombre ramené au parcours de 1 kilomètre.	8.399.810.087	16.557.188.228	16.584.947.000
Recettes totales de l'exploitation.....	903.176.029 f	1.516.839.127 f	1.505.110.000 f

4° Opérations de bourse et de banque. — Il serait intéressant de connaître les opérations des bourses de marchandises et de valeurs : mais cela est impossible pour les bourses de marchandises et difficile pour les bourses de valeurs.

Pour les bourses de marchandises, les stocks ne nous renseignent pas sur l'activité des affaires en bourse : à des stocks bas correspondent souvent, mais pas toujours, des affaires actives. La Chambre syndicale a tout récemment imposé une taxe sur l'endos des filières, mais ce fait est trop récent pour permettre une comparaison.

Pour les bourses de valeurs, l'impôt sur les opérations de

[1] *Annuaire statistique de la France*, 1881, p. 428, 1902, p. 162 et 1903.

Digitized by Google

bourse est un indice d'une exactitude très relative et qui ne peut servir que pour les dernières années depuis la loi du 28 décembre 1895; en 1896 le produit de l'impôt était

de . . . . . 5.064.000 francs
et en 1903 de . . . . . 7.366.600 —

Le développement des opérations d'escompte peut être considéré comme un indice du développement de l'activité commerciale. Le développement des escomptes de la Banque de France depuis 1850 est considérable :

	1850.....	1 milliard 171.
	1864.....	6 milliards 1/2.
ou 65 % en 20 ans	1879.....	7 milliards.
	1899	11 milliards 746.
	1903.....	11.684.092.900
	1904.....	10.834.338.500[1]

L'actif des grandes Sociétés de crédit (Crédit Lyonnais, Comptoir d'escompte, Société générale, Crédit industriel et Société marseillaise) était :

en 1880 de 933 millions
et, fin 1904, de 3.497 — [2]

soit un accroissement de près de 300 0/0 en 24 ans.

Sous toutes réserves, on peut provisoirement admettre un accroissement de 50 0/0 du chiffre des transactions en France pendant les vingt-cinq dernières années.

B. — Les succédanés de la monnaie et la masse nette des transactions.

Nous avons à nous demander ici quels sont les différents succédanés de la monnaie et quelle part il convient de leur assigner dans le règlement des échanges.

[1] *Bulletin de Statistique*. février 1905, p. 170.

[2] *Economiste européen*, 10 mars 1905, p. 297. Actif (Portefeuille-escomptes, — Reports-avances et encaisse disponible).

1880.....	933 millions	1900.....	2.511 millions
1890.....	1.257 —	fin 1904.....	3.497 —

Portefeuille-escomptes de 484 en 1880 — de 848 en 1890 — de 1.493 en 1900 et de 2.150 fin de 1904.

Digitized by Google

I. — LES VALEURS MOBILIÈRES.

On a montré que, dans le commerce international, la monnaie métallique avait un substitut dans les valeurs mobilières et on a cherché à savoir dans quelle mesure l'emploi des titres diminuait l'emploi de la monnaie métallique[1]. Les valeurs mobilières jouent le rôle de monnaie dans deux circonstances : 1° lorsqu'elles sont vendues à l'étranger par l'ordre du débiteur lui-même ; 2° lorsque, dans certains cas d'arbitrage provoqués par l'état du change, elles tendent à le redresser automatiquement.

Mais il est impossible de savoir dans quelle mesure elles jouent le rôle de succédané de la monnaie dans le commerce international.

II. — LES BILLETS DE BANQUE.

Le billet de banque ne peut être considéré comme un véritable succédané que dans la mesure où il n'est pas un simple représentant de la monnaie métallique[2].

La statistique américaine donne une évaluation générale du papier non couvert et elle permet de comparer, à deux moments, les progrès de la circulation productive à ceux du stock métallique.

	1894	1902
	milliards.	milliards.
Papier non couvert	12,8	14,7
Or et argent	42,3	45,2

On voit que, tandis qu'en huit années le stock monétaire or et argent progressait de 3 milliards, la circulation fiduciaire ne s'élevait que de 2 milliards. On peut en conclure que la circulation fiduciaire ne progresse pas comme le stock métallique.

[1] Nogaro, *Le rôle de la monnaie dans le commerce international*, Thèse 1904, Ch. V, p. 97-115.

[2] Il faut ajouter que l'encaisse ne sert pas seulement de couverture à l'émission, mais de répondant aux dépôts.

L'encaisse a un double but. En cas de crise, les billets et les dépôts viendront concurremment diminuer l'encaisse : la circulation productive ou papier à découvert dépasse en réalité le chiffre apparent que révèle la différence entre l'encaisse et l'émission — elle le dépasse théoriquement de tout le montant des dépôts.

Digitized by Google

Cette opinion se confirme lorsqu'on considère, non plus la proportion globale du papier à découvert au stock métallique, mais le rapport qui, pour une banque déterminée ou plusieurs grandes banques d'émission, existe entre l'encaisse et la circulation fiduciaire.

Si l'on examine, par exemple, de 1850 à 1904 pour la Banque de France le rapport qui existe entre l'encaisse et la circulation, on voit que la circulation productive tend à diminuer : le rapport de l'encaisse à la circulation de 53,3 0/0 en 1855 et de 5,23 en 1865, s'élève à 62,6 en 1875, à 76,4 en 1885 et même à 95,3 en 1895 pour redescendre il est vrai en 1899 à 80,1 et se relever à 86,9 le 31 décembre 1904. Ce n'est pas là du reste un fait exceptionnel. Sans parler de l'Angleterre où en 1899 le rapport de l'encaisse à la circulation était de 103 0/0 et en décembre 1904 de 106 0/0[1], l'encaisse des principales banques d'émission, pendant les vingt-cinq dernières années, s'est accrue dans des proportions beaucoup plus considérables que leur circulation : entre 1883 et 1897 l'encaisse-or des banques d'Europe s'élevait de 3.555 millions à 8.745, tandis que l'encaisse-argent progressait seulement de 500 millions et la circulation fiduciaire de 3 milliards.

L'encaisse métallique des banques ne représentait autrefois que la moitié des billets en circulation, parfois même seulement le tiers. Le 31 décembre 1903 la circulation de 27 établissements de banques d'émission s'élève à 19.397,9 millions contre une encaisse totale de 12.622 millions[2] (non compris l'encaisse du Trésor des États-Unis) soit 65,07 0/0 de la circulation fiduciaire.

Voici du reste pour les principaux pays le montant des encaisses-or fin juin 1904 :

[1] Au 31 décembre 1904, ce rapport était de 110,3 pour la Banque de Russie et 57,9 pour la Banque d'Allemagne.

[2] Rapport de l'Administration des monnaies et médailles, 1904, p. 88 et 103. Banque Impériale d'Allemagne, Banques d'Émissions allemandes, Banque d'Autriche-Hongrie, Banque Nationale de Belgique, Banque Nationale Bulgare, Banque Nationale de Danemark, Banque d'Espagne, Banque de Finlande, Banque de France, Banque Nationale de Grèce, Banque d'Italie, Banque de Naples, Banque de Sicile, Banque de Norvège, Banque des Pays-Bas, Banque de Portugal, Banque Nationale de Roumanie, Banque d'Angleterre, Banques d'Écosse, Banques d'Irlande, Banque Impériale de Russie, Banque Nationale de Serbie, Banque Royale de Suède, Ban-

Digitized by Google

Banque d'Autriche-Hongrie	1.189.7
— Nationale de Danemarck	118.6
— d'Espagne	367.9
— de Finlande	21.3
— de France	2.776.5
— d'Italie	469.2
— de Naples	101.4
— de Sicile	40.9
— des Pays-Bas	138.0
— de Portugal	27.1
— de Roumanie	68.5
— d'Angleterre	883.7
— de Serbie	18.0
— Impériale de Russie	2.222.7
— Royale de Suède	82.6
— d'Émissions Suisses	116.7
— de l'Empire allemand	760 »
Trésor des États-Unis	3.391 »
Autres banques (Japon, etc..)	1.097.4
	13.891 millions[1].

Les encaisses-or (y compris le Trésor des États-Unis) s'élèvent donc, en 1904, à près de 14 milliards contre un peu plus de 19 milliards de billets soit 73,6 0/0 : ceux-ci ne sont presque plus dans les pays à monnaie saine que les représentants de l'or qui s'immobilise dans les caisses des grandes banques d'émission. Cette augmentation de l'encaisse des banques d'émission est un fait relativement récent : depuis 1890 l'encaisse d'or de la Banque de France a gagné 1.450 millions; depuis 1896 celle de la Banque impériale de Russie a progressé de 302 millions, celle de la Banque d'Autriche-Hongrie de 677 millions, et le Trésor des États-Unis, depuis 1885, de 2 milliards 1/2. L'accroissement de l'encaisse-or et la diminution de la circulation productive montre que, si le développement des transactions et de l'activité économique a pu être compensé par l'emploi des suc-

ques privées de Suède, Banques d'Émission Suisse, Banques Nationales des États-Unis, Banque du Japon.

[1] Paul Leroy-Beaulieu, *Économiste français*, 1er octobre 1904, et *Bulletin de statistique et de législation comparée*, juillet 1904. La différence entre ce chiffre et le chiffre cité plus haut de l'encaisse des 27 établissements de Banques d'émission qui devrait lui être supérieur, puisqu'il comprend l'encaisse argent, vient principalement de l'absence de l'encaisse or du Trésor des États-Unis dans le premier des deux chiffres.

Digitized by Google

cédanés de la monnaie, cette compensation ne peut venir de l'extension de la circulation productive; tout au contraire, quand on considère les billets de banque, le développement de leur emploi comme moyen de paiement[1], loin de diminuer la demande de monnaie métallique, a eu pour résultat de l'accroître dans des proportions assez considérables pour absorber une part importante de la production accrue.

III. — CHÈQUES ET COMPTES-COURANTS, COMPENSATIONS ET VIREMENTS.

L'usage du chèque est très répandu dans certains pays comme aux Etats-Unis et en Angleterre où, même pour les paiements au détail et le règlement des fournisseurs de la vie journalière, épicier, boulanger, boucher, etc... le carnet de chèques remplace le porte-monnaie. Des enquêtes ont permis de se rendre compte de l'importance de ce mode de paiement dans ces deux pays[2].

Aux États-Unis, en 1871, l'enquête Garfield, portant sur 52 banques de différentes catégories, fixait à 88 0/0 la proportion des paiements en chèques, mandats et effets de commerce contre 12 0/0 en numéraire et billets. En 1881, l'enquête Knox, portant sur 2.132 banques, révélait une proportion de 94 0/0; en 1890-92, d'après l'enquête Lacey portant sur 3.474 banques, la proportion n'était plus que de 91 0/0. D'autre part, dans les paiements commerciaux, d'après une enquête de 1896, cette proportion n'est que de 40 à 55 0/0 pour le détail, 75 0/0 pour le gros, 80 0/0 pour l'ensemble des transactions.

En Angleterre des enquêtes individuelles ont donné les résultats suivants :

1880.	John B. Martin	96,50 à 96,90
—	Pownall :	
—	Londres	97,23
—	Edimbourg	86,78
—	Dublin	89,90
—	Banques de 261 places	72,86

[1] Les recensements monétaires de l'administration des finances ont constaté, nous l'avons vu, que la proportion des billets de banque dans la circulation s'était élevée de 67,63 0/0 en 1885 à 87,02 en 1903.

[2] P. des Essars, *La monnaie et le papier dans la circulation*, *Journal de la Société de statistique de Paris*, mai 1896.

Digitized by Google

1888.	J. B. Martin :	
1881.	Army and Navy Stores.....	63,6
1887.	—	67,0
1881.	Civil Service Supply Association.....	42,3
1887.	—	41,1

Le mouvement des Clearing houses montre le développement considérable des compensations aux États-Unis et en Angleterre. A Londres, en 1839, les sommes réglées au Clearing house étaient de £... 954 millions.

En 1857	de £...	1.900	millions ;
1868	de £...	3.425	—
1873	de £...	6.070	—
1890	de £...	7.801	—
1900	de £...	8.970	—
1902	de £...	10.028	—
1904	de £...	10.564.197.000.	

soit quatre milliards 1/2 de £... de plus qu'en 1873 ou une augmentation de 66 0/0 en trente ans.

Aux États-Unis le total des Clearing houses (y compris celui de New-York) était :

En 1880	de 258.943	millions de francs.
1890	314.032	—
1900	446.541	—
1901	613.964	—
1902	595.311	—
1903	551.145	—

ou, en vingt ans, une augmentation de 140 0/0.

En France, au contraire, les effets compensés à la Chambre de compensation de Paris ne s'élevaient, en 1872-73, qu'à 1.057 millions de francs et, en 1903-1904, à 8.559,8, tandis que les opérations du Clearing house de Londres s'élevaient à 250 milliards [1]. Mais il faut se souvenir 1° que les agents de change de Paris liquident eux-mêmes leurs affaires par voie de compensa-

[1] *Bulletin de Statistique*, 1904, p. 756.

Digitized by Google

tion; 2° que la Banque de France remplit pour toute la France l'office d'un vaste clearing house grâce à ses mandats de virements. Il y a donc lieu de tenir compte, pour la France, des virements de la Banque de France qui se sont développés dans des proportions considérables :

De 6.998 millions en 1850, les virements de la Banque de France se sont élevés, en 1875, à 59.638, à 86.661 en 1890 et à 124.963 en 1903; s'élevant de 1800 0/0 en cinquante ans et de plus de 100 0/0 dans les vingt-cinq dernières années. On voit que les compensations des chèques et effets de commerce pour les clearing houses américaines sont remplacées en France par les virements de la Banque de France.

Mais ici encore, en face de ce développement des procédés de règlement amétalliques, il ne faut pas oublier que, si en un certain sens l'accroissement de ces succédanés de la monnaie produit une économie de numéraire, il présuppose par ailleurs un certain accroissement de la monnaie métallique. Le développement du crédit, comme celui de la circulation fiduciaire, est une des causes qui a nécessité l'accroissement de l'encaisse métallique des grandes banques dont nous parlions tout à l'heure : les encaisses des Banques s'accroissent à mesure que la circulation fiduciaire s'étend et à mesure que l'usage du chèque comme du billet de banque se généralise. L'énorme développement des compensations et virements et l'extension de la circulation fiduciaire ne produisent pas une économie nette de numéraire, puisqu'ils rendent nécessaire l'extension de la base métallique sur laquelle ils reposent.

Après avoir envisagé chacun des différents succédanés de la monnaie, on doit considérer l'ensemble des moyens d'échange et de règlement amétalliques et rechercher dans quelle mesure leur emploi diminue celui de la monnaie métallique. Le développement des succédanés de la monnaie a-t-il été égal, inférieur ou supérieur au développement des transactions? Quel chiffre doit-on défalquer de la masse brute des transactions pour obtenir la masse nette? La vérification expérimentale de la théorie quantitative rencontre ici un obstacle qui nous paraît, en l'état de nos connaissances statistiques, insurmontable : il n'existe pas de statistique donnant la proportion des achats et ventes faits avec et sans monnaie. Même, si nous connaissions la proportion

Digitized by Google

de la masse nette à la masse brute des transactions, serions-nous en droit de nous servir des évaluations qui ont été faites du développement des transactions pendant le dernier quart du XIXe siècle? Les indices indirects, sur lesquels on peut s'appuyer pour établir cette évaluation ne sont ni assez concordants ni assez généraux pour autoriser les inductions qu'on voudrait en tirer. Les évaluations, que nous n'avions acceptées que provisoirement, paraissent étrangement arbitraires; elles nous semblent destinées à montrer combien il est hasardeux et chimérique de chercher à mesurer le volume des transactions ou même ses variations.

Les difficultés, qu'on rencontre dans l'évaluation des stocks monétaires, et les contradictions des statistiques de stocks peuvent sembler négligeables pour quelque importantes qu'elles soient en réalité. Mais, en présence de l'arbitraire des évaluations du volume des transactions, toute vérification expérimentale un peu précise de la théorie quantitative nous paraît impossible; c'est ce que pense l'un des plus fermes partisans de cette théorie, M. A. Marshall, qui s'exprime à ce sujet en ces termes :

« Je pense que nous n'avons pas et que nous ne pourrons pas avoir, en cette génération, de statistiques capables de nous permettre de suivre le rapport statistique entre le montant des métaux précieux ou je préférerais dire entre la quantité de monnaie et le niveau moyen des prix; car, en supposant que la masse monétaire reste la même, la hauteur de la moyenne des prix peut varier par suite de diverses causes :

1° Variation dans le volume des marchandises vendables.

2° Variation dans le nombre moyen de fois que chaque objet change de mains annuellement.

3° Variation dans le nombre de fois que chaque pièce de monnaie ou chaque élément de la masse monétaire change de mains annuellement.

4° Proportion qui existe entre les achats compris dans la circulation monétaire et ceux qui se passent en dehors d'elle[1] ».

[1] A. Marshall, q. 9,629 in appendix to the Final Report of the Royal Commission appointed to inquire into the recent changes in the relative value of the precious metals (London, 1888).

Digitized by Google

CHAPITRE III

Comparaison des deux termes du problème.

Il ne nous reste plus qu'à examiner les différents essais de vérification expérimentale de la théorie quantitative qui ont été tentés par MM. de Foville, Aupetit, Nogaro, Laughlin, Mac Lean Hardy et Mitchell. Ces tentatives se divisent en deux catégories, selon qu'elles ont pour objet de vérifier expérimentalement la formule mondiale de la théorie quantitative ou sa formule nationale :

A. — Vérification de la formule mondiale de la théorie quantitative.

M. Aupetit a cherché à vérifier la théorie quantitative sous sa forme simpliste et sous sa forme complexe.

Tout d'abord, M. Aupetit a pensé qu'on peut faire abstraction de l'un des deux termes du problème, la demande de monnaie, lorsqu'on n'envisage que de courtes périodes « où la demande de monnaie peut être considérée comme constante, de telle sorte que les variations du stock métallique, l'offre seule, puissent être prises en fonctions des variations du rapport entre l'offre et la demande[1] ».

C'est ce qui, selon lui, est arrivé pendant la période de 1849-1860 où la découverte des mines d'or australiennes a eu pour résultat une brusque augmentation du stock monétaire et dans la période de 1868-1879 où la démonétisation de l'argent a produit

[1] Aupetit, *op. cit.*, p. 272 : « Un premier artifice consiste à observer seulement certaines crises rapides pendant lesquelles la brusque variation de la production monétaire ne laisse pas aux autres facteurs le temps d'exercer une influence appréciable ».

Digitized by Google

une brusque diminution de l'accroissement du stock annuel. L'inflation monétaire du XVIe siècle pourrait illustrer d'un exemple plus probant encore ce procédé de vérification puisqu'à cette époque les autres facteurs du problème, supposés constants, l'étaient sans doute beaucoup plus qu'aujourd'hui : les besoins circulatoires variaient alors infiniment moins et les moyens accessoires de paiement n'étaient encore guère développés.

Ne tenir compte, même pour des courtes périodes, comme le fait M. Aupetit, que de la brusque variation de la production métallique est une solution qui esquive plus qu'elle ne résout la difficulté; elle maintient la théorie quantitative dans les termes vagues d'une influence imprécise de la monnaie sur les prix et ne permet pas de constater le rapport statistique existant entre la quantité de monnaie et le niveau moyen des prix. Ce procédé de vérification qui repose sur une présomption de permanence inadéquate à la réalité n'aboutit pas à une mesure, mais seulement à une approximation de mesure : la théorie quantitative n'est-elle pas susceptible d'une vérification plus précise?

Lorsque M. Aupetit veut tenir compte des autres éléments du problème, il est conduit à des évaluations arbitraires qui prêtent à la critique. Le second procédé qu'il emploie pour vérifier la formule mondiale de la théorie quantitative fait intervenir la demande comme l'offre de monnaie. M. Aupetit cherche à calculer l'accroissement de la demande de monnaie et la proportion dans laquelle le stock d'or aurait dû augmenter annuellement pour satisfaire : 1° les besoins nouveaux de circulation; 2° la consommation industrielle; 3° la perte par le frai ; puis il compare au développement réel de la production de l'or la progression que celle-ci aurait dû subir depuis 1878 pour maintenir les prix au même niveau : cette comparaison lui permet de constater des déficits dont la courbe ne contredit pas la courbe des prix dressée d'après les index de Sauerbeck. C'est là sans contredit un procédé élégant de vérification, mais qui repose sur des bases bien fragiles. Si l'on considère les évaluations qui servent de point de départ à la comparaison, on se rend compte qu'elles sont singulièrement arbitraires. Le calcul de la proportion dans laquelle le stock d'or aurait dû augmenter pour satisfaire aux besoins nouveaux, monétaires ou industriels, repose sur des éva-

Digitized by Google

luations incertaines : sans parler de la statistique de la consommation industrielle, statistique si peu digne de foi, est-on en droit de généraliser, pour le frai, les évaluations relatives à la France, alors que le taux d'usure varie selon les pays, le moment et les pièces? Est-on surtout en droit de prendre comme indice du développement des transactions mondiales une moyenne entre le taux d'accroissement des revenus soumis à l'income tax de 1880 à 1890 et celui du produit de l'impôt des patentes entre 1875 et 1900?

On est donc obligé d'en revenir au premier procédé de vérification de M. Aupetit, procédé qui réduit la théorie quantitative à sa forme simpliste, à la constatation d'une influence de la monnaie sur les prix, influence mise en relief à certains moments par l'accroissement de la production mondiale.

B. — Vérification de la formule nationale de la théorie quantitative.

Si l'on ne peut arriver à une vérification plus précise de la formule nationale de la théorie quantitative, peut-être peut-on mieux y parvenir lorsqu'on réduit l'application de cette théorie aux limites d'une nation : des vérifications ont été faites, pour la France par MM. de Foville et Nogaro, pour l'Angleterre par M. Nogaro, pour les États-Unis par MM. Mac Lean Hardy, Laughlin et Mitchell. Les premiers se sont contentés de comparer les variations de prix aux variations du stock monétaire national telles qu'elles se dégagent des statistiques douanières et de la statistique des frappes; les économistes américains ont cherché à introduire dans la comparaison l'élément transactions et l'élément crédit.

1. — FRANCE.

Pour comparer aux variations des prix le mouvement des métaux précieux, M. de Foville a pensé s'adresser aux statistiques combinées de la Douane et de la Monnaie : ces statistiques font voir quelles sont les époques où l'approvisionnement métallique de la France a fait le plus de progrès; d'autre part la double évaluation de la douane permet de suivre la marche annuelle des prix dans notre commerce extérieur et les variations

Digitized by Google

proportionnelles de ces prix par rapport à l'année précédente[1].

De cette comparaison à laquelle s'est livré M. de Foville il résulte que le seul moment où apparaît une concordance est le commencement du second empire où, à un afflux d'or, correspond une période de renchérissement. Mais cette concordance de la marche des prix et des stocks disparaît à partir de 1865.

Années.	Importation nette de métaux précieux et de monnaie.	Valeur des monnaies françaises (or et argent) annuellement frappées.
1865	226 millions	281 millions
1866	511	171
1867	596	410
1868	322	312
1869	383	470
	2 038	1.644

Notre stock monétaire s'étant accru de plus de deux milliards en cinq ans, les prix auraient dû hausser : « Au lieu de cela, ils reculent de 4 à 5 0/0 en 1865, de 5 à 6 0/0 en 1866, de 4 à 5 0/0 en 1867 et de 3 à 4 0/0 en 1868. En quatre ans, cela fait, au lieu d'une hausse, une baisse énorme et voilà qui n'est pas pour fortifier en nous le respect de la théorie quantitative[2] ».

De même, après 1870, à une diminution de notre stock monétaire correspond une hausse de prix qui ne s'explique pas par l'exagération des émissions de billets puisque cette hausse n'était pas spéciale à la France. De même encore, de 1891 à 1896, la douane constate un accroissement du stock métallique de 1.200 millions, alors que les prix de gros continuaient de baisser.

M. Nogaro[3] a complété cet aperçu de l'indifférence des prix à l'égard des variations du stock métallique telles qu'elles résultent des statistiques douanières. M. Nogaro a comparé, entre 1849 et 1901, les prix d'après les index de Foville et la double évaluation de la douane aux mouvements d'importation et d'expor-

[1] M. de Foville, *La théorie quantitative et les prix*, *Ec. fr.*, 2 mai 1896. L'une des études les plus fines sur la théorie quantitative, p. 561.

[2] De Foville, *op. cit.*

[3] Nogaro, *op. cit.*, p. 176, 182.

Digitized by Google

tation des métaux précieux. Si l'on examine le tableau dressé par M. Nogaro, on ne constatera avec lui ni une hausse corrélative à un afflux de métaux précieux ni une baisse correspondant à une diminution ou à un arrêt des importations. De 1848 à 1851, on ne peut distinguer aucune corrélation entre la proportion du mouvement annuel des prix et l'accroissement annuel du stock. En 1865-66-67 à des excédents d'importation correspond une baisse des prix et, en 1874, une importation de 800 millions ne paraît avoir eu aucune action sur les prix. En 1888, il y a hausse malgré un déficit; malgré un autre déficit, la baisse continue encore en 1890 et M. Nogaro paraît en droit de conclure : « Sauf pour la période de 1840 à 1850, il n'y a aucune concordance caractérisée entre les variations du stock et celles des prix ».

II. — ANGLETERRE.

M. Nogaro a répété pour l'Angleterre[1] l'expérience qu'il avait faite pour la France : de 1850 à 1900, il ne lui paraît pas possible d'établir une relation entre les mouvements des prix et les mouvements de la balance métallique; à partir de 1890, par exemple, à un excédent d'importations qui devrait produire la hausse correspond la baisse; à un accroissement du stock métallique de 1.200 millions en cinq ans répond une baisse continue de prix.

III. — ÉTATS-UNIS.

En Amérique, MM. Mac Lean Hardy, Laughlin et Mitchell ont eu l'ambition de réunir et de comparer un ensemble plus complet de statistiques; ils ont cherché à représenter ou même à évaluer le développement des transactions pour l'introduire dans leur essai de vérification.

M. Mac Lean Hardy[2], pour la période qui s'étend de 1860 à 1891, a réuni, année par année, des renseignements statistiques sur les quatre points suivants :

1° La circulation monétaire or, argent, papier-monnaie et bil-

[1] Nogaro, *op. cit.*, p. 183-184.

[2] The Quantity of Money and Prices (1860-1891), *Journal of political Economy*. March, 1895.

Digitized by Google

lets, chiffre absolu et valeur proportionnelle, d'après les états publiés par le secrétaire du Trésor.

2° Le niveau moyen des prix d'après l'enquête de 1893 et les index Aldrich-Falkner.

3° Les opérations du Clearing-house de New-York (chiffres absolus et valeur proportionnelle).

4° La prime de l'or pendant le cours forcé (1862-1878).

Quelles conclusions son auteur en a-t-il tirées? En laissant de côté la période du cours forcé (1862-1878), on peut constater une baisse de prix de 16 0/0 de 1882 à 1892 (index 1882 : 108 et 1891 : 92). Cette baisse de prix s'explique-t-elle par une contraction de la circulation monétaire? Nullement, puisque de 1882 à 1892 cette circulation s'est élevée de 269 0/0 à 367 0/0 et que, comme nous l'avons dit plus haut, c'est pendant cette période que s'est formée l'énorme encaisse du Trésor des États-Unis. Veut-on faire appel au développement des transactions pour expliquer cette contradiction apparente? M. Mac Lean Hardy a fait intervenir le chiffre des compensations au Clearing-house de New-York pour montrer que, loin de s'être accrue pendant cette période, l'activité économique était restée stationnaire : dans son tableau le mouvement du Clearing-house de New-York a été choisi comme l'indice indirect du volume de transactions, choix assez judicieux, car le mouvement des compensations représente bien, sinon la masse nette, du moins la masse brute.

M. Hardy conclut en ces termes : « La circulation et les prix aux États-Unis marchent toujours en sens contraire et, quelles qu'aient pu être les causes réelles de la dépréciation des marchandises, le plus ou moins d'abondance de monnaie n'y est pour rien ».

M. Laughlin[1] a voulu rendre cette tentative de vérification plus frappante encore en la traduisant par un diagramme que nous donnons ci-contre et qui permet de comparer trois courbes :

1° Variations des prix de 1860 à 1898.

2° Variations du volume de la circulation monétaire par rapport à l'année 1860, année de base égale à 100.

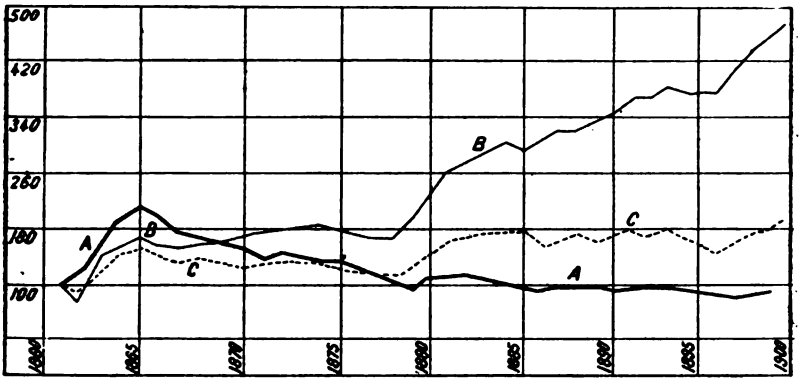
3° Variation de la circulation monétaire par tête d'habitant par rapport à l'année 1860[2].

[1] Laughlin, *The principles of money* (p. 328), New-York, 1903.

[2] Afin de répondre à l'objection faite par le général Walker (*Q. J. of E.*, juil-

Digitized by Google

De cette comparaison, il résulte, selon M. Laughlin, qu'il n'existe aucun rapport entre les variations de prix et les variations du volume de la circulation monétaire.



AA. ——— Prix aux E.-U. 1860-1898.

BB. ———— Volume de la circulation monétaire par rapport à 1860.

CC. ---------- Volume par tête d'habitant.

M. Mitchell[1] a voulu tenir compte d'une objection qui a pu être faite à la tentative de M. Hardy. On peut dire que le mouvement des Clearing-houses est un indice défectueux du développement des transactions puisqu'il indique le développement, non de la masse nette des transactions, mais de la masse brute, sans qu'on puisse savoir la proportion dans laquelle ce développement a accru ou non le besoin de monnaie métallique. On pourrait même aller jusqu'à dire que, loin de prouver un accroissement de ce besoin de numéraire, le mouvement des Clearing est un indice de sa décroissance. Pour parer à cette critique, M. Mitchell a cherché à calculer par ailleurs l'accroissement du besoin de numéraire qui vient du développement de l'activité économique. De 1860 à 1891, selon cet économiste, l'accroissement

let 1895) qui prétendait qu'on ne tenait pas compte de la demande de monnaie résultant de l'accroissement de la population.

[1] Quantity theory of the Value of Money, *Journ. of. pol. Ec.*, March. 1896.

Digitized by Google

total de volume des biens échangeables a été du double en agriculture et d'un peu moins du quintuple en industrie. L'abolition des intermédiaires et d'autres progrès semblables ont diminué le nombre de fois que les mêmes biens changent de mains et réduit dans cette mesure le volume des transactions. Le crédit s'est développé de 1100 0/0 et la circulation monétaire s'est accrue de 350 0/0. Par conséquent, si en 1860 on représente le besoin de numéraire par 100 unités, on peut dire qu'en 1891 il était au moins égal à 500. Si, en 1860, la circulation métallique formait 63 0/0 de la totalité des moyens d'échange (y compris la circulation fiduciaire), en 1891 elle n'en formait plus que 33 0/0. Le travail de la monnaie en 1860 était de 63 0/0 des 100 unités ou de 63 unités. Donc, le travail de la monnaie, représenté en unités, s'est accru de 266 0/0. Mais d'autre part, la monnaie métallique actuellement en circulation s'est accrue de 350 0/0. Par suite on ne peut pas dire que la baisse des prix de 1860 à 1891 puisse être assignée à une augmentation du travail monétaire en disproportion avec l'augmentation de la monnaie elle-même.

M. Laughlin[1] a dressé le tableau suivant destiné à montrer les variations de la monnaie et des prix pendant la période de crise de 1873.

ANNÉES.	MILLIONS DE DOLLARS				PRIX
	Compensations annuelles au Clearing de N.-Y.	Ensemble des dépôts aux E.-U.	Dépôts dans les banques nationales.	Volume de la circulation.	
1872	33.844 3	738 9	628 9	738 3	138 8
1873	35.461	750	640 0	751 8	137 5
1874	22.855 9	861 3	638 8	776 0	133 0
1875	25.061 2	1.166 4	679 4	754 1	127 6
1876	21.597 2	1.142 2	666 2	727 6	118 2
1877	23.289 2	1.100 4	630 4	722 3	110 9
1878	22.508 4	1.081 4	668 4	729 1	101 3
1879	25.178 7	1.133 8	736 9	818 6	96 6
1880	37.182 1	1.389 3	887 9	978 3	106 9

Le « travail monétaire » est représenté par la somme totale des compensations au Clearing-house de New-York; celle-ci montre

[1] Laughlin, *op. cit.*, p. 330.

Digitized by Google

l'inévitable contraction du volume des transactions qui suit toute crise commerciale. La masse des échanges, de 1874 à 1878, présenta une diminution de 1/3 : « C'est là, dit M. Laughlin, une indication générale de la mesure dans laquelle le volume général des transactions décroît. Ce tableau montre que le travail monétaire fut considérablement réduit. Mais, d'autre part, l'autre facteur, la quantité de monnaie en circulation, ne subit aucun changement ni certainement aucune diminution. Si l'on fait intervenir la théorie quantitative, une contraction du travail monétaire, sans variation dans le volume de la circulation monétaire, aurait dû produire une hausse de prix. Malheureusement pour cette théorie la dernière colonne du tableau indique une baisse de prix d'un quart à peu près. On objectera peut-être que cette baisse de prix vient de la contraction du crédit; mais les colonnes 3 et 4 prouvent qu'au contraire il y a eu développement du crédit[1] ».

C. — Conclusions sur l'influence du facteur monétaire sur les variations de prix.

Se fondant sur les travaux de MM. Hardy et Mitchell, M. Laughlin prétend que la théorie quantitative est contredite par les faits et il déclare que cette contradiction résulte du vice indélébile dont est entachée la théorie quantitative. Selon M. Laughlin, cette théorie repose sur une erreur radicale : la confusion entre les deux fonctions de la monnaie, la fonction d'étalon et la fonction de moyen d'échange, fonctions historiquement et logiquement séparables. Quand on construit une théorie des prix, on doit envisager la monnaie, non dans sa fonction de moyen d'échange, mais dans sa fonction d'étalon, et c'est tout le contraire que font les adeptes de la théorie quantitative[2]. Nous

[1] Laughlin, p. 331, *op. cit.*

[2] Laughlin, p. 331, *op. cit.*, p. 342. — Voici comment on peut résumer la pensée de M. Laughlin. Sa critique repose sur l'indépendance qu'il prétend exister logiquement entre les deux fonctions de la monnaie. Les moyens d'échange peuvent varier en quantité sans atteindre dans sa valeur l'étalon et, par conséquent, sans avoir aucun effet sur le niveau des prix. Ce ne sont pas les quantités d'or employées comme moyen d'échange, mais la baisse de sa valeur comme étalon (baisse due, selon Laughlin, à une diminution du coût d'acquisition) qui détermine une variation dans le niveau des prix des autres marchandises, avant toute monétisation des

Digitized by Google

n'irons pas aussi loin que M. Laughlin. Nous ne croyons pas qu'on puisse détacher la fonction d'étalon de la fonction de moyen d'échange. La monnaie est une marchandise qui ne peut servir d'étalon que parce qu'elle est échangeable et qu'en fait elle s'échange. Historiquement la marchandise-étalon n'a jamais été exclusivement une commune mesure des valeurs : les bœufs dont parle Homère, les poissons secs qui en Islande, au xve siècle, servaient d'étalon, avaient été choisis comme mesure de la valeur parce qu'ils étaient les biens les plus recherchés et servaient par suite de moyens de paiement et d'échange. Logiquement, on ne peut concevoir une marchandise-étalon qui ne remplirait pas, dans certains cas, la fonction de moyen d'échange; même dans les pays où le système des chèques et compensations est le plus perfectionné, la marchandise-étalon, l'or, sert encore, dans une importante proportion, d'intermédiaire des échanges.

Des expériences négatives de vérification expérimentale on ne peut pas dire qu'elles infirment la théorie quantitative, mais seulement qu'elles ne la confirment pas; elles ne doivent pas nous amener à refuser à la monnaie toute influence sur les prix : ce serait là une exagération semblable à celle que commettent certains partisans de la théorie quantitative qui n'aperçoivent que le facteur monétaire et ne tiennent pas compte des autres causes générales de variation de la valeur d'échange de la monnaie. Tout ce qu'il nous semble permis de conclure des tentatives de vérification expérimentale, c'est que l'influence de la monnaie sur les prix n'est pas *exclusive* et qu'elle n'est pas *mesurable*.

L'influence de la monnaie sur les prix n'est pas exclusive. C'est pour cette raison qu'il est si difficile d'isoler l'influence du

quantités d'or et d'argent nouvellement produites comme moyen d'échange. La comparaison entre le coût d'acquisition de l'or et celui des autres marchandises, comparaison dont résulte le prix, est antérieure à l'accroissement du stock monétaire : « La modification de la valeur a lieu antérieurement, pour des causes existant avant l'enregistrement actuel des prix sur le cadran du commerce, et c'est elle qui détermine en réalité les prix auxquels les moyens d'échange se conforment ensuite comme une chose qui va sans dire et comme un enregistreur des événements ». Dans l'ordre des événements, l'évaluation entre les marchandises et la monnaie métallique a lieu avant que la comparaison entre les moyens d'échange ou masse de monnaie en circulation et la masse des transactions puisse être faite. L'évaluation précède l'échange : l'opération d'échange ne peut théoriquement ni pratiquement avoir lieu tant que le taux d'échange n'a pas été fixé. La quantité des moyens d'échange est l'effet et non la cause de l'évaluation.

Digitized by Google

facteur monétaire et de la mesurer. La hausse et la baisse des prix, qui mesurent la hausse et la baisse de la valeur d'échange de la monnaie, tiennent à des causes multiples et non à une cause unique. Le prix n'exprime-t-il pas la relation d'échange qui existe entre la monnaie et les marchandises? Comment alors faire abstraction de l'un des deux termes du rapport et des causes qui peuvent l'affecter, pour n'envisager exclusivement que l'autre terme et ne tenir compte que des causes qui sont spéciales à celui-ci? Les variations de prix et les variations inverses de la valeur d'échange de la monnaie peuvent s'expliquer par l'action de causes qui tiennent aux métaux précieux comme par l'opération de causes qui en sont indépendantes, nous voulons parler des progrès techniques et économiques qui réduisent le coût de production et le coût de transport des marchandises. Ainsi la hausse de la valeur d'échange de la monnaie, qu'indique la baisse des prix, peut provenir soit d'une baisse de la valeur des marchandises, baisse dûe à la diminution de leur prix de revient, soit d'une hausse de la valeur des métaux précieux, hausse dûe à une augmentation de la demande ou à une contraction de l'offre de ceux-ci, soit encore à la combinaison de ces deux ordres de causes agissant dans le même sens. On pourrait être tenté de confondre ces deux causes parce que leur effet est le même. Mais le même effet peut être produit par diverses causes, les unes provenant des marchandises, les autres des métaux précieux, mais qui, les unes et les autres, ont le même résultat : l'effet produit par leur concours doit être attribué non à l'une d'elles exclusivement, mais à leur combinaison.

On ne peut parler de contraction monétaire qu'en faisant des réserves; cette expression ne met en relief qu'un des deux aspects de la question : l'influence des variations qui ont pu se produire dans les conditions de l'offre et de la demande des métaux précieux. Il existe des causes particulières aux marchandises qui ont agi dans le sens de la baisse des prix : la cause générale de baisse qui provient des marchandises n'est que la somme de ces causes particulières. La réduction du prix de revient d'un nombre considérable de produits a permis l'accroissement des quantités produites, accroissement qui, de son côté, a eu pour effet un développement de la demande de moyens d'échange. Si l'on admet cette explication, une certaine somme

Digitized by Google

de monnaie pourrait acheter une plus grande quantité de biens qu'auparavant : la cause première de cette variation du pouvoir d'achat de la monnaie serait la diminution du coût de production des marchandises et la cause seconde, l'accroissement de la demande des métaux précieux qui en est résulté.

Après avoir admis parmi les causes de la hausse de la valeur d'échange de la monnaie la réduction du prix de revient des marchandises[1], on doit se demander si des causes spécifiquement métalliques sont venues contrarier ou accentuer cette tendance; on doit porter son attention sur la variation qui a pu se produire dans la valeur des métaux précieux, variation que nous allons maintenant chercher à préciser. Nous ne nous occuperons que de l'or et cela pour deux raisons :

1° Parce que M. Polier étudiera plus particulièrement la question de la valeur de l'argent et de ses variations.

2° Parce que la fonction d'étalon tend de plus en plus, à travers l'univers, à être réservée à l'or : ce métal, tout en partageant avec d'autres moyens d'échange la fonction d'agent de circulation, tend à monopoliser celle de mesure de la valeur.

Les variations de la valeur des métaux précieux peuvent provenir soit d'un changement dans les conditions de l'offre (variation du coût de production ou des quantités produites), soit d'un changement dans la demande (variation de la consommation monétaire ou industrielle). On a en effet expliqué les variations de la valeur de l'or, les uns par un abaissement du coût de production, les autres par une modification dans les quantités produites, d'autres enfin par une variation de la demande. Pour savoir s'il y a eu variation et d'où cette variation provient, il nous faut considérer successivement d'abord l'offre, puis la demande.

L'offre des métaux précieux peut varier, soit en raison du coût de production, soit en raison des quantités produites. Les conditions de l'offre des métaux précieux peuvent varier en raison du coût de production : une réduction de ce coût peut avoir pour

[1] M. Arnauné, dans *Le crédit, la monnaie et le change*, p. 56, cite de nombreux exemples de ces transformations économiques. C'est le fret de la tonne de blé de New-York au Havre qui, de 56 francs en 1879, tombe à 10 francs en 1893; la substitution des méthodes de Bessemer et Siemens Martin qui opèrent la transformation directe de la fonte en acier et font tomber le prix des rails d'acier de 216 francs la tonne en 1879 à 145 en 1900 et des aciers marchands et spéciaux de 585 en 1879 à 289 francs en 1900, etc.

Digitized by Google

résultat d'abaisser la valeur du métal. C'est ce qu'ont pensé certains économistes qui ont vu dans la réduction du prix de revient une cause générale de baisse pouvant s'appliquer aussi bien à l'or qu'aux autres marchandises : « Pourquoi, a-t-on dit[1], cette même réduction du prix de revient (qu'on constate pour les autres marchandises) ne se serait-elle pas manifestée aussi dans l'extraction des métaux précieux ? Et, s'il en est ainsi, comment le prix, c'est-à-dire le rapport entre la valeur des produits et celle des métaux précieux, pourrait-il être modifié par une cause affectant également les deux termes du rapport ? » M. Laughlin[2] estime que, par suite des perfectionnements des méthodes d'extraction et de traitement, il s'est produit une réduction des frais de production de l'or, réduction qui a eu pour résultat une baisse de son coût d'acquisition et de sa valeur.

Y a-t-il eu réellement un abaissement des frais de production de l'or ? et comment le coût de production a-t-il pu influer sur la valeur de ce métal ? L'étude de M. Brocard sur les frais de production de l'or nous permet de déterminer dans quelle mesure il est vrai de dire qu'il y a eu, pour l'or, abaissement des frais de production. Tout d'abord il ne convient pas, comme le montrera M. Brocard, de parler de coût de production en général, mais de frais de production moyens : « Les frais de production d'une mine ou d'un ensemble de mines ne sont en effet qu'une moyenne entre les frais de production de différents minerais dont la teneur et les conditions d'exploitation varient ou peuvent varier à chaque instant. Or, à mesure que les frais de production moyens tendent à diminuer par l'effet de l'amélioration des méthodes d'extraction et de traitement, les Compagnies minières en profitent pour s'attaquer à des minerais plus faibles ou d'une extraction plus difficile, ce qui accroît d'autant les frais de production moyens[3] ». C'est là une moyenne perpétuellement changeante et flottante. On ne peut donc pas parler, pour l'or, d'un abaissement général et permanent du coût de produc-

[1] Gide, *Bulletin bibliographique de la Revue d'économie politique*, décembre 1903.

[2] Laughlin, *op. cit.*, p. 343.

[3] Brocard : « Malgré la tendance certaine à la réduction des frais de la production de l'or, ces frais subissent, pour la même mine ou le même groupe de mines, des écarts considérables tantôt dans le sens de la hausse, tantôt dans le sens de la baisse, si bien que leur moyenne est perpétuellement changeante et flottante ».

Digitized by Google

tion, mais seulement d'un abaissement momentané et instable des frais de production moyens. Cet abaissement, quand il se produit n'a pas pour résultat de diminuer le coût d'acquisition de l'or, mais de développer la production, de l'étendre à des mines et à des minerais d'ordre inférieur et, par suite, de relever le niveau un moment abaissé des frais de production moyens : il n'a pour effet que de créer une rente au profit de certaines mines et de certaines régions minières[1].

Ainsi une baisse du coût de production de l'or se traduit :
1° par une rente au profit de certaines mines et non par un abaissement du coût d'acquisition ;
2° par une augmentation des quantités produites et l'exploitation de mines et de minerais moins riches.

Mais alors, dira-t-on, le coût de production, qui n'a pas une influence directe sur la valeur de l'or, va en exercer une indirectement par suite de l'augmentation des quantités offertes? L'accroissement des quantités produites n'a pas pour effet nécessaire une baisse de la valeur de l'or. D'abord, pour les métaux précieux, la production annuelle n'a pas, au point de vue de l'offre, la même importance que pour les autres marchandises : en 1902, le stock d'or mondial s'élevait à 26.900 millions et la production annuelle à 1.533 millions, soit seulement au 1/17e du stock. Mais surtout, dans la constitution de la valeur de l'or, l'offre est un facteur moins important que la demande : l'or n'est pas un bien économique qu'on puisse produire en quantités illimitées et sa valeur dépend moins du coût de production que de la demande. Des trois hypothèses pouvant expliquer la variation de la valeur de l'or (réduction du coût de production, accroissement des quantités produites, développement de la consommation), la troisième seule, qui fait intervenir la demande, nous paraît exacte.

La demande est le facteur déterminant de la valeur de l'or. A cette influence prédominante de la demande, il est une raison permanente et une raison temporaire, une raison de nature et

[1] Levasseur, *La question de l'or*, p. 139 : « La théorie de la rente s'applique aussi bien à l'exploitation des mines... le coût de production est déterminé par le prix de revient à la mine la plus pauvre. On doit entendre par coût de production le prix de revient dans la mine le moins avantageusement exploitée ». Brocard : « Certaines régions minières, certaines mines dans la même région et certains minerais dans la même mine jouissent d'une véritable rente qui se déplace et varie sans cesse. Les variations de cette rente paraissent devoir échapper à toute mesure ».

Digitized by Google

une raison de moment. Il est une raison permanente et en effet, par la nature même de sa fonction monétaire, l'or est l'objet d'une demande générale et illimitée si l'on peut dire, tandis que les marchandises ne sont l'objet que d'une demande particulière et limitée : l'or répond à tous les besoins puisqu'il sert de moyen d'échange, tandis que la demande de toute autre marchandise se limite aux besoins satisfaits par son utilité particulière. A l'influence prédominante du facteur demande sur la valeur de l'or, il est aussi une raison de moment. Pendant les vingt-cinq dernières années, des besoins nouveaux ont accru la demande monétaire et la demande non monétaire de l'or : démonétisation de l'argent et adoption de l'étalon d'or par de nombreux pays, développement de l'activité économique et des transactions, extension de la circulation fiduciaire et accroissement corrélatif de l'encaisse des grandes banques d'émission, développement enfin de la consommation industrielle. L'accroissement de la production annuelle de l'or, production qui de 160.000 kilos en 1880 s'élève en 1903 à 494.000 kilos, c'est-à-dire à plus du triple, ne paraît pas avoir pu contrebalancer l'augmentation du besoin d'or. Un seul des facteurs de la demande de ce métal, les encaisses des grandes banques que nous avons évaluées à 14 milliards et dont les plus importantes sont de formation récente, égalent la production de douze années (1891-1902). Le monnayage de l'or pour les vingt-trois dernières années (1880 à 1902) s'est élevé à 23 milliards et la consommation industrielle annuelle est passée de 90.000 kilos en 1885 à 121.610 en 1902 : l'industrie a consommé, en 1902, pour une valeur de 418,9 millions d'or contre 300,9 en 1885. Il y a donc eu à la fois accroissement de la consommation monétaire et accroissement de la consommation industrielle de l'or; cet accroissement paraît avoir dépassé l'accroissement la production annuelle[1] : c'est en ce sens qu'on peut parler de

[1] Si l'on veut exprimer sous une forme simpliste la disproportion entre l'offre et la demande d'or pendant les vingt-cinq dernières années, on peut représenter l'offre par la production annuelle, la demande par le monnayage et la consommation industrielle :

On a d'un côté production (1880-1902).....		20.907 millions.
de l'autre : 1° consommation industrielle.....	7.905	
2° monnayage.....	23.000	
		30.905 millions.

Digitized by Google

contraction monétaire. Il semble résulter des faits que la hausse de la valeur d'échange de la monnaie, que révèle le mouvement des prix, est due à l'abaissement du prix de revient des marchandises et à l'accroissement de la consommation monétaire et industrielle du métal jaune.

Il ne suffit pas de dire que l'influence de la monnaie sur les prix n'est pas exclusive; il faut ajouter qu'elle n'est pas mesurable. Il n'est pas permis d'affirmer qu'étant donnée la complexité du problème, une vérification quantitative de cette influence ne sera jamais possible; mais aujourd'hui, en l'état de nos connaissances, la recherche d'un rapport statistique entre les variations du facteur monétaire et les variations des prix rencontre, comme nous avons essayé de le montrer, des obstacles dirimants. Lorsque nous avons cherché à mesurer, d'une part, les variations des stocks monétaires et de la vitesse de circulation de la monnaie et, d'autre part, le volume des transactions et le besoin de numéraire, notre analyse quantitative s'est heurtée, soit à des évaluations contradictoires (stocks monétaires), soit à des évaluations arbitraires (masse brute et masse nette des transactions), soit même à des évaluations impossibles (vitesse de circulation).

Quand nous avons voulu faire la synthèse de ces résultats fragmentaires, nous nous sommes trouvé en présence d'évaluations particulières non généralisables et sans commune mesure entre elles : nous ne nous sommes pas cru autorisé à nous servir, pour les rapprocher et les comparer, d'évaluations globales fondées sur des bases si fragiles qu'elles n'auraient eu aucune rigueur scientifique. Nous avons dû nous résigner à des conclusions plus modestes que celles que permettraient d'espérer certaines formules de la théorie quantitative : il faut se contenter d'accepter cette théorie sous sa forme simpliste, sous sa forme de constatation générale et vague d'une relation entre la quantité de monnaie et les prix sans que les faits permettent de préciser cette relation quantitative.

(en supposant de 1880 à 1902 une consommation industrielle moyenne de 100.000 k.).

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE

PREMIÈRE PARTIE

ALDRICH. — *Report from the committee on finance*, March, 1893.

AUPETIT. — *Essai sur la théorie générale de la monnaie*, Guillaumin, 1901.

BOURGUIN. — *La mesure de la valeur et la monnaie*, Larose, 1896.

EDGEWORTH. — *On the method of ascertaining a change in the value of gold* (*Journal of the statistical society of London*, déc. 1883, vol. XLVI, p. 714-718).

— *The choice of means* (*The London, Edinburgh and Dublin Philosophical Magazine and Journal of science*, sept. 1887).

— *Memorandum of the secretary, attached to the First Report of the Committee of the British Association, at the 57th Meeting*, 1887 (Report. London, 1888).

— *Memorandum on the accuracy of the proposed calculations of index numbers, attached to the second Report of the same committee, at the 58th Meeting*, 1888 (Report 1889).

— *Some new methods of mesuring variations in general prices* (*Journal of the Royal statistical society*, London, June, 1888).

— *Appreciation of gold* (*Quarterly Journal of Economics*, Boston, January, 1889).

— *Memorandum, attached to the Third Report, of the same committee as above, at the 59th Meeting*, 1889 (Report, 1890).

— *Recent writings on index Numbers* (*Economic Journal*, London, 1894).

— *Articles « Average » and « Index Numbers » in Palgrave's Dictionary of Political Economy*, vol. I, London, 1894, p. 74; vol. II, 1896, p. 384-387.

Digitized by Google

— *A defense of index Numbers* (*Economic Journal*, March, 1896).

FALKNER. — *Wholesale prices*, 1890 to 1899 (*Bulletin of the department of Labor*, n° 27, Washington. March, 1900).

DE FOVILLE. — *Article « Prix » dans le Nouveau Dictionnaire d'économique politique*, Paris, 1892.

DE FOVILLE. — *Le mouvement des prix dans le commerce extérieur de la France. Économiste français*, 5-19 juillet 1879, 1er novembre 1879, 29 avril, 17 juin 1882.
La monnaie et les prix. Économiste français, 13-20 juin 1903.

GIFFEN. — *Trade depression and low prices. Contemporary Review*, London, June, 1885; republished in *Essays on Finance, Second series*, London, 1886, « *The history of prices* », p. 16-22.

— *Index Numbers* (*Bulletin de l'Institut international de statistique*, Rome, 1887).

— *Evidence before the Royal Commission on Gold and Silver, First Report*, London, 1887, p. 663-793, folio, p. 34-42.

LAUGHLIN. — *Principles of money*, New-York, 1903.

NITTI. — *Science des finances, traduction française*, Giard et Brière, 1904.

PAASCHE. — *Uber die preisentwickelung der letzten Jahre nach den Hamburger Borsennotirungen. Jahrbücher fur nat. Oek. und Stat.*, 1874.

PADAN. — *Prices and index Numbers* (*Journal of Political Economy*, March, 1900, p. 171-202).

PALGRAVE. — *Currency and standard of value in England, France, and India, and the rates of exchange between these countries* (*Memorandum laid-before the Royal Commission on Depression of Trade and Industry*, 1886. *Third Report, Appendix B.*, p. 312-390.

PIERSON. — *Index Numbers and the appreciation of gold* (*Economic Journal*, sept. 1895).

— *Further considerations on Index Numbers* (*id.* March, 1896).

PARETO. — *Cours d'Économie politique*, Lausanne, 1896.

SAUERBECK. — *Prices of commodities and the precious metals* (*Journal of the Statistical Society of London*, sept. 1886).

— *Prices of commodities in* 1888 *and* 1889 (*id.* March, 1890).

— *Prices of commodities in* 1890 (*id.* March, 1891).

Digitized by Google

— *Prices of commodities during the last seven years* (*id.* June, 1893).

— *Prices of commodities in* 1893 (*id.* March, 1894).

— *Prices of commodities in* 1894 (*id.* March, 1895).

— *Index Numbers of prices* (*Economic Journal*, June, 1895).

— *Prices of commodities in* 1895 (*Journal of the Statistical Society*, March. 1896).

— *Prices of commodities in* 1896 (*id.* March, 1897).

— *Prices of commodities in* 1897 (*id.* March, 1898).

— *Prices of commodities in* 1898 (*id.* March, 1899).

— *Prices of commodities in* 1899 (*id.* March, 1900).

— *Prices of commodities in* 1900 (*id.* 1901 p. 87-101).

— *Prices in* 1901 (*id.* 1902, p. 86-101).

— *Prices in* 1902 (*id.* 1903, p. 87-102).

— *Index Numbers of prices* (*id.* 1903, p. 616-20).

— *Prices in* 1903 (*id.* 1904, p. 85-99).

— *Prices in* 1904 (*id.* March, 1905).

TAUSSIG. — *Results of recent investigations on prices in United States* (*Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. 8, 1895).

WALSH. — *The measurement of general exchange value*, New-York, 1901, 580 p.

DEUXIÈME PARTIE

AUPETIT. — *La vie financière.* — *Revue économique internationale*, mai 1904.

ENQUÊTES. — *Bulletin de statistique du ministère des finances*, octobre 1878. — Août 1885. — Août 1891. — Décembre 1897. — Mars 1904.

P. DES ESSARS. — *La monnaie et le papier dans la circulation.* — *Journal de la Société de statistique de Paris*, mai 1896.

CARLO FERRARIS. — *Rapport : Examen des difficultés particulières que rencontre la statistique des métaux précieux dans le commerce international.* — *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. 2, 1887.

DE FOVILLE. — *Economiste français*, novembre 1878. — *Journal de la Société de statistique*, janvier 1886 (*Rapport du 21 octobre 1885 à la Société de statistique de Paris*). — *Association française pour l'avancement des sciences. Congrès de Besançon : Évaluation du stock d'écus de*

Digitized by Google

5 francs de la France en 1893. — *Économiste français*, 5, 19 septembre 1891. — 2 février 1898. — 16, 23 avril 1904.

De Foville. — *Économiste français*, 2 mai 1896. — *La théorie quantitative et les prix.*

De Foville. — *La monnaie de Londres et le stock d'or du Royaume-Uni.* — *Économiste français*, 6 août 1904.

Gaudin. — *Journal de la Société de statistique*, février 1903.

Gide. — *Bulletin bibliographique de la Revue d'Économie politique*, décembre 1903.

Gournay. — *Économiste français*, 9 mars 1895.

Mac Lean Hardy. — *The quantity of money and prices* (1860-1891). — *Journal of political economy*, March 1895.

Ottomar Haupt. — *Arbitrages et parités*, 1894.

Jevons. — *Investigations in currency and finance*, 1868.

Paul Leroy-Beaulieu. — *Économiste français*, 1er octobre 1904.

Pierre Leroy-Beaulieu. — *Les États-Unis au* xxe *siècle.* Colin, 1904.

Lesley-Probyn. — *Gold and silver and the money of the world* (*Journal of the royal statistical Society*, décembre 1895).

Levasseur. — *La question de l'Or*, 1858 (Guillaumin).

Levasseur. — *Révolution monétaire au* xvie *siècle.* — *Revue d'économie politique*, janvier 1901.

Mitchell. — *Quantity theory of the value of money. Journal of political Economy*, March 1896.

Montesquieu. — *L'Esprit des lois. Éd. Garnier.*

Nogaro. — *Le rôle de la monnaie dans le commerce international.* Thèse, 1904.

Report. — *Thirty fourth annual report of the deputy Master and comptroller of the mint*, 1903. — *London Stationery office*, 1904.

Rapports de l'Administration des monnaies et médailles, 1896-1904.

Report. — *On the introduction of the gold exchange standard into China and other silver using countries, submitted to the secretary of state*, october 1, 1903 *by the commission on international exchange. Washington government printing office*, 1903.

Soetbeer. — *Matériaux* (*traduction française*, 2 décembre 1889).

Statistische Zuzammenstellungen über Blei, Kupper, etc., *von der metallgesellschaft und der metallurgischen gesellschaft. Francfort-s.-Mein*, août 1904.

Théry. — *Histoire économique de l'Angleterre, de l'Allemagne, etc.* — *Économiste Européen*, 1902.

Digitized by Google

LA
PRODUCTION DE L'OR

Par **Lucien BROCARD**

L'industrie aurifère s'est, dans tous les temps, distinguée des autres par le caractère particulièrement intensif de sa production. A toutes les époques de l'histoire, malgré les risques énormes auxquels elle expose les capitaux et les hommes, nous la voyons exercer sur les uns et sur les autres un attrait puissant, épuiser sa matière première avec une hâte passionnée et en poursuivre l'exploitation, en dépit des obstacles de toute nature, dans les régions les plus rebelles à la civilisation[1]. Ce goût singulier pour la recherche du précieux métal, cette « fièvre de l'or », comme on l'a très justement qualifié, n'est pas une invention de poète ou de moraliste, mais bien une réalité psychologique dont la répercussion économique est considérable; on l'observe chez les hommes de tous les temps et il semble, à en juger du moins par les progrès actuels de la production, qu'il se soit encore accru de nos jours. Le point de départ de ces progrès a été l'exploitation des gisements californiens en 1848. Jusque-là, depuis la fin de la période d'expansion qui avait suivi la découverte de l'Amérique[2], l'industrie aurifère, faute de matière première qu'elle avait hâtivement épuisée, ou de moyens assez puissants pour exploiter celle dont elle disposait encore, s'était développée avec une certaine lenteur. Mais à partir de la deuxième moitié du XIXe siécle, nous voyons les découvertes de

[1] « L'or, dit avec raison M. Paul Leroy-Beaulieu, nous vient habituellement des confins de la civilisation ». *Économiste français*, 1902, I, p. 753.

[2] On sait que le goût pour la recherche de l'or fut l'un des principaux mobiles qui poussèrent les Espagnols en Amérique.

Digitized by Google

gisements se multiplier et les méthodes se modifier très rapidement. Aux États-Unis, l'industrie aurifère, concentrée d'abord dans la Californie, gagne peu à peu les autres États. En Sibérie, où elle avait pris naissance dans la région de l'Altaï, elle s'étend de l'ouest à l'est jusque dans la région de l'Amour et même du Kamtchatka. En Australasie, de 1850 à 1885, on découvre successivement toute une série de gisements très nombreux et très riches. En 1886, on trouve au Transvaal et on met en exploitation, avec une organisation économique et des procédés techniques d'une rare perfection, un champ d'or d'une richesse inouïe, pouvant fournir, dit-on, 40 milliards de francs de métal précieux. En 1892, dans l'Australie de l'ouest, on en découvre un autre qui passe pour plus riche encore. Enfin, plus près de nous, à partir de 1896, les placers du Yukon et du Klondyke, bien qu'un peu surfaits relativement aux espérances d'avenir qu'on peut fonder sur eux, ont cependant assigné au Canada un rang des plus honorables parmi les grands producteurs d'or du monde. Nous ne parlons ici que des centres miniers les plus productifs, mais il en existe d'autres, très nombreux, dont quelques-uns, comme le Mexique, la Guyane, Madagascar, l'Inde, etc., donnent des espérances d'avenir, et qui tous, par leur nombre, par l'activité croissante qui s'y manifeste, fournissent dès maintenant ou fourniront bientôt à la production de l'or un appoint important. Le résultat de ces efforts combinés a été tel que la production du dernier demi-siècle dépasse celle de tous les siècles antérieurs et que celle de l'année 1903 représente à elle seule une valeur supérieure à 1.700.000.000 de francs, c'est-à-dire environ trois fois la production de 1875, dix fois celle de 1850 et vingt-cinq fois celle de 1840[1].

Ce phénomène remarquable s'explique par des causes diverses, dont les unes, très générales, ont exercé leur action dans tous les temps, principalement depuis l'établissement du régime de l'économie monétaire, dont les autres sont spéciales à notre époque. La première et la plus importante de ces causes tient à la nature des besoins que l'or a pour fonction de satisfaire, et aux facilités qu'y trouve l'industrie aurifère pour l'écoulement

[1] Nous justifierons plus loin ces chiffres en étudiant les statistiques. Ajoutons que la productton de 1903 serait plus considérable encore si les mines du Transvaal avaient retrouvé leur activité d'avant la guerre sud-africaine.

Digitized by Google

de son produit. L'or a des propriétés physiques et chimiques très précieuses, qui, combinées avec sa rareté relative, lui ont fait attribuer dans tous les temps une très haute valeur[1]. Mais cette valeur elle-même et les qualités qui la lui ont méritée, lui ont ouvert, dans la circulation monétaire, un débouché d'une nature toute particulière, dont l'importance n'a cessé de grandir au cours de la civilisation, surtout depuis un demi-siècle et grâce auquel le producteur d'or se trouve, pour l'écoulement de son produit, dans une situation absolument privilégiée. Alors que les autres industries disposent de débouchés plus ou moins étroitement limités et se les disputent de nos jours avec un acharnement croissant, le producteur d'or jouit dans tous les pays à étalon d'or (et on sait s'ils sont nombreux aujourd'hui) d'un débouché absolument illimité, qu'aucun concurrent ne peut accaparer ni restreindre; quels que soient la quantité et le poids des lingots dont il dispose, il a toujours la possibilité de les faire transformer en pièces à l'Hôtel des monnaies ou même de les échanger directement contre des pièces déjà frappées; s'il dispute parfois à ses concurrents les capitaux et la main-d'œuvre, il n'a jamais à leur disputer le marché. Et non seulement il peut écouler son produit en quantité illimitée, mais, à la différence de tous les autres industriels, qui souffrent de l'instabilité des prix et particulièrement de leur baisse, à la différence même du producteur d'argent, qui, dans tous les pays à étalon d'or, c'est-à-dire aujourd'hui dans tous les pays civilisés[2], peut être atteint et l'a été si gravement depuis 30 ans, par les changements dans le rapport des valeurs de l'or et de l'argent, le producteur d'or peut, dans ces mêmes pays, écouler son produit à un taux d'échange absolument constant et invariable; le rapport entre le poids de l'or qu'il présente à l'Hôtel des monnaies et le nombre aussi bien que le poids et la valeur légale des pièces qu'il reçoit en échange est en effet fixé par la loi : en France, par exemple, il est de 3.444 fr. 44 par kilogramme. Le producteur d'or bénéficie

[1] L'or répond à l'un des premiers besoins qui se soient manifestés dans l'espèce humaine : le besoin de parure. Tous les peuples de l'antiquité l'ont avidement recherché pour en faire des objets d'art ou l'accumuler dans les trésors des princes ou dans ceux des temples... Cf. Lexis Handwörterbuch de Conrad, mot : « Gold ».

[2] Il est vrai que certains de ces pays, particulièrement ceux de l'Union latine, ont encore théoriquement les deux étalons, mais, la frappe de l'argent n'y étant plus libre, le producteur d'argent n'y a plus aucun avantage.

Digitized by Google

donc, pour la vente de son produit, d'un véritable cours légal. Il est vrai que s'il ne souffre pas des variations de valeur de son lingot par rapport à la monnaie, il peut avoir à souffrir des variations de valeur de la monnaie qu'il reçoit en échange de son lingot par rapport aux marchandises et que le développement de l'industrie aurifère, en augmentant la quantité de métal en circulation, peut contribuer à le déprécier; mais, outre qu'en raison de l'énormité de la masse déjà produite, la dépréciation de l'or, par l'effet de l'accroissement de la production annuelle, ne pourrait être que très lente, ici encore, l'industrie aurifère a bénéficié, vis-à-vis des autres industries et spécialement de l'industrie argentifère, d'une situation absolument privilégiée. Alors que, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, le champ de la circulation monétaire n'a cessé de se resserrer pour le métal argent, jusqu'à réduire ce métal, dans les pays civilisés, au rôle de monnaie d'appoint ou de bon de monnaie d'or, il n'a cessé de s'élargir pour l'or, dans les mêmes proportions, par la substitution de l'étalon d'or à l'étalon d'argent. La limitation ou la suppression de la frappe libre de l'argent ont encouragé la production de l'or et la production croissante de l'or a encouragé la limitation ou la suppression de la frappe de l'argent.

Il ne nous appartient pas de rechercher dans quelle mesure ni dans quel sens, ces événements ont modifié l'offre et la demande de l'or et par conséquent sa valeur à l'égard des marchandises[1]; mais il nous suffit de constater que, s'il s'est trouvé des auteurs jouissant d'une autorité considérable, pour soutenir que la valeur de l'or s'est accrue dans la deuxième moitié du XIXe siècle[2], il ne s'est rencontré personne pour admettre, ne fût-ce qu'un instant, l'hypothèse d'une dépréciation de ce métal; les partisans les plus déterminés du monométallisme or ont borné leur effort à combattre l'hypothèse de l' « appréciation ».

En présence de ces faits on peut donc dire que, grâce aux transformations subies par les législations monétaires des peuples civilisés au cours du XIXe siècle, l'influence de la concurrence sur la valeur de l'or a été complètement neutralisée et que les producteurs d'or, à l'heure actuelle, ne sont pas, en ce qui

[1] Nous renvoyons sur ce point à l'étude de M. Édouard Dolléans.
[2] Ce sont les partisans du bimétallisme international.

Digitized by Google

concerne du moins l'écoulement de leurs produits, des concurrents les uns pour les autres. On peut ajouter que, s'ils se disputent parfois les capitaux et la main-d'œuvre[1], leur rivalité, bien loin de paralyser leur activité, la stimule, et que, d'ailleurs, la multiplication de leurs entreprises, dans les solitudes désolées où ils vont habituellement chercher leur matière première, leur procure plus d'avantages, par son influence excitante sur la vie économique, qu'elle ne leur suscite de difficultés : il n'y a donc entre eux que des liens de solidarité.

De là il ne faudrait point conclure que l'industrie aurifère est nécessairement plus lucrative et surtout moins aléatoire que les autres. Si elle échappe aux dangers de la concurrence pour le débouché et à l'instabilité des prix, si la richesse de certains gisements lui permet parfois de réaliser d'énormes bénéfices, l'irrégularité de la disposition et de la teneur de ces gisements l'expose à des risques inconnus des autres industries, dont la réalisation fréquente ne laisse à l'ensemble des capitaux employés par elle qu'une rémunération moyenne fort peu élevée. Mais, ainsi qu'il arrive d'ordinaire, les chances de gain font oublier les risques de perte et comme elles sont, sinon nombreuses, du moins brillantes, l'industrie aurifère exerce sur les esprits une influence fascinatrice comparable à celle d'une loterie. Par une fortune rare autant que singulière, elle est redevable de l'attrait qu'elle inspire, aussi bien et peut-être davantage[2], à ses défauts qu'à ses qualités, à la régularité et à l'étendue de ses débouchés, qu'au caractère aléatoire de sa production. Elle réunit en elle les charmes de la sécurité avec ceux du risque et de la chance; elle est par excellence l'industrie de la spéculation.

A ces causes générales, qui expliquent comment, dans tous les temps, l'industrie aurifère a épuisé avec tant d'ardeur sa matière première et dont l'une, l'élargissement du champ de circulation de la monnaie, a pris de nos jours une importance croissante, tandis que l'autre, par l'industrialisation de la production, s'est plutôt atténuée, il faut en joindre deux autres,

[1] Ils sont aussi parfois, les uns à l'égard des autres, des groupes non concurrents, tels par exemple les producteurs de Sibérie par rapport à ceux d'Afrique, d'autres fois, comme au Transvaal, ils forment entre eux des ententes.

[2] Nous songeons ici à l'engouement du public pour les actions des sociétés minières, et aux procédés qu'on emploie pour le susciter.

Digitized by Google

dont l'influence grandissante est plus particulièrement contemporaine de la deuxième moitié du XIXe siècle et peut seule nous rendre compte de la prodigieuse extension prise par la production de l'or au cours de cette période : c'est, d'une part, l'expansion de la colonisation, avec l'exploration de terres nouvelles très étendues qui en a été la conséquence et, d'autre part, le progrès de la métallurgie combiné avec le développement de la grande production concentrée, qui, partout où le milieu le permet, tend à se substituer à la petite production. La première de ces causes, que d'ailleurs l'attrait de la recherche de l'or a singulièrement renforcée, a mis à la disposition de l'industrie aurifère des champs de minerai très nombreux, très riches et très étendus, en même temps que la seconde lui fournissait, pour les exploiter, des procédés de plus en plus puissants et économiques. C'est ainsi que, la demande et l'offre de l'or croissant parallèlement et se stimulant mutuellement par l'action réciproque de l'une sur l'autre, l'industrie aurifère a pu atteindre un degré de prospérité qu'elle n'avait jamais connu jusque-là.

L'analyse de ce remarquable développement de la production de l'or présente au point de vue monétaire un grand intérêt, non seulement parce qu'il est tout à la fois l'effet et la cause des transformations opérées au cours du XIXe siècle dans les systèmes monétaires des peuples civilisés et de la substitution presque universelle de la monnaie d'or à la monnaie d'argent, mais parce que cette substitution elle-même a soulevé des questions théoriques et posé des problèmes de législation économique, à la solution desquels l'étude de la production du métal précieux peut seule fournir une base solide. Certains économistes, constatant que la substitution de l'or à l'argent dans la circulation a coïncédé depuis 1870 avec une baisse des prix, en ont conclu que l'or actuellement produit est en quantité insuffisante pour subvenir à lui seul aux besoins de la circulation monétaire, que son insuffisance a déterminé une augmentation de sa valeur et une diminution correspondante des prix. En conséquence, redoutant que les effets funestes de cette « appréciation » de l'or ne se perpétuent et même ne s'accentuent dans l'avenir, à mesure que, par l'accroissement des besoins et la transformation des systèmes monétaires, s'élargira son champ de circulation, ils demandent l'établissement, non plus du bimétallisme national,

Digitized by Google

dont l'expérience a définitivement consacré la faillite, mais du bimétallisme international. D'autres, au contraire, attribuant à la baisse des prix une cause purement industrielle et économique, estiment que l'or suffit amplement aux besoins actuels de la circulation, que grâce aux progrès de la production, il suffira à ses besoins futurs, et qu'en conséquence, il y a lieu d'approuver et de hâter la transformation des systèmes monétaires, la substitution de la monnaie d'or à la monnaie d'argent. Nous n'avons pas à trancher ce conflit; mais nous devons préparer sa solution en recherchant dans quelle mesure la production de l'or s'est accrue depuis trente ou trente-cinq ans et dans quelle mesure aussi elle est susceptible de se développer dans l'avenir. Pour cela, nous nous attacherons d'abord à déterminer les forces dont elle dispose, en étudiant ses méthodes, les perfectionnements qu'elle y a introduits et ceux qu'elle pourra y introduire dans l'avenir. Nous mettrons ensuite en relief, à l'aide des statistiques mondiales, les résultats généraux obtenus depuis 1875 par comparaison avec ceux des périodes antérieures. Enfin, passant rapidement en revue les principaux centres de production, nous essayerons, dans la mesure du possible, de dégager les perspectives d'avenir.

Digitized by Google

CHAPITRE PREMIER

Les caractères généraux de la production de l'or.

De tous les métaux, l'or est l'un des moins abondants et des plus répandus dans la nature; on le trouve dans les terrains de tous les âges et sur tous les continents; mais les régions dans lesquelles il est susceptible d'une exploitation lucrative ont été pendant longtemps très rares et le sont encore aujourd'hui, quoique à un moindre degré. Il existe dans la nature sous deux formes principales : l'*or de filon* inclus dans des roches de composition diverse, habituellement de quartz, à l'intérieur desquelles, il est mélangé ou combiné avec des sulfures métalliques, le plus souvent des sulfures de fer oxydés ou non par l'humidité suivant la profondeur[1] où on les prend, et l'*or de placer* qui n'est que du minerai de filon fortement oxydé, désagrégé par l'action de l'eau, entraîné et amassé par elle sous forme de dépôts plus ou moins considérables[2]. L'industrie aurifère, suivant qu'elle s'applique à l'une ou à l'autre de ces catégories de minerai, revêt naturellement des formes très différentes. Encore ne faut-il pas s'en tenir à cette classification simpliste, car à l'irrégularité près, qui est la caractéristique commune de tous les gisements d'or, rien ne ressemble moins à un filon qu'un autre filon, ni à un placer qu'un autre placer. Il y a des filons riches ou pauvres, larges ou étroits, durs ou tendres, pénétrant dans le sol perpen-

[1] Le minerai non oxydé est d'un traitement beaucoup plus difficile. — Il exige l'emploi des méthodes spéciales qui n'ont été découvertes qu'en 1887. — Cf. plus loin pour le Transvaal.

[2] Dans les placers et à l'affleurement des filons, l'or, débarrassé des sulfures par l'oxydation, se présente à l'état libre sous forme de poudre d'or, de paillettes ou petits morceaux de métal et enfin de pépites dont le poids peut dépasser 60 kilogrammes. — Les pépites les plus grosses ont été trouvées en Californie et en Australie.

Digitized by Google

diculairement ou obliquement, parfois même superposés[1]. Ceux d'Australie sont prodigieusement irréguliers, coupés et interrompus de cent façons, mais d'une teneur moyenne très haute. Ceux du Transvaal sont d'une teneur relativement plus régulière mais beaucoup plus pauvres, etc. De même il existe des placers enfouis dans les rivières, d'autres, comme en Californie et au Klondyke, disposés en terrasses aux flancs des coteaux, d'autres encore, comme en Sibérie, enfoncés en terrain plat et humide sous des couches stériles plus ou moins épaisses. Il faut tenir compte, en outre, de la diversité des milieux économiques et sociaux où se développe l'industrie aurifère. Ici, comme en Sibérie, au Klondyke, dans l'Alaska, la température très basse paralyse le travail pendant la plus grande partie de l'année et met le chercheur d'or aux prises avec un sol perpétuellement gelé à de grandes profondeurs; là, comme en Australie, l'industrie aurifère se développe dans des déserts torrides, où l'eau fait complètement défaut. Dans certaines régions, telles que les États-Unis, la main-d'œuvre est abondante et active; dans d'autres, comme au Transvaal, elle est rare et inexpérimentée. Les voies de communication, les subsistances, le combustible et tous les avantages attachés à une civilisation développée sont aussi très inégalement répartis : ainsi l'industrie aurifère des États-Unis s'est appuyée dès ses premiers pas sur une civilisation très progressive et déjà ancienne; celle de l'Australasie a dû, dans certaines régions, par exemple dans l'Ouest-Australien, constituer de toutes pièces le milieu économique nécessaire à son développement; celle de de la Sibérie se développe dans un milieu traditionaliste à évolution lente, qui entrave son essor.

On concoit que l'industrie aurifère, obligée de se plier à la nature variable du minerai, aux diversités du climat, du milieu économique et social, ait revêtu, suivant les pays, des formes différentes, que nous décrirons d'ailleurs plus loin; toutefois, si, négligeant les particularités régionales ou locales, qui, au reste, n'excluent pas de grandes analogies dans les procédés techniques, nous étudions, dans le temps, les transformations de l'industrie aurifère, nous y constatons partout la même tendance,

[1] Les filons du Transvaal ont une direction oblique, ceux de la Nouvelle-Écosse (Canada) sont superposés d'une façon toute particulière.

Digitized by Google

plus ou moins accentuée suivant que le milieu l'encourage ou l'entrave, mais qui, partout, conduit à substituer aux méthodes rudimentaires de la petite production les procédés plus scientifiques et plus puissants de la grande production concentrée. Cette évolution, opérée sous l'influence des causes très générales qui, au cours du XIXe siècle, ont poussé dans la même voie toutes les industries humaines, est à peine esquissée en Sibérie où l'on ne trouve encore que la petite et la moyenne industrie; elle est plus accentuée en Australie, où se développe, à côté de petites et de moyennes entreprises, la grande production la plus perfectionnée. L'évolution est plus marquée encore aux États-Unis et au Canada dans le sens de la concentration. Enfin elle est pleinement achevée au Transvaal où la concentration est poussée jusqu'au trust. Ajoutons qu'un très grand nombre de centres miniers secondaires, tels que ceux du Mexique, de l'Inde, de la péninsule malaise, de la Rhodésie, en sont à la même étape que les États-Unis ou l'Australie; quelques autres, comme ceux de la Guyane, de Madagascar, etc., sont au niveau de la Sibérie. Nous sommes donc en présence d'une évolution très générale que le temps ne fera qu'accentuer partout où des obstacles infranchissables ne s'y opposeront pas. Étudions-la dans ses manifestations et ses conséquences.

La substitution de la grande production à la petite et sa concentration ont eu, dans tous les domaines de l'activité économique, pour mobile et pour résultat, d'une part, d'augmenter la puissance productive de l'industrie en améliorant ses procédés techniques et en lui fournissant des moyens plus puissants de les mettre en œuvre, de l'autre de faire subir aux frais de production des réductions, qui, sous l'influence de la concurrence, ont entraîné un abaissement graduel des prix de vente. La réalisation de ces effets ordinaires de l'évolution économique se heurtait dans le domaine de l'industrie aurifère à des obstacles multiples : le premier, qui est commun à toutes les industries extractives, mais qui, dans l'industrie aurifère, prend une importance exceptionnelle, est la grande rareté de la matière première; le second consiste dans une particularité de la constitution du minerai : la concentration du métal par masses plus ou moins irrégulièrement distribuées, au-dessous et au delà desquelles la teneur décroît progressivement jusqu'aux limites du gisement,

Digitized by Google

particulièrement dans le sens de la profondeur[1]. Ainsi l'extension de la production est gênée par la rareté du minerai et la réduction des frais qui pourrait résulter de cette extension, quand elle est possible, est menacée sinon entravée par la teneur décroissante. Enfin, le producteur d'or, jouissant pour l'écoulement de son produit d'un véritable cours légal, dans les pays à étalon d'or, la réduction des frais de production, dans la mesure où elle est possible, ne saurait avoir pour conséquence une diminution des prix. — Comment l'industrie aurifère s'est-elle comportée en présence de ces particularités, dont les unes lui sont favorables et les autres défavorables? Comment, compensant par les avantages des unes les inconvénients des autres, toutes les transformations qu'elle a subies ont convergé par leurs effets vers un résultat unique : l'augmentation et la rapidité croissante de la production? C'est ce que nous allons rechercher en étudiant le caractère et les conséquences de son évolution au triple point de vue des procédés techniques d'exploitation, des moyens économiques et sociaux de les mettre en œuvre, enfin des frais de production.

I

Le minerai d'or contenu dans les entrailles de la terre est nécessairement limité en quantité; à moins qu'on ne croie, comme les anciens, qu'il se reproduit lui-même par l'effet d'une sorte de génération spontanée[2], ou que, réalisant le rêve des alchimistes, les chimistes de l'avenir ne parviennent à fabriquer industriellement le métal précieux, il est certain que rien ne peut être ajouté à la matière première dont nous disposons. Mais si l'on ne peut pas augmenter la masse de minerai existant, il est possible, par l'amélioration des méthodes, de réduire la proportion de celui qui résiste à l'exploitation. Tel a été précisément le résultat des transformations techniques réalisées dans l'industrie aurifère depuis trente ans. La production de l'or comporte trois catégories d'opérations : les unes ayant pour objet d'extraire le

[1] Pour le minerai d'argent la teneur tend plutôt à s'accroître en profondeur. Cf. plus loin l'étude de M. Polier. Ajoutons que la réalité de la teneur décroissante a été mise en doute. Nous nous expliquerons plus loin sur ce point.

[2] Hauser, *L'or*, p. 30.

Digitized by Google

minerai du sol, les autres de le traiter, c'est-à-dire de séparer l'or des résidus, les dernières enfin ayant pour but d'affiner le métal précieux, c'est-à-dire d'éliminer les impuretés qui ont résisté au traitement. Laissant de côté, pour n'en parler qu'incidemment, cette dernière catégorie d'opérations, qui présentent peu d'intérêt au point de vue économique et dont le perfectionnement, d'ailleurs, n'a exercé qu'une faible influence sur la production de l'or, nous concentrerons toute notre attention sur les deux autres. Nous montrerons comment leur transformation progressive a permis d'étendre peu à peu l'exploitation d'abord à tous les placers, puis à tous les filons et en même temps, de réduire la quantité de métal abandonné dans les résidus au point de la rendre aujourd'hui presque négligeable.

La petite industrie aurifère ne fait usage que des instruments les plus rudimentaires : un pic, une pioche, quelquefois un couteau[1] pour gratter le sable aurifère, un vase creux, portant en français le nom de batée, en anglais celui de « pan » ou poêle à frire, pour laver le minerai sous un courant d'eau, qui débarrasse l'or des matières non métalliques et des résidus, en les entraînant : tel est l'outillage de l'« orpailleur »[2] primitif et, encore aujourd'hui, celui du chercheur d'or isolé ou du prospecteur qui explore un gisement inconnu[3]. — Dans ces conditions, l'exploitation, naturellement très lente[4], ne saurait s'appliquer qu'à l'or d'alluvion. Encore n'est-elle possible que pour les sables aurifères des ruisseaux ou des rivières à faible courant, pour les placers superficiels et découverts ; mais les dépôts d'or dans les grands cours d'eau, les placers en terrasses, disposés par masses énormes et profondes, les alluvions enfouies sous des couches stériles très épaisses sont, malgré leur richesse, inacessibles par de pareils procédés. Ce sont les mineurs de Californie qui, dans la deuxième moitié du XIXe siècle, ont inventé le moyen de les atteindre.

[1] Lorsqu'en 1850 commença l'exploitation de l'or en Californie, beaucoup de chercheurs d'or, faute d'outils, se servaient de couteaux et n'en firent pas moins fortune (Levasseur, *La question de l'or*, p. 38). Les anciens se contentaient parfois de déposer des peaux de mouton au fond des ruisseaux roulant de l'or : de là la légende de la toison d'or (Hauser, *loc. cit.*, p 30).

[2] En Australie où l'eau fait souvent défaut, on vanne parfois les sables aurifères.

[3] *Encyclopédie chimique de Frémy*, p. 207.

[4] En traitant des sables très riches, l'orpailleur ne peut laver que 250 litres par jour.

Digitized by Google

Pour extraire des rivières à fort courant d'eau les sables aurifères, les ouvriers chinois, employés sur les placers de ce pays, ont imaginé la pompe californienne, sorte de roue à palettes mue par le courant à l'intérieur d'une boîte sans fond qui repose dans le lit de la rivière. La pompe californienne a été à partir de 1870 remplacée par la drague, qui, perfectionnée peu à peu, en dernier lieu par un ingénieur français M. David Levat, est devenue une véritable usine flottante[1], capable de fonctionner dans les cours d'eau les plus larges et les plus profonds[2]. — Pour l'exploitation des placers en terrasses, disposés aux flancs des vallées, des perfectionnements plus importants encore ont été réalisés. Nous voulons parler de la méthode hydraulique inventée en 1852 par un mineur d'origine française, qui travaillait en Californie. Elle se présenta d'abord sous les apparences les plus modestes : un tonneau alimenté par une canalisation de bois et s'ouvrant, au-dessus des sables à désagréger, par un tuyau de cuir, d'où l'eau s'échappait fortement. Aujourd'hui, la canalisation primitive est remplacée par d'immenses aqueducs, qui franchissent les vallées, s'accrochent au flanc des montagnes, parcourent des centaines de kilomètres et aboutissent à des tuyaux métalliques, distribuant, sous une pression de quatre à cinq atmosphères des milliers de litres d'eau par heure[3]. Sous le choc de ces masses liquides, on voit se désagréger, en un jour, des montagnes de minerai et comme les résidus, ainsi réunis, comblaient les vallées, détournaient le cours des fleuves, stérilisaient et ruinaient des régions entières, qu'ils recouvraient de leurs débris, les puissantes compagnies californiennes, constituées pour l'exploitation de la méthode hydraulique, ne sont plus autorisées par la loi à en faire emploi, qu'à la condition de refouler leurs

[1] La drague primitive n'était qu'un radeau sur lequel on manœuvrait un seau attaché à une perche. La perche fut ensuite remplacée par une roue mue à la main, etc. Cf. Levat, *Exploitation des placers au moyen de dragues à or*, Congrès international des mines et de la métallurgie de Saint-Etienne, 1900.

[2] Des compagnies de dragage se fondent un peu partout en ce moment, spécialement en Californie, au Klondyke, en Guyane, en Sibérie, en Nouvelle-Zélande, etc. Curle, p. 7.

[3] Nous pouvons citer comme exemple l'aqueduc de Park canal en Californie. Il a 470 kilomètres de long et distribue 6.600 mètres cubes d'eau par heure ; mentionnons encore la digue de North Blomfield. Elle a 30 mètres de haut, 126 de long, 50 d'épaisseur, et peut contenir 25 millions de mètres cubes d'eau. — Cf. Bordeaux, *Revue universelle des mines*, janvier 1901, p. 30.

Digitized by Google

résidus sur les plateaux, à l'aide d'élévateurs, ou de les écouler vers la mer[1]. Restent les placers couverts, enfouis en terrain plat sous des couches stériles, ou bien situés dans des régions pauvres en eau; pour ceux-là, l'emploi de la méthode hydraulique est impossible; mais la grande et la moyenne industrie leur appliquent, avec plus ou moins de perfection, les méthodes générales des industries minières, qui consistent à creuser des puits et des galeries, méthodes dont nous reparlerons, d'ailleurs, à propos des filons.

En même temps que les méthodes d'extraction du minerai de placer, la grande industrie a amélioré les méthodes de traitement. La *batée* et le *pan*, destinés au lavage du minerai, ont été remplacés par le *berceau*, grande caisse rectangulaire, dont le fond est garni de tasseaux, derrière lesquels on place du mercure. Le minerai, entraîné par un courant d'eau, dépose son or derrière les tasseaux et celui-ci s'amalgame avec le mercure, dont la haute densité le protège, plus sûrement encore que la sienne propre, contre la violence du courant. — Le berceau, en s'allongeant, est devenu le *long tom* ou l'*auge sibérienne*[2], qui, contenant un plus grand nombre de tasseaux et une plus grande quantité de mercure, retient plus d'or encore. Enfin, un nouvel allongement du *long tom* a donné naissance au *sluice*, sorte de canalisation en pierre ou en bois, munie elle aussi de tasseaux et de mercure. Le sluice primitif n'avait que quelques mètres de longueur, mais ceux qu'emploient aujourd'hui les grandes compagnies hydrauliques de Californie, du Klondyke, etc., ont plusieurs kilomètres, ils sont éclairés, sur tout leur parcours, à la lumière électrique, surveillés et alimentés par des milliers d'ouvriers[3]. Grâce au sluice et à la drague ainsi perfectionnés les déperditions d'or, qui étaient autrefois dans l'exploitation des placers, de 30, 40 ou 50 0/0 sont, aujourd'hui, réduites, dans les conditions les plus favorables, à 5 ou 6 0/0. Il est vrai que la limite d'exploitabilité est quelque peu relevée relativement à la teneur

[1] Cette législation, nécessaire d'ailleurs, a beaucoup entravé le développement des compagnies hydrauliques.

[2] Il y a, entre le long tom et l'auge sibérienne, des différences, dans le détail desquelles nous ne voulons pas entrer.

[3] Quand la pente n'est pas suffisante ou quand le minerai est trop argileux on combine le sluice avec divers appareils : lavoir à trommel, lavoir à cuve, etc.

Digitized by Google

en ce sens que, dans les conditions les plus favorables, il faut, pour qu'un placer soit susceptible d'exploitation lucrative, qu'il contienne environ 4 grammes d'or par tonne, tandis qu'un Chinois peut vivre en traitant un minerai qui ne contient pas plus de 1 gramme; mais les exigences des ouvriers d'autres races sont plus considérables; le relèvement de la limite d'exploitabilité est donc insignifiant.

L'évolution des méthodes d'extraction et de traitement a rendu à l'industrie aurifère, pour l'exploitation des placers, d'éminents services. C'est à elle, notamment, qu'est dû le remarquable développement de la production de l'or en Californie et au Canada. Mais ces services ne sont rien encore en présence de ceux que l'évolution des méthodes a rendus à l'industrie aurifère pour l'exploitation des filons. Les méthodes de la petite et de la moyenne industrie, qui comportent l'emploi du pic, de la batée, du long-tom, de l'auge sibérienne, du sluice très court, permettent, en effet, l'exploitation de certains placers; c'est avec leur concours, sous la forme la plus rudimentaire, que l'humanité, pendant des siècles, et jusqu'en 1850 ou 1860, s'est approvisionnée d'or; ce sont elles encore qui entretiennent presque exclusivement la production des centres miniers secondaires comme la Guyane et Madagascar et même celle d'une des régions productrices les plus importantes du monde : la Sibérie. Mais, appliquées au minerai de filon, qui représente peut-être les 8/10 de la matière première aurifère, les méthodes de la petite industrie sont radicalement impuissantes et celles de la moyenne ne donnent que les résultats les plus médiocres. Leur emploi se heurte, aussi bien pour l'extraction que pour le traitement du minerai, à des difficultés insurmontables. Voyons comment l'évolution des procédés techniques a permis d'écarter ces difficultés les unes après les autres et élargi ainsi dans des proportions énormes le champ d'exploitation du minerai d'or.

Pour l'extraction du minerai de filon, la petite et la moyenne industrie sont entravées tout à la fois par la dureté de la roche dans laquelle il est inclus et par la nécessité de le chercher à des profondeurs qui peuvent dépasser mille mètres[1]. Pour suivre

[1] En Australie plusieurs puits atteignent 1.180 mètres. Le plus profond que l'on connaisse est situé au Transvaal, c'est le puits Catelin de la mine Jupiter : il a 1.197 mètres. On parle même au Transvaal de creuser des puits de 2 à 3.000 mètres;

Digitized by Google

le filon, la grande industrie aurifère moderne emploie les procédés de toutes les industries minières; elle creuse des puits et des galeries; elle les boise pour éviter les éboulements; elle les protège contre l'invasion de l'eau au moyen de pompes mues par la vapeur ou l'électricité; elle les aère, pour atténuer l'élévation de température, à l'aide de puissants ventilateurs mécaniques; elle triomphe de la dureté du cristal de roche, qui est parfois extrême, en multipliant le nombre des ouvriers, en leur donnant des outils spéciaux, en employant au besoin, comme au Transvaal, des perforatrices à air comprimé et des explosifs. Enfin, le minerai une fois abattu, on le transporte dans les galeries, puis on le remonte à la surface au moyen d'appareils mécaniques divers : wagons, bennes, etc. Pour assurer le fonctionnement d'un outillage aussi compliqué, il faut capter des sources, construire des barrages, établir des turbines, accumuler des approvisionnements de houille et de bois, réunir tout un personnel d'ingénieurs, de contremaîtres, de travailleurs manuels, en un mot, créer à la surface des mines de véritables usines.

Le traitement du minerai de filon exige l'emploi d'un outillage non moins complexe que celui que nous venons de décrire et, de plus, des manipulations très délicates. La difficulté est soit de broyer les morceaux de quartz qui contiennent l'or, soit de séparer l'or des sulfures non oxydés auxquels on le trouve incorporé, quand il est pris à des profondeurs où l'eau ne pénètre plus. Parfois aussi il faut l'isoler d'autres métaux avec lesquels il est mélangé. Pour broyer le minerai, les Espagnols, qui dès le XVIe siècle exploitaient superficiellement quelques filons dans les mines du Pérou, se servaient d'une aire pavée ou *arrastra* sur laquelle le minerai était foulé aux pieds des animaux, puis, plus tard, écrasé par de grosses pierres mues par la force hydraulique. Ce procédé, encore usité en Californie et dans la Colombie britannique, y est arrivé à un haut degré de perfection. Mais presque partout, il a été remplacé par le moulin à or. Cet appareil, employé pour la première fois dans le Tyrol et en Californie, se composait primitivement de pilons de bois protégés par une ar-

mais beaucoup de techniciens croient ce projet irréalisable. — Cf. *Engineering and Mining Journal*, 7 janvier 1904. — Cf. aussi Michaut, *Les mines d'or du Transvaal*, 51. Pour creuser des puits de 1.000 mètres il faut dépenser des années de travail et des millions de francs.

Digitized by Google

mature de métal qui, soulevés au moyen de la force hydraulique, retombaient sur le minerai. Aujourd'hui les pilons sont formés de masses métalliques pesant de 5 à 600 kilogr.; ils sont mus par de puissantes machines, associés par batteries de 15 ou 20 et retombent environ 90 fois par minute dans d'énormes mortiers solidement assis sur des fondations de béton. Chaque pilon peut broyer de 4 à 8 tonnes par jour et il existe au Transvaal, aux États-Unis, des compagnies minières qui en mettent en mouvement plusieurs centaines. Ajoutons qu'on prépare le broyage en écartant par un triage les blocs stériles et en faisant passer les autres dans des concasseurs qui en réduisent préalablement les dimensions. Enfin, depuis quelques mois, on tente d'achever le broyage à l'aide d'appareils à cylindres dit « tubes mills » dont on vient de faire l'essai au Transvaal et en Australie. Leur emploi permettra, croit-on, de gagner beaucoup de temps et de réaliser de notables économies[1].

En même temps qu'on broye le minerai, on travaille à en isoler l'or. Pour cela, à l'intérieur même des mortiers, on verse du mercure qui, s'amalgamant avec lui, en retient une partie, tandis que le résidu s'écoule sur des plaques de cuivre argenté recouvertes également de mercure, dites tables d'amalgamation. Si le minerai ainsi traité a été extrait à une faible profondeur et par conséquent oxydé par l'humidité, l'intervention du mercure sous cette double forme suffit pour absorber l'or dans la proportion de 80 à 85 0/0[2]. Mais si le minerai est faiblement oxydé, le mercure n'a plus qu'une action insuffisante. C'est précisément ce qui est arrivé au Transvaal à partir de 1889 : les pertes d'or abandonné dans les résidus s'élevèrent à 50 0/0 et croissaient chaque jour à mesure que le minerai venait de profondeurs plus grandes[3]. L'industrie aurifère traversa alors une crise redoutable dont elle ne sortit que par l'invention de deux procédés nouveaux qui permirent de réduire le minerai non oxydé : la chloruration et la cyanuration.

[1] *Économiste européen*, 12 août, 9 sept. 1904.

[2] La séparation de l'or d'avec le mercure se fait ensuite aisément par des procédés que nous ne décrirons pas.

[3] Cette difficulté ne saurait se produire pour le minerai de placer qui, étant désagrégé et roulé par l'eau, est nécessairement oxydé.

Digitized by Google

Pour procéder à la chloruration[1], on sépare, à l'aide de moyens mécaniques que nous passerons sous silence, les résidus de l'amalgamation en deux parties : d'un côté, les matières les plus légères et les plus pauvres en or, de l'autre, les plus lourdes qui en contiennent parfois jusqu'à 150 grammes par tonne. Ces dernières qu'on appelle les « concentrés » subissent un grillage destiné à en oxyder les parties pyriteuses et on les soumet ensuite à l'action prolongée d'un courant de chlore. On obtient ainsi une solution de chlorure d'or, dont l'or est facilement séparé; quant aux matières pauvres en métal précieux elles sont soumises à la cyanuration[2]. Pour cela, on les subdivise elles-mêmes, par décantations successives dans plusieurs cuves, en deux fractions: la première, composée des parties lourdes et renfermant 60 0/0 de l'or contenu dans l'ensemble, porte le nom de[3] « tailings » ou sables; la seconde, très pauvre en or, celui de « slimes », ou boues. Les tailings, mélangés à du cyanure de potassium, donnent une solution de cyanure double de potassium dont on extrait l'or après filtrage, dans la proportion de 80 à 85 0/0 de métal qu'ils avaient conservé. Quant aux slimes, qui contiennent d'ailleurs très peu d'or, ils étaient primitivement abandonnés, mais on a trouvé depuis le moyen de les soumettre à la cyanuration, parfois même sans les séparer des tailings. Bien plus, on tend aujourd'hui à remplacer par la cyanuration les deux opérations qui la précèdent, c'est-à-dire la chloruration et l'amalgamation. Si l'emploi de cette méthode, déjà essayée avec succès au Transvaal et en Australie, se généralise, il aura le double avantage de simplifier l'outillage et de substituer au chlore et au mercure un produit beaucoup moins coûteux : le cyanure de potassium[4].

Tel est le procédé le plus fréquemment usité, mais dans les régions où l'eau est rare, par exemple dans certaines mines

[1] Kuss, *Bulletin trimestriel de l'industrie minérale*, 1902, p. 763; R.-G. Lévy, *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, juillet 1903.

[2] Le procédé inventé en 1887 par Mac Arthur Forest n'a été introduit au Transvaal qu'en 1889.

[3] L'influence exercée sur la puissance productive de l'industrie par le perfectionnement technique, s'est traduite en quelque sorte matériellement par la possibilité de traiter lucrativement des résidus abandonnés. C'est ce qu'on a fait particulièrement au Transvaal.

[4] Pour les procédés techniques au Transvaal, Cf. R.-G. Lévy, *loc. cit.*

Digitized by Google

d'Australie et des États-Unis, on s'efforce de l'économiser en remplaçant le broyage à l'eau par le grillage qu'on fait suivre de chloruration et de cyanuration. Pour certains minerais, très abondants aux États-Unis[1], qui contiennent, avec de l'or, du plomb mélangé de cuivre, d'argent, d'étain, etc., on recourt toutes les fois qu'on le peut au grillage suivi de coupellation. Ce traitement, souvent employé dans le Colorado, consiste, après avoir grillé le minerai, à le fondre de façon à former un bloc à peu près pur de matières non métalliques, qu'on introduit dans une coupelle faite avec de la marne, du ciment, ou simplement des os pulvérisés. On place la coupelle dans un four et la matière poreuse, qui la constitue, absorbe, sous l'influence de la chaleur et de l'oxydation qui en est la conséquence, tous les métaux autres que l'or et l'argent. L'argent est ensuite séparé de l'or.

Il existe encore d'autres méthodes, variantes ou combinaisons de celles que nous venons de décrire, qu'on applique suivant la nature du minerai et aussi selon les ressources dont on dispose. Parfois même la proportion des métaux autres que l'or renfermés dans le minerai est telle qu'on est obligé d'appliquer simultanément ou successivement, en les combinant de façons diverses, les méthodes métallurgiques propres à différents métaux. Tel est précisément le cas de la veine de Comstock située aux États-Unis dans l'état de Nevada. Elle contient de l'or et de l'argent et les variations constatées, au cours de l'exploitation, dans la composition du minerai ont été telles que, combinées avec les variations de valeur du métal argent[2], elles ont déterminé les propriétaires de cette veine à traiter l'or d'abord comme produit principal, puis comme produit accessoire et enfin de nouveau comme produit principal. Ce n'est pas là, d'ailleurs, un cas particulier : aux États-Unis l'or extrait des mines d'argent, de cuivre ou d'étain représente environ 500.000 onces, soit 1/8 de la production totale[3]. Grâce à l'emploi de ces méthodes, adaptées avec tant de souplesse à la composition des minerais divers, la pro-

[1] Au Mexique, l'or est également mélangé à l'argent. Curle, *loc. cit.*, p. 328.

[2] La proportion de l'argent s'est parfois élevée jusqu'à 55 0/0.

[3] Curle, p. 265. Il s'agit de la production annuelle.

Digitized by Google

portion de l'or extrait aujourd'hui du minerai de filon varie entre 85 et 95 0/0[1].

La description sommaire que nous venons de faire des opérations nécessaires à l'extraction et au traitement du minerai donne par elle-même une idée de la complexité des outillages et de l'importance des capitaux qu'ils absorbent[2]. Mais les compagnies minières sont allées, dans la voie de l'extension et de la concentration de leurs entreprises, beaucoup plus loin encore que ne l'exigent les nécessités techniques de l'exploitation; elles se sont souvent laissées entraîner par l'évolution que nous venons de décrire jusqu'aux limites extrêmes marquées par la quantité de minerai dont peut disposer chacune d'elles. On en jugera par les quelques chiffres suivants que nous compléterons d'ailleurs au cours de cette étude. Le rendement mensuel de la mine d'El Oro au Mexique est de 1 million de francs; celui de la mine de Mount Morgan, dans le Queensland Australien, est de 1.300.000 francs; celui de la Simmer and Jack au Transvaal est de plus de deux millions. Dans l'Alaska la mine de Treadwell met en mouvement 540 pilons; elle extrait en moyenne 600.000 tonnes par an et a distribué depuis 1890, 26 millions de francs à ses actionnaires. Dans le South Dakota, la mine de Homesteake a 900 pilons, et en aura bientôt 1.100; elle traite 1.400.000 tonnes par an et produit plus de deux millions de francs par mois[3]. D'ailleurs ces exemples ne sont pas isolés : il existe aujourd'hui dans le monde, 30 mines, situées pour la plupart aux États-Unis et au Transwaal, dont le rendement mensuel varie de la plus grande à la plus petite, entre 800.000 francs et 2 millions. Ajoutons que les compagnies minières ne se contentent pas d'accroître l'importance de leur outillage; elles cherchent aujourd'hui à s'associer, pour accomplir certaines opérations en commun; dans le district minier auquel le Transvaal doit sa célébrité, le Wittwatersrand, elles ont même, ainsi que nous le verrons bien-

[1] Il va de soi que ces perfectionnements ont rendu possible, malgré la complication des opérations, l'exploitation de minerais de plus en plus pauvres. — La limite d'exploitabilité naturellement très variable suivant les filons est en général basse : dans les conditions les plus favorables elle est d'environ 5 grammes d'or par tonne.

[2] Le capital minimum nécessaire pour l'installation d'une mine *moderne* est, selon M. Curle, de 30.000 livres, il s'élève parfois à 100.000. *Loc. cit.*, p. 338 et 343.

[3] Cf. Curle, *loc. cit.*, passim. *Engineering and Mining Journal*, 1904, et *Economist de Londres*, 1904, passim. — Michaut, *loc. cit.*, p. 132 et suiv.

Digitized by Google

tôt, constitué de véritables trusts qui dominent la production du district tout entier et ont la haute main sur la spéculation.

Comme il arrive d'ordinaire, l'évolution de l'industrie aurifère et son perfectionnement y a produit une certaine différenciation des fonctions. C'est ainsi que l'extraction et le traitement du minerai, complètement confondus dans la petite industrie, où le même ouvrier, se servant du même instrument, la batée, ramasse le sable aurifère puis le lave sous un courant d'eau, se sont peu à peu scindés, dans la moyenne, puis dans la grande industrie, en deux catégories d'opérations techniquement distinctes et, qu'aujourd'hui, ces opérations tendent à se séparer économiquement par la constitution d'entreprises indépendantes consacrées les unes à l'extraction et les autres au traitement du minerai. Cette tendance, dont la réalisation complète sera toujours entravée par le poids considérable du minerai d'or relativement à sa valeur, est particulièrement sensible dans certains pays, comme le Colorado, où la construction des voies de communication est très avancée et où l'eau nécessaire au traitement du minerai n'est pas à proximité des mines; cette tendance pourra aussi se développer là où, le minerai étant très dispersé, il y a intérêt à le concentrer pour réduire les frais de traitement. Dès maintenant ce phénomène est assez accentué pour que des usines de traitement, dont le nombre et l'importance se sont accrus sensiblement depuis vingt ans, aient pu s'établir, non seulement dans les pays d'extraction, mais même, grâce à l'abaissement des frets, jusqu'en Europe. Les statistiques de la monnaie française montrent que des importations ont lieu aujourd'hui dans plusieurs pays tels que l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche, etc.; en 1903 l'industrie allemande a produit, avec du minerai importé, 344 kilogrammes d'or fin[1].

Toutefois la manifestation la plus nette de cette tendance à la différenciation des fonctions, dans l'industrie aurifère, consiste dans la séparation complète et dès longtemps réalisée de l'industrie de l'affinage d'avec celle de l'extraction et du traitement. La scission, favorisée par la haute valeur de l'or relativement à son volume et la facilité de le transporter à bon marché qui en

[1] Arnauné, *Rapport de l'administration des monnaies et médailles*, 1904, p. 230. — Il est regrettable que les statistiques fournies à la Monnaie ne séparent que rarement les lingots du minerai importé.

Digitized by Google

est la conséquence, a permis à l'industrie de l'affinage d'aller très loin dans la voie de la concentration. Cette industrie est aujourd'hui monopolisée par quelques grandes maisons de Londres et de Glasgow et un petit nombre d'entreprises de moindre importance établies en France dans les environs de Paris.

Ici se pose la question, si grave dans d'autres domaines de l'activité économique, de savoir comment les bénéfices de la production de l'or se répartissent ou peuvent se répartir entre les trois industries de l'extraction, du traitement et de l'affinage, si vraiment l'extracteur d'or et même celui qui le traite conservent la liberté du marché, bénéficient du cours légal que la loi assure à leur produit, ou si les affineurs ne jouent pas vis-à-vis d'eux un rôle analogue à celui des intermédiaires qui, dans le commerce des céréales, du vin, de la viande, du pétrole, etc., viennent s'interposer entre le producteur et le consommateur? Cette question est dans l'industrie aurifère beaucoup moins grave que partout ailleurs; elle pourrait peut-être et par exception le devenir dans les rapports de l'industrie de l'extraction et du traitement, parce que les propriétaires de mines, dans un milieu où le traitement du minerai, pour une raison ou pour une autre, est matériellement impossible, sont exposés à être livrés sans défense à des intermédiaires qui n'ont pas de concurrents ou s'entendent avec eux et on constate, en effet, qu'au Colorado certains propriétaires de mines ont été assez fortement rançonnés; mais nous ne croyons pas que le conflit, qui d'ailleurs à l'heure actuelle n'a aucune importance, puisse se généraliser ou prendre un caractère aigu, surtout dans les rapports de l'industrie du traitement avec celle de l'affinage. Un débouché illimité et à prix fixe, comme celui de l'or, échappe, en effet, par sa nature même, à un accaparement durable; du moins ceux qui ont réussi à s'en emparer n'ont pas pour le défendre cette arme redoutable des baisses de prix consenties pour attirer la clientèle et tuer la concurrence naissante; ils ne peuvent se maintenir sur leurs positions que vis-à-vis d'un adversaire sans capitaux. Or, si cette situation est parfois celle des petits propriétaires de mines dont le minerai est pauvre et peu abondant, elle n'est nullement celle des grandes sociétés minières, vis-à-vis des grandes entreprises de traitement, ni celle des entreprises de traitement vis-à-vis des entreprises d'affinage. Les sociétés minières impor-

Digitized by Google

tantes ont toujours la possibilité, dont elles usent parfois aux États-Unis, d'organiser le traitement de leur or dans des lieux plus favorables que ceux d'extraction; elles se comporteraient de la même façon à l'égard de l'affinage[1], si elles y trouvaient quelque avantage[2].

II

L'évolution de l'industrie aurifère n'a pas eu seulement pour effet, en perfectionnant ses méthodes, d'augmenter sa puissance productive virtuelle; elle a augmenté sa puissance productive effective, en lui fournissant, avec les procédés techniques, les moyens économiques et sociaux de les mettre en œuvre, c'est-à-dire le capital, la main-d'œuvre, et même, dans une certaine mesure, un milieu favorable à son développement.

On voit aisément tout d'abord comment la constitution de l'industrie aurifère en grandes sociétés financières a pu accroître ses ressources en capitaux. Un capitaliste isolé est nécessairement limité dans son exploitation par ses ressources personnelles et le crédit que peuvent lui accorder les personnes en état d'apprécier sa solvabilité. Au contraire une société financière qui émet des actions peut faire appel aux capitaux du monde entier. Le morcellement des titres divise les risques au point de les rendre négligeables; la publicité dont on les entoure permet à tous les capitalistes de les connaître ou du moins de s'en donner l'illusion; enfin, la spéculation, avec les espérances qu'elle éveille si facilement et qui prennent volontiers, quand il s'agit d'industrie aurifère, des proportions démesurées, exerce sur les esprits une véritable fascination, qui a même trop souvent l'inconvénient de mettre le capitaliste à la merci des organisateurs d'entreprises. Or, précisément, l'habitude de constituer les mines en sociétés financières s'est propagée avec le même succès et dans les mêmes milieux que les procédés techniques décrits plus haut : elle rè-

[1] Les frais d'affinage sont d'ailleurs très faibles. Nous tenons de source sûre qu'en France tout au moins ils varient de 5 à 6 francs par kilogramme.

[2] Jusqu'en 1901 l'industrie aurifère russe se trouvait à cet égard dans une situation toute spéciale. Obligée de livrer tout son or aux usines de l'État, celui-ci en profitait pour prélever sur elle un impôt allant jusqu'à 15 0/0. Cette législation rigoureuse a, comme nous le verrons, été abrogée. — Sur ses inconvénients, Cf. Pierre Leroy-Beaulieu, *La rénovation de l'Asie*, p. 46 et suiv.

Digitized by Google

gne aujourd'hui et se répand de plus en plus en Australie, aux États-Unis[1], au Canada, dans beaucoup d'autres centres miniers secondaires tels que la Rhodésie, le Mexique, et elle est tout à fait généralisée au Transvaal.

La spéculation sur les mines d'or, qui était d'abord limitée aux pays producteurs, s'est peu à peu étendue à l'Europe tout entière, particulièrement à l'Allemagne, à la France et à l'Angleterre; les titres de certaines sociétés minières, spécialement celles d'Australie et plus encore celles du Transvaal, sont devenus véritablement des valeurs internationales; ils donnent lieu à une spéculation effrénée qui engendre parfois les plus graves abus. Les 3/4 des opérations sur les mines sont purement de jeu et une bonne moitié des affaires minières lancées sur le marché, ou comme on dit en Angleterre « flottées », sont organisées par des spéculateurs malhonnêtes qui dupent des ignorants[2]. Dès qu'un placer ou un filon est découvert, qu'il soit susceptible ou non d'exploitation lucrative et parfois même avant de le savoir, on commence par « monter une affaire », sauf, s'il y a lieu, à s'en débarrasser, au bon moment, entre les mains des naïfs. Il s'agit tout d'abord de publier des essais alléchants : pour cela on fait appel au concours de quelqu'ingénieur dont la complicité est plus ou moins consciente; au besoin on se livre à des fraudes devenues classiques, mais qui, avec un peu d'habileté de la part de l'organisateur ou de complaisance de la part de la victime plus ou moins volontaire, peuvent encore réussir : morceaux de minerai riche déposés au fond des puits de prospection; coups de fusil chargés d'or tirés contre les parois des galeries et simulant à merveille la tache jaune du métal précieux sur le quartz, etc. L'essai favorable une fois obtenu, on constitue la société en la composant exclusivement d'actionnaires ayant l'honnêteté sans la compétence ou la compétence sans l'honnêteté. Les premiers sont recrutés parmi les propriétaires et commerçants de province, les femmes crédules, les officiers retraités, les ecclésiastiques, etc., tous gens étrangers à la vie des affaires et faciles à tromper, les autres parmi les professionnels de la spéculation

[1] Nous verrons plus loin qu'aux États-Unis, par l'effet de la concentration des fortunes, beaucoup de grandes entreprises minières ont conservé cependant la forme individuelle.

[2] Curle, p. 338.

Digitized by Google

frauduleuse. En même temps, on fait appel au concours d'une presse financière spéciale, chèrement achetée, mais admirablement organisée, dont l'influence active ne tarde pas à enflammer les imaginations et à provoquer une rapide hausse des actions. Il ne s'agit plus, dès lors, pour les organisateurs de la société, que d'écouler leurs titres à un taux aussi avantageux que possible et de recommencer[1]. Il n'est même pas nécessaire d'aller jusqu'à la fraude pour entraîner le public; il suffit de le livrer à lui-même, à son ignorance, à ses illusions, à la fascination de l'or et d'exploiter habilement la vérité pour qu'il se lance dans la spéculation avec un entrain qui devient, par moment, une véritable furie et provoque des « boums » formidables dont l'histoire des mines d'or nous offre de si nombreux exemples. Qu'il nous suffise de rappeler, pour l'Australie, les scandales retentissants de la Londonderry, de la London and Globe, de la Lakeview; pour le Transvaal, le boum de 1889 qui bouleversa la ville de Johannesburg, y provoqua une crise immobilière d'une intensité inouïe, paralysa en France pendant quinze ans le marché des mines d'or et faillit ruiner l'industrie aurifère au Transvaal, puis le boum de 1895, qui ruina tant de capitalistes imprudents et permit à des spéculateurs anglais de réaliser un bénéfice de plus de 800 millions[2]. Même en dehors de ces crises, la fièvre de l'or règne dans le public à l'état chronique et se traduit par un optimisme que l'expérience ne parvient pas à guérir : on spécule comme s'il n'y avait pas de risques à courir, comme si les filons étaient inépuisables et leur teneur constante. Théoriquement l'acheteur d'une action de mines devrait pouvoir, avec les dividendes, pendant la durée probable de l'exploitation et jusqu'à l'épuisement de la mine, reconstituer son prix d'achat et obtenir, en outre, un profit en rapport avec les risques de l'entreprise. Or il n'en est pas ainsi, même pour les titres qu'on considère comme des valeurs de placement et qui sont le plus souvent capitalisés à un taux tout à fait excessif.

[1] Telle est selon M. Curle la méthode qui a présidé à l'organisation d'une bonne *moitié* des sociétés minières, *loc. cit.*, p. 338.

[2] Georges Aubert, *L'Afrique du Sud.* L'un des meilleurs exemples que l'on puisse citer de ces accès d'enthousiasme suivis d'une prompte dépression, est celui de la Sheba Gold Mining Cᵉ, fondée en 1886 au Transvaal. Les actions s'élevèrent brusquement de 25 à 1.250 francs puis retombèrent à 50 francs, le tout en quelques mois.

Digitized by Google

Les abus que nous venons de décrire sont, au point de vue social, tout à fait regrettables ; peut-être même serait-il bon, aussi bien dans l'intérêt du public que dans l'intérêt des mines, qui négligent parfois la production pour la spéculation et se laissent aller au gaspillage, de prendre contre eux des mesures susceptibles d'y mettre un terme[1] ; mais on ne saurait douter que l'état d'esprit du public à l'égard des mines d'or combiné avec les moyens que l'organisation financière de la grande industrie met à la disposition des directeurs d'entreprises pour l'exploiter à leur profit, ne facilite singulièrement leur approvisionnement en capitaux. On ne voit pas comment les mines d'or du Transvaal, par exemple, auraient pu réunir autrement un capital qui représente aujourd'hui sur le marché une valeur de plus de 5 milliards de francs et quand on sait par quels moyens elles l'ont obtenu, on ne s'étonne plus que les mines russes et sibériennes, constituées en petites sociétés fermées, qui ne peuvent pas ou ne veulent pas faire appel au crédit public, soient entravées dans leur développement par l'insuffisance des capitaux.

Avec les capitaux qui ne sont qu'un pouvoir de commander du travail, la grande industrie fournit encore aux producteurs d'or le moyen d'assurer l'exécution de ce travail, c'est-à-dire la main-d'œuvre. Il est vrai qu'ici les avantages résultant de l'évolution industrielle apparaissent moins nettement. La puissance attractive de l'or, en effet, a dans tous les temps déterminé vers les régions où il est découvert des afflux de population, des « rushs », suivant l'expression consacrée, d'hommes venus de tous les points du monde : ainsi la découverte des gisements australiens a provoqué vers ce pays un courant d'immigration tel qu'en deux ans la population sextupla[2]. Il en fut de même en Californie, et, bien qu'à un moindre degré, dans tous les États-Unis où l'industrie aurifère naissante a attiré immédiatement des ouvriers de toutes les nationalités : Américains, Anglais, Irlandais, Finnois, Italiens, etc. Il est même à remarquer qu'elle exerce sur les Chinois, toujours disposés à quitter leur pays surpeuplé, parfois aussi sur les Japonais, une influence particulièrement séductrice.

[1] Ces abus se produisent même au Transvaal où le caractère spéculatif de l'industrie aurifère se manifeste moins fortement que partout ailleurs. — Michaut, *loc. cit.*, p. 142.

[2] Cf. Levasseur, *La question de l'or, loc. cit.*

Digitized by Google

Les Chinois se sont transportés en foule, dès la découverte des gisements d'or, d'abord en Californie, puis en Australie et comme, en raison de leur résistance à s'assimiler la civilisation européenne, de leur esprit d'économie qui les pousse à consommer le moins possible, pour envoyer ou emporter leurs gains dans leur pays, de leur tendance à envahir les petites industries et le petit commerce, surtout, peut-être, du taux peu élevé des salaires dont ils se contentent, ils excitent partout une vive hostilité, on a pris contre eux, aux États-Unis comme en Australie, des mesures prohibitives, tendant à arrêter complètement l'immigration par des moyens directs ou indirects. Mais si, dans les deux régions dont nous venons de parler, la question de la main-d'œuvre est résolue de la façon la plus satisfaisante, sans que sa solution paraisse avoir une relation directe avec l'évolution de l'industrie aurifère, il n'en est point partout ainsi. En Sibérie, la main-d'œuvre est rare et son recrutement difficile parce qu'il doit se faire au loin ; la construction du transsibérien, dont l'achèvement aujourd'hui le facilite, l'a pendant ces dernières années gravement entravé et les très rares sociétés qui, sinon par leur constitution financière toujours très arriérée, du moins par l'importance de leurs ressources, appartiennent à la catégorie de la grande industrie ou en approchent, sont seules capables d'opérer ce recrutement avec un plein succès au moyen de services spéciaux trop compliqués et trop coûteux pour être à la portée des petites entreprises. Au Transvaal, la solution de la question de la main-d'œuvre a été, comme nous le verrons, plus ardue encore. Placées entre deux catégories d'ouvriers, les blancs qu'elles ne pouvaient occuper qu'en petit nombre en raison de l'élévation des salaires, conséquence du haut prix de la vie, et les noirs, qui ne venaient qu'en nombre insuffisant, les compagnies minières ont déployé une énergie extraordinaire pour faire triompher, malgré une opposition très vive au Transvaal et surtout en Angleterre, une solution, qui n'est peut-être pas la meilleure eu égard aux intérêts généraux de la nouvelle colonie anglaise, mais qui est on ne peut plus favorable aux intérêts de la production. Elles ont obtenu l'autorisation d'importer de la main-d'œuvre chinoise. Quand on voit au prix de quels efforts elles ont réussi, quelle pression elles ont exercée sur l'opinion et sur le gouvernement, on se rend compte, abstraction faite des accusations formelles de

Digitized by Google

corruption qui ont été portées contre elles, qu'une puissance financière moindre que la leur eût couru grand risque d'échouer dans une entreprise aussi délicate[1]. Toutes ces compagnies minières, au Transvaal et ailleurs, ont-elles toujours assuré à leurs ouvriers un salaire suffisant et des conditions de travail conformes aux exigences de l'hygiène? Ont-elles eu, en un mot, conscience de leurs devoirs sociaux vis-à-vis de leurs ouvriers? C'est une tout autre question. Si, dans certains centres miniers, aux États-Unis, en Australie par exemple, les travailleurs manuels touchent un salaire en monnaie assez élevé[2], il serait aisé de montrer que dans d'autres, vis-à-vis surtout de salariés appartenant à des milieux sociaux peu éclairés, des abus ont été commis, qu'au Transvaal, par exemple, on a exploité, parfois plus que de raison, au détriment d'ailleurs du bon recrutement de la main-d'œuvre, la misère et l'ignorance des noirs, qu'un peu partout l'antagonisme de classe, conséquence habituelle sinon nécessaire du développement de la grande industrie, a pris naissance en même temps qu'elle, se traduisant, du côté des patrons, par une opposition irréductible à toute tentative de leurs ouvriers de se constituer en associations, du côté des ouvriers par des grèves désordonnées telles que celles qui, en 1903[3], ont causé un si grand préjudice à l'industrie aurifère du Colorado. Malgré toutes ces réserves, il reste vrai cependant que l'évolution de l'industrie aurifère a joué un rôle important dans le recrutement de la main-d'œuvre. Là même, en effet, où son intervention directe n'a été ni nécessaire, ni effective, par exemple aux États-Unis et en Australie, elle a exercé à cet égard, grâce à son action particulièrement stimulatrice sur les milieux dans lesquels elle se développe, une influence indirecte qui, dans tous les pays, mais spécialement dans les ré-

[1] Qui pourrait douter d'ailleurs que cette puissance financière, par les efforts qu'elle a faits pour secouer le joug de l'administration des Boers et échapper à ses tracasseries, n'ait contribué dans la plus large mesure à provoquer la guerre avec l'Angleterre?

[2] En Australie, le salaire varie de 45 à 70 sh. par semaine, aux États-Unis il est d'environ 3 dollars par jour. Dans les Indes, au Canada et au Transvaal surtout, il est beaucoup plus élevé. Curle, *loc. cit.*, p. 10. Il faut observer d'ailleurs qu'en raison du haut prix de la vie dans les centres miniers, le salaire réel est beaucoup moins élevé.

[3] Les associations d'ouvriers employés dans les mines d'or n'existent guère qu'en Australie; aux États-Unis même les patrons les ont combattues et elles revêtent le plus souvent une forme occulte.

Digitized by Google

gions incultes et même rebelles à la civilisation, où elle va parfois chercher sa matière première, a acquis une portée considérable, s'étendant non seulement à la main-d'œuvre mais à la production tout entière.

L'industrie aurifère, en effet, jouit au plus haut degré de la propriété d'éveiller autour d'elle la vie économique. Quand elle s'établit quelque part, elle commence, il est vrai, par attirer toutes les activités, en les détournant, par l'attrait des gains considérables qu'elle permet parfois de réaliser, de leurs anciens emplois. C'est ce qu'on a vu en Californie, où la découverte du minerai d'or exerça une telle séduction qu'on ne pouvait plus trouver ni agriculteurs, ni ouvriers, ni domestiques, ni imprimeurs, ni même rédacteurs de journaux et que les marins envoyés pour rétablir l'ordre se laissaient comme les autres attirer par les placers[1]. Le même phénomène s'est renouvelé en Australasie et il se produit encore de nos jours dans l'Australie de l'Ouest. Quand le bruit se répand de la découverte d'un nouveau champ d'or, des milliers de personnes partent à travers le désert, en voiture, à cheval, à bicyclette, pour ne trouver bien souvent au terme de leur voyage que la désillusion, parfois la mort. Il arrive même que l'industrie aurifère, quand, par suite de circonstances diverses, elle n'a pas pu se développer assez largement, se constituer en grandes entreprises, absorbe définitivement les activités et les capitaux qu'elle a attirés, sans que rien ou presque rien en rejaillisse sur le milieu qui l'entoure. Tel est précisément le cas de la Sibérie et aussi celui plus net encore de la Guyane française où la décadence de l'agriculture, l'état stationnaire de l'activité économique, qui s'expliquent d'ailleurs par des causes complexes, en particulier par les fautes de notre administration, ont pu être attribués non sans quelque raison à l'influence de la production de l'or[2]. Mais, partout au contraire où l'industrie aurifère a réussi à prendre de l'extension, à se constituer en grandes entreprises, elle a exercé sur la vie économique régionale, en attirant en abondance des capitaux et des immigrants, en fournissant de larges débouchés à l'agriculture, aux industries manufacturières et au commerce, en provoquant la création de nombreuses voies

[1] Levasseur, *loc. cit.*

[2] Cf. Leveillé, *Doc. parl. Chambre*, 1897, p. 1425.

Digitized by Google

de communication, l'influence la plus heureuse. Cette influence stimulante, fruit de la solidarité qui unit les unes aux autres les industries d'une même région, n'est pas spéciale à l'industrie aurifère; elle constitue un phénomène économique très général, dont l'importance même a permis à l'école de l'économie nationale d'en faire le fondement scientifique de sa doctrine[1]; mais, ce qu'il y a de particulier à la grande industrie aurifère, c'est son incomparable puissance d'expansion, la force extraordinaire avec laquelle elle réagit sur son milieu, au point d'y hâter le développement économique de 40 ou 50 ans, ainsi qu'elle l'a fait dans la Californie, le Colorado, les grandes régions productrices d'or des États-unis, et aussi dans l'Australie, particulièrement dans le Queensland, la Nouvelle-Galles du Sud, la province de Victoria. Ce qu'il y a de plus remarquable encore, c'est qu'elle est capable de créer de toutes pièces un centre d'activité économique dans des régions absolument stériles, désertes et où la vie humaine semblait impossible. Telle a été précisément son œuvre au Transvaal à partir de 1887 et dans l'Australie de l'Ouest à partir de 1892. Le Transvaal, ou plus exactement le Wittwatersrand, aujourd'hui centre de l'industrie aurifère du Transvaal, n'était en 1887 qu'une vaste plaine couverte de buissons épineux, balayée en été par des torrents de poussière rouge, couverte en hiver d'une boue visqueuse et séparée de tout pays civilisé par une steppe immense de plusieurs centaines de kilomètres. Aujourd'hui, on y trouve une ville de plus de 100.000 habitants, Johannesburg[2], qui forme le centre d'une région minière, occupée par 152 mines et mise en communication avec le monde civilisé par des voies ferrées de plus en plus nombreuses. L'impulsion donnée à l'activité économique par la production de l'or a été telle, qu'en dix ans, de 1887 à 1898, les importations du Transvaal se sont accrues de 250 0/0 et les recettes budgétaires se sont élevées de 4.905.000 francs en 1887, à 99.207.000 en 1898. Dans l'Australie de l'Ouest l'influence exercée par l'industrie aurifère est peut-être plus remarquable encore. Les champs d'or, en effet, étaient perdus dans un désert torride à 600 kilomètres de la côte, sans aucune communication

[1] Cauwès, *Cours d'économie politique*, I, p. 134 et passim.

[2] En six mois on y a élevé des constructions pour plus de trois millions de livres. — Cf. *Revue sud-africaine*, 27 juin 1903.

Digitized by Google

avec elle, sans eau pour alimenter les machines et laver le minerai, sans bois pour soutenir les galeries, sans moyens de subsistance pour faire vivre des travailleurs, sans la moindre terre cultivable. Les colons, installés dans la région côtière depuis 1829, y végétaient dans un état misérable et avaient failli plusieurs fois l'abandonner. Or à l'heure actuelle la population de l'Australie de l'Ouest qui n'était que de 32.000 habitants en 1890, dépasse le chiffre de 200.000; les champs d'or sont mis en communication avec la côte par des voies ferrées dont on a construit 1.355 kilomètres en 1899; l'eau y est amenée par un canal de 450 kilomètres qui distribue 20 millions de litres par jour; la ville de Coolgardie, construite au milieu d'un désert, où dans « un rayon de 150 kilomètres il n'y a pas assez d'herbe pour nourrir un lapin[1] », compte, tant dans son enceinte que dans ses environs, à peu près 75.000 habitants et la colonie possède six banques d'émission dont la plus importante a 27 succursales : « L'or, suivant une observation dont le caractère hyperbolique « n'exclut pas la rigoureuse exactitude[2], fut le talisman qui « accomplit, en moins de dix ans, ce que les tentatives agricoles, « aidées par le privilège de la main-d'œuvre pénale, n'avaient « pas réussi à faire en plus d'un demi-siècle. De l'obscurité et de « la pauvreté de son passé, la colonie a bondi presque d'un « saut à une place de premier ordre. Ces Argonautes du XIXe siè« cle ont fondé un El Dorado dans un Sahara ». — Il est inutile d'insister pour montrer que dans l'Australie de l'Ouest et au Transvaal, c'est-à-dire dans les deux régions minières les plus riches du monde, la petite ou la moyenne industrie aurifère eussent échoué faute de moyens de travail et faute de moyens d'existence et que d'ailleurs toute autre industrie humaine eût été impuissante à produire un pareil résultat.

III

L'analyse que nous venons de présenter de l'évolution technique, économique et financière subie par l'industrie aurifère nous montre, avant tout examen des faits, que cette évolution a

[1] Greffrath, *Deutsche geographische Blätter*, 1897, p. 219.
[2] *Publication de l'Australie de l'Ouest pour l'Exposition de* 1900, p. 159 et suiv.

Digitized by Google

eu et devait nécessairement avoir sur les frais de production, une action réductrice très marquée. La diminution des frais, en effet, est dans tous les domaines de l'activité économique, la conséquence nécessaire de l'établissement de la grande industrie et de sa concentration; il n'y a aucune raison pour que l'industrie aurifère fasse exception à cette règle générale. L'introduction du machinisme, le progrès des méthodes métallurgiques, qui permettent d'utiliser des forces physiques et chimiques jusque-là ignorées, la concentration des capitaux et des moyens de travail, le développement de l'activité économique dans les centres de production n'ont pas pu ne pas produire ici leur effet ordinaire. D'ailleurs, quand on étudie les bilans des compagnies minières, les rapports aux assemblées d'actionnaires, les rapports de la chambre des mines du Transvaal, on peut saisir sur le fait l'économie réalisée par l'effet de telle ou telle amélioration. Ainsi, lorsqu'à partir de 1889 on a généralisé, au Transvaal, les procédés de la chloruration puis de la cyanuration, grâce auxquels la proportion de l'or extrait du minerai s'est élevée de 45 0/0 environ à 85 ou 90 0/0 et cela moyennant une dépense bien inférieure à la valeur du surcroît d'or obtenu, on a certainement réalisé une économie sur les frais de production[1] et si considérable qu'elle a bientôt permis aux mines d'or du Transvaal de sortir de la crise redoutable au milieu de laquelle elles se débattaient à cette époque. De même on a calculé qu'une compagnie minière qui porte de 60 à 150 le nombre de ses pilons réalise une économie qui varie de 10 à 25 0/0 de la valeur des pilons[2] et c'est précisément pourquoi on voit certaines compagnies minières, par exemple au Transvaal, la Simmer East et la Knight's Central Deep, organiser en commun le broyage de leur minerai, de façon à pouvoir constituer de grandes batteries de quatre à cinq cents pilons. D'autres s'unissent pour mettre en commun les puits de descente, dont elles réduisent aussi le nombre en leur substituant des galeries transversales beaucoup moins coûteuses. Enfin, tout récemment, l'introduction des « tubes mills », dont nous avons précédemment parlé, semble devoir produire un effet analogue : ils

[1] Nous savons d'ailleurs qu'à ce moment on a pu traiter avec profit des tailings abandonnés.

[2] *Revue sud-africaine*, 21 février 1904.

Digitized by Google

coûtent sensiblement moins que les pilons et on peut, en remplaçant par eux un certain nombre de pilons, broyer, dans le même temps, la même quantité de minerai. Au reste, dans un régime économique comme le nôtre, qui n'a pour mobile et pour régulateur que le profit avec ses variations, l'évolution que nous avons décrite ne se serait pas produite si elle n'était lucrative.

Cependant, quand on sort du domaine de la déduction et de celui de l'observation, appliquée à des faits particuliers, comme ceux que nous venons de citer, pour étudier la proportion des frais d'exploitation relativement à une quantité donnée de minerai traité ou d'or extrait par une mine ou un ensemble de mines pendant un certain temps, on est quelque peu déconcerté. Non seulement on constate, d'une région à l'autre et souvent d'une mine à l'autre[1], des différences énormes qui peuvent varier de 6 à 70 francs par tonne de minerai traité, mais dans la même région, dans la même mine, on observe des variations très fréquentes, très accentuées et aussi bien, on pourrait même dire plus souvent, dans le sens de la hausse que dans le sens de la baisse; la réduction constante des frais de production sous l'influence des causes précédemment analysées, au lieu de se traduire, pour les producteurs d'or, par un écart, grandissant sans cesse, entre des dépenses, qui sembleraient devoir diminuer d'une manière régulière et des recettes produites par une vente à prix fixe, coïncide au contraire avec une mobilité singulière du taux des profits et des dividendes distribués. Tel est par exemple dans le Queensland Australien, le cas de la mine de Mount Morgan, l'une des plus grandes du monde. Fondée en 1882 au capital de 1 million d'actions d'une livre, elle a devant elle un champ d'or immense qui ne sera pas épuisé avant vingt ans. Son administration est remarquable; elle a adopté les uns après les autres tous les perfectionnements introduits dans les méthodes d'exploitation et en a même plus d'une fois pris l'initiative. Or tandis que de 1882 à 1889 elle a joui d'une prospérité extraordinaire et payé, en sept ans, un million sept cent mille livres à ses actionnaires, depuis cette époque, à partir de

[1] En 1903, la mine de Treadwell dans l'Alaska dépensait 6 francs par tonne de minerai, la Homesteake en dépensait 12; la Simmer and Jack au Transvaal 26, la mine de Callao dans le Venezuela, 70; Curle, *loc. cit.* et *Economist*, 1903.

Digitized by Google

laquelle cependant ont été découverts les perfectionnements les plus importants de la métallurgie de l'or qu'elle n'a pas manqué d'adopter, ses dividendes ont diminué de telle sorte que la valeur de ses actions, qui en 1889 était de 17 livres, est retombée en 1903 à une livre[1]. Même au Transvaal, où les dividendes sont moins variables que partout ailleurs, on constate encore des oscillations considérables. La chambre des mines du Transvaal a calculé pour un certain nombre de compagnies du Rand, prises parmi les plus importantes, que de 1887 à 1899 les frais d'exploitation par tonne ont été de 31 sh. 2, pour un rendement moyen de 41 sh. 9. En 1898, ils étaient de 23 sh. 9 pour un rendement de 45 sh., et en 1903, ils sont remontés à 26 sh. 4, pour un rendement de 43 sh. 1[2]. — Ces exemples, choisis au hasard, ne sont pas isolés; nous pourrions y ajouter celui de la Sibérie, où l'écart diminue très rapidement dans toutes les entreprises anciennes, entre le rendement et les frais; celui plus net encore du Canada, où le phénomène a pris une telle importance que la production, ainsi que nous le verrons, en est réduite depuis deux ans dans des proportions énormes; celui de toutes les mines d'Australie enfin, où les frais par rapport au rendement varient, pour ainsi dire, d'un jour à l'autre.

D'une manière générale on peut donc dire que la proportion entre les frais moyens d'exploitation de l'or et la quantité de minerai traité en un temps donné est très variable d'une époque à une autre, et plus variable encore la proportion entre les frais d'exploitation moyens et la quantité d'or extrait, puisque, comme le montre l'exemple du Transvaal, indiqué ci-dessus, les frais de production par tonne et le rendement en or par tonne peuvent varier en même temps, dans des sens différents[3]. Comment donc concilier de pareils faits avec l'action réductrice exercée sur les frais de production par les causes précédemment analysées?

Il faut pour cela faire une distinction entre les frais de production relatifs à un minerai déterminé, dans des conditions données d'exploitation et les frais de production moyens d'une

[1] Curle, *loc. cit.*, p. 373 et *Economist de Londres*, 1903.

[2] Michaut, p. 60 et suiv.

[3] Les exemples que nous avons cités semblent même indiquer que, dans les entreprises anciennes, l'écart entre les recettes et les dépenses tend à diminuer.

Digitized by Google

mine ou d'une région minière calculés pour une certaine période par rapport au minerai traité ou à l'or extrait. Les premiers décroissent d'une manière continue et définitive à mesure que l'organisation technique et financière des entreprises minières s'améliore et que le milieu devient plus favorable à l'exploitation[1], les seconds varient avec les difficultés d'extraction, de traitement et la teneur de l'ensemble du minerai exploité. Or nous savons que l'irrégularité est la caractéristique dominante de tous les gisements d'or, aussi bien au point de vue de la teneur que des difficultés d'exploitation. Il n'existe à cet égard entre les régions minières que des différences de degré, le minimum d'irrégularité se trouvant au Transvaal et le maximum en Australie.

Dans ces conditions, on comprend que les frais moyens, malgré les progrès réalisés par la technique, subissent, d'une époque à une autre, des variations considérables. On peut même affirmer, ainsi que nous avons pu nous en apercevoir déjà, qu'ils ont une tendance à s'accroître dans une exploitation donnée à mesure qu'elle se développe. Cette tendance ne s'explique pas seulement par la difficulté de poursuivre le minerai dans les profondeurs du sol et l'augmentation de dépense parfois très considérable[2] qui en résulte; elle tient encore et principalement à une particularité de la nature des gisements qui constitue l'une des manifestations les plus nettes qu'on ait jamais observée de la loi du rendement non proportionnel. C'est l'abaissement graduel de la teneur du minerai en profondeur quand il s'agit de filons et parfois aussi en étendue quand il s'agit de placers. Dans un champ d'or, le métal précieux est habituellement distribué par masses plus ou moins compactes autour ou au delà desquelles la teneur du minerai décroît plus ou moins vite, mais progressivement et, pour ainsi dire, en dégradé. Dans les filons, il n'y a en général qu'un point de concentration assez près de la surface et la teneur faiblit ensuite à partir d'une certaine profondeur; dans les placers il y en a plusieurs, irrégulièrement répartis, qui portent en Sibérie le nom caractéristique d' « yeux

[1] La réduction des frais a été telle que dans les conditions les plus favorables l'or coûte moins à produire que les autres métaux. — Curle, *loc. cit.*, p. 2.

[2] On a calculé qu'au Transvaal pour creuser un puits de 2.000 mètres, il faudrait un travail de 7 années et une dépense de 25 millions de francs avant d'avoir extrait un seul gramme d'or. — Michaut, *Les mines d'or du Transvaal*, p. 50.

Digitized by Google

de la mine » et auxquels l'industrie aurifère du pays borne d'ailleurs le plus souvent son exploitation. Sans doute il ne faut pas se faire de la teneur décroissante une conception rigide et inflexible, y voir une loi absolue, se manifestant partout et dans chaque filon avec une régularité mathématique ; il y a des cas particuliers dans lesquels elle ne s'applique pas, il y a même des centres miniers tels que le Transvaal, où son action est moins sensible[1] ; il y en a d'autres comme l'Australie où elle est masquée par l'extraordinaire irrégularité de distribution du métal précieux ; mais il n'existe pour ainsi dire pas un champ d'or où l'extension de l'exploitation au delà d'une certaine limite ne se traduise par une réduction progressive de la teneur moyenne, par conséquent par une tendance à l'élévation des frais de production par rapport à l'or extrait et même le plus souvent par rapport au minerai traité, surtout quand on étend l'exploitation en profondeur[2]. Ce phénomène, qui apparaît avec éclat dans la période de décadence de tous les champs d'or, se produit de très bonne heure au cours de l'exploitation ; il tend déjà à se généraliser en Californie et dans beaucoup de provinces australiennes ; on le perçoit plus nettement encore, en Sibérie et surtout au Canada. Il a été observé à titre particulier dans les champs d'or les plus riches par un très grand nombre de techniciens[3], et si quelques autres, comme M. de Launay[4] ont nié son existence, c'est parce qu'ils s'en sont formé une conception trop absolue dont l'examen des

[1] Cependant elle est peut-être pour quelque chose dans l'élévation des frais de production constatée au Transvaal en 1901. — D'ailleurs dans le Wittwatersrand il y a de nombreuses séries de filons obliques et superposés, dont la teneur est très inégale ; on n'exploite guère aujourd'hui que les deux plus riches, le « *main reef* » et le « *main reef leader* », mais si on tente un jour d'exploiter les autres, leur teneur étant beaucoup plus faible, le jour où on les abordera, les frais de production auront une tendance à croître très sensiblement, sinon par rapport au minerai traité, du moins par rapport à l'or extrait.

[2] Il existe en Australie des filons qui, à la surface, donnent jusqu'à 60 grammes par tonne et au delà de 200 mètres n'en donnent plus que 10 ou 12.

[3] La tendance à la teneur décroissante se manifeste moins pour tel ou tel filon en particulier que pour l'ensemble d'un champ d'or. M. Curle signale à chaque instant dans les mines qu'il a visitées dans tous les pays du monde, la teneur décroissante en profondeur : ainsi le champ d'or de Kalgoorlie, dans l'Australie de l'ouest, a perdu, selon lui, la moitié de sa valeur en profondeur, *loc. cit.*, p. 130.

[4] *Revue générale des Sciences*, 30 avril 1900. — On s'est fait en sens inverse une fausse idée de la teneur décroissante quand on a mis en doute au Transvaal la valeur des *deeplevels* ou mines qui exploitent en les recoupant de distance en distance les filons de minerai, dont la direction, dans ce pays, est oblique.

Digitized by Google

faits leur a démontré l'inexactitude ; ils ont confondu la tendance avec la loi, la loi empirique avec la loi abstraite.

La loi de la teneur décroissante du minerai, qui, telle que nous venons de la définir est donc bien une réalité, constitue pour la grande industrie et surtout pour ses bénéfices, quand elle cherche à les augmenter en développant sa production, une menace redoutable. Le danger est d'autant plus grand qu'une société minière ne peut pas, à moins d'être constituée en entreprise volante, comme beaucoup de celles qui effleurent aujourd'hui les mines de Sibérie, régler sa production d'après des principes mathématiques et l'arrêter au point précis où les avantages de l'extension et de l'économie qu'elle permet de réaliser sur les frais généraux ne compensent plus les inconvénients de la teneur décroissante. Il faut, quoi qu'il arrive, continuer la production, aborder chaque jour de nouveau minerai, ou se résigner à subir les conséquences qu'entraîne la suspension du travail : dégradation des puits et des galeries, détérioration des machines, dispersion du personnel, dépréciation des actions, difficultés de toute nature, dont nous pouvons mesurer aujourd'hui la gravité par la lenteur avec laquelle les mines du Transvaal ont repris leur exploitation après la guerre. Une entreprise minière ne se résigne à une pareille extrémité, où elle court le risque de trouver la mort[1], qu'après avoir perdu tout espoir de revoir des jours meilleurs et si cet espoir lui reste, si faible soit-il, elle continue à produire sans bénéfices, ou même à perte, en attendant souvent plus que de raison sa réalisation. Or, précisément, dans l'industrie aurifère, jusqu'au moment où les champs d'or mis en exploitation sont complètement épuisés, un tel espoir n'est jamais perdu, non seulement parce que la teneur de tous les filons n'est pas toujours décroissante, parce qu'elle ne l'est parfois que faiblement, sans exclure, à certains moments, la découverte de poches plus riches qui relèvent pour un temps la teneur moyenne du minerai, mais parce que après avoir épuisé un filon à teneur nettement décroissante, on peut encore, en creusant des galeries dans différentes directions, découvrir un autre filon aussi riche que le précédent au début

[1] Il est à craindre que quelques-unes des mines du Transvaal ne se relèvent pas du coup que leur a porté la guerre.

Digitized by Google

de son exploitation ; c'est précisément ce qui est arrivé en Nouvelle-Écosse où les compagnies minières, après avoir végété pendant de longues années à exploiter des filons inclinés, très courts, à teneur rapidement décroissante, ont fini par s'apercevoir que, sous chaque filon superficiel épuisé, il y en avait plusieurs autres superposés suivant une direction parallèle [1]. Dans ces conditions et en présence de ces faits sur lesquels l'optimisme humain, surtout quand il s'agit d'or, fonde habituellement des espérances démesurées, on peut poser en principe qu'une entreprise minière cède le plus souvent à la tentation de s'établir partout où quelques chances de succès se présentent et, une fois établie, de pousser son exploitation, malgré l'élévation progressive de ses frais moyens, jusqu'aux limites les plus extrêmes de ses ressources en minerai et en capital. Il suffit d'ailleurs, pour vérifier expérimentalement cette déduction, d'observer le petit nombre d'entreprises de mines d'or qui donnent des dividendes; ainsi, au Transvaal, où l'exploitation est de date récente, où la distribution de l'or dans les gisements est remarquablement régulière, où, par conséquent, la loi de la teneur décroissante n'a pu exercer jusqu'ici qu'une influence négligeable, un quart des mines, tout au plus, paient des dividendes réguliers et le bénéfice net total de l'exploitation en 1899, à la veille de la guerre, c'est-à-dire à l'époque la plus brillante de son histoire, à l'époque aussi où les procédés techniques ont atteint le plus haut degré de perfection, ne représente guère plus de 3 0/0 des cinq milliards de capitaux qui y sont consacrés [2]. Si on pouvait faire le même calcul pour l'ensemble des régions productrices du monde, on aboutirait à un résultat beaucoup moins favorable, et, peut-être, verrait-on que la rémunération moyenne du total

[1] Faribault, *The Gold measures of Nova Scotia and Deep. Mining*. Ottava, 1899, Hauser, *loc. cit.*, p. 163.

[2] Nous nous sommes basé pour faire ce calcul sur les données fournies par la Chambre des mines, et par Sir Percy Fitzpatrick président de la Rand mine, qui a établi qu'en 1899 le bénéfice net total de l'industrie minière au Transvaal avait été de 41,4 0/0 de l'or produit, soit par conséquent, la production ayant été de 377 millions de francs, 3 fr. 09 0/0. Cf. Théry, *Condition de l'exploitation minière au Transvaal*, p. 6. Il est vrai que les 5 milliards dont nous parlons représentent une majoration considérable du capital initial, due précisément à l'importance des dividendes distribués ; mais le fait que, dans une industrie aussi aléatoire, l'augmentation de valeur des actions a pu réduire le taux du dividende à 3 0/0 est par lui-même très significatif.

Digitized by Google

des capitaux employés à la production de l'or ne s'écarte pas beaucoup de 0[1].

De là on peut conclure que si la réduction des frais de production de l'or, combinée avec la fixité du prix, a pu permettre à une minorité de capitalistes de réaliser des bénéfices élevés, son résultat économique général a été un élargissement du champ d'exploitation, proportionnel à la réduction des frais relatifs à chaque catégorie de minerai; les frais moyens, tels que nous les avons définis, diminuent donc peu, ou du moins, leur diminution, quand elle se produit, ne peut être durable; elle est en quelque sorte neutralisée par l'extension de la production, le déplacement de la limite d'exploitabilité.

IV

Ainsi quand nous envisageons, dans leur ensemble, les effets produits à l'égard de l'industrie aurifère par l'évolution de son organisation technique, économique et financière, nous voyons qu'ils peuvent se résumer en un seul : l'augmentation de sa puissance productive grâce à laquelle il a été possible d'exploiter avec une rapidité croissante une quantité toujours plus grande de minerai qui, autrefois, eût échappé à nos prises. L'industrie aurifère, ramenée aujourd'hui aux moyens d'action dont elle disposait en 1850 ou 1860, traverserait en ce moment, faute de matière première exploitable, une crise aiguë qui n'aurait cessé de s'accentuer depuis trente ans. Réduite à n'exploiter que les placers superficiels, dans l'impossibilité matérielle d'aborder le minerai de filon, le regain d'activité que lui avait donné en 1850 la découverte des placers californiens et australiens, serait, depuis longtemps, neutralisé par l'épuisement des champs d'or les plus accessibles. Les gisements de l'Australie de l'ouest et du Transvaal ne lui donneraient presque rien et seraient peut-être complè-

[1] La rémunération moyenne dont bénéficient l'*ensemble* des capitaux employés par les industries, quelles qu'elles soient, est d'ailleurs plus faible qu'on ne le croit généralement, mais dans l'industrie aurifère, qui est par excellence une industrie de spéculation, le taux moyen est beaucoup moins élevé encore; nous verrons plus loin qu'en Australie sur 200 mines constituées, 3 ou 4 tout au plus sont susceptibles d'une exploitation lucrative.

Digitized by Google

tement inconnus, ceux du Yukon seraient ignorés ou abandonnés, et la production, réduite à cent cinquante ou deux cents millions par an, décroîtrait rapidement chaque année. Au contraire, grâce aux transformations que nous avons décrites, l'industrie aurifère est en état d'exploiter tous les gisements importants, quelles que soient les difficultés d'extraction et de traitement et elle a pu ainsi donner à sa production une extension extraordinaire, dont nous allons mesurer la portée en étudiant, dans les statistiques mondiales ses résultats généraux.

Digitized by Google

CHAPITRE II

Les résultats généraux de la production de l'or.

Le but que nous poursuivons en ce moment est d'établir les résultats de la production de l'or dans la période moderne, c'est-à-dire principalement depuis 1875. Cette date est intéressante pour nous à un double titre : elle marque le point de départ, tout à la fois, des transformations techniques, qui ont amené un si large développement de l'industrie aurifère et du changement si considérable qui s'est produit dans le rapport des valeurs de l'or et de l'argent, phénomènes dont on ne peut apprécier la nature et les causes qu'en suivant pas à pas la marche de la production. Toutefois, comme il est nécessaire, pour l'étude des questions monétaires contemporaines, de connaître aussi exactement que possible la quantité de métal précieux dont nous disposons aujourd'hui et comme une telle connaissance ne peut être fondée que sur l'étude des statistiques les plus anciennes, nous nous efforcerons d'établir aussi brièvement que possible les résultats généraux obtenus depuis la découverte de l'Amérique, sauf à n'insister que sur la période moderne, dont la production, d'ailleurs, sera d'autant mieux appréciée qu'elle sera jugée par comparaison avec celle du passé.

Sans insister sur les documents historiques nombreux, quoique malheureusement trop peu précis, dont nous disposons pour établir les résultats de la production antérieurement au XIXe siècle et même celle de sa première moitié, nous nous contenterons de renvoyer pour cela à un ouvrage classique où la critique des sources a été faite avec une précision qu'il paraît difficile de dépasser : les « Materialien » de Sœtbeer. Pour la période moderne, nous disposons de statistiques officielles dressées par les administrations des monnaies de différents pays. Ces statistiques,

Digitized by Google

en tant qu'elles se réfèrent à la production ancienne pour la rappeler, ont été dressées à l'aide de différents ouvrages historiques, particulièrement celui de Sœtbeer. Quant à la production moderne, elles l'établissent annuellement en centralisant des documents divers, les uns officiels, les autres privés, fournis par les gouvernements ou les sociétés productrices. Nous citerons, parmi elles, la statistique de l'administration des monnaies des États-Unis, la statistique australienne dressée par le Statistical Branch du Registrar general's office de Perth et la statistique française. Les deux premières sont établies à l'aide de documents distincts, quoique souvent puisés à des sources communes. Quant à la statistique française, elle est établie soit à l'aide des Materialien de Sœtbeer, pour la période antérieure à 1884 principalement, soit à l'aide de la statistique américaine pour la période moderne, soit enfin, pour les résultats les plus récents qui ne sont encore fixés que provisoirement, à l'aide de diverses publications périodiques. Les documents dont nous ferons usage n'émanent donc, en réalité, relativement à la période moderne tout au moins, que de deux sources principales : la source américaine et la source australienne[1].

Quand on compare ces deux statistiques, on constate entre elles des différences sensibles, dont les causes sont, d'ailleurs, bien connues. Elles tiennent toutes à l'insuffisance, au défaut de précision, à l'inexactitude, souvent aux contradictions des documents originaux qui ont été mis en œuvre. Abstraction faite de l'imperfection des documents anciens, qu'il faut attribuer à la mise en pratique relativement récente de la part des gouvernements de la méthode statistique, on relève, dans les documents modernes, des erreurs ou des contradictions qui tiennent principalement à la haute valeur de l'or par rapport à son volume, à la facilité de le dissimuler qui en est la conséquence et aux intérêts divers, qui poussent les producteurs tantôt à exagérer le chiffre de leur production, tantôt à le restreindre. C'est ainsi, par exemple, que les statistiques relatives à la Guyane française

1 Il y a aussi une statistique de l'administration française des mines, annexée à la statistique de l'industrie minérale en France et en Algérie. Nous la laissons de côté parce qu'elle est moins complète que les précédentes ; on la trouve reproduite dans le rapport de l'administration des monnaies et médailles de M. Arnauné, 1904, p. 349.

Digitized by Google

donnent des résultats inférieurs à la production réelle, tandis que les statistiques relatives à la Guyane hollandaise, donnent des résultats supérieurs, parce que, dans ces deux derniers pays, les droits de sortie sur l'or étant moins élevés qu'en Guyane française, on exporte, en même temps que la production indigène, une partie de la production française et hollandaise. Inversement les statistiques de chaque pays, sous l'influence de l'esprit de rivalité qui anime les unes à l'égard des autres les différentes régions productrices, ont une tendance marquée à exagérer le chiffre de la production nationale par rapport à celui de la production étrangère. Enfin on peut ajouter que la plupart des statistiques contiennent des chiffres inférieurs à ceux de la production réelle, parce qu'elles ne tiennent pas compte de la quantité d'or, très variable suivant les régions, qui est détourné par les ouvriers, ou extrait par des orpailleurs clandestins[1]. Aux causes d'erreurs qui résultent de la difficulté de connaître le chiffre exact de la production, viennent s'en joindre d'autres résultant d'un défaut de précision ou de méthode dans l'expression des chiffres connus. Par exemple, certaines statistiques locales ne distinguent pas le minerai extrait du minerai importé, ce qui conduit tantôt à des omissions, tantôt à de doubles emplois. C'est par l'effet d'une erreur de ce genre que les statistiques allemandes mentionnent jusqu'en 1896 une production indigène de plusieurs milliers de kilogrammes, alors qu'elle n'est en réalité que d'une centaine. La même erreur a été commise pour l'Autriche-Hongrie[2]. D'autres fois, l'interprétation des statistiques locales est rendue difficile ou même impossible par l'emploi de dénominations dont la signification est mal connue ou variable suivant les régions. C'est ainsi que la tonne dont il est question dans les statistiques des compagnies vaut tantôt 2.000 livres, et tantôt 2.240, qu'au lieu d'établir toutes les statistiques en or fin, valant 85 sh. par once, on les établit parfois en or brut dont la valeur oscille entre 20 sh. et 75 sh.[3].

[1] En Sibérie, la proportion de l'or volé est considérable, elle atteint parfois 20 ou 30 0/0. Les diverses statistiques sibériennes sont d'ailleurs remarquables par leurs contradictions. Pour 1895, par exemple, la monnaie de Saint-Pétersbourg accuse une production de 43.742 kilogr., et le bulletin de statistique russe 36.150 seulement. Cet exemple est l'un des plus remarquables, mais il n'est pas isolé.

[2] Arnauné, *loc. cit.*, 1903, p. 305.

[3] Curle, 349 et suiv.

Digitized by Google

Telles sont les principales causes d'erreur qui, jointes parfois à la négligence, vicient les documents originaux à l'aide desquels sont établies les statistiques officielles, et expliquent les différences sensibles qu'on constate entre elles. Ces divergences montrent que les statistiques de la production de l'or, dont nous aurons à faire usage, ne sauraient avoir qu'une valeur tout approximative et qu'il serait téméraire de vouloir fonder sur elles des inductions impliquant de leur part une exactitude mathématique. Toutefois, leur valeur scientifique, ainsi restreinte, ne saurait être mise en doute. Il suffit, pour la faire apparaître, et en même temps mesurer les limites de la précision à laquelle on peut atteindre en pareille matière, de comparer les statistiques australiennes avec les statistiques de la monnaie américaine, qui ont été construites avec des documents différents ou avec des documents identiques critiqués par des personnes différentes. On s'aperçoit immédiatement que l'écart qui les sépare est en général faible; c'est ainsi que la statistique américaine évalue la production mondiale de 1891 à 1900, à 10.889.000.000 de francs, tandis que la statistique australienne l'évalue à 426.925.000 livres sterling, c'est-à-dire environ : 10.670.000.000 de francs[1]. Surtout, on est frappé par le parallélisme des variations de la production que constatent les deux statistiques, phénomène qui s'explique d'ailleurs par le caractère relativement constant des erreurs dont les documents sont entachés. Si l'on dressait à l'aide de la statistique australienne et de la statistique américaine deux courbes de la production de l'or, ces courbes seraient sensiblement parallèles. De là on peut conclure que les statistiques monétaires dont nous disposons nous donnent de la réalité une image qui, sans être absolument précise, est cependant assez juste pour servir de base à une étude scientifique des phénomènes monétaires.

Nous ne saurions prétendre refaire ici la critique des documents originaux qui ont servi à établir les statistiques dont nous venons de parler. Une pareille œuvre, en raison de la nécessité qu'impose son exécution de rassembler des documents très nombreux et très variés, d'organiser des enquêtes, etc., ne peut être que le fruit d'une organisation collective ayant plus ou

[1] Cf. *Bulletin de statist.*, 1902, t. I, p. 466, et Arnauné, *loc. cit.*, 1903, p. 301.

Digitized by Google

moins le caractère officiel. Nous sommes donc obligés de considérer comme documents originaux la statistique américaine, la statistique australienne, la statistique française, et aussi les statistiques officielles de production nationale publiées par les pays producteurs d'or[1]. Nous croyons que ces documents sont à des degrés divers dignes de confiance, mais nous n'hésitons pas à donner la préférence, toutes les fois que nous le pouvons, à la statistique américaine. Elle est, en effet, le produit d'enquêtes annuelles approfondies menées par une administration dont l'expérience est aujourd'hui éprouvée et dont la bonne organisation, universellement appréciée[2], nous offre les plus sérieuses garanties d'exactitude. Toutefois comme cette statistique américaine est reproduite par la statistique française de la monnaie qui donne les chiffres de production en kilogrammes et en francs, c'est, en dernière analyse, à celle-ci que nous nous référons, sauf à emprunter aux documents précités les indications qu'elle ne contiendrait pas.

Laissant de côté la période antérieure à la découverte de l'Amérique, dont la production est mal connue et ne présente d'ailleurs aucun intérêt au point de vue de l'étude des questions monétaires contemporaines, nous admettrons, avec le plus grand nombre des historiens, que l'or existant en 1493 représentait une valeur de trois ou quatre cents millions de francs et nous rechercherons de combien cette valeur s'est accrue depuis cette époque en envisageant successivement trois périodes : la première qui va de 1493 à 1850, la seconde de 1850 à 1875, et la troisième de 1875 à 1903.

Pour la première période la statistique française nous donne les résultats suivants en moyennes annuelles[3].

[1] Un bon nombre des statistiques de cette dernière catégorie sont reproduites par M. Arnauné dans son rapport annuel. Cf. 1904, *passim*.

[2] M. Arnauné admet également que la statistique américaine constitue pour la production des métaux précieux le document le plus précis, *loc. cit.*, 1903, p. xxv.

[3] Ces statistiques ont été dressées à l'aide des travaux de Sœtbeer, d'Alexandre de Humboldt et de la statistique américaine, en prenant pour base une valeur de 3.444 fr. 44 par kilogramme. Cf. Arnauné, *loc. cit.*, 1904, p. 343.

Digitized by Google

ANNÉES.	POIDS en kilog.	VALEUR en millions de francs.
1493-1520	5.800	20 0
1521-1544	7.160	24 7
1545-1560	8.510	29 3
1561-1580	6.840	23 6
1581-1600	7.380	25 4
1601-1620	8.520	29 3
1621-1640	8.300	28 5
1641-1660	8.770	30 2
1661-1680	9.260	31 9
1681-1700	10.765	37 1
1701-1720	12.820	44 1
1721-1740	19.080	65 7
1741-1760	24.610	84 8
1761-1780	20.705	71 3
1781-1800	17.790	61 3
1801-1810	17.778	61 2
1811-1820	11.445	30 4
1821-1830	14.216	49 0
1831-1840	20.289	70 0
1841-1850	54.759	188 6

Cette production pour 358 années représente un poids de 4.752.070 kilogrammes et une valeur de 16.367.600.000 francs. Très faible par comparaison avec la production moderne, elle marque cependant déjà un progrès considérable dû à la découverte des mines d'or d'Amérique et malgré un léger fléchissement au commencement du XIXe siècle, la progression, au cours de cette période, n'a cessé de s'accentuer d'un siècle à l'autre. Dans la dernière fraction décennale de la période, la production, sous l'influence de la mise en exploitation des gisements californiens et australiens, s'élève brusquement de 20.289 kilogrammes à 54.759. C'est le point de départ de l'ère de prospérité qui va de 1850 à 1875 et qui précède la grande expansion de la fin du XIXe siècle. Les résultats ont été les suivants en moyennes annuelles[1].

ANNÉES.	POIDS en kilog.	VALEUR en millions de francs.
1851-1855	199.388	686 7
1856-1860	201.750	694 9
1861-1865	185.057	637 4
1866-1870	195.026	671 7
1871-1875	173.904	599 0

[1] Arnauné, *loc. cit.*, p. 344.

Digitized by Google

La production totale pour ces vingt-cinq années est de 4.775.625 kilogrammes représentant une valeur de 16.448.500.000 francs due principalement aux mines des États-Unis et à celles d'Australie. Ce n'est pas encore l'âge de la grande industrie aurifère ou, du moins, elle ne s'organise encore qu'exceptionnellement, mais les méthodes commencent à s'améliorer : on pénètre plus profondement dans les placers ; on s'attaque parfois à l'or de filon et surtout, à mesure que les gisements exploités s'épuisent, des découvertes nouvelles, en Australie et aux États-Unis principalement, permettent, non seulement de combler les vides, mais même d'accroître la production. Aussi la progression est-elle remarquable : la moyenne annuelle, qui de 1841 à 1850 n'était que de 54.759 kilogrammes, s'élève de 1851 à 1875 jusqu'à 201.000 kilogrammes ; on produit plus d'or dans ces vingt-cinq ans que dans les 358 années qui avaient précédé.

A partir de 1876, point de départ de la production moderne, la progression s'accentue encore et prend une allure véritablement extraordinaire. Deux causes y ont contribué : la constitution de la grande industrie aurifère, avec les améliorations d'ordre technique et financier qu'elle comporte, qui ont permis de tirer un meilleur parti des gisements déjà connus et en second lieu la découverte au Transvaal en 1887, dans l'Australie de l'Ouest en 1892, sur le territoire du Yukon en 1896, de gisements nouveaux, dont les deux premiers, tout au moins, dépassent par leur richesse tout ce qu'on aurait pu imaginer jusque-là. Nous ne parlons pas de beaucoup d'autres gisements de moindre importance, mis en exploitation depuis trente ans, qui, par leur nombre, ont contribué dans des proportions notables à augmenter la production. Sous l'influence de ces causes la production annuelle a donné depuis 1876 les résultats suivants[1] :

[1] Arnauné, p. 345. — Ces résultats sont, sans exception, empruntés à la direction des monnaies des États-Unis.

Digitized by Google

ANNÉES.	POIDS en kilog.	VALEUR en millions de francs.
1876	156.028	537 4
1877	171.446	590 5
1878	179.188	617 2
1879	163.669	563 7
1880	160.146	551 6
TOTAL	830.477	2.860 4
1881	155.009	533 9
1882	153.465	528 6
1883	143.533	494 4
1884	153.063	527 2
1885	163.153	562 0
TOTAL	768.223	2.646 1
1886	159.735	550 2
1887	159.150	548 2
1888	165.803	571 1
1889	185.809	640 0
1890	178.821	615 9
TOTAL	849.318	2.925 4
1891	196.586	677 1
1892	220.653	760 0
1893	236.974	816 2
1894	272.598	938 9
1895	299.072	1.030 1
TOTAL	1.225.883	4.222 3
1896	304.309	1.048 2
1897	355.212	1.223 5
1898	431.656	1.486 8
1899	461.515	1.589 6
1900	383.049	1.319 2
TOTAL	1.935.741	6.667 3
1901	394.962	1.360 2
1902	445.215	1.533 6
1903	494.368	1.702 8
TOTAUX généraux	6.944.187	24.918 1

Ainsi de 1876 à 1903 la production annuelle a plus que triplé; elle dépasse en 1903 le chiffre impressionnant de 1.700.000.000 de francs, et cela bien que la production du Transvaal entravée

Digitized by Google

par la guerre sud-africaine ne soit pas encore remontée au niveau normal. La production totale de cette période de 27 années représente une valeur de près de 25 milliards, tandis que la production des 25 années précédentes n'en représentait que 16 et demi et celle de 358 années antérieures, un chiffre un peu moins élevé encore, 16.367.600.000. — En réunissant les totaux obtenus pour ces trois périodes, nous constatons que la production de l'or de 1493 à 1903 a été de 16.471.888 kilogrammes valant ensemble *56.734.200.000 francs*. Quel a été dans cette production colossale le rôle de différents centres miniers? Qu'ont-ils produit dans le passé et que produiront-ils dans l'avenir? C'est ce qui nous reste à rechercher.

Digitized by Google

CHAPITRE III

L'état de la production et les perspectives d'avenir dans les principaux centres miniers.

Pour résoudre les questions qui forment l'objet de cette étude, il ne suffit pas d'être fixé sur le chiffre actuel de la production et la quantité d'or accumulée par elle, il faut encore, autant qu'on le peut, se faire une idée de la production future, de la proportion selon laquelle le stock de métal existant se trouvera accru dans le délai de trente ou quarante ans. Il est clair que nous passons ici du domaine de la certitude, au moins approximative, dans celui de l'hypothèse et que nous ne pouvons plus formuler que des probabilités. Toutefois les éléments susceptibles de servir de base à nos prévisions doivent être séparés avec soin en deux catégories : les uns qui échappent presque complètement à nos prises, qui appartiennent au domaine de l'imagination plutôt qu'à celui de la science et qui à ce titre ne peuvent être accueillis qu'avec les plus expresses réserves ; les autres, au contraire, que nous pouvons soumettre à une critique précise et qui peuvent faire l'objet d'une étude scientifique. Dans la première catégorie nous rangeons les espérances plus ou moins fondées que permettent de concevoir les gisements encore inexplorés qu'on découvre ou qu'on croit découvrir chaque jour ; dans la deuxième nous plaçons les données fournies par l'étude des gisements connus, classés et dont la valeur a déjà été mise à l'épreuve de l'expérience par un commencement d'exploitation. C'est à ces éléments que nous limiterons nos recherches et c'est la préoccupation de les mettre en lumière qui dominera l'étude à laquelle nous allons nous livrer.

Les progrès de l'organisation technique et économique de l'industrie aurifère, joints à l'extension de la civilisation et à

Digitized by Google

l'exploitation des terres nouvelles qui en a été la conséquence, ont multiplié dans des proportions tout à fait imprévues les pays, autrefois si rares, où le minerai d'or est susceptible d'exploitation lucrative. La statistique monétaire française de 1904 n'en mentionne pas moins de trente-cinq[1] parmi lesquels un assez grand nombre méritent d'être pris en considération soit en raison de leur production actuelle, soit en raison des espérances qu'ils permettent de concevoir. Abstraction faite de notre vieille Europe, dont le sol, depuis longtemps épuisé, n'apporterait qu'un appoint négligeable à la production moderne, si l'industrie aurifère russe n'en relevait légèrement la statistique, tous les continents sont producteurs d'or. On l'exploite dans sept régions ou États australiens, dans quinze pays d'Amérique, parmi lesquels les États-Unis qui comptent aujourd'hui vingt-sept états producteurs. L'Asie, dont les richesses minières sont à peine effleurées, est déjà représentée dans la statistique par sept régions productrices et enfin toute la partie sud de l'Afrique se couvre d'exploitations. Nous ne pouvons songer à étudier par le détail, les unes après les autres, toutes ces régions minières; mais cinq d'entre elles : la Sibérie, l'Australie, les États-Unis, le Canada et le Transvaal présentent pour nous, à un double point de vue, un intérêt particulier, qui doit nous déterminer à concentrer sur elles notre attention. D'abord, leur production actuelle réunie représente à elle seule environ un milliard 1/2 soit 85 à 90 0/0 de la production totale et c'est par conséquent de son progrès ou de son ralentissement que dépend la production future. Nous avons, en outre, en les étudiant, l'avantage d'observer l'industrie aurifère à différentes étapes de l'évolution qu'elle a parcourue ou parcourt en ce moment, dans la mesure où les circonstances locales le lui permettent, pour aller de la petite industrie individuelle, à la grande industrie collective et concentrée. A peine esquissée en Sibérie, cette évolution, sans être encore généralisée en Australie, y est marquée moins par la concentration que par un haut degré de perfection technique dans les principales mines; elle s'affirme aux États-Unis et au Canada, où elle est plus généralisée déjà qu'en Australie, par une égale perfection dans les procédés d'exploita-

[1] La production de l'or émane aujourd'hui pour les 7/8 de pays où l'on parle la langue anglaise. Curle, *loc. cit.*, p. 4.

Digitized by Google

tion et une concentration plus avancée. Enfin en se généralisant pleinement au Transvaal, elle y a atteint, aussi bien au point de vue de la perfection technique que de la concentration qui y est poussée jusqu'au trust, la dernière étape à laquelle elle semble pouvoir jamais parvenir, là ou ailleurs.

I

L'empire russe est un des plus grands producteurs d'or du monde; toutefois, abstraction faite de quelques dépôts en Finlande, de gisements importants mais peu exploités encore dans l'Oural, c'est à la Sibérie qu'il doit cet avantage. La Sibérie, en effet, est, comme on l'a dit très exactement, toute saupoudrée d'or[1] qu'on trouve soit sous forme de filons à peine effleurés, soit surtout sous forme de placers très nombreux et riches. L'exploitation du minerai y a commencé dès le XVIIIe siècle dans la région de l'Altaï, elle s'est étendue progressivement du Sud-Ouest au Nord-Est, aux placers du bassin de l'Yenisseï, du Vitim, de l'Olekma, de la Léna, de l'Amour, de l'Angoum et va aujourd'hui jusqu'au Kamtchatka. Elle se répartit entre douze districts miniers, dont les plus importants sont : celui de la Léna, occupé par trois compagnies qui produisent environ 8 à 9.000 kilogr. par an, celui de l'Amour, occupé par la riche compagnie de la Zeia, et enfin celui de l'Yenisseï. Les districts miniers comprennent ensemble 700 exploitations, dont plusieurs appartiennent à l'empereur. Ils occupent environ 50.000 ouvriers[2].

Mais les progrès techniques de l'industrie aurifère sibérienne sont loin d'aller de pair avec son extension. Elle en est, presque partout, réduite aux méthodes de la petite industrie primitive, ou tout au plus de la moyenne industrie, c'est-à-dire la batée, l'auge sibérienne, le sluice très court et, le plus souvent, sans mercure. Aussi n'exploite-t-elle que des placers et encore se

[1] Gournay, *Économiste français*, 10 juin 1897.

[2] Ces ouvriers ont été autrefois très misérables; ils ont été victimes de graves abus; mais leur sort s'est amélioré. Ils reçoivent aujourd'hui, avec le chauffage, la nourriture et le logement, un salaire quotidien qui varie entre 60 et 83 kopeks pour un travail de 12 heures. Leur sort est donc bien préférable à celui des paysans russes soumis au régime du mir. Cf. Levat, *L'or en Sibérie orientale*, p. 163.

Digitized by Google

limite-t-elle trop souvent aux parties les plus riches, recouvrant les autres de résidus dont l'accumulation prépare à l'exploitation de l'avenir de grosses difficultés. Quant aux résultats du traitement, ils sont des plus médiocres : on abandonne plusieurs décigrammes d'or par tonne dans les résidus.

Malgré le caractère rétrograde de ces procédés, l'industrie aurifère sibérienne, grâce à son extension, a pu fournir une production considérable qui s'est élevée de 262 kilogr. en 1814, à 43.478 kilogr. en 1895. Toutefois, depuis cette époque, bien que les entreprises n'aient cessé de s'accroître, sa production demeure dans un état stationnaire ou même décroissant, ainsi qu'on peut s'en convaincre par la statistique suivante, qui donne en kilogrammes d'or fin la production de la Russie tout entière, maïs où la production russe ne figure que dans la proportion de 20 0/0[1].

1895	43.478
1896	32.405
1897	34.977
1898	38.313
1899	34.203
1900	30.312
1901	34.382
1902	33.905
1903	37.063[2]

On voit par là que si la production générale de la Sibérie ne réussit qu'à se maintenir péniblement au niveau atteint depuis dix ans, malgré l'augmentation du nombre des entreprises, cela doit venir, évidemment de ce que la production particulière d'un grand nombre d'entre elles tend à s'amoindrir et il en est ainsi en effet. La crise existe à l'état latent : la teneur décroissante du minerai, jointe à la difficulté grandissante de l'exploiter dans les entreprises anciennes, diminue en même temps leur production et leurs bénéfices; le mal, pour être dissimulé par la mise en exploitation de placers nouveaux, n'en est pas moins réel. Que

[1] Cf. Arnauné, *loc. cit.*, 1904, p. 285. Il est à remarquer que malgré le résultat encore faible de la production russe proprement dite, les méthodes sont en général meilleures dans ce pays qu'en Sibérie, mais l'organisation de l'industrie aurifère y est très récente; les entreprises n'ont pas encore eu le temps de se développer.

[2] D'après l'*Engineering and Mining Journal* de New-York, la production a été pour 1904 de 32.922 kilos.

Digitized by Google

faut-il conclure de là relativement à la production future? Devons-nous nous attendre, dans quelques années, quand tous les placers auront été exploités ou du moins effleurés, à voir la production décroître rapidement?

Il en serait ainsi si le minerai était épuisé. Mais telle n'est pas la véritable cause de l'état stationnaire de la production sibérienne. Cette cause réside non dans l'insuffisance de la matière première, qui est riche et si abondante qu'un quart à peine des placers connus ont été jusqu'ici exploités[1], mais dans l'insuffisance des moyens d'exploitation, la survivance des méthodes défectueuses, en un mot, les obstacles qui gênent l'établissement de la grande industrie. Parmi ces obstacles, il en existe bien qui sont indestructibles, telle est, par exemple, la rigueur du climat, qui limite la durée du travail à cent ou à cent vingt jours par an[2], la situation des placers en terrain plat et humide, qui ne permet pas de recourir à l'emploi rapide et économique du procédé hydraulique et suscite, soit pour l'extraction du minerai, soit pour son traitement, de graves difficultés[3], la dissémination du minerai sur d'immenses étendues de terrains, qui, si elle n'entrave pas d'une façon absolue l'établissement de la grande industrie, ne le favorise pas non plus. On ne trouve nulle part, en Sibérie, ces énormes accumulations d'or qui, par leur influence magique, ont pu, en quelques années, éveiller la vie économique dans les solitudes désolées de l'Australie de l'Ouest et du Transvaal. Mais de ce que l'industrie aurifère sibérienne comme celle de la Guyane, de Madagascar, du Mexique, de beaucoup d'autres pays, n'a pas une vitalité suffisante pour transformer son milieu et l'adapter à ses besoins, il n'en résulte pas qu'elle ne puisse progresser dans un milieu plus favorable. Or, précisément,

[1] Les trois autres quarts sont presque entièrement concédés à des compagnies qui les accaparent sans en tirer parti. Ce sont là des abus qui appellent un changement de législation. L'impôt au lieu de frapper presque exclusivement l'or produit devrait frapper les surfaces concédées.

[2] Le thermomètre en hiver descend à 30 ou 40 degrés centigrades au-dessous de zéro. Les mines sont situées, en effet, dans la région où la température est particulièrement rigoureuse, la zône des forêts et celle des toundras.

[3] Les placers sont souvent enfouis sous une couche de terre gelée de 3 ou 4 mètres d'épaisseur. Les travaux d'assèchement et boisage sont particulièrement difficiles...

Digitized by Google

des causes diverses tendent de nos jours à améliorer le milieu dans lequel elle se développe. Ces causes peuvent se résumer en une seule : c'est le progrès économique général et plus spécialement celui de la colonisation russe en Sibérie, qui s'opère avec une certaine lenteur, mais aussi avec régularité. L'industrie aurifère sibérienne s'est organisée dans des régions désertes et incultes, où elle a dû transporter au prix des plus lourds sacrifices le matériel d'exploitation, les moyens de subsistance et jusqu'aux ouvriers ; à l'heure actuelle encore, elle paie pour certains transports à dos de chameau ou de cheval jusqu'à 400 francs par tonne et par kilomètre[1]. Dans ces conditions, comment pourrait-elle faire usage du matériel lourd et compliqué qu'exige l'emploi des méthodes modernes? Mais le progrès de la colonisation, dans un avenir plus ou moins éloigné, lui fournira, à proximité des mines, ou du moins à une moindre distance, les moyens de subsistance et les ouvriers. Il lui donnera aussi des voies de communication rapides et économiques comme le Transsibérien qui, après avoir entravé le recrutement de la main-d'œuvre dans les mines, commence aujourd'hui à le favoriser et le favorisera bien davantage quand la guerre avec le Japon sera terminée.

En même temps que le progrès économique fera disparaître les obstacles d'ordre matériel qui s'opposent au développement de la grande industrie aurifère, il en fera disparaître d'autres d'ordre psychologique et social non moins considérables. Nous voulons parler du défaut d'éducation économique des propriétaires de mines et de l'organisation vicieuse de leurs entreprises qui en est la conséquence. Actuellement les producteurs d'or sibériens sont groupés en petites sociétés fermées analogues à nos sociétés en commandite, qui portent le nom de « sociétés par compagnons ». Dans ces sociétés, qui fonctionnent sans capital social, les associés versent chaque année entre les mains de l'un d'entre eux, chargé des fonctions d'administration et de direction[2], une certaine somme destinée à servir de fonds de rou-

[1] Il faut ajouter que, les animaux devant transporter leur nourriture, la force utilisable qu'ils fournissent décroît en proportion de la distance.

[2] Les autres associés ne sont que des bailleurs de fonds ayant droit au remboursement de leur apport avec une partie des bénéfices.

Digitized by Google

lement et qui doit être reconstituée dans un seul cycle de production, soit dans le délai de 120 jours. Cette forme juridique des sociétés minières est certainement l'un des principaux obstacles au perfectionnement de l'industrie aurifère : outre, qu'en fait, les associés administrateurs négligent complètement de remplir leurs fonctions de surveillance et de contrôle[1] sur un personnel d'ailleurs mal choisi et ignorant[2], la nécessité de reconstituer annuellement les avances annuelles, rend absolument impossible l'emploi des machines et de tous les capitaux fixes dont l'amortissement se répartit sur plusieurs années. Ajoutons que ces sociétés sont, en fait[3], très fermées, et ne peuvent faire appel au crédit dans une mesure suffisante. Actuellement les capitalistes russes ne comprennent pas la nécessité d'adopter une organisation plus conforme aux besoins de la production, mais le jour où le développement normal de la Russie fera apparaître à côté de l'agriculture la grande industrie commerciale manufacturière et minière, un état d'esprit nouveau naîtra qui donnera enfin l'essor à la production de l'or[4].

On ne doit donc pas désespérer de l'avenir de l'industrie aurifère sibérienne. Elle porte aujourd'hui le poids d'un régime économique à évolution lente, contre lequel la constitution de son minerai ne lui permet pas de réagir avec une énergie suffisante. Mais, tôt ou tard, les esprits et le milieu se modifieront; on exploitera l'or de filon jusqu'ici négligé; on reviendra aux placers abandonnés, aux résidus déjà traités, comme on le fait aujourd'hui en Californie; on abordera les placers nouveaux dont un si grand nombre ne sont encore que délimités et la production aurifère sibérienne reprendra sa marche ascensionnelle.

[1] M. Levat au cours d'un voyage qu'il a fait en Sibérie n'a rencontré qu'un seul administrateur sur les placers. Cf. *loc. cit.*, p. 294.

[2] Ce personnel est rebelle à toutes les méthodes nouvelles; quand il les applique, il ne sait pas les *adapter;* de là des insuccès qui fortifient la routine : c'est ce qui est arrivé pour l'emploi du sluice.

[3] Théoriquement les parts d'associés sont négociables, mais, en raison du droit de préemption qui appartient aux membres de la société, elles circulent peu et se concentrent le plus souvent dans une famille.

[4] L'industrie aurifère russe a été débarrassée en 1901 d'une lourde gêne : l'obligation de livrer l'or aux usines de l'état à Tomsk, Irkoutsk, etc. Loi du 12 mars 1901.

Digitized by Google

II

En passant de Sibérie en Australasie, nous arrivons dans une région où les difficultés d'organisation inhérentes au milieu, quoique très différentes de celles que nous venons de signaler, n'étaient cependant pas moindres pour l'industrie aurifère, mais où, en raison de la constitution du minerai, du milieu social, et de l'éducation économique des propriétaires de mines, l'évolution de la production, bien qu'encore inachevée a été cependant beaucoup plus rapide qu'en Sibérie. Le point de départ de la production de l'or en Australasie remonte à 1850[1]. Depuis cette époque jusqu'en 1892 date de la découverte des mines de l'ouest australien, elle n'a cessé de s'étendre à des régions nouvelles. A l'heure actuelle elle a envahi le continent tout entier. — Dans la Nouvelle-Galles du Sud, elle est organisée sur 82 champs d'or occupant une superficie de 11.000 kilomètres carrés. Dans l'État de Victoria, trois veines d'une étendue considérable, réparties entre les districts miniers d'Ararat, Ballarat, Maryborough, Beechworth, Rutherglen, etc., sont exploitées par plus de 600 compagnies minières. Dans le Queensland, 25 champs d'or sont en activité. Chacun d'eux n'a guère que quelques milles carrés de superficie, mais certains comme ceux de Gympie, Mount Morgan, Ravenswood, Charters Towers, etc., sont particulièrement riches en métal précieux. Enfin, dans l'Australie de l'ouest l'industrie aurifère dispose de 19 champs d'or dont la superficie totale est égale à deux fois celle de la France et dont certains comme ceux de Kimberley, Murchison, Coolgardie, East Coolgardie, North Coolgardie, Mount Margaret, etc., passent aux yeux de certaines personnes pour les plus riches du monde, ou ne peuvent être mis du moins en comparaison qu'avec ceux du Transvaal. A côté de ces régions minières, dont la richesse est tout à fait exceptionnelle, il en existe d'autres dans la Nouvelle-Zélande, l'Australie du Sud, la Tasmanie, la Nouvelle-Guinée dont l'importance quoique moindre n'est nullement négligeable.

L'organisation de ces entreprises minières s'est heurtée pres-

[1] Sur les débuts de l'exploitation, Cf. Levasseur, *La question de l'or*, *loc. cit.*, p. 59 et suiv.

Digitized by Google

que partout, spécialement dans l'Australie de l'ouest, à des difficultés considérables, dont nous avons déjà donné quelque idée et qui, par leur gravité, sont comparables à celles que nous avons signalées en Sibérie. Le chercheur d'or australien a eu à lutter contre la chaleur et la sécheresse, comme le chercheur d'or sibérien contre le froid et l'humidité. Dans les maisons de tôle ondulée où il vit le plus souvent, la température oscille entre 0° centigrade en hiver, et 45° en été. Presque partout l'eau lui a fait défaut; il l'a payée jusqu'à 5 francs les dix litres, et certaines compagnies la payent encore 30 centimes le litre. Enfin il a eu à souffrir de l'insuffisance ou de la rareté des voies de communication. En 1897, dans l'Australie de l'ouest, les transports pour certains champs d'or ne pouvaient encore se faire que par camions et coûtaient jusqu'à 250 francs par tonne et par kilomètre[1].

Toutefois, entre le milieu sibérien et le milieu australien il y a deux différences notables. D'abord le minerai australien, principalement dans l'ouest, est plus riche que le minerai sibérien, mais surtout il est moins disséminé; il se rencontre par masses compactes. On y trouve des pépites énormes comme le fameux « Welcome stranger » qui fut vendu 300.000 francs et dont la découverte, avec quelques autres du même genre, a exercé une influence déterminante sur le développement de l'industrie aurifère dans l'état de Victoria, de même qu'en 1892, l'aventure d'un nommé Bailey qui, parti presque seul pour les solitudes de l'Australie de l'Ouest, en revint avec sept millions, décida du sort de cette région. Encore aujourd'hui, malgré le développement de l'exploitation et la teneur décroissante qui commence à se faire sentir dans certaines régions, on rencontre partout des poches extraordinairement riches; la teneur moyenne elle-même est très élevée : celle du bon minerai varie entre trente et trente-neuf grammes par tonne[2]. La deuxième différence qui sépare le milieu sibérien du milieu australien, c'est le degré d'éducation économique des propriétaires, des directeurs et même des ouvriers des mines. Alors que le milieu sibérien est enlisé dans des traditions anciennes qui le

[1] Pierre Leroy-Beaulieu, *Les nouvelles Sociétés anglo-saxonnes*, p. 64.

[2] Le rendement moyen par tonne dans l'Australie de l'Ouest a été en 1902 de 84 sh. *Revue Sud-africaine*, mars 1904.

Digitized by Google

paralysent, le milieu australien qui se rapproche en cela de celui que nous rencontrerons bientôt aux États-Unis, est essentiellement favorable aux idées nouvelles; l'esprit commercial et industriel y est développé et les avantages de la grande production y sont connus et appréciés.

Sous l'influence de ces causes, et par l'effet d'actions et réactions réciproques, tendant, les unes à améliorer le milieu pour satisfaire aux besoins de l'industrie, les autres à élever l'industrie au niveau du milieu amélioré, celle-ci a rapidement évolué. Tout d'abord elle a eu à sa disposition et dès le début une main-d'œuvre abondante composée d'immigrants attirés par le bruit de la découverte de grosses pépites. Venus primitivement comme chercheurs d'or isolés, ils se sont ensuite présentés comme salariés des compagnies; cette affluence rapide de toute une population de travailleurs manuels, aux idées sociales très avancées, émigrés d'Écosse, d'Irlande et d'Angleterre[1], se superposant à la classe traditionaliste des squatters, contribua largement à développer en Australie, en même temps que des tendances démocratiques, un esprit novateur dont profita la grande industrie aurifère. — Parmi ces immigrants se trouvaient des Chinois; accueillis d'abord avec empressement par les propriétaires de mines, ils leur procuraient le bénéfice d'une main-d'œuvre active à bon marché. Depuis cette époque et pour les raisons que nous connaissons, ils ont comme de coutume excité contre eux l'hostilité des blancs. Dès 1881 on interdit l'immigration chinoise sous prétexte de petite vérole; on la limita ensuite en proportion du tonnage des navires; puis on établit une taxe d'immigration de 250 francs par tête. Enfin à partir de 1898 une prohibition formelle fut édictée; aujourd'hui la main-d'œuvre chinoise, écartée par les ouvriers blancs, ne joue plus dans les mines d'or qu'un rôle insignifiant. S'il reste dans le pays environ 43.000 Chinois contre lesquels l'hostilité croît au point de devenir inquiétante[2], à peine un millier sont occupés dans les mines, le plus grand nombre à traiter pour leur compte les résidus à la batée, mais on ne saurait nier qu'ils ont joué un

[1] Quelques-uns avaient pris part au mouvement chartiste de 1848.

[2] C'est donc à tort que les partisans de la main-d'œuvre jaune au Transvaal ont invoqué l'exemple de l'Australie pour montrer avec quelle facilité on peut se débarrasser des Chinois quand on n'en a plus besoin.

Digitized by Google

rôle utile dans la constitution de la grande industrie. Elle dispose aujourd'hui d'environ 100.000 ouvriers blancs dont le salaire varie entre 87 fr. 50 et 100 francs par semaine.

En même temps que l'industrie aurifère australienne attirait les travailleurs, elle éveillait la vie économique autour d'elle, contribuait au développement de l'agriculture soit indirectement en lui procurant des débouchés, soit même directement en lui fournissant de l'eau pour les irrigations[1]; elle déterminait aussi la création de diverses industries manufacturières, la fondation de villes, la construction de routes et de voies ferrées. Nous avons vu déjà comment elle a constitué un centre économique dans les déserts de l'Australie de l'Ouest. Elle a exercé une influence de même nature, quoique moins sensible, dans les autres régions australiennes. Des villes comme Sydney, dans la Nouvelle-Galles du Sud, Melbourne, Ballarat et Bendigo dans l'État de Victoria, etc. doivent leur origine ou tout au moins leur développement rapide à l'influence de l'industrie aurifère. Celle-ci, à son tour, a trouvé dans ces centres d'activité économique un point d'appui qui lui a permis de se transformer rapidement. Elle a modifié ses méthodes, mis en pratique les procédés techniques les plus perfectionnés, qu'elle a su parfois adapter aux particularités de son minerai avec beaucoup de sagacité[2]. Au point de vue financier elle a adopté la forme des sociétés par actions et fait appel avec succès aux capitaux du monde entier. La spéculation a même pris en Australie une importance tout à fait excessive; elle n'est nulle part plus désordonnée et plus malhonnête; sur deux cents mines « flottées » dont les actions acquièrent parfois à la Bourse une valeur considérable, trois ou quatre, tout au plus, sont susceptibles d'une exploitation lucrative[3]. — Cependant, malgré ces abus, des sociétés importantes et nombreuses ont été constituées pour l'exploitation des placers et surtout des filons. On en compte 600, de valeur très inégale d'ailleurs, dans l'État de Victoria, 250 dans le Queensland[4], etc.; on peut

[1] Il en a été ainsi tout particulièrement dans l'État de Victoria.

[2] Cf. Kuss, *Progrès récents de la métallurgie de l'or dans l'Australie occidentale* (*Bulletin trimestriel de la Société de l'industrie minérale*, 1902, p. 763).

[3] Curle, *loc. cit.*, p. 337 et 118 et suiv.

[4] Il y avait dans l'Australie de l'ouest en 1899, 32.994 pilons et 361 cuves de cyanuration.

Digitized by Google

citer, dans l'État de Victoria, la mine de South-German qui à la fin de 1900 avait traité 121.000 tonnes, et payé 326.000 livres de dividendes, dans le Queensland la grande mine de Mount-Morgan dont nous avons déjà parlé, et qui, nous le savons, est l'une des plus riches du monde, dans l'Australie de l'Ouest, les mines de Boulder-Perseverance qui produit mensuellement 1.638.000 francs, de Goldenhorseshoe qui produit 1.560.000 francs, de Great-Fingall, de Great-Boulder, d'Ivanhoe, et dans la Nouvelle-Zélande, la mine de Waihi.

Cependant si l'évolution de l'industrie aurifère en Australasie est beaucoup plus avancée qu'en Sibérie, elle n'y est ni généralisée ni achevée. Il existe dans presque toutes les régions minières, même dans l'Australie de l'Ouest, un très grand nombre d'entreprises privées de peu d'étendue où l'on met encore en pratique les méthodes de la petite industrie. Leur nombre est particulièrement grand dans la Nouvelle-Galles du Sud, dans l'État de Victoria, la Tasmanie, la Nouvelle-Guinée etc. et elles sont, au point de vue des procédés d'exploitation, en arrière de vingt ans[1]. Les compagnies elles-mêmes, si elles ont adopté les méthodes de la grande industrie, n'en sont pas encore au régime de la production concentrée. Les plus grandes mines, qui ailleurs s'étendent sur des centaines d'hectares, n'en occupent pas plus de cinq à dix, les plus importantes, au maximum quarante. Alors qu'aux États-Unis et au Transvaal il existe des batteries de plusieurs centaines de pilons, en Australie, abstraction faite de quelques grandes mines comme Mount Morgan, et d'autres situées surtout dans l'Australie de l'Ouest, on n'en trouve guère qui dépassent le chiffre de 45 pilons. Cet état de choses s'explique en partie par certaines dispositions des lois minières, en général peu favorables aux grandes concessions. Il tient aussi, dans certaines régions, par exemple dans l'État de Victoria, à ce que beaucoup de concessions ont été faites à des chercheurs d'or ou à des ouvriers des mines enrichis, qui n'ont pas les connaissances techniques suffisantes pour comprendre l'utilité des méthodes nouvelles et pour en organiser l'application, mais il s'explique principalement par l'irrégularité extraordinaire de la teneur du minerai qui ne permet pas de mesurer par avance avec une précision

[1] M. Curle leur reproche des vices de méthodes qu'il qualifie de « honteux ».

Digitized by Google

suffisante la richesse d'un champ d'or et par conséquent de déterminer l'importance de capitaux qu'on peut amortir avant son épuisement. Les erreurs commises ont été si fréquentes, les déceptions et les ruines qu'elles ont entraînées si nombreuses que, malgré les avantages de la production concentrée, la prudence pousse les capitalistes à réduire au minimum les dépenses d'installation.

Bien qu'incomplète pour les raisons que nous venons d'indiquer, l'évolution de l'industrie aurifère en Australie s'est manifestée cependant par un large développement de la production, ainsi que le montrent les chiffres suivants empruntés à la statistique française[1].

[1] Les évaluations qu'elle contient ont été tirées des matériaux de Sœtbeer pour la période de 1851 à 1884, des rapports annuels de la monnaie des États-Unis pour les années 1885 à 1891, du statistical register pour les années 1892 à 1900, du rapport de la monnaie de Londres pour les années 1901 à 1902, du Financial Chronicle (numéro du 20 février 1904) pour l'année 1903, Arnauné, *loc. cit.*, 1904, p. 354.

Digitized by Google

ANNÉES.	NOUVELLE GALLES du Sud.	NOUVELLE ZÉLANDE.	QUEENS LAND.	AUSTRALIE du Sud.	TASMANIE.	VICTORIA.	AUSTRALIE occidentale.	POIDS total.	PRODUCTION évaluée en or fin.
	Onces.	Onces.	Onces.	Onces.	Onces.	Onces.	Onces.	Onces.	Onces.
1851-1888	9.999.585	1.421.406	6.088.785	248.204	528.105	55.667.376	8.668	83.962.129	2.396.630
1889	112.948	203.211	739.103	20.833	33.050	614.839	15.493	1.739.477	49.784
1890	127.460	193.193	610.587	24.831	20.510	588.560	22.806	1.587.947	44.851
1891	153.335	251 996	561.641	28.700	48.769	576.399	30.311	1.651.151	47.245
1892	156.870	237.392	605.612	38.974	43.278	654.456	59.548	1.796.130	50.081
1893	179.288	226.811	616.940	33.820	37.687	671.126	110.891	1.876.563	51.997
1894	324.787	221.615	675.000	35.844	57.873	716.955	207.131	2.239.205	60.604
1895	360.165	293.491	623.000	47.343	59.964	740.086	231.513	2.355.562	64.527
1896	296.071	263 722	638.000	29.004	62.586	805.087	281.265	2.375.735	64.983
1897	292.217	251.645	807.928	29.764	60.646	812.765	674.994	2.929.959	79.900
1898	340.494	280.175	920.048	49.372	69.549	837.258	1.050.183	3.547.079	93.994
1899	509.418	389.558	946.771	32.990	83.992	854.500	1.643.876	4.461.105	118.282
1900	345.650	371.993	963.189	29.397	81.175	807.407	1.580.950	4.179.761	110.824
1901	367.061	455.461	835.553	34.060	69.491	730.453	1.879.390	4.337.018	116.960
1902	309.289	508.045	860.453	29.503	66.500	720.886	2.177.441	4.653.469	125.700
1903	295.778	500.000	909.900	30.000	40.000	822.424	2.436.612	5.934.714	133.719

Digitized by Google

Il ressort de la statistique ci-dessus que la production d'ensemble a triplé entre 1889 et 1903; le chiffre de 133.719 kilogrammes, auquel elle s'élève à cette dernière date, est le plus considérable qu'elle ait jamais atteint. Quatre États ont surtout contribué à produire ce résultat remarquable : ce sont, par ordre d'importance décroissante, l'Australie occidentale, le Queensland, l'État de Victoria et la Nouvelle-Galles du Sud. Vient ensuite la Nouvelle-Zélande, qui laisse bien loin derrière elle la Tasmanie et l'Australie du Sud. Pour ces différentes régions, la progression a été générale, quoique beaucoup plus marquée dans l'Australie occidentale, jusqu'en 1899; mais à partir de cette époque, alors que la production de ce dernier État continue à s'accroître rapidement d'année en année, celle des autres est à peu près stationnaire ou même légèrement décroissante. Qu'en faut-il conclure relativement à la production future?

Il est probable que la production de la plupart de ces États australiens, abstraction faite de l'Australie de l'Ouest, est à l'heure actuelle très près de son point culminant si elle ne l'a déjà atteint. Tout au plus pourrait-on faire exception pour l'un d'entre eux, la Tasmanie, qui a du minerai de bonne qualité, dans des conditions d'exploitation favorable et où l'industrie aurifère est encore peu développée. Toutefois on peut admettre que la teneur décroissante du minerai et la nécessité de le chercher à une plus grande profondeur seront compensées dans les autres États par les progrès des méthodes d'exploitation et que la production, si elle ne s'y accroît plus, pourra se maintenir encore pendant un certain temps dans l'état stationnaire. Quant à l'Australie de l'Ouest, elle a devant elle les plus belles espérances d'avenir. Un seul de ses champs d'or, celui de Coolgardie, paraît avoir atteint son point culminant de développement. Parmi les autres, il en reste quinze ou vingt, dont certains comme ceux de Kimberley, North-Coolgardie, East-Coolgardie, sont d'une merveilleuse richesse. Les premières difficultés d'organisation étant vaincues, l'exploitation deviendra certainement de plus en plus intense et productive. On peut donc prévoir pour l'avenir un large développement de la production de l'or en Australasie[1].

[1] C'est également l'avis de M. Curle qui a une connaissance personnelle très complète des mines d'Australie. Cf. p. 148, et passim, *loc. cit.*

Digitized by Google

III

En passant d'Australasie aux États-Unis nous franchissons une des étapes parcourues par l'industrie aurifère dans la voie de la concentration. La production de l'or, qui commença en ce pays dans l'État de Californie à la date de 1848, n'a pas cessé de s'étendre depuis cette époque; elle est actuellement organisée dans vingt-quatre États dont le dernier en date est l'Alaska[1], où la production a commencé à se développer à partir de 1896.

On pourra juger par la statistique ci-dessous établie en dollars du rôle joué par chacun d'eux dans la production totale[2].

	1899	1900	1901	1902
Colorado	26.508.675	28.762.036	27.693.500	28.460.207
Californie	15.100.000	15.650.000	16.891.400	16.790.634
South Dakota	5.848.464	6.625.000	6.479.500	1.964.798
Alaska	5.125.000	7.531.835	6.885.700	8.345.099
Montana	4.819.157	5.150 000	4.744.100	4.373.173
Utah	3.450.000	4.140 000	3.690.200	3.594.224
Arizona	2.575.000	2.725.000	4.083.000	4.111.945
Nevada	2.225.000	2.023 803	2.963.800	2.895.020
Idaho	1.750.000	2.067 000	1.869.300	1.474.846
Oregon	1.300.000	1.640.000	1 818.100	1.816.500
Washington	675.000	800.000	580.000	272.141
New-Mexico	500.000	750.000	688.400	531.074
États du Sud	175.000	230.000	235.700	318.400
Autres États	44.725	65.000	43.500	38.039
	99.528.712	118.435.562	114.443.494	114.925.011

L'industrie aurifère revêt naturellement des caractères différents suivant les régions; dans la Californie et l'Alaska on exploite principalement le minerai de placer; dans les autres États, spécialement le Colorado, on exploite surtout le minerai de filon. Ici, comme dans le Colorado l'industrie de l'extraction est souvent

[1] Cet État a été cédé aux États-Unis par la Russie en 1867 et aujourd'hui rapporte annuellement plus d'or qu'il n'en a coûté.

[2] *The Engineering and Mining Journal*, 1903. — Cette statistique, sensiblement supérieure par ses chiffres, à celle de la monnaie des États-Unis rapportée par M. Arnauné et que nous citons plus loin nous inspire moins de confiance; nous la reproduisons ici uniquement pour la comparaison entre les différents États.

Digitized by Google

séparée de celle du traitement ; ailleurs, comme en Californie, elle se confond avec elle. Mais partout l'évolution vers la production concentrée s'opère rapidement et elle est aujourd'hui plus avancée déjà qu'en Australie. Cela tient à ce qu'elle a trouvé le plus souvent un milieu beaucoup plus favorable que celui de ce dernier pays. D'abord, le minerai, comme en Australie, y est très abondant et très riche : la Californie a produit près de 7 milliards d'or sans que son sol soit encore épuisé et le minerai actuellement traité, dans certains États, par exemple le Colorado, rend jusqu'à 50 ou même 60 dollars par tonne. Aussi la découverte de l'or en masses aussi compactes, surtout sous forme de placers, comme en Californie, a-t-elle pu donner immédiatement à l'industrie aurifère une vitalité qui lui a permis de triompher aisément des difficultés du début. Elle lui a tout d'abord fourni une main-d'œuvre abondante en provoquant sur les placers californiens un des « rushs » les plus formidables dont l'histoire nous ait conservé le souvenir. Les travailleurs[1], dont le nombre depuis cette époque n'a cessé de grandir et qui, presque tous, sont aujourd'hui de nationalité anglaise et américaine, reçoivent des salaires élevés, variant de 12 à 15 francs par jour ; ils soutiennent contre leurs patrons des luttes fréquentes pour faire triomper leur droit de former des unions ; mais ils constituent par leur habileté et leur activité une main-d'œuvre de qualité supérieure qui est certainement l'un des éléments de prospérité des mines des États-Unis[2]. Ajoutons que, dès les débuts de l'exploitation, sont venus se joindre à eux des ouvriers chinois qui se sont multipliés rapidement sur les placers californiens. Ils n'ont pas tardé à se répandre dans les États voisins et à susciter contre eux l'animosité des blancs. Dès 1855 des mesures législatives ont été prises en vue d'arrêter leur immigration et n'ont été pleinement efficaces qu'à partir de 1894[3]. A l'heure actuelle il en reste environ 100.000 sur le territoire de l'Union, qui ne contribuent plus guère aux progrès de l'industrie aurifère puisque

[1] Cf. pour les détails : Levasseur, *La question de l'or*, *loc. cit.*, p. 36 et suiv.

[2] Levasseur, *Ouvrier américain*, p. 460 et suiv. — Bordeaux : *Revue universelle des mines*, janvier 1901, p. 306 et 307.

[3] Levasseur, *loc. cit.*, etc. Hepworth Dixon : *La conquête blanche*, traduction Vattemare, Paris, 1877.

Digitized by Google

presque partout ils en sont évincés par les blancs [1], mais il ont certainement joué un rôle notable dans son développement [2].

Servie par une main-d'œuvre abondante et active, l'industrie aurifère des États-Unis n'a jamais eu à lutter contre les obstacles d'ordre physique qu'elle rencontre en Sibérie et en Australie. Sauf pour l'Alaska, dont on a d'ailleurs beaucoup exagéré les difficultés d'exploitation, et pour certaines mines installées dans les montagnes à une altitude très élevée, le climat est en général excellent, l'eau abondante, sinon dans le voisinage immédiat des mines, du moins à des distances qui permettent de l'utiliser et on trouve presque partout du bois en quantité pour le combustible ou le boisage des galeries. Si le minerai est parfois un peu dur comme au Colorado, par exemple, si sa teneur, suivant la tendance habituelle au minerai d'or, décroît en raison de la profondeur, il est cependant distribué d'une façon moins irrégulière qu'en Australie; on peut avec plus de sécurité évaluer sa quantité comme sa richesse et par conséquent constituer avec moins de risques des outillages importants. De plus la disposition des placers en terrasses, en rendant possible l'emploi de la méthode hydraulique, a fait la fortune de la Californie et contribuera à faire celle de l'Alaska. Enfin l'industrie aurifère des États-Unis, en se développant dans des milieux où la civilisation était beaucoup plus avancée, non seulement qu'en Sibérie, mais même qu'en Australie et non moins progressive, a trouvé dans la haute culture commerciale et industrielle ambiantes un point d'appui qui a singulièrement facilité et hâté son évolution.

Sous l'influence de ces causes on a vu se constituer dans les principales régions productrices des États-Unis de grandes sociétés minières dont plusieurs sont aussi importantes que celles du Transvaal et parfois davantage. Nous citerons, à titre d'exemple, les grandes entreprises d'exploitation hydraulique de Californie qui, vers 1880, époque de leur plus grande prospérité, avaient ensemble un capital de 750 millions de francs et occupaient 130.000 ouvriers [3]. Si depuis cette époque la loi sur l'évacuation

[1] Ils ont essayé de pénétrer dans les mines du Colorado, mais les ouvriers blancs leur ont donné un délai de 15 minutes pour repartir, et depuis on ne les a plus revus.

[2] Ils se contentaient d'un salaire inférieur d'environ moitié à celui des blancs.

[3] Bordeaux, *loc. cit.*, p. 217.

Digitized by Google

des *tailings* a diminué leur importance, plusieurs survivent encore et on a vu se constituer à côté d'elles, depuis 1902, pour l'exploitation des placers inondés, de grandes entreprises de dragage, dont quelques-unes sont très puissantes[1]. — Parmi les sociétés minières qui exploitent le filon nous mentionnerons dans le Colorado, la mine de Portland au capital de 3 millions de dollars, qui produit 1.300.000 francs d'or par mois[2], dans le South Dakota, la mine de Homestake au capital de 210.000 actions de cent dollars. Elle a neuf cents pilons, et en aura bientôt 1.100. Sa production mensuelle est de deux millions de francs. Depuis les vingt-deux ans qu'elle fonctionne elle a payé en dividendes 15 millions de dollars et on estime que son minerai ne sera pas épuisé avant vingt-cinq ans. Dans l'Utah nous citerons la grande mine de Consolidated Mercur, et enfin dans l'Alaska, l'Alaska Treadwell qui a plus de 500 pilons et traite 3.000 tonnes de minerai par jour[3].

Abstraction faite de la grande mine australienne de Mount Morgan, nous n'avons encore jamais rencontré à ce degré de concentration la grande industrie aurifère; nous pouvons ajouter que nous n'en trouverons nulle part de type plus remarquable, et que nulle part ailleurs non plus, l'application des procédés savants que nous avons analysés n'a été portée à un plus haut degré de perfection. Les producteurs d'or des États-Unis se sont souvent heurtés, pour le traitement du minerai, à des difficultés considérables venant de ce que l'or y est mélangé avec d'autres métaux et ils ont su en triompher par des méthodes fort ingénieuses dont ils sont les inventeurs. Il n'en reste pas moins vrai cependant que l'évolution de l'industrie aurifère aux États-Unis n'est pas encore généralisée et que, là même où elle l'est, certains des caractères de la grande entreprise collective s'y affirment moins nettement. Dans toutes les régions minières de l'Union, spécialement en Californie, dans le Colorado, l'Alaska, etc., il existe un très grand nombre de petites entreprises.

[1] *The Engineering and Mining Journal*, 1903.

[2] Elle appartient au célèbre champ d'or de Creeple-Creek, le meilleur du Colorado et peut-être des États-Unis. Curle, *loc. cit.*, p. 278. — Citons encore la mine de Camp Bird, celle de Stratton's Independence qui appartiennent à des districts voisins : le deuxième produit environ 800.000 francs par mois. Curle, p. 279 et suiv.

[3] Non loin se trouve la mine d'Alaska, elle a 120 pilons et traite 150.000 tonnes de minerai par an.

Digitized by Google

Mais, ce qui est plus remarquable encore, c'est que, parmi les grandes elles-mêmes, beaucoup, et ce sont souvent, sinon les plus importantes, du moins les plus lucratives, ont conservé la forme purement individuelle et ne se sont pas encore constituées en sociétés par actions. Même parmi ces dernières, on constate une tendance à la concentration des actions entre les mains de quelques capitalistes qui se réservent la haute main dans la direction de la mine, en même temps que la plus grosse part des bénéfices. C'est ainsi que la moitié des actions de la grande mine de Homestake, dont nous avons parlé, sont réunies entre les mains d'une Américaine. D'une manière générale, les producteurs d'or des États-Unis, au lieu d'imiter ceux d'Australie et du Transvaal qui font appel aux capitaux du monde entier, s'efforcent de subvenir avec leurs propres ressources aux besoins de leurs entreprises et ne recourent au crédit que dans la mesure imposée par l'insuffisance de leurs capitaux, la nécessité de répartir sur plusieurs têtes des risques trop considérables ou même parfois le désir de se décharger d'entreprises sans avenir. On ne saurait voir dans cette habitude, qui, d'ailleurs, aux États-Unis, n'est point limitée à l'industrie aurifère, la manifestation d'une éducation économique insuffisante. Elle est plutôt la conséquence d'un développement économique très avancé et de l'accumulation des grosses fortunes qui en est la conséquence : il ne paraît pas qu'elle ait nui au développement de l'industrie aurifère.

L'évolution que nous venons de décrire a eu sa répercussion habituelle sur la production de l'or. Elle lui a donné une impulsion très accentuée qui apparaît dans la statistique suivante[1] :

[1] Arnauné, *loc. cit.*, 1904, p. 317.

Digitized by Google

ANNÉES.	POIDS.	VALEUR.
	kilos.	dollars.
1888	49.917	33.175.000
1889	49.353	32.800.000
1890	49.421	32.845.000
1891	49.917	33.175.000
1892	49.654	33.000 000
1893	54.100	35 955.000
1894	59.434	39.500.000
1895	70.470	46.610.000
1896	79.877	53.088.000
1897	86.312	57.363.000
1898	96.995	64.463.000
1899	106.211	71.053.000
1900	119.126	79.171.000
1901	118.367	78.666.700
1902	120.373	80.000.000 [1]

Ainsi, en huit ans, de 1894 à 1902 la production de l'or aux États-Unis a doublé. On ne peut pas atttendre pour l'avenir un pareil développement, à moins qu'on ne découvre des gisements nouveaux dont rien à l'heure actuelle ne permet de supposer l'existence. D'autre part, étant donnée la teneur généralement décroissante du minerai d'or en profondeur, il est à prévoir que le rendement de certaines régions minières diminuera. D'ailleurs, on remarque déjà, dans quelques-unes, une tendance à l'état stationnaire. Il en est ainsi tout particulièrement pour la Californie dont les placers, qui constituent sa principale ressource, sont certainement beaucoup moins riches qu'autrefois. Toutefois, nulle part, même en Californie, les gisements ne sont épuisés; la matière première demeure très abondante et, comme l'évolution de l'industrie n'est pas achevée, les bonnes méthodes, en se généralisant, pourront compenser la richesse décroissante du minerai [2]. Dans ces conditions, on peut admettre que pen-

[1] D'après l'*Engineering and Mining Journal* de New-York, la production a été pour 1903 de 77.400.000 dollars et de 85.227.300 pour 1904.

[2] En Californie, sous l'influence de la richesse décroissante du minerai, les méthodes d'exploitation se sont sensiblement améliorées depuis deux ans.

Digitized by Google

dant de longues années encore, la production de l'or aux États-Unis croîtra légèrement ou du moins se maintiendra au niveau actuel.

IV

Pour des raisons de voisinage, la production de l'or au Canada présente, aussi bien au point de vue de la nature des gisements que du milieu économique et social dans lequel s'opère leur exploitation et des formes revêtues par l'industrie aurifère, la plus grande analogie avec celle des États-Unis. Commencée dès 1823 dans la province de Québec, la production aurifère s'est étendue successivement, à partir de 1858, à la Nouvelle-Écosse, à la province d'Ontario, à la Colombie britannique, enfin en 1888, au territoire du Yukon où, à partir de 1895 et principalement de 1899, elle a pris une importance considérable. Le plus grand nombre des exploitations ont pour objet l'or de placer; les gisements rappellent ceux de la Californie et surtout ceux de l'Alaska, dont plusieurs d'ailleurs se trouvent également dans le bassin du Yukon et ne sont séparés de ceux du Canada que par le méridien du 141° de longitude ouest. Quant à l'or de filon qu'on exploite principalement dans la Nouvelle-Écosse, il représente à peine 20 0/0 de la production totale. Celle-ci est très inégalement répartie entre les différentes provinces que nous venons de citer, ainsi qu'on pourra s'en rendre compte par la statistique suivante qui exprime en dollars les résultats obtenus dans chacune d'elles pendant l'année 1902[1].

Nouvelle-Écosse	546.963
Québec	3.000
Ontario	229.828
Saskatchewan river	18.000
Yukon district	14.500.000
Colombie britannique	5.961.409
	21.259.200

L'évolution de l'industrie aurifère canadienne s'est opérée par l'effet des mêmes causes et dans les mêmes formes que nous

[1] Arnauné, *loc. cit.*, 1904, p. 355.

Digitized by Google

avons déjà analysées aux États-Unis. Très lente dans la Colombie britannique, où elle ne s'est affirmée nettement qu'en 1893 à la suite d'une longue crise due à la productivité décroissante du minerai et aux difficultés croissantes d'exploitation, paralysée aussi pendant quelques années en Nouvelle-Écosse par la structure spéciale des filons qui ne fut connue, ainsi que nous l'avons vu déjà, qu'au prix des plus grands efforts[1], l'évolution de l'industrie aurifère s'est opérée au contraire dans le territoire de Yukon, grâce à la richesse et à la concentration du minerai, avec une énergie intense qui lui a permis de réagir fortement sur le milieu et de l'adapter aux besoins de l'industrie. Un « rush » de chercheurs d'or s'est produit sur les bords du Klondyke, affluent du Yukon, en 1898 et a déterminé la fondation de Dawson City qui, en 1900 comptait déjà 35.000 habitants. Des voies de communication ont été créées, et un chemin de fer construit pour franchir la « White Pass ». Les placers, qui, primitivement, avaient été exploités à l'aide des moyens les plus rudimentaires permettant à peine d'extraire 1/3 de l'or contenu dans le minerai, sont concédés à de grandes compagnies qui occupent aujourd'hui environ 20.000 ouvriers américains ou anglais; quelques-unes mettent en pratique la méthode hydraulique, et toutes se servent du grand sluice californien. La plus puissante d'entre elles, « the Klondyke Consols », a un capital de 250.000 livres. Mais, pas plus qu'aux États-Unis, l'évolution de l'industrie aurifère au Canada n'est généralisée; la moyenne industrie est représentée, spécialement dans la Colombie britannique, la Nouvelle-Écosse et la province d'Ontario par des compagnies qui n'ont pas plus de 20 ou 30 pilons et la petite par un grand nombre de mines de peu d'importance qui appartiennent à des particuliers[2]. Dans les unes et dans les autres, les méthodes laissent beaucoup à désirer.

Bien qu'incomplète, l'évolution de l'industrie aurifère canadienne a cependant été féconde, surtout dans le territoire du Yukon, et elle a déterminé une progression rapide de la statistique ainsi que le montrent les chiffres suivants[3] :

[1] La découverte des filons superposés est due à un géologue canadien M. Faribault.

[2] Curle, *loc. cit.*, p. 229 et suiv. Il y a dans la province d'Ontario, 25 petites compagnies, 30 ou 40 dans la Nouvelle-Écosse.

[3] Arnauné, *loc. cit.*, 1904, p. 355.

Digitized by Google

ANNÉES.	ONCES FINS.	DOLLARS.
1892	43.909	907.601
1893	47.247	976.603
1894	54.605	1.128.688
1895	100.806	2.083.674
1896	133.274	2.754.774
1897	291.583	6.027.016
1898	666.445	13.775.420
1899	1.028.620	21.261.584
1900	1.348.720	27.880.518
1901	1.167.216	24.128.503
1902	1.003.358	20.741.2451

L'histoire de la production de l'or a rarement enregistré des résultats plus brillants. Malheureusement il est à redouter qu'ils soient peu durables et que le point culminant se trouve non seulement atteint mais même dépassé, comme semble le démontrer la diminution que l'on constate depuis 1901. Sans doute, ici comme ailleurs, on peut espérer que l'amélioration des méthodes compensera dans une certaine mesure la productivité décroissante du minerai, mais, abstraction faite de la Colombie britannique, où des champs d'or très vastes et très riches restent encore à prospecter et à mettre en exploitation, les autres régions et particulièrement celle du Yukon, qui est de beaucoup le centre le plus important, semblent s'épuiser. Les compagnies du Klondyke, sur lesquelles on avait fondé il y a quelques années de très grandes espérances, n'auront plus devant elles, dans peu de temps, que du minerai très pauvre; elles souffrent beaucoup, dès maintenant, de son insuffisante teneur, comme le prouve le chiffre de la production canadienne de 1903 tombée à 943.314 onces[2], et on peut craindre qu'elles ne soient obligées de suspendre leur travail à brève échéance. Dans ces conditions, à moins que l'industrie aurifère ne prenne en Colombie britannique un essor tout à fait imprévu, on doit s'attendre à voir décroître, d'année en année, la production de l'or au Canada.

[1] D'après le *Financial Chronicle* cité par M. Arnauné, *loc. cit.*, 1904, p. 355.

[2] D'après l'*Engineering and Mining Journal* de New-York, la production a été en 1904 de 17.410.000 dollars.

Digitized by Google

V

L'industrie aurifère du Transvaal, surtout quand on fait abstraction, comme nous en ce moment, de quelques districts miniers d'importance secondaire[1], pour ne s'occuper que du Witwatersrand, ou, comme on dit, par abréviation, du « Rand », se distingue de celle de tous les autres pays par la rapidité et la généralité de ses transformations, en même temps que par le haut degré de concentration auquel elle est parvenue en peu de temps. Son évolution a même été si rapide qu'elle mérite à peine ce nom. La première exploitation minière organisée dans le Rand en 1887 était en effet une société par actions au capital de 450.000 livres et si on a fondé à côté d'elle un assez grand nombre de moindres entreprises, elles constituaient cependant, elles aussi, des sociétés qui appartenaient à la catégorie de la moyenne industrie plutôt qu'à celle de la petite et qui, d'ailleurs, en quelques années, se sont étendues ou ont été remplacées par d'autres plus importantes. Dès le début, ces sociétés ont fait appel au crédit de la façon la plus large ; leurs titres ont été négociés avec plus de succès que ceux des mines les plus renommées des États-Unis et de l'Australie et ont donné lieu immédiatement à une spéculation effrénée qui a abouti en deux ans au boum de 1889. — A l'heure actuelle les sociétés minières du Rand sont au nombre de 152 ; 120 d'entre elles, prises parmi les principales, ont un capital nominal de 53.000.000 de livres dont la valeur sur le marché atteignait au 31 décembre 1902 la somme de 173.000.000 de livres, soit 4.325.000.000 de francs[2]. En 1899, c'est-à-dire à la veille de la guerre avec l'Angleterre, 74 d'entre elles, qui, sur le nombre indiqué plus haut, étaient seules en activité, pour le broyage tout au moins, employaient 5.970 pilons ; elles occupaient près de cent mille ouvriers, et, parmi elles, vers la même époque, 18 figuraient au nombre des 30 mines les plus

[1] Les deux seuls dont la production ait quelque importance sont ceux de Lydenburg et de Kaap.

[2] C'est ce qui nous a permis de conclure plus haut que le marché des mines d'or du Transvaal représente environ 5 milliards de francs. — Cf. d'ailleurs, Michaut, *Les mines d'or du Transvaal*, p. 53.

Digitized by Google

productives du monde[1] : ces 18 mines produisaient mensuellement du métal précieux pour une valeur variant, de la plus importante à la plus faible, entre 1.966.000 francs et 761.000 francs. Enfin, et c'est ici la dernière étape de l'évolution qui n'a encore été atteinte qu'au Transvaal, les sociétés minières du Rand, depuis quelques années, non seulement s'entendent entre elles, ainsi que nous l'avons vu déjà, pour exécuter des travaux en commun, mais elles se groupent sous la direction d'associations financières qui présentent plus ou moins nettement les caractères du trust et qui, en centralisant les actions, ont la haute main sur la production comme sur la spéculation. Huit de ces groupes dominent tout le marché du Rand. Le groupe Wernher Beit et Cie ou de la Rand mine, comprend dix mines productives et en « contrôle » c'est-à-dire en gouverne plus ou moins onze autres, plus un nombre égal qui ne sont pas productives. Le groupe de la Goldfields où s'affirme plus nettement que dans tout autre le caractère du trust, comprend quinze mines et étend son action jusqu'en Rhodésie et dans l'Afrique occidentale[2]. Au faîte et comme couronnement de l'édifice financier, nous trouvons la chambre des mines, nouvel organe de centralisation, qui non seulement discute les intérêts communs, les défend et se comporte comme l'organe politique de cette puissance financière, mais règle certaines questions de production, par exemple fixe le taux des salaires ou du moins leur maximum, et joue ainsi en quelque manière le rôle d'un cartell de trusts[3]. Si nous ajoutons que la petite industrie aurifère n'existe pas dans le Rand, que la moyenne n'y a qu'une médiocre importance et qu'elle est le plus souvent englobée dans les groupements ci-dessus mentionnés, on verra que cette région minière est par excellence

[1] Cette liste a été dressée par M. Curle, *loc. cit.*, p. 372. Voici par ordre d'importance décroissante les 6 mines du Rand les plus productives : Simmer and Jack, — Robinson, — Rose Deep, — Geldenhuis Deep, — Crown Reef, — City and Suburban. — Observons que les mines les plus productives ne sont pas nécessairement les mieux administrées ni celles qui offrent le plus de sécurité.

[2] Il est constitué en société par actions. Michault, *loc. cit.*, p. 122. — *Revue sud-africaine*, 6 octobre 1901. — Parmi les autres groupes, on peut citer, le groupe Farrar, le groupe Neumann, le groupe Albu, le groupe Goerz, etc., *ibid.*

[3] La chambre des mines joue le rôle de cartell dans les mesures ou les conditions de sa production l'exigent; elle n'a pas à régler la production ni les prix, puisque l'industrie aurifère jouit d'un débouché illimité à un prix constant.

Digitized by Google

le pays d'élection de la grande industrie aurifère concentrée et qu'elle seule nous en offre le type pleinement achevé et généralisé.

Ce phénomène unique est dû à un concours exceptionnel de circonstances les unes défavorables à la production, et les autres favorables, qui toutes, par les difficultés qu'elles ont suscitées à l'industrie aurifère aussi bien que par les facilités qu'elles lui ont procurées, ont contribué à la pousser énergiquement dans la voie de la concentration. La première de ces causes est la teneur remarquablement faible du minerai. Alors que dans beaucoup de mines des États-Unis, d'Australie, des Indes, du Mexique etc., le rendement en or dépasse 100 sh. par tonne et atteint parfois comme dans la mine de Portland (États-Unis) 200 sh., alors que le rendement moyen de l'Australie de l'Ouest oscille aux environs de 80 sh., celui du Rand ne dépasse guère 43 sh. De là, la nécessité de réduire au minimum les frais de production en perfectionnant les méthodes d'extraction et de traitement et en concentrant les entreprises. Cette nécessité a été d'autant plus vivement sentie, que l'industrie aurifère du Rand a été, jusqu'au milieu de l'année 1904, aux prises avec les plus graves difficultés pour le recrutement des travailleurs, la main-d'œuvre noire étant insuffisante et la main-d'œuvre blanche, en raison du haut prix de la vie, beaucoup trop coûteuse; aussi les propriétaires de mines se sont-ils ingéniés, dès le début, à l'économiser en remplaçant le plus possible les hommes par les machines, c'est-à-dire en appliquant les méthodes de la grande industrie. Mais en même temps que la pauvreté du minerai et la rareté de la main-d'œuvre rendaient nécessaire l'extension et la concentration des entreprises, d'autres causes, à la différence de ce que nous avons constaté dans certains centres miniers, en Sibérie par exemple, les rendaient possibles et contribuaient même à les faciliter. Sans parler de la date récente de la mise en exploitation du Rand qui a permis aux directeurs de mines de profiter de l'expérience acquise dans d'autres régions, nous signalerons principalement parmi ces causes, l'abondance du minerai, la longueur et surtout la régularité tout à fait exceptionnelle des filons. Le minerai, habituellement appelé *conglomérat,* parce qu'il est formé de galets agglutinés par un ciment siliceux, est disposé en une série de

Digitized by Google

couches superposées ou « reefs » séparées les unes des autres par des couches stériles, et déposées dans une sorte de cuvette elliptique, dont elles suivent les contours. Chacune de ces couches, porte un nom spécial (main reef, main reef leader, South reef, etc.); elle a des caractères distinctifs et constants et une teneur dont les variations, comparées à celles que nous avons constatées dans la teneur des autres minerais, sont de très faible importance; la décroissance, notamment en profondeur, y est très peu marquée, elle se manifeste principalement par la teneur inégale des différentes couches, dont on n'exploite aujourd'hui que les plus riches. Une société minière, abstraction faite de certains risques qui sont inséparables de l'industrie aurifère, est donc en état d'évaluer, avec une précision qu'on n'atteint jamais dans les autres régions productrices, la valeur du minerai dont elle dispose et l'importance du capital qu'elle peut amortir en l'exploitant; or l'évaluation de la valeur du Rand tout entier, faite par des ingénieurs expérimentés, a été d'abord de 15 milliards, puis de 22; actuellement elle est de quarante et, sans se faire d'illusions sur son exactitude très approximative, on est en général d'accord pour reconnaître que ce dernier chiffre se rapproche assez près de la vérité[1]. On comprend que, se trouvant en présence de ces immenses richesses, si régulièrement distribuées, eu égard aux risques qui accompagnent habituellement la production de l'or, les directeurs de mine n'aient pas hésité à donner à leur outillage toute l'importance nécessaire pour réduire les frais d'exploitation et grossir leurs bénéfices.

Le résultat de cette organisation puissante a été l'une des plus remarquables progressions de la production dont l'histoire nous ait donné l'exemple, ainsi qu'on en peut juger par la statistique suivante[2] :

[1] Toutefois, l'évaluation de 22 milliards qui s'applique aux couches reconnues seulement est beaucoup plus sûre. Cf. Théry, *Conditions de l'exploitation minière au Transvaal, loc. cit.*, p. 41.

[2] Cette statistique empruntée à M. Arnauné (*loc. cit.*, 1904, p. 352) est identique à celle de la chambre des mines. La production y est donnée jusqu'en 1901 en or brut valant de 2.920 à 2.930 francs le kilogramme. Depuis cette époque elle est exprimée en or fin.

Digitized by Google

ANNÉES.	ONCES.	KILOG.	FRANCS.
1887 (8 derniers mois).....	23.155	720	2.107.100
1888.....	208.122	6.473	18.939.100
1889.....	369.557	11.494	33.629.700
1890.....	494.817	15.390	45.028.300
1891.....	729.238	22.463	66.360.700
1892.....	1.210.867	37.662	110.188.900
1893.....	1.478.473	45.986	134.541.000
1894.....	2.024.159	62.958	184.198.400
1895.....	2.238.430	69.595	203.697.100
1896.....	2.282.533	70.993	207.650.500
1897.....	3.034.674	94.387	276.155.334
1898.....	4.295.602	133.605	390.900.000
1899.....	4.065.180	127.639	359.037.000
1900.....	479.489	14 913	42.348.000
1901.....	238.494	7.418	25.521.000
1902.....	1.691.525	52.611	181.216.000
1903.....	2.859.479	88.938	306.342.000
TOTAL	27.724.295	862.260	2.587.941.134[1]

Voilà pour le passé et le présent; quant à l'avenir il s'annonce sous le jour le plus brillant grâce à l'énergie parfois brutale des compagnies minières qui, ainsi que nous allons le voir, ont réussi à écarter un à un tous les obstacles d'ordre technique, politique et économique avec lesquels elles furent d'abord aux prises. Au début elles eurent beaucoup à souffrir de leur ignorance du milieu dans lequel elles opéraient et de la difficulté d'adapter à un minerai inconnu et très différent des autres les procédés habituellement usités. En pénétrant dans les profondeurs du sol, elles rencontraient du minerai non oxydé qui résistait à l'amalgamation; elles perdaient la trace des filons dont elles croyaient la direction perpendiculaire au sol tandis qu'ils s'inclinent suivant une courbure analogue à celle du fond d'une cuvette. En même temps elles avaient à subir les tracasseries de l'administration des Boers qui, à la fois hostiles et avides, n'accordaient que des concessions trop étroites moyennant des prix trop élevés, organisaient au profit de quelques spéculateurs un monopole de la dynamite ruineux pour les producteurs d'or, et repoussaient par principe toutes les demandes qui lui étaient

[1] D'après l'*Engineering and Mining Journal* de New-York, la production a été pour 1904 de 389.568.300 francs.

Digitized by Google

adressées en vue de faciliter l'exploitation et le recrutement de la main-d'œuvre. Enfin, elles étaient paralysées par la rareté du bois et du charbon, l'imperfection des voies de communication et aussi par un mal, grave sans doute, mais dont elles ont exagéré l'importance probablement pour arriver à le mieux guérir : l'insuffisance ou le coût trop élevé de la main-d'œuvre. Elles ont triomphé des difficultés techniques en organisant la chloruration et la cyanuration; elles ont retrouvé la direction des filons inclinés en les recoupant de distance en distance au moyen de puits [1]; le charbon a été découvert à côté des mines d'or; des voies ferrées mettant les centres miniers en communication avec la côte ont été construites; enfin la réponse aux tracasseries des Boers à été l'abominable guerre sud-africaine. On reconnaît aujourd'hui, à peu près unanimement, que cette guerre a été non seulement une iniquité, mais une mauvaise spéculation. Si elle a eu pour conséquence la substitution au gouvernement boer d'un gouvernement éminemment favorable à la prospérité des mines, la diminution des tarifs de transports, la diminution des droits d'importation sur le matériel minier et les objets de première nécessité, la réduction du prix des explosifs, elle a eu, d'autre part, l'inconvénient d'imposer aux mines, depuis juin 1902, une lourde taxe de 10 0/0 sur les bénéfices [2], de faire subir au travail une longue interruption durant laquelle les mines et l'outillage se sont détériorés, enfin de disperser les travailleurs. La balance entre les gains et les pertes résultant de ces événements a été une augmentation des frais, une diminution des bénéfices dont nous avons fait connaître déjà l'importance.

Toutefois, si préjudiciable que soit la guerre, ses conséquences ne pouvaient se prolonger indéfiniment; la statistique précédemment citée montre que, si le relèvement est lent, il est aussi continu; le mouvement s'accentue de jour en jour. Le nombre des mines en activité qui, au 7 mai 1901, était de 3 avec 150 pilons, était en janvier 1904, de 53 avec 4.367 pilons [3] et en juillet de 56. Enfin la production de 1904 est à peu près au niveau de celle de

[1] Les mines auxquelles aboutissent ces puits constituent ce qu'on appelle des *deep levels* (niveaux profonds)

[2] Michaut, p. 68 et suiv.

[3] Michaut, p. 66.

Digitized by Google

1898. Un jour viendra où les mines, ne souffrant plus des inconvénients de la guerre, continueront à bénéficier de ses avantages. Le seul point noir à l'horizon, que la guerre avait d'ailleurs contribué à rendre plus menaçant, était donc la difficulté de recruter la main-d'œuvre. Comment les mines ont-elles écarté cette difficulté? telle est la question qui, en raison de son importance, mérite un examen particulier.

Cette question, nous le savons, se posait depuis longtemps, on peut même dire depuis l'origine de l'exploitation. Les mines avaient à choisir entre des ouvriers blancs, qui, en raison du haut prix de la vie, trois ou quatre fois plus coûteuse que dans la plupart des autres centres miniers[1], exigent un salaire mensuel variant entre 17 livres et 29 livres[2] et des ouvriers noirs de race cafre qui, ayant peu de besoins, se contentent, quand ils vivent dans les logements primitifs ou compounds fournis par les compagnies, de 50 à 60 shellings par mois. En fait on a toujours employé concurremment des blancs et des noirs, les premiers pour les travaux les plus difficiles, les seconds pour ceux qui n'exigent que de la force physique; la proportion était de un blanc contre sept noirs. Mais ni les uns ni les autres ne pouvaient donner satisfaction aux compagnies, les blancs parce qu'en raison des dépenses considérables qu'entraîne leur emploi, on est forcé de le restreindre le plus possible, les noirs parce qu'ils viennent en trop petit nombre et ont une tendance à repartir dès qu'ils ont gagné le petit pécule, qui, en leur permettant d'acheter une vache, deux ou trois femmes et des armes de chasse, leur fournit le moyen de vivre dans l'indépendance et l'oisiveté. — A la veille de la guerre, en juin 1899, les mines du Transvaal[3] occupaient 97.800 noirs; pendant la guerre ils se dispersèrent et en janvier 1904, 68.700 seulement étaient revenus[4]. Or la chambre des mines estime qu'on aurait besoin immédiatement d'environ 130.000 travailleurs et de 196.000 dans cinq ans. Faute de ce contingent les mines ne peuvent pas développer leur production :

[1] Le pain coûte cinq fois plus cher à Johannesburg qu'à Londres, les pommes de terre quatre fois plus, les loyers huit fois plus. *Revue sud-africaine*, juillet 1903.

[2] Michaut, p. 68. *Revue sud-africaine*, 8 mars 1903.

[3] Nous parlons ici du Rand et des autres districts.

[4] Nous empruntons ces chiffres et ceux qui suivent aux nombreux travaux annexés au rapport de la commission de la main-d'œuvre et aux rapports de la chambre des mines. Cf. Michaut, p. 66, qui reproduit une partie de ces chiffres.

Digitized by Google

certaines sont obligées de réduire leurs broyages, de faire le triage du minerai trop rapidement[1], d'employer d'une façon inopportune des perforatrices à air comprimé, qui augmentent dans le minerai la proportion du stérile et rendent les broyages plus coûteux, etc., en un mot, par l'effet de la rareté de la main-d'œuvre, la production devient tout à la fois plus lente et moins économique.

Tel est l'état de fait qui a donné naissance à une campagne passionnée en faveur de l'introduction de la main-d'œuvre asiatique. Cette campagne organisée en 1903 par sir Georges Farrar, président de la Randmine souleva d'abord les protestations les plus violentes en Angleterre, où on redoutait pour les immigrants de race anglaise la concurrence des Chinois, et au Transvaal, où on craignait en outre plus particulièrement de voir les Asiatiques s'infiltrer dans le petit commerce, les professions exigeant peu de capitaux et s'établir définitivement dans le pays; on invoquait d'ailleurs de part et d'autre contre les Chinois, les arguments habituels. Mais la campagne fut menée avec tant d'énergie, on exploita si bien la lenteur avec laquelle les mines reprenaient leur travail, on invoqua avec tant d'habileté les avantages que les travailleurs blancs et la colonie tout entière trouveraient dans le développement de la production stimulée par l'emploi des Asiatiques, on présenta un projet de réglementation qui opposait à l'infiltration chinoise dans la colonie des barrières si fortes, que, peu à peu, les résistances tombèrent les unes après les autres. Une commission spéciale nommée à cet effet[2] en juillet 1903, une conférence intercoloniale réunie à Blœmfontein vers la même époque, enfin le conseil législatif du Transvaal, malgré l'opposition très vive d'une minorité d'adversaires, se rallièrent à l'idée de l'importation de la main-d'œuvre asiatique. En Angleterre, la polémique de la presse contre les travailleurs chinois, particulièrement celle du *Times*, perdit peu à peu sa virulence et fit place à l'approbation; M. Chamberlain, qui, au moment de son départ pour le Transvaal, était l'adversaire irréductible des travailleurs de race jaune, en revint converti; enfin le parlement anglais, malgré une opposition assez forte

[1] Cf. *Transvaal Labour Commission*. Rapport de la majorité, p. 5-10 et passim.
[2] *Transvaal Labour Commission* dont nous citons fréquemment les travaux.

Digitized by Google

dirigée par Sir Campbell Bannermann, donna raison à M. Chamberlain[1]. Le décret qui autorisait l'importation des ouvriers asiatiques fut signé le 20 mai 1904. Il était accompagné d'une réglementation très rigoureuse qui, en interdisant aux Chinois de travailler en dehors des mines, en imposant à ceux qui les importent l'obligation de les rapatrier à leurs frais, en sanctionnant ces deux dispositions de façon à assurer leur exécution, paraît constituer une garantie suffisante contre le danger d'infiltration. Ce décret a été immédiatement mis en application et les Chinois sont venus nombreux : on en comptait 1.384 en juillet, 4.937 en août, 9.039 en septembre ; ils sont actuellement[2], au nombre de 36.391 et paraissent donner toute satisfaction à leurs employeurs[3].

Quand on se place au point de vue de la justice et des intérêts généraux de la colonie, on ne saurait approuver pleinement ni l'attitude des compagnies vis-à-vis de leurs ouvriers, ni l'importation de la main-d'œuvre chinoise qui en a été la conséquence. Si la main-d'œuvre noire a fait défaut aux mines du Rand, ce n'est pas, en effet, que les travailleurs noirs soient trop peu nombreux dans l'Afrique du Sud ; il y en a plus de 800.000, dont deux ou trois cent mille en état de travailler, dans la région où l'on peut, sans obstacle ni opposition d'aucune sorte, les recruter pour les mines[4] ; et si, parmi eux, un aussi petit nombre se sont laissés attirer par elles, cela tient non seulement à leur humeur paresseuse et vagabonde, mais encore aux salaires qu'on leur a donnés et au régime auquel on les a soumis. Les statistiques publiées par la commission de la main-d'œuvre sont, au point de vue des salaires, tout à fait significatives. Il en résulte que par deux fois, en 1890, puis en 1897, les mines en réduisant les salaires d'environ 1/3[5], ont compromis gravement le recrutement des noirs qui se présentaient en foule ; et si, après la guerre, ceux-ci sont revenus aussi lentement, c'est non seulement parce qu'ils avaient emporté le souvenir des bas salaires auxquels on les avait réduits avant leur départ, mais parce que les compagnies, gênées

[1] Le 17 février 1904.

[2] En mai 1905.

[3] Cf. *Économiste européen*, juillet, août, septembre, mai 1904.

[4] Dans le seul Transvaal, il y en a 500.000. Cf. *Transvaal Labour Commission*, p. 12.

[5] Par la fixation d'un maximum;

Digitized by Google

par l'élévation de leurs frais généraux et influencées déjà par l'idée d'avoir des travailleurs asiatiques, ont offert à ces noirs, non pas comme on l'a trop écrit, les salaires de 1890 et de 1897, c'est-à-dire 60 ou 63 sh., mais un salaire très faible de 33 sh. relevé ensuite à 54 seulement[1] et qui fut combiné avec un nouveau système de travail aux pièces, tendant évidemment à exiger d'eux un effort plus intense pour une rémunération réduite. Et cependant, ils continuaient à revenir de mois en mois[2]. Il est donc certain que si l'on eût donné depuis 1887 aux travailleurs noirs de l'Afrique du Sud des salaires suffisants[3], au lieu de diminuer systématiquement le prix de leur travail, toutes les fois qu'ils arrivaient dans les mines en plus grand nombre; si on leur eût assuré, dans les compounds où ils étaient parqués comme un bétail humain, un peu plus de bien-être, si on leur eût permis d'avoir avec eux leurs femmes et leurs enfants, si on les eût protégés à l'arrivée et au départ contre les mauvais traitements et les spoliations, ils auraient afflué dans les mines comme ils affluent aujourd'hui sur les chantiers de l'État à Johannesburg et il n'eût pas été nécessaire d'importer des travailleurs asiatiques. Nous dirons même avec la minorité de la commission de la main-d'œuvre, avec Lord Harris président de la « Consolidated Goldfields[4] » et beaucoup d'autres autorités compétentes, que, malgré les fautes commises, on pouvait encore se dispenser de recourir à cette extrémité et attirer les noirs en améliorant leur situation[5]. Les noirs eussent été ainsi gagnés peu à peu à la civilisation comme ils le sont aux États-Unis et même au Transvaal déjà[6]. Au lieu de retomber dans l'oisiveté et

[1] Cf. *Transvaal Labour Commission*, tableau des salaires. Il y a eu confusion sur ce point, parce que la chambre des mines après la guerre est revenue au *maximum théorique* de 1896, c'est-à-dire 63 shellings. Mais ce maximum pratiquement n'a pas été atteint.

[2] 64.000 en juin 1903, 68.000 en décembre, 69.000 en février 1904. Michaut, p. 66.

[3] On a dit qu'en donnant aux noirs des salaires plus élevés, on s'exposait à les faire partir plus tôt, cela n'est que partiellement vrai; il a été reconnu devant la commission que les noirs « ne résistent pas aux hauts salaires ». Cf. p. 35.

[4] Discours à l'assemblée du *South Africa gold trust*.

[5] Il faut reconnaître qu'au point de vue sanitaire et hygiénique des réformes sérieuses, quoiqu'encore insuffisantes, ont été faites dans ces dernières années.

[6] Ceci a été reconnu par le rapport de la majorité de la commission de la main-d'œuvre qui a cependant demandé l'importation des travailleurs asiatiques. Cf. *loc. cit.*, p. 29.

Digitized by Google

la sauvagerie, de recommencer à exploiter leurs femmes comme des bêtes de somme, ils auraient été des agents de progrès ; ils seraient devenus un élément de la nation[1], et ainsi les richesses de l'Afrique du Sud auraient contribué plus directement au développement des forces vives du pays. Les actionnaires des mines et surtout les spéculateurs, se seraient peut-être enrichis moins rapidement, mais la production de l'or n'en eût été qu'un peu ralentie. Quant à la crainte, si habilement exploitée que l'industrie aurifère ne fût définitivement compromise par l'insuffisance de travailleurs qui ne demandaient qu'à venir plus nombreux, pourvu qu'on améliorât leur sort, elle doit être considérée par toute personne qui connaît l'industrie aurifère en général et celle du Transvaal en particulier comme absolument chimérique[2]. Nous ne nous étonnons pas, d'ailleurs, que les compagnies minières aient fait campagne en faveur de la main-d'œuvre asiatique. Constituées en vue de réaliser des bénéfices, elles ont obéi à la loi de leur nature ; mais ce que nous trouvons fâcheux, c'est que le Gouvernement anglais se soit laissé dominer par des intérêts particuliers en opposition avec ceux de sa colonie. Il a perdu là une belle occasion de montrer, qu'en anéantissant une nation animée d'une si puissante et si admirable volonté de vivre, il était poussé, non seulement, comme on le lui a reproché, par un brutal instinct de conquête, par le vulgaire désir de mettre la main sur des mines d'or et de diamant, mais aussi par la pensée de travailler, comme il l'a dit et comme il l'a cru sans doute, au progrès de la civilisation. On ne peut que regretter qu'il ait, en cette circonstance, nous ne dirons pas méconnu, mais compris autrement le devoir qui lui incombait.

Toutefois, si telle est notre conclusion quand nous nous plaçons au point de vue des intérêts généraux de l'Afrique du Sud, on comprend qu'elle soit tout autre quand nous nous plaçons, comme nous devons le faire dans cette étude, au point de vue de l'avenir de la

[1] Nous n'ignorons pas la difficulté, si vivement sentie aujourd'hui aux États-Unis de faire vivre les noirs avec les blancs ; mais à moins de suppprimer les noirs, il faut bien essayer de les assimiler. Entre ces deux solutions il n'y a rien, car les livrer à eux-mêmes n'est qu'une manière indirecte de les supprimer comme les Indiens en Amérique. Cf. Pierre Leroy-Beaulieu, *Les États-Unis au xxe siècle*.

[2] Nous savons d'ailleurs que la production de 1904 est remontée au niveau de celle de 1898 avant que la main-d'œuvre asiatique ait pu exercer son influence.

Digitized by Google

production de l'or. Sans doute on a beaucoup exagéré quand on a répété partout que l'élévation des frais de production de l'or constatée après la guerre avait pour cause *unique* l'insuffisance de la main-d'œuvre; sans doute aussi la production de l'or n'était pas en péril et aurait pu se développer sans le secours de la main-d'œuvre asiatique[1], mais il n'est pas douteux que la possibilité d'avoir, dans les mines du Rand, en proportion des besoins et pour un salaire mensuel de 40 ou 43 shellings, des travailleurs plus actifs et plus assidus que les noirs, à qui il eût fallu donner 60 ou 65 shellings, constitue pour l'industrie aurifère de cette région un puissant élément de prospérité et va contribuer certainement dans une large mesure à hâter la production du métal précieux. Ainsi ont été éliminés, les uns après les autres, parfois avec une brutalité tout à fait regrettable, les obstacles qui entravaient la production de l'or au Transvaal. Il n'est pas douteux qu'elle ne se développe dans l'avenir avec une grande rapidité.

VI

Les cinq régions productrices d'or que nous venons de passer en revue laissent toutes les autres bien loin derrière elles, au point de vue de la production actuelle tout au moins. Mais si on les compare entre elles, on se rend compte que la classification a été jusqu'à ces dernières années indécise et changeante. En 1895, elle donnait pour la production annuelle les résultats suivants :

États-Unis	233.050.000	francs.
Australie.	207.926.461	—
Transvaal	203.697.100	—
Russie	149.757.362	—
Canada.	10.418.370	—

[1] Il suffit, pour s'en rendre compte, de lire ce qu'écrivaient les propagandistes de la main-d'œuvre asiatique, investis de la délicate mission d'émouvoir l'opinion sans l'effrayer, quand ils voulaient atténuer par des considérations rassurantes l'effet de leurs sombres pronostics et démontrer que les mines d'or de l'Afrique, tout en étant menacées des plus graves dangers, jouissaient cependant d'une parfaite sécurité.

Digitized by Google

Trois années plus tard, en 1898, la classification était ainsi modifiée :

Transvaal.	404.000.000	francs.
États-Unis	340.000.000	—
Australie.	322.000.000	—
Russie	128.000.000	—
Canada.	71.000.000	—

Enfin en 1903, le classement est encore différent :

Australie	458.000.000	francs.
États-Unis	387.000.000	—
Transvaal	320.000.000	—
Russie	125.000.000	—
Canada[1]	101.000.000	—

Il semble cependant que le classement, jusqu'ici si variable, tende aujourd'hui à se fixer et pour longtemps, semble-t-il, dans un ordre qu'il est assez facile de prévoir. Le Canada, qui a toujours été au dernier rang, doit nécessairement y rester, puisque sa production, faute de matière première, tend à décroître. La production de l'Empire russe, malgré la richesse des gisements, est trop entravée par des obstacles d'ordre économique et social pour qu'elle puisse de sitôt l'emporter sur celle des trois régions minières qui la précèdent; quant aux États-Unis, s'ils sont en 1903 au second rang et non au troisième c'est pour une cause accidentelle : la guerre Sud-Africaine; le chiffre de production qui leur assure cette place est inférieur à celui de la production du Transvaal en 1898, et comme il ne peut s'accroître que lentement, les États-Unis doivent fatalement être distancés à brève échéance et définitivement par le Transvaal et l'Australie, dont les espérances d'avenir sont beaucoup plus brillantes. Reste à savoir lequel de ces deux pays occupera le premier rang dans l'avenir. Sur ce point il est impossible de se prononcer car, si nous sommes à peu près fixés sur l'étendue des ressources du Transvaal, nous le sommes beaucoup moins sur celles de l'Australie de l'Ouest.

[1] La statistique française de M. Arnauné ne donnant pas pour 1903 la production de tous ces pays, nous avons dressé ces tableaux à l'aide de données empruntées par M. Michaut à l'*Engineering and Mining Journal*, *loc. cit.*, p. 152.

Digitized by Google

Tout ce que nous pouvons dire c'est qu'elles sont immenses. En tout cas, ce qu'on peut affirmer, c'est qu'au point de vue de la sécurité et de la régularité de la production, le Transvaal est incontestablement au premier rang et que, pour la richesse des gisements s'il n'occupe pas la première place, il ne descend certainement pas au-dessous de la seconde.

A côté de ces centres de production principaux, il en existe d'autres qui ne sont négligeables ni au point de vue des résultats d'ensemble, qu'ils donnent actuellement, ni au point de vue des espérances d'avenir qu'ils permettent de concevoir. Parmi eux il faut placer au premier rang le Mexique. Il possède deux champs d'or importants, celui d'El-Oro, avec la mine du même nom qui figure parmi les grandes mines du monde, et celui de Sonora. Depuis 1891 jusqu'en 1900, le Mexique a produit en moyenne 29 à 30 millions de francs par an[1]. Le minerai y est abondant et la production se développera largement quand les voies de communication le permettront. Déjà elle s'est élevée à 53.303.000 francs en 1901, 52.628.000 en 1902[2] et 65.000.000 en 1903[3]. Il n'est pas douteux que les progrés réalisés par le Mexique dans ces dernières années ne contribuent à accroître encore cette progression. Dans l'Inde, il existe également de bonnes mines, particulièrement dans le district de Kolar, où l'on compte 16 compagnies minières ayant ensemble 600 pilons[4]. Dans la péninsule Malaise on trouve de riches dépôts d'or, particulièrement ceux qui sont exploités par la Compagnie de Raub. Non loin du Transvaal, il faut signaler les gisements de la British South Africa C° habituellement connue sous le nom de Rhodésia. La production s'est élevée entre 1898 et 1902 de 18.085 onces à 178.058. Les filons sont courts, irréguliers; ils ruineront sans doute plus de capitalistes qu'ils n'en enrichiront, mais, comme ils sont nombreux et riches, leur exploitation contribuera

[1] A défaut de la statistique de M. Arnauné, qui est muette sur ce point, nous nous sommes reportés à la statistique australienne, *loc. cit.*, p. 466.

[2] Ces deux chiffres sont empruntés à M. Arnauné, *loc. cit.*, p. 347. — A noter que l'*Engineering and Mining Journal*, indique pour 1904, 65 millions.

[3] D'après M. Michaut qui l'emprunte à l'*Engineering and Mining Journal*, *loc. cit.*, p. 152.

[4] Les deux mines les plus importantes sont celles de Mysore et de Champion Reef. Cette dernière produit mensuellement 1.160.000 francs.

Digitized by Google

à accroître la production dans des proportions notables[1].

Enfin parmi les régions minières dont la production est susceptible de progresser dans l'avenir il faut mentionner deux colonies françaises, la Guyane et Madagascar. Par suite du développement insuffisant de la colonisation et surtout des voies de communication, elles en sont encore l'une et l'autre aux méthodes de la petite ou tout au plus de la moyenne industrie; toutefois si l'industrie aurifère n'a pas dans ces pays une vitalité suffisante pour créer le milieu nécessaire à son perfectionnement, elle a cependant des gisements assez riches pour profiter des progrès économiques qui, dans l'avenir, ne manqueront pas de se réaliser autour d'elle et qui d'ailleurs se réalisent déjà sous nos yeux, surtout à Madagascar. Ajoutons qu'il ne faut pas perdre de vue l'existence de mines japonaises et chinoises, encore peu connues en Europe mais dont les gisements, surtout ceux des mines chinoises, passent pour très riches et dont la production paraît devoir se développer largement dans l'avenir. La statistique ci-dessous permettra d'apprécier l'importance relative et absolue de ces centres miniers secondaires[2].

PAYS.	ANNÉE 1900.		ANNÉE 1901.		ANNÉE 1902.	
	Poids.	Valeur.	Poids.	Valeur.	Poids.	Valeur.
	Kilog.	Mill^rs de fr.	Kilog.	Mill^rs de fr.	Kilog.	Mill^rs de fr.
États-Unis d'Amérique	119.126	410.323	118.367	407.708	120.373	414.618
Mexique	13.542	46.645	15.475	53.303	15.279	52.628
Canada	41.951	144.498	36.305	125.047	31.209	107.498
Afrique	13.048	44.943	13.677	47.109	58.716	202.244
Australie	110.591	380.925	115.679	398.450	122.749	422.801
Russie	30.312	104.408	34.383	118.430	33.905	116.783
Autriche-Hongrie	3.223	11.101	3.215	11.070	3.267	11.253
Allemagne	99	341	90	310	94	324
Suède	88	303	63	217	94	324
Italie	53	183	53	182	8	27
Espagne	13	45	13	45	15	52
Portugal	3	10	2	7	2	7
Turquie	21	72	37	127	46	158
Finlande	3	10	2	7	2	7
Grande-Bretagne	415	1.429	415	1.429	175	603
République Argentine	66	227	45	155	45	155
A reporter						

[1] Cf. *Économiste européen*, 1903, et Curle, *loc. cit.*, p. 103.

[2] Nous avons dressé cette statistique à l'aide des tableaux fournis par M. Arnauné dans ses rapports de 1903 et de 1904. — Cf. 1904, p. 347 et 1903, p. 303.

Digitized by Google

PAYS.	ANNÉE 1900		ANNÉE 1901		ANNÉE 1902.	
	Poids.	Valeur.	Poids.	Valeur.	Poids.	Valeur.
	Kilog.	Mill^rs de fr.	Kilog.	Mill^rs de fr.	Kilog.	Mill^rs de fr.
Reports						
Bolivie	180	620	180	620	7	24
Chili	2.449	8.435	1.606	5.531	866	2.983
Colombie	1.798	6.193	4.215	14.518	3.796	13.075
Equateur	162	558	165	568	301	1.036
Brésil	4.176	14.384	4.176	14.384	3.001	10.337
Vénézuéla	483	1.663	483	1.663	653	2.249
Guyane anglaise	3.063	10.550	2.666	2.183	2.721	9.372
Guyane hollandaise	698	2.401	610	2.101	484	1.667
Guyane française	2.378	8.191	3.009	10.361	3.642	12.545
Pérou	1.633	3.625	2.000	6.889	3.500	12.055
Uruguay	46	158	47	162	87	300
Amérique centrale	752	2.590	963	3.317	3.012	10.375
Japon	1.808	6.027	1.808	6.027	1.936	6.668
Chine	8.387	28.889	13.680	47.120	13.138	45.253
Corée	6.771	23.322	6.771	23.322	5.265	18.138
Inde anglaise	4.197	48.901	14.138	48.739	14.428	49.300
Indes orientales (anglaises)	860	2.982	1.296	4.464	1.545	5.322
Indes orientales (hollandaises)	654	2.253	654	2.253	850	2.927
TOTAUX	383.049	1.319.185	396.288	1.364.818	445.215	1.533.618

Il se dégage de l'étude de tous ces centres miniers petits et grands une impression d'ensemble très nette. Presque partout on voit que la production s'y développe par l'effet de l'évolution des méthodes d'extraction et de traitement. On ne saurait attendre que par cette évolution, très inégalement avancée, l'industrie aurifère atteigne dans toutes les régions productrices le même degré de concentration qu'au Transvaal. Pour des raisons d'ordre physique, qui tiennent à la nature des gisements, à la faible étendue de certains d'entre eux ou à l'impossibilité d'évaluer leur importance, il y aura toujours dans le domaine de la production de l'or, comme dans tous les autres domaines de l'activité humaine, une place pour la moyenne et même pour la petite industrie. Toutefois, là où l'évolution de l'industrie aurifère est entravée, non par des obstacles d'ordre physique comme ceux que nous venons de signaler, mais par des obstacles d'ordre social, tels que le défaut de développement économique du pays, le défaut d'éducation des producteurs, elle reprendra tôt ou tard sa marche en avant, jusqu'au moment où elle viendra s'arrêter défi-

Digitized by Google

nitivement contre des obstacles d'ordre physique ; presque partout elle est encore en deçà de cette infranchissable limite fixée par la nature ; nous en pouvons donc conclure que, pendant de longues années encore, le mouvement que nous avons décrit continuera et que, dans l'avenir comme dans le passé, il aura pour effet, suivant les milieux, d'accroître la production, de la maintenir dans l'état stationnaire, ou de ralentir sa décroissance.

Digitized by Google

CONCLUSION

L'étude que nous venons de faire de l'industrie aurifère nous montre qu'elle doit, soit au rôle prépondérant joué par l'or depuis un demi-siècle dans la circulation monétaire, soit à la nature des gisements qu'elle exploite, à la concentration et à la haute valeur du métal précieux qu'ils contiennent, d'occuper, parmi les autres industries, une place à part que l'industrie argentifère elle-même ne saurait lui disputer. Le privilège unique dont elle jouit aujourd'hui de pouvoir écouler son produit en quantité illimitée moyennant un prix constant, la valeur parfaitement stable, sinon croissante, de ce produit relativement aux marchandises, l'attrait que ces avantages exceptionnels lui permettent d'exercer sur les travailleurs, les capitalistes et les spéculateurs, ont donné à sa production une intensité, une force d'expansion et de réaction sur les milieux où elle se développe, dont on ne trouve aucun exemple dans l'histoire des autres industries et grâce auxquelles elle a pu triompher de la rareté de sa matière première, de sa productivité inégale et décroissante, des difficultés d'exploitation de toute nature. Elle y est parvenue en s'assimilant rapidement les méthodes économiques et financières, les procédés mécaniques de la grande industrie, en recourant à la chimie et à la physique pour adapter les principes généraux de la métallurgie à l'exploitation d'un minerai qui dissimule le métal précieux dans les combinaisons et les mélanges les plus divers, en faisant appel aux capitaux et aux travailleurs du monde entier. Par l'effet de ces améliorations introduites dans son organisation, elle a pu réaliser dans sa production des économies de plus en plus considérables, qui, en raison de la fixité du taux d'échange de son produit, se sont traduites par un écart grandissant entre ses dépenses et ses recettes.

Digitized by Google

Mais, poussée par l'esprit de spéculation, l'espoir de trouver de riches agglomérations de minerai, le désir de bénéficier des avantages économiques de la production concentrée, et aussi la nécessité, pour assurer sa vie quotidienne, d'exercer son activité sur une matière première sans cesse renouvelée, elle a été amenée, au prix d'une élévation progressive des frais moyens d'exploitation que la productivité décroissante du minerai ne lui a pas permis d'éviter et qui tend à réduire sans cesse l'écart entre ses dépenses et ses recettes à mesure que les progrès techniques et économiques tendent à l'accroître, à étendre sa production, des placers les plus superficiels aux filons les plus profonds et les plus difficilement accessibles. Le résultat de cette évolution a été, pour quelques capitalistes et spéculateurs, d'énormes bénéfices, pour l'ensemble des capitaux consacrés à la production de l'or, une rémunération moyenne des plus médiocres, pour la société, un accroissement extraordinaire de la puissance productive de l'industrie aurifère. Autrefois l'humanité ne pouvait exploiter qu'une partie infime du minerai d'or mis à sa disposition par la nature ; aujourd'hui il n'est pour ainsi dire pas un gisement important, quelle que soit sa teneur, sa profondeur, le milieu plus ou moins réfractaire à la vie économique où il est situé, dont elle ne puisse tirer parti. Telle est, en dernière analyse, la conséquence sociale des privilèges dont bénéficie l'industrie aurifère et des transformations qu'elle a subies. Telle est aussi l'explication du remarquable développement de sa production présente.

Sa production future bénéficiera, elle aussi, de cet accroissement de puissance productive, dont l'effet bienfaisant est loin d'être épuisé, même dans les gisements actuels et se fera sentir avec une force toujours nouvelle toutes les fois qu'on découvrira de nouveaux gisements. Sans doute il ne faut pas se laisser aller à l'illusion optimiste de certains auteurs selon lesquels l'humanité n'aurait pas à redouter davantage l'épuisement du minerai d'or que celui du charbon[1]. La rareté relative de la matière première de l'industrie aurifère combinée avec le caractère de plus en plus intensif de sa production, qui aura fatalement pour conséquence un épuisement de plus en plus rapide des gisements connus, nous paraît rendre impossible toute comparaison entre

[1] Lexis, dans le dictionnaire de Conrad, *loc. cit.*

Digitized by Google

deux industries si différentes ; mais ce qui est certain, c'est que, sur les cinq régions minières étudiées par nous et dont la production représente les 8/10 de la production totale, une seule, le Canada, paraît devoir entrer prochainement par l'épuisement de la matière première dans la voie de la décadence. Toutes les autres ont la possibilité, en perfectionnant leurs méthodes, en exploitant de nouveaux gisements, de développer plus ou moins largement leur production. Parmi elles il en est deux, le Transvaal et l'Australie de l'Ouest, qui donnent des espérances particulièrement brillantes et sûres et dont la production, qui suit une progression ascendante très rapide, est loin d'avoir atteint son point culminant. Dans ces conditions et en tenant compte de tous les autres centres miniers secondaires dont l'exploitation, dans l'ensemble, est nettement en progrès, il n'est nullement excessif d'admettre que la production annuelle totale, qui s'est élevée par bonds rapides de 816 millions de francs en 1893 à 1.700.000.000 en 1903[1], puisse atteindre ou même dépasser dans quelques années deux milliards et se maintenir à ce chiffre pendant au moins un quart de siècle, délai minimum nécessaire pour l'épuisement des grands gisements actuels. Si cette prévision, qui n'est nullement téméraire, se réalise, les 56 milliards d'or existant actuellement dans le monde seront ainsi portés, dans vingt-cinq ou trente ans, à un chiffre qui ne sera pas inférieur à cent ou cent vingt milliards. Nous pouvons ajouter que la production ne s'arrêtera pas là ; certains des gisements actuellement connus seront peut-être encore en exploitation dans un demi-siècle et comme les trois quarts du globe restent à explorer, du moins au point de vue des richesses minérales qu'ils contiennent, comme le minerai d'or, s'il est rare, paraît assez régulièrement distribué à la surface du globe, il est infiniment probable qu'à cette époque on aura trouvé d'autres gisements et qu'ils auront été mis en exploitation avec plus d'intensité encore que les gisements actuels[2]. Mais ici finit le domaine de la science et commence celui de l'imagination pure, au bord duquel nous nous arrêtons.

[1] M. Paul Leroy-Beaulieu formule des prévisions analogues aux nôtres. *Économiste français*, 1902, p. 753 et suiv.

[2] D'après l'*Engineering and Mining Journal*, dont les évaluations sont d'ailleurs plutôt exagérées, la production de 1904 a été de 1.754.578.800 francs.

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE

G. Aubert. — *L'Afrique du Sud*, Paris, 1898.

A. Bordeaux. — *Les mines d'or de l'Afrique du Sud*, Paris, 1898.

Cumenge et Fuchs. — *L'or; ses propriétés; ses gisements; son extraction;* dans : *Encyclopédie chimique de Fremy*, Paris, 1892.

H. de la Coux. — *L'or; gîtes aurifères; extraction de l'or*, Paris, 1896.

De Launay. — *Les mines d'or du Transvaal*, Paris, 1896.

— — *Les richesses minérales de l'Afrique*, Paris, 1903.

Dupont. — *Les mines d'or de l'Afrique du Sud*, Paris, 1893.

Hauser. — *L'or*, Nony, 1901.

Landrin. — *Traité de l'or*, Paris. 1863.

Laur. — *La production des métaux précieux en Californie*, Paris, 1862.

Pierre Leroy-Beaulieu. — *Les nouvelles sociétés anglo-saxonnes*, Paris, 1897.

Pierre Leroy-Beaulieu. — *La rénovation de l'Asie*, Paris, 1900.

Levasseur. — *La question de l'or*, Paris, 1858.

— — *L'ouvrier Américain*, Paris, 1898.

Levat. — *Exploitation des placers au moyen des dragues à or.* — *Congrès international des mines et de la métallurgie*, Saint-Étienne, 1900. — *L'or en Sibérie orientale*, Paris, 1897.

R. G. Levy. — *Le Transvaal et son avenir:* dans le *Bulletin de la Société d'encouragement pour l'industrie nationale*, juillet 1903.

Metin. — *Le socialisme sans doctrines*, Paris, 1901.

Michaut. — *L'industrie aurifère au Transvaal*, Paris, 1904.

Paisant. — *L'industrie minière au Transvaal;* dans les *Annales des sciences politiques*, juillet 1898.

Roswag. — *L'or et l'argent*, Paris, 1890.

La Russie à la fin du XIXe *siècle. Ouvrage publié par les soins*

Digitized by Google

de la commission impériale de Russie à l'exposition de 1900, Paris, 1900.

SIMONIN. — *L'or et l'argent*, Paris, 1880.

THÉRY. — *Conditions de l'exploitation minière au Transvaal*, Paris, 1903.

CURLE. — *The gold mines of the World*, London, 1902.

TH. EGLESTON. — *The metallurgy of gold, silver and mercury in the United States*, New-York, 1887.

EISSLER. — *The metallurgy of gold*, Londres, 1888.

LOCK. — *Practical gold mining*, Londres, 1889.

PERCY. — *Silver and gold*, Londres, 1880.

PHILIPPS. — *The mining and metallurgy of gold and silver*, Londres, 1867.

RAYMOND. — *Silver and gold*, Londres, 1873.

Report on the Transvaal labour commission, Johannesburg, 1903.

Rapports et publications diverses de la chambre des mines du Transvaal.

ABRAHAM. — *Methodische Wertbeurteilung der Witwatersrand goldbergbau Unternehmungen*, Berlin, 1901.

BIEDERMANN. — *Die Statistik der Edelmetalle als Materialien zur Beurteilung der Währungsfrage*, Berlin, 1898.

GUMPEL. — *Die Speculation in Goldminen-Werten*, Freiburg *in B.*, 1903.

LEXIS. — *Handwört. de Conrad*, v° Gold.

VOM RATH. — *Ueber das Gold*, Berlin, 1879.

SUESS. — *Die Zukunft des Goldes*, Vienne, 1877.

L'Afrique minière.

Annales des mines.

Bulletin trimestriel de la Société de l'industrie minérale.

Économiste européen.

Économiste français.

Revue universelle des mines et de la métallurgie.

Revue générale des sciences.

Revue sud-africaine.

The Economist, Londres.

The Engineering and Mining Journal, New-York[1].

[1] Nous exprimons toute notre gratitude à M. Raphaël-Georges Lévy qui a bien voulu mettre à notre disposition l'excellente bibliothèque de la *Compagnie française des mines d'or de l'Afrique du Sud*, et à MM. Paisant et Jeanniot, attachés à cet établissement, qui nous ont prêté leur précieux concours avec la plus parfaite obligeance.

Digitized by Google

Digitized by Google

LA
PRODUCTION DE L'ARGENT

Par **Léon POLIER**

La plupart des questions monétaires contemporaines sont dominées et même peut-on dire provoquées par l'état actuel de la production de l'argent. Ce sont les changements survenus dans les résultats de cette production qui ont soulevé, dans les termes où ils se sont posés, les problèmes des changes et du monométallisme. Or, on a l'habitude, le plus souvent, en cette matière de ne prendre comme base des études théoriques que les données statistiques de la production sans s'enquérir suffisamment des causes qui ont pu provoquer les modifications de ces données. On part du fait sans en analyser le contenu.

Il y aurait pourtant intérêt, en ce qui concerne l'accroissement de la production de l'argent, à savoir pourquoi cet accroissement s'est produit, à chercher surtout s'il constitue un phénomène accidentel, lié à des causes accidentelles ou s'il est destiné à durer. On se trouve en présence ici d'un phénomène dont les conséquences ne peuvent être pleinement appréciées que si l'on est fixé sur ces divers points. Mais on est obligé de remonter pour cela à la racine même de ce phénomène, c'est-à-dire aux conditions techniques dont il dépend.

Ces conditions sont en général tout à fait ignorées des économistes. On les entend couramment parler des mines d'argent, par exemple, et du coût de production de l'argent, alors que la simple connaissance de la situation actuelle de l'industrie argentifère nous fera savoir qu'il est à peu près impossible aujourd'hui de déterminer le coût de production du métal blanc, et

Digitized by Google

qu'il n'existe qu'une quantité assez restreinte, à coup sûr pas prédominante, de véritables mines d'argent. Les erreurs commises peuvent donc être graves, les déductions viciées et les conclusions faussées tant que l'on opère sur des bases statistiques abstraites dont on n'a pas pénétré le substratum concret. — Un des buts du présent travail sera de dégager les connaissances techniques indispensables pour ne pas tomber dans de pareilles erreurs.

On ne doit donc pas s'attendre à trouver dans les pages suivantes un essai de monographie économique de l'industrie argentifère. Cette industrie n'existe pas en général de façon indépendante : elle n'a pas d'existence autonome. Nous nous proposons uniquement de chercher à apporter ici quelques éclaircissements au phénomène actuel de l'accroissement de la production de l'argent, ce que nous ferons au moyen d'une double étude, d'abord technologique puis économique.

L'étude qui va suivre comprendra donc deux parties :

1° La production de l'argent au point de vue technique.

2° La production de l'argent au point de vue économique.

Digitized by Google

PREMIÈRE PARTIE

LA PRODUCTION DE L'ARGENT AU POINT DE VUE TECHNIQUE

CHAPITRE PREMIER

Minerais et gisements de l'argent.

L'argent se présente dans la nature tantôt à l'état natif et tantôt à l'état de composé avec une grande variété d'autres corps tels que le soufre, le chlore, le plomb, le cuivre, le zinc, l'or, le mercure, etc... Ces combinaisons naturelles sont en nombre très considérable, mais elles sont plus ou moins répandues et il n'est besoin ici de s'occuper que de celles qui offrent, par leur abondance même un intérêt économique évident. Je ne signalerai donc que les espèces courantes de minerais d'argent.

On peut les diviser en deux catégories :

Ce sont :

1° Les minerais où l'argent se rencontre comme *élément principal*, c'est-à-dire ceux dans lesquels l'argent se trouve dans des proportions telles qu'il peut être l'objet unique du traitement métallurgique.

2° Les minerais dans lesquels l'argent n'existe qu'à titre d'*élément secondaire*, c'est-à-dire ceux qui offrent un intérêt métallurgique aussi bien au point de vue de l'argent que d'un ou de plusieurs des autres éléments composants.

Parmi les minerais du premier groupe, les plus importants sont les suivants :

Digitized by Google

a) *L'argent natif.*

Il se présente en cristallisations, sous la forme de cubes, d'octaèdres, de dendrites, de fils, de lamelles, d'écailles, de pépites ou de plaquettes massifs. Parfois il a été trouvé en blocs considérables de plusieurs dizaines de kilogrammes. On en cite quelques-unes de plus de 200 kilog. et l'on rapporte même qu'il en fut extrait, au XVIIIe siècle, une masse de 697 kilogrammes. Le plus souvent, il est uni à d'autres métaux, avec l'or par exemple comme il arrive dans le filon de Comstock (Nevada). C'est alors l'*électrum* des anciens — ou encore avec le mercure ou avec le cuivre. L'argent natif est loin d'être la forme la plus commune des minerais d'argent. On le rencontre cependant dans plusieurs gisements : à Kongsberg en Norvège, dans l'Erzgebirge, en Saxe, au lac Supérieur dans l'État de Michigan, dans le Nevada, au Mexique (Batopilas), au Pérou (mines de Coronel et de Loyse), au Chili, en Bolivie, en Australie (Broken-Hill, dans la Nouvelle-Galles du Sud).

b) *L'argent sulfuré.*

Ce minerai est un composé dans lequel l'argent entre environ pour 87 0/0 et le soufre pour 13 0/0, avec en outre de très petites quantités de plomb, de fer, de cuivre. Il constitue une forme très importante des minerais d'argent; on la rencontre surtout au Mexique (mines de Guanaxuato et de Zacatecas), au Pérou, au Chili, en Bolivie (mine de Huanchaca), dans le Nevada, dans l'Erzgebirge, en France, à Giromagny et à Huëlgoat.

c) *L'argent chloruré.*

Il comprend 75 0/0 d'argent et se présente sous une forme molle, comme la cire. On le trouve, surtout dans les affleurements supérieurs des gisements, au Mexique, au Chili, au Pérou, en Bolivie, dans le Colorado (Leadville) et à Broken-Hill (Nouvelle-Galles du Sud.

d) *Le cuivre gris ou tétraédrite.*

Celui-ci est un minerai d'argent que l'on rencontre très fréquemment. C'est une combinaison de sulfures de cuivre, d'argent, d'arsenic, d'antimoine, de zinc, de fer, etc... Il n'est d'ail-

Digitized by Google

leurs pas tout à fait exact de le classer parmi les minerais où l'argent existe à l'état d'élément prédominant. En réalité, il occupe une place intermédiaire entre les minerais de la première catégorie et ceux de la deuxième. La teneur en argent y varie en effet de 31 0/0 à 1 0/0, et l'on remarque en général que dans ces variations l'argent et le cuivre se remplacent mutuellement, de sorte qu'à mesure que la proportion d'argent augmente, celle du cuivre diminue et inversement [1].

Une remarque générale est ici nécessaire : la plupart des minerais d'argent mentionnés ci-dessus ne se rencontrent pas d'habitude les uns à l'exclusion des autres, mais bien plutôt tous ensemble dans les mêmes gisements. Les affleurements supérieurs contiennent l'argent chloruré, l'argent bromuré, l'argent natif; plus bas, dans les parties profondes, on rencontre les combinaisons de l'argent avec le soufre, l'arsenic, l'antimoine [2]. Il en résulte cette conséquence, économiquement et techniquement très importante, que le traitement métallurgique a pour objet moins un minerai défini, qu'un ensemble très complexe de composés. Les opérations d'extraction sont, par suite, particulièrement délicates, et la métallurgie de l'argent présente de grosses difficultés.

La seconde catégorie des minerais d'argent est celle où le métal précieux est contenu à l'état d'élément secondaire.

Cette classe de composés argentifères comprend les formes de minerais les plus répandus. L'argent y est associé tantôt au plomb (*galène* ou *sulfure de plomb argentifère*), tantôt au cuivre (*pyrites cuivreuses argentifères*), au zinc (*blende*), au nickel, au cobalt ou au bismuth.

Les deux premières formes — galène et pyrites cuivreuses — sont de beaucoup les plus importantes non seulement des minerais de cette classe, mais même de tous les minerais d'argent. S'il n'est pas vrai de dire que tout minerai d'argent contient du plomb ou du cuivre, en revanche il est vrai que tout minerai de plomb ou de cuivre contient de l'argent en quantité variable. D'ailleurs, il semble même que la liaison de l'argent au cuivre et au plomb soit, en une certaine mesure, d'ordre général. On a remarqué, en

[1] V. Schnabel, *Traité de métallurgie*, Paris, Baudry et Cie, 1896, p. 429.
[2] Schnabel, *ibid.*, p. 430.

Digitized by Google

effet, que, à mesure que les mines s'approfondissent davantage, le soufre, l'antimoine, l'arsenic qui apparaissent à la surface et jusqu'à une certaine profondeur comme seuls minéralisateurs de l'argent, sont bientôt suivis de minéralisations sulfureuses, antimonieuses et arséniacales du plomb, du cuivre et du zinc qui se présentent à leur suite. Cette transformation est aujourd'hui le fait général et presque fatal que l'on constate dans bien des gisements d'argent, privés de plomb, cuivre et zinc pendant quelque temps, et dégénérant ensuite, en profondeur, en gisements plombeux, cuivreux et blendeux[1].

Ainsi, il est déjà important de noter que l'argent se présente le plus souvent en combinaison avec des métaux que l'on peut extraire en même temps que lui. On verra plus loin comment cette liaison minéralogique a produit des conséquences importantes en tant qu'elle a eu pour effet d'enlever à la production de l'argent son autonomie pour la rendre solidaire des productions connexes.

[1] Roswag, *L'argent et l'or ; production, consommation et circulation des métaux précieux*, Paris, Dunod, 1889-1890, t. I, p. 34.

Digitized by Google

CHAPITRE II

Métallurgie de l'argent.

Lorsqu'on est en présence des minerais d'argent que nous venons d'énumérer, il faut, pour obtenir le métal-argent, l'extraire de ces minerais plus ou moins complexes dans lesquels il est incorporé. L'argent natif lui-même, qui offre le plus souvent l'aspect, non de blocs massifs immédiatement utilisables, mais de fines cristallisations noyées dans des conglomérats siliceux ou autres qui constituent leurs *gangues*, doit en être extrait.

Quels sont les procédés employés à cet effet?

D'une façon générale, on peut dire que les méthodes d'extraction du métal-argent consistent à absorber l'argent contenu dans le minerai au moyen d'un corps dont on pourra ensuite le séparer aisément.

Ces corps dissolvants de l'argent sont de plusieurs sortes. Les deux plus usités et le plus anciennement connus sont le plomb et le mercure ; on y ajoute aujourd'hui des dissolvants liquides tels que les acides chlorydrique, sulfurique, acétique, etc...

Le *plomb* jouit de la propriété d'absorber l'argent lorsqu'il est fondu en sa présence et que la température dépasse 400°. Il suffit donc, pour provoquer un alliage plomb-argent que la masse minérale dans laquelle est incoporé l'argent soit mise en fusion en contact avec du plomb ; celui-ci peut se trouver naturellement dans le minerai ou être ajouté sous une forme quelconque (minerai, grenaille, etc...). Une fois cet alliage obtenu il suffira de séparer les deux métaux, ce qui est réalisé au moyen de divers procédés qui seront examinés plus loin.

Le *mercure* est un dissolvant extrêmement énergique de l'argent. Liquide à la température ordinaire, il agit par simple contact sur l'argent *à l'etat métallique*. Cet alliage mercure-ar-

Digitized by Google

gent porte le nom d'*amalgame,* il se sépare facilement en ses deux éléments par une simple distillation. La difficulté est seulement de faire parvenir l'argent, lorsqu'il est sous forme de chlorures ou de sulfures, à l'état métallique, condition essentielle pour la formation de l'amalgame. On verra comment on l'obtient.

Enfin, les acides dissolvants de l'argent, agissent soit en absorbant l'argent, soit en le laissant au contraire dans les résidus.

Il résulte de ce qui précède, que l'on peut classer les procédés d'extraction de l'argent en plusieurs catégories :

1° La *voie ignée ou sèche* qui est celle dans laquelle intervient le plomb et qui exige, en conséquence, le traitement par le feu.

2° La *voie humide* qui est celle de la méthode par le mercure ou par les acides. Mais, en réalité, la voie humide exige toujours, à un titre quelconque, l'application de la chaleur soit avant (grillage du minerai), soit après (distillation), soit même, en une certaine mesure, pendant l'opération (procédé d'amalgation à chaud). C'est donc plutôt une *voie mixte.*

Enfin, une troisième méthode, la plus récente, théoriquement applicable à la plupart des minerais, mais utilisée en pratique seulement pour les pyrites cuivreuses argentifères, est la *voie électrolytique* encore peu répandue.

Nous allons brièvement examiner les deux premières méthodes, surtout au point de vue des progrès faits et de leurs avantages économiques respectifs.

1° Voie sèche ou ignée.

Cette méthode d'extraction de l'argent comporte deux phases principales et bien distinctes. La première consiste essentiellement dans une fusion qui a pour but d'obtenir l'alliage plomb-argent, c'est-à-dire de réaliser l'absorption de l'argent par le plomb. La seconde a pour but, au contraire, d'obtenir la désargentation de cet alliage qui porte le nom de *plomb d'œuvre* lorsque sa teneur en argent est assez forte pour supporter la désargentation.

A. La première opération du traitement par voie ignée, qui porte le nom d'*emplombage*, n'a pas subi de grands perfectionnements depuis les anciens qui ont connu depuis des temps très

Digitized by Google

reculés le procédé d'extraction par le plomb. D'ailleurs, cette opération est simple puisqu'il s'agit seulement de mélanger le minerai d'argent au plomb en fusion : les seuls progrès qu'il fût possible d'accomplir ne pouvaient consister que dans l'augmentation de la puissance des appareils et des quantités traitées. Dans le four rond, dit castillan, on ne passait, il y a cinquante ans, que 7 à 8 tonnes du lit de fusion en 24 heures. Aujourd'hui, au four Pilz, on passe 30 à 40 tonnes dans le même temps.

B. La seconde opération, au contraire, a subi, dans la seconde moitié du siècle dernier, des modifications et des perfectionnements d'une grande importance économique : la désargentation du plomb d'œuvre s'opère toujours dans tous les cas, et suivant un procédé très ancien, au moyen de la *coupellation*, que nous décrirons plus loin. Seulement, les plombs d'œuvre ne peuvent être coupellés que s'ils ont une teneur minima de 8 à 9 kilogs d'argent à la tonne. Il en résulte donc que tous les minerais peu riches, tels que les plombs argentifères où la proportion d'argent est moindre que 1 0/0, ne peuvent se transformer par la fusion qu'en plomb d'œuvre non susceptible de coupellation.

Tant que la coupellation directe fut le seul procédé connu de désargentation, l'argent contenu dans les minerais pauvres demeura inexploitable. Mais on sait, actuellement, avant de soumettre les plombs d'œuvre à la coupellation, leur faire subir un traitement qui a pour but d'augmenter leur teneur en argent au moyen d'une concentration de l'argent qu'ils contiennent dans une quantité réduite de plomb d'œuvre. Tout plomb d'œuvre, pour si pauvre qu'il soit, peut donc, après un enrichissement préalable, être soumis avec succès à la coupellation; ce qui revient à dire que tout minerai d'argent peut être aujourd'hui utilement exploité.

Il y a deux procédés présentement utilisés pour enrichir les plombs d'œuvre. L'un, découvert par Pattinson en 1839, mais devenu pratique lorsqu'il prit, une trentaine d'années plus tard, des formes industrielles mécaniques, porte le nom de *cristallisation* ou de *pattinsonnage*. L'autre, postérieur à celui-ci (1852), utilise une propriété particulière du zinc et porte le nom de *zingage*.

Nous étudierons successivement ces procédés d'enrichissement des plombs d'œuvre, avant de décrire la coupellation qui demeure

Digitized by Google

toujours l'unique procédé connu pour opérer la séparation définitive de l'argent et du plomb.

a) *Pattinsonnage.*

Le pattinsonnage est une opération qui consiste essentiellement à séparer un plomb d'œuvre dont la teneur en argent est insuffisante, en deux parties, l'une appauvrie en argent, l'autre dans laquelle au contraire l'argent se trouve concentré. Il est basé sur la propriété que possède le plomb argentifère fondu de se décomposer, lorsqu'on le laisse se refroidir lentement, en une partie liquide riche en argent et une partie solide, pauvre en argent, qui est formée de cristaux[1] (d'où le nom de *cristallisation* que l'on donne aussi au pattinsonnage).

Pendant que se refroidit le plomb argentifère fondu, on voit apparaître de petits cristaux dans la masse. Un ouvrier, au moyen d'une grande écumoire puise au fond de la chaudière à mesure qu'ils se forment, ces petits cristaux qui se séparent comme des grumeaux du liquide même. Ils sont, au fur et à mesure, déversés dans une autre chaudière, et cette opération est poursuivie jusqu'à ce que l'on ait épuisé, par cette transformation en cristaux aussitôt retirés, les deux tiers environ du plomb argentifère traité. A ce moment, le résidu, appelé *culot*, est d'une teneur en argent double de ce qu'elle était dans le plomb primitif, tandis que les cristaux sont à une teneur sous-double. Ainsi, la masse primitive de plomb, supposée de 9 tonnes à 100 grammes d'argent à la tonne, est divisée en un culot de 3 tonnes à 200 grammes d'argent à la tonne, et en une masse de cristaux de 6 tonnes à 50 grammes d'argent à la tonne[2]. Parfois aussi, pour les plombs très pauvres, on pousse la division au huitième, et le résidu est dès lors d'une teneur en argent triple de celle du plomb primitif.

D'ailleurs, l'opération ne s'arrête pas à cette première division. Le principe que tout plomb argentifère peut être séparé en cristaux à basse teneur et en résidu à teneur concentrée, est général. Les cristaux et le culot obtenus à la suite de la première cristallisation peuvent être donc eux-mêmes, après fusion, soumis à une

[1] Schnabel, *loc. cit.*, p. 462.
[2] V. Roswag, *L'argent et l'or*, p. 64-65.

Digitized by Google

nouvelle cristallisation qui s'opère dans les mêmes conditions. Et, en continuant ainsi le dédoublement au moyen d'une série de cristallisations, on arrivera progressivement à se trouver en présence, d'une part d'un plomb très pauvre en argent et marchand, et d'autre part à du plomb très riche et d'une teneur propre à subir la coupellation.

En pratique, ces opérations de fusion, de cristallisation et de dédoublements successifs se poursuivent dans des batteries de chaudières rangées les unes à la suite des autres, en nombre et en ordre tels que le travail se poursuive de façon continue.

L'enrichissement du plomb d'œuvre au moyen du procédé Pattinson peut être poussé jusqu'à 2,5 0/0; l'appauvrissement des cristaux ne peut industriellement pas être poussée au-dessous de 0,001 0/0. La perte en plomb est environ de 3 0/0, celle en argent de 1,5 0/0[1]. La dépense en combustible est de 20 à 25 0/0 du poids du plomb d'œuvre primitif; les opérations sont longues et exigent beaucoup de main-d'œuvre.

Ces divers inconvénients ont fait presque partout abandonner le pattinsonnage manuel. Dans toutes les usines du continent, celle de Freyberg exceptée, il est maintenant remplacé par le zingage. Aux États-Unis il est également peu employé. Lorsqu'on est resté fidèle, pour des raisons variables au procédé de la cristallisation, on a du moins remplacé la manipulation à bras d'hommes par divers procédés perfectionnés de pattinsonnage mécanique.

Les plus connus sont le procédé Boudehen et surtout le procédé Luce et Rozan.

Ces deux procédés ont pour objet de remplacer autant que possible le travail de l'ouvrier par un travail mécanique. Le brassage du liquide est réalisé soit au moyen de machines soit au moyen de la vapeur d'eau en tension (procédé Luce et Rozan). En outre, au lieu d'opérer le dédoublement par épuisement des cristaux, c'est le résidu qui est enlevé par soutirage, les cristaux étant retenus par une griffe métallique, d'où le nom de *procédé par soutirage* qui est donné à la fois à ces deux traitements.

Les avantages du procédé Luce et Rozan sont considérables

[1] Schnabel, *Métallurgie*, p. 469 et 476.

Digitized by Google

par rapport au pattinsonnage manuel. La rapidité est plus grande : pour opérer le dédoublement d'une chaudière de 36 tonnes, trente à quarante minutes suffisent[1]. L'économie du combustible et l'économie de la main-d'œuvre sont environ des 2/3; en outre, on n'a pas besoin comme pour le pattinsonnage ordinaire, de procéder au raffinage préalable des plombs bruts.

Pour donner une idée de l'économie réalisée, indiquons seulement qu'à l'usine de Saint-Louis-lès-Marseille, où sont travaillés des plombs espagnols, le coût d'extraction par tonne de plomb était, avec le pattinsonnage manuel, de 46 fr. 54, et avec le procédé Luce et Rozan, de 25 fr. 85. Mais l'appauvrissement du plomb n'est pas poussé au delà de 0,001 ou 0,002 0/0, comme dans le procédé manuel; la perte en argent est toujours de 1,5 0/0, celle en plomb, un peu moindre, de 2,1 0/0; et surtout les manipulations sont en nombre trop grand. D'après Roswag, le mouvement à faire pour obtenir le résultat est d'environ dix-huit fois la quantité de plomb d'œuvre à élaborer[2].

A tous ces points de vue, le procédé d'enrichissement par le zingage est infiniment supérieur.

b) *Zingage.*

Lorsque l'on fond du plomb argentifère, si l'on dépose dans le métal fondu une certaine quantité de zinc (1,5 à 2 0/0 du poids du plomb), si ensuite on chauffe le bain métallique jusqu'à ce que le zinc entre en fusion et si, enfin, on incorpore uniformément le zinc fondu dans le bain, il se forme à la surface de ce dernier, dès qu'on abaisse la température, une croûte écumeuse. Celle-ci est constituée par un alliage ternaire de plomb, de zinc et d'argent, plus léger que le plomb fondu et qui a absorbé tout l'argent contenu dans le plomb argentifère. Elle peut être enlevée sans difficulté du bain métallique, qui se trouve dès lors dépouillé de son argent[3].

C'est sur cette remarquable propriété du zinc, d'absorber et de concentrer en des écumes aisément séparables du plomb, l'argent contenu dans le plomb d'œuvre, qu'est basé le procédé de

[1] Roswag, *L'argent et l'or*, p. 68.
[2] Roswag, *ibid.*, p. 66.
[3] Schnabel, *Métallurgie*, p. 477

Digitized by Google

désargentation connu sous le nom de zingage. Le principe en fut découvert par Karsten, en 1842. Mais il demeura longtemps inutilisable au point de vue industriel. La récupération du zinc était très difficile et il y avait, dans le traitement des écumes zingueuses, de grandes pertes en argent. Parkes fut le premier, en 1852 à l'appliquer dans les usines anglaises. Quelques usines allemandes de la Prusse rhénane suivirent cet exemple en 1860 : et ce n'est qu'à partir de cette époque que le zingage, perfectionné et rendu vraiment pratique, commença à se répandre un peu partout et à remplacer progressivement le procédé Pattinson[1].

Le zingage comporte deux opérations bien distinctes : la première a pour objet la formation de l'alliage ternaire, c'est-à-dire la séparation du plomb argentifère, grâce à l'incorporation du zinc, en deux parties : les écumes ou l'alliage ternaire, riche en argent, et le plomb désargenté. Mais il faut ensuite éliminer le zinc de l'alliage ternaire obtenu, afin de ne se trouver en présence que d'un plomb d'œuvre riche en argent qui sera ensuite traité par l'opération finale de la coupellation. Cette transformation de l'écume de zinc en plomb riche en argent est l'objet de la deuxième opération du zingage.

1° La décomposition du plomb argentifère est effectuée dans des chaudières en fonte ou en acier dont la capacité n'est jamais inférieure à 12 tonnes. Plus cette capacité est grande, plus on économise le combustible et surtout la main-d'œuvre. Aussi, aux États-Unis, les chaudières ne contiennent-elles jamais moins de 30 tonnes. Dans plusieurs usines, à Pittsburg par exemple, la capacité s'élève jusqu'à 50 et 55 tonnes.

La quantité de zinc qu'il faut mélanger au plomb fondu pour réaliser la désargentation varie suivant la richesse en argent du plomb argentifère : elle est d'autant plus grande que le plomb est plus riche. Cependant, avec le plomb pauvre, on emploie relativement plus de zinc qu'avec le plomb riche, parce que le plomb n'absorbe jamais moins de 0,6 0/0 de zinc, retenu par le plomb et n'ayant aucun effet pour la désargentation. Il existe donc des proportions définies de zinc à incorporer au plomb argentifère pour le dépouiller de son argent. Mais, en

[1] Roswag, *L'argent et l'or*, p. 69; Schnabel, *loc. cit.*, p. 478.

Digitized by Google

pratique, on ne mélange jamais d'un seul coup cette quantité donnée de zinc avec le plomb. On n'y précipite tout d'abord qu'une partie de ce zinc ; puis, après avoir extrait les écumes, on procède à une nouvelle fusion et à une nouvelle incorporation de zinc, et ainsi de suite, jusqu'à l'épuisement de la dose totale du zinc; ce qui se produit, en général, en trois ou quatre fois. Si le plomb était aurifère, l'or est absorbé, en même temps que l'argent, mais complètement par la première dose de zinc[1].

Par le procédé du zingage, l'appauvrissement du plomb argentifère est beaucoup plus complet que par le pattinsonnage : le plomb ne renferme plus que 0,0005 ou même seulement 0,0003 0/0 d'argent.

2° Après avoir obtenu l'alliage ternaire des écumes, riche en argent, il faut éliminer le zinc pour ne conserver qu'un plomb d'œuvre propre à la coupellation.

Il existe un assez grand nombre de procédés pour obtenir l'élimination du zinc; mais il n'en est que deux qui permettent de récupérer le zinc sous une forme utilisable et qui soient dès lors industriellement avantageux : Ce sont le procédé par la distillation du zinc et le procédé de l'oxydation du zinc à l'aide de vapeur d'eau (procédé Cordurié).

La distillation est très simple : elle consiste à chauffer l'alliage ternaire dans un appareil à distillation, jusqu'au point de fusion du zinc. Il se volatise et est recueilli sous forme de métal, tandis que le plomb riche en argent reste dans la cornue.

Quant au procédé de l'oxydation, il consiste en la décomposition de l'écume riche en plomb riche d'une part, et en un mélange d'oxyde de zinc, d'oxyde de plomb et de plomb riche d'autre part, au moyen d'une injection de vapeur d'eau en tension dans l'écume fondue. L'oxyde de zinc est ensuite séparé de l'oxyde de plomb et du plomb riche qu'il a entraînés, par l'acide sulfurique ou par le carbonate d'ammonium dans lesquels il est soluble.

Ce procédé fournit le rendement en argent le plus élevé, mais il est compliqué et coûteux, surtout au point de vue de la perte en zinc; car les produits zincifères obtenus se vendent beaucoup plus mal que le métal que la distillation permet de récu-

[1] Schnabel, *Métallurgie*, p. 486 et s.; Roswag, *L'argent et l'or*, p. 69 et s.

Digitized by Google

pérer. C'est donc la distillation qui est le plus couramment usitée.

Le point d'arrivée du zingage, comme du pattinsonnage, est un plomb d'œuvre riche en argent. On y arrive dans des conditions bien plus économiques et plus favorables : La perte en plomb est plus faible : elle descend jusqu'à 1 0/0 et ne doit pas dépasser 2 0/0. La perte en argent est très faible : nous avons donné plus haut le degré d'appauvrissement auquel peut être amené le plomb argentifère. Enfin, le plomb d'œuvre est enrichi jusqu'à 10 et 12 0/0.

Il faut maintenant soumettre le plomb d'œuvre résultant aussi bien du zingage que du pattinsonnage, à l'opération finale de la coupellation.

c) *Coupellation.*

La coupellation a pour but de séparer du plomb l'argent, ou l'argent et l'or contenus dans le plomb d'œuvre. Ce procédé, déjà connu des Égyptiens, repose sur la très remarquable propriété qu'ont les os de laisser filtrer dans leur intérieur, à 800 degrés, l'oxyde de plomb ou litharge liquide, tandis qu'ils laissent parfaitement intacts à leur surface le plomb métallique et les métaux précieux, l'or et l'argent, également liquides[1].

Pour procéder à la coupellation, on fabrique donc au moyen de cendres d'os calcinés, broyés et malaxés avec de la potasse, un récipient appelé *coupelle*. On remplace aujourd'hui la cendre d'os par de la marne ou des mélanges d'argile et de pierre calcaire. Le plomb d'œuvre est fondu dans la coupelle et soumis à un courant d'air qui, léchant sa surface, oxyde le plomb, et le transforme en litharge qui s'écoule à travers la sole de la coupelle par des rigoles que l'on y a ménagées. L'opération se continue ainsi jusqu'à ce que tout le plomb soit transformé en litharge : la masse du plomb d'œuvre diminue à mesure que se forment l'oxydation, et se rassemble au fond de la coupelle. Au moment où disparaît la dernière trace de plomb, la masse métallique en fusion qui n'est plus qu'un gâteau d'argent, s'irise puis lance lorsque s'éliminent les dernières traces de plomb, une vive lumière connue sous le nom d'*éclair*. L'opération est dès lors terminée. On a d'un côté de la litharge ou oxyde de plomb, de

[1] Roswag, *L'argent et l'or*, t. I, p. 57.

Digitized by Google

l'autre de l'argent, ou si le plomb d'œuvre était aurifère, un alliage or-argent qui doit être soumis à une nouvelle opération (*affinage* ou *départ*) pour être séparé de ces deux éléments.

Le travail de la coupellation donne lieu à une faible perte en argent : environ 1/2 0/0. Mais il donne lieu à une assez considérable perte en plomb. Celle-ci se produit de deux façons : directement par volatilisation au cours même de l'opération; et indirectement dans le travail de revivification des litharges lorsqu'on veut les transformer en plomb marchand. La perte totale du plomb, pour l'une ou l'autre de ces causes, oscille entre 2 et 8 0/0 du plomb contenu dans le plomb d'œuvre[1].

Il y a donc avantage, pour éviter une trop grande perte de plomb, à soumettre à la coupellation une quantité de plomb aussi petite que possible par rapport à la quantité d'argent, ou en d'autres termes, à soumettre à la coupellation un plomb d'œuvre aussi riche que possible.

Voilà pourquoi, même lorsqu'on se trouve obtenir directement un plomb d'œuvre assez riche en argent pour pouvoir être coupellé (il suffit d'une teneur de 8 à 9 kilogs d'argent à la tonne), en pratique, on le soumet cependant toujours à un enrichissement qui concentre l'argent dans une quantité de plomb d'œuvre réduite.

Les procédés de désargentation en usage depuis 1860 n'ont donc pas permis seulement de traiter avec succès des plombs argentifères d'une teneur considérée jusque-là comme trop faible, mais ils ont encore permis d'obtenir dans tous les cas, à de bien meilleures conditions économiques le plomb marchand contenu dans l'alliage plomb-argent. Le pattinsonnage et le zingage fournissent par le dédoublement qu'ils opèrent, d'une part une grande quantité de plomb désargenté, marchand et immédiatement utilisable, et d'autre part une petite quantité de plomb d'œuvre très riche (surtout avec le zingage) qui supporte seule les pertes et le travail de la transformation des lithages en plomb marchand, après la coupellation.

Telles sont les opérations qui font obtenir l'extraction de l'argent par la voie sèche ou ignee. Cette méthode, avec toutes les phases que l'on vient d'exposer brièvement, est applicable en

[1] Schnabel, *Metallurgie*, p. 537.

Digitized by Google

principe, à tous les minerais d'argent. Si les minerais contiennent naturellement du plomb, leur simple fusion produit directement l'incorporation de l'argent qu'ils contiennent avec le plomb qu'ils contiennent aussi. S'ils ne contiennent pas de plomb ou s'il est en quantité insuffisante, les minerais sont emplombés et l'on procède ensuite comme il vient d'être expliqué.

Mais la voie ignée exige, par suite des fusions successives et répétées du métal, des quantités considérables de combustible ou encore de plomb, qui peuvent être, dans certains cas, difficilement transportables au lieu où se fait l'extraction. C'est le cas pour beaucoup de mines du Mexique et de l'Amérique du Sud. Leur exploitation n'aurait pas été possible, surtout à l'époque de leur découverte et jusqu'à nos jours, avec les trop faibles moyens de transport dont on disposait, si l'on n'avait pas imaginé une nouvelle méthode de traitement, l'*amalgamation*, qui rentre dans la catégorie de la voie humide, et que nous allons étudier maintenant.

2° Voie humide.

Il y a deux procédés principaux, avons-nous dit : l'amalgamation et le procédé aux acides. Nous les examinerons successivement.

I. — AMALGAMATION.

L'amalgamation est un procédé en tous points analogue, comme principe, au procédé par le plomb. Il consiste en effet toujours à séparer l'argent des matières avec lesquelles il est mélangé par un métal dont on peut ensuite le séparer aisément. Seulement ici, le métal absorbant n'est plus le plomb ; c'est le mercure, et il se forme un alliage mercure-argent (amalgame).

Le traitement du minerai d'argent par le mercure est loin d'être aussi ancien que le traitement par le plomb. Ce n'est pas que la solubilité de l'argent dans le mercure ne fût pas déjà connue dans l'antiquité. Mais la connaissance de cette propriété ne suffisait pas pour permettre d'en faire dériver une méthode de traitement des minerais d'argent dans lesquels ce métal se dissimule dans des composés rebelles à l'action du mercure.

Ce n'est qu'en 1517 que Bartholomé Médina, et, un peu plus

Digitized by Google

tard, Alonso Barba découvrirent des procédés pratiques l'un d'amalgamation à froid, l'autre d'amalgamation à chaud. Ces découvertes coïncidaient justement avec les découvertes des grands gisements d'argent de l'Amérique du Sud et du Mexique où le traitement au plomb, trop onéreux à cause de la nécessité de transporter du combustible en grande quantité, fut aussitôt abandonné pour le nouveau traitement beaucoup plus économique. D'ailleurs par une coïncidence vraiment remarquable, au moment même où l'amalgamation devenait ainsi pratique, des mines de mercure abondantes étaient découvertes en Amérique, à Huanca-Velica et à Chantà, à proximité des mines d'argent les plus importantes.

L'amalgamation est une méthode dont l'application est moins générale que celle du procédé au plomb. Tous les minerais d'argent ne s'y prêtent pas. Ceux qui sont le plus facilement traités par le mercure sont l'argent natif, l'argent chloruré ou encore, quoique à un degré un peu moindre, l'argent sulfuré. Les minerais contenant de l'antimoine ou de l'arsenic donnent lieu à certaines difficultés. Enfin, la présence du plomb ou du cuivre fut longtemps jugée incompatible avec le traitement au mercure. Aujourd'hui, cette opinion est moins absolue; et l'on voit des mines, comme celle de Huanchaca (Bolivie) pour laquelle la voie ignée serait trop onéreuse, traiter avec succès par l'amalgamation des minerais d'argent fortement plombeux : l'inconvénient principal est l'extraction incomplète du métal précieux et une perte assez élevée en mercure [1].

Tous les procédés d'amalgamation comportent trois phases principales :

1° Il faut ramener préalablement l'argent à l'état métallique dans la masse des minerais à traiter. C'est ce que l'on obtient en amenant les minerais à un état de division très grande et en les débarrassant des matières qui pourraient former autour des molicules de l'argent une enveloppe pâteuse, ou enfermer mécaniquement des particules de mercure (argile, silicates de magnésie).

2° On incorpore l'argent au mercure.

[1] V. Schnabel, *Métallurgie*, p. 568 et 570.

Digitized by Google

3° On sépare les deux métaux de l'amalgame par une simple distillation.

Ce qui fait le fond des découvertes de Medina et de Barba, c'est en somme d'avoir trouvé un moyen d'isoler le soufre, le chlore, l'iode, le brome, l'antimoine ou l'arsenic qui forment les combinaisons chimiques habituelles de l'argent. Tantôt ces corps autres que l'argent sont éliminés, tantôt on les fait se combiner ou s'associer à d'autres éléments qu'on leur a préparés dans le sein de la masse. Suivant ces cas divers se produisent diverses variantes du procédé d'amalgamation. Elles sont, au fond, plus variées que l'aspect extérieur des méthodes de travail ne le ferait supposer; car si, en apparence, elles semblent peu différentes comme forme, manipulation et caractère général, ce sont cependant les intimes réactions *diverses*, exigées par la présence de ces *divers* agents chimiques, qui donnent la clef des opérations exécutées, des pertes subies, des erreurs et des difficultés de l'exploitation[1].

Nous examinerons ici successivement les deux anciens procédés d'amalgamation à froid (procédé du *patio*) et à chaud (procédé du *cazo*) et les plus importants perfectionnements qui leur ont été apportés au cours des dernières années.

a) *Procédé du patio.*

Ce procédé fut appliqué d'abord par Médina, son inventeur, en 1557, au Mexique. Il fut introduit à Potosi (Pérou) en 1751, puis se répandit dans tout le Mexique et dans l'Amérique du Sud où il est encore très usité aujourd'hui.

Il consiste essentiellement à broyer les minerais en une poudre très fine et humide : on la réunit ensuite en tas que l'on arrose avec du sel marin d'abord, puis avec un réactif nommé *magistral* obtenu en grillant des pyrites cuivreuses, et qui contient de 8 à 10 0/0 de sulfate de cuivre (aujourd'hui le magistral est parfois remplacé par du sulfate de cuivre pur). L'argent est ainsi isolé et apte à l'action du mercure que l'on jette sur le tas et qui réalise l'amalgame. Celui-ci est séparé par le lavage, puis distillé.

[1] Roswag, *L'argent et l'or*, t. I, p. 38.

Digitized by Google

Ces différents résultats sont obtenus par le moyen de diverses opérations qui exigent beaucoup de temps.

Les minerais sont d'abord cassés à la main, triés des gangues, broyés grossièrement dans des brocards appelés *molinos* et enfin envoyés, pour la pulvérisation complète, à des meules spéciales que l'on nomme *arrastres*. Celles-ci sont constituées par une aire circulaire de 3 à 4 mètres de diamètre en pierres très dures placées sur champs et parfaitement scellées et jointes. L'entourage de l'aire est formé de pierres plates très bien jointes aussi et qui dépassent le niveau de l'aire de façon à former une cuvette de $0^m,60$ de profondeur environ. Au milieu de l'aire est un pivot ou arbre vertical muni de 2 ou 4 bras auxquels sont fixés des blocs de pierre de porphyre très dur, pesant de 300 à 600 kilogrammes chacune et qui rasent l'aire de l'arrastie, leur bord antérieur et inférieur étant maintenu un peu soulevé pour mordre dans la masse du minerai à broyer. Les arrastres sont mus par des mules ou par l'eau, ou par la vapeur. Le rendement moyen d'un arrastre est de 400 à 500 kilogrammes de minerai broyé par vingt-quatre heures pour les minerais tendres; il faut 3 jours au contraire pour broyer 700 à 800 kilogrammes de minerais durs.

La poudre de minerais une fois réduite à l'état impalpable est transformée en bouillie, puis exposée au soleil jusqu'à ce qu'elle ait pris la consistance de la boue. Elle est ensuite étendue dans de grandes cours, appelées *patios*, sur des aires ou surfaces circulaires dallées de pierres bien jointes, ayant une dimension de 15 à 18 mètres de diamètre et sur lesquelles on stratifie la matière, appelée d'abord *lama*, et lorsqu'elle a reçu le mercure *torta* (gâteau, tourte) sur une épaisseur de 25 à 30 centimètres.

Les *patios* où sont établies ces *tortas* sont quelquefois très vastes. Ainsi la *Hacienda la Sauceda*, à Zacatecas (Mexique), peut étendre dans son *patio*, 24 *tortas* de 50 tonnes chacune; la *Hacienda nueva de Fresnillo*, de 140 mètres de longueur, peut contenir 64 *tortas* de 70 tonnes chacune.

Une fois étendue sur les aires, la matière sort de la période mécanique pour entrer dans la période chimique. On l'humecte d'abord avec de l'eau, et on y ajoute 2 à 5 0/0 de sel commun. Des mules ou des chevaux sont amenés sur l'aire et piétinent la masse, de façon à incorporer parfaitement le sel.

Digitized by Google

Après quelques jours, on ajoute le *magistral*. Son incorporation se fait en quantités de 1/2 à 2 0/0 environ, et toujours à l'aide de piétinements successifs.

Une première dose de mercure est alors donnée à la *torta* dès que se sont produits les premiers phénomènes de la réaction du *magistral*. Cette addition du mercure, ainsi que les suivantes, se font en particules très fines sur toute la surface de la *torta*, en l'y projetant par une sorte d'aspersion que l'on produit en obligeant le mercure à filtrer en fines gouttelettes à travers un morceau de drap grossier ou un sac de coutil. La quantité ajoutée de ce métal est en général égale à 6 fois le poids de l'argent contenu dans le minerai, soit 600 kilogrammes de mercure par 100 kilogrammes d'argent.

Les chevaux ou mules sont de nouveau amenés sur la *torta* pour incorporer par le piétinement chaque addition de mercure. On fait généralement trois additions de mercure; la seconde à quinze jours de distance de la première; et l'opération, dont la durée varie avec les minerais et la température atmosphérique, n'est terminée que vers le troisième mois.

Toute l'opération du *patio* étant terminée, on ajoute de grandes quantités d'eau pour délayer la *torta* et la rendre fluide. L'amalgame, dégagé des boues et réuni à un excès de mercure, est lavé, puis introduit dans des peaux ou des toiles à travers lesquelles on le filtre.

L'amalgame est ensuite moulé en briques ou gâteaux et envoyé à l'atelier de distillation[1].

Le poids du mercure recupéré après distillation est beaucoup moindre que celui du mercure incorporé. Les pertes sont de nature chimique ou de nature mécanique. Les pertes chimiques dépendent de la composition des minerais et des matières étrangères qu'ils renferment. Elles sont d'autant plus petites que la teneur des minerais en argent natif est plus grande : autrement dit, les pertes augmentent à mesure que l'on traite un minerai plus pauvre, ce qui limite évidemment très vite les possibilités pratiques de l'extraction. En grande moyenne, on peut admettre, suivant Schnabel que la perte est égale à 1,5 parties de mercure pour 1 partie d'argent extrait.

[1] V. Roswag, *loc. cit.*, t. I, auquel nous empruntons les éléments de cette description des opérations.

Digitized by Google

Le rendement en argent oscille de 75 à 80 0/0 de la teneur à l'essai des minerais. Avec les minerais contenant du zinc, il est de 70 0/0, et il peut descendre jusqu'à 60 0/0 avec les minerais qui contiennent des combinaisons sulfurées, de l'arsenic et de l'antimoine[1].

b) *Procédé du cazo ou chaudron.*

Ce procédé d'amalgamation diffère considérablement du précédent au point de vue des réactions chimiques sur lesquelles il est basé. Mais ceci nous est indifférent, et nous n'avons ici à nous préoccuper que des différences techniques et économiques générales et externes qui le distinguent.

Or, à ce point de vue, le procédé du *cazo* diffère essentiellement du procédé du *patio* en ce qu'il nécessite l'application de la chaleur. C'est un procédé d'amalgamation à chaud.

Il faut toujours broyer les minerais dans les *arrastres,* comme pour le procédé au *patio,* mais moins finement. Puis la masse minérale est mise avec de l'eau dans le *cazo.* Celui-ci est un grand chaudron en cuivre placé sur un foyer. A l'intérieur du cazo sont placés, comme dans les *arrastres* 2 pierres qui tournent autour d'un pivot muni de brancards auxquels on attellera deux mules qui, pendant l'opération feront tourner rapidement l'appareil destiné à servir d'agitateur pendant toute la durée de l'amalgamation. On porte la masse à l'ébullition, on ajoute du sel marin et deux doses successives de mercure, et l'amalgamation se trouve en général réalisée au bout de 6 heures environ :

Les caractères et les avantages essentiels de ce procédé, comparé à celui du *patio* sont : une rapidité plus grande, une perte en mercure plus faible (environ 75 grammes par kilogr. d'argent extrait). Le rendement en argent est toujours assez faible ; les frais de traitement par tonne de minerai sont environ de 60 à 65 francs[2]. Ce procédé est en général réservé aux minerais d'argent dits « Colorados », c'est-à-dire aux minerais d'argent chloruré.

Tels sont les deux plus anciens procédés d'amalgamation de l'argent. Leurs principaux, leur seuls avantages sont qu'ils n'exigent que très peu de combustible et pas de plomb. Ils ont en revanche,

[1] Schnabel, *Métallurgie*, p. 600.
[2] Roswag, *loc. cit.*, t. I. p. 108.

Digitized by Google

le gros inconvénient d'être, surtout le premier, lents, et de ne donner qu'un rendement en argent très insuffisant. Aussi ne se sont-il aujourd'hui perpétués que dans les régions les plus difficilement accessibles de l'Amérique, là où l'absence de plomb mélangé à l'argent et la difficulté de transporter la houille nécessaire au procédé de la voie ignée, obligent à renoncer à cette dernière.

C'est pour cela qu'on s'est encore évertué à perfectionner, notamment aux États-Unis, le procédé du *cazo*. On l'a fait en étendant à son traitement les moyens d'actions mécaniques soit pour la porphyrisation des minerais, soit pour l'agitation de l'amalgame. Le procédé est dès lors connu sous le nom de *Washoë Process*. On est arrivé grâce à lui à abaisser dans certains cas les frais d'extraction à 5 dollars par tonne de minerai traité, et à pousser le rendement en argent jusqu'à 75 0/0, ce qui est encore assez faible, comparé aux résultats de la voie ignée.

Quelques mots nous restent à dire encore sur les deux autres procédés d'extraction de l'argent : procédé aux acides et voie électrolytique. Nous y insisterons peu car ils sont, surtout le premier, peu répandus.

Les procédés aux acides consistent, tantôt à faire absorber l'argent par les liquides d'attaque, tantôt au contraire à le faire laisser et concentrer dans les résidus non absorbés par les acides. Leurs résultats doivent être peu avantageux, aussi sont-ils peu usités.

Quant à la voie électrolytique on avait fondé sur elle, lorsqu'elle apparut, de grandes espérances qu'elle n'a pas réalisées dans tous les cas. On s'est vite aperçu qu'elle était beaucoup trop onéreuse pour le traitement des minerais de plomb argentifère. En revanche, pour l'extraction de l'argent des matières cuprifères, elle s'est montrée d'une application très pratique. Son rendement est excellent, et surtout, circonstance qui a contribué puissamment à son succès, le cuivre qui s'accumule sur les anodes est d'une qualité si remarquable que le cuivre *électrolytique* se vend toujours sur le marché à un prix supérieur à celui des cuivres extraits par d'autres procédés.

Digitized by Google

°°°

Si l'on veut maintenant résumer, au point de vue économique, les résultats que donnent ces explications techniques, on s'aperçoit que plusieurs constatations importantes sont acquises :

1° L'argent est extrait de minerais extrêmement complexes et extrêmement variés dont le traitement produit, outre l'argent, ou des résidus sans valeur, ou d'autres métaux tels que l'or, le cuivre, le zinc et surtout le plomb. Ces métaux se trouvent le plus souvent mélangés à l'argent en quantités telles qu'ils sont aussi bien que l'argent et même plutôt que l'argent l'objet du traitement métallurgique. On verra dans la seconde partie de ce travail que ce cas est si fréquent que le domaine de l'industrie uniquement argentifère est des plus restreints.

2° Des deux formes générales des procédés d'extraction de l'argent — voie ignée et voie humide — c'est la première qui a reçu les perfectionnements les plus récents et les plus considérables. Tous ces perfectionnements ont été appliqués entre 1850 et 1875.

3° La voie ignée qui est le procédé le plus parfait est aussi celui qui est, en principe, applicable à tous les minerais d'argent. S'il n'est pas employé partout, c'est que des raisons économiques — absence de combustible ou de plomb — s'y opposent encore en certaines régions. Mais le procédé tend et tendra de plus en plus à être employé à mesure que la pénétration des voies de transport procurera aux régions argentifères qui en sont privées le charbon et le plomb. Ainsi est destinée à se répandre la méthode d'extraction la plus productive et la plus économique.

Ces données techniques que nous possédons ne prendront d'ailleurs toute leur valeur que si elles sont complétées par des données économiques, telles par exemple que la connaissance statistique des quantités d'argent produites et de leurs origines minéralogiques. Et c'est à l'étude de ces données économiques que nous devons maintenant passer.

Digitized by Google

DEUXIÈME PARTIE

LA PRODUCTION DE L'ARGENT AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Les questions économiques qui se posent en cette matière sont d'un ordre très spécial et très défini. Une monographie destinée à servir pour l'argent, d'introduction ou de préface aux problèmes monétaires du temps présent, ne nécessite pas une étude complète de l'organisation et de la situation économique de l'industrie extractive de l'argent. Ce qui nous intéresse dans celle-ci, ce sont ses résultats envisagés dans leur évolution historique. Or, aussi bien pour déterminer les raisons des changements survenus que pour dégager les probabilités de l'avenir, les vues techniques de la première partie de ce travail suffisent. Deux phénomènes capitaux retiendront seuls notre attention. D'une part, l'accroissement de la production dont la courbe, suivant depuis de longues années une marche ascendante, a atteint à la fin du siècle dernier une hauteur déconcertante; d'autre part, le fléchissement en valeur, non moins inattendu, des quantités produites.

L'importance de ces deux phénomènes est essentielle. Le second — la baisse des prix du métal-argent — est venu bouleverser et le système du commerce international en donnant un développement excessif au problème des changes, et l'organisation monétaire de la plupart des grands États. Aussi bien cette baisse de la valeur du métal blanc et les perturbations qui en sont la suite paraissent-elles aisément devoir être attribuées au premier phénomène qui en serait la cause: Mais il n'est pas possible de préjuger ainsi de la réponse même que cette étude se propose de donner aux problèmes qui dérivent de ces deux faits : l'accroissement de la production de l'argent et le fléchissement simultané de sa valeur.

Digitized by Google

L'objet des recherches qui vont suivre sera double.

On se demandera, en premier lieu, quelle est la cause de l'accroissement démesuré de la production.

En second lieu, on examinera s'il y a entre l'augmentation en quantité et le fléchissement en valeur un rapport direct reliant les deux phénomènes par un lien de causalité. C'est la question des causes de la baisse des prix du métal blanc.

Sans doute, lorsque des réponses auront été données, des conclusions pratiques en découleront pour l'art monétaire. Suivant les causes que l'on croira pouvoir assigner à l'un et à l'autre de ces phénomènes, les mesures artificielles diverses proposées pour stabiliser la production ou la valeur de l'argent paraîtront efficaces ou vaines.

Digitized by Google

CHAPITRE PREMIER

L'accroissement de la production.

La production totale du métal-argent dans le monde est actuellement (chiffres pour 1903) de 5.380.819 kilogrammes ou environ de 172.993.330 onces troy[1]. Ces chiffres sont sensiblement égaux à ceux des cinq années précédentes. Ils étaient en effet, pour 1898, de 5.259.286 kilogrammes ou 169.055.253 onces, et pour 1902, de 5.193.978 kilogrammes ou 166.955.639 onces. De sorte qu'on peut dire que la production mondiale de l'argent oscille en ce moment autour des chiffres de 5.200.000 en kilogrammes ou de 170.000.000 en onces.

Considérée au point de vue de sa répartition géographique, cette production émane pour la plus grande part du Nouveau-Monde et plus spécialement de l'Amérique du Nord. Les deux plus grands producteurs d'argent sont en effet le Mexique et les États-Unis. Si on y comprend ensuite le Canada, l'Amérique du Nord produit à elle seule environ 120.000.000 d'onces, soit les 3/4 de la production totale. Comme d'autre part, la production de l'Amérique du Sud et de l'Amérique centrale atteint près de 24.000.000 d'onces, il en résulte que la production globale des trois Amériques s'élève à environ 144.000.000 d'onces, soit aux 8/10 de la production du monde.

Le Tableau I ci-contre, qui donne la production des pays classés par ordre décroissant d'importance, permet cependant de voir que, en dehors de l'Amérique existent des centres de pro-

[1] L'*once troy*, unité de poids en usage pour les métaux précieux, est le 1/12 de la *livre troy* qui vaut 323 gr. 24. Elle vaut donc 31 gr. 103. Lorsqu'il est question d'*once standard*, cela signifie l'once troy *au titre standard* qui est de 222/240 de fin, soit en mesure décimale de 925/1000.

Digitized by Google

TABLEAU I.

Production de l'argent par pays en 1902[1].

PAYS.	PRODUCTION (1902)	
	en kilog.	en onces.
Mexique	1.872.091	60.176.604
États-Unis	1.726.603	55.500.000
Bolivie	404.201	12.992.641
Australasie	249.690	8.026.037
Allemagne	178.082	5.722.641
Canada	133.891	4.303.774
Pérou	132.668	4.264.528
Espagne	115.113	3.700.189
Chili	110.962	3.566.792
Autriche-Hongrie	58.523	1.881.132
Colombie	55.269	1.776.604
Grèce	33.915	1.090.188
Amérique centrale	30.217	971.320
Italie	30.000	964.339
Turquie	14.949	480.566
Japon (2)	12.151	390.563
France	11.956	384.339
Norwège	6.422	206.413
Grande-Bretagne	5.387	173.208
Russie	4.937	158.679
Indes-Orientales hollandaises	3.679	118.302
Suède	1.439	46.226
République Argentine	1.174	37.720
Finlande	269	8.679
Equateur	240	7.736
Portugal	118	3.773
Vénézuéla	58	1.887
Uruguay	24	755
TOTAL	5.193.978	166.955.639

duction assez importants. L'Australie occupe dans ce tableau le 4e rang; l'Allemagne, le 5e; l'Espagne, le 8e; l'Autriche, le 10e.

Cette prééminence du Nouveau-Monde dans la production de l'argent date du jour de la découverte. Depuis 1492, on peut dire que pas un instant ne s'est arrêté le flux de l'argent arraché des entrailles des Andes et dirigé vers l'Europe ou vers l'Asie. Depuis cette époque aussi ce flux n'a cessé de grossir, lente-

[1] D'après les chiffres du *Report of the Director of the Mint upon the production of the precious metals.* — Washington, Government Printing office, 1903.

Digitized by Google

ment d'abord et pendant 350 ans, puis en forme d'inondation. Mais il importe de préciser par des chiffres la marche de la production de l'argent.

La sûreté des informations que l'on possède pour évaluer les progrès successifs de la production argentifère diminue naturellement à mesure que l'on remonte le cours des années. Il y a peu de temps que les services de statistiques officielles sont établis et donnent, en ce qui concerne les métaux précieux, des renseignements d'une suffisante exactitude. Néanmoins, pour toute la longue période qui s'étend de 1492 à 1886, le Dr A. Soetbeer, à la suite de longues et prudentes recherches, a cru pouvoir établir des chiffres approximatifs qui font aujourd'hui autorité et que nous accepterons ici. Quant à la période antérieure, les évaluations qui ont été faites sont extrêmement grossières et dénuées de tout fondement solide. Il suffit d'ailleurs, pour l'objet de notre étude, de suivre la production de l'argent dans le monde depuis 1492.

Si l'on se reporte au Tableau II, on voit aussitôt que l'accroissement total de la production entre les années extrêmes a été énorme. On passe en effet du chiffre de 1.500.000 onces à celui de 170.000.000 d'onces. Mais la progression est loin d'avoir été régulière. On peut la diviser en trois phases distinctes.

1° De 1493 à 1545, brusque augmentation : en 50 ans, la production s'élève de 1.500.000 onces à 10.000.000 d'onces, c'est-à-dire subit un accroissement d'environ 6,7 pour 1. La cause unique en est dans la découverte et la mise en exploitation des riches gisements du Nouveau-Monde.

2° A partir du milieu du XVIe siècle jusqu au milieu du XIXe siècle, et en négligeant le petit fléchissement qui marque la période de 1800 à 1840, la production de l'argent suit une courbe légèrement et régulièrement croissante qui, des 10.000.000 d'onces de 1545, la porte à 29.000.000 d'onces en 1860.

3° C'est alors que commence le mouvement ascensionnel contemporain dont les proportions devaient déjouer toutes les prévisions. A partir de 1860, en effet, et par bonds annuels de 10, de 20, de 50 millions d'onces parfois, la production de l'argent est rapidement portée au chiffre de 160.000.000 d'onces en 1897 et de 173.000.000 en 1900.

Digitized by Google

Tableau II.

Production mondiale de l'argent et de l'or depuis 1493[1].

Périodes.	Or — Moyenne annuelle par période — Onces de fin.	Or — Moyenne annuelle par période — Valeur commerciale.	Or — Total par période — Onces de fin.	Or — Total par période — Valeur commerciale.	Argent — Moyenne annuelle par période — Onces de fin.	Argent — Moyenne annuelle par période — Valeur de frappe.	Argent — Total par période — Onces de fin.	Argent — Total par période — Valeur de frappe.
1493-1520	186.470	$ 3.855.000	5.221.160	$ 107.931.000	1.511.050	$ 1.954.000	42.309.400	$ 54.703.000
1521-1544	230.194	4.759.000	5.524.656	114.205.000	2.899.930	3.740.000	69.598.320	89.986.000
1545-1560	273.596	5.656.000	4.377.544	90.492.000	10.017.940	12.952.000	160.287.040	207.240.000
1561-1580	219.906	4.546.000	4.398.120	90.917.000	9.628.925	12.450.000	192.578.500	248.990.000
1581-1600	237.267	4.905.000	4.745.340	98.095.000	13.467.635	17.413.000	269.352.700	348.254.000
1601-1620	273.918	5.662.000	5.478.360	113.248.000	13.596.235	17.579.000	271.924.700	351.579.000
1621-1640	266.845	5.516.000	5.336.900	110.324.000	12.654.240	16.361.000	253.084.800	327.221.000
1641-1660	281.955	5.828.000	5.639.110	116.571.000	11.776.545	15.226.000	235.530.900	304.525.000
1661-1680	297.709	6.154.000	5.954.180	123.084.000	10.834.550	14.008.000	216.691.000	280.166.000
1681-1700	346.095	7.154.000	6.921.895	143.088.000	10.992.085	14.212.000	219.841.700	284.240.000
1701-1720	412 163	8.520.000	8.243.260	170.405.000	11.432.540	14.781.000	228.650.800	295.629.000
1721-1740	613.422	12.681.000	12.268.440	253.611.000	13.863.080	17.924.000	277.261.600	358.480.000
1741-1760	791.211	16.356.000	15.824.230	327.116.000	17.140.612	22.162.000	342.812.235	443.232 000
1761-1780	665.666	13.761.000	13.313.315	275.211.000	20.985.591	27.133.000	419.711.820	542.658.000
1781-1800	.571.948	11.823.000	11.438.970	236.464.000	28.261.779	36.540.000	565.235.580	730.810.000
1801-1810	571.563	11.815.000	5.715.627	118.152.000	28.746.922	37.168.000	287.469.225	371.677.000
1811-1820	367.957	7.606.000	3.679.568	76.063.000	17.385.755	22.479.000	173.857.555	224.780.000
1821-1830	457.044	9.448.000	4.570.444	94.479.000	14.807.004	19.144.000	148.070.040	191.444.000
1831-1840	652.291	13.484.000	6.522.913	134.841.000	19.175.867	24.793.000	191.758.675	247.930.000
1841-1850	1.760.502	36.393.000	17.605.018	363.928.000	25.090.342	32.440.000	250.903.422	324.400.000
1851-1855	6.410.324	132.513.000	32.051.621	662.566.000	28.458.597	36.824.000	142.442.986	184.169.000
1856-1860	6.486.262	134.083.000	32.431.312	670.415.000	29.095.428	37.618.000	145.477.142	188.092.000
1861-1865	5.949.382	122.989.000	29.747.913	614.944.000	35.401.972	45.772.000	177.009.862	228.861.000
1866-1870	6.270.086	129.614.000	31.350.430	648.071.000	43.051.583	55.663.000	215.257.914	278.313.000
1871-1875	5.591.014	115.577.000	27.955.068	577.883.000	63.317.014	81.864.000	316.585.069	409.322.000
1876-1880	5.543.110	114.586.000	27.715.550	572.931.000	78.775.602	101.851.000	393.878.009	509.256.000
1881-1885	4.794.755	99.116.000	23.973.773	495.582.000	92.003.944	118.955.000	460.019.722	594.775.000
1886-1890	5.461.282	112.895.000	27.306.411	564.474.000	108.911.431	140.815.000	544.557.155	704.074.000
1891-1895	7.882.565	162.947.000	39.412.823	814.736.000	157.581.331	203.742.000	787.906.656	1.018.708.000
1896	9.783.914	202.251.600	9.783.914	202.251.600	157.061.370	203.069.200	157.061.370	203.069.200
1897	11.420.068	236.073.700	11.420.068	236.073.700	160.421.082	207.413.000	160.421.082	207.413.000
1898	13.877.806	286.879.700	13.877.806	286.879.700	169.055.253	218.576.800	169.055.253	218.576.800
1899	14.837.775	306.724.100	14.837.775	306.724.100	168.337.453	217.648.200	168.337.453	217.648.200
1900	12.315.135	254.576.300	12.315.135	254.576.300	173.591.364	224.441.200	173.591.364	224.441.200
1901	12.698.089	262.492.900	12.698.089	262.492.900	173.011.283	223.691.300	173.011.283	223.691.300
1902	14.313.660	295.889.600	14.313.660	295.889.600	166.955.639	215.861.800	166.955.639	215.861.800
Total	.....	.....	513.970.398	10.624.712.900	.....	.....	9.168.497.971	11.854.213.500

[1] *Report of the Director of the Mint*, 1903, pp. 352-353.

Digitized by Google

Ainsi, tandis que dans un espace de temps de trois siècles, de 1545 à 1860, la production n'avait pas triplé, en moins de 40 ans, on la voyait sextupler.

A quoi cet énorme accroissement est-il dû? Deux causes peuvent l'expliquer :

La première est donnée très certainement par les découvertes nouvelles de très riches gisements dans les États-Unis; dans le Névada, le Colorado, le Montana, l'Arizona, l'Utah, de prodigieux filons se révèlent (Virginia-Ophir par exemple ou Comstock Lode). Des découvertes analogues se produisent au Mexique, puis en Australie, où la seule mine de Broken-Hill donne de 5.000.000 à 6.000.000 d'onces d'argent.

Mais il est impossible d'expliquer uniquement par là la croissance si considérable de la production. Si elle avait été causée tout entière par le contingent supplémentaire des filons nouveaux, elle serait bornée aux pays où se sont produites les découvertes de ces filons nouveaux, c'est-à-dire principalement aux États-Unis, au Mexique et à l'Australie[1]. Mais le tableau comparatif des productions par pays (Tableau III) en 1870 et en

Tableau III.

Accroissement de la production de l'argent depuis 1870[2].

PAYS.	ANNÉES	
	1870.	1900.
Mexique	651.500 (1)	1.786.887
États-Unis	7.800	1.793.395
Bolivie	46.500	341.295
Australie	.....	416.014
Allemagne	35.300	168.350
Pérou	106.400	226.973
Chili	97.300	129.503
Espagne	50.200	99.095
Autriche-Hongrie	30.000	61.871
Canada	.....	138.400
Colombie	5.800	57.994
France	3.500	14.067
Italie	1.100	23.374
Russie	16.000	4.458
Grande-Bretagne	16.000	6.896

(1) Les chiffres de cette année sont donnés d'après les moyennes annuelles depuis 1850.

[1] D'ailleurs ces filons s'épuisent : ex. : Comstok.

[2] Les chiffres pour 1870 sont donnés d'après Roswag, *loc. cit.*, t. I, pp. 347 et s.

Digitized by Google

1900, montre au contraire que l'accroissement est un phénomène absolument général. Si le Mexique a triplé sa production et si les États-Unis l'ont quintuplée, l'Espagne et l'Autriche l'ont doublée, la France, triplée, l'Allemagne, quintuplée, et l'Italie, augmentée de 20 pour un.

C'est donc qu'il doit exister une deuxième cause très générale de l'augmentation de la production. Elle est donnée, en effet, par les progrès très considérables qui ont été faits dans les procédés d'extraction de l'argent des minerais complexes qui le renferment. Tous les perfectionnements si précieux qui ont été mentionnés dans la première partie de cette étude[1] apparaissent ou sont appliqués à partir de 1860 ou de 1870. C'est alors qu'aux vieux procédés d'amalgamation se substituent en maintes exploitations les procédés plus rapides et plus parfaits de Washoë et de l'amalgamation en chaudières. C'est alors surtout que se perfectionne le traitement des minerais de plomb, de cuivre et de zinc argentifères. Les méthodes de pattinsonnage deviennent plus pratiques. Le zingage est découvert et se répand rapidement; l'électrolyse elle-même apparaît.

A l'aide de ces formules nouvelles, la production put s'accroître de toutes parts. Par elles, on n'eut pas seulement en main la possibilité technique d'extraire des minerais jusqu'aux dernières parcelles du métal précieux, mais on en eut surtout la possibilité économique. Les procédés nouveaux, en effet, grâce à leur variété, s'adaptaient plus parfaitement aux conditions spéciales, techniques et locales de chaque entreprise, et donnaient dès lors des coûts de production qui permettaient l'exploitation effective de minerais qu'on n'aurait pu auparavant traiter.

La diminution du coût de l'extraction de l'argent s'accomplissait d'ailleurs de deux façons :

Tout d'abord d'une manière directe ; c'est-à-dire par la baisse du prix des manipulations ou des appareils nécessaires, ainsi que par le rendement plus considérable de l'extraction poussée jusqu'à l'épuisement de toute la richesse argentifère du minerai.

Mais elle s'est produite aussi d'une autre façon plus intéressante et dont les conséquences, — on le verra — sont beaucoup plus lointaines. De ce que ces procédés nouveaux permet-

[1] V. *suprà*, pp. 235, 239 et 242.

Digitized by Google

taient en effet de traiter avec succès des minerais très pauvres ou peu riches en argent, il est résulté que l'argent n'a plus été l'objet unique ou même principal des opérations métallurgiques d'extraction. D'une façon beaucoup plus régulière et beaucoup plus importante qu'autrefois, l'extraction de l'argent a accompagné celle du plomb, du cuivre, du zinc, de l'or; par suite, les frais de production, déjà diminués du fait des perfectionnements techniques, l'ont été encore parce qu'au lieu de se rapporter à un produit unique, ils se répartissaient sur deux ou plusieurs : l'argent, le plomb, le cuivre, etc.

On est même arrivé à isoler pratiquement l'argent dans des minerais où il est dissimulé en proportion si faible que l'argent extrait, par rapport à la valeur des autres produits, n'a plus été qu'un *sous-produit* de la fabrication.

Ainsi, les progrès techniques des quarante dernières années ont fait subir à l'industrie de l'argent une double transformation : En premier lieu les quantités extraites ont été accrues, indépendamment de toute découverte de gisements nouveaux, grâce à la perfection plus grande des traitements métallurgiques. En second lieu, le coût de production de l'argent, réduit déjà par les progrès techniques l'a été encore dans la plupart des cas parce que le métal blanc est devenu un produit complémentaire ou un sous-produit.

Ces faits sont gros de conséquences.

Ils sont importants au point de vue de l'avenir de la production de l'argent. Car du jour où ce métal précieux n'a plus été l'objet unique ou principal des exploitations minières qui le produisent, du jour surtout où il a pu descendre au rang des sous-produits, le frein à la production que pouvait être l'avilissement de son prix a cessé d'avoir une action énergique, et il a pu même, dans le second cas, cesser d'avoir toute action sur la production de ce résidu.

Ces faits sont importants d'ailleurs encore au point de vue du problème délicat de la détermination des prix du métal-argent, car les influences auxquelles obéit cette détermination ne sont plus les mêmes suivant qu'il s'agit d'un produit obtenu à titre unique ou principal, à titre complémentaire ou subsidiaire, ou enfin à titre de sous-produit.

Il est donc nécessaire de savoir en quelle mesure cette évolu-

Digitized by Google

tion dans les conditions de l'extraction de l'argent s'est produite, c'est-à-dire dans quelles proportions la quantité totale de l'argent annuellement extrait comprend de l'argent produit à titre de produit unique, ou simultané, ou subsidiaire.

Malheureusement, s'il existe des informations statistiques suffisantes pour totaliser avec une certaine sûreté les quantités d'argent produites dans les différents pays, elles ne donnent pas le détail des origines de l'argent à ce point de vue, en précisant ses sources de production.

On trouve cependant dans les documents de la Commission monétaire mexicaine le tableau suivant

TABLEAU IV.

PAYS PRODUCTEURS.	1899.	1900.	1901.	QUANTITÉ d'argent produit à titre principal.
	Onces.	Onces.	Onces.	Onces.
Mexique	55.613.090	57.437.808	57.656.549	25.000.000
États-Unis	54.764.500	57.647.000	55.214.000	5.000.000
Canada et Terre-Neuve	3.411.644	4.448.755	5.242.695	500.000
Australie	12.537.598	13.340.263	13.049.243	1.000.000
Russie	134.887	143.299	156.993	
Autriche-Hongrie	1.895.253	1.998.774	1.996.706	
Allemagne	6.242.053	5.411.441	5.521.648	
Norwège	147.798	172.839	165.902	
Suède	73.619	61.983	53.986	
Italie	819.481	751.335	751.335	
Espagne	2.452.940	3.185.316	3.185.316	
Portugal	3.790	3.790	3.790	
Grèce	1.178.369	1.011.656	1.154.046	
Turquie	142.141	142.441	429.180	
Finlande	8.333	7.843	7.843	
France	466.089	452.151	452.151	
Grande-Bretagne	196.582	221.673	221.673	
République Argentine	383.479	37.898	45.166	
Bolivie	10.843.977	10.970.610	10.254.260	4.000.000
Chili	4.162.718	4.162.718	5.255.130	500.000
Colombie	3.521.563	1.864.165	1.881.649	
Équateur	7.734	7.734	7.734	
Pérou	6.525.245	7.295.825	5.600.848	4.000.000
Uruguay	643	800	800	
Amérique centrale	912.170	1.013.285	879.666	
Japon	1.702.757	1.729.603	1.729.603	
Indes orientales	.....	.....	.....	
Indes hollandaises	.....	80.659	80.659	
TOTAUX	168.357.453	173.591.364	174.998.573	40.000.000

Digitized by Google

Il résulterait de ce tableau que le Mexique, la Bolivie et le Pérou produiraient à titre de produit direct près de la moitié, et pour ce dernier pays même, près des 3/4 de leur production d'argent. Dans d'autres pays, comme les États-Unis ou l'Australie, cette proportion tomberait au-dessous du dixième et elle disparaîtrait enfin totalement dans les autres pays producteurs, où l'argent serait par suite toujours produit en même temps qu'un autre métal. En résumé, sur 170.000.000 d'onces environ que représente actuellement la production mondiale de l'argent, 40.000.000 à peine, soit moins de 25 0/0 seraient produites en qualité de produit exclusif.

Mais ces chiffres ne sont que le résultat de pures évaluations et nous ne savons pas sur quelles bases on s'est appuyé pour les formuler, même grossièrement, en chiffres. Il n'est donc pas inutile, à titre de vérification, de nous livrer par nous-même à ce travail d'une détermination approximative du rôle joué par la production subsidiaire ou résiduelle de l'argent dans la production totale de ce métal.

Nous procéderons de deux façons :

En premier lieu, à l'aide des renseignements statistiques que nous possédons, pour incomplets qu'ils soient, nous essayerons de déterminer ou tout au moins de nous faire une idée de la place prise, dans chaque pays, par les différentes sources de production de l'argent.

En second lieu, nous pourrons vérifier ou compléter les résultats donnés par les précédentes analyses par le moyen indirect d'une comparaison de la production du métal argent et de la production des métaux avec lesquels il se trouve le plus souvent associé.

1° Étude analytique des statistiques.

Il n'y a guère, à notre connaissance, qu'un seul des grands pays producteurs d'argent pour lequel on ait essayé, depuis plusieurs années, de déterminer exactement et directement les quantités d'argent produites en distinguant l'origine minérale et métallurgique de leur production. C'est aux États-Unis que cet essai se poursuit de façon officielle.

Encore même l'analyse de ces sources de production est-elle

Digitized by Google

très insuffisante. Les statistiques distinguent, en effet, seulement en général trois sources de la production de l'argent :

a) *Les quartz.*

b) *Les minerais de plomb et argent.*

c) *Les minerais de cuivre et argent.*

Or, assurément ce n'est que grâce à une induction assez générale, mais cependant assez légitime, que l'on peut admettre que tout l'argent provenant des minerais de seconde et de troisième catégories, soit toujours accompagné, grâce aux méthodes actuelles d'extraction, de production de plomb ou de cuivre. Pour le quartz au contraire, le doute peut subsister et l'on ne sait pas si l'argent seul en est extrait ou s'il est joint, et en quelles proportions, avec une production d'or.

Ces réserves faites, voici le tableau discriminatoire de la production de l'argent aux États-Unis, par État, en 1902.

TABLEAU V.

ÉTATS.	ONCES DE FIN extraites de quartz.	ONCES DE FIN extraites de mineral pb.	ONCES DE FIN extraites de mineral cu.
Alabama	95	.....	.....
Alaska	89.388	.....	.....
Arizona	1.837.000	203.000	1.130.000
Californie	168.582	285.917	22.257
Colorado	3.476.192	12.324.766	.....
Géorgie	581	.....	.....
Idaho	713.786	5.228.928	.....
Maryland	3	.....	.....
Michigan	.....	.....	110.844
Montana	4.169.284	410.738	9.058.715
Nevada	3.516.259	482.124	.....
Nouveau-Mexique	178.390	47.929	54.171
Caroline du Nord	.....	.....	23.368
Orégon	107.463	2.000	.....
Caroline du Sud	580	.....	.....
Sud-Dakota	351.000	.....	.....
Tennessee	1	.....	.....
Texas	446.166	.....	.....
Utah	1.568.227	8.700.218	2.409.592
Virginie	.....	.....	1.344
Washington	369.450	350.000	2.000
Wyoming	5.200	.....	.....
TOTAUX	16.988.647	28.035.620	12.812.291

Digitized by Google

Actuellement donc, on peut être fondé à penser que 48,5 0/0, de la production de l'argent provenant de minerais de plomb argentifère, et que 22,1 0/0 de la production, étant extraits de minerais de cuivre, on a un premier total de 70,6 0/0 de la production d'argent aux États-Unis où l'argent n'est pas produit en qualité d'objet unique de l'extraction.

Reste le quartz : 29,4 0/0 de l'argent en provient. Est-ce à titre de produit unique ou associé avec l'or ?

Il est impossible de répondre, à l'aide des matériaux dont nous disposons, à cette question. Cependant nous savons que, en 1887, une enquête du director of the mint sur le coût de production des mines produisant directement et uniquement de l'argent, établissait que 155 mines produisaient une quantité de 17.655.387 onces d'argent représentant 43 0/0 de la production totale des États-Unis.

D'autre part, nous avons le tableau suivant, indiquant, sur un espace de onze années, l'évolution survenue dans les rapports à la production totale, des sources diverses de l'argent :

TABLEAU VI.

ORIGINE.	1891.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.	1902.
	%	%	%	%	%	%	%
Quartz	49,2	21,8	24,7	28,0	27,4	27,8	29,4
Minerais de Pb	40,6	57,5	56,2	51,1	50,8	46,7	48,5
Minerai de Cu	10,2	20,7	19,1	20,9	21,8	25,5	22.1
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

Par ce tableau, on voit donc que les rapports de la production de l'argent par source minérale, à la production totale des États-Unis, se sont modifiés au bénéfice des plombs et des cuivres argentifères et que la proportion de l'argent extrait des quartz qui était en 1891 de 49,2 0/0 contre 60,8 0/0 pour les autres sources, est devenue en 1902 de 29,4 0/0 pour les quartz contre 70,6 0/0 pour les plombs et cuivres argentifères.

Il est permis de penser que l'article extrait des quartz ne constitue pas toujours le produit unique de leur traitement et que les pour cent correspondant à cette origine ne se rapportent pas à une production ayant l'argent pour objet exclusif. Dans les quartz

Digitized by Google

se trouvent le plus souvent associés, aux États-Unis, l'argent et l'or, et l'examen du tableau précédent laisse découvrir deux raisons de croire que l'argent issu des quartz n'en dérive pas à l'heure actuelle, à titre de produit unique.

En effet, en suivant d'année en année, de 1891 à 1902, le chiffre des pour cent relatifs à cette source argentifère on remarque d'une part, de 1891 à 1897, une chute brusque de 49,2 0/0 à 21,3 0/0, et d'autre part, à partir de 1897, une reprise continue de 21,3 0/0, à 29,4 0/0.

Or, la chute brusque après 1891, doit s'expliquer très probablement par la chute rapide et définitive de la courbe des prix de l'argent qui commence en 1890 et avec laquelle elle coïncide[1]. Cela signifierait, à mon sens, que l'avilissement de la valeur de l'argent a dû provoquer, à partir de 1891, la fermeture des exploitations de quartz uniquement argentifères. Dès lors, le pour cent réduit relatif à l'argent des quartz correspondrait à des quartz traités en même temps pour l'argent et pour l'or.

Cette déduction se trouve d'ailleurs appuyée par notre seconde remarque. La croissance continue, pour le quartz, des pour cent de 1897 à 1902, correspond à une augmentation continue dans le chiffre de la production aurifère des États-Unis, qui est passé pendant cette période de 2.774.935 onces à 3.870.000 onces, sur lesquelles, 3.300.000 onces environ provenaient des quartz et seulement 600.000 onces environ des placers.

On peut donc admettre que la plupart des exploitations de quartz argentifères sont en même temps aujourd'hui des exploitations de quartz aurifères. Sans doute l'importance respective de l'un et de l'autre des deux métaux précieux dans ces exploitations doit être fort variable : quelques chiffres nous permettent de le soupçonner. C'est ainsi que le Colorado qui tire des quartz 3.476.192 onces d'argent, en tire aussi 1.348.046 onces d'or. La Californie donne même la proportion de 612.000 onces d'or contre 168.000 onces d'argent issues des quartz. Mais, en revanche, le Montana, pour 4.160.000 onces d'argent, ne donne que 191.000 onces d'or tirées des quartz, et le Texas a même des quartz strictement argentifères qui produisent 446.000 onces.

L'argent est donc tiré du quartz, tantôt à titre unique ou prin-

[1] V. *infrà*, diagramme, p. 278.

Digitized by Google

cipal, tantôt à titre complémentaire et tantôt comme sous-produit. Comme pour l'argent extrait des minerais de plomb et de cuivre, les deux derniers cas sont vraisemblablement les plus fréquents, et le chiffre de la commission mexicaine qui fixe au onzième de la production des États-Unis, la quantité d'argent qui y possède encore la qualité de produit unique principal, paraît somme toute assez admissible.

°°°

En ce qui concerne le Mexique, les chiffres de la commission monétaire mexicaine ont été certainement établis avec les éléments les plus complets qu'il fût possible d'obtenir. Les annexes du rapport de la 2e sous-commission nous donnent d'ailleurs sans doute, au moins en partie, les éléments qui ont pu servir de base à son évaluation de la production non subsidiaire de l'argent. Ils sont évidemment très insuffisants pour calculer avec exactitude la proportion relative des quantités d'argent produites en qualité de produit unique ou essentiel et en qualité de produit accessoire ou subsidiaire, mais ils permettent cependant de juger la valeur du chiffre d'évaluation que l'on a vu précédemment.

Nous trouvons tout d'abord, dans les annexes de la deuxième sous-commission, le tableau suivant :

TABLEAU VII.

COMPOSITION des minerais.	MINERAI — tonnes.	OR — kilogs.	ARGENT — kilogs.	CUIVRE — tonnes.	PLOMB — tonnes.	ANT. — tonnes	M. — tnes.	CO. — tnes.	NIC. — tnes.
Or	4.415^{9}	199	.....	.....	.....	.....	....	....	....
Or et argent	362.289^{3}	3.388^{5}	251.220^{9}	.....	.....	.....	....	....	....
Or et cuivre	1.000	10	.....	5	.....	.....	....	....	....
Or, argent et cuivre	186.368^{1}	240^{1}	13.851^{1}	11.778	.....	.....	....	....	....
Or, argent et plomb	290.194^{4}	1.147^{8}	225.657^{4}	.....	32.089^{5}	.....	....	....	...
Or, argent, cuivre et plomb	153^{6}	0^{3}	860^{5}	9^{2}	16^{9}	.....	....	....	....
Argent	32.665^{9}	.....	34.280^{7}	.....	.....	.....	....	....	....
Argent et cuivre	8.722^{5}	.....	19.778^{3}	171^{8}	.....	.....	....	....	....
Argent et plomb	30.894^{1}	.....	22.982^{5}	.....	4.382^{1}	.....	....	....	....
Argent, cuivre et plomb	3.207	.....	$21\ 973^{5}$	210^{4}	513^{5}	.....	....	....	....
Cuivre	5^{6}	.....	.....	1	.....	.....	....	....	....
Plomb	3.126^{9}	.....	.....	.....	357^{1}	.....	....	....	....
Antimoine	4.055	.....	.....	.....	.....	1.622	....	....	...
Mercure	1.890^{5}	.....	.....	.....	.....	.....	21^{6}	....	....
Cobalt et nickel	10	.....	.....	.....	.....	.....	....	0^{84}	0^{73}
TOTAUX	928.998^{7}	5.485^{7}	590.604^{9}	12.175^{5}	37.359	1.622	21^{6}	0^{84}	0^{73}

Digitized by Google

Si l'on recherche et si l'on totalise dans ce tableau les quantités d'argent produit seul ou avec les quantités négligeables d'autres métaux, on trouve tout d'abord, les 34.280 kilogrammes d'argent produit seul; puis, les 19.778 kilogrammes d'argent produit avec du cuivre (171 tonnes = quantité négligeable); et enfin, les 21.973 kilogrammes d'argent en conjonction avec du cuivre et du plomb (resp. 210 et 513 tonnes = quantité négligeable). Cela fait un total de 76.031 kilogrammes d'argent produit à titre principal, ce qui, rapporté au total du tableau pour l'argent (590.604 kilog.) donne une proportion inférieure à 1/7.

Ainsi, d'après les chiffres précédents, le rapport de la production purement argentifère à la production mixte d'argent et d'autres métaux serait inférieur à 1/7. Mais les chiffres qui nous amènent à ce résultat sont ceux d'une enquête incomplète, ne

TABLEAU VIII.

Production au Mexique, en 1901, des mines d'argent, ou d'argent uni à d'autres métaux, classifiée par métaux contenus dans les minerais.

MINERAIS.	POIDS tonnes.	POIDS kgs.	VALEUR en pesos.	VALEUR moyenne par tonne.
Or et argent	682.393	564	23.048.551	33 78
Or, argent et cuivre	99.970	245	2.017.414	20 18
Or, argent, cuivre et plomb	170	»	26.000	152 94
Or, argent et plomb	272.296	97	9.482.791	34.83
Or, argent, plomb et fer	20.263	114	1.029.987	50 83
Or, argent et fer	20.373	812	1.014.738	49 81
Or, argent et antimoine	1.100	»	2.200	2 »
Argent	377.741	206	12.928.733	34 23
Argent et cuivre	54.418	723	1.149.790	21 13
Argent, cuivre et plomb	48.831	965	1.216.303	24 91
Argent, cuivre et fer	601	»	105.600	175 71
Argent, cuivre, plomb et fer	1.641	827	24.247	14 77
Argent et plomb	776.998	834	6.884.568	8 86
Argent, plomb et fer	180.895	918	3.024.693	16 72
Argent, plomb et zinc	594	»	18.040	30 37
Argent, plomb et manganèse	85	»	568	6 68
Argent et fer	21.341	594	672.402	31 51
Argent et antimoine	246	»	19.680	80 »
	2.559.963	899	62.666.305	24 48
Autres minerais d'or et d'autres métaux divers.	614.803	317	7.803.306	12 69
TOTAL	3.174.767	216	70.469.611	22 20

Digitized by Google

donnant les statistiques que d'un nombre assez restreint d'exploitations minières, et ils sont incapables de nous renseigner suffisamment.

Nous pouvons alors avoir recours à un autre tableau (Tableau VIII) qui donne les chiffres globaux de la production, au Mexique, des minerais argentifères proprement dits (argent natif, sulfuré ou chloruré) ou des minerais d'argent uni à d'autres métaux, classifiés suivant les métaux contenus dans ces minerais. Ce tableau ne donne il est vrai que les quantités brutes de chacun des minerais produits, sans détailler les quantités relatives de chacun des métaux divers qui entrent dans leur composition et qui en peuvent être extraits.

Mais la même série d'annexes statistiques nous fournit un autre tableau qui, rapproché du précédent, en donne la clef au point de vue qui nous intéresse. Ce tableau nous donne en effet la proportion en millièmes des métaux précieux et autres contenus dans chacune des espèces de minerais dont nous avons plus haut les productions globales. Il est vrai que ce calcul est fait pour les minerais produits en 1902, tandis que le tableau précédent donne les quantités produites en 1901. Mais les proportions n'ont pas dû changer de façon appréciable d'une année à l'autre, et nos déductions seront, somme toute, d'une approximation suffisante.

Voici ce tableau.

TABLEAU IX.

COMPOSITION des minerais.	OR — Millièmes.	ARGENT — Millièmes.	CUIVRE — Millièmes.	PLOMB — Millièmes.
Or	1.000	.....	.....	.....
Or et argent	15	985	.....	.....
Or et cuivre	2	.....	998	.....
Or, argent et cuivre	0^{02}	1^{18}	998^{8}	.....
Or, argent et plomb	0^{03}	7^{02}	.....	992^{95}
Or, argent, cuivre et plomb	0^{01}	31^{92}	341^{30}	626^{77}
Argent	.....	1.000	.....	.....
Argent et cuivre	.....	103	897	.....
Argent et plomb	.....	5	.....	995
Argent, cuivre et plomb	.....	29	280	691

Il en résulte que les minerais d'argent et cuivre sont les seuls

Digitized by Google

dans lesquels l'argent constitue un élément nettement prédominant en valeur puisque sur une quantité totale métallique de 1.000 kilogrammes on a, suivant les proportions ci-dessus, 897 kilogrammes de cuivre (= à 1 fr. 50 le kilog., 1.345 fr. 50) et 103 kilog. d'argent d'une valeur, à 80 francs le kilog., de 8.240 francs.

A cette catégorie de minerai argentifère on peut cependant ajouter encore, outre bien entendu ceux où n'existe que l'argent, les minerais d'argent et fer et d'argent et antimoine indiqués au tableau de productions globales, et dont la valeur révèle une proportion nettement dominante d'argent.

On aura donc à attribuer à la production proprement argentifère :

1° Minerai d'argent		377.741.206	kilos.
2°	— et cuivre	54.418.723	—
3°	— et fer	21.341.594	—
4°	— et antimoine	246.000	—
	TOTAL	453.747.523	—

Rapporté au total de la production des minerais argentifères, ce chiffre nous donne pour la production proprement argentifère une proportion un peu inférieure à 1/5. Mais il ne s'agit que d'un rapport au point de vue des quantités brutes de minerais, ce qui ne donne pas forcément un résultat exact au point de vue de la production effective de l'argent. Il faut, si on veut obtenir celui-ci, rapporter la valeur globale de ces minerais proprement argentifères à la valeur totale de la production d'argent du Mexique.

Or, la valeur totale de la production mexicaine d'argent en 1901 a été de 79.661.385 *pesos*. D'autre part, la valeur des minerais d'argent dont nous avons fait le total, en quantité, est de :

1° Minerai d'argent		12.928.733
2°	— et cuivre	1.149.790
3°	— et fer	672.402
4°	— et antimoine	19.680
		14.670.605 pesos.

Chiffre qui, rapporté au total de la production d'argent, donne

Digitized by Google

toujours une proportion un peu inférieure à 1/5 pour la production d'argent à titre de produit principal.

On peut donc considérer, en fin de compte, que l'évaluation donnée par la commission mexicaine, qui est inférieure à 1/2, est extrêmement modérée et se tient certainement au-dessous de la réalité : la plus grande partie de la production argentifère mexicaine est une production mixte dans laquelle l'argent intervient soit à titre de produit complémentaire, soit même parfois à titre de sous-produit.

En dehors du Mexique et des États-Unis, nous ne trouvons malheureusement pas des renseignements statistiques aussi nombreux qui nous permettent de donner des éléments chiffrés pour une détermination des origines minéralogiques de l'argent. Ainsi, pour la Bolivie, pour le Pérou et pour le Chili, nous n'avons pu avoir aucun document permettant de contrôler l'exactitude des évaluations mexicaines. Celles-ci attribuent dans chacun de ces pays, une place importante aux quantités d'argent produit à titre principal [1] : les 2/3 environ de la production totale, au Pérou et 1/3 environ en Bolivie. Ces proportions n'ont d'ailleurs rien d'étonnant puisque nous savons que l'argent se présente le plus souvent dans ces pays de l'Amérique du Sud sous la forme de minerais d'argent chloruré ou d'argent sulfuré et qu'on y emploie la voie humide de l'amalgamation, exclusive de l'extraction du plomb [2].

En Australie, la statistique mexicaine évalue à 1.000.000 d'onces, sur une production totale de 12 ou 13.000.000 d'onces, la quantité d'argent produit à titre principal. Ici encore les chiffres détaillés manquent. Toutefois nous savons que les mines d'argent proprement dites sont fort rares. Dans la Nouvelle-Galles du Sud, qui est la région argentifère par excellence de l'Australie, la mine de Broken-hill est à la fois productive de plomb et d'argent — et elle donne à elle seule la moitié de la production australienne.

Voici un aperçu du rapport des deux métaux dans cette exploitation :

[1] V. TABLEAU IV, *suprà*, p. 260.
[2] V. *suprà*, pp. 230, 244 et 245.

Digitized by Google

TABLEAU X[1].

PÉRIODES.	MINERAI traité.	MÉTAL PRODUIT	
		plomb.	Argent fin.
Semestre se terminant au :	Tonnes.	Tonnes.	Onces.
30 novembre 1899	206.193	18.240	2.502.463
31 mai 1900	232.487	16.007	2.175 422
30 novembre 1900	293.451	21.855	2.780.937
31 mai 1901	296.389	27.869	3.009.164
30 novembre 1901	305.628	30.457	2.683.946
31 mai 1902	308.878	32.289	2.554.169
30 novembre 1902	334.709	33.522	2.798.020
31 mai 1903	289.263	32.029	2.419.367

Si l'on veut comparer l'importance des deux productions par leurs valeurs respectives, on s'aperçoit que, aux cours moyens correspondants, le semestre se terminant au 30 novembre 1899 donnait environ 7.800.000 francs, aussi bien pour le plomb que pour l'argent. Pour le semestre se terminant au 31 mai 1903, on obtenait 7.000.000 francs environ pour l'argent et 9.100.000 francs pour le plomb. On voit donc que l'argent ne peut, dans cette exploitation, être considéré comme produit à titre principal, et que son importance tend même à diminuer au profit de celle du plomb.

Dans les deux autres provinces australiennes productrices d'argent (Queensland et Tasmanie), celui-ci se trouve presque toujours sous forme de cuivre ou de plomb argentifère. Le plomb est toujours en quantités considérables. Au Queensland, une seule mine (The Silver Spur Mine at Texas) dans le district de Stanthorpe mérite proprement le nom de mine d'argent. Toutes les autres ne produisent le métal blanc que comme sous-produit de l'or ou du cuivre[2]. Encore même faut-il remarquer que dans la Silver Spur Mine at Texas, la production se composait comme il suit pour l'année 1902 : 77.399 onces d'argent, 111 onces d'or, 44,25 tonnes de cuivre et 50 tonnes de plomb[3]. La va-

[1] *Report of the Director of the Mint.* Washington, 1903, p. 279.

[2] *Report of the Director of the Mint upon the Production of the precious Metals.* Washington, 1903, p. 278.

[3] *Ibid.*

Digitized by Google

leur, au cours de l'année donnait environ 190.000 francs d'argent et 96.000 francs pour les autres métaux.

Il paraît donc exact de dire que tout l'argent australien est produit à titre de produit complémentaire ou de sous-produit ; et ici encore, les évaluations du tableau IV paraissent avoir attribué une place plutôt excessive à la quantité d'argent extrait comme produit principal.

Nous serions donc vraisemblablement amené à la même conclusion en ce qui concerne les autres principaux pays producteurs d'argent si nous étudiions les éléments de leur production. Mais les renseignements statistiques nécessaires nous ont fait défaut.

2° Étude synthétique des courbes.

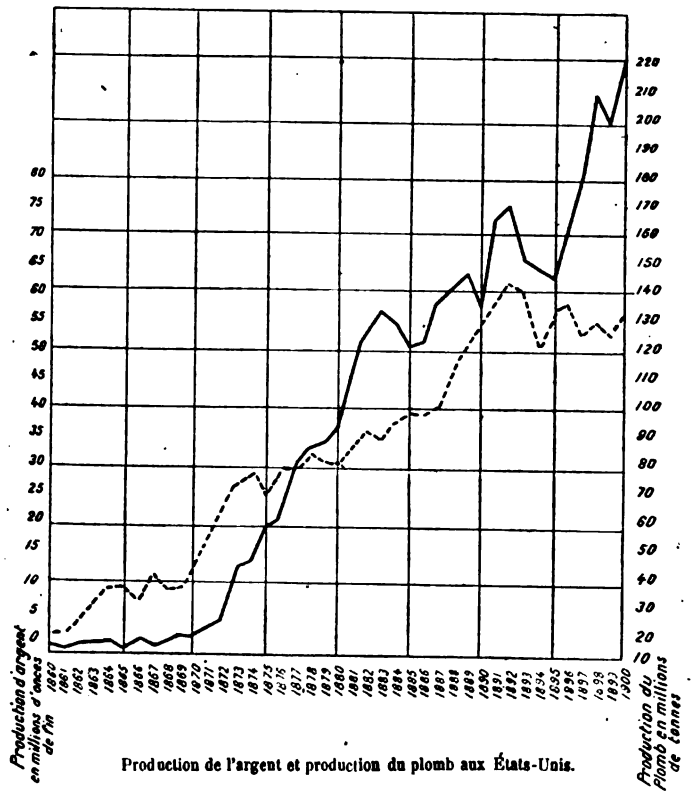
L'analyse attentive des éléments statistiques dont nous avons pu disposer, nous a amené à la conclusion que les évaluations de la commission monétaire mexicaine, en ce qui concerne le chiffre de la production de l'argent à titre complémentaire ou subsidiaire, étaient assez vraisemblables et plutôt inférieures à la réalité. Pour le Mexique, nos inductions nous ont fait douter de la possibilité d'admettre que la moitié environ de la production argentifère fût due à des mines donnant exclusivement de l'argent. Pour les États-Unis le chiffre de 5.000.000 d'onces attribué à la production exclusive de l'argent paraît aussi exagéré ; des renseignements personnels qui m'ont été fournis par l'Américain Smelting and Refining Company sont beaucoup plus catégoriques et affirment que la production de l'argent à titre de produit unique n'existe plus aux États-Unis, le prix de l'argent n'étant plus assez rémunérateur pour en permettre le traitement.

Mais s'il en est ainsi, il doit y avoir entre la production de l'argent et celle des métaux auxquels il se trouve le plus communément uni, une liaison statistique très étroite. Celle-ci doit se traduire, dans une interprétation graphique des chiffres des productions parallèles de ces métaux, par un synchronisme plus ou moins accentué des courbes de l'argent et des autres métaux (plomb et cuivre). Et nous sommes, par conséquent, en possession d'un instrument de vérification synthétique de l'exactitude de nos recherches antérieures.

Digitized by Google

Nous allons donc successivement tracer les courbes argent et plomb, argent et cuivre, pour les États-Unis d'abord, puis pour la production mondiale.

Les productions comparées de l'argent et du plomb aux États-Unis depuis 1860 donnent le tableau graphique suivant :



On ne peut manquer, dans l'ensemble, d'être frappé du parallélisme étroit de ces courbes au moins jusqu'en 1896. Dès le premier abord, la corrélation entre les deux productions apparaît avec une grande netteté. Il est bon toutefois de serrer d'un peu près l'inteprétation de ces données graphiques.

Cinq caractéristiques essentielles peuvent être dégagées :

1° L'ascension rapide et décisive des courbes de la production argent et plomb commence simultanément vers 1870. Or, il con-

Digitized by Google

vient ici de rappeler que c'est vers cette époque que s'introduisent ou que se répandent dans la métallurgie de l'argent les procédés perfectionnés d'extraction tels que pattinsonnage mécanique et zingage. Cette ascension simultanée constitue donc à la fois une preuve de l'influence de ces procédés nouveaux sur la quantité d'argent produite et sur la liaison désormais plus étroite entre la production de l'argent et celle du plomb, grâce à la possibilité d'extraire l'argent des minerais plombeux à très faible teneur.

2° Après un léger palier commun aux deux courbes et coupé de quelques perturbations non concordantes de 1875 à 1880, une reprise très nette et simultanée se produit pour les deux métaux en 1880.

3° L'année 1892 marque pour les deux courbes un sommet commun très remarquable, car il est précédé et suivi de deux mouvements de croissance et de décroissance très rigoureusement liés.

4° Après la chute postérieure à 1892, qui atteint son point le plus bas en 1894 pour l'argent et en 1895 pour le plomb, une reprise commune se produit, mais que l'argent ne suit que jusqu'à 1896.

5° A partir de cette date, en effet, le parallélisme cesse. La production du plomb continue à se traduire par une courbe très rapidement ascendante; la courbe de l'argent au contraire oscille faiblement autour d'un axe horizontal. Voilà qui paraît compromettre assez gravement la thèse de la liaison des productions argent et plomb, et par suite, la thèse plus générale et plus importante de la prédominance de la production complémentaire ou subsidiaire de l'argent.

Il n'en est rien cependant. A notre avis, au contraire, cette divergence graphique momentanée renforce la thèse en question.

Quelle peut être, en effet, la cause de cet arrêt dans la production de l'argent aux États-Unis? Pour l'expliquer, il faut sans aucun doute se reporter à la courbe des prix de l'argent (V. Diagramme, p. 290). On y verra que les années 1890 à 1894 marquent une chute terrible de la valeur de l'argent. Un certain nombre de mines d'argent proprement dites durent donc se fermer. D'autres fermetures encore suivirent et en plus grand nombre

Digitized by Google

après la nouvelle chute de 1897 qui est plus profonde et qui paraît définitive.

Mais l'effet incontestable de ces fermetures successives qui font disparaître des exploitations où l'argent seul était produit, pour laisser au contraire subsister les exploitations mixtes, est de rendre plus étroite la liaison des chiffres de la production d'argent et de la production de plomb. Et si cette liaison disparaît à l'œil sur le tableau graphique, c'est que la diminution absolue de la production argent vient en contrarier la manifestation.

En d'autres termes, tandis que la courbe du plomb continue sa marche ascendante, la courbe de l'argent se trouve subir un affaissement momentané, parce que l'élément composant de cette courbe donné par les mines d'argent proprement dites se trouve fortement réduit. Mais la liaison entre la production de l'argent et celle du plomb existe cependant toujours en puissance. Des symptômes révélateurs en existent dans les deux dernières années de nos courbes: 1899 marque une légère dépression commune et 1900 une reprise. Nous n'avons malheureusement pas pu nous procurer les chiffres de la production plombifère pour les années suivantes.

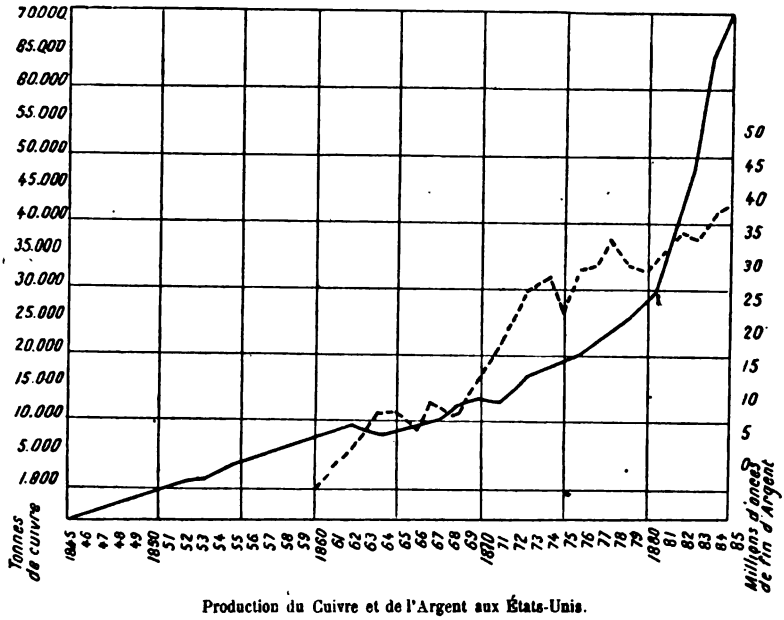
Si nous considérons maintenant la production de l'argent dans ses rapports avec la production du cuivre aux États-Unis, nous serons loin de découvrir des symptômes aussi précis d'un rapport de dépendance que pour le cas de l'argent et du plomb. A vrai dire même nous ne trouverons dans le rapprochement des courbes, en dehors de leur correspondance ascensionnelle, aucune de ces caractéristiques qui permettent avec quelque certitude d'affirmer l'existence de rapports entre deux phénomènes. Cela n'a rien d'ailleurs, en l'espèce, qui doive nous surprendre. La production du cuivre jointe à celle de l'argent est beaucoup moins abondante et moins fréquente que celle des plombs argentifères. D'après le tableau que nous avons donné plus haut (V. tableau VI) l'argent extrait des minerais de cuivre n'entre dans le chiffre de la production argentifère totale des États-Unis que dans la proportion de 22,1 0/0, en 1902, tandis que l'argent extrait du plomb donne 48,8 0/0. Ces proportions s'abaissent même à 21,8 0/0 pour le cuivre, contre 50,8 0/0 pour le plomb en 1900, et à 10,2 0/0 pour le cuivre, contre 40,6 0/0 pour le plomb en 1891.

Le rapport, très faible il y a treize ans, tend donc à augmenter

Digitized by Google

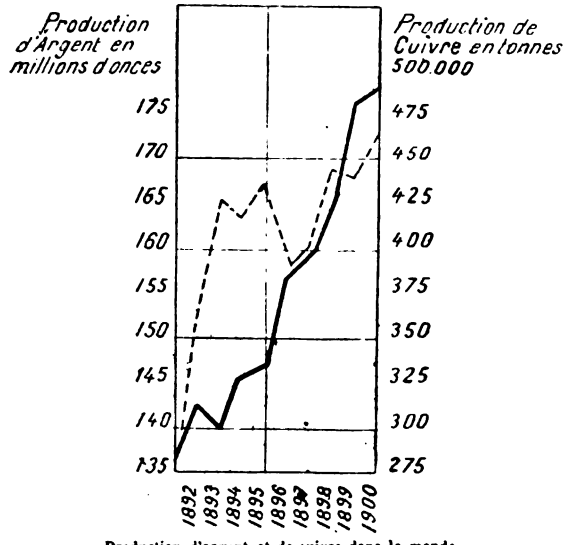
au bénéfice du cuivre, mais il est encore beaucoup moins important que celui du plomb à l'argent.

Aussi avons-nous le graphique suivant :



Production du Cuivre et de l'Argent aux États-Unis.

——— Courbe de la production du Cuivre. --------- Courbe de la production de l'Argent.

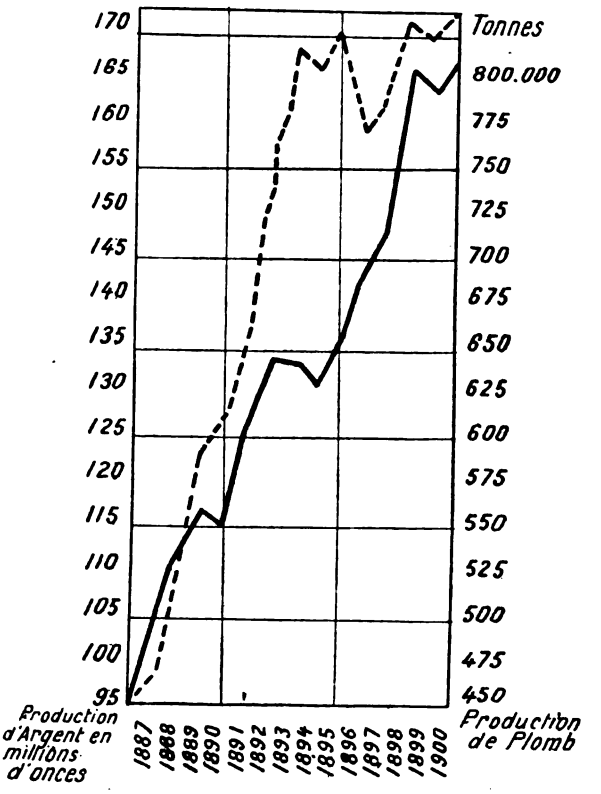


Production d'argent et de cuivre dans le monde.

——— Courbe de la production du Cuivre. --------- Courbe de la production de l'Argent.

Digitized by Google

La comparaison graphique de la production de l'argent et de la production du cuivre dans le monde ne donne aussi que des concordances très générales et peu ou pas de caractéristiques. Il est d'ailleurs logique qu'il en soit ainsi, car la proportion du cuivre et par conséquent de l'argent extrait des pyrites cupri-



Production d'argent et de plomb dans le monde

Courbe de la production du Plomb. ---------- Courbe de la production de l'Argent.

fères est beaucoup plus importante aux États-Unis que dans aucun autre pays du monde.

Mais si l'on revient, au point de vue mondial, au rapprochement des courbes de la production argentifère et de la production plombifère, on constate de nouveau, comme dans le cas du tableau graphique similaire se rapportant à la production des États-Unis, que les concordances de ces deux productions sont

Digitized by Google

révélées par un certain nombre de caractéristiques assez précises.

C'est ainsi que, en dehors de l'accroissement simultané général des deux productions, on peut remarquer de 1889 à 1890, un large affaissement de la production du plomb correspondant à une pente plus adoucie de la courbe ascendante de l'argent; en 1892 et 1893, un sommet commun suivi d'une chute commune en 1894. Après cette date, le même phénomène de la stabilisation relative de la production argent, tandis que se poursuit l'ascension de la production du plomb, se reproduit pour les chiffres mondiaux comme pour ceux des États-Unis. La raison en est la même. L'effondrement des cours de l'argent ayant dû produire des fermetures de mines d'argent proprement dites, cette diminution de production vint contrarier la marche ascendante de la courbe qui, toutes choses égales d'ailleurs, aurait sans doute continué à suivre celle de la production du plomb. Du reste, les années 1898, 1899 et 1900, nous donnent les traces peu douteuses d'un synchronisme assez marqué entre les deux productions.

Malgré tout, cependant, il est incontestable que le parallélisme de la production de l'argent et de celle du plomb est beaucoup moins saisissant en ce qui concerne la production mondiale que pour celle des États-Unis. Sans doute cette concordance moindre s'explique par l'intervention, lorsqu'il s'agit de chiffres globaux, des quantités d'argent produites à titre principal comme au Mexique et dans l'Amérique du Sud et vraisemblablement aussi par des chiffres moins sûrs.

°°°

Malgré qu'il ne soit guère plus possible de douter qu'il y ait entre la production de l'argent et celle du plomb des rapports extrêmement étroits, nous pouvons encore essayer de saisir ces rapports par un troisième moyen qui est : le rapprochement des prix de l'argent, des prix du plomb, et de ceux du cuivre, et l'étude de leurs variations respectives.

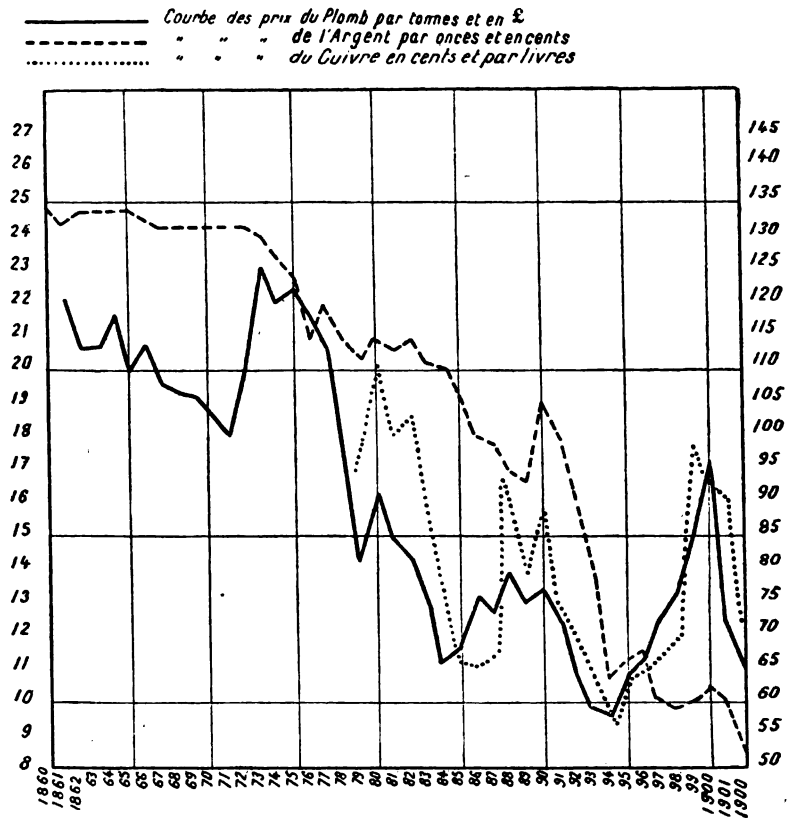
Or, cette nouvelle expérience va nous donner une confirmation tout à fait frappante de l'hypothèse.

Considérons, en effet, le diagramme ci-joint qui traduit en

Digitized by Google

courbes graphiques les variations des prix de l'argent, du plomb et du cuivre. Il est impossible, à partir de 1875, moment où commence, grâce à la démonstration de l'argent, un régime de libre établissement de ses cours, de n'être pas frappé par le synchronisme de ces courbes.

On y distingue en particulier les caractéristiques suivantes :

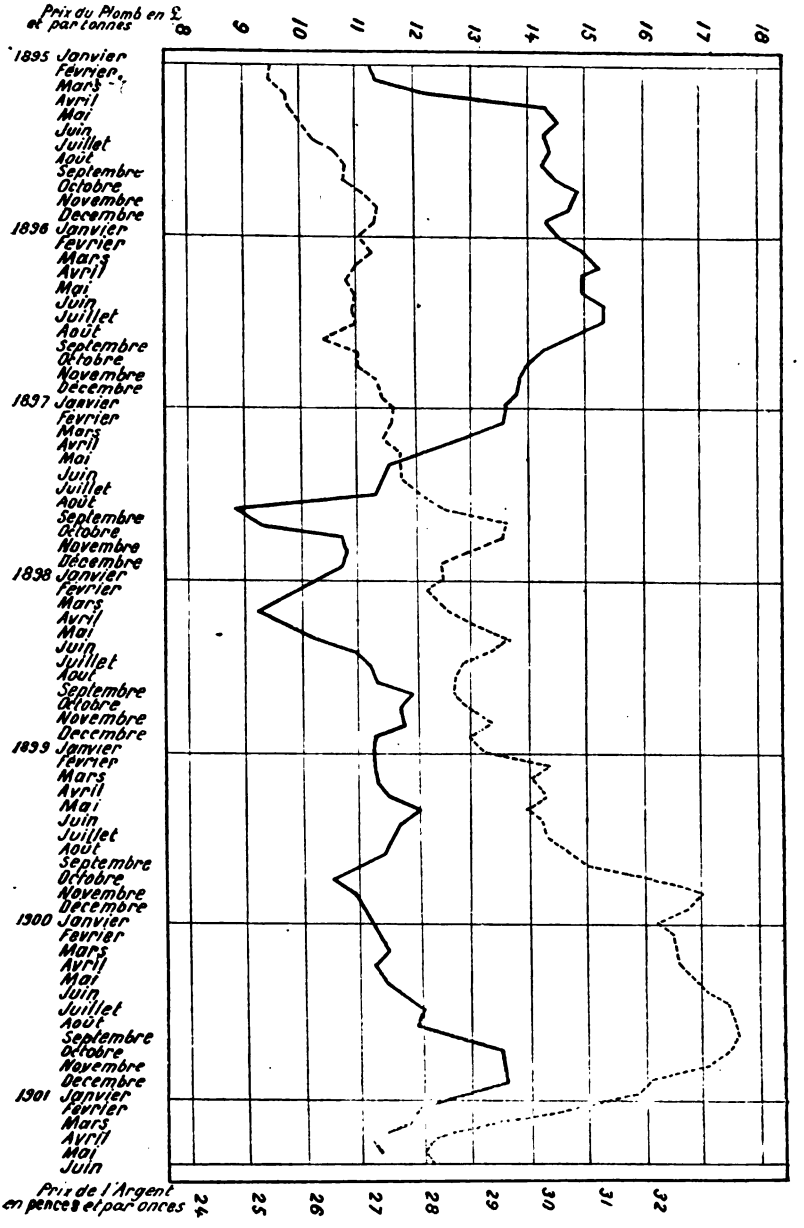


Relations des prix de l'argent, du plomb et du cuivre.

1° Les années 1880 à 1882 qui sont des années de hausse considérable du plomb et du cuivre, sont aussi des années de relèvement ou de soutien des cours de l'argent qui interrompt momentanément sa chute;

2° Les années 1882 à 1885 donnent un fléchissement simultané pour les trois métaux.

Digitized by Google



Prix mensuels moyens, à Londres, de la tonne de plomb et de l'once d'argent.

——— Courbe des prix de l'Argent. ---------- Courbe des prix du Plomb.

Digitized by Google

3° L'année 1890 marque un sommet commun pour les trois métaux[1].

4° A partir de 1890 on constate une dépression commune très profonde qui atteint son maximum en 1894 et qui est suivie d'un relèvement commun. Toutefois, l'argent ne suit ce relèvement des cours du plomb et du cuivre que d'une façon secondaire. Il est entraîné par un mouvement général d'affaissement. Mais on verra, à la fin de cette étude, que le prix de l'argent, dans ses variations principales paraît obéir aux influences d'un autre facteur, — la production de l'or, — et que seules ses variations secondaires sont en relation avec les cours des métaux dont il est un produit complémentaire ou un sous-produit. Or, cette influence de la production d'or s'est fait sentir surtout à partir de 1890, et voilà pourquoi, après 1894, l'argent ne suit que de loin, et comme en sourdine, les relèvements du plomb et du cuivre.

Pour rendre, au reste, encore plus évidentes, et indéniables les relations qui existent entre les cours de l'argent et ceux du plomb, nous donnons encore un tableau graphique des variations *mensuelles* des prix de ces deux métaux de 1895 à 1901. On verra que la liaison est presque absolue et rigoureuse.

Le mouvement propre de la courbe de l'argent se fait dans le sens d'un fléchissement particulièrement visible, sur ce diagramme, de juin 1896 à septembre 1897. Il faut en faire abstraction. Il apparaît alors que les oscillations de la courbe des prix du plomb sont suivies très exactement par la courbe des prix de l'argent, *avec un léger retard.*

Ces constatations sont intéressantes. Elles sont d'autant plus à retenir qu'elles s'opposent à une thèse que j'ai vu exprimer à deux reprises et qui provient moins de l'observation des faits que d'une conception *a priori* séduisante, mais radicalement fausse[2].

[1] La brusque variation des cours de cuivre en 1888-89 n'est pas suivie par l'argent parce qu'elle a pour cause un mouvement artificiel et foudroyant de spéculation (Syndicat des cuivres de Secrétan).

[2] V. *Report on the Introduction of the Gold-Exchange Standard into China and other silver-uning countries* (Commission on international Exchange). Washington, 1903, pp. 127 et s., et aussi *Estudio sobre la plata en sus relaciones con los sistemos monetarios por la comision mexicana de cambios internationales* p. 20 et tableaux 45 et 47.

Digitized by Google

Voici comment on l'énonce : A mesure que le prix de l'argent est allé en s'abaissant, les prix des métaux produits en connexion avec le métal blanc sont allés en s'élevant continuellement. Ainsi, par exemple, dans une exploitation qui produit en même temps du cuivre et de l'argent, si le prix de l'argent tend à baisser, celui du cuivre tend à hausser, et réciproquement. Si les prix du plomb, du cuivre et du zinc, ajoute-t-on, n'étaient pas aujourd'hui plus hauts qu'auparavant, il est probable que la production de l'argent n'aurait pas pu se maintenir, par suite de l'impossibilité où auraient été les exploitations de faire leurs frais.

Et, à l'appui de cette thèse, pour montrer la marche ascensionnelle des cours des trois métaux argentifères, on produit le tableau suivant :

TABLEAU XI.

MÉTAUX.	LONDRES		NEW-YORK	
	1895-98.	1899-1902.	1895-98.	1899-1902.
	£ s. d.	£ s. d.		
Plomb	11.17.0	13.18.9	$ 3.39	$ 4.31
Cuivre	47.11.9	66. 3.1	11.24	15.80
Zinc	16. 6 6	20. 4.6		

Ce tableau montre en effet qu'il y a eu entre 1895 et 1902 une hausse générale des cours du plomb, du cuivre et du zinc aussi bien à Londres qu'à New-York. D'autre part, on sait que, pendant la même période, l'argent a baissé de valeur, passant de 65 cents environ à 52 cents par once. La démonstration paraît acquise.

En réalité il n'en est rien. Il n'y a là qu'une illusion provenant de ce que la période envisagée est trop courte et arbitrairement choisie, et surtout de ce que l'on donne, au lieu des cours moyens année par année, une moyenne qui porte sur quatre années et qui dissimule ainsi des variations annuelles très importantes. C'est ce qui apparaît immédiatement si au tableau précédent on substitue celui des moyennes annuelles pour chacun de ces métaux pendant la période 1895-1902.

Digitized by Google

TABLEAU XII.

ANNÉES.	PLOMB en £ et par tonnes à Londres.	CUIVRE en £ et par tonnes à Londres.	ZINC en £ et par tonnes à Londres.
1895	10.12. 5	42.19. 7	14. 4. 9
1896	11. 5.11	46.18. 1	14. 5.11
1897	12. 8. 4	49. 2. 7	17.16. 4
1898	13. 1.10	51.16. 7	18 — —
1899	15. 1. 5	73.13. 9	24.17 —
1900	17. 3. 7	73.12. 6	21. 3. 6
1901	12.14. 1	66.19. 8	18.13. 4
1902	11. 5. 3	52.11. 5	16.12.11

Ces chiffres permettent de voir que les prix des trois métaux se sont élevés depuis 1895 vers un maximum qui a été atteint en 1899 pour le cuivre et le zinc, en 1900 pour le plomb et qui a été suivi d'une chute très rapide. Il n'est donc pas exact de parler d'une hausse générale des métaux argentifères de 1895 à 1902 correspondant à une baisse de l'argent pendant la même période. Leurs prix ont marqué un mouvement alternatif de hausse et de baisse, *et il en est de même, dans le même temps, pour les prix de l'argent* (V. diagramme p. 290).

Sans doute maintenant il convient d'accorder que malgré les oscillations de leurs prix, la moyenne des cours des métaux argentifères pendant les 4 années 1899-1902 a été supérieure à la moyenne des 4 années 1895-1898. D'autre part, il est vrai que pour les prix de l'argent c'est le phénomène inverse que l'on constate. Mais il est impossible d'appuyer sur ce fait la conclusion qu'on a prétendu en déduire. Le mouvement général d'affaissement des cours de l'argent, qui est dû à une cause spéciale que l'on étudiera plus loin, ne s'oppose pas en manière de compensation, à la moyenne ascendante des autres métaux pour la période 1895-1902. Nous avons en effet déjà remarqué, en étudiant le diagramme de ces courbes de prix, que l'argent, quoiqu'il soit entraîné par son mouvement général de baisse, a cependant une tendance marquée à suivre les variations des autres courbes. C'est donc qu'il subsiste, contrarié par une autre cause, une relation directe bien plutôt qu'inverse entre les oscillations de ces courbes.

Digitized by Google

Et si l'on veut avoir la confirmation complète de l'existence de cette relation directe, il faut enfin abandonner le domaine trop étroit de cette période arbitrairement choisie des années 1895 à 1902. En remontant aux environs de l'année 1875, on peut suivre l'incontestable mouvement de baisse commune et sans compensations réciproques qui entraîne les courbes de l'argent et de ses métaux complémentaires : elles apparaissent liées de cette façon aussi bien dans leur direction générale que dans leurs variations secondaires (V. diagramme, p. 278).

Ainsi se trouve ruinée la thèse de la « Commission on international Exchange » et de la « Comision Mexicana ». Les cours de l'argent d'une part, et d'autre part, du cuivre, du plomb et du zinc suivent des variations parallèles. Or ceci tend bien à prouver que ces métaux sont entre eux comme des produits complémentaires dont les prix obéissent à des influences communes au point de vue de la production : Nous avons donc trouvé, en l'observation de ce phénomène, une preuve nouvelle du lien très étroit qui unit la production de l'argent à celle de ces autres métaux.

Digitized by Google

CHAPITRE II.

La chute des prix.

En même temps que l'accroissement de production dont on vient d'étudier les phases et de déterminer les causes, se produisait le second phénomène de la baisse ou plutôt de la chute continue et inouïe des prix de l'argent. Le métal blanc qui s'était maintenu pendant tout le XIXe siècle, à un taux très uniforme, malgré quelques faibles variations, commence à fléchir en 1872, d'abord lentement, puis avec une rapidité croissante à peine interrompue par quelques courtes reprises.

TABLEAU XIII.

Prix de l'argent à Londres, par once standard, et leurs équivalents, en monnaie américaine.

ANNÉES.	PLUS haut.	PLUS bas.	COURS moyen.	VALEUR en monnaie américaine au cours moyen.	ANNÉES.	PLUS haut.	PLUS bas.	COURS moyen.	VALEUR en monnaie américaine au cours moyen.
	d.	d.	d.			d.	d.	d.	
1833....	59 7/8	58 3/4	59 3/16	$ 1.297	1868...	61 1/8	60 1/8	60 1/2	$ 1.326
1834....	60 3/4	59 3/4	59 15/16	1.313	1869...	61	60	60 7/16	1.325
1835....	60	59 1/4	59 11/16	1.308	1870...	60 3/4	60 1/4	60 9/16	1.328
1836....	60 3/8	59 5/8	60	1.315	1871...	61	60 3/16	60 1/2	1.326
1837....	60 3/8	59	59 9/16	1.305	1872...	61 1/8	59 1/4	60 5/16	1.322
1838....	60 1/8	59 1/2	59 1/2	1.304	1873...	59 15/16	57 7/8	59 3/16	1.29769
1839....	60 5/8	60	60 3/8	1.323	1874...	59 1/2	57 1/4	58 5/16	1.27883
1840....	60 3/4	60 1/8	60 3/8	1.323	1875...	57 5/8	55 1/2	56 11/16	1.24233
1841....	60 3/8	59 3/4	60 1/16	1.316	1876...	58 1/2	46 3/4	53 1/8	1.16414
1842....	60	59 1/4	59 7/16	1.303	1877...	58 1/4	53 1/4	54 13/16	1.20189
1843....	59 5/8	59	59 3/16	1.297	1878...	55 1/4	49 1/2	52 5/8	1.15358
1844....	59 3/4	59 1/4	59 1/2	1.304	1879...	53 3/4	48 7/8	51 1/4	1.12392
1845....	59 7/8	58 7/8	59 1/4	1.298	1880...	52 13/16	51 1/2	52 1/4	1.14507
1846....	60 1/8	59	39 5/16	1.300	1881...	52 7/8	50 7/8	51 5/8	1.13229
1847....	60 3/8	58 7/8	59 11/16	1.308	1882...	52 3/8	50	51 13/16	1.13562
1848....	60	58 1/2	59 1/2	1.304	1883...	51 3/16	50 1/16	50 9/16	1.10874
1849....	60	59 1/2	59 3/4	1.309	1884...	51 3/8	49 1/2	50 11/16	1.11068

Digitized by Google

ANNÉES.	PLUS haut.	PLUS bas.	COURS moyen.	VALEUR en monnaie américaine au cours moyen.	ANNÉES.	PLUS haut.	PLUS bas.	COURS moyen.	VALEUR en monnaie américaine au cours moyen.
	d.	d.	d.			d.	d.	d.	
1850....	61 1/2	59 1/2	61 1/16	$ 1.316	1885...	50	46 7/8	48 9/16	$ 1.06510
1851....	61 5/8	60	61	1.337	1886...	47	42	45 3/8	99467
1852....	61 7/8	59 7/8	60 1/2	1.326	1887 ..	47 1/8	43 1/4	44 11/16	97946
1853....	61 7/8	60 5/8	61 1/2	1.348	1888...	44 9/16	41 5/8	42 7/8	93974
1854....	61 7/8	60 7/8	61 1/2	1.348	1889...	44 3/8	41 15/16	42 11/16	93511
1855....	61 5/8	60	61 5/16	1.344	1890...	54 5/8	43 5/8	47 3/4	1.04634
1856....	62 1/4	60 1/2	61 5/16	1.344	1891...	48 3/4	43 1/2	45 1/16	98800
1857....	62 3/8	61	61 3/4	1.353	1892...	43 3/4	37 7/8	39 3/4	87145
1858....	61 7/8	60 3/4	61 5/16	1.344	1893...	38 3/4	30 1/2	35 9/16	78030
1859....	62 3/4	61 3/4	62 1/16	1.360	1894...	31 3/4	27	28 15/16	63179
1860....	62 3/8	61 1/4	61 11/16	1.352	1895...	31 3/8	27 3/16	29 13/16	65406
1861....	61 3/8	60 1/8	60 13/16	1.333	1896...	31 15/16	29 3/4	30 13/16	67565
1862....	62 1/8	61	61 7/16	1.346	1897...	29 13/16	23 5/8	27 9/16	60438
1863....	61 3/4	61	61 3/8	1.345	1898...	28 3/8	25	26 15/16	59010
1864....	62 1/2	60 5/8	61 3/8	1.345	1899...	29	26 5/8	27 7/16	60154
1865....	61 5/8	60 1/2	61 1/16	1.338	1900...	30 1/4	27	28 5/16	62007
1866....	62 1/4	60 3/8	61 1/8	1.339	1901...	29 9/16	24 15/16	27 3/16	59595
1867....	61 1/4	60 3/8	60 9/16	1.328	1902...	26 1/16	21 11/16	24 1/16	52795

Ce fléchissement des prix de l'argent, que l'on peut même faire partir de 1862 (V. Tableau XIII), semble donc coïncider assez exactement avec le mouvement ascensionnel de la production argentifère. Et l'on est tenté de passer facilement de cette coïncidence à la conclusion qu'un rapport de causalité existe entre ces deux phénomènes.

Ceci ne peut toutefois être qu'une hypothèse dont la vérification minutieuse s'impose. L'existence de ce rapport n'apparaît en vérité à la lecture du tableau qui précède, comparée avec celle du tableau de la production, qu'avec un caractère assez général et assez grossier. D'autres faits peuvent peut-être expliquer la chute des prix ; et le parallélisme de la production et des prix peut n'être pas aussi étroit qu'il semble.

Il importe cependant d'être fixé sur les causes de ce phénomène capital de l'histoire monétaire. Le jugement théorique et pratique qu'il conviendra de porter sur la controverse bimétalliste en dépend. Une réponse exacte à la question des causes de la dépréciation de l'argent donnera, en même temps que des pronostics certains sur le sens de l'évolution monétaire, le moyen de juger si ces causes sont de celles sur lesquelles pourraient agir les différents remèdes proposés jusqu'ici par les bimétallistes.

Digitized by Google

⁂

Dans sa forme la plus simple, la croyance à l'existence d'un lien entre la production et les prix de l'argent s'affirme par cette proposition absolue : *L'accroissement de la production argentifère est la cause de la chute des prix de l'argent.*

Or, ceci s'interprète de deux manières : l'accroissement de la production de l'argent peut être envisagé, en effet, ou bien par rapport à l'accroissement de la production de l'autre métal précieux étalon de la mesure des valeurs, ou au point de vue absolu. Il faut, au surplus, remarquer que la première interprétation serait la plus significative et la plus rationnelle. Car, pour deux métaux précieux qui servent d'étalon de mesure des valeurs, les variations de valeurs ne peuvent être, pour chacun d'eux, saisies ou que par rapport aux valeurs de l'ensemble des marchandises échangeables, ou que par rapport à la valeur de l'autre métal étalon. Et le rapport des valeurs de ces deux métaux étalons doit évidemment varier comme le rapport de leurs quantités, s'il y a vraiment un lien entre la production et la valeur[1].

Il est vrai que l'argent, surtout depuis qu'il a perdu dans un grand nombre de pays la qualité d'étalon monétaire, peut être considéré par rapport à l'or comme une simple marchandise ordinaire dont la valeur peut être influencée par la production, et c'est alors l'accroissement absolu de la production de l'argent qui devra être envisagé dans ses rapports avec la valeur de ce métal.

Examinons tour à tour la baisse de la valeur de l'argent à ces deux points de vue :

A. — En premier lieu, en ce qui concerne le rapport de production des deux métaux, il est absolument frappant qu'il n'y ait qu'une corrélation assez faible entre les variations de ce rapport et les variations du rapport de leur valeur.

On peut voir, en effet, d'après le tableau ci-contre (tableau XIV) que malgré l'accroissement énorme de la production de l'argent, le rapport de cette production à celle de l'or était en 1902 à très

[1] Bourguin, *De la mesure de la valeur* (*Rev. d'écon. politique*, t. X, p. 703).

Digitized by Google

Tableau XIV.

Rapports des productions de l'Or et de l'Argent.

ANNÉES.	POUR CENT DES PRODUCTIONS			
	EN QUANTITÉ		EN VALEUR.	
	or.	argent.	or.	argent.
1493-1520	11	89	66,4	33,6
1521-1544	7,4	92,6	55,9	44,1
1545-1560	2,7	97,3	30,4	69,6
1561-1580	2,2	97,8	26,7	73,3
1581-1600	1,7	98,3	22	78
1601-1620	2	98	24,4	75,6
1621-1640	2,1	97,9	25,2	74,8
1641-1660	2,3	97,7	27,7	72,3
1661-1680	2,7	97,3	30,5	69,5
1681-1700	3,1	96,9	33,5	66,5
1701-1720	3,5	96,5	36,6	63,4
1721-1740	4,2	95,8	41,4	58,6
1741-1760	4,4	95,6	42,5	57,5
1761-1780	3,1	96,9	33,7	66,3
1781-1800	2	98	24,4	75,6
1801-1810	1,9	98,1	24,1	75,9
1811-1820	2,1	97,9	25,3	74,7
1821-1830	3	97	33	67
1831-1840	3,3	96,7	35,2	64,8
1841-1850	6,6	93,4	52,9	47,1
1851-1855	18,4	81,6	78,3	21,7
1856-1860	18,2	81,8	78,1	21,9
1861-1865	14,4	85,6	72,9	27,1
1866-1870	12,7	87,3	70	30
1871-1875	8,1	91,9	58,5	41,5
1876-1880	6,6	93,4	53	47
1881-1885	5	95	45,5	54,5
1886-1890	4,8	95,2	44,5	55,5
1891-1895	4,8	95,2	44,4	55,6
1896	5,9	94,1	49,9	50,1
1897	6,7	93,3	53,2	46,8
1898	7,6	92,4	56,8	43,2
1899	8,1	91,9	58,5	41,5
1900	6,6	93,4	53,2	46,8
1901	6,8	93,2	54	46
1902	7,9	92,1	57,8	42,2
Moyenne	5,3	94,7	47,3	52,7

peu de chose près le même que pendant la période qui va de 1521 à 1544. A cette époque le pourcentage de la production ar-

Digitized by Google

gent était de 92,6, et en 1902, il était de 92,1. En d'autres termes, en 1521-1544 il était produit annuellement 12,5 fois plus d'argent que d'or et en 1902, seulement 11,6 fois plus d'argent que d'or; et cependant si l'on se reporte au tableau des rapports de valeur des deux métaux, on constate que l'on est monté du rapport de 11,25 pour 1, à celui de 39,15 pour 1.

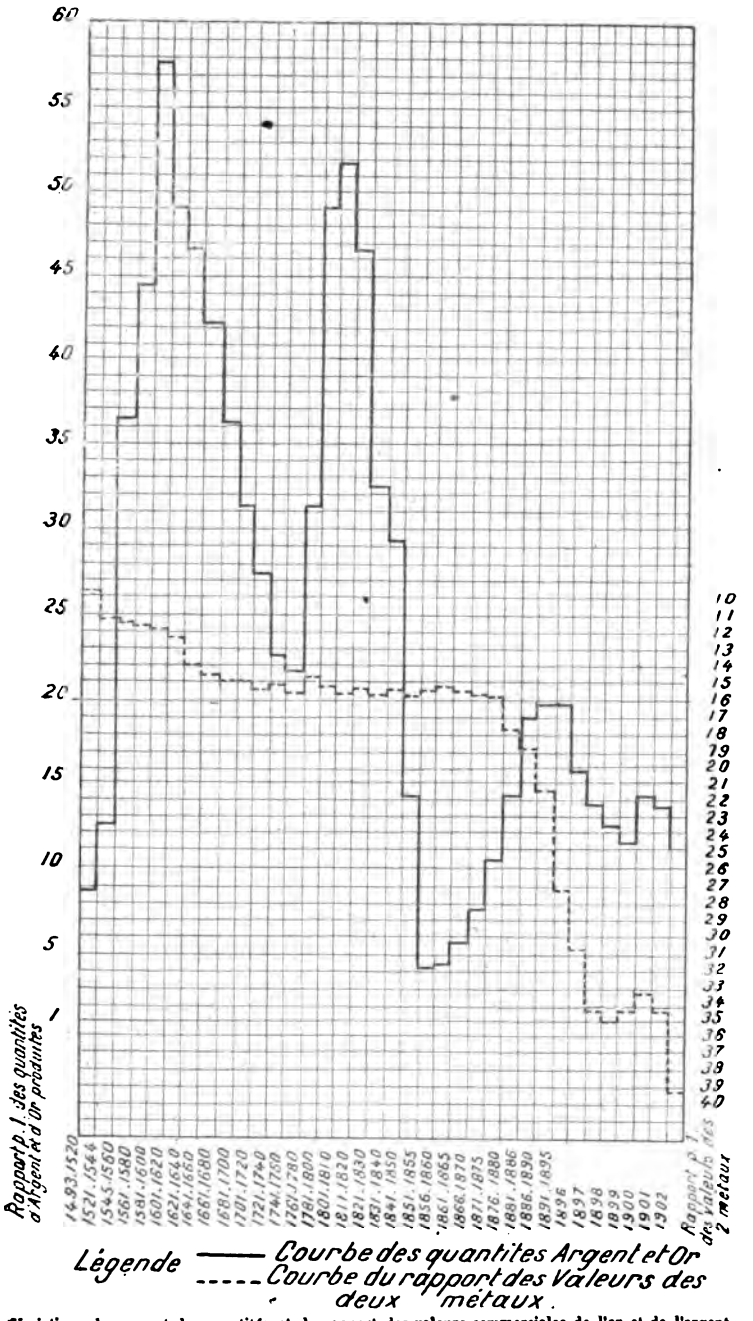
En revanche, pendant près de 400 ans, de 1493 à 1875, le rapport de production des deux métaux a pu subir les variations les plus folles, passant de 8,09 pour 1 dans la période 1493-1520, à 57,8 pour 1 dans la période 1581-1600, redescendant à 21,7 pour 1 de 1741 à 1760, puis remontant à 51,6 pour 1 de 1801 à 1810 pour retomber enfin au rapport de 4,43 pour 1 en 1851-1855, sans que le rapport de valeur ait jamais subi de fluctuations comparables à celle du rapport des quantités produites.

Le diagramme ci-joint (diagramme p. 289) permet en effet de constater que malgré l'accroissement désordonné du rapport de la production au profit de l'argent, le rapport en valeur n'est monté que faiblement de 10,75 en 1493 à 14 en 1620, avec un retard de 20 ans pour la variation la plus sensible de ce rapport comparée à celle du rapport de production. Il est d'ailleurs remarquable que, de 1620 à 1780, le rapport en valeur continue encore à monter pendant que le rapport de production tombe sans arrêt et qu'il remonte brusquement en 1761-1780, au moment même où le rapport de production s'élève de nouveau au profit de l'argent. Ces deux variations du rapport en valeur, assez paradoxales et difficiles à expliquer, sont de nature à diminuer fortement la confiance que l'on peut avoir en une liaison corrélative inverse entre les variations du rapport en valeur et du rapport des productions.

En négligeant toutefois ces deux inquiétantes exceptions, on remarque une variation corrélative inverse du rapport de valeur et du rapport de production en 1851-1855, assez peu marquée, mais probablement contenue et limitée par l'existence du bimétallisme français, allemand, etc.

Enfin, à partir de 1875, la chute de la valeur de l'argent correspond bien à une hausse du rapport des productions des deux métaux, mais cela n'est vrai que jusqu'en 1895. A cette époque, le rapport de production se transforme de nouveau au profit de

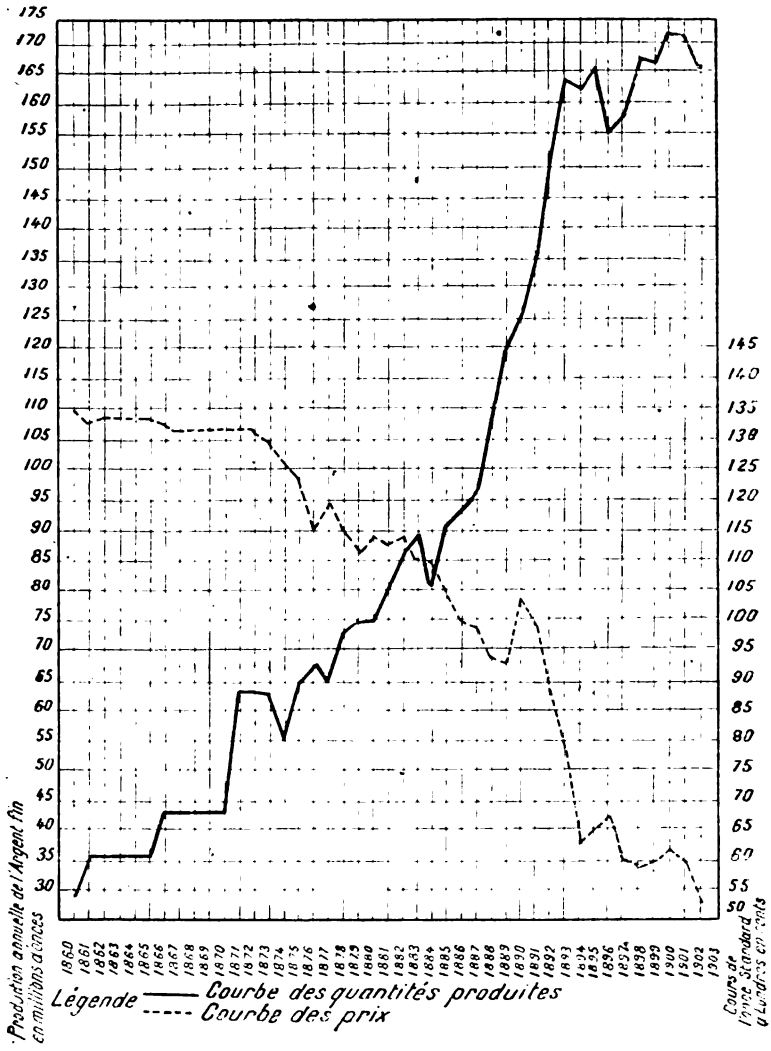
Digitized by Google



Variations du rapport des quantités et du rapport des valeurs commerciales de l'or et de l'argent depuis 1493.

Digitized by Google

l'argent; il oscille autour des proportions du début du XVIe siècle, et cependant le rapport des valeurs révèle un fléchissement



Production et prix de l'argent depuis 1860.

exorbitant de l'argent. Le rapport des valeurs qui, de 1493 à 1620 n'était passé que de 10,75 à 14 pendant que le rapport de production montait de 8,09 à 57,8 pour 1, se trouvait passer de 15,97 à 27,50 pour 1 dans la période 1875 à 1896, pendant que

Digitized by Google

le rapport de production montait de 11,3 à 19,8 et, toujours dans le même sens, de 27,50 à 39,15 en 1903, pendant que le rapport de production *descendait* à 11,6 pour 1.

Ainsi, dans cette période de 1875 à 1902, d'abord par une hausse hors de proportion avec l'accroissement du rapport de production, puis par une hausse persistante malgré la diminution de ce même rapport, le rapport des valeurs laissait apercevoir qu'il n'est pas influencé seulement par les variations du rapport des quantités produites des deux métaux. La cause de la chute de la valeur de l'argent doit être cherchée par conséquent autre part que dans les variations des rapports de production.

B. — Faudrait-il alors, en nous plaçant à notre second point de vue, la chercher dans les variations de la production *absolue* de l'argent? Y a-t-il un rapport entre la valeur et la production absolue de l'argent, et les variations de celle-ci expliquent-elles les variations de celle-là?

La courbe de la valeur de l'argent considérée depuis 1493, et dans son ensemble, correspond d'une façon assez générale à la courbe de la production : du point de départ au point d'arrivée, on constate dans l'ensemble pour chacune d'elles un mouvement corrélatif qui éveille aussitôt l'idée naturelle d'un lien causal entre ces deux phénomènes. Mais il importe d'examiner d'un peu plus près cette hypothèse et de se demander s'il y a bien en elle les éléments d'une explication scientifique.

Si l'on procède tout d'abord à un examen attentif des rapports qui existent entre les variations de la production et celles de la valeur, on s'aperçoit qu'ils sont beaucoup moins étroits qu'on pouvait, suivant la précédente hypothèse, le penser. Il y a, entre ces variations une véritable indépendance qui se révèle à plusieurs reprises.

C'est ainsi que, dans la période qui s'étend de 1500 à 1860, on peut relever deux cas frappants de cette indépendance : de 1621 à 1680, la production de l'argent subit une marche décroissante assez sensible, passant de 2.114.500 kilogs de moyenne annuelle en 1691, à 1.685.000 kilogs en 1680. Or, pendant la même période, le rapport d'échange de l'argent à l'or passe de 12,25 pour 1 à 15 pour 1. Inversement, de 1740 à 1780, la production de l'argent se trouve portée de 2.156.000 kilogs à 3.263.700 ki-

Digitized by Google

logs par an, ce qui n'empêche pas le rapport de valeur de s'abaisser de 15,74 pour 1 à 14,72 pour 1.

De même, si l'on considère la courbe des prix comparée à celle de la production à partir de 1860 (V. diagramme, p. 290) on aperçoit bien immédiatement un rapport inverse général entre leurs variations, mais on peut aussi, par une analyse attentive de leur tracé, découvrir des symptômes peu négligeables de leur indépendance relative : de 1860 à 1871 les prix demeurent très sensiblement stationnaires malgré que la production ait doublé; en 1873, une chute des prix correspond à une chute de la production; de 1880 à 1882, les prix se stabilisent à peu près, malgré une ascension rapide de la courbe des quantités; puis ils tombent encore en 1883, au moment même où la production s'abaisse en un angle rentrant prononcé; en 1889-1890, en plein et rapide accroissement des quantités, le cours de l'argent remonte brusquement de $ 0,93 à $ 1,04; enfin, depuis 1893, malgré un arrêt très marqué de la production qui paraît approximativement statistique, les cours continuent à fléchir.

TABLEAU XV[1].

Production mondiale de l'or et de l'argent depuis 1860.

[De 1860 à 1872, d'après les moyennes quinquennales de Soetbeer; depuis 1872, d'après les directeurs des monnaies des États-Unis].

ANNÉES.	OR.	ARGENT.
	Onces de fin.	Onces de fin.
1860	6,486,262	29,095,428
1861	5,949,582	35,401,972
1862	5,949,582	35,401,972
1863	5,949,582	35,401,972
1864	5,949,582	35,401,972
1865	5,949,582	35,401,972
1866	6,270,086	43,051,583
1867	6,270,086	43,051,583
1868	6,270,086	43,051,583
1869	6,270,086	43,051,583
1870	6,270,086	43,051,583
1871	5,591,014	63,317,014
1872	5,591,014	63,317,014
TOTAL	78,766,630	547,997,231

[1] Les indications de ce tableau jointes à celles du tableau XI, permettront de préciser la lecture du diagramme.

Digitized by Google

ANNÉES.	OR.	ARGENT.
	Onces de fin.	Onces de fin.
Report ...	78,766,630	547,997,231
1873	4,653,675	63,267,187
1874	4,390,031	55,300,781
1875	4,716,563	62.261,719
1876	5.016,488	67,753,125
1877	5,512,196	62,679,916
1878	5,761,114	73,385,451
1879	5,262,174	74,383,495
1880	5,148,880	74,795,273
1881	4,983,742	79,020,872
1882	4,934,086	86,472,091
1883	4,614,588	89,175,023
1884	4,921,169	81,567,801
1885	5,245,572	91,609,959
1886	5,135,679	93,297,290
1887	5,116,861	96.123,586
1888	5,330,775	108,827,606
1889	5,973,790	120,213,611
1890	5,749,306	126,095,062
1891	6,320,194	137,179,919
1892	7,094,266	153,151,762
1893	7,618,811	165,472,621
1894	8,764,362	164,610,394
1895	9,615,190	167,500,960
1896	9,783,914	157,061,370
1897	11,420,068	160,421,082
1898	13,877,806	169,055,253
1899	14,837,775	168,337,453
1900	12,315,135	173,591,364
1901	12,698,089	173,011,283
1902	14,313,660	166,955,639
TOTAL	221,125,959	3,462,569,948
GRAND TOTAL	299,892,589	4,010,567,179

Il y a donc, en dépit d'une correspondance graphique d'ensemble, des signes révélateurs d'une indépendance certaine entre les prix et la production de l'argent. Celle-ci apparaît d'ailleurs avec une netteté beaucoup plus frappante si au lieu de considérer la courbe, un peu grossière, des variations annuelles, on examine celle des variations mensuelles des prix et des quantités produites.

Voici, par exemple, un diagramme qui donne la comparaison graphique des deux courbes tracées suivant leurs variations mensuelles pendant les années 1893, 1894 et 1895 (V. diagramme, p. 295). Or, on y observe que la marche relative des

Digitized by Google

deux courbes ne demeure dans un rapport logique que tout au plus pendant les sept ou huit premiers mois de 1903. Jusque-là on peut assez exactement constater que la courbe des valeurs s'élève pendant que la courbe des quantités s'abaisse, et réciproquement. Mais à partir de septembre 1893, il devient vraiment impossible de saisir aucun lien logique entre les variations des deux tracés. Il semble même plutôt que, par un hasard assez paradoxal, la courbe des prix s'élève et s'abaisse en même temps que celle de la production, — ce qui revient à dire qu'il n'y a plus de lien de correspondance ou de causalité entre l'un et l'autre des deux faits.

Ceci, d'ailleurs n'a rien qui doive particulièrement nous étonner? Peut-on effet, attribuer logiquement à la production de l'argent le pouvoir de déterminer les prix de ce métal ou même de les influencer directement?

La production ne peut peser sur la détermination des prix qu'en tant qu'elle constitue l'élément *offre*. Mais, tout d'abord, pour une marchandise tel qu'un métal précieux, qui se conserve pour la plus grande part, qui ne disparaît pas par le premier usage, l'offre n'est pas constituée uniquement par la quantité annuellement extraite; ces accroissements périodiques s'ajoutent aux quantités déjà existantes dont une grande partie, se trouvant en circulation ou prête à y rentrer, se trouve à l'état d'offre et pèse sur les cours. On a vu dans une des études précédentes (*Les stocks métalliques*, Dolléans) quelle peut être l'influence de ces stocks sur la valeur des métaux précieux.

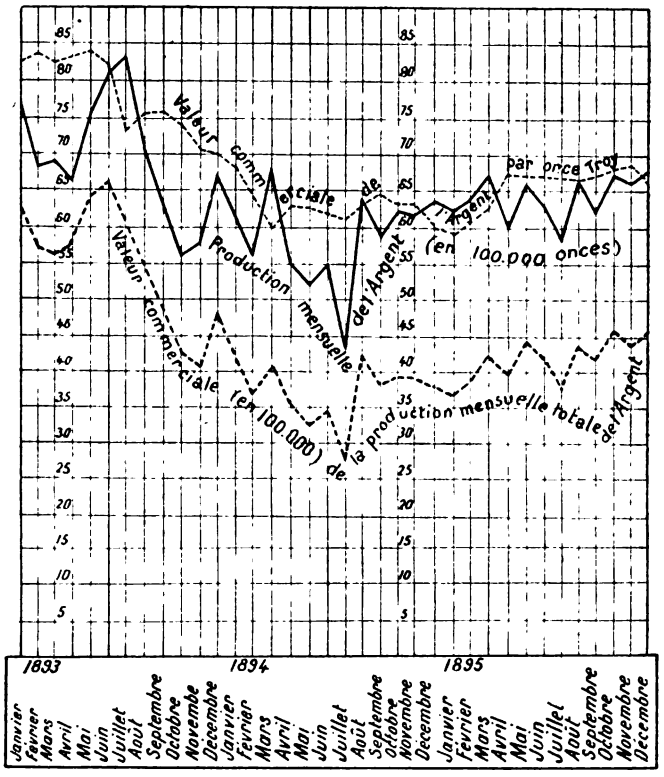
Ainsi, la production qui ne constitue qu'une faible portion de l'offre de l'argent ne doit avoir, somme toute qu'une influence secondaire sur les prix et du moins insuffisante pour expliquer leurs variations. D'autant plus que l'offre qu'elle aide à constituer n'a pas de signification absolue au point de vue des prix et ne vaut que par opposition à la demande et par ses rapports avec elle. Or, la demande du métal-argent balance assez exactement l'offre, et la consommation annuelle équilibre la production. L'argent ne s'accumule pas en stocks invendus aux mains des producteurs, des marchands ou des spéculateurs.

En effet, la consommation industrielle pendant les années 1890 à 1901, a été, en moyenne, de 31.000.000 d'onces; encore convient-il de remarquer que ce chiffre était porté, pour la seule

Digitized by Google

année 1901 à 44.000.000 d'onces et que, à l'heure actuelle on estime qu'il atteint 50.000.000 d'onces par an.

A cette première somme représentant le débouché industriel, il faut ajouter les chiffres de la consommation monétaire : Au Mexique, la frappe annuelle moyenne de 1890 à 1901 a été de 18.000.000 d'onces. L'importation d'argent en barre en Chine a



Variations mensuelles de la production et des prix de l'argent de 1893 à 1896.

été pendant le même temps de 8.500.000 onces en moyenne par an. L'Inde a absorbé en moyenne, suivant les rapports officiels, de 1893 à 1901, 35.000.000 d'onces, et la frappe des dollars anglais à destination des Straits Settlement, de Hong-Kong, etc..., de 1897 à 1901, une moyenne de 25.000.000 d'onces par an. Enfin, le chiffre annuel de la frappe d'argent dans les autres pays du monde a été approximativement de 45.000.000 d'onces.

Digitized by Google

On arrive ainsi, pour la consommation totale moyenne de l'argent dans le monde à un total de 161.500.000 onces qui balance assez exactement le chiffre de 160.000.000 d'onces qui est celui de la production moyenne pendant le même temps[1].

Si donc la production, malgré son accroissement, ne donne pas de quantités en excès, il paraît d'autant plus difficile, pour ne pas dire impossible d'attribuer à cette production le phénomène actuel de l'avilissement de l'argent. Sans doute, non plus, ne faut-il pas aller jusqu'à refuser toute action à ce facteur sur les prix. L'affaissement de la valeur de l'argent qui, depuis 1500 correspond dans sa marche générale, à l'augmentation de la production indique bien qu'il existe une certaine relation entre les deux faits, mais ce qu'il paraît impossible de faire dépendre de la production accrue, c'est la chute démesurée et continue que subit l'argent depuis trente ans.

Aussi voit-on le plus souvent déclarer par les économistes qui se sont occupés de la question, que la production n'est en effet qu'une des causes secondaires de la baisse de valeur du métal blanc et qu'il faut recourir pour expliquer celle-ci, aux démonétisations successives qu'a subies l'argent dans les principaux États anciennement bimétallistes.

⁂

Pour un très grand nombre d'auteurs, il faut donc chercher la cause de l'avilissement extraordinaire de l'argent dans les mesures législatives qui ont fait abandonner dans la plupart des grandes puissances le métal blanc comme étalon légal des valeurs. Pendant tout le cours du XIXe siècle, remarque-t-on, alors qu'existait en France et dans les autres grands pays bimétallistes, le régime du rapport légal entre l'or et l'argent, le rapport commercial de ces deux métaux a été aussi maintenu dans un état de fixité remarquable, malgré les variations très considérables qui sont survenues, dans le même temps, dans les rapports de leurs quantités produites. Mais dès que, en 1873, l'Allemagne, la Hollande, les États-Unis, la Belgique et la France, eurent renoncé au bimétallisme pur, puis, quand, plus tard, d'autres États

[1] *Commission on international exchange*, Washinghon, 1903, p. 178-179.

Digitized by Google

encore, l'Espagne, l'Italie, la Roumanie, les Indes, etc. eurent arrêté la frappe libre de l'argent, le rapport commercial de la valeur des deux métaux se mit aussitôt à monter sans limites, bien au-delà du rapport du 15 1/2. L'effet de ces mesures contre l'argent a d'ailleurs été immédiat : ainsi, en 1873, l'altération du bimétallisme français, décrétée le 8 septembre, a fait passer le rapport commercial, le jour même, à 16, alors qu'il était la veille encore à 15,73. De même, la fermeture de la monnaie indienne a porté d'un seul coup, en juin 1893, le rapport commercial de 24,34 à 30,93. Il est donc impossible de nier que la cause de l'avilissement de l'argent ne soit donnée par les mesures législatives qui lui ont enlevé, presque en tous pays, la qualité de monnaie légale[1].

Je dois avouer cependant que cette démonstration qui a été pleinement admise notamment par la *Gold and Silver Commission*, ne me paraît pas donner une explication suffisante et satisfaisante de la baisse de la valeur de l'argent. Lorsque l'on dit que l'accroissement de la production n'explique pas le fléchissement de la valeur de l'argent et qu'il faut pour en découvrir la cause avoir recours au fait artificiel de la démonétisation, en réalité cette réponse ne résout pas complètement le problème. La disparition du rapport légal ne peut pas être la *cause* de la chute des prix ; il n'en est que le *prétexte*, tout comme la cause de la chute d'un corps attaché par un fil, n'est pas la rupture de ce fil, mais bien la pesanteur.

Je m'explique : lorsque le rapport légal a été supprimé dans les principales puissances financières, cette suppression a eu pour résultat de mettre fin à un régime absolument artificiel de détermination des prix de l'argent. Tant que ce métal était assuré d'être échangé indéfiniment aux hôtels des monnaies des pays bimétallistes contre des pièces dont la puissance d'achat demeurait avec l'or dans un rapport invariable, la valeur de l'argent ne pouvait que demeurer aussi à peu près invariable. Le jour où cet échange artificiel n'a plus été possible, la détermination de la valeur de l'argent s'est faite suivant le libre jeu des forces économiques naturelles. D'autre part, lorsque le fameux rapport du 15 1/2 fut établi, ce ne fut pas au hasard ; il correspondait en

[1] Bourguin, *La mesure de la valeur* (*Rev. d'Ec. politique*, t. X, p. 700-703).

Digitized by Google

réalité à ce moment au rapport commercial naturel des valeurs de l'or et de l'argent. Il en résulte donc que, *abstraction faite de toute la période pendant laquelle l'existence du rapport légal a artificiellement stabilisé le prix de l'argent*, il s'est produit, de la fin du XVIIIe siècle à la fin du XIXe, une baisse considérable de la valeur de l'argent, et c'est ce fait qui reste inexpliqué. La démonétisation de l'argent a permis au rapport commercial de s'établir naturellement; or, ce rapport actuel, comparé à celui d'il y a cent ans, déterminé aussi de façon naturelle, a été prodigieusement modifié. Quelle en est la raison? La démonétisation n'explique pas ce fait. Elle lui a simplement permis de se révéler.

Ou plutôt, pour ne pas donner à ma pensée une forme trop absolue qui risquerait de la fausser, la démonétisation *ne suffit pas* à expliquer la chute de la valeur de l'argent.

Il serait en effet excessif de prétendre qu'un acte aussi grave que la démonétisation ait pu demeurer sans influence ou n'ait eu même qu'une influence minime sur la valeur de l'argent. S'il est impossible à l'État de fixer à son gré la valeur de la monnaie, il faut cependant reconnaître que la loi, en donnant à l'un des métaux précieux la faculté de remplacer l'autre dans les paiements, peut au moins réaliser entre eux une équivalence et soutenir ainsi la valeur d'un des métaux par rapport à l'autre. Ce qui se passe actuellement en France, où les pièces de 5 francs en argent circulent sans difficulté pour leur valeur nominale est une preuve frappante de cette action. On comprend dès lors que, appuyé sur le bimétallisme légal de la plupart des grandes puissances, l'argent ait eu une valeur artificiellement soutenue jusqu'au moment où cet appui lui a manqué. Il n'est donc pas douteux, et je suis loin de nier que la démonétisation ait déterminé dans une très large mesure l'affaissement des cours de l'argent.

Toutefois il reste encore certains éléments du phénomène inexpliqués :

En premier lieu, pourquoi la démonétisation de l'argent s'est-elle produite? La démonétisation a entraîné la chute de l'argent; mais si l'Allemagne a procédé, en 1873 à cette opération, c'est parce qu'il y avait déjà une baisse de l'argent, faible à la vérité, mais réelle depuis 1862, et qui semblait surtout devoir se pour-

Digitized by Google

suivre à raison de l'accroissement incessant des quantités d'argent produites. Il y a donc eu, à l'origine du mouvement de baisse des prix de l'argent, une autre cause que la démonétisation : c'est l'accroissement de la production qui a déterminé un fléchissement de valeur, très léger d'ailleurs, mais qui a surtout été *interprété* comme devant entraîner dans l'avenir, une dépréciation plus profonde. On peut dire, par conséquent, qu'au début, les causes du phénomène paraissent être doubles : 1° Augmentation de la production; 2° Démonétisation.

Mais, ces deux causes suffisent-elles à rendre compte, par la suite des différentes phases du phénomène de dépréciation?

Comment, par exemple, si l'on invoque la démonétisation, expliquer que le mouvement de chute de l'argent se soit poursuivi longtemps après les mesures de démonétisation, d'une façon continue et même plus accélérée? La période des grandes démonétisations s'étend en effet de 1871 à 1879. En Allemagne, l'argent est démonétisé de 1871 à 1873; cet exemple est bientôt suivi, en 1873 par la Suède et le Danemark, en 1875, par la Norvège et par la Hollande; la suspension définitive de la frappe par l'Union latine est de 1876, et la même année, la Russie adopte la même mesure, qui fut enfin prise également par l'Autriche en 1879. De cette année à l'année 1893, date de la fermeture de la monnaie des Indes à la frappe de l'argent, il n'y a plus de nouvelles mesures contre le métal blanc. Il semblerait donc qu'après la chute consécutive aux mesures de démonétisation, les cours de l'argent, eussent dû parvenir à une sorte de palier inférieur où sa valeur se serait fixée un moment au lieu de marquer un mouvement de baisse indéfinie.

Or, tandis que le rapport de valeur des deux métaux passe entre 1871 et 1879, de 15,57 à 18,39, et le cours de l'argent de $ 1,326 à $ 1,123 par once de fin, on assiste de 1880 à 1893 à une chute de la valeur de l'argent qui porte le rapport commercial de 18,05 à 26,49 et les prix de $ 1,145 à $ 0,780 (V. Diagramme, p. 290). C'est-à-dire que pendant la période des démonétisations le fléchissement annuel moyen des prix de l'argent fut de 22,5 cents et pendant la période suivante de 26 cents. La rapidité de la chute s'est donc accentuée. Phénomène d'autant plus étonnant que pendant cette seconde période l'argent aurait dû éprouver en sens inverse l'action des très importantes me-

Digitized by Google

sures légales opposées aux démonétisations. On sait, en effet qu'en 1878, en vertu du Bland Act du 28 février, le Trésor des États-Unis s'engagea à acheter et à frapper une quantité minima de 2 millions de dollars d'argent par mois.

Ces achats furent faits avec une grande régularité comme indique le tableau suivant :

TABLEAU XVI.

ANNÉES FISCALES.	ONCES D'ARGENT FIN ACHETÉES.	COUT TOTAL D'ACHAT.	Moyenne du coût d'achat par once d'argent.
(finissant le 30 juin)			
1878.....	10.800.350,58	$ 13.023.268,96	$ 1.2048
1879.....	19.248.086,09	21.593.642,99	1.1218
1880.....	22.057.862,64	25.235.081,53	1.1440
1881.....	19.709.227,11	22.327.874,75	1.1328
1882.....	21.190.200,87	24.054.480,47	1.1351
1883.....	22.889.241,24	25.577.327,58	1.1174
1884.....	21.922.951,52	24.378.383,91	1.1120
1885.....	21.791.171,61	23.747.460,25	1.0897
1886.....	22.690.652,94	23.448.960,01	1.0334
1887.....	26.490.008,04	25.988.620,46	0 9810
1888.....	25.386.125,32	24.237.553,20	0.9547
1889.....	26.468.861,03	24.717.853,81	0.9338
1890.....	27.820.900,05	26.899.326,33	0.9668
1891.....	2.797.379,52	3.049.426,46	1.0901
TOTAUX ET MOYENNES.....	291.272.018,56	308.279.260,71	1.0583

L'action du Bland Act fut d'ailleurs encore renforcée le 14 juillet 1890 par le Sherman Act qui porta à 4.500.000 onces la quantité d'argent que le gouvernement devait acheter chaque mois.

Sous le régime de cette loi nouvelle, les achats furent faits comme il suit :

TABLEAU XVII.

ANNÉES FISCALES (commençant le 30 juin).	ONCES d'argent fin achetées.	COUT TOTAL d'achat.	MOYENNE du coût d'achat par once d'argent.
1891.....	48.393 113 05	$ 50.577.498 44	$ 1.0451
1892.....	54.355.748 10	51.106.607 96	0.9402
1893.....	54.008.162 60	45.531.374 53	0.8430
1894 (du 1er juillet au 1er novembre 1893).	11.917.658 78	8.715 521 32	0 7313
TOTAUX ET MOYENNES.....	168.674.632 53	155.931.002 25	0 9244

Digitized by Google

Au total, de 1878 à 1893, les achats du gouvernement des États-Unis montaient à 459.946.701 onces d'argent qui représentent les deux tiers de la production de l'argent aux États-Unis pendant la même période, et environ 28 0/0 de la production totale du monde. D'aussi formidables achats auraient donc dû, dans une certaine mesure, balancer l'effet des démonétisations européennes, surtout si l'on veut bien songer que celles-ci n'avaient pas diminué la consommation monétaire du métal blanc.

Or, malgré cette réaction des achats américains la baisse de valeur de l'argent s'accrut au lieu de se ralentir. C'est à peine si, au moment du vote du Sherman Act, en 1890, se produisit une reprise, d'ailleurs toute momentanée. Après 1890, la chute devient en revanche, extrêmement rapide.

Mais il y a mieux. En 1893 se produit une nouvelle et très importante fermeture d'hôtel des monnaies à la frappe de l'argent : celle des Indes. En outre, cette même année 1893 voit abolir le Sherman Act et cesser par conséquent les achats américains. Double raison pour qu'un fléchissement plus considérable que jamais apparaisse. On constate cependant avec étonnement que le fléchissement, qui se produit bien en 1893 n'est pas beaucoup plus marqué que celui des deux années précédentes, et surtout que dès 1894, il fait place à un relèvement des cours. Et le même phénomène se reproduit encore après l'adoption de l'étalon d'or au Japon en 1897 : la baisse de valeur qui en résulte est insignifiante et dès 1898 apparaît un nouveau relèvement.

Ainsi, passé la période des grandes démonétisations et au moment où les achats américains auraient dû soutenir les cours, ils s'effondrent sans arrêt. Ils sont peu affectés, de façon peu durable et remontent au contraire, lorsque sont prises de nouvelles mesures légales qui auraient dû entraîner une chute plus profonde.

Il paraît donc difficile, en invoquant seulement les mesures de démonétisation d'expliquer la marche générale des cours de l'argent, principalement après 1878.

On peut songer sans doute alors à invoquer la seconde cause possible du phénomène, et à combiner les effets de la production du métal avec ceux des mesures qui lui ont enlevé sa qua-

Digitized by Google

lité d'étalon monétaire. L'influence des quantités produites qui s'est révélée nulle aux XVIe et XVIIIe siècles, malgré les oscillations considérables de ces quantités, parce que l'argent remplissait pleinement sa fonction monétaire, a chance d'être devenue positive du jour où le métal blanc a cessé d'être partout monnaie. Tout en faisant toutes les réserves énoncées plus haut sur l'action possible d'une production qui ne peut agir que comme accroissement du stock existant, j'admets que les démonétisations ont pu augmenter notablement les effets de la production sur les cours.

Or, à cet égard, on touve bien une corrélation générale inverse dans le mouvement d'ascension de la courbe des quantités et le mouvement de chute de la courbe des prix, qui a dû tendre, pendant la même période, à accentuer les effets de la démonétisation. Mais il apparaît cependant que cette cause, même jointe à la démonétisation n'agit pas avec toute la rigueur explicative qu'on devrait en attendre. Comment, en effet, expliquer en fonction de cette cause les variations de la courbe des prix de l'argent que l'on peut observer en 1890, en 1896, en 1900, années où des reprises des cours coïncident précisément avec des accroissements nouveaux de la production, et comment, d'une façon plus générale, se fait-il que le mouvement de dépréciation se continue malgré que la production ait atteint depuis 1893, une stabilité qu'on ne connaissait plus ?

On se trouve donc en présence de variations que les deux causes traditionnellement invoquées de la production et de la démonétisation n'expliquent pas de façon satisfaisante. Ces variations ne révèlent-elles pas dès lors plutôt l'influence d'une troisième cause. C'est ce que l'on est naturellement amené à se demander ; et peut-être n'est-il pas impossible de chercher et de découvrir dans une direction nouvelle cette autre composante du phénomène qui nous occupe, qui en expliquerait les apparentes anomalies.

⁂

Pour procéder à cette recherche, il est bon, sans doute, de recourir à l'analyse théorique de la valeur d'échange et du prix et d'en faire application pour l'analyse des éléments qui sont capables d'influer sur la formation du prix du métal-argent.

Digitized by Google

On s'apercevra qu'il n'a pas été jusqu'ici tenu compte de tous ces éléments : En effet, la production, en tant que facteur de la détermination des prix, ne représente que l'élément quantité ou, en d'autres termes, l'élément rareté. Mais on sait qu'à côté de ce facteur en existent deux autres dont l'influence s'exerce avec une énergie toute décisive pour la fixation du prix : ce sont la valeur d'usage sociale ou l'utilité sociale du bien considéré et son coût de production. Or, quelle est à ce double point de vue, la situation actuelle de l'argent? N'a-t-elle pas subi outre les démonétisations des modifications qui rendraient intelligible le fléchissement de la valeur de ce métal ?

En ce qui concerne tout d'abord le coût de production, la réponse n'est pas douteuse. Les explications techniques de la première partie de cette étude nous ont appris que tous les progrès réalisés depuis 1860 dans la métallurgie de l'argent ont eu pour résultat en même temps qu'ils augmentaient la production, de la rendre moins coûteuse. Les deux choses sont à vrai dire en bien des cas solidaires : le traitement métallurgique a pu s'étendre à des minerais jugés avant trop pauvres, précisément parce que le coût de ce traitement était devenu moins cher; inversement la perfection plus grande des procédés, leur rendement plus parfait, en donnant une production plus abondante en diminuait par cela même le coût.

Voici quelques chiffres pour préciser : vers 1875, M. Saint-Clair-Duport, évaluait le coût de la production d'un kilog d'argent au Mexique, où la production passait pour être dans les conditions les plus faciles, à 156 francs. D'autre part, en 1887, le directeur des monnaies des États-Unis dans une enquête faite auprès des mines produisant l'argent à titre de produit principal, c'est-à-dire ne produisant ni plomb, ni cuivre, ni or avec l'argent, ou ne les produisant qu'en qualités négligeables, obtenait comme coût de production moyen le chiffre de 52,4 cents par once, c'est-à-dire 83 fr. 94 par kilog[1].

Une telle réduction dans le coût devait déjà faciliter un fléchissement des prix. Mais il ne faut pas oublier, en outre, qu'une transformation plus grave s'est opérée dans les conditions économiques de la production argentifère. Grâce au traitement courant

[1] *The Mineral Industry*, t. I, p. 172-173.

Digitized by Google

des minerais peu riches ou même pauvres de plomb, de cuivre, de zinc argentifères, l'argent n'a plus eu, dans un nombre croissant d'exploitations, un coût propre de production. Ce coût s'est trouvé lié avec celui des métaux extraits conjointement.

Dans certains cas même, lorsque l'argent ne joue plus que le rôle d'un sous-produit, son coût de production, disparaît ou s'efface dans le coût de production du produit principal.

D'ailleurs, que l'argent soit extrait en qualité de sous-produit, ou — ce qui paraît être plus fréquent — qu'il soit produit complémentaire, son coût de production devient une donnée bien incertaine. Ce coût, qui est indéterminé, doit être dépourvu d'une influence définie sur les prix. On peut dire que le métal-argent s'est trouvé au point de vue de la détermination de son prix, dépourvu du frein à la baisse que constitue le niveau infranchissable du coût de production. Dans la plupart des exploitations, ce coût qui ne pouvait être déterminé que par une ventilation arbitraire répartissant le coût total sur des produits simultanés, est devenu compressible. C'est dire que les prix de l'argent se trouvaient presque librement ouverts aux influences de l'autre facteur de leur détermination qui est la valeur sociale. Il nous reste donc à voir si la valeur d'usage sociale du métal-argent n'a pas eu des raisons de varier.

La valeur sociale du métal-argent est déterminée par son aptitude à remplir la fonction monétaire et par le besoin que l'on a de lui pour assurer cette fonction.

Or, l'aptitude de l'argent à remplir la fonction monétaire est aujourd'hui, et de plus en plus, jugée assez faible. L'argent est une monnaie sale, grâce au sulfure d'argent qui se forme à sa surface et qui le noircit. C'est surtout une monnaie lourde, par suite incommode[1]. La hausse des prix rendrait déjà l'usage exclusif de l'argent difficile ou encombrant pour les transactions journalières. A plus forte raison le métal blanc est-il peu propre aux grands paiements internationaux : les frais de transport en sont trop coûteux. Sans doute on pourrait objecter que le transport des métaux précieux se fait toujours *ad valorem*. Mais il

[1] On trouvera dans le *Traité théorique et pratique d'Économie politique* de P. Leroy-Beaulieu des démonstrations abondantes des incommodités diverses que présente la monnaie d'argent. — V. p. 277 et suiv. du tome III de la 2e édition, Paris, 1896.

Digitized by Google

faut savoir que jamais les banquiers ne font voyager les sommes qu'ils expédient sous leur vraie valeur. Pour un million, par exemple, on déclare 100.000 francs, et l'on assure le reste. Seulement de telles dissimulations ne sont possibles qu'avec l'or. Un million en argent, pèse 5 tonnes. Il est difficile de tromper sur la quantité transportée.

On a été par conséquent tout naturellement porté à juger l'aptitude de l'argent à remplir la fonction monétaire d'autant plus faible que l'on s'apercevait avoir moins besoin de lui : en d'autres termes, l'opinion que l'on avait de la valeur sociale de l'argent devait s'affaiblir à mesure qu'augmentaient les possibilités d'assurer sans lui la fonction monétaire. Or, ces dernières ont augmenté de deux façons : d'une part par la pratique de plus en plus courante des procédés de compensation; d'autre part et surtout par l'accroissement prodigieux qu'a subi la production de l'or.

La pratique des procédés de compensation n'a pas agi directement sur la valeur d'usage sociale de l'argent. Elle n'a pu le faire qu'indirectement, en tant qu'elle a enrayé le besoin croissant de la monnaie en général. La demande de monnaie, qui, sans les compensations, se serait sans doute beaucoup accrue, et n'aurait pu être satisfaite qu'au moyen des deux métaux, aurait soutenu davantage la valeur de l'argent. Mais celle-ci s'est trouvée en outre d'autant plus menacée et affectée que la quantité offerte de l'autre métal, toujours plus recherché, a augmenté en même temps dans d'énormes proportions : et là se révèle une cause directe d'action sur la valeur de l'argent.

La production de l'or a augmenté en effet brusquement et avec une rapidité beaucoup plus grande encore que la production de l'argent. Sa production annuelle qui était de 400.000 à 600.000 onces en moyenne avant 1840, s'est élevée à partir de 1897 à une moyenne de 13 à 14 millions d'onces (V. tableau II). Pour prendre des chiffres exacts, la moyenne annuelle était de 1831 à 1840 de 652.291 onces, et la production de 1899 était de 14.837.775 onces, ce qui représente une augmentation de près de 23 pour 1, tandis que dans le même temps, la production de l'argent n'augmentait que de 8 pour 1. Mais si l'on veut avoir une idée de l'influence qu'a pu avoir une pareille augmentation sur les conditions monétaires actuelles, il faut totaliser les quantités produites

Digitized by Google

dans la période antérieure à 1840, depuis la découverte de l'Amérique, et les comparer au total des quantités produites après 1840. On obtient les résultats suivants : De 1493 à 1840 on a extrait 136.184.032 onces d'or. De 1840 à 1902 on a produit 378.701.367 onces d'or. Ainsi dans un espace de 62 ans, on a jeté sur le marché une masse d'or près de trois fois plus considérable que celle qui avait été extraite pendant 350 ans ! Et si l'on admet que sur les 136 millions d'onces produites jusqu'en 1840, 100 millions avaient subsisté, échappé aux pertes de toutes natures, pour constituer le stock existant, on s'aperçoit alors que ce stock, en 62 ans s'est trouvé soudain presque quadruplé.

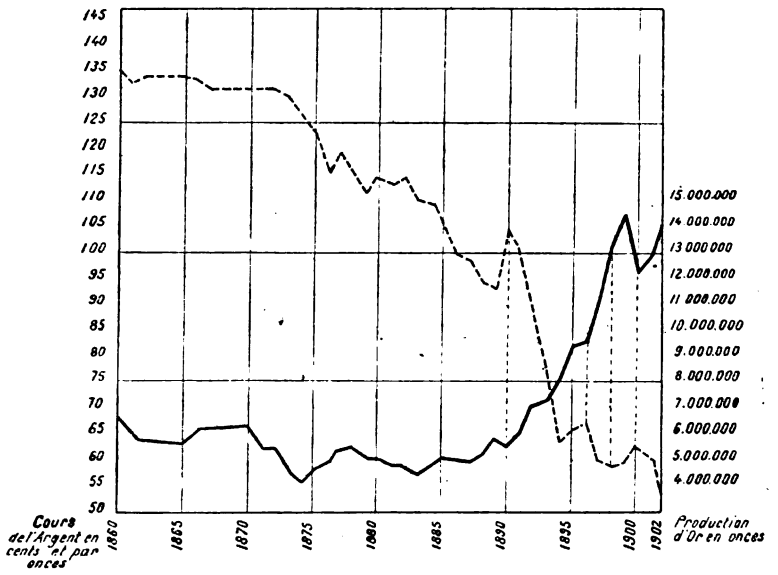
Comment dès lors, une pareille augmentation n'aurait-elle pas été une cause décisive de la chute de la valeur de l'argent? Cet effet peut, sans doute, s'interpréter de la manière suivante : il y a un siècle, le monde avait besoin, pour assurer la fonction monétaire, à la fois de l'or et de l'argent qui étaient produits en quantités relativement restreintes. Aujourd'hui, l'or est produit en si grandes quantités qu'il tend à devenir suffisant pour alimenter le mécanisme des échanges et des règlements internationaux. L'argent, toujours utile cependant, ne sert plus que comme billon national. Et cette chute dans l'opinion que l'on se fait de la valeur d'usage sociale de l'argent devait nécessairement provoquer un effondrement de sa valeur.

Mais si cette hypothèse est vraie, on doit en retrouver la confirmation dans les faits. C'est dans les faits qu'il faut voir si l'action de la production de l'or sur la valeur de l'argent est directe, précise et immédiate, ou bien s'il n'y a qu'une influence très générale de tendance et de répercussion.

Donnons à cet effet une représentation graphique des mouvements des prix de l'argent et des mouvements de la production de l'or (V. diagramme, p. 307). Il apparaît aussitôt que s'il est vain de chercher une relation entre les deux courbes pendant toute une première période de leur développement, une relation prend naissance au contraire à la fin de leur mouvement; or ceci corrobore précisément notre hypothèse, puisque l'influence de la production du métal jaune sur les prix de l'argent se manifeste au moment même où cette production prend un essor décisif. Après une période de fixité relative de la production de l'or, qui oscille à partir de 1850 entre 5 à 6.000.000 d'onces par an, on voit tout

Digitized by Google

d'un coup, à partir de 1890, augmenter rapidement et de façon inouïe les chiffres des quantités extraites. Or, le début de l'effondrement décisif et difficilement explicable des prix de l'argent, qui se produit aussi en 1890, coïncide avec le début de l'essor prodigieux que prit à partir de cette date la production aurifère. Cette caractéristique n'est d'ailleurs pas la seule et la liaison des deux phénomènes paraît pouvoir être déduite avec quelque raison d'une série d'autres rapports. En suivant la marche des



Courbes de la production de l'or et des prix de l'argent.

deux courbes, on remarque en effet que non seulement leur direction générale manifeste un mouvement inverse, mais encore, avec plus de précision, que les arrêts ou les chutes de la production de l'or, en 1895-96 et en 1899 correspondent à une reprise des cours de l'argent; qu'au sommet marqué par la production de l'or en 1898-1899 correspond une dépression du prix de l'argent, et qu'à la reprise de la production de l'or consécutive à 1900, correspond enfin un nouvel affaissement des cours de l'autre métal. — Du reste, malgré les arrêts que subit par deux fois la courbe de l'or, la direction générale de la production de l'or demeurant ascensionnelle, les cours de l'argent n'ont jamais des reprises

Digitized by Google

suffisantes pour contrarier leur tendance générale à la baisse.

Il peut sans doute paraître paradoxal que l'accroissement de la production de l'or puisse être cause d'une baisse de la valeur de l'argent. Celle-ci se trouve en effet mesurée par rapport à l'or, et l'augmentation en quantité du terme or devrait logiquement avoir plutôt pour résultat de faire baisser la valeur de l'or par rapport à l'argent, c'est-à-dire, en d'autres termes, de faire augmenter la valeur de l'argent par rapport à la valeur de l'or. Mais il est naturel de penser qu'ici, le jeu théorique de la loi qui aurait dû amener ce résultat a été contrarié par l'attribution à l'or, dans l'opinion publique, d'une valeur sociale accrue précisément parce que c'est en l'or seul maintenant que l'on a confiance pour assurer la fonction monétaire.

Il résulte donc de l'examen graphique auquel nous venons de procéder que l'influence de la production de l'or sur la valeur de l'argent, paraît trouver dans les faits une sérieuse confirmation. Mais il faut maintenant montrer que cette nouvelle cause permet d'expliquer, dans le phénomène actuel de dépréciation de l'argent, ce que les deux autres causes laissaient sans réponse.

Or, en premier lieu, nous avons vu plus haut, que ni les démonétisations ni la croissance de la production ne donnaient une raison suffisante de la chute des cours postérieurs à 1890, que les reprises consécutives à la réforme indienne et à l'abolition du Sherman Act, en 1893, et à la réforme japonaise en 1897 semblaient paradoxales, enfin que la stabilisation actuelle de la production n'empêchait pas la dépréciation de se poursuivre. Toutes ces anomalies s'expliquent si l'on fait intervenir la production de l'or. La chute des cours de 1890 à 1894 correspond à l'ascension de la production aurifère; les reprises de 1894 et 1898, à des arrêts ou à des chutes de cette production; la dépréciation continue enfin, malgré l'arrêt de la production argentifère, à une tendance continue à l'augmentation des quantités d'or.

La production de l'or, invoquée en cette matière, permet en outre de comprendre les origines de la dépréciation actuelle de l'argent. Nous avons dit plus haut que si l'Allemagne a procédé en 1873 à la démonétisation initiale, c'est qu'il y avait déjà une baisse de l'argent, faible à la vérité, mais réelle, depuis 1862. Or cette

Digitized by Google

baisse était toute relative puisque le rapport de valeur de 15,35 en 1862 passe à 15,60 en 1869. Elle n'avait de réalité que comparée au niveau de la valeur de l'argent dans la période précédente où le rapport était de 15,27 en 1857 et 15,19 en 1859. Et si, dans une telle situation de valeur on a pu songer à démonétiser l'argent, c'est peut-être moins en considération d'un accroissement futur continu de la production de l'argent, qu'à cause de l'augmentation des quantités d'or fournies au marché. Il faut en effet se souvenir que le chiffre de la production annuelle moyenne de l'or qui était en 1840 de 652.000 onces environ, était passé à 1.760.000 onces pendant la période 1841-1850, pour atteindre, en 1851-1855, le chiffre de 6.500.000 onces, maintenu assez exactement par la suite. Et il est probable que cet afflux d'or fut la cause déterminante de la première réforme monétaire et de celles qui suivirent, bien plus que l'augmentation de la production argentifère qui n'aurait jamais pu, seule, pousser à abandonner l'étalon d'argent.

Ainsi, aux deux causes qui sont le plus généralement admises pour expliquer le phénomène contemporain de la dépréciation de l'argent, il semble bien que l'on puisse en ajouter une troisième — la production croissante de l'or — que l'on n'a pas, à ma connaissance, invoquée jusqu'ici.

Cette troisième cause agit d'ailleurs exactement comme les deux autres — l'accroissement de la production de l'argent et les démonétisations — pour provoquer la chute de la valeur. Elle renforce le sentiment que l'on a, dans l'opinion publique, de la déchéance de l'argent. On peut même dire qu'elle rend possible la manifestation de ce sentiment, en permettant de se passer de l'argent. Mais cette cause nouvelle, formellement invoquée, me paraît donner plus de précision statistique et une explication plus satisfaisante que celles que l'on invoque le plus souvent pour donner la raison de la déchéance de l'argent.

°°°

On peut voir maintenant, au terme de cette étude, en quoi la dépréciation de l'argent se trouve liée à l'accroissement de sa production puisque aussi bien je m'étais proposé principalement ici de rechercher s'il y avait un lien entre ces deux phénomènes. La conclusion qui paraît devoir être tirée de notre analyse, est

Digitized by Google

que la production de l'argent n'a pas agi directement sur sa valeur. Il a fallu l'intervention des mesures de démonétisation et de l'accroissement de la production de l'or. Cette dernière cause, jointe à l'augmentation des quantités d'argent a fait que le rapport de production des deux métaux est resté tout à fait comparable à ce qu'il était en 1520. On se rappelle en effet qu'à cette époque il était de 7,4 0/0 d'or contre 92,6 0/0 d'argent, et qu'en 1902, il était encore de 7,9 0/0 d'or contre 92,1 0/0 d'argent. Si, malgré cette fixité du rapport de production des deux métaux, le rapport de leur valeur a changé si profondément, c'est que l'*égalité du rapport de production dissimule une augmentation parallèle des deux termes de ce rapport,* et, c'est là ce qui a permis à la dépréciation de l'argent de se produire. Dans ce rapport de production, l'augmentation du seul terme : production argentifère, n'aurait pas permis les variations, du rapport de valeur et c'est ce que nous avons constaté aux XVIe et XVIIe siècles. Pour que cette augmentation du taux de production argentifère ait pu agir sur la valeur, il a fallu que l'augmentation de l'autre terme se produise aussi et permette de dédaigner le premier métal pour la fonction monétaire. On peut donc dire, en fin d'analyse que la production de l'argent n'a agi sur les prix de ce métal que par l'intermédiaire de la production de l'autre métal.

Si donc l'on veut pronostiquer l'avenir probable de l'argent au point de vue de ses prix, ce sont les deux termes du rapport de production des métaux précieux qu'il faut envisager.

Or, à cet égard, la production de l'argent qui paraît stabilisée et qui ne l'est, comme on l'a vu, que par suite de la disparition nécessaire des mines d'argent proprement dites, suivra vraisemblablement, du fait de l'augmentation de la production du plomb et du cuivre, et du fait du perfectionnement croissant des procédés d'extraction, une marche ascendante.

D'autre part, l'étude qui précède la nôtre (V. Brocard, *Production de l'or*) a montré que tout fait prévoir que d'ici à cinquante ans on possédera 400 milliards d'or.

La conclusion paraît donc certaine. L'argent ne remontera pas le courant de baisse que lui imposent à la fois et sa production et celle de l'or. L'argent tendra de plus en plus à abandonner sa qualité de métal précieux pour prendre rang parmi les métaux industriels.

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE

1° Sources techniques.

SCHNABEL. — *Traité de métallurgie.* Paris, Baudry et Cie, 1896.

ROSWAG. — *L'argent et l'or. — Production, consommation et circulation des métaux précieux.* 2 vol., Paris, Dunod, 1889-1890.

Collection de *The mineral Industry* depuis l'origine.

2° Sources statistiques.

Reports of the Director of the Mint upon the production of the precious metals in the United States.

Reports of the Secretary of the Treasury on the State of the Finances.

Rapports de l'Administration des monnaies et des médailles.

Datos estadisticos preparadospor la secretaria de Hacienda y Credito publico especialmente para el estudio de la cuestion monetaria. Mexico, 1903.

Comision monetaria Mexicana. Estudio sobre la plata en sus relaciones con los sistemas monetarios por la comision mexicana de cambios internacionales, formada por los señores Enrique C. Creel, Luis Camacho y Eduardo Meode.

— en outre, les procès-verbaux des séances de la dite commission, et particulièrement les annexes statistiques du procès-verbal de la séance du 3 août 1903 (Actà num. 3°. — Sesion celebrado el dia de Agosto de 1903).

Report on the introduction of the Gold-Exchange Standard into China and other silver-using countries. — Submitted to the secretary of State, october I, 1903, by the commission on international exchange.

SOETBER. — *Materialen.*

Statistiques des métaux cuivre, plomb, étain, zinc, argent, nickel, mercure et aluminium, publiées par la « Metallurgische Gesellschaft » de Francfort-sur-Mein, années 1895-1902.

Digitized by Google

Digitized by Google

DE

LA BAISSE DE L'ARGENT

VIS-A-VIS DE L'OR

Par **B. RAYNAUD**

Le mouvement général qui entraîne aujourd'hui la plupart des pays vers l'adoption de l'étalon d'or est un fait trop connu pour qu'il soit besoin d'y insister. On ne peut plus aujourd'hui citer comme pays à étalon d'argent que les Philippines, les possessions anglaises du Détroit (Strait Settlements), la Chine, l'Indo-Chine française, les îles Hawaï, le Maroc, l'Abyssinie et les pays Asiatiques qui ne sont soumis ni à la domination russe, ni à la domination anglaise.

Tous les autres pays ont successivement passé à l'étalon d'or; voici les principaux, avec quelques indications sur leur importance.

Ce fut d'abord l'Angleterre en 1816 : depuis 1817 jusqu'en 1903, la somme totale de la monnaie d'or frappée (Australie comprise) se montait à 580.612.789 livres sterling, soit une moyenne annuelle de 6.673.710 livres sterling[1], alors que pour la monnaie d'argent le même total serait seulement de 51.877.806[2] livres sterling (Valeur nominale).

Le Portugal en 1854 par la loi du 29 juillet est passé à l'étalon d'or.

[1] Thirty fourth Annual Report of the Deputy master and comptroller of the Mint, 1903, p. 80.

[2] Arnauné, *Rapport de l'Administration des monnaies et médailles*, p. 237.

Digitized by Google

L'Allemagne a réalisé la même réforme par les lois du 4 décembre 1871 et du 9 juillet 1873. L'importance de cette réforme est capitale : le marché allemand était comme le marché anglais un grand débouché pour l'or : il a été frappé de 1872 à 1903,

4.000.677.404 marcs en monnaie d'or
contre 699.458.144 — en monnaie d'argent[1].

Le même mouvement s'est poursuivi avec les Pays-Bas (1875), les trois États scandinaves, Danemark, Suède et Norwège (1873-1875), la Finlande (1878).

Presqu'à la même époque l'Union latine fermait à la frappe libre pour l'argent les hôtels des monnaies de la France, de la Suisse, de la Belgique et de l'Italie (1878).

De même, vinrent à l'étalon d'or, l'Inde (1893), la Russie (1897), le Japon et le Pérou (1897), le Siam (1902), le Mexique (1905).

On a beaucoup discuté déjà sur les conséquences monétaires de cette évolution générale vers le monométallisme or : on attribua tout naturellement à cette politique monétaire la baisse prodigieuse du métal-argent. Les discussions théoriques furent nombreuses à ce sujet et les prédictions se multiplièrent. Qu'en est-il advenu dans la réalité? c'est ce que nous voudrions ici rechercher, en nous plaçant principalement au point de vue des effets du phénomène dans les rapports des deux métaux or et argent. Les progrès des statistiques monétaires, les documents amassés dans les grandes enquêtes de divers États permettent aujourd'hui de tenter une étude de ce genre.

Deux observations préalables sont nécessaires pour mettre au point la question.

1° La baisse de l'argent vis-à-vis de l'or n'est pas, comme on le sait, directement saisissable pour les pays qui comme la France et les États de l'Union latine sont encore au régime du « double étalon boiteux ». Nos écus de 5 francs qui n'ont plus qu'une valeur intrinsèque de 2 fr. 40 ou 2 fr. 50 circulent encore pour leur pleine valeur nominale. Et comme les prix sont cotés en or, contre lequel l'argent s'échange pour sa valeur nominale, on est loin de sentir en France tous les effets de la baisse de l'ar-

[1] Arnauné, *Rapport Id.*, p. 228.

Digitized by Google

gent. Celle-ci est en quelque sorte masquée par le régime monétaire : elle n'en est pas moins réelle et celui qui a des paiements à effectuer à l'étranger ne tarde pas à s'en apercevoir.

2° Le problème de la baisse de l'argent est un problème beaucoup plus général dans son ensemble que celui que nous examinerons ici.

La baisse de l'argent a eu, sinon dans tous les pays, très certainement au moins dans les pays à étalon d'argent, sa répercussion sur le prix des marchandises; il est certain en effet que la monnaie étant l'intermédiaire des échanges une baisse dans la valeur de la monnaie ne va pas sans une action sur les prix des marchandises. Nous négligerons de propos délibéré tout cet aspect du problème[1] et nous prendrons pour accordé que le changement dans la valeur de l'argent tient bien à une cause monétaire, à une variation de la valeur du métal lui-même[2] et non à un changement dans la valeur des marchandises.

Il s'agira donc exclusivement de la baisse de l'argent par rapport à l'or.

A cet égard, et pour résoudre le problème d'ensemble tel qu'il vient d'être posé, trois questions principales devront être examinées :

I. — En premier lieu il nous faudra décrire aussi exactement que possible le phénomène de la baisse de l'argent par rapport à l'or.

II. — Quelles sont ensuite tant au point de vue des particuliers que des États, les conséquences du phénomène envisagé?

III. — Enfin quelles sont les causes qu'il lui faut attribuer? A cet égard bien des explications ont été proposées; faut-il attribuer la baisse de l'argent à la surproduction ou plus exactement à l'augmentation de production de ce métal? est-elle due au contraire exclusivement à des causes monétaires, les débouchés toujours plus restreints offerts au métal blanc? La cause économique et la cause monétaire ont-elles agi simultanément et dans quelle mesure?

Quelles sont enfin les perspectives d'avenir et le mouvement sur l'étalon d'or continuera-t-il à correspondre à une baisse crois-

[1] Voir Dolléans...

[2] Dans la valeur du métal-argent lui-même, ou aussi dans celle du métal-or.

Digitized by Google

sante de l'argent? C'est ce qu'une brève conclusion devra rechercher avec soin.

I

Le phénomène de la baisse de l'argent est aujourd'hui si connu qu'il semblerait superflu d'en rapporter ici de nouvelles justifications.

Voici d'abord les variations annuelles du prix de l'once Standard en pence sur le marché de Londres.

Cours cotés à Londres.

Variation annuelle du prix de l'once Standard en pence[1].

	Moyenne annuelle.			Moyenne annuelle.	
1870	60	9/16	1887	44	5/8
1871	60	1/2	1888	42	7/8
1872	60	5/16	1889	42	11/16
1873	59	1/4	1890	47	11/16
1874	58	5/16	1891	45	1/16
1875	56	7/8	1892	39	13/16
1876	52	3/4	1893	35	5/8
1877	54	13/16	1894	28	15/16
1878	52	9/16	1895	29	7/8
1879	51	1/4	1896	30	3/4
1880	52	1/4	1897	27	9/16
1881	51	11/16	1898	26	15/16
1882	51	5/8	1899	27	1/16
1883	50	9/16	1900	28	1/4
1884	50	5/8	1901	27	3/16
1885	48	5/8	1902	24	1/16
1886	45	3/8	1903	24	3/4

De la même manière les statistiques[2] monétaires nous fournissent les cours moyens de l'argent à Paris[3].

[1] L'once Standard équivaut à 31 gr. 103496 d'argent au titre légal de 925 millièmes.

[2] Arnauné, *Rapport au ministre des Finances*, 1903.

[3] On connaît l'ancienne manière de coter de notre marché français. Les variations du cours étaient évaluées en millièmes de prime ou de perte par rapport au pair de 218 fr. 89. La base du cours de l'argent était toujours l'ancien tarif de la monnaie de 218 fr. 89 par kilogramme d'argent fin : ce chiffre était obtenu en déduisant du prix du kilogramme d'argent fin, tel qu'il résulte de la loi du 17 germinal

Digitized by Google

	Perte.		Perte.
1874	16/18	1888	281/07
1875	49/20	1889	287/08
1876	112/32	1890	202/93
1877	86/68	1891	246/34
1878	120/74	1892	335/14
1879	142/45	1893	408/30
1880	125/95	1894	517/31
1881	131/68	1895	503/08
1882	133/82	1896	487/11
1883	154/38	1897	541/98
1884	154/18	1898	549/23
1885	185/30	1899	541/49
1886	239/89	1900	528/40
1887	250/70		

Aujourd'hui, et la réforme a été appliquée à partir du 2 janvier 1901, le cours de l'argent en Bourse se cote en francs, c'est-à-dire que la cote officielle exprime en francs et en centimes le prix du kilogramme d'argent fin. Le prix du kilogramme d'argent fin qui était en 1900 de 103 francs environ est tombé aux environs de 92 francs en 1903, quoiqu'il y ait cependant arrêt et même reprise dans la chute, dans ces trois dernières années.

	1901.	1902.	1903.	1904 (7 mois).
Maximum	105,76	93,67	102,22	97,94
Minimum	93,40	81,17	80,55	92,01

des moyennes mensuelles.

De ces données il est facile de conclure le rapport de l'or et de l'argent.

En ce qui touche le rapport de l'or à l'argent au moyen du cours à Londres, voici les éléments du calcul :

Ce cours s'établit sur la base de l'once Standard de 0,925 de

an XI, soit de 222,22, les frais de fabrication, 222,22 — 3,33 = 218,89. Il constituait le pair à la Bourse correspondant au pair réel. Mais le taux des frais de fabrication a été réduit à 2 francs en 1835 et à 1 fr. 50 en 1850, le pair aurait dû dès lors monter à 220 fr. 26 : La Bourse n'a pas fait cette modification; il y a ainsi une perte de 1,67 soit 7,63 0/0 de 218,89. Il fallait donc ajouter à la perte cotée ou retrancher de la prime cotée, 7,63 0/0 pour avoir la valeur exacte du métal.

Digitized by Google

fin, tandis que le titre réglementaire de l'or est de 0,916 2/3, une once d'argent fin vaut donc 1,081 fois l'once Standard : or si l'on divise le prix fixe de 1.019,45 par 1.081, on obtient le chiffre de 934 qu'il faut simplement diviser par le cours de l'once Standard en pence pour obtenir la proportion entre les deux métaux. Ainsi le rapport 1 à 15 1/2 correspond à un cours de 60 $\frac{134}{16}$.

A l'aide de ce calcul voici le rapport de l'or et de l'argent à Londres depuis 1870[1].

1870	15,57	1887	21,14
1871	15,59	1888	22
1872	15,64	1889	22,10
1873	15,91	1890	19,78
1874	15,90	1891	20,93
1875	16,58	1892	23,15
1876	17,88	1893	28,47
1877	17,21	1894	32,59
1878	17,94	1895	32,38
1879	18,40	1896	30,66
1880	18,05	1897	34,22
1881	18,25	1898	36,36
1882	18,27	1899	34,74
1883	18,65	1900	34,29
1884	18,63	1901	34,7
1885	19,40	1902	39,1
1886	20,79	1903	38

Ainsi il y a eu une baisse considérable de la valeur de l'argent par rapport à l'or.

Mais il faut aller plus loin et mesurer maintenant cette baisse par rapport à l'or supposé constant d'après la méthode des Index Numbers.

Or à cet égard les tables de Sauerbeck nous donnent l'Index Number de l'argent en considérant les prix en or de ce métal.

Voici les chiffres en se basant sur le rapport 1 à 15 1/2 comme moyenne.

[1] *Bulletin de statistique du ministère des Finances*, 1892, vol. 32, p. 77. Depuis 1892, Arnauné, *loc. cit.*

Digitized by Google

1870	101,6	1883	83,1
1871	101,7	1884	83,3
1872	101,2	1885	79,9
1873	99,3	1886	74,6
1874	97,7	1887	73,3
1875	95,2	1888	70,4
1876	88,4	1889	70,2
1877	90,2	1890	78,4
1878	86,4	1891	74,1
1879	84,2	1892	65,1
1880	85,9	1893	58,6
1881	85	1894	47,6
1882	84,9	1895	47

Ainsi l'argent a baissé par rapport à l'or entre 1872 et 1895 de plus de 50 0/0.

II. — Les conséquences.

Cette baisse considérable de l'argent n'a pas été sans entraîner certaines conséquences économiques : sans les passer toutes en revue, il faut ici rappeler les principales en se plaçant successivement au point de vue des particuliers d'abord, de l'État ensuite :

a) Pour les particuliers. Les intérêts le plus gravement atteints par la baisse de l'argent sont assurément ceux des capitalistes, plaçant leurs fonds à l'étranger dans les pays dont la circulation monétaire repose sur l'argent.

Leurs pertes résultent d'abord de la diminution de valeur du capital, ensuite de la diminution de valeur des intérêts quand ils convertissent en or les sommes qui leur sont payables en monnaie dépréciée.

Cette situation spéciale des porteurs de fonds d'États étrangers a été une des raisons qui ont amené dans divers pays la formation d'une association de défense des intérêts de ces porteurs.

En Angleterre c'est le Council of foreign Bondholders.

En France c'est l'*Association nationale des porteurs de valeurs étrangères*[1]. Elle s'est constituée en 1898 et depuis cette date a

[1] Cf. Communication de M. Tony Chauvin, directeur de cette Association, au Congrès international des valeurs mobilières, 1900, t. IV.

Digitized by Google

souvent défendu les porteurs français contre les conséquences de la baisse de l'argent.

Nous mentionnerons seulement les résultats de ses efforts pour quatre séries de valeurs espagnoles :

Les obligations des chemins de fer du nord de l'Espagne.
— — du sud de l'Espagne.
— — Andalous.

Les obligations de la Compagnie Madrilène d'éclairage et de chauffage par le gaz.

Pour ces dernières par exemple, les 58.894 obligations de 500 francs au taux de 4 0/0 rapportant théoriquement 20 francs ont été, d'accord avec les porteurs, dédoublées en 58.894 obligations 4 0/0 de 250 francs rapportant 10 francs, payables en or et 58.894 obligations de 250 francs avec un revenu variable, limité toutefois par un maximum de 5 0/0.

En Allemagne le système est légèrement différent : les porteurs intéressés de chacune des valeurs mobilières constituent un comité spécial : Comité de porteurs allemands de fonds espagnols, etc...

En Belgique de même il y a une série de comités des porteurs des valeurs en souffrance réunis en une fédération.

On pourrait multiplier ces exemples : on verrait dans tous les cas que la baisse du métal-argent amène pour le capitaliste une dépréciation dans la valeur de son capital et un moindre taux dans l'intérêt de son argent[1].

La situation est tout à fait analogue pour les fonctionnaires, les militaires de tout grade, tous ceux qui touchent un revenu en monnaie du pays où l'argent est déprécié et sont obligés d'acheter à l'étranger.

Pour ce qui est des commerçants, il suffit de rappeler la vérité aujourd'hui bien connue que la baisse de l'argent agit comme une prime à l'exportation et une barrière à l'importation : les

[1] Parfois pour éviter ces inconvénients, les compagnies des pays à métal blanc servent tous les dividendes en or, ce qui est pour elles une très lourde charge. Ainsi le Mexican central Railroad a calculé que chaque baisse d'un sou par once dans la valeur de l'argent s'analyse, dans son bilan, en une perte sèche de 500.000 francs par an (Pittsburg Post, 23 avr. 1903). Quoique renversée et ainsi supportée par les Compagnies, la perte n'en est pas moins des plus fâcheuses.

Digitized by Google

commerçants du pays à métal blanc peuvent de ce chef se considérer comme favorisés, alors qu'inversement ceux du pays à métal jaune souffrent de la situation.

En dehors de ces conséquences en quelque sorte classiques aujourd'hui de la baisse de l'argent, il y a lieu de se demander si elle ne produit pas en outre un risque spécial pour les commerçants qui traitent avec les pays à métal blanc : ce serait un risque spécialement monétaire.

Il a été parfaitement mis en lumière par la déposition de M. Gibbs, ex-directeur de la Banque d'Angleterre, lors de l'enquête anglaise de 1887-1888 [1].

Il se produit aussi une *hausse des prix* dans le pays à étalon d'argent.

Supposons avec M. Gibbs, deux envois de marchandises, faits par un commerçant anglais, l'un pour l'Australie, l'autre pour l'Indo-Chine [2]. Le négociant anglais déclare à ses correspondants qu'un prix de 30 schillings par unité vendue est un prix suffisamment rémunérateur.

Le correspondant australien n'éprouvera aucune difficulté, il connaît exactement le prix qu'il lui faudra payer lors du règlement et lorsqu'il achètera une traite pour se libérer, il pourra calculer sur des hausses certaines : il calculera seulement les variations possibles du change entre la date d'émission et la date de recouvrement et de remise des produits : le mouvement des importations et des exportations lui sera un critérium suffisamment certain.

Au contraire le correspondant indo-chinois fera les mêmes calculs, mais de plus il existe un autre élément qu'il ne peut calculer lorsqu'il passe son marché. Quel sera le prix de l'argent quand il viendra à acheter sa traite? L'argent pour le commerçant anglais est une pure marchandise et la remise de cet argent est au fond un chargement de cette marchandise : le correspondant de l'Indo-Chine ne peut d'avance en calculer les variations de prix [3].

[1] Sessional Papers. House of Commons, 1887, t. 22, p. 247.

[2] M. Gibbs à la date indiquée prenait l'Inde pour exemple — ce qui n'est plus possible aujourd'hui.

[3] Il est vrai que ce risque spécial peut être couvert par l'assurance comme un risque de hausse du fret. M. Gibbs l'évaluait pour l'Inde en 1887 à 2 0/0 d'assurance en sus.

Digitized by Google

De ce fait le producteur anglais suspendra ou restreindra ses chargements pour l'Indo-Chine.

Est-ce bien là comme on l'a dit, un risque spécial ; n'est-il pas déjà traduit par les variations du change?

Il ne le semble pas : comme le remarque très justement M. Gibbs, « si l'élévation de la valeur de l'or était exactement du montant de la baisse du change, le bénéfice serait seulement l'équivalent d'un droit à l'importation pour la production du pays à monnaie dépréciée ».

Il semble donc bien qu'il existe par là même un risque additionnel dans le commerce international : dans certains cas, ce risque résulte de l'élévation de l'or lui-même, dans d'autres il résulte de l'incertitude même dans laquelle se trouve le négociant : en ce cas il existe à l'importation comme à l'exportation.

On s'est demandé enfin si la baisse de l'argent et l'appréciation de l'or n'agissent pas d'une autre manière encore sur le commerce.

L'appréciation de l'or produit comme on sait une hausse du prix : celle-ci produirait à son tour une diminution du commerce par le jeu d'une sorte de *raison sentimentale*. La hausse du prix entraînerait tout naturellement aux affaires, en causant une marge de profits plus grands : la baisse au contraire déprimerait le mouvement des échanges commerciaux en nécessitant en quelque sorte une nouvelle base d'affaires : celui qui voit que les conditions de l'affaire précédente ne sont plus possibles par suite de la hausse du prix aurait quelque paresse à chercher une nouvelle combinaison rémunératrice et préférerait tout simplement renoncer à poursuivre.

La remarque repose à notre sens sur une observation psychologique exacte : il faut ajouter toutefois que ce n'est là qu'un effet temporaire et provisoire que les plus habiles et les mieux doués auront vite fait de déjouer.

Les conséquences de la hausse de l'argent sont donc d'un intérêt capital pour les particuliers.

B) *pour l'État :* la conséquence la plus immédiate de la baisse de l'argent consiste dans l'accroissement considérable qu'elle cause dans le service de la dette, pour les pays qui ont conservé le métal blanc.

Digitized by Google

Pour ne donner qu'un exemple, c'est ainsi que l'Espagne[1] a eu les plus graves difficultés en raison de sa dette extérieure.

La rente extérieure 4 0/0 dans sa forme actuelle provient de la conversion opérée par la loi du 29 mai 1882, qui fut accompagnée de sacrifices importants consentis par le Council of Foreign Bondholders au nom des porteurs étrangers.

La nécessité de payer les intérêts en or aux porteurs étrangers alors que les porteurs nationaux étaient payés en pesetas, a obligé l'Espagne à prendre des mesures spéciales et lui a coûté des sommes considérables.

Ces mesures spéciales destinées à établir les deux catégories de rente sont : d'une part l'estampillage (décret du 20-25 juin, 9 août 1898) par lequel les titres étrangers sont marqués d'un timbre spécial,

Et d'autre part l'affidavit (décret du 13 mai 1899) qui consiste à attester sous serment et, sur l'honneur, que ni les coupons, ni les titres n'ont été aliénés et qu'aucun Espagnol ne participe à leur possession.

La part de la dette extérieure à l'étranger ainsi fixée était en juillet 1899 supérieure à celle qui était en Espagne[2].

A l'étranger.....	1.039.746.300 fr.
En Espagne.....	897.822.200 —

Voici d'ailleurs d'après le décompte officiel des titres estampillés en juin 1900, aux diverses délégations des finances d'Espagne, les parts de chaque pays :

	Francs.
Délégations de Paris.....	671.830.400
— de Londres.....	140.925.100
— de Bruxelles.....	121.138.700
— de Berlin.....	53.778.800
— d'Amsterdam.....	34.815.000
— de Libourne.....	17.474.100
	1.039.962.100

[1] Nous prenons l'exemple de l'Espagne pour laquelle les documents sont plus nombreux : il est vrai que pour ce pays on pourrait tenir compte de la circulation des billets dépréciés : mais au point de vue international, on peut sans trop grande erreur, la négliger.

[2] Association nationale des porteurs Français des valeurs étrangères. *Annexes aux rapports*, 1899-1901, p. 68.

Digitized by Google

C'est donc une charge annuelle de 40 millions environ, sur lesquels le change au cours moyen de 40 0 0 représente *16 millions de pesetas.*

D'autres pays qui sont dans une situation analogue comme le Mexique, ont dû également garantir le paiement en or des arrérages de leur dette.

Les conséquences pour les pays à étalon d'or ne sont pas moins fâcheuses : sans doute elles ne se produisent pas pour le moment, mais elles menacent l'avenir.

On peut dire d'un mot que la baisse de l'argent crée pour tous les pays qui possèdent encore cette monnaie comme monnaie légale des perspectives d'avenir qui ne laissent pas d'être inquiétantes.

Sans doute pour l'instant toutes les mesures sont prises pour que cette dépréciation ne se produise pas : c'est ainsi qu'en France et dans l'Union latine, les écus de cinq francs et les monnaies divisionnaires circulent avec une valeur légale qui est à peu près du double de leur valeur d'échange.

Ailleurs la dépréciation de l'argent a été en partie enregistrée et on en a tenu compte dans la fixation de la valeur légale. Mais dans tous les cas, moins ici, plus là, les perspectives de liquidation d'un énorme stock de monnaie dépréciée ne laissent pas d'être très inquiétantes et de peser lourdement sur la politique monétaire de demain.

En France, d'après l'estimation approximative tirée par M. de Foville[1] du dernier recensement monétaire de 1903, l'argent circulant en France (octobre 1903) se décomposerait ainsi :

	Millions de francs.		
	Monnaie française.	Monnaie étrangère.	Total.
Écus de cinq francs.....	1.250	550	1.800
Monnaie divisionnaire.....			330
			2.130

Il est intéressant de remarquer que ce chiffre marque sur le recensement précédent de 1897 une diminution de plus de 100 millions de francs (valeur nominale) pour le stock des écus

[1] *Écon. Français*, 23 avril 1904, p. 576.

Digitized by Google

d'argent circulant en France. Mais cette masse énorme serait un danger au jour d'une liquidation de l'Union latine.

Ainsi l'argent circulant en France se monte aujourd'hui à une somme d'environ 2.130 millions (chiffre exprimant la valeur nominale : ce qui avec une dépréciation d'environ 50 0/0 constituait une perte de plus de 1 milliard).

Il faut signaler aussi, toujours au même point de vue, que la loi allemande du 1er juin 1900 a ordonné la transformation des derniers thalers (pièces de 3 fr. 75) en argent qui avaient encore cours légal d'une manière illimitée et leur transformation en monnaies impériales d'argent divisionnaires qui n'ont force libératoire que jusqu'à concurrence de 20 marcs. La baisse de l'argent a encore incité l'Allemagne à achever sa réforme monétaire et à arriver au monométallisme or complet.

C'est encore l'argent qui encombre le marché de l'*Espagne* et rend plus difficile pour elle un retour à une monnaie saine. D'après le rapport de l'Administration des monnaies et médailles, 1904, de 1868 à 1903 il aurait été fabriqué à la monnaie espagnole pour :

1.314.549.160 pesetas[1].

III. — Les causes.

Quelles sont les causes de la baisse de l'argent?

La recherche de ces causes a été malheureusement influencée par les questions de politique monétaire : il est certain que l'attitude même des partisans du monométallisme et du bimétallisme était bien faite pour en fausser l'étude et pour faire tirer des conclusions *a priori* nécessaires pour justifier l'un et l'autre système.

Pour les bimétallistes, la politique monétaire était naturellement la seule cause de la baisse de l'argent; ne fallait-il pas démontrer ou mieux affirmer qu'elle provenait de la fermeture au métal argent des hôtels des monnaies, pour mieux assurer en-

[1] M. Villaverde [Projet de loi pour régulariser et améliorer le change extérieur, pour procurer le rétablissement de la circulation et de la libre frappe de la monnaie d'or] donne le chiffre légèrement différent de

1.047.154.200 pesetas :

Digitized by Google

suite qu'avec un retour au double étalon la baisse serait définitivement enrayée.

Pour les monométallistes au contraire, la cause du phénomène qu'on voulait combattre était une cause toute naturelle, la surproduction de l'argent : dès lors il était bien inutile de tenter quoi que ce soit pour essayer de s'opposer à la dépréciation économique de l'argent et à l'appréciation croissante de l'or.

C'étaient là des nécessités vitales de la lutte des partis : nous renverrons ici monométallistes et bimétallistes dos à dos en voulant surtout demander aux faits une réponse, sans la chercher d'abord ailleurs, dans des considérations de système, pour la leur imposer ensuite.

Au seul point de vue de l'observation des faits, il y a lieu de se demander à quoi peut tenir cette baisse continue et progressive de l'argent : les métaux précieux obéissent comme toutes les marchandises au jeu de l'offre et de la demande, avec de notables particularités cependant qu'il importe de rappeler.

Les prix d'une marchandise quelconque sont soumis à l'action de deux causes : le coût de production, l'offre et la demande. Or pour les métaux précieux le coût de production n'agit sur leur valeur qu'à travers l'offre et la demande. Il est nécessaire d'insister quelque peu sur cette démonstration théorique qui nous permettra plus loin dans l'analyse des causes de la baisse de l'argent, d'éliminer l'influence du coût de production.

Les métaux précieux en effet, si l'on se place au point de vue du producteur, sont seulement consommés par la frappe : or celle-ci offre au producteur un débouché constant et sur lequel le coût de production ne saurait influer : quel que soit en effet le prix de revient du kilogramme d'or, le producteur en faisant monnayer ses lingots, obtiendra toujours une même somme constante.

Pour l'argent, la situation est exactement la même, tant que la frappe en reste libre :

Il n'y a donc de difficulté que pour les producteurs d'argent d'un pays dans lequel la frappe est suspendue.

Ici sans doute le même raisonnement pourrait s'appliquer étant donnée la ressource que les producteurs d'argent ont de s'adresser aux pays qui restent encore ouverts à l'argent : mais la raréfaction de la demande même pour un pays se traduira

Digitized by Google

par une diminution de la production. De plus, et c'est là la principale raison, le coût de production de l'argent n'est plus aujourd'hui le plus souvent que l'accessoire des frais de production d'un autre métal, l'argent n'apparaissant plus que comme un sous-produit.

Pour ces diverses raisons, il peut donc sembler légitime de négliger l'influence du coût de production qui n'intervient dans la valeur du métal qu'à travers l'offre et la demande[1].

C'est d'ailleurs ce que M. Raphaël-Georges Lévy n'hésite pas à admettre :

« L'or ayant chez la plupart des peuples une valeur monétaire fixe, n'a pas à proprement parler de cours; les mines d'or travaillent si leurs frais d'extraction sont inférieurs à 3.444 francs par kilog, rendu à l'Hôtel des monnaies le plus proche, et ferment s'ils sont supérieurs.

Les mines d'argent doivent bien agir de même, si leurs frais d'extraction dépassent le cours du jour; mais, en fermant, elles diminuent l'offre et ont donc chance de voir au bout de quelque temps le cours se relever de façon à leur permettre de reprendre une exploitation fructueuse, jusqu'à ce qu'un nouvel excès de production entraîne une baisse ultérieure qui arrête encore une fois leur activité. »

Les cours de chacun des deux métaux[2] dépendent donc de l'offre, qui est ici représentée non pas exclusivement par la production annuelle mais par le stock antérieur existant et de la demande qui comprend à la fois les emplois monétaires et les emplois industriels : la baisse de l'un d'eux peut donc tenir soit à la surproduction ou plus exactement à un accroissement de production, soit à une diminution de demande, par restriction de l'emploi monétaire.

Il faut d'ailleurs remarquer tout de suite que ces deux causes sont solidaires et qu'elles agissent réciproquement l'une sur l'autre, pour corriger leur action réciproque.

Ainsi la diminution de la demande monétaire agit très certainement sur la production de l'argent et tend à la restreindre : on pourrait apporter de nombreux faits à l'appui de cette affirma-

[1] Congrès international des valeurs mobilières, t. 3.

[2] Pour tout ce qui concerne les rapports des métaux précieux avec les marchandises, nous renvoyons à l'étude de M. E. Dolléans.

Digitized by Google

tion : citons seulement, à titre d'exemple, le grand nombre de mines d'argent fermées à la suite de la réforme monétaire de l'Inde en 1893.

L'Act supprimant la frappe libre de l'argent dans l'Inde est du 26 juin 1893 : le 29 juin un meeting est tenu à Denver en Amérique : on décide de suspendre les opérations dans la plupart des mines les plus importantes de l'ouest : les mines du Colorado, de Nevada, Montana, Utah et Idaho sont immédiatement fermées [1].

Il est superflu de rappeler notamment aux moments des campagnes présidentielles aux États-Unis l'influence énorme des perspectives d'avenir de la politique monétaire sur les producteurs d'argent.

Inversement on peut affirmer que la situation de la production a agi fortement sur la politique monétaire et tend à trouver en elle un contre-poids à sa propre action : l'exemple de la commission récente dont le Mexique a pris l'initiative en est une illustration saisissante.

Cette action et réaction réciproques sont bien faites pour rendre plus délicate encore l'étude des faits et pour empêcher de parvenir à aucune conclusion rigoureuse.

Quoi qu'il en soit, cette influence de la politique monétaire sur la production peut se montrer plus simplement encore en opposant les mines d'argent qui se trouvent dans les pays à étalon d'argent et celles qui sont dans les pays à étalon d'or.

Pour les premières au Mexique [2], par exemple, les frais de production sont payés en argent : les producteurs d'argent en portant leurs lingots à la monnaie, sont toujours sûrs d'obtenir en échange une valeur correspondant au prix légal de l'argent ; dès lors la baisse du métal sur le marché est sans aucune influence sur la production. C'est ainsi qu'au Mexique malgré la baisse formidable de l'argent, la production de l'argent a augmenté beaucoup passant de 43,4 millions d'onces en 1893 à 56,9 millions d'onces en 1902.

Pour les mines qui se trouvent situées dans un pays à étalon d'or, les frais de production sont payés en or : aussi la baisse du

[1] *Engineering Mining Journal*, vol. LVI, p. 4. — Quelques-unes ont, il est vrai, rouvert depuis. — Mais l'action n'en est pas moins produite.

[2] Avant son passage à l'étalon d'or.

Digitized by Google

métal tend-elle à renchérir le coût de production et par là même à diminuer cette production.

Étudions le phénomène du pur point de vue objectif et tâchons d'en saisir les causes.

Procédons par la méthode des corrections successives.

Si l'on compare pour les deux périodes antérieure et postérieure à 1870, les variations dans le rapport de production des deux métaux et les variations dans le rapport de valeur de ces mêmes métaux sur le marché, on arrive aisément à cette impression première que les variations de la production sont beaucoup plus considérables avant 1870, et celles du rapport de valeur très faible, alors que depuis en 1870 les variations du rapport de production sont beaucoup moins fortes que celles du rapport de valeur, au contraire beaucoup plus considérables. Il semblerait donc résulter de cette constatation que les variations du rapport de production, toutes choses égales d'ailleurs, ne sont pas les seules causes ayant agi sur le rapport de valeur.

C'est ce qui ressort d'un tableau, dressé par Sir Louis Mallet[1] :

Périodes.	Rapport de valeur de production. Argent. — Or.	Rapport de valeur de marché. Argent. — Or.
1801-1810	3.227 à 1	15,61 à 1
1810-1820	3.048 à 1	15,51 à 1
1821-1830	2.055 à 1	15,80 à 1
1831-1840	1.865 à 1	15,75 à 1
1841-1850	899 à 1	15,83 à 1
1851-1855	288 à 1	15,41 à 1
1856-1860	292 à 1	15,30 à 1
1861-1865	386 à 1	15,40 à 1
1866-1870	44 à 1	15,55 à 1
1871-1875	710 à 1	15,97 à 1
1876-1880	794 à 1	17,81 à 1
1881-1885	1.030 à 1	18,63 à 1

Ainsi en 70 ans (1801-1870), alors que les quantités produites varient en valeur de $\frac{3.227}{1}$ à $\frac{44}{1}$, leur valeur sur le marché varie seulement de 15,41 à 15,83, ces deux chiffres étant le minimum et le maximum du rapport entre les deux dates considérées.

[1] Enquête anglaise, Final Report, Part. III, Annexe Sessional Papers, t. 45, 1888, p. 107.

Digitized by Google

Au contraire de 1870 à 1885 les variations dans la production respective sont beaucoup moins grandes et au contraire la chute du rapport 1 à 15 1/2 beaucoup plus rapide.

Il y a donc là une première approximation nous permettant d'affirmer que la cause de surproduction de l'argent n'est pas la seule et unique cause de la baisse de l'argent.

Mais ce n'est là qu'une approximation, nous indiquant seulement le sens dans lequel il faut poursuivre nos recherches :

Deux corrections sont nécessaires :

a) Pour comparer plus rigoureusement les oscillations du rapport des productions et du rapport des valeurs, mieux vaut s'attacher à la production en poids plutôt qu'à la production en valeur, car celle-ci est obtenue en tenant compte du rapport de l'or et de l'argent pour l'année considérée : il vaut mieux comparer deux facteurs dont l'un n'est pas modifié par l'autre pour l'établissement même de son quantum.

b) Il est inexact de comparer seulement les accroissements de production par années ou par périodes : quand il s'agit de métaux précieux, c'est-à-dire des marchandises qui ne sont pas détériorées, c'est au stock existant qu'il faut surtout songer : c'est donc l'augmentation de production *combinée avec les stocks existants* qu'il faudra comparer pour avoir le véritable rapport des productions : pour l'établissement de la valeur de l'or et de l'argent, le stock monétaire existant peut être assimilé à la production matérielle annuelle pour la fixation des valeurs.

En tenant compte de ces deux observations[1], il est possible de dresser le tableau suivant pour la période de 1850 à nos jours.

Sans doute les chiffres fournis par le Rapport de l'Administration des monnaies et médailles pour la période 1492-1850 sont des plus sujets à caution : il est en effet très difficile d'arriver à déterminer d'une manière rigoureuse les chiffres de production pour une époque où les statistiques monétaires n'existaient pas,

[1] Sans doute une rigoureuse exactitude scientifique voudrait que pour tenir compte exactement du stock, il soit fait état des pertes de monnaies, frai, disparition de pièces, etc..., mais ce sont là des éléments que la statistique n'enregistre pas. A tout prendre d'ailleurs l'erreur de ce chef est insignifiante, puisqu'il s'agit d'un accroissement du stock. — M. Pierre Leroy-Beaulieu dans un article récent, *La baisse du métal argent* (*Ec. fr.*, 5 et 12 nov. 1904) compare également la production et la valeur des métaux précieux mais sans tenir compte de la deuxième observation (accroissement du stock).

Digitized by Google

cependant comme il s'agit d'observer tous les effets de l'accroissement de cette production, on peut se baser même sur un chiffre quelque peu fantaisiste :

Ces chiffres[1] sont pour la période 1492-1850 :

4.572.070 kilogs d'or et 149.826.750 kilogs d'argent.

Il y faut ajouter successivement les productions annuelles prises, pour abréger les calculs, par périodes de cinq ans.

	Or. — kilog.	Argent. — kilog.
1492-1850	4.572.070	149.826.750
1851-1855	4.572.070	149.826.750
—	199.388	886 115
	4.771.458	150.712.865
1856-1860	4.771.458	150.712.865
—	200.750	904.990
	4.973.208	151.617.855
1861-1865	4.973.208	151.617.855
—	185.057	1.101.150
	5.158.265	152.719.005
1866-1870	5.158.265	152.719.005
—	195.026	1.339.085
	5.353.291	154.058.090
1871-1875	5.353.291	154.058.090
—	173.904	1.969.425
	5.527.195	156.027.515
1876-1880	5.527.195	156.027.515
—	830.477	10.979.273
	6.357.672	167.006.788
1880-1885	6.357.672	167.006.788
—	768.217	13.307.285
	7.125.889	180.314.073
1886-1890	7.125.889	180.314.073
—	849.312	16.937.362
	7.975.201	197.251.435

[1] Ces chiffres, comme ceux qui vont suivre, sont empruntés au rapport de M. Arnauné, *Rapport de l'Administration des monnaies et médailles.*

Digitized by Google

	Or.	Argent.
	kilog.	kilog.
1891-1895	7.975.201	197.251.435
—	1.225.877	24.468.560
	9.201.078	221.719.995
1895-1900	9.201.078	221.719.995
—	1.935.741	25.772.401
	11.136.819	247.492.396
1901	11.136.819	247.492.396
—	394.962	5.382.369
	11.531.781	252.874.765
1902	11.531.781	252.874.765
—	445.215	5.193.978
	11.976.996	258.068.743
1903	11.976.996	258.068.743
—	494.368	5.380.819
	12.471.364	263.449.562

Si l'on calcule ensuite le rapport de la production de l'argent à celui de l'or pour chacune des périodes, on obtient les chiffres suivants :

	Rapport de production.		Rapport de valeur.
1492-1850	31,52	1850	15,83
1851-1855	31,58	1855	15,41
1856-1860	30,49	1860	15,27
1861-1865	29,60	1865	15,44
1866-1870	28,77	1870	15,56
1871-1875	28,22	1875	16,58
1876-1880	26,26	1880	18,05
1881-1885	25,30	1885	19,40
1886-1890	24,73	1890	19,70
1891-1895	24,09	1895	32,38
1896-1900	22,22	1900	34,29
1901	21,06	1901	34,7
1902	21,54	1902	39,1
1903	21,12	1903	38

Ces chiffres rapprochés des rapports de valeur des deux métaux, permettent d'obtenir l'augmentation ou la diminution 0/0 des rapports de production et des rapports de valeur.

Digitized by Google

Périodes.	Variations % Rapport de production.	Rapport de valeur.
Entre 1492-1850 et 1850-1855.....	+ 0,19 %	— 2,02 %
Entre 1851-1850 et 1856-1860.....	— 3,45 %	— 0,91 %
Entre 1856-1860 et 1861-1866.....	— 2,91 %	+ 1,11 %
Entre 1861-1865 et 1866-1870.....	— 2,80 %	+ 0,77 %
Entre 1866-1870 et 1871-1875.....	— 1,91 %	+ 6,48 %
Entre 1871-1875 et 1876-1880.....	— 7,46 %	+ 14,83 %
Entre 1876-1880 et 1881-1885.....	— 3,79 %	+ 7,47 %
Entre 1881-1885 et 1886-1890.....	— 2,3 %	+ 1,54 %
Entre 1886-1890 et 1891-1895... .	— 2,69 %	+ 64,43 %
Entre 1891-1895 et 1896-1900.....	— 7,84 %	+ 5,89 %
Entre 1896-1900 et 1901.....	— 5,13 %	— 1,19 %
Entre 1901 et 1902.....	+ 2,27 %	— 1,26 %
Entre 1902 et 1903.....	— 1,94 %	— 2,81 %

On voit par là que les variations du rapport des valeurs qui auraient dû logiquement être des variations semblables, et dans le même sens, aux variations du rapport de production n'ont pas été telles : on en peut légitimement conclure que les valeurs respectives des deux métaux ont été influencées par d'autres causes et qu'ainsi la baisse de l'argent ne saurait en aucune manière être attribuée exclusivement à la surproduction de ce métal.

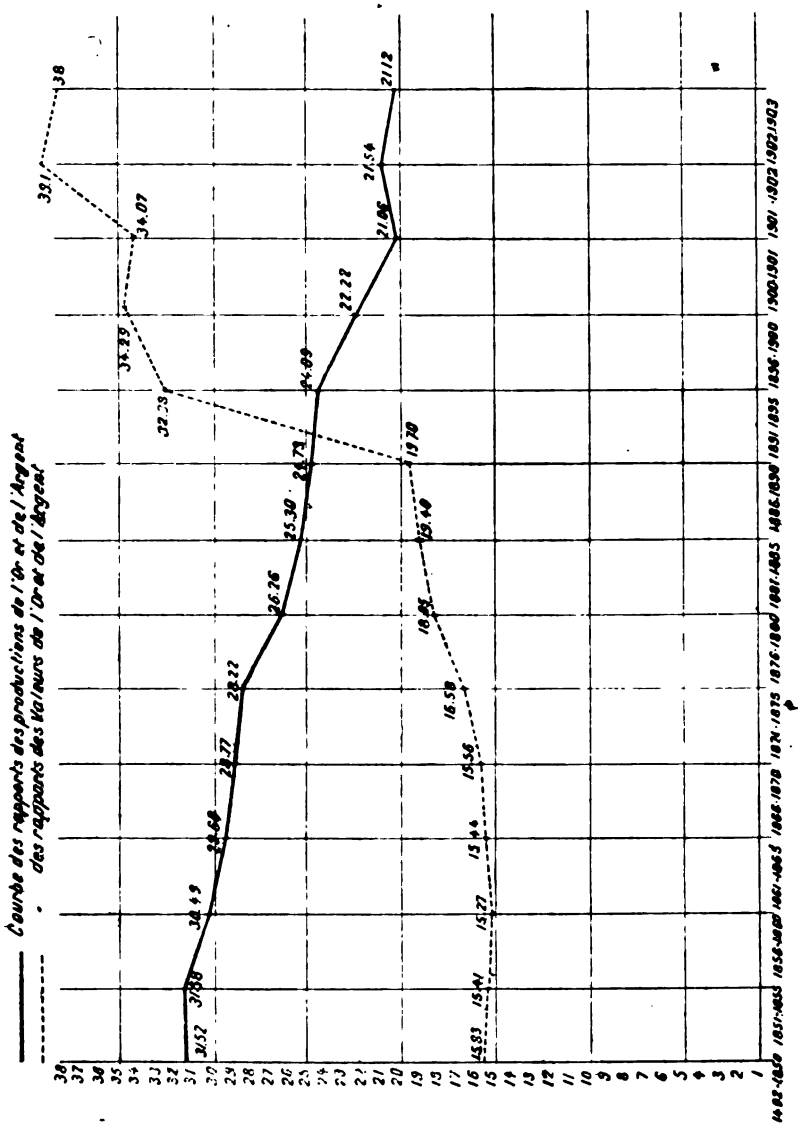
Cependant pour les deux dernières périodes considérées les intervalles 1901-1902 et 1902-1903, on constate que les rapports varient dans le même sens : ainsi tandis que pour la période 1901-1902 l'augmentation du rapport de production a été de 2,27 0/0, on constate que le rapport des valeurs a de même augmenté de 1,26 0/0 : de même entre 1902 et 1903, le rapport de production a diminué de 1,94 0/0 alors que le rapport des valeurs a de même diminué de 2,81 0/0. Il y aurait dans ces résultats quelque tendance vers un retour de la valeur plus directement reliée à la production et un recul des causes étrangères à la production.

Les deux courbes suivantes traduisent aux yeux ces résultats.

Le premier graphique où sont tracées les courbes des deux rapports de production et de valeur nous montre que les deux courbes sont loin d'avoir la même allure comme on aurait pu s'y attendre : il est clair en effet, que le rapport de la production

Digitized by Google

de l'argent à celle de l'or venant à diminuer, il aurait dû se produire une augmentation inverse dans la valeur de l'argent par



rapport à celle de l'or, et par suite une diminution de la valeur de l'or par rapport à l'argent : ce qui est le rapport considéré,

Digitized by Google

c'est-à-dire que les deux courbes, le rapport des valeurs aurait dû de la même manière augmenter au lieu d'avoir un mouvement inverse, devraient théoriquement présenter la même allure : il n'en est rien : c'est donc que la cause de surproduction est impuissante à expliquer à elle seule la baisse de l'argent.

Le deuxième graphique met en lumière d'une autre façon le même résultat : il est obtenu en construisant la courbe qui correspondrait à des variations de valeurs proportionnelles aux variations de la production : c'est l'hyperbole équilatère admettant 0 pour centre, ox et oy pour asymptotes et passant par le point M qui a pour ordonnées 16,83 et 31,52. — C'est la courbe des points tels que $XY = C^{te}$, $X_1 Y_1 = C^{te}$.

Or il est facile de voir qu'en construisant la courbe réelle des produits du rapport des valeurs par le rapport de production pour chaque année cette seconde courbe ne coïncide pas avec la première : ce qui montre bien que la cause de surproduction est insuffisante à expliquer la baisse de l'argent.

Il y a lieu d'insister d'une manière toute spéciale sur la période 1871-1875 : c'est en effet à cette époque que se produit pour la première fois un phénomène monétaire important, pouvant avoir son ralentissement sur la valeur de l'argent, à savoir le passage de l'Allemagne à l'étalon d'or.

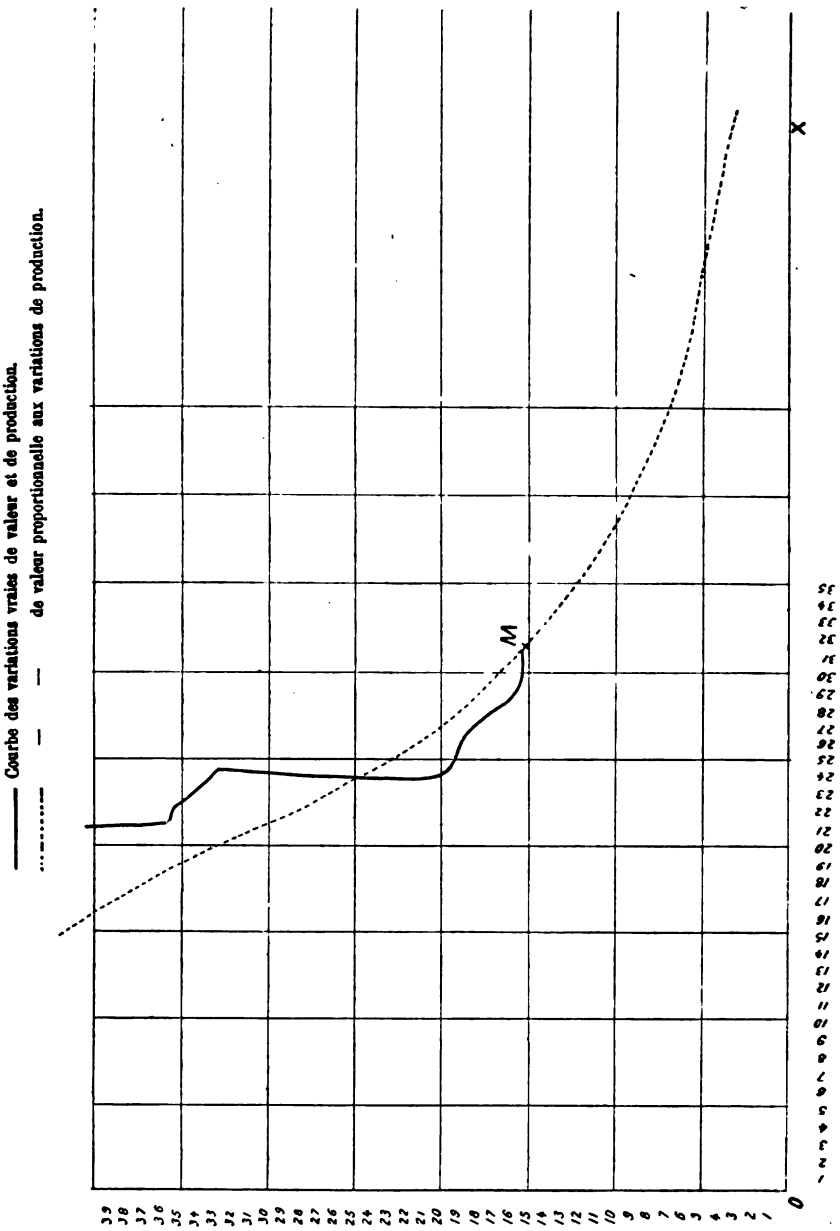
Voici pour cette période les chiffres de production et de valeur, comparés suivant la même méthode.

La monnaie des États-Unis donne pour ces cinq années les chiffres suivants :

Années.	Production en onces de fin. Or.	Production en onces de fin. Argent.
1871	5.591.014	63.317.014
1872	5.591.014	63.317.014
1873	4.653.675	63.267.187
1874	4.390.031	55.300.781
1875	4.716.563	62.261.719

Si nous faisons la conversion en kilogrammes, sur le poids de la valeur de l'once = 31 gr. 1, nous obtenons les résultats suivants :

Digitized by Google



Digitized by Google

Années.	Or.	Argent.
	Kilogr.	Kilogr.
1871	173.880	1.969.159
1872	173.880	1.969.159
1873	144.720	1.967.609
1874	136.529	1.719.854
1875	146.685	1.936.339

Il faut ajouter ces productions annuelles au stock d'or et d'argent existants en 1870 : nous arrivons aux résultats suivants :

	Or.	Argent.
	Kilogr.	Kilogr.
Stock, 1870	5.353.291	154.058.090
Production, 1871	173.880	1.969.159
	5.527.170	156.027.249
Production, 1872	173.880	1.969.159
	5.701.050	157.996.408
Production, 1873	144.723	1.967.609
	5.845.770	159.964.017
Production, 1874	136.529	1.719.854
	5.982.299	161.683.871
Production, 1875	146.685	1.936.339
	6.128.984	163.620.210

Si maintenant nous prenons le rapport de la production de l'argent à celle de l'or pour chacune de ces années et le rapprochons des rapports de valeur, ci-dessus donnés, nous obtenons le tableau suivant :

Années.	Rapport.	
	Production.	Valeur.
1871	28,22	15,59
1872	27,71	15,64
1873	27,36	15,91
1874	27,02	15,90
1875	26,69	16,58

Nous constatons ainsi que le rapport de production diminue alors que le rapport des valeurs augmente : il y a chute du rapport de production et accroissement du rapport des valeurs, alors qu'ils auraient dû venir dans le même sens : ce qui montre

Digitized by Google

bien que la valeur n'a pas été à cette époque influencée seulement par le marché des métaux précieux : la démonétisation de l'argent en Allemagne n'est pas suffisante pour expliquer à elle seule la baisse qui se produit : il faut encore faire intervenir comme facteur la production qui a augmenté pendant cette période[1].

Il est facile d'indiquer quelles eussent dû être les valeurs du rapport de production si la valeur n'avait été influencée que par la seule production, en ce cas les variations des deux rapports auraient été rigoureusement proportionnelles.

On peut écrire :

$$\frac{28,22}{x} = \frac{15,59}{15,64}$$

$$\text{D'où } x = \frac{15,64 \times 28,22}{15,59} = 28,31$$

Ainsi en procédant de même, on obtient successivement les chiffres suivants pour le rapport de production :

Pour 1872	28,31
Pour 1873	28,79
Pour 1874	28,79
Pour 1875	31,29

qui eussent été les valeurs du rapport de la production de l'argent par rapport à celle de l'or, si la production avait été la seule cause agissant sur la valeur. Autrement dit, si la cause monétaire avait agi seule, aux chiffres du rapport de valeur constatés auraient dû correspondre les chiffres ci-dessus.

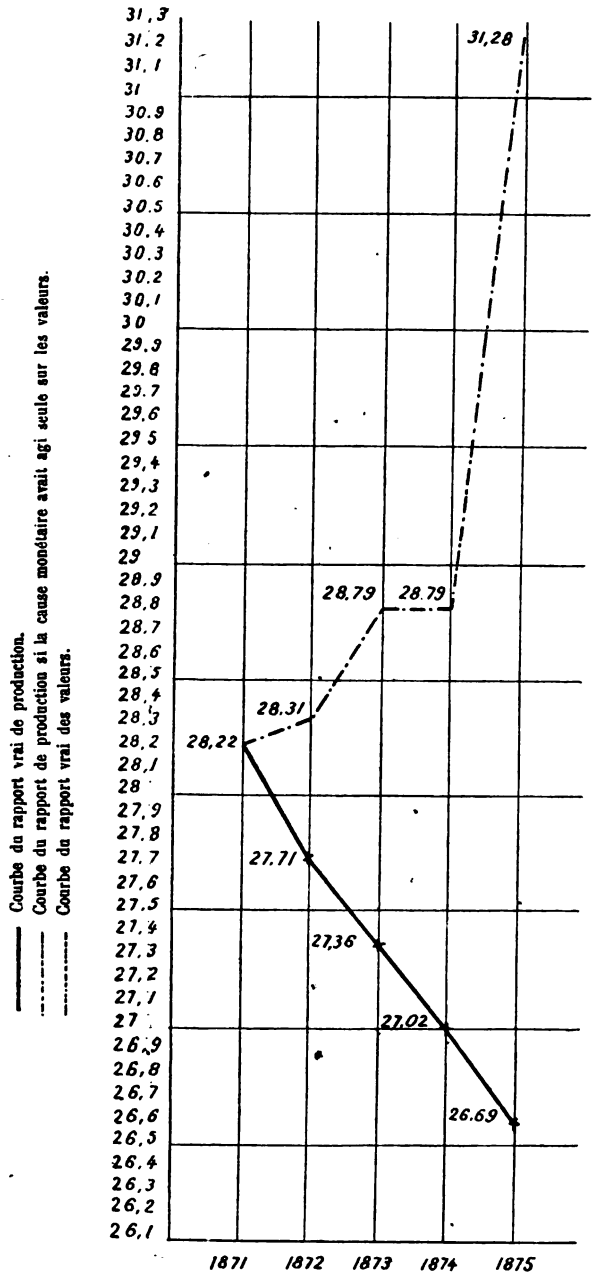
Or les valeurs de rapport ont été en fait de :

1872	27,71
1873	27,36
1874	27,02
1875	26,69

On arrive donc ainsi à montrer qu'en dehors de la cause monétaire ordinairement alléguée, l'excès de la baisse de l'argent

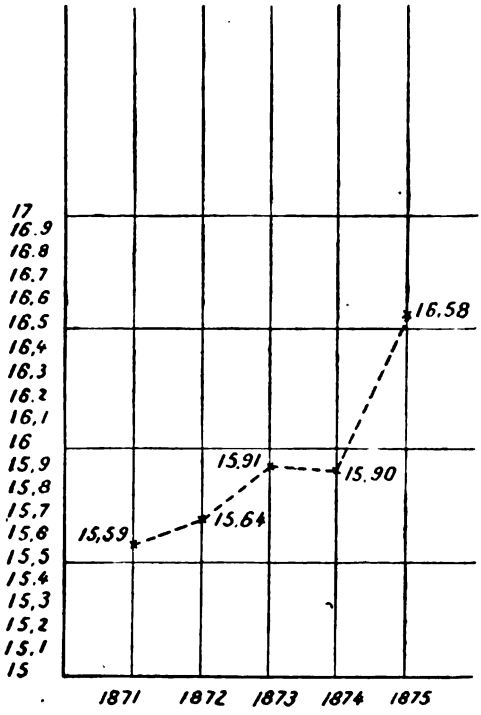
[1] Nous faisons ici le raisonnement inverse de celui qui a été fait plus haut, parce que, la cause de la baisse ordinairement assignée est [illegible] raisonnement est identiquement le même.

Digitized by Google



Digitized by Google

est dû pour le surplus à des causes autres, en particulier aux causes de production. On remarquera d'ailleurs que la différence entre les deux courbes dans le graphique ci-contre s'accentue puissamment pour les années 1874 et 1875 qui correspondent à la réforme monétaire allemande.



Une dernière correction est encore nécessaire, la valeur de l'argent est exprimée en or : il se pourrait qu'au lieu de l'argent, ce fût l'or qui ait changé de valeur, qu'il en faille donner plus aujourd'hui pour obtenir une égale quantité d'argent, en d'autres termes et comme on l'a dit, que la baisse de l'argent fût due en dernière analyse à une *appréciation de l'or*[1].

Il est clair d'ailleurs que l'appréciation de l'or si elle existe

[1] Nous n'envisageons ici l'appréciation de l'or que par rapport à l'argent : pour l'appréciation de l'or par rapport aux marchandises. — Cf. Dolléans, ci-dessus. — On a parfois désigné la première d'appréciation causative et la seconde d'appréciation corrélative.

Digitized by Google

n'est pas directement saisissable, puisque les prix de l'argent ne sauraient être autrement exprimés qu'en or. On en est donc réduit aux conjectures :

D'après les partisans de l'appréciation de l'or, celle-ci serait due d'une part à la production du métal jaune insuffisante pour subvenir aux besoins croissants de la circulation, d'autre part à la nouvelle politique des grandes banques internationales qui s'acharnent à augmenter leurs stocks d'or et qui en le retenant ainsi prisonnier ajoutent à sa rareté naturelle, une sorte de rareté artificielle.

Voyons ce qu'il en est de ces deux causes invoquées pour expliquer l'appréciation de l'or :

A. — Est-il exact que la production de l'or soit insuffisante pour suffire aux besoins monétaires?

Voici d'après le rapport de l'Administration des monnaies et médailles, les chiffres respectifs de la production et du monnayage de l'or pour la période 1850-1903.

Moyenne annuelle.

Périodes.	Production.	Monnayage.
	Francs.	Francs.
1851-1856	686.000.000	832.776.000
1856-1860	694.900.000	896.844.000
1861-1865	637.400.000	782.691.000
1866-1870	671.700.000	644.549.000
1871-1875	599.000.000	947.836.000
1876-1880[1]	572.000.000	699.249.000

Années.	Production.	Monnayage.
	Francs.	Francs.
1881	533.900.000	683.500.000
1882	528.600.000	498.000.000
1883	494.400.000	524.000.000
1884	527.200.000	497.000.000
1885	562 000.000	478.500.000
1886	550.200.000	473.000.000
1887	548.200.000	644.500.000
1888	562.000.000	684.000.000
1889	640.000.000	844.500.000

[1] Pour cette période les chiffres sont obtenus d'après ceux fournis par Soetbeer et en convertissant les marks en francs sur le pied de 1 mark = 1 franc 25 c.

Digitized by Google

Années.	Production.	Monnayage.
	Francs.	Francs.
1890	615.900.000	772.000.000
1891	677.100.000	619.000.000
1892	760.000.000	893.000.000
1893	816.200.000	1.203.000.000
1894	938.900.000	1.180.000.000
1895	1.030.100.000	1.196.000.000
1896	1.048.200.000	1.020.000.000
1897	1.223.500.000	2.188.000.000
1898	1.486.800.000	1.977.000.000
1899	1.589 600 000	2.330.000.000
1900	1.319.200.000	1.775.000.000
1901	1.360.200.000	1.215.000.000
1902	1.533.600.000	1.102.000.000
1903	1.702.800.000	1.282.000.000

On constate ainsi[1] que presque toujours le chiffre du monnayage de l'or est supérieur au chiffre de la production annuelle[2]. La courbe suivante traduit ce résultat aux yeux.

La production n'est supérieure au monnayage que pour la période 1866-1870 et pour les années 1882, 1884, 1885, 1886, 1891, 1896, 1901, 1902, 1903.

Comme vérification pour ainsi dire et comme preuve des résultats obtenus, nous constatons que la courbe des monnayages de l'or dans la période 1851-1903 est presque constamment supérieure à la courbe de production du métal jaune.

Faut-il en conclure à une appréciation de l'or?

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que le phénomène assez étonnant au premier abord du monnayage supérieur à la production s'explique très simplement par le système des refontes et des refrappes : l'or en excès qui a été monnayé provient soit de la refonte d'anciennes monnaies directement opérée par les monnaies des divers pays, soit d'or existant antérieurement et tiré par les particuliers qui l'apportent en lingots, soit de pièces étrangères, soit d'ouvrages d'orfèvrerie.

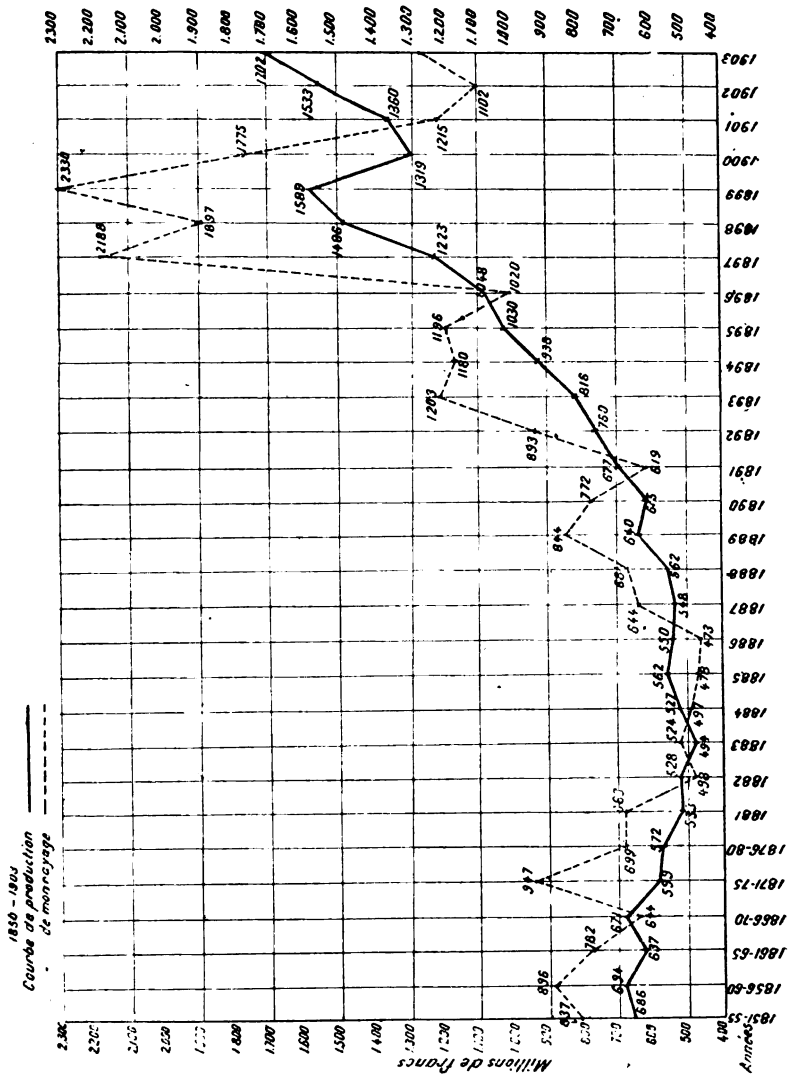
Quelques indications permettent de s'en rendre compte :

[1] *Rapport de l'Administration des monnaies et médailles*, 1903, p. 64.

[2] On pourrait faire apparaître le même phénomène en totalisant pour la période 1850-1902 le chiffre de la production : ce qui donne 39.063.000.000 francs et en le rapprochant du même chiffre pour le monnayage total qui est de 47.742.000.000 francs : soit un écart de 8.679 millions de francs qu'il reste à expliquer.

Digitized by Google

Ainsi pour la France le chiffre des pièces d'or démonétisées par la monnaie seule pour la période 1795-1902 se monte à 273.690.310



francs[1] sur une fabrication totale de 9.719.275.150 francs soit le 1/35 environ.

[1] Rapport de l'Administration des monnaies et médailles, 1903, p. 64.

Digitized by Google

Pour l'Angleterre de même les pièces d'or refondues pendant la période 1890-1902 montaient à 43,2 millions sterling, ce qui est un chiffre considérable.

B. — En second lieu outre cette rareté naturelle, la politique des grandes banques a-t-elle créé une rareté artificielle?

On sait que la plupart des grandes banques ont eu une tendance très marquée durant ces dernières années à augmenter leur réserve d'or, qui se trouve ainsi très supérieure à leur stock argent. Voici, d'après le rapport de l'Administration des monnaies et médailles, les chiffres pour la Banque de France et la Banque impériale d'Allemagne.

	Millions de francs.	
Banque de France.	Or.	Argent.
Encaisse au 31 décembre 1899.....	1.866,4	1.151,6
— 1900.....	2.334,3	1.099,5
— 1901.....	2.449,0	1.096,8
— 1902.....	2.519,2	1.098,4
— 1903.....	2.357,4	1.100,0
Banque impériale d'Allemagne.		
Encaisse au 31 décembre 1899.....	586,2	289,9
— 1900.....	625,7	286,2
— 1901.....	790,2	295,4
— 1902.....	683,2	299,2
— 1903.....	697,6	294,1

Ainsi la réserve or des banques est sensiblement le double de leur réserve argent.

Il est certain que cette manière d'agir a pu créer une certaine appréciation de l'or, en raréfiant ainsi l'or en circulation. Cependant il ne faudrait pas exagérer l'influence de cette cause : elle est effet au moins autant que cause et la politique des grandes banques n'eût pas pu réussir, si elle avait correspondu à un sentiment général préexistant sur le rôle des deux métaux.

En somme et pour conclure, nous ne saurions trouver ni dans l'augmentation du monnayage, ni dans la composition de l'encaisse métallique des banques une preuve certaine de l'appréciation de l'or.

Celle ci reste en somme, si elle existe comme nous le croyons, parfaitement impossible à mesurer.

Digitized by Google

Il reste donc établi que les conclusions dégagées de notre étude des causes, subsistent entières : la baisse de l'argent est due à la fois à un phénomène économique de surproduction et à un phénomène exclusivement monétaire qui se prolonge pendant une série d'années, la politique monométalliste or de la plupart des pays civilisés.

Nous voudrions maintenant illustrer les conclusions qui se dégagent de l'étude précédente par quelques chiffres sur la réforme monétaire allemande[1] : on verra par le détail comment la réforme a pu être opérée sans surexciter outre mesure la production de l'or et comment au contraire la dépréciation de l'argent a bien été une conséquence de l'opération.

Voici d'après J. Malou les diverses étapes de la réforme monétaire allemande pour passer à l'étalon d'or[2].

Fabrication de nouvelles monnaies.

Or. —	Total fabriqué. — Marcs.	Augmentation. —
Du 17 déc. 1871 au 20 avr. 1872.	100.102.700	
Au 15 mars 1873.....	531.208.270	+ 431.105.270
Au 31 décembre 1873.....	1.015.837.020	+ 484.628.750
— 1874.....	1.109.344.400	+ 93.507.380
— 1875.....	1.275.765.250	+ 166.420.850
— 1876.....	1.422.109.820	+ 146.344.570
— 1877.....	1.547.729.005	+ 125.619.185
— 1878.....	1.672.859.795	+ 125.130.790

Or, pour réaliser ainsi cette transformation de son ancienne monnaie en monnaie d'or, voici les provenances auxquelles l'empire allemand a dû faire appel.

[1] Nous nous bornons à ce pays — la politique monétaire des autres grands pays faisant l'objet d'une étude spéciale dans ce volume des questions monétaires.

[2] J. Malou, *Notice historique de la réforme monétaire allemande*, d'après les documents et les mémoires au Reichstag, p. 9. Bibliothèque du ministère des Finances.

Digitized by Google

Provenances.	Marcs.	
Monnaies allemandes.....	89.424.760,55	5 %
Lingots.....	861.005.662,34	51 %
Monnaies françaises.....	546.807.061,12	32 %
Souverains et dollars.....	94.599.875,74	5 %
Isabellines et monnaies russes....	86.402.769,39	5 %
Autriche et autres.....	3.671.034,15	2 %
TOTAL.....	1.681.911.163,29	100 %

Ce n'est donc que pour la moitié environ seulement des sommes d'or monnayées que la monnaie allemande a dû faire appel à l'or en lingots : c'est là une proportion relativement très faible, étant donnée l'importance de la réforme.

D'ailleurs le résultat ne tardait pas à s'en faire sentir et le cours de l'argent alla sans cesse en se déprimant en Allemagne au lendemain de l'accomplissement de la réforme. Les ventes d'argent faites par la monnaie allemande allaient croissant et le prix de l'argent baissait sans cesse.

1873.....	105.923	livres d'argent fin à	59 5/16	par once Standard.
1874.....	703.685	—	58 3/4	—
1875.....	218.898	—	57 1/4	—
1876.....	1.211.759	—	52 3/8	—
1877.....	2.868.095	—	54 5/16	—
1878.....	1.622.696	—	52 9/16	—
1879.....	377.744	—	50	—

si bien qu'en 1879 on dut suspendre les ventes d'argent : les pertes provenant de la dépréciation de l'argent se montaient à 71.373.000 marks sur une perte totale de 96.481.000 marks[1].

Ainsi, à côté de l'action de la cause due à la surproduction, ont très certainement agi d'autres causes, plus spécialement monétaires, comme par exemple la fermeture des hôtels des monnaies.

Cependant cette conclusion sous cette forme ne saurait être complète : à côté de la fermeture réelle à l'argent de certains marchés, d'autres causes ont pu encore agir sur la demande du métal blanc : même sur le marché qu'il conservait, l'argent a pu être moins demandé par rapport à l'or et il nous faut pour

[1] Haupt, *L'histoire monétaire de notre temps*, p. 90.

Digitized by Google

étudier l'action éventuelle de cette nouvelle cause, essayer une comparaison des deux métaux précieux au point de vue de l'utilité qu'ils présentent.

Sans doute, et la remarque est de première importance, le consommateur n'est pas ici comme pour les autres denrées capable d'agir immédiatement sur la demande, puisque la frappe dans la plupart des pays civilisés[1], s'interpose entre l'offre et la demande et que dans la plupart des pays la frappe libre n'est plus possible pour l'argent. Cependant l'État qui est d'ordinaire le grand pourvoyeur des monnaies devra tenir compte des besoins pour fixer le montant des frappes annuelles et par là les causes que nous allons étudier pourront tout de même se faire sentir.

Pour établir une comparaison entre ces deux métaux, il faut soigneusement les envisager à deux points de vue :

a) *Comme instrument d'échange;*

b) *Comme étalon de valeurs.*

a) *Comme instrument d'échange.*

A cet égard l'or paraît aujourd'hui l'emporter presque complètement sur l'argent :

1) *Au point de vue de la facilité des transports.* — Il est certain qu'à poids égal l'or présentant une valeur bien plus considérable sous le même volume doit sembler de beaucoup préférable à l'argent et de ce chef déjà présenter sur lui une grande supériorité.

On a fait remarquer cependant que le tarif des transports des métaux précieux établi en 1854 ne faisait à cet égard aucune différence entre ces deux métaux, puisqu'il était établi *ad valorem*, qu'une somme de 1 million en or ou en argent coûtait ainsi le même prix au point de vue du transport[2].

Mais ceci est inexact pour deux raisons :

D'abord le système des colis postaux qui s'est beaucoup géné-

[1] Dans les pays bimétallistes où les deux métaux sont admis à la frappe, l'action serait plus directe et plus immédiate.

[2] Les finances et valeurs (or, argent, titres, bijoux, pierres précieuses), sont exclus des transports en petite vitesse. En grande vitesse, ces objets sont taxés d'après leur valeur et soumis à l'impôt de 12 0/0 comme les bagages. La taxe est fixée à 0 c^me^ 252 impôt compris, par fraction indivisible de 1.000 francs et par kilomètre. — Colson, *Transports et tarifs*, p. 488.

Digitized by Google

ralisé permet de transporter bien plus aisément l'or que l'argent : c'est ainsi qu'une somme de 1 million en or peut être envoyée sous forme de 66 colis et profiter ainsi du tarif beaucoup plus réduit de ces colis.

Ensuite le faible volume de l'or permet de dissimuler par des déclarations inexactes la valeur de la somme transportée, tandis que l'argent par son poids même ne peut se prêter à cette dissimulation.

Il reste donc que l'or présente sur l'argent des facilités très considérables au point de vue du coût des transports.

2) *Au point de vue du frai.* — Les statistiques ne nous fournissent à cet égard aucune indication générale sur le frai comparé de la monnaie d'or et de la monnaie d'argent. Il semble résulter cependant des expériences[1] effectuées, que la quantité de pièces d'argent de 5 francs au-dessous de la tolérance de frai qui est de 10 millièmes est plus considérable que celle des pièces de 20 francs au-dessous de la tolérance de frai qui est ici de 5 millièmes.

Mais ce qui est plus intéressant à signaler, il résulte de la convention monétaire du 6 nov. 1885 que la perte due au frai est supportée par le particulier pour les pièces d'or alors qu'elle l'est au contraire par le Trésor lorsqu'il s'agit des monnaies d'argent[2].

Il y aurait de ce chef un léger avantage en faveur de l'argent. Il est atténué cependant par la nouvelle politique de refonte des pièces d'or depuis 1879 en France.

3) *Au point de vue du rôle prédominant dans le commerce international.* — Sans doute c'est là d'abord un effet de la dépréciation de l'argent : mais celle-ci agit à son tour comme cause et amène très certainement une faveur plus grande pour l'or, puisque c'est le seul métal admis aujourd'hui dans les règlements internationaux[3].

[1] Expérience de frai effectuée en 1884, Paris. *Impr. nat.*, 1884
— — effectuée en 1888, — Id. 1888.

[2] Arnauné, *La monnaie, le crédit et le change*, p. 181.

[3] Il y aurait encore une série de points de détail insignifiants en eux-mêmes, mais qui théoriquement ont leur importance, ainsi le temps plus long nécessaire et par suite la perte plus grande d'intérêts pour vérifier à la monnaie une même somme, si elle est composée de pièces d'argent que si elle est composée de pièces d'or : pour les écus d'argent, on ne peut vérifier que 50.000 francs par jour, pour l'or au contraire, on en peut vérifier bien davantage.

Digitized by Google

L'argent n'aurait guère en sa faveur qu'une seule condition : il est beaucoup plus pratique et même *le seul pratique pour les paiements de petites sommes.*

En somme à ce premier point de vue, comme instrument d'échange, l'or paraît de beaucoup supérieur à l'argent.

b) *Comme étalon de valeurs*[1].

La stabilité de l'or ou de l'argent s'entend ici en ce sens que le métal choisi doit mettre exactement débiteurs et créanciers dans la même position vis-à-vis l'un de l'autre à la fin d'un contrat qu'à son commencement, soit qu'il s'agisse de contrats commerciaux généralement à court terme, soit qu'il s'agisse de placements industriels ordinairement à plus longue échéance. On conçoit en effet que les variations respectives de l'or et de l'argent viennent troubler les prévisions et modifier le cours normal des affaires.

Pou rinstituer une comparaison à cet égard, il faut d'abord exprimer la valeur de l'or et celle de l'argent par rapport aux marchandises. Cette transformation s'obtient en posant les deux égalités suivantes :

$$\text{Valeur de l'or par rapport aux marchandises} = \frac{100}{\text{Index Number des marchandises.}}$$

$$\text{Valeur de l'argent par rapport aux marchandises} = \frac{\text{Index Number de l'argent.}}{\text{Index Number des marchandises.}}$$

Pour ce qui est de la valeur de l'or, on sait en effet que la valeur de l'or et celle des marchandises sont en raison inverse l'une de l'autre. Lorsqu'on compare les marchandises à l'or considéré comme étalon, celui-ci est supposé constant et les variations dans les prix sont envisagées comme si elles étaient dues à l'or seul. De la même manière, il faut ici supposer les marchandises constantes et pour comparer l'or aux marchandises, prendre l'inverse de l'Index Number donné dans les tables de prix.

Pour l'argent, la chose est plus facile : les prix de l'argent et les marchandises étant donnés tous deux par rapport à l'or, il suffit d'en prendre le rapport.

[1] Cf. E.-S. Meade, *The relative Stability of gold and silver, Annals of American Academy. July* 1899, p. 38.

Digitized by Google

Nous nous bornerons à comparer les variations de l'or et de l'argent par rapport aux marchandises seulement dans des pays à étalon d'or[1].

Or, d'après l'article de E.-S. Meade et le tableau des variations des marchandises et de l'argent pour la période 1846-1895 à l'aide des tableaux de Sauerbeck, il résulte la double conclusion suivante :

1° Si l'on envisage de longues périodes, la valeur de l'argent est plus stable que celle de l'or ;

2° Pour les périodes courtes de trimestre en trimestre, l'or est plus stable que l'argent.

Il y a lieu de remarquer que ce dernier avantage en faveur de l'argent — sa stabilité plus grande comme étalon de valeurs pour de longues périodes — n'a pas dû grandement influer sur l'utilité économique qu'il présentait : le marché de l'argent était avant tout dominé par les variations rapides et fréquentes de ce métal.

Au total et pour conclure cette comparaison, il reste qu'à bien des points de vue, l'or présente une utilité économique plus grande que l'argent et que cette dernière cause doit intervenir encore à côté de la cause de surproduction et de la cause spécialement monétaire, pour expliquer la baisse de l'argent.

[1] Un examen complet comporterait de plus la comparaison des deux métaux dans un pays à étalon d'argent, comme l'Inde avant 1893, et la comparaison de l'argent dans un pays à étalon d'argent avec l'or dans nos pays à étalon d'or. Sur tous ces points, Cf. l'article cité.

Digitized by Google

CONCLUSION

Arrivés au terme de cette étude sur la baisse de l'argent par rapport à l'or, une question se pose par manière de conclusion : qu'arrivera-t-il dans l'avenir et la baisse de l'argent est-elle destinée à continuer?

Pour résoudre cette dernière question, il faut tout naturellement reprendre les causes de baisse et voir quelles sont les perspectives probables de leur action, dans l'avenir.

I. *La production.* — Nous avons établi que la baisse de l'argent était due pour partie mais pour partie seulement à la surproduction de l'argent.

Or à cet égard, il semble bien que la production de l'argent qui avait considérablement augmenté entre 1880 et 1893, ait depuis une dizaine d'années une certaine tendance à demeurer sensiblement constante et même à légèrement diminuer sur le maximum atteint en 1897 : voici les chiffres :

1893	5.146.695	kilog.
1894	5.121.017	—
1895	5.210.942	—
1896	5.232.021	—
1897	5.696.110	—
1898	5.142.436	—
1899	5.134.359	—
1900	5.400.418	—
1901	5.382.000	—
1902	5.194.000	—
1903	5.381.000	—

Il en est ainsi en raison des conditions toutes spéciales de la production de l'argent. Depuis 1893, en effet, la production de l'argent n'est plus une production autonome, mais au contraire

Digitized by Google

une production solidaire de la production du plomb et du cuivre, c'est la valeur de ces derniers métaux sur le marché qui fixe la production de l'argent.

« Des 170 à 171 millions d'onces qui peuvent être considérés dans les circonstances actuelles, dit le rapport de la commission américaine, comme la production normale d'une année, environ 130 millions d'onces proviennent, comme sous-produits, du traitement d'autres minerais, principalement de plomb, de cuivre et de zinc. Il ne reste environ que 40 millions d'onces qui sortent de mines donnant uniquement de l'argent ».

Il y a là un élément nouveau de stabilité dans la production de l'argent: les commissaires américains semblent même indiquer qu'une hausse du prix des métaux a été nécessaire pour maintenir la production à son niveau actuel. « Si les prix du plomb, du cuivre et du zinc avec lesquels l'argent est principalement produit, n'étaient pas plus hauts qu'il y a environ quatre ans, la production de l'argent dans l'ouest des États-Unis serait probablement même à l'époque actuelle insuffisante pour faire face aux demandes... La baisse du prix du cuivre et du zinc par suite de l'augmentation de la demande de ces métaux a amené une stabilité remarquable dans la production de l'argent. On peut s'attendre à voir cet effet se continuer dans l'avenir, tant que l'emploi des autres métaux ne diminuera pas en raison de l'élévation du prix ».

Quant à la production de l'or, nous avons vu qu'elle continue à subir une augmentation des plus marquées :

Les dernières années nous donnent :

1901	394.962 kilog.
1902	445.215 —
1903	494.368 —

L'abondance des quantités extraites, toutes choses égales d'ailleurs, a tendance à diminuer le pouvoir d'acquisition de l'or et à augmenter celui de l'argent.

Par ce côté encore la cause de production tendrait à une moindre baisse dans la valeur de l'argent.

Ainsi aussi bien au point de vue de la production de l'or que de l'argent, cette première cause agirait plutôt dans le sens d'un arrêt dans la baisse de l'argent.

Digitized by Google

II. *La moindre demande relative de l'argent.* — Sur ce point il est beaucoup plus difficile d'arriver à des perspectives un peu précises : sans doute on peut toujours espérer une augmentation de la consommation industrielle du métal blanc, sans qu'il soit très facile de dire si les faits vérifient ces espérances. Pour ce qui est de la consommation monétaire, on sait que la commission américaine vient de publier son très intéressant rapport [1], et que la Chine pourrait être désormais un immense marché pour l'argent. D'autre part il est probable qu'il y aura une limitation ou une suppression de la frappe au Mexique et que la réforme monétaire en Indo-Chine viendra encore restreindre l'emploi monétaire de l'argent. Malgré de louables efforts, le courant qui entraîne les peuples vers l'étalon d'or semble bien prédominant : c'est ainsi que dans le dernier État qui se soit créé dans le domaine du droit des gens, l'État de Panama [2], c'est l'étalon d'or qui a prévalu.

Des négociations [3] ont été entreprises entre New-York et Panama pour arriver à l'établissement d'un nouveau système monétaire et une commission composée de membres des deux gouvernements a étudié la question : l'unité nouvelle monétaire du Panama est la même comme poids et titre que le dollar or américain.

Les anciennes pièces colombiennes serviront à frapper la monnaie divisionnaire de la jeune république, qui se montera à une somme de 6.000.000 de dollars. Pour maintenir la parité entre les deux monnaies un dépôt de 85 0/0 de la valeur de la monnaie divisionnaire argent sera fait dans une banque américaine. Les monnaies d'or de chaque pays seront monnaies légales dans l'autre, y compris la zone du canal. La loi du 27 juin 1904 a adopté l'étalon d'or.

Ainsi la marche vers l'étalon d'or semble se poursuivre.

Cependant on prévoit pour les années qui vont venir de nouveaux débouchés monétaires pour l'argent. C'est ainsi que le trésor des États-Unis ayant épuisé ses réserves va devenir acheteur

[1] *Report on the introduction of the Gold exchange standard into China and other silver-using countries... by the Commission on international exchange*, cité. Rapport monnaies et médailles, 1904, p. 358.

[2] Nous nous bornons à ce récent exemple, renvoyant pour le reste aux autres études de ce volume.

[3] *Ec. Européen*, 8 juillet 1904; Id., 2 septembre 1904.

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

Digitized by Google

de métal blanc : il aurait besoin de 16 millions d'onces d'argent par an.

Quoi qu'il en soit, il serait bien imprudent de hasarder une prévision fixe quelconque à l'égard de l'effet de cette cause, la demande pour emplois monétaires.

III. *L'appréciation de l'or.* — Si l'on entend par là, comme nous l'avons fait, au cours de cette étude, l'utilité économique plus grande au point de vue de son rôle monétaire que présente l'or par rapport à l'argent, on peut, semble-t-il, prévoir que cette supériorité ne saurait guère aujourd'hui diminuer. Et ainsi se trouve en quelque sorte consolidée et enregistrée la baisse de l'argent : l'ancien rapport 1 à 15 1/2 est définitivement perdu et il semble bien, comme on le voit par la politique de l'Inde et les projets pour les divers pays qui passent à l'étalon d'or, qu'un régime monétaire viable doit aujourd'hui accepter comme définitive la dépréciation de l'argent par rapport à l'or : on peut discuter sur la mesure exacte de cette dépréciation de l'argent ou de cette appréciation de l'or. Elle est à notre sens définitive et tendra à se maintenir avec quelques oscillations.

En somme, et pour conclure, la baisse de l'argent paraît momentanément arrêtée sans qu'on soit bien certain de ne pas la voir recommencer. Elle est due cependant dans une assez large part à des causes naturelles pour qu'il soit possible d'affirmer que le métal blanc accomplira sa destinée et que si l'évolution économique tend à son élimination plus ou moins complète, rien ne saurait s'y opposer : on ne commande à la nature qu'en lui obéissant.

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE

Enquête anglaise sur la monnaie, 1887-1888. *House of Commons. Sessional Papers*, 1887, n° 22; 1888, n° 45. Bibl. nat., N° 550.

BOURGUIN. — *La question monétaire et la baisse des prix*. Conférence à Lille, 1896

British Association for the advancement of science. Report of the committee for ascertaining and measuring variations in the value of the monetary standarel. Memorandum by the secretary Y Edgeworth, Londres, Bibl. nat., R. 16036, 57.

C.-G. HILL. — *Is gold any more sound as money than silver. American Journal of Politics.*, New-York, vol. III, septembre 1893.

LANDESBERGER. — *The German silver Commission. The Economic journal*, 1895, p. 95.

MEADE. — *Recent production of silver and its probable futur. Relative stability of gold and silver. Annals of American Academy*, 1899, p. 2.

NICHOLSON. — *Effects of the depreciation of silver. The Economic Journal*, 1894, p. 59.

Association nationale des porteurs français de valeurs étrangères. Rapports annuels. Circulaires sur les diverses valeurs.

Digitized by Google

Digitized by Google

LA POLITIQUE MONÉTAIRE

DES

PAYS PRODUCTEURS D'ARGENT

ET

LES CAMPAGNES BIMÉTALLISTES EN EUROPE

Par **René LAFARGE**

Le rôle de la monnaie est en même temps de servir d'intermédiaire dans les échanges et d'être une commune mesure des valeurs. Pour cette seconde fonction, une grande stabilité dans le cours des métaux précieux serait nécessaire. Une unité de mesure est d'autant plus parfaite qu'elle est plus invariable. L'étalon des longueurs a une fixité à peu près absolue, puisqu'il est une partie du méridien terrestre, qu'on peut considérer comme immuable. Pour la monnaie, il n'en est pas de même. La valeur de l'or et de l'argent varie tous les jours. Avec le système de la frappe libre, où chacun peut porter, à l'hôtel des monnaies, des lingots, et les faire frapper, la valeur du métal sous forme de monnaie subit les mêmes variations que celle du métal en lingots. Il en résulte de grandes perturbations dans les prix.

Le remède le plus simple à une telle situation serait peut-être la suppression de la frappe libre. Mais elle est si généralement pratiquée, au moins pour l'or; il est si universellement admis aujourd'hui qu'une monnaie doit être une marchandise comme les autres, qu'une critique de cette conception pourrait paraître superflue. Il n'entre du reste pas dans le cadre de cette étude d'en tenter la démonstration. Néanmoins, il est bien certain que c'est seulement en enlevant aux particuliers le droit de frappe qu'on peut donner à la monnaie une valeur plus considérable

Digitized by Google

que celle du métal qui la compose. Pour aboutir à un tel résultat, il faut permettre au gouvernement seul d'augmenter ou de diminuer la monnaie en circulation, suivant les besoins du commerce et du public.

Avec le droit de frappe libre, accordé aux particuliers, la valeur intrinsèque de la monnaie varie. Comme d'autre part sa valeur nominale reste la même et comme c'est elle qui joue le rôle d'étalon de valeur, il en résulte une hausse ou une baisse correspondante des prix qu'elle sert à déterminer. Bien des crises sont provoquées par de telles variations monétaires, indépendamment de toute cause purement économique. La politique monétaire a ainsi une influence profonde sur toute l'économie d'un pays. Il importe, avant de prendre parti, d'en bien déterminer les répercussions.

La question qui se pose en fait est celle de savoir si un État doit admettre comme étalon monétaire l'or et l'argent, ou l'un de ces deux métaux seulement. Monométallisme ou bimétallisme : tels sont les deux termes du problème. Certes il existe à peu près partout de l'or et de l'argent dans la circulation : ces deux métaux répondent à des besoins trop différents pour n'être pas indispensables l'un et l'autre. Le problème consiste à déterminer le rôle de chacun. L'argent doit-il être seulement une monnaie divisionnaire, n'ayant qu'un pouvoir libératoire limité? Faut-il l'admettre au contraire avec l'or, ou même seul, comme monnaie légale, comme étalon, avec force libératoire absolue? Tout le système monétaire d'un pays dépend de la solution donnée à ces questions.

Aujourd'hui les pays monométallistes-argent ont à peu près disparu. La lutte est circonscrite entre le monométallisme-or et le bimétallisme, c'est-à-dire, l'admission des deux métaux comme étalon. C'est ainsi que la question s'est présentée aux États-Unis, en Allemagne, en France, au Mexique et dans presque tous les pays. Le bimétallisme nécessite l'existence des deux métaux servant tous deux d'étalon, avec un rapport fixe entre eux. Ils doivent pouvoir être frappés librement et avoir force libératoire absolue.

Au premier abord, le bimétallisme semble irrationnel. De même qu'on ne conçoit pas deux unités de mesure des longueurs, de même on ne voit pas comment deux étalons de valeur peu-

Digitized by Google

vent coexister. Il y a certes un rapport entre les deux métaux; mais ce rapport n'a rien de constant, puisque la valeur de l'un et de l'autre dépend de l'offre et de la demande, la frappe étant libre. Théoriquement, dans un régime bimétallique absolu, il faudrait, quand un des métaux baisse de prix par rapport à l'autre, ajouter à chaque pièce un peu de métal. Actuellement, par exemple, si la pièce de 5 francs ne vaut que 2 fr. 50, il faudrait lui donner un poids d'argent de deux pièces de 5 francs. Cette refonte incessante de la monnaie est irréalisable dans les nations modernes; l'achat du métal entraînerait d'ailleurs pour l'État une perte considérable. Aussi, comme on l'a dit, n'y a-t-il jamais deux étalons à proprement parler. Il y a plutôt étalon alternatif. Chaque métal est étalon, quand la valeur de l'autre augmente. Lorsqu'en effet les deux métaux changent de valeur, celui qui augmente devenant la bonne monnaie, quitte le pays et c'est l'autre, le moins bon, qui reste et joue le rôle d'étalon.

Le bimétallisme, qui semble si irrationnel dans son principe, a pourtant été le régime de presque tous les principaux États dans le cours du XIXe siècle. Jusqu'en 1873, on ne peut même pas dire que cette situation ait produit de mauvais résultats : on paraît s'en être très bien accommodé!

Jusqu'en 1850, en effet, il n'y a pas eu de grandes variations dans la valeur de l'un et de l'autre métal. Le rapport 1 à 15 1/2 a toujours été à peu près le rapport réel. Depuis 1850, il y eut une baisse sensible de l'or. Mais elle ne fut pas suffisante pour précipiter les cours. D'autre part, l'argent, qui était alors la bonne monnaie, quittait le pays, et allait se perdre dans l'Inde et dans tout l'Extrême-Orient, « le tombeau des métaux précieux ».

Après 1873, la situation changea complètement. L'argent a baissé de prix et ses cours se sont précipités. L'argent a perdu aujourd'hui 60 0/0 de la valeur qu'il avait il y a trente ans[1].

L'ancien rapport 1 à 15 1/2 devrait, pour être conforme à la réalité, être transformé en 1 à 32 ou 34.

Un certain nombre de pays, pour des raisons diverses, souffrent de cet état de choses. Ils auraient intérêt à faire hausser

[1] V. à ce sujet ci-dessus B. Raynaud, *De la baisse de l'argent vis-à-vis de l'or*, p. 298.

Digitized by Google

le cours de l'argent, ou tout au moins, à en arrêter la baisse.

Les pays producteurs d'argent, comme les États-Unis et le Mexique, sont les plus directement intéressés. La baisse de l'argent préjudicie à une des principales branches de leur production nationale. Aussi ces États ont-ils fait des efforts pour rendre au métal blanc son ancienne fonction monétaire.

Ils ont été suivis par presque tous les pays de production agricole, qui ont vu dans le bimétallisme un moyen de faire hausser les prix. Ainsi, à peu près partout, se sont formés des comités ou des ligues, demandant la réhabilitation du métal argent dans l'intérêt de leur production agricole et minière. On a pensé que la crise économique, surtout agricole, qui sévissait dans beaucoup de pays, était motivée par des causes principalement monétaires, par la contraction de l'or. On espérait, par la rémonétisation de l'argent, faire hausser les prix et développer la production. Le mouvement bimétalliste a été actif surtout dans les pays où existe un parti agraire, comme en Allemagne ou en France. La France avait encore une raison toute particulière d'être bimétalliste, à cause de la quantité considérable de monnaie d'argent, qu'elle a dans sa circulation et qu'on a évaluée, en 1903, à 2.130.000.000. La Banque de France seule a, dans son encaisse, 1.100.000.000 d'argent; elle est intéressée au premier chef à la hausse du métal blanc.

Nous avons ainsi à examiner les moyens employés pour amener une hausse du métal argent. L'emploi monétaire est son plus grand débouché. Nous sommes donc conduits à étudier la politique monétaire.

Nous l'envisagerons d'abord dans les pays producteurs d'argent. Puis nous suivrons les campagnes bimétallistes en Europe. Ce sont les deux aspects du même problème, qui se présentait, d'une façon différente, suivant les pays. Il nous a fallu séparer ces études à cause des nécessités de l'exposition. Mais, à vrai dire, on trouve un lien très étroit entre l'agitation monétaire en Amérique et le mouvement bimétalliste en Europe. Non seulement ils ont eu le même caractère; mais le plus souvent celui-ci a été déterminé et provoqué par celle-là. La question a eu d'ailleurs un caractère international très marqué, dont les diverses conférences sont les principales manifestations.

Digitized by Google

PREMIÈRE PARTIE

LA POLITIQUE MONÉTAIRE DES PAYS PRODUCTEURS D'ARGENT.

CHAPITRE PREMIER

Aspect général du problème.

Les propriétaires de mines d'argent sont les plus directement intéressés à la cause du bimétallisme. Si en effet quelques États, ou mieux tous les États du globe, ouvraient leurs hôtels de monnaie à la frappe libre de l'argent, en donnant à ce métal force libératoire absolue, avec l'ancien rapport 1 à 15 1/2, il est bien évident que, du jour au lendemain, la valeur intrinsèque de l'argent subirait une hausse sensible. A 30 deniers l'once, les mines d'argent réalisent déjà de beaux bénéfices. On peut songer, à ce que seraient les bénéfices et à la poussée énorme que recevrait l'industrie argentifère, si l'argent atteignait son ancien cours de 60 deniers et plus.

Avec le bimétallisme, l'argent en barres a toujours la même valeur que l'argent-monnaie, puisqu'on peut toujours le faire transformer en monnaie. Dès qu'on arrête la frappe de l'un des métaux, il n'y a plus identification entre les deux valeurs.

L'argent-métal a une valeur moindre que celle de la monnaie. Le propriétaire de lingots ne pourra les vendre que leur prix marchand, c'est-à-dire, une somme inférieure. Avec la frappe libre, l'argent a une situation à part parmi les productions : le débouché en est toujours assuré. Avec le monométallisme or, l'argent devient une marchandise, comme les autres, soumise à toutes les fluctuations du marché.

Digitized by Google

Or les deux pays qui produisent le plus d'argent sont les États-Unis et le Mexique[1].

C'est pour cela qu'aux États-Unis, certains États, en particulier ceux des Montagnes Rocheuses, ont été argentistes, dès le début. Les mesures préconisées ont eu surtout pour but de faire hausser le prix de l'argent par des achats périodiques de métal blanc.

Au Mexique, la production argentifère joue un rôle plus considérable encore. La plus grande partie des exportations sont les exportations de métal-argent, qui est vraiment une production nationale, qu'il faut protéger. Le Mexique, en effet, exporte chaque année environ 60 millions de piastres de métal argent, soit plus du tiers du total de ses exportations. Or l'argent n'est pas une marchandise ordinaire. Son principal débouché consiste dans des emplois monétaires. Le moyen le plus efficace d'augmenter la demande d'argent est donc de modifier la politique monétaire.

Mais il est bien évident que l'idée de protection des propriétaires d'argent ne suffirait pas pour provoquer une agitation, comme celle qui a eu lieu en Amérique. La cause des propriétaires de mines et même celle des ouvriers mineurs, si intéressante soit-elle, ne vaudrait pas une modification profonde du régime monétaire. Il a fallu d'autres raisons ou au moins d'autres prétextes.

Aux États-Unis, on trouvait certains États qui n'avaient même pas de circulation métallique, mais seulement du papier-monnaie, des greenbacks. Ils se trouvaient très bien de cette situation qui faisait hausser les prix. Pour eux, les prix des marchandises variaient en raison de la masse monétaire existant dans le pays. Non seulement ils n'étaient pas monométallistes or, mais encore ils n'auraient pas voulu la reprise des paiements en espèces. En tout cas, ces inflationnistes, comme on les appelait, étaient tout disposés à prendre part à la campagne argentiste. L'argent, étant une monnaie dépréciée, devait faire hausser les prix. Ils le préféraient à l'or. Les partisans des greenbacks, après la reprise des paiements en espèces, devinrent ainsi tout naturellement argentistes, ou plutôt bimétallistes.

[1] V. ci-dessus Paulier, *La production de l'argent*.

Digitized by Google

Aux propriétaires de mines et aux inflationnistes, il faut ajouter les protectionnistes de tous ordres. Comme le disait spirituellement l'un des délégués des États-Unis à la conférence monétaire de 1881 : « les Américains peuvent être des égoïstes, mais vous ne ferez croire à personne qu'ils sont des imbéciles. Ils seraient des imbéciles, s'ils poursuivaient l'intérêt exclusif des producteurs d'argent. C'est leur production agricole qui est tout; la production du métal argent n'est rien pour eux. A elle seule, la récolte du maïs vaut, aux États-Unis, trente-six fois autant que le produit des mines d'argent ».

Les protectionnistes étaient nombreux surtout dans les régions agricoles de l'Ouest et du Sud, qui souffraient de la baisse des prix. On leur expliquait qu'avec le bimétallisme, les prix remonteraient et la prospérité reviendrait. Il faut ajouter aussi que le parti de l'argent, surtout dans la campagne présidentielle de 1896, fit souvent appel à tous les sentiments démagogiques. L'étalon d'or, disait-on, mettait le pays sous la dépendance de l'étranger, en particulier de l'Angleterre. D'autre part, il faisait baisser les salaires.

Les partisans de l'étalon d'or se recrutaient surtout parmi les banquiers et les commerçants et parmi tous ceux qui ne croyaient pas à la nécessité d'une protection agricole ou du moins qui ne voyaient pas comment une mauvaise monnaie protégerait l'agriculture, le change étant à peu près au pair. La question devint surtout politique et les anti-argentistes surent y mêler habilement une idée d'honneur national. Payer en argent les obligations fédérales et les intérêts qu'elles produisent, c'était répudier une partie de la dette.

La question fut violemment discutée. Elle dut être résolue, au milieu de crises financières incessantes.

Au Mexique, il en fut tout autrement. On voulait encourager la production de l'argent. D'autre part, on désirait protéger l'agriculture et l'industrie nationales. Alors se posa la question du change, qui est tout le problème monétaire au Mexique. Il faut, sinon ramener le change aux environs du pair, au moins lui donner une grande fixité. Le Mexique accomplit sa réforme pendant une période de paix extérieure et intérieure en même temps que de prospérité financière. Il n'a pas eu à traverser de violentes crises, comme celle de 1893 aux États-Unis. La

Digitized by Google

transformation s'opère doucement, presque sans opposition.

Aux États-Unis, il s'agit surtout de combattre la théorie quantitative qui se trouve au fond de toutes les convictions argentistes. Au Mexique, il s'agit surtout de stabiliser le change.

Tels sont les principaux intérêts en jeu dans les pays producteurs d'argent. C'est de là qu'est partie toute l'agitation bimétalliste. Il est nécessaire d'énumérer rapidement les diverses phases de la politique monétaire des deux Républiques de l'Amérique du Nord et de voir comment toutes deux ont successivement passé à l'étalon d'or.

Digitized by Google

CHAPITRE II

La politique monétaire des États-Unis.

La loi de 1792 établit aux États-Unis le double étalon, avec le rapport de 1 à 15 (371 1/4 grains d'argent fin = 24,745 grains d'or). Outre les dollars américains, avaient encore cours légal, aux États-Unis, plusieurs autres monnaies et surtout les dollars d'argent d'Espagne, qui étaient reçus d'après leur valeur monétaire. Jusqu'en 1853, les principales monnaies en circulation furent les dollars espagnols et hispano-américains d'argent et leurs fractions : le public préférait même, au moins jusqu'en 1825, le dollar espagnol.

En 1834, après l'exploitation des mines d'or d'Alleghany Range, les États-Unis s'aperçurent de la fuite de leur or, leur rapport 1 à 15 étant inférieur à celui de la plupart des États de l'Europe, qui avaient à l'imitation de la France, adopté 1 à 15 1/2. On établit alors le rapport 1 à 16. Les dollars argent furent, par suite, exportés et la circulation américaine fut presque exclusivement d'or (le dollar or ne contenait plus que 23-22 grains de métal fin).

En 1853, les monnaies divisionnaires d'argent américaines furent ramenées à un poids inférieur, pour rétablir le rapport 1 à 15, de façon à prévenir les exportations d'argent. Leur pouvoir libératoire fut de plus limité à 5 dollars. En 1857, le pouvoir libératoire des monnaies étrangères fut aussi réduit et bientôt elles cessèrent de circuler.

Dans l'intervalle, la découverte des mines d'or de Californie avait eu pour résultat de rendre en fait l'or seul étalon monétaire, sans qu'on ait eu besoin de démonétiser l'argent par voie légale. Il y avait aussi en circulation de très nombreux billets, émis par des banques (Sociétés privées sous le con-

Digitized by Google

trôle des divers États). Mais bientôt, par suite de la guerre de Sécession, en décembre 1861, les banques d'émission suspendirent leurs paiements, et leurs billets tombèrent en discrédit. La loi du 25 février 1862 autorisa l'émission de billets du Trésor « greenbacks » avec cours forcé. En 1864, on transforma le régime des banques, qui devaient dépendre, non plus des gouvernements confédérés, mais du gouvernement fédéral : leurs billets, garantis par des obligations fédérales, auraient cours forcé comme les greenbacks.

L'intérêt des obligations fédérales devait être payé en espèces. Pour se les procurer, alors que la circulation intérieure était presque entièrement de papier, on exigea les droits de douane en espèces métalliques; ils pouvaient être payés en or ou en argent; en fait, ils furent payés en or et naturellement les intérêts de la dette publique furent acquittés dans la même monnaie. Le surplus du produit des douanes était employé à faire rentrer des greenbacks.

Les porteurs de la dette américaine, surtout en Europe, redoutaient de voir leur dette remboursée en greenbacks; rien ne leur garantissait le paiement en espèces. Leur crainte était d'autant plus fondée qu'il existait un parti assez fort, favorable au maintien des greenbacks, qui espérait, par une grande abondance de monnaie, augmenter la richesse nationale. C'est la thèse inflationniste, soutenue par une grande partie des démocrates. Ce parti fut battu aux élections de 1868 et la loi du 14 juillet 1870 spécifiait formellement que les *dettes seraient remboursables dans la monnaie ayant alors caractère d'étalon légal* et que les intérêts en seraient payés, deux fois l'an, en cette même monnaie.

En 1873, on vota un *nouveau Code monétaire,* dans lequel on introduisit subrepticement l'étalon d'or. On restreignit la frappe de l'argent et on « limita le plein cours légal de *toutes* les pièces d'argent, y compris les dollars d'argent existants, qui, de concert avec les dollars espagnols d'argent, avaient eu plein cours légal depuis la fondation de la République ».

Ainsi en fait la dette fut payée en or. C'est seulement trois ans plus tard que le public s'aperçut vraiment de la réforme et surtout de son importance. En juin 1876, on constitua une commission de l'argent, qui devait rechercher s'il n'y avait pas lieu de remonétiser le métal blanc; Cernuschi dont les convictions bimé-

Digitized by Google

tallistes étaient bien connues, prit part à ses travaux. Il demandait la réunion d'un congrès monétaire international pour trancher la question du bimétallisme et fixer le rapport légal des deux métaux. Le rapport de la commission fut favorable à la remonétisation de l'argent. M. Bland, démocrate, membre de la commission, déposa un bill rétablissant le plein cours légal des dollars d'argent, et la frappe libre. Il fut voté à la Chambre des représentants, le 5 novembre 1877, par 163 voix contre 34.

Une opposition très vive se manifesta. Le président Hayes semblait disposé à user de son droit de veto. Dans son message du 3 décembre 1877, il se prononçait contre la remonétisation de l'argent et déclarait que la dette fédérale était payable en or.

Les deux partis employèrent les vacances de Noël à une campagne d'agitation. De grands meetings eurent lieu, les uns favorables, les autres hostiles à la réforme. Les États du Sud et de l'Ouest étaient en général favorables, tandis que les États de l'Est, celui de New-York en particulier, étaient hostiles. Ces derniers demandaient « le loyal paiement de la dette ». Les Banquiers de New-York n'hésitèrent pas à agir par le fait : ils formèrent une *liste noire*, de tous les chefs de maison de l'Ouest favorisant le silver movement, résolus à leur refuser toute avance d'argent ultérieure. Ils ne prêtèrent aux États et aux villes de l'Ouest que sur l'engagement formel de rembourser en or.

Malgré tous les efforts, le Bland bill fut adopté par le Sénat le 13 février 1878, et devint l'act to authorise the coinage of the standard silver dollar and to restore its legal tender character du 28 février 1878.

La campagne avait eu pourtant son effet. Au lieu d'admettre la frappe libre et illimitée de l'argent, on décida seulement la frappe de deux millions de dollars d'argent par mois. De plus on enjoignait au Président des États-Unis de prendre des mesures pour la réunion d'une conférence internationale.

Le rapport légal antérieur, 1 à 16, était rétabli, plus exactement 1 à 15,998.

Conformément au vote du Congrès, sur l'initiative des États-Unis, se réunit la conférence de 1878; elle ne put aboutir par suite de l'opposition de l'Angleterre et de l'absence de l'Allemagne. Nous l'étudierons plus loin, en parlant des conférences internationales.

Digitized by Google

Après le Bland bill et l'échec de la conférence de 1878, l'agitation monétaire continua : comme tous les compromis, le Bland bill ne contentait personne. On reprenait les paiements en espèces le 1er janvier 1879 ; mais cette reprise était plus nominale qu'effective. L'habitude de se servir de billets était trop forte pour qu'on y renonçât aussi facilement.

La campagne était continuée par les producteurs d'argent, qui désiraient obtenir à tout prix une hausse de ce métal et par les inflationnistes qui s'opposaient à la reprise des paiements en espèces. Ils voulaient maintenir les greenbacks, en émettre de nouveaux, si c'était nécessaire et frapper de l'argent, qui était aussi de la monnaie dépréciée. Mais le public ne recevait qu'avec difficulté les dollars d'argent.

D'ailleurs, après le Bland bill, l'opinion fut désappointée par le peu de résultats obtenus. C'est à peine s'il y eut une hausse sensible de l'argent. Aussi brusquement, fit-on volte-face.

Le ministre des Finances, M. Shermann, essaya de résister au silver movement ; il augmentait chaque jour les réserves d'or et préparait la reprise effective des paiements en espèces. Les élections au congrès envoyèrent une majorité qui lui était favorable. Les principaux partisans du Bland bill ne reparaissaient pas. La prime de l'or avait d'ailleurs diminué et la transition devenait ainsi beaucoup plus facile.

En 1880, les affaires des États-Unis s'étaient beaucoup améliorées. En 1877, 78 et 79, les récoltes avaient été assez mauvaises en Europe. Il en résulta une augmentation des exportations américaines et une balance du commerce favorable. Aussi les États-Unis n'exportèrent-ils pas, comme auparavant, les 4/5 de leur production argentifère et aurifère. Ils la conservèrent et mirent en réserve l'or qui leur fut apporté. Voici les résultats sur la circulation monétaire, d'après le rapport de M. Shermann :

Au 1er janvier 1879, il existait aux États-Unis:

Or.....	278.310.126	dollars.
Argent.....	106.573.803	—
Total.....	384.883.929	—

Au 1er janvier 1880 :

Or.....	453.882.692	—
Argent.....	158.320.911	—
Total.....	612.203.603	—

Digitized by Google

Le stock monétaire avait donc augmenté dans des proportions considérables.

Malgré cette ère de prospérité, les États-Unis souffraient de l'argent que le Bland bill autorisait à acheter. Les caves des banques s'emplissaient tous les mois de deux nouveaux millions de dollars d'argent. La circulation n'en voulait pas et ce métal n'était utilisé que sous la forme de certificats d'argent.

Presque tous les ans, le président de la République, dans son message, et le secrétaire du Trésor, dans ses rapports, demandaient l'abrogation du Bland bill. Le président Arthur disait en 1884 : « L'adoption de l'argent, comme étalon, occasionnerait, dans notre commerce comme dans notre crédit public, des perturbations dont il est difficile de mesurer l'étendue et la violence ». En 1886, le président Cleveland critiquait directement le Bland bill : « Il semble parfaitement inutile de bâtir des voûtes pour emmagasiner l'argent, lorsque la seule raison d'être de son monnayage, se trouve dans la nécessité de conserver sa circulation ». L'argent s'entassait en effet, toujours dans les banques. Dans la crainte d'une crise, les banques avaient aussi réuni beaucoup d'or.

Le Gouvernement avait ainsi une politique à tendance très nettement monométalliste or. Les silvermen essayèrent cependant de revenir à la charge. En avril 1886, M. Bland tenta de faire proclamer le libre monnayage du dollar argent. Sa proposition fut rejetée. Quelques mois plus tard, le 10 juillet, la bataille s'engagea de nouveau sur une proposition de M. Morrisson, député de l'Illinois. Il s'agissait d'employer une partie de l'argent en réserve dans les banques au service de la dette fédérale. La proposition fut votée, mais le président de la République ne la signa pas.

Jusque-là, on avait frappé des trade dollars, destinés à remplacer les piastres mexicaines en Extrême-Orient. En 1887, on en ordonna le retrait et on les remplaça par des standard dollars, mais qui ne devaient pas entrer en déduction des deux millions de dollars de la loi de 1878.

Bientôt, pour répondre à un vœu émis par le Sénat, le président envoya en Europe M. Edward Atkinson, dans le but de rechercher s'il y avait chance d'arriver, par voie d'entente internationale, à l'établissement d'un rapport fixe entre la valeur de

Digitized by Google

l'or et celle de l'argent, avec libre monnayage des deux métaux; M. Atkinson montra l'évolution des États-Unis à éliminer le papier-monnaie et à avoir une circulation uniquement métallique. Il fit valoir d'autre part la grande dépréciation dont le métal argent avait été l'objet, surtout en Europe. Il ajoutait que le consentement des États-Unis serait beaucoup plus difficile à obtenir plus tard. Car « ils ne sacrifieraient probablement pas la position très avantageuse qu'ils ont prise sur cette base même, alors qu'il ont établi leur système monétaire, d'une façon absolue, sur une réserve de métal couvrant le papier, presque dollar pour dollar et consistant surtout en monnaie d'or ». Le rapport de M. Atkinson parut en 1888 ; mais sa mission ne put aboutir à aucun résultat. Il fut impossible de réunir une conférence internationale.

Malgré cet échec, l'agitation argentiste reprit. On disait que la production de l'or diminuerait et on entreprenait une campagne pour étendre le Bland bill. Le Président Harrisson n'y était pas absolument opposé. Il disait, dans son message de décembre 1889 : « Les prédictions fâcheuses qui avaient accompagné la frappe et l'emploi de l'argent ne se sont pas réalisées. En tant que monnaie, il n'est pas entré dans la circulation et le trésor public a dû l'emmagasiner. Mais cela tient manifestement à ce que le papier qui lui a été substitué a paru d'un usage plus commode. Les certificats d'argent ont été généralement acceptés et employés. Cela montre que l'argent n'est pas autrement discrédité ».

Cependant l'argent baissait toujours. En 1878, il valait 54,31 pence; en 1889, il était tombé à 42,42 pence. Le 1er novembre 1889, il y avait dans la circulation 60.098.480 dollars, moins d'un par habitant. La somme emmagasinée atteignait 283.539.521 dollars, sur laquelle 277.319.944 étaient représentés par des certificats d'argent circulant dans le public.

En 1890, le secrétaire du Trésor, M. Windom, déposait même le projet suivant : « Ouvrir les Monnaies des États-Unis aux libres dépôts d'argent : la valeur au cours du jour du dépôt en sera payée aux déposants en billets du Trésor. Ces billets du Trésor seront remboursables, soit en argent, au cours du jour du remboursement, soit en or, au choix du Gouvernement[1] ».

[1] Ce projet fut repris et discuté lors de la conférence de Bruxelles, ainsi que nous aurons l'occasion de le dire plus tard.

Digitized by Google

La lutte fut assez vive autour de ce projet, et, comme en 1878, on arriva à une transaction qui devint la loi du 14 juillet 1890, ou Sherman act, qui entra en vigueur le 13 août 1890.

Daprès cette loi, le secrétaire du Trésor devait acheter chaque mois 4.500.000 onces d'argent au prix du marché, tant que le prix serait inférieur à 129,29 cents l'once. Il devait émettre des billets du Trésor contre les achats, ces billets devant avoir un pouvoir libératoire illimité et pouvant faire partie des réserves ou encaisses des banques. Jusqu'au 1er juillet 1891, deux millions d'onces par mois de cet argent seront convertis en dollars. Pour exécuter la loi, le Trésor publia l'avis suivant : « A partir du 13 août, le Trésor recevra des offres d'argent en lingots, par quantité minima de 10.000 onces, à livrer franco de tous frais aux hôtels des monnaies désignés. Le Trésor se réserve le droit d'accepter ou de refuser les offres faites à son choix. Les achats, faits par le Trésor, seront payés en billets de cette administration. Les lingots ne doivent pas dépasser un poids maximum de 1.200 onces par lingot. Le Trésor n'acceptera pas d'espèces monnayées, sauf toutefois les monnaies anciennes des États-Unis, détériorées ou hors cours ».

De cette législation, le prix de l'argent reçut à peine une chiquenaude, selon l'expression de M. Shaw. Le 1er juillet, l'once valait 1 dollar 046; le 14 : 1 dollar 08; le 13 août 1 dollar 13; le 3 septembre 1 dollar 21. Puis la baisse recommença et naturellement les argentistes reprirent leur campagne. En janvier 1891, le Sénat adopta même un bill édictant la frappe illimitée de l'argent.

Sur ce vote, grand émoi dans les communautés commerçantes de New-York, Boston, Chicago et Philadelphie, etc... On organisa des meetings et on envoya des protestations et des délégations à la Chambre des représentants. On nomma même un comité d'enquête qui reçut des dénonciations contre des silvermen qu'on accusait d'avoir spéculé.

Mais voici que, dans certains États, comme le Kansas, et le Nebraska, la nouvelle législation amène des résultats assez imprévus. L'argent y est considéré comme encombrant et peu pratique : le public n'en admet pas l'usage. Aussi, dans tous les contrats à longue échéance, comme l'hypothèque, il est stipulé que le remboursement se fera en or, c'est-à-dire, en monnaie d'or

Digitized by Google

des États-Unis du titre, du poids et de la finesse actuellement fixés, ou en son équivalent. Ceux qui n'acceptent pas cette condition ne trouvent pas de prêteurs. La pratique aboutit donc toujours à l'étalon d'or.

Pendant cette longue lutte entre les argentistes et les partisans de la saine monnaie, la question avait un peu changé de face. Elle n'était plus simplement économique : elle était aussi devenue politique. C'était la lutte pour le pouvoir des deux grands partis démocrates et républicains. Le bill Mac-Kinley, au sujet du tarif protecteur, avait été une victoire républicaine. Comme le protectionnisme et le bimetallisme semblaient devoir marcher de pair, les démocrates, comprenant les États producteurs d'argent et les États agricoles de l'Ouest et du Sud, inflationnistes, devinrent tout naturellement bimetallistes. Et de fait le bill Mac-Kinley devait faire des mécontents et provoqua une réaction anti-républicaine. Aussi les élections de 1891 amenèrent-elles à la Chambre des représentants une majorité de démocrates. On essaya de faire adopter par le congrès le principe de la frappe libre de l'argent. Le Sénat avait déjà voté un bill en ce sens. La majorité de la Chambre des représentants semblait acquise : la réforme paraissait ainsi à la veille d'aboutir. C'est dans ces conditions que s'ouvrit le 22 mars 1892, un grand débat monétaire à la Chambre des représentants. Nous n'entreprendrons pas d'en rendre compte, non plus que d'analyser les nombreux et interminables discours qu'on y entendit. Cela a été trop souvent raconté pour que nous insistions à notre tour. Les orateurs furent extrêmement violents. Après des débats d'une confusion et d'une agitation sans pareilles, le speaker, convaincu qu'il n'obtiendrait pas la majorité, déclara que la Chambre n'était pas en nombre et ajourna les débats *sine die*, c'est-à-dire, que, d'après le règlement de la Chambre, ils ne pouvaient pas être repris dans la présente session. On fit bien dans la suite quelques tentatives pour ranimer la proposition ; elles ne purent aboutir.

Cependant, le 8 avril, un député démocrate Springer soumit à la Chambre une proposition de conférence internationale à Chicago. Le président Harrisson proposait de même aux États européens une conférence internationale. Mais ces propositions n'avaient qu'un but : avoir une influence sur l'élection présidentielle.

Digitized by Google

Celle-ci eut lieu à l'automne de 1892 et Grover Cleveland fut élu. C'était un rude coup porté au parti de l'argent, dont Cleveland était un ennemi déclaré.

Nous arrivons ainsi à l'année 1893, qui marque une date dans la question monétaire : c'est l'année de la conférence de Bruxelles, de la réforme monétaire aux Indes et de l'abrogation du Shermann act.

La conférence de Bruxelles fut réunie sur l'initiative des États-Unis. Jamais une entente internationale ne fut si proche d'aboutir. L'opposition de l'Angleterre fit encore une fois tout échouer.

Le Gouvernement de l'Indé, voyant qu'une entente internationale était désormais chose impossible, réalisa tout seul sa réforme monétaire et suspendit la frappe libre de l'argent.

Le contre-coup de la réforme indienne fut énorme aux États-Unis, où il se produisit un véritable cataclysme financier. Le prix des matières premières et toutes les valeurs baissaient : or il y a 15 ou 20 millions de titres américains placés en Europe. Les banques tombaient comme des châteaux de cartes : il y eut dix mille faillites en huit mois. Les mesures monétaires antérieures, et surtout le Shermann act, avaient apporté un trouble profond dans la circulation. D'autre part, le président Cleveland et la majorité, d'après les nouvelles élections, étaient très nettement monométallistes or. Qu'allait-on faire des stocks énormes d'argent, entassés dans les banques ?

Le 7 août, la session parlementaire s'ouvrait à Washington. Le lendemain, on lisait le message du président, qui était très catégorique sur la question monétaire : « Le peuple des États-Unis a le droit d'avoir une monnaie de bon aloi et stable, reconnue comme telle dans toutes les Bourses et sur tous les marchés du monde. Le Gouvernement des États-Unis n'a pas le droit de nuire au peuple par des expériences financières contraires à la pratique et à la politique des autres États civilisés ; il ne serait pas raisonnable de laisser une confiance exagérée et irrationnelle dans notre force et nos ressources nationales, mettre en péril le bon aloi de la monnaie du peuple américain ». En conséquence, le Gouvernement demandait l'abrogation du Shermann act. Après un débat des plus confus, où l'on entendit plus de deux cents discours, la Chambre des représentants vota la proposition

Digitized by Google

à une très grosse majorité. Le Sénat l'admettait aussi, quoique avec une majorité moindre, et le Shermann act était enfin abrogé en novembre 1893.

Les achats d'argent, faits en vertu du Bland bill et du Shermann act, ont été considérables. Pendant douze ans (1878-1890), on a achèté deux millions de dollars d'argent par mois et, pendant près de quatre ans (1890-1893), 4.500.000, ce qui fait un total de plus de 400 millions de dollars.

En 1878, il n'y avait, pour ainsi dire, pas d'argent en circulation. Nous ne nous occupons pas naturellement des monnaies divisionnaires.

En 1879, on trouve, dans la circulation :

11.000.000 de dollars d'argent,
et 12.000.000 de certificats d'argent.

En 1893, ces chiffres sont de :

1) 419.332.777 dollars d'argent,
dont 57.869.589 en circulation,
et 361.463.188 dans les banques;
et de 2) 334.584.504 en certificats d'argent.

Malgré ces échecs successifs, les silvermen ne désarmèrent pas. Ils étaient encore, malgré tout, assez puissants à la Chambre des représentants et au Sénat. Les hostilités recommencèrent dès l'année 1894. La crise financière des États-Unis n'était pas complètement terminée : dans le premier trimestre de cette année, il y eut encore 3.959 faillites. Le président Cleveland avait peut-être agi trop vite et une réaction trop forte contre les idées dominantes auparavant devait amener une réaction contraire. Mais ce qui releva surtout l'ardeur des silvermen, c'est que la campagne bimétalliste commençait en Europe. L'agitation devenait générale et on pensait qu'une solution de la question monétaire n'était possible que par une entente internationale.

M. Bland avait déposé un bill prescrivant la frappe de 288.947.422 millions de francs en dollars d'argent et une émission de certificats d'argent pour une somme équivalente. Le bill fut voté et à la Chambre des représentants et au Sénat.

Digitized by Google

La revanche avait été prompte. Mais le commerce et la banque s'émurent. La Chambre de commerce de New-York intervint sans retard et le président opposa son veto. Après le veto du président, un bill ne peut être adopté que s'il réunit dans les deux Chambres les deux tiers des voix. Il ne les obtint pas.

Les silvermen répondirent au veto du président par une proposition de libre frappe de l'argent. Le Sénat vota même une résolution du sénateur Lodge du Massachusetts, invitant le Gouvernement à négocier avec le Mexique pour obtenir l'autorisation de frapper en dollars mexicains, à l'hôtel des monnaies des États-Unis, l'argent en barres américain. Mais ces propositions n'eurent pas de suite et la lutte continua entre le président et le congrès.

La circulation de papier approchait de 6 milliards. Les 5/6 de cette circulation se composaient de papier-monnaie, émis directement par le Trésor américain. Cette circulation de papier n'était pas réductible, puisque tout billet qui rentrait au Trésor devait être remis en circulation. Le président, au début de 1895, présenta un projet de loi pour la réforme de la circulation fiduciaire et des banques; le congrès le repoussa.

Bientôt le congrès invita le président à provoquer une nouvelle conférence monétaire. Les États-Unis enverraient 9 délégués : 6 désignés par le congrès, 3 par le président. Le congrès désigna cinq bimétallistes fougueux. Mais le président ne se pressa pas, convaincu qu'on allait encore au devant d'un échec.

Il essaya même d'une combinaison assez ingénieuse pour faire comprendre la nécessité de l'étalon d'or. Il conclut avec un groupe de banquiers un emprunt de 60 millions de dollars en un 4 0/0 qu'il négocia avec une légère prime, à un cours qui représentait à peu près une charge de 3 3/4 pour le Trésor. Cet emprunt, émis conformément à un ancien vote du congrès, était payable capital et intérêt en métal. Le groupe acheteur s'obligeait en même temps à accepter, au lieu de ce 4 0/0, un 3 0/0 au pair, à condition qu'il fût assuré payable en or. Cette seconde combinaison eût assuré aux États-Unis une économie de 16 millions de dollars : elle n'en fut pas moins rejetée par le congrès.

Pour éclairer le public, que ces questions monétaires passionnaient, Cleveland prit l'initiative d'une campagne particulière

Digitized by Google

dans l'État de Tennessee, dans l'Illinois, le Missouri, le Nebraska, l'Indiana, le Iowa, le Kentucky, etc...

Bref, dans le premier semestre de 1895, les affaires reprenaient un peu.

Les silvermen, las d'attendre la réunion d'une conférence internationale, demandaient la reprise de la frappe illimitée de l'argent, avec l'ancien rapport de 1 à 16 (1 à 15,998).

L'élection présidentielle devait avoir lieu à l'automne 1896. On sentait qu'elle serait capitale dans la question monétaire et dès l'année précédente commençait l'agitation. Les deux partis étaient très décidés et la victoire paraissait indécise. Aussi est-ce avec un acharnement sans exemple que se poursuivit cette lutte célèbre et si connue qu'on a appelée la bataille des étalons (battle of standards).

Dès l'automne 1895, ce fut une profusion de journaux, de brochures, de caricatures, de chansons pour et contre l'argent. Partout, ce n'était que conférences dans un sens ou dans l'autre; des conventions se réunissaient un peu partout et les deux partis s'organisaient. Dans certains États de l'Ouest, régnait un véritable fétichisme pour l'argent. Les partisans d'une monnaie saine, les sound money men, agissaient aussi depuis le début de 1895. On appella le bill de 1873, « le crime de 1873 ». Le président Cleveland fut qualifié par un sénateur d'instrument de Wall street, c'est-à-dire des banquiers de New-York. M. Raphaël-Georges Lévy a très bien décrit cette campagne avec tous ses excès[1].

Deux questions préoccupaient alors l'opinion, celle du tarif et celle de la monnaie. La candidature de Mac-Kinley aurait dû porter le débat surtout sur le protectionnisme; il n'en fut rien. La question monétaire avait pris une telle place aux regards de l'opinion publique que tout disparaissait devant elle. La plateforme démocratique elle-même disait : « Jusqu'à ce que la question monétaire soit réglée, nous nous opposons à tout changement dans notre législation douanière ». Au point de vue monétaire, le parti démocrate était très nettement bimétalliste. La convention de Chicago choisit comme candidat, M. Bryan, qui la

[1] V. Raphaël-Georges Lévy. A la veille d'une élection présidentielle, *Rev. des Deux-Mondes*, 16 août 1896.

Digitized by Google

veille encore était tout à fait inconnu et ne dut d'être choisi qu'à la violence de son discours.

La plate-forme de Chicago était très nette sur la question monétaire. Elle disait : « Reconnaissant que la question monétaire est aujourd'hui la plus importante de toutes, nous rappelons que la constitution désigne en même temps l'or et l'argent comme étant les métaux monétaires des États-Unis et que la première loi de frappe, votée par le congrès après l'établissement de la constitution, fit du dollar argent l'unité monétaire et n'admit la libre frappe du dollar d'or qu'à un taux déterminé sur la base du dollar argent.....

« Nous sommes inaltérablement opposés au monométallisme qui a paralysé la prospérité de toute la communauté industrielle. Le monométallisme or est une politique anglaise : en l'adoptant, d'autres nations sont devenues les esclaves financières de Londres. Elle n'est pas seulement non américaine, elle est antiaméricaine; elle ne saurait être imposée aux États-Unis qu'en étouffant cet esprit et cet amour de la liberté qui nous a fait proclamer notre indépendance politique en 1776 et la conquérir dans la guerre de la Révolution.

« Nous demandons la frappe libre et illimitée de l'or et de l'argent au rapport actuel de 16 à 1, *sans attendre l'aide ni le consentement d'aucune autre nation.* Nous demandons que le dollar d'argent étalon ait pleine force libératoire, à l'égal de l'or, pour toutes dettes publiques et privées. Nous sommes partisans d'une législation qui empêche à l'avenir les démonétisations d'aucune monnaie libératoire par des contrats particuliers ».

Ainsi le parti démocrate était bimétalliste national, partisan du bimétallisme aux États-Unis indépendamment de toute entente internationale. Le parti républicain au contraire était favorable à l'étalon d'or; mais il ne répudiait pas en principe le bimétallisme international. Voici du reste comment s'exprimait à ce sujet la convention de Saint-Louis dans la plate-forme républicaine du 18 juin :

« Le parti républicain est sans restriction favovable à la monnaie saine. C'est lui qui a fait passer la loi de reprise des paiements en espèces de 1879; depuis cette époque, chaque dollar a valu de l'or. Nous sommes absolument opposés à toute mesure calculée en vue de déprécier notre étalon ou de porter atteinte

Digitized by Google

au crédit du pays. Nous sommes donc hostiles à la libre frappe de l'argent autrement qu'en vertu d'un arrangement international avec les principaux peuples commerçants du monde. Nous nous engagons à appuyer un arrangement de ce genre. Mais jusqu'à ce qu'il puisse être conclu, l'étalon d'or doit être conservé tel qu'il existe. Toute notre circulation d'argent et de papier doit être maintenue à la parité de l'or. Nous sommes en faveur de toute mesure de nature à maintenir, d'une façon inviolable, les obligations des États-Unis et leur monnaie, qu'elle soit de métal ou de papier, à l'étalon actuel, qui est celui des nations les plus éclairées du monde ».

Les républicains étaient donc partisans d'une entente internationale, si elle est possible, et ils s'engageaient à l'appuyer.

Après cette lutte acharnée, la victoire appartint au parti républicain. Mac-Kinley fut élu président de la République, le 3 novembre 1896, par 280 voix contre 167. Le parti argentiste ne considérait pas sa défaite comme définitive et M. Bryan disait dans son manifeste après l'élection : « Les partisans du bimétallisme ne sont pas vaincus. Jusqu'à ce qu'il leur soit prouvé qu'ils sont dans l'erreur, ils continueront à lutter contre l'étalon d'or... L'année 1900 n'est pas loin. D'ici là, l'illusion du bimétallisme international se sera évanouie. Les démocrates, partisans de l'or, deviendront bimétallistes et seront avec nous... car les républicains sont nos ennemis déclarés. Le peuple américain sera prêt alors à demander la frappe libre et illimitée de l'or et de l'argent, dans le rapport de 16 à 1, sans attendre l'aide ou le consentement d'aucune autre nation ».

M. Bryan considérait donc la victoire de Mac-Kinley, non pas comme la victoire du monométallisme or, mais comme celle du bimétallisme international, qu'il traitait d'illusion.

Mac-Kinley du reste, en arrivant au pouvoir, n'oublia pas ses engagements et il y eut alors, sur son initiative, un essai très sérieux d'entente internationale. Dans son message, le président déclarait que la question du bimétallisme international serait sans délai l'objet de sa sérieuse attention et que son effort constant tendrait à le réaliser avec le concours des autres grandes nations commerciales. Le comité directeur des sénateurs républicains, demanda qu'on soumît au congrès, dans sa session actuelle, un projet de loi dans le but de réunir une conférence internationale

Digitized by Google

des principales nations commerciales du monde pour l'établissement du bimétallisme. Le Sénat, par 46 voix contre 4, et la Chambre des représentants, par 279 contre 3, votèrent en janvier 1897 un bill autorisant le président de la République à convoquer une conférence monétaire internationale et à nommer les commissaires américains.

Mac-Kinley pensa avec raison qu'il fallait, avant de réunir la conférence, trouver une base d'entente. Aussi désigna-t-il M. Wolcott, sénateur, avec mission de pressentir les chefs du mouvement bimétalliste en Angleterre, en France et en Allemagne. Il vint d'abord à titre officieux et sur le rapport favorable qu'il présenta à son retour, Mac-Kinley nomma une commission officielle, composée de M. Wolcott, du général Payne et de Stevenson, pour négocier officiellement en Europe les termes d'un accord monétaire international. Nous raconterons avec quelques détails les pourparlers qui eurent lieu alors en traitant des conférences internationales. Il suffira de dire ici que les négociations avec la France avaient abouti, mais qu'on se heurta cette fois encore à l'opposition de l'Angleterre, ou plutôt à l'opposition du Gouvernement des Indes, dont la réforme monétaire, c'est-à-dire, le passage à l'étalon d'or, était en bonne voie de réussite. Sa réponse que nous examinerons ailleurs est très nette à cet égard.

La mission de M. Wolcott aboutit donc à un échec. Malgré cela, on ne désespéra pas complètement. « Notre offre, disait M. Wolcott lui-même dans un discours au Sénat américain le 17 janvier 1898, notre offre a été refusée et le refus doit être considéré comme définitif, jusqu'à la faillite complète de l'expérience tentée par le Gouvernement de l'Inde ». On conservait encore l'espoir que la réforme indienne ne réussirait pas.

Le président Mac-Kinley avait dit, lui aussi, dans son message du 6 décembre 1897 : « La réforme douanière étant faite, la question de la circulation monétaire est la plus pressante de toutes les questions... »; puis, parlant de la mission Wolcott, il ajoutait : « L'action satisfaisante de notre grande République sœur, la France, qui s'est jointe à ce pays pour tenter d'amener une entente entre les grandes nations commerciales d'Europe, établissant un rapport fixe entre l'or et l'argent, fournit l'assurance que nous ne sommes pas seuls parmi les grandes nations

Digitized by Google

du monde à comprendre le caractère international de ce problème et à désirer d'atteindre une solution sage et pratique.

« Les envoyés américains n'ont pas encore rédigé leur rapport définitif. Nous croyons que les doutes exprimés de certains côtés, relativement à la possibilité de maintenir un rapport fixe entre l'or et l'argent, sont encore susceptibles d'être dissipés ».

Mac-Kinley lui-même espérait encore. Pendant que la mission Wolcott agissait en Europe, des sénateurs américains visitaient la Chine et le Japon pour y étudier la question de l'argent. Ils revinrent, persuadés que la Chine se joindrait aux États-Unis dans un accord bimétallique et accepterait le taël d'argent comme base de sa circulation.

Mais bientôt tous ces espoirs allaient être déçus. Non seulement l'Inde ne se plaignait pas de la réforme, mais elle la complétait l'année suivante. De plus, même pendant les négociations, la baisse de l'argent continuait toujours. Les événements semblaient donc plus forts que toutes les combinaisons politiques. Le secrétaire du Trésor, M. Gage, était d'ailleurs antiargentiste et ne cachait pas ses préférences pour l'étalon d'or. « Les buts que j'ai poursuivis, disait-il en décembre 1897, sont les suivants : fortifier de plus en plus dans le pays l'étalon d'or ; rejeter aussi loin que possible tous les doutes et toutes les craintes sur ce sujet ; augmenter ainsi le crédit des États-Unis à l'intérieur et à l'extérieur ».

L'année 1898 ne fut pas favorable à l'argent. La guerre avec l'Espagne devenait la principale préoccupation de l'opinion publique ; la question monétaire perdait de son importance. Le 12 juin 1898, dans le Revenue bill, on prenait certaines mesures. Il y avait, dans le Trésor, 109 millions d'onces argent, qui avaient coûté 99.000.000 de dollars et n'en valaient plus que 72 millions. On proposait de monnayer cet argent, ce qui aurait produit 141 millions de pièces d'un dollar. Après des divergences entre le Sénat et la Chambre, on décida de frapper cet argent, mais seulement jusqu'à concurrence de 1.500.000 dollars argent par mois. Cette mesure, qui semble à première vue une victoire argentiste, n'était admise en réalité que pour faire face aux dépenses de la guerre. Au lieu de faire un emprunt de 500 millions, et d'émettre des obligations pour cette somme, on décida d'émettre seulement pour 350.000.000 de dollars d'obligations.

Digitized by Google

Le reste serait comblé par une émission de 150.000.000 de dollars de greenbacks.

Dans les élections au congrès qui eurent lieu en 1898, la question monétaire n'eut pas de part. La guerre primait tout le reste. On ne s'en occupa que par accident, comme à l'exposition d'Omaha (État de Nebraska), où l'on organisa un grand débat contradictoire entre les monométallistes or, les partisans de la monnaie de papier et ceux du bimétallisme, soit national, soit international. Mais le débat n'avait aucune sanction ni même aucune portée pratique.

Le comité national démocratique décida bien, le 4 janvier 1899, de faire de la question monétaire la principale question démocratique de la prochaine élection présidentielle. Cette décision, comme nous allons le voir, devait rester presque platonique.

On parlait au contraire d'établir définitivement l'étalon d'or et de consommer « le crime de 1873 ». La Chambre des représentants vota même, dans cette année 1899, par 190 voix contre 140, un bill en ce sens, préparé par le caucus républicain, c'est-à-dire, par la majorité républicaine de l'assemblée. La guerre ayant préoccupé l'opinion publique et d'autre part la situation économique des États-Unis étant des plus prospères, la réforme fut assez vite votée par le Sénat, et devint la loi monétaire du 14 mars 1900, dont le titre est :

« Act pour définir et fixer l'étalon de valeur, maintenir la parité de toutes les formes de monnaie émises ou frappées par les États-Unis, pour refondre la dette publique et pour d'autres objets ».

Cette loi établit d'abord l'étalon d'or. La section I est ainsi conçue : « Le dollar de 25 8/10 grains d'or, 9/10 de fin, tel qu'il a été établi par la section 3511 des statuts des États-Unis, est l'étalon de valeur et toutes les formes de monnaies émises ou frappées par les États-Unis seront maintenues à la parité de valeur avec cet étalon. Ce sera le devoir du Secrétaire du Trésor de maintenir cette parité ».

D'après la section II, les billets déjà émis devront être remboursés en or : « Les billets des États-Unis et les billets du Trésor, émis d'après l'act du 14 juillet 1890, quand ils seront présentés en vue du remboursement, seront payés en monnaie d'or..... afin d'assurer le remboursement prompt et certain de ces billets

Digitized by Google

le Secrétaire du Trésor constituera un fonds de réserve de 150.000.000 de dollars en monnaie et lingots d'or, lequel fonds ne sera employé que pour ces rachats ».

Toutefois le monométallisme établi n'est pas parfait. Les dollars d'argent, déjà frappés, continueront à avoir force libératoire, mais la frappe en est arrêtée. « Aucune des dispositions du présent act, dit la section III, ne devra affecter la qualité legal tender donnée actuellement par la loi au dollar d'argent ou à toute autre monnaie frappée ou émise par les États-Unis ».

Le Secrétaire du Trésor pourra émettre des certificats d'or, en échange des dépôts d'or, qu'il est autorisé à recevoir, et sous certaines conditions. Il ne pourra émettre de certificats d'argent que par petites coupures, inférieures à 10 dollars, sauf des cas spéciaux.

L'argent déjà existant dans le Trésor sera employé pour frapper des monnaies divisionnaires. La section VIII à ce sujet s'exprime ainsi : « Le Secrétaire du Trésor est autorisé à employer à sa volonté tout lingot d'argent existant dans le Trésor, acheté d'après l'act du 14 juillet 1890, pour la frappe de monnaie divisionnaire qui serait nécessaire pour faire face aux besoins du public. Le montant des monnaies d'argent divisionnaires en circulation ne devra jamais dépasser 100.000.000 de dollars. Quand les lingots d'argent, achetés d'après l'act du 14 juillet 1890, seront employés pour la frappe de monnaies divisionnaires, un montant de billets du Trésor émis d'après cet act, montant égal au coût des lingots contenus dans ces monnaies, sera annulé et non réémis ».

Enfin, pour sauvegarder la possibilité d'un accord international, on vota sur la proposition de M. Aldrich, une section XIV, ainsi conçue : « Les dispositions de cet act ne doivent pas empêcher l'accomplissement du bimétallisme international, quand les conditions le rendront expédient et possible, avec le concours des principales nations commerciales du monde et à un rapport qui assurera la permanence d'une valeur relative entre l'or et l'argent ».

Le Sénat repoussa un autre amendement de M. Teller, où l'on disait que le peuple des États-Unis favorise le bimétallisme et désire un accord international admettant l'usage de l'or et de l'argent dans un rapport tel, que la parité puisse être maintenue entre les deux métaux.

Digitized by Google

L'opinion a donc bien changé depuis quatre ans. Le Sénat n'ose plus maintenant se dire bimétalliste : il vote simplement un vœu pour le cas « où les conditions rendraient le bimétallisme expédient et possible ».

La loi du 14 mars 1900 avait aussi pour but de favoriser l'émission des billets de banque. Jusqu'à présent, ils n'avaient joué qu'un rôle secondaire : au 1er décembre 1899, sur une circulation totale de 1.985 millions de dollars, il y en avait seulement 239.835.000 en billets de banque. Or les billets de banque s'adaptent beaucoup mieux aux besoins que les billets d'État : la loi de 1900 exige seulement qu'ils soient garantis par des fonds publics américains et les banques peuvent émettre les billets jusqu'à concurrence des fonds publics qu'ils ont en garantie.

C'est dans ces conditions qu'eut lieu l'élection présidentielle en 1900. L'impérialisme y joua un bien plus grand rôle que la question monétaire. Les candidats en présence étaient les mêmes qu'en 1896, Mac-Kinley et Bryan.

La plate-forme républicaine parlait bien de l'argent, mais d'une façon plus secondaire. La plate-forme démocratique affirmait les mêmes principes qu'en 1896, et avec la même force :

« Nous réaffirmons et endossons à nouveau les principes de la plate-forme nationale démocrate adoptée à Chicago en 1896 et réitérons la demande de cette plate-forme pour un système financier américain, fait par le peuple américain lui-même, système qui restaurera et maintiendra un niveau bimétallique et, comme partie de ce système, nous *demandons la restauration immédiate de la frappe libre et illimitée de l'argent avec le présent rapport légal de 16 à 1, sans attendre le consentement d'une autre nation.*

« Nous dénonçons le bill monétaire voté, à la dernière session du Congrès, comme un pas fait en avant par la politique républicaine, qui s'efforce de retirer au gouvernement national le droit souverain d'émettre toute monnaie, soit métal, soit papier et de livrer aux banques le pouvoir d'émettre et de contrôler le volume du papier-monnaie pour leur propre bénéfice ».

Malgré tous les efforts du parti démocrate, ou tout au moins d'une fraction de ce parti, et surtout de M. Bryan, l'opinion publique se préoccupait de questions nouvelles et l'élection se fit principalement sur l'impérialisme. Mac-Kinley fut réélu le

Digitized by Google

6 novembre 1900, avec une majorité un peu plus considérable que celle de 1896, par 292 voix contre 155 à M Bryan.

En 1896, la campagne argentiste avait eu du succès surtout dans les régions agricoles de l'Ouest. Les fermiers croyaient au bon effet de la hausse de prix. Ils souffraient alors de la crise agricole ; on leur avait dit que la cause en était uniquement monétaire et ils étaient tout disposés à le croire. En 1900, malgré le maintien du *statu quo* monétaire, ces fermiers avaient vu la prospérité revenir et ne tenaient naturellement plus à modifier la situation. Aussi les États de l'Ouest, furent-ils en 1900 favorables aux républicains. La clientèle des démocrates se composa à peu près exclusivement des onze confédérés du Sud qui votent toujours de parti pris pour les démocrates, du Kentucky, du Missouri et de quatre petits États des Montagnes Rocheuses. En réalité c'est seulement dans les Montagnes Rocheuses, pays des mines d'argent, qu'on trouve encore des silvermen déterminés.

On peut dire que la seconde élection de Mac-Kinley en 1900 fut le coup de grâce porté à l'agitation bimétalliste. Désormais les États-Unis sont définitivement à l'étalon d'or. Pour qu'un changement soit possible, il faudrait supposer un revirement complet de l'opinion publique, bien difficile à penser. D'autant plus que, depuis 1900, les États-Unis ont traversé une véritable ère de prospérité. La balance du commerce leur est généralement favorable : leur circulation monétaire est caractérisée par une augmentation constante de l'usage de l'or.

En 1903, lors des pourparlers, entamés pour essayer d'aboutir à la stabilisation du change international, le Gouvernement des États-Unis se défendit d'ailleurs de toute arrière-pensée bimétallique et le mémorandum présenté au Gouvernement français par la commission américaine du change international s'exprimait ainsi : « Il n'est pas dans l'intention de notre Gouvernement de faire un effort pour ressusciter la question d'un accord bimétallique international. Il reconnaît en effet qu'un accord de cette nature, quels qu'en aient pu être les avantages, ily a quelques annees, est maintenant *écarté du domaine de la politique pratique* ».

Le parti démocrate lui-même a, peut-on dire, accepté le fait accompli dans la récente élection présidentielle de 1904. La convention démocrate se réunit à Chicago au mois de juillet 1904

Digitized by Google

pour établir la plate-forme du parti et choisir son candidat. On rédigea la plate-forme, et, pour éviter un nouveau désastre, on décida de laisser de côté la question bimétalliste et de n'en pas dire un mot. Puis on choisit comme candidat le juge Parker, qui télégraphia aussitôt : « Je déclare qu'à mon avis, l'étalon d'or est solidement et irrévocablement établi et j'agirai en conséquence dans le cas où l'acte de la convention serait ratifié par la nation. Comme le programme adopté par vous fait silence sur ce point, il faut faire connaître mon opinion à la convention. Si cette opinion n'entre pas dans les vues de la majorité, je vous demande de refuser immédiatement la nomination de ma part, afin que vous puissiez élire un autre candidat avant de vous séparer ». A l'annonce de cette nouvelle, qui dérangeait toute la combinaison de la convention, M. Bryan, quoique malade, quitta son lit et se rendit à la convention pour défendre encore une fois l'argent. En fin de compte, la convention décida que la dépêche honorait l'envoyeur et par 774 voix contre 191, la nomination de M. Parker fut maintenue.

C'est l'acceptation définitive, et à une majorité écrasante, de l'étalon d'or par ceux-là mêmes qui en avaient été jusque là les adversaires les plus acharnés.

Digitized by Google

CHAPITRE III

La question monétaire au Mexique.

La réforme monétaire du Mexique, comme nous l'avons déjà remarqué, présente un caractère tout différent de celle des États-Unis. Elle s'est faite sans difficulté, presque sans opposition. Depuis une vingtaine d'années, avec un gouvernement sage et honnête, le Mexique a subi une transformation extraordinaire. Non seulement l'ordre a été rétabli et les finances restaurées, mais le pays a été l'objet d'une véritable résurrection économique; tout un réseau de voies ferrées a été créé; l'agriculture, l'industrie minière et manufacturière se sont prodigieusement développées. Aussi les exportations ont-elles été sans cesse en augmentant.

Les gouvernants qui dirigent les destinées du Mexique, en particulier M. Porfirio Diaz, président et M. Limantour, ministre des finances, n'ont pas été dupes des progrès de leur pays. Ils ont compris que sa situation ne pourrait pas se maintenir avec une monnaie dépréciée et un change instable. Ils ont su profiter d'une amélioration, peut-être temporaire, pour réaliser la réforme monétaire et c'est maintenant chose faite.

Le Mexique avait toujours été en principe bimétalliste, le rapport entre les deux métaux étant, comme en France, 1 à 15 1/2. L'unité monétaire est le *peso* d'argent ou piastre mexicaine dont la valeur au pair serait 5 fr. 43. La piastre est divisée en 100 centavos, et a des sous-multiples de 50, 25, 10 et 5 centavos. Le Mexique possède aussi des pièces d'or : la pièce de 20 piastres qui vaut 102 francs, la pièce de 10 piastres, de 5 piastres, de 2 p. 50 et de 1 piastre. Mais en fait, et depuis des siècles, l'or circule peu au Mexique, tandis que l'argent y abonde. Depuis la baisse de l'argent, il n'y a plus du tout d'or en circulation, par

Digitized by Google

suite de l'effet de la loi de Gresham. A cause de l'abondance de l'argent, le Mexique n'a même pas de circulation de papier. Deux ou trois établissements financiers ont émis des billets; mais ces billets n'ont pas force libératoire, et sont convertibles en monnaie d'argent à la volonté du porteur. Du reste, s'ils circulent librement dans les grandes villes de préférence à la piastre, ils sont inconnus dans les petites villes et dans les campagnes. De plus, on émet, pour chaque place, des billets spéciaux qui ne sont remboursables que sur cette place et supportent une prime élevée pour être échangée ailleurs.

La baisse constante de l'argent depuis 1873 avait eu naturellement son contre-coup au Mexique, qui se trouvait n'avoir ainsi qu'une monnaie dépréciée. L'influence de cette situation se manifestait surtout dans le change, qui devenait de plus en plus défavorable.

Malgré sa monnaie dépréciée et peut-être grâce à elle, la production agricole et minière du Mexique se développait. On dit souvent que la monnaie dépréciée agit comme une protection en faveur de l'industrie nationale, qu'elle empêche les importations et favorise les exportations. Ce serait l'effet du change défavorable. Si en effet, le change sur le Mexique étant 150 0/0, il faut à Mexico 150 francs pour avoir une lettre de change sur Paris de 100 francs, c'est, dit-on souvent, comme s'il y avait au Mexique un droit de douane de 50 francs. De même, pour avoir sur le Mexique une lettre de change de 150 francs, il suffira de 100 francs à Paris. Le commerçant de Paris aura donc intérêt à acheter au Mexique; il bénéficie d'une véritable prime. Sans entrer dans des explications détaillées au sujet de ce phénomène, on peut dire cependant qu'il n'agit pas d'une façon aussi mathématique. Il faut tenir compte de la différence des prix. Dans les pays d'Europe, les index Numbers de Sauerbeck montrent suffisamment que presque tous les prix ont baissé. Or, au Mexique, les prix sont restés stationnaires, aussi bien les salaires, que les matières premières indigènes, et les produits naturels du sol. Mais la différence des prix n'est pas égale à la différence des changes. La hausse du change a d'ailleurs un effet certain sur la production; elle la stimule. L'expérience montre en effet que la balance commerciale doit toujours à la longue se solder par un envoi de produits. Cela se conçoit très bien : si elle devait

Digitized by Google

se solder par un envoi de numéraire, il arriverait fatalement que le pays exportateur de monnaie, perdrait toutes ses espèces. En fait, il faut toujours que la balance se rétablisse et ainsi la production et l'exportation sont stimulés et, par contre-coup, l'importation entravée.

Mais le développement de l'agriculture et des mines, s'il peut être favorisé par l'élévation du change, est dû à d'autres causes, en particulier au développement des voies de communication, et au perfectionnement des procédés d'exploitation. A ces deux points de vue, le Mexique a fait, dans ces vingt dernières années, des progrès immenses.

Il est à remarquer d'ailleurs que l'augmentation des exportations n'est pas absolument proportionnelle à la baisse de l'argent. Ainsi, de 1881-1882 à 1890-1891, alors que la dépréciation de l'argent est insignifiante (89 à 84 centièmes de dollars) les exportations mexicaines ont doublé; elles ont passé de 26 à 53 millions de piastres or. De 1891-1892 à 1900-1901, alors que la piastre est tombée de 84 à 48 centièmes de dollar, les exportations passent seulement de 53 à 77 millions en 1900-1901, soit une augmentation de 20 à 22 0/0.

Du reste, quoique toutes les branches d'activité d'un pays soient solidaires, elles ont en réalité des intérêts différents et pour se rendre compte de l'effet de la monnaie d'argent au Mexique, il ne faut pas seulement voir un des intérêts en jeu ; il faut les examiner tous.

La balance du commerce du Mexique était d'environ 80 millions de dollars or. Comment le Mexique les payait-il? en exportant pour 160 millions de dollars argent de produits nationaux : 2/3 de produits minéraux et 1/3 de produits agricoles et de bétail. Le bénéfice des exportateurs venait de ce que les frais de production étaient payés en argent, alors que les produits exportés étaient payés en or et que cet or était échangé contre de l'argent moyennant une forte prime.

L'industrie minière et l'agriculture étaient les plus favorisées par l'étalon d'argent. C'est pour les produits agricoles et miniers que se manifeste surtout la protection dont nous avons parlé. Pourtant les approvisionnements en matériel, en achats de machines, par exemple, se faisaient dans les pays à étalon d'or, où l'on était obligé naturellement de les payer très cher.

Digitized by Google

Le développement de l'industrie manufacturière mexicaine était en grande partie artificiel, dû surtout à un tarif très protecteur. Mais les manufactures souffraient dans une certaine mesure de l'étalon d'argent; les matières premières étaient à un prix onéreux; le combustible était cher et le fret élevé.

Les chemins de fer en souffraient bien plus encore : ils avaient été construits avec des capitaux étrangers; les intérêts et dividendes étaient payables en or, alors que toutes les recettes s'effectuaient en argent. On a calculé qu'une compagnie, le Mexican central Railway perdait 100.000 dollars par an du fait de chaque baisse de 1 cent sur le cours de l'once d'argent.

Les banques mexicaines souffraient aussi de l'étalon d'argent. La plupart, à cause de cela, n'avaient pas de relations avec les États-Unis et l'Europe. Seules, la *Banque nationale du Mexique* et la *Bank of London and Mexico* avaient des capitaux étrangers.

De plus, les capitaux étrangers, surtout européens, n'affluent pas dans les pays à mauvaise monnaie. C'est ainsi qu'il y a quelques années, les fonds mexicains étaient difficilement acceptés dans les Bourses européennes à cause précisément de la dépréciation de la monnaie mexicaine. Aujourd'hui, on les négocie à peu près partout, depuis surtout que le Mexique a passé à l'étalon d'or.

La monnaie dépréciée du Mexique nuisait aussi à son commerce avec l'étranger. La hausse du change et surtout sa variabilité affectaient les commerçants qui devaient prendre le change à leur charge, non seulement au moment de l'achat, mais encore au moment où ils effectuaient le recouvrement, c'est-à-dire, souvent six ou huit mois après la vente.

Quant aux salaires, il est assez difficile d'indiquer d'une façon précise leurs relations avec la monnaie. Malgré l'étalon d'argent, ils étaient très bas au Mexique. On les a évalués l'an dernier à 37 cents par jour pour les travaux agricoles, et à 50 cents pour les autres travaux. Il paraît difficile qu'un changement de monnaie puisse les faire baisser encore.

Ainsi donc, en résumé, l'étalon d'argent au Mexique a stimulé, dans une certaine mesure, la production agricole et minière. Mais il nuisait beaucoup au commerce et aux banques : il empêchait surtout les capitaux d'affluer au Mexique. Cet écueil est particulièrement senti de nos jours, où les entreprises impor-

Digitized by Google

tantes sont le plus souvent de grandes compagnies financières, qui font appel aux capitaux de tous les pays.

Du reste le stimulant que donne à la production un change défavorable est passager. Bientôt le nivellement des prix s'opère et naturellement la protection ne joue plus, la différence des prix devenant proportionnelle à la différence de valeur des monnaies.

Pendant une vingtaine d'années, le Mexique a profité des avantages que lui donnait une monnaie dépréciée. Il a complètement refait ses finances et, depuis 1880, ses budgets se soldent en excédents. La dette publique est assez faible.

Elle comprenait, au 1er janvier 1898 :

	Pesos.
Dette payable en or :	—
Capital	108.555.100
Intérêts non perçus	310.428
	108.865 528
Dette payable en argent :	
Capital	91.114.325
Intérêts non perçus	837.248
	91.951.573
Dette flottante en argent	1.473.696
TOTAL	202.290.797

La dette en or exige chaque année un intérêt et un amortissement de 6.900.000 piastres d'or.

La plupart des titres mexicains sont en Angleterre et surtout en Allemagne. La France en a peu.

En 1904, la dette a un peu augmenté, surtout la dette argent. Elle comprend :

1° La dette or	5 0/0	22.000.000	de livres sterling soit :
		112.773.000	piastres, or.
2° La dette argent :			
Rente perpétuelle	5 0/0	50.000.000	piastres, argent.
Rente amortissable	5 0/0	110.712.000	—
TOTAL de la dette argent		160.712 000	—
3° Dette flottante et soldes non payés :			
En monnaie mexicaine		1.269.833	piastres.

Digitized by Google

L'étalon d'argent occasionnait surtout une grosse perte pour la dette payable en or, d'autant plus que le cours de la piastre baissait toujours. Il était :

En 1890	de	4,33
— 1893	—	3,20
— 1897	—	2,45
— 1898	—	2,40
— 1899	—	2,44
— 1900	—	2,52
— 1901	—	2,44
— 1902	—	2,15
— 1903	—	1,95
— 1904	—	2,40

D'autre part, la situation économique est toujours prospère : l'industrie sucrière en particulier prend, paraît-il, une grande extension.

En l'année 1900, le Mexique subissait pourtant une petite crise financière qui menaçait de devenir sérieuse. Les piastres mexicaines étaient exportées en grande quantité, presque toutes à destination de l'Extrême-Orient. On a évalué à 15 millions, le nombre de piastres argent, exportées du Mexique, pendant le deuxième semestre de l'année 1900. La rareté du numéraire, qui en est résultée dans la circulation intérieure, a causé une grande alarme et jeté la perturbation dans les affaires. Le Gouvernement a dû intervenir et, par un décret du 22 novembre 1900, il a autorisé l'acceptation dans les hôtels des monnaies de lingots et barres d'argent contenant 850/1.000 de fin, au lieu de 900/1.000, comme on l'avait exigé jusque-là. Ce décret modifiait aussi les droits à percevoir pour la fabrication des monnaies (droits de séparation, fixés par la faction IV, art. 1er, de la loi du 27 mars 1897).

Mais bientôt les conditions politiques se modifièrent en Chine, où la demande de piastres devint beaucoup moins forte. Durant le premier semestre 1901, le Mexique exporta seulement 800.000 piastres. L'équilibre se trouva rétabli. Car, du 1er juillet 1900 au 1er juillet 1901, le Gouvernement frappa une somme d'argent bien supérieure à 15.800.000 piastres.

Les mesures, prises par le Gouvernement mexicain, devaient prendre fin le 31 décembre 1901 ; après cette date, comme le

Digitized by Google

disait le ministre des Finances, dans une circulaire du 27 décembre 1901 au directeur général des hôtels des monnaies, on ne devra admettre dans les monnaies, que les barres et lingots d'argent contenant 900/1.000 de fin, comme antérieurement au 22 septembre 1900.

Le Président, dans son message du 1er avril 1901, après avoir constaté la bonne situation financière du Mexique ajoutait : « Ce résultat a, dans les circonstances actuelles, une signification spéciale et flatteuse : il démontre en effet que, quoique le pays ait ressenti, depuis les derniers mois de 1900, la rareté du numéraire et une paralysation partielle des affaires, le développement de la richesse publique l'a emporté sur ces circonstances défavorables. Le Gouvernement, persuadé que cette situation s'améliorerait, sans qu'il fût nécessaire d'avoir recours à des mesures d'un caractère exceptionnel, ne fit pas usage des facultés que lui avait accordées le congrès pour changer les impôts sur l'or et l'argent et se borna à prendre des mesures pour faciliter l'introduction de l'argent dans les hôtels des monnaies ». On favorisa en particulier le raffinage de l'argent dans le pays : cet argent raffiné contribuait à satisfaire les nécessités de la circulation intérieure.

En l'année 1902, la baisse de l'argent continua. Il y eut même une baisse subite au mois d'avril, provenant probablement de la quantité d'argent qu'a dû vendre la Chine sur le marché de Londres pour se procurer l'or nécessaire au paiement du premier acompte de l'indemnité, exigée des Puissances en or.

Le Gouvernement mexicain voulut atténuer cette baisse en essayant de favoriser le retour au Mexique d'une partie du stock de l'étranger; il voulait aussi provoquer dans le pays un afflux de numéraire, afin d'obtenir un abaissement du taux de l'escompte. Il fit donc voter une loi, en vertu de laquelle l'État était autorisé « à exempter, en partie ou totalement, des impôts établis par la loi du 27 mars 1897, l'argent, qui, ayant été exporté de la République, après paiement des impôts correspondants, serait réimporté pour être frappé dans le délai et selon les formalités que fixerait l'exécutif ».

Toutes les mesures, prises jusqu'alors, avaient eu pour but d'améliorer la situation financière du Mexique ou d'augmenter sa circulation monétaire. Ce n'est qu'en 1903 qu'on cherche à

Digitized by Google

établir véritablement l'étalon d'or. Les capitaux de pays monométallistes or, sont venus de plus en plus au Mexique. Le consul des États-Unis à Mexico évalue, en 1903, à 500 millions de dollars or, soit 2 milliards 600 millions de piastres, les placements faits au Mexique par les citoyens nord-américains sous la forme d'entreprises de chemins de fer, de mines, de hauts-fourneaux, de plantations de café, etc... Les Européens, Allemands, Anglais et même Français y ont placé plusieurs centaines de millions de francs. Presque tous ces placements sont faits en or et la charge qui incombe au Mexique de ce chef en est beaucoup plus lourde. Aussi le Gouvernement croit-il qu'il ne pourra se sauver qu'en imitant l'Inde, en restreignant la frappe de l'argent et en stabilisant le cours de la piastre.

On a bien proposé de faire payer les droits de douane en or. Mais cela aurait plusieurs inconvénients : les droits de douane, déjà trop forts, en seraient doublés. Cela surtout, créerait au Mexique deux monnaies coexistantes, l'or et l'argent, alors qu'aujourd'hui, il n'y existe pas en fait une quantité d'or appréciable et l'or déprécierait l'argent.

Le Mexique essaya d'aboutir à la stabilisation de la piastre par une entente avec les États-Unis, en vue de l'élaboration des mesures tendant à maintenir une parité fixe entre les monnaies des pays possédant l'étalon d'or et l'étalon d'argent. Sur la demande de l'ambassadeur du Mexique et du chargé d'affaires de Chine, M. Roosevelt demanda au congrès, au début de 1903, les pouvoirs nécessaires.

Le Mexique constitua à cet effet le 4 février 1903, pour l'étude de la question, une commission mexicaine intérieure, et, après l'intervention du président des États-Unis, une commission monétaire internationale, où les États-Unis étaient représentés par un nombre de membres, égal à celui des membres mexicains.

La commission intérieure avait, comme mission :

1° Établir la statistique de la balance des paiements extérieurs du Mexique ;

2° Étudier la production des métaux précieux au Mexique et examiner les effets que pourrait produire sur cette industrie un changement de système monétaire ;

3° Rechercher le montant exact du numéraire existant au Mexique sous toutes ses formes ;

Digitized by Google

4° Étudier les divers moyens, mis en pratique par d'autres peuples, pour immobiliser le taux de leurs changes internationaux.

La commission monétaire internationale avait pour mission de se mettre en rapport avec les principaux États européens et d'établir comme un accord d'ensemble pour faciliter simultanément la modification du régime monétaire au Mexique et également en Chine, où presque tous les États européens ont des intérêts connexes.

Une délégation de la commission se mit en route et parcourut l'Europe, conférant successivement à Londres, Paris, La Haye, Berlin et Saint-Pétersbourg avec des commissions de hauts fonctionnaires et d'économistes, spécialement constituées par les divers gouvernements.

Les résultats de cette consultation furent connus en octobre 1903. Il sembla d'abord qu'il s'agissait d'une nouvelle tentative auprès des États européens pour obtenir d'eux qu'ils soutinssent le cours de l'argent par des achats réguliers de métal blanc. Cette partie des négociations rencontra l'accueil le plus réservé. Il n'en fut pas de même pour les autres points.

On fut unanime à penser qu'il était désirable de créer une monnaie d'argent spéciale à la Chine et d'assigner à cette monnaie une valeur fixe en or. On estima aussi : 1° que l'adoption de l'étalon d'or, sur la base d'une monnaie d'argent d'un cours légal illimité, mais ayant une valeur fixe en or, faciliterait considérablement le développement économique des pays à monnaie d'argent, ainsi que les relations commerciales entre ceux-ci et les États à étalon d'or; 2° qu'il serait désirable qu'il fût établi un rapport fixe et uniforme entre l'or et l'argent dans tous les pays qui adopteraient dans l'avenir l'étalon d'or; 3° qu'il y aurait lieu, si de grands changements ne se produisent dans la valeur de l'argent, que le rapport entre les deux métaux fût arrêté dans la proportion de 32 à 1; 4° que les fluctuations dans la valeur de l'argent en barres seraient évitées, dans une certaine mesure, par la régularité dans les achats de ce métal pour les besoins de chaque Gouvernement. On pense arriver à fixer la valeur en or de la barre d'argent par la suspension de la frappe libre de l'argent et par la fixation d'un rapport entre l'or et l'argent. De plus, dans ces pays (Mexique, Chine), il n'y aura pas d'or en circulation : les paiements se feront en argent, qui

Digitized by Google

aura pouvoir libératoire absolu. Le taux se maintiendra : car on limitera la quantité de monnaie pouvant être frappée pour la circulation intérieure du pays : si ces mesures ne suffisaient pas pour maintenir la fixité du change international, il faudrait constituer un fonds de réserve en or.

Tout le système repose ainsi sur la valeur fixe en or de la monnaie d'argent. Les fluctuations de prix de la barre d'argent ne peuvent pas exercer une action sur le système. L'histoire de tous les pays qui ont adopté l'étalon d'or et qui continuent à faire usage de la monnaie d'argent, comme l'Inde, vient à l'appui de cette opinion.

Tous les économistes, consultés en Europe par la commission mexicaine, se sont prononcés pour la suspension de la frappe libre de l'argent; ils estiment que cette mesure est essentielle au succès de tout plan ayant pour objet de stabiliser la valeur de l'argent. Le rapport de la commission ajoute : « Si le Gouvernement mexicain adopte pour base de son système monétaire les conclusions adoptées par les cinq conférences, nous obtiendrons ce résultat d'avoir pour notre circulation intérieure, une monnaie, dotée d'une valeur en or, ainsi que la fixité du change pour nos transactions avec l'étranger. C'est une opinion générale en Europe, en Amérique, que la réforme monétaire sera le signal d'un afflux de capitaux au Mexique. Cette réforme sera le couronnement de l'œuvre du général Porfirio Diaz ».

Dans son message du 6 novembre, le Président constatait le succès des démarches de la commission : « Les travaux entrepris par le ministère des Finances, tant au Mexique qu'à l'étranger, travaux motivés par les variations continuelles de la valeur en or de notre monnaie, tendent à obtenir la stabilité, s'il est possible, dans les changes internationaux, et à mettre notre monnaie dans les conditions nécessaires aux besoins du pays et au développement de la richesse publique. Le Pouvoir exécutif, en suivant ce programme, n'a pas négligé les intérêts des mines mexicaines qui seront garantis par tous les moyens compatibles avec le but final des études et travaux entrepris. Il s'est efforcé de rectifier le parti pris qui se formait de plus en plus contre l'argent et d'étendre dans la mesure du possible, la sphère d'application de ce métal.

« En prenant l'initiative près des autres nations, le Pouvoir

Digitized by Google

exécutif n'a pas prétendu conclure des traités ou des conventions ni déterminer la réunion de conférences internationales comme celles qui, en d'autres circonstances, ont traité des sujets analogues. Cette fois, les démarches du Gouvernement, appuyées par celui des États-Unis, ont tendu à provoquer un échange d'opinions au sujet du remède à la situation monétaire de certaines nations ou colonies; à permettre aux pays, où l'étalon d'argent est en vigueur, de continuer à employer l'argent comme monnaie en lui donnant, quand c'est possible, une valeur fixe dans sa relation avec l'or, en appuyant sur des bases fondamentales uniformes, les réformes qui seraient admises, afin que la solution cherchée ait plus de force et de prestige; enfin, à éviter, autant qu'il dépendra des gouvernements, la continuation des effets pernicieux produits sur le marché de l'argent par les causes qu'il s'agit de modifier.

« J'ai la satisfaction de vous annoncer que les démarches de la mission mexicaine à l'étranger ont obtenu un résultat favorable et que le Pouvoir exécutif a reçu de toutes parts des témoignages sympathiques pour notre pays et de bonne volonté pour l'œuvre de la mission mexicaine et de celle des États-Unis ».

Après son voyage en Europe, la commission internationale s'est concertée avec la commission mexicaine intérieure à l'effet d'établir la substitution graduelle de l'étalon d'or à l'étalon d'argent, le régime monétaire du Mexique devant s'établir sur cette base : 1 piastre or = 2 piastres argent.

Le projet de régularisation de la piastre prenait corps, lorsque le Gouvernement décida la création d'une Bourse à Mexico. Jusque-là, il n'en existait pas, même à l'état embryonnaire. La piastre a atteint alors 2,35 — 2,40, en attendant sa stabilisation à 2,50, alors qu'en 1903, elle était descendue à 1,95 et n'avait atteint 2,25 qu'exceptionnellement.

L'année 1903 avait été du reste assez mauvaise d'une façon générale. La balance du commerce avait été très défavorable au Mexique; cela tenait en partie à de grandes importations du matériel et de machines que l'industrie mexicaine, en plein développement, avait dû faire venir de l'étranger. De plus, la valeur de la piastre était moindre. Aussi M. Limantour constatait-il ces inconvénients dans son rapport annuel sur les finances.

« Dans cette dernière année, dit-il, le pays a payé 40 millions

Digitized by Google

de plus que l'année antérieure pour une quantité de marchandises qui, dans leur pays d'origine, avaient à peine une valeur supérieure à 9 millions 1/2 de piastres? Triste conséquence de la différence qui s'est produite d'une année à l'autre dans la moyenne du taux de notre change extérieur ».

C'était une raison de plus pour hâter la solution de la réforme monétaire et arriver à la « fixation d'un change théorique invariable » selon l'expression de M. Limantour.

Tout récemment, et comme sanction des travaux des deux commissions monétaires, le Gouvernement présenta et fit adopter par le Congrès, un projet, ayant pour but de remédier aux mauvais effets de la baisse de l'argent, et qui est devenu la loi du 9 décembre 1904.

Le Mexique souffrait surtout de l'instabilité du change. Il fallait donc prendre certaines mesures destinées « à assurer à la monnaie d'argent une fixité suffisante par rapport à l'or ». Le moyen le plus radical eût été d'établir l'étalon d'or avec circulation d'or, mais cette réforme eût été trop contraire aux traditions et aux intérêts du Mexique, qui possède en fait une abondante circulation d'argent. Aussi, comme le dit l'exposé des motifs, faut-il « établir l'étalon d'or, avec circulation d'argent, sous réserve de frapper plus tard des monnaies d'or. Grâce à ce procédé, on conservera dans la circulation plusieurs millions de kilogrammes d'argent à l'effigie du Mexique; on consommera ensuite en nouvelles frappes, de nouvelles quantités de métal et on évitera les déceptions, les résistances et les conflits qu'engendrerait un changement brusque de monnaie ».

L'unité monétaire reste la même, c'est la piastre de 27 grammes 73 millièmes, au titre de 0,9027.

On reconnaît à la piastre une valeur de 50 0/0 en or, et on espère la maintenir à son cours de stabilisation, exactement 2 fr. 59. Pour cela, on suspend naturellement la frappe libre : on prohibe en même temps la réimportation des piastres qui sont en grand nombre dans certaines régions, en particulier en Extrême-Orient.

Pour satisfaire les banquiers, les changeurs, les propriétaires de mines, on prend en leur faveur quelques mesures. C'est ainsi qu'on réduit de 20 0/0 les diverses taxes qui pèsent sur l'argent (taxes de monnayage, droits sur les concessions, etc...). De plus,

Digitized by Google

le Gouvernement crée des maisons officielles de commissions pour la vente de l'argent métal.

Le régime des banques subit en même temps quelques modifications. La loi de 1897 leur laissait une grande liberté. A l'avenir, elles seront plus surveillées et leur circulation monétaire sera contrôlée.

On organise enfin une commission chargée de surveiller l'application de la réforme et de régler le cours du change. « Il sera créé une junte dont la mission sera de régulariser la circulation monétaire et d'obtenir, dans toute la mesure du possible, la stabilité du taux du change extérieur. A cet effet, l'Exécutif pourra donner à cette junte les attributions qu'il jugerait nécessaires et lui confier, en même temps, le maniement d'un fonds spécial dont l'Exécutif fixera le montant ». La commission était d'avis de créer dès maintenant un fonds spécial de garantie en or. Le Gouvernement n'a pas cru nécessaire d'aller jusque-là : il en prévoit simplement la possibilité, pour le cas où les autres mesures ne suffiraient pas à maintenir le cours de stabilisation.

Il n'est pas probable d'ailleurs qu'on y ait recours. Depuis dix-huit mois, le cours de l'argent a une fixité relative et la piastre a dépassé 2 fr. 50. Lorsque le pair sera atteint et maintenu, on pourra donner cours légal aux monnaies d'or des États étrangers en fixant leur valeur en monnaie nationale.

On décide enfin de frapper pour l'exportation des piastres de commerce, des « trade dollars » non réimportables.

Telle est l'économie générale de la réforme monétaire du Mexique : admission de l'étalon d'or, avec circulation d'argent en attendant l'époque lointaine, et peut-être chimérique, où l'or sera en quantité suffisante dans la circulation mexicaine pour permettre de passer au monométallisme or parfait avec circulation d'or.

Digitized by Google

DEUXIÈME PARTIE

LES CAMPAGNES BIMÉTALLISTES EN EUROPE.

CHAPITRE I

Caractère des campagnes bimétallistes en Europe.

En Europe, la baisse de l'argent a eu son effet sur la politique monétaire de presque tous les pays. Mais la question, si elle a été parfois vivement discutée dans certains milieux, n'a jamais passionné l'opinion publique comme en Amérique. En dehors de la France qui a peut-être un intérêt direct à la hausse du métal argent, à cause de l'abondance de monnaie argent qu'elle a dans sa circulation, les autres États ne seraient bimétallistes que dans un but de protection. Or l'influence de la monnaie sur les prix, ainsi que les avantages d'une monnaie dépréciée, sont des phénomènes trop complexes pour être compris du public, surtout français. Il importe peu, semble-t-il, que la pièce de cent sous soit une monnaie légale ou une monnaie divisionnaire, puisque, dans les deux cas, elle permet d'acheter la même quantité de marchandises.

Aussi les discussions monétaires sont-elles toujours restées le privilège de quelques-uns. Après la guerre, en 1873, l'Allemagne suspendit la frappe libre de l'argent et démonétisa ses thalers. L'invasion d'argent qui en résulta, en France et dans les autres États de l'Union latine, amena celle-ci à suspendre à son tour la frappe libre en 1876. L'argent, perdant ainsi ses principaux débouchés, baissa naturellement tous les jours davantage.

Digitized by Google

De 175 francs le kilog, qu'il valait en 1873, il tomba à 142 francs en 1879.

Cette baisse constante et qui s'accentua par la suite, apportait un trouble profond dans la circulation monétaire. L'or devenait ainsi seul étalon et il en résultait une baisse des prix. On voulait donner à l'argent son ancien pouvoir monétaire, pensant faire hausser le cours de toutes les marchandises. On trouve cette idée dans le fond de toutes les convictions bimétallistes. Ainsi la raison d'être de toutes ces campagnes fut un espoir de protection de la production nationale, en particulier de l'agriculture.

Sans entrer dans une discussion détaillée de la thèse bimétalliste, il est pourtant nécessaire d'en dire un mot, pour comprendre l'agitation qu'on a faite en son nom.

La crise économique dont on a souffert, il y a quelques années et qui semble en partie terminée, vient de la baisse générale des prix, qui affecte les sources mêmes de la production, surtout de la production agricole, et aussi de leur instabilité, qui nuit beaucoup au commerce.

La cause de cette baisse ne vient pas, dit-on, d'une surproduction générale, mais uniquement de causes monétaires. Jusqu'en 1871, le monde était presque en entier au régime du double étalon. Aujourd'hui, l'argent a disparu du stock monétaire en usage dans les relations internationales. L'or est resté seul et doit remplir les fonctions que remplissaient autrefois l'or et l'argent. Il s'est « apprécié ». Il y a eu contraction de l'or qui a aujourd'hui une valeur intrinsèque plus considérable qu'autrefois. Or comme il sert d'étalon et que sa valeur nominale reste la même, les prix ont naturellement baissé. Avec la même quantité d'or, on se procure plus de marchandises qu'autrefois. Aujourd'hui, « la couverture est trop courte ».

Dans les pays à étalon d'or, cette situation est encore aggravée par la concurrence des pays à monnaie dépréciée, par suite de la différence du change. Dans les pays à étalon d'argent, en effet, les prix ne se sont pas sensiblement modifiés et, avec la même quantité d'argent, on obtient à peu près la même quantité de marchandises qu'autrefois. Or, par suite de la différence de monnaie et des prix, plus encore que de la balance commerciale, le change subit de grandes variations. Ainsi, en décembre 1902,

Digitized by Google

100 francs en or français valaient au Mexique 258 fr. 57, alors que 100 francs en piastres du Mexique valaient en France 38 fr. 67. Cette différence agit comme une prime à l'exportation et une barrière à l'importation. L'acheteur européen s'adresse de préférence aux pays à monnaie dépréciée, car il paye la traite sur ces pays meilleur marché que sur tout autre. C'est ainsi, pour reprendre l'exemple précédent, qu'en décembre 1902, il aurait acheté pour 100 francs une traite sur le Mexique qui aurait valu au Mexique 258 fr. 57. Au contraire, le change défavorable oblige le Mexique à se suffire à lui-même sans acheter au dehors. Pour payer 100 francs à Paris, l'acheteur mexicain serait obligé d'acheter une traite sur Paris qui lui coûterait 258 fr. 57.

Tel serait l'effet des variations du change. Il semble bien que les pays à monnaie dépréciée trouvent à cette situation un assez grand avantage. Mais cet avantage est temporaire. Il agit comme un stimulant assez factice. L'équilibre se rétablit bientôt entre les prix; et les pays exportateurs restent avec leur monnaie dépréciée et un change instable, sans avantage en retour. « Il en est, comme on l'a dit pour le Mexique, de ces épanouissements artificiels comme des fiévreuses floraisons que l'art des horticulteurs sait provoquer à un moment donné et qui laissent ensuite la plante anémiée et languissante ».

On peut remarquer aussi que la baisse des prix n'est pas universelle, ce qui devrait être si la cause en était uniquement monétaire. Les loyers et les salaires ont subi une augmentation. La baisse s'est surtout fait sentir sur les objets soumis à la concurrence des pays neufs, comme le blé, dont beaucoup vient de la République Argentine. La facilité des transports et les perfectionnements de la fabrication ont aussi contribué à la baisse pour une grosse part.

Quoi qu'il en soit, les bimétallistes voulaient donner à l'argent son ancien caractère de monnaie légale. Presque partout, nous allons constater des mouvements en ce sens. Mais une telle mesure ne pourrait pas être prise par un État isolé. Le fait par un pays, comme la France, d'ouvrir seul ses Monnaies à la frappe libre de l'argent, n'aurait pas suffi à en faire hausser le cours et aurait pu avoir de fâcheuses conséquences, puisqu'il aurait amené une fuite de l'or. Dès le début, on comprit la nécessité

Digitized by Google

d'une entente internationale à peu près unanime pour aboutir à un résultat sérieux.

Nous aurons donc à étudier l'agitation bimétalliste dans chaque pays, en particulier en Allemagne, où elle est intimement liée à la démonétisation des thalers. Il nous faudra donc en rappeler brièvement la politique monétaire. Puis nous examinerons les différentes conférences internationales où la question fut examinée.

Digitized by Google

CHAPITRE II

La réforme monétaire allemande et le bimétallisme.

Il est nécessaire de jeter un coup d'œil sur la situation de chaque pays au point de vue monétaire, pour comprendre les campagnes bimétallistes qui ont eu lieu dans chacun, ainsi que leurs chances de succès. L'Allemagne surtout devra nous retenir un instant. Sa réforme de 1873 fut, au dire des bimétallistes, la principale cause de la baisse de l'argent, et il est indispensable d'étudier toute la réforme allemande pour saisir dans son ensemble la question de la démonétisation des thalers et voir l'évolution très nette de ce pays sur le monométallisme or.

Par le traité de Vienne du 24 janvier 1857, tous les États de l'ancienne Confédération germanique admettaient un système monétaire uniforme avec frappe libre des monnaies d'or et des monnaies d'argent à plein cours libératoire. Mais on n'établissait pas un rapport fixe entre les deux monnaies. Bien mieux, les pièces d'or n'étaient pas monnaies légales. Elles étaient admises, dans les caisses publiques, non pas à un taux fixe, mais au prix déterminé par l'offre et la demande. Le taux, auquel chaque État recevra des pièces d'or, doit en effet être fixé tous les six mois et pour six mois seulement: il ne peut pas être inférieur à celui que donne la moyenne des cours du change pendant les six derniers mois. Les particuliers ne sont pas tenus de recevoir la monnaie d'or.

On établissait donc, peut-on dire, dans la Confédération germanique, un étalon d'argent. Mais bientôt la tendance de l'opinion se modifia. L'Autriche se retira de la convention de 1857, et à plusieurs reprises, on se prononça pour l'étalon d'or.

En 1870, le Conseil fédéral de l'Allemagne du Nord décida une réforme du papier-monnaie, comme le préliminaire néces-

Digitized by Google

saire d'une réforme monétaire. Le chancelier aurait même voulu réunir une conférence internationale à ce sujet, lorsque éclata la guerre franco-allemande; mais le paiement de l'indemnité de guerre permit de hâter l'exécution de la réforme.

Une loi du 5 décembre 1871 établit le double étalon avec rapport 1 à 15 1/2 : toutefois la frappe libre des monnaies d'argent était interdite pour l'avenir. Sans décider la démonétisation de celles qui étaient en circulation, on prévoyait sans fixer un délai, le retrait des thalers dès que le chancelier de l'Empire le trouverait à propos. Par la loi du 9 juillet 1873, on passait définitivement à l'étalon d'or; les thalers devaient être peu à peu retirés de la circulation. Les lois du 5 décembre 1871 et du 9 juillet 1873 ordonnaient en même temps une refonte générale des monnaies. L'unité monétaire, uniforme pour tout l'Empire, était le mark qui devait contenir 5.532 grains anglais d'or. Les pièces de 5, 10 et 20 marks auraient force libératoire absolue. Les anciens thalers, restant en circulation, devaient continuer à avoir provisoirement force libératoire absolue. Les autres pièces d'argent n'auraient cours légal que jusqu'à concurrence de 20 marks. Les pièces d'or pouvaient être frappées pour le compte des particuliers; mais seul le Gouvernement pouvait frapper des monnaies divisionnaires, jusqu'à un maximum de 10 marks par tête d'habitant. Toutes les anciennes pièces d'argent, à l'exception des thalers, devaient être remonnayées en marks. Le surplus, s'il y en avait, devait être vendu. Le chanchelier devait retirer peu à peu les thalers en circulation. Enfin le papier-monnaie des États confédérés devait être retiré et remplacé par le papier-monnaie impérial.

Par suite de la démonétisation de ses thalers, l'Allemagne avait beaucoup d'argent à vendre. Elle l'écoulait dans les États bimétallistes qui l'entouraient, surtout en France et en Belgique, où, pendant les huit premiers mois de l'année 1873, l'Hôtel des monnaies avait frappé pour 73 millions 1/2 de francs de pièces de 5 francs.

Pour arrêter cette invasion de métal blanc — alors surtout qu'il commençait à se déprécier et les grands stocks jetés sur le marché par l'Allemagne auraient suffi pour cela — on sait que l'Union latine prohiba la frappe libre. L'Allemagne ne put alors écouler son argent qu'avec de grandes pertes. Malgré tout, les

Digitized by Google

pièces de deux thalers avaient toutes été rachetées et mises hors de cours le 15 novembre 1876. Mais il restait les pièces de 1 thaler que l'on vendait peu à peu, suivant les circonstances.

Voici du reste le détail des opérations réalisées de 1873 à 1879.

Ventes d'argent par le Gouvernement allemand de 1873 à mai 1879[1].

	Livres d'argent fin.	Produit en marks.	Prix par once en pence.
1873.....	105.923 372	9.296.682,77	59 5/16
1874.....	703.685.175	61.135.670,29	58 3/4
1875.....	214.898.594	18.208.449,08	57 1/4
1876.....	1.211.759.204	93.936.482,37	52 3/8
1877.....	2.868.095.533	230.424.238,51	54 5/16
1878.....	1.622.696.403	126.203.852,08	52 9/10
1879.....	377.744.712	27.934.417,89	50
TOTAL...	7.104.895.993	567.139.992,99	

Voici la quantité vendue en kilogrammes d'après les chiffres officiels[1].

	1.000 kil.	Somme réalisée en millions.	Valeur. à 15 1/2	Perte. subie.	Prix obtenu par kil.
Au 30 sept. 1875.....	348,1	60,6	62	2,0	174,14
Jusqu'au 30 sept. 1876.	523,7	83,4	94,3	10,9	159,18
— 30 sept. 1877.	1.680,4	269,0	302,5	33,5	160,08
— 31 déc. 1878.	811,3	126,2	146,0	19,8	155,54
— 16 mai 1879.	197,3	28,0	35,0	7,0	142,22
1886 à l'Égypte.....	50,0	6,0	9,0	2,1	137,96
TOTAL...	3.610,8	573,2	659,8	72,3	

A la fin de l'année 1880, il avait été retiré de la circulation une somme d'argent de 1.080.486.138 marks. Sur cette somme, 382.684.841 marks ont été versés à la Monnaie pour être refondus en monnaie de l'Empire. Les 696.797.069 marks restants ont été refondus en lingots et ont produit 7.474.644 livres d'argent; sur cette quantité 7.102.862 livres étaient vendues à la fin de mai 1879. Le solde non vendu est de 339.353 livres d'argent fin.

[1] V. Shaw, *Histoire de la Monnaie*, p. 179 et 180.

Digitized by Google

On a beaucoup discuté sur la réforme de 1873 et son influence sur le cours de l'argent. Elle fut le grand argument des bimétallistes. C'est la suspension de la frappe libre qui a causé la baisse de l'argent. La conclusion était facile : reprenons la frappe libre et l'argent atteindra ses anciens cours. Sans entrer dans cette discussion, il paraît bien certain qu'il a dû en être ainsi. En suspendant la frappe libre, l'Allemagne et plus tard l'Union latine ont fermé le principal débouché de l'argent, ce qui devait avoir déjà une influence sur les cours. La réforme allemande devait avoir une plus grande influence encore, puisqu'elle démonétisait ses thalers et vendait l'argent qui en provenait. C'était un stock énorme jeté sur le marché et qui ne pouvait que précipiter la baisse.

Les bimétallistes avaient raison, à notre avis, d'attribuer à la réforme allemande la principale cause dans la baisse de l'argent. Mais ils étaient peut-être un peu optimistes dans la conclusion que la reprise de la frappe ferait rehausser les cours. La baisse du métal argent tient aussi à d'autres causes plus profondes : l'augmentation de la production et la désaffectation du public pour ce genre de monnaie.

Le 19 mai 1879, M. de Bismarck, pour des raisons que l'on n'a jamais pu démêler, probablement en haine des libre-échangistes, qui étaient les promoteurs de la réforme monétaire, et sous la pression du parti agraire, M. de Bismarck arrêta brusquement l'effet de la réforme monétaire et suspendit la démonétisation des thalers.

Elle fut continuée seulement dans deux circonstances tout à fait particulières. En 1886, on vendit à l'Égypte 100.000 livres d'argent fin à un prix variant de 47 1/2 à 46 pence par once standard. Le total produisit une somme de 6.898.002,72 marks.

Le ministère Caprivi fit aussi une petite réforme en 1891. Il restait, dans les thalers en circulation, un certain nombre des thalers autrichiens qui avaient cours dans toute la Confédération en vertu du traité de 1857 et qui étaient restés en circulation après 1866. L'Autriche, après vingt-cinq ans, aurait pu évidemment refuser ces thalers. Mais on arriva à un arrangement. L'Autriche consentait à reprendre le tiers de ses thalers au prix nominal de 1 florin 1/2 d'Autriche. Il y avait environ 78 millions de thalers autrichiens dans la circulation. L'Autriche

Digitized by Google

reprit 26 millions de thalers contre 13 millions de florins. Ces florins valaient 22.490.000 marks. Or, les 26 millions de thalers valaient, au cours de l'argent d'alors, 39 pence 3/4 par once, 17.700.000 marks. L'Allemagne évitait ainsi une perte de 4.750.000 marks. Pour les deux autres tiers des thalers, elle supportait la perte entière.

Pendant que s'accomplissaient ces événements, prenait naissance en Allemagne un mouvement considérable favorable au bimétallisme. L'Allemagne avait refusé de prendre part à la conférence de 1878; sa réforme monétaire était alors en pleine voie d'exécution. Mais elle prit part à celle de 1881. C'est que, dans l'intervalle, les idées avaient beaucoup changé. M. de Bismarck ne savait que penser de la question monétaire. Tout le monde sait qu'il avouait n'y pas comprendre grand'chose.

Quoique la question ne soit pas politique, les bimétallistes étaient surtout les membres du parti conservateur, le parti agraire. Les libéraux étaient au contraire favorables à la réforme de 1873. Les bimétallistes faisaient valoir surtout les grands frais que la conversion à l'étalon d'or avait occasionnés jusque-là et disaient que les ventes allemandes d'argent étaient la cause de la suspension de la frappe dans l'Union latine. En France, c'était Wolowski et Cernuschi qui étaient les champions du bimétallisme. En Allemagne, le théoricien en fut surtout Arendt, dans son livre sur le « Bimétallisme conventionnel » paru en 1880. Depuis lors, la question, en Allemagne, fut surtout considérée comme internationale. On voulait arriver au bimétallisme par une entente universelle. Wagner, Schäffle, Lexis, Neuwarth furent, avec Arendt, les premiers apôtres du bimétallisme. Ils avaient des adversaires redoutables dans Sœtbeer, Nasse et Roscher.

A la conférence de 1881, l'Allemagne déclara, comme l'Angleterre, qu'elle ne pouvait pas consentir à changer son étalon monétaire, mais que, dans le cas d'une entente entre les principales nations, elle consentirait à prendre certaines mesures pour augmenter l'emploi monétaire de l'argent.

La conférence n'aboutit pas, mais elle fut suivie d'une forte agitation bimétalliste. Il se fonda une Société pour le développement des doctrines bimétallistes. Cette société organisa de nombreuses conférences, fit paraître beaucoup de brochures et,

Digitized by Google

avec les bimétallistes anglais, organisa un congrès bimétallique libre qui se réunit à Cologne en octobre 1882 et vota à l'unanimité diverses résolutions bimetalliques. Ce congrès a été purement platonique; les vœux qu'il a émis n'ont eu aucune influence sur la politique des deux nations.

En Allemagne, l'agitation bimetalliste continua mais sans grands faits notables. En 1884, 440 comices agricoles envoient une pétition, dénonçant l'etalon d'or comme cause de la baisse des prix. C'est toujours l'elément agricole, le parti agraire, qui mène la campagne. MM. de Kardoff et Schorlemer-Alst interpellent le Gouvernement. On présente même au Reichstag des propositions relatives au double étalon : elles sont rejetées.

La ligue bimétallique continue son action. Elle entretient l'agitation et reçoit des adhésions un peu dans toutes les parties de l'Allemagne. Elle se compose surtout de membres du parlement, d'industriels, d'agriculteurs, d'hommes de science, etc... Mais Bismarck refuse de prendre l'initiative du règlement de la question monétaire; toutefois, il laisse entendre qu'il prêterait son concours à la Grande-Bretagne, si celle-ci prenait l'initiative.

L'Allemagne se rend au congrès monétaire de 1889. Nous savons déjà qu'il n'y fut pris aucune résolution. Elle prend part aussi à la conférence de Bruxelles de 1893. Mais ses représentants avaient des instructions, leur enjoignant de ne pas voter sur des propositions ayant un caractère définitif ou comportant des résolutions. Sa participation à la conférence avait donc pour but beaucoup plus de satisfaire les bimétallistes que d'aboutir vraiment à une solution positive.

En 1894 et 1895, l'agitation bimétalliste devient de plus en plus forte, comme dans les autres pays et surtout en France et en Angleterre. Le syndicat allemand qui s'était fondé en 1882 et qui avait organisé le congrès de Cologne se transforme en une ligue puissante, l'Union bimétallique allemande. Elle nomme comme président M. de Kardoff. Elle publie une revue mensuelle, *Bimetallischen Monatsschrift*. Elle s'appuye surtout sur des agriculteurs : car, comme auparavant, le mouvement est surtout agraire, c'est ainsi que le conseil d'agriculture de Berlin vote, le 7 mars 1895, la motion suivante :

« Le gouvernement de l'Empire est invité à user de toute son influence pour faire décider par la conférence internationale

Digitized by Google

monétaire, qui doit se réunir prochainement, le rétablissement du double étalon ». La conférence monétaire en question est celle que réclamaient les États-Unis, pour laquelle le congrès américain avait déjà nommé des délégués, mais qui ne se réunit jamais.

Déjà la question était entrée sur le terrain parlementaire. On avait nommé une commission pour étudier la question de l'argent. C'est ainsi que le 15 février 1895, le comte de Mirbach demande au Reichstag que le Gouvernement réunisse une conférence internationale. Le chancelier de l'Empire, prince de Hohenlohe, répond : « Comme suite aux mesures qui ont abouti à la nomination d'une commission d'enquête sur l'argent, je suis disposé à examiner, avec les Gouvernements confédérés, s'il n'y aurait pas lieu d'échanger des vues amicales avec les États intéressés au relèvement de l'argent pour prendre telles dispositions permettant d'arriver à une solution ». Le lendemain, le Reichstag, par une majorité des deux tiers composée de la droite et du centre en entier et de la moitié des nationaux libéraux, vote une motion « tendant à prier les gouvernements confédérés d'adresser le plus promptement possible des invitations à une conférence monétaire en vue du règlement international de la question ».

Si le mouvement bimétalliste s'étendait à l'Allemagne tout entière, il était surtout considérable en Prusse. Le 16 mai la Chambre des seigneurs de Prusse émettait un vœu, en faveur du règlement international de la question monétaire dans le sens du bimétallisme. Le 20, le Landtag votait une motion analogue.

L'année suivante, pour répondre à la manifestation d'opinion de tous les autres parlements européens, le Reichstag et la Chambre des députés votèrent la motion suivante :

« Plaise au Reichstag et à la Chambre des députés de déclarer :

« Que la divergence du rapport de valeur des deux métaux précieux, depuis l'abrogation du double étalon français, s'est manifestée comme étant nuisible aux intérêts allemands;

« Que le Reichstag invite le Gouvernement royal et les gouvernements confédérés à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour établir et assurer, au moyen d'une entente internationale, un rapport de valeur fixe entre l'argent et l'or ».

Digitized by Google

Le 13 juin, dans une discussion au Landtag prussien, le ministre des Finances, M. Miquel, déclara formellement que si un pays compétent, l'Angleterre surtout, prenait l'initiative d'un règlement international de la question de l'étalon monétaire, la Prusse répondrait à son appel et participerait à la discussion internationale. On connaît déjà l'échec des tentatives bimétallistes; l'entente internationale ne put être réalisée. L'Allemagne restait toujours avec ses thalers sous le régime de l'étalon boiteux. Il y avait encore dans la circulation ou dans les caves des banques un stock de thalers, évalué à 359.000.000 de marks. La réforme fut réalisée par la loi du 13 juin 1900.

D'après l'art. 4 de la loi monétaire de 1873, les monnaies divisionnaires d'argent (pièces de 5, 2 et 1 marks, pièces de 50 et de 20 pfennigs argent) ne devaient pas dépasser 10 marks par habitant. Les thalers n'étaient pas compris dans les monnaies divisionnaires : ils avaient force libératoire absolue, tandis que les monnaies divisionnaires ne devaient être acceptées obligatoirement que jusqu'à concurrence de 20 marks. Dans la réalité, les thalers faisaient fonctions de monnaie divisionnaire. Une grande partie formait l'encaisse de la Reichsbank (178 millions de marks en août 1899) et des autres banques privées (12 millions 1/2). La loi du 13 juin 1900 transforma les thalers en monnaie divisionnaire : une fois la réforme réalisée, l'étalon d'or serait parfait en Allemagne.

La réforme de 1900 peut se résumer en quelques points.

Les pièces de 5 marks en or devaient être retirées de la circulation. Le public ne les avait jamais admises. En 1879, Bismarck en avait fait frapper 27.909.925 marks. Dès 1881, la Reichsbank avait l'ordre de ne plus remettre en circulation celles qui lui venaient. Le stock en augmenta continuellement dans les caves de la Banque. Il était :

au 31 décembre	1880,	de	3.110.000	marks
—	1883,	—	13.000.000	—
—	1887,	—	20.000.000	—
—	1898,	—	23.400.000	—

Dès 1898, le Conseil fédéral avait ordonné la refonte de 22 millions de marks en pièces de dix marks (couronnes). Les

Digitized by Google

pièces de 5 marks en or, d'après la loi de 1900, n'ont plus eu cours légal à partir du 1er octobre 1900. Toutefois, elles ont été reçues dans les caisses publiques jusqu'au 30 septembre 1901, date à partir de laquelle elles n'avaient plus que leur valeur en or.

On démonétisait encore les pièces de 20 pfennigs en argent : le public ne s'y habituait pas non plus : elles sont trop légères et trop petites. De plus elles s'usent très vite. On a constaté en 1898 qu'elles avaient perdu près de 4 0/0 de leur métal. On en avait frappé 35.717.929 marks. Elles avaient été refondues à diverses reprises, en vertu de décisions du Conseil fédéral. En 1900, il en avait été retiré 28 millions de marks : il restait donc seulement alors 7.700.000 marks à démonétiser.

Les pièces de 20 pfennigs en nickel étaient aussi démonétisées et devaient être retirées de la circulation le 1er janvier 1903.

Mais la plus grande réforme de la loi du 13 juin 1900 consiste dans la transformation des thalers en monnaies divisionnaires. On augmente les monnaies divisionnaires qui sont très demandées. On demande en particulier des pièces de 5 marks dans les districts industriels du Rhin, de Westphalie et de Saxe pour le paiement des salaires

D'après la loi de 1900, il sera frappé 15 marks de monnaie d'argent par habitant, par conséquent, pour la population actuelle de l'empire, qui est de 56 millions, 840 millions de marks. A fin mars 1899, 528,8 millions de marks de monnaie d'argent avaient été frappés et aujourd'hui cette somme pourrait bien s'élever à 540 millions de marks. Il resterait donc 300 millions de marks à frapper. La circulation actuelle des écus (inclus le montant de la Banque de l'Empire) est évaluée à 360 millions de marks, avec lesquels on peut frapper 400 millions de marks de monnaie d'argent d'un titre inférieur de 10 0/0. Il resterait donc disponible 100 millions de marks d'écus.

La population de l'Allemagne augmente annuellement de 800.000 âmes, pour lesquelles il faut frapper 15 marks par tête, soit 12 millions de marks de monnaie d'argent. Ces besoins peuvent encore être couverts pendant huit ans avec l'argent des écus. Ensuite les écus devront avoir disparu de la circulation, mais il est évident que cette disparition se fera plus vite, car la Banque de l'empire, obligée de frapper au delà de son montant

Digitized by Google

actuel d'écus, ne remettra pas en circulation les écus qui rentreront dans ses caisses.

Ainsi les thalers disparaîtront bien vite de la circulation et l'on peut dire en définitive que l'Allemagne a aujourd'hui un régime monométalliste or parfait.

Comme on le voit, la réforme de 1900 en Allemagne a eu une portée et un but pratiques; elle ne s'est pas préoccupée de vues théoriques préconçues. On a tenu du reste à réserver les principes. Des bimétallistes sont intervenus dans les débats et ont critiqué la réforme; mais il n'y a pas eu d'opposition irréductible, ni même, peut-on dire, d'opposition très sérieuse.

Pour bien montrer qu'il s'agissait uniquement d'une réforme technique, le Reichstag, sur la proposition d'un député bimétalliste, M. Hérold, a voté la résolution suivante :

« Le Reichstag, par sa nouvelle loi monétaire, n'entend apporter aucun obstacle à une prochaine convention monétaire internationale qui réglera toutes les questions en discussion ».

Il disait, à l'appui de sa proposition : « Messieurs, en votant la loi monétaire, nous nous résignons à des nécessités immédiates, mais nous n'entendons pas apporter un obstacle au règlement international de la question monétaire ».

C'est pour le même motif aussi que le Reichstag n'a pas voulu employer les bénéfices de l'opération en achat d'or. Le Gouvernement l'avait proposé. Le bénéfice, nous l'avons vu, est de 10 0/0 pour les monnaies divisionnaires. 10 0/0 sur 300 millions de marks, cela aurait fait 30 millions de marks. Avec cette somme, on eût pu acheter 55 millions de marks de thalers et couvrir la perte qui en résultait. Pour 55 millions de marks d'argent de thalers, on obtiendrait 25 millions d'or. En y ajoutant les 30 millions de marks, bénéfice de la frappe, on aurait pu acquérir 55 millions de marks d'or.

Le Reichstag rejeta la proposition. Indépendamment de tout principe monométalliste ou bimétalliste, on a voulu simplement améliorer la circulation métallique et augmenter le nombre des monnaies divisionnaires.

Digitized by Google

CHAPITRE III

Les campagnes bimétallistes dans les principaux États de l'Europe.

Les autres pays de l'Europe, où s'est manifesté le mouvement bimétalliste, n'ont pas eu, comme l'Allemagne, une réforme monétaire, au sujet de laquelle s'est faite l'agitation. L'Angleterre était monométalliste or et sa politique n'a été en rien modifiée. La France, comme tous les États de l'Union latine, avait suspendu la frappe libre dès 1876 et depuis lors, aucun changement n'est intervenu dans sa situation. Il en est de même en Belgique. La Russie et l'Autriche n'ont réalisé leur réforme monétaire, qu'après l'apaisement de l'agitation bimétallique. Nous n'avons donc ici qu'à signaler les tentatives qui ont eu lieu dans ces pays en vue d'une restauration du bimétallisme.

La France a eu un rôle tout particulier dans l'histoire monétaire de l'Europe au XIXe siècle, à cause de son abondante circulation métallique et de son régime monétaire; il importe de dire pourquoi.

SECTION I. — **Le bimétallisme en France.**

Au début du XIXe siècle, soit par suite des butins rapportés par Napoléon Ier, soit pour toute autre cause, les espèces monnayées abondaient en France. De 1796 à 1820, on frappa, en France, pour 2.000 millions de francs et pendant le même temps, 500 millions furent frappés en Angleterre pour la France. Ces frappes considérables donnèrent à la France la suprématie monétaire, grâce à laquelle, jusqu'en 1870, le rapport de valeur entre l'or et l'argent 15 1/2 à 1 a été sans grands inconvénients.

Beaucoup d'États, qui perdirent ainsi leurs métaux précieux, durent recourir au papier-monnaie, dont la France fut préservée.

Digitized by Google

Mais, en revanche, elle a été privée des chèques, des clearing-houses, et autres instruments qui économisent l'emploi de la monnaie. Ces institutions n'ont été connues chez elle qu'assez tard et ne s'y sont jamais beaucoup développées. Cette situation « livra les finances de la France, plus complètement que celles d'aucun autre État de l'Europe, aux mains sans pitié des fondeurs de lingots ».

C'est grâce au régime monétaire français que les divers pays étrangers pouvaient maintenir leurs changes, même quand ils usaient de monnaies différentes. L'Angleterre était à l'étalon d'or depuis 1816. L'Inde était à l'étalon d'argent. Malgré cette situation, les relations commerciales entre les deux pays étaient faciles. Il importait peu au commerçant anglais d'être payé en or ou en argent, puisqu'en France il pouvait obtenir, suivant le rapport 1 à 15 1/2, le métal qu'il préférait. Le bimétallisme français n'a donc pas, comme on le dit souvent, maintenu le rapport 1 à 15 1/2 comme rapport réel entre les deux métaux. Ce rapport est fixé par le commerce et dans la réalité il n'a presque jamais été, dans le cours du XIXe siècle, exactement 1 à 15 1/2. Mais le rapport français a corrigé ce que le changement commercial de valeur entre les deux métaux pouvait faire naître de difficultés.

On connaît les inconvénients qu'avait eu cette situation pour la France et les moyens qu'on avait dû prendre pour y remédier. L'Union latine a souvent été étudiée. La frappe de l'argent fut suspendue en 1876 et la France adopta, pour employer une expression consacrée, un bimétallisme boiteux.

Dès la suspension de la frappe de l'argent, des oppositions se manifestèrent, à intervalles assez rapprochés. Il y avait en France, dès cette époque, un parti bimétalliste assez fort. Cernuschi en fut un des premiers apôtres ; le directeur de la Banque de France y représentait un des éléments principaux. M. Magnin, directeur de la Banque de France, présidait la conférence de 1881. Depuis, la France prit part à toutes les tentatives de réhabilitation de l'argent.

En 1884, M. de Soubeyran demanda la reprise de la frappe et, en février 1886, il soutenait à la Chambre une proposition invitant le Gouvernement à poursuivre les négociations diplomatiques qui devaient suivre la conférence de 1881.

Digitized by Google

A partir de cette époque, toute la campagne bimétalliste en France, au moins jusqu'en 1895, a comme centre, la Société des agriculteurs de France. Dès 1887, elle émet le vœu : « que le Gouvernement use de toute son influence près des diverses Puissances étrangères, pour que les étalons d'or et d'argent soient conjointement adoptés par elles et qu'un rapport fixe entre les deux métaux soit universellement établi, dans un bref délai ». Dans les années suivantes, le vœu est renouvelé presque à chaque assemblée générale. En 1890, on demande la réunion d'une conférence internationale ayant pour objet, comme celle de 1878 et de 1881, l'établissement d'un régime monétaire reposant sur un rapport constant entre l'or et l'argent.

Malgré tout, l'opinion publique reste indifférente. C'est qu'en France, dans les transactions intérieures, on n'a pas à se préoccuper du change; la valeur de la monnaie est fixe : peu importe que le paiement soit fait en or, en argent ou en billets. Dans d'autres pays, en Angleterre par exemple, et surtout en Amérique du Nord, ces questions sont connues de tous. Le rapprochement, le contact journalier de deux pays, comme les États-Unis et le Mexique, qui ont des systèmes monétaires différents, obligent les habitants à se familiariser aux questions de change.

En 1890, la campagne devient plus active : car on va bientôt arriver à l'expiration de l'Union latine et des traités de commerce; il est donc possible d'obtenir un changement dans le régime économique. La Société des agriculteurs de France met au concours un « mémoire sur la question monétaire dans ses rapports avec les intérêts de l'agriculture ».

Mais on parle d'une nouvelle conférence internationale sur l'initiative des États-Unis. La Société des agriculteurs de France agit auprès du Gouvernement qui accepte l'invitation, mais ne veut prendre aucun engagement sur les instructions à donner à ses représentants (voir interpellations de Soubeyran et Bourgeois discutées le 31 mai 1892).

Pour étudier la question monétaire qui n'était pas encore élucidée pour le plus grand nombre, la Société des agriculteurs de France nomme une commission monétaire qui commence ses travaux le 24 mai 1892. Elle envoye des invitations aux diverses sociétés agricoles étrangères pour l'organisation d'une action commune. L'assemblée générale de 1893 décide même de se met-

Digitized by Google

tre en relation avec toutes les associations françaises et étrangères, afin de provoquer un grand mouvement d'opinion destiné à éclairer la conférence internationale de Bruxelles, dont on connaît l'échec; malgré cet insuccès, la Société émet, dès l'année suivante, un vœu demandant d'agir quand même. En 1894, elle demande de nouveau la réunion d'une conférence internationale; l'accord de trois au moins des puissances intéressées serait suffisant, dit-elle, pour obtenir un résultat.

Le 30 janvier 1894, la Société émet le vœu « qu'une ligue monétaire soit fondée sous le patronage de la Société des agriculteurs de France ». Cette initiative fut appuyée par l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises, et par la Société nationale d'encouragement à l'agriculture. Sous le patronage de ces trois associations, fut fondée la *Ligue nationale bimétallique*, qui inaugura ses travaux le 23 mars 1895. Elle créa un Bulletin officiel de la ligue nationale bimétallique, paraissant le 15 de chaque mois. Le premier numéro parut le 15 avril 1895.

Pendant que se fondait cette ligue, l'agitation bimétallique continuait partout. De très nombreuses conférences étaient faites dans les principales villes, pour éduquer l'opinion publique, qui, malgré tout, ne comprenait rien à la question. Quelques conseils généraux, quelques syndicats, quelques comices agricoles émirent des vœux en ce sens. Des pétitions furent déposées à la Chambre.

La Chambre de commerce de Marseille se déclara, le 12 mars 1895, partisan du bimétallisme international. Le congrès national des unions et syndicats agricoles de France, siégeant à Angers, émit un vœu dans le même sens (20-22 mai 1895).

Le 10 décembre 1895, les ligues bimétalliques française, anglaise et allemande se réunirent en congrès à Paris. On y nomma une commission pour étudier les divers points à résoudre.

Le ministère Méline était tout acquis à la cause bimétallique. Il fit tous ses efforts pour aboutir. Sur l'initiative de la ligue bimétalliste française dont M. Méline était président, et pour répondre à la manifestation bimétallique, faite par presque tous les parlements européens, la Chambre des députés avait voté, le 17 mars 1896, une résolution ainsi formulée : « La Chambre des députés, considérant que l'établissement du bimétallisme inter-

Digitized by Google

national serait un grand bienfait pour les intérêts agricoles, industriels et commerciaux du pays, invite le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour établir et assurer, par une entente internationale, un rapport fixe entre l'or et l'argent ».

La Société des Agriculteurs de France continua encore pendant plusieurs années à s'occuper du bimétallisme; il en fut longuement question dans les assemblées générales de 1895, 1896 et 1897. Pour remédier à la hausse du change, elle proposa même d'émettre, sur les droits de douane, des surtaxes différentielles, suivant l'écart du change. De nombreuses associations agricoles émettaient des vœux en ce sens.

Mais depuis 1896, on ne peut citer aucun fait important en France, au sujet du bimétallisme. La ligue continue d'exister; elle tient régulièrement ses séances. Mais son rôle devient moins actif. « Elle observe et attend », selon le mot de M. Fougeirol. Elle disserte sur le mouvement monétaire à l'étranger, mais, est persuadée que toute tentative, qui ne serait pas internationale, ne pourrait pas aboutir.

La Société d'économie politique nationale, dont la politique monétaire était aussi nettement bimétalliste, essaye inutilement de remettre la question en discussion : la cause semble décidément perdue.

La même année, le mouvement bimétalliste diminue sensiblement. Il a subi un échec sérieux, lors de la nouvelle conférence de Londres (mission Wolcott). La Société des agriculteurs de France elle-même recommande la prudence. Voici comment s'exprime le rapport général de l'année 1898 à ce sujet : « La douzième section (section des relations internationales et coloniales) ne s'est pas dissimulé la gravité de cet incident et en a pesé toutes les suites; elle n'hésite pas à croire qu'il y a lieu d'apporter présentement dans la poursuite du but beaucoup de prudence et de ménagements; mais elle ne désespère pas de l'avenir ».

Depuis lors, aucune tentative sérieuse n'est à signaler. La Société des agriculteurs de France ne s'en occupe plus. La Ligue bimétalliste subsiste encore pendant quelques années et publie son bulletin, qui constate simplement les divers faits monétaires. Dès 1900, M. Théry demande la cessation du bulletin. Il continue à paraître néanmoins jusqu'au commencement de 1903.

Digitized by Google

Section II. — **Le bimétallisme en Angleterre.**

La situation particulière de l'Angleterre la prédestinait à l'étalon d'or. Elle n'est pas une nation productive, ne possède pas de mines de métaux précieux et n'a pas d'argent dans sa circulation. D'autre part, elle est, au premier chef, une nation commerçante et elle se trouve surtout créancière. Elle passa à l'étalon d'or en 1816, se trouva très bien de ce régime et ne parut jamais avoir l'intention de l'abandonner. D'autre part, sa situation primordiale sur le marché financier rendait son adhésion indispensable.

Aussi se forma-t-il d'assez bonne heure, un mouvement en faveur du bimétallisme. D'abord restreint, ce mouvement devint très puissant en 1893.

On avait formé une Association internationale de l'étalon monétaire dans ce but. En 1886, cette association se fusionna avec une organisation créée dans le Lancashire par les gens de Manchester pour entretenir l'agitation sur la question de l'argent et du change indien, et devint *la Ligue de l'or et de l'argent*. On peut être étonné de voir Manchester, qui est surtout un centre industriel et commercial, se mettre à la tête du mouvement bimétalliste en Angleterre, c'est parce que le district de Manchester est surtout en rapport avec les pays à étalon d'argent. Or, c'est là le fond de toutes les convictions bimétalliques anglaises, le change avec l'Inde, les rapports commerciaux avec l'Inde.

On connaît les résultats de la grande commission monétaire anglaise. Après plusieurs années de travaux, la commission, composée de douze membres, se trouva divisée en deux parts égales. Six membres déclarèrent « qu'ils ne sauraient engager actuellement leur pays à négocier avec d'autres États un traité qui entraînerait l'adoption du bimétallisme ». Ils demandaient d'abolir les droits sur l'argent manufacturé et quatre d'entre eux proposaient d'émettre des billets de banque de une livre sterling et de 10 shellings pour remédier à la rareté de l'or. Six autres étaient d'avis d' « opter pour le bimétallisme international sur la base du *statu quo ante* 1873 ». Ils voudraient « réunir les puissances de l'Union latine, ainsi que les États-Unis et l'Allemagne, dans un congrès où l'Inde et les autres colonies anglaises pour-

Digitized by Google

raient être représentées. Le rapport final de la commission a paru en octobre 1888.

En 1889, l'Angleterre prit part au congrès de Paris, mais en spectatrice, beaucoup plus qu'en actrice. « Prenons-y part, avait dit lord Salisbury à la Chambre des communes le 5 juin 1889, prenons-y part avec le monde entier et efforçons-nous de tirer de l'expérience générale des leçons qui nous conduiront à un résultat sûr et prospère ».

Les débats à la Chambre des communes se multiplient dès 1890, mais leur résultat est toujours négatif (V. 11 mars 1890, avril 1890). Cependant il y a dans le ministère un bimétalliste convaincu, M. Balfour, « secrétaire principal pour l'Irlande ».

En 1892, comme partout, la question prend une acuité particulière. La Chambre de commerce de Manchester émet un vœu bimétalliste. La ligue agit vigoureusement. Elle fait de grands progrès, mais sa tactique s'est un peu modifiée. A l'origine, elle demandait la reprise de la frappe libre de l'argent avec substitution du rapport 1 à 20 au rapport 1 à 15 1/2. Maintenant elle insiste plutôt sur la reprise de la frappe libre par les États de l'Union latine à l'ancien rapport 1 à 15 1/2, la Grande-Bretagne s'engageant simplement à ce que la Banque d'Angleterre admette dans son encaisse une certaine proportion d'argent, 1/4 au 1/5, par exemple, ce qui représenterait à cette époque (1892) 250 ou 300 millions de francs environ.

Cette tactique s'explique fort bien. L'Angleterre, par ses relations commerciales, avec l'Inde, aurait évidemment avantage à ce que l'Union latine reprît la frappe de l'argent isolément. Elle profiterait ainsi de l'ancienne organisation, antérieure à 1876, sans rien risquer elle-même.

Pendant ce revirement, les États-Unis convoquaient les principaux États à la conférence de Bruxelles. L'Angleterre y prenait part, mais sans vouloir céder en rien sur la question de principe. D'autant plus que la situation actuelle lui était très favorable, sauf en ce qui concerne ses rapports avec l'Inde.

Or, dans l'Inde elle-même, se faisait une grande agitation monétaire; cette colonie s'apprêtait à passer au monométallisme or. Il s'y était pourtant fondé à Simla, en juin 1892, une Association monétaire indienne (l'Indian Currency association) pour la défense du bimétallisme.

Digitized by Google

A la fin de cette même année 1892, le Gouvernement anglais nommait une commission pour examiner la situation monétaire de l'Inde. Cette commission avait déjà son siège fait, quand se réunit la conférence de Bruxelles, mais, par courtoisie internationale, elle s'ajourna pendant la durée de la conférence. Du reste, disait le représentant du Gouvernement des Indes à la conférence de Bruxelles, « tant qu'il pourra y avoir l'espérance de voir aboutir une entente internationale, le Gouvernement indien hésitera à modifier le système en vigueur ». Mais la conférence échouait et le 26 juin, on annonçait à la Chambre des communes la suspension de la frappe libre dans l'Inde.

Naturellement la Bimettallic League protesta contre la mesure d'ostracisme du métal blanc prise par le Gouvernement indien; M. Balfour fit même une conférence bimétalliste mais, malgré tout, les bimétallistes se heurtaient en Angleterre à beaucoup d'influences hostiles : l'opposition de la presse, un siècle de monométallisme or, l'opposition d'hommes puissants et influents. D'autre part, la baisse des changes orientaux a été néfaste à beaucoup d'industries. C'est elle qui a permis aux filateurs de Bombay de battre ceux du Lancashire sur les grands marchés de l'Extrême-Orient. C'est grâce à elle que les manufactures de Dundee ont été transférées à Calcutta. Mais l'Inde souffrait beaucoup de la baisse du change et on a calculé que chaque nouvelle baisse d'un penny dans la valeur de la roupie représentait une aggravation de dépenses de 5 millions de roupies pour le Gouvernement indien.

L'agitation s'étendit aussi à l'Australie, qui a elle aussi une très grosse dette vis-à-vis de l'Angleterre. La colonie australienne de Victoria créa une ligue bimétallique, à l'exemple de la métropole.

La Bimettallic League de l'Angleterre agit toujours; elle provoqua même un congrès bimétalliste à Mansion-house, en 1894. L'année suivante, elle s'occupa des élections générales qui allaient avoir lieu. On demanda des engagements à tous les candidats au sujet de la question monétaire. On envoya au chancelier de l'Échiquier un mémoire sur la question, signé de banquiers, commerçants, agriculteurs, syndicats...

Les élections semblèrent favorables au bimétallisme, quoiqu'il soit assez difficile de classer les élus; il y en avait dans tous

Digitized by Google

les partis. Ces élections étaient surtout un succès pour les unionistes.

Les bimétallistes saluèrent le nouveau ministère Salisbury, comme une grande victoire. Le ministère comptait en effet sept membres de la Bimettallic League et en particulier M. Balfour. On comptait sur lui pour provoquer une nouvelle conférence internationale, mais il répondit à une question posée à ce sujet à la Chambre des communes : « Je suis quant à moi et j'ai toujours été partisan des ententes internationales, mais je n'ai pas le droit d'engager mes collègues sur cette question, je n'ai pas non plus de raison de penser qu'une conférence internationale aurait cette entente pour issue. Une deuxième conférence sans résultat serait un échec sérieux ».

Les bimétallistes étaient alors nombreux en Angleterre. Les monométallistes crurent devoir s'organiser et ils fondèrent une Association pour la défense de l'or (The Association of the defense of the gold standard). Elle s'occupa très activement aussi des élections de 1895 et répondit au manifeste bimétalliste par un manifeste semblable, adressé au chancelier de l'Échiquier.

Par certains côtés, la question prenait même un aspect politique. La question irlandaise, par sa nature même, est une question principalement agraire et ce sont justement les intérêts agricoles du monde civilisé qui souffrent le plus de l'abaissement des prix, suite naturelle et inévitable de l'appréciation de l'or, c'est-à-dire, de l'augmentation de la valeur marchande et intrinsèque de l'or. Tel fut l'argument par lequel on espérait apporter, comme appoint, le patriotisme irlandais à la cause du bimétallisme international. L'archevêque de Dublin, Mgr Walsh, fut un des promoteurs de la campagne bimétalliste, à laquelle il essayait de convaincre les Irlandais, dans un ouvrage qu'il publia en 1894, « Bimétallisme et Monométallisme ».

On se souvient que l'agitation avait lieu dans presque tous les pays et que toujours l'opposition de l'Angleterre faisait tout échouer. Aussi le chancelier de l'Empire allemand, déclarait-il qu'il ne fallait pas songer à une nouvelle conférence monétaire, tant que l'Angleterre serait décidée à ne pas réouvrir les monnaies des Indes. Or, jamais le Gouvernement anglais ne voulut prendre à ce sujet le moindre engagement. M. Balfour lui-même

Digitized by Google

le déclara deux fois à la Chambre des communes, en février et mars 1896.

Le 17 mars, la Chambre des communes vota une motion bimétalliste, pour répondre aux votes des autres parlements européens. « Cette Chambre est d'avis que l'instabilité de la valeur relative de l'or et de l'argent, survenue à la suite de la mesure prise par l'Union latine en 1873 (suspension de la frappe libre de l'argent), a porté préjudice aux meilleurs intérêts de ce pays et insiste auprès du Gouvernement de la Reine pour lui conseiller de faire tout ce qui est en son pouvoir pour assurer, par une entente internationale, une parité monétaire stable du change entre l'or et l'argent ». Cette résolution fut votée à l'unanimité; déjà le 26 février, la Chambre en avait adopté une semblable.

Le chancelier de l'Échiquier avait combattu les théories bimétallistes. M. Balfour, premier lord de la Trésorerie, les avait au contraire soutenues, en disant que, sans changer la circulation intérieure du pays, on pourrait rouvrir les hôtels des monnaies des Indes. La campagne parlementaire ne donnait donc pas plus de résultats que l'autre.

Les tentatives de Mac-Kinley pour aboutir à une entente diplomatique échouèrent complètement. Les pourparlers furent rompus en Angleterre, par suite du refus des Indes de réouvrir leurs monnaies. La commission d'enquête de l'Inde avait nettement conclu à l'adoption et à l'établissement définitif de l'étalon d'or.

En haut lieu, on suivait donc toujours la politique traditionnelle, et malgré toutes les apparences contraires, alors même que la majorité semblait favorable, le Gouvernement ne prenait jamais de décisions définitives qui pussent compromettre la situation acquise.

Et pourtant les conversions au bimétallisme augmentaient toujours. La Commission royale d'agriculture, nommée en septembre 1893, qui avait poursuivi ses travaux pendant quatre ans, avait conclu au bimétallisme. Pendant la même année, 1897, le parti ouvrier anglais s'y déclarait favorable et le 8 septembre, le congrès des Trade-Unions, réuni à Birmingham, votait une résolution bimétalliste. Les associations agricoles venaient toujours plus nombreuses au bimétallisme et l'Union nationale agricole, tenue à Londres, votait le 8 avril une résolution en ce sens.

Digitized by Google

Mais le refus du Gouvernement indien de rouvrir ses monnaies et l'achèvement de la réforme monétaire avaient porté un rude coup à la cause bimétalliste en Angleterre. Le Gouvernement indien avait pourtant réservé l'avenir par la déclaration suivante :

« Nous ne lions pas nos mains, car si l'adoption de l'étalon d'or nous rend indépendants du caprice ou de l'hostilité des pays étrangers, elle ne nous empêche pas, *dans l'avenir*, de discuter avec les puissances extérieures un accord international, si cet accord est encore demandé. Elle nous permet, au contraire, d'aborder cette question sur un pied d'égalité ».

D'autre part, les ligues d'Australie se multipliaient; leurs adhérents augmentaient en nombre. En 1898, il fut même question d'envoyer à l'Angleterre une proposition bimétallique. L'instabilité politique du pays empêcha de discuter utilement la question.

Depuis lors, le parti bimétalliste perd tous les jours de son importance. On peut citer cependant quelques manifestations récentes de son existence. C'est ainsi qu'en mars 1900, le comité de Manchester de la Ligue bimétallique anglaise vota à l'unanimité une résolution en faveur du bimétallisme. « Une parité d'échange entre l'or et l'argent est toujours nécessaire pour les intérêts de l'agriculture et du commerce international ».

Le 14 mai 1902, M. Field demanda, à la Chambre des communes, si, en vue des complications monétaires, soulevées dans l'Inde et en Chine pour les paiements de l'indemnité, le Gouvernement ne considérait pas comme utile de proposer une conférence internationale pour conférer et faire un rapport sur la nécessité d'une restauration générale de la circulation bimétallique. M. Balfour répondit : « Je suis tout à fait d'accord avec l'honorable gentleman sur ce fait qu'un grave inconvénient, et quelque chose de pire qu'un inconvénient, a été causé à propos de l'indemnité chinoise par la forte baisse de l'argent. Mais je ne pense pas que quelque chose de bon puisse sortir de la mesure proposée, si on pouvait l'adopter ».

Section III. — **Le bimétallisme dans les divers États de l'Europe.**

L'agitation bimétalliste eut lieu dans presque tous les autres

Digitized by Google

pays. En Belgique, il se forma un parti bimétalliste, dès la cessation de la frappe libre de l'argent en 1876. Sous la direction de M. de Laveleye et plus tard de M. Allard, ce parti combattit la tendance à l'étalon d'or et fonda une Association belge pour la défense du bimétallisme international.

Le 13 mars 1896, à la Chambre des représentants, M. de Borchgrave lut une pétition de la Société centrale d'agriculture de Belgique, favorable au bimétallisme. M. de Smet de Naeyer, ministre des Finances, répondit que s'il n'appartenait pas à la Belgique de prendre l'initiative, il croyait pouvoir assurer de l'acquiescement de la Belgique à toute mesure destinée à obtenir, par voie d'entente internationale, la réhabilitation monétaire du métal argent.

En Hollande, le mouvement bimétalliste était assez fort. M. Boissevain, l'économiste bien connu, en était le chef. A plusieurs reprises, on fit quelques tentatives; aucune n'a abouti. Comme la Belgique, la Hollande prit part à toutes les conférences bimétallistes. Mais le Gouvernement hollandais était hostile à ce mouvement : ainsi, en novembre 1896, dans le rapport des sections de la seconde Chambre sur le budget de 1897, à propos des mesures que le Gouvernement pourrait prendre en faveur de l'agriculture et des intérêts qui en dépendent, on insista tout particulièrement pour que le Gouvernement fasse ce qui est en son pouvoir, pour obtenir une entente internationale qui aurait pour but le rétablissement du bimétallisme. La tentative échoua : les sympathies du Gouvernement étaient acquises à la politique contraire.

L'Autriche et la Russie accomplissaient leur passage à l'étalon d'or, malgré les essais de campagne bimétalliste. Le 16 mars 1896, on déposa à la Chambre des députés autrichienne, la notion suivante, qui fut votée : « Considérant que les fluctuations de la valeur actuelle de l'or et de l'argent ont causé un grave préjudice économique, le Gouvernement est invité à appuyer vigoureusement les efforts faits par les autres Gouvernements tendant à établir un rapport fixe international pour la valeur relative des deux métaux ». Rien ne fut fait en exécution de ce vœu, et malgré les efforts de la ligue bimétallique hongroise qui fut fondée en juin 1896.

En Russie, le congrès des agriculteurs des neuf gouverne-

Digitized by Google

ments du centre a discuté et voté, les 25 et 26 mai 1898, une résolution « appelant l'attention du ministre de l'Agriculture sur la nécessité d'une révision des dernières lois monétaires, au point de vue des intérêts de l'agriculture russe et de la Russie elle-même, menacés par l'abandon du métal argent, qui est sa monnaie historique ».

En Italie, en Espagne, en Suisse, on pourrait facilement trouver trace du mouvement bimétalliste. Il suffira de dire qu'il se manifesta partout, même à Shanghaï, où se fonda, en juin 1895, une ligue bimétallique orientale, dont l'existence fut, croyons-nous, longue et prospère.

Digitized by Google

CHAPITRE IV

Les conférences internationales.

Plusieurs conférences internationales ont été réunies sur l'initiative des États-Unis ou de la France. Dans toutes, dans les conférences de 1878 et de 1881, ainsi que dans le congrès de 1889, comme dans la conférence de Bruxelles de 1893, on se heurta à l'opposition absolue de l'Angleterre dont la situation financière primordiale rend pourtant l'adhésion indispensable.

Il est nécessaire de suivre ces diverses conférences pour dégager la position prise par chaque pays et constater l'impossibilité d'aboutir à une entente internationale, même limitée à quelques États. Si l'accord est déjà difficile sur le principe même du bimétallisme, il devient en effet presque impossible sur les détails d'application, en particulier sur le rapport à admettre entre les deux métaux.

La Commission américaine de 1876 aboutit, comme on sait, à un double rapport. Celui de la majorité demandait la remonétisation de l'argent. Le résultat fut le vote du Bland bill. La loi du 28 février 1878, qui l'établissait, imposait, dans sa section 2, au Président de la République des États-Unis, d'inviter les membres de l'Union latine et les autres nations intéressées à une conférence internationale qui se réunit, en effet, à Paris, le 10 août 1878, sous la présidence de M. Léon Say. Les délégués américains demandèrent que les États présents admissent par voie d'entente internationale, la frappe libre de l'argent et son emploi monétaire illimité, avec un pouvoir libératoire absolu, au même titre que l'or. Les représentants de la Suisse, de la Belgique et de la Norvège combattirent cette proposition. M. Goschen déclara, au nom de l'Angleterre, que son Gouvernement ne consentirait pas à une modification de son système monétaire. L'Al-

Digitized by Google

lemagne n'avait pas accepté l'invitation et la France prit une politique d'expectative. La conférence aboutit simplement au vote de la résolution suivante par laquelle les délégués reconnaissent :

« 1° Qu'il est nécessaire de maintenir dans le monde le rôle monétaire de l'argent aussi bien que celui de l'or; mais que le choix entre l'emploi de l'un et de l'autre de ces deux métaux, ou de l'emploi simultané des deux, doit avoir lieu suivant la situation spéciale de chaque État ou groupe d'États;

« 2° Que la question de la limitation du monnayage de l'argent doit également être laissée à la libre décision de chaque État ou groupe d'États, suivant les conditions particulières où ils peuvent se trouver, et cela d'autant plus que les perturbations, qui se sont produites dans ces dernières années sur le marché de l'argent, ont diversement affecté la situation monétaire des différents pays ;

« 3° Qu'en présence de divergences d'opinion qui se sont manifestées et de l'impossibilité où se trouvent même des États ayant le double étalon de prendre un engagement relatif à la frappe illimitée de l'argent, il n'y a pas lieu de discuster la question d'un rapport international de valeur à établir entre ces deux métaux. »

C'était un aveu d'impuissance.

En 1881, sur l'initiative des États-Unis et de la France, on décida de convoquer une nouvelle conférence internationale. Dans le programme qui fut communiqué à chaque Gouvernement, il était dit que la conférence devrait examiner : 1° si l'or, existant dans le monde, pourrait à lui seul suffire à toutes les transactions; 2° si, étant donnée la nécessité d'une seconde monnaie, il était possible de la constituer sans fixer un rapport légal de valeur entre l'une et l'autre, etc... Plusieurs Gouvernements, et particulièrement le Gouvernement anglais, demandèrent des modifications à ce programme, dont le texte semblait impliquer l'idée préconçue d'introduire le bimétallisme. Après des pourparlers avec les divers Gouvernements, le but officiel de la conférence fut de « soumettre à l'acceptation des Gouvernements représentés un plan et un système, pour l'établissement, au moyen d'une convention internationale, de l'usage de l'or et de l'argent, comme monnaie bimétallique ». Or, M. Gladstone,

Digitized by Google

à la Chambre des communes, disait qu'à ce point de vue, le Gouvernement anglais ne pouvait donner aucun espoir. M. Scholz, ministre d'État, avait, d'autre part, déclaré au Reichstag, au nom de M. de Bismarck, qu'il importait de maintenir le *statu quo*. La Suisse envoya des délégués, parce qu'il semblait que « la conférence de Paris avait été convoquée plutôt pour discuter la question que pour la résoudre ». La Hongrie répondit à l'invitation, quoiqu'elle ait plutôt des tendances vers l'étalon d'or; elle envoya un délégué. Il semblait difficile, dans ces conditions, d'aboutir à un résultat.

La conférence se réunit néanmoins à Paris le 19 avril. Les États représentés étaient : la France, les États-Unis, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, la Suède et la Norvège, les Pays-Bas, la Russie, la Suisse, l'Espagne, l'Italie et la Grèce. Le Canada et les Indes avaient aussi chacun un représentant spécial.

M. Magnin, directeur de la Banque de France et bimétalliste, présida la conférence. Il se prononça ainsi que le second délégué de la France, M. Henri Cernuschi, pour le bimétallisme. Les États-Unis, les Indes anglaises, l'Italie, l'Autriche et les Pays-Bas se prononcèrent dans le même sens. L'Angleterre et l'Allemagne déclarèrent catégoriquement qu'il ne pouvait pas être question de modifier leur étalon monétaire, mais qu'elles étaient disposées à examiner certaines mesures destinées à augmenter l'emploi monétaire de l'argent. La Belgique, la Suisse, la Grèce, la Suède et la Norvège se prononcèrent catégoriquement contre le double étalon. Il n'y eut pas moins, dans le cours des discussions, de douze déclarations contre le bimétallisme.

La conférence, dans l'impossibilité d'arriver à une entente, suspendit ses travaux le 20 mai, pour consulter les Gouvernements intéressés. Elle les reprit le 30 juin, et après cinq nouvelles séances inutiles, s'ajourna au 12 avril 1882.

Après l'échec de la conférence de 1881 et, malgré les demandes que firent à plusieurs reprises les bimétallistes de divers pays, elle ne reprit jamais ses travaux ; il n'y eut même pas de manifestations internationales importantes du bimétallisme avant 1889. A cette époque, pendant l'Exposition universelle de Paris, se réunit un congrès libre monétaire. Un comité d'organisation français l'avait préparé; 194 membres répondirent à son invi-

Digitized by Google

tation. Le président fut encore M. Magnin, directeur de la Banque de France. Les principaux délégués furent M. Grenfell, représentant la ligue bimétallique anglaise; M. Dreyfel, la ligue bimétallique allemande; M. Arendt (Allemagne); M. Raffalovitch; M. Cernuschi... Le bimétallisme fut brillamment soutenu; mais il fut vaillament combattu, en particulier par M. Levasseur et M. Raffalovitch. Ce congrès avait un simple caractère privé; il ne pouvait donc pas aboutir à une solution; il se termina, après quatre jours de séances (du 11 au 15 septembre), sans aucune résolution pratique.

Jusqu'à présent, les diverses tentatives internationales n'avaient eu aucune chance d'aboutir, on n'avait même jamais eu à discuter un projet précis. On avait discouru sur des tendances, sans viser un résultat pratique immédiat. Il n'en fut pas de même dans la conférence qui se réunit à Bruxelles en 1892, toujours sur l'initiative des États-Unis. Jusque-là, on avait sans cesse demandé la libre frappe de l'argent, avec pouvoir libératoire absolu. La conférence de Bruxelles essaya d'aboutir à un résultat plus modeste : l'augmentation du rôle de l'argent par divers moyens successivement proposés. L'invitation était conçue en termes très vagues. La conférence était convoquée « dans le but de considérer les mesures qui, le cas échéant, pourraient être prises pour augmenter l'usage de l'argent dans le système monétaire des nations ». Cette invitation arrivait du reste au moment de la plus grande agitation bimétallique et elle fut acceptée par vingt gouvernements : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Danemark, Espagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Indes anglaises, Grèce, Italie, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Roumanie, Russie, Suède, Suisse, Turquie. Le président fut M. Montefiore-Lévy, délégué belge. La première séance eut lieu le 26 novembre 1892.

La conférence de Bruxelles était presque exclusivement composée de praticiens, ayant une ferme volonté d'aboutir. Dès l'ouverture des séances, les États-Unis tentèrent une proposition tendant au bimétallisme international. Elle souleva une telle opposition que les États-Unis n'insistèrent pas. On s'occupa alors de rechercher les moyens d'augmenter l'emploi de l'argent par des moyens secondaires, sans arriver au bimétallisme.

Diverses propositions en ce sens furent soumises à la confé-

Digitized by Google

rence. M. Moritz-Lévy proprosait de retirer de la circulation les billets et les pièces d'or d'une valeur nominale inférieure à 20 francs. M. Tietgen demandait la création d'une monnaie d'argent internationale, qui aurait plein pouvoir libératoire, mais serait remboursable en or dans le pays d'émission. M. William Houldsworth proposait la formation d'une union bimétallique, dans laquelle tous les États recevraient, dans leurs hôtels de monnaie, des dépôts de lingots d'argent, en échange desquels on donnerait des reçus qui circuleraient comme monnaie. M. Alphonse Allard avait fait une proposition analogue. Les monnaies seraient ouvertes au dépôt libre des lingots d'argent ; on les payerait en billets du Trésor à la valeur du marché le jour où le dépôt aurait été effectué. Ces billets seraient remboursables en or ou en argent, au gré du Trésor. Mais, au cas de remboursement en argent, ils donneraient droit à une quantité variable d'argent, égale à ce qu'on aurait pu acheter d'argent le jour du remboursement, avec les dollars or, exprimés sur le billet. MM. Montefiore-Lévy et Sainctelette proposaient de réunir les deux métaux et d'obliger les acheteurs d'or à ne pas pouvoir disposer de ce métal, sans acheter aussi une certaine quantité d'argent.

La plus intéressante de ces propositions fut celle de M. de Rotschild. Quoique partisan de l'étalon d'or, il voulait développer l'usage du métal blanc. Il proposait la résolution suivante : « A condition que les achats des États-Unis soient continués jusqu'à concurrence de 54 millions d'onces par an, je propose, disait-il, que les puissances de l'Europe tombent d'accord pour faire de leur côté certains achats réguliers, soit jusqu'à concurrence d'une valeur de £ 5.000.000 par an : ces achats s'échelonneraient pendant une période de cinq ans, à des prix ne dépassant pas 43 pence l'once, mais si le cours de l'argent dépassait ce niveau, les achats seraient immédiatement suspendus temporairement. Je ne vois pas non plus, ajoutait-il, pourquoi l'argent n'aurait pas cours légal en Angleterre jusqu'à concurrence de £ 5 au lieu de £ 2, comme il en est actuellement ». La réforme ressemblait à la réforme américaine, le Bland bill et le Shermann act.

La commission, chargée spécialement d'étudier le projet de M. Rotschild et celui de M. Moritz-Lévy, se prononça contre le premier et adopta le second. Un délégué anglais fit toutefois

Digitized by Google

quelques réserves : il ne voulait accepter la démonétisation des pièces d'or que concurremment avec l'adoption du projet Rotschild ou de toute autre proposition, ayant l'approbation d'une majorité prépondérante de grands États.

A l'assemblée de la conférence, il y eut de nombreuses oppositions. M. Boissevain déclara que la proposition Rotschild soulèverait dans les Pays-Bas des obstacles insurmontables. Le délégué de l'Inde ajouta qu'il lui était impossible de soutenir la proposition devant l'accueil peu favorable qu'elle avait reçu. M. Allard la trouvait insuffisante. Les délégués anglais déclarèrent qu'ils s'abstiendraient de prendre part à la discussion de détail, qu'ils croyaient inutile : l'un d'eux, pour écarter tout malentendu, fit une déclaration très nettement monométalliste. Le délégué des États-Unis déclara à son tour que la proposition n'était pas équitable pour les États-Unis.

Le projet de M. Moritz-Lévy ne fut pas discuté sérieusement : on le trouva généralement insuffisant.

On s'était encore demandé s'il ne serait pas possible d'arriver à limiter la production de l'argent par des taxes spéciales. On vit les obstacles d'une pareille solution. Les conditions de la production sont différentes aux États-Unis et au Mexique : les mêmes taxes ne produiraient pas les mêmes résultats dans les deux pays. D'autre part, il serait impossible de fixer la proportion de production de chacun : la découverte de nouvelles mines modifierait tous les calculs.

On en revint au vote sur la proposition bimétallique des États-Unis. Au nom de la France, M. Tirard montra les grands services que la France avait rendus au métal argent, dont elle était alors inondée, et déclara qu'elle ne pourrait pas faire de nouveaux sacrifices, à moins que les nations monométallistes or ne s'engagent à reprendre la frappe libre. Les autres États de l'Union latine firent des réponses analogues. L'Allemagne, le Danemark, la Norvège ne voulaient en aucune façon changer leur étalon monétaire; l'Autriche paraissait bien décidée à établir l'étalon d'or. Les Pays-Bas n'entraient dans une Union bimétallique que si la Grande-Bretagne en faisait partie. Or, la Grande-Bretagne était très nettement hostile. Les États-Unis se trouvèrent seuls à défendre le bimétallisme. On s'ajourna.

La conférence de Bruxelles n'aboutit à aucun résultat pratique.

Digitized by Google

Elle ne fut pourtant pas inutile : elle eut l'avantage de préciser la position de chaque État. L'Angleterre était irréductible dans son opposition. La plupart des autres pays n'adhéraient que si le concours de l'Angleterre était acquis. En un mot, le succès était impossible sur le principe bimétalliste lui-même. Peut-être aurait-on pu aboutir à une entente sur un des moyens proposés pour réhabiliter l'argent. Il est permis de douter de l'efficacité de ces mesures. Chacune d'elles n'aurait certainement pas suffi à maintenir le cours du métal blanc. En tout cas, leur effet n'eût été que temporaire.

L'échec de la conférence de Bruxelles fut très sensible aux bimétallistes et depuis lors, il n'y a, pour ainsi dire, pas eu de nouvelles conférences monétaires. Toutefois dans divers congrès et spécialement dans les congrès agricoles, on émit souvent des vœux bimétallistes.

C'est ainsi que le 20 avril 1896 un Congrès libre d'entente bimétallique se réunit à Bruxelles. Les délégués anglais déclarèrent que leur Gouvernement était disposé à réouvrir les hôtels des monnaies des Indes et à faire accepter par la Banque d'Angleterre une partie d'encaisse métallique argent. Quelques mois après, la Commission internationale d'agriculture, réunie à Paris au ministère de l'Agriculture, sous la présidence de M. Méline, émit un vœu en faveur du bimétallisme et de la réunion d'une nouvelle conférence monétaire.

La même année, au mois de septembre, le Congrès international d'agriculture de Budapest, vota une résolution bimétalliste, d'après laquelle, la détresse de l'agriculture viendrait, non pas de la surproduction, qui n'existe pas, mais de la dépréciation des prix, qui vient de la démonétisation de l'argent. La crise agricole devrait donc prendre fin avec le règlement de la question monétaire.

Le Congrès international de Lausanne, sur le rapport de M. Fougeirol, vota une résolution analogue.

Ces vœux restèrent platoniques. C'est seulement, en 1896, sur l'initiative des États-Unis, qu'on fit un essai d'entente internationale au sujet du bimétallisme.

Nous avons déjà dit qu'en 1896, après la première élection à la présidence de la République des États-Unis, Mac-Kinley envoya la mission Wolcott en France pour essayer de s'entendre

Digitized by Google

avec les divers Gouvernements européens, avant de convoquer une nouvelle conférence internationale.'

La mission vint d'abord en France, où les pourparlers aboutirent. La France et les États-Unis s'engageaient à réouvrir leurs Monnaies à la frappe libre de l'argent, si les autres pays prenaient le même engagement. La France aurait même conservé l'ancien rapport 1 à 15 1/2. La mission partit ensuite pour l'Angleterre et il y eut le 12 juillet 1897 une grande conversation diplomatique, où assistait l'ambassadeur de France. Le Gouvernement anglais déclara d'abord formellement qu'il ne pouvait pas être question d'ouvrir les monnaies anglaises à la frappe libre de l'argent, mais qu'il était disposé à discuter toute autre proposition sur d'autres bases.

Les délégués américains demandèrent alors à l'Angleterre les concessions suivantes :

1° Réouverture des Monnaies de l'Inde. Annulation de la loi qui a fait du souverain l'étalon légal des Indes.

2° Acceptation par la Banque d'Angleterre d'un cinquième de son encaisse en argent.

3° *a*) Élever le pouvoir libératoire de l'argent à 10 livres sterling.

b) Admettre des banknotes de 20 shillings, garanties par de l'argent, qui serait étalon légal.

c) Retrait proportionnel ou de toute autre manière, des pièces d'or de 10 shillings et leur remplacement par du papier ayant pour base l'argent.

4° Arrangement pour une frappe annuelle de livres sterling en argent. Présentement, la moyenne de la frappe d'argent pendant cinq ans, serait de 1.000.000 de livres sterling, moins 350.000 livres sterling pour retrait annuel des pièces usées et mutilées et qui doivent être remplacées.

5° L'argent devrait rester étalon légal dans les Détroits et dans toutes les autres colonies anglaises à base d'argent.

En somme et outre quelques réformes de détail qui ne souffraient pas de difficultés sérieuses, on demandait à l'Angleterre la réouverture des monnaies des Indes, c'est-à-dire, l'abandon de sa réforme monétaire. Le Gouvernement anglais déclara qu'il prenait en sérieuse considération les propositions des Gouvernements français et américain et il saisit le Gouvernement des Indes de la question par une dépêche de lord Georges Hamilton

Digitized by Google

du 5 août 1897. La réponse du Gouvernement de l'Inde à l'*India office* est datée du 16 septembre 1897. Elle était catégoriquement opposée à l'adoption des propositions française et américaine. Elle faisait valoir les difficultés que l'Inde avait eues pour réaliser sa réforme monétaire et comment elle avait à peu près abouti. Elle était actuellement arrivée à la stabilité du change.

Le Gouvernement des Indes observait très judicieusement qu'au cas de réussite de l'Union internationale, l'Inde ne gagnerait rien, puisque toute seule, elle avait déjà réalisé sa réforme et obtenu la stabilité du change. Si l'essai échouait, au contraire, l'Inde aurait perdu ce qu'elle avait eu tant de peine à acquérir et la réforme qu'elle était à la veille de mener à bonne fin. Elle n'avait donc rien à gagner à un succès et tout à perdre à un échec. Mieux valait le *statu quo*. Le Gouvernement des Indes déclarait encore que le rapport choisi 1 à 15 1/2 était trop élevé. Il exposerait à de graves difficultés un grand nombre de branches du commerce d'exportation de l'Inde et des industries qui s'y rapportent dont beaucoup sont faites avec des capitaux européens. La conclusion était très catégorique : « Pour résumer notre réponse aux questions posées par Votre Seigneurie, nous lui recommanderons de refuser de participer à l'entreprise de la France et des États-Unis. Notre opinion unanime et décisive est qu'il serait fort peu sage de rouvrir les Monnaies en qualité de partie dans l'arrangement proposé, particulièrement au moment où nous approchons, selon toute apparence, de la stabilité du change, par l'effet de notre action seule et indépendante ».

La banque d'Angleterre fut aussi consultée pour savoir si elle consentirait à user de l'act de 1844, lui permettant d'avoir une encaisse métallique d'argent de 1/5 de son encaisse totale. Le gouverneur de la banque répondit le 29 juillet au chancelier de l'Échiquier : « Comme suite à notre conversation, j'ai l'honneur de vous déclarer que la banque d'Angleterre est prête à faire ce que lui permet l'act de 1844, c'est-à-dire, à avoir en argent 1/5 des lingots garantissant les billets émis, à condition que la Monnaie française soit rouverte au libre monnayage de l'argent et que les prix d'achat et de vente de l'argent soient satisfaisants ».

Mais ce n'était là qu'un point secondaire. La réouverture des Monnaies indiennes était la base de tout le reste. Le Gouver-

Digitized by Google

nement des Indes s'y refusait. Le Gouvernement anglais suivit naturellement son avis et refusa cette concession, sans laquelle toute continuation des pourparlers était impossible. On connaît la suite. La mission Wolcott rentra en Amérique et tout fut abandonné.

L'échec de la mission Wolcott peut être considéré comme l'échec définitif des propositions bimétallistes. Depuis lors, aucune tentative internationale sérieuse n'a eu lieu. La crise agricole a passé et chaque pays a essayé d'améliorer sa circulation.

Digitized by Google

CONCLUSION

Depuis l'échec de la mission Wolcott, en 1897, l'agitation monétaire s'est à peu près calmée partout. Elle a cessé d'être internationale et, si l'on trouve encore de temps à autre quelques indices de l'existence d'un parti bimétalliste, son influence diminue tous les jours. Chaque État essaye d'améliorer sa circulation monétaire, en faisant un pas vers l'étalon d'or. Les pays producteurs d'argent eux-mêmes, sacrifient cette branche de leur production nationale. Ils préfèrent une saine monnaie, avec ses avantages financiers et un change, sinon favorable, au moins stable, à la hausse problématique des prix que procurerait la réouverture des Hôtels des monnaies à la frappe libre de l'argent.

Si l'on jette d'ailleurs un coup d'œil en arrière, on s'aperçoit du grand chemin parcouru depuis 1871. A cette époque, seuls l'Angleterre, depuis 1816, et le Portugal, depuis 1854, étaient à l'étalon d'or. Le reste du monde admettait l'argent comme monnaie légale. Certains États, comme ceux de l'Union latine et l'Allemagne, étaient bimétallistes. D'autres, en particulier l'Extrême-Orient et le Mexique, avaient l'étalon d'argent. Certains autres étaient au papier-monnaie avec cours forcé.

Depuis lors et malgré les campagnes bimétallistes, la situation s'est complétement transformée. Après la suspension de la frappe libre dans l'Union latine et en Allemagne, le monde se trouva partagé en deux groupes distincts, l'un, des États à étalon d'or, composé des pays ayant les plus grandes transactions commerciales, l'autre des pays à étalon d'argent, comprenant spécialement le Mexique et l'Extrême-Orient, tout entier, la Chine, l'Inde et le Japon, c'est-à-dire, une population de 700 ou 800 millions d'habitants, plus de la moitié du genre humain. Cette situation de fait était le grand argument des bimétallistes, qui faisaient valoir que la différence des changes tenait précisément

Digitized by Google

à ce fait. Or il semblait bien invraisemblable d'admettre que des pays à étalon d'argent passeraient jamais au monométallisme or. Leur habitude de l'argent paraissait trop forte.

Aujourd'hui, il en est tout autrement. On peut se demander si, dans un avenir très rapproché, deux ou trois ans, peut-être, il existera encore un seul pays à étalon d'argent. On sait déjà comment l'Allemagne et les pays de l'Union latine ont suspendu la frappe libre de l'argent. En 1873, la même mesure est adoptée en Hollande, en même temps que se conclut l'Union monétaire des pays Scandinaves sur la base du remplacement de l'étalon d'argent par l'étalon d'or. En 1875, la frappe est suspendue, pour les colonies hollandaises. En 1877, la Finlande passe à l'étalon d'or.

Dans la suite, le mouvement s'arrête pendant plus de dix ans. Mais il reprend bientôt. En 1890, la Roumanie passe à l'étalon d'or. En 1891, le système français sur la base de l'étalon d'or est introduit en Tunisie. En 1892, l'Autriche-Hongrie établit l'étalon d'or et peu à peu reprend les paiements effectifs en espèces. En 1893, la frappe est suspendue aux Indes et on décide que les souverains anglais seront reçus dans les caisses publiques, au même titre que l'argent. La même année, les États-Unis abrogent le Sherman-Act et on suspend la frappe libre des piastres de commerce de l'Indo-Chine française. Depuis lors, la Russie, après avoir peu à peu repris les paiements en espèces, a définitivement adopté l'étalon d'or. Le Japon a passé à l'étalon d'or en 1897. L'année suivante, les Indes terminaient leur réforme monétaire et établissaient réellement l'étalon d'or. Pendant l'année 1900, les États-Unis et l'Allemagne achèvent à leur tour la réforme et de l'étalon boiteux, passent à l'étalon d'or parfait. Tout récemment encore, le Gouvernement espagnol cherchait l'amélioration de son change dans une modification de sa circulation monétaire et spécialement dans une diminution de la circulation d'argent.

Une évolution semblable s'est opérée dans l'Amérique centrale et méridionale. Le Chili, l'Uruguay, le Brésil, Costa-Rica et le Pérou sont à l'étalon d'or. Le Vénézuéla, quoique théoriquement bimétalliste, n'a dans sa circulation que de l'or. La loi du 26 octobre 1903, complétée par le décret du 4 février 1904, a établi l'étalon d'or en Colombie. La République de Panama,

Digitized by Google

sous l'influence des États-Unis, a fait aboutir une réforme semblable par la loi du 5 juillet 1904. Enfin le Mexique, qui semblait le dernier rempart de l'argent, en a suspendu la frappe libre par la loi du 9 décembre 1904.

En Extrême-Orient, pays de l'argent par excellence, l'or est à peu près partout devenu étalon. A l'imitation de l'Inde et du Japon, le Siam a passé à l'étalon d'or. La loi du 2 mars 1903 a organisé aux Philippines un régime semblable : il y circule des dollars semblables aux dollars américains. Enfin, dans les Détroits, les Anglais ont à peu près complètement réalisé l'établissement de l'étalon d'or.

Ainsi donc, à peu près partout, l'argent a été abandonné, au moins comme monnaie légale. Un revirement, dans cette évolution, déjà longue et à peu près unanime, paraît bien improbable. La possibilité d'un bimétallisme international semble devoir être définitivement écartée, d'autant plus qu'aujourd'hui le public est déshabitué de la monnaie d'argent. Après la profusion d'or qui suivit les découvertes des mines d'Australie et de Californie, le public s'habitua à l'or. En France même, la popularité de la pièce de cent sous a diminué. Les bas de laine (dans les régions où ils existent encore) contiennent de l'or et non plus de l'argent. Les métaux précieux sont en bien plus grande abondance qu'autrefois. L'or est moins lourd, plus commode; il répond mieux aux besoins; il est universellement préféré à l'argent, qui doit certes rester dans la circulation, mais seulement pour les petites transactions, à titre de monnaies divisionnaires : c'est le seul rôle qu'il remplisse en fait ; c'est le seul que doive lui reconnaître la loi.

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE

ALLARD. — *Le change fossoyeur du libre-échange*, Paris, 1890.

ARNAUNÉ. — *La monnaie, le crédit et le change*, Paris, 1902, in-8°.

AUPETIT. — *La vie financière* (*Revue économique internationale*, mars 1904, p. 195).

BAMBERGER. — *Le métal argent à la fin du* XIX*e siècle*, Paris, 1894.

BOURGUIN. — *L'étalon d'or au Japon* (*Revue d'Économie politique*, 1897, t. 2, p. 700).

BOURGUIN. — *La mesure de valeur et la monnaie*, Paris, 1896, in-8°.

Bulletin officiel de la ligue bimétallique française, 1895-1902.

Bulletin de la Société des agriculteurs de France de 1892 *à* 1898, *en particulier les travaux de la commission monétaire.*

CARLISLE. — *The Evolution of modern money*, London, 1901, in-8°.

CASASUS (J.-D.). — *Le problème monétaire et la conférence monétaire internationale de Bruxelles*, Paris, 1893.

Change (*Influence du*) *sur le prix du blé* (*Revue politique et parlementaire*, 1896, t. 8, p. 595).

Compte rendu des séances du Congrès agricole international de Buda-Pest, 1896.

Conférence monétaire internationale de 1878, *Imprimerie nationale.*

Conférence bimétalliste internationale de Londres, traduction de Ch.-R. Wehrung, avec préface de M. Théry, 1894.

Congrès international monétaire de 1889, par A. Coste et A. Raffalovich, Paris, 1890.

CREEL. — *La question de l'étalon monétaire* (Mexique) (*Bulletin de statistique et de législation comparée*, t. 52, décembre 1902, p. 811).

DEL MAR (Alexandre). — *Les systèmes monétaires* (*Histoire monétaire des principaux États du monde anciens et modernes*, Paris, 1899).

Économiste européen.

Économiste français.

ESSARS (Des). — *La vitesse de circulation de la monnaie*, Nancy, 1895, in-8°.

Digitized by Google

GARNIER. — *Le bimétallisme et l'Agriculture, Thèse*, Paris, 1903.

GOSCHEN. — *Théorie des changes étrangers*, Paris, 1896, in-8°.

GRÉCIANO. — *Du rôle de l'État en matière monétaire* (*Histoire de la monnaie, le monométallisme or, les crises monétaires*, Paris, 1896, in-8°).

LAVELEYE (G.-D.). — *La monnaie et le bimétallisme international*, 2e éd., Paris, 1891.

LÉVY (RAPHAEL-GEORGES). — *Le bimétallisme*, conférence faite le 29 novembre 1899, Paris, 1899.

LÉVY (R.-G.). — *A la veille d'une élection présidentielle* (*Revue des Deux-Mondes* du 15 août 1896).

LÉVY (R.-G.). — *Évolution monétaire* (*Revue des Deux-Mondes* du 15 novembre 1896).

MEXIQUE. — *La situation économique du Mexique* (*Économiste européen* du 8 janvier 1904).

MEXIQUE. — *Rapports commerciaux*, 1902 et 1903.

PIATT ANDREW. — *The End of the mexican dollar* (*The quarterly Journal of economic* de mai 1904, p. 321).

RAFFALOVICH. — *Un chapitre de l'histoire monétaire de l'Allemagne : la liquidation des thalers* (*Économiste français* des 11 novembre 1899 et 6 janvier 1900).

RAFFALOVICH. — *Le marché financier*, 1888-1902.

RAFFALOVICH. — *Les systèmes monétaires* (*Journal des Économistes*, 1902).

REBOUD. — *Essai sur les changes étrangers*. Paris, 1900, in-18.

Report on the introduction of the gold-exchange standard into China and other silver-using countries, Washington, government printing office, 1903.

ROCHAÏD (COMTE DE). — *La campagne bimétalliste*, 1895.

SCHAW. — *Histoire de la monnaie*, 1252-1894, Paris, 1896, in-8°.

STRAUSS. — *La question monétaire en Belgique* (*Revue politique et parlementaire* du 10 mars 1897, p. 554).

THÉRY. — *La crise des changes*, Paris, 1894, in-16.

THÉRY. — *Réponses aux objections formulées contre le bimétallisme.*

VIALLATE. — *La nouvelle loi monétaire des États-Unis* (*Annales des sciences politiques*, mars 1900).

WALSH (Mgr). — *Bimétallisme et monométallisme*, Paris, 1894, in-12.

ZOLLA. — *La crise agricole*, 1903.

ZOLLA. — *La question monétaire* (*Annales agronomiques*, t. XXII, 1896.

Digitized by Google

LA
CIRCULATION FIDUCIAIRE
ET LES
CRISES DU CHANGE
EN ITALIE ET EN ESPAGNE

Par **Emmanuel FOCHIER**

L'ITALIE

L'Italie a, depuis la réalisation de son unité nationale, subi à deux reprises des crises monétaires, qui se sont traduites par le cours forcé du papier-monnaie, et des périodes prolongées de change élevé. La première de ces crises fut la conséquence des difficultés que rencontrait à ses débuts un État pauvre, mais ayant de grandes ambitions, et tenant à prendre rang parmi les grandes nations; la seconde est imputable à des fautes graves du Gouvernement italien; l'Italie a surmonté ces deux crises et paraît avoir reconquis l'équilibre monétaire et le crédit financier.

Des causes analogues ont provoqué la dépréciation monétaire à deux époques différentes; le régime monétaire est d'ailleurs resté le même; l'Italie n'a cessé, depuis 1865, de faire partie de l'Union latine, et a adopté les mesures que, vers la fin du XIXe siècle, la dépréciation de l'argent a imposées aux pays bimétallistes soumis au même régime. L'Italie, au point de vue international, s'est trouvée dans la situation suivante : sa monnaie d'or a force libératoire universelle, partout elle est acceptée dans les règlements entre nations; ses pièces d'argent de cinq lires ont éga-

Digitized by Google

[illegible] L'Italie [illegible] aux [illegible] intérieurs [illegible] par certaines [illegible] et elle a dû [illegible] cours forcé; c'est [illegible] qui a [illegible] la dépréciation, qui a [illegible] sa situation monétaire.

[illegible] pays [illegible] très pauvres en [illegible] même en [illegible] papier, [illegible] c'est un des pays qui, par rapport à la population et à l'activité économique, sont le moins fournis de numéraire: en 1892, après le rétablissement de son crédit, elle ne possède que 532 millions d'or, 201 millions d'argent et 917 millions de papier non couvert, environ 1.650 millions pour 32 millions d'habitants, alors que la France, exceptionnellement riche en monnaie, il est vrai, a pour 38 millions d'habitants un stock de près de 7.700 millions, en tout 196 fr. 25 par habitant: en Italie, on ne trouve que 50 fr. 30 pour chaque habitant, dont 16 fr. 20 d'or, 6 fr. 10 d'argent, et 27 fr. 95 de papier. Le papier-monnaie a été pour l'Italie, possédant peu de numéraire, une nécessité presque inéluctable; d'autre part, sa situation dans l'Union latine lui a évité l'isolement monétaire où d'autres nations, comme l'Espagne, se sont laissé entraîner, et si, à certains moments, l'Union a facilité la fuite de sa monnaie, elle lui a permis aussi une plus prompte restauration monétaire.

L'examen des quantités de monnaies métalliques, frappées en Italie depuis 1862, aidera à comprendre certains aspects des deux crises, l'une qui commence en 1866 pour se terminer en 1883, l'autre qui occupe toute la période de 1890 à 1902.

Frappes effectuées en Italie.

Années.	Or.	Argent.
	(en millions de lires)	
1862	39	111,4
1863	66	
1864	12,1	
1865	68,7	Formation de l'Union latine.

Digitized by Google

Années.	Or.	Argent.
	(en millions de lires)	
1866	3,9	35,8
1867	5,5	16,5
1868	6,8	1,2
1869	3,7	19,9
1870	1	29,8
1871	0,4	36
1872	0,06	35,6
1873	20,4	42,2
1874	5,9	60
1875	2,2	50
1876	2,1	31,9
1877	4,9	22
1878	6,3	9
1879	2,9	20
1880	2,5	Arrêt de la frappe des pièces
1881	16,8	8,2 de 5 lires]
1882	139,5	5,7
1883	4	7
1884	0,3	19,9
1885	3,2	1,1
1886	1,1	9,8
1887	»	31,3
1888	2,4	»
1889	»	0,3
1890	1,3	»
1891	0,6	»
1892	0,6	0,1
1893	0,8	»
1894	»	»
1895	»	»
1896	»	»
1897	0,7	1,6
1898	»	2,6
1899	»	3
1900	»	0,3
1901	»	2,7
1902	0,005	5,1

Les premières années de l'existence du royaume d'Italie furent marquées par de grosses dépenses et des déficits budgétaires incessants, auxquels on faisait face, tant bien que mal, en augmentant les impôts et en surchargeant la population, en vendant les domaines de l'État et les lignes de chemins de fer. Lorsque,

Digitized by Google

en avril 1866, l'Italie conclut une alliance avec la Prusse et se prépara à faire la guerre à l'Autriche, elle était dans une situation financière des plus critiques. Pour faire face aux dépenses de guerre, on prévoyait qu'il faudrait trouver au moins 600 millions : or, le ministre des Finances, M. Scialoja, ne pouvait tirer actuellement du Trésor que 95 millions, dont 28 seulement en espèces et le reste en billets des Banques du royaume; c'était une encaisse bien plus fiduciaire que réelle. Le Trésor avait déjà fait appel aux ressources extraordinaires en émettant 195 millions de bons remboursables; il fallait cependant trouver un expédient pour remplir les caisses de l'État, et assurer une disponibilité d'environ 900 millions, tant pour la guerre que pour les dépenses intérieures.

Le ministre se décida à recourir au crédit des banques d'émission. A cette époque le droit d'émettre des billets appartenait à trois sociétés : la Banque nationale d'Italie, ancienne Banque nationale des États sardes; la Banque nationale de Toscane, et la Banque toscane de crédit. Ces trois banques, en avril 1866, faisaient circuler seulement 142 millions de billets, sous garantie d'une encaisse métallique obligatoire du tiers de l'émission. Deux autres banques du sud, la Banque de Naples et la Banque de Sicile, faisaient circuler des sortes de chèques, dits *fedi di credito,* dont le montant était variable à volonté, que l'on remettait aux déposants en échange du numéraire, et qui, acceptés en paiement par les caisses de l'État, remplaçaient la monnaie. Ces banques avaient alors l'une 84, l'autre 24 millions de *fedi* en circulation.

Le 1er mai 1866, le ministre décréta le cours forcé des billets de la Banque d'Italie dans tout le royaume, et des billets des autres banques dans leurs provinces respectives; on les autorisait en même temps à faire figurer dans leur encaisse, à titre d'espèces, le papier de la Banque d'Italie. Cette faveur exceptionnelle, ajoutée à la proclamation de l'inconvertibilité des billets, était la compensation d'une avance de 250 millions qu'elle devait faire au Trésor, au taux de 1 1/2 0/0. Les billets émis par la Banque en représentation de cet emprunt étaient dispensés de toute encaisse métallique; on voulait pouvoir mobiliser tout le numéraire disponible. Le cours forcé devait garantir les Banques contre les effets de la crise financière, qui, générale en Europe, s'aggravait en Italie à l'approche d'une guerre, et avait em-

Digitized by Google

pêché le Gouvernement de recourir à un emprunt extérieur.

Cette mesure provoqua immédiatement, contre l'attente de ses auteurs, une panique et des demandes de remboursement en masse, surtout de la part des étrangers engagés dans les affaires italiennes, qui réclamaient du numéraire; une prime s'établit immédiatement sur les espèces métalliques, qui monta à 20,50. Il eût été surprenant que des mesures aussi inusitées et dénonçant une telle pénurie monétaire n'eussent pas pour résultat d'inquiéter le public. La courte durée de la guerre, la conclusion avantageuse de la paix qui donnait à l'Italie la Vénétie, ramenèrent le change à 11, puis, en septembre, à 5. A la fin de l'année, la circulation fiduciaire extraordinaire, due aux emprunts de l'État, s'élevait à 250 millions, sur 496 millions de billets de la Banque d'Italie, et le change moyen atteignait 7,81.

Il était indiqué, et probablement possible dans de bonnes conditions, de liquider par un emprunt d'État les avances faites par la Banque, et de restaurer la circulation monétaire; on eut le tort d'attendre, de laisser la situation durer en s'aggravant. La monnaie métallique, dont une grande partie avait émigré au moment de la crise, restait de plus en plus écartée de la circulation par la prime du change; bientôt l'Italie manqua même de monnaies divisionnaires pour les petites transactions; on dut créer de petites coupures de papier, tolérer l'émission illégale de billets au porteur par les Banques de Naples et de Sicile, et même par un grand nombre de banques populaires, qui, pour les transactions locales, émettaient de petits billets sans contrôle, que le public acceptait faute de mieux. Le papier devenait le fond de la circulation italienne; quoique l'État n'eût pas fait de nouveau appel à ses ressources, la Banque d'Italie était amenée à augmenter fortement sa circulation, qui était de 737 millions en 1867, de 841 en 1868, tandis que le change s'élevait à 9,82.

La Chambre institua une Commission d'enquête sur les effets du cours forcé; après examen de l'état de la circulation italienne, elle présenta comme conclusion pratique de ses travaux un projet, qui fut la loi du 3 septembre 1868; on restreignait le maximum d'émission de la Banque à 750 millions; mais, par un correctif dangereux, on laissait en dehors de ce maximum les prêts faits au Trésor; en réalité, l'émission de billets pour les

Digitized by Google

besoins de la circulation italienne pouvait se justifier, mais l'émission pour satisfaire aux besoins des finances publiques ne pouvait que déprécier la monnaie fiduciaire, qui ne répondait plus, dans ce cas, aux manifestations de l'activité économique du pays; c'était le moyen, pour l'État, de battre une monnaie sans valeur intrinsèque. Mais les ministres des Finances trouvaient fort commode de combler les déficits répétés des budgets italiens par des emprunts, qui, au reste, ne coûtaient à la Banque que l'émission de nouveaux billets.

On emprunta peu jusqu'en 1870; à cette date, on demanda des avances qui portèrent la dette de l'État à 445 millions. En revanche, on élevait le maximum d'émission à 850 millions; on autorisait en même temps la Banque de Toscane à accroître sa circulation fiduciaire, et on donnait la faculté d'émission à la Banque romaine, que l'occupation de Rome faisait entrer dans le système italien. Il fallait parer à la disparition croissante du numéraire; les demandes de remboursement au lendemain du cours forcé, les ventes de rente italienne placée à l'étranger, et dont le rapatriement faisait fuir une égale quantité d'or et d'argent, la balance commerciale constamment défavorable, qui exigeait chaque année au minimum 100 millions pour le règlement des excédents d'importations, toutes ces causes privaient graduellement l'Italie de ses espèces, qui, d'autre part, se renouvelaient à peine par les frappes très faibles des dernières années. Les déficits budgétaires s'accumulaient; en 1866, c'étaient 721 millions, l'année suivante 214 millions; en 1870, 215 millions. Cependant, le change avait légèrement baissé jusqu'en 1869 (3,94). Il va, à partir de 1870, avec les nouveaux emprunts de l'État, subir une période de hausse.

En 1871, l'État doit de nouveau emprunter 150 millions à la Banque; il élève son maximum d'émission à 1 milliard de billets; et dès lors, renonçant aux emprunts extérieurs trop onéreux, l'Italie se sert du cours forcé pour couvrir systématiquement les dépenses d'armement, de travaux publics, d'organisation administrative d'un pays à ses débuts; la Banque devra, dans ce but, fournir au Trésor, au fur et à mesure de ses besoins, 300 millions, avec un intérêt de 0,60 0/0 seulement; la circulation totale s'élève alors à 1.207 millions, et le change à 5,35. Mais, à la même époque, sous l'effet de la fièvre de spéculation qui com-

Digitized by Google

mence à sévir en Italie, se produit une crise financière ; les banques sont assaillies de demandes de remboursement qui haussent le change à 14,95 en 1872. Le Gouvernement se trouve obligé de se préoccuper de la situation, et c'est alors que les ministres Sella, puis Minghetti déposent des projets de réglementation de la circulation fiduciaire.

A la fin de 1873, le Trésor devait à la Banque d'Italie 790 millions; la circulation totale des billets de cette banque s'élevait à 1.363 millions; quant aux autres établissements de crédit, ils faisaient circuler 374 millions de billets. L'ensemble de l'encaisse métallique des six banques ne dépassait pas 174 millions, dont 104 pour la Banque nationale. Les Banques provinciales avaient, comme encaisse, en grande partie, les billets de la Banque d'Italie. Le change était à 14,21. Il est à noter que, depuis 1866, on n'avait frappé, en monnaie métallique, que 48 millions d'or et 276 millions d'argent, contre 1.700 millions de papier, dont la moitié n'avait été émise que pour parer aux besoins financiers de l'État.

Le projet Minghetti avait pour objet l'organisation méthodique de la circulation avec cours forcé, en vue d'une reprise ultérieure des paiements en espèces; il fallait, disait-on, pour consolider la valeur du papier, égaliser juridiquement la situation de tous les instituts d'émission, limiter rigoureusement le droit d'émission aux établissements autorisés, tant que durerait le cours forcé, et restreindre le cours forcé aux billets émis pour le compte de l'État. Cette prudence dans les réformes était justifiée par la situation monétaire, par la faiblesse des existences métalliques dans le pays; on ne pouvait penser, sans assurer un approvisionnement important en espèces, à reprendre les paiements ; mais des symptômes favorables à la cessation du cours forcé se manifestaient, les déficits diminuaient depuis 1871, et le budget de 1874 devait s'équilibrer à 13 millions près. On pouvait prévoir que les finances publiques se suffiraient, que le crédit renaissant permettrait un emprunt de liquidation. Il était certain d'autre part que, malgré l'accoutumance du public à la circulation de papier, la diversité des types en cours et l'incertitude des garanties que présentaient quelques-uns d'entre eux pesaient sur le cours du papier, et qu'on relèverait le crédit de cette monnaie en l'unifiant; il fallait aussi alléger les charges de la Banque d'Italie, qui non seulement sup-

Digitized by Google

portait tous les emprunts de l'État, mais soutenait par son crédit tous les autres établissements du royaume, auxquels ses billets tenaient lieu d'encaisse. Il était logique de renverser la situation, et de partager la charge de soutenir la monnaie fiduciaire et la Banque d'Italie entre toutes les banques suivant leur importance.

La loi du 30 avril 1874, sortie du projet Minghetti, établit entre les six établissements d'émission jusqu'alors isolés un syndicat ou *consorzio*, qui cessera avec le cours forcé, et fera place alors à la liberté d'émission sous les conditions légales. Ce *consorzio* sera créancier de l'État pour les sommes prêtées par la Banque nationale et émettra des billets spéciaux en représentation de cette dette; on supprime ainsi la multiplicité des modèles, obstacle à l'acceptation universelle du papier-monnaie.

Les billets du Consorzio jouiront du cours forcé dans tout le royaume et pourront jouer le rôle d'encaisse métallique dans les banques; l'encaisse devra être égale au moins au tiers de la circulation et des engagements à vue. La circulation fiduciaire, en dehors des billets consortiaux, ne dépassera pas 755 millions, dont 450 pour la Banque d'Italie. Les avances au Gouvernement pourront atteindre 1 milliard.

Un nouveau régime commençait avec cette loi; les billets du Consorzio prenaient le caractère de papier d'État, de monnaie fiduciaire spécialement garantie, différente des billets ordinaires, qui n'avaient que la garantie de l'établissement émetteur. Le crédit de l'État et les crédits combinés des banques concouraient à donner une solidité particulière à ce papier. Aussi, malgré la clause encore inquiétante qui permettait d'élever les emprunts d'État jusqu'à 1 milliard, le change s'améliora-t-il, et descendit en 1874 à 12,25, en 1875, à 8,27. L'État éleva sa dette en 1875 à 940 millions, somme qui ne devait plus être dépassée jusqu'à l'abolition du cours forcé. La perspective d'une meilleure période financière et d'une restauration monétaire influait déjà sur la prime de l'or.

Le Gouvernement affirmait ses intentions, le 15 mars 1875, en présentant à la Chambre un rapport sur le cours forcé, où l'on étudiait la possibilité de sa suppression. On jugeait un emprunt extérieur encore prématuré; une grande opération, nécessaire pour rembourser la dette de l'État, risquerait d'ébranler son crédit indispensable à la tenue du papier-monnaie; il y avait

Digitized by Google

là exagération de prudence, car si l'emprunt augmentait de la charge des coupons la dette de l'État, en revanche, la volonté arrêtée, manifestée par un acte important, de liquider la question monétaire, ne pouvait manquer de réagir favorablement sur le crédit italien; en tout cas, on eût pu opérer l'emprunt sans attendre encore six ans. Les excédents budgétaires l'auraient permis beaucoup plus tôt.

On avait songé, au lieu d'emprunter, à convertir en rentes sur l'État les immeubles possédés par les établissements de bienfaisance, et à employer le produit de leur vente à l'abolition du cours forcé. Mais le marché immobilier, encore encombré par de nombreuses ventes domaniales, se prêtait mal à une telle opération. On préféra avec raison à cet expédient l'utilisation des excédents budgétaires; en 1875, on obtint 13 millions, en 1876, 20, et désormais, l'équilibre resta établi, donnant chaque année des plus-values importantes. Cette prospérité financière donnait en 1877 au ministre Depretis l'idée de supprimer le cours forcé en remboursant la dette du Trésor par annuités, au moyen des excédents budgétaires et sans recourir à l'emprunt; ce procédé aurait eu le grand avantage de laisser intact le crédit italien et même de le renforcer, en montrant les finances publiques capables de se suffire; quoi qu'il en soit, par l'emprunt ou par les annuités, on aurait dû aussitôt entreprendre la liquidation; on attendit encore quatre ans.

C'est M. Magliani, ministre des Finances, qui fit aboutir la première restauration monétaire italienne; le projet de loi qu'il présenta en vue de l'abolition du cours forcé était accompagné d'un important rapport sur les résultats de la politique monétaire jusqu'alors adoptée. Il met en évidence les fâcheux effets des variations du change sur l'activité commerciale et industrielle; la prime de l'or, loin de suivre une marche régulière, avait éprouvé des oscillations très importantes et très rapprochées; les brusques ressauts du change reflétaient d'ailleurs beaucoup plus les événements politiques que la situation économique et monétaire de l'Italie : on voit, par exemple, en une même année, le change varier entre 1,72 et 12,10 (1870), ou entre 6,70 et 14,95 (1872). Le crédit de l'État étant le véritable support de la valeur du billet à cours forcé, puisqu'il n'était garanti que par des encaisses insignifiantes, cette valeur devait subir le contre-coup de

Digitized by Google

tous les événements importants. Cette variabilité du cours du change est funeste aux opérations de crédit à longue échéance, en laissant le débiteur comme le prêteur dans l'incertitude au sujet du règlement effectif de leurs contrats.

Si pendant quelque temps le change, agissant comme une barrière protectrice, avait pu aider au développement de l'industrie, depuis longtemps elle n'en éprouvait plus que des inconvénients: après avoir vu ses produits payés relativement plus cher en papier, elle avait dû élever ses frais en conséquence, puis subir, par les fluctuations du change, une série de profits et de pertes. Le produit des impôts basés sur l'activité des affaires n'avait pas pris le développement qu'on aurait pu en attendre, par suite de la gêne créée par une monnaie dépréciée. Les Banques d'émission, d'ailleurs, s'étaient fort peu préoccupées d'aider véritablement le commerce et l'industrie, en surveillant et en régularisant l'état du marché monétaire et des capitaux, et en particulier en faisant varier judicieusement, comme les autres grandes banques européennes, le taux de leur escompte.

Le Trésor avait à subir de grosses pertes par suite du cours forcé, toutes les fois qu'il avait à effectuer des paiements en or à l'étranger ; le service des coupons de la rente à l'extérieur avait, il est vrai, beaucoup diminué depuis l'adoption du papier-monnaie. Il y avait, d'autre part, à payer annuellement près de 20 millions au Consorzio, pour le maintien en circulation de 940 millions de billets correspondant aux emprunts de l'État, sans compter le désordre incessant apporté dans l'administration financière.

La situation, d'ailleurs, était devenue favorable à une réforme monétaire: on avait réussi à écarter le déficit et même à réaliser des excédents ; l'augmentation du rendement des impôts indiquait le développement de l'épargne du pays. Quant aux paiements extérieurs de l'Italie, ils avaient diminué, en même temps que les exportations augmentaient, et depuis 1870, l'écart entre les dettes et les créances commerciales extérieures devenait moins grand ; on pouvait d'ailleurs compenser la balance commerciale encore défavorable par les apports de numéraire des étrangers, s'élevant au bas mot à 200 millions par an : c'étaient des conditions assez propices à un rétablissement de la circulation métallique, et à la conservation des espèces en Italie après la reprise des paiements.

Digitized by Google

Pour liquider la dette de l'État, le ministre proposait de recourir à un emprunt extérieur de 644 millions, dont le service serait assuré par les économies réalisées par la suppression du cours forcé, par la diminution de 19 millions sur les pensions, et au besoin par les excédents budgétaires.

Le solide réquisitoire de M. Magliani montre bien la faiblesse des raisons invoquées en faveur du maintien du cours forcé, raisons qui cachaient des intérêts peu avouables nés de l'exploitation de la spéculation sur la monnaie dépréciée ; par la simplicité du remède proposé, le projet de 1880 prouve combien la solution de la crise italienne était facile ; les éléments en étaient fort bien définis, et il suffisait de la volonté bien manifeste de l'État pour en sortir. Le public italien avait une suffisante habitude de la circulation de papier pourqu'un approvisionnement en espèces relativement faible rendît aux billets toute leur valeur. La facilité même de la solution était un danger, et la suite des événements devait le prouver, car on se crut trop vite dispensé de précautions pourtant essentielles.

La loi du 7 avril 1881 abolit le cours forcé et dissout le Consorzio des Banques, en décidant l'emprunt projeté. 44 millions devaient être remboursés à la Banque nationale, en échange d'un prêt en or; 600 millions étaient consacrés à racheter des billets. Il en resterait 340 millions en circulation, sous forme de billets d'État de 5 et 10 lires, convertibles en espèces métalliques dans onze grandes villes du royaume, et dont l'amortissement serait effectué à l'aide des excédents futurs des budgets. On supprime toutes les petites coupures de 0,50, 1 et 2 lires.

L'emprunt fut réalisé à Londres dans de bonnes conditions, et la transformation de la circulation s'opéra régulièrement, sans difficultés ; deux ans après, l'approvisionnement d'or étant effectué, la loi du 1er mars 1883 décida la reprise des paiements en espèces. On avait évalué, en 1881, le stock monétaire métallique de l'Italie à 519 millions; de 1875 à 1881, on avait frappé 38 millions d'or seulement, et 141 d'argent. Dans la seule année 1882, on frappa 139 millions d'or, en vue de la reprise des paiements ; la frappe des monnaies d'argent était arrêtée dans l'Union latine, et on ne frappa que 5 millions de pièces divisionnaires. Au moment de la reprise des paiements, en 1883, on évaluait le stock métallique à 1.150 millions, dont 780 mil-

Digitized by Google

lions d'or, provenant surtout de l'emprunt; l'encaisse des Banques en retenait 319 millions, dont 220 millions d'or. Le change, qui était encore de 11,19 en 1879, tombait à 0,28 en 1881, remontait légèrement à 1,27 en 1882, et en 1883, par l'afflux des espèces, s'élevait à 0,85 en faveur de l'Italie; c'était la fin de la crise.

Cours du change pendant la première crise.

ANNÉES.	BILLETS émis pour le compte du Trésor.	AUTRES billets.	TOTAL.	CHANGE maximum.	CHANGE minimum.	CHANGE moyen.
	(millions de lires).					
1866	250	246	496	20,50	1,25	7,81
1867	250	487	737	13,40	4,87	7,37
1868	278	563	841	15,15	5,20	9,82
1869	278	571	849	5,72	2,02	3,94
1870	445	497	942	12,10	1,72	4,50
1871	629	578	1.207	7,30	3,85	5,35
1872	740	623	1.363	14,95	6,70	8,66
1873	790	664	1.454	17,65	10	14,21
1874	880	633	1.513	16,95	9.50	12,25
1875	940	621	1.561	10,80	8,15	8,27
1876	940	646	1.586	9,65	7,25	8,47
1877	940	629	1.579	13,75	7.65	9,63
1878	940	672	1.612	11	7,90	9,42
1879	940	732	1.672	14,80	8,75	11,19

L'Italie était donc parvenue rapidement à se débarrasser du cours forcé, en saisissant les conditions favorables à la reprise des paiements en espèces ; en deux ans de préparation, elle avait atteint son but et recouvré une circulation normale; désormais, les cours du change n'auraient plus dû être influencés que par l'état de la balance des comptes et dans les limites du gold point. Le public avait si bien pris l'habitude du papier qu'il ne s'empressa pas de réclamer le paiement des billets d'État en argent; cette accoutumance explique bien en partie le taux, somme toute, très modéré du change pendant la crise du cours forcé. Il s'agissait dès lors, par une politique financière prudente, de conserver le bénéfice de l'assainissement monétaire, d'éviter à nouveau cette fuite de la monnaie métallique qui avait causé la première

Digitized by Google

crise. Malheureusement le Gouvernement italien, de 1883 à 1891, se fiant à la solidité trompeuse de la situation monétaire, accumule les fautes; pendant cette période d'accalmie apparente se prépare une crise intense, d'autant plus longue à guérir qu'elle a été longue à apparaître; en apparence, la situation s'améliore, puisque les retraits de papiers s'opèrent avec régularité; en réalité, l'Italie se dépouille peu à peu du stock métallique constitué en 1883.

On peut suivre, dans les chiffres suivants, les mouvements qui s'opèrent pendant la période préparatoire de la seconde crise; on voit, avec le retrait des billets d'État, diminuer le stock monétaire dont dispose l'État, et augmenter l'émission des billets par les Banques.

ANNÉES.	STOCK MÉTALLIQUE (millions de lires)					CIRCULATION de papier			CHANGE.
	provenant de l'emprunt.	du Trésor	total.	Encaisse des banques. totale.	Encaisse des banques. or.	pour le compte de l'État.	pr le compte des banques.	totale.	
1882	»	»	»	»	»	940	732	1.672	1,27
Avril 1883	600	128	728	319	220	718	794	1.512	—0,85
Juin 1883	445	133	578						
1884	281	162	443	371	305	611	899	1.410	pair.
1885	168	107	275	339	281	493	948	1.441	0,38
1886	121	170	291	344	301	447	1.032	1.479	0,19
1887	88	173	261	379	314	395	1.079	1.471	0,82
1888	13	155	168	435	354	346	1.075	1.421	0,98
1889	11	149	160	439	358	344	1.114	1.458	0,67
1890	9	148	157	409	354	342	1.126	1.468	1,15
1891	8	151	159	442	371	342	1.122	1.464	2,05

En 1891, le change, en hausse depuis 1887, subit déjà des cours de crise; le stock métallique dont dispose l'État n'est plus que de 159 millions; les Banques ont, il est vrai, augmenté leur encaisse, de 319 millions en 1883 à 442 millions en 1891, dont 371 en or; mais c'est une compensation insuffisante, leur circulation de papier s'élevant à 1.122 millions au lieu de 732, les billets d'État mis à part. La vérité est qu'à ce moment, et par suite de causes complexes, le stock métallique a été en grande partie exporté, et que l'Italie va se retrouver en présence d'une nouvelle pénurie monétaire.

Digitized by Google

La responsabilité de la rechute doit être imputée essentiellement au Gouvernement italien, qui à peine délivré du cours forcé s'engagea témérairement dans une série d'entreprises hasardeuses, qui ne pouvaient que compromettre la situation : des travaux publics exagérés, des armements, l'expédition coloniale de l'Erythrée, des fautes économiques comme la rupture commerciale avec la France, des emprunts incessants. Une partie de ces fautes ont été avouées par les ministres italiens eux-mêmes à la veille de la crise; d'autres ont été révélées par la crise elle-même, ou résultent de l'examen des phénomènes économiques de cette période, dont l'Italie n'a tenu aucun compte.

Le ministre qui, après la chute de M. Crispi, principal responsable des fautes financières de cette époque, eut la tâche de combattre la crise naissante et de tenter une restauration, M. di Rudini, exposait en 1891 les difficultés rencontrées : la question financière, disait-il, devient la première préoccupation du pays; c'est un programme de recueillement et d'économies qui s'impose, et maintenir rigoureusement les dépenses dans les limites des recettes est le seul moyen pour l'Italie d'arriver à l'indépendance économique. On avait conçu de vastes desseins, dépensé 4 milliards pour les chemins de fer, 500 millions pour les travaux publics, perfectionné l'armement, construit des arsenaux et des navires; le budget de la guerre et de la marine, de 251 millions en 1881, avait atteint 572 millions en 1889. « L'Italie a dépensé une grande partie de ses énergies dans une œuvre multiple et gigantesque, hors de proportion avec ses forces ». Le budget de l'État et les budgets locaux avaient subi l'influence de cette fièvre de dépenses; les intérêts de la dette publique, au lieu de 484 millions en 1878 atteignaient 600 millions, et même 700 avec la dette amortissable et la dette flottante.

L'attitude du Gouvernement avait donc fort ébranlé le crédit de l'État, première base de la valeur du papier-monnaie; on peut suivre dans les budgets italiens la croissance des déficits; depuis 1880, il n'y en a pas un qui ne s'accompagne de dépenses extraordinaires pour 120 à 130 millions (au maximum, 291 millions en 1888-89). Tandis que les dépenses ordinaires croissent de 1.196 millions à 1637 (1890), les recettes passent seulement de 1.238 à 1.562 millions.

Digitized by Google

S'il y eut quelques excédents au budget ordinaire jusqu'en 1885, à partir de 1886, on retombe dans le déficit, qui s'élève, au total, pour cette période à 286 millions. Mais, comme il faut tenir compte des dépenses extraordinaires et extrabudgétaires, couvertes par l'emprunt en règle générale, on constate alors que pas un budget, même ceux qui paraissent présenter un excédent, n'est réellement équilibré pendant ces dix ans, et que le découvert effectif du Trésor s'élève au chiffre formidable de 2.258 millions. C'était autant qu'il avait fallu emprunter, surtout à l'étranger, par des émissions incessantes de rentes.

En second lieu, le stock monétaire que l'on avait reconstitué après 1881 ne pouvait se maintenir dans le pays que sous certaines conditions favorables; on a vu quelle a été la diminution du stock apparent de l'État et des banques. En fait, depuis 1886, on constate des exportations croissantes d'or et d'argent, et les exportations réelles sont bien plus considérables. L'augmentation des arrérages à payer à l'étranger était une cause d'émigration des espèces; M. Vilfredo Pareto évalue à 1.200 millions entre 1883 et 1892 l'exportation des titres de rente; dès que se manifesta une prime sur l'or, cette exportation augmenta, par le fait des possesseurs italiens qui envoyèrent toucher leurs coupons au dehors. De plus, de 1882 à 1891, la balance commerciale a été constamment défavorable, et au total, en dix ans, les importations dépassent les exportations de 3.566 millions; la rupture des relations commerciales avec la France, en particulier, a influé sur l'état du commerce italien. Là encore, le Gouvernement italien ne sut pas se mettre en garde contre une tendance dangereuse et enrayer à temps l'émigration des monnaies.

Quant à la circulation fiduciaire, elle avait augmenté de près de 400 millions (732 à 1.122) sans que cet accroissement répondît véritablement au développement économique de l'Italie; la même exagération dirigeait les entreprises privées et les travaux de l'État; les capitaux empruntés avaient causé une prospérité factice, suivie d'une dépression, lorsque, les capitaux utilisés, il restait à en payer les intérêts. Les banques avaient soutenu le mouvement et pris de déplorables habitudes; toutes dépassaient la limite normale assignée à leurs émissions; cette circulation extraordinaire avait été autorisée temporairement, et avait tou-

Digitized by Google

[illegible] en 1890 M. [illegible] constatait que notre [illegible] de 700 millions. [illegible] 100 millions de [illegible] par les [illegible] et 200 seulement à [illegible] en [illegible] et le reste [illegible] en particulier des prêts à [illegible]. Les banques d'émission avaient en[illegible] à leurs attri[illegible] la guerre pour [illegible] de façon tout [illegible] avances [illegible] de 523 millions en 1891 à [illegible] en 1889. On avait dû en juin 1891, limiter de nouveau [illegible] et séparer nettement la circulation pour le compte de l'État, en exigeant une encaisse d'un tiers pour toutes deux.

Le ministre du Trésor, M. Luzzatti, espérait, en réduisant sévèrement les dépenses, en abandonnant temporairement les travaux publics coûteux et les lignes de chemins de fer improductives, arriver à l'équilibre budgétaire, estimant avec raison que c'était le seul moyen de conjurer une nouvelle crise. Il songeait aussi à obtenir une réforme de la législation des Banques, donnant plus de garanties de bon fonctionnement.

La crise cependant s'accentuait : le change, de 2.60 au début de 1892, montait à 3.20 en février, à 5 en mars ; l'Italie se trouvait aux prises avec une crise financière, et une contraction monétaire, compliquées d'une crise foncière grave. Les impôts rentraient difficilement, le numéraire disparaissait à l'étranger ; à la faveur de l'Union latine, on voyait fuir jusqu'aux pièces divisionnaires ; le déficit de 1891 était déjà de 84 millions et menaçait de se reproduire en 1892 et 1893.

Le sénateur Rossi, s'appuyant sur les récents événements, proposait au ministre la dénonciation de l'Union latine et l'adoption de l'étalon d'argent ; c'était, à son avis, la seule voie à suivre pour retenir la monnaie italienne et éviter le cours forcé menaçant. Les tentatives de réhabilitation de l'argent qui se produisaient à cette époque devaient encourager le Gouvernement à se rallier au monométallisme argent, qui assurerait aux producteurs italiens de hauts prix. M. Luzzatti refusa de s'aventurer sur ce terrain, craignant de retirer de cette réforme monétaire bien plus de pertes que d'avantages, et d'isoler l'Italie au

Digitized by Google

milieu de pays possédant l'or comme monnaie internationale.

Assurément l'Union latine avait eu pour l'Italie ce fâcheux effet de permettre l'exode de toute sa monnaie métallique, y compris l'argent; par contre, l'Italie avait trouvé cet avantage de pouvoir faire, avec un stock d'or assez restreint, une grande partie de ses paiements internationaux en argent; cet avantage avait diminué depuis sa rupture avec la France et le développement de ses relations avec l'Allemagne en particulier, et d'une façon générale, avec des pays à étalon d'or. A cette époque, la rupture de l'Union latine aurait obligé l'Italie à payer 180 millions environ à la Suisse et à la France pour liquider ses engagements. Il eût été très imprudent de vouloir couper subitement toutes ses relations monétaires en se réfugiant dans l'étalon d'argent; le change ne pouvait que hausser, et si c'était peut-être éviter le cours forcé, c'était aussi l'adoption inévitable du régime sous lequel se débat l'Espagne depuis des années : une monnaie intérieure sans valeur internationale, et l'or devenant une marchandise exceptionnellement rare quoique nécessaire ; le seul avantage, et très discutable, était pour certains exportateurs la prime résultant du change élevé.

M. Luzzatti se contenta de restreindre autant que possible les dépenses budgétaires, et de déposer un projet sur les banques d'émission, visant à régler minutieusement la circulation, et à organiser un contrôle efficace. Pour liquider en partie la dette du Trésor, la loi du 7 avril 1892 autorisa l'émission par l'État de 200 millions de bons à longue échéance dans l'espace de trois ans. Le change était revenu à 4,15, quand, sur la question des dépenses d'armement, le ministère dut céder, en mai, la place à M. Giolitti, lieutenant de M. Crispi, dont la sagesse financière devait être bien moindre; la baisse du change continue néanmoins jusqu'en juin, à 2,85. Mais les expédients financiers, les emprunts déguisés sous l'émission des bons du Trésor, l'augmentation des taxes payées par les établissements d'émission pour l'émission de billets dépassant la limite légale, signalent un désordre croissant. Le rapport du ministre du Trésor sur l'exercice financier 1891-92 accuse un déficit de 49 millions, plus 85 millions de dépenses de chemins de fer, soit 134 millions payés par l'emprunt.

La fin de l'année et les premiers mois de 1893 sont marqués

Digitized by Google

par la grave crise des banques d'émission, dernière conséquence de la politique économique des années précédentes. La Banque romaine était en faillite; les scandales financiers auxquels étaient mêlés des hommes politiques donnèrent lieu à une enquête parlementaire; elle révéla que depuis longtemps la plupart des instituts d'émissions vivaient d'irrégularités et d'illégalités; par suite d'interventions gouvernementales, d'énormes sommes avaient été immobilisées en prêts hypothécaires, dont les gages étaient difficilement réalisables; ces sommes s'élevaient d'après l'enquête à 199 millions; en réalité, la liquidation opérée les éleva à 580 millions pour les six banques. Les dépassements inavoués de la limite légale d'émission étaient courants, et la circulation ainsi dissimulée s'élevait pour certaines banques à 25 et à 60 millions; on avait abusé des crédits douteux, du « portefeuille politique », composé de titres sans grande valeur commerciale, mais portant des signatures influentes, et qu'on renouvelait indéfiniment à échéance.

Pour calmer l'inquiétude publique, le Gouvernement devait reprendre les projets de M. Rudini et préparer une refonte des Banques d'émission qui s'imposait. Le change remontait à 8,70 en août, tandis que s'accusait le déséquilibre budgétaire, que l'on liquidait péniblement la situation des banques en faillite. Le numéraire devenait introuvable, et les billets de banque étaient déjà inconvertibles en fait, faute de monnaie; on devait protéger la Banque de Naples contre l'envahissement du public réclamant les dépôts.

Pour parer aux nécessités urgentes, le ministre du Trésor Grimaldi engageait des négociations avec la France, en vue du rapatriement des monnaies divisionnaires d'argent de frappe italienne, qui circulaient presque toutes sur notre territoire. Puis, un décret du 4 août 1893 autorisa le Trésor à émettre des bons de caisse d'une lire, pour une valeur de 30 millions, afin de suppléer la monnaie divisionnaire absente; ces bons devaient être garantis par autant de monnaies immobilisées, qu'on avait dû acheter à l'étranger, et dont on pensait ainsi empêcher l'exode; en même temps on devait émettre des monnaies de bronze.

Le 8 août entra en vigueur la loi sur les banques d'émission, que l'on venait de terminer; elle réduisait à trois le nombre des Instituts jouissant du droit d'émission. La Banque romaine était

Digitized by Google

en liquidation ; les deux Banques toscanes, dont la situation était précaire, fusionnaient avec la Banque nationale d'Italie, qui devenait la Banque d'Italie, organisée avec un capital de 300 millions. La Banque de Naples et la Banque de Sicile conservaient également le droit d'émission. On fixait la limite maxima des billets à 1.097 millions pour les 3 instituts, dont 800 pour la Banque d'Italie, 242 pour celle de Naples, 55 pour celle de Sicile. Ce maximum devait durer quatre ans; après quoi, par des réductions progressives, la circulation devait s'abaisser au bout de quatorze ans à 864 millions.

Les billets émis au delà des limites légales devront être couverts par une encaisse métallique; les autres devront correspondre à une encaisse de 40 0/0, en or pour les trois quarts. Les billets auront cours légal pendant cinq ans dans les provinces où des succursales des banques pourront les rembourser en monnaie métallique ; ils seront reçus dans toutes les banques. Pour mettre un frein aux émissions extraordinaires, la taxe de circulation de 1 0/0 sera élevée au double du taux de l'escompte. Le taux de l'escompte sera uniforme pour les trois banques et ne pourra varier qu'avec l'autorisation du Gouvernement. Le Trésor pourra obtenir de la Banque d'Italie certaines avances en cas de nécessité.

La nouvelle loi, qui avait donné lieu à de vives discussions, établissait sur de meilleures bases la circulation fiduciaire italienne; il y avait eu exagération du nombre des instituts d'émission, et les petites banques avaient été entraînées à abuser de leur privilège, que l'on avait d'ailleurs fort mal contrôlé ; il était bien plus normal de ne garder que des établissements solides, qui venaient de faire leurs preuves pendant la crise. La Banque d'Italie était depuis longtemps le pivot de la circulation fiduciaire; c'est elle qui recueillait les épaves des petites banques. Quant aux garanties nouvelles imposées aux établissements d'émission, et en particulier la taxe de circulation, elles étaient justifiées par la facilité avec laquelle on avait abusé des avances extraordinaires. Mais la loi, bonne en soi, était tardive ; elle ne pouvait plus enrayer les progrès de la crise monétaire ; ce n'était qu'une solution à la crise des instituts d'émission.

Aussitôt après la loi, on s'occupa de la réorganisation, des statuts et de la surveillance de la nouvelle Banque d'Italie, de

Digitized by Google

l'échange de ses actions contre les actions des anciennes banques. Le 22 décembre, un décret complétant la loi organisait le contrôle des instituts et créait une commission permanente chargée de surveiller en détail l'émission et la circulation. Au moment de l'entrée en vigueur du nouveau régime, la circulation effective des trois banques s'élevait à 1.158 millions, avec une encaisse de 460 millions, dont 398 d'or; l'encaisse augmentait, mais le stock immobilisé ne pouvait avoir d'effet sur la circulation complètement dépourvue d'espèces. La part de la Banque d'Italie dans la circulation était de 889 millions, plus 11 millions provenant de la Banque romaine. Il fallait ajouter aux billets des banques ceux qui circulaient encore pour le compte de l'État.

M. Giolitti sentait le besoin de rassurer l'opinion; il prononça le 18 octobre, un important discours politique, où, reconnaissant les fautes financières répétées, critiquant vivement la façon dont les banques avaient jusqu'alors méconnu leur rôle de régulatrices de la circulatian, il énonçait un plan de réformes pour remédier à la crise monétaire. Les exportations incessantes de numéraire créaient des difficultés exceptionnelles; la spéculation, de plus, s'exerçait librement sur le change; il fallait trouver moyen d'éviter au Trésor des pertes stériles pour le service de la dette à l'étranger, et de ne pas troubler le marché du change par des achats périodiques escomptés par les spéculateurs. Le ministre songeait à exiger l'*affidavit* des porteurs étrangers de titres de rente, pour éviter l'envoi des coupons à l'étranger au moment des paiements, et à procurer des espèces au Trésor par les douanes.

Le 8 novembre, un décret, remettant en vigueur les dispositions de la loi de 1881 tombées en désuétude, exigeait le paiement des droits de douane en espèces métalliques ayant cours international; le paiement pouvait être effectué par des certificats nominatifs, délivrés par les Banques moyennant le paiement, en papier, des droits à acquitter, augmentés de la prime du change courant. Cette mesure a été très critiquée; on a objecté que c'était une surcharge imposée aux importateurs, et en définitive, aux consommateurs, que l'on risquait, en reconnaissant officiellement la dépréciation du billet, d'aggraver le change et que, somme toute, l'or que l'on exigeait des importateurs ne

Digitized by Google

viendrait pas de l'étranger, mais du pays, et que la demande influerait sur le change. L'argument principal invoqué par le Gouvernement était la nécessité de soustraire aux spéculations des changeurs, qui accaparaient les espèces, les paiements importants à échéance fixe qu'il faisait à l'étranger; en vue de ces remises périodiques, les détenteurs de papier de change ou d'or faisaient hausser la prime, et la tenaient ainsi artificiellement au-dessus du niveau normal. En s'approvisionnant régulièrement d'or, par le paiement des droits de douane, on évitait les variations du change dues à la spéculation. On peut ajouter que la surcharge imposée aux importateurs était, somme toute, assez faible, étant donné le taux relativement bas du change (10 en moyenne en 1893); l'or ne vînt-il pas de l'étranger et existât-il déjà dans le pays, c'était un moyen de le faire apparaître, et, par la régularité des demandes, de donner le moins de prise possible à l'accaparement. On verra qu'en fait le paiement en or des droits de douane a été l'un des moyens les plus efficaces de reconstituer le stock métallique de l'Italie.

Pour parer à la disette monétaire, une convention fut signée le 15 novembre avec la France et les États de l'Union latine, en vue de ramener en Italie les monnaies divisionnaires frappées par son Gouvernement, moyennant leur prix en or; c'était encore un important sacrifice imposé aux finances italiennes.

Sur ces entrefaites, le cabinet Crispi revenait au pouvoir, avec M. Sonnino au Trésor; le nouveau ministre se trouvait presque immédiatement aux prises avec une aggravation des difficultés. La circulation des Banques s'élevait en janvier 1894 à 1.204 millions, ayant augmenté de 50 millions depuis 6 mois; l'encaisse avait diminué de 14 millions, et le change montait à 12,37. Il s'élevait entre les Banques des difficultés pour l'échange de leurs billets; le public, pris d'inquiétude, se mettait tout à coup à réclamer le remboursement des dépôts; la panique gagnait bientôt les déposants des caisses d'épargne : or, les dépôts y étaient représentés par 1.621 millions en titres d'État, difficiles à réaliser en temps de crise; il fallait arrêter à tout prix une catastrophe menaçante.

M. Sonnino commença par suspendre d'urgence, par un décret du 23 janvier, la loi sur les banques, en autorisant une circulation supplémentaire de 125 millions de billets, couverts par

Digitized by Google

une encaisse du tiers, et soumis à une taxe réduite. Cela n'arrêtait pas la hausse du change, qui atteignait en février 14,95. Le ministre était obligé de recourir, le 21 février, à une émission de bons de caisse de 2 lires, pour 60 millions, et de pièces de nickel, pour 20 millions, afin de remplacer dans la circulation un peu de monnaie divisionnaire. Le même jour un autre décret prenait la mesure devant laquelle on avait longtemps reculé : on décidait l'émission de 600 millions de nouveaux billets pour le compte de l'État, en vue d'amortir certaines avances des banques au Trésor; 200 millions de ces billets devaient remplacer, dans les encaisses des instituts, autant de millions d'or immobilisés dans les caisses de l'État; quant à l'avance ordinaire des banques au Trésor, elle était portée à 125 millions. Les billets d'État recevaient à nouveau le cours forcé; leur conversion en espèces était suspendue, et ils pouvaient servir aux banques d'espèces métalliques pour rembourser leurs propres billets.

Après s'être longtemps débattu contre cette éventualité, le Gouvernement se trouvait donc inévitablement contraint à recourir de nouveau au cours forcé; il n'existait pas en Italie de monnaie en quantité suffisante pour les nécessités de la circulation; les espèces existantes se cachaient; les Banques, dont le crédit récemment compromis était encore, aux yeux du public, d'une sûreté douteuse, étaient menacées de demandes de remboursement excédant leurs disponibilités. Le seul moyen était de créer un papier garanti par le crédit de l'État, et substituable immédiatement au papier des instituts, pouvant remplacer la monnaie métallique jusqu'au moment où elle serait rentrée en quantité suffisante.

Ce remède énergique fut d'ailleurs efficace; les hommes d'État italiens, avec une sagesse tardive, se rendirent compte qu'il n'y avait plus une faute à commettre, et qu'il fallait désormais s'abstenir de toute mesure ébranlant le crédit de l'Italie, qui devait soutenir la valeur du papier-monnaie. Le projet de budget présenté en avril décidait enfin de renoncer à toutes les dépenses non urgentes pour les chemins de fer, l'armée et la marine. Aussi le change, après avoir atteint 16,12 redescendait-il en juin à 10,60, tandis que la circulation de papier des banques s'abaissait à 1.116 millions

La liquidation devait être longue; la crise se préparait depuis

Digitized by Google

1887; il faudra encore huit années d'efforts, jusqu'en 1902, pour faire disparaître la prime de l'or. Les ministres vont tendre vers un double résultat : raffermir la situation financière de l'État par un équilibre sévère des budgets, et consolider ainsi le crédit de l'Italie; puis reconstituer le stock monétaire et créer des conditions favorables à son maintien dans le pays au pair du papier, en diminuant la quantité de billets, et en améliorant la balance des comptes italiens avec l'étranger.

La politique du cabinet Crispi devait encore coûter assez cher; M. Sonnino, en 1894, avait été obligé d'avouer un déficit de 114 millions sur le budget précédent; les années suivantes n'arrivent pas à réaliser l'équilibre, et les déficits se renouvellent jusqu'en 1896-97. En 1895 et 1896, l'expédition de l'Érythrée, accompagnée des grosses dépenses d'une guerre coloniale et terminée par le désastre d'Adoua, menaçait de compromettre la restauration financière; le change remontait brusquement à 12,50. Le passage du pouvoir aux mains de M. di Rudini, en mars 1896, avec M. Luzzatti aux finances, permettait enfin l'adoption durable du programme de paix et de travail, annoncé en 1891 et si troublé depuis. M. di Rudini mettait fin à la guerre abyssine, à l'agitation sicilienne qui durait depuis quelques années, et M. Luzzatti arrivait, en 1897-98, à réaliser un excédent budgétaire de 9 millions; désormais, les excédents vont être constants. Le change ne subira plus qu'une hausse, à 9,90 en 1898, due à une crise économique, à de mauvaises récoltes qui provoquèrent des troubles graves dans l'Italie du Nord, et également, d'après M. Ferraris, à un abaissement intempestif de l'escompte de faveur des banques pour les lettres de change, de 4 à 3 1/2; cette mesure coïncidait avec un resserrement monétaire et partout ailleurs, en Europe, les grandes banques relevaient leur escompte. On en arrivait à prêter moins cher dans un pays pauvre en capitaux que dans les pays riches. Ce ne fut là d'ailleurs qu'un embryon de crise; depuis 1898, la situation n'a cessé de s'améliorer jusqu'à la disparition du change.

En même temps que la restauration de l'équilibre financier se poursuivait la liquidation des billets d'État; en 1898, le ministre put commencer à les retirer de la circulation; en 1903, on en avait supprimé et remboursé pour plus de 128 millions.

Les petites coupures ont été les premières retirées, et réduites

Digitized by Google

en 1903, à 2.358.000 lires. Les billets de valeur supérieure ont diminué dans une bien moins forte proportion; 445 millions circulent encore en 1903. Les petites coupures ont perdu, depuis le 31 décembre 1901, le cours légal, et seront prescrites si le 31 décembre 1906 elles n'ont pas été remboursées.

Retrait des billets émis pour le compte de l'État.

ANNÉES.	(Millions de lires).			
	Billets de 0,50, 1 et 2 lires en circulation.	Autres billets en circulation.	Total.	Retraits.
1898	110	466,4	576,4	13,1
1899	110	453,3	563,3	69,7
1900	42,1	451,4	493,5	30,2
1901	13,7	449,5	463,3	11,6
1902	4	447,6	451,6	3,6
1903	2,3	445,7	448	»

En même temps, s'opérait la régularisation de la circulation des banques; des retraits importants ont été effectués; mais la quantité de billets en circulation n'a diminué d'une façon absolue que jusqu'en 1896; car depuis, la circulation a nécessité des émissions nouvelles. Ces émissions récentes ont été justifiées par la rareté du numéraire et le grand développement économique de ces dernières années; aussi la monnaie des banques, tout en ayant augmenté, répond plus exactement aux besoins du marché; de 1.069 millions en 1896, elle atteint 1.181 millions en 1899. La loi du 9 octobre 1900, dite loi codifiée des Banques, fixe un nouveau maximum légal de 1.010 millions pour les trois instituts, maximum qui devra être réduit graduellement jusqu'à 864 millions. La réserve métallique, qui peut comprendre aussi certaines valeurs étrangères, est fixée à 40 0/0; cette loi reproduit, sauf de légères différences, les dispositions de la loi de 1893, sur les taxes de circulation extraordinaire et les prêts au Trésor. Les énormes immobilisations, causes de la crise de 1893, ont été pendant la période de 1895 à 1902, réduites de 457 millions à 162, et garanties de plus par une réserve spéciale de 60 millions.

Digitized by Google

Circulation fiduciaire des trois Banques
(au 31 décembre).

ANNÉES.	BILLETS émis (millions de lires).	ENCAISSE	
		totale.	Or.
1892, 6 banques d'émission	1.138	446	389
1893 —	1.200	450	400
1894	1.126	514	434
1895	1.084	505	441
1896	1.069	516	441
1897	1.086	465	396
1898	1.123	476	401
1899	1.181	469	395
1900	1.139	468	403
1901	1.154	495	418
1902	1.175	528	450
1903	1.236	722	603

L'État avait mis à profit l'application du décret sur le paiement en or des droits de douane, si discuté au moment de sa promulgation, pour constituer d'importantes réserves métalliques en vue de la reprise des paiements en espèces, et pour régler les intérêts de la dette payables à l'étranger. Les douanes avaient fourni au Trésor les quantités suivantes d'espèces, or, ou argent de l'Union latine échangeable contre de l'or :

	Millions de lires.		
1894	220	1898	235
1895	248	1899	240
1896	250	1900	249
1897	235		

Les paiements étrangers de l'État avaient diminué dans une forte proportion par le fait du rapatriement progressif des titres de la rente italienne placée à l'étranger. Les intérêts payables à l'extérieur avaient subi une décroissance presque constante depuis 1892-93; ils avaient diminué de 122 millions, sans que le chiffre total des intérêts de la dette variât sensiblement (de 471 à 466 millions).

Digitized by Google

Intérêts payés à l'étranger.

	Millions de lires.		
1892-93.....	192,1	1897-98.....	106
1893-94.....	159	1898 99.....	95
1894-95.....	102	1899-1900.....	83
1895-96.....	102	1900-01.....	76
1896-97.....	105	1901-02.....	70

La première cause de ce rapatriement a été le décret du 1er juin 1894, établissant l'affidavit pour les porteurs étrangers; on reprenait un procédé déjà employé en 1873, pour empêcher l'exportation des coupons par les nationaux au moment du paiement en vue de bénéficier du change. Dès la première année, cette mesure faisait baisser les paiements extérieurs de 33 millions. Puis, s'ajouta la désaffection des porteurs étrangers pour des titres, qui étant donné la situation financière douteuse de l'Italie, ne leur inspiraient plus toute confiance. Ce n'est que dans les dernières années que les importations de titres répondent à un accroissement de la fortune italienne; dans les premiers temps, les grosses exportations de numéraire nécessitées par le rachat eurent tout d'abord une influence fâcheuse sur le change; on ne peut considérer les avantages de la rentrée des titres qu'au bout d'une certaine période; on voit d'ailleurs que les rentrées ont subi un temps d'arrêt, pour reprendre en 1898 avec la prospérité économique.

Quant à la balance commerciale de l'Italie, si elle est restée constamment défavorable, du moins a-t-elle subi des transformations importantes qui, en définitive, la rendent beaucoup moins désavantageuse. Il faut remarquer un fait particulièrement intéressant; c'est l'influence qu'ont eue les relations franco-italiennes sur les progrès commerciaux de l'Italie; de 1887 à 1888, par suite de la rupture avec la France, le commerce extérieur tombe de 2.606 millions à 2.065 millions. Les exportations italiennes vont tomber de 1.002 millions à 891, et ce n'est que sept ans après, en 1894, qu'elles atteindront par un lent progrès leur niveau antérieur (1.020 millions); elles progressent lentement jusqu'en 1897, et il paraît bien, à la lenteur de cette évolution, que l'exportation n'a pas, autant qu'on l'a prétendu, profité du change défavo-

Digitized by Google

rable; les importations en ont subi beaucoup plus profondément l'influence. Le déficit de la balance commerciale, considérable jusqu'en 1893, diminue sensiblement entre 1893 et 1897; il a été, au total, de 1.832 millions pour les six ans de la première période, de 444 seulement pour les quatre ans de la seconde. C'est alors que M. Luzzatti compléta son œuvre financière par la conclusion de la paix commerciale avec la France; ce rapprochement, intervenu le 21 novembre 1898, eut pour effet immédiat d'abaisser le change de 8,57 à 6,40. Il eut pour résultat durable un essor nouveau du commerce extérieur; les exportations italiennes, de 1.091 millions en 1897, passent à 1.203 en 1898, et atteignent 1.472 en 1902, date du retour du change au pair, gagnant près de 400 millions en cinq ans (exportations en France : 116 (1897), 146 (1898), 168 (1902)); les importations, de même, montent de 1.191 millions (1897) à 1.413 (1898) et à 1.775 en 1902. Quoique le déficit de la balance soit encore de 1.292 millions pour ces cinq ans, la moyenne annuelle est bien moins forte, absolument et relativement, que dans les années qui ont précédé et préparé la crise.

Un ensemble de conditions très favorables s'est donc trouvé constitué; en décembre 1901, M. di Broglio, ministre du Trésor, constatait dans son exposé financier la situation prospère des finances italiennes; pour la quatrième fois, on obtenait un excédent budgétaire sérieux (68 millions en 1900-1901) malgré des dépenses exceptionnelles pour les chemins de fer et l'expédition de Chine.

Le Trésor possédait de fortes réserves métalliques fournies par les recettes des douanes, que l'on conservait pour les verser dans la circulation après retrait du papier d'État; les banques tendaient à rapprocher leurs émissions de la limite normale. Peu de mois après, l'Italie recueillait le bénéfice de la sage politique des dernières années et retrouvait, avec plus de sécurité qu'en 1883, l'or au pair; en août 1902, on signalait comme un événement notable la réduction du change à 0,80, et, en octobre, il atteignait le pair, autour duquel depuis il n'a cessé d'osciller dans des limites normales.

Le pair a été atteint et conservé malgré une circulation de papier d'État et des Banques encore élevée; la circulation effective contient encore très peu de numéraire; le stock monétaire est toujours très faible. En fait on trouve dans la circula-

Digitized by Google

tion courante les monnaies divisionnaires d'argent, qui depuis leur nationalisation en 1893 ne s'exportent plus dans l'Union latine, puis les billets d'État de 5, 10, ou 25 lires, et les billets des Banques pour des valeurs supérieures; le stock d'or (730 millions environ en 1903) est tenu en réserve par le Trésor et les Banques jusqu'à la régularisation complète de la circulation de papier.

Les cours du change, pendant la seconde crise italienne, ont varié dans des limites assez étendues :

Cours du change.

ANNÉES.	MAXIMUM.	MINIMUM.	MOYEN.
1892	5 12	2.27	3.69
1893	15,95	4,05	10
1894	15.70	6,25	10,97
1895	9,50	4,12	6,84
1896	12,50	4,25	8,37
1897	6,42	4,20	5,16
1898	9,90	4,75	7
1899	8,60	5,70	7,34
1900	7.42	5,35	6.46
1901	5.92	1,50	5,41
1902	2,75	pair.	1,49
1903	»	»	pair.

On est frappé, au cours de la seconde comme de la première crise italienne, de la sensibilité du change et des variations rapides et considérables de son taux; ce fait démontre combien, en Italie, les causes morales, les facteurs psychologiques ont eu plus d'influence que les faits matériels sur la dépréciation du papier-monnaie; les événements de la politique intérieure et extérieure se sont reflétés très exactement dans le change, et la vraie cause du retour au pair de l'or a été la solidité du crédit italien, résultant de l'habile gestion des derniers ministres; le stock de papier a diminué dans de faibles proportions, le stock métallique a augmenté, mais ne circule presque pas; la balance des comptes s'est améliorée, mais on calculait déjà, d'après une enquête des ministres des Finances et des Postes faite au cours de la crise, que les envois annuels des émigrants et les

Digitized by Google

dépenses des étrangers s'élevaient à environ 1 milliard, et suffisaient à couvrir les paiements extérieurs de l'Italie; c'est donc, pendant longtemps, à la défiance du public possesseur d'espèces, et à la spéculation que l'on a dû la prime du change. Pour conserver sa situation intacte, l'Italie doit d'ailleurs user de beaucoup de prudence, ne pas lancer trop précipitamment ses réserves d'or dans la circulation; elles pourraient disparaître à nouveau; il y a un danger à ne posséder qu'un stock métallique restreint; le pays est ainsi à la merci d'une période de règlements internationaux défavorables, pendant laquelle une partie de sa monnaie émigre, tandis que l'autre se cache: ç'a été le cas de l'Italie au cours des deux crises que nous venons d'examiner, et pour assurer l'avenir elle doit se prémunir contre ce risque.

L'ESPAGNE

L'Espagne, malgré les exemples multiples des dangers de la circulation fiduciaire, n'a pas su éviter une crise monétaire grave, dont les origines sont déjà lointaines, et dont ses efforts n'ont encore pu la faire sortir. La crise espagnole présente d'ailleurs des caractères très particuliers, qui résultent d'un régime monétaire également très spécial, maintenu par ses gouvernants au delà des limites raisonnables, avec une imprudence rare et une méconnaissance totale des événements monétaires du dernier quart du XIXe siècle. Pour se rendre exactement compte de la situation, il faut examiner le régime de la monnaie métallique et les règles de la circulation de papier.

L'Espagne, par la loi du 19 octobre 1868, a adopté comme unité monétaire la peseta d'argent, dont la valeur est, en principe, égale à celle du franc; les monnaies d'or et d'argent frappées en vertu de cette loi sont conformes, en valeur et en titre, aux monnaies adoptées par l'Union latine; les pièces d'or et les pièces de 5 pesetas d'argent ont donc également force libératoire illimitée, mais seulement en Espagne. L'Espagne, n'ayant que le système monétaire de l'Unión, sans en faire partie, a un régime bimétallique interne, mais, pour les règlements internationaux, se trouve placée sous le régime du monométallisme or, l'or seul pouvant constituer une monnaie sûre et d'usage univer-

Digitized by Google

tel depuis la baisse du métal argent et l'adoption de l'étalon d'or par la plupart des grandes nations. Ce fait qu'il existe en Espagne deux monnaies métalliques pouvant servir aux paiements intérieurs, et une seule pour les paiements extérieurs, est la cause primordiale de la dépréciation de la peseta et de la crise du change.

Il faut ajouter à ces conditions défavorables la détestable politique monétaire suivie par les gouvernements espagnols en matière de frappe d'argent. En 1871, en présence de la baisse de l'argent, on jugea prudent de réserver à l'Etat la frappe de l'argent, et on lui donna la faculté de décréter, si les circonstances l'exigeaient, la limitation de sa force libératoire; le Conseil des monnaies avait eu, à ce moment, la vision très exacte des dangers que pouvait courir la monnaie espagnole. En fait, l'État, après avoir frappé, pendant quelques années, d'assez fortes quantités de monnaie d'or, continuera à frapper, sans mesure, de grosses sommes d'argent; la frappe de l'or diminue, celle de l'argent augmente, et c'est ce métal qui devient la base de la circulation. Le public s'est graduellement déshabitué de l'or dans les échanges intérieurs, et le considère moins comme une monnaie que comme un objet de spéculation.

Quant à la circulation de papier, elle présente aussi des particularités. La Banque d'Espagne a été autorisée, par un décret-loi du 19 mars 1874, à émettre 750 millions de billets; ces billets ont cours légal en Espagne, mais il faut noter immédiatement qu'ils n'ont jamais eu, à aucun moment de la crise espagnole, le cours forcé. La monnaie de papier émise par la Banque d'Espagne ne doit pas sa dépréciation au cours forcé, et c'est là un phénomène intéressant. La circulation de papier est soumise à ce que l'on a pu appeler, avec quelque inexactitude, le cours forcé de fait. Pour mieux dire, la monnaie fiduciaire qui n'est pas émise par l'État, mais par un établissement privé, est inconvertible, non légalement, mais pratiquement; car, en vertu du double étalon métallique, la Banque peut rembourser ses billets exclusivement en argent, et l'argent espagnol n'a pas cours international; il ne peut pas même s'écouler dans certains pays, comme l'argent italien dans l'Union latine. Le billet convertible en une monnaie métallique dépréciée doit donc être lui-même déprécié, et si l'on peut être étonné de cette situation para-

Digitized by Google

doxale, on doit l'être surtout de voir la dépréciation du papier aussi restreinte, dans des conditions aussi défavorables.

Si la politique du Gouvernement en matière de frappe a été déplorable, celle qu'on a suivie en matière d'émissions fiduciaires, et dans les rapports de la Banque avec les finances de l'État, ne l'a pas été moins; ni les événements économiques intérieurs, ni les phénomènes monétaires et l'expérience des autres pays bimétallistes n'ont pu influer sur l'attitude des hommes d'État espagnols. Malgré des symptômes fâcheux qui imposaient la prudence, ils ont fait de la Banque d'Espagne, d'abord la trésorière de l'État, puis la caisse où le ministre des Finances, à bout d'expédients, puise sans mesure. Comme compensation, elle a obtenu un pouvoir d'émission dépassant de beaucoup les besoins de la circulation, et, fait plus grave, elle a pris l'habitude d'exploiter la dépréciation de la monnaie nationale et d'en tirer des bénéfices; de telle sorte que le retour à la monnaie saine se trouve entravé, non seulement par la situation monétaire matérielle, mais par les nombreux intérêts nés de cette situation et qui prennent soin de l'entretenir.

La crise espagnole, avant de devenir permanente, a passé par une période préparatoire, pendant laquelle les fautes ont été accumulées. La Banque d'Espagne eut d'abord une certaine difficulté à faire admettre son papier dans le public et surtout dans les provinces; cependant, l'abondance du numéraire, la facilité avec laquelle les billets s'échangeaient alors contre l'or, contribuèrent à populariser cet instrument d'échanges. La prospérité économique de l'Espagne, la production de ses mines et de sa viticulture, lui permettant des exportations avantageuses, attirèrent des capitaux étrangers et firent naître une confiance excessive dans la durée de cette période. Vers 1880, l'or commençait à disparaître; il fallait payer en or à l'étranger de nombreux coupons de la dette et les revenus des titres de chemins de fer et de mines placés au dehors. Le bimétallisme permettait à la Banque de rembourser ses billets en argent, et elle put le faire grâce à l'accoutumance du public au papier. Néanmoins, en 1882, une légère prime sur l'or apparaît au change, qui jusqu'alors avait oscillé dans des limites normales.

C'était un avertissement qui devait imposer la prudence. Mais le Gouvernement espagnol n'en tenait pas compte, il engageait

Digitized by Google

inconsidérément de fortes dépenses, pour augmenter les armements, compléter le réseau des chemins de fer, sans compter les purs gaspillages qui absorbèrent de grosses sommes; lorsqu'il eut besoin de recourir au crédit de la Banque, ce crédit était déjà légèrement entamé; le change s'était élevé en 1885 à 2,50. En 1888, une loi du 12 mai lia étroitement le sort de la Banque à celui des finances publiques, en la chargeant de tous les services de trésorerie pour le compte de l'Etat; si cette mesure devait soutenir le crédit espagnol, ce ne pouvait être qu'aux dépens de celui de la Banque, et ce fut le germe des futures mésaventures monétaires; car l'application de ces dispositions, complétées en 1891, permettait au Gouvernement de puiser à peu près sans restriction aux caisses de la Banque, et par compensation, donnait à cet établissement la faculté d'émettre une quantité exagérée de papier, d'enfler sans dépenses son crédit; c'était la rançon des multiples services rendus au Gouvernement. Sous ce régime, l'imprévoyance et l'ignorance des gouvernants vont ruiner les finances de l'État, tandis que la Banque s'enrichit doublement, en émettant une monnaie de papier qui ne lui coûte rien, et en prêtant les capitaux ainsi obtenus à l'État dans des conditions rémunératrices.

Avant 1888, la Banque avait réglé assez prudemment l'émission de ses billets et l'importance de son encaisse métallique; elle avait en 1887 une circulation moyenne de 582 millions, une encaisse de 297 millions, et un portefeuille de 469 millions.

Depuis que l'État s'est fait ouvrir un compte courant à la Banque, compte dont le solde est constamment débiteur, on voit l'encaisse diminuer et la circulation de billets hausser; en même temps, la Banque encombre son portefeuille de titres d'État, au lieu de papier commercial; elle tend de plus en plus à méconnaître son rôle d'établissement de crédit pour le commerce et l'industrie espagnols, et à prêter surtout à l'État. L'encaisse n'est, en 1891, que de 227 millions, dont seulement 133 millions d'or, et les billets s'élèvent à 743 millions; les prêts de la Banque au Trésor sont représentés au portefeuille par 663 millions de pagarès, lettres du Trésor et titres de rente amortissable. La Banque doit user d'expédients pour ne pas dépasser le maximum légal de 750 millions de billets, et le change moyen s'élève à 6,56; déjà en 1890, M. Eguilior, ministre des

Digitized by Google

Finances du cabinet Sagasta, avait conçu des inquiétudes, et songé à régulariser la dette flottante de l'État et ses obligations envers la Banque par un emprunt, en augmentant d'autre part les facultés d'émission.

Le ministère Canovas, succédant en 1891 au précédent, devait commettre la faute la plus grave, celle qui consomma la ruine du crédit et de la monnaie espagnols. On voulait obtenir 150 millions pour des dépenses militaires, et on ne pouvait y parvenir en respectant l'équilibre budgétaire; mais la Banque avait encore des ressources. On présenta donc le projet de loi suivant, qui fut adopté le 14 juillet 1891 :

La Banque d'Espagne est autorisée à émettre jusqu'à 1.500 millions de billets, gagés sur une encaisse métallique égale au tiers du papier en circulation, dont une moitié au moins en or. Son privilège sera prorogé jusqu'en 1921 ; en échange de ces avantages, elle avancera au Trésor, en trois ans, 150 millions, sans intérêt, et non remboursables avant 1921.

Cette loi fut adoptée après de longs débats, et non sans protestations nombreuses; on prévoyait, en Espagne et à l'étranger, combien elle pouvait devenir dangereuse. Il était manifeste que la circulation fiduciaire était exagérée, la prime sur l'or ne cessant de s'élever, et l'on permettait à la Banque de doubler le chiffre de son émission, sans exiger d'autre garantie qu'un sixième de la circulation représenté par de l'or. On conservait d'inexplicables illusions sur la valeur monétaire de l'argent, et tandis que depuis 1887 la frappe d'or était presque interrompue, on frappait de grosses quantités de métal déprécié (71 millions en 1891, la plus forte quantité émise depuis 1874). Le passif de la Banque, autre élément de son crédit, comprenait, outre ses 743 millions de billets, 401 millions de comptes courants, 41 millions de dépôts; pour y faire face, un actif de 227 millions en numéraire, 168 millions d'escomptes commerciaux et 441 millions de titres 4 0/0 amortissables; la réalisation de ces titres, même en temps normal, et à plus forte raison en temps de crise, n'eût pu se faire sans troubler profondément le marché des fonds espagnols; les titres du Trésor composant le reste du portefeuille eussent été également de négociation difficile; il fallait même que le crédit de la Banque fût bien solide pour que son papier ne subît pas plus de dépréciation avec des garanties

Digitized by Google

aussi douteuses. Malgré les représentations réitérées des commerçants et des industriels espagnols, la Banque d'Espagne, qui encourageait le Gouvernement dans cette voie, fit triompher ses intérêts ; elle trouvait ses relations avec le Trésor trop fructueuses pour ne pas chercher à les élargir ; ces opérations représentaient déjà les deux tiers de ses dividendes ; elle va de plus, trouver dans le change défavorable une nouvelle base de spéculations, qui se développeront à mesure que la crise prendra de l'extension.

L'imprudence du Gouvernement était d'autant moins explicable que, depuis 1876, le déficit était régulier dans les budgets espagnols, et que le ministre des Finances le proclamait lui-même dans l'exposé des motifs du projet de budget de 1891-92. Tout en affirmant la nécessité urgente de mettre un terme au déficit, il prétendait concilier cette œuvre avec l'augmentation des dépenses militaires et des travaux publics. Le déficit moyen des 14 dernières années s'élevait à 64 millions de pesetas, sur une moyenne de 763 millions de recettes effectuées et sur un budget de dépenses s'élevant, au minimum à 680 millions (1876-77) et au maximum à 890 millions (1886-87). Encore faut-il noter que des ressources passagères sont souvent venues atténuer le déficit réel, par exemple de nombreuses aliénations domaniales. Ce déficit, disait le ministre, est dû à des augmentations de crédits, aux crédits supplémentaires et extraordinaires, à des dispositions spéciales, à l'exagération des prévisions ; c'était dans l'espoir de surmonter le déficit en un ou deux ans que l'on recourait à l'emprunt de 150 millions à la Banque, expédient financier qui permettait de reculer la liquidation définitive.

C'est à cette date que va commencer la grande crise du change espagnol, qui jusqu'alors, comme on peut le voir, avait eu des taux modérés.

Digitized by Google

ANNÉES.	BILLETS émis par la Banque d'Espagne	ENCAISSE métallique	CHANGE %	
	(en millions de pesetas).		perte.	gain.
1875	111	85	»	1
1876	138	112	»	0,78
1877	156	110	0,25	»
1878	168	162	pair.	»
1879	178	178	0,40	»
1880	227	242	»	1
1881	294	236	»	0,40
1882	357	150	1,80	»
1883	349	120	1,60	»
1884	365	136	1,20	»
1885	424	182	2,50	»
1886	493	195	2,20	»
1887	582	297	0,82	»
1888	657	230	1,68	»
1889	724	291	3,25	»
1890	736	262	4,33	»

Le premier résultat tangible de la politique gouvernementale fut une hausse du change; il était, en 1891, avant la loi sur la Banque de 4 0/0 et monta après le vote à 8 0/0; en mars 1892 il était déjà de 17. Comme conséquence immédiate, le service de la Dette extérieure se trouvait subir, pour le paiement en or des coupons, une surcharge de 12 0/0. Et cependant la Banque usait très modérément de sa faculté d'émission; elle n'avait en moyenne que 850 millions de billets avec une encaisse de 300 millions; mais, sans qu'il y eût une grande transformation des conditions matérielles, les conditions morales soutenant son crédit devenaient moins favorables, et l'inquiétude naissait des pratiques gouvernementales.

Il devenait manifeste, aux yeux du public, que la faculté d'émission accordée à la Banque répondait non pas aux besoins de la circulation espagnole, mais aux déficits des finances publiques qui rendaient nécessaires des ressources supplémentaires. Au début de 1893, les découverts du Trésor espagnol se décomposaient ainsi :

a) Une dette flottante de 245 millions, dont 165 avancés au Trésor par la Banque, et 84 millions de pagarès du Trésor (il

Digitized by Google

est à noter que l'on venait de consolider 225 millions de dette flottante par une émission de dette amortissable qui avait été péniblement écoulée);

b) Plus de 30 millions de bons du Trésor placés par la Banque dans sa clientèle;

c) 64 millions dus pour avances de la Compagnie fermière des tabacs;

d) Les avances en compte courant de la Banque au Trésor;

Et on pouvait y ajouter un nouveau déficit probable de 70 millions pour le budget de 1893.

Cette énumération donne une idée du système d'expédients temporaires dont vivaient les finances espagnoles, faisant à ce moment monter les émissions de la Banque à 900 millions, disparaître l'or de la circulation, et hausser le change jusqu'à 21.

La raréfaction de l'or, cause et effet tout à la fois de la hausse du change, était accentuée par la continuation des frappes d'argent. Le caractère de monnaie inconvertible en or, échangeable seulement contre de l'argent, du papier de la Banque devient dominant; l'or, par la prime qu'il obtient, sert à des spéculations sur le cours du change; les particuliers, et la Banque surtout, profitent des bas cours pour accaparer le papier de change, et le revendre aux cours élevés, aux époques prévues de grands paiements à l'étranger. La Banque négligera d'ailleurs souvent et de parti pris une de ses fonctions essentielles, qui est de retenir les capitaux dans le pays par un taux élevé de l'escompte; pendant de longues périodes, le taux de ses prêts sera bas, inférieur au taux de capitalisation des fonds d'État espagnols. Les capitaux émigrent à l'étranger, où ils trouvent une rémunération supérieure; ou bien, et le cas va devenir fréquent en Espagne, les nationaux achètent des titres de rente espagnole, se font prêter par la Banque des sommes sur ces titres, tirant encore bénéfice de l'écart entre le taux de ces prêts et le revenu des titres. La Banque ne défend ni les capitaux nationaux, ni les siens propres; elle trouve encore avantage à émettre. pour ses prêts, des billets qui ne lui coûtent rien et lui rapportent un certain intérêt. Ces spéculations combinées ne faciliteront pas la solution du problème du change.

Le cabinet conservateur venait d'être remplacé par un cabinet

Digitized by Google

libéral, dont le programme très net, rompant avec les errements antérieurs, tendait à la réduction des dépenses, à l'augmentation des recettes par un contrôle plus sévère de leur perception, à une politique douanière plus libérale, les tarifs adoptés en 1892 paraissant exercer une influence fâcheuse sur les échanges extérieurs de l'Espagne. Le ministre des Finances parvint à diminuer fortement les déficits de 1893 et 1894; les plus-values obtenues, par rapport aux exercices précédents, s'élevèrent à 27 et 23 millions de pesetas. Mais on devait laisser subsister les énormes engagements du Trésor envers la Banque; néanmoins, celle-ci pouvait augmenter dans de fortes proportions son encaisse, qui, à la fin de 1894 était de 52 0/0 de la circulation fiduciaire, avec un change de 12 seulement, bien inférieur à celui des années précédentes.

Le 27 juin 1894, les Chambres avaient approuvé une convention nouvelle avec la Banque, qui, loin de régler la question des avances, la prolongeait. 333 millions d'obligations du Trésor allaient arriver à échéance; on les remplaçait par de nouveaux titres à un an, et on ouvrait à l'État un nouveau compte courant de 75 millions pour faire face aux excédents de dépenses de l'exercice. C'était la continuation de la politique d'atermoiement; il était temps, cependant, de liquider sérieusement les engagements exagérés de l'État, et on aurait pu le faire par un emprunt, au lieu de perpétuer une énorme dette flottante, mais à la condition de mettre l'Espagne « à la diète » suivant l'expression de M. Leroy-Beaulieu, et de couper court pour plusieurs années aux armements et aux constructions de chemins de fer.

Les événements démontrèrent que c'est à cet instant que l'Espagne aurait dû régulariser sa situation financière; car les complications imprévues qui suivirent devaient empêcher toute nouvelle tentative. En 1895, l'insurrection cubaine commençait, et allait exiger du pays, déjà chargé, de nouveaux sacrifices financiers. C'était naturellement encore la Banque d'Espagne qui allait ouvrir ses caisses à l'État pour faire face aux dépenses. Le bilan de la Banque pour 1895 accusait une augmentation de billets de 90 millions, ce qui portait la circulation totale à près d'un milliard. Les existences métalliques s'élevaient à 507 millions, dont 200 en or. Le ministère des Colonies avait, dans le courant

Digitized by Google

de l'année, demandé à la Banque 110 millions, garantis par des pagarès de Cuba à 4 0/0, puis 50 millions contre des pagarès à 4 1/2. En janvier 1896, on avançait encore au Trésor cubain 50 millions, contre pagarès; il faut remarquer que le ministère avait emprunté d'un autre côté 50 millions à la Banque de Paris et des Pays-Bas. Les engagements de la Banque d'Espagne avec le Trésor métropolitain étaient représentés, à la même époque, par 153 millions de bons et pagarès, et 406 millions de dette amortissable; en tout, pour la métropole et les colonies, près de 770 millions. La Banque, au reste, y trouvait son avantage, puisque, sur un total de bénéfices de 43 millions, elle en retirait 27 de ses relations avec le Trésor, et 15 seulement de ses opérations commerciales. Le change remontait alors au taux de 22,40.

Le ministre des Finances, dans le projet de budget pour 1896-97, affirmait à nouveau hautement la volonté de mettre fin aux déficits (qui depuis dix ans étaient en moyenne de 81 millions, malgré les expédients et les secours de la Banque). En fait, à la fin de l'année, l'Espagne était contrainte à demander des avances nouvelles à la Banque, qui, en revanche, exigeait des garanties supplémentaires sur les recettes des douanes. Le Gouvernement tentait de placer un emprunt de 500 millions à l'étranger, mais il était trop tard; il subissait un échec et se voyait forcé de recourir à un emprunt intérieur.

L'insurrection des Philippines s'ajoutait à celle des Antilles et exigeait de nouvelles avances. La gêne du Trésor était extrême; en principe, le Trésor cubain seul devait supporter la charge de l'emprunt et des 700 millions de pagarès émis pour faire face aux dépenses de guerre; mais étant donné le déficit perpétuel des budgets coloniaux, il était certain que le poids, en fin de compte, en retomberait sur l'Espagne. L'emprunt réussit cependant, grâce à une habile préparation du public et au concours des grands établissements financiers; il produisit 372 millions effectifs; c'était un certain succès moral, et malgré la gravité de la situation, le change ne dépassa pas 26,40.

L'année suivante, la Banque se voit forcée d'émettre jusqu'à 1.206 millions de billets, car ses engagements avec le Trésor des colonies seul s'élèvent à 417 millions, plus 400 millions de titres amortissables donnés par le Gouvernement, contre des avances en numéraire pour la guerre, et 382 millions d'autres titres

Digitized by Google

amortissables. La catastrophe se prépare; le change monte à 33, atteint 43 à la veille de la guerre avec les États-Unis, en avril 1898, puis c'est la débâcle; les cours descendent à 60, puis quelques jours après à 115. Pour n'avoir pas su ménager en temps normal les facultés d'émission de la Banque, pour avoir laissé déprécier ses billets avec une rare imprévoyance, l'Espagne se trouvait, au début d'une grande guerre, privée de la ressource essentielle du papier-monnaie, qui perdait déjà la moitié de sa valeur.

Le papier de la Banque était ruiné d'avance, et la crise financière se doublait d'une crise monétaire exceptionnellement intense. Il fallait pourtant songer à la guerre américaine; M. Puigcerver, ministre des Finances, prépara un budget de ressources spéciales : en première ligne, on plaçait les emprunts à la Banque; on augmenterait les facultés d'émission jusqu'au delà de 2 milliards, à condition de porter l'encaisse métallique à la moitié de la circulation de papier, et au-dessus de 2 milliards, aux deux tiers. En outre on emprunterait aux compagnies fermières et aux contribuables, par avance sur leurs redevances et cotes annuelles; on émettrait comme garantie des obligations du Trésor. C'était ne tenir aucun compte de l'énorme prime de l'or déjà existante que songer à demander à la Banque d'autres avances, fussent-elles garanties par une encaisse plus considérable; l'or seul, non déprécié, pouvait servir de garantie, et l'obligation d'en acquérir coûterait cher. Le ministre déclarait, au reste, ne vouloir user de ces ressources spéciales qu'à toute extrémité, et le change, après la première panique, redescendait entre 90 et 80. La courte durée de la guerre devait éviter à l'Espagne un désastre plus grave, et le change revenait dès le mois d'août à 66 avec la conclusion de la paix.

On calculait qu'à ce moment, et depuis 1895, l'État avait emprunté environ 850 millions à la Banque pour les dépenses de guerre, sans compter 700 millions d'autres emprunts; il devait encore, jusqu'à la fin de 1898, aggraver ses charges; le bilan de l'établissement accuse en effet une circulation de 1.464 millions, tout près du maximum fixé par la loi de 1891, avec une encaisse toujours élevée, qui, comprenant une forte proportion d'argent, n'avait jamais empêché la hausse du change; en porte-

Digitized by Google

feuille, on trouvait 1.110 millions de pagarès coloniaux, garantis par le Trésor, et des obligations du Trésor pour 554 millions. Les opérations de l'année, faites surtout avec l'État, avaient rapporté aux actionnaires le beau dividende de 24 0/0; le change, en revanche, se tenait à 29.

A ce moment, l'Espagne recueille tous les fruits de l'incurie financière de ses gouvernants; si elle voulait éviter la banqueroute, et non seulement la banqueroute de l'État, mais aussi celle des sociétés financières et industrielles espagnoles, ayant de forts engagements étrangers, il fallait effectuer une réforme financière sérieuse; un certain nombre d'hommes d'État l'ont compris, mais la tâche est infiniment complexe et difficile, car on a laissé la crise du change développer toutes ses conséquences funestes; aussi les efforts réitérés n'ont-ils abouti jusqu'à présent qu'à de faibles résultats.

Quels étaient les éléments du problème? on a vu sous quel régime monétaire et fiduciaire s'était développée la crise du papier de la Banque. La prime du change exprime la quantité de monnaie de papier ou d'argent que doit payer un débiteur pour se procurer l'or, monnaie universelle des paiements à l'étranger; l'une et l'autre monnaie, argent et papier, sont dépréciées, par suite de la rareté de l'or et aussi de leur surabondance; car il faut remarquer ce fait, qu'il y a beaucoup de monnaie en Espagne, trop pour l'activité économique et les transactions du pays; la crise monétaire vient d'une pléthore de monnaie à force libératoire internationale restreinte; il y a trop de papier et d'argent pour les échanges intérieurs, et pas assez d'or pour les paiements extérieurs. En effet, en 1902, nous voyons que le stock monétaire de l'Espagne se compose de 415 millions de pesetas d'or, de 911 millions d'argent, et de 867 millions de papier non couvert; de toute cette monnaie, seul l'or (415 millions), a une valeur internationale pleine et entière, et l'on est obligé, pour empêcher sa fuite, de l'emprisonner pour la plus grande partie dans l'encaisse de la Banque. Il y a en Espagne, par tête d'habitant, 23 pesetas d'or, 50 p. 75 d'argent, et 48 p. 35 de papier, alors qu'en France, on trouve 121 fr. 65 d'or, 56 fr. 70 d'argent et 18 fr. 10 de papier. La disproportion est flagrante entre la monnaie saine et la monnaie dépréciée : l'activité économique des deux pays ne peut être comparée, et l'Espagne dis-

Digitized by Google

pose cependant d'un stock d'argent à peu près égal, par tête, à celui de la France, d'un stock de papier presque triple, et par contre, du cinquième à peine de son stock d'or.

C'est le résultat tout d'abord des frappes imprudentes de monnaie d'argent par le Gouvernement espagnol, frappes qui n'ont pas cessé durant toute la crise, qui même, par une aberration incroyable, se sont élevées en 1898, pendant la période aiguë, à près de 200 millions; le Gouvernement tirait profit de la monnaie émise en métal déprécié, sans se préoccuper de l'avilissement consécutif de sa valeur. On peut examiner les frappes d'or et d'argent effectuées de 1874 à 1903 en Espagne.

Frappes effectuées en Espagne.

(millions de pesetas).

Années.	Or.	Argent.
1874	»	54,9
1875	»	68,2
1876	»	47,1
1877	100,1	34,9
1878	205,7	45,6
1879	86,5	19,3
1880	171,5	3,4
1881	109,1	12,2
1882	10.3	52,5
1883	16,7	44,1
1884	25,8	32,5
1885	12,5	23
1886	12,2	11,2
1887	»	59
1888	»	53,2
1889	17,5	25,5
1890	46,8	36,3
1891	»	71,7
1892	48,6	46,2
1893	»	17
1894	»	20,4
1895	»	1
1896	»	27,7
1897	14,9	33,6
1898	»	199,8
1899	25,2	77,1
1900	16,5	Arrêt de la frappe des pièces de 5 pesetas d'argent. Monnaies divisionnaires : 19,7
1901	»	8,4
1902	»	2,5
1903	»	10,6

Digitized by Google

La majeure partie des frappes d'or 672 millions ont été effectuées entre 1877 et 1881 : depuis elles ont été très faibles et très intermittentes : c'est au moment de leur cessation presque complète, en 1887, que commence la hausse du change, et depuis les frappes d'argent se sont élevées à 637 millions ; presque tout l'argent reste en circulation ou dans l'encaisse de la Banque, ce qui revient au même, car il pèse également sur la valeur de l'unité monétaire. De tout l'or frappé, seulement 115 millions demeurent en Espagne, soit dans l'encaisse de la Banque, soit dans des réserves particulières, mais ne circulent pas.

Des 1.800 millions environ qui constituent la base de la circulation espagnole (argent et papier), la moitié n'a qu'une valeur intrinsèque dépréciée au point de vue international : le métal argent est la seule monnaie métallique actuelle en Espagne, et outre sa dépréciation, il n'a même pas l'avantage de la fixité ; il suit les cours du marché, et lorsqu'on l'exporte, c'est généralement au prix du lingot : seul, l'argent perd 60 0 0 de sa valeur nominale au change. Mais l'autre moitié de cette circulation en réalité, il faut y comprendre environ 1.600 millions de papier, couvert et non couvert, c'est une monnaie fiduciaire ; et par une combinaison singulière, cette monnaie de papier, qui n'est pratiquement convertible qu'en argent, qui n'a aucune valeur intrinsèque, est préférée par le public et cotée plus haut que l'argent seul, car elle ne perd au change que 27 0 0 environ. Si donc l'argent, substratum métallique du papier, fait baisser sa valeur, le papier soutient la valeur de l'argent, et le mélange des deux monnaies obtient une valeur de crédit bien supérieure à leur valeur réelle. Le papier a sur l'argent la supériorité d'un maniement plus facile ; il doit surtout sa cote élevée à la confiance qu'inspire, malgré tout, la Banque d'Espagne, qui, si elle a exploité avec quelque cynisme les embarras financiers de la nation et la dépréciation monétaire, a toujours géré ses propres intérêts avec la plus grande habileté ; cela lui permet de faire circuler 1.600 millions de papier, chiffre qui serait encore bien augmenté s'il fallait réaliser les comptes courants et les dépôts, en gardant à la peseta-papier une valeur d'environ 0 fr. 73, la peseta-argent valant au plus 0 fr. 41.

L'or existant en Espagne, soit dans l'encaisse de la Banque, soit chez des particuliers, soit sous forme de papier de change et

Digitized by Google

de crédits sur l'étranger, exerce une influence indéniable sur la valeur du papier; il est virtuellement en circulation, et pourrait y être versé effectivement en temps de crise, tout au moins l'or de l'encaisse. Mais il ne peut être laissé librement en circulation; il fuirait aussitôt, accroissant la prime du change; il ne se renouvelle plus par la frappe, car depuis longtemps, par l'abus de l'argent et du papier, la circulation intérieure a perdu l'habitude de l'or. On ne considère plus l'or comme une monnaie, mais comme une marchandise de spéculation et les particuliers ne songent plus à le faire frapper; comme le remarque M. Villaverde, la frappe d'argent et l'émission des billets « ont atrophié un organe et supprimé une fonction nécessaire à la vie économique de nos jours, la frappe libre et automatique de la monnaie saine ».

L'État espagnol, à la première faute grave qui consistait à battre monnaie avec un métal déprécié, ce qui suffisait pour provoquer la fuite de l'or, a ajouté ses emprunts incessants à la Banque pour remplir les vides de ses budgets; il devait à la fin de 1898, 1.660 millions à l'établissement; les émissions de la Banque ont, pendant toute cette période, pour cause principale (plus des 3/4) les emprunts de l'État; le portefeuille commercial, qui représente les avances dont bénéficie véritablement la vie économique du pays, occupe un rang tout à fait secondaire. La politique financière des Gouvernements a donc consisté à fausser, en vue de nécessités du moment, deux des organes principaux de la vie économique, la monnaie métallique et la monnaie fiduciaire de la grande Banque d'émission. Le crédit de la Banque d'Espagne était surchargé du poids des emprunts de l'État, qui faisaient circuler du papier improductif pour le pays, ne correspondant pas à des capitaux utiles. Cesser les emprunts à la Banque et liquider la dette envers l'établissement était la première tâche de l'État espagnol.

A la surabondance de la monnaie de papier, doublée d'une abondante monnaie d'argent, correspond la rareté ou plutôt la raréfaction de l'or; cette raréfaction a d'autres causes que la cessation des frappes d'or; ce peuvent être la spéculation, et une balance des comptes ou des règlements extérieurs défavorable. En ce qui concerne la spéculation, on a noté déjà que la banque a complètement méconnu le rôle régulateur d'un grand

Digitized by Google

établissement d'émission; elle n'a pas défendu les capitaux espagnols contre l'exportation opérée par certains spéculateurs grâce au taux trop faible de son escompte; elle semble s'appliquer, pendant la période récente de la crise espagnole, à provoquer systématiquement l'exode à l'étranger des capitaux disponibles; elle escompte à 4, et même 3 1/2, prête sur titres à des taux encore moins élevés, oubliant complètement la fonction qu'elle devrait remplir, la règle qu'appliquent les grandes banques d'émission européennes et que M. Villaverde formule ainsi : « L'intérêt des prêts faits par les banques d'émission avec garantie de titres doit toujours être supérieur au taux de l'escompte, et égal au moins à l'intérêt que produit en réalité la dette de l'État »; le taux de l'escompte lui-même ne doit jamais s'abaisser au-dessous du niveau de l'intérêt effectif de la dette. On sait quelles opérations permet le taux peu élevé des prêts sur titres : rachat de rentes à l'étranger et dépôt à la Banque, en profitant de l'écart d'intérêt entre le prêt consenti et le titre qui sert de gage. Ç'a été une cause importante d'exportation d'or sur les marchés étrangers. Les capitaux fuient également faute de rémunération suffisante à l'intérieur. La Banque combat les tentatives du Gouvernement en vue du remboursement de sa dette par l'émission de nouveaux billets, parfois en quantité supérieure, simplement en maintenant son escompte à un taux exceptionnellement bas; ainsi en Espagne les capitaux or sont exportés et le capital papier augmente. Au lieu de combattre la raréfaction de l'or par les changeurs au moyen de remises en or, de vente de papier de change, qui contiendraient les prix, et surtout en retenant les capitaux prêts à émigrer par un fort intérêt, la Banque accentue doublement la dépréciation de la monnaie, en chassant l'or et en augmentant le papier.

Avant la crise de 1898, la Banque avait gardé une certaine mesure dans l'application de ces pratiques étranges; depuis, c'est une ligne de conduite bien arrêtée, et aucun blâme n'a pu l'en détourner; si, en 1901, on considère le taux de son escompte, en le comparant à celui des autres banques européennes, et en comparant d'autre part les taux de capitalisation des valeurs d'État, on constate que seule, la Banque d'Espagne néglige d'élever son escompte au niveau de l'intérêt de la rente :

Digitized by Google

	Taux de l'escompte.	Revenu effectif des titres d'Etat.
Angleterre	4	2,77
Allemagne	5	3,39
France	3	2,93
Italie	5	4,17
Russie	5,50	3,43
Espagne	3 50	5,54

Alors que les titres espagnols ont toujours rapporté un revenu effectif de 4,50 au minimum, souvent de 5 à 6, l'escompte a subi les mouvements suivants :

Taux de l'escompte.

1891..	4 0/0			
1892..	Janvier, février.			
	4	5		
1893..	5			
1894..	5			
1895..	Janvier, août, sept., octobre.			
	5	4 1/2	4	4 1/2
1896..	Janvier, juin, juillet, août.			
	4 1/2	5	4	5
1897..	5			
1898..	5			
1899..	Janvier, août, sept., octobre.			
	5	4	5	4
1900..	Janvier, mai.			
	4	3 1/2		
1901..	Janvier, septembre.			
	3 1/2	4		
1902..	4			
1903..	Janvier, septembre.			
	4	4 1/2		
1904..	4 1/2			
1905..	4 1/2			

C'est par ces moyens qu'en 1899 et 1901, après le remboursement de 315 millions de la dette du Trésor, au lieu de diminuer, la circulation avait passé de 1.459 millions à 1.565 millions, en augmentation apparente de 106 millions, en réalité, de 421 millions, étant donné les retraits du Trésor.

En second lieu, on peut se demander quelle est, au point de vue des règlements extérieurs, la situation de l'Espagne ; il peut y avoir là une cause d'émigration importante de l'or. Si l'on examine les divers éléments de la balance des comptes, on constate un certain nombre de faits; tout d'abord, pendant la période de guerre et de crise intense du change, la balance commerciale a changé d'aspect; de débitrice elle est devenue créditrice; c'est là un effet des changes élevés qui paralysent l'importation et stimulent la production indigène en la protégeant et en lui assurant de hauts prix en or. Cette période stimulante a cessé d'ailleurs avec la baisse du change en 1899; la balance

Digitized by Google

[illegible] est devenue défavorable de nouveau; puis l'écart a diminué avec la hausse nouvelle du change.

Commerce extérieur de l'Espagne.

[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	CHANGE [illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	— 34	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 114	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 165	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 195	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	— 179	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	— 15	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	— 153	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	— 71	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	— 30	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	+ 14	[illegible]

Le déficit où l'excédent de la balance commerciale et le cours du change sont donc en rapport étroit; il est incontestable que le cours du change agit sur les importations et les exportations. Dans quelle mesure l'influence inverse se produit-elle sur le change? Il est un fait indéniable, c'est que les plus hauts cours du change coïncident avec les balances commerciales les plus favorables. Il y a donc d'autres éléments plus importants à considérer.

La balance des comptes doit comprendre, outre le déficit ou l'excédent de la balance commerciale, les créances et les dettes que l'Espagne peut avoir sur l'étranger, par les valeurs étrangères que possèdent ses nationaux et par ses valeurs que possèdent des étrangers. En 1898, la Dette publique espagnole, composée de 10 milliards en capital environ, était placée en majorité en Espagne; un milliard seulement restait à l'étranger; cette dette, que le décret du 20 janvier 1898 a soumise à l'affidavit et qui est devenue l'Extérieure estampillée, est le reste des nombreux placements étrangers de rente espagnole, rachetés en grande partie par les capitalistes nationaux, et dont le rachat a provoqué la fuite de grandes quantités d'or; les trois

Digitized by Google

quarts sont placés en France (5,8 millions d'intérêts y sont payés sur un total de 8,8 millions). En rapatriant ces titres, et en les soumettant à l'impôt, l'Espagne s'est d'ailleurs privée d'une monnaie internationale spéciale, constituée par les valeurs d'État; à la même date, il existait encore sur le marché de Paris environ 2.655 millions de valeurs mobilières espagnoles (chemins de fer, mines, etc.); en résumé la France possédait 80 0/0 des valeurs espagnoles. Tous ces titres représentent pour l'Espagne une dette annuelle de 160 millions de pesetas; à une date plus récente, le sénateur Calbeton, en juillet 1903, examinant les règlements extérieurs de l'Espagne, constatait le placement au dehors de 4 milliards de titres espagnols.

En face de cette dette, l'Espagne a des créances pour les placements faits par ses capitalistes à l'étranger. M. Calbeton donnait les résultats de son enquête : en France, la Banque de France et ses succursales ont en dépôt 800 millions de titres appartenant à des Espagnols. Deux autres grandes banques avaient, l'une 260 millions, l'autre 250 millions de titres; en Angleterre, la Banque d'Angleterre en possédait 600 millions, une autre, 300 millions; il évalue en tout à plus de 3 milliards et demi les titres appartenant à l'Espagne. Les revenus arrivaient donc presque à s'équilibrer; de plus, il calcule que les dettes subsistant entre la métropole et les anciennes colonies, et les envois des émigrants représentent annuellement 50 millions de revenus pour l'Espagne. Il faut ajouter les dépenses des étrangers en Espagne, qu'on évalue au bas mot à 50 millions; en définitive, c'est par un solde créditeur que se traduit la balance des comptes de l'Espagne. C'est à un résultat analogue qu'aboutit l'enquête de M. Théry. L'Espagne semble donc se trouver actuellement, dans une situation favorable; lorsque la balance commerciale se traduit de plus par un excédent, elle est particulièrement avantagée. Il n'est cependant pas démontré, comme le fait remarquer M. Villaverde, que les crédits en faveur du pays dépassent toujours les obligations à sa charge; il n'y a que de rares nations de premier ordre qui y parviennent; il suffit que, somme toute, il y ait une tendance prononcée à des règlements favorables, tendance que l'on peut accuser en développant les exportations. En tout cas, l'état de la

Digitized by Google

balance ne suffit pas à justifier la crise du change ni à empêcher l'action des remèdes proposés.

Le cabinet Silvela, constitué en mars 1899, devait s'occuper de la liquidation financière urgente; le ministre des Finances, M. Villaverde, s'était signalé depuis longtemps aux Cortès par la justesse et la profondeur de ses vues financières; c'est à lui qu'incombait la plus lourde tâche, et c'est lui qui va devenir le champion, d'ailleurs très combattu, de la restauration monétaire espagnole. On savait qu'il apportait un programme très net et très étudié de réorganisation financière. Il fallait, pour liquider la situation, que le budget espagnol, dont les recettes jusqu'alors dépassaient rarement 750 millions de pesetas, avec un déficit moyen de 80 millions par an, pût faire face à 1 milliard environ de dépenses, dont 470 pour les services publics, et 529 pour les intérêts de la dette, correspondant à un capital de 9.796 millions, y compris la dette des colonies répudiée par les États-Unis. Le projet de budget présenté par le ministre comportait une série d'économies sur les amortissements, des impôts nouveaux sur les revenus mobiliers et les créances, et un emprunt de consolidation de 1.300 millions pour convertir la dette flottante.

Le ministre fit appel au concours de la Banque d'Espagne pour la liquidation nécessaire; le crédit à peu près illimité qu'on lui avait accordé au cours de la guerre appelait une réduction; il proposait donc de fixer à deux milliards le maximum d'émission; c'était encore lui laisser beaucoup d'aisance, car son papier n'atteignait en août que 1.509 millions. La Banque, en revanche, devait réduire à 3 0/0 l'intérêt de ses avances au Trésor et des titres coloniaux qu'elle avait en portefeuille. Les négociations avec la Banque réussirent; l'emprunt projeté s'effectua dans des conditions favorables en juin 1900; M. Villaverde trouva le moyen de diminuer la dette de l'État envers la Banque de 168 millions en 1899, de 147 en 1900; le portefeuille ne comprenait plus alors que 944 millions de titres d'État. Il décida également l'arrêt des frappes d'argent pour le compte de l'État, dont on avait tant abusé. Mais les projets financiers et les mesures budgétaires du ministre provoquaient de vives oppositions; il se heurtait à la mauvaise volonté générale des contribuables, qui ne voulaient admettre aucune charge nouvelle, quoique depuis plusieurs années les capacités financières de l'Espagne se fussent

Digitized by Google

beaucoup développées. Le budget fut voté, non sans peine, mais on suscita à ses velléités réformatrices de telles difficultés qu'il dut abandonner son poste en juillet 1900.

Lorsqu'on put juger des résultats de la politique financière inaugurée par M. Villaverde, on constata la justesse de ses prévisions. Il avait affirmé que, en régularisant la perception des impôts et en tenant une comptabilité sévère, on équilibrerait le budget, et l'année 1900 donnait effectivement 970 millions de recettes pour 909 millions de dépenses, soit 61 millions de plus-values; toutes les dépenses, y compris la dette, étaient couvertes. Cet excédent de 60 millions répondait à un déficit antérieur de 300 millions; il était obtenu en allégeant les charges publiques de 176 millions sur la Dette, et de 11 millions de dépenses d'administration; il fallait déduire, il est vrai, 28 millions de recettes extraordinaires, et néanmoins, l'augmentation des recettes sur l'exercice 1899 ressortait à 130 millions de pesetas. C'était la justification de l'œuvre si méconnue et si combattue de l'ancien ministre, qui apparaissait comme le vrai moyen de sauver la situation financière de l'Espagne, et par suite sa situation monétaire, à condition d'employer scrupuleusement les excédents à rembourser la Banque d'Espagne.

La Banque, au reste, loin de seconder les efforts du Gouvernement, suivait une politique toute contraire, et semblait s'appliquer à contrecarrer les efforts vers la régularisation monétaire. Alors qu'on lui remboursait plus de 300 millions d'avances, ce qui lui permettait de retirer autant de billets, elle enflait sa circulation de papier, elle abaissait démesurément, pour provoquer les emprunts, le taux de son escompte. Il y avait, en août 1899, 1.509 millions de billets en circulation; à la fin de l'année après un premier remboursement, 1.523; après le second remboursement, au milieu de 1900, 1.565 millions, et à la fin, 1.586 millions; en février 1901 c'étaient 1.623 millions; le change, ramené d'abord par les projets de M. Villaverde à 23, puis à 26, atteignait sous ce débordement de papier 34, à la fin de 1900, et 37 en février 1901; c'est à ce moment que la Banque annonçait l'intention surprenante de retirer 100 millions de billets pour les remplacer par de l'argent.

Les successeurs de M. Villaverde se contentèrent de maintenir, le mieux possible, l'équilibre budgétaire, sans intervenir autre-

Digitized by Google

ment dans la question du change. M. Urzaiz, ministre des Finances du cabinet Sagasta (mars 1901), devait faire montre de plus d'activité ; il inspira tout d'abord confiance par son intention annoncée de reprendre et de continuer la politique financière de M. Villaverde. En Espagne et à l'étranger, on commence à se préoccuper sérieusement de la question du change, qui intéresse d'une part les finances de l'État et les sociétés industrielles espagnoles, obligées de s'imposer de lourds sacrifices pour payer en or les porteurs étrangers de rentes et de titres, et d'autre part, les actionnaires de ces sociétés, en particulier des chemins de fer, dont la prime de l'or entame les dividendes. M. Juan Alvarado en février, dans le *Correo*, M. Villaverde en juillet, dans le *Nuevo tiempo*, M. Théry en France dans l'*Économiste européen*, consacrent de longues études aux solutions pratiques du problème du change, dont tous reconnaissent la grande complexité.

Le ministre montra bientôt qu'il n'avait pas entendu faire de vaines promesses; le 11 juillet, il prenait la résolution énergique, pour arrêter les spéculations sur le change, d'interdire à la Banque d'Espagne, jusqu'à nouvel ordre, d'acheter du papier de change; il aurait dû compléter son intervention en soumettant le taux de l'escompte à l'approbation gouvernementale. Il déposait en même temps un projet de loi tendant à suspendre la frappe de l'argent, et à retirer de la circulation un certain nombre de pièces de 5 pesetas. En fait, depuis le passage de M. Villaverde au ministère, la frappe était arrêtée; les hommes d'État espagnols commençaient à avoir une vue exacte de la situation monétaire. La loi proposée devait mettre un terme à l'envahissement de la circulation par l'argent, et s'accompagner d'une restriction de la circulation fiduciaire, ainsi que de nouveaux remboursements à la Banque.

La Banque, de son côté, se préoccupait fort peu des efforts du Gouvernement; elle maintenait sa circulation au-dessus de 1.600 millions, son escompte à 3 1/2 ; le change s'élevait encore, atteignait 40 au mois de juillet. A la fin de novembre, le ministre des Finances reprenait un projet présenté par un membre des Cortès, M. Gomez Acebo, sur le paiement des droits de douane en or; l'exemple de nombre de pays à change déprécié, de l'Italie en particulier, pouvait dicter cette mesure. En reportant sur les importateurs et les exportateurs la perte du change, le Trésor se

Digitized by Google

procurerait sans frais des sommes en or, pour faire face au service de la Dette extérieure; on déjouerait également, par des demandes régulières, les calculs des changeurs qui escomptaient de fortes demandes d'or à époques déterminées. Une difficulté résultait pourtant du taux fort élevé du change; la surcharge imposée au commerce avait été faible en Italie, où le change était modéré; mais avec des taux de 30 à 40, il n'en serait plus de même; on risquerait de compromettre l'activité et l'extension des échanges par cette surtaxe douanière. Aussi le Gouvernement agit-il prudemment; il restreignait la mesure à un certain nombre de marchandises déterminées, et accordait, par une disposition ingénieuse, certaines réductions aux débiteurs sur les droits; on devait partager entre l'État et le débiteur la perte du change, proportionnellement à l'élévation de la prime de l'or au moment du paiement. Cette réduction était de 30 0/0 pour un change de 40 et plus; de 25 0/0 pour un change de 30 à 40; de 20 0/0 pour un change de 20 à 30, et de 10 0/0 pour le change entre 10 et 20. Ce système, d'après les calculs du ministre, devait donner les 41 millions d'or nécessités par les coupons de l'Extérieure. Cette fois, la spéculation cambiste se sentit atteinte, car le vote du projet amena un effondrement des cours du change de 42,15 à 29,50. Il remontait, il est vrai, peu après, en janvier 1902, à 35,35.

M. Urzaiz présentait bientôt un nouveau projet de loi pour la réforme de la circulation fiduciaire en Espagne; il s'agissait de créer, à côté de la Banque et complètement indépendant, un Office d'émission pour contrôler et régler la circulation, en fonction de l'actif de la Banque, constitué par l'encaisse métallique et les bons du Trésor en portefeuille; le Gouvernement venant à retirer des bons, l'Office devrait annuler une somme égale de billets. Ceux-ci auraient cours légal obligatoire. Ce système, imité assez servilement de celui de la Banque d'Angleterre, ne pouvait présenter aucune utilité pratique au point de vue de l'amélioration du change; les billets n'avaient nul besoin du cours légal, puisqu'en fait on les préférait à l'argent. En outre, appuyer la valeur des billets sur la garantie des bons du Trésor, c'était une œuvre vaine, car, précisément, la dépréciation des billets provient de l'excès du papier d'État dans le portefeuille de la Banque. M. Villaverde, à la Commission chargée d'examiner le pro-

Digitized by Google

jet, le critiqua vivement, fit remarquer l'inutilité économique du cours légal, et la dissemblance profonde entre les situations des Banques d'Espagne et d'Angleterre; le chiffre de la circulation fiduciaire de la Banque d'Espagne, pour un pays infiniment moins développé au point de vue économique et une population bien inférieure, n'était dépassé en Europe que par ceux de la Banque de France et de la Banque d'Allemagne.

La Commission, sur ces observations, avait déjà modifié le projet, quand M. Villaverde en présenta un nouveau : le Trésor rembourserait en 7 ans la dette coloniale à la Banque par un emprunt intérieur; le service de cette nouvelle dette devrait être couvert par les ressources budgétaires. On réaliserait, dans le public, en 6 ans, les rentes faisant partie du portefeuille de la Banque, et l'on renoncerait rigoureusement aux emprunts du Trésor à la Banque. La situation une fois liquidée, la circulation fiduciaire ne pourrait excéder la valeur de l'encaisse et du portefeuille commercial, composé d'effets à 90 jours au plus. M. Villaverde avait le mérite de rechercher les solutions catégoriques, la liquidation définitive de la dette du Trésor; et quant à la base qu'il donnait à la circulation, c'était la seule logique, qui pût soutenir la valeur des billets, correspondant exactement aux besoins monétaires de l'économie nationale, et non à des capitaux fictifs et inutiles représentés par du papier d'État.

M. Rodriganez remplaça bientôt aux Finances M. Urzaiz, et se ralliant aux idées de M. Villaverde, présenta le 5 avril un nouveau projet. La loi du 13 mai 1902, qui en sortit, posa les principes de l'interdiction de nouveaux emprunts à la Banque, du remboursement en 10 ans, au moyen d'une conversion de la dette flottante et des excédents budgétaires; elle fixait en outre les limites de l'émission et de l'encaisse. Le vote de cette loi eut pour résultat de faire baisser le change, remonté en mars à 38,42, jusqu'à 36,77 malgré l'énorme circulation de 1.659 millions de billets atteinte par la Banque.

On suivait attentivement à l'étranger, et surtout en France, pays possédant la plus grande partie des valeurs espagnoles, les efforts de l'Espagne pour se libérer de la charge du change; en avril 1902, M. Germain, directeur du Crédit lyonnais, avait proposé un système destiné, d'après lui, à ramener la circulation fiduciaire à un chiffre normal et à obtenir de nouveau le change

Digitized by Google

au pair ou tout près du pair, sans modifier la constitution de la Banque d'Espagne et sans recourir à l'emprunt. Il considérait que la crise espagnole était due surtout à l'inflation monétaire, à l'excès du papier par rapport aux besoins; il constatait que, dix ans auparavant, l'Espagne pouvait supporter sans dépréciation sensible environ 800 millions de billets, et jugeait qu'étant donné les progrès économiques réalisés, elle supporterait actuellement une circulation d'un milliard. Il observait en outre que les différentes coupures en circulation avaient chacune une clientèle distincte, que les petites coupures de 25 pesetas en particulier ne représentaient que 10 0/0 de l'ensemble, et ne faisaient pas pratiquement concurrence aux coupures plus considérables. Or d'autres pays, ayant usé de la circulation de papier, avaient pu supporter un chiffre de 30 à 35 0/0 de petites coupures; on pourrait donc en augmenter la proportion sans danger en Espagne. Pour exécuter l'opération, il fallait, en revanche, retirer un certain nombre de grosses coupures; dans ce but, on devait vendre au poids les 450 millions d'argent environ, constituant l'encaisse argent de la Banque d'Espagne, encaisse dépréciée et inutile, les transformer en or, et rembourser ainsi une certaine quantité de billets.

Cette combinaison, ingénieuse au premier abord, était critiquable à divers points de vue; d'une manière générale, elle considérait le problème du change comme infiniment plus simple qu'il n'était en réalité; la transformation de l'encaisse argent aurait donné environ 200 millions d'or; cette opération diminuait de moitié le stock argent de l'Espagne et portait son stock or à 600 millions. Cette transformation de la monnaie métallique aurait eu assurément un effet heureux sur le change; elle aurait permis de rembourser, en admettant, comme il était logique, qu'on les rachetât pour leur valeur nominale en or, 200 millions de billets. En définitive, le stock monétaire de l'Espagne eût été : 600 millions d'or, 450 millions d'argent, 1.400 millions de papier, dont 1 milliard environ non couvert; c'était une situation monétaire plus avantageuse que la situation antérieure; mais on dépassait encore de 400 millions la quantité de papier considérée par M. Germain comme normale et supportable; à vrai dire, et l'exemple de l'Italie le prouve, il suffit d'un retrait de papier relativement faible pour abaisser

Digitized by Google

le cours du change. On peut donc considérer que le change aurait sensiblement diminué; il est cependant douteux qu'il eût pu passer de 36 à un taux rapproché du pair: en tout cas, il serait resté au dessus du pair, et cela suffisait pour neutraliser en grande partie l'effet de l'opération; l'or que l'on aurait lancé dans la circulation en échange des billets, faisant toujours prime, n'y serait pas resté; il aurait disparu soit à l'étranger, soit dans les réserves des spéculateurs et des particuliers, et après une baisse, le change se serait relevé; lorsqu'on veut constituer un stock d'or pour assainir la circulation, il faut le tenir sous clef tant que le change n'est pas revenu au pair, et parfois longtemps après; c'est encore l'Italie qui le démontre. La combinaison Germain ne tenait pas compte en outre de la dette encore énorme de l'État envers la Banque, et de l'effet moral de cette dette sur le cours du papier; de l'influence d'une spéculation solidement organisée sur le change, des intérêts coalisés des exportateurs espagnols exploitant la prime de l'or, et surtout de ce fait : il était impossible de déterminer la Banque d'Espagne, qui trouvait tant d'avantages à la dépréciation de son papier, à combattre cette dépréciation en s'imposant une perte de près de 250 millions de pesetas, puisque, légalement, son encaisse argent pouvait lui servir à rembourser 450 millions de billets. L'État prît-il à sa charge les frais de l'opération, c'était une énorme perte pour un résultat douteux. Si logique que fût la combinaison, elle ne pouvait en un moment résoudre un problème aussi complexe, exigeant des solutions longuement préparées.

En octobre 1902, à la rentrée des Cortès, M. Rodriganez déposait un projet, ayant pour objectif la lutte contre la spéculation sur le change, dont le Gouvernement avait, pour sa part, cherché à s'affranchir par le paiement en or des droits de douane. Il proposait la constitution d'un syndicat, composé du Trésor, de la Banque, des grandes Compagnies de chemins de fer, et au besoin, d'autres sociétés financières et industrielles qui voudraient s'y joindre. Le syndicat, constitué pour un an, et pouvant se prolonger plus longtemps, acquerrait en commun du papier de change ou de l'or, de la monnaie internationale en un mot, à des cours avantageux, de façon à rendre le change plus stable et à paralyser la spéculation; les membres du syn-

Digitized by Google

dicat avaient tous, à des époques connues, des paiements étrangers à effectuer, et les détenteurs d'or en abusaient pour imposer leurs conditions. Le Conseil du syndicat devait déterminer chaque semaine un taux de change, au dessus duquel il serait interdit aux adhérents d'acheter de l'or; les francs achetés (on prenait pour base de la monnaie internationale l'unité monétaire française) devaient être répartis chaque semaine entre les adhérents, au prorata de leurs besoins d'or en vue de paiements étrangers. On supprimerait ainsi la concurrence que les sociétés se faisaient entre elles pour l'achat du change.

L'annonce seule de ce projet avait fait tomber le change à 34; au moment du dépôt, il n'était plus qu'à 30,90. Le change s'était d'ailleurs amélioré au cours de l'année; de 38,5 en moyenne en 1901, il tombait à 35,5 en 1902; le paiement en or des droits de douane, qui donnait cette année 44 millions à l'État (49 en 1903), privait les spéculateurs d'autant d'occasions d'agir. Le Syndicat des francs commença à fonctionner le 17 janvier 1903; on venait de désigner un nouveau directeur de la Banque d'Espagne, M. Garcia Alix, qui, pensait-on, changerait les habitudes de l'établissement et se préoccuperait de la question monétaire. Pendant les premiers mois les achats du Syndicat, habilement dirigés, déjouèrent les calculs de la spéculation; le change, de 34,30 en janvier, descend à 33,20 au milieu de février. Le Syndicat profitait des baisses pour exécuter de forts achats, les interrompant à d'autres moments pendant un certain temps, pour enrayer une hausse en privant les vendeurs de ses importantes demandes, achetant alternativement, suivant l'abondance de l'or, à Madrid ou en province. Pourtant, malgré ses efforts, il était parfois obligé de céder, de subir des cours imposés par les demandes de petits acheteurs pressés; les spéculateurs, d'abord déconcertés, s'organisèrent à nouveau; en avril le cours du change dépasse 36, et se maintient, malgré les efforts du Syndicat, toute l'année au-dessus de ce cours; il devient bientôt manifeste que la spéculation cambiste est maîtresse du terrain; tout ce que peut faire le Syndicat, c'est d'acquérir l'or aux conditions les moins désavantageuses; mais son but est manqué, et les derniers mois de son existence se passent sans que le public, qui s'était d'abord intéressé à la tentative, lui accorde la moindre attention; il se dissout à la fin de l'année, après

Digitized by Google

un échec presque total; le change est en décembre 1903 toujours à 36. Le Syndicat avait acheté en tout 82 millions de francs au taux moyen de 35.

Le poste de ministre des Finances reste, avec le problème du change, particulièrement difficile; en novembre 1902, M. Rodriganez était remplacé par M. Eguilior; bientôt M. Villaverde revenait au pouvoir, et sous son ministère se constitua le Syndicat des francs; les difficultés qu'on ne cessait de lui susciter, étant donné sa ferme volonté de résoudre la question du change, le firent bientôt démissionner; il reparaît sur la scène politique en juin 1903, avec la publication d'un projet de loi, accompagné d'un mémoire développé, qui constitue une étude des plus remarquables sur le change espagnol; le titre était un programme : « Projet de loi pour régulariser et améliorer le change extérieur et pour procurer le rétablissement de la circulation et de la libre frappe de la monnaie d'or en Espagne ».

Avant d'examiner le projet de loi présenté, il faut résumer les considérations sur lesquelles s'appuie M. Villaverde pour défendre son système. En cherchant les moyens de terminer la crise espagnole, il porte son attention sur le sujet général de la monnaie dépréciée, et cherche à déterminer, d'après l'exemple des pays étrangers, quels remèdes il convient d'employer.

M. Villaverde s'applique à faire ressortir le caractère essentiellement monétaire de la crise du change, vérité méconnue jusqu'à ces dernières années; pour attribuer une influence prépondérante à la balance des règlements étrangers, il faudrait pouvoir exprimer dettes et créances en une monnaie commune; tel n'est pas le cas, par suite du mauvais état de la circulation espagnole; tout débiteur espagnol paie l'étranger en or, et il n'a à sa disposition que de l'argent ou du papier; c'est la dépréciation de l'argent et du papier qui détermine le prix de l'or. L'auteur étudie en détail la circulation espagnole, la politique déplorable des frappes d'argent, des emprunts à la Banque et des émissions immodérées de papier, puis l'exploitation du change par les spéculateurs, et l'attitude persistante de la Banque d'Espagne en face de l'exode des capitaux et de la bonne monnaie.

Il est, en résumé, manifeste que la crise monétaire a pour base la disparition et l'émigration de l'or. L'or émigrera naturellement quand la balance des comptes sera défavorable, ce qui est le cas

Digitized by Google

ordinaire pour la plupart des nations ne jouissant pas d'une situation économique supérieure; il faut un remplacement incessant de l'or émigré pour maintenir une circulation saine, et l'État, en Espagne particulièrement, s'est montré bien peu apte à apprécier les besoins du commerce en frappant les monnaies. Mais il faut arriver à rétablir la frappe automatique, c'est-à-dire le remplacement, par le public lui-même, présentant des lingots à la frappe, des monnaies exportées, et il faut chercher les mesures qui peuvent aboutir à ce résultat.

Pour arriver à faire de l'or l'étalon monétaire, ou l'instrument effectif des paiements, l'expérience étrangère peut donner des indications; mais il faut considérer aussi la situation particulière de l'Espagne; il ne faut pas songer à un grand emprunt, d'effet immédiat mais non durable. Il faut réformer complètement la politique monétaire, et on pourrait procéder ainsi : sacrifier résolument une partie de la valeur de l'unité monétaire espagnole, prendre, par exemple, un taux moyen du change depuis dix ans, soit 25 0/0; le peseta ne vaudrait plus nominalement que 0 fr. 80, et on frapperait des pièces d'or, égales en titre et en poids à celles de 20 pesetas actuelles mais valant 25 pesetas d'argent, et circulant avec cette force libératoire sur tout le territoire espagnol; elles auraient, pour les paiements extérieurs, la parité avec les pièces de 20 francs et autres du même type. Cette réforme aurait pour avantages de stabiliser la perte du change, de supprimer la spéculation, de favoriser la circulation et la libre frappe de l'or.

Mais, étant donné la date récente de la dépréciation monétaire, ce serait un trouble grave dans les prix et les obligations. Plutôt que de consacrer le renchérissement des prix, il vaut mieux essayer de restaurer la valeur primitive de la monnaie : il faut maintenir la monnaie d'or actuelle et arrêter la frappe de l'argent pour le démonétiser au moment opportun; il faut adopter un régime analogue à celui de l'Union latine.

Pour s'acheminer vers ce résultat, il faut combattre les causes d'instabilité du change provenant de la spéculation ; dans ce but, on a constitué le Syndicat des francs, et exigé le paiement en or des droits de douane. La difficulté consiste à acquérir des quantités d'or sans augmenter sa prime, et pour régulariser le change, il serait avantageux de créer un organe spécial, un bureau de change dirigé par le Trésor et la Banque. Ce bureau adoptera un

Digitized by Google

change approximatif pour commencer ses opérations, et tendra à l'améliorer peu à peu, par le jeu de ses achats et de ses ventes. L'aspect de la balance économique de l'Espagne est d'ailleurs favorable au résultat d'une pareille opération.

Il faut en outre faire baisser le change en retirant régulièrement, pendant un délai prescrit par la loi, l'excès de papier qui encombre la circulation d'une monnaie imparfaite: ce retrait exigera évidemment certains sacrifices financiers. Pendant cette opération la Banque devra défendre sévèrement ses capitaux par le procédé très simple de l'élévation du taux de l'escompte. Le retrait des billets doit avoir pour compensation l'augmentation de la provision d'or dont l'encaisse de la Banque est le noyau ; des placements de dette à l'étranger pourront y aider. Il faut aussi que le Trésor renonce complètement à la faculté d'emprunter à la Banque; les excédents budgétaires ont permis d'abandonner ces procédés financiers et il faut s'interdire d'y revenir.

La situation de l'argent reste très délicate; le démonétiser serait imposer de lourds sacrifices à l'État; pour 600 millions d'argent (en réalité le stock est plus considérable encore) ce serait une perte d'environ 362 millions, que l'on peut éviter. L'argent a d'ailleurs encore, grâce au papier, une valeur au change supérieure à son prix marchand, et la situation expectante de l'Union latine indique la possibilité d'ajourner la solution.

Comme conclusion de son mémoire, M. Villaverde présentait un projet de loi complexe, mais clair et précis, en 16 articles, dont voici la substance :

Des mesures seront prises en vue de préparer l'adoption de l'or comme étalon monétaire de l'avenir; une loi déterminera la date à partir de laquelle la peseta d'or sera l'unité de compte avec pouvoir libératoire illimité.

On créera, pour arriver à réduire progressivement la prime de l'or, un bureau de change à la Banque d'Espagne, surveillé par le ministre des Finances; il aura pour mission de vendre et d'acheter des effets payables en or. La Banque prêtera ses succursales pour ces opérations, mais ne pourra opérer pour son compte; le bureau de change est un intermédiaire obligé.

Pour assurer au bureau des disponibilités en or, pour ses opérations, les droits de douane seront payés en or; le Gouverne-

Digitized by Google

ment pourra également se procurer de l'or en négociant 100 millions de billets du Trésor, dette flottante qui devra être éteinte chaque année ; il pourra en outre se procurer 94 millions par un emprunt gagé sur le produit des mines d'Almaden et amortissable en 20 ans. Ces sommes en or, déposées à la Banque, y constitueront le compte courant du bureau de change.

Pour arriver à l'annulation des pagarès provenant des colonies, un emprunt amortissable de 700 millions effectifs sera émis, en échelonnant les émissions sur une période de quatre ans. La Banque d'Espagne recevra les versements et ne pourra les appliquer qu'aux pagarès coloniaux. Elle ne pourra, pendant cette opération, réduire sans autorisation du ministre le taux de son escompte ou l'intérêt de ses prêts sur titres ; elle devra réduire sa circulation fiduciaire à mesure que disparaîtront de son portefeuille les pagarès ; elle ne pourra plus, enfin, escompter les titres de la dette flottante.

Une commission spéciale sera chargée d'élaborer les règlements nécessaires et de surveiller le fonctionnement du système.

Enfin, le Gouvernement préparera des accords commerciaux susceptibles d'étendre dans la plus large mesure les exportations de l'Espagne.

Le projet de M. Villaverde a le rare mérite de ne laisser de côté aucune des difficultés du problème ; il s'attaque à la fois à toutes les causes de la dépréciation monétaire, et apporte des solutions pratiques et ingénieuses. La constitution du bureau de change serait de nature à exercer une influence sérieuse sur la prime de l'or ; l'exemple malheureux du Syndicat des francs n'est pas un argument décisif en la matière. Car le bureau conçu par M. Villaverde aurait un rôle tout différent ; il ne serait pas obligé d'acquérir du change coûte que coûte, pour certaines échéances déterminées ; c'est ce qui fit, malgré tout, la faiblesse du Syndicat. En outre, il pourrait agir sur le change par ses ventes, par les prix auxquels il mettrait l'or à la disposition du public ; tout acheteur qui ne serait pas satisfait des prix demandés par les changeurs pourrait s'adresser au bureau de change, et les cours se modéreraient ainsi. Enfin, par les grandes disponibilités qu'il aurait à la Banque, il pourrait peu à peu, devenir le grand marchand de change, accaparer la presque totalité du papier de

Digitized by Google

change et faire ainsi la loi du marché. Ce jour-là, la spéculation cambiste aurait cessé d'exister.

Les mesures par lesquelles on vise la circulation fiduciaire ne sont pas moins bien combinées; rembourser à la Banque la dette de l'État est une mesure insuffisante, si on ne la contraint à réduire d'autant sa monnaie de papier, et si on ne l'empêche pendant le remboursement de contrecarrer les efforts du Gouvernement par l'émission de nouveaux billets, en provoquant les emprunts du public par la faiblesse de son escompte.

Ce qui fait la valeur pratique du projet Villaverde est aussi ce qui a provoqué les plus violentes oppositions contre son adoption. M. Villaverde acceptait la présidence du Conseil au moment où il venait de publier son projet; le ministre des Finances qu'il s'était adjoint, M. Gonzalès Besada, annonçait les plus fermes intentions de maintenir par un contrôle rigoureux des dépenses l'équilibre budgétaire. On apprécia bientôt, dans le public et le monde des affaires, la portée des projets de M. Villaverde; en prévision du rôle important de la Banque d'Espagne dans l'amélioration du change, on avait mis à sa tête M. Sanchez Guerra, que l'on considérait comme dévoué à la politique monétaire du Président du Conseil; on pouvait espérer que le problème du change allait s'acheminer vers une solution précise; le change baissa progressivement, d'une moyenne de 37, à 32,60 en octobre.

Le 21 octobre, les Chambres reprenaient leurs travaux; M. Villaverde affirmait à nouveau, dans son discours, la volonté de restaurer les finances et le change comme base de sa politique. Une Commission des Cortès mettait le projet à l'étude, quand des querelles de partis, jointes aux efforts des intérêts qui s'appuyaient sur le change, firent sombrer, au début de décembre, le cabinet Villaverde; le change remontait aussitôt à 35,95.

Le cabinet Maura qui succédait au cabinet Villaverde, avec M. Osma aux Finances, a laissé la question du change s'éterniser; M. Osma, ancien collaborateur de M. Villaverde, se refusa à adopter ses projets monétaires; un projet annoncé par lui de régularisation du change est resté très imprécis pendant un an, jusqu'à la chute du ministère; les coalitions d'intérêts qui, depuis plusieurs années, ont entravé l'action de tous les ministres

Digitized by Google

réformateurs, paraissent l'avoir également paralysé; M. Osma s'est même fait le défenseur de la théorie d'après laquelle le change est nécessaire et avantageux à l'Espagne; il l'a laissé se perpétuer aux environs de 36, sans tenter d'agir énergiquement. On doit reconnaître cependant qu'il est parvenu à rembourser environ 150 millions de la dette de l'État; l'attitude de la Banque a annulé les bons effets de cette mesure. Depuis, le retour de M. Villaverde aux affaires maintient le change à une moyenne de 32.

Circulation fiduciaire de la Banque d'Espagne.

ANNÉES.	BILLETS émis par la Banque d'Espagne	ENCAISSE		CHANGE moyen.
		totale	or.	
	(en millions de pesetas).			
1891	787	264	156	6,56
1892	884	320	190	15,42
1893	927	371	197	18,85
1894	909	475	200	20,15
1895	989	456	200	14,85
1896	1.027	468	213	20,65
1897	1.206	493	235	29,66
1898	1.444	473	276	53,85
1899	1.515	702	340	24,80
1900	1.576	759	350	29,55
1901	1.633	782	350	38,15
1902	1.618	860	360	35,53
1903	1.601	842	364	36,10
1904	1.599	871	373	37,55

La crise du change semble être devenue, depuis quelques années, une maladie organique de l'Espagne; elle s'y installe à l'état permanent, et tend à faire partie de sa constitution économique normale. Trop d'intérêts y sont engagés, trop de spéculations s'appuient sur la dépréciation monétaire pour que les remèdes soient faciles à appliquer. M. Villaverde, qui, avec une persévérance digne d'un meilleur succès, continue à lutter pour le retour à la monnaie saine, a dû plusieurs fois déjà abandonner la partie. Cependant de nombreux intérêts sont lésés, ceux en particulier des porteurs étrangers de valeurs mobilières espagnoles et surtout des chemins de fer; les actionnaires sont obli-

Digitized by Google

gés de consacrer à la prime de l'or une partie de leurs dividendes. L'opinion étrangère est d'ailleurs sévère pour les défenseurs obstinés du change déprécié; mais jusqu'à présent, les résultats obtenus sont parfaitement négligeables.

Les défenseurs du statu quo sont tout d'abord les actionnaires de la Banque d'Espagne; la Banque ne spécule plus sur le papier de change, mais elle prête souvent à des taux exceptionnellement bas. De plus, elle n'a aucune hâte de voir arriver la liquidation de la dette du Trésor; ç'a été de tout temps la source la plus fructueuse de ses revenus, et les trois quarts de ses dividendes en proviennent. Aussi les actionnaires voyaient-ils avec inquiétude le projet de M. Villaverde sur le remboursement en 4 ans de la dette coloniale; remplacer dans un délai aussi court une pareille source de revenus n'était pas chose facile. La Banque a en portefeuille environ 360 millions de rente 4 0/0 et 650 millions de pagarès qui lui rapportent 28 millions de pesetas d'intérêt. M. Osma ayant remboursé 150 millions, elle s'est empressée de les remettre en circulation en prêtant au public son papier à des taux inférieurs. Tant qu'on n'imposera pas à la Banque l'annulation des billets correspondant aux remboursements effectués, et qu'on n'interdira pas d'abaisser le taux de l'escompte, l'œuvre de restauration sera vaine.

Les spéculateurs cambistes sont, naturellement, les plus fermes soutiens du change élevé. A côté d'eux un parti imposant est représenté par les exportateurs espagnols, surtout les compagnies minières et les viticulteurs, qui s'opposent énergiquement à la réduction du change, et ne voudraient que sa stabilisation. La prime de l'or agit en leur faveur comme une barrière douanière supplémentaire, comme un droit d'importation sur les produits des concurrents étrangers, et comme une prime à l'exportation de leurs propres produits. La crise a incontestablement stimulé la production indigène, elle lui a permis de surmonter sans concurrence les premières difficultés; mais la prolongation de la crise amène une hausse des prix de revient et la perte progressive des avantages primitifs; en fin de compte, les producteurs qui comptent sur la protection du change en subiront eux aussi les atteintes; pour l'instant, ils font une opposition ardente à toute réforme.

Cependant, la solution, tout en n'étant pas immédiate, doit

Digitized by Google

s'imposer, si l'Espagne tient à jouer le rôle économique auquel elle est apte; les éléments en ont été dégagés très nettement par M. Villaverde : une période préparatoire où l'on abaissera progressivement le change par la suppression de la spéculation, par la diminution de la circulation fiduciaire, et la liquidation de la dette de l'État; on arrivera ainsi au moment où la provision d'or étant suffisante, on pourra adopter un régime monétaire garantissant le retour de la crise.

Digitized by Google

CONCLUSIONS GÉNÉRALES

De l'étude qui vient d'être faite des crises monétaires consécutives à l'abus du papier-monnaie, en Italie et en Espagne, on peut essayer de tirer quelques conclusions générales sur les causes de la dépréciation monétaire, sur les moyens de la faire cesser, et sur les conditions qui influent sur le taux du change, expression de cette dépréciation. De ces causes, les unes sont d'ordre matériel, un certain nombre d'ordre psychologique; le billet de Banque ou d'État étant une monnaie fiduciaire, sa valeur dépend dans une très large mesure d'éléments que l'on ne peut mesurer avec précision. D'une manière générale, la dépréciation monétaire qui se traduit par une crise du change est le résultat d'influences très complexes, et c'est une grave erreur que d'attribuer à une seule cause les phénomènes que l'on constate.

Le système monétaire du pays considéré apparaît comme un facteur de première importance. Les deux nations dont il s'agit ont été, pendant toute la durée des crises du change, sous le régime du bimétallisme, avec un double étalon d'or et d'argent, ayant force libératoire illimitée; mais l'Italie, soumise au régime de l'Union latine, a une monnaie d'argent de 5 lires douée de la valeur internationale de l'or sur le territoire des États de l'Union; la frappe de cette monnaie a d'autre part été soumise à des restrictions successives. L'Espagne, restée en dehors de l'Union, possède deux monnaies pour sa circulation intérieure, mais ne peut employer que l'or pour les paiements internationaux; de plus, les frappes d'argent y ont continué jusqu'en 1900. La circulation métallique qui sert de substratum au papier-monnaie n'a donc pas les mêmes qualités, les mêmes aptitudes en Italie et en Espagne; de là d'assez notables différences dans la manifestation des crises.

Digitized by Google

Il faut se rappeler que l'Italie, par suite de la valeur internationale, restreinte, il est vrai, à certains pays, de sa monnaie d'argent, a pu l'exporter pour ses paiements, qu'elle a même, à certains moments, exporté sa monnaie divisionnaire, et que, en résumé, ses crises de cours forcé ont été causées par le défaut de monnaie bien plus que par une inflation véritable ; la prime du change en Italie était une prime sur les espèces métalliques et pas seulement sur l'or. En Espagne, rien de semblable : la monnaie d'argent n'ayant pas cours international reste dans le pays; cette circulation encombrée de papier est, par surcroît, encombrée d'argent, double monnaie inutilisable pour les paiements extérieurs ; la dépréciation du papier vient donc bien ici d'une inflation, et l'or qui ne circule pas fait prime. On a vu que le stock monétaire italien, en 1902, compte 532 millions d'or, 201 d'argent, 917 de papier, et le stock espagnol 415 millions d'or, 911 d'argent, 867 de papier ; l'Espagne a somme toute bien plus de monnaie métallique que l'Italie; mais son or seul a de la valeur, tandis que l'Italie dispose de 733 millions de monnaie à valeur entière. Le défaut de la circulation italienne, c'est la faiblesse du stock monétaire, qui n'est que de 50 lires par habitant, tandis que celui de l'Espagne est de 122 pesetas; chaque habitant, en Italie, ne dispose que de 22 lires en tout en monnaie métallique, tandis que chaque Espagnol a 25 pesetas d'or seulement, plus 50 pesetas d'argent. L'Italie est néanmoins au pair du change avec son faible stock monétaire, tandis que l'Espagne, avec deux milliards et demi de monnaie (argent et papier) ayant cours seulement à l'intérieur de ses frontières, subit des changes de 36 0/0, doubles des plus hauts changes atteints dans l'autre nation.

En Italie, le système monétaire a causé la crise par la faiblesse des réserves métalliques; il a fallu peu de temps pour que la circulation s'appauvrît dans des proportions inquiétantes; la crise du papier est venue non d'un excès de circulation fiduciaire mais d'un excès par rapport aux espèces métalliques existantes; la monnaie de papier répondait à peine, en réalité, aux besoins de la circulation. En Espagne, il y a un excès de monnaie dépréciée par rapport aux besoins du public, et nous avons remarqué que la monnaie la plus dépréciée, c'est la monnaie d'argent qui a la plus forte valeur intrinsèque; le billet fait

Digitized by Google

[illegible] et à jamais en besoin du cours forcé pour [illegible]. Le cours forcé en Italie a été justifié par l'impossibilité de rembourser en [illegible] quelque les billets émis.

On voit que la quantité des billets dont certains veulent faire la base de la dépréciation du papier est en relation avec d'autres faits et ne peut se [illegible] par elle-même. Les billets non couverts sont en plus grand nombre en Italie qu'en Espagne, le stock métallique est moindre et ils jouissent du pair; cela tient d'abord au système monétaire, ensuite à l'activité de la circulation, plus grande en Italie. L'augmentation de la quantité de billets n'aboutit à une baisse du change que lorsqu'elle répond à une création de capitaux inutiles, ou à des emprunts de l'État; la diminution de leur nombre peut faire baisser le change, et il n'est pas nécessaire que les retraits soient bien considérables; l'Italie est revenue au pair en retirant seulement 170 millions de billets environ, et pendant ces retraits les Banques en ont lancé autant dans la circulation pour les besoins des transactions. En revanche la Banque d'Espagne maintient le change et le fait baisser, parce qu'elle lance sans interruption des billets qui ne représentent un profit que pour elle, et dont le pays n'a aucun besoin.

La quantité de papier doit être en rapport avec les besoins monétaires du pays; a-t-elle quelque lien avec les quantités de monnaie qui garantissent les billets, avec l'encaisse métallique? Il faut se garder d'attribuer une importance exagérée aux encaisses métalliques; pour préciser le rôle de l'encaisse, on peut dire que la composition de l'encaisse a plus d'importance que sa quantité. La quantité d'or, monnaie internationale, ou d'argent valant de l'or, comme c'est le cas en Italie, qui garantit dans une certaine mesure le remboursement du billet, a son influence sur la valeur du papier. Quoique les espèces soient immobilisées, elles peuvent, à un moment donné, entrer en scène. En Espagne, où l'encaisse or est généralement plus faible qu'en Italie, l'argent n'est pas complètement inutile; si déprécié soit-il, il possède également une valeur intrinsèque réalisable en or. Le métal conservé par la Banque n'est pas inexistant pour la circulation, il joue le rôle de garant invisible. Mais, si l'encaisse donne certaines garanties, elle ne suffit pas à

Digitized by Google

régler le cours du papier : l'encaisse des banques italiennes est à peu près la même en 1894 et en 1902, 514 et 528 millions; la circulation de papier est moindre en 1894, 1.126 millions contre 1.175 en 1902; cependant, la première année, le change est à 10,97, et la seconde au pair. En Espagne, en 1892, l'encaisse pour 884 millions de billets, est de 190 millions or et 130 millions argent, avec un change de 15,42; en 1903, on trouve 1.601 millions de billets, contre 364 millions d'or et 478 millions d'argent; le change est à 36,10, et cependant, les garanties métalliques sont proportionnellement plus considérables.

Si les éléments mathématiques fournis par la quantité de billets circulants, par l'encaisse métallique ne sont pas les vraies bases de la valeur du papier, c'est dans les éléments psychologiques qu'il faut chercher de préférence les causes qui font varier le cours du change. Bien plus que la quantité, la qualité du papier-monnaie a de l'importance; c'est une monnaie fiduciaire, et son cours exprime le crédit que le public accorde à la Banque qui l'émet, à la situation financière de l'État qui le garantit, à la situation économique du pays où il circule; une relation assez étroite unit ces trois éléments. Tout d'abord, le crédit de l'établissement émetteur, la confiance que le public accorde à son habileté et à sa solidité, est une cause importante de la tenue du papier; l'exemple de la Banque d'Espagne est particulièrement expressif, puisqu'elle peut, sans cours forcé, faire circuler son papier à un taux supérieur à celui de l'argent. Les Banques italiennes ont, à ce point de vue, présenté moins de garanties; aussi voit-on dans les deux pays se produire des phénomènes inverses : en Espagne, c'est la Banque qui a soutenu dans les crises financières le crédit de l'État; en Italie, c'est l'État qui, par l'adoption du cours forcé, a dû venir en aide au crédit compromis des Banques.

Le crédit de l'État influe grandement sur le cours du papier, surtout quand, comme en Italie, une grande partie du papier circulant est émis au nom de l'État et sous sa garantie. Comme l'origine des abus du papier-monnaie est toujours l'emprunt fait par l'État aux banques d'émission pour couvrir des dépenses imprévues ou des déficits budgétaires, la situation des finances publiques exerce sur les cours un effet indéniable; la prolongation des déficits inquiète le public, qui redoute de nouvelles

Digitized by Google

émissions de papier ou craint pour le remboursement des emprunts de l'État aux banques; le retour aux excédents budgétaires, outre qu'il procure au Trésor le moyen matériel de liquider sa dette, rassure contre l'éventualité de nouveaux emprunts. La confiance que l'étranger accorde à l'avenir financier et à la solvabilité d'une nation s'exprime par le cours de son papier-monnaie; le cours forcé en France n'a provoqué au plus fort de la crise que des changes insignifiants. Le désarroi et la conduite détestable des finances espagnoles ont produit au contraire la crise de 1898; on croyait alors l'Espagne à la veille d'une catastrophe. L'Italie a toujours joui, au moment de ses crises les plus graves, d'un crédit supérieur, puisqu'elle a pu, sauf au lendemain de la première application du cours forcé, soutenir son papier sans qu'il perdît jamais plus de 16 0/0.

Le déficit budgétaire est, en même temps qu'une cause psychologique active, une cause matérielle primordiale de la dépréciation monétaire; c'est l'impossibilité de couvrir les dépenses par des ressources normales qui oblige l'État à battre monnaie par l'intermédiaire des banques. L'emprunt a pour origine soit une guerre, comme en Italie en 1866, soit la négligence ou l'imprévoyance financières, qui amènent les Gouvernements à employer en temps normal une ressource faite pour les cas de détresse. C'est là l'origine de la deuxième crise italienne et de la crise espagnole. Pour la régularisation de la valeur monétaire, l'équilibre budgétaire et même les excédents sont la première condition à obtenir; les excédents permettent à l'État de rembourser sa dette aux banques sans créer de nouvelles dépenses, permettent au besoin de couvrir le service de nouveaux emprunts. L'équilibre financier est le minimum que doit s'imposer l'État qui songe à restaurer sa circulation. La preuve en est fournie par l'Italie, qui n'a pu terminer sa première crise que par l'établissement de l'équilibre budgétaire et l'emploi des excédents, qui a vu naître la seconde pour avoir négligé ses finances, et n'en est venue à bout, de même, que par le retour aux excédents budgétaires. M. Villaverde a compris cette nécessité inéluctable lorsqu'il a entrepris de lutter contre la crise du change espagnol; il a commencé par équilibrer le budget.

Enfin, à côté du crédit des banques ou des États, se place

Digitized by Google

l'activité économique de la nation ; c'est en réalité le support de l'un et de l'autre crédit; si la prospérité économique s'accroît, si les transactions et la production sont actives, la situation des banques d'émission et les recettes de l'État en subissent le contre-coup; les événements qui peuvent accroître le développement de l'industrie et du commerce national doivent donc se refléter aussi dans les cours du change.

La preuve de l'importance des causes psychologiques, de l'élément moral dans la valeur du papier est fournie par les cours du change qui coïncident avec des événements importants; le fait est surtout remarquable en Italie, où le change a fait preuve d'une sensibilité particulière; la vie politique de la nation, crises ministérielles, déclarations de guerre, traités de paix, traités d'alliance, ruptures et ententes commerciales se traduisent par des bonds ou des chutes du change. On a pu noter également combien en Italie comme en Espagne, le dépôt, l'adoption ou le rejet de projets de loi tendant soit directement, soit indirectement à modifier la situation monétaire ou financière ont été en corrélation avec d'importants mouvements du change.

Il faut examiner enfin une cause des crises du change à laquelle on donne souvent une importance essentielle; c'est la balance des comptes, qui met en regard la totalité des créances et des dettes étrangères d'une nation et se traduit par un solde créditeur ou débiteur, par une importation ou une exportation de monnaie métallique servant aux paiements internationaux. Pour les partisans de ce système, l'état des dettes et des créances extérieures du pays est la vraie base du prix de l'or par rapport au papier; le taux du change exprimerait donc exactement la situation des règlements extérieurs du pays. Théoriquement, la balance des comptes devrait en effet être traduite par le change ; un pays qui doit beaucoup à l'étranger, et pendant de longues années, verra disparaître plus d'or qu'il n'en importe, et s'il veut revenir à la circulation normale, conserver chez lui des espèces métalliques, il faut qu'une tendance naturelle des paiements les y maintienne, qu'il soit plus créancier que débiteur, ou tout au moins qu'il y ait équilibre.

Pratiquement, le libre jeu de cette tendance rencontre quelques obstacles : tout d'abord une part importante de la balance des comptes est représentée par la balance commerciale propre-

Digitized by Google

ment dite, par le solde des importations et exportations; or, la hausse du change produit un effet certain : elle ralentit les importations et stimule les exportations; par conséquent, le change élevé tend à diminuer le déficit de la balance commerciale, s'il y a déficit, ou à augmenter l'excédent s'il existe déjà : voilà donc un phénomène qui agit dans le sens d'une diminution du déficit de la balance des comptes. En second lieu, l'existence d'un pays constamment débiteur, pendant de longues périodes, sur l'étranger, est un fait très rare; très peu de pays ont une balance invariablement avantageuse; quand il s'agit, comme pour l'Espagne, ou l'Italie il y a quelques années, de pays ayant une situation économique de second ordre, mais en progrès, il y a une alternance de soldes créditeurs et débiteurs, avec une tendance favorable ou défavorable, suivant les époques. L'hypothèse d'une fuite prolongée d'or par le seul jeu de la balance des comptes est donc rarement réalisée.

En fait, pour les pays que nous étudions, lorsque le phénomène de la balance défavorable s'est produit, il a été aidé par des causes différentes et dirigées dans le même sens; en Italie, pendant la période qui sépare les deux crises, la balance commerciale a accusé de forts déficits; des quantités importantes de numéraire ont émigré; plus encore ont disparu sans émigrer, dès que la prime sur l'or a fait des espèces une marchandise avantageuse. La cause adjuvante a été ici la faiblesse du stock monétaire italien, qui s'est épuisé trop rapidement; s'il avait été plus abondant, il aurait résisté sans crise à une période de déficits assez courte; la mauvaise administration des banques d'émission s'y est ajoutée pour précipiter et aggraver la crise; à partir de 1887, par l'effet du régime commercial adopté par l'Italie, l'écart entre les exportations et les importations diminue. Dès 1894, les paiements extérieurs de l'Italie étaient couverts par ses créances, et cependant la crise du change s'est prolongée jusqu'en 1902. En Espagne, au plus fort de la crise du change et dans les années suivantes, la balance des comptes était favorable.

Donc, la balance des comptes défavorable est une condition préparatoire importante de la baisse du papier-monnaie, elle crée une prédisposition à la hausse du change, mais pratiquement, pour les raisons que nous avons énoncées, elle ne suffirait

Digitized by Google

pas à la provoquer si d'autres conditions n'étaient réunies, en particulier un régime monétaire défectueux ; la balance défavorable, dans un pays dont la monnaie est normale, ne peut faire hausser le change au delà du point de sortie de l'or. De même, si une balance créditrice peut créer un milieu favorable à la baisse du change, si elle est une condition nécessaire de la reprise des paiements en espèces après une crise, elle ne suffit pas à assainir la circulation. Elle a en définitive, une influence sur la prime de l'or, mais elle n'en règle pas le cours.

En précisant ainsi son rôle, qui reste fort important, on reconnaît qu'elle est une des conditions matérielles de la dépréciation monétaire ; pour agir sur la balance des comptes et la rendre avantageuse, on dispose de plusieurs moyens : d'abord l'amélioration de la balance commerciale proprement dite; la diminution des paiements étrangers, en particulier par le rapatriement des titres de la dette, mesure qui agit tout d'abord comme condition aggravante du change, par les règlements étrangers que nécessitent les achats, avant de se traduire par une économie sur les coupons payables en or. On a pu noter également l'importance que prennent les titres négociés en Bourse dans les règlements internationaux; grâce aux bourses de valeurs, la balance peut être d'un jour à l'autre modifiée par des ventes ou des achats entre nations, qui transportent presque instantanément le solde créditeur d'un pays à un autre; l'Espagne, en établissant une différence de traitement entre sa Dette extérieure et sa Dette intérieure, a rendu les titres difficilement mobilisables et s'est privée d'une monnaie internationale précieuse.

A toutes les causes qui, réunies et combinées, agissent sur la dépréciation monétaire, il faut ajouter une cause accessoire importante, que l'on voit naître partout où apparaît la prime de l'or; c'est la spéculation qui exploite aux dépens du pays la prime sur l'instrument des paiements extérieurs, qui le raréfie artificiellement et maintient les cours à la hausse; l'Italie en a souffert, l'Espagne plus encore, puisque la Banque elle-même s'y appliquait. Contre la spéculation cambiste, on a mis en jeu divers procédés : le paiement en or des droits de douanes, la création d'organes spéciaux pour l'achat du change (Syndicat des francs, projet du bureau de change); les Banques italiennes, d'ailleurs

Digitized by Google

fermement maintenues par le Gouvernement, ne se sont pas engagées comme la Banque d'Espagne dans la spéculation, et ont surtout mieux compris leur rôle, qui consiste à maintenir les capitaux dans le pays pour enrayer la hausse du change; on sait combien la politique de la Banque d'Espagne en matière d'escompte prête à la critique et quelle responsabilité elle a dans la persistance des hauts cours du change.

Ces rapides observations, résumant les faits constatés dans les crises italiennes et espagnoles, montrent combien la dépréciation monétaire soulève de problèmes variés, et qu'il est bien impossible, en réalité, de comprendre la diversité des phénomènes qui s'y manifestent dans des formules simples; chaque cas demande un examen détaillé de tous les éléments du problème pour la découverte de solutions efficaces, exactement adaptées aux circonstances qui provoquent la crise du change.

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE

I. — **Documents parlementaires et statistiques.**

Italie.

MAGLIANI. — *Mesures proposées pour l'abolition du cours forcé et projet de loi* (1880).

Projets de budgets italiens.

Exposés financiers du ministre du Trésor.

Rapports de la commission permanente pour l'abolition du cours forcé.

Projet et discussion de la loi sur les Instituts d'émission (1893-1894).

Rapports annuels des Banques d'émission.

Espagne.

Projets de budgets espagnols.

Projet de loi sur la Banque d'Espagne (1891)

Projet de loi sur le paiement des droits de douane en or (1901).

Projets de loi sur la réorganisation de la Banque d'Espagne (1902) (*Projets Urzaiz, Villaverde, Rodriganez*).

VILLAVERDE. — *Mémoire et projet de loi pour régulariser et améliorer le change* (1903).

Rapports annuels de la Banque d'Espagne.

II. — **Articles, ouvrages et études.**

Italie.

Lettres d'Italie (*Économiste français*, 1875 à 1880).

BODIO. — *Di alcuni indici misuratori del movimento economico in Italia* (Rome, 1891).

Digitized by Google

V. PARETO. — *La circulation des Banques en Italie* (*Écon. franç.*, 1893).

M. FERRARIS. — *Le relèvement du change italien* (*Nuova Antologia* et *Économiste européen*, 1898).

L. LUZZATTI. — *Les finances italiennes* (*Revue politique et parlementaire*, 1900).

ARNAUNÉ. — *Le cours forcé en Italie* (*La monnaie, le crédit, et le change*, 1903).

E. THÉRY. — *La situation économique et financière de l'Italie* (1903).

Espagne.

A. HOUGHTON. — *Lettres d'Espagne* (*Écon. franç.*, 1891 à 1904).

A. BARTHE. — *Cuales son los medios que podrian ponerse en practica para mejorar nuestra circulacion monetaria* (Madrid, 1893).

R.-G. LÉVY. — *Les finances espagnoles* (*Annales de l'école libre des sciences politiques*, 1897).

E. THÉRY. — *La situation financière et économique de l'Espagne* (*Écon. europ.*, 1899).

J. ALVARADO. — *Le change espagnol* (*El Correo* et *Écon. europ.*, 1901).

VILLAVERDE. — *La question du change* (*Nuevo Tiempo* et *Écon. europ.*, 1901).

VILLARS. — *Le change espagnol* (*Écon. europ.*, 1902).

H. GERMAIN. — *La question du change espagnol* (*Écon. europ.*, 1902).

E. THÉRY. — *La question du change en Espagne* (1901).

J. DE ELOLA. — *La enfermedad de la peseta y su saneamiento* (Madrid, 1904).

Digitized by Google

L'ABOLITION
DU COURS FORCÉ
EN RUSSIE ET EN AUTRICHE

Par **Paul CAHEN**

CHAPITRE PREMIER

§ 1.

La première chose qui frappe l'esprit, lorsqu'on étudie l'histoire monétaire de l'Angleterre, de la France, de l'Autriche et de la Russie, c'est la similitude, — presque l'identité des phases, par lesquelles est passée la réforme monétaire, avant d'aboutir.

Dans tous ces pays, l'étude de la réforme monétaire peut se grouper en trois parties : — dans une première période, on essaie de remplacer le papier-monnaie, par des bons présentant une autre garantie que le crédit de l'État émetteur, par des bons hypothécaires par exemple ; — puis, devant l'échec de ce premier procédé, on a recours à la création d'une Banque d'État, chargée seule de l'émission. — Enfin, dans un troisième et dernier effort, on essaie de remédier à la mauvaise circulation monétaire, en accumulant un stock d'or suffisant pour permettre le remboursement du papier en circulation, — et en réduisant cette circulation aux stricts besoins du commerce [1].

Et à regarder les choses de près, il est assez naturel qu'il en soit ainsi.

Le papier-monnaie étant accueilli avec faveur, au début,

[1] Une autre remarque générale, c'est que tous les États ont profité de ces consolidations de la circulation fiduciaire, pour réaliser des faillites partielles, le papier-monnaie perdant toujours au change une notable partie de sa valeur.

Digitized by Google

alors qu'il n'entre que pour une assez faible part dans la circulation, les Gouvernements sont tout naturellement portés à augmenter les émissions, se constituant ainsi des ressources aisées et abondantes. Mais, la quantité de papier en circulation s'accroissant trop rapidement, les prix haussent, et, par suite, il devient plus avantageux de faire ses achats à l'étranger, d'où une augmentation dans le chiffre des importations. Et comme les paiements à l'étranger se font en monnaie droite, en or, la quantité de numéraire en circulation, à l'intérieur du pays, diminue sans cesse, si bien que, au bout de peu de temps, le papier-monnaie subsiste à peu près seul : c'est un des effets de la loi de Gresham. A ce moment, la confiance du public dans le papier-monnaie, se trouve ébranlée, par cette surabondance même de circulation, car on ne saurait accorder un grand crédit à un État, acculé à de tels procédés, pour se procurer de l'argent, et bientôt, on n'accepte plus le papier-monnaie pour sa valeur intégrale : par suite, la crise causée par la surabondance de la monnaie s'accroît encore, les prix s'élevant d'autant plus, que l'instrument d'échange perd davantage de sa valeur.

Devant un tel état de choses, les Gouvernements sont amenés à rechercher le remède, et pour cela à déterminer la cause de cette crise. Cette cause leur paraît simple, c'est le manque de confiance du public dans le papier-monnaie; dès lors, il suffit de donner des garanties à ce papier-monnaie : de là vient la création de bons hypothécaires, qui sont destinés à remplacer le papier-monnaie ordinaire, et qui sont gagés sur la propriété foncière du pays.

Mais ainsi, on ne remédie qu'à l'une des deux causes de la crise, — et encore d'une façon assez imparfaite : sans doute, substituer au crédit général d'un État, un gage précis, comme le domaine foncier, est de nature à inspirer quelque confiance aux porteurs de papier-monnaie; mais, outre qu'il s'agit là d'un gage assez vague, — que rien ne prouve qu'une loi ne viendra pas retirer ce qu'une loi a donné, la confiance est lente à se rétablir. Et comme, pendant tout ce temps, la circulation reste surabondante, les prix continuent à hausser, la crise se poursuit.

C'est alors qu'on a l'idée de substituer au crédit de l'État, le crédit d'une grande banque : on retire le papier-monnaie, et on le remplace par des billets de banque, garantis par le seul cré-

Digitized by Google

dit de la Banque d'émission : ainsi le porteur échappe à l'arbitraire de l'État, et peut avoir des données plus précises sur la solvabilité de son débiteur.

Ce moyen, lui aussi, ne donnant que des résultats peu satisfaisants, on se remet à l'étude des causes de la crise, et l'on s'avise qu'il faudrait restreindre la circulation, diminuer la quantité de papier-monnaie en cours[1]. Pour cela, le procédé qui semble le plus simple, c'est de décréter purement et simplement le retrait d'une certaine quantité de papier-monnaie, et l'opération paraît d'autant plus aisée, que, le retrait devant amener l'augmentation du pouvoir d'acquisition du papier-monnaie subsistant, c'est, en réalité, comme si l'on détruisait un papier sans valeur, puisque, ce que l'on perd d'un côté, en brûlant du papier-monnaie, on le retrouve de l'autre, par une augmentation de la valeur du papier-monnaie subsistant. — Mais, en pratique, il est loin d'en être ainsi. Les effets immédiats de cette suppression d'une certaine quantité de monnaie, sont de gêner considérablement le commerce : on ne passe pas, impunément, d'une circulation trop abondante, à une circulation resserrée. Une telle opération, faite sans précautions préliminaires, apporte nécessairement un très grand trouble dans toutes les transactions. Comment, en effet, vont se solder les achats effectués aux anciens prix? — Quelle sera la situation des débiteurs de tous ordres, qui devront plus qu'ils n'auront reçu? — Où les commerçants vont-ils trouver l'argent nécessaire pour faire face à des engagements souscrits sous l'ancien régime? — Et, d'autre part, en se plaçant au point de vue du marché international, qu'arrive-t-il? Le papier-monnaie, sur les marchés étrangers, n'est pas considéré comme une monnaie ayant pleine valeur libératoire : c'est un billet auquel on accorde plus ou moins de crédit, suivant que l'État émetteur inspire plus ou moins la confiance. Or, ce retrait, qui ne coûte que peu à l'État émetteur, n'est pas de nature à consolider considérablement son crédit : les cours, à l'étranger, ne vont donc se modifier que fort peu; autrement dit, à l'étranger, le pouvoir d'acquisition du papier-mon-

[1] Et il faut faire remarquer que, au bout d'un certain temps, les payements à l'étranger ne peuvent plus se faire en totalité en or : il s'établit donc dans les Bourses étrangères, un cours du papier-monnaie, qui peut être différent de celui de l'intérieur : on conçoit aisément les inconvénients d'un tel système.

Digitized by Google

naie restera presque le même, et par suite, pour solder tous ses paiements au dehors, le commerçant versera, en réalité, une valeur plus grande, puisque, là, les cours du papier-monnaie n'auront que peu changé, alors qu'ils auront haussé dans l'intérieur du pays.

Pour toutes ces raisons, on cherche, par d'autres moyens, à diminuer la circulation, et, c'est alors, qu'on s'avise de donner au pays une vie économique telle, qu'il ait besoin de toute sa circulation monétaire, y compris le papier-monnaie, en même temps, d'ailleurs, que le crédit de l'État émetteur se trouve confirmé.

Sans doute, ce n'est pas là une tentative simple ni aisée, et on ne décrète pas facilement qu'un pays aura une vie économique plus ou moins intense. Néanmoins, dès l'instant où un gouvernement est résolu à sortir du régime du papier-monnaie, il témoigne, par là même, de son désir de tendre ses efforts vers le développement de la vie économique du pays, et peut largement y aider.

A ce stade, l'or rentre, car la loi de Gresham porte en elle-même sa limite. Lorsqu'une nation, en effet, émet du papier-monnaie, les prix s'élevant, l'étranger a intérêt à venir y vendre ses produits, et les paiements au dehors se font en or, en vertu de la loi de Gresham. Plus tard, lorsque toute la quantité disponible d'or est sortie, les paiements se font en papier, d'après les cours des bourses étrangères, cours qui (comme nous l'avons montré plus haut, peuvent être différents des cours intérieurs. Tant que l'émission du papier-monnaie se poursuit, les prix à l'intérieur restent de même élevés; mais, du jour où l'émission est arrêtée, et où l'on cherche à diminuer cette circulation monétaire en développant le commerce, les prix à l'intérieur baissent : car, d'une part, la quantité de monnaie disponible diminue, et de l'autre, les commerçants cherchent à l'étranger de nouveaux débouchés, que le bon marché de leurs produits leur permet de trouver, surtout dans les pays où ils ont fait de nombreux paiements en or, et avec lesquels ils sont déjà en relations d'affaires; par suite l'or rentre, — le stock métallique se reconstitue[1], — et vient un jour où le Gouvernement peut se proclamer en mesure de rembourser, à un taux fixé, tout le papier-monnaie en circulation : dès cet instant,

[1] Il arrive même que, dans les pays où de larges exportations d'or ont été faites, la

Digitized by Google

le papier-monnaie est accepté comme monnaie courante, au prix fixé pour le remboursement, le retour à une monnaie saine est complet.

Cette série d'opérations, de raisonnements et de faits nous la retrouvons identique, lorsqu'on étudie l'histoire monétaire de l'Angleterre, de la France, de la Russie et de l'Autriche : c'est de la Russie et de l'Autriche, seules, que nous nous occuperons par la suite.

§ 2.

L'effort nécessaire, pour sortir du régime du papier-monnaie, va durer tout un siècle, nécessiter de grands sacrifices, exiger une patience peu commune, et on est en droit de se demander, si le but à atteindre mérite une pareille peine, si le papier-monnaie présente assez d'inconvénients, pour qu'il soit nécessaire de l'abolir à tout prix, si vraiment « il constitue le plus grand fléau des nations, et est au moral ce que la peste est au physique[1] ».

C'est presque toujours, en période de guerre, qu'un gouvernement a recours aux émissions de papier-monnaie. A ce moment, en effet, il est nécessaire de se procurer rapidement de grosses sommes d'argent, que l'impôt ne saurait fournir, et que l'emprunt produirait très lentement. Sans compter qu'un emprunt, émis à un pareil moment, devrait offrir des conditions trop avantageuses, les capitaux ayant une tendance certaine à se cacher en période de guerre, ou à se lancer dans des entreprises vivant de la guerre : — on ne saurait donc contester à un État le droit d'émettre du papier-monnaie avec cours forcé[2].

Mais, si un État a le droit d'émettre du papier-monnaie, il faut pourtant qu'il conserve, dans ses émissions, une certaine mesure; lorsqu'il se contente de donner cours légal et cours forcé à un papier de Banque ou d'État, existant auparavant, mais remboursable à vue, personne ne peut le blâmer, surtout s'il n'augmente

surabondance de monnaie ainsi créée, entraîne une hausse des prix, et par suite, place dans une situation assez avantageuse, les commerçants du pays pauvre en monnaie.

[1] Circulaire du 25 octobre 1810 de M. de Montalivet (citée dans Gide, *Principes d'Economie politique*, p. 266).

[2] Lorsqu'on parle du régime de papier-monnaie, il s'agit évidemment de papier-monnaie au cours forcé, et c'est dans ce sens que ce mot sera employé dans ce travail.

Digitized by Google

que dans des proportions normales, la quantité de papier en circulation. Malheureusement, la tentation est grande, pour un gouvernement, de dépasser cette mesure, d'émettre trop de papier-monnaie, et sauf de rares exceptions, on a eu recours, au-delà des limites permises, à ce moyen si commode de se procurer des ressources; de même, il est evidemment nécessaire, aussitôt la paix faite, de revenir à une circulation régulière, d'éteindre cette dette contractée en période de crise, mais là aussi, l'effort nécessaire a été trop souvent négligé, et le régime du cours forcé a, le plus souvent, survécu à la cause qui l'a fait naître.

En Russie et en Autriche, les gouvernements, aux heures de crise, n'ont pas pu faire preuve, d'une prudence suffisante, et ce qui caractérise les régimes de papier-monnaie dont nous allons nous occuper, c'est que :

1° Le papier-monnaie a cours forcé;

2° Il y a plus de papier-monnaie que n'en exige la circulation;

3° Il est considéré comme faisant partie, d'une façon permanense, du système monétaire.

Tel est le fait, voyons maintenant ses effets et ses conséquences.

Ses effets sont, d'abord *la prime de l'or,* causée par la quantité exagérée de papier en circulation, — la fuite de la monnaie métallique, — la diminution de la confiance dans l'État débiteur.

Et ensuite, *la hausse du change.* Les traites sur l'étranger étant, en effet, payables en métal, il s'ensuit que les lettres de change voient leur cours s'élever de toute la prime de l'or, sauf si elles sont stipulées payables en billets.

Comme conséquence, il en résulte, que le papier-monnaie agit comme ferait un véritable droit protecteur, au moins pendant un certain temps. Les fabricants étrangers, qui se font payer en or, ne sont pas en mesure de venir, sur les marchés intérieurs, concurrencer les commerçants indigènes, qui peuvent produire à meilleur compte, car les salaires, comme le prix des matières premières prises à l'intérieur du pays, ne s'élèvent pas aussi vite que la prime de l'or sur le papier. En outre, les commerçants indigènes, qui ont fait des approvisionnements à crédit, ont tout intérêt à voir s'augmenter la circulation de papier, qui amène une hausse des prix, et par exemple, les banquiers qui reçoivent des comptes courants, trouvent un profit certain dans cette diminution constante du pouvoir d'acquisition de la monnaie. Enfin, le régime du

Digitized by Google

papier-monnaie peut créer une véritable prime à l'exportation, puisque le fabricant indigène, s'il vend ses produits sur les marchés étrangers, profite de toute la prime de l'or, — sans compter que les exportateurs étrangers n'osent guère venir lutter sur les marchés intérieurs, les aléas ordinaires du commerce se compliquant des aléas du cours du change et de la prime de l'or. Ces avantages, qui ont paru aux États-Unis assez puissants pour amener la formation d'un parti, qui ne voulait à aucun prix revenir à une circulation normale, (le parti des inflationnistes, puis des greenbackers), sont, évidemment, des avantages particuliers et temporaires. Lorsqu'en effet, le régime dure depuis un certain temps, la dépréciation du papier-monnaie tend à se consolider, et n'oscille plus qu'entre certaines limites; de plus, tous les marchés, tous les crédits ouverts, sont stipulés payables ou remboursables en or, si bien que, seul, le débiteur est soumis aux aléas du cours du papier-monnaie. Dans ces conditions, les avantages du régime du papier-monnaie disparaissent, et les inconvénients seuls subsistent, et ils sont nombreux.

Tout d'abord, un État qui demeure dans le cours forcé, s'interdit, pour l'avenir, la possibilité d'y recourir, en une heure grave de son existence, au lendemain de la déclaration d'une guerre, par exemple : les dangers d'une telle situation apparaissent d'eux-mêmes, et cela d'autant plus clairement qu'un pays, qui n'a pas pu sortir du régime du papier-monnaie, ne saurait inspirer confiance, et tenter un emprunt sur le marché international.

Mais, en temps de paix même, le régime du papier-monnaie amène forcément une crise économique[1]. A l'intérieur du pays, qui oserait fonder ces vastes entreprises industrielles, indispensables à notre époque, en courant le risque de voir le capital initial, diminuer considérablement de valeur, par suite d'une baisse ultérieure du papier-monnaie? — Comment supposer la possibilité de faire des transactions à longue échéance, dans une nation où la valeur de la monnaie se modifie fréquemment? — D'autre part, pour les produits qu'on ne peut se procurer qu'au dehors, force est bien d'accepter les conditions imposées, et ainsi l'enquête italienne estime que, de ce fait, le

[1] C'est même d'après M. de Laveleye (*Le marché monétaire et ses crises*) une des principales causes de crise.

Digitized by Google

Gouvernement a perdu plus de 20.000.000 de francs, par an, sur ses achats à l'étranger. — Enfin, dernier point, la spéculation vient s'exercer sur le papier-monnaie, et il se produit ce fait bizarre, que ce sont des marchés étrangers qui régissent les cours de la monnaie nationale, que tout est livré aux hasards des variations d'une spéculation, qui s'exerce au dehors : c'est dire que toute entreprise se trouve paralysée.

Ces quelques observations montrent bien la nécessité, pour un pays, de sortir du régime du papier-monnaie : mais lorsqu'une telle situation monétaire s'est prolongée pendant de nombreuses années, il s'est toujours produit un certain nombre d'intérêts particuliers, de spéculations basées sur l'espoir que cet état de choses se poursuivra longtemps encore, et avant d'entreprendre aucune réforme, il faut lutter contre ceux qui désirent l'avortement de tout projet d'amélioration de la circulation monétaire. — Et ceci contribue à expliquer la lenteur, avec laquelle la Russie et l'Autriche, sont parvenues à réaliser leur réforme monétaire, qu'il leur a fallu un siècle pour mener à bien.

CHAPITRE II

Historique du papier-monnaie en Russie[1].

I

§ 1.

C'est en 1768 que « l'assignat » parut, pour la première fois, en Russie, et ce nouvel instrument d'échange fut accueilli avec faveur : il fit même prime, parce que la monnaie habituelle étant

[1] Cet historique ne comportera pas l'énoncé de tous les oukases monétaires russes. Une telle énumération aurait été fastidieuse et aurait peut-être rendu souvent cet exposé peu clair. — Il est pourtant assez aisé (et nous l'avons fait pour notre usage personnel) d'en dresser une liste à peu près complète, à l'aide du livre de Deminy (Recueil des oukases monétaires de 1649 à 1881) et de la publication du Recueil du Ministère des Finances Russes paru en 1865 (volume III) sous la direction du comte de Cancrine. — Le travail que nous nous proposons de faire, a surtout pour but, de bien montrer les différentes phases, qu'a suivies la réforme monétaire russe.

Digitized by Google

la monnaie de cuivre, on voyait avec plaisir circuler un instrument d'échange plus commode et moins lourd, et offrant tout autant de garanties, les assignats étant, au début, couverts en métal, et n'ayant ni cours légal ni cours forcé. Le chiffre maximum qu'ils devaient atteindre était de 20 millions de roubles[1].

Mais, en 1786, survint la guerre de Turquie, et le Gouvernement crut pouvoir trouver, dans de nouvelles émissions, le complément de ressources qui lui était nécessaire, et le maximum de la circulation fut quintuplé, et porté à 100 millions de roubles. La surabondance de monnaie de papier, mise ainsi en circulation, au moment même où le crédit de la Russie se trouvait ébranlé par une guerre, amena rapidement la dépréciation; alors qu'en 1788, avec une circulation de 40 millions de roubles-papier, le rouble argent valait, en papier, 103 copecks[2], en 1790, avec une circulation de 100 millions de roubles-papier, le rouble-argent s'échangeait contre 115 copecks-papier; en 1796 son cours monta à 147 copecks, la circulation s'étant élevée à 150 millions de roubles : c'était donc une dépréciation, en moins de 15 ans, de 50 0/0[3].

Cependant, l'état de guerre, d'agitation, qui, de 1795 à 1815 fut, pour toute l'Europe, l'état normal, devait exiger de nouvelles émissions, et en 1810 il y avait en circulation pour plus de 700 millions de roubles-crédit[4], n'ayant, d'ailleurs, ni cours forcé

[1] Oukase du 10 janvier 1774.

[2] La valeur normale du rouble est de 100 copecks.

[3] Voir à ce sujet l'article de Wolowski, dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 janvier 1864 (p. 430 et suiv.), duquel nous extrayons le tableau suivant, sur la circulation monétaire entre 1788 et 1796.

ANNÉES.	ASSIGNATS en circulation (en millions de roubles).	EMISSION nouvelle dans le courant de l'année (en millions de roubles).	PRIX du rouble argent ou papier.
1788	40	60	103 copecks.
1790	100	11	115 —
1791	111	6	123 —
1792	117	3	126 —
1793	120	4	135 —
1794	124	21,5	141 —
1795	145,5	4,5	146 —
1796	150	7,7	147 —

[4] Et si l'on se rappelle que la valeur nominale du rouble est de 4 francs, cela fait près de 3 milliards de francs : en France, lors de la guerre de 1870, la circula-

Digitized by Google

ni cours légal. A ce moment, le rouble-papier ne valait plus que 25 copecks! L'empereur Alexandre Ier voulut réagir. Par différents oukases, il s'engagea à ne plus faire de nouvelles émissions : il tenta même un emprunt de consolidation, en même temps qu'il détruisit pour 5 millions de roubles-papier. — Cependant, en 1812, commença la campagne de Russie, et ce fût encore au papier-monnaie, que le Gouvernement dut avoir recours, pour se procurer les moyens de poursuivre la lutte. Et, pour la première fois, en 1812[1], l'assignat fut doté du caractère de monnaie légale, avec force libératoire : en 1815, le montant total des émissions, dépassait 850 millions de roubles[2].

Après la paix, en 1817, le Gouvernement résolut de remédier à un tel état de choses, si préjudiciable à tant de points de vue, et le procédé qui lui parut le plus simple, fut de reconnaître franchement, comme dette d'État perpétuelle, toute la partie de ces émissions, qui dépassait les besoins de la circulation. Dans ce but, on émit un emprunt payable en assignats, autrement dit, on transforma une dette ne portant pas intérêt, en une autre, rapportant un intérêt[3]; mais

tion n'atteignit jamais la limite de 3.200.000.000 de francs, fixée par la loi du 15 juillet 1872.

[1] Oukase du 9 avril 1812.

[2] Voici, d'ailleurs, le montant total des émissions faites sous l'Empire, d'après le livre de M. Brjeski, cité par le *Bulletin russe de statistique*, 2e édition (1900), p. 10.

ANNÉES.	ÉMISSIONS nouvelles	SOLDE des émissions
	en roubles-assignats.	
1804	10.658.550	260.658.550
1805	31.540.560	292.199.110
1806	27.040.850	319.239.960
1807	63.089.545	382.329.505
1808	95.039.075	477.368.580
1809	55.832.720	533.201.300
1810	46.172.580	579.373.880
1811	2.020.520	581.394.400
1812	64.500.000	645.894.400
1813	103.440.000	749.334.400
1814	48.791.500	798.125.900
1815	27.697.800	825.823.700
1816	5.600.000	831.423.700
1817	4.576.300	836.000.000

[3] En France, la loi du 19 décembre 1789, fixait, pour les assignats français, un in-

Digitized by Google

la nécessité de payer, en or, les intérêts de ces premiers emprunts, obligea le Gouvernement à recourir à de nouveaux emprunts or à l'étranger, et, par suite, les charges de l'État menaçaient de s'augmenter, d'une façon à peu près indéfinie, chaque emprunt nécessitant un nouvel emprunt, pour assurer le service des intérêts. Néanmoins, on parvint à réduire ainsi d'1/3 la circulation fiduciaire, qui, en 1824, atteignait encore 600 millions de roubles, avec une dépréciation des 3/4 environ de la valeur nominale.

C'est alors que le financier Cancrine, se rendant compte des dangers de ces emprunts successifs, résolut de consolider cette dépréciation, de l'accepter comme légitime : c'était pour l'État une faillite partielle[1]. Trois ordres de mesures furent prises[2].

D'abord en 1827, on accepta, pour le paiement des impôts, le rouble-papier, sur les bases de 27,7/9 copecks pour un rouble-papier, soit 3 roubles 60 copecks pour 1 rouble-argent[3].

En 1839 on fit plus : on étendit aux particuliers ces règles, et le prix du rouble-argent fut fixé d'une manière *invariable*, *et pour tout l'Empire*, à 3 roubles 50 papier.

Enfin, troisième phase, en 1843[4], on décida de remplacer ces roubles-assignats par des billets de crédit, gagés sur le domaine public[5], et devant avoir la même valeur que le rouble-argent.

térêt de 5 0/0, qui fut réduit le 17 avril 1790 à 3 0/0, — et complètement supprimé le 8 octobre 1790.

[1] Seule peut-être des nations, ayant eu recours au papier-monnaie, l'Angleterre ne connut pas ces faillites partielles. — V. pour la France la loi du 21 mai 1797 et, pour l'Autriche, les décrets de 1816, qui eurent pour résultat, de consolider au 1/5 la valeur du florin-papier.

[2] Ce fut, a-t-on dit, un drame financier en 3 actes (Voir notamment à ce sujet la communication de M. Raffalovich, dans le *Journal de la Société de statistique de Paris*, année 1896, p. 167).

[3] Et sur le marché libre la dépréciation était beaucoup plus considérable : le rouble-argent valait environ 4 roubles 50 copecks-papier.

[4] Oukase du 1er juin 1843.

[5] C'est de la même façon, qu'en France, on remplaça, en 1796, les assignats par des mandats territoriaux, gagés sur les biens nationaux encore disponibles (on échangeait 30 assignats contre un mandat territorial).

En Autriche, le décret du 20 février 1811, décida de même, l'échange des « billets de banque » (Banco-Zettel) contre des « billets de retrait » (Einlösungsscheine), sur la base de 5 billets de banque pour 1 billet de retrait. Plus tard, on ajouta même à ces billets de retrait, « des billets d'anticipation », garantis par certains impôts qu'on devait établir, et dont le produit escompté d'avance, devait servir de cautionnement à ces nouveaux billets. Voir page 562.

Digitized by Google

Bien plus, on augmenta la garantie, en créant une encaisse métallique, qu'on ne cessa pas d'augmenter, si bien que, au commencement de l'année 1848, il y avait en circulation environ 230 millions de roubles-crédit, garantis par plus de 100 millions de roubles métalliques[1]. Aussi le cours du rouble-crédit s'éleva-t-il à 99,5 copecks métalliques : — pourtant en 1847, la balance du commerce fut défavorable, et on exporta, pour plus de 15 millions d'or, à l'étranger[2].

[1] Pour donner une idée de l'importance de cette garantie, il faut se rappeler qu'en France, en 1872, le nombre des billets émis était de 2.454.029.880 pour une encaisse totale à la Banque de 634.000.000. Or, cette encaisse, garantissait non seulement les bi llets en cours, mais tout le portefeuille et les comptes courants. En Russie, au 1er janvier 1897 (au moment de la réforme), il y avait pour une circulation effective d'un peu plus de 1 milliard de roubles-papier, une réserve de 500 millions de roubles métalliques (d'après les chiffres cités par Lorini, « *La réforme monétaire de la Russie* », tableau XVI). Voir pages 100 et suiv.

[2] Voici, d'ailleurs, d'après Lorini, *op. cit.*, tableau XVI, les mouvements généraux de la balance du commerce, entre 1845 et 1860 et d'après le *Bulletin de statistique et de législation comparée*, année 1886, pages 332 et 333, les mouvements généraux du rouble-crédit, de la circulation, et du fonds d'échange dans cette même période.

ANNÉES.	VALEUR du rouble en copecks métalliques.	CIRCULATION du papier-monnaie en millions de roubles.	FONDS d'échange (en millions de roubles).	RÉSULTATS de la Balance du commerce (en millions de roubles-crédit).
1845	98,46	253,12	86,81	— 9,4
1846	99,22	265,47	101,29	— 15,7
1847	98,68	310,37	147,17	— 59,4
1848	95,20	311,24	146,84	+ 2,5
1849	96,17	301,94	136,94	+ 0,1
1850	99,25	302.20	137.22	— 4,5
1851	98,37	304,21	139,43	+ 6,3
1852	99,49	311,28	146,79	— 13,8
1853	100,40	333,44	161.36	— 45,3
1854	94,26	356,34	151,79	+ 5
1855	93,44	511,1	138	+ 33,2
1856	98,26	689,2	146,6	— 37,7
1857	95,95	735,3	141,5	— 18
1858	93,30	644,6	110,8	— 1,8
1859	91,13	638,2	95,7	— 6,3
1860	92,65	713	92,9	— 22,1

Faisons, en outre, observer, qu'une partie de cette réserve métallique avait été placée en rentes étrangères, et par suite, les coupons étant payés en métal, une certaine

Digitized by Google

Cette situation, si heureuse, ne se prolongea pas très longtemps. Sous prétexte de difficultés de transport, de simplification de trésorerie, on limita à 100 roubles les remboursements en province, lorsqu'on ne les supprima pas complètement : à Saint-Pétersbourg seulement, on continua à rembourser, sans limitation.

Survint la guerre de Crimée[1] (1854) : pressé d'argent, le Gouvernement eut recours à l'émission de nombreux billets, en même temps qu'il puisa dans son fonds de réserve[2], si bien que, alors qu'au mois de mars 1854, le fonds de garantie s'élevait à 160.000.000 de roubles (environ), en septembre, il était descendu à 146.563.000 roubles, pour une circulation de près de 350.000.000 de roubles[3], — et cette circulation, en 1858, devait dépasser 735.000.000 de roubles[4], pour une réserve métallique inférieure à 100 millions de roubles[5].

Le résultat fut ce qu'il devait être. Cette augmentation considérable des billets de crédit amena, comme on pouvait s'y attendre, une crise causée, tant par l'abondance de la monnaie, que par les fluctuations, l'incertitude et l'avilissement des cours, de cette monnaie de papier.

§ 2.

A ce moment, la Russie (comme l'Autriche et comme la France) s'aperçut que, tant que le Gouvernement serait maître, sans contrôle, des émissions, il serait impossible de maintenir la confiance du public dans le papier-monnaie, et le remède, parut être dans la création d'une grande banque d'État.

Ce fut en 1860, qu'au capital de 15 millions de roubles, fut fondée cette Banque, *institution d'État*, qui, seule, avait le droit d'émettre des billets de banque, moyennant une couverture métallique de 1/6 de la circulation, et dont l'unique but était, disent

quantité d'or devait rentrer ainsi. Pour la seule année 1847, l'Empire russe acheta pour 50 millions de francs, de titres de rentes françaises 5 0/0.

[1] Déjà l'expédition de Hongrie avait nécessité de nouvelles émissions.

[2] Les dépenses extraordinaires pour la guerre de Crimée se sont élevées à 4 milliards de francs.

[3] Voir *Revue des Deux Mondes*, article cité.

[4] Soit 2 milliards 940 millions de francs. Et pour permettre les comparaisons, on peut se rappeler que, en France, le 26 décembre 1871, la circulation était de 2.293.390.000, pour une encaisse de 634.400.000.

[5] Cf. le tableau en note de la page précédente.

Digitized by Google

les statuts « de consolider le système de la monnaie fiduciaire »[1]. A ce moment (1861), le rouble-crédit, au lieu de valoir 4 francs, se cotait environ 3,50, et la dette totale de l'État se trouvait être d'environ 950 millions de roubles-crédit (près de 4 milliards de francs). En présence d'une telle situation, la première chose que devait réaliser la Banque, c'était de demander, au Gouvernement, le rachat de la plus grande partie des billets en circulation, afin de n'avoir que ses billets en cours. Pour effectuer ce rachat, il fallait d'abord se procurer de l'or, et pour cela deux moyens seulement se présentaient : l'aliénation du domaine public, ou l'emprunt à l'étranger[2]. On ne pouvait, en effet, songer à des impôts, qui, dans ce pays appauvri, n'auraient constitué qu'un palliatif insuffisant. Ce fut le projet d'emprunt qui l'emporta, et le Gouvernement contracta, aux maisons Rothschild de Londres et de Paris, un emprunt à 5 0/0 de 13.687.500 de livres sterling, moyennant un capital nominal de 15 millions de livres sterling[3]. Cette somme[4], de plus de 100 millions de roubles-papier, devait s'ajouter à la réserve métallique, qui se montait à environ 80.500.000 roubles-métal, et ainsi, on espérait pouvoir procéder au remboursement ou à l'échange des billets en circulation[5]. Toutefois, il fallait éviter que tous les créanciers de l'État, ne pussent demander, ensemble, l'échange de leur papier contre du numéraire, car il importait d'éviter que le stock d'or ne fût, très rapidement et très profondément entamé, si l'on ne voulait pas aller au-devant d'une panique, qui eût compromis le succès de l'entreprise. Aussi, décida-t-on, que le remboursement en numéraire se ferait aux conditions suivantes.

Pour avoir un rouble argent, il faudrait donner en papier :

110,5	copecks-papier	du 1er mai	1862 au 1er octobre	1862.
107,5	—	1er octobre	1862 au 1er novembre	1862.

[1] Faisons observer, tout de suite, que la Banque est une institution d'État, et non une Banque privée.

[2] Voir le mémoire de M. S. Lamanski, sous-gouverneur de la Banque d'État, sur les motifs de la désorganisation du système de crédit en Russie et les moyens de le rétablir.

[3] Oukase du 4 avril 1862.

[4] A cette époque (1861), le rouble-crédit valant environ en pences 33,50, l'emprunt se montait donc à environ 107.500.000 roubles-crédit.

[5] Il avait été d'ailleurs décidé, que tous les billets, qui seraient reçus au cours de l'opération d'emprunt, seraient détruits.

Digitized by Google

107	copecks-papier	du 1er novembre	1862	au 1er décembre	1862.
106,5	—	1er décembre	1862	au 1er janvier	1863.
106	—	1er janvier	1863	au 1er août	1863.
102,5	—	1er août	1863	au 1er septembre	1863.
102	—	1er septembre	1863	au 1er octobre	1863.
101,33	—	1er octobre	1863	au 1er novembre	1863.
101	—	1er novembre	1863	au 1er janvier	1864.
100	—			à partir du 1er janvier	1864.

Au début, les échanges furent peu nombreux, les porteurs ayant tout intérêt à attendre l'échéance du 1er janvier 1864, et devant le succès ainsi escompté, on songea à avancer l'échéance du remboursement au pair[1]. Mais une mauvaise récolte, la révolte de Pologne, et aussi l'approche de l'année 1864, furent la cause de nombreuses demandes de remboursements, et 79 millions de roubles-crédit furent échangés, moyennant le payement de 69 millions de roubles or; la banque vit son stock d'or diminuer extrêmement rapidement : alors que, du 1er mai 1862 au 1er janvier 1863, il n'avait diminué, en moyenne, que de 1.250.000 roubles par mois, en avril et en mai 1863, la diminution dépassa 10 millions de roubles par mois[2]. Dans ces conditions, il fallait renoncer à l'échange, suspendre les payements : c'est ce que fit l'oukase du 19 novembre 1863, tout était à refaire, sauf que le Trésor était surchargé d'une dette de 15 millions de livres sterling[3], tandis que le fonds de réserve métallique se trouvait diminué : il est vrai qu'on avait détruit pour environ 140 millions de francs de

[1] Dès le 28 novembre 1863, l'échange au pair avait été fait (lettre du baron Sieglitz, gouverneur de la banque, citée par Wolowski, art. cit. p. 450).

[2] Cf à ce sujet l'article de Wolowski cité. Voici les principales indications concernant cette diminution du stock d'or.

Diminution du 1er mai 1862 au 1er janvier 1863	10.037.000	roubles
— en janvier 1863	2.287.000	—
— en février —	4.921.000	—
— en mars —	7.723.000	—
— en avril —	10.213.000	—
— en mai —	10.367.000	—
— en juin —	2.233.000	—
— en juillet —	6.751.000	—
— en août —	4.408.000	—

A partir de ce moment, on essaye de suppléer à l'or par l'argent.

[3] Il est vrai qu'une partie de cet argent avait été affectée à d'autres usages.

Digitized by Google

roubles-papier[1], la perte sèche était néanmoins assez sensible.

A partir de 1863, le remboursement du rouble-papier étant suspendu, la valeur de ce dernier fléchit très rapidement, et de près de 95 copecks, elle descendit à 83 copecks et demi. D'un autre côté, l'obligation, où se trouvait la Banque, de faire face à ses engagements, nécessita la mise en circulation de nouveaux billets : dans la seule année 1864, on en émit pour 33 millions, et cependant le fonds d'échange, dans lequel on avait dû puiser largement, pour faire face aux remboursements de l'année précédente, s'augmentait à peine de 15 millions. — Et si l'on veut comparer la situation de l'année 1864, à l'année 1860 (celle où s'est fondée la Banque), on voit que, le fonds de réserve a diminué de plus de 9 millions de roubles, alors que la circulation fiduciaire se trouve à peine réduite de 4 millions[2].

De cette époque, à 1876, aucun événement important ne vint marquer l'histoire de la Russie. Suivant les récoltes, les besoins de la Trésorerie, on émit plus ou moins de billets. Mais, chose remarquable, de 1867 à 1875, la quantité des billets en circulation ne cessa pas d'aller, en croissant, et dans cette période, elle s'augmenta, au total, d'environ 100 millions de roubles, passant de 691 millions en 1867, à 797 millions en 1875. Il est vrai, par contre, que le fonds de réserve, lui aussi, suivait un mouvement constamment ascendant; dès 1873, il dépassait le chiffre de 200 millions, en 1875 il était de

[1] Voici pour les années 1861 à 1866, les variations du cours du rouble-crédit, de la réserve métallique, des billets en circulation.

ANNÉES.	FONDS de réserve (en millions de roubles-métal).	CIRCULATION (en millions de roubles-crédit).	VALEUR du rouble-crédit (en kopecks-métal).
1861	98	713,6	87,24
1862	92,6	691,1	90,12
1863	68,3	636,5	94,83
1864	83,1	679,5	83 55
1865	82,6	678	81,65
1866	81,7	709	76,02

[2] Consulter les tableaux page 526 et page 532.

Digitized by Google

231.200.000 roubles, — et comme à ce moment le rouble-crédit valait plus de 86 copecks-métal, il s'ensuivait que, près de la moitié (beaucoup plus du 1/3) de la circulation fiduciaire, se trouvait garantie par la réserve[1].

Lors de la guerre russo-turque[2], les besoins du Gouvernement[3] s'augmentant, il fallut, à la fois, puiser dans le fonds de réserve, et demander à la Banque de nouvelles émissions[4], si bien que la quantité de papier-monnaie en circulation atteignit, en 1878, 12.000.000 de roubles, avec un fonds d'échange de près de 177 millions : aussi, les cours fléchirent d'une façon assez considérable, et ils atteignirent 63 copecks, en 1878. Dès la paix faite, la Banque et le Gouvernement firent tendre leurs efforts à l'amélioration de cette situation, et, ne pouvant augmenter le fonds de réserve, faute de métal disponible, ils essayèrent de restreindre la circulation. Mais de mauvaises récoltes augmentèrent encore la difficulté, et le cours du rouble, continua à se maintenir dans les environs de 65 copecks; un tel état de choses, ne pouvait se prolonger sans inconvénient; jamais en effet, même au cours de la crise, qui avait suivi la tentative avortée de 1862, le rouble n'avait connu de tels cours, et le mal était d'autant plus sensible, que la baisse du rouble avait été plus brusque : il valait encore plus de 86 copeks, à la fin de l'année 1875, c'était donc une baisse de près de 20 0/0; sur les marchés étrangers, la baisse n'avait pas été moins grande, et le rouble, qui sur le marché de Berlin valait 3 fr. 15 en 1870, ne se cotait plus que 2 fr. 74 en 1877, 2 fr. 52 en 1879[5].

Des mesures s'imposaient donc, c'est le ministre Abaza qui en prit l'initiative, par l'oukase du 1er janvier 1881[6].

[1] En admettant, bien entendu que l'échange se ferait sur les bases de la valeur du rouble-crédit en métal.

[2] Grieg était alors ministre des Finances.

[3] Les dépenses extraordinaires, pour la guerre russo-turque, se sont élevées, pour l'année 1877-78, à 1.075.000 de roubles.

[4] Les billets émis, pour les besoins de la guerre, étaient des billets temporaires, distincts des autres; en fait, ils se confondirent avec les autres, dans la circulation, mais la distinction théorique ne disparut qu'en 1895.

[5] D'après les chiffres publiés dans le *Bulletin russe de statistique*, 2e éd., p. 127.

[6] Voici, extrait du *Bulletin de statistique et de législation comparée*, les chiffres

Digitized by Google

Ces mesures peuvent se ramener à 3 chefs.

1° La Trésorerie de l'État s'engageait, à rembourser immédiatement à la Banque de Russie, les sommes nécessaires pour réduire, à 400 millions de roubles, la dette de l'État à la Banque, pour les avances consenties par celle-ci.

2° Les 400 millions de roubles restants devaient être remboursés à la Banque par le Trésor, moyennant le payement d'annuités de 50 millions de roubles.

3° Les billets de crédit devaient être détruits, aussitôt leur rentrée dans la Banque, à condition toutefois de ne pas gêner la circulation monétaire, par une diminution trop rapide.

A l'aide de ces mesures, on espérait restreindre « dans la mesure du possible et sans opprimer le marché, la quantité de papier émis[1] ».

Ce plan, ce fut Bunge, le professeur d'économie politique de

concernant le fonds de réserve, les billets de crédit et la valeur du rouble, entre 1867 et 1884.

ANNÉES.	FONDS de réserve (en millions de roubles).	BILLETS de crédit en circulation (millions de roubles).	VALEUR du rouble-crédit en copecks-métal.
1867	89,8	691,5	84,56
1868	156,4	721,4	84,20
1869	153,8	732,1	79,45
1870	149,7	757,2	77,29
1871	158,1	772,9	83,38
1872	197,8	771	84,90
1873	226,2	797	84
1874	231,2	797,3	86,99
1875	231,2	797,3	86,12
1876	180,5	790	80,91
1877	180,1	1.039,9	67,45
1878	176,8	1.188,1	63,66
1879	173,2	1.162,5	63,09
1880	171,5	1.133,5	65,37
1881	171,5	1.133,5	65,75
1882	171,5	1.133,5	63,02
1883	171,5	1.103,5	61,80
1884	171,5	1.073,5	63,16

[1] *Izvletchenie*, p. 12.

Digitized by Google

Nicolas II, qui fut chargé de l'appliquer[1]. A cet effet, il commença, comme il était prescrit, par ramener la dette de l'État, vis-à-vis de la Banque, à 400 millions, mais, la réduction de la circulation en papier ne put se faire immédiatement, de mauvaises récoltes et des embarras politiques, rendant la situation économique intérieure assez difficile. En 1884 seulement, le ministre des Finances se trouva en mesure d'aborder les deux derniers chefs de l'oukase de 1881. Par l'oukase du 8 juin 1884, Bunge décida, de rembourser à la Banque, les 400 millions restant dus, en lui remettant 173.500.000 roubles en titres de rente 5 0/0, et 243.000.000 en roubles-crédit. Sur ces 243 millions, 87 furent détruits par la Banque, et 63 rentrèrent dans la circulation, quand, en 1887[2], on put accroître le fonds de réserve de 40 millions.

Mais l'inanité de ces mesures parut assez rapidement : les cours du rouble, sur les marchés étrangers, ne s'améliorèrent pas ; alors que le rouble-crédit valait, à Berlin, 2,6342 en 1881, en 1887 il ne se cotait plus que 2,2367[3]; d'autre part de mauvaises récoltes nécessitèrent des exportations d'or assez importantes, qui atteignirent près de 400 millions de roubles pour l'année 1888[4]. Enfin, la restriction de la circulation monétaire, amena une hausse des prix, augmentant les difficultés commerciales et industrielles : il fallait pour rétablir une circulation saine, trouver autre chose que le plan de 1881.

§ 3.

Puisque ces réformes échouaient, c'était sans doute qu'on avait mal analysé les causes de la crise. Bunge, puis Vischnegradski, se remirent donc à l'œuvre. L'expérience du passé prouvait déjà, que le remède du fâcheux état de choses existant, ne

[1] Les ministres des Finances, qui présidèrent aux réformes monétaires, furent Bunge de 1881 à 1887, Vischnegradski de 1887 à 1892 et enfin de Witte.

[2] Oukase du 10 juillet 1887.

[3] Voir les cours du rouble à la Bourse de Berlin, dans le tableau en note de la page 542.

[4] Soldes de la balance du commerce de 1880 à 1890 (en millions de roubles-crédit).

1880	+ 124	1886	— 57
1881	+ 11	1887	— 217
1882	— 51	1888	— 398
1883	— 78	1889	— 319
1884	— 53	1890	— 286
1885	— 102		

Digitized by Google

pouvait consister, uniquement, ni dans l'augmentation des garanties offertes aux porteurs de billets, ni dans la création d'une banque, chargée de l'émission, et dont le crédit, plus facilement contrôlable, devait se substituer à celui de l'État; d'autre part, il était impossible de rembourser en or tous les billets existants, il était donc indispensable de trouver autre chose. Et le but paraissait d'autant plus difficile à atteindre, qu'il fallait découvrir un moyen de sortir du régime du papier-monnaie, cause principale de la crise qui paralysait le développement économique du pays, « sans rendre personne ni plus riche, ni plus pauvre[1] ».

La première chose à réaliser était, évidemment, de redonner la confiance aux porteurs de billets, en consolidant le crédit de l'État, en augmentant le stock d'or; mais l'expérience avait prouvé que le remède, ainsi présenté, était insuffisant, si on ne diminuait, en même temps, la circulation de papier-monnaie. Mais comment obtenir cette diminution? Les tentatives de retrait direct, d'échange de papier contre du numéraire, avaient toujours échoué : on s'avisa, alors, que le même but serait atteint, si, en développant la vie économique du pays, on arrivait à absorber le surplus de circulation, à utiliser toute la monnaie en cours.

Quant à « faire la réforme, sans rendre personne ni plus riche ni plus pauvre », on ne pouvait y parvenir que d'une seule façon, en proclamant la consolidation de l'état de choses existant, en rendant définitif le rapport actuel, entre le rouble-crédit et le rouble-métal, autrement dit, en partant, pour accomplir la réforme, non pas de la valeur du rouble-or, mais de celle du rouble-crédit, en prenant ce dernier comme unité.

Un exemple fera mieux comprendre notre pensée. Supposons un emprunt de 100 roubles-crédit fait en 1883. Moi, emprunteur, je reçois à ce moment, pour mon emprunt, 61 roubles 80 copecks en métal (le cours moyen du rouble-crédit pour l'année 1883 étant de 61,8 copecks). — Si on décrète, par la suite, que le rouble-crédit s'échangera pour sa valeur en or, ce n'est plus 61^{r},80 copecks qu'il faut que je rende, mais bien 100, et comme je n'ai emprunté que pour employer tout de suite l'argent reçu, je n'ai pas la ressource d'aller échanger, dans les caisses publiques, mes billets, contre de l'or; ma dette ainsi s'est singulièrement ac-

[1] *Izlogénie*, n° 4600, p. 35.

Digitized by Google

crue. Si on décide, au contraire, que toujours, pour l'avenir, un rouble-crédit s'échangera contre 61 copecks 89, il est évident que personne ne s'enrichirait ni ne s'appauvrirait (sauf les spéculateurs, qui auraient pu escompter des variations du rouble, ou ceux qui auraient conclu des marchés longtemps avant).

Ces idées, furent les idées maîtresses, qui dictèrent la conduite de Vischnegradski et de De Witte. Depuis longtemps d'ailleurs, on avait songé qu'en développant la puissance économique du pays, on parviendrait à absorber une partie de la circulation monétaire, et on s'était bien rendu compte, qu'un excédent de monnaie ne constituait pas une richessse, mais au contraire, était une cause de crise, que c'était le développement de la vie économique de la nation qu'il importait d'aider. Dès 1862, le *Messager Russe*[1], avait commencé à répandre ces idées. — Dans le numéro de septembre, par exemple, il dit : « On déplore la pénurie d'argent qui nous afflige, on en rend le Gouvernement responsable, pour ne pas avouer que la pauvreté de la Russie, en est la cause première. Il y a toujours assez d'argent dans un pays qui prospère, sans que l'on imagine, comme élément de richesse, des émissions d'assignats... C'est seulement à une époque toute moderne, qu'on s'est figuré qu'il suffirait de fabriquer une paire de bottes, pour faire marcher qui n'a pas de jambes ». Donc premier point : il fallait favoriser avant tout le développement économique du pays.

La seconde partie du plan, devait consister, à permettre l'échange du rouble-crédit, contre sa valeur réelle en or, ce qui entraînait d'abord la nécessité de fixer le cours du rouble, puisque cela devait constituer la base de toute la réforme. Mais, comme on ne voulait ni appauvrir, ni enrichir personne, il importait de ne pas choisir au hasard, la valeur du rouble-crédit qui servirait comme base d'échange, mais de la laisser se déterminer d'elle-même, et ensuite de rendre fixe le cours du change ainsi adopté.

La troisième partie, était la reconstitution du stock d'or, afin de permettre, ultérieurement, la reprise des paiements en espèces.

Tel est, dans ses grandes lignes, le plan que s'imposa le Gou-

[1] Wolowski, art. cit. p. 437.

Digitized by Google

vernement russe. Une dernière question se pose encore : est-ce que la réalisation de ce programme, ne constitue pas, de la part de l'État russe, une véritable faillite, puisque au lieu de donner, comme il s'y était engagé au moment de l'émission, un rouble-métal par rouble-crédit, il ne va plus remettre, au porteur de billet qu'une somme moindre?

Si la Russie put, légitimement, recourir à un tel procédé, ce fut grâce à son régime monétaire, presque monométalliste argent; les billets en circulation étaient, en effet, remboursables aussi bien en métal blanc qu'en or[1], et les lois de 1843 et de 1885, prévoyaient même, plutôt leur remboursement en argent. Sur un billet de crédit de l'État, de 1 rouble, par exemple, on lisait au recto cette phrase : « A présentation, un rouble *en argent* ou en monnaie d'or, sera remis, sur les fonds de change de la Banque de l'État (1895) » — et au verso, se trouvait un « extrait du manifeste impérial sur les billets de crédit » dont le paragraphe 2 était ainsi conçu :

§ 2. — Le cours des billets de crédit est, dans tout l'Empire, *au pair de la monnaie d'argent.*

Or, en nous plaçant à l'année 1897, le rouble-papier est échangeable contre 1 rouble-argent, soit 18 grammes d'argent fin. D'autre part, en 1897, le prix du kilogramme d'argent fin, au Clearing House de Londres, est d'environ 4 livres 12 s. 10 d., soit en francs (au change de 25 francs 25) 109,70[1]. Par conséquent, pour chaque rouble, le Trésor russe eût été en droit de remettre au porteur d'un billet, une somme un peu inférieure à 2 francs (alors que le pair du rouble-or est de 4 francs). — Sans doute, la Russie n'avait pas intérêt à introduire, chez elle, une grande quantité de métal blanc, et si elle avait échangé les 4 milliards de francs (environ) qui circulaient en papier en 1897, contre 3 milliards d'argent, elle eût peut-être amélioré un peu sa situation, mais elle n'aurait pas eu encore la monnaie droite, indispensable pour maintenir, dans un pays, une circulation saine. Sans compter que, le change vis-à-vis de l'étranger, ne se serait guère modifié, et que la loi de Gresham aurait, probablement, fait sortir la plus grande partie de l'or restant encore dans le pays.

[1] Voir à ce sujet, Lorini, *op. cit.*, p. 110 et suiv.

Digitized by Google

Néanmoins, il suffit que la Russie ait eu le droit d'agir ainsi, pour légitimer l'échange du rouble-crédit, non pas contre sa valeur nominale, mais contre sa valeur réelle.

Nous abordons maintenant le détail de l'exécution de ce plan[1]. Il est bien entendu d'ailleurs, que si, pour des commodités d'exposition, nous étudions successivement les différents buts que l'on se proposait d'atteindre, en fait, ces différents buts furent poursuivis en même temps, et, pour ne citer qu'un exemple, l'élévation des droits de douane se proposait, à la fois, de protéger l'industrie intérieure, et d'aider à son développement, — de faire rentrer dans le pays une certaine quantité d'or, — et enfin de lutter contre la loi de Gresham, puisque l'exportation étrangère devenant difficile, il n'était plus guère à craindre que la monnaie d'or ne soit chassée rapidement.

II

§ 1.

Pour améliorer la situation économique du pays, le Gouvernement eut recours à deux sortes de moyens.

En premier lieu, suivant l'exemple des États-Unis, la Russie, pays peu exploité, où l'industrie naissait à peine, protégea son commerce à l'aide de douanes. Et, dans son exposé financier des évaluations budgétaires de 1897, le ministre de Witte se félicite des beaux résultats de la politique douanière de la Russie, dont les phases les plus frappantes, avaient été marquées par les années 1877, 1880, 1883 et 1891[2]. Particulièrement en 1891, les droits avaient été élevés de 20 0/0, et constituaient ainsi une véritable barrière prohibitive. D'un autre côté, un certain nombre de traités de commerce avaient été consentis, notamment avec

[1] Ce plan se trouve exposé par M. de Witte dans son rapport à l'empereur sur la réforme monétaire du 1er janvier 1898. On trouvera ce rapport traduit dans la brochure de Ledos de Beaufort, *L'achèvement et l'application de la réforme monétaire de la Russie*, p. 6 et suiv.

[2] Et, pour donner une idée de l'importance du rendement des douanes, il suffira d'indiquer que, de 1877 à 1896, les douanes ont produit 1.348.200.000 roubles or, dont 586.500.000 versés en espèces, 560 en titres tirés au sort et en coupons métalliques échus, et 202.600.000 roubles en billets de banque des plus puissants États étrangers (d'après Lorini, *op. cit.*, p. 144).

Digitized by Google

la France (convention du 5 juin 1893), avec l'Allemagne (convention du 9 mars 1894), avec l'Autriche-Hongrie (convention de juillet 1894), avec le Danemark (convention du 16 mars 1895), avec le Japon (convention du 16 mars 1895), afin de réserver à l'industrie nationale des débouchés extérieurs ; les efforts de la Russie s'étaient tournés également du côté de la Chine, qu'elle rêvait déjà de relier à l'Europe par un chemin de fer, espérant ainsi devenir, pour ces vastes contrées, l'intermédiaire et le vendeur indispensable.

Ce fut, en second lieu, par le développement de ses voies de communication, et surtout de ses chemins de fer, que la Russie tenta d'améliorer sa situation économique : il importait, en effet, si l'on voulait voir prospérer les entreprises industrielles ou agricoles, de mettre les différentes parties de cet immense territoire, en relation les unes avec les autres, et de permettre de porter aisément, les produits sur les grands marchés internationaux ; aussi, tandis que de 1875 à 1885, l'on n'avait construit que 5.000 kilomètres, environ, de voies ferrées, entre 1885 et 1896, on ouvrit à la circulation plus de 15.000 kilomètres de chemins de fer nouveaux (non compris le Transsibérien)[1].

Et les résultats de cette politique se firent rapidement sentir, d'autant mieux que la paix ne cessa pas de régner depuis 1883. Grâce à ces mesures, le développement économique du pays se poursuivit normalement, et si l'on veut accepter avec de Witte[2],

[1] Voici, à titre d'indication, le développement kilométrique des voies ferrées russes de 1875 à 1896 (d'après Lorini, *op. cit.* tal. XIV).

	Kilom.		Kilom.
1875	18.502	1886	25.199,7
1876	18.951	1887	25.696,8
1877	20.238	1888	26.576
1878	21.071	1889	27.350
1879	22.113	1890	27.715
1880	22.534	1891	28.383
1881	22.646	1892	28.926
1882	22.742	1893	29.029
1883	22.626	1894	32.303
1884	23.272	1895	33.634
1885	21.369	1896	39.225

Consulter également l'*op. cit.*, de Kovalewski.

[2] Dans son rapport sur le Budget de 1897, M. de Witte s'exprime ainsi : « L'immense majorité de notre population n'étant arrivée qu'à un niveau très bas d'aisance....., notre budget doit exprimer, d'une façon toute spéciale, l'état ascendant ou descendant des ressources du moment ».

Digitized by Google

que le budget constitue, en quelque sorte, le baromètre enregistreur des fluctuations de la fortune publique de la Russie, on peut voir que, de 1888 à 1896, les excédents budgétaires ont été constamment en croissant (sauf en 1891, année de très mauvaise récolte).

ANNÉES.	DÉPENSES (en millions de roubles).	EXCÉDENTS ou déficits (en millions de roubles).
1886	847	— 73,2
1887	842	— 21,6
1888	837	+ 36,5
1889	869	+ 45,7
1890	915	+ 18,5
1891	925	— 34,8 (mauvaise récolte)
1892	952	+ 12,1
1893	996	+ 35,1
1894	1.045	+ 99,8
1895	1.130	+ 114,9

Cet état de prospérité est encore confirmé, par l'augmentation du rendement kilométrique des voies ferrées. Certes, si ce rendement kilométrique avait diminué, étant donné que les lignes nouvellement ouvertes devaient être moins productives que celles dont le besoin s'était tout d'abord fait sentir, on n'en saurait tirer aucune conclusion. Mais si, par contre, malgré l'ouverture de nouvelles voies, ce rendement a augmenté dans son ensemble, c'est donc que la circulation, et par suite la production, se sont généralement accrues. Or, voici le produit net, par kilomètre, à quelques dates :

1875	9,028	1887	9,388
1880	4,841	1888	10,991
1881	6,483	1889	10,920
1882	7,790	1890	11,767
1883	9,306	1891	11,071
1884	9,396	1892	9,117[1]
1885	9,639	1893	11,655
1886	8,072	1894	12,792

[1] L'année 1891 a été une année de mauvaise récolte, d'où une diminution dans les transports en 1892.

Digitized by Google

Par les caisses d'épargne, nous avons un nouveau signe certain de la prospérité de la Russie : l'encaisse des caisses d'épargne, qui était de 80 millions de roubles en 1880, est passée à 330 millions en 1894, et à 371 millions en 1895, répartis en 1.850.000 livrets, déposés dans 3.850 caisses.

Si, maintenant nous prenons les principales industries, nous retrouvons le même développement. La production de la fonte, par exemple, a suivi une progression constante depuis 1870 :

1870	20.467	millions de poudes (le poude vaut 16 kil. 38)
1880	27.375	—
1890	56.560	—
1895	88.758	—

De même, la production du fer, est passée de 17 millions de poudes en 1880, à 30 millions en 1894, celle de l'acier, dans la même période de temps, de 18 millions à 41 millions de poudes[1].

Dans le même ordre d'idées, on peut, dans une certaine mesure, constater le développement du commerce par la consommation de certaines matières premières. Ainsi, la consommation de la houille, a presque doublé entre 1884 et 1895 : elle est montée de 1.170 tonnes à 2.250 tonnes; l'examen de l'industrie de la verrerie et celle du coton, donne à peu près les mêmes résultats. Voici d'ailleurs, d'après l'enquête de M. Böhm, secrétaire de l'Export-Club autrichien, envoyé en mission en Russie, après la conclusion du traité de commerce de 1894, quelles ont été, dans un certain nombre d'industries, les augmentations de production, entre 1876 et 1890[2].

Industries.	Production en millions.		Accroissement.
	1876	1890	en %
Coton	102	246	140
Laine	55	105	90
Impression	37	97	160
Lin	20	33	66
Soie	8	14	76
Papier	9	23	138
Produits chimiques	5	17	222
Cuir	26	35	36
Terres	5	11	120
Porcelaine	2,2	4,1	86
Machines	43	52	21

[1] D'après les chiffres publiés dans le livre de Kovalewski : *Les forces productives de la Russie.*

[2] *Le marché financier* en 1894-1895, p. 249.

Digitized by Google

Voilà pour ce qui concerne l'exécution de la première partie du plan.

§ 2.

L'autre objectif proposé, c'était la consolidation du cours du rouble. Pour l'atteindre, il fallait, d'une part, empêcher la spéculation sur les Bourses étrangères, et de l'autre reconstituer un stock d'or assez important, pour inspirer la confiance, — mettre le papier-monnaie à l'abri d'une panique qui, en avilissant les cours, aurait empêché la réforme, — et laisser au Gouvernement la latitude, de choisir le moment d'entreprendre le remboursement.

Dès 1887, le comité des Finances avait décidé de faire tendre ses efforts vers l'unification du cours du rouble[1], et, dans une séance du mois de juin 1897[2], Vischnegradski déclara sa résolution de tenter cette fixation, et posa nettement la question de savoir, si l'on devait tendre à élever progressivement le rouble-crédit à l'ancien pair, pour l'y maintenir, — ou bien, si l'on devait rendre stable la valeur actuelle du rouble, et reprendre à ce cours les paiements. Le comité unanimement, se prononça pour la seconde solution, et admit le rapport de 1 rouble-or à 1 rouble-crédit 1/2; autrement dit, le Gouvernement reconnaissait que le rouble-crédit, ne valait plus un rouble-or, mais seulement 2/3 de rouble-or, et que c'était sur cette base, que devrait, à l'avenir, se faire l'échange du papier contre la monnaie. Et, au-dessous de ce procès-verbal, signé de tous les grands économistes russes, l'empereur Alexandre III écrivit, de sa propre main, la formule exécutoire.

Pour obtenir cette fixation du cours du rouble, il fallait d'abord, commencer par paralyser les spéculations dans les Bourses étrangères, spéculations qui étaient la cause de perturbations et de fluctuations constantes dans les cours. — Le papier-monnaie, en effet, n'étant pas autre chose qu'une sorte de lettre de change, à échéance très lointaine, tirée sur le pays émetteur d'assignats, peut, à ce titre, devenir un objet de spéculation, et sa

[1] Rapport de M. de Witte au budget de 1897.

[2] Bunge, en 1885 avait déjà fait une proposition semblable, et il adoptait la parité de 64 copecks or par rouble-crédit.

Digitized by Google

valeur hausser ou baisser, non seulement suivant les cours du change, mais aussi suivant un certain nombre d'autres circonstances, par exemple la plus ou moins grande abondance du papier en circulation, — l'encaisse or, — la confiance qu'inspire le pays émetteur de papier-monnaie, — et surtout les dispositions générales du marché. Le rouble particulièrement, fut, pendant longtemps, à la Bourse de Berlin[1], l'objet d'une spéculation effrénée, dont les effets se faisaient sentir, tant sur les autres Bourses étrangères, que dans l'intérieur même du pays[2]. En 1892-1893, et au début de 1894, les spéculateurs à la baisse, triomphèrent à Berlin, et les cours du rouble atteignirent parfois une valeur inférieure à 2 fr. 50.

Le Gouvernement, qui avait alors reconstitué, en partie, son stock d'or, songea, pour lutter contre ces tendances à la baisse, à reprendre les paiements en espèces : le souvenir des échecs de 1862 et de 1880 l'en empêcha, mais il résolut d'employer ses fonds disponibles à fournir une contre-partie aux demandes et offres de traites sur l'étranger, en étant lui-même spéculateur à la hausse, et un spéculateur disposant de ressources considérables.

L'histoire de cette opération de Bourse vaut d'être contée. Dans le courant de 1894, les nouvelles de la santé de l'empereur étant devenues mauvaises, les spéculateurs escomptèrent une baisse, et l'on vendit les 100 roubles, au marché à terme, à

[1] Voici, exprimée en francs, la valeur du rouble à la Bourse de Berlin de 1877 à 1897 (extrait du *Bulletin russe de statistique*, 2e édit., p. 127).

1877	2,7479	1888	2,3372
1878	2,5575	1889	2,6468
1879	2,5277	1890	2,9065
1880	2,6193	1891	2,7725
1881	2,6342	1892	2,5300
1882	2,5259	1893	2,6295
1883	2,4795	1894	2,7157
1884	2,5396	1895	2,7127
1885	2,5269	1896	2,6785
1886	2,4416	Moyenne	2,5883
1887	2,2367	1897-1900	4

[2] Le papier-monnaie était devenu, à la Bourse de Berlin, un objet favori de jeu, et cela, d'autant plus aisément, que dans toutes les provinces frontières de l'Allemagne, le rouble-papier circulait comme monnaie, et venait ainsi alimenter le marché de Berlin. La politique, d'ailleurs, s'en était mêlée, et en 1887, sous l'influence de Bismarck, la spéculation, sans raison bien sérieuse, fit tomber le rouble à 1 mark 60, alors qu'en 1890, elle le poussa à 2 marks 60.

Digitized by Google

220 marks environ, livrables fin octobre. Le Gouvernement racheta alors toutes les quantités ainsi offertes, et ses banquiers reçurent l'ordre de lever tous les roubles acquis. Bientôt, les billets russes disponibles devinrent plus rares, et au marché au comptant, les prix haussèrent rapidement de 2 marks environ par jour, dans tout le courant de novembre, alors qu'au contraire, au marché à terme, la valeur des 100 roubles, livrables fin novembre, n'augmentait que peu. Au moment de la liquidation, les spéculateurs se trouvèrent dans l'impossibilité de fournir les roubles achetés par les banquiers du Gouvernement, et ils intercédèrent auprès du Gouvernement russe, qui accepta, pour ne pas entraîner un krach sur le marché de Berlin (où le taux des déports atteignait 16 marks), de mettre à la disposition de la Bourse allemande 3 millions de roubles, au prix de 2 marks 34 le rouble. En même temps, pour consolider le crédit de l'État, le ministre des Finances autorisait la Banque à acheter et à vendre de l'or, à guichet ouvert, sur la base de 1 rouble-or par 1 rouble-crédit 1/2 ou de 1/2 impérial par 7 roubles 50 crédit. Cet ensemble de mesures eut, pour résultat, de faire hausser le cours du rouble, infligeant ainsi une défaite aux spéculateurs à la baisse : à la fin d'octobre 1894, la déconfiture des baissiers était complète, et le rouble remontait vers le cours fixe, qui se maintint depuis 1896. — Comme mesure complémentaire, De Witte créa un droit de statistique de 1 copeck par 100 roubles, pour contrôler l'exportation des roubles or et les mouvements des billets de crédit. De plus, il prit les mesures nécessaires pour assurer la surveillance des Bourses[1], et interdit aux Bourses russes, les affaires à terme pour l'achat et la vente de l'or, ainsi que des lettres de change étrangères, exprimées en monnaie d'or, et « souscrites dans le seul but de spéculer sur la différence[2] ».

§ 3.

Comme on le voit, c'est grâce à la reconstitution du stock d'or, que l'on put lutter contre la spéculation, et cette reconstitution était évidemment indispensable, tant pour assurer le crédit de

[1] Décision de 1895, n. 825.
[2] Par sa nature même, cette dernière prohibition était surtout théorique.

Digitized by Google

l'État émetteur, que pour rendre possible la réforme : aussi cette reconstitution constituait-elle, la dernière partie du plan préparatoire, que s'était imposé le Gouvernement.

Cet or, où pouvait-on le prendre? Ou à l'étranger à l'aide de droits de douane, ou d'emprunts — ou à l'intérieur à l'aide d'impôts, — ou en prélevant sur les ressourses disponibles de la Trésorerie.

Le Gouvernement russe eut recours à ces trois moyens.

Dès 1877, il avait été décidé que les droits de douane seraient perçus en or. — Depuis, en 1880, on remania les droits qu'on releva de 20 0/0 en 1891 : ainsi de 1877 à 1896, on fit rentrer par les douanes près de 1 milliard 400 millions de roubles or[1].

Voici d'ailleurs les rendements de la douane entre 1877 et 1893, exprimés en millions de roubles[2].

ANNÉES.	MONNAIE d'or.	OBLIGATIONS d'emprunts or sorties au tirage et coupons or échus et billets de banque étrangers.	MONNAIE d'argent.	ROUBLES-CRÉDIT.
1877	18.359	8.712	10.947	
1878	31.597	21.173	1.552	
1879	28.018	32.342	2.944	
1880	28.263	35.575	754	212
1881	22.609	32.862	723	184
1882	22.793	39.037	794	333
1883	20.965	42.675	532	464
1884	18.902	43.410	475	1.003
1885	22.671	39.657	423	642
1886	22.195	46.758	446	998
1887	24.110	38.890	475	1.148
1888	26.604	50.452	511	1.343
1889	34.665	45.483	91	1.267
1890	27.887	54.807	15	1.015
1891	30.483	48.770	11	1.252
1892	35.829	43.886	10	2.995
1893	61.695	32.707	5	5.497
TOTAL	477.646	657.196	39.069	

[1] Voir la note de la page 539.
[2] Raffalovich, *Marché financier* 1894-1896, p. 213.

Digitized by Google

L'apport des douanes, dans la reconstitution du stock d'or russe, constituait, on le voit, un appoint d'une certaine importance, mais insuffisant néanmoins, aussi le Gouvernement se vit-il contraint de recourir à l'emprunt.

De 1889 à 1894 on fit, à l'extérieur, 5 emprunts 4 0/0, en roubles-or, représentant un capital nominal de 454.300.000 roubles, et 2 emprunts 3 0/0, représentant un capital nominal de 165 millions de roubles, puis en 1896, sous le ministère de Witte, un nouvel emprunt 3 0/0, de 100 millions de roubles, qui fut couvert 17 fois sur les marchés de Paris et de Berlin. Mais, si ces emprunts faisaient rentrer de l'or dans la circulation, une faible partie seulement fut affectée à l'augmentation du fonds de réserve. La plupart de ces sommes, en effet, servit au développement de l'outillage économique : la Russie, nation jeune, n'ayant pas, derrière elle, de longues années d'épargne, ne pouvait se procurer, qu'au dehors, les fonds nécessaires pour donner, à son réseau de chemins de fer, l'extension qu'on rêvait; et cela, d'autant plus, que l'industrie naissante avait besoin, pour se développer, de tous les capitaux disponibles dans l'intérieur du pays, de sorte que, si le Gouvernement n'avait pas cherché, à l'étranger, l'argent dont il manquait, on aurait obtenu un résultat doublement fâcheux : celui de la hausse du taux de l'intérêt, et de l'absorbtion, par l'État, d'une importante partie du capital circulant. Ceci, explique que, sur les 700.000.000 (environ) de roubles empruntés, 226.300.000 seulement, servirent à augmenter le fonds de réserve. Il faut d'ailleurs tenir compte du fait, que le service des intérêts de tels emprunts, exige annuellement la sortie d'une certaine quantité d'or. Ainsi, d'une enquête faite en 1894, il résulte, qu'on a dû payer en or pour intérêts[1] :

	8.979.656	roubles or	en France.
	2.326 410	—	en Angleterre.
	4.741 414	—	en Hollande.
	4.036.477	—	en Allemagne.
TOTAL	20 083.956	roubles or.	

— Le second moyen, dont usa de Witte, pour reconstituer le stock d'or, ce fut l'impôt. Évidemment, dans ce pays pauvre, où l'or était rare, on ne pouvait attendre de ce procédé des

[1] Raffalovich, *Le marché financier*, 1894-1895, p. 263.

Digitized by Google

sommes considérables, d'ailleurs on n'y recourut guère, que pour autoriser l'admission de l'or, pour le paiement des droits d'accise sur les boissons, le levain, le tabac, le sucre, le pétrole, etc. Les contribuables purent, à leur choix, s'acquitter en or, ou en papier, sur la base de 1 r.-or pour 1 r. 1/2 crédit.

— Ce fut, surtout, de la Banque, que de Witte se servit, pour réunir entre les mains du Trésor le plus d'or possible. Particulièrement, par une décision du 15 mai 1895, la Banque d'État reçut le droit d'accepter l'or, et d'émettre des récépissés de dépôt, qui circulaient, ensuite, comme l'or lui-même, — en même temps qu'elle était autorisée à traiter les affaires sur les monnaies, et à les accepter en compte courant.

D'autre part, au lieu de laisser inactif l'or disponible dans les caisses du Trésor, de Witte résolut de s'en servir, pour augmenter le fonds de réserve, et en 1894, il fit ainsi verser 65.433.000 roubles-or, puis, par l'oukase du 15 mars 1895, une nouvelle somme de 98.061.276 roubles-or, — et ainsi, le fonds d'échange s'éleva, à la fin de 1896, à 450 millions de roubles.

— Enfin, le dernier procédé dont de Witte usa, pour accroître le stock métallique, ce fut l'achat de métal or et de métal argent, en lingots et en monnaies étrangères : en 1895-1896, on acheta pour 175.000.000 de métal argent, puis 75.000 000 de roubles, par l'oukase du 23 février 1896.

Ces efforts furent couronnés de succès, et le résultat fut l'augmentation constante, des disponibilités de la Banque de Russie et du Trésor impérial, comme le montre le tableau suivant.

Banque de Russie et Trésor impérial.

Caves et caisses de la Banque, Hôtel des monnaies.
Soldes créditeurs du Trésor et de la Banque chez leurs correspondants de Londres, Berlin, Paris et Amsterdam.

(en milliers de francs).

1884.....	992.821	dont en or existant en Russie	732.037
1885.....	1.088.235	—	774.631
1886.....	1.239.988	—	862.660
1887.....	1.177.667	—	965.259
1888.....	1 148.695	—	987.511

Digitized by Google

(en milliers de francs).

1889.....	1.210.399	dont en or existant en Russie	1.019.371
1890.....	1.593.131	—	1.026.827
1891.....	2.016.265	—	1.134.825
1892.....	2.056.316	—	1.543.856
1893.....	2.410.293	—	2.075.941
1894.....	2.436.445	—	2.304.085
1895.....	2.619.684	—	2.342.936
1896.....	2.703.188	—	2.531.716
1897.....	3.227.728	—	2.886.536

§ 4.

L'exécution de ce plan préparatoire, poursuivie avec tant de rigueur, pendant plus de vingt ans, aurait été évidemment sans effet, si le Gouvernement avait continué à poursuivre ses émissions de papier-monnaie; aussi, n'y eut-on recours, que dans les cas urgents, et entre 1885 et 1897, le ministre des Finances ne fit que trois émissions. D'abord, en 1888, la récolte ayant été particulièrement favorable, il fallut augmenter la circulation monétaire, afin de permettre d'exporter cette récolte, et dans ce but, on émit pour 30 millions de billets, gagés par 30 millions d'or, prêtés par la Banque; lorsqu'à la fin de l'année, les acheteurs étrangers soldèrent leurs comptes, l'or rentra, et l'on put retirer les billets, et rendre, à la Banque, l'or donné en couverture.

Ce fut, au contraire, à la suite d'une mauvaise récolte, qu'en 1891[1], on fut obligé de faire successivement 3 émissions, de 25 millions de roubles, gagés également par leur valeur intrinsèque en or; cette mauvaise récolte, en effet, contraignit la Russie, à acheter à l'étranger des grains, au lieu d'en exporter, d'où une sortie de numéraire, d'autant plus sensible que la crise avait fait hausser les prix. Mais, naturellement, la hausse des prix ne diminua pas, la plus grande abondance de la circulation monétaire devant au contraire la faciliter, et le résultat fut, qu'en 1892, on dut recourir à une nouvelle émission, de 75 millions de roubles, soit en tout, une augmentation de circulation de 150 millions de roubles.

[1] Oukases des 28 juillet, 20 août, 6 septembre 1891.

Digitized by Google

On le voit donc, aux anciens billets[1], qui eux-mêmes se divisaient en deux catégories, venaient se surajouter encore des billets différents, ayant d'autres garanties, et pourtant confondus dans la circulation commune. Le ministre des Finances décida d'apporter plus de clarté dans cette situation, et d'unifier, autant qu'il le pouvait, sans manquer à ses engagements, tous les billets en circulation : — cette unification il l'introduisit en modifiant les bilans de la Banque[2].

En 1895, le total général des émissions autorisées, s'élevait à 1.121.281.634 roubles, répartis sous trois chefs, dans les bilans de la Banque.

a) 780.018.488 roubles - billets garantis par
211.505.032 r. 09 cop. figurant au fonds d'échange,

la différence soit 568.513.455, 91 étant portée comme dette du Trésor vis-à-vis de la Banque (dette sans intérêt).

b) 75.000.000 de roubles émis temporairement en 1891 (oukase du 28 juillet) et garantis intégralement par une encaisse, appartenant à la Banque de 75.000.000 de roubles.

c) 266.263.146 roubles représentant les émissions temporaires de guerre, et garantis par 173.528.555 roubles en rentes 5 0/0 non réalisées, et 92.733.591 roubles de créances de la Banque sur sa clientèle.

— Par l'oukase du 9 décembre 1894, on confondit les roubles du 3e paragraphe avec les roubles ordinaires, compris dans le titre *a*, — et ainsi devenaient disponibles, d'une part, les 173.528.555 roubles en rentes, qu'on annula, et les 92.733.591 roubles en créances. Ces dernières, furent estimées environ 65.500.000 de roubles, et furent affectées au fonds d'échange[3]. Il ne restait donc plus, en 1895, que 1.120.000 roubles-papier, garantis par un stock métallique de plus de 285.000.000 de roubles métalliques; autrement dit, en admettant le rapport de 1 à 1 1/2, il y avait, en circulation, du papier pour une valeur inférieure à 750.000.000 de roubles, avec une garantie de 285.000.000 de

[1] Il y avait les billets permanents, et ceux émis pour les besoins de la guerre d'Orient, qui, théoriquement, étaient temporaires.

[2] La Banque est, il est nécessaire de le rappeler ici, une institution dépendant purement de l'État.

[3] Ce sont ces 65.433.000 roubles dont il a déjà été question p. 105 ou avec la notation actuelle, p. 546.

Digitized by Google

roubles. — Et pendant les années suivantes, on poursuivit cette sage politique, si bien qu'à la fin de 1896, plus de 65 0/0 des billets émis, se trouvaient garantis par l'encaisse.

Voici d'ailleurs, d'après le rapport de M. de Witte, sur le budget de 1896, quels étaient au 7 mars 1897, les résultats généraux obtenus.

DATES.	TOTAL des billets émis.	TOTAL général de l'encaisse or, les roubles or étant décomptés à 1 r. 1/2 crédit.	RAPPORT de l'encaisse or au total des émissions %	IMPORTANCE du fonds d'échange, les roubles or étant décomptés à 1 r. 1/2 crédit.	RAPPORT du fonds d'échange au total des émissions en %.
1er janvier 1887.....	1.046 500.000	446.600.000	42,2	255.500.000	24,4
30 août 1892.....	1.173.300.000	905.500.000	77,3	503.100.000	42,9
16 décembre 1896...	1.123.300.000	1.206.000.000	107,5	750.000.000	66,9
8 mars 1897.....	1.038.800.000	1.212.700.000	111,9	750.200.000	69,2

§ 5.

Dès 1897, la réforme était donc mûre, et il ne s'agissait plus, que de fixer les conditions définitives, dans lesquelles elle s'opérerait : les mesures prises antérieurement, imposaient d'ailleurs au Gouvernement sa ligne de conduite, et ce n'étaient en réalité que des mesures d'exécution, qu'il fallait prendre[1].

[1] A titre d'indication, voici quelle était la répartition des différentes coupures, au moment de la réforme (d'après Raffalovich, communication citée à la Société de statistique).

ANNÉES.	DANS 100 ROUBLES IL ENTRE DE COUPURES DE :						
	100 r.	50 r	25 r.	10 r.	5 r.	3 r.	1 r.
1870.....	13,8	14,4	18,6	14,6	14,8	13,8	10
1875.....	23,2	1,1	25,7	13,2	14,4	12,3	10,1
1880.....	31,8	0,1	20,7	12,2	13,1	12,6	9,5
1885.....	41,2	0,0	8,6	15,6	13,5	12,1	9
1890.....	42,2	0,0	2,6	18,7	15,3	12	9,2
1892.....	40,3	0,0	0,3	21,7	16,3	12,3	9,1
1893.....	42,7	0,0	2,8	19,9	15,1	11,2	8,3
1894.....	41,2	0,1	4,7	19,2	15,3	11,1	8,4
1895.....	39,6	0,0	5,1	19,1	15,7	11,5	9

Ce tableau montre la disparition à peu près complète des billets de 50 roubles et de 25 roubles, disparition, compensée par l'augmentation dans le nombre des

Digitized by Google

La première question de principe qui devait se poser était la suivante : recourrait-on à l'or, à l'argent, ou à ces deux métaux pour rembourser les billets? — Déjà[1], nous avons eu occasion d'indiquer, rapidement, les raisons qui militaient contre la reprise des paiements en espèces argent; dès 1893[2], la Russie avait cessé de frapper l'argent, pour le compte des particuliers. En 1897[3] on supprima même toute mention du métal argent sur le libellé des billets de crédit, qui furent déclarés, remboursables en or seulement. — En fait, cette question ne fut guère discutée dans les conseils de l'Empire, tant les inconvénients d'une reprise de paiement, en monnaie argent, auraient présenté d'inconvénients[4].

Le second point à résoudre, était la fixation définitive de la valeur du rouble-crédit, par rapport au rouble-or.

Ce rapport fut imposé par les faits; si, en effet, on examine les cours des 25 dernières années, depuis 1876, il semble bien que le cours de 66 2/3, auquel on s'arrêta définitivement, soit très rapproché de la moyenne : d'après les calculs de Marcus, le cours moyen du rouble, dans les 18 dernières années qui ont précédé la réforme, s'est maintenu à 64 copecks 67, et la moyenne arithmétique à 63 copecks 95[5]. Pour tenir compte des hausses, qu'avait parfois subies le rouble-crédit (qui, par exemple s'éleva, en 1890, à 82 copecks)[6], on préféra lui donner

billets de 100 roubles et de 10 roubles. Cela tient à ce que les opérations de banque et de bourse, se font, en général, par multiples de 10. Quant au nombre des petites coupures, il s'est maintenu à peu près au même chiffre; il a même, dans l'ensemble, légèrement diminué. Comme la prospérité publique a augmenté, il doit s'ensuivre que la vitesse de circulation de ces billets a dû, elle aussi, s'augmenter. Et, c'est bien ce qui ressort d'une communication de M. des Essarts publiée dans le *Journal de la Société de statistique* (Année 1895, p. 145 et suiv.), où l'on voit que la vitesse de circulation des billets de banque de Russie peut se coter suivant les coefficients suivants : de 1884 à 1887, le coefficient est de 8; il est de 9 de 1887 à 1893.

[1] Pages 535 et suiv.

[2] Oukase du 16 juillet 1893.

[3] Oukase du 14 novembre 1897.

[4] Par contre, cette question fut vivement discutée dans les milieux d'économistes, où les monométallistes et les bimétallistes firent valoir, successivement, leurs arguments.

[5] Cité par Lorini, *op. cit.*, p. 121.

[6] Voici les cours du rouble depuis 1885 : on trouvera les cours antérieurs aux pages 526, 530 et 532.

1885	63,34
1886	60,66
1887	55,68

Digitized by Google

une valeur un peu supérieure, celle de 66 copecks 2/3, valeur qui avait l'avantage d'être, à peu près, les 2/3 de celle du rouble-or. Si 66 copecks 2/3 valent 1 rouble-crédit, le rouble-or, soit 100 copecks vaut, par suite, $\frac{100}{66,2/3}$ soit 1 rouble-crédit 1/2. Cette parité avait déjà été admise par la Banque, depuis le mois de mai 1895, et s'était ainsi imposée à la circulation. Et il n'y avait plus qu'à conserver l'état de choses existant.

C'est ce que fit d'abord l'oukase du 8 août 1896, qui décréta le prix invariable du rouble-crédit, et stipula que, désormais, toutes les caisses publiques, chemins de fer et la Banque d'État, pourraient acheter et vendre des monnaies d'or russes, sur le pied de 1 rouble 1/2 crédit pour un rouble-or. Mais cette mesure était insuffisante, puisque l'on n'avait pas de monnaie d'or correspondant aux roubles-crédit, aussi l'oukase du 3 janvier 1897, vint-il combler cette lacune, en décrétant qu'on frapperait de nouvelles pièces d'or, valant 7 roubles-crédit 50 et 15 roubles-crédit, et portant l'indication de ces valeurs : ces pièces devaient s'appeler impériales et 1/2 impériales.

Et si l'on veut analyser la portée de cet oukase, on verra vite qu'il contient toute la réforme : puisque la Banque et les caisses publiques, vendent à guichets ouverts de la monnaie d'or, contre du papier-monnaie (sur la base de 1 rouble-or pour 1 rouble 1/2 crédit), c'est que ce dernier a cessé, précisément, d'être du papier-monnaie à cours légal et forcé, c'est que la Russie était enfin parvenue à réaliser cette réforme, tant de fois tentée depuis un siècle.

La décision capitale étant prise, il ne restait plus qu'à régler des points de détail, et c'est dans ce but que se réunit le conseil de l'Empire, le 27 février 1897.

La majorité du conseil[1] (parmi laquelle était le ministre des

1888	59,45
1889	65,88
1890	72,57
1891	66,76
1892	63,05
1893	65,27
1894	67,02
1895	67,05
1896	66,66

[1] Voir, au sujet de la réunion de ce conseil, le *Bulletin russe de statistique financière et de législation*, 1897, p. 132.

Digitized by Google

Finances) décida, par 20 voix contre 15, d'examiner ces questions à loisir, et d'en échelonner, pour ainsi dire, la solution. « Ces questions sont très graves, dit le procès-verbal, et il est nécessaire qu'elles soient résolues, pour parachever la réforme monétaire, et la mettre en harmonie avec l'ensemble de la législation existante... Ces questions doivent être envisagées dans leur relation avec la pratique et la situation actuelle de la Russie ». Cette opinion fut celle à laquelle se rangea l'Empereur : et ce ne fut qu'une année après, que la réforme put être terminée.

Un premier oukase du 29 août 1897, établit les principes sur lesquels reposerait, à l'avenir, l'émission des billets, et fixa la relation qui doit exister entre l'encaisse or et la circulation de papier. Désormais, dit le § 3, « les billets de crédit sont émis, sous garantie d'or, par la Banque ou l'État, dans la mesure strictement limitée par les besoins urgents du marché monétaire; le montant en or, servant de garantie aux billets de crédit, doit équivaloir à la moitié du montant des billets émis en circulation, si ce montant ne dépasse pas 600 millions de roubles. L'excédent des billets de crédit en circulation, au-dessus de 600 millions de roubles, doit être garanti par de l'or, à raison d'au moins un rouble par rouble ».

Ainsi, jamais il ne pourra y avoir en circulation plus de 300 millions de roubles non couverts, et ce papier sera émis par la Banque, dans la seule mesure où le besoin s'en fera sentir, pour assurer une circulation normale et aisée.

L'oukase du 14 novembre 1897, fut destiné à compléter celui du 3 janvier, en décidant la création d'une pièce d'or de 5 roubles-crédit, de sorte que la circulation or comprenait, à la fin de 1897 : *l'impériale*, qui vaut 15 roubles-crédit et 10 roubles-or, *la 1/2 impériale* qui vaut 7 roubles-crédit 1/2 et 5 roubles-or, et enfin *le 1/3 d'impériale* qui vaut 5 roubles-crédit. Il faut d'ailleurs bien entendre, qu'il n'existe pas d'autres pièces en or, que ces trois formes d'impériales : il n'y a pas de pièces de roubles-or, proprement dites, et si nous employons ce mot, ce n'est que comme terme de comparaison.

Le même jour, afin de mettre les billets de crédit en concordance avec la nouvelle monnaie d'or on modifia les indications inscrites sur les billets, qui désormais portèrent, au recto, la mention : « la Banque de Russie remboursera les billets

Digitized by Google

de crédit en monnaie d'or, sans limitation de somme (1 rouble = 1/15 d'impériale, et correspond à 17,424 dolis d'or fin[1])».

Le verso du billet se trouvait lui aussi modifié, et fut libellé de la façon suivante :

§ 1. — L'échange des billets de crédit de l'État, contre de la monnaie d'or, est garanti par toutes les ressources de l'État.

§ 2. — Les billets de crédit de l'État circulent, dans tout l'Empire, *au pair de la monnaie d'or*.

§ 3. — Les contrefacteurs seront punis... etc.

De ce second oukase, il y a surtout à retenir que, désormais, les nouveaux billets émis par la Banque, circuleront au pair de l'or : c'était proclamer la fin de la réforme.

Aussi depuis, ne rencontrons-nous plus que les deux oukases des 6 et 27 mars 1898.

Celui du 6 mars, se proposait d'imposer au marché international, pour les engagements de l'État, vis-à-vis des porteurs de ses titres, émis avant la réforme, ce cours de 1 rouble 1/2 crédit, pour un rouble-or. Désormais, en effet, on accepta, pour le paiement des droits de douane, les coupons de rente russe 4 0/0, tant échus qu'à l'échéance de 6 mois, ainsi que les titres sortis aux tirages de ladite rente, et cela sur la base de 1 rouble = 1/15 d'impériale; auparavant, les droits de douane ne pouvaient être payés qu'en impériales et 1/2 impériales-or[2].

Cette réforme, on le conçoit, était fort importante, pour les porteurs de titres russes, qui désormais surent, d'une manière définitive, le cours du change, applicable aux intérêts qui leur étaient dus (cours qui est celui de 1 rouble-or pour 1 rouble 1/2 papier), c'était, en quelque sorte, l'extention au marché international, du change fixe admis, depuis longtemps, pour l'intérieur.

L'oukase du 29 mars 1898, vint enfin régler la dernière question pendante, celle du sort qui serait réservé au métal-argent.

La difficulté était double : d'une part, on ne pouvait pas refuser

[1] Le doli vaut, en grammes, 0,0444, soit pour le rouble un poids de 0,774233.

[2] Cet oukase du 6 mars prévoyait également les conditions du remboursement des titres de rente 4 0/0 sortis au tirage. Le paiement devait s'en faire au cours du change à vue sur Saint-Pétersbourg, mais non au-dessous de certaines parités fixées : 100 r. = 266 fr. 67, c'est-à-dire jamais au-dessous de la parité 1 rouble-or = 1 rouble 1/2 crédit.

Digitized by Google

de recevoir, dans les caisses de l'État, le métal-argent, puisque ce dernier avait, depuis un siècle, pouvoir libératoire absolu, — et d'autre part, on ne pouvait plus lui maintenir ce pouvoir libératoire absolu, puisque toute la légitimité de la réforme reposait[1] sur la non-reprise des paiements en métal-argent. Pour résoudre cette difficulté, cet oukase décida, d'abord de limiter la circulation en monnaie-argent, qui désormais, ne put jamais excéder un nombre de roubles, triple de la population totale de la Russie.

Quant au pouvoir libératoire de l'argent, il fut ainsi réglé :

Les particuliers ne furent pas tenus de recevoir, pour chaque paiement, plus de 25 roubles en argent. Mais les caisses publiques durent accepter le métal-argent *sans limitation,* sauf pour l'acquittement des droits de douane, pour lesquels l'argent pouvait n'être accepté, que jusqu'à concurrence de moins de 5 roubles par paiement[2].

Enfin, dans son 3e paragraphe, cet oukase prescrivait de « libeller en roubles de 1/15 d'impériale, tous les calculs sur comptes, actes et transactions généralement quelconques, qui se faisaient jusqu'à présent en roubles-argent. »

III

Telle est, dans ses grandes lignes, la fameuse réforme de 1897. On le voit, elle peut s'analyser très simplement : « elle pourrait être libellée, dit de Witte dans son projet de loi de 1895, en un article unique ainsi conçu : la 1/2 impériale vaut 7 roubles 50 copecks-crédit ». Ainsi, l'unité qui a servi de base, ce fut, non pas le rouble-or (qui disparut), mais le rouble-crédit, — et c'est en roubles-crédit, sauf pour les paiements prévus en or, que l'on fut tenu de s'acquitter des anciennes dettes, c'est sur sa valeur

[1] Voir page 536.

[2] Il est évident, en effet, que vis-à-vis de l'étranger, le Gouvernement de la Russie pouvait se considérer comme moins engagé. Il y avait, d'autre part, lieu de craindre, qu'on ne fît ainsi entrer en Russie trop de métal-argent, alors qu'en même temps, le mouvement de numéraire nécessité par la solde de ces importations, pouvait entraîner une sortie importante de métal-or.

Digitized by Google

que fut basée celle de l'impériale, 1/2 et 1/5 d'impériale.

Désormais donc, et pour tous les engagements présents ou futurs des particuliers et de l'État, deux monnaies seulement, eurent pouvoir libératoire : les impériales et ses sous-multiples-or valant, 15 roubles, 7 roubles 50, 5 roubles-crédit, — et le rouble-crédit, qui n'existait qu'en papier. Quant au rouble-or, il n'était plus considéré comme étalon monétaire, et l'on retira les anciennes pièces, dites impériales de 5 roubles et de 10 roubles, qu'on remplaça par de nouvelles pièces, identiques quant au poids et au titre, mais portant comme inscription : 15 roubles et 7 roubles 50.

Un dernier point nous reste à considérer : quel fut le sort de cette réforme?

Le public, accoutumé de longue date, à l'usage exclusif du papier-monnaie, continua à lui conserver sa préférence, et l'or et l'argent, à peine sortis des caisses de l'État, eurent une tendance manifeste à y rentrer immédiatement. Le résultat fut que, par exemple en 1903, la Banque, par suite de nombreuses demandes de billets, se vit dans l'obligation d'en émettre pour 25 millions de roubles, billets qu'elle détruisit, aussitôt qu'elle en eut fait rentrer dans ses caisses, une quantité suffisante.

Si cette situation s'était prolongée, elle n'aurait pas été sans offrir un certain danger. Lorsque, en effet, la presque totalité de l'or reste ainsi immobilisée dans les caisses du Trésor et de la Banque, toute exportation un peu notable de métal se fait immédiatement sentir à la Banque et aux caisses de l'État : dès lors, pour sauvegarder l'encaisse, des mesures deviennent nécessaires comme l'élévation du taux de l'escompte, et de celui de l'intérêt pour les avances, et l'on sait combien de telles mesures peuvent être préjudiciables, à l'industrie d'un pays. Sans compter que le public, qui ne se sert que de billets, ne comprend rien à ces précautions, qu'il accueille avec méfiance, sinon avec hostilité. — Lorsqu'au contraire, une partie du métal jaune est en circulation, les exportations de monnaie sont ressenties immédiatement par tous, et leur effet étant supporté par plus de gens, devient moins sensible, et exige des mesures moins rigoureuses.

Pour habituer le public à la circulation métallique, le Gou-

Digitized by Google

vernement réduisit, autant que possible, les petites coupures, en même temps qu'il augmenta la circulation métallique. Ce procédé réussit : alors qu'en 1897, la valeur des billets en circulation, était de près de 1 milliard de roubles, elle descendit à 725 millions[1] en 1898, à 630 millions en 1899 (et dès ce moment les petites coupures avaient disparu), chiffre auquel elle s'est maintenue jusqu'en 1904. C'est donc, entre 1898 et 1903, une différence, dans le montant des émissions, de près de 370 millions de roubles, et, naturellement, la circulation effective a, pendant ce temps, diminué d'un chiffre à peu près identiquement égal, s'étant abaissée de 930 millions de roubles à 559 millions de roubles. — Voici, d'ailleurs, année par année, quel a été le montant total des billets de crédit en circulation :

1896.....	1.121.300.000	de roubles dont	981.600.000	en circulation.
1897.....	999.000.000	—	930.000.000	—
1898.....	725.000.000			
1899.....	630.000.000			
1900.....	630.000.000			
1901.....	630.000.000			
1902.....	630.000.000	en roubles dont	584.000.000	en circulation.
1903.....	630.000.000	—	559.000.000	—

D'un autre côté, la quantité d'or en circulation effective, s'est accrue, elle aussi, et d'une quantité supérieure. Sans doute, le stock, qui était de 1.470.000.000 en 1897, n'atteignait que 1.815.000.000 en 1903, soit une augmentation de 345 millions, mais la circulation effective de la monnaie métallique était devenue beaucoup plus importante, étant passée de 155.000.000 en 1897, à 727.300.000 en 1903, soit une augmentation de 572.300.000 roubles.

Le tableau suivant, dont les divers éléments sont empruntés aux rapports annuels du ministère des Finances russe, donne la composition de la circulation monétaire métallique russe, de 1896 à 1901 (en millions de roubles).

[1] Voir le rapport sur la réforme monétaire de De Witte, du 1er janvier 1899, *in fine*, auquel nous faisons, pour cette partie, de larges emprunts.

Digitized by Google

Années.	OR			ARGENT (au 0,900).
	Banque de Russie et Trésor.		En circulation.	
1896	1.205,5		37,5	123
		1.243		
1897	1.315		155	162
		1.470		
1898	1.146		445	190
		1.591		
1899	927		639,4	220,5
		1.566,4		
1900	807,8		684,5	222,8
		1.492,3		
1901	»		»	223,4
		1.525		
1902	927,5		737,3	220
		1.664,8		
1903	1.058,5		787	219
		1.815,5		

Cette diffusion progressive de l'or, a eu pour résultat, de ramener, de plus en plus, la Russie, au rang des pays à circulation monétaire saine, et sa situation aujourd'hui, est devenue normale : l'avenir de la réforme paraît donc assuré.

Nous en trouvons une autre preuve dans la situation présente[1].

A l'heure actuelle, où la guerre avec le Japon, nécessite la mise en œuvre de toutes les ressources financières de la Russie, le Gouvernement n'a pas voulu recourir au papier-monnaie : il a préféré émettre, à l'étranger, des bons du Trésor à court terme, remboursables en 5 ans, et rapportant un intérêt. Et, bien que le sort des armes paraisse contraire à la Russie, son crédit, pourtant, s'est maintenu assez ferme, pour que le ministre des Finances ait pu songer à abaisser, de 5 à 4 1/2 0/0, le taux de l'intérêt de la seconde série de ces bons, qu'il est obligé d'émettre. Aussi, beaucoup pensent que, si la Russie parvient à triompher dans la lutte engagée, ce sera surtout à cause du crédit que lui ont procuré les sages réformes financières, accomplies depuis 15 ans : tant il est vrai, que de bonnes finances, aident au succès de toute politique, comme de toute lutte.

D'ailleurs, la situation économique de la Russie s'est sensible-

[1] Janvier 1905.

Digitized by Google

ment améliorée, dans ces dernières années; sans doute les résultats généraux des budgets n'ont pas toujours été satisfaisants[1], mais cela tient à l'ensemble des crises qui ont sévi en 1897 et 1900. Si l'on prend les chiffres de 1892 et de 1902, on voit qu'au total le passif de la Russie est passé, en 10 ans, de 3.026.000.000 de roubles à 1.882.000.000[2] : cette amélioration est-elle due à la meilleure situation monétaire? On ne peut évidemment l'affirmer ; mais il est certain que, si une semblable réforme monétaire, exige d'abord, de la part de l'État qui l'entreprend, l'affermissement de son crédit, par un effet contraire, la seule promesse de ces réformes, est de nature à améliorer ce crédit. Et il est non moins certain, qu'un État à finances avariées, ne saurait prétendre jouer, dans la politique mondiale, un rôle important[3] : l'argent et le crédit étant devenus, à l'heure actuelle, des éléments indispensables de puissance.

Si maintenant nous voulons tirer de ce travail des conclusions, nous devrons constater, d'une part, la longueur de l'effort qu'a dû poursuivre le Gouvernement russe, pendant tout un siècle, et, d'autre part, que ces efforts auraient été vains, s'ils n'avaient été

[1] Résultats généraux des budgets de 1897 à 1902.

1897	Déficit de	22.122.000 roubles.
1898	Déficit de	82.452.000 —
1899	Excédent de	84.105.000 —
1900	Déficit de	88.477.000 —
1901	Excédent de	144.920.000 —

[2] Voici, d'après le rapport de De Witte au budget de 1902, la comparaison entre les situations en 1892 et en 1902 (exprimée en millions de roubles).

		1892	1902
Passif.	Dette à intérêt	4.731,6	6.479,8
	— sans intérêts	636,6	»
	— à divers	207,7	17,5
		5.389,2	6.497,3
Actif.	Chemins de fer	2.053,5	4.114,8
	Autres créances	309,4	500
		2.362,9	4.614,8

(Dans ces calculs n'entre pas le domaine agricole, fort important, et comprenant de très nombreuses forêts en exploitation).

[3] L'exemple de la France semble donner un démenti à notre assertion. Mais, son rôle à la fin du XVIIIe siècle, tient à des circonstances exceptionnelles. D'autre part on ne pourrait comparer le rôle que jouait le crédit en 1790, à celui qu'il joue dans les sociétés actuelles.

Digitized by Google

aidés, par des circonstances économiques, particulièrement heureuses[1].

Que cet effort ait été de très longue durée, cela n'a rien qui doive nous surprendre. Une telle réforme, en effet, passe nécessairement par un grand nombre de phases, avant de pouvoir être accomplie, et en Russie, où l'instruction est peu répandue, le mouvement des idées est généralement lent. Mais, même lorsqu'un gouvernement a résolu de revenir à une circulation monétaire saine, cela ne lui est pas toujours possible : pour réussir, il faut, commencer par améliorer la situation économique du pays, et cela ne se décrète pas, — tout au plus une politique sage peut-elle y aider. Le Gouvernement russe a été bien servi par les circonstances : le moment, où la réforme était prête à entrer dans la période d'exécution, correspond à une époque de prospérité universelle, et aucune guerre ne vint troubler l'exécution du plan, si difficile à mener à bonne fin.

Ces circonstances heureuses, le ministre des Finances a compris qu'il ne les retrouverait pas aisément, et cela explique sa politique actuelle, et l'opposition qu'il a faite à la création de papier-monnaie, spécial à la guerre contre le Japon. Certes la situation monétaire de la Russie, est maintenant assez satisfaisante, pour qu'il ait été possible de se permettre une légère infraction à l'oukase du 25 août 1897; mais, en une pareille matière, il faut être bien certain de l'avenir, pour ne pas subir l'entraînement fatal, et ne pas abuser de ce moyen si commode de se procurer des ressources; sans doute, la France, au moment de la guerre de 1870, a pu recourir à des émissions supplémentaires de billets de banque, mais nous n'étions pas, alors, dans la situation où se trouve aujourd'hui la Russie. Chez nous, l'expérience du papier-monnaie avait été d'assez courte durée; elle remontait à près d'un siècle, et ses fâcheuses conséquences étaient oubliées d'un public, qui n'avait jamais eu à en souffrir. La Russie, au contraire, sort à peine de sa crise monétaire, dont la génération actuelle a supporté les effets, et elle a mis près d'un siècle à revenir à une circulation saine : on ne pouvait pas ris-

[1] Il ne faudrait pas non plus oublier que l'exemple de la Russie, qui s'est vue contrainte d'adopter l'étalon d'or, constitue, pour les partisans du monométallisme-or, un argument d'une importance certaine.

Digitized by Google

[illegible] et [illegible] le résultat de tant [illegible].

[illegible] à la sagesse du Gouvernement, [illegible] le crédit de [illegible] en pleine crise. [illegible] le fond de ses affaires et l'intégrité même de [illegible] sa principale force : paissent les autres [illegible], qui ont encore une situation monétaire défavorable, mé[illegible] exemple[1].

CHAPITRE III

Historique du papier-monnaie en Autriche.

I

§ 1.

Le papier-monnaie eut, en Autriche, des origines assez curieuses. En 1761, le ministre des Finances[2] voulut permettre, aux petits capitalistes, de participer aux emprunts, afin d'en aider le placement, et d'en obtenir un classement plus rapide. Aussi, créa-t-on, des coupures de 25 et de 100 florins[3], portant, au dos, un tableau indiquant, jour par jour, leur valeur d'après le montant de l'intérêt échu, intérêt calculé sur le taux de 6 0/0. Bientôt, ces sortes de bons du Trésor circulèrent, comme de la monnaie, et cela d'autant plus facilement, que les caisses publiques étaient tenues de les recevoir, pour leur valeur intégrale, intérêts compris.

[1] Naturellement, une bonne circulation monétaire, n'est qu'un des éléments qui peuvent assurer le crédit d'une nation, mais c'est un élément presque indispensable, car une mauvaise circulation monétaire est l'indice d'un manque de sagesse et de prévoyance dans le Gouvernement, c'est le plus souvent un de ces signes qui permettent de diagnostiquer une mauvaise gestion financière.

[2] Le comte de Sinzendorf dirigeait alors les finances.

[3] Le florin vaut approximativement 2 fr. 50.

Digitized by Google

C'était donc bien du papier-monnaie, que l'on avait ainsi mis en circulation, avec cette sorte d'aggravation, toutefois, que ce papier-monnaie, dès son origine, n'avait pas une valeur fixe, mais une valeur variant jour par jour. On conçoit, avec quelle faveur devaient être accueillis ces bons, qui constituaient une véritable monnaie d'État, et une monnaie rapportant un intérêt; mais le Gouvernement s'aperçut, assez rapidement, du danger que présentait une telle méthode, et bientôt il supprima tout intérêt, et établit des coupures de 5, 10, 25, 50 et 100 florins; dès lors, le papier-monnaie entrait définitivement dans la circulation monétaire autrichienne : il devait falloir, près d'un siècle, pour revenir à une circulation monétaire saine!

Au début, ce papier, qui n'avait pas cours forcé, qui était peu abondant, fut aisément accepté, si bien que le ministre des Finances fit une seconde émission en 1769, puis une troisième en 1771. Néanmoins, la confiance dans le papier-monnaie ne s'ébranla pas, et le commerce continua de recevoir cette nouvelle monnaie, qui facilitait singulièrement les transactions; mais, dès 1785, le Gouvernement, engagé dans la guerre contre la France, et voyant ses besoins s'accroître constamment, perdit toute mesure, et recourut d'une facon si continue aux émissions d'assignats, qu'en 1796, il y en avait en circulation pour près de 50 millions de florins[1] : la conséquence fut une première dépréciation, et dès le courant de 1796, la prime de l'argent s'éleva à 0,25 0/0, c'est-à-dire que, moyennant 100 florins-argent, on obtenait 100 florins 1/4 papier. On crut pouvoir enrayer cette dépréciation, en décrétant le cours forcé : le résultat fut, naturellement, le contraire de ce qu'on attendait, et la dépréciation s'accentua très rapidement, en même temps d'ailleurs que le Gouvernement, obligé de faire face aux nécessités de la guerre, augmentait le chiffre de ses émissions; en 1800, la dépréciation dépassait 15 0/0, avec une circulation de plus de 200 millions de florins. Le ministre des Finances, se souvenant de la facilité avec

[1] Exactement 46.800.000 florins (d'après de Mülinen, *Les finances de l'Autriche*, 1875, p. 124 et suiv.). Or, ces 50 millions de florins, font environ 125 millions de notre monnaie : on peut considérer ce chiffre comme étant assez modeste, surtout lorsqu'on le compare à celui de nos assignats, dont la première émission, seule, s'est élevée à 400 millions de francs (avec, il est vrai, la garantie des biens nationaux).

Digitized by Google

laquelle, moins de 10 ans auparavant, tous les billets étaient absorbés par la circulation monétaire, espéra revenir à un tel état de choses, en créant des billets de 1 et de 2 florins, qui permettaient, à cette nouvelle monnaie de papier, de mieux se plier aux différents besoins de la circulation. Ce remède eut, quelque temps, un heureux effet, et entre 1800 et 1801[1], la dépréciation du papier-monnaie ne subit aucun changement, bien que, pendant ce temps, la circulation du papier-monnaie ait augmenté de 60 millions de florins. Mais cette situation ne se maintint pas longtemps, et la chute de la valeur du billet s'accéléra rapidement, sous l'influence d'un très grand nombre de circonstances. D'abord, les nécessités de soutenir la lutte contre la France, contraignirent le Gouvernement à de nombreuses émissions, et ainsi, la circulation fiduciaire, passa de 200 millions de florins, au commencement de 1800, à 400 millions, à la fin de 1805. — En outre, la paix de Lunéville[2], le traité de Presbourg[3], en enlevant à l'Autriche de nombreuses provinces[4], eurent pour résultat, de faire rentrer en Autriche, tous les billets qui circulaient dans les provinces perdues, et par conséquent, la quantité de billets en circulation, se trouva trop abondante, pour un pays

[1] Voici, d'après le livre cité de De Mulinen (p. 125), les tableaux des dépréciations et de la circulation fiduciaire, entre 1796 et 1811.

Années.	Valeur en papier de 100 florins-argent.	Circulation fiduciaire (en millions de florins).
1796	100,35	46,6
1797	102	74,2
1798	101	91,9
1799	107	141
1800	115	200,9
1801	116	262
1802	120	337,2
1803	133	339,2
1804	135	337,6
1805	146	377,1
1806	175	449,8
1807	202	487,6
1808	222	524,2
1809	315	650,9
1810	552	995
1811	833	1.061

[2] 9 février 1800.

[3] 26 décembre 1805.

[4] Ces traités enlevaient, à l'Autriche, toutes les provinces italiennes (Toscane, Piémont, Venise) avec, en plus, la Dalmatie.

Digitized by Google

diminué. — D'un autre côté, la loi de Gresham produisit ses effets ordinaires, et la disparition du numéraire contribua, naturellement, à précipiter cette baisse du papier-monnaie. — Enfin, il ne faut pas oublier, que la France, dont le rôle fut, à cette époque, si considérable dans le monde, venait de faire une expérience désastreuse des assignats, et ce souvenir, si récent, n'était pas de nature à inspirer confiance aux porteurs de billets.

Dès 1806, le florin-assignat avait perdu la moitié de sa valeur; de nombreux projets furent alors mis en avant, pour rétablir, dans les finances, l'ordre indispensable, mais la guerre se poursuivant, il fallut, quand même, continuer les émissions, et à la fin de 1811, le florin ne valait plus que le 1/12 de sa valeur, et se dépréciait tous les jours : la circulation était alors supérieure à 1 milliard de florins. Il est assez intéressant de noter ici, que, souvent, ces émissions ne se faisaient pas directement; c'est ainsi, par exemple, que le Gouvernement ayant décrété la remise au Trésor de tous les objets d'argent ou d'or (vaisselle, bijoux, vases sacrés...) existant dans l'Empire, on décida de payer les propriétaires de ces objets, soit en obligations de l'emprunt-loterie émis en 1810, soit en billets d'État, sur la base de 3 florins-papier, pour une valeur de 1 florin-métal.

Une telle situation, qui paralysait tout commerce, tout effort, qui causait la ruine de tous, ne pouvait se prolonger. Profitant de la paix, l'Empereur François Ier réunit, à Vienne, une commission de délégués, chargée de découvrir le remède indispensable. Et le seul moyen qu'on crut pouvoir adopter, ce fut de décider le remplacement des billets de banque, par des billets, dits de remboursement (Einlösungsscheine), sur la base de cinq billets de banque, pour 1 billet de retrait, autrement dit, c'était une faillite de 4/5. Ces billets de remboursement étaient garantis par la valeur de tous les biens ecclésiastiques[1], que l'on devait

[1] Il est inutile de rappeler ici, l'identité des phases, par lesquelles sont passées la France, la Russie et l'Autriche.

L'expérience des mandats territoriaux n'avait pourtant, chez nous, qu'assez médiocrement réussi, et leur valeur s'était trouvée bientôt aussi réduite que celle des assignats eux-mêmes : et cependant, moins de 15 ans après, l'Autriche recourt à ce remède, si peu efficace chez nous : cela montre bien l'unité, en quelque sorte, de la marche de l'évolution, que doit subir un pays, pour sortir d'un régime de mauvaise monnaie.

Rappelons aussi, qu'en Autriche cette faillite sur le papier-monnaie, fut accompagnée d'une faillite sur la dette perpétuelle, dont les intérêts furent réduits de 50 0/0.

Digitized by Google

vendre, afin de remettre du numéraire en circulation, et de ramener les nouveaux billets au pair, — ce qui paraissait d'autant plus facile, que la valeur des billets en circulation, se trouvait diminuée des 4 5[1]. Mais, en Autriche comme en France, les billets de remboursement subirent le sort des autres billets, et se déprécièrent immédiatement. D'ailleurs, dès 1812, la guerre recommença, et force fut de recourir de nouveau à l'émission de papier-monnaie ; de 212 millions (environ) de florins en 1811 (déduction comprise), la valeur des billets en cours, s'éleva à près de 639 millions, en 1816, et naturellement la dépréciation s'augmenta considérablement; alors qu'en 1812, le billet de remboursement ne perdait que 37 0/0 de sa valeur, en 1816[2], il perd plus des 2 3. Ces billets d'ailleurs, n'étaient plus, en partie, des Einlösungsscheine, que de nom. Comme on n'avait plus aucun gage à offrir, on mit en circulation d'anciens billets (Banco-Zettel), qu'on échangea ensuite contre des Einlösungsscheine, garantis par les impôts futurs, escomptés pour les 12 années à venir (Loi du 15 avril 1813). En outre, à partir de 1815, le Gouvernement avait fait ses émissions sans en prévenir le public, espérant ainsi éviter la dépréciation trop rapide de son papier.

Dès la paix conclue, il parut indispensable de réagir énergiquement contre un semblable régime, qui paralysait, dans le pays, tout commerce, et avait causé d'innombrables ruines. Et le remède, là aussi, parut être dans la création d'une banque nationale, substituant son crédit à celui de l'État, offrant des garanties sérieuses contre les abus d'émissions, capable, en un mot, de faire renaître la confiance nécessaire, pour fixer le cours du papier-monnaie, et rétablir une circulation saine.

Toutefois, on essaya, auparavant, de fixer, par décret le cours

[1] Elle se trouvait ramenée, exactement, à 212.160.000 florins.

[2] Voici les cours du papier et les mouvements de la circulation fiduciaire, de 1812 à 1817.

Années.	Valeur en papier de 100 florins-argent.	Circulation fiduciaire (en millions de florins).
1812	137	212.1
1813	183	295,6
1814	228	457,6
1815	351	610,1
1816	328	638,7
1817	333	438,7

Digitized by Google

du papier-monnaie à 250 florins pour 100 florins-argent : c'était reconnaître officiellement, que le papier-monnaie, qui avait déjà perdu une première fois les 4/5 de sa valeur, se trouvait encore déprécié de 60 0/0; par conséquent, celui qui aurait possédé 100 florins-papier, en 1796 (alors que le papier était au pair) aurait vu sa fortune se réduire à $\frac{100}{5}$ florins en 1811, soit 20 florins, puis en 1816 à $\frac{100 \times 20}{250} = 8$ florins-argent.

Dans la pratique (et nous nous servirons de cette notation), on désigna par le nom de Wiener-Währung (monnaie de Vienne), ou par abréviation W.-W., la monnaie de papier, — et par le nom de monnaie conventionnelle[1], ou M. C., la monnaie métallique.

§ 2.

Ce fut le 1er juin 1816, que fut fondée la Banque nationale autrichienne.

Le premier but que l'on devait tenter d'atteindre, c'était, évidemment, le retrait des billets d'État dépréciés, afin de pouvoir (le cas échéant, et dans les limites des besoins de la circulation), les remplacer par des billets de banque. Aussi, décida-t-on, que le versement des actionnaires se ferait de la façon suivante : 2.000 florins en billets de monnaie de Vienne, ou d'anticipation, — et 200 florins de monnaie conventionnelle; le papier ainsi rentré fut détruit. En outre, on offrit au public d'échanger son papier-monnaie, contre des billets de banque, sur la base de 140 florins-banco, pour 40 florins en billets de banque et une obligation de 100 florins en monnaie conventionnelle (M. C.), rapportant 1 0/0 d'intérêt. Ainsi, on espérait à la fois assainir la circulation, dont on réduisait le montant, et introduire une monnaie capable d'inspirer confiance.

Mais les porteurs, heureux de voir se substituer comme débiteur, une banque, paraissant reposer sur des bases solides, à l'État, qui, à deux reprises, avait fait des faillites aussi désastreuses, se précipitèrent aux guichets de la Banque, pour demander l'échange. Et les retraits furent si nombreux, qu'au bout

[1] Il s'agit ici de la monnaie déterminée par la convention de Vienne de 1753.

Digitized by Google

de quelques jours, il fallut limiter à 7.000 florins par jour et par personne[1], puis arrêter enfin, totalement, ces échanges. Toutefois, la Banque s'engagea à mettre en circulation, par mois, 2 millions de florins de billets de banque, et 5 millions de florins d'obligations. De son côté, l'État, afin d'indemniser la Banque, fit un emprunt, permettant de retirer 130.000.000 de florins-banco.

Et le résultat fut, qu'en 1820, la circulation des billets se trouva ramenée à environ 450 millions de florins (W. W.)[2]; on résolut alors d'accentuer les retraits, en même temps que l'on admit définitivement, pour le cours du florin W. W., la base adoptée depuis 1816, de 250 florins W. W. pour 100 florins M. C. Grâce à cet effort, dans les deux années 1820 et 1821, la Banque put retirer pour 136.300.000 de florins W. W., et l'on osa prévoir le moment, où l'on aurait réalisé la disparition complète du papier-monnaie émis par l'État. — Comme compensation du sacrifice ainsi consenti, l'État se chargeait de toute une série d'engagements.

D'abord, afin de consolider le crédit de la Banque, le Gouvernement prenait, pour son compte, au prix de 610 florins M. C. par action, les 50.000 actions[3] de la Banque, qui n'avaient pu être placées dans le public. De même, il s'engageait à payer en monnaie courante, le reste des obligations encore disponibles[4].

D'autre part, afin de rembourser à la Banque les avances consenties par elle, on lui remit une première provision de 10.000.000 de florins M. C., et on laissa à sa disposition 30.000.000 de florins M. C., dont elle devait pouvoir user, au fur et à mesure de ses besoins.

L'ensemble de ces ressources, permettait de retirer de la circulation 40.000.000 de florins M. C. (soit 100.000.000 de florins W.-W.) : il restait donc encore, dans le public, 350.000.000 de florins W.-W., (ou 140.000.000 florins M. C.), pour l'amortissement desquels il fallait prévoir d'autres procédés; pour ceux-ci, on décida de remettre à la Banque, une somme de 140.000.000

[1] En Russie le même phénomène s'est produit, et a empêché, là aussi, la réussite de la tentative faite pour revenir à une circulation saine.

[2] Soit 180.000.000 de florins M. C.

[3] Exactement 49.379.

[4] Il y en avait pour 23.232.000 florins.

Digitized by Google

de florins M. C. en obligations 5 0/0, et, aux intérêts, on devait ajouter annuellement, 1.400.000 florins M. C. pour l'amortissement.

Tel était l'ensemble du plan, que l'on se promettait de suivre strictement[1]. Malheureusement, les difficultés avec le Gouvernement de Naples, vinrent faire échouer ces projets, et pressé par des besoins d'argent[2], non seulement le Gouvernement ne put pas remplir ses engagements vis-à-vis de la Banque, mais il dut même lui emprunter de l'argent. Et pour cela, il émit des sortes de bons du Trésor à trois mois (Zentralkassen-Anweisungen), que la Banque était obligée d'accepter, comme du papier de commerce, au taux ordinaire. A l'échéance, l'État se trouva dans l'impossibilité de réaliser ses promesses, et sa dette vis-à-vis de la Banque, s'accrut, dans des proportions assez considérables, et passa de 6.000.000 florins M. C. en 1822, à 30 millions en 1830[3].

De 1830 à 1848, période de paix intérieure et extérieure, l'Autriche reprit ses opérations d'échange des billets d'État contre des billets de Banque, et en 1839, il ne resta plus en circulation que 13 millions 1/2 de florins M. C.[4]. Au total, entre 1815 et 1847, la circulation fut allégée d'une somme globale de 669.003.087 fl. W. W.[5]. — Et comme en 1815, cette circulation était de 678.715.925 fl. W. W. (se décomposant en 610.000.000 florins en Einlosungsscheine, et 68.000.000 en Banco-Zetteln), on voit

[1] Ce plan paraissait d'autant plus facile à suivre, que l'Autriche reçut, à la paix de 1815, une forte indemnité de guerre.

[2] Ce qui augmenta encore les embarras financiers, ce fut une loi de 1818 qui essaya de revenir sur la faillite de 1811, en ce qui concerne la dette consolidée, à laquelle on voulut rendre le taux d'intérêt primitif (Voir sur les résultats de cette opération, l'*op. cit.* de De Mülinen, p. 101 et suiv.).

[3] Voici, d'après le livre de A. Baure, *Histoire de la politique monétaire*, p. 162, quel a été l'accroissement de la dette de l'État, envers la Banque, entre 1822 et 1828.

1822	6.000.000	Fl. M. C.
1823	10.000.000	—
1826	20.000.000	—
1835	30.000.000	—
1842	24.000.000	—
1845	20.000.000	—
1848	30.000.000	—

[4] Chiffre qui ressort des tableaux statistiques (*tabellen*), publiés par le ministère des Finances de Vienne en 1892.

[5] D'après l'*op. cit.* de De Mülinen, p. 127.

Digitized by Google

que, en 1847, il ne restait plus que 9.712.138 fl. W. W. en circulation : l'échange des billets pouvait donc être considéré comme accompli, et de fait, en mars 1848, les billets de banque, qui n'avaient pas cours forcé, atteignirent le pair, et ce qui restait de billets d'État, apparut à peine dans la circulation.

Survinrent les événements de 1848 : le Gouvernement, n'hésita pas à recourir à l'émission du papier d'État, d'assignats, ayant cours forcé, et la situation empira rapidement : la Banque, étant obligée de recevoir dans ses caisses ce papier-monnaie, et devant échanger, à guichets ouverts, ses billets de banque contre de l'argent, vit son encaisse rapidement diminuer; elle essaya d'enrayer ce mouvement, en ne remboursant plus que 25 florins par personne, mais ce procédé fut insuffisant, et dès le 22 mai, on fut contraint de décréter le cours forcé des billets de banque.

Dès lors, la baisse de la valeur des billets d'État et de Banque s'accentua, cependant que, par la loi de Gresham, la monnaie droite sortait du pays. En vain, interdit-on l'exportation de l'or et de l'argent : le mouvement ne s'en continua pas moins. Bien plus, le billon lui-même sortit, et à un moment donné on manqua de monnaie d'appoint, et dans le commerce, on prit l'habitude de couper les billets de 1 florin, en 2 ou 4 parties, valant chacune 1/2 ou 1/4 de florin. Pour remédier à cette situation, le Gouvernement, après avoir émis des billets de 2 et 1 florins, en mit en circulation d'autres de 6 et 10 kreutzers, que l'on appela « Münzscheine » (qui devaient subsister jusqu'en 1870).

En outre, la loi du 18 avril 1848, créa des billets hypothécaires, appelés « certificats des salines » (Salinenscheine), n'ayant pas cours forcé, rapportant un intérêt, et garantis par les revenus des mines riches de Gmund, Reichenhall, etc... On en émit pour 30 millions de florins M. C. en 1848[1].

Dès 1851, le Gouvernement sentit le danger qu'il y avait à poursuivre ces émissions. Il résolut de reprendre l'amortissement, et commença par rembourser les billets d'État qui se trouvaient dans les caisses de la Banque, espérant ainsi, pouvoir

[1] Les certificats de salines ont subsisté jusqu'à maintenant. Ils constituent une ressource du Gouvernement, pour les besoins urgents et extraordinaires. — Comparez les billets d'anticipation, créés par la loi du 15 avril 1813.

Digitized by Google

supprimer le cours forcé des billets de banque, et faire rentrer, par suite, une partie de la monnaie métallique.

Par le règlement du 23 février 1852, on décida de remettre à la Banque (qui avait à cette époque pour plus de 46.000.000 de florins de papier-monnaie en caisse) des certificats de saline, qu'on promettait d'amortir rapidement[1], — puis, en 1854, on résolut d'étendre l'opération de remboursement, et on décréta que le papier-monnaie d'État serait remboursable en billets de banque (loi du 23 février 1854)[2]. Comme il y avait en circulation, pour environ 150.000.000 de florins de billets d'État, que d'autre part, l'État avait déjà une dette assez lourde envers la Banque (de 268.000.000 de florins, en septembre 1854)[3], le ministre des Finances, baron de Bruck, obligé de se procurer des sommes considérables, se vit contraint de recourir à un grand emprunt national de 500.000.000 de florins. Sur cet emprunt, 188.000.000 de florins étaient destinés à la Banque, et le reste devait être transformé en numéraire et mis en circulation. Malheureusement les événements d'Orient obligèrent le Gouvernement, non seulement à ne pas procéder à l'amortissement promis, mais même à emprunter à la Banque, successivement 80.000.000 de florins en 1854, puis 20.000.000 en 1855, et à accroître la quantité des billets de banque, qui fut portée jusqu'à 611.000.000 de florins. Le résultat de ces opérations, fut une augmentation notable de la dette publique, et de la dette vis-à-vis de la Banque, qui passa de 268.000.000 de florins, à 315.000.000 de florins. — Il est vrai, par contre, que l'on n'avait pas eu recours, pendant toute cette période, à de nouvelles émissions de papier-monnaie d'État[4].

En 1857, se réunit, à Vienne, une grande conférence monétaire, groupant, avec l'Autriche, tous les États du Sud de l'Allemagne, et où l'on décida, qu'aucun des États contractants ne pourrait émettre de papier-monnaie, sans avoir une réserve métallique suffisante, pour pouvoir, le cas échéant, rembourser en espèces, sa circulation de papier. On se mit donc à l'œuvre, pour supprimer le cours forcé. Déjà, dès octobre 1855, le Gou-

[1] Cette opération fut liée à une série de conversions, de fusions de dettes anciennes.

[2] Bien entendu, les billets de banque continuaient à avoir cours forcé et cours légal, et n'étaient pas remboursables en espèces.

[3] Soit 670.000.000 de francs.

Voici, à titre d'indication quels ont été, entre 1848 et 1860, le montant de la cir-

Digitized by Google

vernement avait réduit sa dette vis-à-vis de la Banque, en lui abandonnant des terrains, valant 156.000.000 de florins, amortissant ainsi les 155.000.000 de florins, avancés par celle-ci à titre provisoire.

Pour l'avenir, on résolut de ne plus émettre, à partir du 1er novembre 1858, que des billets de banque remboursables en argent[1], et dont, un tiers devait être couvert par de la monnaie métallique, et les deux autres tiers, par des titres remis à la Banque. Et, pour témoigner qu'il ne s'agissait pas là de promesses vaines, on donna à la Banque, à la fin de 1858, 30.000.000 de florins en espèces, et 23 millions de billets hypothécaires, en même temps que, par le décret du 6 septembre 1858, on supprimait le cours forcé. — A ce moment (1er janv. 1859), la situation était la suivante : il y avait en circulation 370.022.000 florins-papier, contre un portefeuille commercial de 260.785.000 florins, soit une couverture de 70 0/0[2].

Mais la guerre d'Italie, empêcha de poursuivre l'exécution de ce projet de remboursement; dès le 29 avril 1859, le cours forcé fut rétabli; bien plus. il fallut emprunter à la Banque, et on lui demanda, successivement, 133.000.000 de florins, puis

culation *des billets d'État*, ainsi que les primes de l'argent sur le papier (d'après l'*op. cit.*, de Beaure, p. 166).

ANNÉES.	CIRCULATION DES (en millions de florins).			PRIME DE L'ARGENT sur le papier	
	Münzsch.	Billets d'Etat	Salinensch.	Cours le plus haut.	Cours le plus bas.
1848	.....	.....	30	17	1
1849	25	62,6	40	27	5
1850	28,4	134,2	.....	50	11
1851	19,6	180,4	.....	34	16 3/4
1852	11,8	145,3	.....	25	10
1853	23,7	140,2	.....	16 3/4	7 3/4
1854	.....	.....	.....	46 1/2	14 3/4
1855	.....	.....	.....	29 1/4	9 1/8
1856	.....	.....	.....	13 1/2	1 1/4
1857	.....	.....	.....	9 1/3	3 7/8
1858	.....	.....	.....	6 3/4	0 1/4
1859	.....	.....	.....	53 1/5	0 1/4

[1] Selon les conditions de la convention de Vienne de 1857.

[2] D'après Horn, *Annuaire international du crédit public*, année 1861, p. 331.

Digitized by Google

20.000.000, qui devaient être couverts par des emprunts, l'un intérieur, l'autre fait à Londres. Naturellement, ces opérations diminuèrent, dans des proportions notables, l'encaisse métallique de la Banque, et cela, d'autant plus que, pendant la période de six mois, où le cours forcé avait été suspendu, il était sorti pour environ 13.000.000 de florins argent[1]. Aussi se trouva-t-on contraint de se servir, pour effectuer les paiements à l'étranger, de toute la monnaie disponible, y compris la monnaie d'appoint[2], qui, comme en 1848 ne tarda pas à faire défaut, de sorte que le Gouvernement [3], fut obligé d'émettre, en 1860 (loi du 17 novembre), pour 12.000.000 de florins de Münzscheine, sous la condition, toutefois, qu'une somme égale de billets de banque serait retirée ; cette somme se trouva insuffisante, on la dépassa de 500.000 florins, et en 1862, il y en eut, en circulation, pour plus de 13.000.000 de florins[4].

Résultat : le billet, qui était au pair, en 1859, perdit, en moyenne, 25 0/0 de sa valeur, en quelques mois, et la dette de l'État, vis-à-vis de la Banque, passa de 135.000.000 en 1874, à près de 290.000.000 en 1860[5].

[1] Il est vrai que, pendant cette période, il était rentré environ 10.500.000 florins métal.

[2] Monnaie d'appoint conforme à la convention de Vienne de 1857, et ayant cours dans tous les pays de l'Allemagne du Sud.

[3] Cette monnaie d'appoint fut faite en pièces de 10 kreutzers, ayant force libératoire jusqu'à 1 florin ; l'émission totale ne devait pas dépasser 12.000.000 de florins. Quelque temps, avant, le Gouvernement avait émis pour 60.000.000 de Salinenscheine.

[4] Voici, d'ailleurs, pour la période 1860-1870, quelles ont été les émissions des différents papiers d'État, avec la prime de l'argent.

Années.	Circulation (en millions de florins)			La prime de l'argent sur le papier	
	de Munz.	de papier-monnaie.	de Salinens.	varie entre	et entre
1860	»	»	60	44 1/3	24 5/8
1861	12,5	»	»	50,03	35,62
1862	13,1	»	»	38,67	17,19
1863	10	»	100	18,84	10,16
1864	5,4	»	»	19,82	13,39
1865	3,6	»	»	14,28	5,39
1866	9,5	215,8	»	29,75	1,75
1867	12	301,1	99	30	18,75
1868	9,6	298,3	90	18,75	11,25
1869	4	315,1	90	22,38	18,06
1870	»	352,1	60	25,40	18,48

[5] Pour résumer l'ensemble des opérations entre la Banque et l'État, dont nous

Digitized by Google

Le successeur de M. Brück, M. de Plener, se proposa, tout d'abord, de réduire cette dette vis-à-vis de la Banque; pour atteindre ce but, il se servit, notamment, de l'indemnité versée, en 1857, pour la cession de la Lombardie (soit 42.000.000 de florins argent), — des 35.000.000 de florins, représentant la part

venons de donner le détail, voici, emprunté à la statistique de Horn citée, un tableau indiquant les mouvements de la dette de l'État vis-à-vis de la Banque, de 1848 à 1861.

ANNÉES.	1848	1849	1850	1851	1852	1853	1854
Dette consolidée	82,5	80 4	77,9	75,2	72,5	69,7	67,7
Bons de la caisse centrale	50	50	50	50	39,5	»	»
Dette nouvelle (6 décembre 1849)	»	48	57,4	24.4	7,5	»	»
Dettes remboursables d'origines diverses	»	»	4	0,8	2,2	»	»
Papier-monnaie en caisse	»	»	16	46	23,8	»	»
Dette du 23 février 1852	»	»	»	»	»	61	55
Dette constituée par la constitution du 23 février 1854	»	»	»	»	»	»	»
Avances sur l'emprunt de 1854	»	»	»	»	»	»	»
Dette constituée par la convention du 18 octobre 1855	»	»	»	»	»	»	»
Avances sur l'emprunt du 28 avril 1859	»	»	»	»	»	»	»
Avances sur l'emprunt de Londres de 1859	»	»	»	»	»	»	»
TOTAL	132,5	178,4	205,3	196,4	145,5	130,7	121,7

ANNÉES	1855	1856	1857	1858	1859	1860	1861
Dette consolidée	63,6	60.5	57,1	53,7	50,5	46,9	43,0
Bons de la caisse centrale	»	»	»	»	»	»	»
Dette nouvelle (6 décembre 1849)	»	»	»	»	»	»	»
Dettes remboursables d'origines diverses	»	»	»	»	»	»	»
Papier-monnaie en caisse	»	»	»	»	»	»	»
Dette du 23 février 1852	55	»	»	»	»	»	»
Dette constituée par la convention du 23 février 1854	95,6	37.7	3,1	»	»	»	»
Avances sur l'emprunt de 1854	80	»	»	»	»	»	»
Dette constituée par la convention du 18 octobre 1855	»	155	152,5	150,1	95,2	93,2	88,5
Avances sur l'emprunt du 28 avril 1859	»	»	»	»	»	126,7	94,3
Avances sur l'emprunt de Londres de 1859	»	»	»	»	»	19	19
TOTAL	294,2	253,2	212,7	203,8	145,7	285,8	244,8

Digitized by Google

de la dette afférente à la Vénétie, cédée en 1866 à l'Italie, — et des 3.000.000 de florins, pour cession à la Prusse, des droits de l'Autriche sur le Luxembourg (Traité de Gastein de 1865). Puis, il fondit les dettes flottante et consolidée, en une dette consolidée unique, qui devait être amortie au moyen d'un emprunt subséquent, — sauf toutefois, une somme de 80.000.000 de florins, qu'une convention intervenue entre la Banque et l'État, en 1865, stipula devoir rester entre les mains de l'État, comme prêt ne portant pas intérêt, pendant toute la durée du monopole d'émission de la Banque. En échange de ces 80.000.000, on accordait, en effet, à la Banque, le monopole de l'émission des billets; mais ce monopole se limitait aux billets de 10 — 100 — et 1.000 florins, l'État se réservant la faculté d'émission, des billets au-dessous de 10 florins, ainsi que de ceux d'une valeur de 11 à 99 florins.

Ces opérations purent être menées à bien, et en 1866, la dette de l'État, vis-à-vis de la Banque, se trouva réduite à ces 80.000.000 de florins[1]; on résolut, alors, de reprendre les paiements en espèces, et, pour assurer le succès de cette tentative, la Banque s'engagea à ce que, toute somme dépassant 200.000.000 de florins papier, mise en circulation, fût couverte par sa valeur intégrale, en argent ou en valeurs bancables. — A ce moment (fin de 1865) la circulation, en billets de banque, était de 298.000.000 de florins, l'encaisse de 148.000.000 de florins[2], et la prime de l'argent sur le billet de 3 0/0 environ.

Malheureusement, une fois encore, les événements vinrent déjouer toutes les prévisions. La guerre avec la Prusse nécessita une émission de 300.000.000 de billets d'État[3], et 100.000.000

[1] Voici d'après l'*op. cit.* de De Mülinen, p. 144, quels ont été les mouvements de la dette de l'État vis-à-vis de la Banque, entre 1862 et 1867. (A partir de 1867 la dette est restée fixée à 80.000.000 de florins).

1862	229.872.186
1863	195.619.374
1864	174.416.148
1865	142.930.219
1866	140.000.000
1867	80.000.000

[2] Toutefois, on avait poursuivi l'émission des Münzscheine, mais pour des sommes relativement infimes (voir le tableau en note de la page 571). Rappelons que ces billets n'étaient pas des billets de Banque, mais des billets d'État.

[3] Y compris les Münzscheine.

Digitized by Google

de billets hypothécaires[1]; toutefois, la loi fixa comme chiffre maximum 312.000.000[2], et le Gouvernement eut le courage de ne pas contraindre la Banque à lui avancer de nouvelles sommes; plutôt que de dépasser le chiffre qu'il s'était fixé, il préféra recourir, en 1866, à un emprunt en monnaie fiduciaire, au taux très élevé de 8,5 0/0; ainsi il se procura 50.000.000 de florins, moyennant un emprunt d'une valeur nominale de 84.000.000 de florins. Mais le marché n'étant pas inondé d'assignats, les cours du papier ne subirent pas d'effondrement; alors qu'au moment de la guerre d'Italie, la baisse avait atteint 50 0/0, elle ne fut que de 20 à 30 0/0[3], en 1866.

Aussi, recueillit-on les fruits de cette sage politique : l'emprunt domanial de 1867 put être réalisé, dans des conditions assez avantageuses[4], et, malgré une lourde indemnité de 30.000.000 de florins argent remise à la Prusse, dès 1868 l'équilibre économique se trouva rétabli en Autriche.

II

§ 1.

La question du remboursement des billets se posait toujours : alors, on s'aperçut, que, jusqu'à présent, le concours de la Banque avait été un concours plutôt onéreux, et que c'étaient à d'autres procédés que l'on devait recourir, si l'on voulait sortir définitivement du cours forcé. La Banque, en effet, avait des intérêts exactement contraires à ceux de l'État : plus on lui faisait augmenter sa circulation, et plus il fallait lui remettre de garanties, et ainsi elle touchait des intérêts, pour des valeurs en papier, qui ne lui coûtaient rien; d'autre part, l'État, étant son principal client possible, le crédit de l'un se mêlait étrangement au crédit de l'autre, de sorte que l'on avait des billets de Banque,

[1] Voir le tableau page 571.

[2] L'État pouvait émettre en plus, 100.000.000 de florins en bons du Trésor à courte échéance, et dans le cas, où on ne trouverait pas preneur, pour tout ou partie de ces 100.000.000, le Trésor était autorisé à émettre du papier-monnaie, pour toute la valeur des bons non souscrits.

[3] Voir le tableau page 571.

[4] Cet emprunt fut fait au taux réel de 7,3 0/0, alors que l'année précédente, on avait emprunté sur le même marché de Paris, au taux réel de 8,1 0/0.

Digitized by Google

garantis par l'État, et pour lesquels ce dernier payait un intérêt.

Il importait de mettre fin à cet état de choses. On comprit que l'émission d'assignats, causée par une mauvaise situation économique, ne pouvait être enrayée que par l'État lui-même, et que c'était en améliorant le crédit de la nation, en développant ses forces économiques, que l'on pourrait revenir à une circulation monétaire saine.

Ce fut sur les budgets, que se tourna d'abord l'attention du Gouvernement : c'est un axiome bien connu, que de bonnes finances, seules, peuvent permettre la prospérité d'un pays.

Pendant toute la période qui va de 1831 à 1847, le déficit total[1] avait été de 143.000.000 de florins, soit 8.450.000 florins par an ; de 1848 à 1859, le déficit global s'éleva à 1.232.525.000 florins, soit plus de 102.000.000 de florins par an ; de 1860 à 1865[2], la situation ne paraît guère s'être améliorée : par exemple, le budget de 1865, que nous avons sous les yeux, semble accuser un déficit de 59.734.000 florins.

A partir du 1er janvier 1868, commença le dualisme, qui séparait les destinées financières de l'Autriche et de la Hongrie : à ce moment, la dette consolidée et flottante, s'élevait à 3.024.500.000 florins, et l'Autriche en prit à sa charge 2.317.300.000, laissant le reste à la Hongrie.

C'était là un lourd héritage pour les deux pays, et plus que jamais, il devenait indispensable de réagir contre les déficits, jusqu'alors considérés, comme constituant un fait normal. — A partir de 1868, dans leur ensemble, les budgets autrichiens connurent des excédents.

283.170	florins en	1868
22.713.010	—	1869
23.237.000	—	1870
10.651.000	—	1871
14.200.000	—	1872

Mais en 1873, une crise survint sur le marché, qui arrêta momentanément la période des excédents.

[1] Tous ces chiffres sont extraits de la publication de Horn citée.

[2] Nous prenons ici les chiffres de la commission mixte chargée de répartir, à partir du 1er janvier 1868, les dépenses entre l'Autriche et la Hongrie. Toutefois, nous ne donnons ces chiffres, qu'avec une extrême hésitation, les budgets autrichiens, de cette période, présentant une très grande complexité, manquant complètement d'unité, et étant surchargés de dépenses ordinaires, extraordinaires et transitoires.

Digitized by Google

Cette crise de 1873, avait été provoquée, en partie, par le désir du Gouvernement, de développer le plus possible les forces économiques du pays. A la suite de la guerre de 1866, il s'était produit ce réveil d'activité nationale, que l'on remarque souvent, au lendemain des guerres ; il avait fallu reconstituer l'armement, et, pour préparer les victoires futures, le pays, qui n'avait pas tenu compte des progrès accomplis partout depuis cinquante ans, fut pris d'une sorte de fièvre, en même temps que la guerre franco-allemande, paralysait deux de ses puissants concurrents.

Bientôt, il y eut pléthore de capitaux sur le marché, et cela d'autant plus, que l'argent étant aussi très abondant en Allemagne, à cause de l'indemnité de guerre française, les banquiers allemands cherchèrent des placements sur le marché de Vienne ; dès lors on se lança dans des entreprises plus ou moins aventureuses, et, finalement, une crise intense se produisit, qui, pour longtemps, retarda la reprise des paiements en espèces.

Néanmoins, cette période de prospérité avait été mise à profit. Une loi du 1er juillet 1868 avait décidé de remplacer les 12.000.000 de Münzscheine, créés par la loi de 1860, par de la monnaie d'argent divisionnaire ; l'opération fut close en 1870 : elle réussit parfaitement. — Pour se procurer l'argent nécessaire, on avait aliéné des biens domaniaux, et, rendu confiant par ce premier succès, on décida de continuer à en aliéner tous les ans, comptant que les fonds ainsi réalisés, seraient suffisants pour permettre de sortir du régime du cours forcé. On vendit ainsi des biens domaniaux pour

15.111.330	florins en	1868
8.659.278	—	1869
12.329.936	—	1870
9.393.690	—	1871

soit, près de 50.000.000 de florins en tout.

Malheureusement, après la crise de 1873, les événements d'Orient, absorbèrent toutes les forces de l'Autriche, et nécessitèrent de nouvelles émissions, si bien que, au cours de l'année 1878, la circulation s'éleva, de nouveau, aux environs de 370.000.000 de florins[1], et les déficits budgétaires reparurent d'une façon permanente, jusqu'aux environs de 1888.

[1] Voici quelles ont été, de 1870 à 1891, les émissions et les cours du papier-monnaie en Autriche.

Digitized by Google

En 1889, il y eut, dans le budget autrichien, un premier excédent de 11.139.787 florins, qui doubla presque, l'année suivante, et atteignit 22.216.915, pour redescendre, d'ailleurs, à 13.616.952 florins, en 1891. — De leur côté, les budgets hongrois, qui accusaient encore 7.300.000 florins de déficit en 1889, se soldèrent sans déficit, en 1891 [1].

En même temps, le commerce général de la Monarchie, attestant la prospérité générale, et le développement continu des forces économiques du pays, s'accroissait normalement, comme le montre le tableau suivant :

ANNÉES.	COMMERCE GÉNÉRAL Importations (en millions de fl.).	Exportations (en millions de fl.).	TOTAL.
1885	557,9	672,1	1.230,3
1886	539,2	698,6	1.237,8
1887	568,6	672,9	1.241,5
1888	533,1	728,8	1.261,9
1889	589,2	776,2	1.355,4
1890	610,7	771,4	1.382,1
1891	612,9	786,7	1.396,6
1892	710,4	741,6	1.442
1893	834,1	824,3	1.658,4

Cette ère de prospérité, se trouvait encore prouvée, par le développement continu des principales industries et des chemins

Années.	Circulation (en millions de florins) de Billets d'État.	Salinens.	Moyenne annuelle de la prime sur les billets de l'or.	de l'argent.
1871	373,6	38	20,2	
1872	376	36	9,8	
1873	344	68	10,1	
1874	345,3	67	9,9	
1875	346,5	65	10,5	
1876	355,4	57	19,6	
1877	346	66	21,2	
1878	364	48	16,8	
1879	313	99	14,8	2,7
1880	327,7	84	15,9	0,5
1881	320,4	92	15,3	1,5
1882	351,5	61	17,3	0,2
1883	351	61	17,5	1,7
1884	354,2	58	19,4	0,5
1885	338,2	74	22	2,2
1886	344,2	68	23,3	6,5
1887	337,4	75	23,7	7 4
1888	336,5	75	21,3	12.1
1889	357,2	55	17,1	15
1890	370,4	42	14	8,9
1891	378,8	33	14,4	13,4

[1] Nous empruntons tous ces chiffres à des statistiques (de seconde main d'ailleurs) publiées par M. Raffalovich dans le *Marché financier* de 1893-1894, p. 109. Il nous a été impossible de les contrôler, même pour l'Autriche, tant les comptes définitifs des budgets présentent de complexité.

Digitized by Google

de fer, et par l'augmentation constante des dépôts dans les caisses d'épargne.

Voici, par exemple, les quantités de fer et de houille, extraites entre 1882 et 1897[1].

Années.	Minerais de fer	Fer brut	Houille
	(en millions de quintaux).		
1882	9,02	4,35	89,96
1886	7,96	4,84	109,38
1890	13,61	6,66	153,30
1894	12,14	7,42	173,32
1896	14,48	8,16	188,82
1897	16,13	8,87	204,58

Pour les chemins de fer, l'exposé des motifs du budget hongrois, pour 1897, donne les chiffres suivants, comme excédents des recettes des lignes de chemin de fer.

Années.	Excédents de recettes (en millions de florins).
1880	4.593.000
1881	6.897.000
1882	7.365.000
1883	9.174.000
1884	9.137.000
1885	11.110.000
1886	14.192.000
1887	15.362.000
1888	18.196.000
1889	19.759.000
1890	21.822.000
1891	31.719.000
1892	32.369.000
1893	34.917.000
1894	36.695.000
1895	33.009.000

Enfin, nous trouvons, dans la *Statistische Monatschrift* (1er fascicule de 1898), les chiffres suivants, concernant les dépôts, dans les caisses d'épargne, entre 1865 et 1895.

1862-1865	113.079.871	florins.
1871	341.173.649	—
1875	589.429.157	—
1880	744.654.457	—
1881	792.148.158	—
1882	826.334.256	—
1883	868.479.330	—
1884	925.925.334	—

[1] Raffalovich, le *Marché financier* (année 1898-1899, p. 518).

Digitized by Google

1885	985.756.360	florins.
1886	1.022.612.500	—
1887	1.091.202.000	—
1888	1.153.758.000	—
1889	1.235.515.000	—
1890	1.282.767.000	—
1891	1.335.926.000	—
1892	1.406.579.000	—
1893	1.461.630.000	—
1894	1.530.713.000	—
1895	1.597.262.000	—
1896	1.659.871.000	—

— Finalement, en 1892, le change sur Londres devint favorable : c'était la démonstration de l'excellent état économique du pays, la preuve que la réforme était mûre[1].

§ 2.

Dès le 26 février 1892, les deux ministres autrichien et hongrois, décidèrent de réunir deux commissions, se proposant la solution du même problème ; la commission autrichienne était composée de 36 membres, sous la présidence de M. Steinbach, ministre des Finances, la commission hongroise de 21 membres, sous la présidence de M. Weberle [2].

Cette commission avait à répondre aux cinq questions que voici :

1° *Quel est l'étalon à adopter?*

2° *Peut-on admettre deux monnaies : autrement dit, serait-on mono ou bimétalliste?*

3° *Sous quelles conditions devraient circuler les billets de l'État?*

4° *Sur quelles bases effectuerait-on l'échange du florin-papier contre de l'or?*

5° *Quelle serait l'unité à choisir?*

Pour mieux répondre à ces questions, la commission institua

[1] Le change à vue sur Londres oscilla en 1892, entre 119,40 et 119,75 (Parité 120,087).

[2] On remit à cette commission, entre autres documents, trois brochures, auxquelles nous avons fait de fréquents emprunts, et dont voici les titres :

1° *Denkschrift über den gang der Währungsfrage, seit dem Jahre* 1867.

2° *Denkschrift über das Papiergeldwesen der œsterreichisch-ungarischen Monarchie.*

3° *Statistische Tabellen zur Währungsfrage der œsterreichisch-ungarischen Monarchie.*

Digitized by Google

une grande enquête, et du 8 au 17 mars 1892, interrogea toutes les personnes compétentes en la matière, depuis des professeurs, comme M. Menger, jusqu'à des journalistes, comme M. Bénédikt, et des banquiers comme M. de Lucam.

Nous n'avons pas l'intention de suivre la commission, à travers toutes ses discussions, surtout en ce qui concerne les deux premières questions. On fut presque unanime, pour déclarer que l'étalon d'or s'imposait, et que l'argent ne pouvait jouer qu'un rôle auxiliaire.

Sur la troisième question, les avis furent très partagés; les uns, ne considérant que l'exemple de la France ou de l'Angleterre, demandaient qu'une certaine partie de la circulation fiduciaire, ne fût pas couverte par des espèces, et cela, afin de rendre le taux de l'escompte le moins élevé possible. D'autres, au contraire, inquiets du passé financier de la Monarchie, exprimaient l'avis, qu'il fallait à tout jamais sortir du régime du papier-monnaie.

Sur le quatrième point, on fut d'accord, pour décider, que la réforme monétaire, ne devait apporter aucun trouble sur le marché et, particulièrement, ne causer aucun dommage aux porteurs étrangers[1].

La cinquième question n'offre, pour nous, aucun intérêt.

Tel est l'aspect théorique de la question : le Gouvernement, en somme, ne pouvait trouver dans cette enquête, que des indications assez vagues, et d'autre part, l'opinion publique le forçait à agir.

Ce fut alors qu'il résolut de trancher définitivement, les deux questions capitales :

1° *Sur quelles bases se ferait la conversion de la monnaie de papier en or?*

2° *Où trouverait-on les ressources nécessaires?*

1° *Sur quelles bases, d'abord, se ferait cette conversion*[2]*?*

— L'enquête, ici, apportait deux données :

a) il ne fallait pas adopter d'autre monnaie que celle d'or (en principe);

[1] Comparez la Russie, p. 534 et suiv.

[2] Cette question est universellement connue sous le nom de *valuta*, terme que nous préférons ne pas employer, car ce mot a, depuis, été pris dans différents sens, et signifie aujourd'hui, d'une façon générale, question de la conversion de la monnaie de papier.

Digitized by Google

b) il ne fallait causer aucun dommage aux porteurs de billets.

En ce qui concerne le premier point, il ne faut pas perdre de vue, que le florin-papier était remboursable *en argent*, et que, d'autre part, une loi de 1879, avait supprimé la frappe libre de l'argent. Donc, puisqu'on ne pouvait pas rembourser le florin-papier en argent, il fallait le rembourser en or, mais en tenant compte, évidemment, de la perte de l'argent[1] par rapport à l'or. Cette perte, on la calcula sur les cours de l'or et de l'argent, à la Bourse de Vienne, entre 1879 et 1892, et l'on trouva le chiffre moyen de 18,22. Ce premier résultat fut donc acquis : la nouvelle monnaie serait conçue, de telle sorte que, si l'on conservait la même unité de poids, que celle de l'ancien florin en argent, la nouvelle pièce vaudrait 18 fl. 22 argent, ou ce qui revient au même 18 fl. 22 papier.

Pour le second point, afin de ne pas inquiéter le marché international, dès que la réforme fut bien décidée, on publia partout que le change se ferait, sur les bases actuelles de la valeur de l'or, prise sur le plus grand marché, celui de Londres, soit au cours de 120, c'est-à-dire de 2 fr. 10 par florin.

Et si cette décision fut vivement attaquée, c'est surtout parce que les spéculateurs étrangers (et particulièrement allemands), avaient espéré que l'échange se ferait sur un taux plus élevé. Le raisonnement qu'ils se tenaient était simple : la Monarchie allait avoir besoin d'argent, donc, elle avait tout intérêt à ce que les étrangers aient confiance en elle, et par suite, elle devait les favoriser, par un taux d'échange élevé. Mais les ministres des finances de l'Empire, crurent mieux faire, en adoptant purement et simplement le cours réel actuel de l'or. Ainsi, ils pensaient que l'opération serait plus vite classée, car la spéculation ne pourrait pas s'emparer de la différence de valeur entre les billets d'État et le cours réel de l'or. Par exemple, si au lieu de 2 fr. 10 par florin (au cours réel de l'or) ils avaient donné 2 fr. 20, il se serait produit, — ou que les porteurs étrangers de billets se seraient hâtés de demander le remboursement, pour profiter de la prime, — ou que les spéculateurs, auraient continué à jouer sur la différence, entre la valeur du papier et celle de l'or. Sans compter que, les banquiers, à l'in-

[1] Comparez la Russie, p. 550.

Digitized by Google

térieur du pays, auraient pu drainer une grande quantité de papier, l'échanger sur les marchés extérieurs, profitant de la sorte de la prime qui leur aurait été ainsi bénévolement accordée.

Pour toutes ces raisons, le Gouvernement crut bien faire, en adoptant le cours réel de l'or.

Ayant ainsi déterminé les bases de l'échange, il fallait créer une monnaie, qui pût remplir les conditions imposées. Ce fut l'œuvre des lois du 14 mai 1892.

Puisque la base était le rapport de 1 à 18,22 entre l'or et l'argent, et que dans 1 kilogramme d'argent on faisait 90 florins, on décida de faire, dans 1 kilogramme d'or, 90 × 18,22, soit 1.640 pièces de 1 florin de la nouvelle monnaie. — Pour aider les transactions, au lieu de faire des pièces de 1 florin, on en fit d'1/2 florin, autrement dit, avec 1 kilogramme d'or on fit 3.280 nouvelles pièces : ce fut la « couronne » qui vaut 1/2 ancien florin.

Telle est la première partie de l'opération que les ministres des Finances hongrois et autrichien demandèrent à leurs Parlements de ratifier.

Naturellement, on prévit, en même temps, toute une série de mesures transitoires, — le retrait des billets et des anciennes pièces ne pouvant se faire que graduellement. Il fallut aussi créer toute une monnaie divisionnaire, d'accord avec la nouvelle unité monétaire adoptée. D'ailleurs, on remettait à l'avenir, la question de savoir ce qu'il adviendrait des monnaies d'argent anciennes, — les quantités qu'on en laisserait en circulation, — et les mesures à prendre pour retirer les billets d'État.

2° *Où trouverait-on les ressources nécessaires?*

Le second problème à résoudre, était celui qui consistait, à se procurer les fonds nécessaires.

Les deux Gouvernements hongrois et autrichien, commencèrent par recourir à une conversion, en 4 0/0, de la rente 5 0/0, conversion qui réussit admirablement, et dont les bénéfices devaient permettre, de faire face au service des intérêts des nouveaux emprunts, qu'il devenait nécessaire de contracter sur les marchés étrangers[1].

[1] Pour toute cette partie, nous avons eu, fréquemment, recours à l'étude d'Alexan-

Digitized by Google

Seul, en effet, l'emprunt pouvait constituer un moyen efficace, pour réunir les ressources dont on avait besoin : c'était à coup sûr le procédé le plus simple.

Mais, auparavant, il était indispensable de fixer les charges, incombant à chacun des deux pays, et de faire le partage de la dette flottante, afin de savoir d'une façon précise, combien chacun des deux gouvernements, devrait rembourser de billets, et par suite, emprunter : une commission mixte nommée dans ce but, attribua à l'Autriche 70 0/0, du papier en circulation, soit 218.400.000 florins-papier, ou 183.456.000 florins-or. Le Gouvernement autrichien, fut donc autorisé [1], à émettre un emprunt de 183.456.000 florins-or [2], dont le montant devait être transformé en monnaie, et être échangé contre une quantité égale de papier-monnaie. M. de Plener, ministre des Finances, ne jugea pas utile toutefois, d'émettre un emprunt correspondant exactement, à la valeur du papier en circulation, et il se contenta de demander aux capitalistes, une somme de 150.000.000 de florins, ce qui fit rentrer un stock d'or de 143.774.000 florins. — De même, la Hongrie, autorisée par cette loi du 2 août 1892, à émettre un emprunt de 90.000.000 florins-or, n'y recourut que que pour une valeur nominale de 42.000.000.

D'ailleurs, cette année 1893 fut marquée, pour l'Autriche, par toute une série de déboires; alors que la reprise des paiements en espèces permettait d'espérer une consolidation des cours du papier, et par suite, une amélioration du crédit du pays, de nature à faciliter les opérations du retrait, il se produisit, au contraire, une crise assez intense sur la Bourse de Vienne.

Cette crise était due à plusieurs raisons.

D'abord la balance du commerce fut défavorable, et pour la première fois, depuis longtemps, le chiffre des importations dépassa celui des exportations (de près de 10.000.000 de florins) [3].

dre Spitzmüller, publiée dans le *Zeitschrift für Volkswirthschaft Socialpolitik und Verwaltung.*

[1] Loi du 2 août 1892.

[2] Ce fut le groupe Rothschild qui se chargea de cet emprunt, dont une partie seulement fut émise.

[3]

Exportation de 1893	824.300.000 florins.
Importation	834.100.000 —
DIFFÉRENCE	9.800.000 florins.

Digitized by Google

D'autre part, la crise monétaire des États-Unis et celle des Indes, devaient, forcément, avoir leur répercussion sur un pays dont le régime monétaire était en pleine transformation. Mais la principale cause de cette crise, ce fut que les marchés étrangers, ne voulant pas avoir à souffrir des conversions effectuées, avaient rejeté, sur le marché de Vienne, les titres de rente austro-hongroise qui ne leur rapportaient plus assez, et ces ventes, parfois précipitées, produisirent un état de malaise, qui, jusqu'à 1898, pesa sur tout le marché de la Monarchie[1]. Naturellement, le cours des changes se ressentit de cette situation; bientôt, il devint défavorable, et le papier sur Londres atteignit jusqu'à 127,65 (parité 120,087) : c'est dire que, dans ces conditions, les achats d'or à l'étranger, les importations de monnaie, étaient devenues difficiles et coûteuses[2].

Cependant, les Gouvernements autrichien et hongrois, résolurent de continuer, quand même, l'œuvre commencée. Au risque d'entraîner encore une hausse des cours du change, ils retirèrent de l'étranger tous leurs fonds disponibles, afin de se procurer l'argent nécessaire pour poursuivre la réforme, — sans chercher à en user (comme nous l'avons vu faire au Gouvernement russe), pour améliorer les cours du change. Malgré la situation fâcheuse du marché, les deux ministres des Finances, conclurent, le 24 juillet 1894, un accord visant l'achèvement de la réforme monétaire. Et le but qu'ils se proposaient

[1] Voici, de 1892 à 1898, la prime de l'or sur les billets.

	(Moyenne du cours du Napoléon d'or, 9,52)
1892	9,48
1893	9,83
1894	9,92
1895	9,67
1896	9,55
1897	9,53
1898	9,52

[2] Voici les cours du change à vue sur Londres (marché de Vienne).

	Cours le plus bas	Cours le plus haut	
	(parité 120,087)		
1892	119,40	120,40	(fin décembre)
1893	120,85	127,65	—
1894	123,80	126	—
1895	120,40	124,65	—
1896	119,80	120,10	—

Digitized by Google

d'atteindre, (malgré des critiques assez vives), était, précisément, de mettre fin à cet état de malaise, en affirmant que leurs Gouvernements respectifs étaient capables de réaliser les plans arrêtés, en consolidant le crédit de la Monarchie, — qui n'empruntait, que pour solder les dettes de son passé. D'ailleurs, on était bien résolu, à n'aller qu'avec une extrême lenteur, afin d'éviter le retour de tout affolement.

Par cet accord du 24 juillet 1894, les deux Gouvernements décidaient, d'arrêter les émissions de billets de 1 florin, et d'amortir pour 200.000.000 de florins de papier-monnaie, comprenant, d'abord, les billets de 1 florin, puis ceux de 5 et de 50 florins[1]. En échange de ces billets, afin de ne pas gêner la circulation monétaire, on décida de mettre en circulation, pour 40.000.000 de florins, en pièces de 1 couronne ; pour le surplus, les billets d'État devaient être échangés, contre des florins en argent, ou des billets de banque. A cet effet, on remit à la Banque 160.000.000 de florins (200.000.000 moins 40.000.000) en pièces d'or de 20 couronnes[2], et celle-ci mit à la disposition des porteurs de billets d'État, soit des billets de banque, soit de l'argent. Cette opération devait commencer immédiatement, et prendre fin en 1899.

Son succès, dans l'ensemble fut complet.

Au 24 juillet 1894, il y avait en circulation 57.883.361 billets de 1 florin : on disposait donc d'une somme de 200.000.000 moins 57.883.361, soit 142.116.639 florins, pour l'échange des billets de 5 et 50 florins. Dès la fin de 1895, 56.000.000 de florins, en billets de 1 florin, avaient été remboursés. Quant aux billets de 5 et de 50 florins, le retrait s'en effectua assez vite, et à la fin de 1896, on avait épuisé le crédit, et remboursé pour 123.124.950 florins, en billets de 50 florins, et 18.991.690 florins, en billets de 5 florins. Et au total, en 1899 (fin de l'opération), il ne restait plus en circulation de billets de 1 florin (sauf pour une somme de 671.978 florins, qui n'avait pas été présentée à l'échange, et fut considérée comme annulée), — et on avait retiré en tout, pour

[1] Pour bien comprendre cette opération, il est nécessaire de se rappeler d'abord, que les Münzscheine avaient été retirés entre 1868 et 1870, — ensuite, que, par la convention de 1858, l'État n'avait pas le droit d'émission (réservé à la Banque) pour les billets de 10, 100, 1.000 florins — et enfin que, depuis 1866, les billets de 1, 5 et 50 florins avaient cours forcé.

[2] Dont 112.000 pour l'Autriche (70 0/0), et le reste pour la Hongrie.

Digitized by Google

200.000.000 de florins de billets d'État : et comme la circulation, en billets d'État, était, en 1894, de 312.000.000 de florins, il s'ensuit, qu'il ne restait plus que 312.000.000 moins 200.000.000 = 112 millions. — Pour couvrir ces retraits, on avait émis pour 40.000.000 de florins en pièces de 1 couronne, 38.841.313 florins en florins d'argent, et 120.486.710 florins en billets de banque, (billets dont la couverture avait été versée en or à la Banque).

Devant le succès de cette première opération, le Gouvernement résolut, en 1899, de retirer les 112.000.000 de florins restants[1]. A cet effet, les Gouvernements remirent à la Banque ces 112.000.000 de florins, en pièces d'or de 20 couronnes[2], et en échange, la Banque devait se charger du retrait, et mettre à la place, en circulation, 32.000.000 de florins en pièces d'argent de 5 couronnes, et 80.000.000 de florins en billets de banque de 10 couronnes.

La mise en circulation de cette nouvelle monnaie, fut commencée par la Banque d'Autriche-Hongrie, aussitôt que le ministre des Finances[3] eut réglé les conditions d'émission des nouvelles pièces de 5 couronnes, et que les deux Gouvernements eurent fait, à la Banque, les dépôts d'or prescrits[4]. Et dès que, par l'ordonnance du 10 août 1901, l'émission des billets de 10 couronnes fut autorisée, on procéda au retrait des derniers 112.000.000 de florins en billets d'État, et à partir de ce moment, la Banque seule, à l'exclusion de toutes les caisses publiques, eut la mission de procéder aux opérations de retrait. Pourtant, le cours forcé des billets d'État fut maintenu, jusqu'au 28 février 1903, et les Caisses d'État furent tenues de les recevoir en paiement, jusqu'au 31 août 1903. Quant à l'opération proprement dite, elle doit être terminée seulement au 31 août 1907.

A ce régime, les billets d'État devaient disparaître rapidement, et au 1er janvier 1903, il en restait à peine pour 3.000.000 de florins; aussi, les Gouvernements décidèrent-ils de demander le droit de fixer, par décret, la date des reprises des paiements en

[1] Loi du 21 septembre 1899 pour l'Autriche, et loi 31 décembre 1899 pour la Hongrie.

[2] Dont 78.400.000 florins par l'Autriche, et 33.600.000 par la Hongrie.

[3] Ordonnances des 8 et 15 mars 1900.

[4] Les ressources nécessaires provenaient, partie de l'emprunt, et partie des réserves d'or libre de la caisse centrale.

Digitized by Google

espèces, la réforme est donc, à l'heure actuelle, complètement terminée, au moins en ce qui concerne les billets d'État.

Il reste, en effet, la question des Salinescheine, tout à fait indépendante de celle des billets d'État proprement dits[1]; ce sont simplement des bons du Trésor offrant des garanties spéciales, témoignant ainsi que l'État n'a pas une très grande confiance dans son propre crédit, puisqu'il éprouve le besoin de donner des gages à ses créanciers[2].

§ 3.

Tel est, dans son ensemble, l'historique des efforts qu'a dû faire l'Autriche pour parvenir à sortir du cours forcé : comme en Russie, il a donc fallu un siècle, pour revenir à une circulation monétaire saine, et encore la réforme n'a-t-elle pu s'accomplir qu'avec une extrême lenteur, une extrême sagesse. Compromise par l'état de malaise de 1893, elle fut jugée défavorablement dans tout le pays, et peut-être n'aurait-elle pu aboutir, si, à partir de 1898, le réveil économique ne s'était produit[3], après la crise qui avait, pendant plusieurs années, paralysé tout effort.

C'est que, sous quelque aspect qu'on considère la question monétaire, il faut bien reconnaître, qu'il n'est possible à une nation

[1] En 1899, on décida, au moment du retrait des 112.000.000 florins restants, de bien séparer le sort des bons hypothécaires, de celui des billets d'État. Il existait, à ce moment, en circulation, pour 13.316.900 florins de billets d'État, remplaçant des obligations hypothécaires partielles. Les billets d'État, furent amortis, dans les premiers mois de 1900, à l'aide d'obligations hypothécaires partielles.

[2] Ce régime empêche même, complètement, l'émission de bons du Trésor, et crée ainsi une dette flottante, dont l'amortissement n'est pas certain, et dont les échéances peuvent être indéfiniment reculées.

[3] Voici, de 1893 à 1902, le chiffre des exportations et des importations de la Monarchie :

Années.	Importations.	Exportations.
	(en milliers de couronnes).	
1893	1.340.000	1.612 000
1894	1.475.000	1.614.000
1895	1.563.000	1.532.000
1896	1.549.000	1.633.000
1897	1.710.000	1.636.000
1898	1.686.000	1.737.000
1899	1.651.000	1.933.000
1900	1.728.000	1 979.000
1901	1.826 000	1.927.000
1902	1.888.000	1.994.000

Digitized by Google

de renoncer au cours forcé, que si elle est servie par les circonstances, et à la condition, surtout, que le pays traverse une ère de prospérité : et la solution du problème, en est rendue d'autant plus difficile, puisque le cours forcé engendre une crise, et qu'on ne peut guérir ce mal, que par le développement de toutes les forces économiques du pays. Et l'histoire de l'Autriche nous montre, d'autre part, le danger qu'il peut y avoir, à trop hâter ce développement de la vie économique nationale, la prudence avec laquelle il faut agir, la sensibilité, en un mot, du marché, dans ces périodes de transformation.

CHAPITRE IV

Les conclusions que l'on peut tirer de cette histoire monétaire de l'Autriche, se rapprochent donc, sensiblement, des constatations faites, à propos de la Russie. D'ailleurs, l'histoire de la réforme monétaire dans ces deux pays, est, dans ses grandes lignes, semblable, et, en Russie, comme en Autriche, comme autrefois en France, elle est passée par des phases presque identiques. Ces trois nations ont connu, successivement, des périodes de billets d'État sans garantie, puis avec garantie, — toutes trois ont cru trouver le salut dans la création de Banques d'État, — et ce n'est enfin que par l'accroissement de leur puissance économique, qu'elles ont pu faire retour à une circulation saine.

Est-on de là, en droit de conclure, que le cours forcé, considéré comme faisant normalement partie de la circulation monétaire, constitue un malaise social, toujours identique, dont le remède nous soit connu? Nous n'aurions garde d'aller jusque-là.

L'exposé historique que nous venons de faire, nous montre simplement, que les cours forcés constituent, pour les États, des crises de crédit. Si, en effet, le billet d'État perd de sa valeur, à un moment donné, c'est parce qu'on suppose que le Gouvernement ne serait pas à même de rembourser ses assignats, et l'on sait que la monnaie n'a de valeur, que par sa nature de métal

Digitized by Google

précieux, ou par la confiance que l'on a dans l'émetteur. Or, dès l'instant où un marché est inondé d'assignats, le crédit accordé à l'État émetteur diminue, et cela d'autant plus que, la monnaie d'argent disparaissant par la loi de Gresham, il semble, par comparaison, qu'il n'y ait plus que du papier en circulation, et que tout remboursement soit devenu impossible. Et, à ce moment, les cours s'affaissent, parce que l'on a perdu la confiance : le remède donc doit consister dans le rétablissement de ce crédit, par la reconstitution du stock monétaire.

Une autre observation, c'est que l'effort nécessaire pour rétablir une circulation saine, exige de l'État de véritables sacrifices, et cela prouve, combien il est vain de tenter de se procurer de l'argent au moyen de billets d'État. A première vue, ces émissions, faites dans des périodes de crises, peuvent paraître constituer d'excellents moyens, pour obtenir les ressources nécessaires, quitte ensuite, à faire, pour sortir de cette situation, un emprunt, que l'on espère pouvoir contracter dans des conditions bien plus avantageuses, que celles que l'on aurait trouvées, en période de crise. Mais on ne songe pas, que les billets ainsi émis, perdant beaucoup de leur valeur, il faut en mettre en circulation, pour une valeur nominale, bien supérieure à la somme réelle, que l'on se procure par ce moyen. Plus tard, lorsque la crise est passée, lorsque la « maladie de crédit » est en voie de guérison, les cours de ces billets tendent à remonter, à se rapprocher du pair et, c'est une somme bien plus élevée que celle que l'on a reçue, qu'il faut rembourser. Sans doute, il y a le remède de la faillite, auquel trop souvent on a eu recours : mais ces faillites, comportent de telles crises, atteignent d'une façon si profonde le crédit de l'État, qu'on n'oserait plus guère, à l'heure actuelle, en user, et la solidarité internationale des marchés est un garant suffisant, contre de tels procédés.

On fait aussi valoir que, le seul moyen de sortir du cours forcé, étant le développement des forces économiques d'un pays, il n'y a aucun danger à émettre du papier-monnaie, puisque le Gouvernement prend ainsi une sorte d'engagement moral, d'aider, par la suite, à ce développement. Certes les périodes de grandes crises, sont, souvent, suivies d'ères de prospérité. Mais, peut-on

Digitized by Google

souhaiter la guerre, parce que de tels conflits créent, lorsqu'ils sont terminés, des périodes d'activité?

Enfin, troisième point, les États, pour sortir du cours forcé, ont créé des Banques nationales, auxquelles ils ont dû consentir de nombreux avantages, leur donner un intérêt, pour un argent qui ne coûte rien à celles-ci. C'est une phase par laquelle tous les États, qui avaient émis du papier-monnaie, sont passés, et tous, ont eu ainsi recours, pour consolider leur crédit, à des Banques, dont les intérêts étaient, souvent, opposés aux leurs.

D'ailleurs, le cours forcé, considéré comme institution permanente, n'est plus défendu par personne aujourd'hui, et si certains États souffrent encore de ce malaise, c'est parce qu'ils n'ont pas la virilité nécessaire pour accomplir ce long et souvent pénible effort, c'est parce qu'ils ne veulent pas comprendre, que le mal, créé par leur imprévoyance, ne peut être guéri que par la consolidation des forces économiques du pays; et si le sacrifice doit être considérable, il est nécessaire de le réaliser : *ad augusta per angusta.*

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE[1]

Annuaire statistique de la Russie (St-Pétersbourg, 1890 et 1900).

ARNAUNÉ. — *La monnaie, le crédit et le change* (2e éd., 1902).

AUPETIT (A.). — *Essai sur la théorie générale de la monnaie* (1900).

BABELON. — *Les origines de la monnaie* (1897).

BEAURE. — *Théorie et pratique de la monnaie*, 2 vol. (1898-1899).

BLOCH (J. de). — *Les Finances de la Russie au* XIXe *siècle* (Paris, 1903).

BLOCK (M.). — *L'Europe sociale* (1892).

BOLLES (A.). — *Financial history of the United States* (1861-1885).

BOURGUIN. — *La mesure de la valeur et la monnaie* (1896).

BOUTAREL. — *Enquête sur la circulation monétaire et fiduciaire* (1865).

— — *Déposition à l'enquête sur la circulation monétaire ou fiduciaire.*

CASASUS (J.-P.). — *Les institutions de crédit* (1900).

CAUWÈS. — *Cours d'économie politique* (4 vol.).

CHAMBRE DE COMMERCE DE TOURS. — *Enquête sur les principes et les faits généraux qui régissent la circulation monétaire et fiduciaire* (1865 et 1867) — 4 vol.

CHEVALIER (M.). — *Cours d'économie politique*, t. III (1850).

CLARCKE. — *Traité de la monnaie.*

— — *A. B. C. des changes.*

CLERCQ (De). — *Finances de l'Empire de Russie* (Amsterdam, 1886).

Collection générale des tableaux de dépréciation du papier-monnaie. (An VI. — Archives du ministère des Finances).

1 Cette bibliographie comprend simplement les livres dont nous avons pu nous servir. On trouvera une bibliographie beaucoup plus complète de la matière, dans le livre de Lorini.

Digitized by Google

COMMEZ (A.). — *Enquête sur la circulation monétaire et fiduciaire* (1865).

DEL MAR (Al.). — *Les systèmes monétaires* (1899).

DEMINY (M.). — *Recueil des oukases monétaires de* 1649 à 1881 (1887).

DÉSERT. — *Traité théorique et pratique de l'émission de la monnaie fiduciaire* (1882).

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA STATISTIQUE DU ROYAUME D'ITALIE. — *Statistique internationale des Banques d'émission* (Rome, 1878-1881).

DUCROCQ. — *Etudes d'histoire financière et monétaire* (1887).

EICHTAL (Ad. d'). — *De la monnaie de papier et des Banques d'émission* (1864).

Enquête sur la circulation monétaire et fiduciaire. Rapport au Ministre des Finances (1897).

ESSARTS (P. des). — *La vitesse de la circulation de la monnaie* (1895).

Exposition universelle de 1889, *Congrès monétaire international* (1890).

FOVILLE (A. de). — *La circulation monétaire de la France* (1885).

GIDE (Ch.). — *Principes d'Économie politique* (8e éd., 1903).

GOSCHEN. — *Théorie des changes étrangers* (1896).

GRECIANO (P.). — *Du rôle de l'État en matière monétaire.*

GRÜBER (J.). — *Statistische Beitrage zur Frage der Währung* (Vienne, 1892).

— — *Die œsterreichische Gesetzgebung über Münze, Papiergeld und Geldzahlungen* (Vienne).

HAUPT. — *L'histoire monétaire de notre temps* (1886).

JEVONS. — *La monnaie et le mécanisme de l'échange* (5e éd.).

JUGLAR (H.). — *Des crises commerciales et monétaires de 1800 à 1857* (1857).

KOMORZINSKI (van J.). — *Die Nationalökonomische Lehre vom Credit* (Innsbrück, 1903).

KOVALEVSKI. — *Institutions politiques de la Russie* (1903).

LA BORDÈRE (M.). — *Les institutions de crédit de l'Empire de Russie* (1894).

LAVELEYE (E. de). — *Le marché monétaire et ses crises depuis cinquante ans* (1865).

LAZARD (G.). — *De l'équilibre de l'encaisse métallique* (1867).

LECLAIRE. — *De l'origine des crises monétaires.*

LEROY-BEAULIEU. — *Traité de la Science des Finances* (2 vol., 6e éd.).

Digitized by Google

LEDOS DE BEAUFORT. — *La réforme monétaire en Russie* (1900).

LEVY. — *Des crises monétaires et de la circulation des Banques* (1865).

LEVY (R.-G.). — *Mélanges financiers* (1894).

LORINI (E.). — *La réforme monétaire de la Russie* (Paris, 1898).

— — *La questione della valuta in Austria-Ungheria* (Rome, 1893).

LUZZATI. — *Les dangers d'une mauvaise circulation monétaire* (Nuova Antologia, 1882).

MACKENZIE (M.). — *Social and political dynamic : an exposition of the function of money* (1901).

MALARCE (A. de). — *Monnaies métalliques et fiduciaires* (1882).

MELIOT (M. et A.). — *Dictionnaire universel des monnaies courantes* (1898).

— — *Dictionnaire financier international* (1899).

MILLER. — *Money and Bimetallism* (New-York, 1899).

Ministère des finances autrichien. — Denkschrift über den gang der Währungsfrage seit dem Jahre, 1867.

— *Denkschrift über das Papiergeldwesen der œsterreichisch-ungarischen Monarchie.*

— *Statistische Tabellen zur Währungsfrage des œsterreichisch-ungarischen Monarchie.*

— *Mittheilungen des K. K. Finanz-Ministeriums.*

Ministère des Finances Russes. — Les Finances de la Russie. — Documents officiels (1890 à 1895).

Valeurs mobilières russes (Saint-Pétersbourg, 1900).

MÜLINEN (A. De). — *Les finances de l'Autriche.*

NICOLAS-OR. — *Histoire du développement économique de la Russie* (1902).

NITTI. — *Principes de la science des Finances.*

PARETO. — *Cours d'Économie politique* (1896-1897).

POINSARD. — *La question monétaire* (1895).

RAFFALOVICH. — *Les Finances de la Russie* (1887-1889).

— — *Le marché financier* (12 vol.).

REBOUD. — *Essai sur les changes étrangers* (1899).

ROCCA (F. De). — *La circulation monétaire et le cours forcé en Russie* (1881).

SCHAW (W.-A.). — *Histoire de la monnaie de 1852 à 1894* (1896).

Digitized by Google

SKARZYNOKI. — *Le problème monétaire* (1894).

SPITZMILLER (A.). — *La réforme monétaire* (Vienne, 1902).

Statistique internationale des banques d'émission (*Direction Générale de la statistique du royaume d'Italie*). (Rome, 1878-1881).

THÉRY (Ed). — *La situation monétaire du monde* (1894).

WALKER (F.-A.) — *Money* (New-York, 1878).

WALRAS (L.). — *Théorie de la monnaie* (1886).

WEIL (W.-E.). — *Die Solidarität der Geldmärkte* (Francfort, 1903).

WOLOWSKI. — *Quelques notes sur la question monétaire* (1868).

— — *La question des banques* (1864).

Périodiques.

Annales de l'École libre des sciences politiques (1894, p. 23).

Archivio di statistica (2e série, 1881).

Bulletin de statistique et de législation comparée (comptes rendus annuels des budgets autrichiens et russes). Tomes XXI, p. 331-414-667-756; XXIII, p. 218; XXXII, p. 319; XXXVIII, p. 662 et 669; LII, p. 636, etc).

Économiste français (nos des 19 avril 1857-13 octobre 1896-29 juin 1897).

Journal de la Société de statistique (1892, p. 104; 1895, p. 87).

Revue d'Economie politique (1898, p. 946 et suiv.; 1897, p. 209).

Revue économique et financière (mai 1894).

Revue des Deux-Mondes (n° du 15 janvier 1864).

Revue politique et parlementaire (1896, nos du 10 août, du 10 mars 1897, des 10 juin et 10 octobre 1898, 10 janvier 1899, 10 mars 1900).

Digitized by Google

LA
QUESTION MONÉTAIRE
EN EXTRÊME-ORIENT[1]

Par **Paul ALGLAVE**

La révolution monétaire — qui n'est pas encore achevée — fut inaugurée par la réforme allemande de 1873 et précipitée par la politique monétaire américaine. De 1878 à 1893, les États-Unis, grâce à une législation audacieuse et le sacrifice de milliards de francs, ont essayé de maintenir et de relever les cours du métal blanc. Ces efforts furent vains.

Déjà en 1880 nous étions loin du rapport 15 1/2 fixé par la loi de germinal an XI prenant pour unité monétaire le franc de 5 grammes d'argent à 9/10 de fin qui devait être notre étalon légal; l'or n'étant admis que sur le pied de sa valeur marchande pour la facilité des affaires.

Mais ce rapport n'était encore alors que de 18 1/2. Il n'a cessé de monter dans la suite. On enregistre même des bonds violents. C'est ainsi qu'après la publication de la fermeture de la Monnaie indienne en juin 1893, faisant présager en outre l'abrogation du Sherman Bill aux États-Unis, d'un seul coup le rapport de 24,34 passe à 30,93. En 1895 on a connu le rapport 34 et 35[2]. Or la monnaie principale de l'Inde et de l'Indo-Chine et autres pays d'Extrême-Orient était et est faite de ce métal.

Cette dépréciation de l'argent ne pouvait donc manquer d'a-

[1] Malgré ce titre cette étude ne contiendra que peu de chose sur la question monétaire en Chine et au Japon qui doit être spécialement envisagée par M. Paultre dans le mémoire qui suit.

[2] Les causes de ce phénomène ayant été étudiées ailleurs, nous n'avons pas à nous en occuper.

Digitized by Google

voir de fâcheuses conséquences pour ces possessions d'Extrême-Orient.

Supposons même — c'est un point réservé — que la baisse de l'argent n'affecte pas les transactions intérieures, elle a des conséquences certaines au point de vue des paiements à faire à l'extérieur. La valeur de l'argent ne dépend-elle pas exclusivement de son poids et de son titre? Et en Europe, aux États-Unis, cette valeur est mesurée en or. N'est-il pas actuellement l'étalon monétaire des grandes puissances commerciales du monde? De l'Angleterre et de la France en particulier.

Dès lors, tous les particuliers qui veulent ou qui doivent faire des remises de fonds d'Inde, d'Indo-Chine ou autres pays d'Extrême-Orient en Europe ou réciproquement; le Trésor public et surtout le Trésor métropolitain qui auront à recourir à des opérations semblables sont intéressés dans la question. Ils en souffriront.

Mais, remarque-t-on, ce n'est là qu'une des faces du problème : la moins souriante. Ce serait le revers de la médaille. La dépréciation de l'argent constitue une prime à l'exportation. Voilà la compensation. Nous aurons à rechercher dans quelle mesure cette assertion est fondée pour l'une et l'autre colonie et les divers pays d'Extrême Orient.

Quant à ceux qui se contentent de consommer les produits indigènes, la baisse de l'argent les laisserait indifférents.

Tout compte fait, il appert, malgré tout, que le nombre d'intérêts engagés, tant dans un sens que dans l'autre, n'est pas à négliger. Mais les intéressés lésés n'ont pas manqué de s'adresser et s'adressent encore à l'Administration pour en obtenir un remède aux maux qui les éprouvent. Les colonies elles-mêmes faisaient et font entendre leurs doléances auprès des métropoles.

Rechercher comment l'Angleterre d'une part, la France de l'autre et les pays d'Extrême-Orient enfin ont essayé d'enrayer ou de pallier les résultats de cette baisse persistante, tel doit être l'objet de cette étude.

Mais là ne se bornera pas notre tâche. Nous aurons également à nous occuper des conséquences que ces projets ou réformes peuvent et ont eu sur la consommation monétaire de l'argent en Inde, Indo-Chine et autres pays d'Extrême-Orient.

Comme les solutions proposées ou données au problème, ainsi

Digitized by Google

que les résultats varient pour l'Inde et l'Indo-Chine et autres pays d'Extrême-Orient, il nous faudra diviser ce travail en deux parties.

La première sera consacrée à la réforme monétaire de l'Inde qu'on se plaît à donner en exemple, à ceux qui essaient d'améliorer la situation qu'on déplore en Indo-Chine. Notre seconde partie fera connaître cet état monétaire auquel on s'efforce, depuis longtemps déjà, de porter remède ainsi que les réformes réalisées ou projetées par les voisins de notre colonie.

Digitized by Google

PREMIÈRE PARTIE

LA QUESTION MONÉTAIRE EN INDE ET LA CONSOMMATION DE L'ARGENT.

Il est indispensable, pour parler de la question monétaire, de connaître, avant tout, le système monétaire du pays qu'on envisage. C'est pourquoi nous débuterons par une rapide analyse du système monétaire de l'Inde qui a subi les contre-coups de la politique monétaire successivement suivie dans cette colonie.

Mais pour se rendre compte de ces variations on est obligé de jeter un coup d'œil sur l'histoire monétaire de l'Inde.

Nous diviserons donc cette première partie en trois chapitres.

Le premier sera consacré au système monétaire de l'Inde.

L'histoire monétaire sera brièvement traitée dans un premier paragraphe.

Notre second sera réservé à l'étude de l'*act* de 1870. Car, bien que modifié par les *acts* du 26 juin 1893 et du 15 septembre 1899, il reste encore le texte fondamental de la législation monétaire actuelle de l'Inde.

La politique monétaire suivie de nos jours et les réformes qu'elle a engendrées feront l'objet du second chapitre.

Nous nous occuperons dans un premier paragraphe de la politique monétaire.

Dans un second de la réforme de 1893, qu'elle a amenée. Les résultats de cette modification monétaire seront étudiés dans le paragraphe suivant. L'*act* du 15 septembre 1899, qui achève la réforme monétaire indienne, nous fournira la matière d'un quatrième paragraphe.

Enfin, devant nous étendre sur l'appréciation de la réforme monétaire indienne, un chapitre complet ne sera pas de trop.

Digitized by Google

CHAPITRE PREMIER

Système monétaire de l'Inde.

§ 1. — *Histoire monétaire de l'Inde.*

Au commencement du XIXe siècle il n'existait pas en Inde de monnaie uniforme. Madras avait une monnaie d'or. Dans le Bengale on se servait d'une monnaie d'argent et d'or concurremment. Souvent les pièces de monnaie dans un même district avaient des poids et des dénominations différents. Aussi en 1806, le 25 avril, le Comité de direction de la Compagnie des Indes adressait-il un mémoire aux gouverneurs du Bengale et de Madras tendant à établir l'unification monétaire si désirable. Ce mémoire se prononçait en faveur de l'argent comme étalon et même pour les monnaies d'appoint. L'argent devant être étalon unique, il faudrait s'efforcer de rejeter l'or de la circulation. Toutefois la Cour des directeurs de la Compagnie des Indes recommandait de tenir compte des usages, des habitudes. Il ne fallait pas substituer l'argent à l'or, là où il était la mesure générale des valeurs et réciproquement, « *to introduce a silver currency* « *to the exclusion of the gold coin where the latter is the general* « *measure of value any more than to force a gold coin where* « *silver is the general measure of value* ».

Aussi serait-il inexact de dire que la politique monétaire de 1806 amena la substitution, en 1818, de la roupie à la pagode d'or, comme étalon dans la présidence de Madras où l'or avait joué le rôle principal. La vérité est qu'en 1806 la Cour des directeurs avait simplement émis le vœu de voir substituer à la pagode — là où elle est le principal élément de circulation, — le quart de roupie d'*or*. A son avis cette pièce devrait être payée et reçue en toutes occasions comme la pagode, tant en ce qui concerne

Digitized by Google

l'évaluation et la perception des recettes que pour les sommes destinées à des placements. Ce désir ne reçut satisfaction qu'en 1818. La roupie d'or fut substituée à la pagode. On la baptisa du nom de *mohur* qui servait à dénommer les pièces du Bengale et de Bombay. On lui reconnut la valeur de 15 roupies d'argent.

Ce n'est qu'en 1835 — après avoir reconnu qu'en fait, ne circulait plus guère, sur tout le territoire des Indes, que la roupie d'argent — que la Compagnie des Indes réserva le cours légal à l'argent seulement.

Désormais l'or cessait d'avoir cours légal dans l'Inde entière. Le mohur n'en continua pas moins d'être employé entre particuliers. Ainsi la circulation de cette pièce n'était pas prohibée. En 1841 il y eut plus. Une proclamation du 13 janvier autorisait les trésoreries à recevoir, jusqu'à nouvel ordre, le mohur pour sa valeur nominale : soit 15 roupies qui était en même temps sa valeur réelle par rapport à l'argent.

Mais en 1850 : c'est l'époque des grandes découvertes d'or de la Californie et de l'Australie, la dépréciation de l'or commence. Les mohurs n'ont pas cours légal, on les refuse en paiement pour leur valeur nominale tout au moins. Seules les caisses publiques les acceptent. C'était pour elles une obligation. Comment s'y dérober?

Aussi en 1852 le Gouvernement de l'Inde se plaignit à la Compagnie des Indes. Sa situation était intolérable et ne pouvait qu'empirer. Tous les particuliers apportaient aux trésoreries les mohurs qu'ils possédaient. Sur le pied de 15 roupies argent, — taux auquel les autorités devaient accepter ces pièces — on réalisait un bénéfice qui ne pouvait qu'augmenter avec la croissance de la dépréciation de l'or. Tous les mohurs se réfugiaient donc dans les caisses publiques. Celles-ci au contraire s'appauvrissaient tous les jours en roupies d'argent. C'étaient les seules pièces que la circulation acceptait. N'était-ce pas la monnaie légale?

Une décision du 25 décembre 1852 est venue mettre un terme à cette spéculation. Il fut déclaré qu'à partir du 1er janvier 1853 aucune trésorerie du territoire de la Compagnie des Indes ne recevrait plus des monnaies d'or. On pouvait encore apporter de l'or aux Monnaies pour la frappe. Mais le certificat remis par la Monnaie au déposant ne pouvait plus être remboursé

Digitized by Google

qu'en or. Et ce certificat n'était plus accepté dans aucune caisse publique.

Après une pareille disposition il semblait que l'or devait disparaître à tout jamais de la circulation. Il n'en fut rien. L'affolement passé, les appréhensions qu'avait fait naître la baisse de l'or calmées, on revint à la circulation d'or. Aussi en 1864 l'Association commerciale de Bombay et les chambres de commerce de Bengale, de Bombay et de Madras, envoyèrent au Gouvernement de l'Inde un mémoire demandant l'établissement d'une circulation monétaire or. Le Gouvernement en réponse à ce mémoire proposait au Gouvernement de la métropole l'acceptation des souverains et demi-souverains, de bon aloi, britanniques ou australiens frappés aux Monnaies d'Angleterre, d'Australie ou d'Inde comme « *legal tender throughout the British dominions in India* » (monnaie légale pour tout le territoire des Indes) sur le pied de un souverain pour 10 roupies. Quant aux traites du Gouvernement elles seraient payées sans avoir à distinguer si elles expriment des roupies ou des souverains sur le pied de un souverain pour dix roupies. On n'exclurait que le billon.

Le Gouvernement impérial répondit que — sans vouloir faire du souverain un « legal tender » — il ne voyait pas d'inconvénient à revenir à un état de choses qui avait existé en Inde pendant longtemps. On pourrait notamment recevoir les monnaies d'or dans les caisses publiques à un taux que déterminerait le Gouvernement par une publication. On y voyait un moyen de faire pénétrer dans l'usage — et cela sur tout le territoire de l'Inde, — le souverain et demi-souverain. On ferait là une expérience précieuse des chances de réussite que pourrait avoir une réforme visant l'introduction de l'étalon d'or. Lorsque pareille mesure paraîtra utile, on aurait ainsi préparé une certaine préférence en faveur du souverain.

En conséquence le 23 novembre 1864 une notification faisait connaître que, jusqu'à nouvel ordre, les souverains et demi-souverains seraient reçus dans les caisses publiques, en paiement des sommes dûes au Gouvernement, sur le pied de dix roupies les unes et de cinq roupies les autres.

Dans la suite les directeurs de la Banque du Bengale proposaient — vu l'afflux continu des souverains — qu'on profitât d'un moment où l'or anglais aura acquis un avantage certain pour le

Digitized by Google

déclarer « legal tender » sur le pied de dix et de cinq roupies.

Le Gouvernement de l'Inde insista à nouveau auprès du Gouvernement impérial pour faire accepter son projet de 1864. Le Secrétaire de l'Inde, le 17 mai 1865, lui répondit qu'il ne résultait pas de l'examen de la situation que l'introduction de l'or comme « legal tender » en Inde, s'imposât.

Devant cette obstination le Gouvernement de l'Inde conserva le *statu quo*. Notons cependant que le 28 octobre 1868 le Gouvernement éleva le taux auquel seraient reçus les souverains et demi-souverains. Au lieu de les compter pour 10 et 5 roupies, leur force libératoire fut fixée respectivement à 10 roupies 1/4 et 5 roupies 1/8. Cette décision fut imposée par la nécessité même des circonstances.

Le taux fixé par la « Notification » de 1864 étant inférieur au prix qu'on obtenait dans les bazars, les caisses du Gouvernement ne recevaient pas de souverains et demi-souverains.

Enfin, en 1866, une commission instituée par le Gouvernement — appuyant le « vœu général du pays », préconisant l'établissement du rapport légal de 1 à 15 entre la roupie et le mohur — décida qu'à partir de 1868 les trésoreries de l'Inde accepteraient à nouveau cette pièce sur ce pied.

§ 2. — *Étude de l'*act *de 1870 et la législation monétaire actuelle.*

Le moment est venu — après avoir parcouru toute une phase de l'histoire de la politique monétaire de l'Inde — de donner un tableau d'ensemble des monnaies employées en Inde en 1870.

C'est à cette date que fut promulgué le texte fondamental de la législation monétaire de l'Inde. Le *Indian Coinage act* date du 6 septembre 1870. Il ne fut qu'amendé, comme nous le verrons ultérieurement, par les *acts* du 26 juin 1893 et du 15 septembre 1899.

Aux termes de notre act de 1870 la frappe de l'or et de l'argent était libre. Un droit de monnayage de 1 0/0 sur l'or et de 2 0/0 sur l'argent était prélevé par les Monnaies. Elles étaient établies à Bombay et à Calcutta.

Les monnaies réelles sont d'or, d'argent et de cuivre.

Les monnaies d'or étaient le *mohur* ou pièce de 15 roupies, la

Digitized by Google

pièce de 10 roupies ou deux tiers de mohur, la pièce de 5 roupies ou tiers de mohur et le double mohur ou pièce de 30 roupies. Le mohur, son multiple et ses sous-multiples étaient au titre de 11/12 ou 0,91666 comme la monnaie d'or britannique.

Mais déjà une *notification* du 12 décembre 1870 supprimait la frappe du double mohur. Quant au mohur et à ses sous-multiples on n'en fabriquait déjà plus lorsque l'*act* du 26 juin 1893 supprimait la libre frappe de cette pièce. Cependant, aux termes d'une notification portant la même date, le mohur et ses sous-multiples sont reçus comme métal dans les Monnaies de l'Inde et échangés contre des roupies d'argent au taux de 1 roupie pour 7,53344 grains de fin soit plus de 21 roupies par mohur. Le Gouvernement songeait à remplacer la frappe du mohur par celle du souverain britannique. A cette fin, on devait ériger dans l'enceinte même de la Monnaie indienne une succursale de la Monnaie de Londres.

Les monnaies d'argent prévues par l'act de 1870 sont : la roupie, la demi-roupie ou pièce de 8 *annas*, le quart de roupie valant 4 *annas* et le huitième de roupie ou pièce de 2 *annas*. Ces pièces sont également au titre de 11/12 ou 0,91666. La roupie pèse, comme le mohur 180 grains *troy*, au titre de 165 grains *troy* de fin. Nous verrons, qu'ultérieurement, par un *act* du 26 juin 1893 la frappe de la roupie et de ses sous-multiples, pour le compte des particuliers, fut supprimée.

Les monnaies de cuivre sont : le double *pice* ou demi-anna, le *pice* ou quart d'*anna*, le demi-*pice* ou huitième d'*anna*, le *pie* ou tiers du *pice* ou douzième d'anna.

La roupie et la demi-roupie ont une force libératoire illimitée. Encore doivent-elles être de bon aloi, n'être pas altérées frauduleusement et n'avoir pas perdu plus de 2 0/0 de leur poids.

Le mohur au contraire n'était à vrai dire qu'une monnaie commerciale n'ayant pas cours légal.

Il était reçu cependant, comme nous l'avons vu, par les caisses publiques.

Nous verrons comment une loi récente : l'*act* du 15 septembre 1899 donne aussi cours légal illimité aux souverains et demi-souverains et établit — à l'inverse de ce qui avait lieu entre le mohur

Digitized by Google

d'or et la roupie d'argent — un rapport légal entre ces deux monnaies.

Enfin, le quart et le huitième de roupie et les pièces de cuivre n'ont cours légal que jusqu'à concurrence de 1 roupie.

Voilà, très brièvement indiquées, les principales monnaies reconnues par l'*act* monétaire de 1870. Si l'on voulait tout résumer d'un mot, on pourrait dire que c'était le monométallisme argent dans toute sa pureté.

Digitized by Google

CHAPITRE II

La politique monétaire suivie. — Réformes qu'elle a engendrées.

§ 1. — *Politique monétaire.*

Après la réforme allemande de 1873 démonétisant l'argent, celui-ci subit une dépréciation croissante et continue. Donc comme les commerçants paient les marchandises qu'ils tirent de l'Angleterre en or ; que c'est également en or que sont évaluées dans la métropole les sommes d'argent que les fonctionnaires anglo-indiens y envoient pour en effectuer le placement, ceux-ci avaient à subir des pertes de change considérables.

La baisse de l'argent ne tarde pas également à mettre le Gouvernement de l'Inde dans une situation budgétaire véritablement critique. Les sommes que l'Inde avait à payer à la métropole étaient stipulées en or. Le chiffre en était alors déjà très élevé. L'Inde avait à payer les intérêts des emprunts contractés en Angleterre, l'intérêt du capital garanti des chemins de fer, les frais des dépôts et transports de troupes anglaises, les pensions dûes aux fonctionnaires tant civils que militaires ayant acquis le droit à la retraite, etc. On estimait à plus de 15 millions de livres sterling le montant de ces dettes.

Aussi en 1876 la Chambre de commerce du Bengale et l'Association commerciale de Calcutta — profitant d'une baisse temporaire de la roupie qui était tombée à 18 1/2 d. — demandèrent que la Monnaie indienne suspendît, pour un certain temps, la frappe de la monnaie d'argent.

Le Gouvernement de l'Inde répondit que la situation n'était pas encore assez critique pour nécessiter un changement dans l'étalon monétaire. « Up to the present there is no sufficient « ground for interfering with the standard of value ». Le Gou-

Digitized by Google

vernement reconnaissait cependant que, si le trouble causé par la modification dans le rapport des deux métaux devait durer, il y aurait lieu d'intervenir dans l'intérêt des finances de l'empire indien.

Il suffirait, alors, simplement d'augmenter les impôts ou de réduire les dépenses ou bien de recourir aux deux moyens pour équilibrer le budget.

Mais devant la baisse continue de l'argent le Gouvernement de l'Inde se montra moins optimiste.

Changeant d'opinion, il pensait qu'il serait préférable — pour éviter une fois pour toutes des difficultés futures inextricables — d'adopter un « Gold standard while retaining the present silver currency of India » étalon d'or et de renoncer à la circulation d'argent actuellement en vigueur. Visant l'adoption éventuelle de l'étalon anglais et l'extension à l'Inde de la monnaie britannique, le Gouvernement propose de s'approvisionner d'or en le recevant, pour un taux à déterminer, de temps en temps. Lorsqu'on aura constaté une certaine stabilité, à un prix assez élevé, on établirait, d'une manière permanente, le rapport en comptant la roupie 2 schelings et l'on élèverait le prix de frappe.

Ce projet fut l'objet, dans la métropole, d'un examen approfondi. Mais le Comité, préposé à cet effet, décida, le 30 avril 1879, qu'à l'unanimité il avait cru ne pas devoir recommander ce projet à la sanction du Gouvernement impérial.

De 1878 à 1892 le prix de l'argent par rapport à l'or ne cessa de baisser.

Voici, pour s'en convaincre, un petit tableau qui fera connaître les fluctuations de la roupie de 1872 à 1892 :

En 1872-73 les traites de l'Inde et les transferts télégraphiques, exprimés en roupies, étaient vendus sur le pied de 22 d. 754 la roupie et les années suivantes successivement : 22 d. 351 ; 22 d. 156 ; 21 d. 626 ; 20 d. 508 et en 1877-78 : 20 d. 791. Le projet du Gouvernement de l'Inde de 1878 est rejeté. Le prix de la roupie tombe à 19 d. 794 l'année suivante. De 1879 à 1885 les oscillations sont moins accentuées mais le mouvement de baisse l'emporte comme le démontrent les chiffres suivants indiquant le prix de la roupie à Londres, de 1878 à 1886 :

En 1878-79 : 19 d. 794 puis 19 d. 961 ; 19 d. 956 ; 19 d. 895 ; 19 d. 525 ; 19 d. 536 ; 19 d. 308 et en 1885-86 : 18 d. 254.

Digitized by Google

Après 1885 la baisse va se précipiter d'une manière continue. La roupie vaudra successivement, pour les années suivantes : 17 d. 441 ; 16 d. 898 ; 16 d. 379 ; 16 d. 566. En 1890-91 la roupie hausse à 18 d. 089 mais en 1891-92 elle retombe brusquement à 16 d. 733.

Bien que cette baisse continue de l'argent, par rapport à l'or, causât des embarras très sérieux au Gouvernement de l'Inde, celui-ci ne songeait plus à changer l'étalon de l'Inde. On rechercha pendant cette période de 1878 à 1892 si l'on ne pourrait pas, par une entente internationale, élever le prix de l'argent par rapport à l'or.

C'est ainsi qu'en 1881 l'Inde envoya des délégués à la conférence monétaire, qui se tenait à Paris, en leur recommandant, non de proposer des modifications à la politique monétaire actuelle de l'Inde — dont ne voulait pas le secrétaire d'État — mais de rechercher quelque mesure de nature à rétablir le prix de l'argent, « he would be ready to consider any measures..... Calculated to « promote the re-establishment of the value of silver ».

En 1886, peu de temps avant la réunion de la commission royale de l'or et de l'argent, le Gouvernement de l'Inde déclarait « que les intérêts de l'Inde exigeaient impérieusement un effort surhumain pour régler la question monétaire par un accord international ».

Le Gouvernement de la métropole fit une réponse dilatoire. Il ajoutait qu'il n'était pas démontré que cette dépréciation, par certains côtés, ne fût avantageuse à l'Inde. Elle serait notamment un stimulant aux exportations. D'ailleurs la question était soumise à la Commission royale.

Malgré tout, le Gouvernement de l'Inde continuait à montrer une grande obstination dans ses revendications. Dans une dépêche[1] du 2 février 1886 Lord Dufferin écrivait à l'*India office :* « Nous n'admettons pas et ne pouvons pas admettre que les oscillations de la valeur relative des deux métaux ne puissent être gouvernées ou qu'il soit impossible de les ramener, par un pacte international, aux limites dans lesquelles elles sont restées jusqu'en 1873. Si, comme nous le croyons, il est possible d'assurer

[1] Correspondence between the British and Indian governments respecting the silver question 1886 (c.4868).

Digitized by Google

un rapport stable entre l'or et l'argent, le Gouvernement de l'Inde et le Gouvernement de Sa Majesté encourraient une grave responsabilité en négligeant de recourir aux moyens légitimes pour obtenir ce résultat ».

Une solution internationale, tant désirée, n'intervenant pas, la politique monétaire de l'Inde s'oriente, à nouveau, vers le monométallisme or en vue d'obtenir cette stabilité indispensable dans les relations du change. Cette idée on la trouve nettement exprimée, dès 1891, notamment dans l'exposé budgétaire de Sir D. Barfour.

« Tant qu'on peut espérer, disait-il, un règlement satisfaisant de la question, il est préférable que l'Inde conserve son système monétaire actuel. Mais il en serait tout autrement si les États-Unis abandonnaient l'argent. Il y aurait lieu d'examiner, alors, si l'Inde ne devrait pas fermer ses Hôtels des monnaies à la frappe de ce métal. *J'estime qu'en cas de nécessité, l'adoption de l'étalon d'or pour l'Inde constituerait une sage mesure.*

Les risques et les sacrifices seraient tout d'abord considérables, mais toute solution nette serait préférable aux fluctuations violentes et continuelles du change et à la perspective d'une baisse indéfinie du métal blanc. Si les États-Unis renoncent à l'étalon d'argent, le mal sera trop grand pour qu'on puisse y remédier par de simples palliatifs, et le Gouvernement de l'Inde, forcé d'opter entre une opération difficile et une maladie chronique, *fera mieux d'adopter l'étalon d'or au taux du change du jour où la décision sera prise, que d'essayer de relever les cours des monnaies d'argent* ».

En 1892, l'Inde envoya des représentants à la conférence de Bruxelles réunie pour étudier les moyens propres à augmenter l'utilisation de l'argent dans la circulation monétaire.

Dès le 18 février 1892, alors que fut projetée la réunion d'une conférence internationale, la Chambre de commerce du Bengale déclarait qu'il était impossible pour les gens d'affaires d'avoir quelque confiance dans la valeur future de la roupie. Il était estimé que cet état de choses, constituait un obstacle sérieux à l'exportation de capitaux en Inde et à toute entreprise sérieuse, « that it was impossible for men of business to feel any confidence in the future value of the rupee, and they believe that such a state of things restricts the investment of capital in

Digitized by Google

this country and seriously hampers legitimate enterprise ».

Si la Conférence de Bruxelles ne donnait pas le résultat désiré, le comité de la Chambre de commerce invitait le Gouvernement de l'Inde à étudier sérieusement l'introduction d'un « gold standard » en Inde. L'association commerciale de Calcutta discutait également la question.

Dans une dépêche du 23 mars 1892, le Gouvernement de l'Inde insistait auprès du Secrétaire d'État pour qu'il appuie tout projet que pourraient faire les États-Unis ou tout autre État en vue du règlement de la question de l'argent par un accord international.

Enfin le 21 juin 1892 le vice-roi des Indes, lord Landdowe, d'accord avec son ministre des Finances, sir D. Barbour adresse au Gouvernement de la métropole, une dépêche ainsi conçue : « S'il devient évident que la Conférence internationale n'aboutissait pas et si un accord direct entre l'Inde et les États-Unis ne pouvait être conclu, le Gouvernement de l'Inde fermerait aussitôt ses Hôtels de monnaie à la frappe libre de l'argent et prendrait ses dispositions pour l'introduction de l'étalon d'or, « should at once close its mints to the free coinage of silver and make arrangements for the introduction of a gold standard ».

Dans un télégramme du 22 janvier 1893 il faisait l'exposé de son projet. Il tendait à déclarer les pièces d'or anglaises « legal tender » en Inde sur le pied minimum de 13 1/3 roupies pour un souverain soit 18 d. par roupie. Mais on lit également que « the « power to admit soverings as legal tender might be of use as « measure, at interim, but it need not be put into force except « in case of necessity ».

Ainsi ce ne devait être qu'une mesure provisoire. En principe des nouvelles pièces d'or seraient frappées. Leurs poids et titre seraient déterminés de façon à leur donner une valeur sterling, correspondante au rapport adopté entre le souverain et la roupie d'argent. Le change anglo-indien serait ainsi fixé. La moyenne des cours serait prise pour base.

§ 2. — *Commission Herschell et réforme monétaire de 1893.*

Dès le 21 octobre 1892 Kimberley, alors secrétaire d'État de l'Inde, avait soumis le projet à une commission présidée par

Digitized by Google

lord Herschell et comprenant les lords Farrer et Welby, M. Leonard Courtney, sir Arthur Godley, lieut.-général sir Richard Strachey et M. Bertam Currie. La conférence de Bruxelles s'était ajournée le 31 mai 1893 sans avoir rien résolu. On comprend l'émotion que cet événement causa en Inde et l'impatience avec laquelle on attendait les conclusions de la commission Herschell.

Voici ce qu'elle décida :

Bien qu'on vous demande, disait le président, la fermeture des Monnaies et l'adoption d'un « gold standard », la Commission a cru devoir apporter à ce projet quelques modifications.

La commission admet la fermeture des Monnaies à la frappe libre de l'argent. Les particuliers perdirent ce droit. Le Gouvernement au contraire pourrait frapper des roupies en échange de pièces d'or. Serait également suspendue la frappe libre du mohur. Mais l'or n'en continuerait pas moins d'être reçu dans les Monnaies de l'Inde.

Comment? Les porteurs de métal jaune, en échange de leurs versements, recevraient non pas des pièces d'or, mais des roupies d'argent. A cet effet on établirait un change fixe de 1 roupie pour 1 s. 4 d. ou 16 d. Quant aux souverains et demi-souverains les caisses publiques les accepteraient, en paiement de toutes les sommes dûes, au même taux : les premiers pour 15 roupies, les seconds pour 7 1/2 roupies[1].

Bien entendu la Commission n'entendait pas fixer le moment où il faudrait agir. Le Gouvernement de l'Inde doit conserver toute liberté sur ce point d'accord avec le secrétaire d'État.

Par ces amendements, la Commission voulut ménager la transition entre l'ancien et le nouveau régime. La fermeture brusque complète des Monnaies provoquerait une hausse du change. La baisse des prix des produits indigènes en résulterait. Elle engendrerait le mécontentement de la population indienne. Enfin, dans le système recommandé par la Commission, la quantité des espèces en circulation continuait à être automatiquement réglée par les besoins du pays.

Le projet ainsi amendé par la Commission fut approuvé par

[1] A ce taux on peut remarquer que l'*anna* indien équivaut à un penny, et comme 1 roupie = 16 annas, une roupie vaudra 1/15 de liv. st. ou 16 d.

Digitized by Google

le Gouvernement de Sa Majesté et celui de l'Inde. Le Conseil législatif de l'Inde en fut saisi. Le 25 juin 1893 il le votait. L'*act* monétaire de 1870 et « l'Indian Paper Currency Act » de 1882 se trouvaient ainsi sensiblement modifiés. Notre *act* prononçait la fermeture des Monnaies indiennes à la frappe libre de l'or et l'argent. Mais le Gouvernement de l'Inde conservait le droit de frapper des roupies d'argent pour son compte. Des *Notifications* en date du 26 juin 1892 confirmaient également les conditions recommandées par la Commission suivant lesquelles l'or serait reçu dans les caisses publiques.

§ 3. — *Résultats de la réforme de 1893.*

Quelles furent les conséquences de ce changement de législation préparé depuis si longtemps et qui venait d'aboutir par l'act du 26 juin 1893? C'est ce que nous allons essayer de rechercher.

Une première conséquence — prévue d'ailleurs par la commission Herschell — fut la hausse subite des valeurs payables en roupies.

En fait, au milieu de juin, la roupie cotait 1 s. 3 d. Dès le 26 les transferts télégraphiques[1] sur l'Inde atteignaient le cours de 1 s. 3 d. 8/16; le lendemain 1 s. 4 d. 1/32, tandis que le 30 les soumissions faites à 1 s. 3 d. 7/8 ne furent pas l'objet de surenchère.

Bien des raisons diverses ont été données pour expliquer ce fléchissement. Il serait le résultat d'une spéculation. La Commission Herschell étant sur le point de terminer ses travaux on pouvait déjà prévoir dans quel sens elle conclurait. Aussi de grandes quantités de métal blanc avaient été envoyées en Inde.

L'époque à laquelle la réforme avait eu lieu y aurait été pour beaucoup. On était à la veille de la mousson, c'est le moment où l'exportation est la moins active. Dès lors les demandes de traites du Gouvernement sont rares.

[1] Le Gouvernement de l'Inde se procure la majeure partie des fonds qui lui sont nécessaires à Londres, en vendant des traites. Ces traites libellées en roupies, sont adjugées au plus offrant. Elles sont de deux espèces : les unes à vue, transmissibles par la poste ; les autres télégraphiques. Celles-ci, arrivant à destination trois semaines avant les premières (16 jours de Londres à Bombay), sont à un cours généralement plus élevé de [illegible] à 2/32 par roupie. Rapport de l'inspection générale des finances (*Bulletin de statistique du ministère des Finances*, février 1896, p. 225).

Digitized by Google

Mais on comptait sur les besoins d'argent qui se feraient sentir avec l'arrivée de la période des affaires. L'Inde n'important plus d'argent pour la frappe il faudrait bien que tôt ou tard le commerce recourût aux traites. Comme il y avait lieu d'escompter une demande active — la concurrence faisant son œuvre — la hausse devait s'ensuivre. On allait bientôt revoir le cours de 1 s. 4 d.

Ces belles prévisions ne se réalisèrent pas immédiatement. Voici, en effet, quels furent les taux annuels moyens des négociations à Londres des *India councils bills* et des transferts télégraphiques de 1893 à 1899[1].

Tandis que de 1892-1893 la moyenne annuelle avait été de 14 d. 985, l'année suivante elle tombe à 14 d. 547. La baisse n'avait pas dit son dernier mot. En 1895-1896 la roupie ne valut plus que 13 d. 101. Heureusement que l'année suivante les cours redeviennent plus favorables à la roupie. Elle cote 13 d. 638. La hausse non seulement se maintient mais s'accuse davantage. La roupie s'est vendue 14 d. 451 en 1896-1897 et l'année suivante on paya la roupie 15 d. 354.

Occupons-nous maintenant des résultats attribués à la réforme au point de vue des prix en général et de la prospérité de l'Inde.

Pour les uns les conséquences seraient fâcheuses. D'autres, au contraire, ne voient dans la réforme que des avantages. Tout d'abord voyons comment raisonnent les premiers.

Pendant 25 ans, jusqu'en 1891, les variations que l'on enregistre dans les prix sont à peu près négligeables. Elles ne dépassent pas 9 0/0. C'est ce qui résulte de l'examen des statistiques relatives à la valeur des marchandises d'exportation. L'emploi de la méthode des index Numbers aboutit à des constatations analogues.

Depuis 1893, date de la fermeture des Monnaies à l'argent, il en est tout différemment. On en déduit que le métal blanc offre, comme étalon des valeurs, des qualités de stabilité que l'or ne présenterait pas.

A un autre point de vue cette réforme aurait ruiné les planteurs d'indigo, les planteurs de café. Quant aux planteurs de thé ils n'en sont pas loin.

Par suite du mode de circulation monétaire adopté chaque

[1] Nous extrayons ces chiffres du *Report of the committee Indian Currency* de 1899, p. 15.

Digitized by Google

raiyat de l'Inde au lieu de recevoir 22 roupies pour la valeur d'un souverain de blé ou de graines oléagineuses reçoit 15 roupies au taux artificiel du change. Il doit donc vendre une plus grande quantité de grains ou de graines oléagineuses pour payer son bail ou l'intérêt de sa dette.

Mais il existe en Inde de fervents partisans de la réforme. Ce sont pour beaucoup, des hauts fonctionnaires de l'administration des Finances de l'Inde tels M. Fred. Atkinson; des directeurs de la statistique tels que J.-E.-O. Conor; des fonctionnaires de l'Indian Financial department tels que M. Harrison [1].

Ces défenseurs de la réforme, sans nier les faits relatés, — qui pour partie s'imposent à l'évidence, — leur attribuent des causes différentes.

C'est d'abord le procédé employé pour arriver à démontrer la variation dans les prix qui est condamné. La méthode consistant à se baser sur la valeur d'exportation des marchandises pour déterminer le prix des choses est défectueuse. Cela pour plusieurs raisons. Ces évaluations encourent le grave reproche de n'être toujours qu'approximatives. Elles tendent à se rapprocher des déclarations présumées. Dès lors il est douteux qu'elles soient toujours identiques. Ce n'est pas tout. Il y a des articles comme l'opium, le thé, l'indigo qui n'ont qu'une valeur d'exportation. Tout au moins ils ne tiennent qu'une place bien mince dans le commerce intérieur. Ce n'est pas pour ce genre de trafic que la question de l'influence de l'argent sur la détermination des prix joue le rôle dominant.

Enfin les statistiques ne peuvent donner nécessairement que des résultats d'ensemble. Elles seront obligées de grouper dans une même catégorie de marchandises tout un ensemble d'articles qui peuvent être l'objet de variations multiples mais diverses.

[1] Ces fonctionnaires ont fait connaître leur manière de penser, notamment dans des articles qui en raison de leur étendue et de leur importance doivent être spécialement signalés à l'attention du lecteur. Voici les principaux (pour les autres consulter notre bibliographie) :

Prices and Silver, par Atkinson, articles parus dans le *Journal of the Royal Statistical Society* de mars 1897 et de juin 1898.

Rupee Census, par Harrison, article paru dans l'*Economic Journal* de 1897. L'article de J.-E Conor paru dans la *Review of Trade in India*, numéro de mars 1898. Enfin l'article *Prices and Wages in India* inséré dans les Blue Book de 1897.

Digitized by Google

De celles-ci il sera, le plus souvent, impossible de tenir compte dans les résultats statistiques fournis.

Malgré ces réserves on convient volontiers que les prix ont subi depuis la réforme monétaire, des fluctuations assez sensibles. Mais les causes n'en devraient pas être cherchées dans cette réforme.

Ces causes elles seraient multiples. Les principales seraient : la chute de la pluie, l'extension du réseau ferré, l'accroissement de la demande des produits destinés à l'exportation, la concurrence faite à l'Inde par les pays voisins, enfin les conditions de la circulation.

Pour M. Atkinson c'est la pluie qui joue le rôle le plus important dans les variations de prix constatées. Cependant ce phénomène météorologique n'explique pas tout. Car, heureusement, la sécheresse ne fut que temporaire. Dès lors les effets en résultant n'auraient pu être également que passagers. S'il n'en fut pas ainsi c'est par suite de l'influence exercée par d'autres causes précitées.

Le développement des chemins de fer, l'accroissement de la demande des produits destinés à l'exportation peuvent, sans doute, être considérés comme des causes de hausse des prix. Cependant deux observations s'imposent. Les raisons invoquées n'expliqueraient que des variations momentanées. Ensuite, la hausse résultant de l'augmentation de la demande des articles d'exportation est singulièrement gênée par un phénomène inverse. La concurrence des pays voisins n'a-t-elle pas pour effet de neutraliser les chances de hausse mises en avant?

Aussi démontre-t-on, avec l'appui des statistiques, que la baisse des prix est surtout dûe à la concurrence étrangère. Pour faire cette preuve on distingue dans les tableaux mis à contribution d'une part, les articles d'alimentation et d'autre part, les produits manufacturés.

Cette opération accomplie, on remarque que les objets manufacturés ont plus souffert de la baisse que les produits alimentaires. Bien mieux certains d'entre ces derniers avaient bénéficié d'une hausse. Pourquoi? Parce que ce sont surtout les produits manufacturés qui sont particulièrement atteints par la concurrence des pays voisins.

Mais restait toujours à trouver une cause permanente de na-

Digitized by Google

ture à rendre compte des fluctuations continues qu'il était impossible de nier.

Aussi Atkinson lui-même est obligé de reconnaître que la circulation monétaire a joué un grand rôle dans l'élévation des prix. Il admet également que c'est la seule cause mise en avant qui puisse expliquer des fluctuations quelque peu durables. Mais il s'empresse d'ajouter que la sécheresse a une importance bien autrement considérable sur les prix.

En 1893, la fermeture des Monnaies amenant une contraction monétaire, les prix exprimés en roupies d'argent baissent très sensiblement. Un chiffre pour fixer les idées. Si l'on exprime par 100 les prix de 1893, c'est par 78 qu'il faut représenter ceux de 1895. Et la baisse continue pendant toute la première moitié de l'année 1896. Malheureusement la sécheresse entraîne une hausse de 41 0/0 en six mois. Encore la panique ne battit son plein qu'en novembre 1896. En 1897, les prix des denrées, en moyenne sont doubles de ceux de 1871 et 68 0/0 plus élevés, qu'en 1895. Tandis qu'en 1878, lors de la précédente grande famine causée par la sécheresse, on ne relève qu'une différence de 66 0/0 par rapport aux prix payés en 1876.

Cependant, il affirme que l'inflation ne peut entraîner qu'une hausse apparente des prix. La contraction monétaire, pourvu qu'elle ne soit pas trop grande, peut seule maintenir une certaine stabilité dans les prix.

Maintenant quelle est l'influence de la réforme sur le métal blanc?

Les adversaires de la réforme pensent communément qu'avant la fermeture des Monnaies, la roupie suivait sensiblement le cours du métal blanc. Depuis, il n'en serait plus de même déclare-t-on. Il résulte cependant des statistiques dressées [1] que depuis 1893, toute hausse ou baisse dans la valeur de la roupie s'est traduite par une fluctuation presque analogue dans le prix de l'argent. Donc, malgré la fermeture de la Monnaie à l'argent, c'est toujours la roupie qui reste le facteur principal pour la détermination du prix de l'argent. Il faut en rechercher la raison dans la régularité de la demande de métal blanc faite par l'Inde.

[1] *Review of Trade in India* de mars 1897. On y trouve un relevé trimestriel du cours de la roupie et de l'argent de janvier 1892 au 20 juin 1896.

Digitized by Google

Sans doute la consommation de l'Inde, pour ses besoins monétaires ne dépasse pas 1/6 de la production totale de l'argent. Mais cette demande ayant presque toujours la même importance influe plus, à elle seule, sur le métal blanc que toutes les autres demandes réunies.

On comprend facilement maintenant l'enthousiasme du Gouvernement et des hauts fonctionnaires pour la réforme. Elle ne peut qu'augmenter la prospérité de l'Inde. Celle-ci cesse ainsi d'être le refuge de l'argent du monde. On ne voit pas bien où se serait arrêtée l'inflation et à quel niveau les prix se fussent élevés sans la fermeture des Monnaies à l'argent. Personne ne peut contester que les fluctuations dans les cours du change depuis 1874 n'étaient pas préjudiciables au commerce. Quant aux bénéfices que la baisse de la roupie, par rapport à l'or, a pu procurer aux exportateurs, ils n'étaient que de courte durée. Par contre, l'inflation de la circulation monétaire — en élevant les prix d'une manière exagérée — eût pu, à brève échéance, porter un contre-coup fâcheux au commerce d'exportation.

Si les hauts prix relatés de 1889 à 1892 s'étaient maintenus l'exportation eût été rendue, sinon impossible, tout au moins fort difficile.

La fermeture des Monnaies à l'argent, en mettant un frein à cette inflation exagérée du même coup mettait un obstacle à la hausse des prix. Celle-ci, après les statistiques fournies par M. Atkinson, n'avait pas été moindre de 1874 à 1892.

Quant au change, abandonné à lui-même, il eut vite atteint le cours officiel de 16 d. et eût fait preuve de la même stabilité que celle relevée de janvier 1895 à novembre 1896 sans la sécheresse qui a désolé l'Inde en 1897.

C'est cette calamité qui a empêché les prix de se fixer à un taux de nature à encourager et à accroître le commerce d'exportation. Heureusement que cette situation ne fut que passagère.

Malgré ces belles promesses la situation ne s'améliorait pas. La contraction monétaire faisait sentir tous ses effets.

Alors en janvier 1898 — pour remédier au resserrement de la circulation dont souffrait le marché de l'Inde « in order to afford a means of relief to the severe stringency » — un *act* autorisait le Gouvernement de l'Inde à émettre des billets contre dépôt d'or. Une *notification* du 21 janvier annonçait que le secrétariat

Digitized by Google

d'État pour l'Inde recevait de l'or en échange de billets. Ils seraient émis sur le pied de 7.53344 grains d'or fin par roupie. Maintenant, de temps en temps, le secrétaire d'État indiquerait la quantité de fin qu'il faudra verser en sus pour couvrir tous les frais et charges accessoires occasionnés par la transmission de l'or en Inde.

En conformité de cette *notification* le secrétaire d'État pour l'Inde faisait publier que, jusqu'à nouvel ordre, il était vendeur de transferts télégraphiques sur Calcutta, Madras et Bombay à raison de 1 s. 5/32 par roupie.

Ces dispositions qui n'avaient été édictées que pour six mois, tout d'abord, furent prorogées par un *act* subséquent de 1898 pour deux ans.

Il importe de remarquer que malgré ces deux *acts* « no gold has been tendered », l'or n'avait pas été rendu *tender*. La roupie restait toujours la seule monnaie légale et libératoire pour les paiements de quelque importance. Il n'existait alors encore aucun rapport légal entre les roupies et l'or. Le Gouvernement de l'Inde entendait simplement jusqu'à nouvel ordre, fixer le taux auquel pourraient être frappées des roupies en échange d'or ou de billon.

On déterminait seulement la limite extrême que pouvait atteindre le change du sterling sous l'empire de ces arrangements.

§ 4. — *Politique qui a conduit à l'act du 15 septembre 1899. — Travaux du Comité de 1898. — Les résultats de la grande enquête. — Étude de la réforme de 1899.*

Voilà, brièvement indiquée, quelle était la situation lorsqu'au mois de mars 1898 le Gouvernement de l'Inde fit un pas de plus. Il voulait définitivement faire aboutir la politique monétaire inaugurée en 1893 par la suppression de la frappe libre de l'argent, ouvrir les voies à l'étalon d'or. A cet effet il soumit à la métropole un projet qu'il nous faut faire connaître.

Il fut exposé dans une dépêche du 3 mars 1898. Voici quelles en sont les grandes lignes.

Le but visé était de maintenir le change de la roupie à 16 d. Si officiellement la roupie valait 16 d. or, ce n'était pas son taux commercial. Aussi les souverains n'étaient pas importés. L'or

Digitized by Google

était officiellement déprécié par rapport à l'argent. Tant qu'il en serait ainsi l'or ne rentrerait pas dans la circulation. Si, au contraire, l'argent parvenait à valoir 16 d. d'or ou, mieux encore, un peu plus, cette petite différence, si faible soit-elle, serait suffisante pour intéresser la spéculation à importer de l'or. Pour arriver à ce but, il était de toute nécessité de faire hausser le prix de la roupie au-dessus de 16 d. ou tout au moins s'efforcer à ce que sa valeur commerciale atteigne au moins 16 d.

Pour cela le Gouvernement de l'Inde proposait de restreindre la circulation de la roupie. Il estimait que — sans pouvoir exactement fixer la quantité de roupies qu'il faudrait retirer de la circulation — le retrait n'atteindrait pas 240 millions de roupies. Mais, pour rendre cette opération praticable, il fallait au préalable constituer une réserve d'or. Celui-ci prendrait la place de l'argent[1]. Pour ce faire un emprunt de 20 millions de sterling suffirait. Sur cette somme, 5 millions de £. st. seraient prélevés afin de mettre l'opération en train. On retirerait de la circulation 200 millions de roupies qu'on refondrait et vendrait comme métal. Sans doute une perte, qu'on estimait à 80 millions de roupies, en résulterait.

Nos 5 millions de £. st. suffiraient à la couvrir.

Mais alors, peut-on se demander, pourquoi un emprunt de 20 millions de £. st. puisqu'une couverture de 5 millions de £. st. était jugée suffisante? Pour deux raisons principales : d'abord pour constituer une réserve d'or, puis, si le besoin s'en faisait sentir, retirer une nouvelle quantité de roupies de la circulation. Cependant le Gouvernement de l'Inde était persuadé que ce retrait de 200 millions de roupies assurerait le cours de 16 pence par roupie.

Dès ce moment les souverains anglais pourraient être importés. Ils entreraient alors définitivement dans la circulation du pays. Ainsi l'établissement de l'étalon d'or, étroitement lié à la hausse du cours de la roupie, pourrait être établi.

Ce plan fut soumis, au mois d'avril 1898, par le secrétaire d'État pour l'Inde, à un Comité.

[1] Voici d'ailleurs le passage : « to melt down existing rupees, having first provided a reserve of gold, both for the practical purpose of taking the place of the silver, and in order to establish confidence in the issue of our measures ».

Digitized by Google

Sir Henry H. Fowler, le présidait. Faisaient partie de cette commission notamment lord Balfour of Burleigh, Sir David Barbour, M. Everard Hambro, M. W.-H. Holland, Robert Campbell, etc.

Une longue enquête fut ouverte. Tous les intérêts ont été représentés et invités à faire valoir leurs observations. Les résultats de cette enquête furent consignés dans deux gros volumes. En parcourant ces travaux on est étonné de la multitude des questions envisagées. C'est plutôt une grande enquête économique qu'une simple étude monétaire. On y trouve de tout. Un musicien la qualifierait volontiers de pot pourri. Cette enquête ne fut clôturée qu'en juillet 1899, par un *rapport final* dû au secrétaire Sir Chalmers[1].

Ce rapport résume toutes les opinions émises et enregistrées dans les procès-verbaux des séances dans l'ordre monétaire. C'est assez dire qu'il s'occupe d'autres questions que de l'examen pur et simple du projet du Gouvernement. Mais voyons de suite ce que le Comité pensait du plan proposé par le Gouvernement de l'Inde[2].

°°°

Le rapporteur insinuait, tout d'abord, que si le Gouvernement de l'Inde avait pu prévoir l'amélioration qui s'était produite dans le change depuis mars 1898, il n'eût, sans doute, pas rédigé sa proposition.

C'est qu'en effet, pendant qu'à Londres notre Comité s'éternisait dans sa longue enquête, la hausse naturelle de la roupie s'effectuait. Le change s'était fixé à 16 pence. Les traites du Secrétariat d'État ont été exceptionnellement nombreuses. Une somme de plus de 2.370.000 £ d'or avait été versée dans les caisses du Trésor en échange de roupies. Il est vrai que même si le projet eût été accepté plus tôt, devant cette modification dans la situation monétaire, le Gouvernement de l'Inde — c'est ce qui résulte de ses déclarations postérieures — n'eût pas appliqué son projet. Bien que ce projet ne soit plus en question, le Co-

[1] Report of the committee opposited to inquire into the Indian Currency, publié en 1899.

[2] Cela fait l'objet du § 4 du rapport (p. 15).

Digitized by Google

mité a cru devoir examiner les causes qui expliquent la hausse de la roupie depuis 1894.

Il conteste tout d'abord, que la contraction relative de la circulation soit la cause principale de la hausse de la roupie. C'était la pierre angulaire sur laquelle était échafaudé tout le projet du Gouvernement de l'Inde. Il n'était pas démontré du tout qu'il y ait eu quelque contraction dans la circulation de l'Inde de nature à avoir influencé matériellement le change. Il n'est pas déraisonnable de soutenir qu'il y a eu une certaine contraction et qu'elle a légèrement influé sur le prix de la roupie[1].

De gros emprunts faits à Londres pour le compte indien ; moindres tirages de traites du secrétaire d'État ; augmentation dans les exportations nettes de l'Inde ; diminution dans les importations de métal blanc[2] ; renchérissement des prix exprimés en or, voilà les principaux facteurs qui ont coopéré à la hausse de la roupie.

Dès lors, comme il est impossible d'établir dans quelle mesure la contraction monétaire a pu influer sur la hausse du prix de la roupie, il serait téméraire de produire cette contraction artificiellement en retirant de la circulation — comme le demandait le Gouvernement de l'Inde — une certaine quantité de roupies. Au reste cette opération entraînerait des souffrances momentanées sur les marchés de l'Inde occasionnées par le resserrement monétaire. C'est ce qui explique que les personnes représentant les intérêts commerciaux et industriels de l'Inde n'ont pas appuyé cette proposition. Elles la considéraient comme devant engendrer des resserrements monétaires très préjudiciables au commerce. Comme autre conséquence cette vente d'argent par le Gouvernement devait entraîner une baisse du prix de ce métal. Il en résulterait une perturbation dans le change avec la Chine et les autres pays ayant une monnaie d'argent. Ceci posé,

[1] Voici d'ailleurs le passage : « it has not been proved that the rise in the value of the rupee since 1894-5 is due solely to relative contraction of the Indian currency : and it may be that it is not due mainly to this cause. It is not certain that there has been any contraction of the Indian currency which has materially affected the exchange though it may not unreasonably be inferred that there must have been some contraction, and that such contraction has had some influence on the exchange value of the rupee ».

[2] Les importations nettes annuelles pendant les 3 années qui précédèrent la fermeture de la Monnaie à l'argent s'élevant à 43.133.678 onces pour une valeur de 120 020.296 roupies. Pour les 3 années précédant 1898-9 ces importations tombent à 31.126.376 onces valant 60.103.431 roupies.

Digitized by Google

le rapport concluait qu'il n'était nullement démontré que le projet du Gouvernement fût moins préjudiciable que le *statu quo*.

Mais fallait-il rouvrir la Monnaie à la frappe libre de l'argent et renoncer à la politique inaugurée en 1893?

C'est une question qui a été longuement examinée dans l'enquête non pas précisément sous cette forme absolue, mais avec certaines atténuations.

Aucun des mémoires rédigés par les Chambres de commerce de Bengale, Bombay, Madras et Karachi ne demandait de revenir à la frappe illimitée de l'argent.

Par contre certaines personnes qui en 1893 étaient hostiles à la fermeture des Monnaies réclamaient maintenant l'étalon d'or.

Il y avait enfin d'autres groupes de réformateurs. Les uns étaient partisans de la réouverture des Monnaies à la frappe de l'argent. Cette réouverture immédiate effrayait d'autres qui croyaient plus prudent de temporiser. Plusieurs proposaient d'attendre un concours de circonstances favorables à cette réouverture. Quelques autres en tenaient pour une réouverture graduelle dans l'intérêt de l'industrie, du commerce et des finances publiques indiennes.

Toutes ces résolutions ont été examinées par le Comité à la lumière des faits des six dernières années.

Tout d'abord le Comité estime qu'une réouverture graduelle aurait un effet aussi néfaste sur le prix des objets et occasionnerait le retrait de capitaux de l'Inde, tout comme la fermeture immédiate.

Quant au projet consistant à attendre des circonstances favorables (ce qu'on ne peut espérer que d'une entente internationale très problématique) pour revenir à l'étalon d'argent il ne présente pas assez d'avantages à côté des inconvénients pour abandonner le *statu quo*. On escompte d'une élévation de l'argent par rapport à l'or, ou d'une baisse de l'or par rapport à l'argent, ou de la combinaison de ces phénomènes jointe à d'autres circonstances mal déterminées, la possibilité de revenir à l'étalon d'argent sans entraîner une baisse sensible et soudaine dans le change de la roupie. Le Gouvernement de l'Inde choisirait ce moment opportun.

Le Comité fit remarquer que l'adoption ou le rejet de cette proposition dépendait de la solution donnée à une question beau-

Digitized by Google

coup plus générale dominant toute cette matière, à savoir :

Est-il désirable pour l'Inde de revenir au monométallisme argent?

La politique de la réouverture des Monnaies à une date future n'a été soutenue que par des gens croyant à la possibilité d'un accord international pour une certaine période ou tout au moins d'une entente directe entre l'Inde et les États-Unis en vue de la stabilisation du change. L'échec des négociations de 1897 entre la France et les États-Unis montre que ces espérances deviennent de plus en plus chimériques.

Et cependant beaucoup de bons esprits sont encore partisans de la réouverture des Monnaies et de la frappe illimitée de l'argent.

Voici quels sont les principaux arguments apportés à l'appui de cette opinion.

Une roupie bon marché entraîne un bas change. C'est un stimulant à l'exportation dont dépend la prospérité de l'Inde. Un « arbitrarily enhanced » de la roupie décourageait l'exportation. La fermeture des Monnaies ne peut qu'augmenter le mal. Les bénéfices de la frappe libre compenseraient les difficultés temporaires que rencontre le Gouvernement de l'Inde. Il lui suffirait d'élever les taxes ou d'en créer de nouvelles portant sur les importations et les exportations.

Le Comité remarque que ces resserrements monétaires redoutés ne se sont point produits pendant la période d'activité des affaires. Le taux d'escompte de la Banque de Bengale fut de 10 0/0 au 6 janvier 1898, s'éleva au 24 février à 12 0/0, se maintint à ce taux jusqu'au 27 avril 1898 et ne tomba au-dessous de 10 0/0 que le 16 juin 1898. Le taux pour la période d'affaires 1898-99 n'a jamais dépassé 7 0/0. Par contre le commerce extérieur de l'Inde dépassa 2.100 millions de roupies en 1898-99, tandis qu'il n'atteignait en 1897-98 que 1.990 millions de roupies.

D'ailleurs les combinaisons des banquiers peuvent parfaitement satisfaire à l'accroissement du commerce de l'Inde. La cause du resserrement constaté en 1897-98 est dûe, à n'en pas douter, à la situation exceptionnellement défavorable où se trouvait le Gouvernement de l'Inde, par rapport au marché monétaire, en automne 1897. En temps ordinaire le Gouvernement de l'Inde est en mesure d'approvisionner le marché monétaire tant

Digitized by Google

en automne qu'en hiver en vendant des *Councils Bills* et des transferts télégraphiques. Ainsi pendant les quatre derniers mois de 1894[1] les bills et transferts vendus par le secrétariat d'État atteignaient 80.520.000 roupies. L'année suivante, pour la même période, ce chiffre s'élève à 98.880.000 roupies et en 1896 : 60.560.000 roupies. Mais en 1897 — par suite de balances défavorables au Gouvernement de l'Inde occasionnées par la famine, les expéditions militaires, qui ont fortement affecté la rentrée des impôts — le secrétariat de l'Inde fut dans l'impossibilité, du 1er septembre au 15 novembre, de vendre des bills et transferts. Bien plus, il fut obligé de tirer pour 10 millions de roupies de traites sur l'Inde. Aussi pendant les 4 derniers mois de 1897 le total du disponible, provenant des remises du Gouvernement sur les marchés monétaires de la Présidence, ne s'élevait qu'à 30.327.000 roupies au lieu de 57.242.000 roupies l'année précédente.

D'ailleurs, des variations très grandes existaient avec le système de la Monnaie ouverte à la frappe. Par exemple : l'escompte était de 12 0/0 en avril 1890, tandis que du 10 février jusqu'à cette date il s'était maintenu à 10 0/0. L'année précédente l'escompte avait été de 12 0/0 du 21 février au 28 mars 1889, et en dehors de cette période du 16 janvier au 11 avril de cette même année, l'escompte ne tomba pas à 10 0/0.

Que faut-il penser maintenant de cet autre argument d'après lequel le système de la fermeture des Monnaies à l'argent met l'Inde, au point de vue industriel, dans une situation défavorable par rapport à la concurrence qu'elle a à soutenir avec les pays à étalon d'argent?

On fait remarquer que la plus forte baisse du change de Londres avec la Chine ainsi que la baisse du change avec l'Inde seraient de nature à stimuler les exportations de Chine qui concurrencent les exportations de l'Inde. Conséquemment, ce serait une cause de développement de la production en Chine. Les importations indiennes en Chine ne peuvent qu'en souffrir. L'Inde se trouve ainsi placée dans une situation d'inégalité que l'augmentation du cours actuel du change rendrait plus intolérable encore.

La baisse du prix de l'argent se traduit nécessairement par

[1] Ces quatre derniers mois de l'année constituent l'époque des affaires.

Digitized by Google

une baisse de change chinois. Le producteur chinois reçoit un prix plus élevé par rapport à ce même prix exprimé en or. Les salaires et autres facteurs de la production subiraient des fluctuations moins sensibles. Cette différence dans les variations engendrerait un bénéfice spécial dû à la baisse du change. Voilà ce qui constitue pour le producteur chinois une prime à la production à l'encontre du producteur indien privé de ce stimulant. Si au contraire le change s'élève, le producteur touchant pour ses produits un nombre inférieur de roupies sera moins encouragé à produire.

Cette question avait déjà été longuement examinée par la Commission Herschell [1]. Elle pensait, qu'en admettant même le bien fondé de cette opinion, les effets résultant de chaque baisse du change n'ont qu'un caractère transitoire. Le Comité de 1899 dans son rapport se rallie à la même idée.

Il est remarqué notamment que les prix et salaires ont augmenté en Chine depuis la baisse de l'argent et la circulation locale de cuivre a varié dans la proportion de l'argent.

Quant à l'idée qu'un change bas constitue une prime à l'exportation, le Comité de Herschell avait déclaré qu'elle ne ressortait nullement de l'examen des statistiques des exportations de l'Inde pour une série d'années envisagées. En fait, ce stimulant n'a eu aucune influence sur l'importance du commerce, « *On the contrary, the progress of the export trade has been less with a rapidly falling than with a steady, exchange* » (Au contraire, l'exportation a été moins élevée avec la baisse du change qu'avec un change fixe). Le rapporteur du Comité de 1899, reprenant le passage, déclare à son tour qu'il n'a pas été possible au Comité de trouver des statistiques confirmant l'opinion que les exportations ont été influencées sérieusement et d'une manière durable, par la dépréciation de l'étalon des valeurs du fait de la baisse du change. Il semblait que la statistique des exportations de l'Inde depuis la fermeture des Monnaies eût dû faire la lumière sur cet aspect de la question.

Malheureusement, il n'en est rien. Car, comme le remarque le Comité de 1899, depuis les 6 dernières années, tant de causes ont troublé le commerce que vraiment il est difficile d'établir dans quelle mesure la hausse du change a pu agir. A côté de la

[1] Paragraphe 27 du Report of committee de 1892.

Digitized by Google

fermeture des Monnaies de l'Inde, on relève la cessation de la frappe de l'argent par les États-Unis de nature à entraîner la baisse du prix de l'argent. Il devait en résulter de nombreuses appréhensions qui troublèrent le commerce pour un certain temps. Enfin l'Inde eut à supporter la guerre, la famine qui devaient lui causer bien des embarras financiers et réduire, comme nous l'avons vu, les traites du secrétariat de l'Inde. Malgré tout, il peut être de quelque intérêt pour le lecteur d'avoir une idée des exportations de l'Inde et du cours du change pendant les 12 années qui s'écoulent de 1887-88 à 1898-99.

Voilà pourquoi nous extrayons du rapport de l'Indian currency committee un tableau qui renseigne sur ce point :

Années.	Cours du change.	Prix de l'once.	Exportation des marchandises en 10.000 roupies.
	d.	d.	
1887-88	16 898	44 5/8	90,471
1888-89	16.379	42 7/8	96,978
1889-90	16.506	42 11/16	103,397
1890-91	18.089	47 11/16	100,136
1891-92	16.733	45 11/16	108,036
1892-93	14.985	39 13/16	106,536
1893-94	14.547	35 1/16	106,448
1894-95	13.101	28 15/16	108,815
1895-96	13.638	29 7/8	114,263
1896-97	14.451	30 3/4	103,914
1897-98	15.354	27 9/16	97,537
1898-99	15.978	26 15/16	112,723

Le Comité, sans s'attarder à ces statistiques — qui ne présentent qu'une faible valeur pour notre démonstration — croit devoir retenir l'attention sur l'industrie du thé qui a particulièrement à souffrir de la concurrence chinoise puisque la Chine pratique le monométallisme argent. De plus beaucoup de capitaux sont engagés dans cette industrie qui est de première importance pour l'Inde.

Or, dans l'enquête, les intéressés ont fait valoir leurs revendications déclarant qu'ils étaient particulièrement atteints par la hausse du change de l'Inde. Le Comité tout d'abord remarque que ce phénomène n'a pas pu être préjudiciable à l'exportation des produits venant des plantations produisant déjà ni de ceux

Digitized by Google

sur le point de donner. Cela n'a pu qu'atténuer l'extension de cette culture.

Sans doute la hausse du change a pu diminuer les profits espérés d'une baisse de la roupie. Mais, comme il a déjà été remarqué, la concurrence de la Chine ne saurait agir d'une manière permanente.

Enfin les exportations de thé chinois ne se sont pas accrues d'une manière sensible d'une part et il est démontré, d'autre part, que la hausse des prix et des salaires, exprimés en argent, a fini par s'accentuer en Chine. Aussi, sur ce point, comme sur le précédent notre comité adopte les conclusions de la Commission Herschell de 1892 qui, elle-même se ralliait aux vues exprimées par le Gouvernement de l'Inde.

Il pensait[1] qu'un pays, en fin de compte, ne réalise pas de bénéfices avec son commerce extérieur par suite d'une dépréciation de son étalon. Le prix exceptionnel qu'il reçoit de ses exportations est balancé par le prix exceptionnellement élevé qu'il paie les produits importés.

En second lieu un producteur d'articles d'exportation peut, momentanément, réaliser un gain « *unfair* » (injuste), par suite de la dépréciation de l'étalon aux dépens de ses employés et autres personnes qui touchent des gages fixes.

Enfin ce gain ne saurait être permanent car il disparaît sous l'influence de la surproduction et des exigences du commerce international qui réclame un étalon commun entre pays intimement liés tant par leurs relations financières que commerciales.

Aussi la Commission rejette l'argument que le bas change est un stimulant pour les exportations et un obstacle aux importations. Que d'ailleurs on ne voit pas bien ou s'arrêterait, pour les partisans de cette opinion, la baisse du change.

La réouverture des Monnaies, sans accord international, serait — une longue expérience en fait foi — l'instabilité du change de l'Inde avec les pays à étalon d'or : obstacle incontestable au développement du commerce international. Or les 4/5 du commerce extérieur de l'Inde se font avec les pays à étalon d'or. Il importe donc que l'Inde ait un change stable avec ces Etats. Ce résultat est incompatible avec la réouverture des Monnaies.

[1] On trouvera ces vues du Gouvernement exprimées dans une lettre adressée au secrétaire de l'Association des Planteurs du Darjiling, en date du 12 octobre 1892.

Digitized by Google

A côté du commerce extérieur il y a le Gouvernement de l'Inde qui paye ses fonctionnaires, son armée, les charges de ses emprunts en roupies, mais d'après le change de la livre sterling, tandis qu'il perçoit les impôts en roupies. La colonie souffrirait de cette réouverture.

Il faut donc renoncer définitivement au monométallisme argent, partant à la frappe libre de l'argent, pour adopter l'étalon d'or. Mais, on peut concevoir l'or étalon des valeurs en Inde, soit avec une circulation d'or, soit simplement avec une réserve d'or.

L'établissement de l'étalon d'or s'impose, dit le Comité, par toute une série de considérations.

Rappelons que les 4/5 du commerce extérieur de l'Inde se font avec des pays ayant l'étalon d'or. Il est donc désirable que l'Inde adopte cet étalon.

L'Inde a besoin, pour être mise en valeur, qu'on y affecte beaucoup de capitaux. Tantôt les capitaux sont nécessaires pour les affaires, pendant la période d'activité, tantôt ils sont indispensables pour exécuter les grands travaux, fonder de grandes entreprises. Ces capitaux ne peuvent venir que des pays à étalon d'or qui seuls peuvent prêter de l'argent. Mais cet exode vers l'Inde n'est possible qu'avec un change fixe et l'étalon d'or.

Maintenant ceux qui mettront des capitaux dans les entreprises indiennes, voire même fonderont là-bas des affaires, n'agiront qu'en vue de réaliser des bénéfices et des profits. Il importe, qu'au moment de leur réalisation, leur existence ne soit pas compromise par une question de change.

Le Comité sur ce point a été particulièrement frappé du témoignage de M. Alfred de Rothschild[1] lorsqu'il disait « that British capital would be at once forthcoming if the British investor knew that there was a fixed rate of exchange between the two countries (que les capitaux affluerait en Inde si le capitaliste anglais apprenait qu'il y avait un cours fixe du change entre les deux pays).

Voilà les raisons principales qui militent en faveur de l'adoption de l'étalon d'or. Le rapport remarque que cette mesure ne

[1] Il a été enregistré sous le numéro 11.853 des procès-verbaux de l'enquête préalable.

Digitized by Google

serait pas un obstacle à un projet d'entente internationale que des circonstances favorables permettraient de présenter.

Mais était-il bien nécessaire d'examiner les combinaisons les meilleures pour arriver à l'étalon d'or?

N'existait-il pas déjà, en fait? a-t-on fait remarquer.

Depuis le 1er janvier 1898, le change indien s'est maintenu à 16 d. par roupie. La fermeture des Monnaies à la frappe libre de l'argent et l'acceptation de l'or par le Gouvernement contre remise de roupies avaient automatiquement déjà fait de l'or le « *legal tender* » de l'Inde. Bien plus, l'Inde était déjà dotée, par ce procédé, d'une première réserve d'or s'élevant à plus de 2.370.000 L. st. qui servirait à garantir le nouvel étalon pendant les années suivantes.

Le Gouvernement de l'Inde — qui était loin d'espérer un pareil résultat, n'ayant qu'une médiocre confiance dans ses rentrées d'or qu'une hausse de roupie expliquait — avait déjà été trop loin. Son plan connu, il avait été l'objet de vives discussions. Tout atermoiement devenait dangereux. Il ne fallait pas que le public crût encore à la possibilité d'un retour à l'étalon d'argent.

Le comité repoussa donc le *statu quo* et se prononça nettement pour la proclamation de l'étalon d'or.

Restait à savoir s'il convenait d'adopter une circulation d'or. Le Gouvernement de l'Inde était favorable à l'établissement de l'étalon d'or avec circulation d'or. D'autres ne voulaient pas de circulation d'or. On fit remarquer que les habitudes des indigènes s'y opposaient. M. Lesley Probyn disait « if gold coins where possed into the currency, it would be at first almost like pouring water into a sieve » mettre de l'or dans la circulation, autant vaudrait jeter de l'eau dans un crible).

Il proposait, dès lors, d'émettre des billets d'or de 10.000 roupies, remis seulement contre de l'or, payables, au désir du porteur, soit en roupies soit en or. Présentés au département de la circulation, celui-ci, lorsque l'or serait demandé, pourrait remettre soit des souverains, soit des barres d'or d'au moins 67 livres sterling. On espérait, par ce moyen, accumuler une réserve suffisante d'or permettant au Gouvernement de convertir en or les roupies et les billets de roupies lorsqu'on lui en présenterait au moins pour 10.000 roupies. Grâce à ce moyen on

Digitized by Google

pensait faire rentrer l'or dans la circulation en l'échangeant contre des roupies.

Le Comité, sans admettre ce projet, fit remarquer que les difficultés étaient peut-être exagérées. Est-ce que jusqu'à présent, même sous le régime du monométallisme argent, l'Inde n'importait pas de l'or qu'elle consommait? Sans doute on se heurtera aux habitudes des indigènes qui d'ailleurs échangent encore peu. Mais pourvu que l'or circule un peu on doit se tenir pour satisfait. La tentation des indigènes de demander plutôt de l'argent que de l'or, n'augmentera pas. L'or a circulé, comme nous l'avons vu[1], pendant longtemps sur tout le territoire de l'Inde. C'était même la principale monnaie de Madras. Si les habitudes n'ont pas empêché l'or de circuler dans le passé, pourquoi auraient-elles cet effet dans l'avenir?

En conséquence le Comité déclara qu'il convenait de donner à l'Inde, en même temps qu'un étalon d'or, une circulation d'or. Mais il examina avec bienveillance la proposition ingénieuse de M. A.-M. Lindsay destinée à fixer le cours du change en livres sterling en permettant l'émission de traites basées sur un cours fixé d'après la livre sterling et convertibles en roupies en Inde. De même qu'on vendrait à Londres des traites de roupies à un taux déterminé. On aurait ainsi pu faire circuler du papier au lieu d'or. Mais il a paru au Comité qu'une circulation sans monnaie d'or apparente avait peu de chance de réussir. Voilà pourquoi, en dernière analyse, elle se prononça pour l'adoption du souverain anglais. Il deviendrait legal tender et la monnaie courante en Inde. Les Monnaies de l'Inde seraient ouvertes à la frappe illimitée de l'or. On aurait ainsi l'avantage d'avoir en Angleterre et en Inde la même monnaie. L'exportation et l'importation de l'or seraient entièrement libres.

Dans cette combinaison qu'allait devenir la monnaie nationale indienne, la roupie d'argent qui hier était la seule monnaie légale qui aujourd'hui est encore la seule pièce circulant en fait?

Le Comité la conservait à côté de l'autre et lui reconnaissait, comme au souverain, cours légal illimité. Bien que, logiquement, la commission était d'avis qu'il aurait mieux valu faire de l'argent une monnaie subsidiaire. Elle reconnaissait cependant que c'é-

[1] Voir notamment les pages 600 et suiv.

Digitized by Google

tait fort difficile dans les conditions actuelles où se trouvait l'Inde. Mais il fallait que l'argent circulât au pair de l'or. Se fondant sur l'exemple de la France et des États-Unis qui font circuler là des pièces de 5 francs, ici des dollars d'argent au pair, pourquoi la roupie ne jouirait-elle pas de la même situation? On pensait qu'il suffirait qu'elle ne soit pas en quantité trop abondante. Le Comité, prudemment, évitait d'évaluer le stock de roupies qui peut exister en Inde. Il concluait qu'il devait être considérable. Car à côté des roupies qui circulent il y a celles qui sont cachées et qui, sous certaines influences, peuvent apparaître dans la circulation. Toutefois ce nombre n'était pas tel que toute stabilisation du cours de la roupie fût rendue impossible. Pour maintenir la valeur en or de la roupie à 16 pence il suffirait, bien entendu, de maintenir l'interdiction de la frappe libre de l'argent; que le Gouvernement continuât à livrer des roupies contre de l'or et de n'en frapper de nouvelles que si la proportion d'or en circulation venait à être supérieure aux besoins.

Restait à fixer le taux de conversion. On fut long à se mettre d'accord. Les oscillations du cours du change depuis 1872 permettaient ces hésitations[1]. Neuf membres de la commission proposèrent le taux de 1 sh. 4. Deux préféraient celui de 1 sh. 3.

Le Comité se prononça donc, à la majorité, pour le maintien du taux de 16 pence par roupie.

Les recommandations du Comité furent acceptées par le Gouvernement de la métropole le 25 juillet 1899 et transformées en loi par le Gouvernement de l'Inde le 15 septembre 1899.

Ainsi la loi du 25 juin 1893 a supprimé la liberté de la frappe tout à la fois pour le mohur d'or et pour la roupie d'argent. Elle prescrivait la réception, dans les caisses publiques, en paiement de toutes sommes dûes au Trésor, des souverains et demi-souverains pour 15 roupies les uns, pour 7 1/2 roupies les autres. La loi du 15 septembre 1899 fait le dernier pas en déclarant le souverain et demi-souverain britannique legal tender. Il a cours légal illimité au taux fixé par la précédente loi.

L'Inde a donc deux monnaies légales à cours illimité : le souverain et le demi-souverain d'or, la roupie et la demi-roupie d'argent. Mais, tandis que la liberté de la frappe de l'argent reste

[1] Voir à la page 612.

Digitized by Google

suspendue, l'or pourra être frappé en quantité illimitée à la succursale de la Monnaie royale de Londres à ériger à cet effet à Bombay.

En d'autres termes on venait d'établir un bimétallisme boiteux — puisque la frappe de l'argent est suspendue — qu'on se plaît souvent à rapprocher du bimétallisme pratiqué en France.

D'une manière générale cette comparaison est possible. Toutefois le bimétallisme indien se différencie de notre bimétallisme sur deux points assez importants. En France le Gouvernement ne peut pas frapper l'argent pour son compte. Le Gouvernement indien, au contraire, conserve ce droit. Parce que c'est l'argent qui forme le fonds de la circulation métallique de l'Inde. Ce rôle en France est joué par l'or. C'est lui qui sert à gager la circulation de l'argent. La différence semble ne pas avoir été aperçue par la Commission de 1898 lorsqu'elle recherchait les causes de la fixité du taux de conversion de la roupie [1]. Cette cause serait celle qui, en France et aux États-Unis, soutient le pair des espèces d'argent. Personne dans ces deux pays ne songe à discuter la valeur nominale de la pièce de 5 francs ou du dollar d'argent. Parce que sa quantité est exactement proportionnée aux besoins. Comme c'était le cas de la roupie, la Commission déclarait que pour soutenir la valeur en or de la roupie il n'était pas besoin d'imposer aux caisses publiques l'obligation de donner des souverains en échange des roupies qui leur seraient présentées. Le Trésor public n'est astreint, ni en France ni aux États-Unis, à faire en or le change des monnaies d'argent. Ce qui n'a pas été nécessaire dans ces deux pays ne lui paraissait pas devoir être indispensable en l'Inde.

En raisonnant ainsi la Commission ne faisait pas la différence que nous signalions entre la situation monétaire de l'Inde et de la France.

L'or abonde à côté de l'argent en France et aux États-Unis. Il sert à gager la circulation. Le stock monétaire indien, pour sa presque totalité, se compose de métal blanc [2]. Aussi l'Inde — bien que placée, par les *acts* de 1893 et 1899, sous un régime bimé-

[1] Voir le *Report of committee Indian Currency*, p. 17.

[2] D'après l'évaluation de M. de Foville notre stock de métal jaune atteint plus de 4 milliards et notre stock de pièces de 5 francs en argent 1.900 millions seulement.

Digitized by Google

tallique analogue à celui de la France — n'a pas cessé, en fait, d'être un pays à étalon d'argent.

Cette constatation nous amène, tout naturellement, à nous demander comment le Gouvernement a réussi à établir un taux de conversion fixe entre ces deux monnaies : le souverain d'or et la roupie d'argent, pièces ayant, toutes deux, cours légal illimité.

Le souverain, ne circulant pour ainsi dire pas dans l'Inde, ne peut soutenir une valeur fiduciaire de la roupie en or. C'est cependant par rapport à cette monnaie anglaise — qui est une monnaie du dehors — qu'il existe un pair de la roupie.

Comme le remarque si finement M. Arnauné, ce n'est pas dans la circulation intérieure et contre des unités d'or indiennes que la roupie d'argent s'échange suivant un rapport fixe ; c'est pour le règlement des dettes et créances réciproques de l'Angleterre et de l'Inde et en monnaie anglaise qu'il y a un pair de la roupie. Les dettes de l'Inde, qui sont nécessairement évaluées en argent — puisque l'Inde n'a pas d'autre monnaie pour les acquitter — sont admises en compensation avec les dettes de l'Angleterre qui peuvent être payées en or exactement comme si les unes et les autres étaient évaluées en or.

Bref, il y a un pair du change entre l'Angleterre et l'Inde tout comme si la roupie était faite du même métal que le souverain.

Ce pair du change indien au taux de 16 pence a-t-il été maintenu depuis la réforme; quelles en sont les causes? C'est ce qu'il nous reste à examiner en abordant l'étude des résultats des *acts* de 1893 et de 1899, tant au point de vue général de la prospérité de l'Inde que de la consommation monétaire de l'argent.

Digitized by Google

CHAPITRE III

Appréciation des résultats de la réforme monétaire.

Depuis 1899 le prix des transferts télégraphiques sur Bombay et Calcutta n'a pas dépassé 16 pence 1/8. Il n'est pas tombé au-dessous de 15 pence 7/8. Soit un écart maximum, tant en hausse qu'en baisse sur le pair de 16 pence, de 3/4 0/0. Ce chiffre ne représente pas tout à fait les frais de transport de numéraire. Or le pair, ou valeur des monnaies quant au poids de métal fin qu'elles contiennent, constitue le prix de base de la négociation des lettres de change sur l'étranger. Dès lors on est en droit de conclure que le pair du change entre l'Angleterre et l'Inde n'existe pas seulement dans les mots. Il est réalisé dans la pratique.

De plus, de ces faits, on peut induire que ce pair reste fixe, puisque les variations qu'on constate ne dépassent guère le montant des frais de transport du numéraire entre l'Angleterre et l'Inde.

Est-ce que ce taux de 16 pence correspond au moins au cours de la valeur du poids de fin d'argent contenu dans une roupie? Nullement. L'once anglaise est cotée en moyenne 22 pence[1]. Et son cours varie souvent. Or, en Europe, cette monnaie d'argent, qui ne vaut que d'après son poids de fin au cours, ne devrait être prise : au cours de 22 pence l'once, que pour 7 pence 1/2. Au cours de 22 pence 1/2 à un taux plus élevé, etc. En d'autres termes cette valeur devrait se baser sur le cours du métal blanc et varier avec lui. C'est ce que l'on constate dans tous les pays ayant une circulation monétaire d'argent. Aussi n'y a-t-il pas de pair

[1] Aujourd'hui par suite des besoins d'argent en Extrême-Orient le prix de l'once est un peu plus élevé.

Digitized by Google

du change pour les piastres mexicaines, françaises ou britanniques à Saïgon, Hong-Kong, Singapour, et dans les Straits Settlements.

Comment se fait-il alors que, d'une part, les débiteurs indiens parviennent à faire accepter leurs roupies non au prix normal de 7 pence 1/2 mais pour 16 pence, soit plus du double? D'autre part, pourquoi le débiteur anglais, qui dispose de métal jaune, n'envoie-t-il pas de l'or au lieu de payer du change sur Bombay qu'on lui vend à raison de 16 pence et plus la roupie?

Comment expliquer cette curieuse anomalie qui nous est partout imposée par les faits?

Trois causes principales ont été proposées :

La suspension de la frappe libre de l'argent, la demande constante de roupies pour la circulation intérieure de l'Inde; la balance du commerce paraissant contenir le pair du change indien, au taux de 16 pence.

Et d'abord la suspension de la frappe libre de l'argent.

Beaucoup d'économistes, tels que M. Leroy-Beaulieu[1], pensent que cette cause suffit à tout expliquer. C'est parce que les Anglais ont, aux Indes, adopté un rapport constant entre la roupie et la livre sterling et interdit la frappe libre de l'argent que le pair du change se maintient avec cette fixité à ce taux élevé de 16 pence. Réduire la quantité d'une monnaie dépréciée c'est du coup la rendre saine. La monnaie intérieure étant un des principaux facteurs qui déterminent ce que l'on appelle la balance du commerce ou plus exactement des paiements, les changes extérieurs bénéficieront également d'une pareille mesure. Elle stimule les apports de capitaux.

C'était, nous l'avons vu, la base du projet du Gouvernement de l'Inde de mars 1898[2] qui voulait brusquer le mouvement. Malgré de belles prévisions, malgré la fermeture des Monnaies, la roupie ne parvenait pas à atteindre le cours de 16 d. Puis, sans retirer de la circulation des roupies, le résultat se produisit. Le projet du Gouvernement tomba faute d'objet. Le comité de l'Indian Currency de 1898 est frappé de ce phénomène et, exa-

[1] Observations sur le Mémoire Arnauné lu à l'Académie des sciences morales et politiques.

[2] Voir page 617.

Digitized by Google

minant le projet du Gouvernement, ne peut s'empêcher d'attirer l'attention sur ce point que la contraction monétaire ne suffit pas à tout expliquer[1].

D'ailleurs les effets de la fermeture de la Monnaie à la frappe libre nous sont déjà connus par nos explications antérieures et agissent depuis 1893.

Dès ce moment Londres a cessé de pouvoir régler ses dettes par une exportation d'argent. Avant cette date, lorsque le débiteur anglais pouvait acheter des lingots d'argent et les faire transformer en espèce libératoires, le change de la roupie reflétait à peu près le cours de l'argent en barres. Maintenant l'argent est refusé, il n'en saurait pas être ainsi. Soit, dira-t-on, mais l'or est accepté aux Monnaies contre des roupies. Sans doute mais on ne se base pas sur le cours commercial de l'argent, mais sur le taux légal déterminé. Dès lors les Monnaies ne donnent en échange qu'une roupie pour 16 pence d'or. Et dans le commerce? C'est la même chose.

Le débiteur anglais ne pourra obtenir dans les bazars que 15 roupies pour un souverain. Alors, du moment qu'il ne peut trouver meilleur marché en Inde il sera plus simple pour lui d'acheter à Londres du papier sur l'Inde qu'il trouvera à aussi bon compte.

Pour les remises sur l'Inde on voit nettement l'influence qu'exerce la suspension de la frappe libre. Et pourtant elle n'explique pas ce fait que la roupie vaut réellement dans les bazars 16 pence.

Il faut en chercher la cause dans la demande constante de roupies pour la circulation intérieure de l'Inde.

Quelle peut être la cause de cette demande soutenue? Cette consommation serait dûe à des raisons multiples qu'il nous faut rapidement indiquer.

Ce serait un mode de thésaurisation. Les indigènes, depuis longtemps déjà, recherchent les pièces de monnaie et les transforment en bijoux qui servent à parer les femmes et les hommes. C'est un moyen de mettre sa fortune à l'abri du vol en la portant toujours avec soi. Il est vrai qu'on peut faire remarquer que c'était s'exposer à être attaqué. Moins qu'on ne serait tenté de

[1] Voir page 620.

Digitized by Google

le croire. Un Hindou vole assez facilement mais a une certaine répugnance pour l'attentat contre la personne. Maintenant, quand la richesse est assez considérable, on transforme en lingots, qu'on enfouit pour les mettre a l'abri des envieux qui voudraient se les approprier. Cette habitude invétérée de l'indigène est attestée par tous les historiens[1]. On l'a peut-être exagérée. En tout cas elle a toujours existé. Dès lors elle est insuffisante pour expliquer cette demande soutenue.

Il y a des causes plus récentes et plus actives peut-être. La diffusion plus grande de la monnaie d'argent, a engendré des besoins nouveaux d'argent.

L'Inde, comme la Chine et l'Indo-Chine, d'ailleurs, ne forme pas un tout homogène. Il y a des zones de civilisation très différentes, pourrait-on dire, suivant que l'on passe des côtes vers l'intérieur des terres. Ces peuplades ont évolué. De plus en plus elles abandonnent le troc pour l'échange. Les besoins d'autre part devenant plus nombreux, les salaires et les prix s'étant élevés on recourt de plus en plus à la monnaie d'argent. La monnaie de cuivre joue un rôle moins considérable dans les transactions qui prennent déjà une certaine importance et nécessitent une monnaie ayant plus de valeur sous un moindre poids C'est ainsi que l'argent avant, connu dans les campagnes que comme moyen de thésaurisation, commence à circuler à côté des pièces de cuivre.

Ces besoins nouveaux joints aux disparitions des roupies existantes ont suscité des demandes de roupies. La frappe en étant suspendue, les demandes l'emportent sur l'offre au risque même d'engendrer des resserrements monétaires.

A ceci on peut répondre que les souverains britanniques, avant le vote de la loi, ayant déjà permis la constitution d'une réserve de plus de 2.370.000 £. st. continuant à être importés après la loi du 15 septembre 1899 la réserve d'or ne devait pas tarder à atteindre le chiffre de 5 millions de sterling[2]. Dès ce moment les caisses publiques, en effet, commencèrent à payer en or. Il devait en résulter, semble-t-il, une diminution dans la pénurie relative de la monnaie. On mettait en circulation de l'or qui pouvait être utilisé aux transactions.

[1] Voir notamment Chalmer et Silvestre.
[2] C'était le chiffre qu'on voulait emprunter en 1898.

Digitized by Google

Il n'en fut rien. Les souverains britanniques ne restèrent pas dans la circulation. Le public rapportait aux trésoriers les pièces d'or qu'il en avait reçues et demandait des roupies. Toutes les mesures prises pour faire obstacle à ces rentrées furent vaines [1].

Les souverains britanniques refluent toujours vers le Trésor indien.

Il en résulta que les rentrées d'or furent supérieures aux sorties. Au 21 mars 1900, l'encaisse de métal jaune dépassait 9 millions et demi sterling. Au contraire, dès 1899-1900, les réserves de roupies diminuèrent au point qu'il fallut reprendre la frappe de l'argent au compte du Trésor. Aussi est-il piquant de remarquer que c'est l'année même où la loi du 15 sept. 1899 — qui visait l'introduction définitive de l'étalon d'or, — est entrée en vigueur que le Gouvernement indien est obligé de faire usage de son droit de monnayer l'argent. Cette détermination est d'autant plus significative qu'il n'avait guère été frappé de roupies depuis 1894. De cette date à 1897, on n'avait fabriqué que des divisions de la roupie; en 1897-1898 et 1898-99, on avait refondu en pièces britanniques de une roupie, des roupies de Bhapal et de Cachemire, et frappé, pour le compte du Gouvernement, de 1897-1898, 4.864.720 roupies, tandis qu'en 1899-1900, le Trésor indien a fait fabriquer pour son compte 13.018.000 pièces de 1 roupie. L'année suivante : 171.479.000 roupies, sans compter les monnaies divisionnaires; en 1901-1902 ont été monnayées 49.520.000 pièces de 1 roupie, l'année suivante, 112.722.680 roupies et pendant les onze premiers mois de 1903 à 1904, environ 140.000.000 roupies. Le Gouvernement est aussi obligé d'exporter de l'or pour acheter l'argent nécessaire à la fabrication des roupies. Par contre, les banques importent de l'or pour recevoir du Trésor en échange des roupies.

Sommes-nous loin du projet de 1898 qui proposait de retirer de la circulation 240 millions de roupies! Non seulement le Gouvernement n'eut pas à retirer de la circulation des roupies, mais il dut frapper, de fin 1899 au 1er mars 1904 — soit en moins de 4 ans et demi — 346.741.138 roupies, et si l'on ajoute les 4.179.600 roupies frappées dans les derniers mois 1898-1899,

[1] Il se passa en Inde ce que l'on constata en France, mais pour les pièces encombrantes de 5 francs, lorsque le Trésor et la Banque de France — voulant alléger leur encaisse argent — ont voulu en verser dans la circulation.

Digitized by Google

on arrive au total de 350.920.738 roupies. Aussi, de l'érection, à Bombay, d'une succursale de la Monnaie royale de Londres, pour assurer la frappe libre du souverain dans l'Inde, il n'est plus question.

Voilà des constatations de nature à démontrer surabondamment que l'or ne circule pas en Inde. Malgré l'établissement de l'étalon d'or, que visait l'act de 1899, l'Inde reste, en fait, un pays à étalon d'argent. Les indigènes, en grande partie, préfèrent le régime de la monnaie de cuivre. Une poussée se manifeste en faveur de l'emploi de l'argent comme instrument d'échange. Mais le commerce n'aime pas l'or qui, comme le faisait remarquer le rapporteur de 1899[1], a pourtant circulé longtemps en Inde. Il en est tout autrement de l'argent qui est l'objet d'une demande continue. Voilà pourquoi, dans l'Inde, la roupie vaut réellement 16 pence. Il ne serait même pas téméraire d'ajouter que si le Gouvernement se refusait à frapper des roupies il en résulterait, bien entendu, une contraction monétaire très préjudiciable aux marchés, mais de plus, la roupie pourrait valoir plus de 16 pence 1/8 dans les bazars.

Nous savons maintenant pourquoi notre débiteur anglais ne peut pas trouver ni à la Monnaie ni dans les bazars de roupies en-dessous de 16 pence d'or.

Mais il reste à examiner la situation du débiteur indien. Ceci nous amènera à parler de la troisième cause qui soutient le pair du change : la balance du commerce.

Pourquoi n'est-il pas à craindre que le change sur Londres tombe à la parité de l'argent?

Parce que le débiteur indien n'est jamais acculé à la nécessité d'exporter de l'argent pour régler ses obligations, la balance du commerce étant toujours favorable à l'Inde. Ces deux propositions exigent quelques explications.

Et d'abord, par balance du commerce il faut entendre la balance des paiements, la balance générale des comptes créditeurs et débiteurs, quelle qu'en soit la cause.

Ceci posé, que trouvons-nous comme dettes extérieures de l'Inde? Celles provenant des importations de marchandises, du placement des capitaux anglais dans les cultures ou dans les

[1] Voir p. 629.

Digitized by Google

industries indigènes : telles que les plantations de thé ou les filatures de jute et, enfin, les dettes du Gouvernement colonial envers le Gouvernement métropolitain [1].

Quant aux créances, elles sont, presque uniquement, engendrées par les exportations. Or, si l'on consulte les statistiques des exportations et importations des 5 années allant de 1897-1898 à 1901-1902 on trouve, comme chiffre moyen, transactions administratives et numéraire compris : 923 076.000 roupies pour les importations et 1.178.996.000 roupies pour les exportations, soit un excédent de 255.920.000 roupies en faveur des exportations. On peut donc dire que la balance particulière des opérations sur marchandises se solde en faveur des exportations.

Il résulte de l'enquête de l'Indian Currency Committee [2] que cet excédent des exportations constitue l'Inde créancière de sommes généralement égales aux créances particulières de la métropole sur le Gouvernement colonial et, par conséquent, aux traites que le Conseil de l'Inde tire de Londres sur ce Gouvernement.

A coté des statistiques commerciales, le cours du change nous offre un moyen, peut-être plus sûr, de vérifier cette assertion que : les dettes et les créances de l'Inde, non seulement s'équilibrent, mais laissent ressortir un solde créditeur au profit de l'Inde. Le cours moyen des traites du Conseil de l'Inde excédait toujours la parité de l'argent avant 1893. C'était par exemple, comme en 1891-92 un excédent de 2 pence. Depuis la réforme monétaire, le prix des traites du Conseil de l'Inde est ordinairement égal ou presque égal au pair du change. Assez souvent même, le cours de 16 pence est dépassé. Qu'en conclure sinon que les traites sur l'Inde sont, au moins, autant demandées qu'offertes et que, souvent, la demande l'emporte sur l'offre. Or, ce sont les débiteurs de l'Inde qui achètent ces traites. N'est-ce pas la preuve que les créances et les dettes de l'Inde s'équilibrent? Plus même qu'il arrive quelquefois que l'Inde est créancière.

Ceci posé, on comprend, maintenant, pourquoi le débiteur indien peut acheter de la remise sur Londres au même prix que si la roupie était une monnaie d'or. Les comptes se balançant, le numéraire n'a pas à intervenir. Maintenant, si, exceptionnelle-

[1] *Indian currency Committee* 1898, question n° 590.
[2] Quest. 1342.

Digitized by Google

ment, l'Inde avait à subir des soldes débiteurs une petite exportation de numéraire suffirait à arrêter la hausse temporaire du change. L'Inde n'a-t-elle pas une réserve d'or à cet effet? Le Trésor a constitué un fonds spécial qui, chaque année, depuis le 1er avril 1900[1] s'enrichit des bénéfices réalisés sur la frappe des roupies.

Ces profits furent : pour 1900-1901 de 3.031.294 liv. st., l'année suivante de 415.100 liv. st., en 1902-1903 de 2.640.280 liv. st. et pour l'année 1903-1904 de 2.465.700 liv. st., soit un total de 8.488.374 liv. st. au 1er mars 1904, placés en consolidés anglais.

De plus, quand il ne s'agit que de parer à des difficultés passagères, les banquiers peuvent éviter la cherté du papier, provenant de sa rareté par rapport à la demande, en tirant des effets à découvert que des créances réelles futures viendront couvrir. Grâce à ces procédés supplémentaires de compensation les débiteurs pourraient se dispenser d'exporter du numéraire.

Nous connaissons maintenant quelles sont les causes principales qui soutiennent le pair du change. La première : la fermeture des Monnaies, est un acte d'autorité qui a permis aux deux autres, qui sont des circonstances de la vie économique de l'Inde, de faire sentir leurs effets. Mais, nous reconnaissons volontiers avec M. Arnauné, que, si la balance des comptes internationaux n'était pas favorable à l'Inde, si l'argent n'y était pas de plus en plus demandé pour la circulation intérieure, le pair du change ne se serait pas établi à la suite de la fermeture des Monnaies. Sans doute, cette mesure a été indispensable pour empêcher que l'Inde ne soit envahie d'argent au delà de tous les besoins et que le prix des lettres de change ne tombât à un cours correspondant au cours de l'argent en barres. La frappe libre suspendue, l'équilibre pouvait s'établir, naturellement, sous l'influence des causes économiques. Mais, sans ce concours de circonstances économiques, il ne suffit pas de limiter le monnayage pour restaurer la valeur des espèces d'argent.

[1] Avant cette date les profits (c'est-à-dire le bénéfice provenant de la différence entre le prix de revient de la roupie et de la valeur pour laquelle elle circule) résultant de la frappe des nouvelles roupies étaient considérés comme recettes budgétaires et venaient augmenter les excédents ou diminuer les déficits. Depuis le 1er avril 1900 ces bénéfices sont reportés au fonds de la réserve or.

Digitized by Google

En second lieu, le régime monétaire de l'Inde peut ne pas convenir même aux pays à circulation d'argent.

Enfin cette mesure peut être bonne pour le change avec un pays et entraîner des inconvénients plus grands par rapport à tel autre pays.

Nous voudrions, en terminant cette étude sur l'Inde, attirer, tout spécialement, l'attention du lecteur sur cette constatation de l'enquête anglaise de 1898 que les faits postérieurs ont pleinement justifiée. Le directeur général de la statistique de l'Inde observait[1], que les difficultés qui gênaient le commerce avec les pays à étalon d'or ont été remplacées par des difficultés de même nature pour le commerce avec les pays à étalon d'argent. Avant 1893, le change entre l'Inde et la Chine était d'une remarquable stabilité. La roupie ayant acquis une valeur fixe en or, à mesure que l'argent baissait, il fallait un nombre de moins en moins grand de roupies pour acheter 100 piastres. Avant la réforme 224 roupies achetaient 100 piastres[2], il n'en fallait plus en 1897-98 que 141. De plus le cours de la roupie, en piastres, devint aussi instable que l'était, avant 1893, le cours de la roupie en Monnaie britannique.

Mais — comme nous avons eu occasion de le dire en analysant le rapport de la Commission de 1898[3] — l'Inde commerce surtout avec des pays à étalon d'or. Elle en reçoit les 4/5 de ses importations et leur envoie les 2/3 de ses exportations. Le Comité a pensé qu'il était plus sage de sacrifier la stabilité du change avec les pays à étalon d'argent pour la conquérir dans les relations de l'Inde avec les pays à étalon d'or.

Il n'y a donc pas de mesure qui soit universellement bonne en matière monétaire et qui convienne également à tous les pays. C'est cette idée qui nous guidera dans l'étude de la question monétaire en Indo-Chine et dans les autres pays de l'Extrême-Orient que nous abordons avec notre seconde partie.

[1] Question n° 859 de l'*Indian currency Committee.*
[2] Question n° 12136 de l'*Indian currency Committee.*
[3] Voir page 627.

Digitized by Google

DEUXIÈME PARTIE

LA QUESTION MONÉTAIRE EN INDO-CHINE, AU SIAM, AU JAPON, AUX PHILIPPINES, DANS LES DÉTROITS, A HONG-KONG ET EN CHINE.

Dès le début de notre occupation, les questions monétaires n'avaient cessé de préoccuper les pouvoirs publics. Mais, depuis quelques années surtout, le problème monétaire de l'Indo-Chine se pose avec une acuité particulière. Les causes en sont multiples.

La réforme de l'Inde, que nous venons d'étudier, ainsi que celle du Japon avaient déjà produit une certaine émotion dans le monde colonial et financier. Mais, c'est un décret du 25 novembre 1902 — introduisant, ce qu'on a appelé : l'étalon d'or au Siam — qui fit jeter le cri d'alarme à M. François Deloncle. Il y voyait une entreprise hostile envers la France. Au même moment, on parlait déjà fortement de l'établissement de mesures semblables pour les Philippines et les Détroits.

Le Mexique, inquiété également par la baisse persistante de l'argent, s'émeut et s'engage déjà dans l'ornière qui devait hier le conduire au même but.

Devant de pareilles révolutions monétaires réalisées ou projetées, devant la baisse continue de l'argent — que les nécessités du paiement en or de l'indemnité chinoise ne faisaient qu'accentuer — les pouvoirs publics de la Métropole sortent de leur inaction, calment les émotions, tranquillisent les esprits et promettent d'étudier la question.

A cet effet, le 10 décembre 1902, le ministre des Colonies, d'accord avec son collègue des Finances, nomme une commission interministérielle. L'ouverture d'une enquête est décidée. Une sous-commission en est chargée.

Digitized by Google

Cette seconde partie doit être consacrée à l'étude de ce problème monétaire. Mais encore faut-il, au préalable, connaître le système monétaire qui l'a engendré. Comme l'Indo-Chine ne vit pas dans un isolement complet, il importe de rechercher comment ses voisins, avec lesquels elle a des relations commerciales, ayant, comme elle, une monnaie d'argent, ont résolu les difficultés que la baisse de ce métal a fait naître.

L'appréciation des diverses solutions proposées pour notre colonie en sera plus aisée.

Notre premier chapitre traitera donc du régime monétaire en Indo-Chine. Dans le suivant, nous poserons le problème monétaire qui préoccupe non seulement notre colonie, mais tous les pays asiatiques ayant encore une monnaie d'argent. Nous serons ainsi amenés dans un troisième chapitre à examiner, rapidement, les solutions qui ont été adoptées ou proposées au Japon, au Siam, aux Philippines, dans les Détroits, en Chine : autant d'États qui sont aux portes de l'Indo-Chine et avec lesquels celle-ci entretient des relations commerciales. Enfin, notre dernier chapitre sera réservé à l'étude des solutions proposées pour notre colonie d'Extrême-Orient. Leur appréciation préparera notre conclusion.

Digitized by Google

CHAPITRE PREMIER

Le système monétaire de l'Indo-Chine.

On aurait pu dire les systèmes monétaires de l'Indo-Chine, car il en existe deux : le système indigène et celui d'importation étrangère qui, juxtaposés, se combinent dans une certaine mesure.

A. *Le système indigène.* — Il comprend deux sortes de monnaies : des monnaies réelles et des monnaies de compte. Les seules monnaies réelles, jouant un rôle appréciable dans la circulation, sont le *nen* et la *sapèque.*

Les nens de fabrication privée, sont des pièces d'argent quadrangulaires beaucoup moins larges que les nens impériaux et légèrement cintrés dans le sens de la longueur. Les nens, surtout ceux de fabrication privée, servent principalement aux échanges entre commerçants indigènes, cambodgiens, laotiens, chinois, etc., et entre les particuliers de mêmes races pour toutes les transactions de quelque importance.

La sapèque, au contraire, monnaie de cuivre ou de zinc, isolée ou réunie à d'autres en *tiens* et en *ligatures* sert pour les transactions ordinaires. Cette monnaie est très incommode pour les Européens parce que très encombrante. La ligature se compose de 600 pièces, pèse 1 k. 500 et a quelquefois une valeur moindre de 14 centimes. De plus, c'est une monnaie très fragile. Les ruptures de liens sont faciles et les pièces qu'ils retiennent, en raison de leur faible épaisseur, se brisent facilement. Il est vrai qu'en Annam, à l'inverse de ce que l'on constate en Cochinchine et au Tonkin, ces pièces sont en cuivre au lieu d'être en zinc, par suite moins fragiles. Mais les ligatures sont alors plus lourdes. Enfin, quel que soit le métal employé pour ces pièces, les unes et les autres sont l'objet de nombreu-

Digitized by Google

ses fluctuations par rapport à l'argent. Pourtant les indigènes tiennent beaucoup à cette pièce en raison même de sa faible valeur. Elle convient tout particulièrement à une population dont les besoins sont aussi modestes que les ressources.

Les monnaies de compte sont le « *luong* » ou once d'argent et le « *quan* » ou *ligature* de sapèques. Quant à la monnaie légale, il ne saurait en être question dans le système annamite où la notion de monnaie légale et de compte se confond.

Au début de l'occupation, le Gouvernement de la Cochinchine, acceptant ces monnaies, en paiement de l'impôt, fut, plus d'une fois, obligé d'en réglementer les cours. C'est ainsi que, d'après une décision du 24 janvier 1864, la ligature était acceptée pour 1 franc, le tien de 60 sapèques pour 10 centimes et 30 sapèques pour 5 centimes.

Sans insister, pour le moment, sur cette pratique de fixation de cours officiel d'une monnaie, remarquons simplement, en passant, que plus d'une fois les magasins à sapèques furent encombrés [1]. C'était toutes les fois que le cours officiel était supérieur au cours commercial.

Aussi, à partir du 31 décembre 1868, seules les piastres furent acceptées en paiement des impôts.

Avec la piastre nous arrivons au système d'importation étrangère.

B. *Système d'importation étrangère.* — Il peut être qualifié de : système de la piastre. C'est celui de l'administration française et du commerce européen. La piastre est la monnaie du commerce étranger non seulement dans l'Indo-Chino, mais dans tout l'Extrême-Orient.

A l'époque de l'occupation de Saïgon par la France la piastre mexicaine est rapidement propagée sinon introduite en Annam aux lieu et place des « pièces à colonnes »; ces *carolus* espagnols — longtemps préférés par les Chinois aux piastres mexicaines et aux « trade dollars » — étaient ainsi désignés parce qu'ils portaient deux colonnes au revers et à l'avers l'effigie du souverain. Cette substitution s'explique par la nécessité où nous nous trouvions de nous procurer des fonds pour l'entretien

[1] Nous verrons ultérieurement, en nous occupant de la crise des sapèques dont souffrent les indigènes de nos jours, qu'il n'en a pas toujours été ainsi.

Digitized by Google

du corps expéditionnaire. On ne pouvait négocier des traites sur le Trésor public de la métropole que sur les places voisines de Hong-Kong et Singapour. Or la circulation se composait exclusivement de piastres mexicaines. D'ailleurs cette monnaie, connue du commerce chinois, était la seule acceptée en paiement des fournitures faites à l'armée. Bien mieux, comme ces pièces étaient souvent falsifiées, les « compradors », représentants des maisons chinoises, ne recevaient que les piastres marquées au coin de leur maison. Ces « *chopped-dollars* », comme on les appelait, à mesure qu'ils étaient frappés d'un plus grand nombre de coups de poinçon se dépréciaient davantage. Aussi les *clean-dollars*, non marqués, avaient-ils une valeur supérieure aux premiers. L'amiral Bonard, commandant en chef, ayant oublié la loi de Gresham commit l'erreur, le 10 avril 1862, de donner cours légal aux piastres mexicaines, marquées ou non. Les spéculateurs exportèrent les clean-dollars à Hong-Kong et en obtenaient un plus grand nombre de chopped-dollars dont ils inondaient la circulation au détriment des clean-dollars qui devenaient de plus en plus rares. Malgré tout le Gouvernement de l'époque maintient, aux pièces marquées, leur qualité de monnaie légale.

Un peu plus tard le Gouvernement commit une autre imprudence. Par un arrêté du 30 juin 1874 il donne cours légal aux « *trade dollars* » américains pesant 27 gr. 215 au titre de 0,900 alors que la piastre mexicaine est évaluée 27 grammes au titre de 0,9027.

Il existe enfin une « piastre française » frappée par la Monnaie de Paris en exécution d'une décision du ministre des Finances en date du 9 octobre 1878. Elle a été admise au cours légal par un arrêté du 22 décembre 1885. Cette pièce pèse bien 27 grammes mais elle ne contient que 24 gr. 3 de fin au lieu de 24,4388. Le décret du 8 juillet 1895 en fixant ce taux voulait empêcher que cette piastre soit chassée de la circulation par deux nouvelles pièces similaires : le « british dollar » et le « yen » japonais. Leur poids de fin n'atteint que 24,2604. On réduisait ainsi, d'une façon appréciable, l'intérêt des spéculateurs qui perdaient en frais de transports et en frais divers les bénéfices réalisés.

Par une décision du 24 janvier 1864 enfin, le Gouvernement a essayé d'introduire en Cochinchine nos pièces d'argent de 5 francs.

Digitized by Google

Le Trésor recevait ces écus pour leur valeur nominale. Mais, avec la dépréciation du métal argent, ces pièces ne valaient que 4 fr. 85 et la piastre à peine 4,75. Dès lors, plus la dépréciation augmentait plus changeurs et spéculateurs exportaient et réalisaient de bénéfices. La pièce de 5 francs ne pouvait demeurer dans la circulation. Par suite la monnaie divisionnaire française n'a pas tardé à suivre, dans la métropole, l'écu.

Cette expérience a démontré que seul le système de la piastre est admissible dans nos possessions d'Extrême-Orient.

La piastre reste donc la base du système monétaire adopté par nous en Indo-Chine. Mais, comme il résulte de nos explications antérieures, la piastre n'est pas une pièce identique à elle-même. On en trouve trois ou quatre modèles différents Toutes ces pièces, il est vrai, contiennent à peu près la même quantité de fin. L'ancienne piastre mexicaine était frappée à 24 gr. 3729, la nouvelle à 24 gr. 4388, le trade dollar à 24 gr. 4935. La piastre française, depuis le décret du 8 juillet 1895, ne possède plus que 24 gr. 3 de fin. Dès lors toutes ces pièces peuvent s'échanger les unes contre les autres.

La piastre est divisée en centièmes. Il y a des pièces françaises d'argent de 50, 20 et 10 centièmes. Le titre des premières est de 0.900, celui des autres a été abaissé par un décret du 14 avril 1898, à 0,835. Pour être complet, ajoutons qu'il existe 2 coupures en bronze : la pièce de 1 centième et la sapèque qui vaut 1/500 de piastre.

La piastre française a été adoptée comme mode de computation aussi bien par les commerçants étrangers que par les administrations locales.

Aussi, aux termes du décret du 5 juillet 1881 (art. 2), le taux du change est-il, à partir de l'exercice 1882, «*fixé trimestriellement* » par arrêtés du Gouverneur rendus en Conseil privé, et même « *mensuellement* » depuis le décret du 10 décembre 1887.

Notre décret de 1881 déclare que le budget de la Cochinchine sera établi en piastres.

Malheureusement le décret fut, longtemps, plutôt exécuté dans sa lettre que dans son esprit. Dans les écritures du budget, pour remédier à l'instabilité des recettes et des dépenses budgétaires, on considérait la piastre comme ayant une valeur de 5 francs. Mais

Digitized by Google

un arrêté du gouverneur du 30 décembre 1886, allant plus loin, prescrivait d'établir le budget en francs. Cette décision entraînait une augmentation du poids des impôts et des traitements des fonctionnaires. Elle fut qualifiée d'illégale par l'Administration des finances.

Alors, à partir de 1888, le budget local fut rétabli en piastres. Mais, beaucoup de dépenses des budgets locaux de l'Annam, du Tonkin, du Cambodge, étaient, d'abord établies en francs, puis calculées en piastres au taux fixe de 4 francs. Comme le remarque M. Arnauné, on comptait en piastres, mais l'on pensait en francs.

Aujourd'hui on est en voie d'appliquer, dans son esprit, comme dans sa lettre, le décret de 1881. C'est ainsi que, conformément à l'arrêté interministériel du 7 avril 1899, tous les titres de perception et de dépense du budget général de l'Indo-Chine sont établis en piastres.

Quant aux dépenses qui, aux termes de décrets ou d'arrêtés d'organisation de certains services, doivent être payées en francs elles sont converties dans le budget lui-même en monnaie de compte indo-chinoise à un taux basé sur le cours réel de la piastre. Ce taux fut de 2 fr. 70 pour le budget de 1897; de 2 fr. 50 pour celui de 1898; 2 fr. 40 pour ceux de 1899, 1900, 1901 et 1902.

Ces chiffres nous révèlent une perturbation dans la valeur de l'unité monétaire qui ne peut que troubler les opérations commerciales et bien d'autres intérêts. Cette constatation nous amène à notre second chapitre qui doit être consacré à formuler le problème monétaire en Indo-Chine.

Digitized by Google

CHAPITRE II

Position du problème monétaire.

L'étude que nous venons de faire du système monétaire de l'Indo-Chine nous montre clairement que c'est la piastre, qu'elle soit de frappe mexicaine, américaine ou française et ses coupures d'argent ainsi que le nen d'argent qui sont les seules vraies monnaies. Seules elles peuvent servir de moyens de paiement dans les rapports de l'Indo-Chine avec les pays de civilisation européenne. Cette colonie doit donc être considérée comme un pays à étalon d'argent.

Or, si, pendant une période consécutive de 68 ans, allant de 1801-1870, le prix moyen de l'argent métal sur le marché de Londres n'a varié, dans ses extrêmes limites que de 218 à 225 francs le kilog — soit une baisse de 18 0/0 par rapport au pair bimétallique français qui est de 222 fr. 22 et une hausse de 1,3 0/0 — il n'en a plus été ainsi après cette date. La réforme monétaire allemande du 4 décembre 1871 modifia radicalement la situation de l'argent par rapport à l'or.

En décembre 1871, l'once standard valait encore 60 d. 87, c'est-à-dire exactement le pair français de 222 fr. 22 le kilog.

En 1902 — sous l'influence des besoins d'or de la Chine pour le paiement de son indemnité et l'obligation où elle s'est trouvée de verser des quantités d'argent en échange sur le marché de Londres — l'once standard est tombée à 24 d. 1/16 et, en novembre, à 21 d. 11/16, soit à 80 francs le kilog. La valeur de la piastre mexicaine en or n'était plus alors que de 1 fr. 95.

En 1903, on a enregistré des améliorations dans les cours. Au commencement de l'année, l'once standard valait 21 d. 3/4 : à la fin de l'année 28 d. 1/2. Actuellement elle est cotée 27 1/4 soit

Digitized by Google

99 fr. 46 le kilog. Ceci donne à la piastre une valeur intrinsèque de 2 fr. 42.

Bref, depuis 1872, c'est une baisse continue de l'argent ou des fluctuations sensibles que les statistiques nous révèlent[1].

L'Indo-Chine, comme d'ailleurs tous les pays à étalon d'argent, ne pouvaient qu'être fortement atteints par ce phénomène de dépréciation de l'argent.

C'est la situation difficile qu'il a engendrée que nous devons maintenant analyser.

°°°

Un certain nombre d'esprits optimistes soutiennent que le métal argent, malgré sa baisse, a conservé toute sa puissance d'achat au regard des marchandises autres que l'or. Le négo-

[1] Ce tableau montre clairement ces variations :

1884 — 1er janvier, 4 fr. 75; 1er mars, 4 fr. 65; 1er juillet, 4 fr. 60; 1er octobre 4 fr. 65.

1885 — 1er janvier, 4 fr. 55; 1er mars, 4 fr. 30.

1886 — 1er janvier, 4 fr. 20; 1er juin, 4 fr. 10; 21 juillet, 4 francs; 11 août, 3 fr. 85; 1er octobre, 3 fr. 95.

1887 — 1er juillet, 3 fr. 90; 1er septembre, 3 fr. 95.

1888 — 1er avril. 3 fr. 85; 1er octobre, 3 fr. 95.

1889 — 1er avril, 3 fr. 85; 11 avril, 3 fr. 80; 1er mai, 3 fr. 85; 1er juin, 3 fr. 80; 1er novembre, 3 fr. 85; 21 novembre, 4 francs.

1890 — 1er janvier, 4 francs; 1er septembre, 4 fr. 70; 1er octobre, 4 fr. 45; 1er novembre, 4 fr. 25.

1891 — 1er janvier, 4 fr. 25; 21 janvier, 4 francs.

1892 — 1er mai, 3 fr. 60; 1er novembre, 3 fr. 55; 1er décembre, 3 fr. 50.

1893 — 1er janvier, 3 fr. 45; 1er mai, 3 francs; 1er juin, 3 fr. 45; 1er juillet, 3 fr. 30; 1er août, 3 fr. 25; 1er octobre, 3 fr. 20; 1er novembre, 3 fr. 15.

1894 — 1er janvier, 3 fr. 10; 17 février, 3 francs; 1er mars, 2 fr. 95; 1er mai, 2 fr. 85; 16 juillet, 2 fr. 75; 1er septembre, 2 fr. 80; 16 octobre, 2 fr. 75; 1er novembre, 2 fr. 75.

1895 — 1er janvier, 2 fr. 75; 16 février, 2 fr. 60; 1er avril, 2 fr. 45; 1er mai, 2 fr. 70; 1er juin, 2 fr. 75.

1896 — 1er janvier, 2 fr. 75; 16 mars, 2 fr. 80; 1er septembre, 2 fr. 70; 21 septembre, 2 fr. 65.

1897 — 1er janvier, 2 fr. 65; 19 mars, 2 fr. 60; 8 avril, 2 fr. 55; 14 mai, 2 fr. 50; 1er août, 2 fr. 45; 8 août, 2 fr. 50; *22 août, 2 fr. 40; 22 août, 2 fr. 35*; 1er septembre, 2 fr. 30; 15 septembre, 2 fr. 35; 18 octobre, 2 fr. 40; 23 octobre, 2 fr. 45; 5 décembre, 2 fr. 50.

1898 — 1er janvier, 2 fr. 50; 30 janvier, 2 fr. 45; 15 février, 2 fr. 40; 1er avril 2 fr. 35; 24 avril, 2 fr. 40; 12 juin, 2 fr. 45; 10 août, 2 fr. 40; 7 septembre, 2 fr. 45; 16 décembre 2 fr. 50.

1899 — 1er janvier, 2 fr. 50; 4 mai, 2 fr. 55; 5 septembre, 2 fr. 50.

1900 — 1er janvier, 2 fr. 50; 31 janvier, 2 fr. 55; 28 mars, 2 fr. 50

Digitized by Google

ciant indo-chinois exportant ou important en Chine et le commerçant local qui se livre au trafic des marchandises indigènes à l'intérieur n'ont rien à redouter de la baisse de l'argent. Ils comptent en piastres, reçoivent et paient des piastres sans jamais avoir à les transformer en or.

Il faut convenir que ces commerçants sont moins atteints par la baisse de l'argent. Mais est-il exact que, même pour eux, cette baisse n'ait aucune influence? Si l'on compare les prix d'une période à l'autre, on constate que les prix de toutes choses ont haussé avec la baisse de l'argent. On admet, sans conteste, qu'il en soit ainsi pour les loyers, les salaires des domestiques, le prix des matériaux de construction de provenance indigène, de la main-d'œuvre des ouvriers chinois, maçons et charpentiers et même de la main-d'œuvre agricole. Il est vrai qu'on ne manque pas d'objecter que l'Indo-Chine traverse une crise de croissance. Dans cette période de développement tous ces objets étant plus demandés renchérissent. Soit, mais il est curieux de rencontrer le même phénomène dans l'Inde.

La dépréciation du métal n'a pas une action trop considérable, quand la baisse a lieu lentement, pendant un certain nombre d'années. Un équilibre relatif peut alors s'établir. Mais, lorsque l'argent subit une forte dépréciation, les prix s'en ressentent d'une manière frappante.

Voici ce que la lecture du tableau — donné par les Chambres de commerce, pour le prix du blé, de 1863 à 1891 dans les principales villes de l'Inde — permet de relever.

Si, en 1863, on pouvait avoir pour une roupie 67 serres (environ 1 k.) de blé, en 1885 ce chiffre tombe à 32 et en 1891 à 16. Cet écart montre bien la hausse énorme des prix en présence de la baisse de la roupie. Pour certains produits en Europe, on est au-dessous des cours cotés en 1873 et en 1893, dans l'Inde, les prix sont au-dessus des cours cotés il y a 20 ans.

Cette constatation n'est pas de nature à désarmer certains convaincus qui remarquent que cette hausse des denrées, impôts et salaires est plus que compensée par l'accroissement du prix des marchandises exportées sur l'Europe ou entrant dans le marché mondial [1]. Il en résulterait un accroissement de débou-

[1] Voici ce qu'écrit M. Le Myre de Villers dans les *Questions diplomatiques*, 1903,

Digitized by Google

chés de nature à augmenter la production, partant développerait les cultures. L'augmentation des affaires en Extrême-Orient, l'accroissement inouï de richesses qui se sont manifestés, depuis 25 ans, dans les colonies de Cochinchine et des détroits s'expliqueraient par la baisse de l'argent.

Il est étonnant que les pouvoirs publics des *Straits Settlements* n'aient pas compris les effets de cette cause bienfaisante et qu'ils soient assez mal inspirés pour réformer leur régime monétaire.

Maintenant, en ce qui concerne la Cochinchine — qui exporte une grande quantité de son riz en Chine — des réserves sont nécessaires. Si les 2/3 des exportations de l'Inde sont à destination de pays à étalon d'or, les 3/4 des exportations de l'Indo-Chine sont pour des pays à étalon d'argent. On se demande alors si la prime à l'exportation, dont on fait tant d'état, peut vraiment constituer un sérieux avantage [1].

Il y aurait une certaine catégorie de financiers auxquels, non seulement la baisse de l'argent ne nuirait pas, mais profiterait au contraire. Ce sont les banquiers qui, émettant du papier fiduciaire à 5 fr. 35, 5 francs, 4 francs, 3 francs, 2 fr. 50 la piastre, est remboursable à 2 francs, voire même, en décembre 1902, au-dessous de ce taux.

Arrivons maintenant aux intéressés lésés d'une manière incontestable par la baisse de l'argent et voyons s'ils sont dignes de sympathie.

Éliminons de suite les indigènes qui ont la manie d'enfouir leurs capitaux dans des cachettes.

Restent tous ceux qui ont à faire des remises d'Indo-Chine sur l'Europe ou les États-Unis ou inversement des remises d'Europe et des États-Unis sur l'Indo-Chine. En effet, l'acheteur

p. 9 : Admettons une marchandise dont la valeur est de 4 piastres sur lesquelles 2 reviennent à la main-d'œuvre et 2 au propriétaire du sol ainsi qu'aux intermédiaires. Si l'argent métal baisse de 50 0/0, le prix de vente s'élèvera à 6 piastres qui se repartiront, au début, de la manière suivante : main-d'œuvre, 2 piastres 1/2, propriétaire du sol et intermédiaires, 3 piastres 1/2, d'où bénéfice supplémentaire pour le propriétaire et les intermédiaires d'une piastre et demie. Quant à l'ouvrier, l'accroissement du salaire d'une demi-piastre le couvrira certainement de l'augmentation du prix de la vie matérielle.

[1] Pour la réfutation de cette idée, nous renvoyons le lecteur à la page 624 où il est démontré, d'après le rapport de Indian Currency, que cet avantage n'est que momentané.

Digitized by Google

français de change indo-chinois ou l'acheteur indo-chinois de change sur la France, se trouve, parfois, obligé de payer la piastre ou bien le franc à un taux différent de celui qu'il avait prévu au moment de l'opération qu'il se proposait de régler. Cette différence — si l'on suppose des fluctuations brusques — peut absorber tout le bénéfice espéré. Et, cette hypothèse se réalise, en partie tout au moins, lorsqu'il s'écoule un certain laps de temps entre la conclusion d'une affaire et son règlement.

Qu'on se rappelle que la piastre valait, il y a encore quelques années, 3 fr. 50, par rapport à l'or, qu'elle est descendue ensuite à 2,20 et est tombée encore plus bas en novembe 1902 — où elle était cotée 1 fr. 90 — et l'on comprendra aisément combien cet effondrement a été désastreux pour les industriels français qui avaient envoyé des marchandises dans notre colonie, avant la baisse de la piastre. Ils ne pourraient les vendre sans perte qu'en relevant leurs prix en piastres. Les acheteurs annamites s'y refusent. Les stocks s'amoncellent alors dans les magasins de nos industriels. Ils n'osent plus rien expédier n'étant pas sûrs de pouvoir vendre à des prix suffisamment rémunérateurs. Ils sont obligés d'être d'autant plus circonspects qu'ils craignent toujours que la baisse de la piastre n'ait pas dit son dernier mot. Sans doute, depuis 1903, on constate des relèvements sérieux dans les cours. Mais les fluctuations des cours sont si fréquentes et assez sérieuses pour que, pendant la traversée, une affaire de rémunératrice puisse devenir, sinon ruineuse, tout au moins ne laisser aucun bénéfice.

Ainsi les pays à étalon d'or paient de plus en plus cher — par rapport à la quantité d'argent que l'or versé peut acheter — les marchandises qu'ils reçoivent des pays à étalon d'argent. Par contre, les nations consomment de moins en moins les produits des premiers États parce que — obligés de payer en or — il leur faut, pour se procurer cet or, donner des quantités de plus en plus considérables de monnaie d'argent[1]. Leur puissance d'achat se trouve ainsi épuisée. Sans nier ce résultat on fait valoir deux considérations de nature à l'atténuer. La rapidité des communications avec les métropoles permet d'éviter les gros approvision-

[1] On en trouve encore une preuve palpable dans le dernier rapport sur le commerce de l'Indo-Chine en 1903, où la principale cause de la diminution des importations réside dans une augmentation de 10 à 15 0/0 des prix exprimés en piastres.

Digitized by Google

nements d'autrefois. En second lieu, les négociants se couvrent de ce risque en se faisant tour à tour importateurs ou exportateurs. Ils gagnent ainsi d'un côté tout ce qu'ils perdent de l'autre.

Enfin, dira-t-on, mais si la baisse de la piastre est fâcheuse pour la métropole et ses producteurs elle est avantageuse pour la colonie qui vend à un meilleur prix.

Nous n'avons plus à attirer l'attention sur ce point. Nous y avons déjà insisté. Voyons quels sont, après les commerçants et les producteurs, les autres personnes qui souffrent de la baisse et de l'instabilité du prix de l'argent.

Ce sont les banques libres qui ont à défendre leur capital et leur réserve fondée sur l'or. Elles risquent, chaque année, de voir leur capital et leur réserve amoindris si elles consentent des prêts à longue échéance. Aussi pour conjurer, dans une certaine mesure, ce péril, elles ne consentent pas de prêts à longue échéance si nécessaires pourtant pour l'agriculture. Elles n'escomptent que du papier court. Enfin pour se couvrir de cet aléa elles demandent un taux d'intérêt très élevé : 12 et 15 0/0.

Il en résulte qu'ici, incontestablement, la colonie tout entière souffrira de cet état de choses.

Les commerçants européens qui ont mis un certain capital dans leur entreprise et qui en consacrent une partie en fonds de roulement sont également lésés.

Les Européens et indigènes ayant placé leurs capitaux dans des immeubles urbains ou industriels ne seront pas plus heureux. Rarement l'élévation des loyers compense la diminution de la valeur de la piastre.

Jamais les entrepreneurs de transports maritimes ne peuvent modifier leurs tarifs en proportion des variations du change.

D'autre part, certains fonctionnaires ont eu à se plaindre de l'instabilité de ce régime. Tandis que les traitements du personnel des contributions indirectes et des douanes (décrets du 7 sept. 1877) et ceux des agents de la Trésorerie (arrêté du 28 mars 1888) et de l'Enregistrement (arrêté du 6 févr. 1893) sont établis en francs, la plupart des fonctionnaires sont payés en piastres cotées à 5 francs. Pour la première catégorie nous avons vu[1] comment le budget général prenait à sa charge les per-

[1] Voir page 648.

Digitized by Google

tes de change. Mais, pour l'autre groupe, de beaucoup le plus important en nombre!

On a essayé à maintes reprises de remédier à cette inégalité choquante en accordant aux fonctionnaires des indemnités. C'est ainsi qu'en 1883 une bonification de 7 0/0 leur fut accordée. En 1886 elle fut portée à 16 0/0.

Malgré tout, au taux actuel, ces fonctionnaires perdent encore 4 0/0 de leur traitement par suite de la baisse du change. Ce sont surtout les fluctuations des cours qui doivent leur être particulièrement sensibles. On ne sait jamais à combien tombera la mensualité reçue qui doit permettre de subvenir aux besoins pendant le mois suivant. On comprendra d'autant mieux cette situation si l'on songe que les fonctionnaires sont, peut-être, ceux qui peuvent le moins se passer des produits européens.

Une certaine correction qu'ils doivent observer leur en fait presque un devoir.

Indépendamment des fonctionnaires le régime monétaire adopté par l'Indo-Chine nuit aussi à la Colonie. Nous avons déjà vu que, depuis le décret de 1899, c'est le budget général de l'Indo-Chine, qui subit les pertes de change pour les fonctionnaires dont le traitement est fixé en francs. Mais le budget général étant chargé — sauf règlement ultérieur avec les budgets locaux — de toutes les dépenses effectuées en dehors de l'Indo-Chine, aura bien d'autres paiements à faire en or.

Retenons le plus important : le paiement des arrérages des emprunts contractés par l'Indo-Chine. Celle-ci a fait un premier emprunt de 80 millions sous le Gouvernement de M. Rousseau, un autre de 275 millions, sous celui de M. Doumer, soit, en tout, 355 millions. Aussi la dette extérieure de l'Indo-Chine atteint actuellement 40 millions payables en or.

Ce n'est pas tout. Sur ces 355 millions : 155 millions ont déjà été touchés et employés dans le pays.

Quand ils ont été reçus, ils ont été convertis en piastres à des taux variant entre 3 fr. 50 et 3 fr. 20. Au cours moyen de l'époque on peut donc estimer qu'ils ont produit 54.385.000 piastres.

Or, au cours du Trésor, du commencement de 1903[1], ces 54 millions de piastres ne valent plus que 100 millions de francs

[1] Depuis cette époque les cours se sont un peu améliorés.

Digitized by Google

au lieu de 155. Il en résulte une perte variant entre 46 et 50 millions de francs, puisque le budget colonial — qui n'a reçu en réalité que 54 millions de piastres — devra en rembourser de 77 à 80 millions si les cours ne s'élèvent pas[1].

Comment pouvons-nous espérer, disait le *Courrier de Haïphong,* trouver dans les ressources du pays cette perte au change de 25 millions de piastres ? Je crois que le plus habile administrateur ou le plus malin des directeurs des douanes pourrait proposer toutes les mesures fiscales que son cerveau pourra jamais imaginer sans jamais parvenir à boucher ce trou de plus de 25 millions de piastres qui ne fera que devenir plus énorme avec une semblable baisse de la piastre.

Sans doute pour équilibrer le budget de l'Indo-Chine on peut frapper les malheureux Annamites d'impôts nouveaux.

On objecte que cette mesure n'est pas nécessaire ; que les budgets ne sont pas atteints : au contraire. Le développement des cultures — qui entraîne : l'accroissement des droits de sortie, des impôts fonciers et personnels — le paiement en or des taxes douanières, l'augmentation de la consommation assurent une plus-value de recettes qui dépasse de beaucoup celle des dépenses. Bien que le taux des impôts indirects, si on les évalue en or, diminue chaque année.

Sans méconnaître ces plus-values — dont les rapports de budgets font foi — il est, peut-être, exagéré de dire que cette compensation soit complète. Tant de causes agissent et réagissent les unes sur les autres en cette matière, qu'il est impossible partant de déterminer dans quelle mesure exactement ce jugement est trop optimiste. Mais, on peut affirmer, sans crainte d'exagération, que l'Indo-Chine souffre, de ce chef, d'une perte sèche.

Après la Colonie, le Trésor métropolitain sera, fatalement, dans la même situation que les commerçants européens pour les remises de fonds qu'il a à faire en Indo-Chine. Les sommes qu'il puise dans les caisses publiques de France pour solder les dépenses qui sont à la charge du budget général de l'État sont des sommes en francs qu'il faut convertir en piastres.

[1] Une hausse bien sensible n'est guère à espérer, étant donnée la situation du marché. Cette hausse que nous constatons actuellement est dûe à des causes passagères.

Digitized by Google

Enfin restent tous ceux qui veulent réaliser les uns, leurs bénéfices, les autres placer leurs économies en France.

Le négociant qui liquide ses affaires pour regagner la métropole pourra, quelquefois, ne pas retrouver le capital, estimé en or, qu'il a apporté avec lui pour fonder son entreprise. En tout cas les bénéfices obtenus seront sérieusement diminués. Aussi, comprend-on, que la baisse du change, son instabilité sont un obstacle à l'exode des capitaux européens en Indo-Chine. Elle qui, comme toute colonie qui se développe, en a pourtant tant besoin.

Cette situation, créée par la dépréciation de l'argent, que nous venons d'analyser, est reconnue — à des degrés divers suivant les milieux — comme très grave. Elle appelait des remèdes. Dans quelle mesure l'Indo-Chine et les autres États asiatiques, ayant comme elle une circulation d'argent, ont-ils réagi, c'est ce qu'il nous reste à examiner.

Digitized by Google

CHAPITRE III

Réformes réalisées ou proposées par les États asiatiques voisins de l'Indo-Chine pour remédier aux conséquences de la baisse de l'argent.

Nous avons longuement exposé ce qu'a fait l'Inde. Le Japon — qui avait à payer, en or, tout un matériel militaire acheté en Europe — passa à l'étalon d'or[1]. Le 26 novembre 1902 un décret introduisait une réforme monétaire au Siam qu'on baptisa d'établissement de l'étalon d'or. Les Philippines portèrent également remède à la situation en organisant l'étalon d'or. Enfin, une commission chargée d'élaborer une réforme monétaire dans les Straits Settlements, pour améliorer les choses, a terminé ses travaux. Les conclusions ont été adoptées par le Conseil législatif. La question de l'étalon d'or a été examinée à Hong-Kong et en Chine. Ce sont ces diverses réformes ou projets que nous allons rapidement passer en revue en nous occupant successivement du Siam, des Philippines, des Détroits, de la Chine et de Hong-Kong.

§ 1. — *La réforme monétaire au Siam.*

C'est un décret du 20 novembre 1902 qui a réalisé cette réforme. Le Siam a agi, sans doute, dans la circonstance à l'instigation de l'Angleterre et du Japon qui projettent d'exécuter de grands travaux publics. Ceux-ci entraînaient des opérations financières que la baisse de l'argent gênait.

Jusqu'alors l'unité monétaire officielle était le tical. Toute personne en présentant des piastres à la Monnaie siamoise pouvait demander que ces pièces fussent frappées en ticaux à rai-

[1] Cette réforme faisant l'objet d'une étude spéciale, nous ne faisons qu'y reporter le lecteur.

Digitized by Google

son de 5 ticaux pour 3 piastres. Le tical valait donc 3 francs d'argent environ. Or, avec la baisse persistante de l'argent, le Siam, ou plutôt les pays projetant l'entreprise de travaux importants, ont pensé qu'il faudrait soit abandonner ces projets, soit augmenter les impôts puisque les recettes budgétaires se font en argent et que les dépenses prévues étaient payables en or.

Une autre solution était encore possible : transformer l'étalon monétaire. Les Anglais — très influents au Siam — décidèrent alors le roi à suivre l'exemple des Indes.

L'adoption des mesures suivantes était proposée : arrêter la frappe de l'argent et, en second lieu, fixer un taux d'échange assez élevé entre les monnaies d'argent existantes et la livre sterling. Cette raréfaction des monnaies d'argent devait amener une hausse du change.

Ces propositions furent acceptées. En décembre 1902, on prenait les mesures indiquées. Le tical s'échangeait alors à raison de 20 ticaux par livre sterling. Au pair, celle ci ne vaudrait que 8,5 ticaux.

Le 26 novembre 1902, un décret royal, fermant la Monnaie à la frappe libre des ticaux, rendait le tical indépendant de la piastre, dont il avait toujours auparavant représenté les 3/5.

Le lendemain, un arrêté du ministre des Finances fixait le prix de vente des ticaux à raison de 17 pour une livre sterling versée au crédit du Gouvernement siamois chez ses banquiers à Londres. Ainsi la valeur du tical était fixée à 1 fr. 48. Tandis qu'à cette époque la piastre étant cotée 1 fr. 94, le tical était compté pour 1 fr. 164.

Ce décret et cet arrêté ne pouvaient manquer d'apporter une grande perturbation dans les affaires.

Le public et les banques protestèrent aussitôt. Ces dernières, en effet, avaient en dépôt des sommes importantes appartenant au Gouvernement siamois et auraient éprouvé de grosses pertes s'il leur avait fallu rembourser celui-ci d'après le taux fixé.

Les légations et les consulats appuyèrent énergiquement les négociants dans leurs réclamations. Malgré tout, le Gouvernement refusait de rapporter ces mesures arbitraires. En réponse à ce refus, d'un commun accord, les trois banques fermèrent leurs caisses. Ce ne fut qu'après une série d'entrevues des direc-

Digitized by Google

teurs avec le ministre des Finances et M. Rivett Cornac, que le 10 décembre, les affaires reprirent leur cours.

Des mesures transitoires avaient été accordées. Le taux de vente des ticaux était conservé à 20 pour une livre sterling soit 1 fr. 25 le tical. Mais ce taux devait, jusqu'au 28 février 1903, suivre les fluctuations de hausse du change à Singapour, au-dessus de 1 shelling 7 pence, par un quart de tical pour chaque quart de penny de hausse, sans pouvoir être modifié en cas de baisse à Singapour.

Les banques étaient, en outre, autorisées à importer, au cours ancien, une somme de dollars argent égale à l'importance du dépôt que le Gouvernement avait chez elles. Quant aux dollars qu'elles avaient en caisse ou en cours de route, venant de Hong-Kong, Saïgon ou Singapour, le ministre des Finances s'engageait à leur échanger à raison de 5 ticaux contre 3 dollars. Comme on trouvait des piastres en abondance sur le marché libre, les banques achetèrent immédiatement l'équivalent en dollars d'une somme de 6 millions de ticaux dûs à l'État.

Enfin, les banques bénéficiaient de l'ancien taux de 20 ticaux par livre sterling jusqu'en mars pour régler les affaires en cours. La Hongkong and Shanghai transforma, de ce fait, 400.000 dollars, la Chartered 349.000 et la Banque de l'Indo-Chine 100.000 dollars.

Le résultat de ces concessions fut de limiter les pertes des banques locales. Celles-ci, en effet, furent obligées d'accorder des facilités de paiement aux négociants chinois. Ils furent autorisés à remplir leurs engagements, moitié sur l'ancienne, moitié sur la nouvelle base.

Ces concessions leur permirent, en outre, d'acheter, jusqu'en mars, des ticaux pour des sommes considérables. On parle de 13 à 14 millions de francs. La plus grande partie de ces acquisitions ayant été faites avant mars, la majorité des ticaux furent payés à raison de 20 ticaux pour une livre sterling. Cette opération permit aux banques non seulement de se couvrir de leurs pertes, mais encore de réaliser de beaux bénéfices.

Bien plus, grâce à cette combinaison, ces banques se sont assuré, après règlement de leurs affaires, une encaisse métallique les mettant, pour un certain temps, à l'abri des conséquences de la hausse du tical.

Digitized by Google

Après mars 1903, le taux devait s'élever progressivement jusqu'à 17 ticaux par livre sterling. L'opération devait donc s'effectuer dans des conditions moins avantageuses que pour les Indes. Nous avons vu, en effet, que la roupie valait au pair 2 shillings et, lors de la réforme de 1899, on a décidé que 15 roupies s'échangeraient contre une livre sterling. Or, 15 roupies valant au pair 30 shillings, et la livre sterling 20 shillings, cela revenait à dire que 30 shillings de monnaie indienne d'argent ne s'échangeraient que contre 20 shillings de monnaie anglaise d'or. Bref, l'argent perdrait légalement un tiers de son ancienne valeur, par rapport à l'or.

Au Siam, la réforme monétaire s'effectuait avec une perte de 50 0/0 de la valeur de l'argent. Ce chiffre est encore trop bas si l'on songe que ce n'est pas le cours actuel de l'argent par rapport à l'or qui fut pris pour base.

Mais le Gouvernement espérait en l'espace de trois mois, en raréfiant les monnaies légales, rehausser le cours commercial du tical par rapport à l'or et regagner le cours officiel d'échange : le cours de 17 ticaux.

Il n'est pas encore atteint. Mais, grâce à la hausse de la piastre, par étapes successives, on en approche. Cependant, il importe de remarquer que le dernier taux connu de 17 ticaux 3/4, annoncé comme prix de vente, est purement nominal. Personne n'achète au Gouvernement siamois des ticaux à ce taux. On trouve dans les banques des ticaux à des prix moins élevés parce que plus en rapport avec la valeur de la piastre. Cette différence de plus n'est pas à négliger. Elle atteint ordinairement un tical.

Voici d'ailleurs les principales phases de l'opération, en partant du 10 décembre 1902 où 20 ticaux s'échangent pour une livre sterling. Grâce aux achats importants des banques, dès le 17 décembre, le taux officiel de vente fut de 19 3/4 et 19 1/2, le lendemain, de 19 1/4 le 2 mars 1903, puis — par suite de la hausse du dollar à Singapour — de 19 le 5, de 18 3/4 le 11, de 18 1/4 le 22, enfin le 5 août 1903, de 18, de 17 3/4 le 12. Du 1er avril 1903 au 31 mars 1904, la valeur du tical a oscillé entre 1 fr. 33 et 1 fr. 39 et voisine actuellement le cours de 17.

Les pouvoirs publics s'efforcent de raréfier l'argent monnayé le plus possible. D'abord le ministre des Finances a, peu à peu,

Digitized by Google

retiré des trois banques locales, la plus grande partie de ses dépôts qu'il cherche à réduire à 500.000 ticaux chez chacune d'elles. De plus, il précipite les émissions de billets.

C'est en septembre 1902, jour de l'anniversaire du roi, que fut faite la première émission de billets.

Émis sans limite, ils ont cours légal, sont garantis par les revenus du Royaume et une encaisse en argent ou en valeur égale à 75 0/0 des billets en circulation, comprennent des coupures de 5, 10, 20, 100, et 1.000 ticaux. Ils sont remboursables en argent sur présentation, mais à Bangkok seulement. Dans les provinces, les trésoreries se réservent le droit de refuser tout ou partie du remboursement, dès lors, ne peuvent être d'aucune utilité pour les commerçants de l'intérieur. Le ministre des Finances doit publier tous les mois dans la *Gazette officielle* le montant des billets en circulation et de l'encaisse métallique en réserve, ainsi que la liste des valeurs. Une Commission de deux membres dont l'un est le ministre, veille à l'achat, à la vente et à la garde des valeurs en réserve.

Ces billets se substituent, de plus en plus, dans la circulation aux coupures des banques. De même, le nombre de ces billets émis va sans cesse en augmentant. En août 1903, il en avait été émis déjà pour 5.569.490 ticaux (soit 7.797.286 francs) et le Gouvernement, nous l'avons dit, pour faire réussir sa réforme monétaire, augmente de plus en plus ces émissions pour raréfier l'argent monnayé autant que possible.

Aussi en novembre 1903, ces billets représentaient 6.337.358 ticaux, et au 31 mars 1904, 7.310.935 ticaux. Du 10 avril 1903 au 31 mars 1904, il en a été émis pour 14.873.193 ticaux et les billets rentrés représentaient 7.562.260 ticaux, soit 167.489 billets, dont 15.210 ou 9,2 0/0, ont été retirés de la circulation.

Mais c'est surtout cet excédent continu et progressif des exportations sur les importations qui contribuera au succès de la réforme.

Voilà pourquoi on pense que — bien que le Siam n'ait pas encore un crédit solidement établi et qu'il ne puisse justifier d'une encaisse d'or suffisante pour rembourser ses ticaux argent — le taux de 17 ticaux sera atteint. Il essayera même d'atteindre celui de 16 ticaux pour une livre sterling.

Y arrivera-t il? Le Gouvernement le croit. En attendant, il

Digitized by Google

prend ses mesures pour pouvoir frapper des ticaux. Il vient de réorganiser complètement la Monnaie qui est désormais dirigée par un diplômé de l'École royale des mines d'Angleterre. Il a fait à Londres d'importants achats d'argent en barres. En attendant, tant que les banques n'auront pas épuisé leurs réserves, celles-ci continueront à approvisionner le public qui s'adresse à elles de préférence pour les raisons que nous connaissons.

Mais bientôt on ne pourrra plus en trouver dans les banques. Il faudra alors s'adresser au Gouvernement qui les vendra à raison de 17 ticaux pour une livre sterling.

Ce jour, le but du Gouvernement sera atteint au point de vue de la valeur du tical. Mais il est douteux qu'il parvienne, en même temps, à fixer cette valeur. Tant que les autres pays d'Extrême-Orient à circulation d'argent n'auront pas pris des mesures pour fixer la valeur de la piastre, elle sera toujours sujette à des fluctuations. Pour peu qu'elles prennent une certaine importance pendant une certaine durée dans le sens de la baisse et aussitôt le Siam se trouve dans une situation difficile. Devant ce mouvement de baisse, pourra-t-il résister et maintenir à son tical une valeur qui, somme toute, n'est que conventionnelle?

Maintenant que nous connaissons les mesures financières prises au Siam, on nous accordera facilement que l'on ne saurait vraiment appeler cette opération : un établissement d'étalon d'or au Siam. La réforme visait uniquement la fixation de la valeur du tical. L'expérience ne nous permet pas encore de nous prononcer sur la réussite de cette combinaison financière.

§ 2. — *La réforme monétaire aux Philippines.*

Pendant l'occupation espagnole, et jusqu'à la réforme, que nous allons succinctement analyser, la circulation des Philippines était approvisionnée par des dollars d'argent mexicains et une petite quantité de billets émis par la Banque hispano philippine. La monnaie en cours était donc sujette à toutes les fluctuations de valeur des dollars américains, modifications provenant, non seulement de la variation de valeur du métal argent mais encore de l'approvisionnement de ces pièces par la Monnaie mexicaine. Les États-Unis comprirent qu'il fallait modifier cette

Digitized by Google

situation anormale et donner à leurs possessions asiatiques un régime monétaire autonome.

A cet effet, M. Charles Conaut fut envoyé sur place pour étudier la question. Après une enquête approfondie il conclut à l'adoption d'un régime analogue à celui que nous avons rencontré en Inde. Un bimétallisme mitigé. L'or et l'argent circuleraient. Mais le Gouvernement limiterait la circulation du métal blanc. Le Congrès des États-Unis, à la fin de février 1903, adopta ces conclusions.

Désormais le régime monétaire des Philippines est établi sur les bases suivantes :

Dorénavant l'unité de valeur aux Philippines est le *peso d'or* contenant 12 9/10 grains d'or à 9/10 de fin. La nouvelle pièce — bien qu'ayant le poids et les dimensions du dollar américain — ne vaut qu'un demi-*dollar or*. Enfin il a, à peu près, la valeur du *yen d'or* japonais. Mais c'est une monnaie *fictive*. La monnaie effective est le dollar or américain, valant, comme nous venons de le dire, deux pesos. C'est à ce taux que les monnaies d'or des États-Unis sont acceptées dans les îles et possèdent une valeur légale et libératoire pour toutes les dettes privées ou publiques.

Pour les transactions ordinaires les dollars d'argent continueront à servir. Monnaie légale, cette pièce aura force libératoire dans les îles pour toutes les dettes, sauf conventions contraires. Le *peso d'argent*, à cours légal illimité, ne peut être frappé que par le Gouvernement local.

Il doit en émettre jusqu'à concurrence de 20 millions de pesos avec faculté de porter l'émission à 75 millions de pesos. Cette pièce pèse 416 grains au titre de 0,900 car on tolère 0,100 de cuivre. Ajoutons enfin, sur ce point, qu'avant de faire du peso d'or l'unité monétaire, le Gouvernement local a dû au préalable frapper 5 millions de pesos d'argent.

A côté des pesos d'or et d'argent circulent des monnaies divisionnaires, en argent, de 50 centavo, valant 1/4 de dollar or, de 20 centavo valant 1/10 de dollar or, de 10 centavo valant 1/20 de dollar or. Ces pièces d'argent n'ont cours légal que jusqu'à concurrence de 10 pesos. La pièce de 5 centavo valant 1/40 de dollar or est en nickel. Celle de 1 centavo valant 1/200 de dollar or et celle de 1/2 centavo de 1/400 de dollar sont en cuivre. Nous connaissons maintenant toutes les pièces nouvelles.

Digitized by Google

Restait, — puisqu'on admettait la circulation des deux métaux — à établir un rapport entre eux. Le rapport commercial était alors de 42 à 1. On adopta celui de 32 à 1 pour les monnaies d'or et d'argent au lieu de 16 à 1, l'ancien rapport américain. Le rapport consacré empêchera donc cette pièce de sortir. D'ailleurs — même si la valeur légale d'échange avec l'or n'avait pas été très supérieure au cours commercial — la frappe spéciale de ces pièces les rendant inutilisables au dehors empêchait l'exode de cette monnaie.

Maintenant, pour maintenir la valeur du peso argent phillipin égale à celle du peso d'or, le Gouvernement local pouvait mettre en circulation jusqu'à 10 millions de dollars ou 20 millions de pesos de certificats temporaires de dette, portant intérêt à 4 0/0 au plus, remboursables par périodes de 3 à 12 mois en monnaies d'or des États-Unis ou en monnaies ayant cours légal dans les îles.

Quant aux piastres d'argent mexicaines en circulation ainsi que les monnaies d'argent émises par le Gouvernement espagnol pour les Philippines, elles furent acceptées, jusqu'au 1er janvier 1904, à un taux officiel fixé par proclamation du gouverneur civil.

Enfin, pour donner une notion complète de cette réforme, ajoutons que des certificats d'argent, émis contre remise de pesos argent, sont acceptés en paiement de toute dette publique.

Cet exposé appelle l'attention sur un point notamment. On comprend aisément pourquoi les pesos resteront dans les îles. On voit moins bien comment on maintiendra, sinon dans la circulation, du moins dans les banques, une quantité d'or suffisante pour assurer un échange effectif entre les deux métaux? Voilà le point délicat. D'un autre côté, le drainage de cet or éventuel, par des pesos contrefaits, n'est-il pas à craindre?

Cette réforme, que nous connaissons maintenant, appliquée depuis un an a eu certains effets que nous voudrions indiquer d'un mot.

Cette réforme, — nous le savons — devait amener des frappes de monnaies nouvelles. Quelques chiffres vont nous en faire connaître l'importance :

En 1903 il a été frappé aux États-Unis 29.069.837 pièces d'argent pour une valeur de 17.438.712 pesos. Mais, à côté des 14.155.017 pesos, se trouvent 3.104.177 pièces de 50 centavo pour 1.552.088 pesos et 1.101 085,40 pesos de pièces de 20 centavo, enfin 630.521 pesos de pièces de 10 centavo. Le total des

Digitized by Google

monnaies de nickel et de cuivre atteint 31.791.671 pour 613.986 pesos. Ces chiffres se décomposent ainsi : 8.912.558 pièces de 5 centavos pour 442.627 pesos, pour 107.925 pesos de pièces de 1 centavo. Enfin, à côté des 10.792.558 pièces de 1 centavo, on compte 12.086.558 pièces de 1/2 centavo pour 60.432 pesos. Aussi en englobant les fractions — dont nous avons fait abstraction — on trouve qu'en 1903 les États-Unis ont frappé pour 18.052.698 pesos de pièces atteignant le total de 60.861.511. D'autre part, du 1er janvier 1904 à aujourd'hui, il a été importé aux Philippines pour 23.496.520 pesos de nouvelles pièces d'argent. Par contre, durant le mois d'août, 10.000 pesos de dollars mexicains ont été exportés. Enfin, les conditions du marché ont été telles que, pendant presque tout le mois d'août, la valeur or du dollar mexicain fut plus élevée que celle du british dollar de Hong-Kong.

Devant ces résultats les banques se sont crues autorisées — sans risquer une contraction monétaire — à notifier au public, qu'à partir du 30 septembre prochain, elles ne recevraient plus, aucune ancienne monnaie locale soit espagnole soit mexicaine.

Mais avant de passer aux Straits Settlements il importe de répondre à une objection qu'on pourrait nous faire en qualifiant cette réforme : d'établissement de l'étalon d'or. Sans doute on a conservé l'argent comme métal — en consacrant, à l'inverse de l'Inde, non une perte de 1/3, mais de 50 0/0 du métal argent comme au Siam — parce que c'était la monnaie qui convenait le mieux aux habitudes et aux besoins du pays. Mais, lorsque la nouvelle monnaie d'argent est présentée en suffisamment grande quantité, il est possible de la changer pour de l'or.

§ 3. — *La réforme monétaire dans les Straits Settlements et les établissements confédérés.*

Depuis un an déjà la commission anglaise, instituée pour examiner la question monétaire dans les Établissements des Détroits — c'est-à-dire non seulement dans les Settlements, mais encore les États fédérés malais et le Sultanat de Johore — avait remis son rapport. Ce sont les conclusions de ce document que vient d'adopter le Conseil législatif de la Colonie.

Avant d'examiner à grands traits cette réforme monétaire,

Digitized by Google

UNIVERSITY OF

visant l'établissement de l'étalon d'or, il est intéressant de connaître de quoi se composait la circulation du pays.

Au moment où la Commission entreprend ses travaux, les transactions étaient assurées par le *British dollar* pesant 26 gr. 957 et frappé au titre de 0,900, c'est-à-dire au même titre que la piastre de commerce indo-chinoise, mais cette dernière pèse 27 grammes. A côté, circulait le dollar mexicain et celui de Hong-Kong. Maintenant, depuis 1871 il avait été émis, par la Colonie des monnaies subsidiaires en argent représentant des coupures de dollar, et des monnaies de cuivre pour les petites transactions journalières. Enfin on trouvait dans la circulation des *Governments Notes* et des billets de banque.

L'importance numérique de ces divers instruments d'échange en circulation était, bien entendu, loin d'être la même pour toutes ces monnaies. Quelques chiffres[1] donneront une idée de cette proportion.

Le montant *approximatif* des dollars tant mexicains que British, circulant dans les Détroits, est estimé à : 30.000.000 $. Quant aux monnaies émises depuis 1871, elles atteignent, pour les coupures de dollars : 7.212.000 $ et les monnaies de cuivre 1.887.500 $. Enfin, en décembre 1902, circulaient pour 13.393.440 $ de Governments Notes garantis par une encaisse de 8.714.555 $; la circulation mensuelle moyenne des billets de banque atteignait en 1901 : 5.473.755 $.

Il résulte, clairement, de ces chiffres que le principal instrument d'échange était, sans conteste, le dollar et ses coupures.

La réforme projetée devait consister à démonétiser tous ces dollars, leur substituer une autre pièce, le *Straits dollar* auquel on voulait donner une valeur or par rapport au *Sovereign*[2].

Voilà le but poursuivi. Comment pourra-t-on l'atteindre? C'est ce que nous allons rapidement indiquer en esquissant à grands traits la réforme monétaire adoptée par le Conseil législatif de la Colonie.

°°°

Mais, au préalable, il n'est peut-être pas mauvais d'indiquer, brièvement, les raisons qui avaient amené cette réforme.

[1] Ces chiffres sont extraits du rapport de la Commission.
[2] C'est ainsi que s'appelle la livre sterling anglaise.

Digitized by Google

C'est, avant tout, la dépréciation de l'argent par rapport à l'or. Les effets de ce phénomène monétaire étaient dans les Détroits ce qu'ils étaient en Inde, au Mexique et dans les autres pays du monde ayant consacré l'étalon d'argent et trafiquant avec des pays à étalon d'or.

Sans insister, outre mesure, sur les fluctuations de la valeur de la monnaie locale par rapport à l'or quelques chiffres, indiquant le cours du papier à quatre mois sur Londres pendant la période 1891 à 1901, sont instructifs.

Années.	Plus haut.	Plus bas.	Moyen.
	s. d.	s. d.	s. d.
1891	3,6 1/4	3,1 3/8	3,3
1892	3,1 3/8	2,9 1/8	2,10 5/8
1893	2,9 5/8	2,4 1/2	2,7 3/8
1894	2,3 7/8	2 1/8	2,1 3/4
1895	2,3 1/16	1,11 1/2	2,1 1/2
1896	2,3	2,1	2,2 1/8
1897	2,1 13/16	1,9 9/6	1,11 15/16
1898	2	1,10 3/16	1,11 5/16
1899	2 5/6	1,11 3/8	1,11 15/16
1900	2,2 3/16	1,11 3/4	2 1/2
1901	2,1 5/8	1,9 7/8	1,11 11/16

Cependant les Détroits n'étaient pas, comme l'Inde, pratiquement forcés d'établir un change fixe pour échapper aux pertes que leur imposait le paiement en or des arrérages d'une grosse dette publique. Le Gouvernement des Détroits n'avait pas fait d'emprunt. Quant à la confédération des États malais elle n'avai à supporter qu'une très faible dette publique. Et encore, elle avait contracté un emprunt intérieur. Dès lors, les arrérages étaient payables en argent. Cependant, ces deux gouvernements avaient besoin de beaucoup de remises payables en or. Les salaires de tous les hauts fonctionnaires étaient fixés en livres sterling. De ce chef les Gouvernements avaient à supporter des pertes de change parfois assez lourdes.

Et au point de vue commercial.

Si on envisage la période décennale 1891 à 1901, on relève une certaine prospérité du commerce extérieur des Détroits tant avec les pays à étalon d'or qu'avec ceux se servant du métal blanc. Mais, ce qui nous importe surtout ici de mettre en relief, c'est l'importance respective du commerce des Détroits

Digitized by Google

avec les pays à étalon d'or d'une part, avec ceux à étalon d'argent d'autre part.

C'est encore par la production de quelques chiffres représentant tant les importations que les exportations qu'on donnera l'idée la plus nette et la plus exacte de cette proportion.

Pour simplifier nos tableaux, nous exprimerons les quantités en milliers de $.

Débutons avec le commerce extérieur résultant du trafic des Détroits avec des pays employant la monnaie d'argent :

Voici les résultats que nous relevons pour la période décennale 1891-1901.

Années.	Exportations.	Importations.	Total des importations et exportations.
1891	45.579	83.937	129.516
1892	48.140	93.946	142.086
1893	44.992	83.891	128.883
1894	53.771	94.068	147.830
1895	55.434	96 877	152.311
1896	57.079	96.260	153.339
1897	57.299	98.769	156.068
1898	64.747	98.615	163.362
1899	68.710	121.945	190.655
1900	76.294	135.402	211.696
1901	79.965	142.033	221.003

Faisons maintenant connaître le commerce extérieur avec les pays ayant l'or comme étalon monétaire.

Années	Exportations.	Importations.	Total des importations et exportations.
1891	68.910	44.895	113.805
1892	74.693	43.436	118.129
1893	89.538	68.547	157.085
1894	104.971	88.613	193.862
1895	105.394	88.468	193.862
1896	104.698	98.936	203.634
1897	114.878	99.591	214.469
1898	129.394	124.387	253.781
1899	157.145	133.346	290.491
1900	174.621	154.994	329.615
1901	176.808	150.776	327.584

Digitized by Google

Ces tableaux nous montrent un accroissement continu du commerce extérieur en général. Mais — ce qui nous intéresse tout particulièrement ici — nous relevons une augmentation plus rapide, à la fin de notre période, du commerce extérieur avec les pays à étalon d'or. On peut ajouter qu'il ressort de ces chiffres que la plus grosse partie du commerce extérieur est faite avec ces dernières contrées. Nous assistons à une augmentation plus que proportionnelle de ce commerce par rapport à celui assuré par les pays se servant de monnaie d'argent. Malgré les inconvénients qu'entraine la baisse du change pour le développement des importations avec des pays à étalon d'or, nous voyons que, depuis plusieurs années déjà, les importations vers ces pays sont plus élevées que vers ceux faisant usage de l'argent. Au contraire, la baisse du change — comme on aurait pu le croire — non seulement n'a pas permis aux exportations du premier groupe d'égaler celles du second, mais encore le chiffre des exportations des Détroits avec les pays à étalon d'or est plus du double.

Aussi peut-on dire, sans exagération, — malgré les réserves faites par M. August Huttenbach[1] pour ce qu'il appelle le « *Hinterland trade* » (le commerce avec les contrées situées derrière les Détroits) — que la plus importante partie du commerce extérieur des Détroits est assurée par les relations avec des pays employant la monnaie jaune.

C'était une raison de plus à invoquer par les partisans de l'établissement de l'étalon d'or dans les Détroits. Mais, les défenseurs de cette réforme étaient surtout frappés de l'inconvénient que l'étalon d'argent présentait pour le placement des capitaux dans la Colonie. Celle-ci pourtant, ne pouvait prospérer qu'à la condition d'y investir beaucoup de capitaux du dehors.

Malheureusement, les incertitudes du change n'encouragent pas cet exode. Elles ne facilitaient pas davantage les affaires. De plus, le change pouvait tomber à un taux tel qu'il cesserait même de procurer des avantages pour les exportateurs.

Voilà quelles furent les principales raisons qui impressionnèrent le Comité de réforme monétaire. Il pensait que le moment était venu d'introduire l'étalon d'or, non seulement dans

[1] Memorandum on the Straits Settlements Currency Scheme, Penang (10 août 1903, pp. 2 et suiv.).

Digitized by Google

les Détroits, mais encore dans la Confédération malaise et le Johore.

°°°

C'est en juin 1902 que fut nommé ce Comité comprenant Sir David Barbour, M. W. Adamson, M. G.-W. Johnson et M. W. Blamé.

Le Comité commença à siéger à Londres en novembre 1902. Du 12 de ce mois jusqu'au 1er février 1903, il examina toute une série de dépositions tant verbales qu'écrites. Mais, comme ses séances se tenaient à Londres, il était à présumer que ce seraient surtout les commerçants anglais trafiquant dans les Détroits et en Orient qui se feraient entendre. Ils constituaient tout un clan favorable, par intérêt, à l'établissement de l'étalon d'or. Quant à la masse de la population des Détroits représentée tant par des natifs que par des Chinois faisant la plus grande partie du commerce dans les Détroits et les États confédérés ils ne pouvaient guère être entendus directement. Aussi ne jouèrent-ils qu'un rôle bien effacé dans cette vaste enquête. D'ailleurs, beaucoup s'en désintéressaient ne comprenant qu'imparfaitement l'importance de la question. Quant aux habitants les plus intelligents, ils étaient partisans du *statu quo*. Les Européens, au contraire, à l'exception des banquiers et de quelques exportateurs, en tenaient tous pour l'établissement de l'étalon d'or.

Notre Comité se trouvait en présence de trois procédés, successivement préconisés, pour atteindre cette fin. C'était, tout d'abord, le projet élaboré en 1897 par la Chambre de commerce de Singapour.

En substance il demandait l'adoption du souverain anglais et la création d'une pièce subsidiaire : sorte de dollar spécial aux Détroits valant 2 sh. Le Gouvernement, pour empêcher l'importation des dollars, devrait tenir sa décision secrète. Le projet accepté, devait être voté dans une séance du Conseil législatif.

Quant aux dollars circulant, alors, légalement dans la colonie, ils seraient reçus, à certaines places spécifiées, en échange de billets de banque. Passé un certain temps, les dollars mexicains, britanniques et autres encore en circulation seraient démonétisés. Enfin, tous les États de la Confédération malaise adopteraient, le même jour, une mesure identique.

Avec les dollars, donnés en échange des billets d'État, on frap-

Digitized by Google

perait de nouvelles pièces d'argent divisionnaires de 2 sh. contenant un poids d'argent moindre que les anciens dollars : 60 à 70 0 0 seulement.

Ce projet fut écarté comme impraticable.

Un second retint davantage l'attention du Comité, bien que plus ancien que le premier. Il avait été formulé, en 1893, par le Comité monétaire local alors convoqué pour examiner les remèdes à apporter à la situation.

Cette Commission comprenait douze membres. La moitié des membres s'était prononcée en faveur de l'établissement de l'étalon d'or. Ils estimaient que tout le monde, sauf les commerçants trafiquant avec la Chine, pensait que la baisse du change avait été défavorable aux Détroits. Il fallait donc adopter l'étalon d'or. Mais, nos six commissaires étaient embarrassés sur le point de savoir comment cette réforme devrait s'effectuer. Bientôt, cinq d'entre eux, tombèrent d'accord sur une proposition. Il fallait suivre l'exemple de l'Inde; s'inspirer des mesures monétaires prises dans la presqu'île Hindoue.

Cette solution pouvait tenter notre Comité de 1902. On savait ce qu'une pareille réforme avait donné. Pourquoi innover?

Cependant ce ne fut pas le plan voté par le Comité à l'unanimité. Aussi convient-il d'insister, quelque peu, sur le projet définitivement adopté. D'autant plus que, somme toute, ce sont les conclusions de ce rapport qui passèrent intégralement dans la loi monétaire promulguée le 29 mai 1903.

Une idée, sur laquelle tout le monde était d'accord, frappe tout d'abord : il faut procéder par étapes. Ce dollar spécial aux Détroits, ce *Straits dollar* sera introduit graduellement. Il a même poids et même titre que le British et le mexicain dollar auquel on est habitué en Extrême-Orient. Ce n'est, qu'au fur et à mesure de la frappe des Straits dollars, que l'on démonétisera les autres dollars.

Mais avant on prendra toute une série de mesures préparatoires de nature à ménager la transition.

Se trouvant en présence d'une assez importante et persistante importation de dollars mexicains et de British dollars, à mesure qu'arriveraient les nouveaux dollars on prohiberait *temporairement* l'importation des premières pièces. Comme, à côté de ce mouvement d'importation des dollars, il existe, par contre, en sens inverse, un sérieux courant de réexportation, la Commission

Digitized by Google

et le Conseil législatif ont pensé que cette interdiction de l'importation serait bientôt suivie d'un drainage de dollars à l'étranger. Aussi a-t-on estimé que cette substitution du nouveau dollar à l'ancien n'offrirait pas beaucoup de difficultés et pourrait s'obtenir assez promptement.

Lorsque les nouveaux dollars auront pris la place des dollars anciens — qu'on suppose en grande partie devoir retourner à l'étranger — on ne démonétisera ces derniers restants que si la frappe des nouvelles pièces est reconnue suffisante pour satisfaire aux besoins de la circulation courante.

Arrivé à cette étape, on se trouvera à peu près au point où se trouvait l'Inde lorsqu'en 1893 elle entreprit sa réforme. Dans une situation meilleure même. On se souvient, en effet, que l'Inde a eu à lutter contre les conséquences de cette habitude de thésauriser des indigènes. Cette coutume absorbait de grandes quantités de monnaies qui, à un moment, étaient, à nouveau, rendues à la circulation. L'adoption de l'étalon d'or a été également retardée par ces quantités énormes de monnaies circulant à l'étranger.

Il est vrai que la Commission n'a pas pu passer sous silence ce stock de monnaies divisionnaires frappées pour la Colonie, mais circulant en dehors des Détroits. Mais le Gouvernement, après la Commission, n'est pas très tourmenté par l'existence de ces monnaies que cependant le trésorier colonial estimait devoir s'élever à environ 300.000 dollars.

De deux choses l'une, en effet; ou bien ces pièces réintégreront les Détroits en petite quantité, alors cette monnaie conservera sa valeur — ce qui sera sans inconvénient — ou bien la réimportation sera excessive. De ce fait, la valeur réelle de cette pièce diminuant, la réimportation cessera. Même si ces calculs étaient déjoués, le Gouvernement en serait quitte pour démonétiser, partiellement, ces monnaies subsidiaires.

Nous savons maintenant comment le Gouvernement compte s'y prendre pour substituer aux anciennes pièces en circulation une pièce nouvelle : le *Straits dollar*. Mais comment espère-t-il donner à cette pièce une valeur or par rapport au Sovereign? C'est ce qu'il nous reste à voir.

Quand il y aura en circulation une quantité suffisante de nouveaux dollars, de *Straits dollar* pour assurer les besoins com-

Digitized by Google

merciaux, leur frappe sera suspendue jusqu'à ce que leur valeur au change atteigne la valeur en or par rapport au *Sovereign*. Ce taux guidera le Gouvernement dans l'avenir pour la fixation de la valeur du Straits dollar. A ce moment, le Gouvernement déclarera qu'il effectuera désormais l'échange du dollar contre de l'or sur demande, au taux fixé officiellement.

Maintenant l'or une fois adopté comme étalon — cette mesure ne manque pas d'originalité — on ne frappera pas de monnaies d'or spéciales à la Colonie. Le Gouvernement prendra alors les mesures nécessaires pour pouvoir échanger des *Straits dollar* contre des livres sterling et inversement au taux fixé ou bien des *traites* (or) sur les agents de la Couronne à Londres basées sur le change adopté.

Toutefois, le Gouvernement a envisagé le cas où ces mesures n'amèneraient pas l'afflux espéré de souverains. Il serait toujours temps, — dans cette hypothèse et même dans l'éventualité où cette arrivée d'or serait trop longue à se produire — de constituer une réserve d'or. A cet effet, d'ailleurs, quoi qu'il arrive, comme en Inde, les bénéfices résultant de la frappe des *Straits dollar*, — une fois l'étalon d'or adopté — serviraient à constituer une réserve en or dont une partie seulement pourra être transformée en titres or.

Somme toute, le Gouvernement espère arriver à fixer une valeur or aux Straits dollar en les raréfiant par une suspension de frappe. Le resserrement monétaire, qui en résulterait, pourrait être préjudiciable aux transactions commerciales. C'est ce que le Gouvernement veut éviter. Aussi est-il décidé que — lorsque le moment sera venu de démonétiser les dollars anciens mexicains ou britanniques — on lèverait la prohibition à l'importation pesant sur les dollars. Dès lors, ceux-ci pourront continuer à être exportés ou importés mais comme de simples marchandises. Ces opérations se feront donc dans les limites des besoins des relations commerciales entre les Straits et les pays étrangers. Enfin le Gouvernement, en décrétant la prohibition à l'importation, fixera dans quelles limites et suivant quelles conditions l'importation en transit sera tolérée. On évite ainsi les inconvénients d'une contraction monétaire possible.

C'était en mai 1903 que le Conseil législatif votait cette réforme monétaire qui ne devait être accomplie que par étapes.

Digitized by Google

La première étape fut rapidement franchie. Dès le mois d'août 1904 une décision — contenue dans une édition spéciale du « Government Gazette » portant la date du 24 — disposait qu'à partir du 31 août le british dollar, le dollar mexicain et celui de Hong-Kong cesseraient d'avoir cours légal et ne seraient plus reçus par les caisses publiques.

Des mesures semblables ont été prises par les Gouvernements respectifs des divers États malais de la fédération.

Aux termes de la décision gouvernementale, les trésoreries et les sous-trésoreries échangeront, dans la mesure de leurs disponibilités et jusqu'au 31 août, les vieux dollars non détériorés contre les nouveaux dollars des Établissements des Détroits. Les banques firent de même. De plus le trésorier-payeur — pour faciliter le travail de démonétisation — recommande aux patrons d'échanger eux-mêmes les anciens dollars de leurs employés, ouvriers et domestiques, et les verser aux banques ou au Trésor. Invoquant un argument de nature à les toucher davantage il est ajouté que non seulement cela fera gagner énormément de temps aux changeurs, mais qu'encore cela empêcherait les salariés de quitter leur travail sous prétexte de faire cet échange. Il est également recommandé aux négociants et aux boutiquiers de ne plus rendre à leurs clients de dollars démonétisés qui retomberaient ainsi dans la circulation. Ils feront mieux de les échanger ou de les verser en banque.

Pourquoi une telle précipitation et n'accorder que quelques jours seulement au risque d'occasionner des pertes aux divers petits détenteurs d'anciens dollars ainsi qu'aux encaisseurs banquiers ou autres qui n'ont vraiment pas beaucoup de temps pour opérer cet échange? Cependant les directeurs de banques et les gros négociants de Singapour approuvent tous cette démonétisation immédiate. Elle serait excellente pour les affaires en général et tout particulièrement pour le maintien de la stabilité du Straits dollar. C'est que le Gouvernement anglais voulait éviter des spéculations sur les dollars démonétisés.

Digitized by Google

§ 4. — *Projets de réforme monétaire en Chine et à Hong-Kong.*

A. *En Chine.* — Depuis deux ans déjà la Chine a manifesté son intention de réformer sa monnaie actuelle. Les traités conclus par elle avec l'Angleterre, les États-Unis et le Japon sont suffisamment significatifs. Elle a désigné des hauts fonctionnaires pour préparer un plan de réforme. Elle a envoyé une commission au Japon pour étudier le système monétaire de ce pays et a exprimé le désir, auprès des États-Unis, de voir cette puissance accomplir ladite réforme.

En réponse à la requête de la Chine, les États-Unis ont désigné un comité de change international afin d'examiner les mesures à prendre pour faire aboutir la réforme. La commission, accompagnée des délégués de France, d'Allemagne, de Russie et du Mexique, a reçu partout un accueil bienveillant. Objections, remarques, tout a été soigneusement noté par le Gouvernement chinois qui doit examiner très attentivement les opinions émises. Le professeur Jenks — délégué par les États-Unis pour conférer avec le Gouvernement chinois — ayant terminé sa mission scientifique, vient de quitter la Chine. Il a proposé l'adoption de l'étalon d'or[1], l'établissement d'une Banque nationale portant l'abolition du système monétaire actuel représenté comme suranné et ruineux[2]. Enfin — et ceci a son importance — il promit que les droits souverains de la Chine seraient respectés. Son projet reçut l'approbation des hauts fonctionnaires. Il lui valut une lettre de félicitations du prince Ching qui n'a que des sympathies pour toutes ses propositions.

Mais, il y a une différence considérable, en Chine surtout, entre l'adoption d'une réforme et son exécution. Il est probable, qu'avant de faire entrer l'or en Chine on devra s'arrêter à un système moins ambitieux consistant à unifier d'abord la circulation de l'argent.

[1] La Chambre de commerce de Shang-Hai demande la même réforme après entente avec les puissances commerçant avec la Chine dont une partie, remarque-t-elle, a déjà adopté l'étalon d'or.

[2] Nous n'avons pas à insister sur le système. Il fait l'objet d'une étude spéciale de M. Paultre suivant notre mémoire.

Digitized by Google

B. *A Hong-Kong.* — Dans cette contrée, l'adoption de l'étalon d'or est mise à l'étude. Comme ce sont des pays avec lesquels l'Indo-Chine est en relation d'affaires suivies — bien qu'on ne soit qu'en présence de projets — il est nécessaire d'y insister quelque peu.

Une assemblée générale tenue, le 19 février 1903, par la chambre de commerce de Hong-Kong, s'est terminée par l'adoption d'une résolution demandant que la Commission monétaire désignée par les *Straits* poursuive son enquête à Hong-Kong, à seule fin de décider si la réforme de la monnaie locale, qui est la piastre, le trade dollar et le taël, est nécessaire.

La résolution a été adoptée à mains levées par une majorité de 40 voix contre 25. Et dans une deuxième consultation par 40 voix pour, 34 contre et 30 abstentions.

Voici les principaux arguments émis pour ou contre l'adoption de l'étalon d'or.

Les arguments des partisans de l'étalon d'or peuvent se ramener aux suivants. Et d'abord — en ce qui concerne la répercussion éventuelle d'une telle mesure sur le prix des matières alimentaires et des commodités diverses consommées dans l'île même — il faut distinguer selon qu'elles viennent de pays à étalon d'or ou de pays à étalon d'argent, notamment de Canton. Dans le premier cas on paierait, toujours, le même prix les consommations européennes : le sucre de Java, le chanvre de Manille au lieu de voir, comme maintenant, les prix augmenter continuellement. Dans le second cas, on continuerait à payer en argent en établissant un change entre Hong-Kong et Canton.

Examinons la répercussion sur la main-d'œuvre. Elle ne serait pas renchérie. L'ouvrier attache de l'importance moins à la pièce de monnaie qu'à sa force acquisitive. Si 2 cents achètent à Hong-Kong la même quantité de riz, que 10 cents à Canton, le coolie de Hong-Kong acceptera 3 pièces de 2 cents alors que le coolie de Canton en demande 30.

Pour le commerce de transit le trafic d'importation ne serait pas transporté à Canton. Est-ce que, dans tous les cas, ce n'est pas le prix d'or que définitivement on solde? Pour les exportations, il n'y aurait rien de changé, puisque les achats se font déjà à Canton. Et Hong-Kong a sur l'autre port des avantages naturels.

Digitized by Google

Pour éviter le drainage des pièces d'or par la Chine on ferait circuler de l'argent et des billets gagés sur un stock d'or constitué à Londres.

Maintenant, si la baisse de l'argent favorisait les exportations, il vaudrait mieux substituer à l'argent les *cauris* des Indiens. Cette monnaie de coquillage a encore moins de valeur que l'argent et le commerce du monde prendrait de plus grands développements. Est-ce que le commerce d'exportation de la Chine a augmenté dans la proportion de la baisse de la piastre? A l'inverse, le commerce entre la Chine et le Japon va sans cesse en croissant. Enfin, au point de vue budgétaire, l'étalon d'or assurera la stabilité de la dette or. Au point de vue financier il arrêtera la diminution de l'intérêt du capital investi dans la Colonie ainsi que la diminution de ce capital lui-même.

Les partisans du *statu quo* objectent que la double circulation or et argent proposée serait impossible. Quant à la question des salaires elle est indépendante de la question monétaire étudiée. Enfin, ils se demandent comment on rachèterait les 50 millions, au moins, de dollars argent qu'on voudrait remplacer par un stock d'or.

Sans insister sur ces arguments présentés de part et d'autre, remarquons, simplement, que ce mouvement d'opinion est très sérieux et dénote une tendance nouvelle vers l'étalon d'or. Sans doute, on ne demande pas une adoption immédiate mais une enquête pour voir si l'on doit établir l'étalon d'or. Mais la discussion que nous avons résumée et d'où est sortie une majorité favorable à l'étalon d'or montre, très clairement, que cette réforme est possible. C'était important à noter depuis que le rapport de la Commission des Détroits a porté ses fruits.

o°o

De ce chapitre il ressort cette idée que tous les pays asiatiques environnant l'Indo-Chine, et ayant comme elle une circulation d'argent, se préoccupent de la modifier. Beaucoup l'ont déjà fait. Ces réformes ont, à un certain point de vue, aggravé la situation monétaire de notre colonie.

En effet, la piastre, qui est à la base de la circulation monétaire de l'Indo-Chine, non seulement est loin de valoir, comme

Digitized by Google

avant, 5 fr. 55 — suivant la baisse du métal dont elle est faite, sa valeur a diminué de plus de moitié — mais encore voit tous les jours son rayon de circulation se rétrécir. Il y a peu d'années encore, la piastre mexicaine était employée dans tout l'Extrême-Orient parce que sur tous les grands marchés commerciaux de Hong-Kong, Shanghaï, Singapour, elle était acceptée. Dans les pays même qui ne l'admettaient pas, — comme l'Inde, — il était facile de la transformer en monnaie du pays, en roupies, puisque la frappe libre existait. La fermeture des Monnaies indiennes, les réformes successives opérées au Japon, puis aux Philippines et au Siam ont eu pour effet de restreindre le champ d'action de la piastre.

Aujourd'hui la piastre mexicaine ne pouvait plus aisément circuler qu'en Chine, en Indo-Chine et à Singapour. Mais depuis la décision du Gouvernement anglais du 31 août 1904, cette monnaie cesse d'avoir cours légal dans les Détroits. En Indo-Chine déjà l'Annamite montre une certaine répugnance — surtout au Tonkin — à accepter les piastres mexicaines, principalement celles de frappe récente. Au Yunnan des dépêches de mai 1903 annoncent que les coolies occupés aux travaux de chemin de fer refusent énergiquement toutes les pièces étrangères. Hier, enfin, le Mexique ne vient-il pas d'accomplir sa réforme monétaire[1]? Une nouvelle piastre va être frappée équivalant 75 grammes d'or fin comprenant 24 gr. 4388 d'argent fin dont la frappe et l'émission sont réservées au Gouvernement. Ce dernier pourra prohiber la réimportation des piastres mexicaines ou les frapper d'une taxe.

N'y avait-il pas lieu de craindre, dès lors, que l'Indo-Chine ne soit envahie par ces pièces? Surtout si l'on songe que d'une part la Cochinchine exporte de très grandes quantités de riz payables en piastres. Que d'autre part, la balance commerciale se traduisant presque toujours par un excédent d'exportations assez considérable, le solde se règle par une importation de piastres. Enfin, la baisse de l'argent a favorisé et favorise de plus en plus les achats de riz par l'étranger. Si l'on tient compte de toutes ces considérations, on voit que, sans cesse, les piastres auront une tendance à augmenter en Indo-Chine surtout depuis

[1] Voir cette étude à la page 386.

Digitized by Google

la dépréciation dont va les frapper la réforme monétaire mexicaine. Elles seraient venues se réfugier en Indo-Chine où elles ont toujours cours légal.

En présence de tous ces inconvénients du grave problème, qui se pose et que d'autres États ont résolu; qu'avons-nous fait, que nous reste-t-il à faire, que propose-t-on comme remède à cette situation que déplorent commerçants, industriels, colons, fonctionnaires et le budget tant de la métropole, que de l'Indo-Chine?

C'est ce qu'il nous reste à examiner en abordant notre dernier chapitre.

Digitized by Google

CHAPITRE IV

Mesures adoptées ou proposées pour remédier à la situation monétaire en Indo-Chine.

Sous l'empire des préoccupations que les événements avaient fait naître, le ministre des Colonies nomma, le 10 décembre 1902, une commission interministérielle[1] chargée d'étudier la question.

On attend encore, avec une légitime impatience, dans les milieux intéressés et à la Chambre même — comme en témoigne, le Rapport des monnaies et médailles de M. Chastenet — que le Gouvernement veuille bien se décider à faire connaître le résultat des travaux de la Commission. On sait que, depuis quelque temps déjà, elle a remis à l'Administration son rapport.

Mais on refuse, en haut lieu, de faire connaître les conclusions de la Commission. Toutefois, si nous sommes bien informés, des résolutions prises, semble se dégager une tendance vers un régime qui se rapprocherait sensiblement de celui adopté par les Anglais dans l'Inde.

La Commission s'est bornée à proposer deux mesures, qu'on pourrait appeler préparatoires. Sans elles, tout système de stabilisation de la piastre en Indo-Chine, devient impossible.

La première consiste à uniformiser la monnaie en usage dans

[1] Cette commission, présidée par le ministre lui-même, comprenait : le gouverneur de la Banque de France : M. Pallain et le sous-gouverneur M. De Liron d'Airolles, M. le directeur général de la comptabilité publique, Laurent, le directeur de la Caisse des dépôts et consignations, M. Delatour, le directeur du Mouvement général des fonds, M. Benac, le directeur des Monnaies et Médailles, M. Arnauné, le directeur du contrôle au ministère des Colonies, M. Dubard, le directeur de la Comptabilité au ministère des Colonies, M. Bloch, le directeur des Affaires d'Asie, d'Amérique et d'Océanie, le directeur de la Banque de l'Indo-Chine, le directeur des douanes et régies de l'Indo-Chine, et le sous-directeur du Mouvement général des fonds.

Digitized by Google

la Colonie. Ce qui suppose l'élimination, aussi prompte que possible, de la piastre mexicaine. Le vide produit par l'exode de cette pièce devra être comblé par une quantité égale de piastres de commerce pour assurer les besoins de la circulation. Voilà la deuxième mesure.

Comme le remarque le rapport de la Banque de l'Indo-Chine à ses actionnaires, ces mesures placeront notre colonie dans une situation analogue à celle où se trouvait l'Inde en 1893, à la veille de la réforme. Dès lors, une réforme identique sera possible. C'est qu'en effet, il importe que la situation monétaire ne comporte — comme en Inde alors — qu'une monnaie : rien que des pièces françaises. Sinon, l'existence des piastres mexicaines équivaudrait à une frappe libre d'une monnaie d'argent. Puisque nous ne pouvons rien sur ces monnaies.

C'est ce qu'a enfin compris le Gouvernement.

Par deux décrets en date du 3 juin 1903, rendus sur la proposition du ministre des Colonies, l'introduction en Indo-Chine de monnaies d'argent étrangères a été prohibée. En même temps, les droits d'exportation à la sortie de l'Indo-Chine, alors de 3 0/0, ont été supprimés pour les monnaies d'argent.

Ces mesures facilitent l'exportation des piastres mexicaines qui encombraient le marché indo-chinois et amènent leur remplacement par les piastres de commerce. Mais, depuis la réforme monétaire que vient d'adopter hier le Mexique, il est à craindre que cette exportation soit quelque peu gênée. Si le Gouvernement mexicain, usant de son droit, prohibe toute réimportation ou bien la frappe d'un droit élevé, où iront ces piastres que la réforme monétaire, par voie de conséquence, vient de déprécier?

En tout cas, grâce à ces décrets, nous serons à l'abri d'une inondation nouvelle de ces pièces auxquelles on fermait déjà les portes un peu partout, et qui maintenant, dépréciées, seront encore moins acceptées.

Comment nous débarrasserons-nous de ces pièces? C'est une nouvelle difficulté que la réforme mexicaine fait naître et que les décrets de 1903 ne résolvent plus.

Enfin, il faut reconnaître qu'ils ne s'y opposent plus, et nous protègent pour l'avenir. C'est déjà quelque chose.

D'ailleurs, si l'on en juge par l'encaisse des banques et notam-

Digitized by Google

ment de celle de la Banque d'Indo-Chine, on est obligé de constater que l'effet de cette mesure s'est immédiatement fait sentir.

Le rapport du Conseil d'administration de la Banque de l'Indo-Chine du 11 mai 1904 en fait foi. Il y est déclaré « qu'alors que l'année dernière les encaisses étaient composées, en grande partie, de piastres mexicaines elles ne comprennent plus, pour ainsi dire, à l'heure actuelle, que des piastres françaises. On peut donc entrevoir déjà le moment où la piastre mexicaine pourra être démonétisée ». Il est indispensable cependant, avant de réserver le cours légal à la piastre française seule, d'introduire encore en Indo-Chine une quantité plus considérable de cette monnaie. Sans doute, depuis 1879, comme nous l'avons vu[1], cette pièce est créée. Depuis 1885, la Monnaie de Paris en fabrique. Au 31 décembre 1903, le nombre de pièces frappées et introduites en Indo-Chine tant par le Gouvernement que par la Banque indo-chinoise s'élevait à 70.194.979. Et encore ce total ne représente que les piastres françaises de commerce et non les monnaies divisionnaires. Pourtant M. E. Payen[2] estimait que la circulation des piastres françaises ne dépassait pas alors 60 millions. C'est la conséquence de ce fait, que, jusqu'en 1895, le poids de ces piastres était de 27 gr. 215, c'est-à-dire sensiblement supérieur au dollar mexicain. Il y avait donc tout avantage à les exporter en Chine pour la fonte. Aussi peut-on estimer que les 13.170.471 piastres frappées à ce poids ont disparu de la circulation. Or, eu égard à l'importance de la population et des transactions ainsi qu'à l'habitude de thésaurisation qui subsiste chez l'Annamite, cette quantité de numéraire paraît insuffisante et devrait être portée, pense M. Payen, à près de 100 millions. Et, comme le faisait judicieusement remarquer M. Denis[3], la Monnaie de Paris dispose de moyens puissants. Si elle veut bien nous faire passer avant les étrangers pour lesquels elle travaille, elle aura vite fait de compléter les 75 à 100 milliers de pièces nécessaires à la circulation. M. Denis parlait en janvier 1903, or, depuis lors, les arrêtés de juin 1903 ont quelque peu modifié la face des cho-

[1] Voir la p. 646.

[2] Bulletin du Comité de l'Asie française, janvier 1903.

[3] Dans une communication faite à la Société d'économie politique du 5 janvier 1903.

Digitized by Google

ses. Il y a des vides à combler. La quantité de piastres à frapper devrait être beaucoup plus considérable.

Espérons que la Monnaie y veillera et évitera — ce qui n'a pas su être fait pour les sapèques — une crise de piastres françaises que la dépréciation des piastres mexicaines risque d'occasionner.

Cette crise des sapèques, dont nous venons de parler, retiendra un instant notre attention ultérieurement. Car, au dire de bien des intéressés, elle a été aussi nuisible que la baisse de l'argent. Mais il importe d'en finir, au préalable, avec la question de la piastre et le problème monétaire tel qu'il s'est posé et continue à se poser en Extrême-Orient.

Nous avons, par nos développements antérieurs, fait connaître l'œuvre du Gouvernement en ce qui touche le règlement de la question monétaire en Indo-Chine du fait de la baisse de l'argent. D'un mot on peut la résumer en disant que le Gouvernement, jusqu'à présent, s'est borné à préparer le terrain, à faciliter la réforme monétaire. Rien de plus. La question reste donc encore entière. L'analyse des solutions proposées pour résoudre le problème conserve, dès lors, toute son importance.

On peut dire que notre problème a été examiné un peu dans tous les milieux.

La presse, les réunions d'économistes et toutes les personnes ayant une compétence spéciale en matière monétaire se sont efforcés de résoudre la question.

Deux opinions se sont dégagées avec netteté. D'un côté, on trouve des partisans convaincus de l'étalon d'or; de l'autre, des personnes qui croient qu'en Extrême-Orient le rôle de l'argent, comme monnaie internationale, n'est pas terminé, et proposent partant le maintien du *statu quo*.

Enfin entre ces deux partis extrêmes on relève toute une série de mesures préconisées en vue d'arriver à une certaine stabilisation de la piastre.

C'est l'étude rapide de ces propositions qui doit nous arrêter quelque peu.

Recherchons, tout d'abord, quels sont les principaux arguments que font valoir les partisans de l'étalon d'or.

Ils remarquent, en premier lieu, que la situation monétaire en Extrême-Orient s'est singulièrement modifiée depuis quelques années.

Digitized by Google

L'Asie russe et sa dépendance, au point de vue économique, la Mandchourie[1], le Japon[2], les Indes[3], les Philippines[4], le Siam[5], les Straits-Settlements, les divers États malais de la Fédération[6] emploient déjà ou d'ici peu l'or pour leurs transactions avec l'étranger. L'argent sera relégué au rôle subsidiaire qu'il occupe dans le reste du monde. Il servira à la circulation intérieure. Il remplacera, avec les progrès de la civilisation, de plus en plus, la monnaie incommode et encombrante de cuivre ou de zinc, mais perdra sa qualité de monnaie internationale.

Pourquoi, dès lors, laisser l'Indo-Chine, seule avec la Chine, au régime de l'argent? On comprenait cette ténacité de la part des pays producteurs d'argent comme les États-Unis et le Mexique mais de l'Indo-Chine qui importe la monnaie qui lui est nécessaire. Elle n'a même pas sa monnaie propre. La piastre mexicaine, dont elle ne peut contrôler les émissions, est à la base de sa circulation. Cette situation est d'autant plus anormale que le champ de circulation de cette pièce va sans cesse en se rétrécissant.

Au point de vue commercial, tandis que le trafic de l'Indo-Chine se faisait presque exclusivement avec la Chine et Singapour pays à monnaie d'argent, maintenant, tout en restant très actif avec la Chine, se développe de plus en plus avec la France et même l'Europe. Volontiers ils rappellent ce principe économique, qui a guidé l'Angleterre dans sa réforme, consistant à modeler le régime monétaire sur celui adopté par le pays avec lequel on a le commerce le plus important.

Avant de poursuivre davantage cette argumentation des partisans de l'étalon d'or, voyons ce que répondent les adversaires.

Ils reconnaissent volontiers que la piastre mexicaine circule de moins en moins surtout depuis les réformes réalisées hier au Mexique, aux Philippines et dans les Straits Settlements. Puisqu'à partir du 31 août 1904 les British dollars, les dollars mexicains et de

[1] Voir l'étude faite à la page 713 du mémoire qui suit.

[2] Page 753.

[3] Pages 598 et suiv.

[4] Pages 663 et suiv.

[5] Pages 658 et suiv.

[6] Pages 666 et suiv.

Digitized by Google

Hong-Kong cessent d'avoir cours légal dans les Établissements des Détroits et les divers États malais de la Fédération.

Puisqu'aux Philippines depuis le 30 septembre 1904 les banques de Manille refusent les anciennes monnaies locales espagnoles ou mexicaines. Et, qu'enfin, le Mexique frappe une pièce spéciale. Mais les décrets, depuis 1903, ont remédié à la situation anormale relatée en accomplissant la première étape vers la démonétisation de cette pièce dont la circulation choque en Indo-Chine.

Il ne reste donc plus de l'argumentation que le point de vue commercial et la répercussion que peuvent avoir sur l'Indo-Chine les réformes monétaires accomplies par ses clients et voisins.

Prenons d'abord le Siam. M. Bouctot, dans son rapport d'une exceptionnelle ampleur sur le budget des monnaies et médailles, craignait que cette réforme n'eût un contre-coup fâcheux sur la circulation monétaire de nos possessions d'Indo-Chine. Mais il pouvait se rassurer en songeant au peu d'importance de notre trafic avec le Siam. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont absolument insignifiants pour ne pas dire nuls.

Les bateaux des messageries fluviales, qui sont l'unique manifestation des rapports existants entre Saïgon et Bangkok, circulent généralement à vide dans les deux directions.

Les deux produits principaux du Siam sont le riz, qui naturellement ne va pas en Indo-Chine exportatrice de ce produit, et les bois de teck surtout exportés en Europe pour la construction des navires. Cependant, d'après le rapport de notre attaché commercial[1], les exportations françaises ont augmenté de 1892 à 1902 assez sensiblement. D'autre part nos réexportations, qui s'élevaient l'an dernier à 104.220 francs sont tombées, en 1902 à 58.450 francs. Quant à nos exportations, qui étaient de 166.657 francs en 1901, elles sont montées, en 1902, à 325.179 francs. Sans contester ces chiffres on peut toutefois faire remarquer que cette augmentation de nos exportations a coïncidé avec une baisse dans la valeur du tical de 8 0/0. D'autre part, depuis la réforme du Siam, nous voyons nos exportations s'accroître rapidement. Elles atteignent pour le 1er semestre 1903 : 603.384 francs. Tan-

[1] Rapport de M. Dauphinot sur la situation commerciale au Siam en 1902.

Digitized by Google

dis que nos importations sont inférieures à 80.000 francs, en augmentation cependant sur les années précédentes.

Mais les adversaires de l'étalon d'or aiment surtout à se placer sur le terrain des relations de la Chine avec notre colonie au point de vue commercial pour réfuter la thèse qu'ils combattent. Voici comment ils raisonnent. L'Inde, en faisant sa réforme, avait envisagé surtout les relations commerciales les plus importantes ainsi que le recommandent les principes économiques. Ne convient-il pas d'en faire autant en ce qui nous concerne? Quel est notre principal client sinon la Chine, Hong-Kong. Pourquoi songer, dès lors, à troubler des rapports aussi intéressants pour la prospérité de notre possession? Faisons comme l'Angleterre : sacrifions les moins bons clients aux meilleurs. Voilà à quel point de vue l'exemple de l'Angleterre doit nous être profitable.

L'objection est sérieuse mais ne laisse pas les partisans de l'étalon d'or sans réponse.

On nous oppose, disent-ils, que si l'on change la monnaie, on ne pourra plus exporter en Chine. Rien de plus faux, déclarent-ils.

Voici comment ils le démontrent :

Reconnaissant que c'est le riz qui constitue à lui seul les 3/4 des exportations vers la Chine, raisonnons sur lui. On dit : le jour où nous aurons l'étalon d'or, le Chinois qui achètera notre riz devra, si l'argent a baissé, majorer son prix d'achat de la dépréciation subie par sa monnaie relativement à la nôtre qui sera fixe. L'exportation des riz de Cochinchine se fait, dit-on, principalement à Hong-Kong d'où ils sont réexpédiés dans l'intérieur de la Chine. Les acheteurs chinois n'ont pas d'autre moyen de régler le montant de leurs transactions que d'envoyer à Saïgon des piastres mexicaines [1] ou leur équivalent en traites. A ceci on répond que sur une place commerciale aussi importante que Hong-Kong, les banques sont habituées aux opérations de change les plus compliquées [2] et il ne serait pas plus difficile aux marchands chinois de payer en monnaie d'or leurs achats en riz que les importations de marchandises européennes.

Ceci sera l'affaire des banques qui établiront un taux d'es-

[1] Depuis les décrets de juin 1903, cette importation est défendue.

[2] Voir notre étude sur l'établissement de l'étalon or à Hong-Kong, page 677.

Digitized by Google

compte en rapport avec les valeurs des deux monnaies. Cette opération leur sera facilitée par l'existence d'une contre-partie : les traites relatives aux importations venant de Chine qui jouiront d'une prime.

Sans doute, il en résultera une majoration de prix. Mais bon gré malgré la Chine sera obligée de la subir. Elle ne peut pas se passer de riz. Ce sont les besoins à satisfaire et non le prix du produit qui décide du chiffre des achats. Quant à la concurrence des pays producteurs de riz elle n'est pas à craindre. Le Japon, le Siam, la Birmanie, l'Inde ayant l'étalon d'or n'auraient pas sur nous une supériorité du fait de leur monnaie. Bien plus, le Japon loin d'être exportateur de riz en est toujours acheteur. Depuis 10 ans, la moyenne de l'excédent des importations a été de 125.000 tonnes par an. Maintenant, les autres pays, en raison de leur situation géographique, ont à supporter un fret plus lourd. De ce chef il existe en notre faveur, même pour le pays le plus près, une véritable prime qui atteindrait 7 à 8 0/0 de la valeur du produit. Le fret de Saïgon à Hong-Kong est de 12 à 15 cents par picul inférieur à celui que l'on paie de Bangkok.

On peut répondre que cette prime, par des perfectionnements dans la navigation et surtout par un courant d'affaires plus important, pourrait, sinon disparaître, tout au moins être sérieusement diminuée.

Mais il est une autre objection plus sérieuse.

L'adoption de l'étalon d'or appelle l'établissement d'un rapport fixe d'échange, entre l'ancienne monnaie et la nouvelle monnaie d'or. Pour peu que l'on accepte, comme en Inde, un taux plus élevé que le taux commercial, aussitôt on rehausse fictivement la valeur du métal argent. C'est le prix de toutes les marchandises, le coût de la vie en un mot qui est surélevé.

D'autre part, l'adoption de l'étalon d'or au Siam a eu pour conséquence de donner un avantage aux riz de Saïgon sur ceux de Bangkok. Plus la valeur de la piastre baissera, par rapport au taux d'échange adopté par le Siam, plus la prime sera forte en faveur des riz de Cochinchine, plus la culture de ceux-ci s'étendra. L'adoption de l'étalon d'or en Indo-Chine fait disparaître cet avantage.

Enfin, l'étalon d'or gênerait également les exportations vers

Digitized by Google

les pays à étalon d'or, exportations qui sont déjà inférieures aux importations.

Sans nier ce fait on se contente de répondre que cette prime constituera peut-être un stimulant trop actif pour la production du riz. Les autres cultures nécessaires à la subsistance de la population indigène seraient négligées. Le danger de la monoculture — si funeste autrefois à bien des colonies tropicales — serait à redouter.

Quant aux exportations vers les pays à étalon d'or, elles ne seraient pas gênées. Car les produits expédiés, ne sont concurrencés que par des marchandises venant de pays ayant l'étalon d'or. Que l'avantage du change ne profite à l'exportateur que momentanément. La hausse des prix chez le producteur annulant vite cette influence favorable[1].

N'oublions pas encore que la France absorbe une grande partie de ces exportations. Les deux principaux produits envoyés par l'Indo-Chine en France sont le riz et les poivres. Ils sont presque à l'abri de la concurrence étrangère jouissant d'une protection douanière.

Quant aux autres produits, bien moins importants, — ayant à lutter avec des marchandises de même nature importées de pays à étalon d'or, — après une courte période de transition, ils parviendraient à se vendre à des prix sensiblement identiques.

En échange de ce léger sacrifice la baisse de la piastre n'entraverait plus l'importation de tous les produits provenant des pays à monnaie d'or à destination de l'Indo-Chine.

Or, parmi ces pays à étalon d'or, il en est un tout au moins, particulièrement intéressant, c'est la France. Il en résulte que la Colonie subit une perte proportionnelle à la baisse du change supportée soit par le consommateur ou l'importateur. Conséquemment le consommateur, devant l'élévation des prix, est amené à restreindre ses achats. Les importations diminueront donc. Or, venant surtout de France, c'est l'industrie, le commerce français qui en souffrent. Et, en dernière analyse, le producteur indigène payant plus cher les produits d'importation non seulement en consommera moins, mais encore, pour rétablir l'équili-

[1] Voir l'exposé de cet argument à propos de l'enquête anglaise p. 623 et suiv..

Digitized by Google

bre, augmentera le prix de ses produits. Aussi depuis dix ans le prix du paddy en Indo-Chine a plus que doublé. Enfin, si l'on donne suite au projet consistant à établir le budget en francs, on ramène les impôts en piastres comptées à une valeur surélevée, la situation sera encore aggravée pour l'indigène. Partant nos exportations en Indo-Chine seront encore ralenties. C'est une des principales raisons qui expliquent la diminution des importations en 1903. L'augmentation des prix des produits européens du fait de la monnaie est estimée de 10 à 15 0/0. Or du moment qu'on fait des dépenses pour une colonie n'est-ce pas dans l'espoir qu'un jour elle offrira un débouché important aux produits de la métropole?

Aussi, d'une manière générale, on peut conclure, sur cette matière des importations, que nous n'avons, somme toute, qu'à gagner à l'introduction de l'étalon d'or.

Plus de perte de change. Les produits importés des pays à monnaie d'or — comme la France principalement — en Indo-Chine seront payés à égalité de monnaie et ne subiront plus de majoration. Quant aux produits importés de Chine, de Singapour, des pays à étalon d'argent, en un mot, dans notre colonie, ils seraient payés, si le change baisse, avec une monnaie faisant prime, d'où diminution de leur prix de revient.

Ce n'est pas seulement le commerce et l'industrie de la métropole qui y gagneront mais également la colonie. Ceci est surtout vrai si l'on songe que notre colonie, comme tout pays neuf, a besoin d'une grande quantité de capitaux. L'étalon d'or, fixant la valeur de la monnaie aurait une influence salutaire sur la conservation des capitaux investis en Indo-Chine et provenant surtout de pays à monnaie d'or. La crainte de cette dépréciation s'évanouissant, les capitaux moins timides afflueraient dans notre colonie. Puissamment ils aideraient au développement des affaires.

Enfin le budget ne serait pas le dernier à bénéficier de cette mesure.

Bref, l'adoption de l'étalon d'or amènerait la fixité de la monnaie qui éviterait, pour notre commerce d'importation, les pertes résultant du change. Les importations ne pourraient dès lors qu'y gagner. La colonie et la métropole y trouveraient leur avantage parce que la cause de dépréciation des capitaux s'éva-

Digitized by Google

nouirait. Enfin le budget de l'Indo-Chine verrait disparaître une cause de déficit.

Voilà le but à atteindre. Comment y arriver?

Sur ce terrain, les partisans de l'étalon d'or se sentent bien moins à l'aise. Les moyens proposés sont multiples.

Dès le 12 août 1886, la chambre de commerce de Saïgon demandait tout simplement qu'on introduisît de l'or en Indo-Chine.

On a vite reconnu que ce serait favoriser la canalisation du métal jaune vers les banques de Hong-Kong. Ceci équivaudrait — selon la forte expression d'un négociant de Saïgon, que M. de Lanessan a faite sienne — à le jeter dans un gouffre sans fond ».

D'autres, plus modestes, proposent simplement la constitution d'un stock d'or en y consacrant une partie des emprunts autorisés et non appelés encore. On y ajouterait les fonds des caisses de réserve qui s'accroissent tous les jours. La moitié de ces sommes suffirait peut-être, car qui demanderait le remboursement en or d'une monnaie d'argent frappée spécialement et qui seule circulerait?

Pas les indigènes. Quant aux Européens, ils n'y auraient intérêt que si les banques émettaient des prétentions exagérées en demandant un taux de commission exorbitant pour vendre leurs traites. On affirme que cette éventualité n'est guère à redouter.

En d'autres termes, on se base sur les exemples fournis par l'Inde, le Japon, le Siam. Mais, en voulant copier l'Inde, on oublie peut-être trop que l'Inde est avant tout exportatrice, et qu'elle commerce surtout avec l'Angleterre à étalon d'or.

Pour l'Indo-Chine, au contraire, la situation n'est pas la même. Notre colonie exporte beaucoup dans des pays à étalon d'argent, et importe assez dans des pays ayant jusqu'à présent même monnaie. Mais elle a un mouvement appréciable d'importation avec des pays à étalon d'or. N'est-il pas à craindre, dès lors, que ce stock or ne quitte notre possession? En tout cas, il ne saurait être augmenté par cette situation économique. D'autre part, n'est-il pas dangereux d'exposer ainsi les fonds des caisses de réserve?

Sans nier la portée de l'objection, les partisans de l'étalon d'or font remarquer qu'on exagère peut-être les conséquences de cette situation économique.

Digitized by Google

Et d'abord ce gros excédent[1] d'importations n'est que passager. Il est dû à l'exécution de grands travaux publics. Aussi coïncide-t-il avec le commencement de 1900, point de départ de cette période de fièvre de grandes entreprises.

De plus, une grande partie de cet excédent est payée en France sur le produit des emprunts qui y ont été émis. Un mouvement de fonds d'un pays à l'autre n'est pas à craindre. Enfin, bientôt, les exportations de l'Indo-Chine l'emporteront à nouveau, comme avant, sur les importations. Des rentrées d'or, seront donc à prévoir.

On ajoute, en second lieu, qu'il est dangereux d'immobiliser en or une réserve qui peut être si nécessaire à l'Indo-Chine et engendrer la gêne. C'est peu probable. En tout cas, en admettant même que ce soit, pourquoi l'Indo-Chine ne traverserait-elle pas — comme avant lorsqu'elle n'avait pas de pareilles réserves — ces crises possibles?

Mais on ne manque pas d'objecter que ce système ne mettrait pas la colonie à l'abri de la spéculation sur l'or. Pour cela, répond-on, il suffit de donner au Gouvernement la garde de la frappe des deux circulations. En les balançant l'une par l'autre dans de bonnes proportions, on échappe à ce danger.

Peut-être. Alors, ce n'est plus d'étalon d'or qu'il faut parler, mais d'un bimétallisme *sui generis* où l'or ne circulerait plus mais l'argent dont le prix serait arbitrairement surélevé.

Ceci nous amène à dire quelques mots des mesures préconisées pour arriver à la stabilisation de la piastre sans adopter l'étalon d'or tout en renonçant au *statu quo*.

Les uns parlent d'introduire en Indo-Chine la pièce de 5 francs. Cette mesure allégerait la mère-patrie de son gros stock de métal blanc. Elle diminuerait la nécessité de l'encaisse-or indochinoise indispensable pour établir l'étalon d'or.

Nous avons vu[2] que dès 1864, le Gouvernement français

[1] Voici les chiffres des importations de 1899-1903 en millions : 195, 230, 215 en 1902.

Ces chiffres sont, pour les exportations, de 155, 162 et 185 1/2 seulement. Il est vrai qu'en 1903 les importations ont diminué au détriment surtout de la France, elles s'élevaient à 204 1/2, et les exportations à moins de 120 1/2.

[2] Voir page 646.

Digitized by Google

essaya cette mesure. Elle a échoué. C'est que faire circuler la pièce de 5 francs en lui maintenant la valeur fictive très exagérée qu'elle a en France serait une véritable hérésie économique. Il y a en Indo-Chine 20 millions d'indigènes dont nous devons respecter les usages.

Quant aux quelques milliers de Français éparpillés sur ce vaste territoire y auraient-ils intérêt? Cette mesure, dit-on, faciliterait le règlement des fonctionnaires français qui demandent tous à être payés en francs ou en valeurs équivalentes. Parce qu'actuellement, l'écu vaut de l'or à l'échange en France. Mais s'il devenait monnaie indo-chinoise, les indigènes ne manqueraient pas d'augmenter considérablement leurs prix.

L'Annamite, avec raison, estime que l'argent est une marchandise. Ce qui le préoccupe dans une pièce de monnaie, c'est uniquement son poids et son titre. Il ne comprendra pas qu'une pièce de 25 grammes d'argent vaille subitement 2 fois 1/2 la piastre qui pèse 27 grammes.

En supposant que l'Annamite, en murmurant, accepte cette pièce, il demandera toujours le même poids d'argent dans des circonstances identiques soit comme salarié, soit comme vendeur. Dès lors, si 27 grammes valent 2 francs sous forme de piastre, l'employeur ou l'acheteur devra donner un peu plus de 5 francs. Enfin, dès que l'intérêt existera, on introduira des pièces de 5 francs de titre et de poids imparfaits.

C'est alors que certains économistes, pour rendre la pièce de 5 francs indépendante du métal argent dont elle est faite, pour rendre efficace la prohibition à l'entrée de certaines pièces de mauvais aloi, proposent, pour notre colonie, des billets de banque. On émettrait des petites coupures des bons de demi et quart de piastre émis aux environs du taux actuel et garantis par le Trésor sans époque de remboursement comme cela existe pour l'argent en France où l'écu n'est qu'un billet de banque métallique. On aurait ainsi une circulation fiduciaire garantie par le crédit de la France. Ce papier aurait une valeur égale ou supérieure, mais jamais inférieure à la valeur inscrite. Cette circulation n'empêcherait pas celle des piastres. Les habitudes indigènes seraient ainsi ménagées.

D'autres estiment qu'on pourrait arriver à stabiliser la piastre en s'inspirant de l'exemple de l'Inde. On fixerait un taux de sta-

Digitized by Google

bilisation qui ne serait pas exagéré. Sinon l'inconvénient serait le même que celui déjà relevé pour l'introduction de la pièce de 5 francs. L'État, autant par honnêteté que dans son propre intérêt, fixerait le taux de stabilisation de manière à donner seulement à la piastre une *tendance* à se relever légèrement par étapes. Ce taux officiel resterait, par exemple, en vigueur pour toute la durée d'un budget.

La comptabilité publique en bénéficierait en simplicité ainsi que la perception des droits comme ceux de douane notamment, tarifés en francs et payables en piastres.

Cette stabilisation sagement conduite d'année en année (l'arrangement pour le paiement de l'indemnité chinoise ayant enrayé une cause de baisse) pourra, combinée avec une frappe modérée de la piastre de commerce, relever peu à peu le cours de cette dernière. Pour éviter de mettre la colonie à la merci d'une raréfaction possible de la piastre de commerce, la pièce de 10 francs en or serait admise légalement en Indo-Chine pour son équivalent en piastres au taux officiel.

Ce serait un moyen de faire rentrer de l'or dans la Colonie en attendant que la balance du commerce redevienne favorable à l'Indo-Chine.

Mais, jusqu'à ce jour objecte-t-on, il faudra bien que l'Indo-Chine se constitue un stock d'or pour garantir le cours officiel, Les uns font remarquer qu'on pourrait sensiblement diminuer cette encaisse-or en recourant au système des traites du Trésor qui a fonctionné pendant de longues années en Algérie. D'autres, allant plus loin, déclarent que la constitution immédiate de ce stock n'est pas nécessaire tant que l'Indo-Chine aura des fonds d'emprunts en réserve dans la métropole. Elle pourra disposer de traites en francs effectifs payables au Trésor à Paris. Ces traites vaudront de l'or garanties qu'elles sont par le crédit de l'État français.

Pour remédier à certains inconvénients budgétaires déjà signalés [1] on pourrait substituer dans tous les services civils et militaires le tarif en piastres au tarif en francs et profiter de l'occasion pour relever à nouveau [2] les traitements exprimés depuis

[1] Pages 647 et 655.
[2] Voir les précédents exposés aux pages 654 et suiv.

Digitized by Google

un certain temps déjà — alors que la piastre valait 3 francs — en piastres.

Enfin dans tous les cahiers des charges les travaux ou fournitures devraient être rigoureusement divisés en deux classes suivant que les produits viennent de la colonie ou de France. Dans le premier cas le règlement se ferait en piastres; dans l'autre, au contraire ces dépenses seraient imputées sur le fonds d'emprunt. Payables en francs à Paris, le Trésor ne subirait pas de perte.

Nous aurions bien voulu prendre parti de suite sur ces mesures de détail, si intéressantes, qui nous serviront pour notre conclusion. Mais au préalable il importe de nous arrêter quelque peu sur une question monétaire indigène de la plus haute importance que nous avions réservée : C'est des sapèques et de leur crise auxquelles nous faisons allusion.

°°°

De par nos développements antérieurs nous savons ce qu'est la sapèque, son importance dans la circulation indigène[1].

On s'est et l'on continue toujours à se préoccuper en France de la baisse de la piastre. Mais à côté de cette crise qui atteignait le système monétaire de l'Administration française et du commerce européen il y en avait une autre : *la crise de la ligature ou de la sapèque.*

Malgré ses défauts la sapèque est la monnaie courante pour les transactions ordinaires entre indigènes. C'est la seule qui, par sa valeur infime, convienne à une population dont les besoins sont restreints et les ressources limitées. Partant la raréfaction de cette petite monnaie a amené de graves perturbations dans la vie quotidienne de l'indigène.

Les adversaires de cette monnaie voulurent arriver à sa suppression radicale par voie d'extinction. Les dangers de cette combinaison ne furent pas tout d'abord aperçus. Il y en avait un stock d'amassé. Mais la cherté de la matière première arrêta la fonte des sapéqueries royales. De plus les piastres mexicaines,

[1] Page 644.

Digitized by Google

inondant le pays, les remplacèrent, dans une certaine mesure, pendant quelque temps. Mais bientôt l'arrêt dans la fabrication et le déficit causé par des pertes multiples firent sentir leurs effets. Le change des ligatures contre des lingots d'argent en fut fortement atteint. La rareté des sapèques fut désastreuse non seulement pour l'indigène mais encore pour l'Européen.

Tandis qu'avant, lorsque les sapèques étaient abondantes, l'indigène pouvait avec une piastre acheter 8 ligatures, hier encore il n'obtenait plus que 4 ligatures en échange de cette pièce dont les Européens seuls se servaient. L'indigène qui avant demandait, par exemple, une ligature pour un poulet continuera toujours à ne demander qu'une ligature. Mais comme à l'échange on ne pourra s'en procurer que 4 au lieu de 8 pour une piastre, cela se traduit, par rapport à la ligature, à un doublement des prix. Et l'indigène ne veut pas de piastres mais des ligatures. Elle faisait donc prime.

Une Commission fut nommée par arrêté du 26 décembre 1902 pour étudier la question de cette monnaie nationale qui, par sa rareté, causait à l'intérieur peut-être plus de troubles que la baisse de la piastre à l'extérieur.

La Commission, après un rapport très documenté du rapporteur M. Henri Bernier se prononça en faveur de la création d'une nouvelle sapèque. Elle n'est pas rattachée au système de la ligature mais à celui de la piastre. Prenant pour base la plus faible unité courante de prix celui d'une chique de bétel, le rapporteur proposait la création d'une monnaie de 6 sapèques soit 1/10 de tien qui vaut 60 sapèques. La ligature ne comprendrait donc plus que 100 au lieu de 600 sapèques. Cette espèce de sapèques françaises réunies en ligature vaudrait légalement une piastre. Ce qui remet la valeur de chaque pièce à 1/600 de piastre. En zinc pur d'un poids de 2 gr. 5 son prix de revient ne dépasse que de 1/6 sa valeur intrinsèque. Si cette pièce est rattachée à la piastre elle a également un rapport décimal simple avec le système de la ligature par le tien. Ces pièces frappées à la Monnaie de Paris ont un trou central permettant de les enfiler. Pour distinguer ces *sapèques françaises* des anciennes, au lieu d'être rondes elles sont hexagonales. Des mesures ont été prises pour éviter l'accaparement. Pour bien affirmer aux yeux des indigènes la valeur de cette nouvelle monnaie de zinc, il fut

Digitized by Google

décidé que le Trésor les accepterait dans une certaine proportion — malgré l'encombrement que cela occasionne — en paiement de l'impôt. La mise en circulation pour 200.000 piastres de cette petite monnaie nouvelle influencera favorablement et rapidement on l'espère le marché monétaire du Tonkin où la crise sévissait avec une acuité particulière. Cette mesure contribuera à faire remonter la ligature vers son cours normal de change. Celui-ci, après avoir été de 6 à 6 1/4 à la piastre, est descendu, dans certaines provinces, à 3 1/2. Ce préjudice très grave qui en résultait pour les petites transactions si fréquentes de la vie indigène va faire plaisir notamment à nos agents annamites payés en piastres et qui sont obligés au marché non de changer mais d'acheter vraiment des ligatures pour les menus besoins de leur vie quotidienne. La question monétaire indigène semble donc résolue. Pour la piastre il n'en est pas de même. Il nous reste à apprécier les réformes accomplies ou projetées en abordant notre conclusion.

Digitized by Google

CONCLUSION

Après cette trop longue étude de la question monétaire en Extrême-Orient, il nous faut essayer de conclure.

Il est incontestable que la baisse de l'argent a causé des perturbations sérieuses en Extrême-Orient. Perturbations qu'on a peut-être exagérées dans certains milieux mais qui sont certaines. Lorsqu'on constate en Indo-Chine, en 1903, par exemple, un écart de plus de 20 0/0 entre les taux extrêmes de la valeur de la piastre on comprend aisément que les transactions, en raison des aléas qu'elles entraînent, seront particulièrement difficiles.

Aussi a-t-on vu les pays d'Extrême-Orient, les uns après les autres chercher un remède, ou tout au moins un palliatif, à un état de choses aussi préjudiciable.

A l'exemple de l'Inde, le Japon, le Siam, les Philippines, les Détroits ont évolué vers l'étalon d'or. On nous propose de suivre le mouvement : d'adopter l'étalon d'or en Indo-Chine.

En faveur de cette solution, on fait valoir, notamment, le succès des réformes accomplies dans ce sens.

Ce succès est-il certain? Est-il bien probant pour notre Indo-Chine? Des réserves tout ou moins s'imposent.

Admettons même que l'Inde, après sept ans, soit arrivée, non à faire circuler l'or, mais à stabiliser, dans une certaine mesure, le prix de la roupie. Mais à quel prix! Nul ne le saura exactement. Ce n'est un mystère pour personne qu'il a fallu faire un emprunt de 10 millions de livres sterling. On est moins bien renseigné sur toute une série de mesures qui, pour être officieuses, n'en furent pas moins onéreuses. Une notamment, assez intéressante, a été relevée par M. Raffalovitch. Elle consista dans la constitution à la Banque d'Angleterre d'un fonds de 20 millions de francs destinés à venir en aide au change de l'Inde. Celle-ci, enfin, — malgré un commerce d'exportation considérable vers

Digitized by Google

l'Europe, une circulation monétaire à type uniforme pour tout le territoire, une frappe exclusive réservée aux Hôtels des Monnaies — n'a pas mis moins de 7 ans pour mener à bien sa réforme. Et encore, si le ministre est satisfait des expériences de l'étalon d'or le monde commercial et industriel l'est moins. Cette mesure avait rendu plus inquiétante la concurrence chinoise. Excitée par un change bas par rapport à la roupie — ayant une valeur artificielle — le commerce chinois devient redoutable

Cette circulation dirigée par le Gouvernement engendrerait souvent des contractions monétaires qui, pour être momentanées, n'en seraient pas moins très préjudiciables pour l'intérieur. Cette réforme, enfin, sacrifierait l'indigène au commerce européen.

On ne peut que confirmer ces récriminations. N'étaient-elles pas prévues par la Commission devant laquelle on les avait fait valoir? Mais en présence de plusieurs intérêts divergents que fit la Commission et la loi? Elle opta. Les plus gros intérêts furent satisfaits. Les intérêts secondaires, au contraire, furent sacrifiés. Ce sont ceux-là qui, aujourd'hui, font valoir de justes doléances.

°°°

Quant au Japon, depuis 1897, il a l'étalon d'or. Cette réforme a-t-elle réussi? Il est difficile de se prononcer sur ce point.

Après avoir eu beaucoup de peine à retenir son or sans cesse drainé par l'exportation — à en croire le dernier compte rendu de la Chambre de commerce étrangère de Yokohama — l'étalon d'or fonctionnerait maintenant sans à-coups. Il constituerait un avantage pour le pays. Les marchands y trouveraient une grande facilité tant pour le commerce intérieur qu'extérieur. On pourrait toujours se procurer de l'or, et facilement, à la Banque du Japon, soit à celle de Tokyo ou d'Osaka sans limitation, en échange des billets émis. Ce sont ceux-ci, de l'aveu de ce document, qui constituent la monnaie courante du pays. De 1898 à 1903, c'est-à-dire en quatre ans, la Banque a émis pour 857 millions de yen de billets pour une encaisse de 354 millions de yen. On n'essaye même pas d'arrêter l'exportation de l'or qui est libre. Aussi, en 1898, a-t-on exporté 42.281.343 yen contre une importation de 37.027.752 yen. Mais tandis qu'en 1900 n'ont été im-

Digitized by Google

portés que 8.967.191 yen, ont été exportés 51.761.614 yen. Malgré ce drainage de 1900, la Chambre de commerce fait remarquer — à l'encontre d'une opinion courante —, que le stock d'or n'a jamais été entièrement épuisé. Pendant 1902, par exemple, la valeur du yen à Londres n'a oscillé que dans les limites de 1/16e à 13/16es de denier seulement.

Soit. Mais si l'on recherche quelles ont été les importations d'or depuis 1896 jusqu'en 1903 on trouve un total de 181.441.463 yen en comprenant dans ce chiffre les 10.217.458 yen importés en 1896, un an avant l'établissement de l'étalon d'or. Dès 1897 on importe — d'aucuns pourraient dire on emprunte —, pour 64.313.492 yen. Or, sur ces 181.441.463 yen importés en ces sept ans, l'exportation n'en a laissé que 51.838.605. C'est, qu'à l'inverse de l'Inde, le Japon est toujours débiteur. Quels sont ses créanciers? Des pays à étalon d'or surtout depuis ces dernières années. Du jour où le Japon a voulu se constituer un armement à l'européenne, une grande quantité d'achats, à des pays à étalon d'or, s'imposait. Ces acquisitions l'emportaient de beaucoup sur celles de riz, par exemple, faites en Extrême-Orient. Le Japon est passé à l'étalon d'or comme l'Inde. Débiteur de l'étranger, le Japon a dû payer en or et pour cela l'emprunter. Pourtant croissait une dette contractée en or. C'était une nouvelle raison, qui, à l'instar de l'Inde, devait l'engager à établir une circulation d'or facilitant le solde de ces arrérages.

°°°

Le Siam, nous l'avons vu, ayant à exécuter de grands travaux publics, les industriels qui devaient se charger de l'entreprise hésitaient. Ils redoutaient les éventualités du change n'étant pas indigènes. Ajoutez l'influence anglaise aidant et l'on connaît les raisons qui poussèrent le Siam à suivre l'exemple du Japon.

La situation commerciale du Siam lui facilitait cette réforme. On constate une progression ascendante et continue du mouvement d'affaires. Mais il est curieux de remarquer que cette prospérité coïncide avec la baisse de la valeur du tical. Par exemple, en 1892, alors que le tical cotait 2 fr. 10, le chiffre d'affaires s'élevait à 103.284.468 fr. dont 32.990.272 aux importations et 70.294.296 aux exportations. En 1901 le tical vaut 1,47 et le

Digitized by Google

chiffre d'affaires — après une série de progressions annuelles continues antérieures — atteint 187.056.326 fr. Ce total se décompose en 72.325.788 fr. d'importations seulement, contre 111.730.538 fr. aux exportations. D'autre part, il résulte de l'examen de ces statistiques qu'en 10 ans, les importations ont augmenté de 122 0/0 et les exportations de 63 0/0. Mais toujours les exportations ont largement dépassé les importations. Le Siam partant, à l'instar de l'Inde et à l'inverse du Japon, est toujours créancier.

Les principales destinations et provenances restent toujours : Singapour, Hong-Kong, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Inde, Manille, le Danemark, l'Autriche, etc. C'est surtout dans ces pays que le Siam exporte. La Chine n'occupe guère que le 9e rang. Dès lors, une partie respectable du solde en faveur du Siam pourra être payé en or. Malgré tout l'expérience est encore trop courte pour pouvoir se prononcer. Dans quelques années nous verrons si le Siam aura à se féliciter d'avoir subi l'influence anglaise. A notre sens cette réforme n'était pas urgente. Les intérêts en jeu auxquels on a voulu donner satisfaction n'étaient pas à ce point impérieux. Bien que le Siam bénéficie d'une balance toujours active, tant que le régime monétaire de la Chine et de l'Indo-Chine ne sera pas modifié, tout porte à croire que le tical ne sera pas facilement stabilisé.

°°°

A Hong-Kong aussi on a proposé l'établissement de l'étalon d'or. Mais les grandes banques anglaises s'opposent franchement à un changement dans la situation actuelle. On le comprend aisément. Elles réalisent de beaux bénéfices sur les variations de cours. Les compagnies de navigation étrangères sont favorables, au contraire, à l'étude des modifications à apporter au régime monétaire actuel. Bref 40 maisons se sont prononcées pour la mise à l'étude d'un projet de réforme, 25 contre 30 se sont abstenues, 20 enfin dont la Banque de l'Indo-Chine et la Deutsche Asiatische Bank notamment n'étaient pas représentées. Quant au Comité de la Chambre, qui en 1902 avait rejeté sans discussion toute modification, il persiste à déclarer que l'adoption à Hong-Kong d'un étalon différent de celui employé dans le

Digitized by Google

commerce extérieur avec la Chine porterait une grave atteinte aux affaires et à la prospérité de la colonie.

De ces débats se dégage l'idée suivante : tant que la Chine n'aura pas modifié son régime monétaire l'*unanimité* pense qu'il est impossible d'établir l'étalon d'or à Hong-Kong.

°°°

L'argument a la même force pour notre Indo-Chine qui n'est, suivant une expression connue, qu'une annexe de la Chine. Celle-ci, avant un certain temps encore, ne changera pas profondément son régime monétaire. Elle ne peut songer, avant tout, qu'à uniformiser sa monnaie. C'est la politique monétaire suivie à Hong-Kong qui doit surtout nous inspirer, pour le moment. Plus tard nous verrons — lorsque l'Indo-Chine sera arrivée à la situation monétaire de l'Inde à la veille de la réforme — si l'exemple de l'Inde doit être suivi aveuglément. Pour l'instant la politique suivie par les pays voisins ne doit pas nous inquiéter. Reprenant ici un argument présenté par les partisans de l'étalon d'or, — mais pour atteindre un but tout différent — nous dirons que le Japon, les Détroits, les Philippines ont besoin de notre riz que la riche Cochinchine surproduit. Quel que soit le régime monétaire adopté, le besoin forcera ces pays à nous acheter cette marchandise. Au Japon, malgré l'étalon d'or, nos exportations de riz augmentent chaque année et atteignaient 218.280 tonnes en 1903 sur une importation japonaise totale de 729.744 tonnes. Ce besoin est si impérieux qu'il est à peu près démontré aujourd'hui que le Japon avait songé à jeter son dévolu sur la Cochinchine avant de s'être décidé à mettre la main sur la Corée et la Mandchourie : contrées qui, à défaut de notre colonie, parviendront — le Nippon l'espère — à nourrir sa population dont la densité augmente tous les jours. C'est également à la Cochinchine et à l'Indo-Chine que viennent s'adresser tous les pays voisins. Même le Siam, lorsque sa récolte est déficitaire, comme l'année passée, pour trouver ce riz dont il ne peut pas se passer jette les yeux sur notre Cochinchine. Elle qui est toujours — à des degrés divers suivant la prospérité de la récolte, — surproductrice de riz. Enfin est-il besoin d'ajouter que la Chine est notre meilleure cliente.

Digitized by Google

***

Ceci posé, nous pensons que la question monétaire en Indo-Chine doit être envisagée surtout au double point de vue commercial et budgétaire.

Pour résoudre le problème, au point de vue commercial, il faut se poser les questions suivantes : Quelles sont les ressources de l'Indo-Chine? Où vont-elles? Quel est en un mot son commerce? Est-il plus important avec l'Europe ou avec l'Extrême-Orient? Avec les pays à étalon d'or ou avec ceux à étalon d'argent? Tout est là.

A ces questions nous sommes maintenant en mesure de répondre d'un mot. Le commerce de l'Indo-Chine est principalement en Extrême-Orient, et surtout avec la Chine. Tandis que les 2/3 des exportations de l'Inde sont à destination de pays à étalon d'or, les 3/4 des exportations de l'Indo-Chine sont vers des pays qui ont une circulation d'argent. Ces indigènes payent en argent en piastres. Pour employer l'expression de M. Léon Say, tandis que les hommes blancs recherchent la monnaie jaune, les hommes jaunes recherchent la monnaie blanche.

L'argent plaît à l'indigène. C'est de lui dont il faut se préoccuper en même temps que de ses puissants voisins « les plus grands réservoirs d'hommes du monde » avec lesquels il fait tous ses échanges commerciaux. Introduire l'étalon d'or en Indo-Chine, en ce moment, ce serait faire émigrer immédiatement ce métal jaune vers les banques de Hong-Kong. On ne peut ainsi troubler profondément l'instrument monétaire des échanges sans risquer d'apporter les plus graves perturbations dans les affaires d'Indo-Chine.

Mais, dit-on, la colonisation l'exige, l'équilibre budgétaire également.

Au point de vue colonial, il importe que la colonie se suffise à elle-même. Il lui faut pour cela un budget établi sur des bases fixes. Travailler à sa prospérité en attirant des capitaux étrangers. Faciliter les importations françaises dans cette colonie doit être la préoccupation maîtresse.

En principe, ces desiderata sont-ils compréhensibles? Doit-on sacrifier une colonie en la considérant uniquement — sui-

Digitized by Google

vant l'ancienne politique coloniale — comme un simple débouché aux produits de la métropole? Nous ne le croyons pas. De plus, les capitaux qui émigrent vers notre possession d'Extrême-Orient on compte les faire fructifier. Ils vont servir à édifier des usines, à organiser des commerces. Dès lors, de plus en plus, les importations européennes vont diminuer. Un jour viendra où la colonie — suffisamment outillée — suffira à toutes ses dépenses, mais subviendra à tous ses besoins. Pourquoi alors ferait-elle appel aux produits manufacturés de la métropole et européens puisqu'ils sont fabriqués sur son territoire?

Ce mouvement qui se dessine déjà, on ne l'empêchera pas, espérons-le tout au moins. Alors, les importations venant de pays à étalon d'or doivent de moins en moins être envisagées. Jusqu'à present et depuis quelques années déjà, les importations de produits européens en Indo-Chine exceptionnellement élevées dépassent de beaucoup les exportations. La colonie est toujours débitrice.

Cela ne durera pas dit-on. Mais alors pourquoi s'occuper principalement d'une situation qui n'est que passagère? C'est qu'il existe une idée profonde qu'on aime à déguiser. L'Indo-Chine devrait être avant tout un débouché aux produits métropolitains. C'est là une opinion dangereuse pouvant engendrer les plus graves erreurs.

***

Reste la question budgétaire. Peut-être l'Indo-Chine a-t-elle été un peu vite en besogne. Elle a voulu rapidement se doter de tous les outillages de la civilisation moderne. S'étant imposé, de ce chef, de lourdes dépenses, il a fallu les solder. L'emprunt était inévitable. Elle y a peut-être recouru un peu largement. Mais il faut reconnaître — ceci soit dit en passant — qu'en matière de colonisation il faut faire bien, sans doute, mais surtout vite. La prospérité de la colonie en dépend. Il en est résulté pour l'Indo-Chine une lourde dette contractée à l'égard de la métropole. Ce paiement des arrérages qu'elle engendre pèse sur le budget de la colonie, surtout parce qu'il est dû en or. De plus, ces travaux, causes de ces emprunts rendent l'Indo-Chine débitrice de l'étranger et de la métropole. Toutes ces dépenses sont soldées

Digitized by Google

en or et la colonie perçoit ses impôts en piastres parce qu'établis en piastres. D'où déficits budgétaires.

Comment les combler? D'après une opinion très soutenable, la prospérité grandissante de notre colonie s'en chargera. Les rentrées des impôts augmentent. Les plus-values des recettes témoignent du développement économique de notre possession. Grâce à cette coïncidence heureuse et escomptée, on peut, sans trop écraser l'indigène, par quelques augmentations fiscales parer aux déficits budgétaires occasionnés par la baisse de la piastre. Cette surcharge est largement compensée par une prospérité sans cesse grandissante de cette colonie. La richesse générale du pays croissant, une augmentation d'impôt ne pèse pas plus lourdement si elle est adéquate. De plus, par une meilleure organisation financière l'indigène ne paye plus qu'un impôt : l'*impôt officiel*. Il est allégé — depuis que la perception est entre nos mains — de l'impôt, beaucoup plus lourd, qu'on pouvait appeler officieux. Enfin, cette légère augmentation d'impôt causera moins de troubles sur la prospérité du pays qu'une modification dans l'étalon monétaire.

De plus on pourrait — comme on l'a fait pour le budget des recettes — évaluer budgétairement les dépenses en la monnaie qui sert à payer l'impôt : en piastres. Les pertes qui en résulteraient pour certains fonctionnaires seraient compensées par l'allocation de nouvelles indemnités. Il suffirait de s'appliquer à faire coïncider le taux officiel de conversion de la piastre avec celui du change commercial. Ce résultat peut être atteint en n'établissant un même cours officiel que pour des délais assez courts. Pourquoi, enfin, ne distinguerait-on pas suivant la nature des dépenses, suivant que les produits employés viennent ou non de la métropole ou de pays à étalon d'or ou à étalon d'argent?

Au point de vue monétaire maintenant des mesures opportunes peuvent être prises. Les décrets de juin 1903, en prohibant l'importation des piastres mexicaines et en supprimant les droits de 3 0/0 à l'exportation, ont déjà donné satisfaction à des desiderata émis depuis longtemps.

Uniformiser la circulation serait évidemment avantageux.

Digitized by Google

Pour cela, il faut substituer aux diverses pièces en circulation une pièce unique. Mais n'est-ce pas le but poursuivi par le Gouvernement en frappant de plus en plus des piastres indo-chinoises? On demande de démonétiser toutes les pièces étrangères. C'est une mesure qui viendra à son heure.

Elle ne pourra être réalisée que le jour où la colonie sera suffisamment approvisionnée en piastres françaises pour satisfaire à tous les besoins de la circulation. A ce moment le Gouvernement compte franchir une étape de plus. Il démonétisera toutes les pièces anciennes et étrangères.

Peut-on songer à aller plus loin : stabiliser la piastre en supprimant la frappe. Lorsque la circulation sera suffisamment assurée en piastres françaises, la question pourra être étudiée. Mais parler, dès aujourd'hui, de stabiliser la piastre en établissant l'étalon d'or : c'est prématuré. Il faudra attendre que la situation économique le permette; que la colonie soit créancière de l'étranger; que la Chine et Hong-Kong : nos principaux clients, aient évolué vers l'étalon d'or.

On ne peut pas davantage espérer faire circuler l'or sous forme de billets de banque en introduisant notre écu dans la colonie. L'indigène ne comprendra jamais que, représentant de l'or, il vaille plus de deux fois une pièce plus lourde.

Quant à la solution qui consisterait à faire circuler du papier émis par la Banque de France, comprenant des coupures de piastres et des piastres, elle mériterait de retenir l'attention. Au Siam, au Japon, les billets circulent couramment, pourquoi n'en serait-il pas de même en Indo-Chine? Ce serait une expérience à tenter dans une région donnée et en petite quantité.

On pourrait encore concevoir — pour amorcer la constitution d'un stock d'or dans le pays et habituer peu à peu l'indigène au métal jaune — que les caisses publiques acceptent, pour un taux fixé officiellement, nos pièces de 20 francs.

Il est certain qu'une entente entre les pays ayant une circulation d'argent — comme celle qui avait été proposée sur l'initiative de Roosevelt — eût eu d'excellents résultats. Mais l'expérience semble démontrer de plus en plus que cette espérance devient une pure utopie.

Donc, la stabilisation de la piastre indo-chinoise — seule monnaie acceptée en Indo-Chine — ne saurait être prochaine.

Digitized by Google

Procédons par étapes successives comme les Philippines et les Détroits. C'est la seule politique recommandable et qui respecte entièrement les intérêts des indigènes.

Nous sommes les premiers à reconnaître qu'elle lèse certains intérêts.

Mais prenons modèle sur la politique monétaire de l'Inde. Sachons sacrifier des intérêts secondaires pour ménager les intérêts primordiaux.

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE

Histoire monétaire.

Inde. — ROBERT. — *A history of colonies.*

ALEX. DEL MAR. — *Systèmes monétaires.*

Conférence monétaire internationale et livres bleus anglais.

Commission monétaire de l'Inde de 1892.

Indo-Chine. — SILVESTRE. — *Notes pour servir à la recherche et au classement des Monnaies et Médailles de l'Annam et de la Cochinchine française. — Notices coloniales publiées à l'occasion de l'Exposition universelle d'Anvers. — L'empire d'Annam et le peuple annamite.*

STANLEY JEVONS. — *La Monnaie et le mécanisme de l'échange.*

DÉSIRÉ LACROIX. — *Nunismatique annamite.*

Politique monétaire et réformes législatives.

Inde. — *Correspondence between the British and Indian governments respecting the silver question.*

Rapport du Gouvernement indien de 1892.

Rapports de la commission Herschell.

Currency in the British colonies de Chalmers (de la trésorerie d'Angleterre).

Reports of the threasury of the Mint.

Rapports de la Monnaie de Paris.

Rapports de l'Indian Currency Committee (3 vol. 1898 et 1899) *relatant les travaux de l'enquête préalable et rapport final du comité de 1899.*

Rapports du Secrétaire de trésorerie des États-Unis.

Financial and commercial statistics of British-India.

Séance de la Chambre de commerce du 21 avril 1904.

Digitized by Google

ANDREW. — « *Indian currency problems of the last decade* » paru dans « *The Quarterly Journal of Economics* ».

ARNAUNÉ. — Mémoire présenté à l'Académie des Sciences Morales en 1903 sur le « *Bimétallisme français et indien* ».

Son ouvrage sur « *Monnaie, Crédit et Change* ».

ATKINSON. — « *Prices and Silver* » (mars 1897 et juin 1898). — « *A statistical review of the income and wealth of British India* » 30 juin 1902 du « *Journal of the Royal Statistical Society* ».

CHALLEY-BERT. — Étalon d'or en Inde (Bulletin de la Société d'économie politique, décembre 1899 et juin 1900).

CONOR (J.-F.). — « Review of trade in India » (mars 1897). « *Prices and wages in India* » (Blue Book, 1897).

FOWLER WILHAM. — « *India and the Report of the Committee on Currency* » 1893, p. 628 et suiv. T. III du Bulletin de la « *British. assoc. at Nottingham S^te* ».

GUYOT (YVES). — Communication à la Société d'économie politique, séance du 5 février 1903.

HARRISON. — « *An attempt to Estimate the circulation of the Rupee Silver in India* » (Bulletin de la « British assoc. at Nottingham S^te », 1891, p. 721 et suiv. et 1892, vol. II, p. 652 et suiv.).

« *The Indian Currency question* » (The economic journal, juin 1894).

« *Rupee Census* » (The economic journal, 1897).

« *The monetary condition of India* (The economic journal, déc. 1900).

KLEINMANN. — *Étalon d'or en Inde.*

PRICE. — Article paru dans le Bulletin de la « *British assoc. at Nottingham S^te* » 1893, p. 617 et suiv.

Régime monétaire de l'Inde anglaise (Bull. écon. d'Indo-Chine, 1902, n° 8).

Rapport Chastenet (Documents parlementaires, vol. II, 1903).

Bulletin économique de l'Indo-Chine.

Bulletin de Statistique et de législation comparée (févr. 1891, déc. 1900, nov. 1901, juin 1902 et mars 1903, notamment).

Bulletin de la ligue bimétallique française.

Collections de journaux économiques et financièrs depuis 1890 :

Journal of the Royal Statistical Society.

The economic journal.

Digitized by Google

Review of trade in India.

The Quarterly Journal of Economics.

Bulletin of the British assoc. at Nottingham Ste.

The Economist.

L'Économiste européen.

L'Économiste français.

La Réforme économique.

Indo-Chine. — Le Siam. — Les Détroits. — Les Philippines.

Journal officiel de l'Indo-Chine.

Travaux de la Commission instituée par décret du 1er juin 1878 pour s'occuper de la situation monétaire des colonies.

Travaux de la Commission interministérielle instituée par décret, 10 déc. 1902.

Rapports de la Direction des Douanes et Régie en Indo-Chine.

Bulletin économique de la Direction du Commerce et de l'Agriculture d'Indo-Chine.

Rapports de la Monnaie.

Rapports sur le Budget annexe des Médailles et Monnaies (notamment celui de M. Bouctot et celui, plus récent, de M. Chastenet), § 2 du 4 juillet 1903).

Travaux de la Chambre de commerce de Saïgon et de celle de Haïphong.

Mercuriales de la Chambre de commerce de Saïgon.

Travaux de la Chambre de commerce d'exportation.

Rapports de la Banque de l'Indo-Chine.

Rapport Pardon, ancien gouverneur de la Cochinchine, au Congrès colonial de 1903.

Bourguin. — *Mesure de la Valeur et la Monnaie.*

Depinci. — Articles parus dans la *Revue coloniale.*

De Lanessan. — *Indo-Chine française et Principes de colonisation.*

Le Myre de Villers. — *La crise de l'argent en Indo-Chine* (*Questions diplomatiques et coloniales*, 1903).

Collection du Bulletin du Comité de l'Asie française (surtout années 1902 et 1903-1904).

Digitized by Google

Collection de l'Économiste français et de l'Économiste européen (surtout vol. 201).

Courrier de Haïphong.

Discussion de la Société d'Économie politique, séances de décembre 1899 et janvier et février 1903 et celles de l'Union des Associations des anciens élèves de l'École supérieure du Commerce de mars 1903.

Citons enfin quelques documents spéciaux au Siam, Détroits et Philippines en dehors des collections des journaux déjà mentionnés.

Siam. — *Gazette officielle du Siam.*

Rapports du département de la monnaie de papier (Paper currency), notamment ceux du 1er avril 1903 et du 31 mars 1904.

Rapports de M. Dauphinot, attaché commercial à la légation de France à Bangkok, sur la situation du Siam.

Détroits. — Dans le « *Colonial Currency* » de M. Chalmers, chapitre 38, *Appendices of the Evidence Taken before the Committee Appointed to Enquire into the Indian currency*, London, 1889.

Report of the Straits Settlements Committee (London, May, 1903).

Colonial office List. 1903.

Rapports de la Chambre de commerce de Singapour du 25 août 1897 et lettre adressée par elle le 9 juin 1902 au Gouvernement de la Colonie.

AUGUSTE HUTTEMBACH. — *The silver Standard and the Straits currency Question. — Memorandum on the Straits Settlements. Currency Scheme.*

E.-W. KEMMERER. — *Gold Standard for the Straits Settlements* (article paru dans la « *Political Science Quarterly* ») (déc. 1904).

Hong-Kong, Philippines et Chine. — *Travaux de la Chambre de commerce de Hong-Kong.*

Le Weekly de Hong-Kong.

Le Board of trade.

Journal des Philippines.

Le Van-Knoh-Kung pao, pour la Chine.

Digitized by Google

Digitized by Google

LA
QUESTION MONÉTAIRE
EN CHINE ET AU JAPON

Par **Christian PAULTRE**
Docteur en droit

CHINE

L'un des moyens les plus sûrs pour évaluer le degré de civilisation d'un pays, c'est de considérer son étalon monétaire. Le passage de la fève ou du coquillage au cuivre, marque un degré de civilisation, celui du cuivre à l'argent indique un degré supérieur, celui de l'argent à l'or est le signe d'une civilisation plus parfaite encore. Si l'on applique ce critérium à la Chine, l'on verra que ces trois degrés de civilisation coexistent. En effet, dans certaines parties de la Chine intérieure, on peut voir que la période du troc, qui est la forme la plus rudimentaire de l'échange, n'a pas encore disparu complètement. Quant à la seconde forme de civilisation qui consiste dans le choix d'une marchandise nécessaire et utile à plusieurs groupes humains, comme mesure approximative de la valeur des autres marchandises, on la rencontre dans plusieurs provinces : les bouteilles vides, le thé et l'opium, jouent, suivant les localités, le rôle de commune valeur des autres marchandises. Cette monnaie première fait place dans l'évolution de la civilisation à une monnaie de poids, de qualité et de dimensions déterminés; ce sont les métaux précieux qui furent considérés comme les plus propres à remplir les conditions d'une monnaie de valeur plus parfaite, et parmi les métaux, c'est le cuivre qui servit le premier d'intermédiaire des échanges et marqua la troisième phase

Digitized by Google

de l'évolution monétaire. La majeure partie des provinces de l'Empire du Milieu ne sont qu'à cette troisième période. Les Chinois connaissent aussi dans les ports ouverts et dans quelques provinces de l'intérieur, l'argent comme commune mesure de valeur, et ainsi, on peut dire qu'ils ont franchi la quatrième phase de l'évolution.

L'or est inconnu en Chine comme commune mesure de valeur; cependant, il sert de moyen d'épargne, de réserve, tant au Gouvernement qu'aux particuliers, et remplit ainsi, de même que l'argent, une des fonctions de la monnaie.

Cette situation de la Chine peut paraître étrange au premier abord; elle est très normale cependant, si l'on réfléchit que ce pays n'a jamais eu à sa tête un gouvernement fort. Chaque province est dirigée par un fonctionnaire qui représente en théorie le pouvoir central, mais, en fait, il est le seul maître et les ordres qui émanent du Gouvernement restent inexécutés dans les provinces éloignées, quand ils y parviennent. Il faut ajouter que les Chinois ont un esprit conservateur excessivement développé, qu'ils sont hostiles à toute réforme nouvelle. Cette mentalité particulière a été l'obstacle le plus sérieux qu'ait rencontré la civilisation européenne, c'est ce qui explique que même dans les villes où les Européens ont les établissements les plus anciens, les institutions modernes n'ont pu s'implanter qu'imparfaitement. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de trouver en Chine tous les degrés de civilisation coexister; le degré le plus parfait se trouvant là où l'influence européenne s'est fait le plus vivement sentir.

Il est donc difficile de répondre d'une façon formelle à cette question : quel est le régime monétaire de la Chine? On lit souvent que la Chine est un pays monométalliste argent; cela n'est pas exact, car l'argent n'étant pas monnayé et circulant à la valeur de son poids n'a pas le caractère d'un véritable étalon. C'est le « tael » qui constitue la monnaie de compte; c'est un certain poids d'argent qui varie de province à province, de ville à ville et même dans la même ville. Pour les transactions importantes, on se sert de lingots d'argent pesant un certain poids et ayant un titre déterminé; ces lingots d'argent s'appellent « sycée ». Il circule en outre, en Chine, différentes sortes de pièces d'argent étrangères dont la plus usitée est le dollar mexicain.

Digitized by Google

On dit aussi que la Chine est un pays monométalliste cuivre — cela est aussi faux que l'affirmation précédente —; s'il est vrai que la sapèque a été jusqu'à ces dernières années la seule monnaie frappée en Chine, qu'elle a un pouvoir libératoire absolu même pour les marchés les plus importants, il ne faut pas oublier que le Gouvernement n'accepte aucune responsabilité de rachat et que la sapèque ne vaut que par le cuivre qu'elle contient. Sa valeur varie suivant les localités, elle augmente à mesure que l'on s'éloigne des côtes ou du lieu où elle a été frappée, proportionnellement aux frais de transport.

Une troisième opinion voit dans la Chine un pays bimétalliste à double étalon argent et cuivre. Cela n'est pas plus exact, car la caractéristique d'un régime bimétalliste c'est d'établir un rapport fixe entre les deux métaux qui servent d'intermédiaires des échanges. Or, le rapport entre la sapèque et le tael est un rapport essentiellement variable; il varie suivant les villes, et dans la même ville, il varie tous les jours.

Il faut ajouter que l'épargne se fait en or; les Chinois enterrent les barres d'or et couvrent leurs femmes de bagues, bracelets et autres bijoux d'or. Quant à la circulation fiduciaire, elle existe en Chine depuis les temps les plus reculés; les papiers-monnaie remontent à la dynastie de Tcheou (1222 à 255 avant J.-C.). Lorsque le gouvernement avait besoin d'argent, il recourait à des émissions de billets, en papier, en étoffes, en peau de cerf; certaines banques locales émirent aussi et continuent à émettre des billets, mais ceux-ci n'ont qu'une circulation purement locale; c'est à Fou-Tcheou que les billets furent le plus en honneur. Des émissions excessives de billets et leur falsification les firent tomber bientôt en complet discrédit. Sous la dynastie mandchoue un seul empereur Chœun-Tcheu fit en 1651 une émission de papier-monnaie.

Signalons pour terminer les billets de banque de 1 à 100 taels et de 1 à 100 dollars émis par la « Chartered bank of India, Australia and China » et ceux de 1 à 100 dollars émis par la « Hong-Kong and Shanghaï Banking Corporation ». Ces billets circulent en très petit nombre et jouent plutôt le rôle de monnaie d'appoint[1].

[1] M. Tillot et E.-S. Fisher, Notes sur la Monnaie et les métaux précieux, p. 6.

Digitized by Google

La conclusion qui ressort de ce que nous venons de dire c'est que la Chine n'a pas de système monétaire proprement dit. Dans certaines parties, les bouteilles vides, le thé, l'opium servent d'intermédiaires des échanges, dans d'autres parties la sapèque remplit le même rôle, dans d'autres enfin c'est l'argent qui est instrument d'échange.

Les problèmes monétaires se présentent donc en Chine sous un aspect tout particulier. Nous étudierons successivement la circulation cuivre et la circulation argent, puis nous examinerons les questions relatives au change, notamment l'influence du change sur les dèttes de la Chine vis-à-vis de l'étranger; enfin, nous passerons en revue les différents projets qui ont été mis en avant pour remédier aux graves inconvénients de l'anarchie monétaire chinoise.

I. — LA MONNAIE DE CUIVRE.

La monnaie de cuivre chinoise est la sapèque (en anglais copper cash). La sapèque est, peut-on dire, la véritable monnaie nationale chinoise, c'est la plus ancienne, elle fut introduite en Chine vers l'an 2354 avant Jésus-Christ[1]. La sapèque est presque la seule monnaie en usage dans les provinces de l'intérieur de la Chine; dans les ports ouverts elle sert aux transactions journalières et c'est en monnaie de cuivre que sont payés les salaires des ouvriers. La sapèque est une pièce percée à son centre d'un trou carré qui permet de la réunir en ligatures (en chinois tiao, en anglais string) composées d'un nombre de pièces qui doivent représenter un tael. Le nombre de ces pièces varie suivant les lieux et les époques. La ligature théorique en sapèques normales pesant un mace et de la valeur de un li est mille sapèques. Mais en fait il n'en est pas ainsi, les sapèques varient de poids, d'alliage, de grandeur et les ligatures ne sont jamais composées d'un même nombre de pièces; certaines comptent à peine cinq cents sapèques. Dans chaque ligature il y a un certain nombre de bonnes sapèques ou grandes sapèques et de mauvaises sapèques ou petites sapèques. La présence d'un nombre déterminé de petites sapèques ou de sapèques contrefaites est en

[1] M. Tillot et Emil S-Fisher, Notes sur la Monnaie et les métaux précieux, p. 1.

Digitized by Google

effet tolérée dans chaque ligature. Cette tolérance est plus ou moins grande suivant les localités. C'est ainsi qu'à Nankin[1] le tiao se compose de dix strings ou de 974 bonnes sapèques. Chaque string devrait contenir normalement cent sapèques, mais en réalité n'en contient que 98 ou 95. Les strings de 95 sapèques sont appelés ti-tsz. Dans trois strings ou plus un seul est ti-tsz; dans sept strings ou plus deux ti-tsz sont permis. Dans chaque string on tolère la présence de deux ou trois petites cash ou mauvaises sapèques; mais, en fait, les mauvaises sapèques sont beaucoup plus nombreuses[2]. Il y a des strings appelés « Yrk-Kiu-Tich », « Rh-pah-tih » et San-ts-ch-tih » qui contiennent 10, 20, 30 petites sapèques pour 90, 80, 70 grandes sapèques.

Le nombre de sapèques nécessaires pour représenter un tael varie suivant les localités et les époques. A Tchoun-King, par exemple, pour faire un tael d'argent de Tchoun-King pesant 37 gr. 700, il fallait :

en 1892	1.450	sapèques.
en 1893	1.550	—
en 1894	1.470	—
en 1895	1.400	—
en 1896	1.286	—
en 1897	1.230	—

A Wuhu, on achetait pour un tael haikwan :

en 1882	1.722	sapèques.
en 1883	1.733	—
en 1885	1.733	—
en 1887	1.619	—
en 1888	1.650	—
en 1889	1.619	—
en 1890	1.587	—
en 1891	1.593	—

[1] *Journal of the China branch of the Royal Asiatic Society*, année 1890, p. 67.

[2] Il y a plusieurs variétés de mauvaises sapèques : il y a le « Sha-tsz-tsz » qui contient une grande proportion de sable ; le « Ngo-yen » qui est une pièce très petite avec un trou très large; elle ne doit pas être confondue avec une monnaie ancienne qui porte le même nom. On trouve encore le « Sm-ts'ien » et le « Lu-cheu-Kw'an » qui sont les noms des localités où ces mauvaises pièces sont généralement fabriquées. A Nankin il y a aussi une variété de petites sapèques connues sous le nom de « Hung-ts'ien » ; elles sont composées de cuivre rouge ; bien qu'elles ne soient pas bonnes, elles sont acceptées au pair avec les grandes sapèques à cause de la qualité du cuivre qu'elles contiennent; on doit trouver dans chaque string cinq sapèques de cette variété — (*Journal of the China branch of the Royal Asiatic Society*, année 1890, p. 67).

Digitized by Google

A Shanghaï, il fallait 1.120 sapèques pour représenter un tael le 31 décembre 1898, alors qu'en 1889, 1.380 sapèques étaient nécessaires.

Le cours des sapèques est fixé à Shanghai chaque jour en relation avec le tael; il est fixé aussi en relation avec le dollar[1].

Ce qui ressort des chiffres[2] que nous venons de donner, c'est une appréciation du cuivre par rapport à l'argent. Cette appréciation croît chaque année. C'est dans le Yangtsu central qu'elle se fait le plus vivement sentir d'après M. Jameson. L'émission de pièces de 10 sapèques par les Monnaies locales n'apporte aucun arrêt à cette appréciation. Le pouvoir d'achat de l'argent par rapport au cuivre décroît en 1903 de 6 0/0 à I'Tchang, de 4 0/0 à Han-Koou, de 6 0/0 à Tchin-Kiang[3]; cette raréfaction de la monnaie de cuivre qui sert aux transactions journalières a les conséquences les plus fâcheuses ; elle amène plus qu'une gêne, elle réduit le peuple à la misère, la disette des sapèques est aussi à craindre que celle du riz.

Les causes de cette appréciation de la monnaie de cuivre sont nombreuses; les principales semblent être les suivantes : 1° la ruine de l'industrie extractive du Yun-nan; il est vrai que les importations de cuivre étranger ont vite suppléé à l'arrêt de la production indigène; 2° le haut prix du cuivre métal; 3° la présence de nombreuses petites sapèques ou de sapèques contrefaites, de sorte que, suivant la loi de Gresham, les mauvaises chassent les bonnes; 4° les décrets des mandarins, qui, pour maintenir les sapèques dans leurs districts, interdisaient l'exportation des sapèques hors de ces districts; cette interdiction eut pour résultat de donner une prime à la monnaie de cuivre dans les districts voisins où la circulation s'est trouvée réduite.

Cette raréfaction des sapèques ne tarda pas à effrayer la population européenne. En 1899, la Chambre de commerce de

[1] Pour fixer le cours des sapèques par rapport au dollar, on multiplie le nombre des sapèques au tael par la parité entre le dollar et le tael, puis l'on divise le total par 100. Si par exemple la parité entre le dollar et le tael est de 73,95 taels = 100 dollars et que d'autre part 1120 sapèques = 1 tael, on aura :

$$\frac{73{,}95 \times 1120}{100} = 828 \text{ sapèques.}$$

[2] Chiffres recueillis par M. Sculfort, *La circulation monétaire en Chine*, p. 36 et 37.

[3] Diplomatic and consular Report. Report on China for the year 1903 by M. Jameson.

Digitized by Google

Tientsin adressa un mémoire au vice-roi pour attirer son attention sur ce sujet. Ce mémoire mettait en lumière l'insuffisance notoire des sapèques en circulation pour satisfaire aux transactions journalières et réclamait du vice-roi une mesure énergique pour mettre fin à une situation aussi grave. Le commerce d'exportation du port de Tientsin, était-il dit dans ce mémoire, se trouve paralysé par l'appréciation de la monnaie de cuivre qui sert presqu'exclusivement à l'achat des marchandises indigènes. La Chambre de commerce indiquait en outre les mesures qui, selon elle, seraient susceptibles d'apporter un remède à cet état de choses. Elle proposait tout d'abord de rendre « legal tender » le dollar d'argent et ses divisions en monnaie d'argent jusqu'à 10 cents avec le change de 1.000 sapèques pour un dollar; puis, elle émettait l'avis que les perceptions officielles de la province de Chihli acceptassent en paiement des droits et des impôts, le dollar d'argent et ses divisions pour toute somme supérieure à 100 sapèques, enfin, elle réclamait la prohibition complète de la monnaie de cuivre dans les chemins de fer impériaux pour le paiement, soit du transport des voyageurs, soit du transport des marchandises. En d'autres termes, la Chambre de commerce faisait du dollar d'argent le principal intermédiaire des échanges et laissait l'usage du cuivre pour les très petites transactions, en réduisant la monnaie de cuivre à ce rôle inférieur, elle pensait apporter un remède suffisant à la raréfaction [1].

II. — LA CIRCULATION ARGENT.

a) *Le tael et le sycée.*

Le tael est une monnaie de compte qui suppose un certain poids d'argent appelé sycée. Le « sycée » [2] est un lingot d'argent ayant la forme de certains souliers chinois (dénommé en anglais pour cette raison « silver shoe »). — Le « tael » n'est pas une monnaie émise par le Gouvernement, n'a pas sa valeur garantie par une autorité légale et cependant il est l'étalon de valeur

[1] *Économiste européen*, année 1899, semestre, p. 672.

[2] Les Chinois appellent le sycée « Si-seu », c'est-à-dire argent fin. Si-seu dans le dialecte de Canton vient de Sai-si, qui veut dire soie et signifie argent si pur qu'on peut en tirer des fils de soie.

Digitized by Google

dans toutes les transactions monétaires. Le tael[1], qui n'est que le signe par lequel on exprime la valeur des sycée ou lingots d'argent, n'a pas partout la même valeur. Chaque ville a son tael, et souvent la même ville possède plusieurs taels; ces variations de valeur causent de grandes perturbations dans les règlements de cité à cité et de province à province. Tientsin offre un exemple curieux de variétés de taels, dans cette ville on n'en trouve pas moins de neuf : le tael commercial ou Hang-Ping tael, le tael des douanes maritimes impériales, le tael des douanes locales, le tael de Canton, le tael officiel local, le tael de la gabelle, le tael du dépôt de la défense des côtes du nord de la Chine, le tael du Gouvernement de Shantung, le tael du ministère des Finances. Si nous comparons ces huit derniers taels au tael commercial nous avons le tableau suivant[2] :

100 taels	des douanes maritimes impériales.	=	103,40	Hang-Ping tael.
—	des douanes locales.....	=	102,80	—
—	de Canton.....	=	104,38	—
—	officiel local.....	=	103,34	—
—	de la gabelle.....	=	103,20	—
—	du dépôt de la défense des côtes.	=	103,22	—
—	du Gouvernement de Shantung.	=	103,44	—
—	du ministère des Finances.....	=	103,36	—

Mais les complications ne s'arrêtent pas là, on a faussé la valeur du tael des douanes maritimes impériales, on lui a attribué une valeur correspondant à 104,38 Hang-Ping taels, puis l'on a convenu d'une différence de 0,62, de façon à faire payer 105 taels aux étrangers pour 100 taels de droits à acquitter. Quant aux

[1] La division nominale du tael est la suivante :
1 tael = 10 mace.
1 mace = 10 candarin fen.
1 fen = 10 li.
1 li = 10 hao.
1 hao = 10 sen.
1 sen = 10 hou.
Le mot tael vient de l'hindoustani « tola » et signifie once. Le mot mace vient de l'hindoustani « mascha » et du malais « mas ». Le mot candarin vient du malais « Kondrin ». On emploie généralement la dénomination cash pour li; ce mot vient du portugais caisca qui signifie monnaie (Tillot et Emil S-Fisher, *op. cit.*, p. 8 et 9).

[2] M. Tillot et S-Fisher, *op. cit.*, p. 10.

Digitized by Google

indigènes ils doivent donner 106,05 Hang-Ping taels, pour 100 taels de droits à verser. Cette différence de 0,62 sert, paraît-il, à dédommager les banques des frais de la perception. Toutefois il arrive que les commerçants refusent énergiquement de régler les droits d'après ce tael; dans ce cas ils les acquittent d'après le Canton tael[1].

On emploie surtout deux sortes de taels, le tael de Shanghai et le tael de Canton, ces deux ports étant ceux qui font le commerce le plus important avec l'étranger; le tael de Canton est presque officiel, en ce sens qu'il est presque toujours cité dans les traités avec les puissances étrangères.

D'après les traités franco-chinois et anglo-chinois de novembre 1858, le tael Canton doit avoir un poids de 37 gr. 783 ou 1,215 oz troy, ou 583,20 grains, ou 24-30 penny weights. Ces proportions ont été établies d'après la convention conclue à Canton en 1770 entre les subrécargues de l'ancienne East India Company et les négociants chinois privilégiés qui avaient le monopole du commerce avec les étrangers[2].

Les traités de 1858 avaient stipulé que, dans chacun des ports ouverts, le directeur de la douane devait avoir pour lui-même et remettre aux consulats français et anglais des balances légales pour les marchandises et pour l'argent, et devait aussi avoir des poids et mesures absolument semblables à ceux employés à la douane de Canton; ces poids et mesures devaient être revêtus d'une estampille constatant cette uniformité.

Les clauses de ces traités ne furent pas observées et le tael Canton qui devait peser 37 gr. 783 ne pèse en réalité que 37 gr. 58, ne représente que 1,208 oz troy ou 579,84 grains.

100 taels de Canton valent 102 1/2 taels de Shanghai, c'est-à-dire que le tael de Shanghai pèse 36 gr. 58. Si nous comparons ces deux taels au tael de la douane ou tael Haikwan, nous avons : 100 Haikwan taels, 111,40 Shanghai taels et 100 Canton taels, = 98 Haikwan taels. Le tael Haikwan est celui qui sert aux règlements des droits d'importation et d'exportation. Généralement, on compare dans les ouvrages les valeurs des différents

[1] A Chefoo les marchands acquittent les droits sur le pied de 104,40 t'sao ping taels = 100 Haikwan taels, alors que l'équivalence admise sur cette place entre le Haikwan tael et le t'sao ping tael est de 106,40 t'sao-ping taels = 100 Haikwan taels.

[2] Tillot et Emil S.-Fisher, *op. cit.*, p. 7 et 8.

Digitized by Google

taels par rapport au tael Haikwan, cet usage est critiquable car le Haikwan tael sert uniquement au paiement des droits de douane, tandis que le Shanghai tael ou Chauping tael est employé dans toutes les transactions. En outre, c'est au Shanghai tael que sont comparées les différentes monnaies européennes, tandis que la relation du Haikwan tael avec ces monnaies n'est établie que d'une façon arbitraire par l'Administration de la douane, qui prend pour base d'évaluation la moyenne des taux du mois précédent et tient compte des tendances à la hausse ou à la baisse du marché de l'argent.

Le tableau[1] suivant indique la valeur de différents taels par rapport au dollar.

	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.	1902.	1903.	An 1er janvier 1904.
Amoy.....	— 76,7	— 68,5	— 71,0	— 69,1	— 75,7	— 66,9	— 58,4	— 68,6
Canton.....	— 76,5	— 68,3	— 70,8	— 68,9	— 75,5	— 66,7	— 58,2	— 68,4
Chefou.....	— 73,3	— 65,5	— 67,9	— 66,1	— 72,4	— 62,9	— 55,8	— 65,6
Chinkiang. ..	— 74 9	— 66,9	— 69,3	— 67,5	— 74,0	— 65,3	— 57,0	— 67,0
Fou-Tcheou..	— 70,9	— 63,4	— 65,6	— 64,0	— 70,1	— 61,8	— 54,0	— 63,5
Haikwan.....	— 78,0	— 69,7	— 72,2	— 70,3	— 77,1	— 68,0	— 59,4	— 69,8
Hankow	— 71,7	— 64,1	— 66,4	— 64,7	— 70,9	— 62,6	— 54,6	.....
Niou-Tchouan	— 71,9	— 64,3	— 66,5	— 64,8	— 71,0	— 62,7	— 54,8	.....
Ningpo.....	— 73,7	— 65,9	— 68,2	— 66,5	— 72,8	— 64,3	— 56,1	— 66,0
Shanghai.....	— 70,0	— 62,6	— 64,8	— 63,1	— 69,2	— 61,1	— 53,3	— 62,7
Swatow.....	— 70,8	— 63,3	— 65,5	— 63,9	— 70,0	— 61,8	— 53,9	.....
Takou.....	— 77,2	— 69,0	— 71,4	— 69,6	— 76,2	— 67,3	— 58,8	.....
Tientsin	— 74,3	— 66,4	— 68,8	— 67,0	— 73,4	— 64,8	— 56,6	.....

Le tableau ci-dessus montre combien le tael varie de valeur suivant les villes et suivant les époques. En outre, chaque ville possède plusieurs taels qui varient suivant les personnes et les marchandises : le Chinois et l'étranger ne se servent pas du même tael, et, pour l'achat d'une paire de sandales, on n'emploie pas le même tael que pour l'acquisition de tabac, ou de riz.

D'ailleurs les renseignements feraient défaut pour dresser une liste complète des taels usités en Chine avec leurs différentes valeurs.

[1] Monthly summary of commerce and finance of the United States january 1904, p. 2334 — Voir aussi Annual report of the Director of the Mint 1900, qui donne la valeur des taels des ports à traité par rapport au Haikwan tael.

Digitized by Google

Cependant une enquête faite en 1889 par le « Council of the China branch of the Royal Asiatic Society » donne à cet égard des renseignements assez précis. Nous nous bornerons à puiser dans cette enquête quelques renseignements intéressants sur les taels dans certaines villes importantes[1].

A Nankin, il y a trois sortes de taels, le « K'u-p'ing » connu aussi sous le nom de « Süeh-hwayin », le « T'sao-p'ing » appelé « wan yin » et le « siang-p'ing » ou « Ti-ch'ao yin ». Le T'sao p'ing est le tael le plus communément usité à Nankin, il sert d'étalon. La valeur des deux autres taels par rapport à celui-ci est la suivante : 100 K'u-p'ing taels = 102 T'sao-p'ing et 100 Siang-p'ing = 98 T'sao-p'ing. Le Siang-p'ing sert à payer les soldats ; les prix décernés aux étudiants, aux examens semi-mensuels, sont comptés d'après ce dernier tael alors qu'ils sont supposés l'être d'après le K'u-p'ing tael, ce sont les petits profits des fonctionnaires subalternes[2].

De même, à Fou-Tcheou[3], le Hsiang-p'ing tael n'est employé que pour payer la solde des soldats. Dans cette province, l'on se sert d'un tael spécial ; pour les ventes de terres, c'est le Wên-kwang, il a une valeur fixe équivalente à 800 grandes sapèques ; la création de ce tael a eu lieu dans le but d'éviter les fluctuations de la valeur de l'argent. Cette méthode est aussi suivie dans la province de Hsin-hui[4] ; les ventes de terres et de maisons ont lieu suivant un tael idéal ayant 1.000 de fin. Dans d'autres provinces, il y a pour certaines catégories de dépenses des taels spéciaux qui ont aussi une valeur déterminée : c'est ainsi qu'à Nankin, le Hang-Yin tael sert uniquement au paiement des frais des maria-

[1] C'est en janvier 1889 que le « Council of the China branch of the Royal Asiatic Society » fit une enquête. Les points sur lesquels portait cette enquête étaient les suivants : différentes sortes de taels employées dans chaque district ; le poids et la forme de chaque tael, la relation de chaque tael local avec le Ku-ping tael et le dollar mexicain, la relation de la sapèque avec le tael local et le dollar mexicain, les diverses sapèques employées dans chaque district. Les renseignements recueillis furent peu nombreux, souvent incomplets ; ce sont cependant les plus précis que nous ayons rencontrés sur cette matière.

[2] Le K'u-p'ing pèse 37 gr. 25, le T'sao-p'ing 36 gr. 52 — Renseignements communiqués par le Rev. E.-J. Williams, *Journal of the China branch of the Royal Asiatic Society*, p. 65-66.

[3] Renseignements communiqués par M. E.-H. Parker, *id.*, p. 70.

[4] Renseignements communiqués par le Rev. Bone, *id.*, p. 71.

Digitized by Google

ges et funérailles de certaines personnes; sa valeur est fixée à 700 sapèques.

Comment est fabriqué le sycée ? L'argent en barres est expédié d'Europe, surtout de Londres et d'Amérique. Ces barres ont une forme rectangulaire et pèsent de 50 à 100 kilos, au titre de 996 ou 998 millièmes. Ce sont les banques étrangères qui font l'importation de ces lingots d'argent, elles les revendent ensuite aux fondeurs chinois. Ces achats se font sur la base du Canton tael, correspondant à l'once anglaise, et d'après la parité cotée chaque jour entre ce tael et celui de Shanghai. On a 111,60 Shanghai taels = 100 taels poids Canton (0,998 de fin); mais, dans la pratique, on n'admet que 111,15 Shanghai taels, et même que 111 pour 100 taels poids Canton.

On ne peut pas importer des barres inférieures à 0,995 de fin, car, au-dessous, elles subiraient une dépréciation beaucoup plus forte que celle résultant de la faiblesse du titre. Par contre, il ne faut pas non plus importer des barres supérieures à 0,998 de fin; les Chinois ne les paieraient pas un prix plus élevé, ce titre étant à leurs yeux le titre maximum de pureté de l'argent; pour eux, 1.000 de fin est quelque chose d'idéal, ils n'admettent pas l'argent pur.

Les fonderies chinoises sont excessivement primitives; dans la cour de la maison, il y a des fours en briques adossés le long du mur; au milieu de la cour, un socle bas en fer, un grand brasero, un panier contenant la provision de charbon et deux baquets pleins d'eau. Un ouvrier commence par faire rougir la barre d'argent qu'il maintient d'une main avec une pince grossière au-dessus du feu ; de l'autre main, il tient une hache qu'il applique sur la barre; quand celle-ci est rouge, d'autres ouvriers frappent sur la tête de la hache, et la barre d'argent se fend successivement en plusieurs parties. Chaque partie doit être équivalente à 50 taels poids. Cette fragmentation de la barre est faite absolument au jugé. Les lingots ainsi obtenus sont précipités dans un baquet d'eau. Les lingots refroidis sont ensuite placés dans une cuve en terre réfractaire. Pendant la fusion, l'ouvrier jette de la grenaille de cuivre, de façon à ramener le titre le plus près possible de celui de Shanghai, il estime à vue d'œil la quantité de cuivre à jeter. Il lance aussi de temps en temps,

Digitized by Google

dans le métal en fusion, du salpêtre et du sable mélangé de terre[1].

Quand la fusion est terminée, l'ouvrier inscrit sur la face intérieure du lingot, le nom de la fonderie, auquel il ajoute quelquefois le nom de la ville et la date; le poids et le titre du lingot sont aussi indiqués. Les lingots sont contrôlés alors par un fonctionnaire appelé « Kung Kou » qui n'est pas nommé par le Gouvernement, mais est choisi par les banquiers chinois et les changeurs. Quand le Kung Kou est satisfait, il écrit sur chaque lingot à l'encre noire et en grands caractères chinois, son poids et son titre. Si le titre est plus fin que celui de Shanghai, on poinçonne à la main le lingot et la marque qui y est ainsi appliquée indique la majoration de valeur ou prime qu'il faut ajouter au poids inscrit, tout lingot au-dessous du titre est refusé. Le « Sycée » est prêt alors à entrer en circulation. Le Kung Kou prélève une légère redevance sur chaque lingot qu'il inspecte. Afin d'éviter d'une façon plus efficace les fraudes, non seulement les fondeurs et les inspecteurs sont responsables sur leur tête du poids et de la pureté du sycée, mais encore leurs héritiers peuvent être recherchés et punis de mort à toute époque.

Quel est le degré de finesse d'un sycée? Il est assez difficile de le dire et on ne peut l'établir que par les faits. Avant la suppression de la frappe aux Indes, ce pays importait de Chine des quantités considérables de sycées qui étaient transformés en roupies; et il fut constaté à cette époque que 1.000 taels Shanghai courant correspondaient à 916,66 chauping taels poids d'argent fin. Par une coïncidence curieuse, ce titre était justement celui de l'étalon en usage aux Indes. Ce titre de 916,66 est le standard accepté par les banquiers étrangers pour le Shanghai tael courant, c'est-à-dire que si le Shanghai tael existait comme monnaie, il contiendrait 916,66 parties d'argent pur pour 1.000; il y a cependant une difficulté d'accepter 916,66 comme le standard sur lequel les Chinois établissent leur système de prime. Il est nécessaire, en effet, d'écarter la coutume du 2 0/0 qui fait que le standard sur lequel les Chinois calculent les primes est de 935,37. En

[1] M. Tillot et Emil S-Fisher, *Notes sur la Monnaie et les métaux précieux en Chine*, p. 15.

Digitized by Google

se basant sur ce standard, et en considérant que la plus haute prime que puisse avoir un lingot d'après les Chinois est de 6 0/0, nous trouvons que le maximum de finesse du sycée de Shanghai est de 991,50. Les Chinois n'admettant pas l'argent fin, il est possible que la prime de 6 0/0 corresponde à l'argent le plus fin qu'ils conçoivent. Pour avoir l'argent fin, il faudrait une prime de près de 6,91 0/0. Il est probable qu'à l'origine le standard du sycée devait être 943,396. Bien qu'il soit supérieur au standard actuel, on peut croire que c'est sur lui qu'était basé le Shanghai tael. Si la coutume de 2 0/0 n'existait pas originairement et n'a été introduite que lorsque le standard a été de 943,396, la valeur du tael aurait été réduite à 924,528. Or, il est fort possible que les « squeeze » successifs aient graduellement amené le standard à 935,374; et, qu'alors, la réduction de 2 0/0 fut faite, abaissant la valeur du Shanghai tael courant à 916,66 qui est le standard actuel, sans toucher au système de prime qui se calcule d'après le standard de 935,374 [1].

M. Morrison indique la méthode employée pour arriver à connaître la valeur du sycée [2], on prend tout d'abord le poids du sycée en chauping taels, on y ajoute la prime du lingot qui est inscrite sur celui-ci par le Kung Kou, on divise alors la somme du poids et de la prime par 98, le quotient est le Shanghai tael courant. Prenons, par exemple, 60 sycées pesant 2.992,57 chauping taels. La prime moyenne par lingot est de 2,707 taels ou 5,43 0/0; nous avons donc 2.992,57 + 192,45 = 3.185,02, divisons ce total par 98 et nous obtenons le Shanghai tael courant.

Différentes explications ont été données pour expliquer cette coutume qui veut que 100 taels Shanghai = 98. On a dit que cette dépréciation de 2 0/0 représentait les honoraires du Kung Kou et les profits des fondeurs. On a dit aussi que cette vieille coutume n'existait pas anciennement, qu'elle n'était que le résultat d'un acte arbitraire d'un vice-roi besogneux qui désirait remplir ses coffres.

b) *Le dollar.*

Le sycée, étant donnés son poids et sa forme, circule peu; il constitue la réserve des banques qui l'utilisent pour solder

[1] M. Tillot et Emil S-Fisher, *op. cit.*, p. 18 et 19.

[2] Thomas R. Jernigan, Banking, Currency and Land Tenure in the Chinese empire, p. 553. Extrait de : A History of Banking in all leading nations.

Digitized by Google

leurs compensations. La circulation courante se fait au moyen de piastres et de dollars. C'est au XVIe siècle que ces pièces furent introduites en Chine par les commerçants espagnols. La piastre espagnole était une pièce à l'effigie de Charles d'Espagne, ce qui lui fit donner le nom de Carolus, on l'appelait aussi quelquefois piastre à colonne. Le poids du Carolus est de 413,76 grains troy, et son titre de 896. Cette piastre a à peu près disparu de la circulation, grâce à la mesure prise par le Gouvernement espagnol qui décidait de la rembourser au prix de 5 pesetas[1]. Elle a été pendant longtemps préférée au dollar mexicain dans plusieurs provinces de la Chine; c'est ainsi qu'en 1889, le Rev. E. Williams, répondant à l'enquête faite par le « Council of the China branch of the Royal Asiatic Society » disait qu'au nord de Nankin, dans l'intérieur de la province, il était fort difficile d'utiliser le dollar mexicain, que le dollar espagnol était seul en faveur. A Nankin, la valeur du dollar espagnol, par rapport au dollar mexicain était de 8 à 10, 8 dollars espagnols valaient 10 dollars mexicains; il s'échangeait à cette époque pour 1.200 à 1.300 cash[2].

Le dollar le plus répandu en Chine est le dollar mexicain. L'importation de ces dollars vient surtout de Londres. Les Chinois examinent avec le plus grand soin les dollars qui leur sont donnés en paiement. Ils apprécient la qualité du dollar à la couleur, au son, au toucher. Naturellement ces appréciations varient beaucoup d'une personne à une autre et tel dollar qui est accepté par un « shroff » est refusé par l'autre. Le dollar mexicain, quand il est neuf, pèse 417,5 à 417,75 grains, soit 27 gr. 05 à 27 gr. 07, son titre est de 0,902.

Pour éviter les contrefaçons, les banquiers du sud de la Chine et particulièrement ceux de Canton, ont l'habitude de poinçonner les pièces qu'ils ont vérifiées. Les dollars ainsi poinçonnés sont connus sous le nom de « chopped dollars ». Ces opérations, se renouvelant souvent, abîment la pièce; quand celle-ci est trop détériorée, on ne la prend plus qu'au poids; cette coutume tend à disparaître.

A Shanghai, les transactions importantes se règlent généra-

[1] M. Tillot et Emil S-Fisher, *op. cit.*, p. 25.
[2] *Journal of the China branch of the Royal Asiatic Society*, année 1890, p. 69.

Digitized by Google

lement en taels; cependant les achats de coton et de soie dans les districts séricicoles se règlent aussi en dollars.

Le dollar se divise en 100 cents, ou encore en 10 ko ou hao de 10 fen chaque, soit 10 pièces de 10 cents chaque; mais il n'existe pas de pièces divisionnaires du dollar mexicain. Les pièces de 50, 20, 10, 5 cents en usage sont un peu de toutes les provenances; il y en a qui viennent de la Monnaie de Canton, des Monnaies de Fou-Kien ou de Hou-pé et d'autres qui proviennent de Hong-Kong et du Japon.

Les États-Unis essayèrent de faire concurrence au dollar mexicain en envoyant en Chine des « trade dollars ». Les dollars américains ordinaires n'avaient jamais été bien reçus en Chine, ils étaient inférieurs en poids à la piastre mexicaine. Les « trade dollars » pesaient un peu plus que la piastre mexicaine[1], ils ne furent cependant pas bien accueillis des Chinois; la tentative échoua complètement. La disparition des trade dollars de la Chine fut activée par ce fait que les États-Unis en décidèrent, en 1887, le remboursement en or[2].

On trouve encore en Chine le yen d'argent japonais, la piastre indo-chinoise et le british dollar frappé à Bombay. Ces pièces sont reçues dans certaines provinces. Le yen japonais est préféré au dollar mexicain à Swatow[3]; la piastre indo-chinoise est la monnaie la plus usitée dans le Yunnan.

Enfin, en Mandchourie, avant la guerre, c'était le rouble russe qui régnait en maître; il avait petit à petit chassé le dollar. Le rouble est, comme on le sait, une monnaie d'or valant 2 fr. 67; les pièces frappées sont de 5 à 10 roubles. Le rouble est quelquefois représenté par une pièce d'argent, mais, le plus souvent, par un billet de banque. Il est curieux de noter que les Chinois avaient très bien accueilli le rouble représentant une valeur fixe en or et avaient reconnu les avantages d'une monnaie à valeur fixe sur le dollar, monnaie d'argent variant de valeur suivant les fluctuations du métal argent. C'est là un argument précieux, pour ceux qui pensent que l'introduction de l'étalon d'or

[1] Le trade dollar pesait 420 grains ou 27 grammes 29, son titre était de 900 /1000.

[2] Quarterly Journal of Economics, May 1904. A Pratt Andrew « the end of the Mexican dollar.

[3] Renseignements donnés par M. Gibson, Journal of the China branch of the Royal Asiatic Society.

Digitized by Google

en Chine n'est pas irréalisable. Ajoutons que, depuis les défaites russes, le dollar est la seule monnaie acceptée en Mandchourie, et que le rouble est tombé en complète défaveur. Ce revirement montre combien le caractère chinois est plein de défiance et ennemi de la nouveauté; il faut bien dire aussi que les banquiers chinois, qui profitent tant de l'état chaotique monétaire de la Chine, sont pour quelque chose dans ce changement et ont manœuvré pour faire quelques fructueuses opérations de change[1].

D'autres dollars circulent en Chine : ce sont les dollars au dragon. Ces pièces ont été frappées à la Monnaie de Canton qui fut ouverte en 1890. Le poids du dollar au dragon qui devait peser tout d'abord 27,27 grammes au titre de 900/1000 fut abaissé à 26,9 grammes. Les dollars ne furent pas à l'origine bien accueillis par les Chinois et la frappe en fut rapidement suspendue. L'émission de ces dollars s'était élevée à 43.000 pièces de 1 dollar; en outre des pièces divisionnaires de 50, 20, 10 cents avaient été mises en circulation pour une somme dépassant plus de deux millions et demi de dollars. Dans ces dernières années, cette Monnaie fit d'autres émissions qui semblent avoir été mieux accueillies[2]. En 1897 une tentative analogue avait été faite à Ou-tchang qui n'eut pas plus de succès.

D'autres dollars sont actuellement frappés à Nankin, Tchoun-King, Tientsin, Foutcheou, Moukden, Kirin, Han-Koou; il y eut aussi dans ces villes des émissions de pièces divisionnaires. Mais le poids et la finesse de ces pièces étant bien inférieurs au poids et à la finesse de celles frappées à Canton et à Ou-tchang, les commerçants refusent de les prendre au pair avec ces dernières et bien souvent ne veulent pas les accepter tant la frappe en est défectueuse[3]. Les provinces de Sé-Tchouen, Chan-Toung, Chan-Si, Hou-pé ont aussi leurs dollars de poids et de titre bien

[1] Ludovic Naudeau, *Le Chapitre monétaire*, articles parus dans le *Journal*, 20 et 21 février 1905.

[2] En 1901, la Monnaie de Canton a frappé 456.000 dollars, 38.500.000 pièces de 25 cents d'argent et 29.000.000 de pièces de 11 cents de cuivre. Ces pièces circulent communément dans le Kouang-Toung (*The statesman's year book*, 1904, p. 528).

[3] *Économiste européen*, année 1899, 2e semestre, p. 196. *Commercial China*, *in* 1899, p. 1667. Parmi les Monnaies provinciales ayant frappé des dollars en 1900, deux seulement, celles de Kouang-Toung et de Hou-pé ont maintenu un degré convenable de finesse; ces pièces circulent dans la région du Yangtsé (Report on the introduction of the gold-exchange standard into China, p. 245).

Digitized by Google

différents. Tous ces dollars se nuisent les uns aux autres et c'est cette diversité qui est la cause principale des échecs de toutes ces tentatives. Il faut ajouter que les Chinois ne montrent aucun empressement à accepter ces pièces parce qu'ils n'ont aucune confiance dans la probité des fonctionnaires des Monnaies provinciales; cette méfiance est assez légitime, car les sapèques ont été l'objet de nombreuses falsifications qui autorisent les Chinois à penser que les pièces d'argent donnent lieu à des fraudes équivalentes.

Un décret impérial[1] chargea en avril 1903 les princes Ching et Chü-Huang-Chi d'agir d'accord avec le ministère des revenus pour l'établissement d'un Hôtel des Monnaies à Pékin qui frapperait une monnaie uniforme pour l'Empire. Cet établissement remplacerait les nombreuses monnaies provinciales; les pièces frappées à Pékin seraient reçues en paiement des droits de douane. Cet édit n'a pas encore reçu d'exécution, peut-être donnera-t-on suite à ce projet si l'étalon d'or n'est pas adopté, car une réforme monétaire est absolument indispensable en Chine.

En résumé, le dollar mexicain est celui qui est le plus usité; ce n'est que depuis très peu de temps que le british dollar de Bombay et la piastre indo-chinoise commencent à le concurrencer sérieusement. A Shanghai, où il était encore récemment le seul accepté, il y a une bourse chinoise pour les dollars où l'on établit quatre fois par jour la parité du dollar avec le tael. Cette parité est fixée la première fois d'après l'offre et la demande; elle est très variable, elle tend à s'élever à l'époque des grandes récoltes de thé et des achats de soie, les dollars se raréfiant à Shanghai par suite des paiements faits dans les provinces de l'intérieur.

III. — EFFETS DE LA BAISSE DE L'ARGENT SUR LE CHANGE.

La baisse de l'argent a des effets regrettables sur le change des pays à étalon argent avec les pays à étalon or. Toutes les fluctuations du métal argent ont leur répercussion sur le change; celui-ci suit les capricieuses variations du prix de l'argent sur les marchés anglais et américains, accompagne ses mouvements brusques de hausse et de baisse qu'il est impossible de prévoir.

[1] *Économiste européen*, année 1903, 1er semestre, p. 766.

Digitized by Google

Cette incertitude du change cause le plus grave préjudice au commerce des pays à monnaie d'argent avec ceux à monnaie d'or. Le commerçant ne sait jamais, avec ces brusques différences du taux du change, si le marché qu'il conclut sera pour lui la source d'un bénéfice considérable ou d'une perte importante; toute transaction devient, de ce fait, une opération de jeu, avec tous les aléas qu'elle comporte.

Le change du tael en francs a pour régulateur le prix du métal argent en barres sur le marché de Londres; à toute hausse ou toute baisse du métal argent correspond une hausse ou une baisse du taux du Shanghai tael; lorsque le prix du métal argent se maintient ferme, le taux du Shanghai tael se stabilise. Le tableau que nous donnons ci-dessous contient le prix moyen de l'argent en barres sur le marché de Londres et le taux moyen du Shanghai tael pour chaque semestre; ce tableau nous montre combien le prix de l'argent et le taux du Shanghai tael sont liés l'un à l'autre.

Taux moyen du change du tael comparé avec le prix moyen de l'argent en barres sur le marché de Londres[1].

ANNÉE 1896.	TAEL.	ARGENT.	ANNÉE 1901.	TAEL.	ARGENT.
	Francs	Pence.		Francs.	Pence.
1er semestre.....	3,94	31	1er semestre.....	3,44	27 13/16
2e semestre.....	3,82	30 9/16	2e semestre.....	3,26	26 13/16
ANNÉE 1897.			ANNÉE 1902.		
1er semestre.....	3,64	28 11/16	1er semestre.....	3,01	24 3/4
2e semestre.....	3,33	26 1/4	2e semestre.....	2,87	23 7/16
ANNÉE 1898.			ANNÉE 1903.		
1er semestre.....	3,30	26 3/16	1er semestre.....	2,80	23 1/8
2e semestre.....	3,48	27 5/8	2e semestre	3,13	26 7/16
ANNÉE 1899.			ANNÉE 1904.		
1er semestre.....	3,52	27 11/16	1er semestre.....	3,18	25 7/8
2e semestre.....	3,55	27 3/16	2e semestre.....	3,25	26 5/8
ANNÉE 1900.			ANNÉE 1905		
1er semestre.....	3,56	27 1/8	(cinq		
2e semestre.....	3,71	29	premiers mois).....	3,34	27 1/8

[1] Les chiffres de ce tableau ont été établis d'après l'*Économiste européen*, qui publie chaque semaine le taux du change du tael et le prix de l'argent en barres sur le marché de Londres. La valeur du Shanghai tael au pair en francs est 7 fr. 47.

Digitized by Google

Si l'on dressait un tableau des variations journalières du taux du Shanghai tael et du prix de l'argent en barres, on verrait que les variations de ces deux éléments sont dirigées dans le même sens. C'est ainsi que lorsque le marché de l'argent est ferme, le taux du change du tael se stabilise [1]. De même, lorsque le prix de l'argent baisse tout à coup pour remonter ensuite, le taux du change du tael accuse les mêmes brusques variations. Mais il faut noter que les variations entre les deux éléments ne sont pas proportionnelles. En effet, lorsque le métal argent remonte à d'anciens cours, le taux du Shanghai tael s'élève, mais n'atteint pas la valeur correspondante à ces anciens cours. Prenons, par exemple, le cours de l'argent en barres le 7 décembre 1904 qui est de 27 p. 1/2, nous voyons que le taux du change du Shanghai tael correspondant est 3 fr. 37; reportons-nous en 1900; si nous recherchons quel est le taux du change correspondant à ce prix de 27 p. 1/2, nous notons qu'il est de 3 fr. 54 le 1er mars, de 3 fr. 56 le 8 mars, le 5 avril, les 3, 10 et 17 mai; il est à ce même chiffre les 19 et 26 janvier et le 2 février de l'année 1899, il atteint 3 fr. 45 le 18 août de l'année 1898; c'est là un fait que l'on peut constater pour tous les prix et les taux du change : à un prix donné du métal argent ne correspond pas un taux uniforme du change, et s'il arrive à l'argent de remonter à des cours élevés, le taux du change ne le suit pas proportionnellement dans sa marche ascendante [2].

Le prix de l'argent en barres n'est donc pas le seul régulateur du taux du change; celui-ci a subi une baisse qui est indépendante de la dépréciation du métal argent. La cause de ce phénomène réside dans l'augmentation plus considérable des importations par rapport aux exportations; la Chine devient de plus en plus, depuis quelques années, une nation importatrice. Cette balance du commerce défavorable à la Chine agit d'une manière bienfaisante sur le change en empêchant celui-ci de

[1] On peut le constater notamment en mars, mai, juin, juillet 1896; en janvier, février, avril, mai 1897, en juillet, novembre 1898, en janvier, mars, mai, juillet, août, septembre, décembre 1899, en mars, avril, mai, novembre, décembre 1900, en juin, septembre 1901, en janvier, juillet, août 1902, en juillet 1904.

[2] C'est ainsi que l'argent étant à 28 p. 1/2 le 28 décembre 1904, le taux du change du tael était de 3 fr. 41, tandis que l'argent étant au même prix le 17 mars 1897, le taux du change du tael était de 3 fr. 60.

Digitized by Google

suivre trop docilement les écarts brusques et chaque année plus accentués des prix du métal argent, ainsi que le montrent les chiffres suivants :

	1898	1899	1900	1901	1902	1903
Prix le plus élevé.....	28 5/16	28 7/8	30 3/16	29 9/16	26 1/8	28 1/2
Prix le plus bas.....	25	26 5/8	27	24 15/16	21 11/16	21 3/4
Écart.....	10,6 0/0	7,7 0/0	10,5 0/0	15,6 0/0	16,9 0/0	23,7 0/0

La baisse du change a pour effet de favoriser les exportations et d'imposer une barrière aux importations, si toutefois les prix des marchandises sur le marché du pays à monnaie dépréciée n'ont pas varié et si les salaires n'ont pas augmenté. Ce phénomène économique s'est-il produit en Chine où le taux du change du tael n'a cessé de suivre les fluctuations du métal argent? Nous rechercherons plus loin si les deux conditions indispensables pour que la loi que nous avons énoncée reçoive son application ont été réalisées, pour l'instant nous les supposons remplies.

Il est bien vrai que la baisse du change sollicite le producteur indigène à augmenter sa production. Cette augmentation dans la production peut s'obtenir soit par un perfectionnement de l'outillage industriel, soit par des procédés de culture plus scientifiques, soit par la création d'usines nouvelles, soit par la mise en exploitation de terres en friche ; le producteur indigène facilite encore l'exportation de ses produits en en améliorant la qualité. Or, en Chine, il n'y a pas eu d'efforts pour améliorer soit la production industrielle, soit la production agricole. Le Chinois est essentiellement conservateur, il est l'ennemi de toute nouveauté. Il n'y a eu progrès industriel que dans les ports ouverts ; à l'intérieur de l'Empire du Milieu les anciens procédés de fabrication sont religieusement observés. Prenons par exemple la soie qui représente 37 0/0 du total des exportations chinoises ; la Mission lyonnaise constatait en 1897 que les Chinois n'avaient jamais cherché à améliorer leur matériel dans cette branche d'industrie. Si, maintenant, nous prenons le thé qui est

Digitized by Google

avec la soie le principal article d'exportation, nous constaterons que pour cette marchandise, non seulement il n'y a pas augmentation mais diminution dans l'exportation; on explique ce fait par la concurrence des thés de Ceylan et des Indes au thé chinois sur les marchés anglais et américains. Il faut dire que la préférence des amateurs anglais et américains est justifiée par la qualité très supérieure de ces deux dernières sortes de thé. Le producteur chinois non seulement n'a rien fait pour lutter contre cette concurrence redoutable, mais encore il l'a favorisée en mélangeant à son thé des matières étrangères, et l'acheteur européen, que de tels procédés ont rendu méfiant, a peu à peu retiré sa clientèle au producteur de thé chinois. On peut signaler des procédés analogues pour le tabac; le tabac chinois est excellent et serait susceptible de donner lieu à un commerce d'exportation très développé, mais il est mélangé avec tant de matières étrangères que personne n'en veut plus acheter. Ainsi la baisse du change ne peut pas avoir en Chine pour effet de développer les exportations, le producteur indigène ne cherchant pas à augmenter sa production ni à améliorer la qualité de ses produits.

Le second effet de la baisse ne peut pas davantage se produire. Les importations ne sont paralysées que si le produit étranger rencontre sur le marché indigène des produits similaires et de même qualité; or les Chinois n'ayant jamais cherché à perfectionner leur industrie, les produits étrangers n'ont guère à craindre la concurrence locale, sauf dans les ports ouverts où les perfectionnements industriels modernes ont été introduits. Le sucre nous offre à cet égard un exemple typique.

La Chine est le premier pays qui se soit occupé de la culture de la canne à sucre et de l'extraction du sucre. La naissance de cette industrie remonte à une époque des plus reculées, et la consommation indigène en est très grande; mais les procédés de la fabrication sont restés les mêmes, le sucre obtenu est du sucre brut et surtout du sucre candi qui d'ailleurs est parfait. L'Europe achetait beaucoup de sucre à la Chine; en 1844, l'exportation de cete denrée était évaluée à 300.000 tonnes; aujourd'hui, l'industrie sucrière s'est implantée en Europe avec des procédés de raffinage qui restent totalement inconnus dans l'Empire du Milieu et l'exportation du sucre n'est plus que de

Digitized by Google

7.374.000 francs en 1903. Bien plus, la Chine est devenue, pour cette denrée, tributaire de l'Europe; les importations de sucre se sont élevées en 1903 à 75.556.000 francs. Cet exemple démontre bien qu'un produit étranger peut lutter avec succès en Chine avec un produit indigène, même de qualité supérieure (le sucre candi étant considéré par beaucoup de personnes comme supérieur au sucre européen). L'esprit de routine des Chinois, empêche les effets de la baisse du change de se produire. Il faut de plus, remarquer que la Chine est un pays de consommation autant qu'un pays de production; sa population, extrêmement dense, fait qu'il peut consommer tout ce qu'il produit et même l'on peut dire que la production est insuffisante pour la consommation. Mais le Chinois est extrêmement sobre, il vit de peu. Il peut se faire cependant que les progrès de la civilisation, déracinant l'esprit conservateur, augmentent les besoins de la population, et bien qu'en supposant une production rendue active par les perfectionnements modernes, en admettant que l'étalon argent subsiste dans cet état supérieur, la baisse du change (si elle existait) n'entraverait que légèrement les importations, car la Chine n'aurait pas assez de ses produits pour sa consommation. Le péril jaune économique[1], que ceux qui le prophétisent montrent sous la forme d'une Chine laborieuse, fabriquant à vil prix, au moyen de machines modernes importées par les races blanches, des produits identiques aux produits occidentaux qui viendraient concurrencer ces derniers sur les marchés d'Europe, est absolument contraire à la réalité des faits[2].

D'après ce qui vient d'être dit, il n'y a pas lieu de s'étonner, en constatant, lorsqu'on regarde le tableau du commerce extérieur de la Chine, de 1886 à 1904, un excédent constant des importations sur les exportations[3].

[1] E. Théry, *Le Péril Jaune*, p. 307-308.

[2] Ed. Clavery, *Développement du débouché offert par la Chine aux articles de production européenne*, *Monde Économique*, 22 avril 1905. — *Les articles étrangers en Chine*, *Monde Économique*, 13 mai 1905.

[3] En 1904 les importations s'élèvent à 340.060.000 taels, les exportations à 239.487.000 taels (*Économiste français*, 20 mai 1905). Les chiffres de ce tableau sont pris jusqu'en 1903 dans le rapport de M. Gérald.

Digitized by Google

ANNÉES.	IMPORTATIONS en haikwan-taels.	EXPORTATIONS en haikwan-taels.	ANNÉES.	IMPORTATIONS en haikwan-taels.	EXPORTATIONS en haikwan-taels.
1886.....	87.450.000	77.104.000	1895.....	171.697.000	143.293.000
1887.....	102.245.000	85.678.000	1896.....	202.590.000	131.081.000
1888.....	124.711.000	92.156 000	1897.....	202.829 000	163.501.000
1889.....	110.764.000	96.748.000	1898.....	209.579.000	159.037.000
1890.....	127.093.000	87.144.000	1899.....	264.748.000	195.785.000
1891.....	134.004.000	100.912.000	1900.....	211.070.000	158.997.000
1892.....	135.101.000	102.584.000	1901.....	268.303.000	169.657.000
1893.....	151.363.000	116.632.000	1902.....	315.364.000	214.182.000
1894.....	162.103.000	128.105.000	1903.....	326.739.000	214.352.000

Ce tableau, il est vrai, ne donne pas une idée absolument exacte du commerce extérieur de la Chine, et cela pour deux raisons : la première, c'est qu'il se fait un trafic très important par jonques entre le sud de la Chine et la Corée dont il n'est pas tenu compte dans la statistique ci-dessus, parce que les renseignements font défaut, et que le commerce, très important aussi, qui se fait avec la Mongolie et le Thibet n'est pas compris davantage dans les chiffres, parce qu'il échappe au contrôle de la douane; la seconde, c'est que les évaluations de la valeur des importations et de celle des exportations ne sont pas faites de la même façon. Pour l'évaluation de la valeur des importations, et ceci résulte des explications données par le directeur des statistiques impériales, on ajoute au coût des marchandises le fret, les droits d'entrée, les frais de toutes sortes et le bénéfice réalisé par le commerçant importateur, tandis que, pour l'évaluation de la valeur des marchandises exportées, on ne prend pas le prix réel payé par les exportateurs, mais le prix auquel elles sont cotées sur le marché indigène; en outre l'on n'ajoute pas à ce prix les droits de sortie. Aussi la douane donne-t-elle aux produits la valeur qu'ils ont sur le marché indigène, ce qui fait qu'en réalité l'écart entre la valeur des marchandises importées et celle des marchandises exportées est bien moins grand que les chiffres ci-dessus ne l'indiquent. Ces réserves faites, on peut dire, d'une façon générale, que les importations ont toujours été supérieures aux exportations depuis 1877[1]. Il faut aussi noter

[1] Rapport de M. Georges Gérald, député, sur les tarifs douaniers de la Chine,

Digitized by Google

que le commerce extérieur de la Chine n'a cessé de croître : de 1886 à 1895, il a doublé de valeur; en 1903, il a triplé de valeur.

Il nous reste à examiner si les deux conditions indispensables pour que la baisse du change favorise les exportations et entrave les importations, se sont trouvées remplies en Chine; en d'autres termes, le prix des denrées a-t-il augmenté sur le marché indigène, le tael a-t-il conservé la même puissance d'achat, les salaires ont-ils augmenté?

Il est fort difficile de répondre d'une façon précise à ces questions, parce que les renseignements font défaut; cependant il semble résulter des quelques chiffres que nous avons pu nous procurer que les prix et les salaires ont une tendance à hausser.

Il est impossible de savoir si le prix des denrées a haussé dans toute la Chine; pour les provinces de l'intérieur, les renseignements font totalement défaut; ce n'est que pour les provinces situées près de la mer, que l'on possède quelques chiffres. Prenons par exemple le marché de Shanghai, nous constatons que presque toutes les marchandises d'exportation ont haussé de valeur de 1870-74 à 1895. Si l'on représente par 100 la valeur du riz dans la période de 1870-74, on voit que cette denrée a passé par les différents prix suivants[1] :

1870-1874	100	1890	107
1885	131	1891	148
1886	148	1892	123
1887	107	1893	115
1888	115	1894	148
1889	117	1895	204

Ces fluctuations dans le prix du riz tiennent surtout aux récoltes bonnes ou mauvaises, de sorte qu'il est bien difficile de

Journal officiel, 1904 (Documents parlementaires, Chambre, Annexe, n° 1035, p. 738).

[1] *Commercial China* in 1899, p. 1660. Le prix du thé a subi une diminution; si on le représente par 100 dans la période de 1870-74, on voit qu'il tombe à 82 en 1895.

De même le prix du blé, du chanvre, du tabac, du cuir, a haussé pendant la même période; celui de la soie n'a pas varié; et, si l'on prend le prix global des 17 principales marchandises d'exportation d'abord dans la période 1870-1874, puis en 1895, on voit qu'il passe de 1700 à 1972; ce qui tend à démontrer que la vie était plus chère en 1895 qu'en 1870-1874.

Digitized by Google

savoir pour cette denrée, s'il y a véritablement augmentation ou diminution de prix.

M. Sculfort donne pour le riz sur le marché de Tchoun-King, les prix suivants :

en 1892	un boisseau de riz valait.....	800	sapèques.
en 1893	—	850	—
en 1894	—	816	—
en 1895	—	900	—
en 1896	—	1.100	—

Ce qui fait que dans la période de 1892 à 1896, le riz a subi par rapport au cuivre une hausse de 300 sapèques, soit environ 27 0/0; d'autre part, l'argent a subi dans la même période une baisse de 12 0/0 par rapport au cuivre, ce qui fait que le riz a subi par rapport à l'argent une hausse de 15 0/0. Le pouvoir d'achat de la monnaie de cuivre a-t-il augmenté en Chine? Les tableaux dressés par M. Woodruff, ancien commis des douanes impériales, semblent résoudre la question affirmativement. A Wuhu, le prix de 36 articles d'importation indigène étant représenté en 1886 par le chiffre 84,87 pour 100 monte en 1891 à 101,18/100 soit une augmentation de 17 0/0. Si l'on considère le prix de 20 articles produits et consommés dans la région de Wuhu en 1882 et en 1891, on voit ce prix s'élever de 100 à 127,68 0/0, soit une augmentation supérieure à 21 0/0. Toujours à Wuhu, si l'on représente en 1882 par 100 le prix du coton on le voit passer à 94,52 en 1884, monter en 1889 à 110,96 et en 1891 à 102,74; le riz valant 100 en 1882 passe à 146,25 en 1891[1]. De tous les chiffres que nous venons de donner, il semble résulter que dans la période de 1882 à 1896, il y ait eu augmentation du prix de la vie en Chine.

Le ministre des États-Unis en Chine M. Denby[2] écrit dans son rapport de 1896 que la dépréciation de l'argent n'avait eu aucune influence sur le prix des denrées chinoises, tandis que

[1] Pour le blé, M. Sculfort donne les chiffres suivants :

En 1892	un boisseau de blé de 10 teou coûtait		923 sapèques.
1893	—	—	934
1894	—	—	900
1895	—	—	1.050
1896	—	—	1.400

[2] *Commercial China in* 1899, p. 1658, 1659.

Digitized by Google

le prix des marchandises importées des pays à étalon or avait considérablement haussé depuis dix ans. Il montre la grosse différence entre le prix que le consommateur chinois doit payer pour du coton anglais en 1886 et en 1895. Il prend un exemple cité par le secrétaire de la statistique des douanes dans son rapport de 1895. A la fin de 1886, le taux du change du tael étant de 4 s. 6 1/2 d. et, le coton étant coté à Liverpool 5 1/2 d., un Chinois pouvait acheter aux enchères sur ce marché un lot de 17 pièces de coton pour 31,85 taels, tandis qu'en 1895, le taux du change du tael étant 2,11 d. et le prix du coton étant à 4 1/2 d., il devait débourser la somme de 40,71 taels. Ce rapport conclut en disant que la baisse de l'argent a pour effet d'entraver l'importation du coton (bien faiblement d'ailleurs, dans la période 1886-1890 : 66.613.000 pièces contre 60.884.000 dans la période 1891-1895) et surtout l'importation des métaux. Nous avons indiqué plus haut les raisons pour lesquelles la dépréciation de l'argent ne pouvait pas avoir en Chine pour résultat de nuire aux importations et de développer les exportations; les chiffres du commerce extérieur de la Chine de 1896 à 1903 ont d'ailleurs pleinement justifié cette manière de voir.

Nous avons, d'une part, M. Sculfort qui soutient que les prix des produits indigènes ont augmenté, d'autre part M. Denby qui prétend qu'ils sont restés stationnaires. Le premier, à l'appui de son dire, cite quelques chiffres, le second se contente d'affirmer. Il faut donner la préférence aux chiffres bien qu'ils ne soient pas concluants et dire qu'il y a eu une hausse des prix des produits indigènes dans la période 1882-1896, hausse très légère il est vrai. Mais ce qui, à notre avis, se rapprocherait le plus de la vérité, ce serait de dire que le prix de la vie en Chine a augmenté parce que le prix des marchandises venant de l'étranger a augmenté, et, comme le consommateur chinois ne peut remplacer ces produits étrangers par des produits indigènes, soit parce qu'ils n'existent pas, soit qu'ils existent en quantité insuffisante, soit qu'ils soient d'une qualité inférieure, il paie, en 1895 un prix supérieur à celui qu'il payait en 1886. Cette augmentation de prix de la vie en Chine est d'ailleurs moins considérable dans les provinces où le cuivre est le seul intermédiaire des échanges, la rareté de la sapèque maintenant le niveau des prix bas.

Digitized by Google

Digitized by Google

sable en 15 fractions égales à partir du 31 décembre 1900. En avril 1895, la Chartered Bank émit, un emprunt de 1 million de cens à 6 0/0 remboursable au pair par 15 tirages annuels. En juin 1895, la Nationale Bank für Deutschland émit aussi un emprunt de 1 million de livres à 6 0/0 remboursable par 15 tirages annuels. En juillet 1895, un emprunt de 4 millions à 4 0/0 fut émis par des établissements financiers français et russes, remboursable en 36 années, à partir de 1896, par tirages au sort annuels. Le 23 mars 1896, un emprunt de 16 millions de livres, 5 0/0 fut émis par la Hong-Kong et Shanghai Bank et la Deutsche Asiatische Bank remboursable au pair en 36 années, à partir de 1897, par tirages annuels. Ces banques émirent en mars 1898 un autre emprunt de 16 millions de livres à 4 1/2 0/0 remboursable en 45 ans à partir de 1898. La Hong-Kong et Shanghai Bank émit enfin en 1899 un emprunt de £ 2.300.000 à 5 0/0 remboursable en 40 ans à partir de 1905 par tirages annuels d'égale valeur. Des établissements français et belges émirent en avril 1899 un emprunt de 112.500.000 à 5 0/0 remboursable en 20 années à partir de 1909, par 20 tirages annuels en 20 ans. Tous ces emprunts, sauf les deux derniers qui sont garantis par les revenus généraux du gouvernement général chinois et certains chemins de fer, sont gagés sur les douanes maritimes chinoises. Les sommes demandées à la Chine pour le service de ces différents emprunts étaient de 88.498.030 francs en 1900, de 91.497.005 francs en 1901 et de 90.962.940 francs en 1902[1].

Les dettes de la Chine vis-à-vis de l'étranger sont donc importantes. Les chiffres que nous venons de donner ne comprennent pas une dette récente de la Chine, nous voulons parler de l'indemnité que ce pays s'engagea le 29 mai 1901 à payer aux puissances étrangères à raison des dommages causés par les Boxers. Cette indemnité s'élève à 450 millions de taels ou 64 millions de livres. Cette somme devait être payée aux pays intéressés en 39 années. Le capital et les intérêts étaient payables en or. Cette dette était payée par ceux des revenus des douanes impériales maritimes non absorbés par les emprunts antérieurement conclus. Les droits de douane devaient être élevés de 5 0/0

[1] Cordier, *Histoire des relations de la Chine avec les Puissances occidentales*, 1860-1901, t. 3, p. 301-304.

Digitized by Google

sur les importations. L'indemnité était en outre garantie par les revenus des douanes indigènes administrés dans les ports ouverts par la douane maritime impériale, par l'ensemble des revenus de la gabelle, réserve faite pour la partie de cet impôt gageant des emprunts antérieurs.

Le service de la dette devait être effectué à Shanghai de la manière suivante : chaque puissance devait se faire représenter par un délégué dans une Commission de banquiers, chargée d'encaisser le montant des intérêts et des amortissements versés par les autorités chinoises, de le répartir entre les intéressés, et d'en donner quittance[1].

L'obligation imposée par les Puissances à la Chine de payer l'indemnité en or était fort lourde. L'argent, continuant sa marche descendante, aggravait singulièrement la dette chinoise. Si l'on compare, en effet, la cote de l'argent au moment du traité de paix et au commencement de l'année 1902, on s'aperçoit que la baisse de l'argent est de 18 0/0, augmentant les charges de l'indemnité dans les mêmes proportions. Devant cette situation, les Chinois protestèrent. Au mois d'août 1902, deux vice-rois de la vallée du Yang-tsé, Liu-Kung-Ki et Chang-Chih-Tung, demandèrent au cabinet de Washington d'insister auprès des grandes puissances, pour qu'elles autorisent la Chine à payer l'indemnité en argent. « Les revenus de l'Empire, disaient-ils, s'élèvent à 80 millions de taels, dont 50 millions sont affectés au service de la dette publique; comment pourvoir au besoin administratif de vingt-deux provinces avec un reliquat de 30 millions »? Certaines puissances, d'ailleurs, étaient disposées, soit parce qu'elles considéraient la charge imposée à la Chine réellement trop lourde, soit parce qu'il était de leur intérêt politique de répondre favorablement aux désirs chinois, à accorder à la Chine l'autorisation de se libérer en argent. C'est ainsi que M. Congers écrivait au Tsung-li-Yamen, au mois de juillet, que son Gouvernement trouvait juste la prétention du Gouvernement chinois, de payer en argent, et lui promettait son appui. Le Gouvernement anglais, de son côté, n'était pas hostile à la demande chinoise, il proposa de reculer jusqu'en 1910 les paiements à effectuer en or; jusqu'à cette époque, c'est-à-dire pen-

[1] Protocole final, Art. VI, Livre jaune Chine, juin-octobre 1901.

Digitized by Google

dant huit ans, l'indemnité serait payée en argent. La France, la Russie et l'Allemagne, maintinrent au contraire la prétention d'être payées en or; cependant, estimant aussi que c'était là une charge fort lourde pour la Chine, afin de lui donner le moyen de se libérer plus facilement, elles proposèrent de lui permettre d'exiger le paiement des droits de douane en or. Mais les États-Unis s'opposèrent à cette mesure qui était de nature à porter un grave préjudice aux importations américaines. L'accord était donc loin d'exister entre les différents États intéressés[1]. Cependant, il semble d'après les derniers renseignements reçus, que la Chine consentira à payer l'indemnité en or. Mais elle demande qu'il lui soit fait remise des intérêts sur les arrérages qu'elle doit, et que le taux du change appliqué aux versements mensuels faits à la commission des banquiers, soit la moyenne des taux quotidiens, et non plus le taux du dernier jour du mois ainsi que cela avait été précédemment convenu. Il est presque certain que les puissances se rendront à ces désirs très légitimes de la Chine[2].

Ainsi, la dette sans cesse croissante de la Chine, vis-à-vis de l'étranger, est, pour ce pays, une charge excessivement lourde. Cette dette étant payable en or, la Chine est forcée d'acheter de l'or avec de l'argent pour tenir ses engagements. Cette vente d'argent sur le marché des métaux précieux de Londres ne peut avoir pour effet que de déprécier l'argent. Cette situation semblerait rendue encore plus désavantageuse, par ce fait que nous avons déjà constaté, à savoir que la Chine, de pays exportateur, est devenu pays importateur.

Les statistiques devraient donc signaler des sorties d'argent. Les exportations et les importations nettes d'argent ont été les suivantes[3] :

	Importations en HK taels	Exportations en HK taels
1896	1.720.000	»
1898	4.722.000	»
1899	1.271.000	»
1900	15.442.000	»
1901	»	6.097.802
1902	»	13.844.654
1903	»	6.045.367

[1] *Économiste Européen*, année 1902, 2e semestre, p. 254, 317, 318, 446.
[2] *Économiste Européen*, année 1904, 2e semestre, p. 677.
[3] *Imperial Maritime Customs Returns of trade and Trade Reports.*

Digitized by Google

Les sorties d'argent que l'on constate dans les trois dernières années semblent justifier à première vue l'opinion de ceux qui estiment que la dette extérieure de la Chine, jointe à une balance défavorable, doit avoir pour conséquence de drainer l'argent de ce pays. Mais si l'on examine sur quels pays se portent les exportations d'argent, on s'aperçoit que c'est presque exclusivement sur Hong-Kong qu'elles se font. Ces sorties d'argent se font en dollars, et servent à équilibrer la balance des échanges entre Hong-Kong et la Chine. C'est ainsi qu'en 1902, par exemple, sur 13.844.654 HK taels, 11.869.353 HK taels, représentent l'envoi des dollars nécessaires pour équilibrer les échanges entre l'Empire et Hong-Kong. Les dollars ne sont pas évidemment expédiés de Hong-Kong à l'étranger. Si l'on ne considère que l'exportation des barres d'argent et des sycées pour la même année, on verra qu'elle s'élève à 1.033.200 HK taels, somme tellement faible qu'elle ne signifie rien en face de l'augmentation considérable des importations.

Les exportations et les importations nettes d'or ont été les suivantes[1] :

	Importations HK taels.	Exportations HK taels.
1899.....	»	7.639.779
1900.....	1.202.315	»
1901.....	»	6.635.313
1902.....	»	9.410.222

En 1899, c'est surtout vers le Japon que furent dirigées les exportations d'argent ; 2.648.151 taels seulement furent envoyés en Europe.

La Chine, dont la dette extérieure est très forte, et dont les importations dépassent de beaucoup les exportations, devrait payer ce qu'elle doit, soit en argent, soit en marchandises ; or, nous avons vu que, d'une part, les sorties de métaux précieux étaient insignifiantes, et que, d'autre part, les exportations n'accusaient pas d'augmentation. Comment expliquer cette anomalie? M. Morse, secrétaire au bureau de statistique de l'Inspection générale des douanes de Shanghai a fait une enquête,

[1] En 1903, les importations et les exportations d'or se sont élevées à environ 4 millions de HK taels, se balançant les unes les autres (*Imperial Maritime Customs Returns*).

Digitized by Google

dans le but de rechercher les causes de ce phénomène [1]. Cette enquête étudie la situation commerciale de la Chine dans ses échanges internationaux, s'applique à saisir toutes les opérations qui, dans les relations internationales, donnent lieu sauf pour la monnaie d'argent et les lingots, à l'achat et à la vente de traites. M. Morse montre, par les chiffres qu'il donne, que l'actif et le passif se balancent à peu de chose près.

L'actif et le passif sont établis de la façon suivante :

Actif [2].

	en Haikwan taels.
Valeur à l'embarquement des marchandises exportées des ports à traité en 1903	237.205.162
Valeur du numéraire exporté des ports à traité en 1903	33.046.522
Excédent des exportations par frontières terrestres	4.000.000
Dépenses pour chemins de fer et mines	27.000.000
Dépenses des consulats et ambassades étrangers	5.000.000
Entretien des garnisons étrangères	7.500.000
Entretien des escadres étrangères	15.000.000
Entretien des navires de commerce	2.000.000
Réparations des navires de commerce	10.000.000
Dépenses des missions étrangères, écoles	6.000.000
Dépenses des voyageurs étrangers en Chine	6.000.000
Remises et apports des émigrants chinois	73.000.000
TOTAL	424.751.694

[1] *Économiste Européen*, 1905, 1er semestre, p. 382.

[2] Parmi les chiffres qui figurent à l'actif, ceux qui ont trait au commerce par frontières terrestres, aux chemins de fer, aux réparations des navires de commerce étrangers, aux dépenses des voyageurs étrangers, sont très incertains. Remarquons que la rubrique qui concerne le développement des chemins de fer doit figurer actuellement à l'actif de la Chine; l'argent dépensé pour les voies ferrées est une dette future pour l'Empire. Le chiffre donné pour les « remises d'apports des émigrants chinois » est aussi très approximatif. Ce chiffre de 73.000.000 Hong-Kong taels est un chiffre minimum. Il faut dire en outre que de cette somme, 10 millions sont compris d'autre part sous la mention « trésor importé ». Le commissaire d'Amoy estime que « les remises faites par les 2.500.000 hommes qui gagnent de l'argent à Manille, Java et dans les Détroits » s'élèvent à plus de 10 millions de dollars par an, et que l'argent rapporté par les 66.000 émigrants revenus en 1903 se monte à plus de 6.000.000 de dollars. Les commissaires de Swatow, de Pakkoi et de Kiungtcheou notaient également les sommes importantes apportées par les émigrants dans ces contrées (E. Clavery, *La Balance du commerce extérieur de la Chine* en 1903, *Monde économique* du 29 octobre 1904).

Digitized by Google

Passif[1].

	en Haikwan taels.
Valeur importée des marchandises des ports à traité au moment du débarquement en 1903	310 453.428
Valeur du numéraire importé en 1903 dans les ports à traité	37.001.165
Principal et intérêts d'emprunts et indemnités	44.210 400
Dépenses des ambassades chinoises à l'étranger	1.320.000
Dépenses des voyageurs chinois et étudiants à l'étranger	3.000.000
Bénéfices nets des étrangers envoyés chez eux	16.000.000
Prêts et primes nettes d'assurances payés à des compagnies étrangères	6.750.000
Munitions de guerre	5.000.000
TOTAL	423.734.993

On voit donc, d'après les chiffres donnés par l'enquête de M. Morse, que l'actif de la Chine est légèrement supérieur à son passif; de telle sorte que la balance commerciale de l'Empire qui semble, lorsqu'on considère la dette extérieure de ce pays et les chiffres des importations et des exportations, être défavorable, est dans la réalité favorable. Il est bien évident que les estimations sur lesquelles repose cette analyse de la situation commerciale de la Chine ne sont pas très scientifiques et n'approchent que très approximativement de la vérité; si incertaines qu'elles soient elles permettent cependant de se rendre compte que la Chine n'est pas un pays débiteur.

Ainsi la Chine est dans une situation beaucoup plus favorable que l'examen de son commerce extérieur et la constatation de sa dette intérieure ne faisaient croire. Certes la dette de la Chine se trouve augmentée du fait de la baisse de l'argent et cette baisse peut encore s'accentuer par suite du paiement de l'indemnité; la Chine étant obligée de jeter sur le marché d'assez grandes quantités d'argent pour avoir de l'or. Il est bien évident aussi que la Chine a des tendances à devenir une nation débitrice; l'augmentation sans cesse croissante de l'excès des importations constitue un danger assez grand.

Deux faits pourraient contrebalancer ces effets fâcheux, c'est

[1] Les chiffres du passif sont aussi très approximatifs; les plus incertains sont ceux donnés pour les bénéfices réalisés par les étrangers; il faut noter qu'ils ne comprennent pas les bénéfices réalisés par les banques dont le siège social n'est pas en Chine.

Digitized by Google

d'abord une hausse de l'argent résultant de certaines causes particulières; cette hypothèse n'a rien d'invraisemblable puisque, à la fin de l'année 1904, l'argent était coté à Londres 28 p. l'once et qu'en 1902 et 1903 il avait été coté beaucoup plus bas : 23 p. l'once. Un autre fait pourrait améliorer la situation de la Chine, ce serait l'augmentation considérable de ses exportations et un arrêt de ses importations; ce phénomène pourrait se produire précisément par la baisse de plus en plus grande de l'argent procurant aux producteurs indigènes des bénéfices considérables qui les inviteraient à développer leurs exportations; c'est là évidemment une hypothèse qui n'a rien d'invraisemblable, mais elle paraît peu probable étant donnés l'état de l'industrie chinoise et l'esprit essentiellement conservateur des Chinois. En résumé, la Chine est menacée de devenir une nation débitrice et d'être écrasée par le poids de sa dette extérieure. La situation de l'Empire, lorsque sa balance commerciale lui sera réellement défavorable, sera très critique, étant donné son système monétaire. Pour éviter ces dangers futurs, le vrai remède, qui n'est pas dans le domaine des hypothèses chimériques, consisterait dans l'adoption de l'étalon d'or qui rendrait la situation financière et commerciale de ce pays indépendante des fluctuations du métal argent.

V. — CONCLUSION.

La conclusion de tout ce qui précède est qu'une réforme monétaire s'impose. La Chine le comprit elle-même, et, le 22 janvier 1903, le chargé d'affaires chinois remettait entre les mains du secrétaire d'État à Washington une note accompagnée d'un mémoire, par laquelle la Chine, agissant d'accord avec le Gouvernement mexicain, demandait l'aide des États-Unis pour la recherche des moyens susceptibles de prévenir les pertes causées au commerce par les fluctuations du métal argent. Cette note avait été précédée d'une note conçue en termes identiques remise à M. Hay par l'ambassadeur mexicain. Le Président Roosevelt accueillit favorablement ces requêtes, et, le 22 janvier, il demandait, par un message, au Congrès de lui donner les pouvoirs suffisants pour donner satisfaction à la Chine et au Mexique. Le Congrès accorda au président Roosevelt ce que celui-ci lui

Digitized by Google

demandait et une commission du change international fut nommée. Elle était composée de MM. H.-H. Hanna, C.-A. Conant et du professeur Jeremiah W. Jenks. Le Gouvernement mexicain nomma de son côté deux commissions; l'une était chargée d'étudier la réforme monétaire au Mexique, l'autre avait pour mission de s'entendre avec la commission américaine et les représentants des puissances intéressées, sur les questions relatives au change international.

La commission américaine et la commission mexicaine se rendirent en Europe, où elles se mirent en rapport avec les hommes connaissant le mieux les questions monétaires dans les pays ayant des relations commerciales avec les contrées à étalon argent. Puis le professeur Jenks se rendit en Chine pour exposer au gouvernement impérial les propositions de la commission. Il arriva à Pékin le 30 janvier et rendit visite au prince Cheng et au Wai-pu-pu. La Chine nomma de son côté une commission chargée d'étudier la réforme monétaire, celle-ci était présidée par M. Na-tung qui avait été pendant l'été 1903 au Japon faire une enquête sur les résultats obtenus dans ce pays par l'adoption de l'étalon or. Le professeur Jenks reçut de la part des fonctionnaires chinois l'accueil le plus empressé; le zèle qu'il déploya reçut sa récompense, et, lorsqu'il quitta la Chine, il pouvait avoir la satisfaction, ainsi que le constate le *North China Daily News*, de penser que sa mission n'avait pas été vaine.

Les conclusions du rapport de la commission américaine reconnaissaient la nécessité d'introduire l'étalon d'or en Chine[1].

La Commission reconnut l'impossibilité, étant données les conditions économiques, d'établir l'étalon d'or, avec une circulation réelle d'or. En effet, l'or ne servirait qu'à payer les créanciers étrangers; il ne faut pas oublier que la majorité des Chinois se servent de cuivre pour leurs transactions journalières, qui se montent à des sommes infimes : une pièce américaine de 50 cents suffit à l'entretien mensuel d'une famille d'ouvriers de l'intérieur de la Chine; et, le long des côtes, les gages mensuels sont souvent inférieurs à 5 dollars. L'introduction d'une monnaie d'or effective est donc impossible, en admettant même que la

[1] Commission on international exchange : Report on the gold exchange standard into China and other silver using countries.

Digitized by Google

Chine puisse se procurer le stock métallique nécessaire[1], parce que, pratiquement, les coupures d'or ne peuvent pas être assez petites pour satisfaire aux transactions journalières du peuple chinois.

La Commission fut d'avis que le moyen le plus pratique et le plus facile pour arriver à une réforme monétaire était d'introduire en Chine l'étalon or avec circulation effective d'argent. Elle estima que l'Empire pouvait avoir un étalon d'or sans circulation or, puisque l'Inde se trouvait fort bien d'un régime équivalent; elle fit remarquer en outre que la France avait réussi depuis 1875 à maintenir à la parité de l'or plusieurs centaines de millions d'argent.

A l'effet de maintenir la nouvelle pièce d'argent en parité avec l'or la commission proposait : 1° de délimiter la quantité de la nouvelle monnaie frappée; 2° de donner à cette monnaie cours légal pour tous les paiements; 3° de déclarer que cette monnaie serait seule reçue pour les droits dus à l'État; 4° de maintenir une réserve d'or.

Le rapport 1 : 32 était le rapport entre l'or et l'argent adopté par la commission. La commission adopta ce rapport parce qu'il représentait le prix moyen de l'argent dans la période 1892-1902 et dans les années 1901-1902 et parce que, en conséquence il ne troublait aucunement l'échelle des prix ni les salaires et observait la justice par la conclusion des contrats faits sous le régime de l'étalon argent. En outre, pour réduire à leur minimum les oscillations du prix de l'argent, la commission proposa que les grandes nations fissent des achats mensuels d'argent pour satisfaire aux besoins de leur circulation monétaire[2].

La Commission estima qu'il était nécessaire que des contrôleurs étrangers, sous la surveillance des représentants de chaque Puissance, veillassent au bon fonctionnement du système.

Il est bien évident que l'adoption de l'étalon d'or par la Chine est profondément désirable. Les fluctuations continuelles et

[1] En supposant une circulation de trois dollars par tête, la population de la Chine étant d'environ 400.000.000, le stock nécessaire s'élèverait à 1.200.000.000 dollars, ce qui représente le quart du stock or existant dans le monde.

[2] *Currency reform in Mexico and China by Darwin Economic Journal*, sept. 1904, p. 397 à 400. *The Economist*, 16 avril 1904, p. 652. — *Monthly Reports of Yokohama*, février, mai et octobre 1904.

Digitized by Google

considérables du change sont une gêne considérable pour toutes les transactions à terme. Le secrétaire de la statistique des douanes impériales chinoises, après avoir constaté les effets désastreux des variations du change sur le commerce, dit : « Il faut encore tenir compte dans toute opération de commerce extérieur des variations de change qui existent entre l'intermédiaire des échanges adopté pour les transactions commerciales, c'est-à-dire l'argent et l'intermédiaire dont se sert le peuple, c'est-à-dire le cuivre. L'importateur étranger, pour arriver jusqu'au consommateur, et le producteur chinois pour envoyer ses marchandises sur les marchés étrangers, ont un double change à subir et doivent dans leurs transactions avoir une large marge pour éviter les pertes résultant des fluctuations du double change »[1]. En outre les pays voisins de la Chine, le Siam, les Philippines viennent récemment d'adopter l'étalon d'or, le fait pour la Chine de rester le seul pays à étalon d'argent lui causerait un désavantage commercial énorme.

L'intérêt général réclame donc l'adoption de l'étalon d'or, la stabilité du change développerait particulièrement le commerce d'importation. On a dit[2] à ce sujet que la France, dont les importations en Chine sont extrêmement faibles et qui, par contre, achète beaucoup à ce pays, avait intérêt à ce qu'il ne fût opéré aucune réforme monétaire. On a écrit aussi que les marchands lyonnais, spéculant sur le change, et tirant de ce chef de gros bénéfices, préféraient voir subsister l'anarchie monétaire chinoise. Nous ne croyons pas juste cette manière de voir.

Le commerce d'importation de la France avec la Chine se trouvera développé du fait de la stabilisation du change aussi bien que celui de l'Allemagne, des États-Unis et de l'Angleterre. Les profits que le commerce de la France tire de la situation monétaire actuelle de la Chine, nous semblent problématiques, les spéculations sur le change comportent aussi bien des pertes considérables que de gros bénéfices; l'intérêt bien compris de notre pays, comme celui des autres nations européennes, réclame une réforme du système monétaire chinois.

Les conditions politiques et économiques permettent-elles

[1] *Imperial Maritime Customs, Report for the year* 1904.

[2] *Aperçu sur la question monétaire en Chine. Économiste européen*, 1905, 1er semestre, p. 13.

Digitized by Google

l'introduction de l'étalon d'or en Chine? Si nous nous plaçons au point de vue politique, nous voyons qu'il n'y a pas de gouvernement central, le pouvoir est en fait aux mains des autorités locales. Les fonctionnaires provinciaux ne cherchent qu'à faire fortune et commettent des exactions de toutes sortes. L'accueil enthousiaste qu'ils firent à M. Jenks ne doit pas être très sincère, il est bien invraisemblable qu'ils fassent tous leurs efforts pour amener la réalisation d'une réforme qui leur enlèverait une source considérable de profits. Des faits tout récents montrent quelle confiance il faut avoir dans ces fonctionnaires provinciaux; les Monnaies provinciales fondent les anciennes sapèques à trou central et frappent des pièces de 10 sapèques; mais ces pièces ne contiennent même pas le cuivre contenu dans quatre anciennes sapèques; certaines Monnaies en émettent qui ne valent pas trois sapèques; d'autres enfin en frappent qui sont en cuivre pur et dont la valeur n'égale pas deux sapèques. Chaque Monnaie agit à sa guise, les contrôleurs chargés de les surveiller se contentent de réaliser des bénéfices énormes[1]. Les ordres du gouvernement central aux Monnaies provinciales de frapper des pièces identiques restent inobservés.

Il faut dire en outre que la réforme monétaire se fera difficilement sans le concours des banquiers; et ceux-ci ne sont pas très disposés à contribuer à la réforme car ils réalisent de gros bénéfices en spéculant sur le change.

Se plaçant au point de vue économique, M. Edmond Little estime que l'introduction de l'étalon or est possible dans les conditions actuelles. Il trouve que l'objection qui consiste à dire que cette réforme monétaire est impossible parce que la Chine est un pays débiteur est peu fondée. Il trouve de grandes similitudes entre la situation du Japon en 1898 et celle de la Chine en 1901. Quand le Japon changea son étalon, sa balance commerciale lui était aussi défavorable que celle de la Chine. Pour le Japon, les exportations représentaient 41 0/0, les importations 59 0/0 du commerce total; pour la Chine, les premières représentent 40 0/0, les secondes 60 0/0. Ces chiffres ne sont pas l'expression exacte de la balance de la Chine; pour avoir celle-ci

[1] *The Economist*, 13 mai 1905, p. 796.

Digitized by Google

d'une façon plus précise, il faudrait prendre la valeur des marchandises importées au débarquement et celle des marchandises exportées à l'embarquement; en opérant de cette façon l'on a pour les exportations 44 0/0 et pour les importations 56 0/0, chiffres qui indiquent que la situation de la Chine est supérieure à celle du Japon en 1898; l'excédent des importations sur les exportations n'est pour le premier pays que de 12 0/0, tandis qu'il était pour le second de 18 0/0. Pour être exact, il faut dire que le Japon reçut de la Chine une indemnité de guerre, sans laquelle, quoi qu'en dise M. Little, il n'aurait pas pu opérer son changement d'étalon. Par contre, la Chine n'ayant pas de monnaie argent en circulation n'aura pas à la racheter, tandis que le Japon avait de ce chef une charge fort lourde.

M. Little estime que 30 millions de livres seront nécessaires pour constituer la réserve or indispensable pour la réussite de la réforme. Cette réserve pourrait être formée par un emprunt garanti par les grandes puissances; celles-ci pourraient encore venir en aide à la Chine en l'autorisant à suspendre pendant une période de dix ans le paiement de l'indemnité.

Cette adoption de l'étalon or a trouvé en Chine des adversaires. M. Palmer notamment, a, dans une conférence tenue à la Y. M. C. Association [1], combattu la thèse de M. Little. Les arguments qu'il apporte sont d'ordre politique. A son avis, pour qu'une nation puisse établir l'étalon or, il faut que non seulement elle possède une excellente situation financière, mais encore qu'un puissant Gouvernement central la dirige et que la population qui l'habite soit en état d'apprécier la nécessité d'une telle mesure.

A notre sens, M. Palmer a raison. Il est impossible, dans l'état politique actuel de l'Empire chinois dont le Gouvernement central n'a aucune autorité, d'adopter l'étalon d'or. En outre, la population chinoise n'est pas arrivée à un degré de civilisation qui permette une telle réforme. Nous croyons qu'avant de chercher à introduire dans ce pays l'étalon d'or, il serait plus raisonnable et plus logique de lui donner une monnaie nationale d'argent. On pourrait, ainsi que l'a proposé un agent d'une banque locale anglaise, établir un étalon argent basé sur un dollar argent chi-

[1] *Echo de Chine*, 4 février 1904.

Digitized by Google

nois uniforme de 416 grains ou 26 gr. 98, et au titre de 900 de fin. Il semble qu'un résultat appréciable serait déjà obtenu si l'on pouvait habituer les Chinois à se servir dans tout l'Empire d'une pièce de monnaie ayant un titre et un poids déterminés. L'adoption de cette monnaie supprimant toutes les variations de valeur qui existent actuellement pour les taels de districts à districts et souvent dans la même ville, faciliterait singulièrement le commerce dans l'intérieur de l'Empire chinois. L'adoption actuelle de l'étalon or a le grave inconvénient de supprimer une étape de l'évolution monétaire. La Chine est un pays où la circulation monétaire se fait principalement en cuivre ; il serait dangereux, anti-scientifique, de substituer au cuivre l'or sans passer par l'étalon intermédiaire naturel : l'argent. Il est vrai que l'objection ne porte pas pour les ports à traité et les provinces côtières qui ont une circulation argent, l'établissement d'un étalon or non effectif avec une circulation réelle d'argent y semble fort possible. Cependant il serait peut-être plus sage d'établir d'abord le système sur la base argent et de fixer plus tard la parité avec l'or.

Pour conclure, si désirable que soit l'introduction de l'étalon d'or en Chine, il ne faut pas se dissimuler qu'elle rencontrera de très grandes difficultés qui tiennent principalement à la faiblesse du gouvernement central et au manque de scrupules des fonctionnaires provinciaux.

JAPON

Avant 1897, le régime monétaire du Japon était le bimétallisme pur transformé par la fuite de la monnaie d'or en un monométallisme argent. Aussitôt après la Restauration, en mai 1871, l'étalon d'or avait été adopté, mais cette adoption fut toute théorique et, en fait, ce fut un système bimétallique qui s'installa. La monnaie d'or se composait de pièces de 20, 10, 5, 2, et 1 yen, le yen d'or pesait 1 gr. 667 au titre de 900/1000. La monnaie d'argent se composait du yen d'argent qui était une pièce du poids de 26 gr. 95 au titre de 900/1000 valant 5 fr. 39 au pair, suivant le rapport 1 : 15 1/2. Cette monnaie était libre-

Digitized by Google

ment frappée, avait force libératoire illimitée, à l'origine seulement dans les ports ouverts aux étrangers et, à partir de 1878, dans tout le Japon; cette pièce constituait l'étalon monétaire. La monnaie auxiliaire d'argent en circulation comprenait des pièces de 50, 20, 10 et 5 sens au titre de 800/1000. Le rapport légal entre la monnaie d'or et la monnaie d'argent était 1 : 16,17, tandis que le rapport commercial entre les deux métaux était, en 1897, d'environ 1,32. Étant donnée la différence des deux rapports, l'or ne pouvait circuler à côté de l'argent et, devait être, à l'exception de celui conservé par les banques ou thésaurisé par les particuliers, exporté et fondu[1].

D'ailleurs les pièces d'argent elles-mêmes ne servaient pas aux transactions journalières, les billets convertibles en argent étaient la seule monnaie usuelle.

Tel était le système monétaire du Japon quand la loi du 29 mars 1897 vint substituer l'étalon d'or à l'étalon d'argent. Un changement dans le système monétaire d'un pays est un fait économique extrêmement grave. Il est vrai qu'au Japon les conditions étaient très favorables pour opérer une telle réforme : tout d'abord l'argent qui garantissait les billets servant aux transactions journalières se trouvait en réserve à la Banque du Japon; en second lieu, il n'y avait qu'une très petite quantité de pièces d'or ou d'argent ou de lingots de ces deux métaux en possession de particuliers; en troisième lieu, très peu de capitaux étrangers étaient engagés dans les entreprises commerciales ou industrielles. Il faut noter, en outre, que l'extraction de l'or et de l'argent au Japon, est si faible que c'est à peine si on peut qualifier ce pays de producteur d'or et d'argent. A toutes ces circonstances favorables vint s'ajouter un autre fait heureux : la valeur de l'argent, qui avait montré des tendances très accentuées à la baisse, resta stationnaire, au moment de la réforme; celle-ci se présentait donc avec toutes les chances de réussite.

Le but de cette étude est d'examiner quelles conséquences économiques a eues pour le Japon l'adoption de l'étalon d'or. Nous rechercherons, tout d'abord, quelle influence le chan-

[1] M. Bourguin, *L'étalon d'or au Japon* (*Revue d'économie politique*, 1897, p. 708-709).

Digitized by Google

gement d'étalon a eue sur la circulation monétaire au Japon; puis nous examinerons de quelle manière il a agi sur le commerce de ce pays avec les contrées à étalon or et à étalon argent, en troisième lieu nous verrons si les prix et les salaires se sont trouvés modifiés au Japon et en Europe du fait de la réforme.

I. — EFFET DU CHANGEMENT D'ÉTALON SUR LA CIRCULATION MONÉTAIRE.

La loi du 26 mars 1897 établit une monnaie d'or dont la valeur est diminuée de moitié. En mars 1897, il fallait donner 2 yens d'argent pour avoir un yen d'or, il était donc nécessaire d'abaisser la valeur de celui-ci de moitié pour l'amener à égaler celle de la monnaie d'argent. La loi dispose que le yen d'or nouveau pèsera 0 gr. 75 de fin alors que l'ancien pesait 1 gr. 50; le rapport 1 : 16,17 passe à 1 : 32,34. La nouvelle monnaie d'or se compose de pièces de 20, 10 et 5 yens pesant respectivement 16 gr. 6665, 8 gr. 3333, 4 gr. 1666. Les anciennes pièces d'or continuent à circuler mais au double de leur valeur nominale.

La monnaie d'argent reste au titre de 800/1000, mais son poids est augmenté, c'est ainsi que la pièce de 50 sens pèse 13 gr. 4783, celle de 20 sens 5 gr. 3914, celle de 10 sens 2 gr. 6935[1]. Le rapport entre la monnaie d'argent auxiliaire et la monnaie d'or est de 1 : 28,75.

La monnaie d'or, devenue monnaie légale, est admise à la frappe pour le compte des particuliers, la monnaie d'argent n'a force libératoire que jusqu'à concurrence de 10 yens et la frappe de cette monnaie n'a lieu que pour le compte de l'État.

Telle est la nouvelle circulation monétaire. Il faut remarquer que la limitation à 10 yens de la force libératoire de la monnaie d'argent est très basse, aucun des pays monométallistes or n'en a établi une aussi peu élevée. En outre, la monnaie d'argent japonaise est fort lourde : 50 sens ou 1/2 yen pesant 13 gr. 4783, 10 yens représentent un poids de 269 gr. 566, ce qui fait que même, pour les paiements moyens l'emploi de la monnaie d'or est nécessaire. Il est regrettable que de petites pièces d'or de 2 yens n'aient pas été frappées; elles seraient fort utiles

[1] L'ancienne pièce d'argent de 5 sens est maintenue en circulation.

Digitized by Google

pour les transactions journalières; il est certain qu'entre la pièce d'argent de 50 sens (1/2 yen) et la pièce d'or de 5 yens il y a place pour une autre pièce.

Il y a un danger dont les Japonais ne se sont pas préoccupés lors de la réforme monétaire. Il peut se faire que le rapport commercial entre l'or et l'argent devienne plus favorable à ce dernier que le rapport légal; dans cette hypothèse, la spéculation ne manquera pas d'exporter la monnaie auxiliaire d'argent. Cette éventualité se produira le jour où la valeur de l'argent dépassera 32 p. 13/16. L'ascension du métal argent à cette cote, bien qu'improbable, n'est pas impossible; les Japonais n'auraient d'autre ressource, si cela se produisait, que de changer le rapport légal. Un danger identique menaçait la monnaie d'argent pendant l'opération du retrait des yens d'argent de la circulation. Si, à cette époque, l'argent était remonté au-dessus de 29 p. 1/4, le rapport commercial devenu plus favorable que le rapport légal, l'exportation de ces yens d'argent n'aurait pas manqué de se produire.

Le succès de la réforme monétaire dépendait beaucoup du retrait plus ou moins rapide des yens d'argent et de leur remplacement par des yens d'or; quels furent les moyens employés par le Gouvernement pour accumuler l'or, le conserver, le jeter dans la circulation, en échange des yens d'argent?

La réserve d'or, nécessaire pour effectuer la réforme, fut constituée par l'indemnité chinoise dont le montant atteignait 38.082.884 l. 06 shil. 50 d.

Il avait été décidé que le nombre de pièces d'or que la Monnaie devait frapper avant le 30 septembre 1897 devrait s'élever à 48.000.000 yens, dont 12.000.000 yens en pièces de 10 yens et 36.000.000 en pièces de 20 yens. La Monnaie, en travaillant jour et nuit, parvint à livrer au jour dit, 49.587.160 yens en pièces d'or. On décida alors de faire frapper pour le 31 mars 1898, 500.000 yens de pièces d'or de 5 yens, 24.500.000 de 10 yens, soit un total de 25 millions de yens. La Monnaie parvint à frapper pour le mois de mars, 24.868.575 yens. En résumé, les pièces d'or frappées par la Monnaie entre avril 1897 et avril 1898, s'élevèrent à 74.455.735 yens; cette somme fut consacrée à l'échange des yens d'argent.

L'article XVI de la loi de 1897 décidait que les pièces de

Digitized by Google

1 yen d'argent devaient être échangées contre des pièces d'or dans le rapport de 1 yen d'argent = 1 yen d'or. Cette loi devait entrer en vigueur le 1er octobre de cette même année. Mais, dès le mois de juillet, il arriva que quelques banques étrangères dans les ports à traités, ne crurent pas la réforme monétaire projetée sérieuse et envoyèrent une circulaire à leurs clients, leur notifiant qu'après le 1er octobre, elles se réserveraient le droit de faire leurs paiements en espèces, soit en or, soit en argent, comme il leur conviendrait le mieux. Cette décision prise par les banques, tendait à changer le rapport commercial entre l'or et l'argent, si on la laissait mettre à exécution. Il apparaissait donc comme une nécessité urgente d'effectuer le plus rapidement possible le change des pièces de 1 yen d'argent contre les pièces d'or, afin d'éviter cette éventualité. Le ministre des Finances, le comte Matsukata prit alors les mesures suivantes : 1° Au 1er octobre, les pièces de 1 yen d'argent en possession de la Banque du Japon et de la Yokohama Specie Bank, devront être échangées contre les pièces d'or qui seront en possession du Gouvernement; 2° Il sera permis aux banques étrangères dans les ports à traité, d'échanger les pièces de 1 yen d'argent contre les pièces d'or après le 1er octobre; 3° la Yokohama Specie Bank et ses succursales devront se servir d'or dans leurs paiements; 4° Le président de la Banque du Japon devra s'efforcer d'amener les banques étrangères à faire leurs paiements en or.

C'était la Banque du Japon qui était chargée d'opérer le change des pièces de 1 yen d'argent contre les pièces d'or. Elle devait, en conséquence, échanger au Trésor toutes les pièces de 1 yen d'argent qu'elle aurait en sa possession au 1er octobre 1897, ainsi que celles qui viendraient dans ses caisses après cette date. D'autre part, tous les paiements faits au siège central de la Yokohama Specie Bank par la Banque du Japon ou par une de ses agences devaient être faits en or après le 1er octobre de la même année. La Banque du Japon devait aussi inviter la Yokohama Specie Bank et les banques étrangères à échanger leurs pièces de 1 yen d'argent contre les pièces d'or.

Le change des pièces de 1 yen d'argent contre des pièces d'or, commencé le 1er octobre 1897, fut terminé conformément à la loi de juin 1898 (31e année de Meiji) le 31 juillet de cette

Digitized by Google

dernière année. Pendant la période comprise entre le 1er octobre 1897 et le 31 juillet 1898, le nombre de pièces de 1 yen d'argent échangées directement contre des pièces d'or, s'éleva à 36.848.297 yens[1].

Le Trésor reçut en outre en paiement des droits de toutes sortes qui lui étaient dus 3.977.099 yens.

En outre, le Trésor avait reçu à Formose, 2.962.973 yens, ce qui faisait un total de 45.588.369 yens. Il faut ajouter, une somme de 29.505.453 yens, 4 sens, 2 rins, qui avait été reçue au Mint Bureau, sous forme de lingots, antérieurement à la loi relative à la réforme monétaire. Ces lingots n'avaient pas été transformés en pièces de 1 yen d'argent, mais garantissaient les « Promissory notes of the Mint ». Le Gouvernement devait nécessairement échanger ces billets convertibles en argent contre de l'or. En résumé, le montant total des pièces de 1 yen d'argent et des billets convertibles en argent émis par la Monnaie, retirés de la circulation conformément aux prescriptions de la loi monétaire, s'éleva à 75.093.822 yens, 4 sens, 2 rins[2].

Les enquêtes, faites antérieurement à la promulgation de la loi sur la circulation des pièces de 1 yen d'argent au Japon et dans les pays étrangers, firent craindre au comte Matsukata, ministre des Finances, qu'une quantité considérable de pièces de 1 yen ne vinssent subitement s'abattre sur le Japon, pour être converties en pièces d'or et causer une grande perte au Gouvernement, si une dépréciation accentuée du prix de l'argent se produisait. Il s'ensuivait que l'article XVI de la loi monétaire, qui fixait à cinq ans la période pendant laquelle l'échange des pièces de 1 yen d'argent contre des pièces d'or pourrait avoir lieu, — cette période étant comptée du lendemain du jour où la circulation de ces pièces de 1 yen d'argent serait interdite, — prescrivait un délai beaucoup trop long. Le ministre des Finances fut d'avis d'abréger ce délai, et la démonétisation de ces pièces ayant été fixée au 1er avril 1898, il décida que la conversion en pièces d'or cesserait trois mois après cette date, c'est-à-dire le 30 juin 1898. Le comte Matsukata présenta ce projet au Conseil de Cabinet le 2 septembre, il fut soumis à la Diète au mois de

[1] *Report on the adoption of the gold Standard in Japan*, p. 247.
[2] *Ibid.*, p. 248.

Digitized by Google

décembre, mais, celle-ci ayant été dissoute, il ne vint jamais en discussion. Le successeur du comte Matsukata, le comte Inouye, reconnut la nécessité d'adopter le projet de son prédécesseur et remit le 17 mars 1898 un mémoire relatif à ce sujet au Conseil de Cabinet. Il proposait de clore la période de conversion le 31 juillet. Le projet fut soumis aux deux Chambres qui le votèrent de suite ; la loi fut promulguée le 10 juin.

D'ailleurs, de nombreuses fausses pièces fabriquées en Chine avaient été trouvées parmi les pièces de 1 yen d'argent en circulation. Il était à craindre que d'autres fausses pièces ne fussent encore frappées qui auraient une valeur moins grande que les précédentes, l'argent ayant baissé de valeur. Dans ces conditions, le Gouvernement se montra très sévère dans l'examen des pièces qui étaient présentées pour être échangées. Cette sévérité donna lieu à quelques réclamations, mais n'entrava aucunement la rapidité de la conversion.

Après la démonétisation des pièces de 1 yen d'argent, le Gouvernement autorisa les habitants à payer les impôts et les taxes avec ces pièces.

Le montant total des pièces de 1 yen d'argent frappées au Japon s'élevait à 165.133.710 yens. Sur cette somme 99.508.740 yens se trouvaient à l'étranger — en outre 11.628.633 yens furent dépensés lors de la guerre sino-japonaise — et la somme envoyée à Formose et restée inconvertie en or au 31 juillet 1898 s'élevait à 5.732 027 yens. D'autre part, le montant des pièces de 1 yen d'argent converties en or entre le 1er octobre 1897 et le 31 juillet 1898 s'élevait à 45.588.369 yens. De plus, 460.904 yens avaient été refondus. Ce qui fait une somme totale de 162.318.673 yens qui, comparée à la somme totale des pièces frappées, soit 165.133.710 yens, montre une différence de 2.815.037 yens. Cette différence représente les pièces perdues ou détruites et les pièces emportées par les voyageurs étrangers.

Les pièces de 1 yen d'argent exportées à l'étranger s'élevant à un chiffre très élevé, il était de toute nécessité de faire une enquête permettant d'établir approximativement le nombre de pièces qui retourneraient au Japon pour être converties en or. L'évaluation des pièces circulant en Chine et dans les Détroits fut de 10 millions de yens. Les rapports qu'envoyèrent les consuls confirmèrent cette évaluation. Voici quelques chiffres donnés

Digitized by Google

par les rapports consulaires : à Fusan, la circulation des yens est estimée à 20.000 yens, à Chemulpo, à 30.000 yens, à Singapour, à 7.000.000 ou 8.000.000 yens, à Hong-Kong, à 500.000 yens, à Tientsin, à 6.000 yens. On s'en tint à cette évaluation de 10 millions, qui n'était pas très éloignée de la vérité, car l'importation des pièces de 1 yen d'argent s'éleva du 1er octobre 1897 au 31 juillet 1898 à 10.846.465 yens.

Ainsi, si l'on fait le total des pièces de 1 yen d'argent retirées de la circulation et des lingots d'argent qui représentaient les billets convertibles en argent de la Monnaie, on arrive à la somme de 75.093.822 yens 4 sens 2 rins. Sur cette somme, 27.567.011 yens 58 sens 4 rins furent destinés à la frappe d'une monnaie d'appoint. 40.786.662 yens 45 sens 8 rins furent vendus à Shanghai, Hong-Kong et dans d'autres villes et 6.740.148 yens furent envoyés à Formose et en Corée pour être jetés dans la circulation monétaire de ces contrées. En décembre 1898, le retrait des yens d'argent était terminé.

Nous avons vu qu'une partie de ces pièces d'argent avait été vendue en Chine, qu'une autre partie avait été envoyée à Formose et en Corée, qu'une troisième partie, enfin, avait servi à la frappe d'une monnaie d'appoint. Ce sont ces trois points que nous allons maintenant examiner.

A la fin de 1897, la circulation monétaire à Shanghai et Hong-Kong était extrêmement contractée. Le comte Matsukata voulut profiter de cette situation du marché de l'argent dans ces villes et décida de vendre sur ces places les pièces de 1 yen d'argent démonétisées. Dans ce but, il ordonna à la Banque du Japon, le 10 novembre 1897, de faire en sorte que la Yokohama Specie Bank vendît des lingots d'argent à Shanghai, jusqu'à concurrence de 100.000 yens, à titre d'expérience. Le résultat de cet essai ayant été satisfaisant, le comte Matsukata décida que la vente serait continuée jusqu'à concurrence de un million de yens. Le 26 novembre 1897, des lingots d'argent furent vendus pour une somme de 200.000 yens. Une expérience analogue fut faite à Hong-Kong; la Yokohama Specie Bank vendit à cette ville 3.000 pièces de 1 yen d'argent qui étaient « stamped ».

Le 3 décembre, le ministre des Finances déposa 100.000 yens

Digitized by Google

à la Banque du Japon pour être vendus à Hong-Kong par l'intermédiaire de la Yokohama Specie Bank.

En janvier 1898, des considérations d'ordre financier mirent le Gouvernement dans la nécessité de se débarrasser des pièces de 1 yen d'argent retirées de la circulation. Le comte Inouye donna des ordres à la Banque du Japon pour que celle-ci fît vendre par la Yokohama Specie Bank les lingots d'argent et les « stamped yens »[1].

La vente dépassa de beaucoup la somme de 15 millions de yens prévue par le Gouvernement. Après la prohibition de la circulation des pièces de 1 yen d'argent, il n'y avait plus aucun intérêt à marquer ces pièces et l'on vendit dès lors à la Chine des yens non « stamped ».

De plus la Chartered Bank manifesta le désir d'acheter des lingots d'argent dans le but de les vendre à Sanghai et Hong-Kong. Le comte Matsukata accéda à cette demande, et, le 4 décembre 1897, il donnait l'ordre à la Banque du Japon de faire vendre par la Yokohama Specie Bank des lingots d'argent à la Chartered au prix de 28 pence l'once pour une somme de 40.000 yens. Ces lingots étaient pris sur les stocks d'argent garantissant les billets convertibles en argent de la Monnaie.

Des quantités considérables d'argent furent vendues à la Chartered Bank et à la « Hong-Kong and Sanghai Banking Corporation ».

Il fut vendu en tout 40.786.662 yens 45 sens 8 rins : sur cette somme, 17.546.288 yens 42 sens 8 rins furent vendus à Shanghai et la vente produisit la somme de 15.770.718 yens 23 sens 8 rins; 15.823.000 yens furent vendus à Hong-Kong et donnèrent 14.752.095 yens 10 sens 9 rins; 7.417.374 yens 3 sens furent vendus aux banques étrangères et produisirent 6.785.652 yens 42 sens 6 rins. Le prix total obtenu par ces différentes ventes se monta à 37.308.465 yens 77 sens 3 rins. Si l'on compare cette somme avec le nombre de yens vendus (40.786.662 yens 45 sens 8 rins), on voit que la perte éprouvée s'élève à 3.478.196 yens 68 sens 5 rins. Les ventes faites à Shanghai consistèrent principalement en lingots d'argent qui étaient cotés au prix de l'argent à Londres; celles opérées à

[1] *Report on the adoption of the gold standard in Japan*, p. 319.

Digitized by Google

Hong-Kong consistèrent en pièces de 1 yen d'argent en parfait état, de sorte que le prix obtenu dans cette dernière ville fut comparativement plus élevé.

Le deuxième moyen employé pour se défaire des pièces de 1 yen d'argent retirées de la circulation fut l'envoi d'un certain nombre de ces pièces à Formose, Wei-Hai-Wei et en Corée[1]. A Formose, il avait été décidé, en principe, qu'on établirait l'étalon d'or, mais, en fait, ce furent les pièces de 1 yen d'argent « stamped » qui furent mises en circulation ; ceci fut décidé par une loi d'octobre 1897. Conformément à cette loi, des pièces de 1 yen furent envoyées à Formose le 12 octobre ; les envois se continuèrent selon les besoins de la circulation. Lorsque, au mois de juillet 1898 se termina la période pendant laquelle pouvaient être échangés les yens d'argent contre les pièces d'or, il fut décidé que la pièce de 1 yen d'argent circulerait à Formose sous sa forme primitive[2].

En novembre 1898, il fut demandé pour l'armée d'occupation de Wei-Hai-Wei une somme de 50.000 yens, cette somme fut envoyée en pièces de 1 yen d'argent stamped.

Conformément au rapport du président de la « First-Bank », à titre d'essai, il fut expédié, en Corée une somme de 30.000 yens en pièces de 1 yen d'argent « stamped » ; cette somme fut remise à la « First-Bank » par la Banque du Japon le 21 octobre 1897. D'autres envois furent faits ultérieurement en Corée.

En résumé, la somme totale de pièces de 1 yen d'argent retirées de la circulation et envoyées à Formose, Wei-Hai-Wei et en Corée s'éleva à 6.740.148 yens dont 6.212.973 yens pour Formose, 197.175 yens pour Wei-Hai-Wei et 330.000 yens pour la Corée qui, en déduisant les frais, équivalent respectivement à

[1] *Report on the adoption of the gold standard in Japan*, p. 326.

[2] A Formose, l'étalon d'or ne fut pas appliqué en même temps qu'au Japon parce que les indigènes étaient habitués depuis longtemps aux pièces d'argent et parce que les relations commerciales de l'île avec la Chine étaient très importantes ; la monnaie d'argent resta donc monnaie légale. Mais le développement économique de Formose ayant pris de grandes proportions, son commerce avec le Japon s'étant augmenté notablement, il fut décidé que l'étalon d'or serait établi dans l'île, c'est ce que fit l'ordonnance du 4 juin 1904. Cette loi dispose que les pièces d'or seront mises en circulation à partir du 1er juillet de la même année et interdit par suite à partir de cette époque la circulation des pièces d'argent. Cependant les pièces d'argent continueront à être acceptées par les caisses publiques qui ne les remettront pas en circulation (*Annuaire économique*, p. 113).

Digitized by Google

5.831.335 yens 16 sens, 195.000 yens, 316.618 yens 35 sens 7 rins soit à une somme totale de 6.353.953 yens 51 sens 7 rins. La perte pour le Gouvernement s'éleva donc pour ces opérations à 387.194 yens 48 sens 3 rins.

Il ne nous reste plus qu'à rechercher quelle a été la perte totale supportée par l'État dans l'opération de retrait des pièces de 1 yen d'argent de la circulation.

Nous savons que les pièces de 1 yen d'argent retirées de la circulation et les lingots d'argent garantissant les billets convertibles en argent de la Monnaie, également retirés de la circulation, forme un total de 75.093.822 yens 4 sens 2 rins. La vente de ces pièces et lingots produisit une somme de 69.696.240 yens 85 sens 3 rins. Le prix moyen était de 92 yens 81 sens 2 rins pour 100 yens d'argent, ce qui fait 27 pences 0570 par once d'argent. La vente donna donc une perte de 5.397.581 yens 18 sens 9 rins. A cette perte il faut ajouter une somme de 155.730 yens représentant les frais causés par l'opération du retrait et par la vente; la perte totale s'éleva donc à 5.553.311 yens 82 sens.

Cette perte fut contre-balancée par le bénéfice que la Monnaie retira de la frappe des nouvelles monnaies divisionnaires : ce bénéfice s'éleva à 561.960 yens 91 sens.

Cette opération du retrait des pièces de 1 yen d'argent eut lieu au moment d'une contraction très forte de la circulation monétaire. La période qui succéda à la guerre sino-japonaise fut une période de pleine expansion pour le commerce et l'industrie japonais; ce développement soudain des affaires causa la rareté de la monnaie. Devant cet état de choses, il était absolument impossible au Gouvernement de lancer sur le marché les bons du Trésor dont il avait décidé l'émission après la guerre; il fut même obligé de consacrer 14.670.000 yens pris sur l'indemnité de guerre pour acheter lui-même ces bons. La contraction monétaire continuant à augmenter en 1898, il fut décidé que, pour améliorer la situation des affaires, le Gouvernement prendrait une nouvelle somme de 36.990.000 yens sur l'indemnité de guerre pour acheter des bons du Trésor, et une somme de 30.400.000 yens pour acheter des obligations qui allaient être émises par la Banque industrielle du Japon.

Les transactions journalières avaient lieu au moyen des bil-

Digitized by Google

lets de 1 yen; le retrait de ces billets nécessitait l'émission d'une monnaie équivalente. On songea tout d'abord à émettre des pièces de 1 yen en or; mais on craignit que ces pièces ne fussent trop petites et peu pratiques. On se résolut alors à frapper des pièces divisionnaires d'argent de 50, 20 et 10 yens destinées à remplir la mission des billets convertibles en argent qui, d'après une évaluation faite à la fin de 1897, s'élevaient à 65 millions de yens.

Lors de la promulgation de la loi monétaire (30 mars 1897) la circulation monétaire en monnaies divisionnaires était la suivante : 39.656.042 yens 69 sens 8 rins en pièces d'argent, de cuivre et de nickel. Il faut ajouter 2.870.311 yens en papier-monnaie du Gouvernement, soit un total de 41.826.354 yens. Si nous comparons cette somme à celle de 238.530.743 yens représentant la monnaie légale, nous nous apercevons que la circulation en monnaie divisionnaire ne représentait que 17 0/0 de la circulation en monnaie légale. L'insuffisance de la monnaie divisionnaire était évidente, et il fut décidé de faire une émission de 40.000.000 yens, dont 32.500.000 yens devaient être frappés avant la fin de l'année 1899-1900; à la fin de cette année la circulation en monnaie divisionnaire s'élevait à 74.327.354 yens. D'autre part, si l'on retranche le montant des billets convertibles en argent qui allaient être retirés de la circulation, la monnaie légale, n'étant plus que de 206.537.043 yens, la monnaie divisionnaire était vis-à-vis de celle-ci dans le rapport de 35 0/0, — ce qui était un rapport normal, — au lieu de 17 0/0.

Le tableau suivant[1] montre la frappe de la monnaie divisionnaire depuis 1897 :

ANNÉES FISCALES.	PIÈCES de 50 sens yens.	PIÈCES de 10 sens yens.	PIÈCES de 20 sens yens.	TOTAL yens.
1897-98	5,003,505	3,001,802	2,001,101	10,006,408
1898-99	14,009,807	2,001,202	1,000,551	17,011,560
1899-00	1,501,051	3,001,802	1,000,551	5,503,404
1900-01	400,282	160,096	440,243	1,000,621
1901-02	700,492	100,061	200,111	1,000,664
1902-03	800,563	»	»	800,563
1903-04	700,493	500,301	500,276	1,701.070

[1] *Annuaire financier et économique*, 1904, p. 112.

Digitized by Google

Il fut frappé aussi une certaine quantité de pièces de nickel et de cuivre[1], mais cette frappe n'avait pas pour but, comme la frappe des monnaies divisionnaires d'argent, de suppléer aux billets convertibles en argent.

Le tableau suivant va montrer le montant des espèces existant au Japon avant et après la réforme[2].

ANNÉES.	MONNAIE d'or.	MONNAIE d'argent.	MONNAIE divisionnaire d'argent.	MONNAIE divisionnaire de nickel.	MONNAIE divisionnaire de cuivre.	TOTAL.
yens.	yens.	yens.	yens.	yens.	yens.	yens.
1896.....	12.811.389	50.977.504	23.228.777	6.642.168	9.378.933	102.538.771
1897.....	79.899.898	31.048.987	29.395.940	6.743.179	9.350.784	156.438.787
1898.....	83.648.655	»	45.814.139	7.653.150	9.339.035	146.454.979
1899.....	93.360.986	»	54.610.031	8.187.127	9.316.941	165.475.085
1900.....	52.930.394	»	57.118.376	8.304.213	9.141.883	127.494.866
1901.....	59.342.303	»	58.198.490	8.662.763	9.095.475	135.399.031
1902.....	89.247.908	»	59.177.329	8.782.507	9.139.390	166.347.134
1903.....	101.780.399	»	59.959.990	8.780.074	9.038.968	179.559.431

Les chiffres ci-dessus montrent que le stock monétaire n'a pas progressé autant que l'on aurait pu le croire après le retrait si rapide des pièces d'argent de la circulation. La cause en est principalement à la balance défavorable au Japon depuis 1896. Un an après la réforme en 1898, les importations marquaient un excédent de 111.748.403 yens sur les exportations; il en résultait une exportation de métaux précieux s'élevant à 86.987.481 yens contre une importation de 42.653.781 yens. De même, en 1900, l'excédent des importations sur les exportations étant de 82.831.852 yens, on note une exportation de métaux précieux de 56.707.063 yens contre une importation de 11.517.835, en 1901, l'excédent n'étant plus que de 3.125.732 les métaux précieux accusent une exportation de 14.049.099 contre une importation de 10.960.750[3]. Le tableau précédent montre que c'est dans ces deux années que le stock monétaire s'est trouvé le

[1] Année fiscale 1897-1898, monnaie de nickel 600.087 yens; année fiscale 1898-1899, monnaie de nickel 750.114 yens, monnaie de cuivre 100.016 yens; année fiscale 1899-1900, monnaie de nickel 300.046, monnaie de cuivre 65.010; année fiscale 1901-1902, monnaie de nickel 300.046, monnaie de cuivre 100,016.

[2] *Annuaire économique*, p. 112.

[3] Les chiffres concernant le mouvement des métaux précieux sont extraits de *l'Annuaire financier et économique*, année 1904, p. 73.

Digitized by Google

plus réduit, que la sortie de l'or s'est trouvée la plus forte. L'année 1902 marque par contre une importation de métaux précieux considérable : 30.183.670 yens en or et 1.977.687 en argent contre une exportation de 453.313 yens en or et 1.575.668 en argent. La balance commerciale était encore défavorable au Japon, l'excédent des importations sur les exportations étant de plus de 13 millions. L'explication de cette importation anormale d'or se trouve en grande partie dans le paiement d'un emprunt de 50 millions qui avait été placé sur le marché de Londres en octobre 1901. Cette importation d'or releva le niveau du stock monétaire; en outre, en 1903, l'or continua à affluer au Japon bien que la balance fût beaucoup plus défavorable qu'en 1902; l'importation de l'or s'éleva à 25.355.369 yens contre une exportation de 16.698.229, l'importation et l'exportation de l'argent étaient à peu près égales 2.452.099 yens contre 2.302.969 yens. En 1904, la balance est toujours défavorable, l'exportation de l'or se monte à 106.026.564 yens contre une importation de 5.456.322 yens, l'exportation de l'argent s'élève à 1.759.764 yens contre une importation de 28.490.321[1].

En résumé le Gouvernement japonais a donc éprouvé des difficultés assez grandes pour conserver sa réserve d'or en face d'une balance commerciale défavorable, il n'a pu le faire qu'en faisant des achats d'or à l'étranger. Mais cela lui aurait été absolument impossible si les chiffres indiqués plus haut exprimaient réellement la dette du Japon vis-à-vis de l'étranger; ces chiffres ne tiennent pas compte des frets; or ces frets se sont élevés en 1902 à 13 millions pour l'exportation, à 9 millions pour l'importation, en 1903 à 14 millions pour l'importation et à 13 millions pour l'exportation[2]. En outre, pour connaître exactement la balance commerciale, il faut tenir compte de l'or apporté au Japon par les visiteurs étrangers qui deviennent chaque année de plus en plus nombreux.

Après avoir examiné les effets de l'adoption de l'étalon d'or sur la circulation monétaire, il nous faut envisager les effets du changement d'étalon sur le commerce extérieur du Japon; nous nous occuperons tout d'abord du commerce extérieur envisagé à

[1] *Économiste Européen* du 27 février 1905.
[2] *Rapports consulaires français sur le commerce du Japon* en 1902 et 1903.

Digitized by Google

un point de vue général ; puis nous examinerons les effets de la réforme monétaire sur le commerce japonais, d'une part avec les pays à étalon or, et, d'autre part, avec les pays à étalon argent.

II. — EFFET DU CHANGEMENT D'ÉTALON SUR LE COMMERCE EXTERIEUR DU JAPON.

Le tableau[1] suivant montre quel a été le commerce extérieur du Japon depuis l'introduction de l'étalon d'or.

ANNÉES.	EXPORTATIONS.	IMPORTATIONS.	TOTAL.	EXCÉDENTS.
	en yens.	en yens.	en yens.	en yens.
1896	117.842.761	171.674.474	289.517.235	I 53.831.713
1897	163.135.077	219.300.772	382.435.849	I 56.165.695
1898	165.753.753	277.502.156	443.255.909	I 111.748.403
1899	214.929.894	220.401.926	435.331.820	I 5.472.032
1900	204.429.994	287.261.846	491.691.840	I 82.831.852
1901	252.349.543	255.475.276	508.166.187	I 3.125.732
1902	258.303.064	271.731.258	530.034.322	I 13.428.194
1903	289.502.442	317.135.517	606.637.960	I 27.633.075
1904	319.250.436	371.167.029	690.417.465	I 51.916.513

L'examen de ce tableau nous montre tout d'abord l'augmentation constante et considérable du commerce extérieur du Japon dans ces huit dernières années : en 1903, il est plus du double de ce qu'il était en 1896. Une autre constatation qui se présente à première vue, c'est que le chiffre des importations n'a cessé d'être supérieur à celui des exportations depuis 1896, tandis qu'antérieurement, c'était le contraire qui se produisait. C'est dans la période de 1896 à 1900 que les importations se sont développées dans une proportion très supérieure aux exportations. Mais dans la période de 1900 à 1903, les exportations ont une augmentation proportionnellement plus considérable que les importations. Ce que nous pouvons déduire de cet examen rapide, c'est que l'adoption de l'étalon or n'a pas eu pour effet

[1] Ces chiffres sont pris dans l'*Économiste français* du 16 août 1902, p. 229 pour les années 1896 à 1900 (empruntés au résumé statistique de l'Empire du Japon), dans les rapports consulaires français pour les années 1901-1903 et dans l'*Économiste Européen* du 24 février 1905, pour l'année 1904.

Digitized by Google

de nuire au commerce extérieur du Japon. Mais, il nous reste à nous demander s'il a été un stimulant du développement extérieur ou s'il a été une barrière à un développement plus considérable encore, en supposant que l'extension commerciale du Japon soit due à d'autres causes. En outre, cette augmentation du commerce extérieur japonais s'est-elle produite avec les pays à étalon argent ou avec les pays à étalon or?

L'excès des importations sur les exportations commencé en 1896 s'affirme d'une façon plus significative en 1897 et devient inquiétant en 1898 en atteignant 111.748.403 yens. Ce chiffre anormal des importations s'explique, tout d'abord, par ce fait que la récolte du riz avait été très mauvaise et avait nécessité l'année suivante des importations considérables de cette denrée; en second lieu, par l'activité commerciale et industrielle qui avait suivi la guerre et qui se traduisit par des achats très importants, de machines et de matériel à l'étranger.

En 1900, les exportations ont fléchi et les importations ont augmenté[1]. Cette baisse dans le chiffre des exportations tient à la situation troublée de la Chine à cette époque et à une mauvaise récolte de la soie. D'autre part, il avait semblé aux commerçants, d'après certaines indications à l'automne 1899, que l'année 1900 offrirait un champ particulièrement favorable au développement des affaires. Cet état d'esprit eut pour résultat une commande d'une quantité considérable de marchandises à l'étranger, d'où une augmentation du chiffre des importations. Cependant, il devint, dans le courant de l'année 1900, bientôt évident que la sortie du numéraire qui avait déjà commencé à se produire, allait augmenter avec les importations attendues et causer une contraction dans la circulation monétaire, d'où un arrêt également dans les importations. Telles furent les différentes causes qui empêchèrent le Japon de recevoir son plein développement en 1900. En 1901, les exportations ont augmenté et les importations ont subi, par contre, une baisse assez sensible. Les causes de l'accroissement des exportations sont diverses[2]. Il faut noter tout d'abord qu'il y eut une exportation considérable de soie

[1] Diplomatic and Consular Reports : Report on the Foreign Trade of Japan for the year 1900 by M. Arthur Hyde-Lay.

[2] Foreign trade in 1901, The Commerce, 15 mai 1902. Diplomatic and Consular Reports : Report on the Foreign Trade of Japan for the year 1901, by M. Arthur Hyde-Lay.

Digitized by Google

grège résultant de ce que les rubans de soie étaient très demandés sur les marchés d'Europe et d'Amérique et de ce que la production de la soie en Italie et en France avait été très faible. En second lieu, la paix rétablie en Chine, permettait la reprise des affaires avec ce pays stimulée par la menace de l'application de nouveaux tarifs. En troisième lieu, la tranquillité rétablie aux Philippines poussait les exportations vers ce pays. Enfin, la fin de la guerre transvaalienne rendait au commerce les bateaux immobilisés pour le transport des troupes et du matériel et améliorait d'une façon générale le marché anglais qui se trouva encore amélioré à cette époque par le transfert des capitaux français d'Allemagne en Angleterre, les capitalistes français ayant été effrayés par les faillites de quelques banques allemandes. Les causes de la baisse du chiffre des importations sont les suivantes : 1° la grande quantité de marchandises en souffrance ; 2° la baisse du prix des denrées au Japon causée par la contraction monétaire ; 3° la réaction causée par le développement considérable des entreprises commerciales les années précédentes et l'affaissement général des affaires ; 4° la hausse du taux de l'intérêt. Malgré ces causes déprimantes, les importations restent supérieures aux exportations ; cela tient à l'importation considérable du sucre et du kerosène, causée par la menace de la mise en vigueur prochaine d'une nouvelle taxe sur le sucre et de tarifs plus élevés sur le pétrole. En 1902, le commerce extérieur subit une augmentation de plus de 21 millions, mais, à l'inverse de l'année précédente, ce sont les importations qui augmentent dans la proportion la plus forte, de 16 millions, alors que les exportations n'accusent qu'un excédent de 6 millions.

Les causes de ce changement sont les suivantes : à l'intérieur du pays, un ralentissement considérable dans les affaires ayant comme conséquence un afflux de capitaux dans les caisses des banques, cet afflux de capitaux ayant lui-même pour effet naturel la baisse du taux de l'intérêt ; une mauvaise récolte de riz qui fait augmenter l'importation de cette denrée. D'autre part, les exportations japonaises en Chine ont été contrariées dans leur développement, bien qu'elles accusent un excédent sur l'année précédente, par la baisse de l'argent[1]. L'année 1903 accuse

[1] Rapport de M. Dejean, Secrétaire de la légation de France, sur le commerce du Japon en 1902.

Digitized by Google

une augmentation du commerce général extérieur du Japon de plus de 76 millions de yens, les importations subissant une hausse de 17 0/0 et les exportations de 12 0/0. Les causes de cet état de choses sont les mêmes qu'en 1902; les affaires sont lourdes au Japon, les capitaux restent dans les banques rendus plus craintifs encore par les bruits de guerre, le taux de l'intérêt continue à baisser[1], les importations de riz ne cessent d'augmenter. Il faut aussi noter que l'augmentation des exportations s'est produite à peu près exclusivement sur les exportations japonaises dans les pays asiatiques, l'augmentation des exportations en Europe n'étant que d'un peu plus de trois millions[2]. De cette analyse rapide du commerce général extérieur japonais, nous pouvons conclure que l'adoption de l'étalon or n'a pas eu pour effet de nuire au développement de ce commerce, bien au contraire. Mais examinons les choses d'un peu plus près et voyons les effets de la réforme monétaire sur le commerce dans les pays à étalon or et sur le commerce dans les pays à étalon argent.

a) *Effets du changement d'étalon sur le commerce avec les pays à étalon or.*

Avant la loi monétaire de 1897, le Japon étant un pays à monnaie dépréciée, était dans une situation privilégiée; le producteur indigène vendait à des prix toujours décroissants ses produits à l'étranger, tandis que l'exportateur américain ou européen était contraint sans cesse de demander des prix plus élevés pour ses produits au Japon; dans ces conditions, les exportations se développaient dans une proportion beaucoup plus considérable que les importations. Par suite de l'adoption de l'étalon or, le Japon a-t-il perdu sa situation privilégiée vis-à-vis des pays à étalon or? il est donc intéressant d'examiner comment les exportations et les importations ont été influencées par la réforme[3].

[1] Taux de l'intérêt en 1902 par jour et pour 100 yens : avances sur papier 2 sens, 7 rins, comptes courants, 2 sens, 9 rins, escompte de billets de commerce à Tokio, 2 sens, 4 rins; en 1903, avances sur papier, 1 sens, 9 rins, comptes courants, 2 sens 1 rin, escompte de billets de commerce à Tokio, 1 sen, 7 rins. Les dépôts fixe procuraient un intérêt moyen de 7 0/0 en 1902 et seulement de 6,20 en 1903.

[2] Rapport de M. Henri Cambon sur le commerce extérieur du Japon en 1903. *Diplomatic and Consular Reports : Report on the foreign trade of Japan for the year 1903, by M. Barclay; The Commerce*, 15 février 1904.

[3] Chiffres pris dans l'*Annuaire financier et économique du Japon*, année 1904, p. 69 et 71.

Digitized by Google

Le tableau suivant montre le commerce du Japon avec les pays à étalon or depuis 1896.

PAYS de destination.	1896 yens.	1897 yens.	1898 yens.	1899 yens.	1900 yens.	1901 yens.	1902 yens.	1903 yens.
Angleterre...	9,012,398	8,481,196	7,783,643	11,270,770	11,262,997	11,482,504	17,346,149	16,544,524
France.....	19,027,389	26,213,654	29,496,407	29,347,837	19,150,423	27,275,671	27,283,458	34,279,116
Allemagne...	2,972,137	2,207,018	2,469,242	3,796,927	3,555,614	5,251,071	4,737,029	5,185,658
Italie.....	2,669,106	2,981,889	2,485,362	3,581,709	7,129,311	12,669,485	13,287,556	11,003,607
Belgique.....	111,467	109,312	101,165	331,415	296,512	519,327	600,497	487,173
Autriche Hongrie.....	539,279	258,372	349,826	674,527	497,195	1,386,964	1,143,309	981,290
Pays-Bas.....	231,222	261,624	372,907	322,155	119,029	344,025	745,249	224,043
Russie d'Europe.....	129,654	177,616	460,604	616,802	623,325	852,315	968,927	1,125,251
États-Unis...	31,532,341	52,436,404	47,311,155	63,919,270	52,566,395	72,309,359	80,232,815	82,723,986
Inde.....	4,537,653	5,563,233	6,134,450	6,062,049	8,704,318	9,657,595	5.067,263	8,086,798
PAYS de provenance.	**1896 yens.**	**1897 yens.**	**1898 yens.**	**1899 yens.**	**1900 yens.**	**1901 yens.**	**1902 yens.**	**1903 yens.**
Angleterre...	59,251,780	65,406,266	62,707,573	44,836,994	71,638,220	50,575,789	50,364,029	48,736,758
France.....	7,682,347	5,147,592	6,979,983	5,768,180	8,095,819	3,752,828	4,745,776	5,107,913
Allemagne...	17,183,953	18,143,280	26,610,962	17,613,191	29,199,696	28,320,102	25,812,921	26,595,977
Italie.....	182,924	213.267	385,819	236,988	450,106	154,382	186.813	311,021
Belgique.....	3,106,094	3,173,278	4,316,703	5,415,810	7,949,254	5,810,597	6,977,656	7,578,591
Autriche-Hongrie.....	40,400	85,943	591,326	1.250,217	4,502,477	4,738,198	2,376,656	3,676,995
Pays-Bas.....	62,799	57,992	242,869	914,405	809,620	408,244	772,666	814,706
Russie d'Europe.....	97,956	47,933	116,291	49,123	309,227	210,276	103,114	291,559
États-Unis...	16,373,420	27,030,538	40,001,098	38,215,894	62,761,196	42,769,430	48,652,825	46,273,871
Inde (1).....	22,517,425	29,775,950	40,764,245	43,883,886	23,516,351	42,779,905	49,302,246	69,894,197

(1) Avant 1899, et depuis la loi du 26 juin 1893, le régime monétaire de l'Inde était un bimétallisme incomplet; depuis la loi du 15 septembre 1899 l'Inde a adopté l'étalon or.

Si l'on compare les exportations aux importations on voit que les premières ont, dans la période 1896-1903, augmenté de 89.788.800 yens et que les secondes ont progressé un peu moins en accusant une augmentation de 82.517.425 yens. L'accroissement des exportations s'est surtout fait sentir dans le commerce du Japon avec les États-Unis, puisque, pour ce pays, il se traduit par 51.191.645 yens. La France, l'Italie, l'Angleterre, l'Inde et l'Allemagne viennent ensuite avec des chiffres bien in-

Digitized by Google

férieurs. C'est l'Inde qui contribue pour la plus grosse part à l'augmentation des importations avec 47.376.772 yens.

Ainsi les exportations accusent une augmentation plus forte que les importations; la proportion serait encore plus en faveur des exportations si l'on retranchait les importations de l'Inde qui consistent presqu'exclusivement en riz; l'importation de cette denrée qui, avant 1897, n'était qu'accident elle et n'était due qu'à de mauvaises récoltes tend à devenir permanente, l'augmentation de la population au Japon fait que les récoltes moyennes de riz ne suffisent plus à la consommation.

Les chiffres que nous venons de donner permettent de dire que le Japon n'a pas perdu la situation privilégiée qu'il avait avant la loi monétaire de 1897 et, ainsi que l'a dit M. Bourguin, cette situation s'est trouvée « stabilisée à jamais par la substitution, derrière le mot yen, de 0 gr. 75 d'or fin à 24 gr. 26 d'argent fin » [1].

Ce qui reste acquis au Japon, par suite de la réforme, c'est la stabilisation de son change qui ne pourra avoir pour effet que de faire progresser son commerce. Le change du yen sur Paris a été en 1902 uniformément de 2,57; en 1903 il a varié de 2,56 à 2,59 et la moyenne a été de 2,56. Le change sur Londres a été en 1902 de sh. 2 d. 005 à sh. 2 d. 006; la moyenne était de sh. 2 d. 006; en 1903 il était de sh. 2 d. 003 à sh. 2 d. 007, présentant comme moyenne sh. 2 d. 005 [2]. Ces écarts sont, on le voit, très faibles, le yen ne peut varier qu'entre « les gold points ». Cette stabilité du change, remplaçant les oscillations perpétuelles qui le troublaient antérieurement à la réforme, a favorisé le commerce du Japon avec les États-Unis; c'est ce que constate le consul japonais à New-York répondant à la Chambre de commerce de Nagoga qui s'informait des effets du changement sur le commerce japonais avec New-York [3].

La stabilisation du change a une autre conséquence heureuse pour le Japon : elle lui a assuré pour toujours les avantages qu'il retirait au moment de la loi de 1897 de la dépréciation de sa monnaie d'argent. Il ne faut pas oublier en effet que le yen

[1] M. Bourguin, *L'étalon d'or au Japon*, *Revue d'économie politique*, année 1897, p. 836.

[2] Rapport consulaire français sur le commerce extérieur du Japon en 1903.

[3] *Annual Report of the Director of the Mint*, année 1900, p. 401-402.

Digitized by Google

n'a subi qu'une transformation matérielle, le yen d'or de 0 gr. 75 vaut ce que valait le yen d'argent de 24 gr. 26. La supériorité que le Japon avait sur le marché international grâce au bon marché de ses produits était redevable, en 1897, à la baisse de sa monnaie d'argent; en 1904, elle est due à la puissance de sa monnaie d'or, plus grande dans l'Empire qu'en Occident.

Avant la réforme monétaire, l'importateur européen payait une marchandise japonaise 1 yen de 26 gr. 26 d'argent fin qu'il s'était procuré avec 0 gr. 75 d'or fin, c'est-à-dire 2 fr. 58; après la réforme, il paie cette même marchandise 1 yen de 0 gr. 75 d'or fin, c'est-à-dire 2 fr. 58, rien n'est donc changé, il n'y a qu'une simplification. La chute du yen d'argent de 5 fr. 39 à 2 fr. 58 qui constituait avant la loi de 1897 un désavantage pour le producteur européen et un avantage pour le producteur indigène, continue à produire des effets absolument identiques après la réforme, et le yen a dans l'intérieur du Japon, la même puissance d'échange en 1904 qu'en 1897. De même les marchandises indigènes protégées avant la réforme par les hauts prix en argent des produits européens, le sont actuellement par les hauts prix en or de ces mêmes produits.

La réforme a cependant opéré un changement dans la situation commerciale du Japon avec les pays à étalon or : en effet, ce pays ne peut plus augmenter les avantages qu'il a retirés de la dépréciation du métal argent; désormais l'argent peut baisser de valeur, il n'en tirera aucun profit; la réforme monétaire a fixé à jamais les bénéfices qu'il retirait de sa situation de pays à monnaie dépréciée[1].

b) *Effets du changement d'étalon sur le commerce avec les pays à étalon argent.*

Le commerce de la Chine avec le Japon offrait ceci de particulier, avant 1897, qu'il n'était nullement influencé par les oscillations de la valeur du métal argent. Les deux pays avaient tous les deux le même étalon et les marchandises échangées se payaient en argent, le plus souvent en monnaies de même espèce : yens d'argent ou dollars mexicains. Cette communauté d'étalon favorisait singulièrement le Japon sur le marché chi-

[1] Bourguin, *L'étalon d'or au Japon*, *op. cit.*, p. 840.

Digitized by Google

nois dans sa concurrence avec les pays à étalon or qui ressentaient tous les effets de la baisse de l'argent. C'est ainsi que, progressivement, les charbons japonais se substituaient aux charbons anglais et australiens, que les bières japonaises menaçaient de prendre la place des bières allemandes et anglaises, que les envois de coton, de parapluies et d'allumettes devenaient de plus en plus considérables; et l'on voyait les exportations du Japon en Chine passer de 13.823.844 yens en 1896 à 21.325.065 yens en 1897.

Quel pouvait être l'effet du passage à l'étalon or par le Japon sur le commerce avec la Chine?

La conversion de l'étalon argent en étalon or s'étant opérée sur le pied du rapport de la valeur en 1897 de l'or et de l'argent, il était certain que le commerce japonais conserverait sur le marché chinois les avantages qu'il avait conquis sur le commerce européen et américain. Mais ces avantages ne pourraient plus croître ni diminuer du fait de la hausse ou de la baisse de l'argent. Le Japon, en stabilisant son change avec les pays à étalon or, perdait la fixité de son change avec les pays à étalon argent; en d'autres termes, le Japon allait être livré, comme les autres pays à étalon or, à toutes les fluctuations du change de la monnaie d'or avec la monnaie d'argent, avec une différence de degré toutefois : la hausse de l'argent lui procurera un bénéfice comme aux pays européens et américains, mais dans une plus grande mesure; la baisse de l'argent lui causera aussi un préjudice, mais dans une moindre mesure.

Le tableau[1] suivant montre le commerce du Japon avec les pays à étalon argent :

[1] Chiffres pris dans l'*Annuaire financier et économique*, p. 69-71.

Digitized by Google

PAYS de destination.	1896 yens.	1897 yens.	1898 yens.	1899 yens.	1900 yens	1901 yens.	1902 yens.	1903 yens.
Corée.....	3,367,693	5,196,573	5.844,332	6,995,931	9,953,272	11,372,551	10,554,183	11,761,494
Chine.....	13,823,844	21,325,065	29,193,175	40,257,034	31,871,576	42,925,579	46,838,545	69,994,180
Indo-Chine...	30,459	35,513	111,491	161.048	114,407	148,470	158,411	197,776
Philippines...	187,786	186,383	115,433	286,772	1,257,126	2,580,682	1,731,739	1,675,519
Hong-Kong ..	19,965,900	25.390,294	31,173,896	34,291,308	39,177,455	41,786,647	25,876,059	29.724,694
Siam.....	9,322	22,466	41,720	26,614	35,622	32,002	56,347	73,626
Mexique.....	»	»	28,751	9,554	32.576	60,868	101,604	72,222

PAYS de provenance.	1896 yens.	1897 yens.	1898 yens.	1899 yens.	1900 yens.	1901 yens.	1902 yens.	1903 yens.
Corée (1).....	5,118,925	8.864,360	4,796,032	4,976,167	8,805,618	10,052,438	7,957,946	8,912,151
Chine.....	21,344,521	29,265,845	30,523,861	28,687,731	29,960,740	27,256,986	40,590,858	45,458,057
Indo-Chine...	1,673.388	9,525,553	26,668,444	4,489,326	3,632,643	4 082,897	5,649,946	15,579,627
Philippines...	1,804,914	2,675,300	3,294,183	2.383.874	2,284.294	4,981,031	1.493,865	3,421,554
Hong-Kong ..	9,133,778	12,027,197	15,904,467	7,338,455	10,659.855	11,141,788	2,454,881	1,739,727
Siam.....	203,275	1,190,969	4,173.610	757,030	585.480	1,195,082	1,696,779	3,726,280
Mexique.....	»	»	3,667	28	2,127	3.201	1.879	1,639

(1) La Corée a adopté l'étalon d'or en 1900; mais cette adoption ne fut que théorique, en fait ce sont des pièces dépréciées de nickel et de cuivre qui circulent. Le dollar mexicain et le dollar de Hong-Kong ne sont pas d'un usage courant.

Ces chiffres montrent que les exportateurs japonais n'ont nullement succombé sous le poids de la concurrence des exportateurs des pays à étalon or, et, cependant, il y a eu une baisse sensible du métal argent. Les importations chinoises que l'on aurait pu craindre de voir envahir le marché japonais et concurrencer les produits indigènes sont restées stationnaires jusqu'en 1902. L'augmentation constatée en 1902 et 1903 tient aux importations de riz rendues nécessaires par les mauvaises récoltes au Japon.

Le commerce du Japon avec l'Indo-Chine n'a pas cessé de prospérer depuis 1896; mais, à l'inverse de ce qui s'est passé pour la Chine, ce sont les importations qui ont progressé dans une proportion bien supérieure aux exportations [1]. Les importations de Hong-Kong au Japon ont diminué, les exportations japonaises dans ce pays ont augmenté par rapport à 1896, mais les

[1] Rapports de MM. Dejean et Cambon sur le commerce extérieur japonais, années 1902 et 1903.

Digitized by Google

années 1902 et 1903 accusent une diminution très sensible sur la période 1898-1901.

Quelle est exactement l'influence de la baisse de l'argent sur le commerce japonais avec les pays à étalon argent? il est assez difficile de le dire. En effet, l'on constate bien dans les années 1902 et 1903 une augmentation des importations chinoises et indo-chinoises au Japon, mais si l'on cherche sur quelles denrées cette augmentation se produit, on voit que c'est sur le riz, les filés de coton et les engrais (oil cakes beares); or l'augmentation causée par le riz n'est due qu'aux mauvaises récoltes faites au Japon; pour les filés de coton, il y a lieu de remarquer que si la Chine importe au Japon cette marchandise en quantité supérieure, le Japon exporte cette même marchandise dans une proportion considérable, qui représente même la plus-value des exportations japonaises en Chine; quant à l'augmentation des engrais, elle est due à une meilleure culture des terres. Il semble bien que les chiffres un peu anormaux des importations chinoises et indo-chinoises en 1902 et 1903 ne tiennent que bien peu à la baisse de l'argent; en tout cas, la dépréciation du métal argent n'a aucune influence fâcheuse sur les exportations japonaises dans ces pays, puisque nous les voyons progresser sans cesse, et dans une proportion, en ce qui concerne la Chine tout au moins, beaucoup plus considérable que les importations. Les oscillations perpétuelles et considérables du métal blanc empêchent toute appréciation précise sur l'influence de la dépréciation sur le commerce du Japon avec la Chine; ce que l'on peut dire de plus juste, c'est qu'à certaines époques de l'année, cette dépréciation atteint un chiffre assez bas pour influencer défavorablement ce commerce; mais cela dure fort peu de temps, l'argent remonte à des taux plus élevés et, en définitive, la gêne qui en résulterait si les taux bas subsistaient pendant quelque temps se fait peu ou pas sentir. Les oscillations sont fort rudes; l'argent qui le 21 janvier 1903 était coté à Londres 21 p. 3/4, monte à 28 p. 5/16 le 21 octobre de la même année; d'ailleurs, l'année 1903 marque une appréciation de l'argent comparativement à l'année 1902, de sorte que l'on a même pu dire que l'extraordinaire développement des exportations japonaises en Chine était dû à l'appréciation de l'argent[1]. Comme conclusion, il sem-

[1] *The commerce*, 15 février 1904, p. 15.

Digitized by Google

ble qu'il y ait lieu de dire que les oscillations de la valeur de l'argent, causant sans cesse une dépréciation et une appréciation de ce métal dans des temps très courts, font que le commerce japonais avec la Chine ne se trouve influencé ni favorablement, ni défavorablement, soit quant aux exportations, soit quant aux importations.

III. — EFFETS DU CHANGEMENT D'ÉTALON SUR LES PRIX ET LES SALAIRES.

Quel pouvait être l'effet du changement d'étalon sur les prix et les salaires au Japon? Ainsi que nous l'avons vu, les pièces d'or ont remplacé rapidement les pièces d'argent, la monnaie divisionnaire d'argent s'est substituée aux billets convertibles en argent, le stock monétaire s'est trouvé augmenté et, d'après la théorie quantitative des prix, le prix des denrées et le taux des salaires devaient hausser. Si donc nous constatons une hausse des salaires et des prix, devons-nous en conclure qu'elle est due au changement d'étalon? Cette conclusion nous semblerait peu exacte; le changement dans le niveau général des prix ne peut résulter de la substitution de l'or à l'argent. En effet, au yen d'argent qui valait au moment de la réforme 2 fr. 58, alors que le cours de l'argent était de 29 p. 3/16 l'once, on a substitué le yen d'or d'un poids de 0,75 de fin et valant aussi 2 fr. 58. La réforme n'ayant pas changé l'unité monétaire, la puissance d'acquisition de la monnaie n'a pu varier. Les commerçants japonais n'ont aucun intérêt à modifier l'évaluation du prix de leurs marchandises, soit en plus, soit en moins; ils reçoivent en paiement des pièces d'or au lieu de pièces d'argent; ces pièces étant de valeur égale, il n'y a que changement de métal, de couleur, de grandeur, mais deux pièces de 50 sens en argent valent toujours un yen. Il n'y a qu'un point de changé : les prix ne sont plus attachés à l'argent; ils suivent l'or, de sorte que, si le rapport des deux métaux varie et devient défavorable à l'argent, ce n'est plus l'or qui semblera hausser par rapport à l'argent, mais l'argent qui semblera baisser de valeur par rapport à l'or et les autres marchandises[1].

Si nous considérons les statistiques[2], nous constatons que les

[1] Bourguin, *L'étalon d'or au Japon*, *Revue d'Économie politique*, année 1897.
[2] Année 1896, prix moyen : riz par koku, 9 yen 160, orge par koku 3 y. 570, fro-

Digitized by Google

prix des principaux produits et les salaires ont augmenté constamment depuis la réforme sauf en 1899, où il y eut une baisse. D'après ce qui vient d'être dit, on ne peut attribuer cette hausse au changement d'étalon; elle a d'autres causes; parmi celles-ci, la principale semble être le développement considérable de l'industrie et l'épanouissement de toute la vie économique, au lendemain de la guerre sino-japonaise. L'aisance qui en est résultée pour les classes moyennes et les basses classes, a fait considérablement hausser le prix de la vie; l'élévation des prix des denrées est due partout à une demande sans cesse grandissante de ces denrées.

Il nous reste à examiner quelle a pu être l'influence de la substitution de l'or à l'argent sur le prix des denrées dans les pays à étalon or. La question est beaucoup plus délicate. Il est vrai que la baisse de l'argent a une influence déprimante sur les prix des marchandises des pays à étalon or qui font du commerce avec les contrées à monnaie dépréciée, les commerçants importateurs devant baisser leur prix pour concurrencer utilement les commerçants indigènes. La suppression d'une monnaie dépréciée dans un pays comme le Japon, qui fait un commerce extrêmement important avec tous les pays à étalon or, devrait avoir pour

ment par koku 6 y. 110, thé par 100 kin, 33 y. 340, tabac par 100 kin, 12 y. 920, coton filé indigène 31 y. 190, soie grège par 100 kin, 633 yens.

En 1897 : riz 11 y. 810, orge 4 y. 880, froment 7 y. 890, thé 55 y. 510, tabac 17 y. 880, coton 31 y. 080, soie 682 yens.

En 1898 : riz 13 y. 110, orge 6 y. 040, froment 8 y. 310, thé 37 y. 310, tabac 30 y. 550, coton 31 y. 140, soie 705 yens.

En 1899 : riz 9 y. 840, orge 4 y. 460 froment 7 y. 310, thé 34 y. 950, tabac 33 y. 120, coton 28 y. 360, soie 950.

En 1900 : riz 11 y. 320, orge 4 y. 740, froment 7 y. 760, thé 36 y. 360, tabac 33 y. 310, coton 30 y. 930, soie 837.

En 1901 : riz 11 y. 470, orge 4 y. 070, froment 6 y. 970, thé 38 y. 650, tabac 35 y. 800, coton 33 y. 550, soie 706.

En 1902 : riz 12 y. 076, orge 4 y. 450, froment 7 y. 080, thé 42 y. 860, tabac 42 y. 530, coton 35 y. 390, soie 783.

Les salaires en 1896 étaient (journée moyenne) pour le charpentier 0 yen 380, plâtrier 0 y. 379, nattier 0 y. 333, menuisier 0 y. 332, laqueur 0 y. 305, tisseur 0 y. 194, tisseuse 0 y. 132 journalier 0 y. 262. Les mêmes salaires sont, en 1902, charpentier 0 y. 583, plâtrier 0 y. 593, nattier 0 y. 500, menuisier 0 y. 538, laqueur 0 y. 518, tisseur 0 y. 325, tisseuse 0 y. 195, journalier 0 y. 390. Les gages annuels pour un garçon cultivateur qui étaient en 1896 de 25 y. 850 sont de 31 y. 750 en 1902, ceux des filles pour le travail des champs s'élèvent de 13 y. 150 à 15 y. 980 (*Annuaire financier et économique*, année 1904, p. 65).

Digitized by Google

résultat d'influencer favorablement les prix dans ces contrées. Mais tant de causes déterminent les prix qu'il est impossible de fixer d'une façon exacte l'influence de chacune d'elles. Les Index Numbers accusent une hausse des prix en Europe dans ces dernières années, il serait bien téméraire d'affirmer que ce résultat est dû à l'adoption de l'étalon d'or par le Japon.

IV. — CONCLUSION.

Le Japon, en adoptant l'étalon or, renonçait aux avantages que lui donnait sa situation de nation à monnaie dépréciée; il sacrifiait la production indigène et favorisait le producteur européen et américain; il abandonnait aussi les bénéfices qu'il pouvait retirer d'une baisse nouvelle de l'argent, il sacrifiait la situation prépondérante qu'il avait vis-à-vis des pays à étalon or sur les marchandises des nations à étalon argent, surtout sur le marché chinois; comme compensation, il espérait voir, grâce à la stabilité de son change, se développer d'une façon intense son commerce avec les contrées à étalon or; il s'appropriait en outre d'une façon définitive les avantages recueillis de la baisse de l'argent et se mettait à l'abri des pertes, qu'une hausse, bien improbable d'ailleurs, de ce métal, aurait pu lui faire subir.

Les résultats de la réforme monétaire ont été extrêmement favorables au Japon; son commerce s'est développé d'une façon intense, ses exportations n'ont subi aucun ralentissement, elles ont même progressé vis-à-vis des pays à étalon or dans une proportion plus forte que les importations; le commerce du Japon avec les pays à étalon argent s'est aussi considérablement accru et, si les importations dépassent les exportations, il faut noter que ces dernières ont beaucoup progressé. De plus, il ne faut pas oublier que l'excès des importations chinoises et indochinoises est dû presqu'exclusivement au riz.

Les importations considérables de riz dans ces dernières années au Japon sont-elles dues à des causes purement accidentelles, à de mauvaises récoltes? Nous ne le croyons pas; sans doute depuis 1897, les récoltes ont été souvent peu abondantes, mais il y a eu aussi des années de rendement moyen, pendant lesquelles les importations n'ont pas cessé de se produire.

Ce fait n'a pas lieu de surprendre. Le Japon, qui est un pays

Digitized by Google

essentiellement agricole — les agriculteurs constituent 55 0/0 de la population — voit toutes ses terres cultivables mises en culture; la propriété est très divisée, très inégalement répartie et l'on fait rendre à la terre tout ce qu'elle peut donner[1].

Cependant cette culture intensive est actuellement insuffisante pour nourrir les habitants. Les récoltes de riz ne satisfont plus aux besoins que dans les années exceptionnellement bonnes[2]; et il est facile de prévoir une époque très rapprochée où le Japon sera forcé de demander chaque année à l'Inde et à l'Indo-Chine des quantités considérables de riz malgré des récoltes excellentes. Cette situation agricole du Japon peut faire craindre que ce pays ne devienne pendant quelque temps encore débiteur de l'étranger; pour éviter la fuite de son or, il faut qu'il s'industrialise de plus en plus, qu'il perfectionne la qualité de ses produits et oppose ainsi une barrière aux produits manufacturés d'Europe et d'Amérique.

Les circonstances exceptionnelles que traverse le Japon peuvent être aussi une menace pour la réserve d'or, et l'on peut dire que les ressources en espèces métalliques auraient été depuis longtemps épuisées si le Gouvernement n'avait eu la précaution de se procurer dès le début des hostilités, par des emprunts contractés à l'étranger, les fonds nécessaires. La dette résultant de ces emprunts s'élève à 22 millions de livres ou environ 220 millions de yens qui représentent à peu de chose près l'or qui était dans les caisses de la Banque du Japon et dans la circulation en 1903. Malgré l'afflux d'or résultant des emprunts, la réserve de la Banque a été cependant entamée; elle était de 120.518.840 yens au 31 décembre 1903 et tombait à 85.560.863 yens au 31 décembre 1904[3].

La voie des emprunts est évidemment dangereuse, mais, si le Japon ne s'y lance pas d'une façon inconsidérée, sa réserve d'or

[1] La culture par tête d'habitant est ainsi répartie :

Hokaido	Nord de Hondo	Centre	Ouest	Sikok	Kiou Siou
are.	are.	are.	are.	are.	are.
—	—	—	—	—	—
0,71	0,09	0,05	0,06	0,04	0,06

[2] La récolte du riz de 1904 ayant été excellente, les importations de cette denrée ont sensiblement diminué et la balance du commerce s'est trouvée influencée favorablement.

[3] *Économiste européen*, 1905, 1er semestre, p. 436.

Digitized by Google

ne sera nullement menacée et ce pays a si souvent prouvé qu'il n'agissait pas à la légère que cette éventualité n'a pas de chance de se produire. Il est très difficile de prévoir les conséquences économiques de la guerre; mais si on se rappelle l'extraordinaire développement industriel et commercial qui a suivi la guerre sino-japonaise, on peut croire que le commerce et l'industrie prendront à la fin des hostilités un nouvel essor et qu'après une période fatale de crise économique, le Japon cessera d'être une nation importatrice et aura, comme avant 1896, une balance commerciale favorable. Une réserve d'or assez forte pourra alors être reconstituée qui rejettera au loin le danger pour ce pays de devenir, comme certaines contrées de l'Amérique du Sud, une nation à étalon or avec une circulation effective d'argent et de papier.

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE

CHINE

Documents.

Annual Report of the Director of the Mint.

Commission on international exchange; stability of international exchange : Report on the introduction of the gold-exchange standard into China and other silver using countries (House of representatives, Document n° 144), Washington, 1903.

Commercial China in 1899 (Treasury Department, Bureau of statistics).

Diplomatic and Consular Reports : Report on China for the year 1903, by M. Jameson.

Imperial Maritime Customs Returns of trade and trade Reports.

Livre jaune Chine, juin-octobre 1901.

Monthly summary of Commerce and finance of the United States, January 1904.

Rapport de M. Georges Gérald sur les tarifs douaniers de la Chine, *Journal officiel*, 1904, Documents parlementaires, Chambre, annexe n° 1035.

Livres.

H. Cordier. — *Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales*, 1860-1902. Paris, 1901-1902.

Th.-R. Jernigan. — *History of banking in all the leading nations*, t. IV; *the History of banking in China.*

La Mission lyonnaise d'exploration commerciale en Chine. Lyon, 1898.

L. Sculfort. — *La circulation monétaire en Chine et les conséquences de la baisse de l'argent* (Conférence faite à la Société d'économie politique, le 28 janvier 1898).

Digitized by Google

M. TILLOT ET EMIL S. FISHER. — *Notes sur la monnaie et les métaux précieux en Chine* (Ces notes ont été publiées dans l'*Echo de Chine*, les 11, 12, 13, 14, 15 et 17 janvier 1898). Shanghaï, 1898.

Revues et journaux.

Écho de Chine, 1904.

Economist (*the*).

Économiste européen (*L'*).

Économiste français (*L'*).

Economic journal, septembre 1904 : Léon Darwin, *Currency reform in Mexico and China.*

Journal of the China branch of the Royal Asiatic Society, année 1890.

Monde Économique.

Quarterly Journal of Economics, may 1904 : A. Pratt, *Andrew*, *The end of the Mexican dollar.*

JAPON

Documents.

Annuaire financier et économique du Japon. Tokio, 1904.

Diplomatic and consular Reports : Report on the foreign trade of Japan for the year 1901, by M. Arthur Hyde-Lay. *Report on the foreign trade of Japan for the year* 1903, by M. Barclay.

MATSUKATA MASAYOSHI (comte), *Report on the adoption of the gold standard.* Tokio, 1899.

Rapports diplomatiques et consulaires : Rapport de M. Dejean sur le commerce du Japon en 1902. — Rapport de M. Cambon sur le commerce du Japon en 1903.

Revues et journaux.

M. BOURGUIN. — *L'étalon d'or au Japon. — Revue d'Économie politique*, année 1897.

Commerce (*The*).

Digitized by Google

Digitized by Google

LA POLITIQUE MONÉTAIRE

DES

RÉPUBLIQUES DE L'ARGENTINE ET DU BRÉSIL

Par **Jacques LYON**

Étudier, comme nous nous proposons de le faire dans cette brève étude, la politique monétaire des deux Républiques les plus importantes de l'Amérique du Sud, c'est se demander, étant donné que tous les États de ce continent bénéficient et souffrent aujourd'hui des avantages et des inconvénients du cours forcé et d'un change défavorable, d'une part, comment, par suite de quelles circonstances et sous l'effet de quelles causes un pareil régime a pris naissance et s'est développé et, d'autre part, à l'aide de quels moyens, de quels procédés ils se sont efforcés et s'efforcent de nos jours d'y mettre un terme.

Les causes de ces phénomènes sont multiples et complexes. Sans qu'on puisse aller jusqu'à dire que la réunion des divers faits que nous venons de citer constitue un symptôme certain de la misère d'un pays ou, plus simplement, de sa situation économique défavorable, puisque d'aucuns soutiennent au contraire, qu'ils sont parfois les facteurs les plus puissants et les plus actifs de sa prospérité, il est du moins incontestable qu'ils offrent la preuve d'un trouble profond dans l'organisation politique et financière d'un pays, trouble dont il importe de rechercher et d'étudier les causes.

Nous considérons pour notre part que si l'État ne vient point, par son intervention, modifier les conditions de la vie économique du pays, la baisse du change ne se produit pas ou du moins se

Digitized by Google

maintient dans d'étroites limites. Mais il convient, pour établir l'exactitude de cette proposition, de faire une distinction entre la balance du commerce proprement dite et la balance générale des paiements.

Pour établir la première, on tient compte exclusivement des importations et des exportations de marchandises et des créances et des dettes qui en résultent; c'est d'elle que nous disons que son déséquilibre ne saurait influer d'une façon appréciable sur le taux du change et que si, à un moment donné, à supposer que n'intervienne aucun autre élément de créance ou de dette, l'importation l'emporte sensiblement sur l'exportation, l'équilibre ne tardera pas à se rétablir de lui-même. Lorsque, en effet, un pays se trouve, au point de vue monétaire, dans des conditions normales, lorsqu'il détient une certaine quantité de cet unique mode international de paiement qu'est l'or, s'il n'exporte pas assez de marchandises pour payer celles qu'il importe, le cours du papier de change s'abaissera jusqu'à ce qu'il ait atteint le gold point, c'est-à-dire un prix tel qu'il soit plus avantageux d'acquérir directement de l'or pour l'expédier à ses créanciers étrangers que d'acheter du papier de change.

Le jour où, par suite d'un trop grand nombre d'opérations de cette sorte, tout l'or qui constituait la circulation monétaire du pays aura disparu, le pays se verra contraint, par la force des choses, si ses ventes à l'étranger demeurent inférieures à ses achats, de restreindre ces derniers, et l'équilibre de la balance du commerce se rétablira peu à peu. Le crédit que les négociants étrangers étaient disposés de lui consentir cessera en effet, bientôt. Le seul remède qui reste alors en dehors de l'accroissement normal de l'exportation, par suite des progrès de la production, consiste à créer en quelque sorte, une exportation immatérielle en vendant au dehors soit des titres et actions d'État, soit des actions et des obligations de sociétés industrielles privées.

Mais ceci nous amène à la balance générale des paiements et à la redoutable influence que l'État peut exercer sur sa stabilité et son équilibre. Pour l'établir, on envisage toutes les créances et toutes les dettes, quelles qu'en soient l'origine et la raison d'être, qu'une nation possède sur les autres nations ou dont elle leur est redevable; de ce nombre sont : Les emprunts d'État, les

Digitized by Google

placements faits par les nationaux à l'étranger ou, au contraire, les intérêts et dividendes des actions et obligations des entreprises créées dans le pays à l'aide de capitaux étrangers, les dépenses faites par les voyageurs et enfin le fret des navires. Dans les pays neufs que nous envisageons, les créances résultant des transports maritimes ou des placements effectués à l'étranger ne sauraient contrebalancer les dettes qui ont une origine autre que l'importation des marchandises.

Au nombre des plus lourdes il faut placer celles qui résultent des emprunts extérieurs parfois très nombreux et très élevés que contracte l'État. Ceux-ci ont momentanément pour effet de rendre le pays emprunteur créancier des sommes que doivent lui verser les banques étrangères qui ont accepté d'émettre son emprunt; durant cette période, il peut arriver et il arrive fréquemment que l'exportation des marchandises s'accroisse sans qu'elle soit compensée par une importation équivalente parce que la créance commerciale de l'étranger peut se compenser avec la dette qu'il a contractée du fait de l'emprunt d'État. Mais la dette du pays emprunteur s'élève sensiblement et le déséquilibre de la balance des paiements comme celui des cours de change s'accroît lorsque l'emprunt a été entièrement souscrit et lorsque l'étranger, de débiteur qu'il fut durant une brève période du montant de l'emprunt, devient, pour de longues années à venir, créancier de ses intérêts. La consommation intérieure, et, par conséquent l'importation ne pouvant se réduire aisément, l'État, pour faire face à ses engagements, se voit dans la nécessité, au cas où le budget ne lui assurerait point de ressources suffisantes, ce qui est probable, car il est également difficile d'accroître à volonté les recettes, d'une part, en drainant l'or du pays pour l'exporter, et, d'autre part, en créant du papier-monnaie pour ses besoins à l'intérieur; cette double politique a pour effet naturel et fatal d'élever progressivement et sensiblement le cours du change.

Il en est de même, au cas où des particuliers entreprennent d'établir dans leur pays des industries nouvelles, de creuser des ports et des canaux, de construire des chemins de fer et empruntent à l'étranger le capital nécessaire à ces diverses entreprises. Mais, d'une part, dans les nations nouvellement organisées que nous envisageons, les entreprises créées ne peuvent être assez nombreuses, ni les capitaux qui y sont engagés constituer un

Digitized by Google

total assez élevé pour que la dette extérieure puisse subir de ce fait un très sensible accroissement. D'autre part, ces entreprises peuvent et doivent avoir pour effet de faciliter et d'activer la production et de donner par la suite à l'exportation un nouvel élan qui viendra compenser la dette résultant de ces emprunts faits en vue d'entreprises privées aux capitaux étrangers. Or il en est rarement de même en ce qui concerne les emprunts d'État; si une fraction en est parfois employée à des opérations fructueuses pour le développement économique du pays, une trop large part en est destinée à des dépenses parfois onéreuses, souvent exagérées et presque toujours improductives.

Ce n'est pas à dire, si l'influence de l'État doit être, à notre sens, considérée comme la cause première et déterminante des fluctuations défavorables du change qu'il ne puisse exister des éléments qui aient pour effet de contrebalancer cette influence, soit en l'affaiblissant, soit en empêchant entièrement qu'elle puisse se marquer dans la cote du change. Tous ces éléments se résument en un seul qui n'est autre que la prospérité et la richesse du pays. Dans un pays, lorsque toutes les sources de richesse ont pu être mises en valeur, lorsque les capitaux accumulés par une longue épargne ont dû chercher des débouchés et des placements au dehors, les intérêts des dettes contractées par l'État peuvent se trouver largement compensés, si élevées qu'ils puissent être, par les créances que les capitalistes ont acquises sur les pays étrangers. Il en est de même dans les pays où le budget est établi conformément aux principes les plus stricts de la science financière et où les recettes budgétaires couvrent normalement toutes les dépenses résultant du paiement des intérêts de la dette extérieure.

Mais il est permis de dire que dans des pays neufs, tels que ceux que nous envisageons, où la richesse n'est pas encore assez répandue, où l'accumulation des capitaux n'a pas été assez considérable pour que des placements nombreux et fructueux puissent être faits à l'étranger, la balance générale des paiements se confond presque toujours avec la balance du commerce; il en est ainsi jusqu'au jour où l'intervention de l'État vient accroître si sensiblement le chiffre de la dette extérieure qu'aucune créance privée sur l'étranger ne saurait venir la compenser avec une rapidité analogue.

Digitized by Google

La hausse du change est la conséquence normale d'une semblable intervention. Quant aux budgets, nous verrons plus loin suivant quelles règles ou plutôt, en l'absence de quelles règles, ils sont établis.

Si l'on examine en effet, la période de l'histoire des grandes nations modernes durant laquelle elles ont été en proie aux maux d'une crise monétaire, et il n'en est presque aucune qui ait réussi à s'y soustraire, il apparaît clairement, à notre sens, qu'on peut toujours lui assigner comme origine et comme cause le désordre des finances publiques et le déséquilibre des budgets.

Mais ces désordres ne furent jamais eux-mêmes que le reflet de crises plus graves qui bouleversaient l'État tout entier : tantôt, et ce fut le cas en Angleterre, en Autriche, de longues guerres fréquemment renouvelées; tantôt, comme en France, une révolution qui, sur les ruines du passé voulant bâtir une société nouvelle, provoqua des guerres civiles. L'Espagne a connu successivement les maux résultant des guerres civiles et des guerres étrangères; sa situation monétaire et sa cote du change sur l'extérieur en portent encore les traces. Parfois encore, et l'Italie nous en offrit un exemple, des États nouvellement constitués, aux ambitions et aux illusions juvéniles, désireux de s'élever sans plus attendre au niveau de nations plus vieilles que l'œuvre des siècles ou peu à peu façonnées et consolidées, voient s'accroître démesurément leurs dépenses et leurs dettes.

Or la réunion de toutes ces causes a, dans les États de l'Amérique du Sud, entraîné les mêmes conséquences.

Lorsqu'ils se furent, dans les premières années du XIXe siècle, définitivement libérés de la domination espagnole, lorsque tous les gouvernements européens les eurent reconnus en tant que nations indépendantes, ils voulurent s'organiser à l'image de ces États dont l'appui plus ou moins indirect avait facilité leur révolte et présidé à leur constitution. Ils eurent non seulement un Parlement et des municipalités élues, mais encore une administration à l'européenne avec tous ses rouages, multiples et complexes; ils maintinrent, en accroissant ses pouvoirs et son importance, l'armée qui avait combattu durant les guerres d'indépendance et, de toutes pièces, ils se créèrent une marine de guerre. Leur population vivait dispersée sur le territoire des provinces

Digitized by Google

immenses découpées dans la vaste et riche étoffe de l'ancien empire espagnol; ils voulurent lui fournir dès le début toutes les facilités et le confort que comporte et qu'exige la civilisation moderne. Pour assurer les communications entre des provinces que séparent tantôt des déserts, tantôt des chaînes de montagnes, tantôt des forêts immenses, pour permettre et faciliter l'exploitation d'un sol infiniment fécond, pour bâtir des capitales, dignes des Républiques nouvelles, pour se donner l'aspect et la façade de grandes nations modernes, ils entreprirent, à l'aide des capitaux étrangers qu'attirait l'appât d'un taux d'intérêt élevé, des travaux publics, exigeant des charges hors de proportion avec les ressources financières d'États naissants.

En un mot ces États se bâtirent à l'image de ceux qui en étaient devenus les maîtres. Légitimement fiers de leur victoire, ils rêvaient pour leurs patries nouvelles des avenirs très prochains de prospérité et de gloire. Ils étaient amoureux de pompe et d'ostentation; ils aimaient revêtir d'éclatants uniformes; ils avaient le mépris du Hidalgo pour les chiffres et les calculs et dépensaient sans compter.

Les uns se logeaient dans les emplois innombrables nouvellement créés; ils remplissaient les postes de l'armée et de l'administration; ils imposaient au budget de lourdes charges inutiles au pays, mais satisfaisaient par là tout à la fois leur nonchaloir et leur amour de la domination et du paraître. D'autres, au temps de la domination espagnole, s'étaient partagé les terres et possédaient de vastes plantations; la liberté du commerce qui résulta de la chute de la domination espagnole leur permit d'envoyer à destination de l'Europe et des États-Unis les laines, les peaux, le café et le caoutchouc; des fortunes colossales s'édifièrent. Mais, en même temps, les besoins et le luxe croissaient et, dans les budgets des particuliers comme dans celui de l'État, qu'ils établirent à l'image du leur, on escompta l'avenir. La vanité et l'inexpérience d'États nouveaux, le désir de paraître et de briller propre aux nations latines s'unissaient donc pour entraîner leur ruine financière.

Ce ne furent point là les seuls maux dont souffrirent leurs finances; elles subirent encore le contre-coup des guerres civiles et étrangères qui déchirèrent les nations de l'Amérique du Sud. Passant brusquement de l'exercice de l'autorité despotique la

Digitized by Google

plus absolue et la plus étroite à la pratique de toutes les libertés, elles étaient mal préparées à l'introduction du régime parlementaire et leurs violences ne devaient guère lui permettre de s'exercer normalement. La libération avait été l'œuvre des officiers; ils voulaient conserver le pouvoir au besoin par la force; l'exemple des généraux maîtres du gouvernement leur était donné par l'ancienne métropole et leurs ambitions rivales épuisaient et parfois ensanglantaient le pays dans chaque État. Enfin, et c'était une nouvelle cause de troubles et de révolutions, la population ne comprenait pas exclusivement des Européens venus d'Espagne et du Portugal et définitivement établis dans l'Amérique du Sud; elle était composée en grande partie des descendants des races que les conquistadores n'avaient point réussi à exterminer entièrement. Ils avaient servi d'auxiliaires et fourni des troupes aux Européens révoltés; il était désormais impossible à ces derniers de les faire rentrer entièrement dans l'ombre; trouvant insuffisante leur part dans les produits de la victoire, tantôt ils se révoltaient sous la direction de l'un des leurs, tantôt ils offraient leur appui et prêtaient leur concours aux ambitieux qui voulaient s'emparer du pouvoir par la force.

Une détestable administration, des dépenses inconsidérées, le pillage des finances publiques, des guerres intérieures et extérieures, toutes ces causes devaient fatalement entraîner à la ruine les États que nous envisageons. A de pareilles dépenses ne pouvaient suffire les maigres recettes budgétaires de pays à population clairsemée, renforcée en grande majorité d'indigènes et d'immigrants pauvres, et dont les exportations n'étaient pas encore assez abondantes pour que les recettes provenant des droits de douane pussent être fort élevées. Il fallut chercher ailleurs. Pleins de confiance dans l'avenir, peu soucieux des charges nouvelles qu'ils allaient infliger à leur budget, l'Argentine et le Brésil contractèrent, et à des conditions parfois fort onéreuses, de nombreux emprunts au dehors. L'Angleterre, par l'intermédiaire de ses principales banques, s'offrit aussitôt à leur fournir des prêteurs; ce fut, en effet, toujours un des efforts de la politique anglaise de s'assurer la reconnaissance et la clientèle d'États nouveaux en leur ouvrant l'accès de la cote du Stock Exchange.

Le produit des nombreux emprunts que leur facilitèrent les

Digitized by Google

banques anglaises étant aussi mal employé que l'étaient les recettes ordinaires du budget, le déficit ne fit qu'augmenter. Pour faire face aux dettes dont le nombre et le poids ne cessaient de s'accroître et pour échapper à la banqueroute, trois méthodes s'offraient aux Gouvernements argentin et brésilien : réduction des dépenses, élévation des impôts et enfin, émission de papier-monnaie sans garantie accompagnée de l'établissement du cours forcé.

Ils ne purent se plier à la première et la seconde dans des pays à population pauvre, agitée et friande de révolutions était dangereuse. Restait la troisième méthode, celle que finissent généralement par employer les nations endettées. Le Brésil et l'Argentine suivirent la procédure ordinaire : saisie par l'État de la garantie métallique des établissements d'émissions, exportation de l'or, institution du cours forcé, émissions successives, au fur et à mesure des besoins, de papier-monnaie dont la valeur diminue avec la quantité. Plus l'État émet de papier-monnaie, plus la différence s'accroît entre la valeur de ses recettes en monnaie de papier et celle de ses dépenses payables en or, et chaque jour, à mesure que monte le taux du change, qui s'élève jusqu'à atteindre des hauteurs parfois invraisemblables, s'alourdit le poids de sa dette extérieure.

I

Quoique les déficits budgétaires, les emprunts à l'extérieur, les émissions de papier-monnaie non garanti, et la hausse du change constituent une série de faits qui ont une origine et une cause communes, qui découlent les uns des autres et réagissent les uns sur les autres, il nous faut cependant, pour la clarté de l'exposé, envisager chacun d'eux séparément, au Brésil d'abord, puis dans la République Argentine.

La cause principale de la crise du change fut, au Brésil comme partout ailleurs, l'abus des émissions fiduciaires non garanties[1]. Voici comment le ministre des Finances, dans son

[1] La base du système monétaire brésilien est l'or. Le milreis or comprend 1.000 reis, et, au pair, vaut 2.832 francs ou 27 pence. On compte aussi en contos qui représentent 1.000 milreis. La monnaie divisionnaire comprend de l'argent au titre de 0,916, du nickel et du bronze. Mais, ainsi que nous allons le voir, à partir de

Digitized by Google

rapport de 1899, résumait l'histoire des émissions de papier-monnaie au Brésil : « Le papier-monnaie fit d'abord son apparition en 1809 avec la première émission de la Banque du Brésil ; elle fut si vite suivie d'autres émissions qu'en 1827 leur montant total s'élevait déjà à 21 millions de milreis. Le Gouvernement prit toutes ces émissions à sa charge et en fit lui-même de nouvelles si bien qu'en 1844 la circulation fiduciaire s'élevait à plus de 40 millions de milreis. A partir de cette date, l'histoire de la monnaie brésilienne n'a été qu'une succession soit d'émissions de banques prises ensuite par le Gouvernement à son compte, soit d'émissions d'État. Après la proclamation de la république, elles se succédèrent d'année en année s'élevant à 297, 513, 561, 631, 712, 720 et finalement 785.000 contos de reis en 1898. Ces chiffres représentent l'échelle de la décadence économique et financière que le gouvernement de la République fut obligé de descendre durant les premières années de son existence ».

Les ministres des Finances brésiliens n'avaient point attendu cette date de 1898, où, comme nous le verrons, la crise atteignit son paroxysme pour dénoncer le mal, pour se lamenter sur la situation monétaire et financière de leur pays, et pour indiquer même les remèdes qui eussent été de nature à mettre fin à un pareil état de choses. Mais on ne les écoutait guère, les émissions de papier-monnaie dont on ne voulait pas voir les dangers à venir constituant pour les gouvernements un moyen trop facile de régler leurs dettes et d'équilibrer leurs budgets.

Le mal n'apparut d'ailleurs pas aussitôt, et dès la première émission de papier-monnaie. C'est surtout à partir de 1890 que les émissions excessives de papier-monnaie commencèrent à faire sentir leur influence funeste et à se refléter, d'une façon de jour en jour plus inquiétante, dans les cours du change. Au 31 décembre 1890, l'émission totale de papier-monnaie tant de l'État que des banques auxquelles le Gouvernement, imitant maladroitement le système américain, avait accordé de nombreux privilèges s'élevait à 358.435 contos de reis. Une pareille somme pouvait n'être pas considérée comme exagérée pour un pays de

1889, avec les déficits budgétaires et la baisse du change, l'or disparut du Brésil. Toute la politique monétaire actuelle du Gouvernement brésilien consiste essentiellement dans le réapprovisionnement du Brésil en or.

Digitized by Google

l'étendue du Brésil et dont le sol fécond renfermait d'innombrables sources de richesses; et, cependant, le milreis, au cours du change, ne valait déjà plus que 21 pence. Mais l'année 1891 fut une année de spéculation effrénée sur le café et sur les changes; l'émission fiduciaire des banques brésiliennes passa d'un bond de 187.000 à 346.000 contos, l'émission fiduciaire totale du Brésil atteignit 513.000 contos; au mois d'octobre de cette même année, le milreis ne valait plus au cours du change que 11 pence.

Le Gouvernement fédéral interdit aussitôt toute émission nouvelle de papier-monnaie. Mais, peu après, la guerre civile éclata, le maréchal Peixoto s'empara du pouvoir; comme il avait besoin d'argent, et que les caisses de l'État se trouvaient être vides, il utilisa le moyen le plus simple et dont l'exemple lui avait été fourni par ses prédécesseurs, en faisant fabriquer 180.000 contos de papier-monnaie qu'il déversa sur le marché.

En 1894 nouvelle émission officielle de 77.000 contos. En 1896, le Gouvernement fédéral retira de la circulation 17.800 contos, mais il en émit par contre 52.000, la portant ainsi à 371.640 contos. En 1897, le Gouvernement se déclara garant de l'émission fiduciaire des banques brésiliennes qui, en revanche, lui transmettaient leur numéraire afin de lui permettre d'acquitter ses dettes extérieures.

Ajoutons aux évaluations officielles les nombreuses émissions clandestines ordonnées soit par le chef de l'État, soit même par des sous-ordres qui utilisaient fréquemment ce moyen de s'enrichir à peu de frais, et nous arrivons, en 1897, au chiffre de 760.000 contos. Au 31 août 1898, enfin, au moment où, conformément aux obligations contenues dans le Funding-Loan, dont nous parlerons plus loin, les émissions cessèrent, et où commença, par le moyen des incinérations, la réduction de la circulation de papier-monnaie, celle-ci atteignait le chiffre de 788.364 contos.

Cependant l'amoncellement du papier-monnaie, unique et dangereuse ressource d'un Gouvernement sans cesse aux abois, produisait des conséquences logiques et fatales. Le milreis qui, en 1889, était au pair, valait donc 27 pence ou 2 fr. 83, ne valait plus en 1898 que 5 p. 75 ou 0 fr. 60, et l'agio sur l'or atteignait 471 0/0. La création de toute cette masse de monnaie ne correspondait point à des besoins nettement manifestés du

Digitized by Google

commerce et de l'industrie; elle n'était point le signe de l'accroissement normal de la richesse du pays. En 1889, le papier-monnaie en circulation qui était de 192.800 contos, correspondait à une valeur de 22.091.000; en 1898, alors que la circulation de papier-monnaie avait atteint le chiffre de 788.364 contos, sa valeur en livres sterling avait subi un accroissement infiniment moindre, puisqu'elle n'atteignait, d'après le cours du change que 23.737.000. Le tableau suivant résume toutes ces conséquences désastreuses d'une émission fiduciaire illimitée, et en marque les étapes.

Tableau des changes moyens au Brésil de 1889 à 1898[1].

ANNÉES.	CHANGE (en pence).	VALEUR du milreis en francs.	VALEUR du franc en milreis.	AGIO de l'or 0/0	MONTANT du papier-monnaie en circulation (contos de reis).	ÉQUIVALENT en millions de £
1889	27,00	2.83	0,352		192.800	22.091
1890	23,38	2,45	0,408	116	297.800	28.073
1891	16,12	1,69	0,591	167	313.727	34.984
1892	12,00	1,26	0,793	224	561.000	36.808
1893	10,12	1,06	0,943	267	631.700	20.438
1894	10,06	1,05	0,952	268	712.000	29.944
1895	10.06	1,05	0,952	268	678.000	28.077
1896	9,18	0,96	1,038	295	711.641	27.657
1897	7,87	0.82	1,219	345	720.962	23.187
1898	5,75	0,60	1,666	471	788.364	23.537

En même temps que, parallèlement à l'émission fiduciaire s'élevait le change sur l'étranger, les dépenses et, à leur suite, le déficit budgétaire ne cessaient de s'accroître. Dans les budgets brésiliens de la période républicaine on peut trouver des exemples de toutes les pratiques financières les plus vicieuses qu'énumère dans son rapport de 1899 le ministre des Finances brésilien M. Joaquin Martinho. « Services créés sans crédits correspondants inscrits au budget, dépenses supérieures au crédit voté, évaluations de recette toujours trop optimistes, nécessité de cré-

[1] Théry, *Les finances et le change du Brésil*, p. 6 et *Économiste européen*, passim.

Digitized by Google

dits supplémentaires, telles sont les diverses causes de ces déficits perpétuels qu'on a couverts à l'aide d'impôts, d'émissions de papier-monnaie et bientôt d'emprunts ».

Prenons quelques exemples :

En 1894, les recettes du budget, ordinaires et extraordinaires, s'élevaient à 249.345 contos-papier et les dépenses à 364.559 contos. Le résultat de cet exercice se traduisait donc par un déficit de 100.205 contos. Il fut, en fin de compte réduit à 15.299 contos, le Gouvernement ayant fait face, grâce aux ressources suivantes, dont toutes étaient anormales et dangereuses, à l'insuffisance des recettes :

Dépôts	5.832,3	contos-papier.
Indemnités de secours agricoles	1.500,0	—
Émission de papier-monnaie	77.000,0	—
Émission de monnaie d'argent	100,0	—
Émission de monnaie de nickel	473,0	—
TOTAL	84.905,3	contos-papier.

En 1895, les recettes furent de 297.468 contos et les dépenses de 340.835, soit un déficit de 93.266 contos. Pour y parer, le Gouvernement émit un emprunt extérieur de 27.000 contos et un emprunt intérieur de 98.000 contos.

En 1896, ce déficit a légèrement diminué ; il n'est plus que de 34.000 contos. Voici quelle était, en cette année 1896, la liste des dépenses du Gouvernement brésilien.

Justice	16.888.492.541	reis.
Relations extérieures	5.905.809.550	—
Marine	34.948.541.057	—
Guerre	58.385.002.081	—
Industrie et travaux publics	119.095.228.522	—
Finances	131.708.777.848	—
Dépôts	47.370.344.805	—
TOTAL	414.302.397.404	reis.

D'où il résulte qu'à cette date le déficit du budget brésilien est déterminé par les dépenses résultant des engagements de la dette extérieure[1] comme par celles résultant des garanties d'in-

[1] Le ministère des Finances qui supporte naturellement tout le poids des emprunts extérieurs et souffre de toutes les conséquences de la baisse du change a vu son budget passer de 66.570 contos en 1889 à 119.095 contos en 1896.

Digitized by Google

térêt payables en or et sur lesquelles nous allons avoir l'occasion de revenir.

Voici enfin un tableau des recettes et dépenses budgétaires de 1889 à 1898 qui, rapproché du tableau des charges moyennes durant cette même période nous prouvera qu'à la baisse constante des changes a correspondu un accroissement toujours plus notable des déficits budgétaires.

Balances des budgets généraux[1] de 1889 à 1895.

Années.	Recettes (en contos).	Dépenses.
1889	160 840	186.165
1890	195 253	220.646
1891	228.945	220.592
1892	227.681	279.180
1893	259.851	291.311
1894	264.345	364.550
1895	297.468	340.835
1896	316.061	386.476
1897	307.492	388.845
1898	328.594	487.671

Le déséquilibre du budget ne résultait pas seulement des dépenses inconsidérées et excessives du Gouvernement brésilien, mais encore des deux faits nécessairement et intimement liés l'un à l'autre et que nous avons déjà examinés plus en détail, à savoir l'accroissement de la circulation fiduciaire et la réduction de sa valeur. Ils avaient sur le budget brésilien un redoutable contre-coup en accroissant ses charges dans une proportion sans cesse plus considérable.

D'une part, le Gouvernement brésilien recevait le paiement de ses impôts en papier, et ceux-ci étaient calculés d'après l'ancienne valeur du milreis, tandis qu'il était contraint de régler toutes les dépenses qu'il faisait dans l'intérieur du pays, pour les travaux publics par exemple, en se conformant aux prix plus élevés que comportait la diminution de valeur de la monnaie nationale. D'autre part et c'était là un poids nouveau qui venait s'ajouter aux dépenses du budget brésilien et sous le faix du-

[1] Théry, *Finances brésiliennes*. Relatorio, 1904. Diario official du 16 octobre 1904.

Digitized by Google

quel il devait rompre, l'or qu'il lui fallait acheter au dehors pour acquitter ses dettes payables en cette monnaie acquérait, par rapport au papier-monnaie toujours plus déprécié et unique ressource du Gouvernement brésilien, une valeur sans cesse plus élevée.

Or les dettes du Brésil payables en or constituaient une fraction importante de ses dépenses. Voyons quelle était, en 1898, c'est-à-dire à l'époque où la valeur du milreis était tombée à 5 p. 75, l'importance de la dette brésilienne payable en or. Elle se composait de quatre éléments principaux : la dette extérieure fondée, la dette intérieure payable en or, l'emprunt Ouest de Minas et les garanties promises aux compagnies européennes de chemins de fer. Joignons-y certaines dépenses d'administration indispensables et légalement payables en or.

Au 1er janvier 1898, la dette extérieure fondée de la fédération s'élevait à 867.432.500 francs ; elle était constituée par quatre emprunts contractés au taux de 4 0/0, 4 1/2 0/0 et 5 0/0, à des dates qui s'échelonnaient entre 1883 et 1895. Il y faut joindre l'emprunt de l'Ouest de Minas garanti par la fédération et dont le capital nominal était de 91.547.500 francs. Pour l'exercice 1898 l'intérêt de la dette extérieure s'élevait à 37.441.400 francs et l'amortissement à 8.674.325 francs, d'où une dépense totale de 44.315.725 francs. La dette de l'Ouest de Minas exigeait chaque année le paiement de 4.577.375 francs d'intérêts et 915.475 francs d'amortissement, soit une dépense totale de 5.492.850 francs.

La dette intérieure payable en or se composait de trois emprunts (1848-1879-1889) représentant un capital de 155.113.130 francs. Pour l'exercice 1898, les intérêts de cette dette se montaient à 7.230.000 francs, et l'amortissement à 1.450.000 francs, soit une charge totale de 8.680.000 francs. La dette intérieure comprenait également, à cette époque, des « Apolices » 4 0/0 or, ancienne rente perpétuelle 4 0/0 papier qu'en un moment de prospérité et en vue de diverses combinaisons on avait converti en 4 0/0 or, mais qu'on était sur le point, et le fait se produisit peu après, de retransformer en 5 0/0 papier. Il n'y a donc pas lieu d'en tenir compte ici.

Aux dettes précédentes il faut joindre celles résultant des garanties d'intérêts payables en or aux compagnies étrangères

Digitized by Google

des chemins de fer, garanties qui pesaient d'autant plus sur le budget que tous les chemins de fer brésiliens étaient alors en déficit. Ces garanties s'élevaient à 28.622.620 francs. Restent les dépenses des légations et consulats qui, jointes à quelques autres moins urgentes, s'élevaient, pour l'exercice 1892, à 10.754.000 francs d'or.

Voici donc, en résumé quel était, en 1898, l'ensemble des charges en or du budget brésilien.

	Francs.
Dette extérieure fondée	44.315.725
Emprunt de l'Ouest de Minas	5.492.850
Dette intérieure payable en or	8.480 000
Garanties aux compagnies de chemins de fer	28.622.620
Dépenses diplomatiques et diverses	10.754.000
TOTAL	99.865.195

Les dépenses que le Brésil était contraint d'acquitter en or s'élevaient donc, en bloc, à 100 millions de francs. Il est aisé de comprendre que ces 100 millions représentaient pour le Gouvernement brésilien une charge d'autant plus lourde que le change était plus défavorable. Au pair, ils valaient 35.335 contos; ils équivalaient à 52.910 contos avec un change de 18 pence; à 79.945 avec un change de 12 pence; à 95.238 avec un change de 10 pence; à 119.047 avec un change de 8 pence; et, enfin, à 165.300 contos avec un change de 5,75 pence. Grâce à ces chiffres on peut mesurer le trouble qu'apportait à l'économie générale du pays la baisse de la valeur du milreis et apprécier les dangers d'une politique qui conduisait à de semblables résultats.

II

Nous venons de voir comment la politique monétaire et financière du Brésil ainsi que les vices propres à son organisation intérieure l'avaient amené, en 1898, au seuil de la banqueroute. Il nous faut examiner maintenant comment il a réussi à écarter ce danger et comment, s'efforçant de revenir à une organisation financière et monétaire normale, il a pu remonter le courant qui l'avait entraîné si vite et si loin.

La besogne la plus pressante consistait à obtenir des créanciers étrangers la remise ou l'atténuation momentanée de la dette

Digitized by Google

payable en or. La valeur du milreis était tombée de 27 pence à 5 p. 75 et, avec un pareil change dont rien ne faisait prévoir l'amélioration et dont tout au contraire faisait craindre l'aggravation, il était impossible que le Brésil pût faire face plus longtemps à ses engagements antérieurs. Le Gouvernement brésilien chercha donc à s'entendre avec les créanciers qui n'avaient aucun intérêt à provoquer la banqueroute de leur débiteur et à trouver une combinaison qui lui permît de suspendre durant quelques années le paiement des intérêts de sa dette, pendant qu'il prendrait les mesures nécessaires pour relever le change à un taux normal.

Telles furent l'origine et la raison d'être du « Funding Loan » ou emprunt de consolidation que conclut en 1898 le Gouvernement brésilien avec la maison Rothschild de Londres représentant ses créanciers étrangers. Voici quelles étaient les conditions principales de cet arrangement[1]. Le Gouvernement fédéral suspendait pour trois ans, du 31 juillet 1898 au 30 juin 1901, les intérêts de la dette extérieure, de la dette intérieure 4 1/2 1879 payable en or et des garanties de chemins de fer également payables en or. En échange de leurs coupons d'intérêts non payés, les porteurs recevaient des titres ou « Funding bonds » qui rapportaient un intérêt de 5 0/0 en or. Les bonds devaient être émis jusqu'à un maximum de 10 millions de livres sterling par la maison Rothschild de Londres. Ces titres devaient être spécialement garantis par les revenus des douanes de Rio de Janeiro sur lesquels ils constituaient une première charge, et par les revenus des douanes des autres ports de la République, si ceux de Rio étaient insuffisants. Ils étaient amortissables par voie de rachat ou par voie de tirage à partir du 1er juillet 1911.

Voici, d'autre part, quelles étaient les obligations du Gouvernement brésilien. A partir du 1er janvier 1899, et au fur et à mesure de l'émission des titres de consolidation, il devait déposer dans les caisses de trois banques de Rio réunies en trust, l'équivalent desdits titres en papier-monnaie au change de 18 pence; une quantité de papier-monnaie équivalant aux titres émis du 1er juillet au 31 décembre 1898, devait être de même déposée

[1] Théry, *Finances et change du Brésil*. Le texte du Funding s'y trouve en appendice.

Digitized by Google

pendant une période de trois ans à partir du 1er janvier 1899. Cette masse de papier-monnaie devait être : soit retirée de la circulation et détruite, soit si le change était favorable, appliquée à l'achat des traites sur Londres en faveur de la maison Rothschild qui en devait créditer un fonds destiné à assurer, dans l'avenir, le paiement en or des intérêts de la dette extérieure brésilienne.

Le Gouvernement brésilien opta en faveur de la destruction du papier-monnaie retiré de la circulation en vertu du « Funding Loan » et, le 10 mars 1899, la caisse d'amortissement commença la destruction des premiers 17.000 contos à raison de l'incinération de 2.000 contos par semaine. C'était, au point de vue monétaire qui nous occupe, la mesure la plus utile et la plus importante que comportait le « Funding Loan » puisqu'elle devait avoir pour conséquence de réduire la circulation de papier-monnaie du pays, par là même d'en augmenter la valeur, et de diminuer l'écart existant entre la monnaie brésilienne et la monnaie internationale.

A la même époque, une loi du 20 juillet 1899 destinée à amorcer le retour à une circulation saine et normale vint organiser un « fonds de garantie »; il doit être déposé dans une banque de Londres et chaque année il lui est affecté une certaine proportion de revenus budgétaires perçus en or.

Voici, d'après le rapport du ministre des Finances de 1903[1], dans quelle mesure le « Funding Loan » a entraîné la réduction de la circulation de papier-monnaie. Les émissions de « bonds » s'élevèrent, conformément au contrat, à 8.613.717 £. Le Gouvernement brésilien devait donc incinérer une quantité de papier-monnaie équivalente calculée au taux de 18 pence par milreis, soit 114.849.566 milreis. Or, durant ces trois années, ne furent incinérés que 91 millions de milreis de papier-monnaie ce qui laissait un solde de 23.849.566 milreis.

Mais il convient d'ajouter que, par ailleurs, et utilisant d'autres ressources, le Gouvernement réduisit dans une proportion assez sensible, quoique dans un espace de temps plus long que celui qui avait été prévu, la masse de papier-monnaie qui avait un moment inondé le Brésil. Du 1er septembre 1898 au 31 mai 1903 le

[1] P. XIII.

Digitized by Google

Gouvernement brûla du papier-monnaie pour une valeur nominale de 113.018.619 milreis, en y comprenant la quantité qui avait été détruite au compte du Funding. La Banque de la République retira de la circulation 14 millions de milreis; un fonds de garantie spécialement créé à cet effet 3 millions; 2 millions furent en outre échangés contre des pièces de nickel et de bronze frappées par ordre du Gouvernement.

Les effets de ces diverses mesures tendant toutes à la réduction de la masse de la circulation monétaire ne tardèrent pas à se faire sentir. La valeur du milreis passa de 5,75 pence en 1898 à 9 1/2 pence en juin 1905; en juillet il atteignit 12 et 13 pence et un moment même; en août de la même année, il atteignit 14 1/2 pence.

Mais une modification aussi complète et aussi soudaine des cours du change troubla profondément le marché financier et un certain nombre de banques furent obligées, pour ne pas sombrer, de faire appel au concours du Gouvernement. La valeur du milreis retomba à 10 pence, puis s'éleva lentement jusqu'à atteindre 12 1/2 pence, taux auquel elle paraît à l'heure présente s'être arrêtée. En conséquence, la valeur totale de la circulation fiduciaire brésilienne s'éleva sensiblement. En 1899, au change de 7 3/16 pence les 788.364 contos qui formaient le total de la circulation fiduciaire brésilienne équivalaient à 595 millions de francs. Au 30 juin 1902, cette circulation de papier-monnaie n'étant plus que de 679.450 contos, ayant donc diminué de 108.914 contos, mais le change ayant atteint 12 pence, elle représentait une valeur de 852 millions de francs.

III

Dans la République Argentine[1], la première émission de monnaie fiduciaire remonte au 27 mai 1820, date à laquelle la « Junta » des représentants argentins autorisa pour la première et, affirmait-elle, pour l'unique et dernière fois, une émission graduelle (40.000 piastres par mois) de papier-monnaie et de

[1] La base du système monétaire argentin est l'or. Le peso fuerte ou dollar de 100 centavos vaut 4 shilling ou 5 francs. Le peso d'or pèse 8,0645 grammes au titre de 0,900. Le peso d'argent pèse 25 grammes au titre de 0,900.

On compte également en piastres qui ont la même valeur que les pesos. Pour les mêmes raisons qu'au Brésil l'or a disparu de la circulation monétaire.

Digitized by Google

papier-billet amortissable et endossable, afin de racheter, au nom de la Fédération, les dettes contractées jusqu'alors par les différentes provinces. Ce fut le point de départ de la première période, qui dura jusqu'en 1867, d'émissions successives de papier-monnaie inconvertible. En 1822, une loi de l'assemblée législative de la province de Buenos-Ayres créa la Banque d'escompte de Buenos-Ayres qui disposait d'un certain capital d'or et qui émit, en vertu des pouvoirs qui lui étaient conférés, 290.000 piastres de billets. Deux ans après, la guerre éclata avec le Brésil; le Gouvernement s'empara du capital de la Banque et, par un décret du 20 janvier 1826, la transforma en Banque nationale et institua le cours forcé de ses billets; son émission s'élevait alors à 2.694.856 piastres. La guerre terminée, le Gouvernement prit diverses mesures non suivies d'exécution pour arriver à la conversion, et, bientôt après, décréta une émission de trois millions de piastres avec garanties hypothécaires. En 1827 l'émission fut portée à 9.500.000 piastres et l'agio sur l'or, en conséquence de ces divers faits, atteignit 253 0/0. Dès lors, les émissions se succèdent, accompagnées chacune de la solennelle promesse qu'elle sera la dernière et l'agio sur l'or s'accroît sans cesse. Sous le dictateur Rozas l'émission du papier-monnaie devient le système financier normal; il consiste principalement à émettre du papier-monnaie afin d'amortir les fonds publics et couvrir les déficits budgétaires et à créer des fonds publics pour garantir les émissions de papier-monnaie. Rozas chassé du Gouvernement, ses successeurs, ne surent, au moins en ce qui concerne la politique financière, que suivre son exemple; la tentation était trop grande d'utiliser les planches de la banque de Buenos-Ayres. Aussi l'agio sur l'or s'éleva-t-il dans des proportions fabuleuses; il atteignit en 1864 son point le plus élevé avec un change de 2,784 0/0. A cette époque, le Gouvernement résolut, la situation du pays s'étant beaucoup améliorée, de consolider la dépréciation du papier-monnaie. Le gouverneur de la province de Buenos-Ayres, Adolphe Alsina créa donc un « bureau des échanges de la Banque » qui avait pour mission d'échanger une piastre-or contre 25 piastres-papier et vice versa. Les émissions antérieures étant ainsi réduites à leur vingt-cinquième partie, l'or fut ramené au pair et le bureau fonctionna normalement durant dix ans, de février 1867 à mai 1876.

Digitized by Google

A cette date, les déficits budgétaires commencèrent à se produire; pour y faire face on fit appel aux émissions de papier-monnaie et l'on dut de nouveau décréter le cours forcé. Dès le mois de janvier 1876 la valeur d'une piastre-or passa de 25 piastres-papier à 28 piastres, pour arriver à 30 piastres en juin et à 33 en juillet. On atteignit bientôt et même on dépassa les taux de la dépréciation antérieure et, en 1880, 100 piastres or s'échangeaient contre 3.055 piastres-papier.

Il fallut recourir au procédé qui, une fois déjà, avait été employé et qui avait réussi à assurer pour un temps la stabilité de l'étalon de valeurs argentines, c'est-à-dire à la conversion métallique faite en tenant compte de la dépréciation sur le papier-monnaie. C'est ainsi qu'en 1881 le ministre des Finances M. J.-J. Romero fit homologuer une loi qui modifiait, en la réduisant sensiblement, la valeur de la piastre d'or et d'argent; la première devait être désormais du poids de un gramme 6.129 dix-millièmes, au titre de 900/1.000 de fin et la seconde du poids de 25 grammes au même titre de 900/1.000 de fin. En même temps et, par le même acte, était décrétée la conversion métallique du papier-monnaie au taux d'une piastre or contre 25 piastres-papier. Le Gouvernement déclarait en même temps fièrement au Congrès qu'il préférerait se laisser couper la main plutôt que de signer un arrêté instituant à nouveau le cours forcé. Et cependant, trois ans après, en janvier 1885, les mêmes causes entraînant toujours les mêmes conséquences, le ministre des Finances M. Pacheco fut obligé de décréter le cours forcé; on autorisait en même temps les banques à faire circuler, au cours légal et forcé, tous les billets qu'elles avaient émis; en échange de cette faveur ces établissements étaient autorisés à disposer de leurs réserves métalliques afin d'acheter des traites sur l'extérieur, d'acquérir avec leur aide de l'or et de tenter ainsi de relever, ou tout au moins de maintenir le cours du change. Ces diverses mesures n'avaient été votées par le Congrès, sur la demande du Gouvernement, que pour deux ans, mais bientôt ce délai dut être prorogé d'une façon indéfinie. L'agio qui était au commencement de 1889 de 50 0/0 atteignit 53 0/0 en février de cette même année, 120 0/0 en octobre et 130 0/0 en décembre. Il s'éleva encore en 1890, année de révolution, de crises financières et économiques et de faillites retentissantes. En avril de cette année l'agio était de 215 0/0 et

Digitized by Google

en décembre il atteignit 225 0/0. La détestable administration du pays, les révoltes et les luttes civiles, les dépenses nécessitées par la guerre avec le Brésil et le Chili entraînaient fatalement les déficits budgétaires, les emprunts étrangers et, pour faire face aux uns et aux autres, l'émission de papier-monnaie. En 1886, c'est-à-dire au début de la reprise du cours forcé, la circulation fiduciaire atteignait 80.251.330 piastres ; deux ans après, en 1888, elle avait presque doublé et atteignait 147.503.911 piastres pour s'élever enfin au total de 196.882.590 piastres en 1890. La défaite des révolutionnaires, la fin de la présidence de Juarez n'arrêtèrent pas la progression et, durant la présidence Pellegrini, qui dura deux ans, de nouvelles émissions furent faites qui atteignirent 150.000.000 de piastres et vinrent s'ajouter à la circulation antérieure de 196.000.000 de piastres. En conséquence, en janvier 1892, l'agio sur l'or atteignait 390 0/0.

Nous avons, à plusieurs reprises, fait allusion dans cet exposé aux dettes contractées par le Gouvernement argentin ; il convient maintenant de les examiner plus en détail.

C'est en 1822 que l'Argentine entra dans la voie des emprunts à l'étranger, voie dangereuse, parce que, ses institutions étant mal assurées, ses finances devaient se ressentir des troubles par lesquels elle devait passer, et parce qu'elle ne se rendait qu'imparfaitement compte du lourd fardeau qu'entraînent les emprunts extérieurs. En outre, leur produit fut trop souvent destiné à faire face à des dépenses souvent fort urgentes, telles que les frais déterminés par une insurrection ou une guerre, ou telles que la nécessité d'équilibrer le budget, mais qui n'étaient point, par là même, des dépenses productives, destinées à contribuer à l'enrichissement et à la prospérité du pays.

L'emprunt de 1822 d'un million de livres sterling, contracté en vue de la construction du port de Buenos-Ayres et la fondation de villages sur la côte, fut en grande partie employé à couvrir les frais qu'avait entraînés la guerre du Paraguay. L'emprunt de 1870 de 5.214.888 piastres destiné à des travaux publics fut en partie détourné de sa destination et employé à combattre la révolte qui venait de se produire dans la province d'Entre-Rios. Tel fut le sort d'une fraction notable des emprunts qui se succédèrent, presque sans interruption, durant les années 1872, 1880, 1882, 1883, 1885, 1886, etc.

Digitized by Google

En 1893 le montant en circulation de la dette extérieure payable en or était de 43.347.958 £. A cette première dette du Gouvernement argentin il faut ajouter encore celles résultant des garanties accordées aux capitaux étrangers que l'État cherchait à attirer dans les diverses entreprises industrielles qui devaient contribuer à l'enrichissement du pays. C'est ainsi que des garanties d'intérêts furent accordées pour la construction de chemins de fer, pour l'établissement des services de paquebots, de lignes télégraphiques, pour l'exploitation de mines et pour la création de raffineries de sucre. Ces capitaux garantis représentaient en 1889 une somme de 397.181.471 pesos or et exigeaient un service annuel de 22.676.895 pesos or [1].

L'examen rapide des budgets argentins et de leur accroissement nous peut montrer enfin, tout à la fois, les causes et les conséquences du mal. Les causes, car les déficits budgétaires, produit de dépenses inconsidérées, furent le point de départ de la politique désastreuse suivie par le Gouvernement argentin qui, pour y parer, ne sut jamais employer que les pires remèdes. Les conséquences, car nous y voyons que les procédés mis en œuvre par cette politique n'eurent pour effet que d'aggraver le mal et d'élargir le gouffre du déficit.

Lorsque le président Sarmiento prit le pouvoir, en 1869, le budget s'élevait à 9.620.753 piastres; lorsqu'il l'abandonna en 1874, il était monté à 23.383.153 piastres; sous cette même présidence et en deux ans de 1870 à 1872 la dette publique avait passé de 47.505.786 piastres à 78.480.297. Il faut ajouter que, durant cette période, le Gouvernement fédéral argentin eut tout à la fois à lutter contre le Paraguay et à étouffer la révolte de la province d'Entre-Rios. Sous la présidence d'Avellaneda (1875-1880), le budget fut réduit à 18.479.514 piastres Mais, sous son successeur le général Roca, la progression reprit et s'accentua; lorsqu'il quitta le pouvoir, le budget fédéral était de 40.788.385 piastres; Juarez le porta enfin en 1890 à 71.469.872 piastres. Ainsi, dans l'espace de vingt-deux ans le budget avait passé de 9 millions à 71 millions de piastres. Et nous ne tenons compte ici que des dépenses inscrites dans le budget soumis au Congrès, et auxquelles il conviendrait de joindre les dépenses extraordinaires et les

[1] Martinez, p. 726.

Digitized by Google

crédits supplémentaires qui chaque année venaient en accroître le total.

L'année 1890 marqua le point culminant de la crise par laquelle passait la République Argentine et dont les conséquences monétaires et financières pèsent encore lourdement sur elle. Les fautes commises et que nous avons énumérées et la hausse du change qui en avait été la conséquence n'avaient point nui à la prospérité de l'Argentine. La production agricole ne cessait de se développer et avec elle croissait l'exportation; les immigrants affluaient dans le pays; les capitaux bénéficiaient de taux de rémunération fort élevés; certaines entreprises enfin réalisaient des bénéfices considérables et qu'exagérait encore l'opinion. A l'exemple des pouvoirs publics, les producteurs et les commerçants argentins et les capitalistes étrangers voyaient grand et escomptaient l'avenir. Les émissions fiduciaires des banques de la République passaient, de 1886 à 1890, de 80 à 194 millions de piastres et celles des banques hypothécaires de 232 à 441 millions. La spéculation était effrénée; alors que la Banque Nationale, durant les années 1884 et 1887, escomptait pour 454 millions de piastres, elle ouvrait en même temps des comptes-courants pour des sommes se montant à un total de 907 millions. A la Bourse de Buenos-Ayres, les affaires liquidées passaient de 172 millions en 1884 à 496 millions en 1889. En 1882 le capital des sociétés anonymes inscrites au registre de commerce s'élevait à 9.996.400 piastres et il atteignait, en 1889, 464.602.802 piastres. Il était fatal qu'à cette période d'effervescence succédât comme à l'ordinaire la crise soudaine et brutale, elle-même suivie de la période de liquidation.

Elle éclata en 1890 et fut hâtée par un mouvement révolutionnaire qui, soutenu par certains éléments de l'armée et de la marine, se produisit à cette date à Buenos-Ayres et dont la répression malaisée épuisa le Gouvernement. Les faillites se succédèrent dont la plus notable fut celle de la maison de banque Baring Brothers qui avait émis la plupart des emprunts argentins.

La révolution domptée, l'Argentine sortait de cette épreuve avec une monnaie dépréciée, un change défavorable et des budgets en déficit. Le nouveau ministre des Finances Lopez déclarait en 1890, au moment où il prenait le pouvoir, que : « tous les revenus avaient disparu totalement comme ressource positive sous le poids des échéances immédiates et pressantes dont la Ré-

Digitized by Google

publique devait assurer le paiement à l'intérieur. Deux ans après, son successeur J.-J. Romero écrivait au ministre argentin à Londres Louis Dominguez : « S'il s'agissait de satisfaire intégralement à toutes les obligations que la dette publique intérieure et extérieure impose au pays ainsi qu'à celles résultant des garanties, c'est à peine si tous les revenus de la nation arriveraient à couvrir ces services. Dans un cas pareil, il ne resterait aucun excédent des recettes publiques pour payer les besoins les plus pressants et les services les plus indispensables d'une administration réduite[1] ».

IV

La République Argentine se vit donc contrainte, comme le Brésil et pour les mêmes raisons, de se soumettre aux obligations résultant d'un emprunt de consolidation. Mais les conditions auxquelles elle le contracta sont assez différentes de celles que nous venons d'examiner précédemment en ce qui concerne le Brésil. Le « Funding Loan » dont le président Pellegrini prit l'initiative avait pour but, d'après le message dans lequel il soumettait son projet à l'appréciation du Congrès, d'assurer au pays « une période de repos en suspendant pour une durée limitée l'exportation du métal or en vue de satisfaire aux engagements de la nation à l'extérieur ».

Il fut autorisé, par la loi du 23 janvier 1891, à contracter avec un certain nombre de maisons de banque dont la principale était la banque anglaise Morgand et C° un emprunt de 15 millions de £ dont le produit devait servir à faire face, durant trois ans, au service des emprunts étrangers et des garanties de chemins de fer payables en or.

En revanche, la République Argentine contractait envers ses prêteurs de nombreuses et lourdes obligations. L'emprunt était émis au taux de 6 0/0 et le Gouvernement devait affecter au paiement des intérêts de cette dette les revenus de la douane; ils s'engageait, durant les trois années pour lesquelles était conclu cet emprunt, à n'émettre à l'extérieur aucun autre emprunt: il devait déposer chaque jour à la Banque nationale la fraction

[1] *Memoria del departamento de Hacienda*, 1890, t. I, p. 210; 1893, t. I, p. 147.

Digitized by Google

des recettes douanières nécessaire au service des intérêts du « Funding »; il s'engageait enfin solennellement à réduire les dépenses à leur strict minimum et à remettre chaque année à une caisse de conversion créée à cet effet une somme de 15 millions de piastres destinée à retirer de la circulation une quantité équivalente de papier-monnaie.

Cette convention ne produisit, en ce qui concerne l'amélioration de la situation financière et monétaire de l'Argentine, aucun résultat appréciable. Elle constituait un commencement de mainmise par des banques étrangères sur les finances nationales qui irrita et inquiéta le peuple argentin. En outre, la plupart des hommes politiques de l'Argentine attaquèrent violemment ce procédé désastreux qui consistait à payer ses dettes en en contractant une nouvelle à des conditions infiniment plus onéreuses.

Le Gouvernement argentin ne satisfit d'ailleurs point à toutes ses obligations. Les dépenses d'administration réduites en apparence furent bientôt rétablies. Durant les années 1891 et 1892, il fit incinérer 4.800.000 piastres au lieu de 90 millions que prévoyait le « Funding » cependant qu'il émettait à nouveau pour 150 millions de piastres. L'agio sur l'or qui, lors de la crise de 1890, avait atteint 317 0/0 et qui était redescendu à l'annonce de la convention conclue avec les banques étrangères à 250 0/0 ne tarda pas en 1891 à remonter à 349 0/0.

Il était indispensable de prendre des mesures nouvelles et énergiques; ce fut la tâche confiée en 1892 au nouveau président M. Saenz-Peña et au nouveau ministre des Finances, M. J.-J. Romero. Ce dernier, qui s'était montré hostile au procédé du « Funding Loan », préconisait une entente avec les créanciers argentins afin d'obtenir une réduction des intérêts de la dette. Il chargeait le ministre argentin à Londres, M. Louis Dominguez, par une lettre qu'il lui écrivait le 19 novembre 1892[1], de négocier à ce sujet avec les maisons de banque qui, s'étant chargées de l'émission de tous les emprunts, devaient représenter les créanciers. Il lui disait : « Nous reconnaissons tous aujourd'hui que l'on a commis une très grave erreur pour l'arrangement provisoire de notre dette au moyen de l'emprunt monétaire ».

[1] Martinez, p. 274.

Digitized by Google

Les négociations furent menées assez rapidement à Londres et à Buenos-Ayres où le Gouvernement argentin traitait avec MM. Baring-Brothers; un arrangement fut conclu et, malgré une vive opposition, approuvé en 1893 par le Congrès. Voici quelles en étaient les conditions : durant cinq ans, du 12 juillet 1893 au 12 juillet 1898, le Gouvernement ne devait remettre, pour tout service de rente et de commission, que 7.837.600 piastres or, ce qui représentait 70,52 0/0 des intérêts dus. Il est vrai que, durant les deux années suivantes, il devait asurer le service intégral de la rente, soit 11.181.780,44 piastres or plus pour commission, une somme de 88.121,64, soit un total de 11.169.902,08 piastres or. L'arrangement était en somme favorable aux créanciers puisque, au lieu de recevoir durant le laps de temps pour lequel était conclue la convention, une somme totale de 14 millions de piastres or, il devait leur être versé 18 millions. De son côté, le Gouvernement argentin y trouvait l'avantage de voir se réduire, pour une période de cinq ans durant laquelle il pourrait tenter d'améliorer sa situation financière et monétaire, le poids de sa dette extérieure. En outre, le service de l'amortissement ne devait être repris qu'à partir du 12 janvier 1901.

L'allègement au moins momentané du poids de la dette extérieure, le paiement en or d'une fraction des droits de douane, assurant au Gouvernement chaque année un stock d'or important, enfin, le développement continu des exportations agricoles exercèrent leurs conséquences naturelles sur le cours du change. L'or qui, en août 1898, se cotait à 278 0/0 ne se cotait plus, fin décembre, qu'à 206 0/0, soit une baisse de 72 points en quatre mois. La moyenne annuelle de la prime de l'or qui avait été, en 1894, de 257 0/0, descendit, en 1898, à 156 0/0 et, en 1899, à 124 0/0; ce fut là le taux le plus bas qu'elle atteignit durant cette période car, de nos jours, cette moyenne s'est, comme nous le verrons, légèrement relevée.

Mais un semblable bouleversement de la situation antérieure était loin d'être accueilli par tous avec joie. Alors que les ministres des Finances, les capitalistes étrangers et les importateurs s'en félicitaient, il provoquait les plaintes amères et les protestations des producteurs et des exportateurs argentins. Ceux-ci réclamèrent bientôt que l'État imposât une certaine limite à l'é-

Digitized by Google

lévation de la valeur du peso. Ils partaient de ce point de vue exact, semble-t-il, que si le Gouvernement fixait, en tenant compte de l'état actuel du marché financier, un taux de conversion en or du peso-papier, les fluctuations déterminées par le commerce ou la spéculation ne tarderaient pas à se modeler sur ce taux officiel.

Le raisonnement sur lequel ils se fondaient pour réclamer la fixation d'une limite à la valorisation du peso-papier ne manquait pas d'une certaine justesse. Il est incontestable, en effet, que lorsqu'un pays a supporté pendant une quinzaine d'années un change de 300 0/0, il s'est peu à peu accoutumé à cette situation et qu'une bonne partie de son existence économique s'est en quelque sorte modelée sur le taux du change. C'est ce qu'exprime le ministre des Finances J.-M. Rosa dans son rapport d'avril 1900, lorsqu'il dit[1] : « L'étude des conversions qui se sont faites dans différents pays m'a persuadé de la vérité de ce principe, à savoir que si la monnaie, dans un pays déterminé, a souffert une grande dépréciation et si elle s'est maintenue durant une période assez longue, de telle sorte que les conditions économiques du pays se soient radicalement transformées, il est impossible de revenir à l'ancien pair du change ».

C'est tout à la fois pour préparer la conversion future et pour tenir compte de ces préoccupations et de ces intérêts que le Gouvernement présenta au Congrès un projet de loi sur la conversion du peso-papier en or. En effet, dans son exposé des motifs, il insiste particulièrement sur ce fait que « la valorisation du papier affecte gravement la situation économique dans laquelle nous avons vécu durant tant d'années et produit le déséquilibre entre toutes les valeurs, particulièrement entre les salaires, les loyers et les frais de production d'une part, et d'autre part, les prix des produits agricoles et industriels qui, destinés à l'exportation, se modèlent sur ceux du marché international ».

Le résultat auquel tend la loi de 1889 doit être l'œuvre de deux mesures capitales; d'une part, il faut fixer le taux auquel se fera la conversion en or du papier-monnaie, en tenant grand compte de la valeur actuelle de ce dernier; d'autre part, il s'agit de constituer, à l'aide de ressources budgétaires spécialement affec-

[1] Memoria para el año 1899; 1900, p. 41.

Digitized by Google

tées à cet effet, une encaisse métallique assez considérable pour pouvoir un jour avec son aide organiser et assurer la convertibilité de la circulation fiduciaire.

En attendant que le stock en fût assez important pour que le Gouvernement argentin pût décréter sans crainte cette conversion, ainsi que pour faciliter et préparer cette réforme, diverses mesures d'exécution immédiate étaient prévues par la loi.

Le projet du Gouvernement comportait, en effet, la création et le fonctionnement de deux organismes qui étaient la caisse de conversion et le bureau des changes. Le rôle de la caisse de conversion consistait d'une part, à remettre un peso-papier d'une émission spéciale et nouvelle à quiconque viendrait lui remettre la quantité d'or à laquelle la loi devait évaluer cette unité monétaire, et, d'autre part, à échanger au même taux et jusqu'à concurrence des sommes d'or qu'elle aurait ainsi reçues, du numéraire contre le peso-papier dont on viendrait lui demander le remboursement. Cette caisse devait donc en cas de nécessité fournir au commerce une certaine quantité d'or à un prix fixé d'avance et constituer en outre, une sorte de régulateur automatique, augmentant ou réduisant selon les besoins du marché le chiffre de la circulation fiduciaire par le moyen de l'échange, à bureau ouvert et à un taux déterminé, du papier contre de l'or ou de l'or contre du papier.

Le bureau des changes (« Oficina de Giros ») établi à la Banque de la Nation, était soumis à la surveillance étroite de l'État et la loi de 1899 lui assurait une dotation d'or considérable. Il avait pour mission d'assurer la stabilisation du change qui devait se conformer au nouveau rapport légal établi entre l'or et le papier et d'entraver toutes les fluctuations qui pouvaient risquer d'y porter atteinte : « Le bureau des changes, est-il dit dans le rapport du ministre des Finances de 1899[1], disposant d'une masse d'or considérable et qui ira sans cesse augmentant, dominera les changes internationaux et facilitera les opérations du commerce et de l'industrie en modérant tantôt la hausse et tantôt la baisse du change. Il sera notre meilleur auxiliaire pour établir l'équilibre de notre situation monétaire ». L'élément essentiel de la loi était donc la fixation d'un rapport nouveau entre l'or et le

[1] Memoria, p. 76.

Digitized by Google

papier. Le Gouvernement résolut de fixer le taux de conversion à 44 centavos-or par peso-papier (celui-ci au pair du change eût valu 100 centavos). C'était prendre comme base de la stabilisation du change argentin un agio sur l'or de 127,27 0/0.

Si ce projet était de nature à satisfaire les producteurs et exportateurs argentins, il n'en souleva pas moins dans le pays de violentes protestations. Le choix d'un pareil rapport n'était pas, en effet, sans impliquer une banqueroute partielle, car il ne correspondait point à la valeur en or des diverses émissions de peso-papier faites par le Gouvernement argentin.

De 1883 à 1891, en effet, 322.900.000 pesos-papier avaient été mis en circulation représentant, d'après le cours du change au jour des diverses émissions, une somme de 187.324.000 pesos-or. En opérant sa conversion au taux de 44 centavos-or par peso-papier, le Gouvernement argentin n'était plus débiteur que d'une somme de 141.076.000 pesos-or, réduisant ainsi sa dette primitive de 56 0/0.

On reprochait également à la loi d'arrêter arbitrairement le mouvement de baisse du change favorable à tant d'intérêts légitimes et particulièrement aux finances du pays. Quoiqu'il fût infiniment probable que le peso-papier ne saurait jamais atteindre le pair, c'est-à-dire valoir cent centavos-or, il n'en résultait pas moins de l'expérience des dernières années que le peso-papier aurait pu aisément, si l'État n'était intervenu, atteindre au moins la valeur de 50 centavos-or. La chambre de commerce de Buenos-Ayres protesta d'une façon particulièrement énergique. Elle insistait sur ce fait que toutes les lois qui avaient autorisé les émissions, avaient solennellement et sans exception déclaré qu'elles seraient remboursées au pair. Quant aux avantages dont certains polémistes reprochaient aux capitaux étrangers employés dans des industries argentines de bénéficier par suite de l'appréciation du papier, ces avantages n'étaient-ils pas largement compensés par les risques qu'ils avaient courus et toutes les pertes auxquelles les capitalistes étrangers avaient été exposés durant la période où croissait sans cesse la prime sur l'or?

Quoi qu'il en soit, la réforme monétaire fut votée le 5 novembre 1899 par les congrès argentins, dans les termes où la lui soumettait le Gouvernement. Voici le texte de la loi[1]:

[1] Memoria 1899, t. I, p. 71.

Digitized by Google

Article unique. — La [illegible] couvertira le montant total des [illegible] au taux de 44 centavos-or par peso-papier.

Art. 2. — Le pouvoir exécutif décrétera avec préavis de trois mois la date de cette conversion et la manière dont elle devra s'accomplir.

Art. 3. — Le pouvoir exécutif formera un fonds de réserve métallique, sous le nom de « *fonds de conversion* » destiné exclusivement au service et à la garde ladite conversion.

Art. 4. — Pour la formation de ce fonds de conversion les sommes suivantes devront être réservées :

a) 5 0/0 des droits additionnels sur les importations;

b) Les bénéfices de la Banque de la nation;

c) Les produits nets annuels de la liquidation de la Banque nationale, après paiement du coût de la liquidation des dettes de la Banque et des frais d'administration;

d) Les produits de la vente des chemins de fer Andins.

e) Les 6.967.860 pesos-or en cédules nationales appartenant à la nation;

f) Tout ce qui pourra être voté annuellement à cet effet dans le budget de la nation.

Art. 5. — Les sommes susmentionnées doivent être déposées à la Banque de la nation de la façon suivante et aux dates sous-indiquées :

a) Les produits des 5 0/0 additionnels des droits d'importation doivent être déposés chaque jour à la Banque de la nation ou à ses succursales à dater de la présente loi;

b) Les bénéfices de la Banque de la nation doivent être constatés semestriellement par la Banque elle-même, convertis en or et crédités au fonds de conversion;

c) Le surplus résultant de la liquidation annuelle de la Banque nationale sera payé à la Banque de la nation converti en or et crédité de la même façon que ci-dessus;

d) Les 6.967.860 pesos-or en cédules nationales seront négociés par le pouvoir exécutif avec la Banque hypothécaire nationale et le produit payé à la Banque de la nation aux dates qui seront jugées les plus opportunes;

e) Le produit de la vente des chemins de fer Andins sera payé, sitôt reçu à la Banque de la nation.

Digitized by Google

Art. 6. — La Banque de la nation employera le fonds de conversion exclusivement à la négociation de traites sur l'étranger. Le pouvoir exécutif prendra des dispositions spéciales pour ce service.

Art. 7. — Jusqu'à ce qu'ait paru le décret dont fait mention l'article 2, fixant la date et les modalités de la conversion du papier, la « caisse de conversion » délivrera à quiconque en fera la demande des billets de la monnaie légale en échange de monnaie d'or, dans la proportion ci-dessus indiquée, et délivrera l'or ainsi reçu à ceux qui le demanderont en échange de papier-monnaie au même taux. La caisse de conversion tiendra un compte spécial du papier ainsi émis et de l'or reçu en échange.

Art. 8. — L'or que la « caisse de conversion » reçoit au moyen de cette conversion de papier ne peut en aucune circonstance ou en vertu d'aucun ordre servir à un autre usage qu'à celui de la conversion de billets au taux fixé, et ceci sous la responsabilité personnelle des membres de la caisse ou employés qui pourraient y consentir.

La conséquence la plus importante que le Gouvernement et le peuple argentins attendaient de la loi de 1899, à savoir la stabilisation du change, s'est effectivement produite. Elle déclarait que le peso-papier qui, originairement, valait 5 francs, s'échangerait désormais contre 44 centavos-or et ne vaudrait donc plus que 2,20 francs. Depuis cette époque, la cote du change établit que ce peso vaut bien au dehors, 2,20 francs, ou ce qui revient au même que 100 francs d'or s'échangent contre 227,27 pesos-papier. L'agio sur l'or s'est donc stabilisé à 127 0/0 et le Gouvernement argentin peut se féliciter de ce premier résultat. Nous verrons plus loin que toutes les conséquences de la nouvelle législation monétaire argentine n'ont pas été aussi heureuses.

V

Dès que, sous l'effet des mesures que nous venons d'exposer, la diminution de l'agio sur l'or commença à se manifester, la politique qui conduisait à ce résultat se heurta tant au Brésil qu'en Argentine à une violente opposition. Un conflit éclata dans les deux Républiques, analogue à celui auquel on a pu assister dans tous les pays qui ont été soumis pour quelque temps au

Digitized by Google

régime du cours forcé et s'efforcèrent par la suite d'y mettre fin, entre les partisans et les adversaires de la prime sur l'or.

Les exportateurs, planteurs et éleveurs trouvent, en effet, leur avantage dans l'accroissement continuel de l'agio sur l'or qui leur permet d'échanger le numéraire qu'ils reçoivent de l'étranger en paiement de leurs produits contre une quantité toujours plus grande du papier-monnaie à l'aide duquel ils s'acquittent de leurs frais de production. C'est là ce que les agrariens protectionnistes d'Europe ont toujours dénoncé comme étant la prime d'exportation dont bénéficient les pays à monnaie dépréciée et contre les effets de laquelle ils réclament l'élévation des barrières douanières. Il est vrai de dire qu'en pareil cas les prix à l'intérieur du pays ainsi que les salaires subissent une certaine élévation mais qui ne saurait être exactement proportionnelle à la prime sur l'or et laisse toujours au producteur une marge de bénéfice considérable.

Or s'il est vrai que dans la période d'élévation du change la valeur des produits de l'industrie ou de l'agriculture payables en or augmente, tandis que les frais de production payables en papier ne se modifient que dans une proportion bien moindre, le phénomène contraire se produit dès que le change s'abaisse et tend à se rapprocher du pair. La valeur en papier-monnaie des marchandises exportées diminue, tandis que les frais de production restent sensiblement les mêmes.

C'est ce qui explique le trouble qui se produisit au Brésil lorsque, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le change, dans l'espace de quatre mois, baissa de soixante-douze points. Cette baisse eut lieu précisément durant la période de l'année où la partie la plus importante de la récolte venait s'offrir sur le marché afin d'être exportée. Le planteur ou l'éleveur qui avaient payé leurs frais de production à un change de 300 0/0 voyaient avec un change redescendu à 200 0/0 leurs gains sensiblement réduits; parfois même, ils se trouvaient en perte. Beaucoup de négociants souffraient aussi, quoique d'une façon plus passagère, de cette brusque amélioration du change. Ils avaient, en effet, payé leurs marchandises à l'aide de papier-monnaie valant 6 pence par milreis et, lorsqu'ils les revendaient, la même unité de valeur équivalait à 12 pence.

Enfin, l'amélioration du change favorisait l'importation, por-

Digitized by Google

tant ainsi atteinte aux industries qui ne s'étaient établies dans le pays qu'avec l'aide et à l'abri de la protection que leur assurait la dépréciation de la monnaie nationale. Un exemple précis nous montrera à quel point le retour d'une circulation monétaire normale facilitait l'importation ; durant le premier semestre de l'année 1901 le Brésil importa pour 17.000.000 de livres sterling de marchandises ; or, pour payer une telle somme, le commerce d'importation aurait dû débourser au change de 6 pence, 680.000 contos ; en 1899, avec un change moyen de 7 7/16 pence, sa dette eût été de 543.571 contos ; en 1900, le change montant à 9 11/32 pence, cette même dette se fût abaissée à 436.445, pour n'être plus en septembre 1901, le change s'étant élevé à 11 3/8, que de 388.571 contos. Ainsi, de 1898 à 1901, le commerce d'importation, dans notre hypothèse, eût bénéficié, par suite de l'amélioration du change, d'une somme de 291.429 contos qu'il pouvait employer à l'achat de nouvelles marchandises étrangères.

Aux intérêts des producteurs et des exportateurs s'opposaient donc tout naturellement ceux des importateurs, des capitalistes étrangers, des compagnies de chemins de fer, de toutes les sociétés dont le capital avait été souscrit à l'étranger et dont, chaque année, on devait payer les intérêts en or. Toutes les mesures destinées à accroître la valeur de la monnaie nationale leur étaient favorables. Mais ils invoquaient à juste titre, outre les avantages particuliers qu'ils en retiraient, les intérêts du trésor dont l'équilibre et la bonne gestion importent tant à la prospérité d'un pays, et ceux des contribuables qui, dans les dernières années, avaient vu leurs charges notablement accrues.

En somme, nous le voyons, on peut aller jusqu'à dire que tous les avantages dont bénéficient les producteurs d'un pays à monnaie dépréciée durant la période de hausse du change sont compensés et annulés par les maux dont ils pâtissent durant la période de baisse qui précède le retour à la circulation normale. Des fortunes s'élèvent dans la première période ; on assiste à des ruines dans la seconde. Les facilités dont bénéficie l'exportation de certains produits ne tardent pas à provoquer la surproduction, et par suite, la baisse des prix ; et, du jour où la valeur en papier-monnaie de ces produits n'est plus à l'intérieur artificiellement surélévée grâce à l'agio sur l'or, de véritables désastres se produisent.

Digitized by Google

La production du café au Brésil nous en offre un frappant exemple. La baisse du change assurant des profits considérables à l'exportation de cette denrée, on se porta avec ardeur vers une culture à laquelle le sol et le climat brésiliens, surtout dans la province de San-Paolo, paraissent particulièrement aptes. A mesure que, sous cette influence, s'accrurent la culture et l'exportation du café, on vit diminuer sur les marchés étrangers la valeur de cette denrée. Tant que le change se maintint élevé, les exportateurs qui vendent leurs produits contre des traites sur l'étranger valant de l'or bénéficièrent de l'agio grâce auquel, pour une même quantité d'or, ils recevaient une quantité sans cesse croissante de papier-monnaie. Mais, à partir du jour où augmenta la valeur du milreis, les exportateurs virent aussitôt diminuer, parfois même, pour certains d'entre eux, disparaître totalement, les bénéfices qui résultaient de la prime sur l'or; et rien ne vint plus dès lors masquer et atténuer les mouvements et les maux qui découlent de la monoculture et de la surproduction.

Voici quelques chiffres qui feront mieux ressortir l'évolution qu'ont suivie les prix et la culture du café au Brésil, sous l'influence des variations du change. En 1889, quand le change était au pair le café était coté au Havre 109,25 francs et à Rio-de-Janeiro 4,130 milreis et la production brésilienne atteignait 4,7 millions de sacs. En 1890 la production brésilienne tombait à 4,2 millions de sacs; les prix montaient en conséquence au Havre à 132 francs, ce qui à Rio-de-Janeiro, au pair, eût correspondu à 7.405 milreis, alors que, par rapport au change qui était de 25 pence, ils représentaient 8,200 milreis. En 1894, la production brésilienne étant sensiblement la même, 4,3 millions; les prix au Havre étaient descendus à 104 francs, ce qui avec un change de 12 pence équivalait à Rio-de-Janeiro à 18.000 milreis. C'est alors que la production, stimulée par une telle situation, s'accrut démesurément et monta à 10,5 millions de sacs en 1898; mais, dès cette date, la surproduction faisait sentir ses effets; quoique le change fût alors descendu à 8 pence, les prix au Havre ayant atteint 40 francs, ceux de Rio-de-Janeiro n'étaient plus que de 10,100 milreis. En 1902, enfin, la production ayant atteint 15,5 millions de sacs (sur une production mondiale de 19 millions de sacs) et le change 12 pence, le producteur, quoique les prix au Havre fussent remontés à 45 francs, ne touchait plus que 5,447

Digitized by Google

milreis par sac. Le tableau suivant fera apparaître plus clairement l'influence du change sur la production et sur les prix[1].

ANNÉES (1).	PRIX				CHANGE.		Récolte (en millions de sacs).
	Rio (en milreis)		Le Havre (en francs)				
	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.	Minimum.	
1889..... ...	6,130	5,400	109 1/4	91	28	26 5/8	4,7
1890.....	8,200	6,400	132	100	25 1/2	21 3/8	4,2
1891.....	10,600	7,800	108 1/4	79	19 1/8	12 1/8	5,3
1892.....	12,600	10,000	102 1/2	81	14 1/8	10 1/4	7,3
1893.....	15,600	11,600	106 1/2	87 1/2	13 3/8	9 1/4	6,2
1894.....	18,000	11,100	104 1/4	86	12	9 1/4	4,3
1895.....	16,600	13,600	97	88	11	8 1/8	6,6
1896.....	15,000	10,300	87	57 3/4	10	7 1/8	5,5
1897..... ..	11,300	7,700	65	32 1/2	8 3/4	5 27/32	8,6
1898...	10,100	6,600	40 1/4	33 1/4	8 9/16	6 27/32	10,5
1899.....	8,650	5,850	41 3/4	30 3/4	8 3/16	7 9/16	8,9
1900....	9,520	6,030	56 1/2	36 3/4	12 3/16		9,1
1901.....	5,800	4,300	45 1/2	33 1/4	12 25/64	9 15/16	11,0
1902.....	5,447	4,085	34 3/4	33 1/4	12 3/8	12 1/6	15,5

La hausse du change provoque, en outre, dans tous les pays où elle s'est manifestée, et le Brésil et l'Argentine n'ont pas manqué de se conformer à cette règle, une conséquence dont il nous faut ici exposer brièvement les caractères. Elle donne naissance à une spéculation qui, si elle ne peut être comptée parmi les causes directes de la dépréciation monétaire et de la hausse des changes, a du moins pour effet, soit de la prolonger plus longtemps que les circonstances ne l'exigent, soit de la maintenir à un taux artificiel qui ne correspond pas à celui que comporte l'état des créances et des dettes du pays dans lequel elle s'exerce.

Voici comment elle manifeste son action. Les exportateurs des pays à monnaie dépréciée, après avoir vendu leurs produits au dehors reçoivent en paiement des traites sur l'étranger qui valent de l'or. Pour les réaliser, ils s'adressent aux banques qui, employant leurs dépôts bien plus à des opérations de change qu'aux opérations normales et fécondes de l'escompte, achètent

[1] *Relatorio do Ministerio da Fazenda*, 1903, p. 219 et s.

Digitized by Google

toutes les traites sur l'étranger qui s'offrent sur le marché. Il ne leur reste plus alors qu'à attendre patiemment la demande connue et prévue des importateurs; ceux-ci sont en effet contraints de s'adresser aux banques afin de solder leurs achats à l'aide de traites sur l'étranger, puisqu'il n'y a point d'or dans le pays et que la règle du gold-point ne saurait en conséquence se manifester. Les banques, les maisons de change, les spéculateurs imposent leurs conditions; si, par exemple, elles ont versé à l'exportateur dix unités de la monnaie nationale pour une unité de monnaie d'or, elles exigent de leurs acheteurs douze unités de la monnaie nationale en échange d'une unité de monnaie d'or et ainsi se poursuit et s'accélère la marche ascendante du change.

Une telle organisation n'est à coup sûr concevable et possible qu'au cas où la demande de traites dépasse l'offre, c'est-à-dire lorsque le pays a plus de dettes que de créances sur l'étranger. Elle risque en outre de décourager et de ralentir l'importation et, par là même, de tarir la source de ses bénéfices. Mais les établissements qui pratiquent la spéculation sur le change disposent pour leurs calculs d'une base certaine; car il est un acheteur de traites, le plus important de tous, qui, chaque année est contraint de faire, à n'importe quelles conditions, des achats d'or pour acquitter des paiements qui ne sauraient être différés; et cet acheteur c'est l'État. S'il ne dispose pas de ressources disponibles lui permettant, sans faire appel au marché, de faire face au paiement de ses dettes extérieures, il est à la merci des banques de spéculation.

Nous avons pris l'exemple le plus simple, en supposant qu'entre l'exportateur et l'importateur, il n'y avait qu'un intermédiaire, à savoir les banques. Mais il arrive fréquemment, et c'est le cas au Brésil, que, pour plus de sûreté, les banques revendent aussitôt et avec un bénéfice appréciable, leurs traites sur l'étranger à un acheteur à terme. Or à mesure qu'augmente la série des intermédiaires, le nombre s'accroît de ceux qui bénéficient de la hausse du change et peuvent aisément la provoquer. Il est facile en effet aux vendeurs de traites, de retenir très longtemps leurs marchandises, tant que le change n'a pas atteint le cours qui leur permettra de réaliser un bénéfice qu'ils considèrent comme suffisant, tandis que les acheteurs sont toujours contraints à un moment donné d'en passer par leurs conditions.

Digitized by Google

Tels sont les faits qui se produisent dans les pays qui n'ont pas pour régulariser et dominer les cours des changes soit une banque d'État soit au moins, une banque étroitement rattachée à l'État et consciente des devoirs que lui doit imposer une situation nécessairement privilégiée.

VI

Quelle que soit l'opposition à laquelle se heurtent les mesures tendant à l'amélioration du cours du change, il n'est pas douteux que les Gouvernements brésilien et argentin ne soient désormais résolus soit à la maintenir soit à l'accélérer. Ils ne peuvent ignorer que si la hausse interrompue du change conduit fatalement les États à la banqueroute, la baisse, du moins, tend à les ramener au pair du change et à la reprise des paiements en espèces, c'est-à-dire à la situation normale des pays prospères.

Les symptômes que présente la situation monétaire et financière de ces deux États nous permettent-ils de conclure qu'ils y parviendront bientôt et sans peine? A vrai dire il nous semble que la reprise des paiements en espèces ne saurait être considérée comme devant être très proche; toutes les circonstances ne lui sont pas encore favorables et le Brésil comme l'Argentine ne pourront réaliser cette réforme que lentement et progressivement.

Les anciennes erreurs ne sont pas encore complètement oubliées et les causes qui, dans les deux pays, ont failli entraîner la banqueroute n'ont pas entièrement disparu. Un mouvement révolutionnaire dont les motifs et les conséquences sont encore mal connus a, récemment encore, éclaté au Brésil, et, à peine était-il dompté que le Parlement décrétait une réfection complète de la flotte de guerre qui doit faire, pour plusieurs années, peser de lourdes charges sur les finances brésiliennes. Des conflits prolongés et successifs se sont produits, durant ces dernières années, entre l'Argentine et le Chili, à propos de la délimitation de la frontière des Andes; en 1902 la guerre faillit éclater; de part et d'autre on arma et des vaisseaux de guerre furent à grands frais achetés en Europe; seuls l'intervention et l'arbitrage de l'Angleterre purent ramener la paix. Ni au dedans ni au dehors, la paix n'est entièrement assurée dans les Républiques de l'Amérique du Sud que nous envisageons.

Digitized by Google

L'une et l'autre ont repris depuis 1900 et 1901, les conséquences des emprunts moratoires, dont les effets cessaient alors, leur ayant permis d'équilibrer leurs finances, le paiement intégral des intérêts de leur dette extérieure; il ne semble pas toutefois qu'elles puissent d'ici longtemps opérer une conversion avantageuse leur permettant d'en réduire le taux. Les charges de la dette extérieure se sont d'ailleurs accrues durant ces dernières années. En 1893 la dette extérieure de la République Argentine s'élevait, nous l'avons vu, au total de 43.347.958 £. En 1900 cette dette était de 45.453.744 £ à laquelle il convient de joindre, d'une part, les dettes payables en or des provinces argentines et du chemin de fer Transandin dont le Gouvernement avait assumé la charge, soit 31.384.147 £ et, d'autre part, la dette flottante et les dettes des Trésoreries, soit 10.146.310 £, ce qui forme un total de 86.984.201 £[1]. Le ministre des Finances estimait que le service des intérêts de cette dette exigeait environ 45 0/0 des ressources totales du budget argentin.

La dette extérieure brésilienne s'élevait au 30 juin 1898, avant le « Funding Loan » à 34.310.400 £. Elle atteignait, en 1904, 65.917.597 £, en y comprenant l'emprunt de 6.500.000 £ récemment contracté pour les travaux du port de Rio-de-Janeiro, les émissions de « Rescision Bonds » faites en vue de venir en aide à diverses banques brésiliennes, et l'emprunt du chemin de fer Ouest de Minas, repris par le Gouvernement[2]. Ces 65 millions de livres sterling représentent, comme intérêts annuels, une somme de 2.923.488 £.

Enfin, si la circulation fiduciaire diminue au Brésil, quoique lentement, il n'en est pas de même en Argentine. Cet État n'a pris que des mesures restreintes et passagères tendant à la réduction d'une circulation excessive et presque exclusivement composée de papier-monnaie; d'autre part, la pratique qu'il a adoptée de représenter par de la monnaie de papier convertible, tout l'or qui vient se réunir dans la caisse de conversion est dangereuse à bien des points de vue. Elle accroît la circulation de papier-monnaie alors qu'il serait de toute nécessité d'en réduire l'importance et elle ne prépare nullement la transformation fu-

[1] Statesman's Yearbook, 1902, p. 580.
[2] Relatorio, 1903, p. VIII.

Digitized by Google

ture du papier-monnaie inconvertible en véritables billets de banque payables en or. Tout le numéraire dont dispose la Caisse de conversion n'est en effet que l'exacte représentation du papier convertible qui se trouve entre les mains du commerce et que celui-ci peut, à tout moment, échanger à ses guichets contre de l'or. La circulation monétaire argentine qui, d'après les comptes présentés par les ministres des Finances, était au 31 décembre 1902, de 290 millions de piastres, atteignait au 31 décembre 1903, 293 millions. Il est vrai que, grâce au paiement en or des droits de douane, cette somme s'accroît très vite et que, deux ans après, au 31 décembre 1904, elle atteignait la somme de 50 millions. Quant à la Caisse de commerce elle disposait à cette dernière date d'une somme de 34.605.717 piastres-or transformée en monnaie de papier remboursable à vue et par là même immobilisée. Quant aux sommes d'or variables chaque année dont dispose, non plus la Caisse, mais le fonds de conversion que gère le bureau de change de la Banque de la Nation, elles ne servent que nominalement à la conversion puisqu'elles sont destinées uniquement, comme nous le savons, à procurer du change sur l'étranger tant au Trésor qu'au commerce argentin.

Au Brésil, nous avons vu qu'une loi de 1899 organisait un fonds de garantie constitué à l'aide de certaines ressources en or du budget. Mais une crise des banques privées qui éclata en 1900 contraignit le Gouvernement brésilien à disposer, comme d'ailleurs l'y autorisait la loi prévoyante, de la presque totalité de ce fonds qui, en 1902, ne se composait plus que d'une quantité d'or correspondant à environ 10.000 contos, au regard d'une circulation de papier-monnaie atteignant 476.534 contos[1].

L'examen des budgets de ces dernières années prouve également que l'équilibre des finances du Brésil et de l'Argentine, et nous savons quelle action directe et prépondérante il exerce sur leur situation monétaire, n'est pas encore entièrement rétabli et que les bases sur lesquelles il repose sont encore chancelantes. Le rapprochement des recettes et des dépenses budgétaires de l'Argentine de 1898 à 1902 en sera la meilleure preuve; notons toutefois qu'il convient de considérer l'année 1902, où le conflit

[1] Relatorio, 1903, p. XI et 113.

Digitized by Google

argento-chilien atteignit sa période la plus aiguë, comme une année exceptionnelle[1].

	Recettes.	Dépenses (Livres sterling).	Déficits.
	—	—	—
1898.....	18.672.568	24.044.245	5.371.677
1899.....	14.503.140	15.325.228	882.088
1900.....	12.956.092	13.814.536	858.444
1901.....	13.017.054	14.040.771	1.043.717
1902.....	13.181.048	17.344.329	4.162.281

Au Brésil les budgets ont été en déficit jusqu'en 1898. A peu près équilibrés en 1899 et 1900, ils ont fourni enfin des excédents durant les deux années suivantes. En 1901, en effet, les recettes se sont élevées à 43.744 contos-or et 285.571 contos-papier, alors que les dépenses n'étaient que de 93.318 contos-or et 283.694 contos-papier. En 1902, les recettes atteignirent 43.620 contos-or et 255.015 contos-papier et les dépenses 34.650 contos-or et 251.763 contos-papier.

Cependant, même en admettant que ces chiffres officiels, nécessairement empreints d'un certain optimisme, soient tout à fait exacts, il résulte de leur examen plus attentif que les recettes en or du Gouvernement ne couvrent pas entièrement les dépenses qu'il lui faut faire en cette monnaie. Prenons, par exemple, le budget de 1901; les recettes en or se montèrent cette année à 43.746 contos. Mais, sur ce total, il n'est de réellement disponible entre les mains du Gouvernement qu'une somme de 25 976 contos provenant presque exclusivement des revenus de la douane; le complément de ces recettes est constitué par les 7.833 contos du « Funding Loan » dont il n'appartient pas au Gouvernement de disposer et par 6.050 contos versés au fonds de garantie et également intangibles[2]. Ces recettes en numéraire du Gouvernement brésilien ne lui suffisent pas en temps normal pour faire face à ses dépenses en or qui, cette même année 1901, s'élevaient à 43.318 contos, et il en résulte, en ce qui concerne l'établissement du budget, une cause permanente de trouble et de déséquilibre.

[1] Memorias del Departamento de Hacienda. *Economiste français et Economiste européen*, passim.

[2] Relatorio, 1903, p. 4 et s.

Digitized by Google

Cependant, les fluctuations de la balance du commerce et ce fait que la valeur des exploitations tend de plus en plus, en Argentine comme au Brésil, à dépasser celle des importations constituent l'élément le plus favorable à la reprise des paiements en espèces à une date relativement rapprochée. Il y a là, si toutefois les dettes envers l'étranger résultant d'emprunts contractés par l'État, les provinces, ou des sociétés industrielles et commerciales, ne s'accroissent pas parallèlement, une cause normale d'afflux d'or qui doit faciliter et hâter cette réforme. Voici la progression qu'a suivie, en Argentine, durant ces dernières années, l'excédent des exportations :

Années.	Importations (Pesos or).	Exportations.	Excédents.
1900.....	113.485.000	154.600.000	41.115.000
1901.....	113.960.000	167.716.000	53.756.000
1902.....	103.039.000	179.487.000	76.448.000
1903.....	131.306.600	220.984.524	89.777.924

Au Brésil, en 1897, l'exportation était de 26.752.224 £ au regard d'une importation qui s'élevait à 21.567.660 £. En 1900 l'importation n'était plus que de 20.000.000 £, tandis que l'exportation avait atteint 34.000.000 £[1]. La différence entre l'importation et l'exportation s'accroît d'année en année dans une proportion considérable. C'est ainsi qu'en 1901 l'excédent des exportations sur les importations était de 268.861 contos de reis, alors qu'en 1902, il atteignait 410.871 contos de reis.

Mais il convient d'observer que les produits agricoles constituent de beaucoup l'élément le plus important des exportations argentines et brésiliennes; le solde créditeur que ces deux États possèdent de ce chef sur l'étranger est donc à la merci, ou d'une mauvaise récolte, ou d'une maladie du bétail contre laquelle tous les États importateurs édicteraient aussitôt, et le fait s'est fréquemment présenté, des mesures prohibitives.

Voici quelle fut, durant les années 1902 et 1903, la proportion des différentes classes de produits dans l'exportation totale argentine :

[1] Statesman's Yearbook, 1902 et 1904. Articles : Argentine et Brésil.

Digitized by Google

	1902	1903
	Pesos or.	
Produits pastoraux	104.539.139	109.181.342
— agricoles	65.171.332	105.251.309
— forestiers	3.649.208	3.472.708
— minéraux	327.006	397.427
— de la chasse	718.449	457.952
— divers	2.081.593	2.023.786

Le chiffre annuel de l'exportation de chaque produit agricole est soumis à des fluctuations très nombreuses et très brusques. En 1900, l'Argentine exportait 198.000 têtes de moutons vivants et 25.000 en 1901 ; en 1900, 2 millions de tonnes de blé, et 650.000 en 1902. Il est vrai de dire, d'autre part, que l'exportation de la laine passait de 100.000 tonnes en 1900 à 197.000 tonnes en 1902, et celle du beurre de 2.000 livres en 1900 à 9.000 en 1902.

Au Brésil, la situation est à peu près la même, avec cette aggravation qu'un seul produit agricole, à savoir le café, représente à lui seul, parfois plus de la moitié de l'exportation totale du pays ; c'est ainsi, qu'en 1903, l'exportation totale du Brésil s'élevant à 870.823 contos, celle du café atteignait 509.598 contos[1].

Si favorable que soit donc, à l'heure actuelle, surtout par rapport à ce qu'elle était il y a quelques années, la situation des deux Républiques, on voit que leur prospérité est encore exposée à bien des dangers et que la réalisation de la réforme monétaire aura encore bien des obstacles à vaincre. Leurs ministres des Finances ne manquent pas d'en avertir les parlements en leur faisant part de leurs hésitations et de leurs craintes. « Nous courons le risque, dit en Argentine J.-M. Rosas, dans son exposé du budget de 1893, d'être exposés, par suite d'une mauvaise récolte ou d'une crise économique, à de redoutables dangers. J'espère que pareil fait ne se produira point. Cependant une telle crainte nous doit inspirer une très grande prudence dans la marche que nous suivons à présent[2] ». Au Brésil, Léopoldo de Bulhoes dit en 1903 : « L'œuvre de réparation est à peine commencée ; elle exigera encore bien des sacrifices pour être menée

[1] Relatorio, 1903, p. 90. L'exportation du caoutchouc se développe avec une rapidité surprenante ; elle représentait en 1896, 115 millions de francs et atteignait, en 1903, 240 millions, ce qui équivaut environ à la moitié de la valeur du café importé.

[2] Memoria, 1899, p. 26.

Digitized by Google

à bonne fin, c'est-à-dire, pour pouvoir procurer au pays la réorganisation de notre crédit, la valorisation de notre monnaie, l'accroissement de notre production, la constitution de réserves métalliques et la disparition du cours forcé »[1].

VII

Il nous semble que de cette brève étude historique dans laquelle nous nous sommes efforcé d'étudier et d'analyser, d'abord les fautes qui avaient entraîné le Brésil et l'Argentine au régime du papier-monnaie avec toutes ses conséquences, puis la politique que ces deux États ont suivie afin de revenir à une circulation monétaire normale, doivent ressortir les principes essentiels dont cette politique est constituée, les éléments qu'elle ne saurait négliger pour parvenir au but qu'elle se propose.

Puisque le débordement des dépenses budgétaires et l'exagération de la dette extérieure ont été les causes déterminantes de la maladie dont a souffert le corps social, il importe, avant toutes choses, de réaliser l'équilibre budgétaire, de réduire les dépenses de l'État au strict minimum sans toutefois nuire au développement de la prospérité du pays et, s'il n'est pas possible de diminuer le fardeau de la dette au moyen des conversions, de veiller du moins à ce que les recettes ordinaires du budget suffisent à en acquitter les intérêts. Mais de pareils remèdes ne suffiraient pas à eux seuls à effacer toute trace des maux causés par le bouleversement de tous les principes, par l'oubli de toutes les règles impérieuses et strictes qui doivent gouverner les finances d'un État. La masse du papier-monnaie doit peser encore sur les cours du change longtemps après que l'équilibre budgétaire aura été définitivement rétabli.

Tant qu'elle reste dans la circulation, la sécurité des commerces d'exportation et d'importation ne peut être complète, et le change ne saurait atteindre le pair. En pareil cas, en effet, il reste toujours défavorable quand bien même il résulterait de la balance générale des créances et des dettes du pays que ce dernier est, en définitive, créancier de l'étranger. Quoiqu'il soit exact de dire que, dans les relations d'État à État, les marchandises s'é-

[1] Relatorio 1903, p. VIII.

Digitized by Google

changent contre des marchandises, il est du moins certains paiements qui sont acquittés par les débiteurs étrangers en numéraire, c'est-à-dire en or, puisque c'est la seule monnaie internationale, ne seraient-ce que les dépenses faites par ceux qui voyagent dans des pays à monnaie dépréciée. La valeur effective de la monnaie de papier étant, par suite de son accumulation, inférieure à sa valeur officielle et légale, l'or s'échange, non pas contre la quantité de monnaie nationale déterminée par cette valeur officielle et purement nominale, mais bien contre une quantité supérieure et d'autant plus élevée qu'ont été nombreuses les émissions de papier-monnaie. Les banquiers de ce pays font connaître chaque jour au public le taux auquel ils consentent à faire de semblables échanges.

En second lieu, le fait que la marchandise qui sert de moyen de paiement international et qui est l'or ne circule pas librement dans le pays, exerce sur le change une influence déprimante. Il est rare, en effet, qu'un pays soit toujours et continuellement créancier de l'étranger; à certains moments, et sans que la situation puisse être considérée comme dangereuse, car l'équilibre se rétablit bien vite, ses dettes dépassent ses créances et il lui faut, pour s'acquitter, exporter de l'or. Rien de plus simple si cette monnaie circule librement dans le pays; si, au contraire, le pays est un régime du cours forcé, les débiteurs se voient contraints, à l'aide de leur monnaie de papier, d'acheter de l'or, et, de nouveau, la prime sur ce métal exerce son action et se reflète dans un cours défavorable du change.

Le rôle de l'État ne saurait donc se borner à réformer les finances publiques et à assurer l'équilibre budgétaire, quoique, par là même, il exerce déjà une bienfaisante influence sur la situation monétaire du pays. Son action a vicié la circulation monétaire, seule son intervention peut l'assainir.

Cette intervention est double. Elle tend, d'une part, à la réduction de la circulation fiduciaire non garantie par le rachat du papier-monnaie et, d'autre part, à la stabilisation du change, c'est-à-dire à l'établissement d'un rapport fixe entre la monnaie nationale et la monnaie d'or et au maintien de ce rapport durant une période de temps telle qu'il puisse apparaître comme correspondant à la situation monétaire et financière du pays. Le moyen employé pour parvenir à ce dernier résultat consiste à

Digitized by Google

réunir un stock d'or assez considérable pour pouvoir, à un moment déterminé, décréter la convertibilité du papier-monnaie en or au taux que comporte le rapport qu'on a contribué à déterminer et à assurer.

Ici, une double observation s'impose, et sur la nature de ce rapport, et sur le chiffre que doit atteindre pour que la conversion soit réalisable le stock d'or de l'État. Il n'est ni nécessaire ni désirable d'attendre que le change soit revenu au pair ; ce serait différer trop longtemps la réforme, car on remonte le courant plus lentement et plus difficilement qu'on ne l'a descendu ; d'autre part, comme nous l'avons déjà vu, la plupart des émissions de papier-monnaie ont été lancées alors que leur valeur était fort au-dessous du pair, si bien que les rembourser au pair serait faire bénéficier les porteurs, au détriment du Gouvernement, d'une prime souvent considérable. Enfin il serait dangereux de bouleverser soudainement et complètement tous les rapports qui se sont établis dans l'intérieur du pays entre la valeur de la monnaie dépréciée et les prix des marchandises ou des services. Pour ce qui est du stock d'or, il est bien évident qu'il n'a pas besoin d'égaler la valeur, même réduite ainsi que nous venons de l'indiquer, de toute la circulation fiduciaire du pays. Il suffit qu'il représente une fraction de cette valeur, qu'on évalue généralement, quoique d'une façon toute arbitraire et empirique, au tiers.

Jusqu'à présent, ni le Brésil ni l'Argentine n'ont réussi à se plier à toutes les exigences d'une semblable politique ; ils n'ont adopté que fragmentairement les réformes qu'elle comporte et qui constituent un tout indivisible. Le Brésil a déjà réduit dans une proportion assez sensible sa circulation de papier-monnaie, mais il ne paraît guère s'être efforcé de réunir un stock d'or suffisant pour pouvoir, d'ici peu d'années, décréter la convertibilité du papier-monnaie. Les réserves d'or de l'État argentin sont beaucoup plus considérables, mais il en use de telle sorte qu'elles ont pour effet, loin de la réduire, d'accroître la circulation fiduciaire. Et cependant, il suffirait à ces deux États d'un effort relativement faible pour compléter leur système et pour en assurer le succès futur.

Il est encore un dernier terrain sur lequel l'action de l'État est utile et nécessaire. Il lui appartient de libérer le budget et le commerce national de la sujétion que fait peser sur eux la spécula-

Digitized by Google

tion dont nous avons plus haut analysé les caractères, et d'empêcher, en même temps, que les cours du change ne soient, par son action, artificiellement élevés.

Pour atteindre ce résultat deux procédés ont été mis en œuvre. Les créances de l'État sont toutes payables en monnaie dépréciée, à l'exception d'une seule qui est constituée par les droits de douane. Ceux-ci étant, théoriquement tout au moins, supportés par l'étranger, l'État peut exiger qu'ils soient totalement ou partiellement acquittés en or. De la sorte, il peut réunir une quantité de monnaie suffisante pour pouvoir se libérer de toutes ses dettes payables en or. Les banques de spéculation perdant la fructueuse clientèle de l'État sont alors contraintes d'offrir au commerce des conditions moins désavantageuses que par le passé. C'est ainsi que, depuis quelques années, une série de lois est venue ordonner, tant au Brésil qu'en Argentine, qu'une fraction des droits de douane, serait payable en or.

Le tant pour cent des droits de douane payable en or a, d'ailleurs, été très variable, et, tant au Brésil qu'en Argentine, souvent abaissé et relevé suivant les besoins auxquels le Trésor jugeait avoir à faire face. Il a été parfois de 2 0/0, mais il a, en certaines années, atteint jusqu'à 25 0/0. Avec l'accroissement de la prospérité du pays, le produit en or des droits de douane n'a cessé de s'élever. Au Brésil, en 1900, les droits de douane rapportèrent au Gouvernement 15.254 contos or, 24.087 en 1901 et 44.147 en 1904. En Argentine, de février à novembre 1904, les droits de douane ont rapporté 4.213.006 piastres or. Si avantageuse que puisse être une semblable politique, elle ne doit toutefois être employée qu'avec discernement et mesure parce qu'elle risque, en surélevant les droits de douane, de ralentir l'importation et de diminuer la source la plus féconde des revenus du Trésor.

Le dernier procédé consiste à organiser, sous la direction ou le contrôle de l'État, un établissement chargé, à l'aide des ressources que celui-ci lui assure, d'acheter du change et de le revendre, à des conditions normales, soit aux commerçants, soit au Trésor. Tel est le bureau de change organisé par la loi argentine de 1899 ; tel est également celui dont M. Villaverde, en Espagne, prévoyait la création, dans son projet de loi de juin 1903, qui fut rejeté par les Cortes. Grâce à son action, le cours du change

Digitized by Google

doit parvenir à refléter exactement, sans être faussé par la spéculation, le rapport qui existe entre les créances et les dettes d'un pays.

Cette banque ou ce bureau d'État a également pour mission de régler et de réduire les mouvements trop brusques de hausse et de baisse du change que provoque, chaque année, le défaut de concordance entre les périodes d'importation et celles d'exportation. L'importation, en effet, se répartit, sur toute l'année, tandis que l'exportation ne se produit que durant une période déterminée et restreinte. Pendant certains mois de l'année les importateurs ne peuvent se procurer du papier de change sur l'étranger qu'à des conditions très onéreuses. Or la banque d'État peut régulariser la création des lettres de change, en envoyant, comme le font les bureaux de change argentins, une partie de ses réserves d'or aux banquiers étrangers qui lui servent de correspondants. Elle crée et vend ensuite aux importateurs, au fur et à mesure de leurs besoins, les lettres de change sur ces banquiers, lettres dont elle couvre le montant en achetant les traites reçues en paiement par les exportateurs sur ces mêmes places. Les banques étrangères n'hésiteront pas à lui faciliter sa tâche si elles savent qu'elles ont en caisse une quantité d'or suffisante pour pouvoir se rembourser elles-mêmes en espèces, au cas où la valeur des traites résultant de l'exportation ne suffirait pas à couvrir le crédit accordé aux importateurs.

Tout nous amène donc à cette conclusion que l'État seul, grâce à une politique dont nous nous sommes efforcé d'esquisser les traits, peut guérir les maux qu'il a causés. Mais si judicieuse et si bien dirigée que soit son intervention, ses efforts seraient inefficaces et vains, si la tâche n'était point facilitée par le développement, de l'activité économique du pays. Au cas où, dans ce pays, toutes les énergies individuelles resteraient engourdies et inertes, où toute l'activité du corps social serait comme épuisée par les crises qu'il a traversées, où les forces naturelles, les sources de prospérité et de richesse resteraient inexploitées faute de travail et faute de capitaux, toutes les réformes organisées par l'État ne réussiraient à le galvaniser. Mais la situation actuelle de l'Argentine et du Brésil est très loin d'offrir de pareils aspects. L'activité qui règne dans toutes les branches de la production, l'accroissement de la prospérité publique, l'afflux des immigrants, le grand nombre

Digitized by Google

des capitaux étrangers qui viennent se placer dans toutes les entreprises agricoles ou industrielles, tout prouve que les Républiques de l'Argentine et du Brésil, si leurs Gouvernements savent les guider dans la bonne voie et persévérer dans leur œuvre, parviendront bientôt à assurer à leur population les bienfaits d'une circulation monétaire normale.

Digitized by Google

BIBLIOGRAPHIE

Collection de l' « Économiste français » et de l' « Économiste européen » et du Journal « le Brésil ».

Rapports consulaires français et anglais.

Les budgets argentins (Mémoria del departamento de Hacienda) et brésiliens (Relatorio do Ministerio da Fazenda), (depuis 1890).

The Statesman's Jearbook (1902-1904).

Annuaire statistique de la ville de Buenos-Ayres (depuis 1900).

Les finances de la République Argentine de A. Martinez, Buenos-Ayres, (1898).

A. THERY. — *Les finances et le change du Brésil* (Paris, 1898).

— — *Projet de réforme monétaire et de création d'une banque d'émission au Brésil* (Paris, 1904).

RAFFALOVITCH. — *L'année financière.*

Rapports annuels de l'administration des monnaies et médailles.

Monthly bulletin of the international bureau of the American republics, publié à Washington.

Digitized by Google

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

PRÉFACE..... VII

I

LA MONNAIE ET LES PRIX

Par ÉDOUARD DOLLÉANS

Ire PARTIE. — LA MESURE DES VARIATIONS DU POUVOIR D'ACHAT DE LA MONNAIE..... 2

CHAPITRE I. — Les index ayant pour objet de mesurer les variations du coût de la vie : le principe de la représentation proportionnelle de l'importance des marchandises..... 8

A. Moyennes budgétaires ou système de représentation proportionnelle limitée..... 8

B. Le système des coefficients et de la représentation proportionnelle intégrale..... 14

CHAPITRE II. — Les index destinés à mesurer les variations de la valeur générale d'échange de la monnaie : le principe de l'égalité initiale absolue entre les marchandises.. 25

A. Choix de l'année de base..... 26

B. Choix des produits..... 26

C. Choix des cotes..... 28

D. Omission de catégories de prix importantes..... 29

E. Inégalité originaire des différents prix : Y a-t-il répercussion de cette inégalité sur le taux de variation du pourcentage total ?... 33

IIe PARTIE. — LA RECHERCHE DES CAUSES. ESSAI DE VÉRIFICATION EXPÉRIMENTALE DE LA THÉORIE QUANTITATIVE DES PRIX.... 42

Digitized by Google

Pages.

CHAPITRE I. — Les Stocks monétaires 45

A. Evaluations directes 45

I. — Evaluations du stock monétaire mondial 45

II. — Evaluations particulières 49

III. — Comparaison des évaluations : causes des inexactitudes de la statistique des stocks 58

B. Evaluations indirectes 63

I. — Statistiques combinées de la Monnaie et de la Douane .. 63

II. — Statistiques combinées de la production et de la consommation industrielle des métaux précieux 70

C. Vitesse de circulation et monnaie métallique éventuelle 85

CHAPITRE II. — Le besoin de numéraire et la mesure du volume des transactions 87

A. Le volume des transactions 88

B. Les succédanés de la monnaie et la masse nette des transactions. 103

CHAPITRE III. — Comparaison des deux termes du problème 111

A. Vérification de la formule nationale de la théorie quantitative 112

B. Vérification de la formule mondiale de la théorie quantitative ... 113

C. Conclusions sur l'influence du facteur monétaire sur les variations de prix 119

BIBLIOGRAPHIE 127

II

LA PRODUCTION DE L'OR

Par LUCIEN BROCARD

Pages.

INTRODUCTION 131

CHAPITRE I. — Les caractères généraux de la production del'or 138

I. — Les procédés techniques d'exploitation 141

II. — Leur mise en œuvre : les capitaux, la main-d'œuvre, le milieu 153

III. — Les frais de production 161

IV. — Conséquences générales de l'évolution des méthodes 169

Digitized by Google

Pages.

CHAPITRE II. — Les résultats généraux de la production de l'or..... 171

CHAPITRE III. — L'état de la production et les perspectives d'avenir dans les principaux centres miniers..... 180

I. — La Sibérie..... 182
II. — L'Australasie..... 187
III. — Les Etats-Unis..... 195
IV. — Le Canada..... 201
V. — Le Transwaal..... 204
VI. — Les centres miniers secondaires..... 215

CONCLUSION..... 221

BIBLIOGRAPHIE..... 224

III

LA PRODUCTION DE L'ARGENT

Par LÉON POLIER

Pages.

Ire PARTIE. — LA PRODUCTION DE L'ARGENT AU POINT DE VUE TECHNIQUE. 229

CHAPITRE I. — Minerais et gisements de l'argent..... 229

CHAPITRE II. — Métallurgie de l'argent..... 233
1° Voie sèche ou ignée..... 234
2° Voie humide..... 243

IIe PARTIE. — LA PRODUCTION DE L'ARGENT AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE..... 251

CHAPITRE I. — L'accroissement de la production..... 253
1° Étude analytique des statistiques..... 261
2° Étude synthétique des courbes..... 271

CHAPITRE II. — La chute des prix..... 284

BIBLIOGRAPHIE..... 311

Digitized by Google

IV

DE LA BAISSE DE L'ARGENT VIS-A-VIS DE L'OR

Par B. RAYNAUD

Pages.

I. — Le phénomène..... 316
II. — Les conséquences..... 319
III. — Les causes..... 325

CONCLUSION..... 351

BIBLIOGRAPHIE..... 355

V

LA POLITIQUE MONÉTAIRE DES PAYS PRODUCTEURS D'ARGENT ET LES CAMPAGNES BIMÉTALLISTES EN EUROPE

Par RENÉ LAFARGE

Pages.

Ire PARTIE. — LA POLITIQUE MONÉTAIRE DES PAYS PRODUCTEURS D'ARGENT..... 361

CHAPITRE I. — Aspect général du problème..... 361

CHAPITRE II. — La politique monétaire des États-Unis..... 365

CHAPITRE III. — La question monétaire au Mexique..... 386

IIe PARTIE. — LES CAMPAGNES BIMÉTALLISTES EN EUROPE..... 399

CHAPITRE I. — Caractère des campagnes bimétallistes en Europe.... 399

CHAPITRE II. — La réforme monétaire allemande et le bimétallisme.. 403

Digitized by Google

Pages.

CHAPITRE III. — Les campagnes bimétallistes dans les principaux États de l'Europe 413

Section I. — Le bimétallisme en France 413

Section II. — Le bimétallisme en Angleterre 418

Section III. — Le bimétallisme dans les divers États de l'Europe.... 423

CHAPITRE IV. — Les conférences internationales..... 426

CONCLUSION..... 436

BIBLIOGRAPHIE..... 439

VI

LA CIRCULATION FIDUCIAIRE ET LES CRISES DU CHANGE EN ITALIE ET EN ESPAGNE

Par EMMANUEL FOCHIER

Pages.

L'Italie..... 441

L'Espagne..... 469

Conclusions générales..... 505

BIBLIOGRAPHIE..... 513

VII

L'ABOLITION DU COURS FORCÉ EN RUSSIE ET EN AUTRICHE

Par PAUL CAHEN

Pages.

CHAPITRE I. — Introduction. Différentes phases par lesquelles sont passées les réformes monétaires autrichienne et russe. Nécessité de ces réformes..... 515

Digitized by Google

Pages.

CHAPITRE II. — Historique du papier-monnaie en Russie..... 522

CHAPITRE III. — Historique du papier-monnaie en Autriche..... 560

CHAPITRE IV. — Conclusions..... 588

BIBLIOGRAPHIE..... 590

VIII

LA QUESTION MONÉTAIRE EN EXTRÊME-ORIENT

Par PAUL ALGLAVE

Pages.

INTRODUCTION..... 595

Ire PARTIE. — LA QUESTION MONÉTAIRE EN INDE ET LA CONSOMMATION DE L'ARGENT..... 598

CHAPITRE I. — Système monétaire de l'Inde..... 599

§ 1. — Histoire monétaire de l'Inde..... 599

§ 2. — Étude de l'act de 1870 et la législation monétaire actuelle..... 602

CHAPITRE II. — La politique monétaire suivie. — Réformes qu'elle a engendrées..... 605

§ 1. — Politique monétaire..... 605

§ 2. — Commission Herschell et réforme monétaire de 1893.... 611

§ 3. — Résultats de la réforme de 1893..... 611

§ 4. — Politique qui a conduit à l'act du 15 septembre 1899. — Travaux du comité de 1899. — Les résultats de la grande enquête. — Étude de la réforme de 1899..... 617

CHAPITRE III. — Appréciation des résultats de la réforme monétaire.. 633

IIe PARTIE. — LA QUESTION MONÉTAIRE EN INDO-CHINE, AU SIAM, AU JAPON, AUX PHILIPPINES, DANS LES DÉTROITS, A HONG-KONG ET EN CHINE..... 642

Digitized by Google

Pages.

CHAPITRE I. — Le système monétaire de l'Indo Chine..... 644

CHAPITRE II. — Position du problème monétaire..... 649

CHAPITRE III. — Réformes réalisées ou proposées par les États asiatiques voisins de l'Indo-Chine pour remédier aux conséquences de la baisse de l'argent 658

§ 1. — La réforme monétaire au Siam..... 658

§ 2. — La réforme monétaire aux Philippines..... 663

§ 3. — La réforme monétaire dans les Straits Settlements et les établissements confédérés 666

§ 4. — Projets de réforme monétaire en Chine et à Hong-Kong. 676

CHAPITRE IV. — Mesures adoptées ou proposées pour remédier à la situation monétaire en Indo-Chine..... 681

CONCLUSION..... 698

BIBLIOGRAPHIE..... 708

IX

LA QUESTION MONÉTAIRE EN CHINE ET AU JAPON

Par CHRISTIAN PAULTRE

Pages.

CHINE..... 713

I. — La monnaie de cuivre..... 716
II. — La circulation argent 719
III. — Effets de la baisse de l'argent sur le change..... 730
IV. — Effets de la baisse de l'argent sur la dette extérieure de la Chine..... 740

V. — CONCLUSION..... 747

JAPON..... 753

I. — Effet du changement d'étalon sur la circulation monétaire..... 755
II. — Effet du changement d'étalon sur le commerce extérieur du Japon..... 767

Digitized by Google

Pages.
III. — Effet du changement d'étalon sur les prix et les salaires. 777
IV. — Conclusion..... 779

Bibliographie..... 782

X

LA POLITIQUE MONÉTAIRE DES RÉPUBLIQUES DE L'ARGENTINE ET DU BRÉSIL

Par Jacques LYON

Pages.
Chapitre I. — La crise du change au Brésil 792

Chapitre II. — Mesures prises pour améliorer le cours du change au Brésil..... 799

Chapitre III. — La crise du change en Argentine..... 802

Chapitre IV. — Mesures prises pour améliorer le cours du change en Argentine..... 808

Chapitre V. — Opposition contre les mesures prises pour améliorer le cours du change au Brésil et en Argentine.... 815

Chapitre VI. — La situation monétaire et financière des deux pays permet-elle d'espérer la reprise prochaine des paiements en espèces?..... 821

Chapitre VII. — Principes destinés à assurer le rétablissement d'une situation monétaire normale..... 827

Bibliographie..... 833

Digitized by Google

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

Allemagne. — Mesure du volume des transactions, p. 96, 98. — Réforme monétaire, p. 314, 335, 338, 345. — Défense des porteurs de valeurs mobilières, p. 320. — Banque impériale, p. 344. — La réforme monétaire Allemande et le bimétallisme, p. 403 à 412. — Démonétisation des thalers, p. 404. — Monnaies divisionnaires, p. 411. — Réforme de 1873, p. 404. — Union bimétallique allemande, p. 408. — Vote du Reichstag, p. 409. — Réforme de 1900, p. 410 et suivantes.

Angleterre. — Les prix, p. 35 à 37. — Les Stocks, p. 55 à 57. — Mesure du volume des transactions, p. 98, 99. — Régime monétaire, p. 313. — Cote de l'argent, p. 316. — Le bimétallisme en Angleterre, p. 418 à 423. — Commission monétaire, p. 418. — Bimetallic League, p. 420. — Question irlandaise, p. 421.

Appréciation. — De l'or, p. 322, 340, 354.

Argent. — La production, p. 227. — Minerais d'argent, différentes catégories, p. 229 à 231. — Gisements argentifères, p. 231, 232. — Métallurgie de l'argent, p. 233, 250. — Voie sèche ou ignée, p. 234, 243. — Pattinsonnage p. 236, 238. — Zingage, p. 238, 241. — Coupellation, p. 241, 243. — Voie humide, p. 243 à 249. — Amalgamation, p. 243. — Procédé du patio, p. 245. — Procédé du cazo, p. 248. — Procédé aux acides et voie électrolytique, p. 249. — Accroissement de la production argentifère, p. 253, 283. — Répartition géographique de la production argentifère, p. 253, 254. — Progression de la production argentifère, p. 255, 256. — Perfectionnement des procédés d'extraction de l'argent, p. 235, 237, 238, 239, 242, 250, 258, 259. — Causes de l'accroissement de la production argentifère, p. 257 et suivantes. — Découvertes de gisements nouveaux, p. 257; — progrès de l'extraction métallurgique, p. 258, 259. — L'argent, produit complémentaire ou sous-produit du plomb, du cuivre et du zinc, p. 260 à 283. — Origines minéralogiques de l'Argent : aux États-Unis, p. 261 à 265; — au Mexique, p. 265 à 269; — en Bolivie, p. 269; — au Pérou, p. 269; — au Chili, p. 269; — en Australie, p. 269 à 271. — Étude comparée des courbes de la production et des prix de l'argent et des métaux argentifères, p. 271, 283. — Dépréciation de l'argent, p. 284 à 310. — Rapports de la dépréciation de l'argent et de sa production, p. 284 à 296. — Rapports de la dépréciation de l'argent

Digitized by Google

et de ses démonétisations, p. 296 à 302. — Rapports de la dépréciation de l'argent et de la production de l'or, p. 302 à 310. — La baisse de l'argent vis-à-vis de l'or, p. 313 et suivantes : causes, p. 325 et suivantes, 351 ; — conséquences, p. 319 et suivantes. — Cote, p. 316, 317. — Rapport de l'or et de l'argent, p. 318. — Transports (or et argent), p. 347. — La politique monétaire des Pays producteurs d'argent, p. 361 à 398. — Avantages qu'ils retirent du bimétallisme, p. 362 et suivantes. — La dépréciation de l'argent, ses effets en Extrême-Orient, p. 595, 651 et suivantes. — Influence de la réforme monétaire indienne sur le métal blanc, p. 615. — La consommation de l'argent et la frappe de la roupie depuis la réforme indienne, p. 637 et suivantes. — Effets de la baisse de l'argent sur le change en Chine, p. 730 à 740.

Argentine. — Politique monétaire de l'Argentine, p. 802 et suivantes. — Pesos, p. 802. — Émissions de papier-monnaie, p. 803 et suivantes. — Déficits budgétaires, p. 804. — Emprunts extérieurs, p. 805. — Budgets argentins, p. 806. — Funding Loan, p. 808 à 810. — Caisse de conversion, p. 812, 823. — Bureau des changes, p. 812, 830. — Loi monétaire argentine de 1899, p. 813 à 815. — Conflit entre l'Argentine et le Brésil, p. 815 et suivantes. — L'Argentine parviendra-t-elle bientôt à reprendre les paiements en espèces? p. 821 et suivantes. — Budgets et balance du commerce, p. 823 à 826.

Association Nationale des porteurs de valeurs étrangères, p. 319.

Australasie. — Production de l'or, p. 132, 139, 145 n. 1, 147, 148, 149, 150, 154, 155, 157, 158, 159, 160, 163, 164, 165, 166, 169, 176, 187 et suivantes. — Argent, p. 269 à 271.

Autriche. — Campagne bimétalliste, p. 424. — L'abolition du cours forcé en Autriche : Historique du papier-monnaie en Autriche, p. 560 et suivantes. — Cours du florin-papier, p. 562, 564, 570, 577. — Banque d'Autriche, p. 565. — Relations de la banque d'Autriche et de l'État (1848-1861) : Tableau récapitulatif, p. 572. — Résultats des budgets austro-hongrois, p. 575. — Soldes de la balance du commerce en Autriche, p. 577. — Chemins de fer autrichiens, p. 578. — Caisses d'épargne en Autriche, p. 578. — Production de la houille, du fer en Autriche, p. 578. — Commissions austro-hongroises, chargées de faire aboutir les réformes nécessaires, p. 579 à 584. — Plan de la réforme monétaire austro-hongroise, p. 581 et suivantes.

Baisse. — Voir *Prix;* Voir *Dépréciation.*

Banques d'émission. — En Italie, p. 444, 447, 455, 457, 458, 461, 507. — En Espagne, p. 470, 473, 491, 502, 507. — Encaisse métallique des banques d'émission en Italie, p. 448, 453, 459, 464; — en Espagne, 475, 501, 506. — Banque de Russie, p. 527 et suivantes. — Banque d'Autriche, p. 565 et suivantes. — Banque du Brésil, p. 793 et Banque de l'Argentine, p. 803, 807 et suivantes.

Belgique. — Campagne bimétalliste, p. 424.

Bimétallisme. — Cause de la baisse de l'argent pour les bimétallistes, p. 325, — Fondement théorique, p. 358. — Les campagnes bimétallistes en Europe,

Digitized by Google

p. 399 à 435. — Variations du change, p. 401. — Campagne bimétalliste : en Allemagne, p. 407 ; — en France, p. 413 ; — en Angleterre, p. 418 et suivantes. — Conférences internationales, p. 426 à 435. — Évolution monétaire, p. 436 et suivantes. — Bimétallisme indien ; en quoi il diffère du bimétallisme français, p. 631 et suivantes.

Bolivie. — Argent, p. 269.

Brésil. — La politique monétaire du Brésil, p. 785 et suivantes, 792 à 802. — Émissions de papier-monnaie, p. 793. — Contos et Milreis, p. 792 à 794. — Tableau des changes moyens au Brésil de 1889 à 1898, p. 795. — Déficits budgétaires, p. 795, 796. — Balances des budgets généraux de 1889 à 1895, p. 797. — Dette Brésilienne, p. 798, 799. — Funding-Loan, p. 800, 801. — Loi du 20 juillet 1899, p. 801. — Réduction de la masse de la circulation monétaire, p. 802. — Conflit entre le Brésil et l'Argentine, p. 815 et suivantes. — La culture du café au Brésil et son influence sur le change, p. 818. — Le Brésil parviendra-t-il bientôt à reprendre les paiements en espèces? p. 821 et suivantes. — Examen de la situation financière, p. 824; — des exportations et importations, p. 825.

Canada. — Production de l'or, 132, 139, 145, 146, 164, 166, 168, 169, 201.

Change. — Les crises du change en Italie, p. 441 et suivantes ; — en Espagne, p. 469 et suivantes. — Cours du change en Italie, p. 452, 453, 468; — en Espagne, p. 471, 475. 501. — Dette publique et cours du change, p. 446, 450, 454, 460, 465, 486, 511. — Balance commerciale et balance des comptes (influence sur le change), p. 446, 450, 455, 466, 485, 502, 509. — Taux de l'escompte et cours du change, p. 468, 476, 484, 489, 502. 512. — Situation budgétaire (influence sur le change), p. 446, 449, 454, 463, 467, 472, 474, 475, 477, 483, 488, 507. — Spéculation et taux du change, p. 461, 483, 494, 497, 502, 511. — Projets de restauration du change espagnol, p. 492, 496, 497, 500. — Causes principales qui soutiennent le pair du change anglo-indien, p. 634 et suivantes. — Effets de la baisse de l'argent sur le Change en Chine, p. 730, 740. — Stabilisation du Change au Japon, p. 772. — Crises du change au Brésil, p. 792 et suivantes; — en Argentine, p. 803 et suivantes. — Influence du change sur la production et les prix au Brésil, p. 819. — Spéculation, conséquence de la hausse du change, p. 819-820.

Chili. — Argent, p. 269.

Chine. — Projets de réforme monétaire en Chine et à Hong-Kong, p. 676 et suivantes. — La question monétaire en Chine, p. 713 et suivantes. — Quel est le régime monétaire de la Chine? p. 714 à 716. — La monnaie de cuivre, p. 716. — Raréfaction de la Sapèque, p. 718. — La circulation argent, p. 719 et suivantes. — Tael, monnaie de compte, p. 719, 720. — Variétés nombreuses des Taels, p. 720, 721. — Valeur des différents Taels par rapport au Dollar, p. 722. — Fonderies chinoises, p. 724. — Fabrication du Sycée p. 724. — Degré de finesse du Sycée, p. 725. — Kung-Kou, p. 725. —. Dollar en Chine, p. 726. — Dollar mexicain en Chine, p. 727. — Trade

Digitized by Google

dollar en Chine, p. 728. — Piastre indo-chinoise en Chine, p. 728. — British dollar en Chine, p. 728. — Dollar au dragon, p. 729. — Monnaies provinciales chinoises, p. 730. — Effets de la baisse de l'argent sur le change en Chine, p. 730 à 740. — Taux moyen du Tael comparé avec le prix moyen de l'argent en barres, p. 731. — Commerce extérieur de la Chine, p. 736. — Les prix en Chine, p. 737, 739. — Les salaires en Chine, p. 740. — Effets de la baisse de l'argent sur la dette extérieure de la Chine, p. 740, 741. — Indemnité chinoise, p. 741 à 743. — Mouvement des métaux précieux en Chine, p. 743-744. — Balance commerciale de la Chine, p. 745, 746. — Introduction de l'étalon d'or en Chine, p. 747 à 753. — Commission du change international en Chine, p. 748.

Conférences internationales. — Conférences, p. 426 à 435 : de Paris, 1878, p. 426; — de Paris, 1881, p. 428; — congrès de 1889, p. 428. — Conférence de Bruxelles, 1892, p. 429. — Congrès de Buda-Pesth, p. 432. — Mission Wolcott, p. 432.

Consommation industrielle. — Des métaux précieux, p. 75 à 85. — Voir *Métaux précieux.*

Coût. — De la vie, p. 8. — Mesure de ses variations, p. 8 à 24.

Dépréciation. — De l'argent, p. 284 à 310. — Rapports de la dépréciation de l'argent et de sa production, p. 284 à 296. — Rapports de la dépréciation de l'argent et de ses démonétisations, p. 296 à 302. — Rapports de la dépréciation de l'argent et de la production de l'or, p. 302 à 310. — La baisse de l'argent vis-à-vis de l'or, p. 313 et suivantes : — le phénomène, p. 316; — les conséquences, p. 319; — les causes, p. 325.

Dette publique. — Accroissement, conséquence de la baisse de l'argent, p. 322. — Dette publique et cours du change, 446, 450, 454, 460, 465, 486, 511.

Détroits. — La réforme monétaire dans les Straits Settlements et les établissements confédérés, p. 666 et suivantes. — Comité de 1902, p. 671 et suivantes.

Droits de douane. — Paiement en or, p. 460, 465, 490, 495, 498, 830.

Escompte (taux de l'). — Taux de l'escompte et cours du change, p. 463, 476, 484, 489, 502, 512.

Espagne. — Valeurs mobilières, p. 320. — Rente extérieure, p. 323. — Circulation monétaire, p. 325. — La circulation fiduciaire et les crises du change en Espagne, p. 469 et suivantes. — Cours du change en Espagne, p. 471, 475, 501. — Régime monétaire de l'Espagne, p. 469, 504. — Stock monétaire de l'Espagne, p. 480, 482, 505. — Frappes de monnaies en Espagne, p. 470, 481, 482, 490, 497. — Circulation fiduciaire en Espagne, p. 470, 475, 478, 482, 489, 492, 501, 505, 507. — Projets de restauration du change espagnol, p 492, 496, 497, 500.

Digitized by Google

Étalon. — Voir *Or.*

États-Unis. — Les prix, p. 35-37. — Les stocks, p. 57. — Mesure du volume des transactions, p. 92 à 96. — Production de l'or, 139, 142, 144, 145, 146, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 156, 157, 158, 159, 160, 166, 169, 176, 195 et suivantes. — Production de l'argent, p. 261 à 265, 328, 352. — Achats d'argent, p. 353. — La politique monétaire des États-Unis, p. 365 et suivantes. - Bland Bill, p. 367 et suivantes. — Bland bill (résultats), p. 368, 374. — Trade dollars, p. 369. — Shermann act, p. 371. — Cleveland, p. 373. — Shermann act (résultats), p. 374. — Contre-coup de la réforme indienne, p. 373. — Élection présidentielle de 1896, p. 376. — Mac-Kinley, p. 378. — Mission Wolcott, p. 379, 432. — Réforme monétaire de 1900, p. 381. — Élection présidentielle de 1900, p. 383. — Élection présidentielle de 1904, p. 384. — Commission monétaire de 1903, p. 383.

Formose. — Introduction de l'étalon d'or, p. 762, note n° 2.

Frai. — Perte par le frai des pièces d'or et d'argent, p. 73 à 75; 348.

France. — Les prix, p. 38, 41. — Les stocks, p. 49 à 55. — Mesure du volume des transactions, 99 à 103. — La baisse de l'argent vis-à-vis de l'or, p. 314. — Cote de l'argent, p. 316. — Le bimétallisme, p. 413 et suivantes. — Campagne bimétalliste, p. 414. — Situation monétaire, p. 413. — Société des Agriculteurs de France, p. 415. — Campagne bimétalliste, p. 424.

Guyane. — Production de l'or, p. 132, 140, 145, 159, 172, 218.

Inde. — Production de l'or, 217. — La question monétaire dans l'Inde et la consommation de l'argent, p. 598. — Histoire monétaire de l'Inde, p. 599. — Étude de l'act de 1870 et législation monétaire actuelle, p. 602 et suivantes. — Principales monnaies circulant en Inde, p. 602 et suivantes. — Politique monétaire indienne après 1873, p. 605 et suivantes, 617 et suivantes. — Fluctuation du prix de la roupie de 1872 à 1892, p. 606 à 607. — Commission Herschell, p. 609, 610. — Réforme monétaire de 1893 : ses résultats, p. 609 et suivantes. — Cours de la roupie après la réforme de 1893, p. 611 à 625. — La réforme monétaire de l'Inde et les prix, p. 612 et suivantes; 651. — Influence de la réforme monétaire indienne sur le métal blanc, p. 615. — Enquête de 1899. Travaux du Comité de 1898, p. 617 et suivantes. — L'*act* monétaire indien du 15 septembre 1899, p. 617 et suivantes. — Bimétallisme indien ; en quoi il diffère du bimétallisme français, p. 631 et suivantes. — Appréciation des résultats de la réforme monétaire, p. 633 et suivantes; 698, 699. — Causes principales qui soutiennent le pair du change anglo-indien, p. 634 et suivantes. — La consommation de l'argent et la frappe de la roupie depuis la réforme indienne, p. 637 et suivantes.

Index Numbers. — Définition, p. 3. — Différentes catégories, p. 5. — Classification : Index à fin sociale et Index à fin objective, p. 6. — Index ayant pour objet de mesurer les variations du coût de la vie, p. 8. — Système de

Digitized by Google

l'indice unique, p. 8. — Principe de la représentation proportionnelle des marchandises et principe de l'égalité, p. 22-24. — Index destinés à mesurer les variations de la valeur générale d'échange de la monnaie, p. 25 à 35. — Index de l'argent, p. 318, 319, 349, 350. — Moyennes : A) Graduées. 1) Budgétaires : Index Numbers américains d'Aldrich-Falkner, p. 9. — Critique : difficultés d'application, p. 10. — Prépondérance des articles d'alimentation, p. 11. — Comparaison des moyennes simples et des moyennes graduées, p. 11 à 14. — 2) Système des coefficients, p. 14. — Difficultés de mise en application, p. 16, 18. — Divergences dans le choix du critérium de l'importance des marchandises et dans celui de l'année de base, p. 16. — Différents procédés, p. 17. — Coefficient unique et coefficient double, p. 18, — Système du pourcentage douanier : application en Angleterre et en France, p. 19. — Comparaison des résultats des moyennes simples et des moyennes graduées, p. 20-21. — B) Simples, p. 7. — Système de coefficients arbitraires? réfutation, p. 15. — Critique, p. 25. — Choix de l'année de base, p. 26. — Choix du nombre des produits, p. 26. — Choix des prix, p. 28. — Omission d'un certain nombre de produits importants, p. 29 : les salaires, p. 30; les loyers, p. 32; les prix du détail, p. 32. — Répercussion de l'inégalité initiale des différents prix sur le taux de variation du pourcentage total, p. 33.

Indo-Chine. — Système monétaire de l'Indo-Chine, p. 644 et suivantes. — Position du problème monétaire en Extrême-Orient, p. 649 et suivantes. — Réformes réalisées ou proposées par les États asiatiques voisins de l'Indo-Chine pour remédier aux conséquences de la baisse de l'argent, p. 658 et suivantes. — Mesures adoptées ou proposées pour remédier à la situation monétaire en Indo-Chine, p. 681 et suivantes, 702 et suivantes. — Conclusion sur la question monétaire en Extrême-Orient, p. 698 et suivantes.

Italie. — La circulation fiduciaire et les crises du change en Italie, p. 441 et suivantes. — Cours du change en Italie, p. 452, 453, 468. — Régime monétaire de l'Italie, p. 441, 504. — Stock monétaire de l'Italie, p. 442, 453, 455, 467, 505. — Frappes de monnaies en Italie, p. 442. — Circulation fiduciaire en Italie, p. 442, 448, 452, 455, 464, 505, 507. — Cours forcé en Italie, p. 444, 448, 462, 463, 505.

Japon. — Question monétaire au Japon, p. 699-700, 753 et suivantes. — Effets du changement d'étalon sur la circulation monétaire au Japon, p. 755 à 767. — Démonétisation des pièces de un yen d'argent, p. 757- 759. — Vente des yens d'argent, p. 760, 762. — Frappe de la Monnaie divisionnaire au Japon, p. 764. — Mouvement des métaux précieux au Japon, p. 766. — Commerce extérieur du Japon, p. 767. — Commerce du Japon avec les pays à étalon d'or, p. 770, 773. — Stabilisation du change au Japon, p. 772. — Commerce du Japon avec les pays à étalon d'argent, p. 773, 776. — Effets du changement d'étalon sur les salaires au Japon. p. 777, 778. — Effets du changement d'étalon sur les prix au Japon, p. 777, 778.

Hong-Kong. — La question monétaire à Hong-Kong, p. 677 et suivantes, p. 701.

Digitized by Google

Loyers. — Leur hausse et son influence sur les Index Numbers, p. 32.

Madagascar. — Production de l'or, p. 132, 140, 145, 218.

Main-d'œuvre. — Dans les mines d'or, p. 157 et suivantes; — en Sibérie, 182; en Australie, 188, 189; en Californie, 196; au Canada, 202; au Transvaal, 206, 210 à 214.

Mesure. — Voir *Index Numbers.*

Métaux précieux. — Consommation industrielle, p. 75 à 85. — Procédés d'évaluation, p. 75. — Chiffres officiels des bureaux de garantie, p. 76. — Critique, p. 77, 78. — Enquêtes auprès du commerce, p. 79. — Évaluations de Sœtbeer, p. 79; — de la Monnaie américaine, p. 80. — Évaluations en France, p. 81. — Comparaison entre les évaluations de la Monnaie américaine et les renseignements directs fournis à la Monnaie de Paris par les différents États, p. 84. — Variation de la valeur des métaux précieux, p. 122. — Variation de l'offre, p. 123. — Abaissement du coût de production de l'or, p. 123, 124, 162 et suivantes. — La demande, facteur déterminant de la valeur de l'or, p. 124. — Accroissement de la consommation monétaire et industrielle de l'or, p. 125. — Valeur, p. 326, 329, 332-333. — Coût de production, p. 327. — Monnayage, p. 341, 345. — Production, p. 331, 338, 351.

Mexique. — Production de l'or, p. 132, 150, 154, 217; de l'argent, p. 265 à 269. — Régime monétaire, p. 314, 328, 386. — La question monétaire au Mexique, p. 386 à 398. — Développement économique, p. 387. — Effets de la monnaie d'argent, p. 388. — Dette publique, p. 390. — Commission monétaire intérieure, p. 393. — Commission monétaire internationale, p. 394. — Étalon d'or, p. 397. — Réimportation des piastres, p. 392.

Milreis. — Voir *Brésil.*

Monnaie. — Pouvoir d'achat, p. 2. — Influence de la monnaie sur les prix, p. 44. — Difficultés d'une vérification expérimentale (Voir *Prix*). — Stocks monétaires, p. 45 (Voir *Stocks*). — Frai, p. 73. — Vitesse de circulation et monnaie éventuelle, p. 85. — Besoin de numéraire, p. 86 (Voir *Volume des transactions*). — Succédanés, p. 103; Valeurs mobilières, p. 104; Billets de banque, p. 105; Chèques, Comptes courants, Compensations et virements, p. 107; — Monnaie : fonction d'étalon et fonction d'instrument d'échange, p. 119 (Voir *Prix*). — En quel sens parler de contraction monétaire, p. 121, 126.

Monométallisme. — Cause de la baisse de l'argent par les monométallistes, p. 326.

Or. — Production, p. 131 et suivantes. — Minerais : nature des gisements, p. 138, 139. — Méthodes d'extraction et de traitement : leur évolution, p. 141 et suivantes. — Différenciation des industries aurifères, p. 151. — Capitaux, main-d'œuvre, action sur le milieu, p. 153 et suivantes. — Frais de production, p. 162 et suivantes. — Résultats généraux de la production, p. 171. — Production dans les principaux centres et perspectives d'avenir, p. 181 et suivantes. — Comparaison des centres de production, p. 215. — Rapports de la

Digitized by Google

dépréciation de l'argent et de la production de l'or, p. 302 à 310. — La baisse de l'argent vis-à-vis de l'or, p. 313 et suivantes. — Appréciation de l'or, p. 322, 340, 354. — Étalon d'or, p. 313. — Rapport de l'or et de l'argent, p. 318. — Transports (or et argent), p. 347. — Étalon, p. 436 et suivantes. — Introduction de l'étalon d'or en Chine, p. 747 à 753. — L'étalon d'or au Japon, p. 754 et suivantes. — Introduction de l'étalon d'or à Formose, p. 762, note n° 2.

Panama. — Régime monétaire, p. 353.

Papier-monnaie. — L'abolition du cours forcé en Russie et en Autriche, p. 515 et suivantes. — Surémission de papier-monnaie et crise monétaire, p. 516. — Remède à la crise monétaire, p. 516, 517, 518. — Loi de Gresham, p. 516 à 518. — Cours forcé (avantages et inconvénients), p. 521. — Historique du papier-monnaie en Russie, p. 522 et suivantes. — Cours du rouble, p. 523, 526, 530, 532, 542, 550. — Banque de Russie, p. 527. — Plan de la réforme monétaire russe, p. 533. — Consolidation du cours du rouble, p. 541 et suivantes. — Réforme monétaire russe, p. 549 et suivantes. — Historique du papier-monnaie en Autriche, p. 560 et suivantes. — Cours du florin-papier, p. 562, 564, 570, 577. — Banque d'Autriche, p. 565. — Commissions austro-hongroises chargées de faire aboutir les réformes nécessaires, p. 579 à 584. — Plan de la réforme monétaire austro-hongroise, p. 581 et suivantes. — Papier-monnaie au Brésil, p. 793 et suivantes. — Papier-monnaie en Argentine, p. 803 à 822. — Remède à la crise en Argentine et au Brésil, p. 827 et suivantes. — Intervention de l'État, p. 828 à 831.

Péninsule Malaise. — Production de l'or, p. 217.

Pérou. — Argent, p. 269.

Pesos. — Voir *Argentine.*

Philippines. — La réforme monétaire aux Philippines, p. 663 et suivantes.

Prix. — La monnaie et les prix, p. 1 et suivantes. — Moyennes de prix, p. 5. — Procédés d'établissement de ces moyennes (voir *Moyennes*). — Prix du détail et prix du gros, p. 32. — Fluctuations des prix dans les 25 dernières années, p. 35 : En Angleterre et aux États-Unis, p. 35 à 37. — Variations globales et variations particulières en France, p. 38 à 41. — Baisse des prix à la fin du XIXe siècle, p. 41. — Théorie quantitative des prix, p. 43. — Influence de la monnaie sur les prix : essai de vérification expérimentale, p. 44, 109, 110. — Vérification de la formule mondiale de la théorie quantitative, p. 111-113. — Vérification de la formule nationale, p. 113 à 119 (France 113; Angleterre et États-Unis 115). — Critique de la théorie quantitative par M. Laughlin, p. 119. — Réponse à cette critique, p. 120. — L'influence de la monnaie sur les prix n'est pas exclusive, p. 121. — Contraction monétaire, p. 121. — Influence de la réduction du prix de revient des marchandises, p. 122. — Variations de la valeur des métaux précieux, p. 122, 124. — L'influence de la monnaie sur les prix n'est pas mesurable, p. 126. — La réforme

Digitized by Google

monétaire de l'Inde et les prix, p. 612 et suivantes, 651. — Les prix en Chine, p. 737-739. — Effets du changement d'étalon sur les prix au Japon, p. 777-778.

Rhodésie. — Production de l'or, p. 140, 154, 217.

Rouble. — Voir *Papier-monnaie et Russie.*

Roupie. — Voir *Inde.*

Russie. — Compagnie bimétalliste, p. 424. — L'abolition du cours forcé en Russie, p. 515 et suivantes. — Historique du papier-monnaie en Russie, p. 522 à 560. — Cours du rouble, p. 523, 526, 530, 532, 542, 550. — Banque de Russie, p. 527. — Soldes de la balance du commerce en Russie, p. 533. — Plan de la réforme monétaire russe, p. 533. — Situation économique de la Russie, p. 537. — Voies ferrées en Russie, p. 538. — Résultats des budgets russes, p. 539, 558. — Caisses d'épargne en Russie, p. 540. — Production de la fonte, du fer, de l'acier, etc., p. 540. — Consolidation du cours du rouble, p. 541 et suivantes. — Douane russe, p. 544. — Réforme monétaire, p. 549 et suivantes.

Salaires. — Doivent-ils être introduits dans les index ou en être écartés? p. 30. — Les salaires en Chine, p. 740. — Effets du changement d'étalon sur les salaires au Japon, p. 777, 778.

Sapèque. — Voir *Chine.*

Siam. — La réforme monétaire au Siam, p. 658 et suivantes, 700, 701.

Sibérie. — Production de l'or, p. 132, 139, 145, 153, 156, 157, 159, 164, 166, 167, 182.

Spéculation. — Sur les mines d'or, p. 155 et suivantes, 186, 190, 199, 204. — Spéculation et taux du change, p. 461, 483, 494, 497, 502, 511.

Stocks Monétaires, p. 45. — Procédés d'évaluation : *a*) Évaluation directe, p. 45. — Stock monétaire mondial, p. 45-48. — Stock de la France, p. 49. — Recensements de l'administration française des finances et évaluation de Foville : Exposé des méthodes et critique, p. 50-51 ; inexactitudes du recensement, p. 52 ; hypothèse de l'homogénéité du stock, p. 53. — Stock en Angleterre, p. 65 ; aux États-Unis, p. 57. — Comparaison des évaluations, p. 58. — Causes d'inexactitude, p. 58-63. — *b*) Évaluation indirecte, p. 63. — Statistiques de la Monnaie et de la Douane, p. 63. — 1° Statistique douanière : Critique, p. 64 à 68. — Statistique du Monnayage, p. 68 à 70. — Statistique de la production et de la consommation industrielle, p. 70 à 85 (Voir *Consommation industrielle*). — Stock d'or et d'argent, p. 331-337. — Stock monétaire de l'Italie, p. 442, 453, 455, 467, 505. — Stock monétaire de l'Espagne, p. 480, 482, 505.

Sycée. — Voir *Chine.*

Digitized by Google

Tael. — Voir *Chine.*

Théorie quantitative. — Voir *Prix.*

Transvaal. — Production de l'or, p. 139,146 , n. 1, 146, 147, 150, 154, 155, 156, 157, 160, 162, 164, 165, 166, 168, 169, 204.

Union latine, p. 441, 456, 458, 461, 469, 504.

Valeur Générale d'échange de la monnaie, p. 2.— Nature de la valeur d'échange, p. 4. — Définition, p. 5. — Mesure de ses variations, p. 25 à 35. — Causes de ses variations, p. 42. — Théorie quantitative, p. 43. — Critique de Mc Laughlin, p. 119. — Influence de la réduction du coût des marchandises, p. 121. — Influence de la valeur des métaux précieux, p. 121 à 125. — Valeur de la monnaie (à propos de la production de l'or), p. 132 et suivantes.

Volume des transactions. — Masse brute et masse nette, p. 88. — Mesure : Développement mondial des transactions, p. 88 à 90. — Mesure approximative du volume des transactions d'un pays : Indices indirects, p. 90 à 92. — Aux États-Unis, p. 92 à 96. — En Allemagne, p. 96 à 98. — En Angleterre, p. 98, 99. — En France, p. 99 à 103. — Masse nette des transactions, p. 103 à 110.

Yen. — Voir *Japon.*

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

BAR-LE-DUC. — IMPRIMERIE CONTANT-LAGUERRE.

Digitized by Google

Digitized by Google

REVUE

D'ÉCONOMIE POLITIQUE

COMITÉ DE DIRECTION :

Paul CAUWÈS
Professeur à la Faculté de droit de Paris

Dr Eugen SCHWIEDLAND
Professeur à l'Institut Polytechnique et à l'Université de Vienne ; conseiller de Gouvernement

Raoul JAY
Professeur à la Faculté de droit de Paris

Charles GIDE
Professeur à la Faculté de droit de Montpellier
Chargé de cours à la Faculté de droit de Paris

Edmond VILLEY
Doyen de la Faculté de droit de Caen
Correspondant de l'Institut

Auguste SOUCHON
Professeur à la Faculté de droit de Paris

GERMAIN MARTIN
Professeur à la Faculté de droit de Dijon
SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION

Cette revue parait tous les mois par livraisons de 6 feuilles grand in-8°

ABONNEMENT ANNUEL : France, **20** francs. — Étranger, **21** francs.

Les années parues 1887 à 1904 et l'abonnement à 1905, *franco* 220 francs.

COURS D'ÉCONOMIE POLITIQUE

contenant, avec l'exposé des principes, l'analyse de questions de législation économique

Par Paul CAUWÈS
Professeur d'Économie politique à la Faculté de droit de Paris

1893, 3e édition, 1 volume in-8°..... Épuisé, très rare.

LA PROPRIÉTÉ PAYSANNE

Étude d'économie rurale

Par A. SOUCHON
Professeur à la Faculté de droit de Lyon

1899, 1 volume in-8°..... **6** francs.

LES THÉORIES ÉCONOMIQUES DANS LA GRÈCE ANTIQUE

Par A. SOUCHON

1898, 1 volume in 18..... **3** francs.

LA MESURE DE LA VALEUR ET LA MONNAIE

Par Maurice BOURGUIN
Professeur à la Faculté de droit de Lille

1896, 1 volume gr. in-8°, avec **4** tableaux graphiques..... **8** francs.

BAR-LE-DUC. — IMPRIMERIE CONTANT-LAGUERRE.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY,
BERKELEY

THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE
STAMPED BELOW

Books not returned on time are subject to a fine of 50c per volume after the third day overdue, increasing to $1.00 per volume after the sixth day. Books not in demand may be renewed if application is made before expiration of loan period.

APR 4 1930

50m-7,'29

Digitized by Google

YD 05712

HC253
.Q5

116721

Digitized by Google

Digitized by Google